Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1925unse_3

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVe ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME XXIX. — 1er SEPTEMBRE 1925.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVe ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-NEUVIÈME

SCOLASTICAT
SOC. DE MARIE

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1925

THE GETTY CENTER

LA CROISSANCE ET L'AVÈNEMENT DU FASCISME EN ITALIE

1919-1922

Le mouvement qui a porté M. Mussolini au pouvoir ne peut pas être isolé de l'histoire intérieure de l'Italie depuis l'armistice. Il n'en est qu'un épisode, qui se rattache à d'autres, plus anciens, comme se sont rattachés à lui de plus récents.

La paix extérieure, ou plutôt l'état de choses qui en tient lieu, donna en Italie le signal de troubles intérieurs, dans lesquels on a quelque peine à se reconnaître, quand on n'a pas habité ce pays, et même quand on a joui de ce privilège.

L'Italie avait toujours été divisée sur le principe même de la guerre. Les hostilités arrêtées, les Italiens se retrouvèrent donc répartis en interventistes et neutralistes, qui étaient séparés par des antipathies persistantes et avaient de vieux comptes à régler. C'était une première cause de querelles. Pendant les négociations de la paix et après la signature des traités, les uns et les autres furent d'accord pour se plaindre que l'Italie fût sacrifiée, qu'elle eût « perdu la paix ». Mais les neutralistes en profitèrent pour triompher, en criant très fort que ce n'avait donc pas été la peine de faire la guerre : et ce fut le principe d'une réaction contre la guerre et contre les interventistes. En même temps entrèrent en jeu, pour attiser les rivalités politiques, des facteurs économiques et sociaux : crise industrielle et commerciale, chômage, difficultés financières. Avec le secours de ces facteurs, s'exerça la propagande communiste, dans de plus grandes proportions qu'en aucun autre pays d'Europe occidentale. L'influence de Moscou, le prestige des

Soviets sur les masses lui donnèrent une impulsion vigoureuse. Les années 1919-20-21 virent ainsi se développer une crise interne, profonde et aiguë.

Devant la poussée communiste, comme devant toutes les difficultés du moment, financières, économiques, sociales, diplomatiques, les vieux partis politiques se combattirent et s'entre-déchirèrent à qui mieux mieux. De même qu'il n'y avait pas eu de complète « union sacrée », il n'y eut pas de « bloc national », même à titre de phénomène passager. Il arriva même que certains partis furent en proie à des luttes intestines et se fractionnèrent.

Ainsi en fut-il notamment du parti socialiste. Une première défection en avait déjà détaché, pour des raisons patriotiques, le groupe qu'on appela depuis socialistes-réformistes. Il n'en restait pas moins le parti le plus fortement organisé et le mieux discipliné d'Italie. Mais il ne tarda pas à perdre cette supériorité. La désunion se mit dans ses rangs. On y put bientôt distinguer des extrémistes et des modérés, une gauche, un centre et une droite. Le principal sujet de dissension fut précisément l'attitude à tenir envers le communisme, les Soviets et l'Internationale de Moscou. Un autre s'y joignit ensuite : convenait-il de collaborer avec des gouvernements bourgeois et capitalistes? Collaborationnistes et anticollaborationnistes se querellèrent jusqu'au moment où, finalement, ils se séparèrent.

Ces discussions entre socialistes auraient pu tourner au profit des autres partis, s'ils eussent été capables de s'unir. L'expérience montra qu'ils ne l'étaient pas. Leur fractionnement était déjà excessif : ils se morcelèrent un peu plus. De la droite à l'extrême-gauche, Parlement et pays n'offrirent plus qu'une poussière de partis, une mosaïque sans ciment : conservateurs, nationalistes, libéraux de droite, libéraux de gauche, libéraux démocrates, démocrates giolittiens, démocrates nittiens, radicaux, républicains, anciens combattants, rénovateurs, socialistes-réformistes... On se perd dans ce labyrinthe!

Comme s'il n'y avait pas assez de partis politiques, il en surgit alors un nouveau : le parti populaire. Il rassemblait des éléments réunis entre eux par le lien confessionnel catholique et par la crainte du bolchévisme pur teint, mais séparés les uns des autres par de grandes distances sociales, — du gros pro-

priétaire foncier au paysan, — et par de notables divergences politiques, du conservateur au socialiste chrétien. Le plus clair de son homogénéité et de sa force lui vint de son créateur et chef, un petit prêtre sicilien, don Sturzo, qui, sous le titre modeste de secrétaire général, le faisait marcher à la baguette, comme un pensionnat. Il bénéficia grandement, à son origine, de l'appui du pape Benoît XV et du cardinal Gasparri.

Cet émiettement des partis était éminemment propice à l'apparition de phénomènes politiques nouveaux, ou renouvelés du passé. Le fascisme n'est pas le premier ; le communisme en fut un avant, et, entre les deux, le nittisme en fut un aussi, dans son genre.

***

Devenu envahissant dès les derniers temps du ministère de M. Orlando, le communisme avait gagné du terrain : et c'est la raison pour laquelle M. Orlando avait tâché de tenir en haleine le nationalisme, où il avait vu un antidote au virus moscovite. Mais, en dépit du contre-poison, le poison avait fait son œuvre et les symptômes de ses effets étaient visibles à l'œil nu. Délaissant le socialisme, qui prenait, comparativement, un air désuet, bourgeois et rococo, bon nombre de mécontents, victimes de la vie chère, désoccupés, démobilisés jetés sur le pavé, étaient attirés par le communisme et s'en faisaient les « militants ». Devant les progrès de cette maladie, le nittisme fut un procédé curatif qui relevait d'une autre méthode : celle de la vaccination, si l'on veut. Mais laissons là les métaphores médicales : plutôt qu'une politique, ce fut un état d'esprit, spontané de la part des uns, accepté de la part des autres.

M. Nitti est un des hommes les plus intelligents qu'ait portés la terre de son pays, qui ne passe pas pour porter des imbéciles. Plusieurs fois déjà membre du Gouvernement, il avait été, pendant la guerre, un bon ministre du Trésor. Titulaire d'une chaire d'enseignement supérieur à la Faculté de droit de l'Université de Naples, il était considéré, à juste titre, comme ayant des lumières exceptionnelles sur l'économie politique. En politique proprement dite, sa souplesse, son ingéniosité, sa connaissance approfondie du terrain parlementaire et électoral étaient légitimement réputées. En matière enropéenne, il était connu pour ne pas admirer l'œuvre du Congrès de la paix et

pour être enclin à en laisser disparaître ce que les vaincus voudraient et sauraient détruire. Ses qualités d'esprit étaient-elles précisément celles qui convenaient le mieux à un président du Conseil pour maintenir l'ossature d'une nation sur laquelle agissaient beaucoup de ferments de désagrégation? C'est ce que l'on connaîtrait, à l'épreuve.

Sur le nom de M. Nitti se concentrèrent, avant, pendant et après son gouvernement, des tendances et des intérêts, qu'il représentait, interprétait et servait. Ces tendances et ces intérêts convergeaient en somme vers la recherche d'un équilibre parlementaire auquel pût contribuer le plus possible de la gauche. Un tel équilibre ne pouvait évidemment être obtenu que par des concessions, des méthodes de gouvernement et un travail intérieur susceptibles de l'établir. De là des mesures qui choquèrent le sentiment patriotique : l'amnistie en bloc des déserteurs, une liquidation sommaire du « contentieux » de la guerre. De là les sourires aux Soviets, la politique extérieure teintée de germanophilie et orientée vers la revision des traités, la subordination systématique à M. Lloyd George, qui appelait le premier ministre italien *my spiritual self*. De là une politique financière influencée par les doctrines socialistes, l'impôt sur le patrimoine, nous dirions en France sur le capital, les augmentations de salaire à des employés de l'État, qui appuyaient leurs revendications par une agitation syndicaliste ou par la grève. De là la timidité du Gouvernement devant les conflits du travail, de plus en plus nombreux entre des patrons, dont il ne voulait pas la ruine, et des ouvriers, qu'il ne croyait pas pouvoir contenir autrement qu'en leur faisant accorder des satisfactions et dont il tenait à ménager les représentants au Parlement. De là une inutile et intempestive enquête sur les causes et les responsabilités du désastre de Caporetto, pourtant effacé par une éclatante victoire. De là, enfin, le combat mené contre la plupart des anciens interventistes, une sorte de reniement perpétuel de la guerre, de désaveu des vertus qui avaient permis d'en venir à bout, de bannissement des souvenirs qui pouvaient en entretenir l'esprit, au point qu'il ne put jamais y avoir à Rome de rentrée officielle des troupes victorieuses, la faiblesse à défendre l'armée contre les attaques des antimilitaristes, la patrie même contre celles des antipatriotes et des internationalistes. Une presse ministérielle, compromettante

par l'excès avec lequel elle réagissait contre la guerre, contre les hommes qui l'avaient faite et gagnée, daubant à tour de rôle sur le Baron Sonnino, M. Salandra, M. Orlando, le Duc d'Aoste et d'autres généraux, n'épargnant même pas les anciens neutralistes qui pouvaient, comme M. Giolitti, porter ombrage au détenteur du pouvoir, aggrava infiniment l'impression produite par la politique du Gouvernement. En éveillant des inquiétudes et heurtant des sentiments respectables, le régime nittien fit souhaiter par beaucoup un gouvernement plus national. M. Nitti favorisa inconsciemment la réaction fasciste.

C'est sous son ministère que Gabriele d'Annunzio prépara et exécuta, à l'insu et à la barbe du Gouvernement italien, un coup de main qui le rendit maître de Fiume. De ce jour, la question extérieure qu'avait été jusqu'alors l'affaire de Fiume devint pour l'Italie une grosse difficulté intérieure. Les puissances alliées, dont les troupes avaient occupé la ville jusqu'à l'irruption du poète et de ses légionnaires, avaient sagement pris le parti de considérer cet incident comme une affaire à régler directement entre le Gouvernement italien et son ressortissant en rupture de ban. De leur décision prudente résultait toutefois, pour le cabinet de Rome, un devoir pénible à remplir : pénible et ardu. M. Nitti l'accomplit, non sans courage, en désavouant et réprouvant solennellement son compatriote ; mais, rien que pour ces paroles, il encourut déjà le reproche d'avoir été trop loin et suscita, bien malgré lui, un élan de sympathies en faveur de l'entreprise coupable et condamnée. Quand, des paroles il s'avisa de passer aux actes, il s'aperçut très vite qu'il y perdrait sa peine et son latin ; il se résigna donc à tolérer ce qu'il n'avait pas su prévenir et qu'il ne pouvait plus interdire. Mais, de Fiume, d'Annunzio se mit alors à l'accabler de quolibets et même d'insultes, qui ne furent pas sans trouver de l'écho en Italie. La voix du poète, insurgé au profit d'une cause patriotique, retentit d'autant plus fort dans la péninsule que la politique générale du premier ministre satisfaisait moins, par ailleurs, le sentiment national d'un peuple enorgueilli par la victoire. En outre, son entreprise érigea, tout à côté des frontières politiques du Royaume, le personnage et la figure d'un dictateur, on est tenté de dire d'un Mussolini avant la lettre. Enfin, elle renoua le fil, rompu par un demi-siècle de vie normale et régulière, de la tradition gari-

baldienne, jeta un pont entre le présent et le précédent historique des « Mille », des « chemises rouges », lointains ancêtres des « chemises noires ». L'expédition et la dictature d'Annunziennes furent peut-être un chaînon nécessaire entre les campagnes de Garibaldi et l'insurrection de M. Mussolini. En tout cas, elles accrurent considérablement les embarras de M. Nitti, qui n'était pas Cavour, et qui en avait déjà bien assez sur les bras, sans que les poètes vinssent s'en mêler.

Cet homme trop retors s'imaginait duper tout le monde. Il le fut. Il comptait sur une gendarmerie mobile, qu'il avait créée, pour empêcher que l'ordre fût sérieusement troublé, et sur des élections, qu'il ferait, pour lui procurer une majorité compacte, avec laquelle il pût dominer la situation intérieure. Sur le second point, ses prévisions furent déjouées. Huit jours avant les élections législatives, il disait à un visiteur : « Les élections seront ministérielles et conservatrices. » Elles furent tout autre chose que conservatrices et beaucoup moins ministérielles qu'il ne l'avait espéré. Les socialistes en revinrent renforcés. Leur succès accrut leur audace. A la séance solennelle d'ouverture de la session, à laquelle le Roi se rend en cortège pour lire le discours du trône, on les vit quitter un à un la salle des séances, en présence du souverain impassible, quelques-uns entonnant l'*Internationale* au sortir de l'hémicycle. C'est d'ailleurs là une manifestation qu'ils renouvelèrent, lors de l'inauguration d'une législature suivante.

Demeuré au pouvoir, M. Nitti en fut quitte pour accentuer les tendances de son gouvernement. Il le fonda sur la neutralité bienveillante des socialistes dont il faisait le jeu, sur l'appui des populaires, qui avaient fait élire à la Chambre plus de cent des leurs, et sur les votes d'une partie de la mosaïque démocratique et libérale. Quand enfin il fut renversé, il léguait à son successeur, M. Giolitti, une succession des plus lourdes.

*
* *

La poussée communiste atteignit son maximum au début du ministère de M. Giolitti. Alors furent occupés par les ouvriers toutes les usines d'Italie, ou presque toutes, et jusqu'à de modestes ateliers. Le drapeau rouge flottait sur le toit des fabriques; des gardes rouges, l'arme au poing, montaient la faction

devant les portes des établissements industriels. Les entreprises étaient exploitées contre le gré des patrons. Les ingénieurs et les comptables étaient, ou bien contraints à fréquenter leurs bureaux, ou bien remplacés au pied levé par des ouvriers, à qui se trouvaient livrés les machines, les matières premières et les livres. Dans tout le pays, un certain nombre de municipalités avaient arboré le drapeau rouge. Dans les campagnes, les cas d'invasion et d'occupation des terres par les paysans étaient fréquents. Dans les villes, les tramways, les transports en commun faisaient grève.

Du reste, partielles ou générales, les grèves étaient chroniques. Tous les prétextes pour chômer étaient bons : un incident, une manifestation de solidarité avec une corporation quelconque, un anniversaire, la Saint-Liebknecht, la Sainte-Rosa Luxembourg, la Saint-Lenine. En voyant les ouvriers cesser le travail pour quelqu'une de ces fêtes du prolétariat, les vers de La Fontaine revenaient à la mémoire : « Et monsieur le curé De quelque nouveau saint charge toujours son prône. » Les services publics, chemins de fer, postes et télégraphes, paquebots postaux, suivaient ou même donnaient l'exemple. Les grèves perlées étaient de monnaie courante. Les vols de marchandises et d'effets dans les chemins de fer dépassaient toute proportion connue jusqu'alors; l'administration, c'est-à-dire l'État, propriétaire du réseau ferré italien, était tenu de ce chef à des remboursements qui atteignaient un total considérable. Partout, le sentiment du devoir et la discipline avaient faibli. Les mots d'ordre et directives de Moscou étaient ouvertement communiqués aux prolétaires, en congrès publics. Cette situation date déjà de quelques années. Elle a laissé dans l'esprit, pourtant mobile, des Italiens un souvenir durable.

M. Giolitti s'en tira comme il put, par les procédés empiriques de temporisation, de dissolution, de conciliation, dans lesquels il est passé maître. La phase aiguë de la crise fut surmontée.

Pour faire sortir les ouvriers des usines, dont ils ne savaient d'ailleurs que faire, un projet de loi, soumettant à leur contrôle les exploitations industrielles, leur fut offert comme fiche de consolation : quand le projet de loi libérateur eut produit l'effet qu'on en attendait, on le laissa tomber et personne n'en a plus ouï parler depuis lors. Un jeu savant fut mené, pour hâter la

scission du parti socialiste. Le Parlement fut dissous : mais, sur ce point, M. Giolitti éprouva la même déception que son prédécesseur; car la loi électorale sous laquelle la Chambre dissoute avait été élue n'ayant pas été modifiée au préalable, celle-ci revint telle à peu près qu'elle était partie. Un groupe d'extrémistes, qui se réclamait ouvertement de Moscou, continua d'y mener grand vacarme, faisant de l'obstruction et semblant prendre à tâche de lancer de perpétuels défis à la patrie, dont il s'excluait, et à la société, qu'il vitupérait. Les déserteurs y furent, — comme devant, — représentés dans la personne d'un des leurs, que des électeurs communistes y avaient envoyé siéger. Les socialistes proprement dits, tout en réprouvant et le communisme et l'attitude de ses champions, ne purent se décider à faire cause commune avec une majorité constitutionnelle. Chacun des autres groupes, très jaloux de son individualité, prétendit obtenir dans le Gouvernement une représentation proportionnelle à son effectif dans la Chambre, et exercer sur la politique générale une influence en rapport avec sa représentation dans le Cabinet. Particulièrement ardents à jouer des coudes, au nom de ce double principe, furent les populaires, toujours aussi nombreux et toujours aussi soumis à la discipline extra-parlementaire de leur secrétaire général, don Sturzo. Gouverner avec une telle assemblée demeura très difficile, et M. Giolitti, dont l'autorité et l'expérience étaient pourtant grandes, ne tarda pas à constater qu'il lui était malaisé de maintenir unie la majorité qui le soutenait, un peu comme la corde soutient le pendu.

Ce fut seulement à force de talent et d'ascendant personnel qu'il rendit à l'État assez de ressort pour qu'il pût expulser d'Annunzio de Fiume. Opération délicate, voire douloureuse, puisqu'il lui fallut faire marcher l'armée régulière contre le champion de l'irrédentisme fiumain. Opération nécessaire, mais qui ne pouvait pas ne pas laisser après elle des regrets, des rancœurs et un levain de revanche dans le cœur de nationalistes rongeant leur frein. C'est aussi sous le même ministère que commença à se rétablir la situation des Italiens en Tripolitaine, où les choses avaient été fort mal pour eux jusqu'alors. Les nouvelles de cette colonie, dont la presse était assez chiche, parce qu'elle n'avait rien de bon à en dire, n'avaient pas été agréables à lire depuis l'Armistice. A travers

une défensive laborieuse et de décevantes négociations avec des chefs indigènes insurgés, le repli sur quelques points de la côte était devenu complet. M. Giolitti ne put qu'amorcer, par la désignation d'un gouverneur énergique et entreprenant, une reprise d'activité militaire et coloniale, qui débuta modestement, pour se développer plus librement à partir de 1923.

Pendant que l'action gouvernementale, suivant le courant sous Nitti, le remontant péniblement sous Giolitti, était aux prises avec ces embarras presque sans précédent, une autre action avait commencé à se faire sentir, qui venait d'un facteur de jour en jour plus puissant : le fascisme.

***

Fascio, en italien, signifie faisceau. La première application de ce mot, dans le langage politique, fut faite à un groupe de sénateurs et de députés qui, dans le Parlement de 1917, s'étaient rassemblés en faisceau de résistance, pour soutenir la politique de guerre jusqu'à la victoire. Le mot resta. Il fut repris, après l'armistice, par des phalanges d'anciens combattants ou de jeunes gens, qui se constituèrent pour contre-battre l'action communiste et socialiste : ils s'intitulaient « faisceaux de combat », *fasci di combattimento*. Ils sont l'origine du fascisme proprement dit, du « parti national fasciste », formé par la multiplication, la fédération et la fusion de ces *fasci* locaux, sous la direction suprême de M. Mussolini.

Qui est Mussolini ? Benito Mussolini n'avait alors pas quarante ans. Il est le fils d'un forgeron de Predappio, bourg de Romagne. Les Romagnols passent pour avoir la tête chaude, le caractère ardent et résolu, l'esprit porté aux opinions extrêmes : M. Mussolini n'a pas démenti cette réputation de ses congénères. Il ne fait pas mystère de ses origines modestes : « Je suis issu du prolétariat », a-t-il déclaré lui-même à la Chambre. Après avoir reçu l'instruction à l'école primaire de son village natal, et ensuite à l'école normale d'instituteurs de la ville voisine, Forli, il a exercé quelque temps l'enseignement dans une localité de sa province. Il était alors socialiste avancé. Poursuivi par la justice de son pays, à la suite d'une frasque de jeunesse en période électorale, — il avait brisé les urnes dans une section de vote, — il s'enfuit en Suisse, où il gagna son pain à la sueur de son front. Il y compléta

aussi son instruction, en lisant le plus qu'il put, et en consacrant au travail intellectuel les rares instants de liberté que lui laissaient un travail manuel ou quelque emploi mercenaire. Expulsé de Suisse pour propagande socialiste, il passa en France. L'arrêté d'expulsion qui le chassait de la Confédération helvétique ne fut rapporté qu'en 1922, en faveur du premier ministre du roi d'Italie, appelé à la Conférence de Lausanne. Il ne cache pas non plus qu'en France comme en Suisse, ses années d'exil furent dans sa vie une période de misère : « J'ai connu et mené à l'étranger, a-t-il dit, la dure existence de l'émigrant. » Une mesure de clémence lui ayant permis de rentrer en Italie, il s'y conduisit en socialiste militant et, s'étant signalé dans ce rôle, devint directeur de l'*Avanti*, le plus grand journal socialiste de la Péninsule. Quand éclata en Romagne et dans les Marches un soulèvement républicain et socialiste, resté mémorable sous le nom de « Semaine rouge », il fut parmi les principaux organisateurs et meneurs de ce mouvement.

Mais, peu de temps après, la guerre européenne marqua la séparation entre lui et ses compagnons de foi socialiste. Interventiste enragé, tandis que les socialistes italiens étaient d'enragés neutralistes, il sortit du parti, fonda un journal, le *Popolo d'Italia*, fit campagne acharnée pour l'intervention et pour la guerre, s'engagea dans l'infanterie, combattit, devint caporal et sous-officier, fut blessé, et, rentré dans la vie civile, continua la lutte à outrance contre toutes les formes de défaillance nationale et contre tous les actes ou manifestations politiques qu'il considérait comme entachés de ce vice. Devenu un furieux antisocialiste, il fut l'organisateur et le chef de ces *fasci*, dont nous parlions à l'instant. Bien qu'adversaire déclaré du régime parlementaire, ou plutôt de ce qu'il appelait les abus de ce régime, et contempteur implacable du dogme démocratique, tel qu'on le comprenait avant lui, il entra à la Chambre, avec vingt-cinq de ses acolytes, à la faveur des élections générales qui suivirent une des dissolutions du Parlement. Voilà son *curriculum vitæ*. L'homme a de l'audace, de la décision, de la volonté, de l'autorité, une énergie peu commune, de l'intelligence, une remarquable faculté d'assimilation jointe à une grande puissance de travail, une éloquence originale et bien à lui, la notion claire de ce qu'il veut, — quoi qu'on pense de ce qu'il veut et de ce qu'il fait.

La politique de M. Nitti fut, sans le vouloir, de grand profit au fascisme, en lui fournissant un programme, un tremplin, des adeptes et des sympathisants, qui sont en quelque sorte des adhérents en puissance. Les gouvernements de M. Giolitti et de ses successeurs, M. Bonomi et M. Facta, le laissèrent se développer, soit qu'ils le voulussent, soit qu'ils ne pussent faire autrement. Probablement l'ont-ils voulu au début et n'ont-ils plus pu faire autrement ensuite. Toujours est-il qu'ils respectèrent les progrès du fascisme, de son action anticommuniste et antinittienne, de ses milices, avec lesquelles il courait sus aux bolcheviks indigènes. Au reste, dans un pays où l'on n'avait pas fait usage de la force contre les communistes, sortis de la légalité pendant des années, où l'on n'y avait pas recouru même au moment de l'occupation des usines, pouvait-on user de violence contre les fascistes, qui se réclamaient précisément de quelques-uns des principes sur lesquels est fondée la société moderne, et notamment du principe national? C'était difficile; mais il y a plus. Il ne déplut pas d'abord au pouvoir qu'une réaction nationale se dessinât, dont le fascisme était un puissant facteur. Quand les choses auraient été assez loin, les vieux parlementaires se flattaient de pouvoir l'endiguer, canaliser et assimiler.

Le fascisme se développa donc sans être entravé ni obstrué par le pouvoir légal, tolérant ou complaisant. Il étendit et perfectionna son organisation militaire. Au service du parti exista désormais une véritable armée irrégulière, avec ses unités, — cohortes et légions, — ses cadres, officiers réservistes ou en congé, — ses états-majors, ses généraux, dont certains avaient commandé pendant la guerre. Par qui étaient faits les frais d'une organisation aussi coûteuse? Par la grande industrie, dont c'était l'intérêt évident; par les cotisations individuelles de simples particuliers, de bourgeois; par des sortes d'impôts perçus dans certaines classes de la population, dans les régions où le fascisme dominait. On n'attendit pas, pour agir, d'être imposant par le nombre : action et recrutement furent menés simultanément, l'une aidant l'autre. Il ne se passa guère de jour sans que la chronique enregistrât quelque fait d'armes de fascistes, représailles contre des agresseurs, expédition punitive contre un centre communiste, répression d'une grève, bataille rangée, etc., — exploits aux yeux des uns, méfaits aux yeux des

autres. L'autorité laissait faire, comme elle avait laissé auparavant les communistes mener leur bacchanale. Les carabiniers, puisque c'est ainsi qu'en Italie on appelle les gendarmes, arrivaient invariablement trop tard, tout comme ceux d'Offenbach. Entre les partis en guerre, le Gouvernement en vint à négocier la paix ou au moins une trêve. On vit un jour publier un traité en bonne et due forme, entre fascistes et communistes, sous la médiation du président du Conseil alors au pouvoir. On aurait pu se croire revenu au temps des Guelfes et des Gibelins! Naturellement, le traité devint bientôt lettre morte et la décroissance des rixes, bagarres et combats ne naquit que d'une seule cause : la défaite à peu près complète des exrémistes de gauche.

Vaincus, ceux-ci firent défection en assez grand nombre. Le fascisme, qui avait déployé une action de propagande sur les syndicats, attira à lui bon nombre de syndiqués, plus ou moins sincèrement convertis, et parfois des syndicats entiers passèrent, avec armes et bagages, au camp vainqueur. D'ailleurs, la publicité donnée aux incidents de cette petite guerre et les fréquents succès remportés en champ clos par les fascistes leur servirent de réclame pour intensifier leur recrutement, qui s'accrut considérablement dans le courant de 1922. De la sorte, le fascisme devint, comme parti, un « parti de masse », comme armée, une armée à gros effectifs, condition essentielle pour entrer en ligne de compte en face d'adversaires ou de concurrents, dont les rangs étaient très fournis. Le point culminant de l'activité sociale et politique des fascistes fut atteint le jour où, en août 1922, ils étouffèrent en un tournemain une grève générale, proclamée à grand fracas par les socialistes. Ce fut alors aussi qu'ils s'emparèrent par la force de diverses municipalités, celle de Milan entre autres, et du palais San Giorgio, siège du consortium du port de Gênes. Peu de temps auparavant, ils s'étaient pratiquement rendus maîtres d'une province, et pas la première venue, le Trentin, l'une des deux provinces récupérées sur l'Autriche à la paix; ils avaient exigé et obtenu la démission du Haut-Commissaire qui l'administrait, un sénateur, dont l'administration leur paraissait coupable de faiblesse envers l'élément germanique. Ces coups de main marquèrent le triomphe du fascisme, l'essai de sa force et le point de départ de sa marche au pouvoir.

Pendant ce temps, le Gouvernement achevait de tomber en

quenouille. La situation parlementaire ne permettait pas la formation d'autres cabinets que « de coalition », donc sans homogénéité : ministère Bonomi, ministère Facta. L'accord y était difficile à réaliser sur la politique intérieure. Laisser faire et laisser aller est généralement la solution qui prévaut dans ces cas-là. Mais à laisser faire les gens et laisser aller les choses, le Gouvernement italien perdit, à l'intérieur, toujours plus de son prestige et de son autorité. Louvoyant plutôt que gouvernant, pratiquant un jeu de bascule pour garder un équilibre instable, il déclina peu à peu vers le discrédit et l'impuissance, au regard de ses propres administrés. Quand un cabinet tombait, des semaines de crise étaient nécessaires pour le remplacer par un autre, qui ne valait pas mieux. Non pas que le nouveau, comme l'ancien, ne comprît pas une majorité d'hommes de valeur et n'en eût pas un à sa tête ; au contraire, le président du Conseil fut toujours un parlementaire ayant marqué par ses services et les ministres furent toujours des gens de mérite, parfois remarquables. Mais, appartenant à des groupes divers, dont chacun avait sa ligne de conduite, ils ne voulaient pas les mêmes choses par les mêmes moyens et ne pouvaient donc se mettre d'accord que sur des transactions, sur des moyennes, en présence d'une situation intérieure à laquelle convenait de moins en moins un traitement bénin.

Les extrémistes de gauche étaient entreprenants, provocants, et non pas seulement sur le terrain économique. Lorsque éclata en Albanie une insurrection générale qui mit le corps italien d'occupation en pressant péril, ils s'opposerent par la force au départ des renforts destinés à ce pays. A Ancône, à Venise, ils réussirent, tantôt à empêcher, tantôt à retarder l'embarquement des troupes, et même à répandre parmi elles une émotion de mauvais aloi, pendant que, de l'autre côté de l'Adriatique, les bataillons qui combattaient en Albanie en étaient réduits, pour ne pas être jetés à la mer, à évacuer Vallona. L'impression produite en Italie par ces incidents douloureux fut des plus cruelles. D'autre part, la situation financière avait empiré, pour l'État et pour les particuliers. Le crédit public était bas ; la lire se dépréciait de plus en plus, les changes étrangers étaient en hausse : on recevait alors couramment 160 à 170 lires pour 100 francs. La cherté de la vie augmentait ; il s'était produit, de temps à autre, quelques troubles de vie

chère, pillages ou tentatives de pillages de boutiques, pression de la clientèle sur les commerçants pour leur faire abaisser les prix. Une très grande banque de Rome, qui avait des agences dans toute l'Italie et qui s'était ruinée dans de mauvaises affaires, cessa ses paiements et il fallut que le Gouvernement décrétât en sa faveur un moratoire, pour transformer sa faillite en liquidation. La fermeture de ses guichets provoqua une affluence, un *rush* de clients aux guichets d'autres banques, qui n'étaient nullement en danger, mais dont certaines ne laissèrent pas d'être embarrassées par l'abondance des demandes de remboursement. Pendant quelques jours, la situation fut assez critique, puis, peu à peu, s'améliora ou, comme l'on dit, « se tassa ». La Bourse était, le plus souvent, ou nerveuse, ou morne ; les valeurs d'État étaient faibles et délaissées.

Pour augmenter le rendement des impôts, il avait été recouru à des mesures de contrôle fiscal, sinon d'inquisition, notamment à l'égard des valeurs mobilières : mais alors les capitalistes s'étaient effrayés et les établissements de crédit inquiétés. Ainsi en était-il advenu pour la « nominativité des titres », vrai épouvantail pour les porteurs et les banquiers. Les polémiques menées à ce propos et à d'autres entretenaient le malaise parmi les gens de finance et d'affaires. Ce sont là des conditions où la paralysie gouvernementale n'est pas de saison.

A la chute du cabinet Bonomi, la crise ministérielle dura près d'un mois, tant fut difficile la composition, selon les dosages réglementaires, de la nouvelle équipe gouvernementale. On vit le parti populaire, c'est-à-dire en définitive le petit prêtre de campagne qui le dirigeait, mettre son *veto* au retour de M. Giolitti au pouvoir. On dut recourir à un succédané de M. Giolitti, à son premier lieutenant, M. Facta, qui accepta avec abnégation de tenir la place chaude à son patron. Mais, à la chute du cabinet Facta, nouvelle crise qui s'éternisa : Giolitti était toujours frappé d'interdit clérical ; si bien que, pour remplacer M. Facta, on eut recours à M. Facta lui-même, et que, quinze jours après l'avoir renversé, la Chambre lui vota la confiance à une grosse majorité. Nous laissons à penser l'impression produite sur le pays par ce spectacle de contradiction et de désarroi politique.

L'attitude à tenir envers les fascistes était l'un des sujets

sur lesquels les ministres ne s'accordaient pas. Les uns penchaient pour la manière forte, les autres pour la manière douce, et l'on ne prenait aucun parti. On se concertait, on consultait des généraux et de ces consultations ne sortait rien.

Tout le monde sentait que les choses ne pouvaient continuer à aller ainsi à vau-l'eau. A la crise nationale, dont il eût été vain de nier l'évidence, le remède apparaissait dans une nouvelle crise ministérielle, dans un changement de gouvernement, qui portât ou ramenât au pouvoir un homme d'autorité et d'indépendance suffisantes pour avoir une manière de voir bien à lui et pour y conformer ses actes. Il n'était question que de cela. La crise était latente, virtuellement ouverte ; le Cabinet, moribond. Mais il ne s'en allait pas. Beaucoup trop honnête pour se cramponner au pouvoir, qui n'avait pour lui d'autre attrait que celui du devoir, le premier ministre, M. Facta, était retenu par un scrupule constitutionnel : le Parlement était en vacances et M. Facta ne voulait pas de crise extra-parlementaire ; il voulait être mis par terre dans les formes, par un vote de la Chambre, d'où pût résulter une indication pour la Couronne. Du reste, les parlementaires chevronnés croyaient encore avoir du temps devant eux. Une combinaison Giolitti s'élaborait lentement. Le vieil homme d'État piémontais, passant l'été au fond du Piémont, était en pourparlers avec des hommes politiques de divers partis. Il célébrait, dans son fief électoral de Cavour, son quatre-vingtième anniversaire, tandis que le président du Conseil en exercice, M. Facta, célébrait à Pignerol son jubilé parlementaire. En réalité, ni l'un, ni l'autre n'était plus « à la page ».

* * *

Le Congrès fasciste de Naples, en octobre 1922, fut le lever de rideau ou la répétition générale de l'insurrection. Ce fut un éclatant succès. Quand M. Mussolini vit qu'il avait pu amener à Naples 50 000 hommes armés et encadrés, les faire défiler dans les rues de la ville, au milieu d'une population sympathique, curieuse ou prudente, sous le nez des soldats immobiles, et que lui-même avait pu discourir au théâtre San Carlo, en éveillant dans toute l'Italie un écho profond, il comprit qu'il était maître de la situation et sa résolution fut prise de brusquer les événements. Opportunément, il venait de faire une

déclaration monarchique, tandis que, peu de temps auparavant, il avait dit que le fascisme était « substantiellement républicain ». Allégé de ce républicanisme substantiel, il l'était d'un impedimentum qui eût pu détourner la Couronne de faire appel à lui, député, donc ministrable. Des portefeuilles, et non les moindres, lui avaient déjà été offerts, pour lui-même et pour ses amis, dans la combinaison Giolitti, dont on s'occupait sous le manteau. Mais il prétendait à plus et mieux que cela.

A moins d'annoncer publiquement : « Je marcherai sur Rome tel jour », il ne pouvait pas l'avoir fait prévoir plus clairement. C'était un sujet courant de conversation : faut-il croire que seuls en doutaient les ministres ? Non, mais ils ne s'y attendaient sans doute pas pour si tôt. L'organisation de son armée irrégulière permettait à M. Mussolini de la mobiliser comme une armée régulière. Elle le fut d'autant plus facilement que les 50 000 hommes conduits à Naples étaient déjà sur pied. Il n'y avait, au lieu de les disloquer, qu'à les diriger sur les points de concentration prévus par le plan d'opérations. Ce plan consistait essentiellement à séparer Rome de l'Italie du Nord en s'emparant de l'Italie centrale, Toscane et Ombrie, puis à faire marcher vers Rome les contingents amenés sur deux ou trois points du Latium, pendant que, partout ailleurs, dans le Nord et dans le Midi, les milices fascistes mobilisées sur place tiendraient en respect les autorités légales et les adversaires politiques. C'est là ce qui s'est accompli avec un complet succès dans les derniers jours d'octobre 1922.

Quand la mobilisation fasciste battait déjà son plein, le cabinet Facta démissionna. C'était déjà trop tard pour enrayer les événements. Le Cabinet aggrava ce retard en démissionnant en deux temps : premier temps, tous les ministres mirent leurs portefeuilles à la disposition du président du Conseil ; deuxième temps, le président du Conseil remit au Roi la démission collective du Gouvernement. Vain formalisme, en un moment où chaque heure, chaque minute, avait son prix.

Le Roi était dans sa villégiature automnale de San Rossore, en Toscane. On ne l'avait pas encore rappelé à Rome. Il y revint, pour les consultations rituelles où s'élabore la constitution d'un nouveau cabinet. Les circonstances pressant, il les hâta de manière insolite et, d'emblée, s'orienta très à droite, en

offrant le gouvernement à M. Salandra. Il n'était plus question de M. Giolitti, hors de course, parce que pas assez réactionnaire et parce que coupé de communications avec Rome, dans sa lointaine retraite piémontaise. Le choix de M. Salandra était déjà un succès énorme pour les fascistes, et tout le monde crut que M. Mussolini, qui attendait à Milan le développement des événements, s'empresserait d'accepter une collaboration avec le chef de la droite parlementaire. Il n'en fut rien. M. Mussolini signifia aussitôt qu'il ne l'entendait pas de cette oreille, et voulait le gouvernement pour lui seul et son parti. Alors le Roi le fit appeler, par télégramme du premier aide de camp de la Cour, et lui confia la présidence du Conseil. Dès son arrivée à Rome, en chemise noire, après une entrevue avec le Roi, au Quirinal, où il déclara à Sa Majesté qu'Elle n'avait pas de plus fidèle sujet que lui, M. Mussolini annonça que l'Italie aurait un gouvernement le soir même. En une demi-journée, le cabinet fut constitué, avec le général Diaz à la Guerre, l'amiral Thaon di Revel à la Marine, M. Mussolini à la Présidence, à l'Intérieur et aux Affaires étrangères, des fascistes ou des parlementaires sympathisants au fascisme dans tous les autres ministères.

Dans l'intervalle, les milices fascistes avaient exécuté le plan qui leur avait été tracé, et des contingents s'étaient avancés jusqu'à une petite étape de Rome. Les ministres démissionnaires, qui avaient continué à exercer l'intérim du pouvoir, avaient songé un instant à la résistance. Un beau matin, Rome s'était réveillée sous un imposant appareil militaire, des fils de fer barbelés et des chevaux de frise à toutes les portes et sur tous les ponts, les vieilles et pittoresques poternes des antiques remparts mises en état de défense, la place de Venise transformée en parc automobile, des patrouilles à pied et à cheval parcourant les rues, la circulation des autos privées interdite, les rails du chemin de fer enlevés sur quelques centaines de mètres sur la ligne de Pise, une mâle et énergique proclamation, signée de tous les ministres, affichée sur les murs. Puis, tout ce harnais de guerre avait été subitement remisé. L'état de siège, officiellement annoncé, sinon proclamé pour toute l'Italie, avait été révoqué, le Roi ayant, assura-t-on, refusé de le sanctionner. Et enfin, l'État avait pris la résolution, prudente et probablement sage, d'ouvrir les bras à ceux qui lui donnaient l'assaut. Il était désormais entre leurs mains.

S'y mettre est, selon toute apparence, le seul parti qui lui restât à prendre, au point où les choses en étaient venues. La résistance légale n'eût probablement pas fait reculer les fascistes, qui s'étaient trop avancés pour pouvoir battre en retraite. Ils avaient brûlé leurs vaisseaux, coupé les ponts derrière eux. En cas de choc, pour qui le sort des armes se fût-il prononcé? Les insurgés possédaient alors des sympathies nombreuses dans l'armée, dans une partie non négligeable de la population. Ce n'est pas sans peine que le Gouvernement eût obtenu de faire tirer sur eux et nul ne sait ce qui, dans ce cas, en serait résulté. Dira-t-on qu'il était possible de faire appel aux classes du peuple dont le fascisme éveillait la défiance ou l'hostilité? Mais alors c'était la guerre civile, et l'on ne pouvait savoir où elle s'arrêterait. Ainsi en jugèrent le Roi et, finalement, la plupart des ministres démissionnaires.

Quoi qu'il en soit, Rome et toute l'Italie furent désormais au pouvoir des « chemises noires ». On en rencontrait à tous les pas. Beaucoup aussi de chemises bleu de ciel, celles des nationalistes. Quelques-unes vertes : des agrariens. De vieux garibaldiens à barbe blanche avaient arboré la chemise rouge des temps historiques. On ne pouvait, en contemplant cette floraison, s'empêcher de penser à cette nouvelle d'Anatole France, où le héros se lance à la recherche de la chemise d'un homme heureux et, quand enfin il en a trouvé un, constate que l'homme heureux n'a pas de chemise. Mais, sans doute, les conditions du bonheur ne sont-elles pas les mêmes pour les peuples et les individus : car l'Italie paraissait parfaitement heureuse d'avoir autant de chemises.

Il fallait cependant qu'à l'exemple de son nouveau président du Conseil, elle reprît la tenue bourgeoise. Pour parler sans métaphore, il fallait que, l'insurrection ayant atteint ses objectifs, ses effectifs se disloquassent. Beaucoup de fascistes étrangers à Rome y avaient pénétré; beaucoup plus attendaient aux environs d'être autorisés à y entrer. Cette situation n'était pas sans danger, vu l'excitation que la marche sur la capitale et la fierté du triomphe avaient éveillée dans les rangs de toute cette jeunesse embrigadée et armée. La faveur lui fut accordée d'une entrée solennelle dans Rome et d'un défilé à travers les rues d'un quartier central. Pendant quatre ou cinq heures d'horloge, les colonnes de miliciens, sous la conduite de leurs officiers et gradés,

défilèrent de la villa Borghèse à la station du chemin de fer, en passant par le Corso, la place de Venise, où elles saluèrent le blanc monument qui allait bientôt recevoir la dépouille du soldat inconnu, et le rose palais du Quirinal, où elles rendirent hommage au Roi et à la famille royale, debout au balcon. Rome fit, ce jour-là, connaissance avec ses seconds vainqueurs italiens et revit, après bien des siècles, le salut de ses ancêtres : le bras droit étendu, dans le geste du serment. M. Mussolini avait pris la tête de ce long cortège, sur le parcours duquel les troupes régulières faisaient la haie, assurant l'ordre, qui ne fut d'ailleurs pas troublé. Le nombre des revolvers suspendus aux ceinturons et même quelques autos-mitrailleuses, qui avaient pris place dans le défilé, purent à bon droit rendre les assistants sceptiques sur l'efficacité des désarmements, auxquels les Gouvernements précédents avaient fait procéder à plusieurs reprises. Cette satisfaction accordée à leur amour-propre de conquérants, les fascistes rentrèrent dans leurs foyers, sans cesser naturellement de rester mobilisables, et Rome reprit sa physionomie habituelle. Quelques incidents, excès et sévices contre des adversaires, caractérisèrent cependant les journées suivantes, mais cessèrent de se produire à mesure que la fièvre tomba.

* * *

Les Français qui furent témoins de ces événements, et dont certains étaient accourus tout exprès pour les observer, en étaient tout déconcertés. Ils en raisonnaient d'après la France. Parfois ils se laissaient influencer par leurs opinions, selon qu'ils souhaitaient ou craignaient que l'exemple italien fût suivi de notre côté des Alpes, que M. Mussolini fît école parmi nos compatriotes. Ce n'était pas le bon moyen de juger sainement et objectivement. Car c'était oublier que ce qui se passait en Italie avait été rendu possible par des circonstances et des conditions particulières à ce pays : par l'évolution intérieure depuis plus de deux ans; par des troubles sociaux qui avaient, par moments, menacé la propriété et méconnu la légalité; par un long effort d'association pour opposer violence à violence; par le tempérament, le caractère italiens; par une tradition historique qui consacrait, dans certains cas, le mérite national d'une initiative individuelle, indépendante du Gouvernement ou même contraire à sa politique; par le tout récent précédent

d'Annunzien, qui avait rénové cette tradition ; enfin par l'entrée dans la vie publique d'une jeunesse pleine de sève, d'impétuosité, et encore très abondante, malgré la saignée de la guerre. A cette énumération, il convient d'ajouter, *last but not least*, M. Mussolini lui-même, sa personnalité, elle aussi essentiellement italienne. Chaque pays réagit à sa manière à des menaces qui, elles, peuvent affecter partout à peu près la même forme, parce qu'elles émanent de facteurs plus ou moins internationaux. Les réactions que ces menaces engendrent sont, au contraire, diverses selon les pays, parce qu'elles sont nationales, et ce sont les conditions propres à chaque peuple, les unes actuelles, les autres anciennes et traditionnelles, qui en déterminent la forme. Ainsi, le fascisme, son essor, son succès, son chef même ne pouvaient apparaître à des yeux avertis que comme des phénomènes italiens, dont la copie sous d'autres cieux n'aurait pu être que factice, à moins de se produire dans des collectivités italiennes.

C'est une bonne habitude que de se demander, devant les événements : à quoi avons-nous donc assisté ? En se posant cette question pour les journées d'octobre-novembre 1922 en Italie, il faut se répondre : à une révolution. A une révolution d'un type original et spécifiquement italien, dont le procédé peut être défini *le pronunciamiento d'une armée irrégulière*, et dont le résultat fut *une dictature légalisée*.

En effet, ce n'était pas un coup d'État selon la formule habituelle ; car les coups d'État sont le plus souvent faits par le pouvoir légal, qui sort pour cela de la légalité, avec l'aide de tout ou partie de la force armée. Ce n'était pas davantage un *pronunciamiento* à la mode espagnole ; car les *pronunciamientos* ont toujours été faits par un général ou plusieurs généraux, avec le concours de leurs troupes régulières. C'était une révolution, mais une révolution de droite, accomplie par un parti qui avait recouru à des milices, par lui levées et formées à cet effet.

L'armée irrégulière du fascisme, qui pouvait mettre sur pied environ 200 000 hommes, avait escaladé le pouvoir et s'en était emparée. L'insurrection n'avait pas rencontré de résistance ; ni de la part de l'État, qui avait fini par y adhérer, parce qu'il s'était jugé sans défense efficace ; ni de la part des anciens partis politiques constitutionnels, dont la passivité révélait la décrépitude ; ni de la part des socialistes et communistes, qui s'étaient terrés, moitié par crainte, moitié par indifférence

envers le régime attaqué. La constitution du royaume restait théoriquement intacte, puisque ses gardiens l'avaient fait plier pour l'adapter *in extremis* à une circonstance exceptionnelle et en couvrir ses propres agresseurs, qui n'avaient plus qu'à s'y installer, en la respectant dans sa lettre, et, autant qu'il dépendrait des événements, dans son esprit.

Le résultat de ce coup de force fut, disions-nous, une dictature légalisée. Pratiquement, M. Mussolini en sortit dictateur. Les formes constitutionnelles, dont son avènement au pouvoir avait été entouré, n'effaçaient pas, en effet, le procédé, tout autre que normal, grâce auquel il avait mis la Couronne dans le cas de faire appel à lui. Son Gouvernement, encore qu'on le désignât du nom habituel de Ministère ou de Cabinet, était en réalité un Gouvernement de dictature, qui était né de son initiative personnelle, ne vivait, ne tenait que par lui. La présence à ses côtés, dans le Conseil qu'il présidait, des chefs suprêmes de l'armée et de la marine, celle de quelques parlementaires orthodoxes, appartenant à d'autres partis que le sien, n'empêchaient pas que sa personnalité dominât sans partage ses collaborateurs les plus prestigieux et que sa volonté, cause déterminante du choix dont lui-même avait été l'objet, réglât l'action politique entreprise sous sa responsabilité et son autorité propres. Le Ministère qu'il avait formé n'eut pas, à l'origine, de base parlementaire et n'en pouvait pas avoir. Le parti dont il était le chef n'était pas représenté à la Chambre par plus d'une vingtaine de députés : et l'on sait que la Chambre des députés est la seule assemblée élective du Parlement italien, le Sénat étant composé de membres à vie, nommés par le Roi. C'est ailleurs que dans la Chambre que M. Mussolini prenait appui, pour lui-même et son Gouvernement, si l'on peut les distinguer l'un de l'autre : sur son parti, — en devenant président du Conseil, il restait le chef du fascisme, le *Duce*, et continuait à présider le « grand conseil fasciste » ; sur sa milice, — il la mua, puis réorganisa, en corps de troupes régulières, et la mit, selon les propres termes d'une décision ministérielle, « au service de Dieu et de la Patrie et à la disposition personnelle du président du Conseil » ; enfin, sur de larges assentiments, qu'il rencontra en grand nombre de la part de l'opinion publique, à son entrée en fonctions, et qui ne furent pas sans en imposer même à la Chambre. L'État italien fut couramment dénommé

par lui « l'État fasciste », pour bien en affirmer la forme et l'esprit nouveau. Autant de faits qui, si l'on tient compte des conditions dans lesquelles le pouvoir avait été dévolu et assumé avant lui en Italie, imprimèrent bien à son Gouvernement naissant le caractère dictatorial.

Mais, comme l'estampille constitutionnelle avait été apposée sur la révolution fasciste, que le chef de l'insurrection avait été régulièrement promu chef du Gouvernement, que le Roi lui avait confié le mandat de constituer un Cabinet, qu'un décret royal l'avait investi des pouvoirs de président du Conseil, qu'il avait prêté entre les mains du Souverain le serment exigé par la Constitution, la dictature de M. Mussolini se trouva légalisée. Et elle allait l'être encore davantage.

Restait à affronter le Parlement, spécialement la Chambre. C'était celle qui n'avait pas pu faire bon ménage avec des présidents du Conseil aussi conciliants que M. Giolitti et M. Facta, aussi scrupuleux observateurs de ses droits et prérogatives. De quel œil elle voyait arriver aux affaires un premier ministre qui était l'auteur de son propre avènement, l'humeur indocile dont elle avait fait preuve envers les très corrects prédécesseurs de M. Mussolini et la vie agitée qu'elle leur avait fait mener le laissaient assez comprendre. D'un simple scrutin, elle pouvait renverser l'édifice fragile de la légalisation royale, qui avait besoin, pour être complétée, d'être suivie par la légalisation parlementaire. Il suffisait que la Chambre mît le nouveau ministère en minorité pour que tout fût remis en question et que le Gouvernement, né de la veille, dût, ou bien céder la place à un autre, ou bien se maintenir au pouvoir dans des conditions tout à fait inconstitutionnelles et extra-légales : et c'eût été, dans ce cas, la seconde alternative qui se fût réalisée. Aussi attendait-on avec une extrême curiosité le résultat du premier contact de M. Mussolini avec la Chambre des députés.

En se présentant devant elle, qu'il traita comme jamais Chambre ne l'avait été, sans qu'une voix s'élevât, ni de ses rangs, ni dans le pays, pour la défendre, M. Mussolini lui déclara tout de go que, si elle ne lui accordait pas sa confiance, il s'en passerait. Elle resta passablement interloquée d'un pareil aveu, comme de tout le reste de la déclaration ministérielle, qui ne lui fut pas tendre, et du discours qui y fit suite et qui lui fut encore plus dur. Mais la majorité de ses membres n'en

vota pas moins la confiance au président du Conseil, qui venait de rappeler sur un ton menaçant qu'il avait dépendu de lui de transformer la salle des séances en un bivouac de « chemises noires ». Il avait requis contre elle : elle se condamna, moyennant quoi il ne transforma pas ce verdict en une sentence de mort. Elle lui vota aussi les pleins pouvoirs qu'il exigea et en vertu desquels il se mit en devoir de prendre des mesures administratives, par voie de décrets royaux. Elle lui vota encore l'exercice financier provisoire de novembre 1922 à juin 1923, d'un seul coup. Elle se prêta enfin à s'octroyer, sur la proposition du président du Conseil, après quelques semaines de session, près de deux mois de vacances, en une saison où elle avait coutume de siéger. Chaque fois qu'une discussion avait traîné, M. Mussolini était intervenu pour mettre un terme aux joutes oratoires. Jamais il n'avait dissimulé à ses auditeurs que la prolongation de leur mandat dépendait de leur docilité.

Leur docilité, hâtons-nous de le dire, ne fut pas que l'effet de ses menaces. Elle le fut d'une tactique qu'ils adoptèrent envers lui et qui avait pour but de sauver les formes constitutionnelles, d'épargner au parlementarisme une éclipse totale, au pays une convulsion plus profonde que celle par laquelle il venait de passer, enfin de laisser se développer une expérience, dont il pouvait être plus dangereux de contrecarrer les débuts que d'autoriser la continuation dans le cadre de la Constitution. C'est mus par ce souci, à l'exclusion de toute considération personnelle, que des chefs de file, comme M. Giolitti, M. Orlando, M. Boselli, M. Salandra, M. Facta et bien d'autres, prirent la résolution de laisser le champ libre au Gouvernement de M. Mussolini.

Celui-ci, chaleureusement accueilli par le Sénat, se trouva pourvu d'une légalisation parlementaire complète, du jour où la Chambre lui eut voté la confiance, accordé les pleins pouvoirs et ouvert les crédits nécessaires aux services de l'État.

Mais même muni des plus authentiques légalisations et, si l'on peut dire, de toutes les herbes de la Saint-Jean, n'allait-il pas trébucher dès les premiers pas, s'effondrer aussi vite qu'il s'était élevé ? C'est ce que prédisaient ceux des Italiens, et il n'en manquait pas, qui ne goûtaient pas son avènement : on croit toujours plus ou moins ce que l'on désire. Cette illusion ne résistait pas à la réflexion, qui interdisait de considérer le

fascisme comme un feu de paille et le pouvoir nouveau comme un déjeuner de soleil. Car, indépendamment de la force matérielle qui l'avait porté à la présidence du Conseil et restait prête à l'y défendre, M. Mussolini trouvait des garanties de stabilité dans ses deux collaborateurs militaires, qui lui répondaient de l'armée et de la marine, dans l'attitude passive des masses adverses, qui, l'ayant laissé arriver au but, n'allaient pas se soulever contre lui à peine il l'avait atteint, enfin dans la tactique même que nous venons d'indiquer de la part de *leaders* parlementaires, qui se conformaient en cela au vœu d'une bonne partie de l'opinion publique. Pour ces raisons, on ne pouvait pas alors prédire au Gouvernement de M. Mussolini moins que la durée normale d'un gouvernement quelconque, certainement pas moins.

Son parti avait un programme, dont les grandes lignes avaient été tracées au cours de Congrès antérieurs à l'insurrection. C'est celui qu'on vit se dégager des premières déclarations et des premiers actes de M. Mussolini. Le plus urgent était, dit-il, de restituer à l'État la force et l'autorité dont les précédents ministères l'avaient peu à peu laissé dépouiller. Il s'appliqua donc à donner l'impression d'un gouvernement qui gouvernait, d'un pouvoir exécutif qui agissait et commandait. Il déclara que la loi, à laquelle il n'avait pas donné l'exemple d'une rigoureuse soumission, mais dont, devenu « le Gouvernement », il entendait restaurer l'empire, devait recouvrer sur tous sa pleine force impérative : éternelle histoire du sabre de M. Prudhomme! Il imposa l'obéissance à ses ennemis et, solennellement, l'exigea de ses partisans, dont il devait lui être infiniment plus difficile de l'obtenir, comme la suite l'a montré. Il s'affranchit de la routine, sinon des méthodes mêmes du parlementarisme, auxquelles se pliaient malaisément son tempérament et sa conception du pouvoir. Il se rebiffa contre les principes démocratiques, qu'il revendiqua le droit d'interpréter à sa manière, la doctrine proportionaliste, qu'il répudia, le régime représentatif, dans lequel il prétendit faire une place plus grande à l'autorité dirigeante. Il fit prévoir une réforme électorale, préalable à de nouvelles élections législatives, réservées pour l'heure de son choix. Il annonça la réforme de l'administration, la réduction du nombre des employés et salariés de l'État, en s'assignant pour but de réaliser des

économies et de rétablir l'équilibre du budget. Il promit de veiller attentivement sur l'économie publique, sur la production nationale, sur le travail de l'usine et des champs, sans partialité envers l'une ou l'autre des classes sociales qui y coopèrent. Il se défendit d'aller contre l'intérêt du peuple, dont il se fit gloire de sortir, des ouvriers ni des paysans, auprès desquels il chercha à contrecarrer l'influence de ses adversaires. Il montra clairement que le capital n'avait à craindre de lui ni tracasseries, ni embûches. Il eut des égards pour l'Église, pour le Saint-Siège, qui, de leur côté, en eurent pour lui. Il ne rendit pas à la Liberté un culte exempt de réserves, — non certes, — et ne se cacha pas d'en faire moins de cas que d'une discipline ou d'une soumission, qui permissent au gouvernement fasciste de poursuivre sa tâche. Il témoigna d'une sollicitude particulière pour la défense du pays, pour l'armée et la marine, dont il mit en train une réorganisation. Il se proposa de vivifier le sentiment national, de ranimer la notion de la victoire, de rendre toute leur valeur aux résultats moraux de la guerre, de tirer tous les fruits possibles des traités de paix. C'est là une partie de son dessein qu'il fit profession de placer très haut. Il présagea un redressement de la politique extérieure italienne. Telles sont à peu près les directives politiques qu'il énonça ou manifesta, en prenant possession de sa charge et en commençant à l'exercer.

Depuis lors, a-t-il réalisé ce qu'il avait conçu? Quelle a été l'exécution de son programme?

Répondre à cette question serait traiter un sujet différent de celui que nous nous sommes proposé dans le présent article et excédant de plus de deux années le terme auquel nous l'arrêtons.

Le régime mussolinien durera-t-il? Prolongera-t-il une durée qui atteint maintenant près de trois ans? Les mécontents que forcément il fait n'uniront-ils pas contre lui leurs efforts aux adversaires-nés qu'il a contraints à rentrer sous terre, mais qu'il n'a pas supprimés? Les principes et les doctrines politiques dont il a fait litière n'auront-ils pas un jour leur revanche sur lui?

Cela, c'est le secret de l'avenir. Et si nul n'est prophète en son pays, nul ne l'est guère plus dans celui du voisin.

***

LE MARIAGE DE HANIFA

PREMIÈRE PARTIE

I

Sous le ciel d'octobre, parcouru de fins nuages, la campagne de Tlemcen s'éveillait. Un air large, revivifiant, balayait les grandes routes d'El-Kalaâ, de Mansourah et des Cascades, bordées de saules pleureurs et de champs de vigne. C'était déjà le cri des cigognes en haut du minaret de Sidi-Bou-Médine, c'était le déval des eaux d'arrosage par les canaux de brique, c'était la chanson des vieux moulins dans la montagne, c'étaient les petits maraîchers arabes qui descendaient vers la ville, poussant leurs bourricots chargés d'olives, de noix et de grenades, et qui fredonnaient en chœur :

Tlemcen, ô Tlemcen,
Ta verdure, tes eaux fraîches, ton air pur...
Tu n'aurais pas de rivale au monde,
Oh! non, tu n'aurais pas de rivale
Si tes femmes savaient un peu mieux se voiler !...

A mi-flanc de la colline d'El-Kalaâ, la maisonnette de Sid Ali le maquignon, — qu'on appelait la Maison Chaude, — toute verte, avec un haut mur d'enceinte, était piquée comme une touffe d'aloès au milieu de quelques rocs. Au fond d'un enclos, qu'un paillasson isolait du jardin, la basse-cour sortait du sommeil. Les poulettes s'étiraient, lissaient leur plumage, grattaient la terre, fauchaient d'un coup de bec les herbes tendres, humides de la rosée matinale...

Copyright by Elissa Rhaïs, 1925.

La fille de Sid Ali, la petite Hanifa, courait tremper ses jambes dans la vasque, où elle effaroucha les poissons de l'Oued-Isly, couleur de nacre mordorée. Elle était toute rose de plaisir, le pantalon retroussé, sa chemisette de tulle cœur-de-riz flottant au-dessus de l'eau. Sa chevelure, passée au henné, roulée en une pointe de coton jaune, se tordait comme un serpentin le long de son dos. Elle avait de grands yeux bleus, qui reflétaient la joie de son âme pure. Elle riait à la nature qui s'étalait si belle ce matin, au jardin embaumé, à la fraîcheur des montagnes. Ses dents menues scintillaient entre des lèvres sanguines comme des piments ; deux fossettes à ses joues rondes paraient son minois d'une grâce infinie. Enfant unique, adorée de son père et de sa mère, elle était déjà, d'allures et de paroles, une petite femme, — très douce, ayant un bon cœur.

Sa toilette terminée, Hanifa se dirigea vers la basse-cour. A peine eut-elle écarté le paillasson que toute la nichée des poulettes accourut à elle, suivie d'un gros mouton blanc, qui bêlait à tue-tête. Hanifa répandit le maïs et le blé à profusion, jeta aux pieds du mouton une poignée de fèves brunes et s'arrêta, les mains sur les hanches, pour voir manger tout son petit monde.

On frappa timidement à la porte du jardin. Arrachée à sa distraction favorite, Hanifa alla ouvrir, d'un geste entendu. Elle savait qui était là : sans attendre la prière de la petite mendiante, elle lui vida le fond d'un couffin de pain dans sa gandourah sale. Et, feignant de ne pas écouter les remerciements de Fakhite, elle l'interrompit :

— Et ta mère, Fakhite, comment va-t-elle ?

— Elle va, soupira l'enfant, comme notre chance le veut !

Il y avait de la rage dans ce soupir, et la bédouine leva vers le ciel ses yeux d'un noir fulgurant, lourds d'amertume, d'envie et de haine.

— Elle a toussé, toussé cette nuit comme jamais ! Avec le temps qui menace, elle craint de beaucoup souffrir cet hiver. Il fait froid, froid dans notre grotte !

Hanifa essuya une larme au bord de sa paupière. Jadis, quand elle avait la santé, Dahbïa, la mère de Fakhite, venait souvent à la maison pour aider au ménage ou aux provisions d'hiver, ou donner un élan à l'escarpolette de Hanifa. Et Hanifa avait gardé le meilleur souvenir de cette pauvre vieille qui

nichait aujourd'hui, poitrinaire, là-haut, dans un ancien repaire de fauves...

— Je vais, reprit Fakhite, lui humecter le gosier de ces mies de pain que tu m'as données et aller à la recherche d'une herbe qui pousse autour des aloès... Elle m'a suppliée de lui en apporter!

Et l'enfant hocha la tête.

— Et que vas-tu faire de cette herbe, Fakhite? Est-ce un remède pour le mal de la poitrine?

— Je ne sais pas, je crois... Elle m'a dit de la lui piler et de la lui presser dans la bouche. Dans son rêve de cette nuit, on lui a affirmé qu'elle guérirait aussitôt après.

— Pauvre Fakhite! Que le Dieu t'écoute! Si ta mère pouvait guérir, tu n'aurais plus tant de chagrin, tu ne serais plus si triste...

Et Hanifa pensa à la sienne, qui était si bien portante et si belle. Elle trembla de peur. Et elle tendit à Fakhite dix sous qu'elle avait amassés pour acheter la faveur qui devait orner les cornes de son mouton, le jour qu'on le conduirait en offrande au marabout de Beni-Saf...

Tandis que la bédouine s'éloignait vers sa grotte, le cœur mordu par la douleur, Hanifa s'entendit appeler. C'était son père.

Sid Ali Meziane apparut devant la porte à clous de cuivre de la maisonnette. Un homme de fière taille, mince et portant beau; le regard châtain, tout rieur de malice et de fortes moustaches retroussées. Il avait une allure d'aristocrate. Le voile blanc qui couvrait sa nuque parlait de l'aisance et de la bonne tenue de sa maison. Sid Ali n'était pas riche, mais il dépensait ce qu'il gagnait à gâter sa femme et sa fillette, — tout ce qu'il avait au monde et qu'il adorait. Il s'efforçait, surtout, de leur procurer l'ombre et le mystère dont les Mauresques sont si friandes et de leur éviter toutes les occasions de faire, à la ville ou dans la campagne, des courses vulgaires. La mère et la fille sortaient toujours ensemble. Elles allaient en pèlerinage aux marabouts de Tlemcen ou des villages environnants. Elles se rendaient au bain une fois la semaine et c'était pour elles une journée délicieuse. Dans le clair-obscur du hammam, parmi les vapeurs chaudes et le bouillonnement des fontaines, Hanifa, demi-nue, ses cheveux rougis ruisselant aux épaules, ressemblait

à une fée des eaux. Sa mère Fatima entendait chuchoter des compliments par les baigneuses sur ses manières polies et sur sa beauté :

— Vois la fille de Sid Meziane, si elle promet d'être un jour la reine des femmes ! Elle est superbe ! Que Dieu la bénisse ! Ses seins pointent comme des roses d'avril !

— Je la voudrais un jour la troisième femme de mon mari, pour m'aider dans la maison et être une bénédiction chez nous !

D'autres soupiraient :

— Que n'ai-je un fils pour la lui demander en mariage ? Mon âme est jalouse de cette mère.

Les silencieuses pensaient :

— J'attendrai l'an prochain pour l'enchaîner avec un bracelet de fiançailles...

Hanifa baissait les regards et revenait de ce bain, la tête en feu.

Elles partaient fréquemment pour des noces, des communions ou des baptêmes et ne rentraient qu'au bout de plusieurs semaines. Ou bien elles passaient leurs après-midi chez une grande dame, qui habitait, aux portes de la ville, une demeure charmante, toute de mosaïques, de dentelles de plâtre, de treilles de jasmin et de vieux puits. Elles se communiquaient leurs impressions de fêtes, de bains, de pèlerinages, d'étoffes à la mode, importées de Tunis ou de « Franca ». Et elles regagnaient leur colline, heureuses, le cœur apaisé, aspirant au repos du soir auprès du maître, une tasse de café à la main, sous les arcades de la cour.

Toutefois, Sid Ali Meziane, dans son métier de revendeur pour assurer le bien-être à sa famille, éprouvait de nombreuses difficultés. Manquant totalement d'instruction française, il avait peine à commercer avec les Européens. Que de fois regrettait-il de n'avoir pas eu de fils ! Aujourd'hui, ce fils saurait lire et écrire ; il lui épargnerait bien des démarches humiliantes, bien des courses au dehors et bien des voyages. Il lui éviterait surtout de faire lire et écrire ses lettres à des voisins, qu'il craignait parfois de déranger, à qui il souffrait de dévoiler ses petites ruses commerciales. Chaque matin, dès la pointe du jour, Sid Meziane revêtait une blouse bleue, passait une vieille chéchia, des souliers à clous, et, muni d'un bâton à pic, il se hâtait vers les montagnes. Du haut d'un rond-point, il guettait les petits bédouins qui descendaient à la ville, leurs outres

pleines d'œufs, leurs montures fléchissant sous le poids des primeurs ou des volailles. Les petits bédouins ignoraient le prix du cours et lui vendaient leur marchandise à très bon compte, car Sid Meziane, longuement, patiemment, leur représentait toute la peine, tout le temps qu'ils devraient dépenser à l'écouler dans la ville, et enfin, — ô bonheur ! — l'octroi qu'ils n'auraient point à payer !... Sid Meziane recueillait ainsi, à vil prix, des milliers d'œufs qu'il envoyait ou emportait lui-même en France, une fois par mois. Le marché était avantageux. En ce temps d'avant-guerre, on offrait de lui payer jusqu'à quinze centimes l'œuf, alors que la douzaine, tout compté, lui revenait à cinq sous ! Et cette découverte que s'offrait le voisin en lisant sa correspondance le faisait rougir. Il vendait aussi du bétail et de la laine ; on l'appelait communément Sid Ali le maquignon. Mais, hélas ! s'il eût seulement pu déchiffrer sa correspondance, ou avoir à ses côtés un frère, un fils qui parlât pour lui le français, de quelle façon merveilleuse il eût étendu ses rapports avec « l'autre monde » !

Aussi bien, depuis quelques jours, ruminait-il le projet de mettre Hanifa à l'école française. Il hésita longtemps avant de faire part à sa femme d'une telle monstruosité. Il savait l'aversion que Lalla Fatima, qui était de noble souche, avait pour les petites filles qui sortent souvent dans les rues. Quand bien même étaient-elles obligées de remplacer un père ou une mère et de gagner leur vie, Fatima ne leur pardonnait point cela. Elle préférait pour elles le travail de l'aiguille, à l'ombre de leur vigne, que les Mozabites offraient en abondance, plutôt que de les voir s'afficher sur le souk et faire rougir la race. Il fallut à Sid Meziane une volonté d'acier pour accoutumer sa femme à l'idée de mettre Hanifa à l'école. « Elle est très intelligente, lui remontrait-il, elle a l'esprit vif. Je suis sûr qu'en un rien de temps Hanifa saura lire et écrire et me tiendra ma correspondance à la perfection. » Après une semaine de discussions, Lalla Fatima venait de lui déclarer : « Fais ce que tu veux. Tu es le maître. Et tu es le seul responsable de ce qui pourra arriver à notre fille dans l'avenir ! » Sid Meziane quittait leur chambre à coucher, résolu de conduire Hanifa à l'école ce matin même. Il songeait : « Ce ne sera pas facile non plus de convaincre la fille, qui est le calque de sa mère ! »

— Hanifa, appela-t-il doucement, viens, écoute, ma chérie...

Hanifa fut toute surprise de voir son père encore là, à cette heure du jour, et habillé pour la ville. Docile, elle le suivit qui se dirigeait vers la vasque. Après avoir choisi une place au pied d'un oranger, il s'assit, prit Hanifa sur ses genoux.

— Écoute, ma chérie, — et il passa la main sur sa tête soyeuse, — ne voudrais-tu pas rendre service à ton père, l'aider dans ses comptes, dans sa correspondance... un jour... quand tu seras grande ?

— Mais, papa, je suis grande déjà ! Et quand je serai un peu plus grande, il faudra me marier !

— Oui, ma chérie, mais avant que tu te maries, tu pourrais aider ton père à faire une petite fortune... Qui sait ? Peut-être pourrais-tu lui porter chance...

— Eh bien ! que faut-il que je fasse ? Comment veux-tu que je tienne ta correspondance ? Je ne sais ni lire ni écrire...

— Mais, ma chérie, tu peux apprendre...

— Apprendre à lire et à écrire, moi ? Comment ? Je ne suis pas un garçon. C'est laid que la femme soit savante chez nous. Nous ne sommes pas des étrangers, des mangeurs de porc, ou des Turcs ! Et si on me voyait dans les rues tous les jours, la maison des grandes familles ne me demanderait plus en mariage !

— Mais non, ma chérie, ne crains rien. L'école n'est guère éloignée de chez nous. Tu peux sortir et rentrer par la porte du petit enclos sans éveiller l'attention des voisins...

Au nom du petit enclos, Hanifa embrassa d'un regard le jardin couvert de fleurs, les poulettes qui reposaient maintenant, dans un premier rayon de soleil, la tête repliée sur leur aile, et le gros mouton Messaoud qui croquait, par gourmandise, quelques tiges de fenouil... Elle baissa la tête, commençant à trembler déjà pour sa liberté, car elle savait que Sid Ali était ferme, tenace dans ses désirs ! Elle feignait de jouer avec sa cordelière rose et elle s'efforçait de retenir les larmes qui voulaient s'échapper de ses yeux.

— Et puis, continuait Sid Ali, tu n'iras pas à l'école des années et des années ! Le temps d'apprendre à lire et à écrire, et je te retirerai. Va, ma chérie, va te préparer. Je t'attends.

Hanifa glissa des genoux de son père et s'enfuit vers la maison en sanglotant.

II

La classe était pleine de silence. Des petites têtes soucieuses, penchées sur leur cahier, s'appliquaient à faire des barres, à présenter une page la plus propre possible, car la nouvelle maîtresse était très douce et très belle et venait de France, de ce pays merveilleux à travers l'espace.

Il y eut un tapage de vitres, une main poussa Hanifa au milieu de la salle et referma la porte. Un éclat de rires l'accueillit. Des chuchotements, des mots confus bourdonnèrent. On blaguait le tablier trop long de la « mouquère », ses escarpins noirs qui juraient, pour l'hiver, avec des chaussettes blanches, et sa coiffure tellement bizarre, cette tresse serrée, serrée comme une anguille dans un ruban jaune! Une corbeille de friandises se balançait à son bras.

— Dis, elle croit qu'elle s'en va en voyage! Il y a de quoi manger une semaine là dedans!

— Qu'ils sont bêtes, les Arabes!

Hanifa demeurait suffoquée. Elle mordait en rougissant un mouchoir de batiste.

La maîtresse quitta enfin son pupitre et vint prendre la petite Mauresque par la main. Elle la débarrassa de sa corbeille et lui donna une place entre deux fillettes, qu'elle savait être de bonnes compagnes. Hanifa bénissait Dieu dans son cœur à mesure que la *roumïa* s'occupait d'elle...

— Comment t'appelles-tu, ma petite? lui demanda celle-ci, d'une voix de miel.

— Hanifa Meziane.

— C'est la première fois que tu viens à l'école?

Hanifa hocha la tête, en ouvrant toujours de grands yeux sur cette femme, qu'elle trouvait si belle. Mlle Mathieu répandait en effet un charme rare. Elle portait, sur un visage au teint de lait, tant de douceur, tant de simplicité qu'on se sentait attiré vers elle d'une affection immense. Avec cela, elle avait un port de reine et une santé, une fraîcheur à ses joues qui faisaient que tous les petits nez s'entr'ouvraient pour aspirer son parfum au passage. « Hem! comme elle sent bon, notre maîtresse! » Hanifa était toute réconfortée par ce regard aimant et cette voix chaude. Elle ne se sentait plus l'aban-

donnée au pays des profanes. Et lorsque la maîtresse glissa une feuille de papier devant elle, avec une rangée de barres à la première ligne, Hanifa lui sourit en disant :

— Merci, *mademoselle*.

L'ordre s'était rétabli, on n'entendait maintenant que les plumes grinçant sur le papier...

Une voix s'éleva :

— Mademoiselle! La nouvelle... Elle pleure!

— Quoi donc, Hanifa? Qu'as-tu?

— J'ai fait une tache sur ma page! Je ne sais pas tenir *mon plume!*

La maîtresse vint s'asseoir auprès d'elle, sur le bout de la banquette, et, pendant quelques instants, elle lui dirigea la main sur la page.

Un moment, les questions de Hanifa troublèrent la classe. La maîtresse ne lui fit point de reproches. Elle ne voulait point la gronder. Elle la comprenait étrangère dans ce nouveau milieu, comme elle l'était elle-même depuis quelques jours dans cette ville. Au fond des beaux yeux bleu de roi de Mlle Mathieu, il y avait encore le pays natal, les parents bien-aimés, tout un chagrin qu'heureusement dissiperaient bientôt la gaie lumière, les horizons triomphants, la caresse irrésistible de la terre algérienne...

Le son argentin d'une cloche mit les petites filles de bonne humeur. Hanifa crut que c'était la délivrance. Elle en avait assez de faire des bâtons sur sa feuille longue comme la barbe du muezzin et de tenir ce porte-plume, qui lui paraissait lourd comme le marteau du pileur de café maure! Elle poussait des soupirs, essuyait son front moite, après chaque ligne, et perdait son temps à compter combien de barres il lui restait encore à faire. Elle pensait à l'enclos où broutait le gros mouton Messaoud... Comme elle enviait son sort!

Aussi, dès qu'elle vit les petites filles ranger leurs affaires, elle se leva, courut à sa corbeille de friandises, prit son chapeau sous le bras, quand une élève la tira par son tablier :

— Dis, toi! tu crois que tu es sur la place du Mechouar? Tu es folle? Remets, remets tout cela là-bas... Il faut sortir en rangs. Et le chapeau, on ne le met pas pour la récréation!

Elle s'arrêta, confuse..

Dans la cour, la multitude des petites filles s'éparpillèrent,

se précipitèrent à la fontaine ou se mirent à jouer à cache-cache. Hanifa alla se blottir contre la grille qui séparait la cour des « grandes » de l'école maternelle. Elle était ahurie des cris que poussaient les petites filles en se poursuivant. Elle ne comprenait point ces jeux, tellement différents des siens, si recueillis, si calmes dans la cour des maisons fermées...

Elle tomba au milieu d'un groupe de petites Espagnoles, aux cheveux de filasse, aux paupières tuméfiées de compères-loriots, qui n'en avaient pas moins un grand mépris de la Mauresque.

— Tiens, voilà une fathma !

— Dis, comment tu t'appelles ? Aïcha bono ?

— Dis, fathma, qui t'a fait une si belle tresse ? C'est ta mère ?

Hanifa gesticulait pour se défendre. Mais les unes la poussèrent aux autres, indéfiniment... Elle éclata en pleurs.

La maîtresse arriva. Sévèrement, elle réprimanda les petites cruelles qui martyrisaient sans raison la pauvre Mauresque. Hanifa essuya ses larmes, ramassa son voile et lui dit d'une voix tendre :

— Que Dieu te délivre de tes ennemis, comme tu viens de me délivrer de ces filles de chiennes !

A quatre heures, sous une pluie torrentielle, Hanifa retourna à la maison. Elle trouva sa mère dans le corridor, qui la guettait par la porte entre-bâillée. Lalla Fatima lui donna ses savates dorées, lui essuya les cheveux, dégrafa son tablier du bout des doigts.

— A quoi ressembles-tu ? lui dit-elle en l'embrassant.

Hanifa traversa vivement la cour de mosaïques, aux arcades peintes en bleu, et sauta sur le tapis de la « grande chambre », après avoir aligné ses savates sur la marche, où elle avait l'habitude de se tenir à coudre auprès de sa mère, les jours de pluie. Elle s'avança à pas de colombe, comme sur les nattes d'un marabout, et puis se jeta parmi les matelas de cretonne et les longs coussins moelleux. Elle les caressa de la main. Comme elle s'était ennuyée d'eux ! Elle les tapota, les huma.

— N'avez-vous rien reçu ? N'avez-vous pas écouté des voix douces, qui racontent de belles histoires ? N'avez-vous pas eu froid ? Ne vous êtes-vous pas mouillée ?

Au milieu de la chambre, un amour de fourneau marocain, débordant de braise, répandait une douce chaleur. Lalla Fatima

entra, avec un petit plateau garni d'une théière et d'une galette sucrée. Elle se mit à genoux sur le tapis pour servir Hanifa.

— Mange, mange, ma petite mère!

Et s'étant assise sur un matelas, elle avait repris son ouvrage de couture.

Lalla Fatima était toute jeune. A peine était-elle plus âgée que Hanifa de quatorze ans : on eût dit sa sœur aînée. Le costume de Lalla Fatima était coquet, en velours marron brodé de soie rose ; le foulard de tête, rose également, avec des franges nacrées. Ses mains et ses pieds étaient rougis au henné. Elle avait de grands yeux bleus, elle aussi, où frissonnait du rêve, et un visage comme les Arabes l'adorent, rond ainsi qu'une lune.

Elle appartenait à une excellente famille. Sa sœur aînée était mariée au riche caïd de Beni-Saf. C'était elle qui avait achevé son éducation et s'était occupée de son mariage avec Sid Ali Meziane. Car Lalla Fatima avait perdu très jeune son père et sa mère. Lalla Malika envoyait prendre de ses nouvelles une fois l'an, à l'époque des semailles, par un chamelier de leur ferme, qui s'arrêtait devant la maisonnette, faisait agenouiller son chameau et demandait dans l'entre-bâillement de la porte :

— Alors, comment allez-vous? Ai-je de bonnes nouvelles à porter à votre sœur? Êtes-vous toujours tranquilles, dans la paix d'Allah?

— Toujours tranquilles, grâce à Lui! répondait la mère de Hanifa derrière sa porte. Et ma sœur, et son mari Abd-el-Kader, et son fils, vont-ils bien?

— Je les ai laissés heureux, comme il leur sied de l'être.

— Ne parlent-ils point de marier leur sidi, mon cher neveu Saïd?

— Je ne puis te mentir, femme, je ne sais... Ta sœur demande quand tu pourras confier la maison à la garde de Dieu et venir avec Lalla Hanifa passer là-bas quelques jours, qui vous réuniront dans le bonheur?

— Quand Dieu l'aura écrit.

Un coup sec de fouet, les genoux du chameau râclaient la terre, et la bête monumentale dévalait vers la route de Beni-Saf.

Lalla Fatima, tout en cousant, questionnait Hanifa :

— N'as-tu rencontré personne de notre connaissance sur ton chemin? As-tu rasé les murs, pris la traverse, comme je te

l'ai recommandé ? As-tu détourné la tête quand tu as aperçu les burnous d'un Arabe?

— Mais oui, mais oui! répondait Hanifa un peu énervée.

— Ah! ma fille, n'oublie pas mes recommandations, même si je devais mourir demain!

— Qu'Allah préserve! murmura Hanifa en reposant sa tasse vide sur le plateau.

Elle mit le reste de son gâteau dans le petit couffin, pour Fakhite la mendiante. C'est de cette façon qu'elle remerciait Dieu : en laissant de ce qu'elle mangeait, ne fût-ce qu'une bouchée pour l'aumône. Elle trempa ses doigts dans l'eau d'un vase bleu, prit son ouvrage, — une chéchia de poupée, qu'elle garnissait de paillettes, — et se mit à coudre, avec des gestes de petite femme.

Le soir, Sid Meziane rentra. A table, il interrogea Hanifa sur ce qu'elle avait appris à l'école pendant cette journée.

— Qu'est-ce que j'ai appris, qu'est-ce que j'ai appris? lui dit Hanifa. A faire des bâtons sur une feuille longue comme la planche à porter notre pain au four !

Mais elle ne tarit point sur la beauté, la grâce, la douceur de la maîtresse française. Elle eût voulu vider son petit cœur plein des blessures amères que les compagnes lui avaient faites... A quoi bon? Et puis la belle maîtresse l'avait si tendrement consolée!...

A minuit, Hanifa se dressa tout à coup sur ses matelas. Elle venait de voir dans son rêve des milliers de petites filles qui couraient après elle, lui jetaient des pierres, l'enfermaient toute seule en un cachot, la harcelaient avec des bâtons pleins d'épines à travers les barreaux d'une lucarne... On entendait des gémissements, des cris affreux, là-haut, dans la montagne...

Sid Meziane se leva pour s'habiller. Il dit tranquillement :

— C'est la mère de Fakhite qui vient de quitter la terre.

III

Dahbïa souffrait depuis très longtemps d'un mal horrible et désespéré. Le matin de cette journée, ses poumons étant déchirés par une toux caverneuse, des flots de sang remontant de sa poitrine en feu, n'en pouvant plus, elle avait appelé sa fille tout près de ses lèvres et lui avait nommé une petite herbe

rare, — bienfaisante, avait-elle dit à l'innocente enfant, et qui croissait autour des aloès de la montagne.

— Fakhite, avait-elle ajouté, tu me pileras bien ces tiges avec une pierre, et tu me presseras leur jus dans la bouche...

Fakhite avait obéi. Dahbïa avait absorbé jusqu'à la dernière goutte le contenu d'une tasse de ce liquide âpre et glauque. Puis elle avait dit à la fillette :

— O ma chérie, je crois que je vais reposer bientôt... Dieu veut me délivrer enfin de ma destinée noire. Mais écoute, ma tendresse, et retiens bien ceci : tu n'as pour toi que la face de Dieu ! Je te laisse comme une biche à qui l'on a tranché la tête et qui court affolée dans la campagne et ne trouve pas une poitrine secourable ! Comme elle je te laisse... Mais écoute : si Allah t'accable par la mendicité pour vivre, n'approche jamais que la porte des grandes maisons !

Encore Dahbïa, d'une voix péniblement articulée, avait donné les paroles de bénédiction à Fakhite, et les spasmes de l'agonie la tordaient. Elle ne laissait en héritage à l'enfant, avec le lit de feuilles où elle était étendue et la toile pourrie qui fermait l'orifice de l'antre, qu'un vieux dicton musulman.

Et soudain, des ululements partirent de la grotte et se prolongèrent dans le silence de la vallée. Dahbïa avait cessé de vivre. La loque haletante s'était subitement figée. La petite Fakhite criait son épouvante et appelait du secours.

Deux hommes, deux aèdes accoururent d'une grotte voisine. Ils avaient compris que Dahbïa était morte. Ils ne prirent point garde à la fillette. Ils étaient aveugles, résignés à la douleur humaine, et aussi pauvres que Dieu a dit de l'être. Ils furent bientôt rejoints par Sid Ali le maquignon.

A la hâte, les trois musulmans fredonnèrent sur le cadavre quelques versets du Kitab-Allah, puis, dès que la voix du muezzin retentit en bas pour la prière matinale, ils couchèrent en un brancard d'olivier la maigre dépouille desséchée par la souffrance et l'emportèrent à grandes enjambées vers le champ de justice...

Fakhite demeura toute seule dans la grotte, avec l'image de la morte devant ses yeux terrifiés. La grotte lui paraissait plus vaste et plus sombre, bien que le jour apparût au dehors. Dans un coin restait le grabat, où la forme longue du cadavre s'était profondément empreinte. A terre, un bol cassé, qui contenait

un fond d'eau trouble, où, tout à l'heure, la moribonde avait trempé ses lèvres brûlantes. Des taches de sang s'éparpillaient, autour desquelles voltigeaient de grosses mouches bleues. Aux parois de l'antre, voûtées et rugueuses, il y avait des saillies de rocher qui ressemblaient à des carcasses de djinns.

Grelottante d'effroi, elle voulut fuir, fuir le trou de misère et d'horreur. Elle courut à l'unique issue, souleva la toile qui fermait la grotte... Et là, brusquement, elle s'arrêta.

— Où vais-je aller?... chez qui?...

Qui donc lui était familier, à la pauvre Fakhite? Qui pourrait l'accueillir sans trop de rudesse, parmi ceux qu'elle avait coudoyés avec sa mère, dans leur vie de *meskinates*? Tout ce qui se présentait à sa petite tête enflammée, c'était le visage rose et gai de Hanifa et qui respirait le bonheur.

Elle se décida. Elle franchit l'étroit talus qui prolongeait le seuil de la grotte et elle s'en alla, dans la fraîcheur de l'aube, par la route d'El-Kalaâ qui court entre les saules et les poivriers sauvages.

Les campagnes étaient endormies. Seuls, dans le silence crépusculaire, s'éveillaient les moulins d'El-Kalaâ. Leur vieille chanson monotone emplissait lentement la vallée, un peu assourdie par l'épaisseur du feuillage. De loin en loin, à la faveur d'une éclaircie, s'entrevoyaient une masure de pierres sèches, la grande roue tournante, le frais bouillonnement de la cascade dans les palettes d'olivier...

Elle allait. Ses pieds nus foulaient la poussière. Sa gandourah en loques dissimulait à peine la sveltesse de son menu corps hâlé, demeuré ferme en dépit des privations. Elle avait le cœur étreint, les paupières douloureuses d'avoir tant pleuré. Parfois, un sanglot lui remontait à la gorge, secouait sa poitrine découverte, cuivrée par le soleil.

Morte! morte! Sa mère chérie était morte! Ni ce soir, ni demain, ni jamais elle ne la reverrait plus! Elle ne reverrait plus son grand corps sec, haletant sur le grabat de feuilles, en pâture à la malédiction des djinns; elle ne l'entendrait plus gémir dans l'antre, là-haut, dans cet ancien repaire de fauves où nichaient les scorpions empoisonnés, les vipères sifflant aux jours d'été torpides, et les oiseaux de nuit, ces grand mères des esprits malfaisants, qui vous regardaient le soir de leurs yeux menaçants et sarcastiques, à qui l'on avait beau crier : « Tes

présages dans le feu ! Tes présages dans le puits ! » et qui vous regardaient quand même ; et les chauves-souris, qui voletaient jusqu'à l'aube comme des messagers de la mort au-dessus de la poitrinaire !

Morte ! morte ! L'enfant frissonna. Elle était sans doute étouffée déjà sous la terre, la martyre ! Fakhite imaginait, dans le vieux cimetière de Mansourah, semé de ruines, son minuscule tertre humide et fraîchement remué, parmi les autres tombes arides et dures...

Un peu après sept heures, elle arriva à la porte de Hanifa. Son coup nerveux et plus pressé résonna dans le corridor.

— Qui est là ? demanda une voix.

— C'est moi, Fakhite la mendiante, qui viens chercher ma part de tous les jours...

— Je suis une domestique, reprit la voix. Je me trouve seule dans la cour à rouler les provisions d'hiver. Ma maîtresse est allée à la maison d'un mort. Et Hanifa n'est plus là tout le jour. Elle va à l'école française. Viens ce soir, après quatre heures, ou les jeudis et les dimanches...

La mendiante s'éloigna d'un pas traînant, avec un soupir rauque... Elle courait maintenant par le chemin, comme une créature sans tête ; les hoquets ne voulaient plus tarir de son gosier... Elle atteignit la Porte de Mechouar, les chevilles brisées, l'estomac criant la faim. Elle s'arrêta sur le seuil d'un bain maure. La vapeur tiède, le parfum d'eau savonneuse qui s'échappaient de la porte, mêlés au jasmin et au musc des femmes qui sortaient, dans un froufrou d'or et de belles étoffes, la distrayèrent un moment de son chagrin. Elle s'assit sur le banc de mosaïque et attendit une aumône. Chaque fois que la porte s'entr'ouvrait pour une femme, le cœur de Fakhite se mettait à battre d'espérance. Mais la bienheureuse se voilait avec soin, accentuait le cliquetis de ses bijoux et passait le porche sans retourner la tête. Fakhite la suivait un instant d'un regard plein d'envie :

— Que Dieu te brûle comme je suis brûlée ! lui souhaitait-elle, et qu'il te prive de ma patience ! Alors, tu me plaindras.

A midi entra une négresse. Elle portait sur la tête une corbeille d'osier ; à son bras étaient enfilées des galettes de semoule au sucre. Devant un geste de Fakhite, elle plongea une main dans son haïk, jeta à l'enfant la moitié d'une couronne rassise

de plusieurs jours et disparut derrière la porte au milieu d'un fracas infernal.

Fakhite croisa les jambes sur la mosaïque et grignota le morceau de gâteau aigre.

— Ma pauvre mère avait raison, pensa-t-elle. A son heure dernière, elle m'a conseillé la porte des grandes maisons. Le pauvre ne te donne que ce qu'il aurait pu jeter aux ordures. Prends de la main de celui qui est né repu, même s'il a faim ; ne prends jamais de celui qui est né affamé, même s'il est repu !

Sur cette réflexion, elle achevait son maigre déjeuner, quand soudain, de derrière une maisonnette, elle vit déboucher toute une théorie de femmes. Cinq, six, dix peut-être. Elles étaient éblouissantes de blancheur. Chemin faisant, elles devisaient entre elles, mais d'une voix basse, enrouée, comme épuisée de sanglots. Elles portaient au front des bandeaux de tulle qui semblaient tout neufs.

Venaient ensuite deux jeunes hommes, qui portaient de grands couffins bourrés de pains aux anis et de figues sèches. Puis une négresse avec, sur la tête, une *djefna* garnie de couscous jusqu'aux bords. En arrière, à quelque distance, marchaient trois ou quatre vieillards, l'air triste, le front bas, un livre de prières à la main.

Il n'y avait point de doute. Tout ce monde se rendait au cimetière, pour une cérémonie de commémoration, après un deuil d'une année.

Fakhite se leva vivement. Oh ! la bonne occasion que Dieu lui offrait ! Pourquoi n'irait-elle pas, elle aussi, au cimetière ? Si la loi musulmane lui avait interdit de suivre sa mère, elle pourrait, au moins, se joindre à ce cortège, en mendiante qu'elle était, et elle allait pouvoir pleurer une bonne fois, se rafraîchir le cœur sur le morceau de terre où reposait sa *iem!* Oh ! la bonne occasion ! Elle devait la saisir tout de suite. Demain, assurément, le morceau de terre humide durcirait, se voilerait de poussière et se confondrait avec les autres tombes de pauvres, que tous les pèlerins peuvent fouler aux pieds.

Fakhite courut donc, rattrapa le groupe des femmes blanches qui se hâtaient vers le champ de justice. Et elle se mit à les suivre, redoublant de sanglots, sa petite tête enfouie dans un pan de sa gandourah sale.

On traversa la ville très rapidement, par des ruelles contour-

nées. Une fois sur la route de Mansourah, l'une des femmes, qui avait vu la fillette leur emboîter le pas, se retourna vers elle :

— Sur qui pleures-tu comme cela, créature de Dieu ?

— Ma mère... Morte hier... On l'a enterrée ce matin ! articula Fakhite dans un sanglot qui l'étouffait.

— Que veux-tu ? La mort est sur toutes les épaules. Pourquoi tant pleurer ? Nos pères n'ont-ils pas dit : Les pleurs après la mort sont dommage ?

— Dieu ! Dieu ! la petite malheureuse ! gémit une autre Mauresque, et Fakhite, à travers les voiles, crut reconnaître la mère de Hanifa.

— Hé ! dit une autre, doit-on recommander à l'orphelin de pleurer ?

Mais les femmes durent allonger leur pas pour le régler sur celui d'une vieille qui courait en avant, branlant la tête, ne voyait et n'entendait que la douleur qui grillait en elle. Puis elles parlèrent d'autre chose, et elles oublièrent bientôt la petite mendiante qui les suivait, pleurant et sanglotant toujours.

L'on se hâtait. Le cortège traversa des bois d'oliviers, passa sous des voûtes de fraîcheur formées par le feuillage d'ormeaux, côtoya d'immenses étendues bordées de cyprès, tout un paysage grandiose de ruines africaines surgies au milieu de champs de vigne, sous l'éclatante lumière...

Vers deux heures, on atteignit le cimetière de Mansourah. De nombreuses femmes, conviées à la cérémonie, attendaient déjà sous les cyprès. Des mendiants, aveugles ou mutilés, étaient assis contre les tombes.

Le cortège s'arrêta devant une tombe toute neuve, — une dalle d'ardoise surmontée d'une plaque ogivale en marbre blanc, où scintillaient de belles lettres d'or. La vieille femme qui allait toujours en avant tira de dessous son haïk une étoffe de soie et d'or et en recouvrit la fraîche sépulture. Et aussitôt, de toutes les poitrines, alentour, des ululements jaillirent, des cris terribles. Les membres de la famille, les amis qui étaient là, commencèrent à se déchirer les joues, à se répandre en invocations à la morte, car c'était une femme, — Fakhite l'avait reconnu à la draperie de la tombe, — une jeune femme de famille opulente.

— Tu ne te lèves pas, ô fleur entre les fleurs ? C'est l'heure de ton bain. Ton jeune époux est rentré ce soir avec un foulard

rose pour parer ta beauté. Tes négresses ont pétri ton henné avec de l'essence de rose, avec de l'eau de musc, pour parfumer tes cheveux noirs. Tu ne te lèves pas, ô fleur entre les fleurs?..

Fakhite ne voulut pas en entendre davantage. Toute cette mise en scène de riches, la joliesse de ce mausolée, la splendeur de cette draperie, tous ces tendres femmes venues entourer la défunte bien-aimée, se briser de cris et de sanglots à son souvenir, lui faisaient trop de mal! Oui, trop de mal... Sa mère à elle, sa mère devait être engloutie quelque part, en un trou de chienne, et pas une âme ne se souciait d'elle... Pourquoi? Pourquoi?

Elle s'éloigna, se mit en quête de sa tombe. Elle n'eut pas de peine à la découvrir. Au bas d'un sentier montueux, entre des rocs fendus d'aloès, elle reconnut bien la place où gisait la pauvre *iem*, un rectangle de terre rouge, fraîchement remué, tout humide encore. Personne n'était venu s'y asseoir, pas même une souris... Elle courut à sa mère, se jeta à plat ventre contre le sol, fit le geste de vouloir enlacer la terre avec ses deux bras, et puis, laissant déborder sa petite poitrine trop pleine de douleur, elle se mit à lui crier :

— *Ya iem! Ya iem!*... Oh! pourquoi t'ai-je obéi? Pourquoi, avec ma main que j'aurais voulue tranchée, t'ai-je versé le poison? Pourquoi, pourquoi t'ai-je obéi, pour avoir toute ma vie ce péché brûlant sur mon épaule? Tu m'as laissée aveugle au milieu des lumières... Réponds-moi, conseille-moi, toi la Savante de mes Jours! J'étais encore trop petite pour que tu m'abandonnes au sort, sans une goutte de lait... Et toi, tu ne te plains plus, tu ne souffres plus, tu ne tousses plus? *Ya iem! Ya iem!* Tu n'attends plus le soir dans la grotte ta petite Fakhite et le morceau de pain qu'elle était allée te mendier à cent portes pour alimenter ta gorge sèche?... *Ya iem*, tu n'as plus besoin de rien? *Ya iem*, réponds-moi! Tu ne m'as laissé ni frère ni sœur, ni ami ni ennemi!...

Et Fakhite se pressait plus fort contre la terre, voulait l'enlacer quand même, ne se rassasiait plus de sanglots...

Plus loin, autour du mausolée virginal, la cérémonie se poursuivait. Les femmes continuaient à se déchirer les joues, invoquant la défunte dans les moindres actes de sa vie et poussant des cris affreux.

Cela dura plus de deux heures. Puis le soir s'annonça. Une

lumière plus douce, une lumière vaporeuse auréola les plaques des tombes, fit reluire le feuillage des cyprès. Alors, la voix des vieillards, la voix des hommes sages s'éleva :

— Assez, ô femmes! Vous allez arriver au blasphème. La vie est à Dieu. Lui, il sait.

Sur un ordre du doyen, la négresse, qui était assise au pied d'un arbre, se leva et vint déposer la *djefna* de couscous à la tête de la morte. Les membres de la famille, les invités, le visage en sang, s'installèrent autour et mangèrent.

Puis la négresse alla aux mendiants qui, un à un, réclamaient leur part, soit dans le pan de la gandourah, soit dans le creux de la main. Elle distribua avec largesse. Ensuite, ce furent les figues qu'on donna à pleines poignées, avec, pour chacun, la moitié d'un pain savoureux.

Fakhite eut sa part comme les autres. Tout en contenant ses hoquets, elle mangea, car sa petite poitrine était sèche.

Enfin, l'assemblée se leva, baisa longuement la dalle de la tombe et gagna la sortie du cimetière, sans oublier de baiser toutes les autres tombes sur son passage. Il ne faut pas fouler la terre des autres morts avec dédain.

Une fois sur la route, on se sépara. Un break à quatre chevaux, rideaux tirés, attendait la famille et les domestiques. Les invités, par des chemins différents, regagnèrent leurs demeures lointaines...

Il ne resta bientôt plus personne dans le champ de repos. Fakhite se pencha encore sur la tombe de sa mère, y colla ses lèvres en feu, souhaita le repos à la pauvre *iem*, lui demanda plusieurs fois pardon, et, se détachant d'elle dans un dernier regard navré, elle reprit à son tour la route de Tlemcen...

IV

Hanifa, les jours suivants, se rendait à l'école un peu comme à l'échafaud. Elle eût volontiers donné à son père une excuse : les mosaïques de la cour à laver ou la lessive à étendre... Oh! qu'une de ces besognes lui eût été douce : se mouvoir au soleil parmi les feuillages du jardin pour fixer à terre, à l'aide de cailloux, les draps, les immenses pantalons, les haïks que gonfle le vent d'automne, — ou barboter nu-pieds dans l'eau claire, sur les mosaïques reluisantes, — ou

encore rouler les pâtes dans un tamis de paille, assise sur le bord de la plate-bande de l'oranger en fruit ! Mais le papa Meziane était là, qui attendait Hanifa dans la cour. Il allait et venait, les mains derrière le dos, et, de temps à autre, regardait sa montre en s'écriant : « Allons, fille, dépêchons-nous ! » Il lui avait alourdi sa corbeille d'un gâteau aux amandes; sur la route il marchait de son pas régulier et ferme, et lui serrait la main pour la conduire jusqu'à la porte de l'école. Hanifa se rendait bien compte qu'elle n'avait plus qu'à baisser la tête...

Pourtant, depuis les sévères remontrances que Mlle Mathieu avait faites aux élèves le jour de l'entrée de Hanifa, ses compagnes ne recommencèrent plus à la tourmenter. Au contraire, elles voulurent se rapprocher d'elle et devenir ses petites amies, afin de recevoir de la belle maîtresse une caresse sur la joue, avec un compliment. « Nous sommes toutes égales, mes chéries », répétait Mlle Mathieu dans sa douce générosité de Française.

Et Hanifa eut bientôt gagné leur sympathie par son bon cœur, par son esprit naïf et original. Elle disait parfois de ces choses qui faisaient se tordre de rire les petites Européennes, alors qu'elle-même les trouvait toutes naturelles. A la récréation, elle voulait que chacune goûtât à ses friandises, elle éprouvait une joie infinie à les voir se passer une main sur le ventre et écarquiller les yeux, sous la saveur du bonbon arabe.

Péniblement elle s'initiait à leurs jeux, qu'elle trouvait bruyants et fades ; mais enfin, pour être agréable à toutes, elle voulait bien courir aux quatre coins, tendre son tablier et mendier du feu, ou s'agenouiller et faire la marguerite au milieu du préau. Elle n'avait pu consentir aux billes ni à saute-mouton. « Ça, c'est des jeux de garçons, leur disait-elle, et moi je suis une femme prête à me marier ! » Et les petites Européennes partaient d'un fol éclat de rire.

Hanifa en avait vite assez, de tous ces jeux qui l'essoufflaient, la faisaient transpirer, dérangeaient sa coiffure. Hanifa enviait les maîtresses qui se promenaient d'un bout à l'autre de la cour en causant, en racontant des histoires... Ces petites l'ennuyaient, qui lui demandaient toujours de courir, de courir ! Elles ne savaient jamais s'asseoir sur une marche du préau, en rond autour d'une conteuse, pour écouter les aventures des djinns, des mauvais esprits jaloux du bonheur des

vivants, — comme on faisait chez elle, quand ses petites amies venaient la voir, — ou bien coucher des cartes sur un matelas et lire l'avenir : si la couvée de poussins sera heureuse, si les dons au marabout porteront leur fruit, si on fera bientôt un lointain voyage et on repassera le seuil de la maison, l'étendard levé !

Alors, il lui tardait que la cloche sonnât et qu'on se remît en rang. Elle n'avait point peur d'être interrogée. Elle arrivait à l'école, ses leçons sues par cœur et les devoirs écrits exactement comme la belle *mechtroïa* les avait expliqués. Que n'eût-elle point fait pour la contenter et s'attirer son affection ! Hanifa travaillait assurément plus par amour pour la belle demoiselle que pour s'instruire. Et elle était récompensée de tous ses efforts, et son petit cœur tremblait comme une hirondelle, lorsque celle-ci venait à elle et lui caressait le front en lui disant : « C'est bien cela, ma petite fille, vous me faites plaisir ! »

Cependant, le gros mouton Messaoud était à point, l'époque des offrandes au marabout de Beni-Saf approchait. Sid Meziane, pour rien au monde, n'eût permis à Hanifa de manquer ses classes une semaine entière. Il suivait avec trop de patience attentive les progrès que faisait sa fille à l'école.

Un matin, le chamelier vint frapper à la porte de Lalla Fatima. Il lui apportait un couffin de sardines à saler, des fruits et des olives.

— Ta sœur demande si vous vous préparez à venir pour les offrandes au marabout, dit-il après avoir glissé les couffins un à un par l'entre-bâillement de la porte, en détournant la tête.

Lalla Fatima hésita un instant, puis elle murmura :

— O guide, tu diras à ma sœur qu'elle m'envoie son fils Sidi Saïd. J'ai une offrande à lui remettre à l'époque du pèlerinage. Car cette année, je ne pense pas me rendre à la cérémonie d'Ellouali. Notre maître sera absent, je ne puis laisser ma maison seule...

V

A quelque temps de là, un soir, dans un coucher de soleil d'une splendeur inouïe, le neveu de Lalla Fatima arriva de Beni-Saf. Le guide avait fait sa commission à la lettre. Sidi

Saïd arrivait, sur son cheval arabe d'un noir bleu, avec une selle de velours cramoisi et fourmillant d'or, un chef-d'œuvre du maître Ben Omar, de Blidah. Il portait la coiffure à cordes, de belles guêtres et une paire de burnous mauves brodés d'argent. Ce costume parait délicieusement sa beauté de jeune mâle. Ses grands yeux verts, d'un vert de mosaïque neuve, étaient à peu près ceux de sa tante. De sa personne émanait un parfum voluptueux, qui laissait courir après elle comme un sillage grisant... C'était le prince arabe, gracieux jusqu'au bout des ongles, à l'élégance naturelle, à l'esprit calme et amenuisé. Il était fils unique. Ses parents avaient fait venir d'Égypte les *tolba* (1) qui avaient cultivé en lui les élans du cœur et les qualités de l'intelligence.

Dès le seuil, après avoir embrassé son oncle et sa tante qui étaient venus au-devant de lui pour le recevoir, il demanda :

— Comment va Hanifa, ma chère cousine? Qu'Allah ne supprime jamais ce doux nom de votre maison!

— Merci, Saïd. Qu'Allah te fasse vivre cent ans, pour que ta mère soit heureuse! lui dit Lalla Fatima, qui rougissait déjà à la pensée qu'il faudrait tout avouer à ce fils de caïd qui, lui, était resté tellement musulman, tout imbu des principes coraniques et de cette éducation de *tolba* et d'une mère dont l'amour pour la religion était poussé jusqu'au fanatisme.

— Oh! déclara Sid Meziane, Hanifa est maintenant une jeune fille française! Elle va à l'école matin et soir! et quels livres! quelles leçons! quels devoirs on lui donne! Il faut voir cela!

A mesure que Sid Meziane énumérait « ces leçons et ces devoirs », le visage du jeune aristocrate rosissait, ses regards étonnés s'attachaient sur le maquignon... Puis il baissa le front et fixa le bout de ses bottes, qu'il caressa de la pomme d'or de sa cravache. Il paraissait méditer profondément. Il dit enfin :

— Et Hanifa a voulu facilement se dévoiler pour aller en classe?

Sid Meziane hocha la tête, ce qui voulait dire :

— Ça n'a pas été facile !...

— Sur Allah, mon oncle, conte-moi comment tu en es venu à bout! Car je connais Hanifa et ses goûts pour faire la

(1) *Tolba*, maîtres sages et instruits.

femme. A la maison, elle courait dans une fuite éperdue, dès que quelqu'un tirait la cloche! Je l'étudiais quand vous nous l'avez amenée, il y a deux ans... Dans le jardin même, elle ne voulait pas se promener sans jeter sur ses épaules une serviette de toilette... Elle voulait déjà imiter sa mère et sa tante... Et elle n'était pas plus haute qu'un gland! Elle me faisait rire...

— Enfin, grâce à Allah, Hanifa maintenant s'est accoutumée. Elle s'enferme dans sa chambre pour apprendre. Elle est fière même de son savoir. Elle nous regarde parfois avec l'air de nous dire : Qu'est-ce que vous valez, vous autres, qui ne savez ni lire ni écrire!

— Hé! soupira Lalla Fatima, les temps changent.. On se fait à tout!

Sidi Saïd s'aperçut que sa tante souffrait de ce bouleversement d'habitudes, d'une aventure qu'elle jugeait sans doute un peu dégradante... Il voulut mettre l'union dans les cœurs.

— Tant mieux! tant mieux! fit-il. Le savoir n'est jamais de trop, ni en arabe ni en français. Mon père approuve aujourd'hui l'instruction française. Il dit qu'elle est indispensable et il compte, à l'avenir, obliger les familles de sa tribu à envoyer leurs enfants à l'école. Et moi-même, n'ai-je pas reçu, en même temps que les *tolba*, les professeurs du collège, trois fois la semaine, à la médersah?

— Oui, dit Lalla Fatima qui commençait à respirer, mais toi tu es un garçon, sidi...

— Et quand on n'a point de garçon, on instruit la fille! répliqua vivement le père de Hanifa. Sid Abd-el-Kader a raison : nous devons vivre désormais de la vie des Français. Nous les coudoyons tous les jours, le commerce ne se fait plus qu'avec eux : il faut s'incliner. Ainsi, vois, mon fils : j'ai un petit commerce que tu connais, je ne suis pas riche, je suis obligé d'acheter bon marché pour revendre cher. Eh bien! les bonnes idées qui me viennent, au lieu de les enfouir pour les sauver de la concurrence, je vais moi-même, de mes pieds coupés, les vendre au voisin, soit pour faire lire une lettre, soit pour en faire écrire une! Si ma fille savait lire et écrire, est-ce qu'il en serait ainsi? L'autre jour, mon voisin, qui me déchiffrait une facture, me dit : « Oh! Sid Meziane, tu gagnes cent pour cent, tu es un voleur! » Et pourquoi vais-je supporter leurs insultes? Eux, quand ils engraissent un cochon avec des éplu-

chures de pommes de terre et de l'eau de son et qu'ils gagnent dessus mille pour cent, ils ne viennent pas s'en vanter! Ils savent lire et écrire, ils n'ont pas besoin de moi.

Le jeune seigneur approuva de la tête.

— Et voyons un peu où est cette grande demoiselle, demanda-t-il avec un sourire sous la moustache blonde.

Lalla Fatima lui montra du doigt :

— Là-bas, dit-elle, la chambre à la portière de mousseline bleue! Je te laisse aller la trouver, car moi je suis seule à préparer ma cuisine. Hanifa ne veut plus me piler une once de poivre. Elle dit qu'elle n'a plus le temps...

Sid Meziane prit aussi congé de son neveu.

— J'ai rendez-vous avec un montagnard qui veut me vendre toutes ses poules, car c'est l'époque des semailles. Et si je ne suis pas là, il ne manquera pas d'acheteurs!

VI

Sidi Saïd souleva la portière de mousseline bleue et fut émerveillé de la petite chambre de jeune fille que Hanifa s'était aménagée. Les murs étaient crépis à la chaux bleue. De petits matelas s'alignaient sur un carrelage rose, qui brilla comme de l'argent au rayon de soleil que Sidi Saïd fit entrer avec lui, en déplaçant la portière. Un bureau, peint de fleurs d'or et d'oiseaux imaginaires, occupait le milieu de la pièce. Des tables minuscules, fouillées d'ogives, de croissants et d'étoiles, ornaient les coins, et il y avait dans le fond une belle glace à pied, au cadre de velours.

Hanifa était assise à son bureau. Deux tresses aux épaules, un tablier noir qui l'enveloppait entièrement, les pieds dans des pantoufles de faille bleue, elle ressemblait en effet à une vraie petite Française. Elle parut délicieuse à Sidi Saïd sous ce vêtement quasi masculin, qui donnait à sa physionomie douce quelque chose d'un peu ferme.

Hanifa, à la vue de son cousin, se leva de sa chaise, et toute rouge, lui tendit une main. Elle n'abandonna point son pupitre de l'autre et ne fit pas le geste de l'embrasser. Son petit cœur, pourtant, avait bondi du désir de courir au-devant de lui, tout à l'heure, comme elle entendait sa voix dans la cour, et de se jeter dans ses bras! Elle se maîtrisa. Elle voulait qu'il la vît

à son bureau, entourée de ses livres d'étude, la tête dans les mains, faisant effort pour trouver la solution d'un problème.

— Oh! oh! s'exclama le beau seigneur, mademoiselle Hanifa ne daigne plus embrasser son cousin!

Tout en disant cela, il l'attira à lui et l'embrassa bien tendrement, sur les deux joues.

— Voilà pour mère! Voilà pour mon père! Maintenant, je vais t'embrasser pour moi...

Et Sidi Saïd lui baisa ses lèvres rouges avec ardeur, à l'étouffer.

Hanifa était émue de ce premier baiser de jeune homme sur ses lèvres de fillette précoce. Elle aspirait à pleines narines ce parfum de musc, d'ambre, de mer, elle ne savait au juste de quoi, que le sidi portait aux ailes de ses burnous. Elle le regardait, profondément troublée.

— Comme tu es beau! Tu portes la corde, maintenant, à la place de la chéchia? Et tu as doublé tes burnous, comme ton père?

Elle caressait de sa petite main le riche habit de drap mauve.

— Qu'il te va bien, ce costume!

— Tu trouves?

Le sidi, machinalement, jeta un regard dans la glace, où il vit un jeune prince arabe, superbe, équipé comme pour une noce.

— C'est la première fois que je m'habille en homme. Juste pour venir vous voir... Hier encore, je portais le simple habit d'étudiant. J'étais plus à l'aise. Je ne me suis décidé que sur l'insistance de mon père, qui me fit remarquer que j'avais dix-huit ans et que mes amis de mon âge étaient mariés depuis une année. Je suis en retard...

Hanifa laissa échapper un soupir de regret.

— Et moi qui n'ai que onze ans! fit-elle en sondant les beaux yeux verts de son cousin.

— Ah! tu n'as que onze ans, Hanifa? Je t'en aurais donné quinze avec la certitude de ne pas me tromper!

Le jeune homme vint s'appuyer sur le bord du pupitre.

— Voyons un peu ce que tu fais de beau...

Il feuilleta un cahier, il soupesa les petits livres. Il dit, avec une moue enfantine :

— Ils sont bien minces...

Aussitôt, Hanifa courut à son cartable. Elle lança avec défi

sur le bureau le livre d'histoire, le livre de lecture et le livre de leçons de choses.

— Et celui-là, il est bien mince? Et celui-là, il est bien mince? Et celui-là? Mais bientôt, après les vacances, j'aurai les livres de la deuxième année! Ils sont lourds... comme des coussins bourrés de son!

— Ah! oui, oui... Et tu as de bonnes notes? Voyons un peu ton carnet.

— Certainement, repartit Hanifa avec orgueil, je suis toujours première! Tiens, vois ce qu'a écrit la maîtresse, là, au bas du carnet : « Hanifa est une élève studieuse, travailleuse. Bon caractère et bonne compagne! » Je sais lire dans la géographie, dans l'histoire de France et dans le livre de lecture...

— Déjà! Tu es savante, alors! Voyons, lis-moi une page de l'histoire de France...

Hanifa se hâta d'ouvrir le livre à la page qu'elle avait apprise par cœur la veille, pour l'école, et lut tout d'un trait!

Le sidi fut ébahi des progrès qu'avait faits sa petite cousine en si peu de temps.

— Mais tu lis comme une Française, avec leur accent déjà et sans hésitation! Dans un an ou deux, tu pourras gagner ton certificat d'études...

Songez si Hanifa était heureuse de s'entendre complimenter d'une telle manière par son beau cousin!

— Ma parole, j'ai presque envie d'attendre deux ans pour t'épouser! dit Saïd en baissant la voix et coulant un regard doux vers Hanifa, qui frissonna.

Elle porta les deux mains à son front, se cacha les yeux.

— Ne me regarde pas comme cela, Saïd! Tu me fais mourir...

Saïd l'attira contre sa poitrine, en riant :

— Non, non, petite sœur, je veux que tu vives!

Des pas résonnèrent dans la cour, des voix de porteurs, des cris de poules et de coqs surgis des profondeurs de couffins... Sid Meziane venait de rentrer.

VII

Restée seule, Hanifa se regarda dans la glace et ne se trouva pas jolie sous ce vêtement de travail tout noir... Comment s'habillerait-elle pour se mettre à table? Elle voulait

plaire à son cousin, lui plaire et le conquérir ! Car il ne lui paraissait plus aujourd'hui le même Sidi Saïd qu'elle avait revu deux années auparavant... Il était soudain le nouveau venu, le prince charmant tout battant neuf... Elle dégrafa son tablier, qu'elle laissa glisser sur la natte, s'agenouilla devant sa petite malle, l'ouvrit et se mit à réfléchir, un doigt sur le coin de la bouche, à la couleur du costume qui lui siérait le mieux. Elle plongea les mains, fouilla délicatement parmi les vêtements de satinette, de jaconas, de finette, de cretonne... Elle s'arrêta enfin sur la plus belle pièce : un magnifique costume en foulardine blanche semé de coquelicots. Elle parfuma ses tresses au « mélange de fleurs », les réunit à l'aide d'un ruban de taffetas crème, se coiffa d'une chéchia de velours grenat étoilée de *sultanis* (1) et retenue sous le menton par un galon d'or, passa de petits escarpins de satin rose, se mira de nouveau dans la glace et, cette fois, se trouva jolie, jolie, sûre de remporter la victoire !

Tout heureuse, elle courut à la salle à manger. Elle trouva son père et son cousin déjà assis sur les matelas, les jambes croisées, devant la table basse où fumait une *djefna* (2) de couscous auprès d'un vase de petit-lait. Lalla Fatima se rencontra sur le seuil avec sa fille. Elle apportait dans un tamis de paille des jujubes, du raisin muscat et des noix fraiches. Voyant Hanifa mise comme pour une noce, elle la gronda :

— Pourquoi as-tu mis ton plus beau costume et ta chéchia de fête ? Qu'y a-t-il aujourd'hui ? Un baptême ? Un festin ?

Hanifa rougit et détourna les yeux vers Sidi Saïd. Son regard exprimait : « Mais c'est pour lui que je me suis faite belle ! » Le cousin comprit et sourit à la coquette... Il dit :

— Ça ne fait rien, tante... Aujourd'hui, c'est pour moi qu'elle a voulu se parer. Elle est superbe en effet, ainsi, sous notre costume ! Je crois qu'il n'en est pas de plus beau au monde !

— Eh ! répliqua Sid Meziane, tu connais le dicton : Si tu veux bien t'habiller, passe chez l'Arabe ; si tu veux bien manger, passe chez le juif ; et si tu veux bien dormir, passe chez le roumi !

— Mais, dit Lalla Fatima, elle en avait d'autres, qui lui vont tout aussi bien et qui coûtent moins cher.

(1) Pièces de monnaie.
(2) Grand plat ovale ou rond.

— Allons, ça ne fait rien ! s'exclama Sid Meziane. Aujourd'hui, j'ai acheté cent paires de poulets pour soixante francs ! Qu'elle l'use et le déchire dans la santé ! Viens, viens, ma fille, t'asseoir auprès de nous, ajouta-t-il en tapotant sa place.

Hanifa ôta ses escarpins et marcha sur le tapis, lentement, baissant les regards, comme une mariée que l'on conduit à son époux... Elle vint prendre place sur le coussin que lui indiquait son père, entre lui-même et Sidi Saïd.

Sid Meziane ne tarissait plus sur les beaux poulets qu'il avait achetés tantôt. Cette excellente affaire l'avait mis de joyeuse humeur.

— Je te jure, Fatima : chaque poulet pèse au moins trois kilos ! Je pourrai les revendre facilement cinq et six francs pièce. A l'époque des semailles, nos montagnards perdent la tête. Ils se débarrassent de la volaille à tout prix. Ils jettent le safran pour cueillir le chiendent ! Et vois-tu, Saïd, lorsque Hanifa saura lire et écrire, elle pourra me faire ma correspondance ! Il y a des commissionnaires, à Marseille et à Paris, qui me donneraient ce que je voudrais de poulets comme ceux-là ! Tandis que mes voisins, eux, connaissent le cours d'ici et ma foi, lorsqu'ils voient le prix auquel je voudrais les revendre, ils m'envient, ils me gênent... Alors, je cède à moitié moins cher !

— Oh ! dit Hanifa, mon père croit faire de moi un *cheikh* ! Tu crois que je suis venue au monde pour additionner tes poulets ? Moi, j'espère en mon cœur me marier bientôt et rester en paix...

Sid Meziane et Sidi Saïd rirent franchement aux larmes.

— Et avec qui espères-tu te marier si tôt, Hanifa ? demanda Sid Meziane en clignant de l'œil à son neveu.

— Eh !... avec celui-ci !

Et Hanifa désigna Sidi Saïd du menton.

— Hé ! hé ! crois-tu, ma fille ? Tu ne pourras jamais le rattraper. Il t'a trop dépassée en hauteur !

— Mais moi, je vais le dépasser en savoir et la balance sera égale.

— Elle a raison, approuva Sidi Saïd, la sagesse vaut la vieillesse...

VIII

Le soir les avait réunis, sirotant le café, sous les arcades de la cour. Hanifa avait placé sa petite peau de mouton tout contre le matelas où s'était allongé Sidi Saïd, afin de pouvoir reposer sa tasse sur le plateau en même temps que lui, ce qui voulait dire : « Je désirerais que ton rêve suive le mien... » Lui, qui jugeait sa petite cousine déjà femme, lui abandonna son bras qu'elle cherchait à saisir depuis un moment, pour s'emparer de l'anneau d'or qui brillait à l'index de sa main gauche. Elle l'essaya à ses deux pouces : il était encore trop large.

Sid Meziane réfléchissait à ses poules et à ses coqs, au triage qu'il fallait opérer dans ce bataillon de gallinacés, au prix qu'il pouvait à peu près les revendre, pour réaliser un joli bénéfice.

Lalla Fatima songeait à sa sœur, qu'elle n'avait point revue depuis deux années, à son enfance écoulée dans la Maison des Beys, au bord de la mer... Une phrase d'un refrain montagnard s'échappa de ses lèvres trop sérieuses, comme un soupir :

Oh ! qu'il est loin, le temps
Où nous étions réunis dans la chambre chaude !
Assis en cercle sur des tapis de Perse,
Nous narguions nos ennemis !

La plainte s'éleva délicieusement dans le calme de la nuit étoilée...

— Oh ! continue, tante, pour qu'Allah te laisse ce petit œil ! conjura Sidi Saïd en désignant Hanifa.

— Je ne sais plus... C'est une phrase qui est montée à mes lèvres par la force de ma nostalgie. J'ai langui de ma sœur, de sa tendresse, de son sourire, de sa voix maternelle et autoritaire, de son chant inimitable !

Et Lalla Fatima essuya une larme.

— Et pourquoi ne viens-tu pas nous voir plus souvent, tante ? Notre maison n'est qu'à quelques kilomètres. Tout est facile. Tu peux prendre ton café ici et être présente pour le souper là-bas. Maman a une trop grande maison à surveiller, tu le sais. Rien que pour distribuer l'ouvrage aux domestiques, quatre femmes comme elle trouveraient de l'occupation !

— Oui, mon sidi, ta mère a des servantes pour lui faire le travail, — qu'Allah bénisse sa maison ! — et encore ne trouve-t-elle pas le temps de venir nous voir ! Et moi, mon intérieur est un dé auprès du vôtre, il est vrai ; mais je fais tout par moi-même. Il y a des jours où je ne trouve pas le temps de me coiffer ; je m'assieds pour ma toilette à la lueur d'une bougie. Cette année, le toit s'est percé : j'ai pris une femme pour me rouler les pâtes, un jour seulement et parce que je devais me rendre au cimetière pour la « séparation de l'année » de Lalla Bedra. Je ne voulais pas que cette obligation fût remise, car j'ai trop peur des mauvais présages. Mais dès que je suis rentrée, sans me reposer du trajet, ni des pleurs qui m'ont ouvert la tête, ni des complaintes des pleureuses qui m'ont tailladé l'âme, j'ai jeté mon haïk sur un arbre et j'ai dit à cette femme : « Ya Allah, donne-moi ta place ! » Si je ne faisais pas comme cela, je ne pourrais point amasser le trousseau de Hanifa...

La pensée de Sidi Saïd s'était arrêtée à la mort de cette jeune fille... Elle avait fait grand bruit. La beauté de Lalla Bedra demeurerait unique, disait-on, et la fortune de son père était incalculable...

— De quoi est-elle morte, cette malheureuse ? interrogea-t-il.

— De la jalousie d'un esprit méchant, qui était sur la terre le fils d'une grande famille, l'avait demandée en mariage et s'était poignardé au bord de leur puits, une nuit de pleine lune, parce que le père, Sid Dahmane le Bach-agha, lui avait refusé sa main. Il fallait voir la douleur de sa mère et de ses jeunes sœurs, dans ce cimetière de Mansourah : elle est indescriptible.

— Elle avait donc des sœurs...

— Oh ! oui, trois. Elles sont aussi belles, plus belles peut-être qu'elle ne fut elle-même. La deuxième, qu'on appelle Lalla Nefissa, est une vraie sultane. Elle nous fascinait les yeux par la blancheur de son teint et son regard de velours.

— Hé ! qu'Allah repose l'âme de cette fille et nous donne la paix ! s'écria Sid Meziane. Parle, parle-nous de choses gaies dans cette nuit d'hospitalité ! Tu ne nous contes que les aventures qui nous cuisent ! Qu'Allah nous préserve !

Et Sid Meziane passa une main sur la tête de sa femme en répétant : « Au loin le malheur ! Au loin le malheur ! »

— Dis-nous, dis-nous, reprit-il en s'adressant à son neveu, quelque chose de votre maison si belle au milieu des vasques

et des berceaux, Allah! Allah! ce que vous avez planté de nouveau...

— Mon père, consentit le jeune homme avec un sourire, a ajouté cette année quarante pieds de jasmin. A la moindre brise, les allées sont couvertes d'étoiles blanches. Le matin, Ambarka les balaie, les réunit en monceaux, pour que les enfants viennent faire des couronnes. Les tonnelles et les murs de notre maison ne se voient plus sous l'avalanche. Le parfum frappe les narines du passant à une lieue sur la route...

— Qu'Allah bénisse votre maison! redit Lalla Fatima.

Ainsi la causerie se prolongea fort avant dans le soir. Il faisait doux et clair. Au milieu de la cour, le jet d'eau glougloutait sous les étoiles. Hanifa avait appuyé sa petite tête sur le matelas de son beau cousin et sommeillait depuis longtemps. Elle serrait dans ses doigts l'anneau d'or, qu'elle rêvait être celui de ses fiançailles...

IX

Le lendemain était un dimanche. Hanifa attendait Fakhite la mendiante devant la porte. Elle ne l'avait plus revue depuis le jour de son entrée à l'école, et elle la guettait sur le chemin. Elle avait rempli le couffin jusqu'au bord de beaux morceaux de pain, de reliefs de viande et de quelques fruits trop mûrs. Et, dans le creux de la main, elle tenait une piécette de dix sous que le cousin lui avait ajoutée pour grossir son aumône.

— Fakhite! Fakhite!

Et lorsque la bédouine se fut approchée :

— Comment te consoles-tu, Fakhite, de la perte de ta pauvre mère, de la tristesse et du vide qu'elle te laissa?

Elle était plus sale et plus hâve que jamais, la mendiante. Ses joues s'étaient creusées à faire peur. Elle toisa Hanifa, envia ses beaux vêtements, et pour toute réponse, exhala un grognement inarticulé.

— Qu'est-ce que l'on m'a dit chez toi? Que tu allais à l'école, toi, maintenant?

— Eh oui! dit Hanifa, mais pas pour longtemps, car on va me marier!

— Quelle chance!

— Dis, dis qu'Allah me préserve du mauvais œil!

Fakhite arracha les dix sous de la main de Hanifa et ne répondit point à sa prière.

— C'est pour cela qu'on t'a habillée comme une reine ? Eh ! celui qui a de la chance, ajoute-lui encore ; celui qui a de la malchance, ajoute-lui encore !

— Oh ! Fakhite, s'écria Hanifa toute rouge de colère, dis au moins qu'Allah me préserve du mauvais œil !

La mendiante, feignant la distraite, coulait un regard inquisiteur vers le fond du jardin. Elle venait d'apercevoir deux hommes qui se promenaient sous les orangers en causant... L'un d'eux lui parut beau comme un roi.

— Et qui est cette figure de bey qui s'ajoute à ton bonheur, fille des hommes ?

Hanifa se pencha sur Fakhite, et oubliant ses paroles mauvaises et son regard envieux, elle lui confia tout bas :

— C'est mon cousin, le neveu de maman, le fils du caïd de Beni-Saf...

Plus bas encore, elle ajouta :

— Sans doute sera-t-il ma chance...

Fakhite poussa un soupir.

— Viens, viens le voir de près, comme il est beau et comme il sent bon !

— Laisse, laisse-moi m'en aller ! Pourquoi veux-tu que j'entre m'approcher davantage du bûcher ? Pour me brûler les yeux et me brûler le foie ?

Et la mendiante serra avec rage les victuailles dans sa gandourah poisseuse et s'enfuit, sans remercier Hanifa !

X

Hanifa et sa mère passèrent la matinée à faire la grande toilette au mouton Messaoud. Sur un feu de bois, au milieu du jardin, elles firent chauffer de l'eau avec de la potasse dans une marmite de cuivre, et elles lavèrent sa toison à l'aide de brosses, de corde et de savon arabe. Quand il fut bien blanc et bien séché au soleil, elles brûlèrent de la poudre d'encens pour le parfumer, puis elles lui passèrent aux cornes, aux pattes et aux reins des flots de ruban rose et bleu, sans oublier la queue qui chassait l'air avec un gros plumeau de faveurs multicolores. Et, pendant la toilette, les chants de Lalla Fatima et de

sa fille ne cessèrent point sur le beau mouton ; à tour de rôle elles rythmaient les couplets familiers et touchants :

O mon mouton d'offrande,
Je te lave la tête en versant des you-you,
Afin de montrer aux gens
Comme tu fus bien élevé...

Sidi Saïd et Sid Meziane assistèrent à l'amusante cérémonie, installés sur une natte, devant une tasse de café.

Hanifa le pressait contre elle et elle l'embrassait en lui roucoulant des mots affectueux :

— Oh! Allah! comme je l'aime, ce petit œil, ce petit père, ce petit frère, comme je l'aime!

Et Messaoud revenait toujours à elle, frottait contre son épaule les rubans qui le gênaient, voulait lui mordre les bras, qu'elle avait mis à nu pour aider à sa toilette.

Sidi Saïd souriait à ce charmant tableau. Il dit à Hanifa :

— Et maintenant que je vais te l'emporter, ton mouton, et pour rien, comment vas-tu faire? Tu ne t'ennuieras pas de lui?

Hanifa inclina les regards, caressa de sa petite main rouge de henné, tristement, la jolie tête de Messaoud qu'elle ne reverrait plus... Puis elle dit :

— Ah! mais pour une offrande, ce n'est pas la même chose! Le marabout, en échange, envoie la santé aux malades et... de beaux fiancés aux jeunes filles!

Les deux hommes se regardèrent en hochant la tête. Si c'était toujours vrai!

Enfin l'heure du départ arriva. Sidi Saïd sauta sur son cheval, après avoir embrassé longuement les parents de Hanifa, et Hanifa elle-même qu'il consola en lui promettant de lui envoyer de la ferme le plus beau mouton du troupeau. Mais au moment où Sid Meziane ligota les pattes de Messaoud, le pauvre animal se mit à bêler si fort, avec des accents si éperdus, que Hanifa éclata en pleurs.

— Oh! Hanifa, il ne faut pas pleurer sur le mouton d'offrande, lui fit remarquer Sidi Saïd, cela ne porte pas bonheur!

Lalla Fatima murmura à sa fille :

— Allons, dépêche-toi de faire le vœu dans ton cœur, comme chaque année, et dis-le au porteur de l'offrande, afin qu'il le transmette au marabout!

Hanifa essuya vite ses larmes! Dans sa peine, en effet, elle avait oublié le vœu, l'essentiel!.. Son visage s'irradia tout à coup. Elle se hissa vers le cousin, et s'agrippant au pommeau de la selle :

— Approche, approche ton oreille... Écoute : Prie Sid-Ellouali de Beni-Saf... que tu sois ma chance!

Le jeune homme parut un peu surpris d'abord, puis son regard s'éclaira, il sourit et promit de faire part au marabout de ce vœu, qui ne lui déplaisait point...

XI

Le beau seigneur était parti, emportant avec lui Messaoud qui bêla, bêla tout le long du chemin, et l'image de sa cousine aux magnifiques tresses blondes. Il la revoyait assise à son bureau, si différente des autres Mauresques sous son tablier noir; ou le soir, penchée vers son front. Puis sa monture reprenait le galop, dans le soleil du plein après-midi. Par intervalles, au travers de la route, les saules pleureurs mélancoliques projetaient leurs ombres légères. Une pluie d'or filtrait dans leur feuillage chevelu. De part et d'autre, les champs d'orge, les vignobles déployaient jusqu'à l'horizon la fécondité de leur houle mamelonnée.

La pensée du sidi revenait volontiers en arrière. Hanifa avait fait sur lui une impression exquise. Son image de Mauresque moderne, lisant le français au milieu de matelas arabes, offrait un charme bizarre dans leur famille, qui était demeurée, du côté de sa mère surtout, tellement rebelle à la civilisation! Le jeune aristocrate s'était laissé gagner... De temps à autre, un sourire courait sur ses lèvres en songeant au vœu de la petite cousine!

« Qui sait? Un jour... peut-être... C'est qu'elle me plaît bien déjà, avec ses manières sérieuses, ses répliques spirituelles et sa belle crânerie. Comme elle était jolie sous son costume aux coquelicots et sa chéchia ornée de *sultanis!* Et c'est qu'elle a onze ans! Onze ans... Bientôt une jeune fille, bonne à marier... »

Déjà le cavalier rencontrait des groupes de pèlerins qui allaient à pied, emmenant leurs offrandes, — des bœufs, des veaux, des moutons, — parées comme des idoles. Déjà des cris

de fêtards montaient jusqu'à lui, selon la direction de la brise. Des mendiants peuplaient le chemin, assis au bord du fossé ou courant d'un pèlerin à l'autre et les poursuivant de leurs prières :

— Qu'Allah exauce tes vœux, fasse triompher ta demande ! Que tes paroles semblent de miel ! Qu'il donne la splendeur aux récoltes, rende la vie au mourant, t'élève au-dessus de tes ennemis !

Saïd prit une poignée de pièces d'argent et de cuivre et les sema sur la route. A mesure qu'il avançait, la foule devenait compacte. Une odeur d'encens, de corne brûlée le prenait au gosier. Les cris des agneaux, des bœufs, des poulets qu'on égorgeait, les you-you des enfants et des femmes emplissaient ses oreilles. Son cheval hennit, Messaoud bêla plus fort.

— Hé ! l'orchestre est au complet ! dit-il.

Et le beau seigneur se trouva en face du marabout. Il tendit ses rênes. Une multitude de mendiants se jeta au-devant de lui pour lui offrir de garder son cheval. Quelques hommes s'agenouillèrent, afin de baiser les pans de ses burnous :

— Qu'Allah te garde toujours sur nos têtes !

Saïd pénétra sous le kiosque, fit allumer un cierge blanc garni de volutes de papier doré, offrit Messaoud au gardien du marabout, et murmura, devant le catafalque, le vœu dont il était porteur :

— Ma cousine Hanifa voudrait que je sois sa chance ; si le destin le voulait de même, je n'essaierais point de m'y opposer. Elle apporte pour cela, sous ton dôme, le mouton de son cœur. Elle est la fille de ma tante Fatima et de Sid Meziane. Je suis Sidi Saïd ben Abd-el-Kader, fils du caïd de Beni-Saf, ton serviteur qui te vénère !

Il posa ses lèvres sur la draperie du catafalque.

— Que le salut éternel soit sur toi, Sid-Ellouali !

Et Sidi Saïd s'éloigna, ému malgré lui. L'ambiance du lieu, cette foule, ces cierges allumés partout sous les oliviers, la fumée de l'encens, les prières des pèlerins, les plaintes des animaux, les mares de sang autour des tombes et au pied des arbres le bouleversèrent. Il lui parut que l'offrande qu'il venait de faire était sienne, le vœu de sa chère cousine était plus près de lui...

De nouveau il enfourcha sa monture et ne fit halte que devant la Maison des Beys. Au bruit du galop du cheval, un

jeune nègre était accouru pour ouvrir tout grand le portail.

— Que le bonheur soit sur toi, Sidi!

Le maître sauta à terre, jeta les rênes et la cravache à Youssef, secoua ses jambes, releva ses burnous sur l'épaule et longea d'un pas alerte l'allée bordée de cyprès qui conduisait à la demeure. Le regard la devinait à peine par delà les tonnelles de roses, de jasmin et de nessri. Et soudain la voix d'Ambarka se fit entendre : « *Trig!...* » (1)

Le jeune homme se retira aussitôt pour s'enfoncer sous l'ombrage de vieux oliviers. Il allait maintenant, les mains derrière le dos, ayant ralenti sa marche. Le calme, la lumière, l'air embaumé et léger lui détendaient les nerfs. L'atmosphère de retraite grandiose le reposait du long voyage à cheval. Tandis qu'il cheminait entre les vieux arbres gigantesques et les berceaux croulants de fleurs, une sensation de bien-être le regagnait.

La voix d'Ambarka tonna de plus belle : « *Trig!...* »

Ce cri avertisseur s'épandit dans l'espace comme une caresse. Il exprimait une gaieté, une exubérance inaccoutumées... Et bientôt Saïd entrevit dans l'allée principale tout un groupe de femmes qui se dirigeaient vers la sortie. Il y en avait de jeunes et de vieilles. La finesse des chevilles, l'élancement des bustes les distinguaient à l'œil averti. Le Sidi, au travers des feuillages, admira la fierté, l'ondoiement des lignes sous les haïks de soie. Le jardin s'embauma encore sous un parfum de chairs fines et d'essences capiteuses. Saïd dilata ses narines et huma l'air.

— Que ta venue soit heureuse! Tu rentres à propos, mon fils. Je viens de lier ta vie pour le bonheur. Ta fiancée est merveilleuse. Je l'avais rencontrée pour la première fois, il y a environ une année, dans de pénibles circonstances. Elle venait de perdre sa sœur aînée, elle était trop jeune pour supporter le deuil qui frappait sa famille. Son père l'avait envoyée essuyer ses yeux sur les genoux d'une vieille tante qui habite Beni-Saf. Je m'étais rendue chez cette dernière en visite de condoléances. Mes regards sont demeurés éblouis devant ce port de jeune cyprès, ces yeux de gazelle et cette peau de satin. De bouche, elle n'en possède pas : c'est une petite bague ornée de perles

(1) Passage.

étincelantes. Elle a l'allure altière, une tête pareille à celle d'un jeune guerrier. Ce jour-là, j'ai baissé mes paupières pour me recueillir, et j'ai souhaité dans mon cœur qu'Allah ne me fît point mourir avant d'avoir cette fille chez moi, pour femme de mon fils. Ce fut désormais ma préoccupation de tous les instants. Je la savais enviée par de nombreuses familles. J'attendais seulement que leur année de deuil fût écoulée, et je me suis ouverte sans retard à la vieille tante qui sort d'ici, avec les sœurs et les cousines. J'ai profité de ton absence afin d'être plus libre. Lalla Nefissa, la fille de Sid Dahmane le Bach-agha, dépasse toutes les femmes.

Le jeune homme tressaillit à ce nom. Lalla Nefissa, fille du Bach-agha Sid Dahmane... Il demeura tout surpris de cette coïncidence. Sa future femme était donc cette jeune fille que sa tante avait remarquée sur la tombe de la sœur, pour la séparation de l'année, et au sujet de laquelle toutes les bouches, disait Lalla Fatima, ne parlaient que de noblesse et de beauté ? Il rougit, à cette pensée, de plaisir et d'orgueil. Il s'inclina, tout frémissant, pour prendre les mains de sa mère et les lui baiser.

— Mère, dit-il, que tous tes désirs s'accomplissent !

Lalla Malika, la mère de Sidi Saïd, avait parlé tout d'une traite, sans reprendre haleine, selon son habitude. C'était une femme nerveuse, vive, autoritaire. Comme sa sœur, elle était blonde, mais plus mince, et, bien que plus âgée d'une dizaine d'années, elle eût paru aisément sa jumelle. Les yeux étaient moins grands que ceux de Lalla Fatima, mais plus lumineux peut-être, flambants d'intelligence. Un superbe costume mauve brodé d'or moulait son corps svelte et ferme ; un foulard lamé d'argent donnait plus de relief encore à ses cheveux couleur d'épi mûr et d'éclat à sa peau rosée.

Tout dans cet intérieur, de même, respirait le bonheur et la joie. Les meubles de nacre avaient été déshabillés de leurs housses. Des coussins aux glands d'or couraient sur les tapis de haute laine. D'immenses plateaux d'argent brillaient, débordant de restes de confiseries. Des négresses de toutes les tailles surgissaient des tentures, allaient et venaient pour remettre de l'ordre dans le salon. L'air marin qui entrait par les lucarnes entr'ouvertes balayait peu à peu l'atmosphère saturée du parfum moelleux que portaient les visiteuses et dont la pièce était encore tiède. Leur haleine, l'odeur de leurs toilettes de soie et

de leurs bijoux s'étaient accrochées aux sofas, aux matelas, aux coussins où elles s'étaient assises ou qu'elles avaient frôlés de leur corps... Le jeune homme s'était accoudé à une des lucarnes, il écoutait des chants d'oiseaux dans l'ombre qui commençait à grandir autour des massifs d'oliviers, pendant que Lalla Malika rejoignait le maître, rentrant d'une tournée au douar. Sid Abd-el-Kader se délassait dans une chambre voisine, au milieu de matelas, de narguilehs et de tasses de café maure.

L'œil sombre, le front bas, le caïd était inquiet. Il venait de confisquer, un peu brutalement peut-être, des biens mal acquis, volés ou non payés par ses sujets, et il avait entendu dans l'ombre sourdre des paroles de haine auxquelles il n'était point accoutumé. Sid Abd-el-Kader montrait une taille imposante, un visage calme et fin, de longues moustaches qui retombaient à la franque, déjà poivre et sel. La parole hautaine et sobre. Un courage à toute épreuve.

— Tu as eu tort, femme, dit-il à Lalla Malika, tu as eu tort de fiancer Saïd à Lalla Nefissa. Cette alliance nous attirera toutes les rancunes. Le chef de cette famille est très sévère, trop sévère pour ses sujets. Il leur inflige des punitions barbares, encore de l'ancien régime. Nos montagnards même, chez qui j'ai toujours rencontré une soumission et une douceur inaltérables, ont l'air de s'émanciper, étant chauffés par Beni-Mansour. Ce que j'ai entendu gronder de loin en loin n'est pas fait pour me rassurer. Ceux qui se sont engraissés à nos dépens vont maigrir, ceux qui se sont élevés vont baisser, ont juré quelques-uns. Je n'ai point peur pour moi, mais pour notre fils. Nous n'avons que ce petit œil et nous aurions dû être plus prudents.

Lalla Malika trembla pour ce petit œil. Son mari la vit pâlir. Mais son courage se raffermit à la pensée de sa future bru. Quelle reine de beauté! Quelle mesure dans le geste et dans la parole! Et son sourire! Elle ne le semait que comme l'aurore sème la goutte de rosée sur la fleur! Et le luxe qu'étalaient ses sœurs, sa mère, sa vieille tante, était d'un tel éclat que Lalla Malika ne pourrait désormais renoncer à cette alliance sans un déchirement de cœur et sans rougir jusqu'à la racine des cheveux. C'était là une famille d'une trop grande dignité, à qui l'on ne faisait point d'affront!

— Y songes-tu? Leur retirer notre parole, quand la leur ne nous a été accordée qu'à force de ruses et de prières? dit Lalla

Malika après avoir expliqué à son mari toutes ses raisons.

— Je le sais, soupira Sid Abd-el-Kader, je n'ignore point ce que tu veux me remontrer. Qui ne connaît la richesse et la magnificence de Sid Dahmane. Sa beauté à lui dépasse celle de tous les hommes, et si la beauté de sa fille dépassait celle de toutes les femmes, je ne m'étonnerais point. Mais ce ne sont pas seulement ses sujets qui ont à se plaindre de Sid Dahmane, ce sont des gens de son niveau. Il a fait des blessures mortelles à des caïds de race, à des chefs de tribu célèbres, précisément en leur refusant la main de Lalla Nefissa, sans aucune raison apparente. Car tu es au courant des nombreuses demandes dont cette fille a été l'objet, des cadeaux royaux qui ont été offerts. Sid Dahmane n'a écouté que sa colère et a envoyé au diable demandes et présents. Et ce malheureux jeune homme, fils unique comme le nôtre, qui se donna la mort un soir, au bord de leur puits, est une victime de cette famille fatale. Et la mort de Lalla Bedra, huit jours après, n'est-elle pas un mystère pour tous et un indice de malheur?

Un silence tout d'angoisse et de gêne s'était fait dans le petit salon. Ambarka la négresse entra et demanda pour son jeune sidi la permission de se présenter, de souhaiter le bonsoir à son père. Dès le seuil, Saïd devina l'inquiétude de ses parents. Il baisa les deux mains du chef et s'assit en face de lui, redoutant de prime abord que son père fût mécontent de ce mariage. Il dit, sur un ton enjoué :

— Qu'y a-t-il, père? Tu es revenu toujours caïd de la tribu? Nos biens ne sont pas en péril?

— Grâce à Allah!

— Alors, pourquoi ce calcul, cette réflexion profonde?

Le caïd déplia les genoux et s'assit plus commodément pour répondre à son fils.

— Ta mère, dit-il en pesant ses mots, vient de te fiancer...

— C'est le chemin de tous les hommes.

— Entendu. Elle nous a choisi la jeune fille la plus noble et la plus belle, ce que toute mère eût voulu choisir pour son enfant; mais comme toutes les femmes, elle n'a vu que les choses qui peuvent éblouir et non celles qui font frémir.

— Frémir? Et de quoi devons-nous frémir? Ne fais point de mal, ô ma main, et tu ne craindras rien, ô mon cœur!

— Ta mère nous a choisi la jeune fille la plus noble, reprit

Sid Abd-el-Kader, mais aussi la famille la plus détestée. Je connais, par ce que m'en rapportent mes hommes, toutes les combinaisons de vengeance qui germent dans les trous noirs de ces hautes montagnes. Quand j'ai envoyé des signes à Sid Dahmane pour le prévenir, il m'a répondu : Je n'ai pas peur!

— C'est très beau !

— Non. Sid Dahmane n'est pas un brave, c'est un imprudent. Il préfère à la douceur la force brutale. Il ignore ce qu'il faut de doigté, de souplesse pour mater nos bédouins et gagner leur cœur, qui est aussi rude que l'écorce brûlée de leur corps. Je n'ai jamais laissé dire que je fusse un lâche. Eh bien! aujourd'hui j'ai peur, peur que cette alliance nous soit funeste, d'autant que la jeune fille est très enviée par toutes les femmes qui ont un fils à marier. Sa grande beauté, ce luxe inouï ont grisé tout le monde.

Le jeune homme eut un sourire de satisfaction.

— Eh bien! père, ce sera une victoire de plus pour nous que de l'emporter sur tous ces prétendants!

Le caïd secoua nerveusement la cendre de son narguileh et demanda sur un ton décisif :

— Tu ne crains point le péril?

— Pas quand on a un père à la pensée solide comme la tienne.

— Tu ne vois aucun danger pour ta vie qui nous est trop chère?

— Aucun, père. Tu as su me faire aimer de nos sujets. Ce matin encore, au marabout d'Ellouali, j'ai reçu des marques de sympathie à faire se pâmer un roi...

— Et qu'as-tu été faire au marabout?

— Porter une offrande de la tante Fatima.

— Personne n'est malade, là-bas? Vivent-ils toujours heureux, tranquilles dans la paix d'Allah?

— Toujours, père...

Sidi Saïd ne voulut point vendre le secret de Hanifa. Il dissimula un sourire. Et, pour éviter les questions au sujet de Lalla Fatima et de la petite famille qu'il voyait s'ébaucher sur les lèvres de sa mère, il reprit :

— Et puis, ma mère est sage. Elle n'agit point à la légère. Et puis la demande est faite, nous sommes trop avancés, nous ne pouvons plus revenir en arrière. Ce serait une lâcheté qui

nous rendrait ridicules aux yeux de cette famille et de ce chef, qui est le courage sans raison, mais le courage quand même.

— Que ce qui est écrit s'accomplisse! conclut le caïd avec résignation.

Sidi Saïd, pour tout au monde, n'eût voulu renoncer à ce mariage. Le soir, lorsque Ambarka, avant d'aller dormir, passait dans la chambre du sidi pour verser dans la théière l'eau de rose ou garnir le brûle-parfums, il la tirait par sa gandourah, et ce geste voulait dire : « Écrase-toi là près de moi! » Et Saïd demandait à la négresse de lui redire comment était Lalla Nefissa. Il fermait les paupières pour écouter la bonne vieille servante lui faire le portrait de sa future femme!

— Elle est, disait Ambarka en hochant la tête, une fille des dieux et non des hommes. Ses cheveux sont des burnous d'or. La blancheur de sa gorge pâlit l'éclat de son collier de perles. Ses sourcils sont les filets d'une source. Ses joues font rougir la pomme sur la branche. Ses yeux sont profonds comme l'étoile qui guide le pâtre dans les sentiers perdus...

— L'as-tu entendue parler? Comment est sa voix?

— Comme un violon qui jouerait sous l'eau... Que te dirais-je, Sidi? Elle est une reine et toi tu es un roi.

Et Ambarka se retirait, laissant le jeune homme suivre son rêve, affiner sa vision

ELISSA RHAÏS.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LA PRINCESSE BELGIOJOSO ET AUGUSTIN THIERRY

Quelques semaines avant la guerre, le 28 juin 1914, le gros bourg de Locate, sur la *strada maestra* de Milan à Pavie, tout bourdonnant d'effervescence, s'emplissait de rumeurs et de tumulte. En pompeux appareil officiel, on inaugurait ce jour-là, après un long retard de six ans, le monument, — un modeste cippe, surmonté d'un buste, — destiné à perpétuer la mémoire de Christine Trivulce, princesse Belgiojoso. La plupart des grandes familles lombardes avaient tenu à assister à la cérémonie et, par la campagne blondissante, dans la fête de la lumière et des couleurs, sur les chemins poudrés de rose et d'améthyste, c'était, pour l'émerveillement des *contadini*, accourus d'alentour, un éblouissant défilé d'automobiles et d'équipages.

Il y eut, du *sindaco* au ministre, en passant par le préfet, merveilleuse débauche d'éloquence, force discours grandiloquents à la mode cisalpine. Tout le lyrisme d'outre-monts se dépensa à célébrer la patricienne aventureuse, l'héroïne de la liberté, l'*astutissima* haïe de Metternich, la mortelle ennemie de l'Autriche. Après un long oubli, justice enfin était rendue à l'une des plus étonnantes figures du *Risorgimento*, l'un de ses apôtres les plus agissants, à qui rien n'a manqué peut-être que l'auréole d'une fin tragique, pour mériter la reconnaissance attendrie d'un peuple, connaître la gloire posthume des Confalonieri, des Silvio Pellico, des Berchet et des Maroncelli.

Ame singulière et complexe qui déconcerte l'analyse, mélange inouï de contrastes et de contradictions, mais cependant

âme bien italienne, de ces âmes dont Stendhal a dit qu'elles sont « illogiques et fuyantes », Marie-Christine-Béatrice-Thérèse-Mathilde-Camille-Julie-Marguerite-Laure Trivulce, princesse Belgiojoso, qui, entre tant de prénoms, choisit celui de Christine, a tour à tour attiré, intrigué, ébloui, intéressé, ému, séduit, amusé, scandalisé ses contemporains.

Peut-être doit-on chercher la cause d'aussi choquantes disparates dans certaines tares originelles, un état latent de déséquilibre nerveux, entretenu par l'épilepsie dont elle était victime. L'antique malédiction qui pèse sur son sexe l'a moins épargnée que nulle autre; l' « enfant malade » chez elle tourne à la névrosée, qui étale au grand jour ses vices comme ses vertus. On peut lui appliquer le jugement des historiens anglais sur Charles Fox : « Il semble que, par un jeu bizarre de la nature, deux esprits distincts se soient trouvés réunis dans un seul corps et que la même enveloppe contînt à la fois le meilleur et le pire de son temps. »

Jamais femme ne vécut plus intensément. A l'exemple de son grand aïeul, le maréchal Trivulce, elle sera celle qui « ne s'est jamais reposée » (1), ayant, au cours d'une existence théâtrale, abordé toutes les questions, tenté d'approfondir tous les problèmes, avec la même volonté tenace, la même conviction sincère. Musset lançait une offense mensongère, s'écriant d'elle, en un jour de dépit amoureux :

Elle est morte et n'a pas vécu :
Elle faisait semblant de vivre.
De sa main est tombé le livre
Dans lequel elle n'a rien lu.

Au long de ses jours tumultueux, Christine Trivulce, bien au contraire, effeuillera passionnément toutes les pages du « Livre suprême ».

La marque de son activité brouillonne et créatrice, féconde et désordonnée, fut peut-être de situer toutes choses dans le plan de son désir avant celui des réalités : périlleuse aberration, au témoignage de Bossuet, si « le plus grand dérèglement

(1) Jean-Jacques Trivulce, gouverneur du Milanais pour les rois de France, créé maréchal par Louis XII et l'un des vainqueurs d'Agnadel. Il a lui-même dicté son épitaphe : « Jean-Jacques Trivulzio, fils d'Antoine, qui ne s'est jamais reposé, se repose maintenant. Silence ! »

de l'esprit, c'est de croire les choses telles qu'on veut qu'elles soient et non pas ce qu'on a vu qu'elles sont en effet ». Malgré quoi néanmoins, à travers mille extravagances, on ne la trouve jamais ni banale, ni vulgaire.

Avec cela, le plus indomptable courage joint au mépris le plus altier de l'opinion. *Femina sexu, ingenio vir*, la qualifie Victor Cousin. L'admirateur de cette autre amazone, Mme de Longueville, n'a point tort. Hardie, entreprenante, tout en elle est viril, à travers un corps presque immatériel : l'esprit, le caractère, même le cœur. Elle tire l'épée et le pistolet, manie au besoin le couteau, monte ses chevaux à cru comme les cavaliers atrébates. Conspiratrice impénitente, elle risquera d'un cœur tranquille l'*in pace* des geôles autrichiennes, et l'Italie enthousiasmée la verra lever et commander un corps de volontaires, faire le coup de feu sur les barricades, brandissant un drapeau, romantiquement coiffée d'un feutre empanaché.

Son défaut capital, qui gâte de si nobles qualités, c'est un maladif besoin de mise en scène et d'ostentation; l'amour d'étonner ou de surprendre, par suite la recherche constante de l'effet, fût-ce par les pires moyens du cabotinage. *Theatralità della vita*, raillent ses ennemis; de fait, il y a du bateleur dans cette grande dame, en parade perpétuelle, et ses efforts pour briller, étourdir à tout prix aboutissent souvent au grotesque et parfois à l'odieux.

Et ceci, à n'en pas douter, est encore un signe pathologique, une déviation morbide de l'orgueil ancestral des Trivulce. Ceux-ci sont une race altière et difficile. Les traits de leur superbe emplissent la chronique. Pour n'en rappeler que cet exemple, une des tantes paternelles de donna Cristina n'accepta jamais de se marier, ne consentant pas à changer de nom. Au lit de mort, exhortée à l'humilité par son confesseur, elle répondait dans un cri de révolte : *Si, sono un verme, ma Trivulzio.*

L'héritière de cette arrogante lignée ne dément pas ses origines. Se proclamant affranchie de tous les préjugés, elle conservera toujours celui de sa naissance. Un temps convertie aux doctrines mazziniennes, fulminant contre l'iniquité sociale, elle défend jalousement contre les « frères » de la *Jeune Italie* ses privilèges de caste. La « citoyenne » Belgiojoso n'oublie jamais d'ajouter à sa signature le titre qu'elle tient de « droit divin ».

Belle par surcroît : d'une beauté poétique de légende ou d'épopée, qu'elle habille théâtralement de « longues robes étranges », avec sa pâleur « byzantine », ses yeux immenses et lumineux, les bandeaux ondés de ses cheveux sombres. Henri Heine, qui fut de ses nombreux adorateurs, nous a laissé d'elle un bien séduisant croquis :

« C'était un de ces visages qui semblent appartenir au domaine des rêves, plus qu'à la grossière réalité de la vie. Des contours qui rappellent Léonard de Vinci; ce noble ovale avec les naïves fossettes des joues et le sentimental menton pointu de l'école lombarde. La couleur avait plutôt la douceur romaine, l'éclat mat de la perle, une pâleur distinguée, la *morbidezza*. Enfin, c'était une figure, comme on ne peut la trouver que dans quelque vieux portrait qui représente une de ces grandes dames dont les artistes italiens du XVIe siècle étaient amoureux, quand ils créaient leurs chefs-d'œuvre, et auxquelles pensaient les héros allemands et français, quand ils prenaient le glaive et passaient les Alpes (1). »

Monselet, Liszt, Alfred de Musset, Arsène Houssaye, jusqu'à Mme d'Agoult, qui n'est point une amie, ont confirmé ce témoignage de l'auteur des *Reisebilder*. Ils n'ont point trop exagéré, à s'en rapporter au portrait de Lehmann, conservé dans les galeries du palais Visconti d'Aragona à Milan. Sous la couronne de nénuphars qui ceint son front pur, le visage d'un dessin parfait a bien le charme énigmatique et profond des figures du Vinci. La pâleur liliale du teint, la gracilité du col jaillissant des épaules fragiles, la plasticité langoureuse du corps amenuisé, accentuent l'étrangeté d'une physionomie toute romantique. Longue, souple, svelte, elle a le féminisme pénétrant des Milanaises. Rien de sensuel pourtant, mais un spiritualisme ardent, tous les délires de l'enthousiasme, une prodigieuse vitalité intellectuelle, concentrée dans la flamme des yeux merveilleux.

Cette beauté fascinatrice, Mme de Belgiojoso devait la conserver longtemps. Infirmière au siège de Rome, on notait une recrudescence de fièvre chez les blessés de son service. En dépit de la quarantaine, la séduction des yeux trop beaux continuait de s'exercer encore.

(1) *Reisebilder*, t. II.

Rien d'étonnant, ornée de tant d'attraits si rares, l'esprit cultivé, « savante comme Uranie », que la *bellissima principessa milanese* ait ravagé bien des cœurs. La liste de ses « victimes » est fournie et presque toutes sont illustres : Thiers, Mignet, Victor Cousin, Henri Heine, Alfred de Musset, jusqu'à l'austère Guizot, jusqu'au vieux La Fayette, malgré ses soixante-quatorze ans.

Qu'elle ait eu des amants, et Mignet le premier, c'est certain. Mais fut-elle vraiment légère, cette dame « belle et joyeuse » dont Balzac, qui n'était point de la fête, a dit férocement qu'elle se « prêtait » ? ou bien ne faut-il voir dans son cas qu'une sensualité d'âme tôt refroidie par les glaces d'un tempérament insensible, la coquetterie raffinée d'une femme amoureuse d'hommages et reculant devant les conséquences ? Arsène Houssaye, grand docteur ès subtilités féminines, n'affirme-t-il pas : « Elle servait avec une grâce adorable le festin de l'amour, puis elle s'envolait au moment de se mettre à table » ?

Du moins, autant que son orgueil y eût daigné consentir, pouvait-elle invoquer bien des excuses : et son mari d'abord, ce superbe et volage Emilio, taillé en Apollon, musicien accompli, l'un des *lions* les plus léonins du boulevard de Gand, au demeurant, avec d'aimables côtés, une âme assez médiocre, qui ayant, après deux mois, abandonné son épousée et vivant de son côté, la laissait, en retour, se compromettre à sa guise.

L'amour, quoi qu'il en soit, ne fut jamais pour Christine Trivulce qu'un moyen de parvenir à des fins plus hautes, et ses écarts de conduite se peuvent disculper par un objet qui les relève singulièrement. Patriote exaltée, ayant voué sa vie à l'affranchissement de son pays, elle use de sa beauté pour lui gagner des champions. « L'unité de l'Italie, a noté un des bons historiens du *Risorgimento*, M. Raffaele Barbiera, s'est d'abord faite à Paris, par les étrangers. » Observation juste qui peut suffire à expliquer les actes de la princesse Belgiojoso, et nous dévoile la raison de ses attitudes. Par le décor où elle se complaît, l'appareil excentrique dont elle s'entoure, elle cherche, à travers sa personne, à frapper les imaginations, à créer dans le monde intellectuel et politique français un courant de sympathie pour les opprimés, qui puisse décider d'une intervention en leur faveur.

Elle ne réussira qu'en partie ; l'œuvre qu'elle n'a pu

qu'ébaucher, un autre l'accomplira, qui s'est appelé Cavour. Mais, en dépit de ses extravagances, parce que son idéal était noble et pur, qu'elle s'y est ardemment consacrée de toute son âme fervente, elle mérite, la belle proscrite, au cœur dévoré d'enthousiasme, le jugement d'admiration porté sur elle par M. Gabriel Hanotaux et qu'a ratifié déjà la postérité : « Elle fut avec plus de flamme ce que Mme du Deffand avait été au XVIIIe siècle avec plus d'esprit, et vingt ans plus tôt, Mme Récamier avec plus de majesté : elle fut un centre... Personne ne fit plus qu'elle en France pour la propagation de l'idée italienne. Elle lui consacra sa vie, sa fortune, son cœur. »

***

Elle était née à Milan le 28 juin 1808. Veuve de bonne heure d'un époux brutal et point regretté, sa mère s'était bientôt remariée au marquis Alexandre Visconti d'Aragona, l'un des chefs du parti libéral en Milanais. Christine avait alors quatre ans, et c'est ce jeune beau-père, d'âme généreuse et d'esprit chevaleresque, qui sera son véritable éducateur intellectuel, façonnera son cerveau et formera sa pensée. Montaigne observait déjà les influences d'époque et de milieu sur l'institution du caractère. A de rares exceptions près, elles demeurent en effet souveraines. Le développement psychologique de Christine Trivulce ne devait pas échapper à cette loi générale ; mais pour en mieux saisir l'évolution, il est indispensable de se reporter cent ans en arrière, de jeter un regard sur les circonstances politiques et les conditions morales, où se trouvait alors l'ancien royaume lombard-vénitien.

La Révolution française, puis la domination napoléonienne, en bousculant les frontières des États décrépits, avaient secoué les Italiens de leur torpeur séculaire, fait naître le sentiment de l'unité nationale et créé le désir d'une organisation politique qui lui correspondît. A Milan, en particulier, capitale de l'éphémère royaume d'Italie, les espoirs avaient été grands et d'autant plus exaltés que, sous l'administration française imprégnée des principes de 1789, les Lombards avaient joui pour la première fois d'un fantôme de liberté. Sous l'influence des idées nouvelles, un grave changement s'était donc accompli dans la conscience du pays ; des instincts d'affranchissement s'étaient éveillés jusque dans les masses populaires.

La déception n'en fut que plus cruelle, lorsque, de nouveau, après 1815, la main de l'Autriche s'abattit lourdement sur l'Italie du Nord.

La Sainte Alliance une fois établie sur la haine du libéralisme et des principes démocratiques, au gouvernement de Vienne avait été dévolu le soin de faire triompher l'absolutisme en Lombardie et dans les principautés vassales, où l'on avait restauré les archiducs, à Lucques, à Parme, à Modène, en Toscane. A l'influence française subie depuis vingt ans par l'Italie, succède la domination des Habsbourg, qui va chercher à effacer toute trace de l'« infâme révolution » et, suivant le mot de Metternich, à replonger la pécheresse dans son sommeil interrompu.

Guerre donc à l'ivraie des idées nouvelles, guerre aux conquêtes de la pensée moderne. Dans son manifeste aux Lombards en 1816, l'empereur François avertit et menace : « Vous m'appartenez par droit de conquête; vous devez oublier d'être Italiens »; et Metternich se charge de convaincre les moins entêtés, qu'ils vivent en un pays corrompu qu'il faut réformer, corriger, châtier.

Son procédé de gouvernement sera donc la terreur, et ses moyens d'exécution, les sbires d'une police terrible. Les espions sont partout, dans toutes les familles, sous toutes les livrées. Malheur à celui qu'ils dénoncent. Le plus souvent sans preuve, parfois même sans enquête, un arrêt de justice expédie l'infortuné dans les oubliettes d'une forteresse, s'il ne l'envoie pas gravir les degrés d'un échafaud. Les châtiments les plus doux sont le jeûne, les fers et la bastonnade. Le comte Frédéric Confalonieri subira cinquante coups de *schlague* pour avoir osé écrire : « Nous ne sommes plus ce que nous étions il y a vingt ans, et il ne nous est pas possible de le redevenir sans renoncer à des habitudes et à des sentiments déjà profondément ancrés en nous, et chers à une nation qui a intelligence, énergie et passion, qui a acquis une plus grande expérience des questions politiques, un plus grand amour de la patrie et qui a appris à combattre. »

Coupable, quiconque travaille au bien-être intellectuel ou moral du pays. C'est l'abrutissement obligatoire, ordonné d'en haut, imposé par la force. Une censure impitoyable sévit contre qui s'aventure, non pas à critiquer, mais seulement à com-

menter la gestion des affaires publiques. En dépit de son titre prudent, le *Conciliatore*, fondé par Silvio Pellico, Berchet, Confalonieri, G.-D. Romagnosi, auquel collabore activement le marquis Visconti d'Aragona, se voit brutalement supprimé après quelques mois de publication. Dans sa haine de toute nouveauté, le comte Hartig, gouverneur de Lombardo-Vénétie pour Sa Majesté Apostolique, en vient à interdire l'éclairage au gaz dans les rues de Milan, à s'opposer aux essais de navigation à vapeur qu'on demande à tenter sur le Pô.

Empêchés de traduire leurs sentiments, harcelés par la police, mis en surveillance et traqués par elle, les mécontents n'eurent bientôt plus d'autre ressource que la conspiration. Alors commencèrent à pulluler les sociétés secrètes, ce fléau des Gouvernements absolus. Toutes poursuivent le même idéal, la régénération de l'Italie. A quelques nuances près, leur programme apparaît semblable. Il n'est pas encore question de Mazzini, ni de sa *Jeune Italie* en 1820 et, sous un plébéianisme de façade, la propagande révolutionnaire ne vise qu'à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle et nationale, se substituant au despotisme autrichien, à l'autocratie des Bourbons de Naples. On veut, en un mot, fonder une confédération italienne dont le trône est destiné à un prince italien.

D'origine napolitaine et se rattachant à la Franc-Maçonnerie, la plus puissante de ces associations est la célèbre *Carbonaria*. Deux de ses affiliés, les sous-lieutenants de cavalerie Morelli et Silvati, hissèrent le 2 juillet le drapeau tricolore du parti, noir, rouge et bleu sur la citadelle de Nola. Et ce fut la tentative malheureuse du général Pepe contre Ferdinand de Bourbon, bientôt suivie au Piémont, après la fuite de Charles-Albert, de la défaite de Régis et de Santarosa. La Sainte Alliance intervint. Chargée au Congrès de Laybach d'« assurer l'ordre » en Italie, l'Autriche usa pour le rétablir de représailles féroces.

A côté de la *Carbonaria*, plus répandue en Toscane, à Modène et dans les États pontificaux, existait encore l'*Adelphia;* mais les Lombards accordaient plus volontiers leurs préférences à la *Federazione* fondée par le comte Confalonieri.

Or, l'un des principaux parmi les *Federati*, l'un des plus actifs et des plus énergiques était précisément le marquis Visconti d'Aragona.

Opulemment riche, il dispose d'efficaces ressources pour la

propagande. Le salon de son palais à Milan, réputé pour le faste de ses réceptions, n'est qu'en apparence le rendez-vous de la haute société mondaine. En réalité, c'est un foyer de conspiration : sous le culte affiché de la musique et de la poésie, derrière l'éclat des fêtes somptueuses destinées à tromper les défiances policières, se dissimulent sournoisement les conciliabules, s'organisent les coups de main. Parmi ses habitués ordinaires, au nombre des intimes, figurent tous les grands noms du premier *Risorgimento*, Silvio Pellico, Berchet, Confalonieri, Maroncelli, le marquis Pallavicino, Castiglia, Borsieri, tous ceux sur qui va bientôt s'abattre la main implacable de Metternich, les victimes promises aux basses-fosses du Spielberg, aux potences de Villach et de Salzbourg.

C'est dans ce milieu tout vibrant d'exaltation patriotique, où la haine de l'Autriche est chaque jour prêchée par la parole et par l'exemple, que grandit Christine Trivulce. La semence de fureur tombe sur un sol fertile. D'intelligence précoce, elle montra de bonne heure du goût pour les études graves : histoire, algèbre, philosophie. Fort éclectique, presque universelle, encore qu'assez confuse , son instruction embrassera tous les sujets, jusqu'à la médecine et la théologie, et l'on en retrouve plus tard les traces dans ses travaux d'histoire, ses conceptions sociologiques, ses récits de voyages : « Tout enfant, doit-elle s'enorgueillir un jour, l'amour de la liberté hantait déjà ma pensée et me rendait rêveuse. » Il est hors de doute, en effet, que c'est aux entretiens de son beau-père, à son contact quotidien, qu'elle puise les sentiments qui vont gouverner sa vie, devenir le plus puissant moteur de ses actes.

L'adolescente atteignait sa treizième année, lorsque le marquis d'Aragona, incriminé de haute trahison, fut arrêté et jeté au cachot. Heureusement, sa femme, avertie à temps, avait-elle pu brûler ses papiers, détruire les preuves qui eussent entraîné une condamnation capitale. Visconti n'en fut pas moins incarcéré et sa détention se prolongea trois ans.

Ce malheur, les angoisses du procès dramatique qui suivit ne vinrent que fortifier davantage les sentiments enracinés déjà au cœur de la jeune fille. Sans doute, elle échappait à l'influence du Mentor attentif qui l'avait dirigée jusqu'ici, mais les enseignements reçus avaient levé dans son âme en une moisson de rancune. Comment en eût-il été d'autre sorte, au moment où,

de Turin à Naples, la Péninsule entière frémissait de douleur et de colère aux accents enflammés de ses poètes?

C'est l'instant où retentissent les strophes furieuses de Berchet :

Debout contre le hideux et pénible Allemand,
Debout, Lombards ! lancez votre épée,
Rendez-vous maîtres de votre pays,
De ce beau pays que le ciel vous a accordé !

où Manzoni cisèle les rimes de son hymne guerrier :

Que jamais plus cette rivière (1)
Ne coule entre des rives étrangères,
Que jamais plus il n'y ait de lieu où surgissent les barrières
Entre l'Italie et l'Italie.

Quinze années durant, un souffle furibond emporte les lettres italiennes : les tragédies de Pellico, celles de Nicolini, *Françoise de Rimini*, *Jean de Brescia*, *Arnaud de Procida*, ne sont qu'un long cri de haine contre l'oppresseur. Dans les romans de d'Azeglio et de Grossi, les histoires de Balbo, d'Amari, de Troya, dans les écrits de Vanucci, de Capponi, de Cantù, toujours et partout vibre la même note patriotique qui trouve son écho dans la musique de Bellini et celle de Rossini. Quels émois, quels transports ne devait point soulever, dans l'âme ardente de Christine Trivulce, cette frénésie sans cesse attisée !

Le marquis d'Aragona venait d'être rendu aux siens, lorsque la « belle héritière », comme on la désignait partout, se vit fiancer au prince Émile Belgiojoso.

Elle avait désiré cette union qui paraissait aux yeux du monde comme « un mariage de conte de fée ». A vingt-quatre ans, don Emilio, *bellissimo com'un Apollo*, la taille élancée, les cheveux blonds et bouclés, les traits classiques, les yeux caressants, virtuose accompli et ténorisant comme un Rubini, était l'idole des salons milanais. Tant de séductions réunies, jointes au prestige d'un grand nom, étaient faites, sans doute, pour troubler un cœur de seize ans. Par malheur, il y avait un revers à cette magnifique médaille, des ombres

(1) Le Tessin.

à cette image enchanteresse. Le comte d'Alton-Shee, un des intimes du prince, après avoir énuméré les perfections de son ami, ajoute, dans ses *Mémoires*, ces mots suggestifs sur son caractère : « Toutes ses qualités étaient asservies à une intempérance byronienne, à un désir insatiable de volupté ; il avait compris la vie comme une succession de jouissances et les poussa à l'extrême. Formé pour séduire, il poursuivait sa carrière sans scrupule et sans remords. » Il se hâta beaucoup trop de la poursuivre et sa lune de miel en fut troublée dès son lever.

Rarement, natures plus dissemblables s'étaient rencontrées. Chez donna Cristina, toutes les aspirations, les inquiétudes d'une âme insatiable, d'une imagination avide de l'infini ; chez don Emilio, au contraire, un esprit positif, insouciant de l'idéal, borné à la réalité. Alfred de Musset dépeint exactement son personnage, lorsqu'il le fait ainsi parler :

Quand la réalité ne serait qu'une image
Et le contour léger des choses d'ici-bas,
Me préserve le ciel d'en savoir davantage !

Entre eux nulle affinité de goûts ; trop de pensées, de sentiments contradictoires : un seul trait commun, leur patriotisme à tous deux, également profond, pareillement sincère. D'Alton-Shee constate encore : « Entre Christine Trivulce et son mari, dissentiment général, hormis sur un point : l'affranchissement de la patrie. »

Il aurait dû les rapprocher ; par malheur, à ce moment précis, le prince se montrait plus préoccupé des beaux yeux de la comtesse Guiccioli, la maîtresse mûrissante de Byron, que de sa haine contre l'Autriche. Il l'avait quittée pour se marier ; il lui revint et ne s'y tint pas. Une escapade plus impertinente que les autres décida la rupture.

La délaissée afficha superbement son abandon. Pour la première fois, on la voit manifester avec éclat cette recherche de l'effet qui va devenir sa règle de conduite. Elle ébahit Milan qui ne s'étonnait pas facilement. Le marquis de Floranges conte, en ses *Souvenirs*, avoir, certain soir du printemps 1825, admiré dans une loge à la Scala « une belle patricienne toute vêtue de noir, montrant orgueilleusement à tous un admirable et hautain visage pâle ». C'était Mme de Belgiojoso portant publiquement le deuil de son mari.

La ruine de sa vie conjugale la rejeta dans les complots. Les sociétés secrètes l'avaient toujours attirée; le danger exerçait sur elle une véritable fascination. Durant quelques mois, sa turbulente énergie trouva l'aliment qu'elle réclamait parmi les *Jardinières*, ainsi qu'on désignait d'un euphémisme les associées de la *Carbonaria*. Sous l'égide d'une autre héroïne, Bianca Milesi, elle fut initiée au mystère des signaux, mots de passe et autres accessoires romantiques de toute conjuration bien organisée.

C'était le temps où Mazzini, exilé à Marseille, venait de fonder *la Jeune Italie*. A l'encontre des *Carbonari*, il rêvait de substituer à leur idéal monarchique et constitutionnel une république du peuple, destinée, dans sa pensée, à doter l'Italie régénérée des institutions humanitaires d'un gouvernement idéal. L'expérience devait démontrer par la suite, — et trop cruellement, — la vanité d'une doctrine d'apostolat qui ne tenait nul compte des réalités politiques. Elle n'en séduisit pas moins, dans sa nouveauté, les intellectuels de l'aristocratie milanaise et, toute la première, Mme de Belgiojoso. Alors commence pour l'impétueuse Christine une extraordinaire odyssée aussi bourrée d'aventures qu'un roman picaresque.

Travestie en lazzarone, elle s'en va prêcher le nouvel évangile, catéchiser des prosélytes jusque dans les bouges de Milan, bataillant avec la police, n'hésitant pas au besoin à jouer du couteau.

Ce vagabondage compromettant, ses imprudences de langage, ses témérités de conduite, ne tardent pas à attirer sur elle l'audacieuse l'attention du comte Hartig. Désormais, les agents secrets du gouverneur sont à ses trousses : deux *spias* choisis et redoutables, Pietro Svegliati et Gaetano Barbieri, qui la suivent jour et nuit, jusqu'au théâtre, jusqu'au bal, et dont les rapports, copieusement documentés, emplissent plusieurs cartons au dépôt des archives du Gouvernement lombardo-vénitien.

En 1831, éclate l'insurrection des Romagnes, bientôt étendue aux Marches et à l'Ombrie. Le légat pontifical doit quitter Bologne. Partout les autorités se démettent aux mains des commissions provisoires. Les députés des provinces libérées, réunis en Congrès, proclament, le 26 février, l'abolition du pouvoir temporel et constituent une fédération des Provinces-Unies italiennes. Immédiatement accourue, Mme de Belgiojoso

stimule à beaux deniers comptants le zèle des révoltés. A Ancône, elle se lie d'amitié avec deux exilés français, deux jeunes princes férus de sociologie, dont l'un va bientôt mourir à Forli, l'autre connaître de hautes destinées, devenir un jour l'empereur Napoléon III.

La révolution, consommée dans les États de Grégoire XVI, va-t-elle de proche en proche gagner toute l'Italie? Est-ce donc enfin la délivrance? De Milan à Naples, les espoirs s'enfièvrent. Toutes les bouches répètent l'hymne de guerre que vient de composer Berchet :

> Debout, fils de l'Italie, debout en armes, courage!
> Un peuple divisé en sept destinées
> Se fond en un seul et n'est plus esclave.

Patriotes et libéraux comptent sur la France pour paralyser l'Autriche. Louis-Philippe ne vient-il pas d'affirmer solennellement le principe de non-intervention? Hélas! l'illusion ne dure guère. A peine monté sur un trône encore incertain, le « Roi citoyen », désirant se concilier les Puissances, appréhende les complications extérieures. Et c'est la fin du beau rêve trop vite évanoui. Les soldats de Radetzky rétablissent l'un après l'autre les princes renversés, ramènent Marie-Louise à Parme et François IV à Modène. Son armée battue à Rimini, le gouvernement des Provinces-Unies italiennes doit capituler, s'en remettre à la clémence du vainqueur, qui expédie aux *Piombi* vénitiens les otages et les prisonniers par centaines.

La princesse avait pu s'échapper à temps; mais, cette fois, la mesure était comble; malgré son désir de ménager l'aristocratie milanaise, le comte Hartig la décréta d'arrestation. Le mandat ne put s'exécuter à Milan; la fugitive s'était hâtée de gagner Gênes, espérant y trouver un asile.

Charles-Félix régnant, le Piémont était un refuge précaire pour les amants de la liberté. Le cabinet de Turin se montrait docile aux injonctions émanées de Vienne. Or, Metternich exigeait cette fois un exemple. Sur son ordre, Hartig réclama sa prisonnière. L'extradition fut accordée. Mais la police génoise, comme l'autrichienne, allait faire buisson creux. A l'heure où ses agents cernaient la demeure du docteur Mojon qui l'avait accueillie, la belle persécutée était déjà en mer et voguait vers la France.

* * *

Après un bref séjour à Hyères et à Marseille, elle arrivait à Paris dans les premiers jours de mai 1831. Alors commence et se prolonge, plusieurs années, une extravagante et théâtrale existence, où l' « exilée » va donner libre cours à ses goûts de cabotinage et d'excentricité.

Là-bas, à Vienne, Metternich a fait prononcer la mort civile, confisquer les biens de la rebelle. Belle occasion à jouer de sa misère ! On s'installe donc, proche la Madeleine, au dernier étage d'une pauvre maison. Dans le corridor des mansardes, une pancarte manuscrite signale celle où s'abrite la « princesse malheureuse » qui peint des éventails pour vivre. Attendrissant ! et le pain de l'exil est bien dur à gagner... Mais... ne soyons pas trop facilement dupes. Quelques mois exceptés, comme nous verrons, les embarras financiers de la princesse ne seront à aucun moment bien sérieux. Les secours de sa famille ne lui manqueront jamais, et pour l'instant elle a pris soin d'emporter ses bijoux.

D'illustres visiteurs gravissent l'escalier de la belle proscrite : Victor Cousin, Thiers, Mignet et le « héros des deux mondes », le vieux La Fayette, malgré ses rhumatismes. Souvent, ils la trouvent à son fourneau, car la pauvrette n'a pas les moyens, vraiment, de payer une servante. Leur courtoisie alors et leur admiration s'ingénient. Le « Nestor des révolutions » surveille les ragoûts, pendant que le philosophe fricasse une omelette, que le député d'Aix épluche les légumes. Et leur incomparable amie de les endoctriner. Par eux elle prétend agir sur le Gouvernement, provoquer, au profit de ses compatriotes asservis, cette intervention française qu'elle appelle de ses vœux.

La crise de juillet n'est pas encore calmée et précisément le cabinet Laffitte se montre favorable à la cause italienne. Fasciné par les yeux immenses, La Fayette a mis son influence au service de l'enchanteresse, lui procure ses entrées à la Chambre des députés, où un beau jour, aux applaudissements d'un auditoire conquis par sa beauté, elle improvise un vibrant appel à la nation sœur.

Déjà la sirène entrevoit l'accomplissement de son rêve, mais l'énergie de Casimir Perier vient calmer cette effervescence ; Thiers ensuite se dérobe, et rien à tenter sur ce rigide

protestant de Guizot. Au surplus, le Roi assume lui-même la direction de sa politique étrangère et Louis-Philippe n'entend pas se brouiller avec l'Autriche. L'entreprenante princesse en conçoit une vive irritation qui, de mécompte en mécompte, se transforme peu à peu en haine vigoureuse contre la famille d'Orléans.

Déçue par les politiciens, Mme de Belgiojoso résolut d'en appeler à l'opinion. Or, quel plus sûr moyen de l'émouvoir, que d'attirer chez soi et rallier à ses vues les penseurs et les artistes qui s'en font écouter? L'amnistie générale promulguée à l'avènement de l'empereur Ferdinand venait de lui rendre sa fortune; remise en possession de ses biens, passagèrement réconciliée par surcroît avec son mari, elle fut s'installer rue d'Anjou-Saint-Honoré, en un somptueux hôtel entre cour et jardin. Le rôle de la conspiratrice semble terminé, celui de la mondaine commence.

En rivalité avec l'Abbaye-au-Bois, à côté de ceux de Mmes d'Agoult, Alexandre de Girardin, Swetchine, de Rémusat, de la comtesse Merlin, de la princesse de Liéven, il sera, ce salon de la « docte Uranie », de 1835 à 1842, l'un des plus célèbres de Paris. L'étrangeté du cadre ne peut tout d'abord que piquer la curiosité, frapper les imaginations. Pour l'aménager, la maîtresse du logis n'a consulté que ses goûts personnels en matière d'esthétique, — ils sont plus étonnants que sûrs, — et le tapissier Bigaut a dû se résigner à exécuter ses ordres, à copier ses esquisses. Tout y vise dramatiquement à l'effet, par la recherche de contrastes tour à tour funèbres ou tapageurs.

« Une vraie série de catafalques », s'écrie Théophile Gautier, au sortir d'une visite à cette demeure fantastique. Un nègre à turban, enjuponné de brocarts, comme un personnage de Véronèse, vous introduisait dans un oratoire gothique orné de têtes de morts et d'ossements en croix. Le salon suivait, tendu de velours noir semé d'étoiles d'argent, avec les meubles assortis et de même gaîté. Moins lugubre, la salle à manger se contentait d'être pompéienne. Mais le décor mortuaire reprenait dans la chambre à coucher tout habillée de soie blanche, comme la chapelle ardente d'une vierge, avec ses candélabres, ses flambeaux d'argent, son lit de parade en ébène, incrusté d'ivoire, exhaussé sur trois marches à la façon d'un cénotaphe.

Le soir, quand la princesse au blême visage, d'une pâleur

savamment entretenue, accueillait ses hôtes, on eût dit elle-même d'une morte échappée du tombeau.

Elle reçoit d'abord des compatriotes, des réfugiés politiques, auxquels manque un lieu de réunion moins populaire que les clubs, plus intime que les salons de La Fayette. Mais bientôt le cercle s'agrandit et des invités plus notables accourent en foule rue d'Anjou : des musiciens, Rossini, Meyerbeer, Liszt, Bellini ; des peintres, Ary Scheffer et son frère Henry, Chenavard ; des littérateurs ou des poètes, Alfred de Musset, Henri Heine, Villemain, Cousin, Mignet, Fauriel, Ballanche, Monselet, Arsène Houssaye, Victor de Laprade ; des théologiens, l'abbé Cœur et l'abbé Combalot ; et des *dandies* encore : d'Alton-Shee, Ferdinand de Lasteyrie, le major Frazer, Alfred Tattet, les « pantalons noisette », les « lions » les plus chevelus, l'orgueil du boulevard de Gand.

Tous papillonnent plus ou moins, — plutôt plus, — autour du « corps d'albâtre » et Mignet s'en enrage et grommelle, le beau Mignet, au profil de médaille, qui, ayant su conquérir la faveur, — voire toutes les faveurs, — a la fatuité de prétendre les conserver pour soi seul.

Les mercredis, jours de gala, sont réservés à la musique ; les samedis plus intimes, à la littérature, à l'histoire, à la politique, à la théologie. Chacun se met en dépense d'invention et tout un florilège de sonnets chante les grâces de Christine « au sourire divin ». Mollement allongée sur un sofa, le narguilé aux lèvres et le front couronné de fuchsias, la « nouvelle Julie » joue sa partie dans ce concert, accueille les madrigaux et sourit aux hommages. Ils s'adressent à la femme, bien plus qu'au rêve qu'elle poursuit. Pourtant, s'il en est dans le nombre beaucoup d'intéressés, — et ceux de Musset les premiers, — il s'en rencontre aussi d'enthousiastes et de sincères. Henri Heine aimera fidèlement sa « très belle princesse », et cet amour sans espoir, ennobli plus tard en amitié fervente, durera jusqu'à sa mort. Le seul Cavour se montre réfractaire à l'engouement universel. Il note impitoyablement sur son *Journal* les bizarreries de son hôtesse, sa versatilité d'opinions. « On ne me reprendra plus dans cette pétaudière », se jure-t-il, après une discussion orageuse.

A tant connaître de beaux esprits et s'entendre célébrer par eux, Mme de Belgiojoso se sentit un beau jour piquée par la tarentule littéraire. Son patriotisme était momentanément

plus calme. Avec le nouvel empereur indolent et borné, l'Autriche se montrait moins rigoureuse ; Milan vivait une période d'apaisement, sinon de réconciliation.

Dans ce nouvel avatar en femme-auteur, si elle eut une fois de plus la volonté d'étonner son monde par une originalité nouvelle, son dessein réussit à souhait. Paris s'ébaubit en effet de voir publier, sous le nom de la plus tapageuse des mondaines, l'ouvrage le plus sévère et le plus doctrinal. C'est l'*Essai sur la formation du dogme catholique*, à propos duquel Sainte-Beuve écrit à Mme Juste Olivier : « Il a paru un livre encore inachevé ; c'est sérieux, catholique d'intention, semi-pélagien et origénien de fond, d'un style très ferme, très simple, enfin une très précieuse curiosité, venant d'une Italienne galante, d'une Trivulce. »

Puis, par son *Essai sur Vico*, et sa traduction de la *Scienza Nuova*, la savante Uranie se taillait une belle place parmi les écrivains politiques ; mais déjà d'autres ambitions sollicitaient son esprit inquiet. Cesare Balbo venait de publier les *Speranze d'Italia*, dans lesquelles, se faisant l'avocat de l'éducation populaire, il implorait en même temps les princes italiens de s'identifier avec le sentiment national, de se joindre à leurs sujets pour la libération de la patrie. Revenue des méthodes mazziniennes depuis le dernier mouvement de Calabre et le tragique épisode des frères Bandiera (1), donna Cristina s'enthousiasma pour l'évangile nouveau. Afin de répandre les idées qui l'avaient conquise, elle fonde un journal, la *Gazzetta italiana*, imprimé à Paris, introduit en fraude en Italie, assumant elle seule tous les frais de l'entreprise.

Nous sommes en 1844. Le rôle mondain de la princesse à Paris peut être considéré comme terminé et le chapitre se ferme des excentricités qui lui valurent une réputation moins flatteuse que bruyante. La « lionne » à la mode s'efface, dont les aventures ont défrayé la chronique ; la conspiratrice et l'apôtre reparaissent. Nous entrons dans une phase nouvelle de cette existence agitée, qu'on a pu, sans trop d'exagération, appeler la période héroïque de sa vie.

(1) La Calabre s'était révoltée en 1844. Deux jeunes officiers de marine vénitiens, les frères Attilio et Emilio Bandiera, soulevant leurs équipages, débarquèrent à Cotrone pour aller au secours des insurgés. Livrés par un traître, ils furent exécutés le 25 juillet dans le vallon de Rovito.

Telle était la femme à la fois attachante et singulière, capricieuse, enthousiaste et dévouée, noble de cœur et fantasque d'esprit qui, le 10 juin 1844, arrachait au lit de mort de sa femme Augustin Thierry écrasé de désespoir, la pensée dans un tel désarroi, l'âme en un tel abattement, qu'on craignit plusieurs jours pour sa raison ou pour sa vie.

***

Ils s'étaient rencontrés pour la première fois treize ans auparavant, en Provence, à Carqueiranne, au foyer d'un ami commun, M. Jacob d'Espine, chez qui l'historien déjà frappé de cécité, menacé par la paralysie, était venu chercher le repos, demander le rétablissement d'une santé épuisée par les excès de travail. Fuyant l'Italie, après son évasion mouvementée de Gènes, la princesse avait trouvé son premier refuge d'exil dans la demeure de ce protestant austère, méthodiste fervent et convaincu, qu'elle avait connu l'année précédente à Genève. Repartant bientôt pour Marseille, elle ne s'était pas attardée dans cet intérieur rigide; mais quinze jours durant, l'historien de *la Conquête de l'Angleterre*, l'auteur de l' « épopée des vaincus » et l'éblouissante amazone, coureuse d'aventures, avocate des nations opprimées, avaient eu le temps de s'apprécier. Augustin Thierry fut toute sa vie très sensible au charme féminin et la compagne était bien séduisante qui guidait sur la grève ses pas mal assurés, le soir venu, s'asseyait à ses côtés en quelque barque de pêcheur, dont elle ravissait l'équipage, modulant de sa voix pure, dans le silence de la nuit opaline, quelque chanson de son pays.

De cette rencontre fortuite va naître la précieuse amitié qui doit un jour consoler l'aveugle et le sauver de soi-même dans le suprême désastre de sa douloureuse existence.

Puis, ils s'étaient perdus de vue, Augustin Thierry, retiré chez son frère, alors préfet de Vesoul. De loin en loin, ils continuaient cependant de correspondre. L'écrivain était même intervenu sans succès, pour intéresser Guizot à la campagne que son amie poursuivait près du Gouvernement, en faveur de l'Italie.

En 1835, quand l'auteur des *Lettres sur l'Histoire de France* revint s'installer à Paris, leurs relations s'étaient aussitôt renouées. Ils se retrouvaient chez Mme Récamier. Retenu par son misérable état de santé, Augustin Thierry ne faisait à

l'Abbaye-au-Bois que de rares apparitions, mais sa femme y fréquentait et, quand elle eut organisé ses réceptions au passage Sainte-Marie, la princesse Belgiojoso devint l'une des habituées du « salon vert ». Elle y avait amené plusieurs de ses amis : Ballanche, Chenavard, Henri Heine, Victor de Laprade, Mme Jaubert; présenté Liszt et Mme Viardot à l'infirme amateur passionné de musique. Une confiante intimité n'avait pas tardé à s'établir entre Mme Augustin Thierry et sa brillante visiteuse. Lorsqu'elle se sentit sans remède atteinte par le cancer dont elle mourait, Julie de Quérangal fit appeler la princesse à son chevet d'agonie, lui recommanda dans les termes les plus émouvants l'aveugle qu'elle allait laisser seul et sans consolation. Je me suis efforcé d'expliquer ailleurs (1) la nature complexe du sentiment auquel obéit alors donna Cristina, fidèle à la parole jurée; la sincérité de son affection, le prestige intellectuel qu'elle subit, l'impulsion de vanité féminine qui l'entraînait à devenir l'Égérie spirituelle, la protectrice déclarée d'un écrivain illustre et l'appui qu'elle en attendait. Lorsqu'elle l'emmène à Port-Marly, au lendemain des obsèques, elle accepte, dans une griserie de charité, les obligations du rôle qu'elle assume avec toute l'ardeur de son tempérament prime-sautier; elle est prête à remplir tous ses engagements; de la meilleure foi du monde elle croit leur réunion définitive, convaincue que rien ne saura plus les séparer désormais.

De son côté, Augustin Thierry n'est pas moins persuadé qu'il a trouvé le port de salut, le refuge assuré où s'écouleront les jours qui lui restent à vivre, dans une ambiance de douceur et de tendresse, « sous une protection sans tutelle, dans une vie d'intimité familiale et de soins affectueux ». Il l'écrit à Guizot, à Ary Scheffer, le répète à ses intimes et à ses proches.

La vie doit bientôt les détromper l'un et l'autre, bouleverser le beau rêve un instant caressé en commun. « Sauf quatre ou cinq mois, écrira mélancoliquement plus tard Augustin Thierry à Mme de Tracy, la chimère dont je m'étais épris n'a rien produit qu'une longue absence. J'ai passé le temps à compter les jours et à attendre. »

Depuis 1843, en dépit de l'apparente stagnation politique, les signes avant-coureurs d'un prochain réveil commencent

(1) Cf. notre volume : *Augustin Thierry, d'après sa correspondance et ses papiers de famille* (Plon-Nourrit, éditeurs).

d'apparaître en Italie. En Lombardo-Vénétie, comme en Piémont, les colères montent contre l'Autriche; les relations se tendent entre Vienne et Turin.

Rentrée à Paris, au commencement d'octobre, Mme de Belgiojoso suit d'un œil attentif la marche confuse des événements. Elle a quitté la rue d'Anjou, après le départ de son mari. Ce décidément trop volage Émilio a décampé en grand scandale, pour aller filer le parfait amour sur les bords du lac de Côme avec la jeune duchesse de Plaisance, lui laissant Marie, la petite fille née de leur éphémère raccommodement. Installée à présent 36, rue de Courcelles, en un vaste et morose hôtel, dont Augustin Thierry occupe un pavillon séparé, elle vit entourée d'une cohue cosmopolite, patriotes moldaves, réfugiés grecs, exilés italiens, — quelques-uns espions de l'Autriche, la plupart de vulgaires parasites, — accourus à la nouvelle de son retour à la politique. Tous prêchent à l'admiratrice de Balbo la nécessité de l'effort, l'urgence de l'action immédiate pour réaliser les idées exprimées dans les *Speranze d'Italia* : l'éducation des masses, l'amélioration du sort des paysans, ces pionniers de l'avenir. Quelle fierté, si elle pouvait, la première, accomplir ce grand œuvre dans son domaine lombard de Locate, le fief héréditaire des Trivulce !

Flattée dans son orgueil et dans ses illusions, la princesse prête à tous ces conseillers une oreille complaisante. Vainement ses meilleurs amis essayent-ils de lui démontrer les difficultés de l'entreprise : elle n'entend point les « gens de la raison glacée ». Augustin Thierry, inconsolable de retomber à sa solitude, ne peut que s'incliner avec tristesse, lorsque sa « sœur » invoque l'obligation de se rendre à Milan, trouver des bailleurs de fonds pour la *Gazzetta* guettée par la faillite.

Après de mélancoliques adieux, ayant juré sur son nom de Trivulce de ne point prolonger son absence au delà du printemps, Mme de Belgiojoso quitte Paris le 11 novembre, gagnant Marseille par le Bourbonnais, à dessein de s'embarquer pour Gênes.

Alors, commence, entre elle et son « frère » lointain demeuré à Paris, la très curieuse correspondance qu'on met ici sous les yeux du lecteur et qui s'étend avec intermittence, coupée par les retours de la princesse en France, interrompue par les accidents d'une vie d'aventures, sur une longue période de douze ans.

LETTRES A AUGUSTIN THIERRY

Partie le 11 novembre pour Marseille, la princesse se voit presque aussitôt arrêtée à Orléans par le manque de chevaux de poste. Elle rapporte sa mésaventure en termes fort irrévérencieux pour celui qui en est l'auteur involontaire.

Orléans, mardi.

« Mon cher Thierry,

« Malgré tout mon désir d'être dynastique pour vous faire plaisir, je suis bien près d'envoyer paître l'illustre famille. Vous figurez-vous que je suis retenue pour toute la journée à Orléans parce que ce gamin de Duc d'Aumale s'en va à Naples épouser sa cousine (1).

« Voilà trois jours que les voyageurs ne voyagent plus sur cette route. Avant-hier, c'était les fourgons, hier les aides de camp. Aujourd'hui, c'est le prince lui-même qui s'annonce à dix heures pour n'arriver qu'à deux et qui arrête ainsi tout le service depuis le matin jusqu'au soir. Voilà donc un jour de perdu ! un jour que j'aurais pu passer chez moi, auprès de vous, au milieu de mes amis. Le moyen de ne pas se mettre en colère? Si je connaissais l'indicatif du verbe maugréer, je vous donnerais une idée exacte de ce à quoi je passe ici mon temps. Il pleut à verse, le vent passe casque en tête sous toutes les portes ; je me suis levée ce matin croyant partir, je n'ai pas déjeuné parce que je me suis levée matin. Ma position enfin est misérable, il faut l'avouer. Ce qui la rend misérable, ce n'est pourtant pas la contrariété, c'est la tristesse que m'ont laissée vos adieux. Le chagrin que l'on cause est bien plus lourd que celui que l'on éprouve directement. Faites-moi savoir comment vous êtes et fortifiez-moi en m'apprenant que vous avez de la force. Permettez à mes amis de vous rendre les soins dont j'aime à vous entourer. Recevez-les avec bienveillance et je suis assurée qu'ils ne vous manqueront pas. Tous vous sont plus ou moins attachés et tous savent que vous ne faites plus guère qu'un avec moi. J'aurai de vos nouvelles par eux, mais je tiens aussi à en avoir par vous-même et à savoir avec détail tout ce que vous faites, pensez, sentez, etc...

(1) Il se rendait à Naples pour épouser sa cousine germaine, fille du prince Léopold de Salerne, frère de la reine Marie-Amélie.

« Adieu, mon cher Thierry, travaillez et comptez comme roc sur votre sœur

« CHRISTINE. »

Arrivée à Marseille, le 21, la voyageuse y trouve des nouvelles de son « frère » sous forme de bulletins de santé expédiés par le docteur Graugnard, le secrétaire d'Augustin Thierry et le médecin attaché à sa personne, lui aussi Saint-Simonien désabusé, disciple repenti du père Enfantin. Affectueusement, elle insiste pour obtenir des précisions moins concises : « Me voici enfin à Marseille, où j'ai trouvé de vos nouvelles dont je suis à peu près satisfaite. Malgré cela, je ne me sens ni tranquille, ni contente. Donnez-moi toujours des nouvelles de votre santé, mais dites-moi quelque chose avec, afin que vos lettres n'aient pas cet air attristant de bulletins. Je ne suis pas tranquille, il me semble que j'ai eu tort de m'éloigner si tôt.

« Il y a bien longtemps que je vous suis attachée, mon cher Thierry, mais depuis cet été, vous êtes devenu un peu ma chose et je crains qu'elle ne dépérisse. Soignez-la et conservez-la moi, je vous en prie. »

Voici donna Cristina maintenant débarquée à Gênes, foulant le sol de l'Italie, « mon sol », comme elle s'écrie orgueilleusement. Les amis d'autrefois lui font fête et ces premiers témoignages de sa popularité ne laissent pas de chatouiller délicieusement son amour-propre.

La lettre suivante décrit l'arrivée à Locate :

Locate, 29 novembre 1844.

« Mon cher Thierry,

« Je vous écris encore toute émue de l'accueil que j'ai trouvé ici et comptant que tout ce qui me touche vous intéresse. Comptant aussi que vous aimez les histoires, je vais vous raconter brièvement comment s'est passée la journée d'hier. Je suis arrivée à Pavie à la tombée de la nuit et j'y ai trouvé tous mes fermiers et les employés de ma maison qui m'attendaient. Ils se sont joints à moi, ce qui faisait un cortège de huit voitures, et nous avons pris le chemin de Locate. En passant par les villages à plus d'une lieue, j'ai été saluée par des cris de bienvenue que poussaient les paysans sur le pas de leurs portes, leur petite lampe à la main. Mais plus près de Locate, les villages étaient vides. Tout le monde était à Locate. J'ai aperçu

de loin une grande lumière que j'ai attribuée d'abord à la lune qui se levait. Ambroise se trémoussait sur son siège et disait que ce n'était pas la lune. C'était Locate illuminée à force. Dès les abords, je fus forcée de faire mettre la voiture au pas pour n'écraser personne. C'était sur quoi Ambroise comptait bien, car aussitôt et en passant sous une espèce d'arc de triomphe (nous sommes encore bien Romains), une de ces musiques militaires qui me rendraient quinze ans, si j'en avais quatre-vingts, est venue se mettre devant la voiture et m'a conduite jusqu'au perron. Là, c'est-à-dire dans une grande galerie qui le suit, j'ai trouvé toutes mes écoles (1) rangées en haie, chantant et récitant des vers pour me saluer. Le feu d'artifice a suivi. Puis il m'a fallu parcourir à pied tout le village, pour que je visse comment les moindres coins avaient des lampions. Enfin, est venu le souper et pendant tout ce temps la musique jouait toujours. Près de dix mille personnes étaient assemblées dans mon pauvre village qui n'en contient que la cinquième partie. Tout ce monde se promenait dans mon jardin, dans ma maison, dans le musée des *Monnaies* et il n'y a pas eu un ivrogne, pas une querelle, pas le plus petit désordre. C'est là, surtout, ce qui me rend fière. Les jeunes garçons m'ont remerciée de ce que et leur donnais de l'instruction, et lorsqu'ils m'ont dit que ces semences porteraient un jour leurs fruits, ils avaient l'air de sentir ce qu'ils disaient. Locate a pris un autre air. Les enfants sont propres et les jeunes gens polis. Je vais maintenant avoir les examens de toutes mes écoles. Puis je m'occuperai de nouveaux plans que le Seigneur bénira peut-être comme il a béni les premiers.

« Cette lettre est confidentielle, mon cher Thierry. Je ne voudrais pas que l'on me soupçonnât de tirer vanité de ces démonstrations. J'en tire, au contraire, de grandes causes d'humilité. Je me dis que, parmi tout ce monde qui m'accueille, il n'en est que quelques-uns que j'ai obligés. Si la reconnaissance s'étend ainsi et est si vive, que ne pourrait-on pas faire et attendre ? Je sens bien, trop bien, que je suis à mille lieues de faire ce que je devrais. J'ai charge de ces âmes qui s'abandonnent à moi avec tant de transport. Dieu m'accorde de ne pas rentrer d'où je suis sortie sans avoir rempli mon devoir ! J'aurais de mauvais comptes à rendre.

(1) Il s'agit des écoles populaires que la princesse avait organisées dans son domaine, lors d'un précédent voyage en 1842.

« Et maintenant adieu, mon cher ami. Votre sœur vous met la main sur le front et vous recommande au grand Protecteur universel qui l'a remplacée auprès de vous.

« Votre dévouée

« CHRISTINE. »

Locate, 17 décembre 1844.

« Mon cher Thierry,

« J'ai reçu votre lettre du 10 dont je vous remercie comme des autres, mais qui m'inquiète. Je suis tristement préoccupée par la pensée que vous pouvez tomber malade, par la pensée que vous êtes peut-être malade à cette heure et que vous me le cachez.

« Je ne suis plus fatiguée de mon voyage maintenant et il ne me reste qu'une toux opiniâtre, mais point trop profonde. Vous souffrez du froid, m'écrit-on, et l'on se félicite de me savoir en un plus doux climat. Cette douceur n'est pas grande. Les plus âgés ne se souviennent pas d'avoir jamais vu une aussi grande abondance de neige et nous ne pouvons nous défendre de la crainte des inondations, en songeant que ces montagnes de glace doivent bientôt se convertir en eau. Les routes sont depuis quinze jours à peu près impraticables. Moi-même, je ne puis parcourir le village, dresser mes plans et faire commencer les travaux. Aussitôt que cela sera possible, je commencerai de nouvelles constructions. Des maisons saines, une salle de réunion et une cuisine économique, voilà mes projets maintenant. Mais tout cela n'est pas l'affaire d'un jour. Il faut mon influence un peu magique sur ces pauvres gens, pour leur faire accepter des logis fermés qu'ils doivent tenir propres. Il y a des exemples de paysans qui ont délogé plutôt que de coucher sous un plafond et d'autres qui ont démoli la maison nouvelle pour en voler la charpente, la vendre ou la brûler. Mais de pareils excès ne sont pas à craindre envers moi. Ces pauvres gens me considèrent comme quelque chose d'un peu étrange, mais bien intentionné, à qui on n'échappe pas. Le pays m'appartient de toute éternité ; je suis seule femme et pas encore trop vieille ; j'ai visité des pays lointains, j'y ai vu bien des hommes et bien des choses ; je n'ai peur de rien ; je leur parle leur langage ; je me souviens de leur nom à tous ; je connais leurs affaires mieux qu'ils ne les connaissent ; je guéris quelquefois

leurs enfants et leurs femmes; enfin je n'ai encore renoncé à rien de ce que j'ai entrepris ici. Il y a de la sorcière dans tout ceci. Et quand je demande à ces braves gens quelque chose qui leur semble inouï, ils me regardent en souriant, puis ils se serrent dans les épaules, hochent la tête, et leur refrain est : « Nous ferons ce que vous voudrez, puisque c'est pour notre bien que vous le voulez. » Je partirai à l'époque fixée, dans les derniers jours de mars, mais je partirai sans avoir rien achevé. Vous ne me gronderez pas de revenir, quand il le faudra, établir mes paysans dans leurs nouvelles demeures, leur enseigner à les bien tenir, gronder les négligents, récompenser les autres, etc... La salle de réunion dégénérerait aussitôt en cabaret, si je n'y paraissais pas quelquefois. La cuisine économique pourrait bien être prise d'assaut, si j'étais toujours loin. Toutes ces réformes dépendent d'une multitude de détails qui exigent ma propre surveillance et quoique je ne puisse, ni ne veuille planter ici mon piquet, il faut au moins que j'y vienne de temps en temps connaître où en sont les progrès et les aider de mon mieux.

« Vous le voyez, mon frère, le repos n'est pas encore à portée de ma main. Le mouvement, le changement, les séparations, les absences, les regrets et les inquiétudes forment encore pour quelque temps mon lot. Il dépend de vous de m'aider à traverser bravement et patiemment cet avenir agité. Je voudrais savoir que vous passez le temps de mon absence comme l'on passe les nuits d'insomnie, immobile, sans rien entreprendre et en attendant le matin. Je ne veux me comparer ni au soleil, ni à l'aurore, mais l'état de celui qui ne dort ni ne veille représente assez bien l'état où je vous voudrais. On rêve alors; et vous, travaillez.

« Votre sœur dévouée

« CHRISTINE. »

Un projet encore vague dont la princesse avait entretenu Augustin Thierry avant son départ, s'est depuis lors précisé dans sa tête. Elle annonce à l'évocateur des communes françaises, son intention d'écrire *l'Histoire des Municipes lombards*, ambitieux dessein pour lequel elle sollicite directions et conseils.

23 décembre 1844.

« Mon cher Thierry,

« Je vous écris par un beau soleil qui est venu saluer Marie (1) le jour de sa naissance. Elle a aujourd'hui six ans. Ce chiffre représente pour moi bien des angoisses, bien des joies, bien des batailles et des victoires. Par bonheur, je marche sur une route qui devient plus facile à mesure qu'on avance. Les dangers de la première enfance, ces dangers si nombreux sont à peu près écartés. Je me trouve sous ce soleil comme un prisonnier sorti de son cachot : mon cachot à moi, c'était le brouillard qui a eu pourtant son bon côté, puisqu'il a fondu la neige. Oui, mon ami, ces montagnes de neige qui nous causaient de si graves inquiétudes ont disparu dans une semaine de temps, sans causer le moindre dégât. Où sont-elles allées? C'est ce que personne ne comprend. Il n'y a point d'inondations, la terre a tout bu. Cette terre que j'ai revue hier après quinze jours d'absence et le plaisir que j'ai éprouvé en la regardant m'ont fait penser à M. de Laprade. Vous vous indignez parce qu'il l'appelle notre mère, je crois, et pourtant il n'a pas complètement tort. Il y a un lien d'elle à nous. La neige est plus agréable à l'œil que les champs dépouillés de l'hiver; la mer est aussi une belle chose et elle prend soin de ne pas être monotone. Mais on se fatigue bientôt de la mer, de la neige et même des tapis, tandis qu'en regardant la terre, on se sent à l'aise comme en présence d'un ami. Ne vous en déplaise, mon cher Thierry, c'est notre mère commune. Et pourquoi n'éprouverions-nous pas pour elle quelques-uns de ces mouvements naturels que nous éprouvons pour nos parents, lors même que nous ne les connaissons pas? Ceci n'est pas du panthéisme au moins.

« J'aurais bien voulu vous avoir ici l'autre soir. Le pharmacien de Locate est un garçon fort intelligent et fort studieux qui se lève tous les matins à trois heures pour étudier dans une chambre sans feu. Il se tient autant qu'il peut au courant de ce qui se passe et l'autre soir il m'a parlé des auteurs vivants français avec pas mal de connaissance des choses. Il sait bien qui vous êtes et ce que vous avez fait. Il sait qui sont MM. Thiers et Guizot, Victor Hugo, Lamartine, Lamennais et beaucoup d'autres, dont il juge assez sainement les écrits. Mais il commet

(1) Marie, fille de la princesse Belgiojoso.

de curieux quiproquos sur les personnes et il m'a soutenu ce soir-là que M. de Chateaubriand était un évêque et M. de Lamennais un cardinal. N'auriez-vous pas aimé entendre cela?

« Ne vous en déplaise, mon ami, je serai ce quelqu'un qui vous demandera des conseils sur les municipes italiens. J'ai fait un signe pour demander des renseignements et ils me pleuvent. Il me semble que je serai mise en mesure de fouiller dans des archives précieuses et inconnues jusqu'ici. On me nomme dans chaque ville de la Lombardie des personnes propres et disposées à faire pour moi toutes les recherches voulues. Je vais avoir quelqu'un à demeure qui fouillera dans ma bibliothèque et mes manuscrits pour en tirer tout ce qui peut me servir. Enfin, je reviendrai à Paris, riche de documents. Cela ne m'empêchera pas de travailler, comme vous le voulez, sur l'Italie moderne. Pour ce dernier travail, il m'aurait toujours fallu faire beaucoup de recherches sur l'Italie ancienne, car l'une tient à l'autre. Je connaîtrai mon pays à fond, tel qu'il a été et tel qu'il est et j'en dirai ce que j'en aurai appris.

« Adieu, mille fraternelles tendresses,

« CHRISTINE. »

Afin d'écrire cette histoire des Municipes Lombards, la princesse se préoccupe d'assembler des matériaux. Elle a fait choix d'un secrétaire pour l'assister dans cette aride besogne. Celui-ci, Gaëtano Stelzi, va désormais jouer dans sa vie un rôle de premier plan. Il sera, ce jeune poitrinaire inconnu de vingt-six ans, déjà marqué par la mort, le dernier et, je crois bien, le plus sincère amour de cette femme extraordinaire, tant de fois adulée par les écrivains les plus célèbres de son temps. Amour, semble-t-il, fait tout d'abord de pitié pour un malade. Que Stelzi ait réellement pour Mme de Belgiosojo ce que Musset, entre bien d'autres, aurait désiré d'être et ne fut point, on n'en peut guère douter à surprendre entre les lignes les demi-aveux épars dans cette correspondance. On en devient certain, à entendre exhaler par la princesse la plainte désespérée que lui arrache, trois ans plus tard, la mort du bien-aimé, de l'amant mystérieux dont elle voudra conserver auprès d'elle le cadavre embaumé, le dérobant au tombeau, après un simulacre d'inhumation, pour le dissimuler à Locate : épisode macabre, digne des plus noires imaginations des *Mystères d'Udolphe* et

qui, découvert par la police, ne manquera pas de provoquer un retentissant scandale.

Pour l'instant, il n'est question que des municipes lombards et de leur histoire, dont les travaux préliminaires sont fâcheusement interrompus par une indisposition de Marie. La mère s'alarme et crie son angoisse en termes pathétiques, car elle chérit tendrement son enfant, encore qu'elle professe, sur l'éducation des filles, des opinions qui eussent assurément scandalisé Fénelon.

Locate, 29 décembre 1844.

« Mon cher Thierry,

« Vous avez raison de sentir dans mes lettres un souffle d'hiver. J'étais bloquée par la neige, ma santé se ressentait des fatigues et du froid; tout cela ne m'épanouissait pas. Votre rue de Courcelles me préoccupait pour vous. Je vous voyais envahi par la neige, menacé par la toiture, fuyant comme Anchise sur le dos d'Énée-Édouard (1), suivi d'Ascagne-Gabriel (2). Mes craintes ont été vaines, je le vois, et c'est vous qui me plaisantez sur mes impressions septentrionales. Tant mieux!

« Prouvez-moi toujours que j'ai tort avec mes idées noires et je vous en remercierai de tout cœur. Ce n'est ni le silence, ni la solitude, ni le travail qui donne le calme, et l'agitation sait nous saisir partout. J'ai souffert pendant quelques jours les plus cruelles angoisses. Marie est tombée malade d'une affection catarrhale compliquée d'une gastrite. Que de fois, mon cher frère, lorsque je vous prêchais cet été le courage et la résignation, lorsque je blâmais la constance de votre douleur, que de fois ai-je dit que je mériterais de bien plus grands reproches, si je perdais ce que j'aime! Mais, croyez-le bien, l'amour d'une mère fait pâlir tous les autres. Il n'est point de passion, pour fougueuse qu'elle soit, qui puisse être comparée à cette affection tranquille en apparence, régulière, éclairée, d'une mère pour son enfant. La réflexion n'y est pour rien; ce qu'on donne ne se mesure jamais à ce qu'on espère recevoir : on aime, non pas comme on s'aime soi-même, mais cent fois mieux et plus. Les mérites sont superflus, car les défauts mêmes sont chers et si on les corrige, c'est en vue

(1) Le valet de chambre d'Augustin Thierry.
(2) Le docteur Grangnard, secrétaire et médecin d'Augustin Thierry.

du tort qu'ils peuvent causer à celui qui les a. Il est telle chose qui m'anéantirait. Priez, mon frère, priez qu'elle n'arrive pas.

« Comme vous le voyez, je ne suis pas gaie. Et pourtant, on me jure que je n'ai aucun motif de me tourmenter ainsi. Marie est sans fièvre. Elle est animée comme à l'ordinaire, mais elle est pâle et maigre et cela suffit pour me rendre inquiète. Heureusement les enfants reviennent vite et j'espère vous donner bientôt d'elle et de moi des nouvelles tout à fait satisfaisantes.

« Mes projets et mes travaux ont souffert de l'orage, mais mes projets plus encore que mes travaux. Je crains que les projets ne me portent malheur et de paraître trop confiante, si j'en forme. J'amasse des matériaux. On m'en envoie de toutes parts et j'ai trouvé un jeune homme savant et studieux, qui, établi dans mon cabinet, déchiffre mes manuscrits et en tire ce qu'il me faut. Ces matériaux sont propres à une histoire des municipes italiens. C'est là ma marotte aujourd'hui, dans les moments heureux où je me permets les marottes. Trouvez-vous ma prétention exorbitante? Moi-même, je serai peut-être de cet avis, lorsque je verrai des montagnes de documents entassés devant moi. Le sujet est pourtant bien beau, et s'il n'est pas au-dessus de mes forces, je m'y appliquerai avec passion.

« On me parle ici de livres et d'auteurs français dont je n'ai jamais entendu parler. J'ai promis de m'informer à bonne source et c'est ce que je fais. Connaissez-vous M. Ott, auteur d'un manuel d'histoire universelle? M. Audin, auteur d'une vie de Luther, de Calvin et en dernier lieu de Léon X? Enfin, M. de Sarzeau, auteur d'une histoire de la Révolution de 1830? Je serai bien fière, si vous n'êtes pas plus au courant que moi, car ici on me regarde de travers, lorsque j'avoue mon ignorance.

« Adieu, mon frère, rien, pas même mes angoisses, ne vous éloigne de mon souvenir, ni de mon cœur.

« Votre sœur

« CHRISTINE. »

Augustin Thierry, qui ne soupçonne pas l'aventure ébauchée, se borne dans sa réponse à fournir sommairement les indications qui lui sont demandées : « M. Ott, absolument inconnu ; M. Audin, médiocre, dont personne ne parle ; M. de Sarzeau, annoncé par les journaux, il y a une dizaine d'années, aujourd'hui parfaitement oublié... »

Soudain, il s'interrompt d'écrire : une désolante nouvelle lui parvient. Brisé par la discussion de la loi sur l'enseignement et les attaques dont il est l'objet, Villemain, un ami de trente ans, vient de tomber sur la brèche. Sa belle intelligence subit une éclipse. « Tout le monde fut consterné, reconnaît Sainte-Beuve, et chacun se demanda ce que c'était que la raison humaine en la voyant chanceler comme la flamme sur le candélabre d'or (1). » L'auteur des *Récits des Temps mérovingiens* témoigne, à son tour, d'une affliction profonde.

« ... J'ai interrompu ma lettre ; je voulais vous parler longuement de vos projets qui ont à double titre toutes mes sympathies fraternelles ; je voulais vous dire avec quelle impatience j'attends votre envoi, mais une affreuse nouvelle me clôt la pensée et me serre le cœur. Ce pauvre Villemain vient d'être frappé d'une maladie cérébrale, fruit de ses agitations et de ses perplexités à propos de la loi de l'Enseignement. Il a reçu des lettres anonymes où on le menaçait de la vengeance divine et humaine ; on lui parlait du malheur de sa femme, comme d'un avertissement qui devait le faire trembler pour lui-même et pour ses trois filles. Vous savez quel cœur il a pour elles, vous savez aussi combien il est sensible aux hostilités de tous genres ; son imagination s'est prise, sa tête si forte a fléchi ; il est tombé dans l'humeur noire, il s'est cru menacé de poison par les Jésuites : parfaitement lucide sur tous les autres points, il a divagué sur celui-ci. Enfin, après quatre jours, se sentant la fièvre et une extrême fatigue, il a donné sa démission. Ses médecins l'entourent et ne peuvent dire encore s'il y a lieu d'espérer, tout le monde est consterné, et moi, et moi..... Un ami de trente ans, que j'ai trouvé toujours le même dans toutes les circonstances de ma vie ! Horrible année que celle qui finit demain, elle a été pour moi plus remplie d'angoisses et de

(1) Villemain, ministre de l'Instruction publique depuis le 12 mai 1839, démissionna le 30 décembre 1844. Sa crise de neurasthénie, comme on dirait aujourd'hui, mais le mot n'existait pas alors, fut de courte durée. On lit à ce sujet dans les *Souvenirs d'un médecin de Paris*, Dr Poumies de la Siboulie : « Il est bien établi maintenant que lorsque Villemain quitta le ministère de l'Instruction publique, il avait seulement le délire d'une affection aiguë. Cependant, M. Leuret, médecin de Bicêtre, y fut trompé, et il traita M. Villemain en véritable aliéné, agissant sur lui par contrainte et intimidation. Cette affection aiguë ne dura que quelques jours. Le docteur Leuret, sans avoir égard aux observations très sensées du malade, le faisait prendre par quatre hommes robustes, pour le soumettre au traitement qu'il avait ordonné. »

larmes que tout le reste de mes jours ensemble. Si vous étiez là, ma pauvre sœur, mon cœur s'épancherait, je pleurerais sur vos mains... »

L' « accident » survenu à Villemain émeut certainement la princesse, mais sa pensée préfère s'arrêter avec une complaisance déjà bien riche de sympathie sur les mérites incomparables de son nouveau secrétaire :

Locate, 7 janvier 1845.

« Mon cher Thierry,

« Il me serait difficile de vous exprimer le saisissement que m'a causé la nouvelle du malheur de ce pauvre Villemain. Je suis atterrée. Et ces chères petites, que deviendront-elles? (1) Lorsqu'un pareil malheur arrive là où je ne suis pas, je me désole. Il me semble qu'une volonté forte et bien intentionnée comme la mienne doit avoir quelque prise sur les intelligences et les préserver de tels désastres. Lorsqu'on craignait pour vous, mon ami, mon frère, je craignais moins que les autres et je disais : pourvu que je sois là, je le sauverai, je repousserai le désespoir et l'anéantissement. Je n'aurais pas autant compté sur moi par rapport à M. Villemain, mais peut-être aurais-je pu quelque chose sur lui. Cette nouvelle m'afflige aussi grandement pour vous. M. Villemain était un de ces amis que rien n'enlève, ni n'éloigne. Vous avez souffert cruellement dans toutes vos affections, mon pauvre ami, si ce n'est pourtant dans celle que vous avez mise en moi. Celle-là, jusqu'à présent, ne vous a apporté que du bien et il en sera toujours de même si Dieu me conserve et me conserve Marie.

« Cette chère petite m'a donné bien des inquiétudes. Sa santé s'était altérée, mais, heureusement pour nous tous, elle s'est rétablie. Je commençais à respirer, lorsque les mauvaises nouvelles que Massari m'a données de Mademoiselle (2) et le malheur de M. Villemain m'ont replongée dans la tristesse. J'ai pourtant quelque chose d'heureux à vous annoncer. J'ai fait une vraie trouvaille. C'est un jeune homme de la plus haute distinction, studieux comme un ancien et spécialement versé

(1) Villemain avait épousé en 1832 Mlle Desmousseaux de Givré. De ce mariage étaient nés quatre enfants : un fils mort en bas âge et trois filles dont les deux dernières deviendront Mme Allain-Targé et la marquise de Montferrier.

(2) Mlle Gaulard, une protégée de la princesse, à qui elle a confié la garde de sa maison, rue de Courcelles.

dans la connaissance des chartes, statuts, manuscrits, etc. On s'engage difficilement à cet âge et avec un avenir comme le sien. Il a en outre une famille à laquelle il tient beaucoup et qui ne le laisse pas partir sans y mettre opposition. C'était bien là le cas de déployer cette volonté toute-puissante à laquelle je crois tant. C'est ce que j'ai fait et, heureusement pour moi plus encore que pour mon système, j'ai réussi. Il m'a donné sa parole de me rester. Il instruira Marie et m'aidera dans mes travaux. Lorsque vous aurez vaincu sa timidité et sa réserve, vous trouverez en lui ce qui vous plaît si fort : un esprit droit et cultivé et la passion du travail. Il n'a qu'un inconvénient qui ne vous frappera pas, mon pauvre ami, et qui consiste en une jolie figure. Après tout, j'approche de l'âge pour lequel ces inconvénients-là n'existent plus. Quelques années encore et personne ne me soupçonnera plus de regarder avec plaisir une jolie figure, tandis qu'au contraire, la vue de ce qui est beau me sera toujours agréable, fussé-je centenaire. Tout est donc profit pour moi dans cette affaire, et cela d'autant plus que mon érudit est aussi honnête et simple que savant. Tout le monde ici me félicite et je reçois les compliments en personne qui sait combien ils sont à propos.

« Mille fraternelles amitiés.

« Votre sœur

« CHRISTINE. »

Locate, 14 janvier 1845.

« Mon cher Thierry,

« Voilà plusieurs jours passés sans lettre de vous et la dernière que j'ai reçue était bien triste. Les journaux d'ici disent que M. Villemain va mieux, mais Ravaisson, dont j'ai reçu une lettre avant-hier, ne me dit rien de lui et je pense qu'il me donnerait cette bonne nouvelle, si elle était vraie.

« Je n'ai pas grand chose à vous raconter, je tâcherai pourtant de vous amuser par le récit d'une fête à Locate. J'ai ici une demi-douzaine de peintres qui décorent une galerie du château. Les peintres sont en possession de la gaieté et ceux-ci me rappellent deux célèbres farceurs nommés Bruno et Buffamalco (1) dont Boccace parle sans cesse. Les miens ont imaginé

(1) Buonamico di Cristofano, dit Buffamalco, peintre florentin du XIVe siècle. Ce fut l'un des hommes les plus excentriques et les plus facétieux de son temps. Boccace l'a mis en scène dans plusieurs de ses nouvelles.

de se donner un bal pour me divertir. Je sortais de dîner dimanche, lorsqu'on est venu me demander la permission de danser. La musique était arrivée de Milan et les invitations étaient faites. J'ai consenti, tout en me promettant de ne pas honorer longtemps le bal de ma présence et de rentrer de bonne heure dans ma sombre bibliothèque. Mais les choses devaient se passer autrement. Les peintres avaient trouvé dans un fond d'armoire de vieux costumes dont s'affublaient mes aïeux pour jouer la comédie, car il y avait autrefois un théâtre dans le château. Les voilà qui paraissent tout à coup déguisés le plus grotesquement du monde. L'un était vêtu en bergère, un autre en Romain avec un casque en papier d'argent surmonté d'une énorme carotte et d'une plume de paon et un autre en magicien. J'ai peine à comprendre la gaîté folle qui n'est provoquée par rien; aussi ces gens-là me semblèrent tout d'abord fous et me rendirent plus sérieuse qu'à l'ordinaire. Mais lorsque je vis qu'ils y allaient véritablement de bon cœur, je commençai à les trouver bien. Enfin, l'un d'eux, le Romain, joua une scène de pantomime et se jeta gracieusement aux pieds d'un vieux paysan à moitié stupide qui ne tarda pas à pleurer d'attendrissement. J'avoue que je finis par faire comme les autres et par rire aux éclats.

« Voilà les divertissements de Locate. Demain nous avons les examens de toutes les écoles. C'est une solennité et aucun de mes élèves ne dormira cette nuit.

« Adieu, mon frère, votre sœur pose sa main sur votre front, pour le dérider.

« CHRISTINE. »

Le malaise nerveux dont souffre Marie s'est aggravé: la « savante Uranie » qu'a toujours possédée le démon de la médecine, entreprend de la soigner elle-même, au grand émoi d'Augustin Thierry, son « oncle-ami », qui s'est pris pour la petite fille d'une vive affection. Il écrit en effet le 11 février 1845 : « Ah ! ma chère sœur, malgré le bonheur de vos remèdes, ne soyez pas son médecin. Tous les médecins de profession se récusent, lorsqu'il s'agit d'eux-mêmes et de ceux dont la santé est une portion de leur vie. Que votre cœur me pardonne cette remontrance fraternelle; elle vient de celui que vous aidez à vivre et qu'un jour vous aiderez à mourir. » Ses inquiétudes

maternelles n'empêchent pas cependant la princesse de persévérer dans ses ambitions historiques, ni de poursuivre une affaire arrêtée dans son esprit dès avant son départ de Paris : l'achat d'un vaste terrain, rue du Montparnasse, où elle a le dessein de bâtir. Elle écrit le 30 janvier :

« J'ai écrit à Mercier sur mon acquisition (1). Le mot que vous me dites dans votre dernière lettre aurait suffi à me décider, lors même que je ne l'aurais pas été d'avance. La bande de terrain du milieu sera pour nous deux et les autres pour la spéculation. Voilà mon plan, qui pour le coup est aussi précis que possible.

« Oui, mon frère, ce sera là votre part, la retraite calme, riante et assurée où nous vieillirons à peu de distance de temps et d'espace, où vous achèverez vos beaux travaux, où ceux qui aiment la grandeur viendront vous trouver et où, si Dieu veut que vous me précédiez, je chasserai les ombres qui obstruent quelquefois le dernier passage et l'assombrissent. Reposez-vous sur cette pensée, et soyez assuré que vos doux projets ne seront jamais dérangés par l'effet de ma volonté. Vous avez en moi une sœur dévouée qui vous place au premier rang parmi les devoirs qu'elle affectionne. »

Comme il était facile à prévoir, la présence à Locate d'une femme encore jeune, toujours belle, énergique et remuante, fort populaire à Milan et qui consacre sa fortune à des fins jugées subversives, ne pouvait manquer d'exciter les méfiances de la police autrichienne. Ainsi qu'autrefois, une surveillance plus ou moins discrète recommence à entourer l'amie des paysans. L'audacieuse s'en soucie peu, et c'est d'une plume allègre qu'elle trace l'emploi de ses journées :

Locate, 13 février 1845.

« Mon cher Thierry,

« Voilà un siècle que je suis sans nouvelles de vous. Peut-être que ce long silence répond à celui que j'ai gardé pendant la dernière rechute de Marie. Mais cela n'est pas *fair*, mon cher Thierry. Si mes soucis m'empêchent d'écrire, si je veux vous épargner le contre-coup tardif de mes inquiétudes, ce n'est pas une raison pour me laisser ignorer ce qui advient de vous. Il n'y a pas de préoccupation, pour absorbante et tyrannique

(1) L'achat du terrain, rue du Montparnasse

qu'elle soit, qui affaiblisse aucunement le vif intérêt que je porte à tout ce qui vous touche. Vous ajoutez par votre silence un tourment de plus à ceux que j'éprouve. Est-ce là bien agir?

« M. de Laprade est ici (1). Je ne sais s'il y met de la complaisance, mais je suis tout à fait satisfaite de l'impression qu'il ressent à la vue de mon pays et de ses richesses variées. Le soleil l'a reçu à Locate : un beau soleil qui lui fait pousser des soupirs de bien-être. Il a trouvé mon vieux château fort beau et fort gai; la plus considérable de mes fermes l'a émerveillé; enfin la belle Vierge de Luini, qui habite mes environs, l'a jeté dans l'extase. La race lombarde lui paraît magnifique ; le patois milanais ne lui blesse pas les oreilles. Il passe dans les rues de Milan, sans craindre de se heurter les deux coudes. Enfin il est charmant et je vais découvrir de nouvelles beautés dans *Psyché*.

« Je travaille peu, mon cher frère ; les Milanais connaissent trop bien le chemin de Locate. Je suis ici comme devant la lunette d'une lanterne magique. Peu de jours se passent sans qu'un nouveau visiteur vienne me voler les heures réservées au travail. Ce sont d'ordinaire des gens de lettres, des savants, des jeunes gens studieux et retirés qui veulent me voir un jour et causer avec moi, pour rentrer ensuite dans leur solitude. Le bruit s'est répandu que j'allais m'occuper de mon pays et je reçois de toutes parts des remerciements et des félicitations.

« Si j'exécute ce que je n'ose encore appeler mon plan, mes compatriotes m'écouteront peut-être, lors même que je leur dirai des vérités pénibles. J'ai vu hier l'auteur d'un livre pareil à celui que je médite. C'est le chevalier Morbio, qui a déjà publié l'histoire de six municipes. C'est une concurrence que je ne crains pas. Je le soupçonne d'avoir fait son travail avec Sismondi et Gibbon. Le fait est que, lui ayant demandé s'il avait employé des documents nouveaux, il m'a répondu avec empressement et candeur : *pas un*. J'avoue que je ne comprends pas que l'on refasse une histoire pour ne rien dire qui n'ait été dit. Un livre d'histoire n'est pas une œuvre simplement littéraire dans laquelle le style tienne la première place. Il ne suffit pas, selon moi, de raconter mieux que son prédécesseur, il faut raconter autre chose ; il faut apporter ou de

(1) Chargé par M. de Salvandy d'une mission de recherches dans les bibliothèques italiennes.

nouveaux faits, ou de nouvelles idées. Les phrases nouvelles n'ont qu'une importance secondaire.

« J'ai appris la nomination de M. de Salvandy avec un grand plaisir. Après M. Villemain, je n'en voulais pas d'autre. Ce n'est pas un aigle, tant s'en faut, mais Ravaisson est auprès de lui, et outre que j'en suis charmée pour Ravaisson, j'ai pleine confiance qu'il fera pour mes amis tout ce qu'il sera possible de faire.

« Adieu, mon cher frère, le temps passe, nous voilà à la moitié de février. Encore six semaines et je reprendrai mon vol vers vous. Faites que je vous trouve calme, serein, affectueux, occupé de vos travaux, joyeux de me retrouver, confiant dans l'avenir, confiant dans la parfaite tendresse de votre sœur

« CHRISTINE. »

Les travaux entrepris à Locate se poursuivent et se terminent, achevant de transformer en une sorte de phalanstère le fief seigneurial de Trivulce.

Locate (sans date).

« Mon cher Thierry,

« C'est aujourd'hui le jour d'ouverture de mon chauffoir public. La cuisine sera pour la semaine prochaine. Mon idée avait d'abord été accueillie par des hochements de tête et des haussements d'épaules par quelques *civilisés* qui m'assuraient que jamais nos paysans ne renoncent à leurs habitudes, qu'ils aiment la pourriture de leurs étables et que mon chauffoir, tout chauffé qu'il est, resterait parfaitement vide. J'ai mieux auguré de mes paysans et j'ai marché. Voilà deux jours que le chauffoir est ouvert et nous avons dû renvoyer du monde, faute de place. Tant mieux; l'année prochaine, j'en ferai un plus grand.

C'est un jour de réjouissance dans le village et je crois qu'ils me savent meilleur gré de mon chauffoir que de toutes mes écoles. Mes paysans ont fait un grand pas; ils ont acquis l'amour des choses nouvelles; aussi longtemps qu'ils en avaient l'horreur, il était impossible de leur faire accepter aucune réforme. Je le vois à l'air joyeux et empressé qu'ils apportent dans mon chauffoir. Il y a quelques années, il aurait fallu clouer les portes des étables pour les empêcher d'y entrer. Maintenant que j'ai vécu au milieu d'eux, qu'eux-mêmes ont

fréquenté ma maison et vu comment sont bâties les demeures des civilisés, le goût du beau, du bon, du propre, du convenable commence à poindre. Vous ne vous faites pas une idée, mon frère, de la vie que je mène ici et de la société que j'y vois. Lorsqu'un étranger arrive, je suis un peu embarrassée du ton qui y règne. Les fermiers, les métayers, les artisans de Locate, quelques paysans sont admis chez moi. Tous ces gens-là sortent du château un peu plus décrassés qu'ils n'y sont entrés. Rien n'est plus démocratique que l'intérieur du château de Locate et pourtant la chasteté de mes yeux et de mes oreilles est plus respectée ici que dans les salons de Paris. Il y a quelque chose de plus doux dans la déférence de ces gens rudes et grossiers que dans celle des gens du monde...

« Adieu, mon cher frère, les bonnes nouvelles que je reçois de vous me font respirer plus à l'aise. Aimez votre sœur qui vous est toute dévouée. »

« CHRISTINE. »

Après le chauffoir public, la cuisine populaire.

Locate, 1er mars 1845.

« Mon cher Thierry,

« Vous ai-je dit, mon ami, que mon chauffoir était ouvert aetavait un grand succès? Vous ai-je dit que ma cuisine publique allait s'ouvrir et jouissait d'avance d'une assez grande popularité? Voilà mes plaisirs, mon cher frère, mes occupations ne sont guère plus variées. Je prépare des matériaux concernant Pavie, Monza et quelques autres villes lombardes. Je fais des corrections et des notes à mon Vico; j'étudie le grec, je fais quelques articles sur la Lombardie pour les donner plus tard à la *Démocratie* et je gouverne mon empire ou mon phalanstère, car Locate a bien un peu l'air d'être sorti des mains fouriéristes. Mon château est grand comme une petite ville et presque tous les bâtiments sont pris aujourd'hui par des ateliers. Il y a un atelier pour les peintres, un autre pour les restaurateurs de tableaux, un autre pour les relieurs de livres et quatre écoles différentes, dont une est devenue aussi une école de chant. Les chefs de ces divers établissements se réunissent chez moi le soir; Marie profite de leur société pour organiser des jeux auxquels il m'arrive quelquefois de prendre part; puis, lorsque

Marie est couchée, je fume mon narguilé et je remonte dans ma bibliothèque où je travaille encore une heure ou deux en employant de meilleurs yeux que les miens.

« Le temps avance et je n'ai plus guère qu'un mois à donner à Locate. Je partirai exactement, comme je vous l'ai promis, le 31 mars ou le 1er avril, mais il me faudra revenir encore l'hiver prochain. Tous ces bonnes gens m'obéissent, afin que je sois contente d'eux et que je vienne parmi eux. Si je disparaissais, ils se croiraient oubliés, abandonnés et ils diraient : A quoi bon nous donner de la peine pour plaire à notre maîtresse, puisqu'elle nous quitte? Je suis en train, d'ailleurs, de reconstruire presque en entier mon village et de donner à des paysans des habitudes de propreté. Le balayage des étables d'Augias a été compté parmi les travaux d'Hercule et moi j'ai ici quelques centaines d'étables d'Augias à nettoyer. J'en viendrai à bout, mais c'est en surveillant l'entreprise au moins pendant ses commencements. Vous ne m'en voudrez donc pas, mon cher frère, si cette année encore je vous quitte pendant les mois d'hiver. Je reviendrai comme les hirondelles et je tâcherai cette fois que ce soit pour plus longtemps.

« Secouez la paresse, écrivez-moi, mon cher Thierry, et aimez votre sœur dévouée

« CHRISTINE. »

Locate, 22 mars 1845.

« Mon cher Thierry.

« Locate est le lieu de mes triomphes : je viens d'avoir encore un succès. Je suis aidée dans mes essais de civilisation par une espèce de garde du corps, de troupe avancée, de sapeurs, piocheurs, que sais-je ? laquelle troupe marche en avant et prépare les voies aux plus timides et aux plus embarrassés. Cette troupe se compose de jeunes gens de mes écoles. Si vous voyiez cette petite phalange des deux sexes, vous auriez peine à la croire formée de pauvres paysans. Ceux-ci sont propres, leurs figures intelligentes et ouvertes ne se détournent pas, lorsqu'on leur adresse la parole. Ils répondent volontiers, d'un air franchement gracieux; enfin ils ont pour moi un attachement et une espèce de culte passionné qui leur feraient entreprendre les yeux fermés tout ce qu'il me plairait de leur proposer. Or, la partie féminine de ma phalange étant douée de

voix justes et fraîches, j'ai imaginé de leur faire chanter le *Stabat* de Rossini. Mes affiliés eux-mêmes trouvaient que, pour le coup, je m'exagérais ma puissance; pour moi, qui pense qu'avec de la volonté, on peut vivre indéfiniment, l'exécution du *Stabat* était une misère. J'ai donc persisté à enseigner à des jeunes filles qui ne connaissaient pas une note de musique l'un des morceaux d'ensemble les plus difficiles. J'ai dû chanter d'exemple, j'ai dû souffler à mes jeunes filles chaque note du morceau, enfin j'ai dû chanter avec elles le grand jour même de l'exécution.

« Ce grand jour était hier. Comme tout ce qui se passe à Locate forme le sujet des entretiens milanais, la témérité de mon entreprise était promenée depuis plusieurs jours dans les cafés de Milan et beaucoup de Milanais avaient pris place dans l'église de Locate. L'église était tristement disposée, comme elle l'est le vendredi saint; elle était sombre et seulement éclairée par un beau sépulcre bien peint. A deux heures, je suis arrivée, conduisant mes jeunes filles toutes tremblantes et je me suis placée avec elles dans le chœur, accompagnée par les chanteurs chargés des *solos* et par le plus fameux joueur d'orgue de Milan, lequel était venu me prêter son concours et me porter secours dans le *fiasco* inévitable qui m'attendait. Vous ne vous faites pas d'idée de l'enchantement et de l'étonnement universel, lorsque les voix fraîches de mes jeunes filles se sont fait entendre. Le morceau entier a été exécuté sans hésitation et sans faute et nous avons été assaillies par une pluie de compliments. Mais ce qui a réjoui mes jeunes filles, ce fut ma satisfaction : « La princesse avait l'air si content ! » c'était la réponse qu'elles faisaient à toutes les félicitations qui leur étaient adressées. Quand on est aimée par une population, quelque petite qu'elle soit, on a de grands devoirs et de grandes jouissances.

« M. Mignet aime à voir dans l'histoire les effets du développement de l'esprit humain. Il fait toujours l'histoire d'un progrès et d'un pas en avant : la Révolution, la Réforme. Il ne songe pas à découvrir l'existence de ces causes spirituelles des faits, là où elles ne sont pas apparentes. C'est ce que je ferai en parlant des municipes italiens. Je montrerai comment leur formation a été un progrès sur la constitution romaine en même temps qu'une modification de celle-ci; comment la

constitution des municipes a accompagné la marche de la civilisation, en l'aidant et en se transformant elle-même, selon que les circonstances l'exigeaient.

« Je m'aperçois que je suis à ma sixième page ; ma santé est bonne, celle de Marie n'a jamais été meilleure. M. de Laprade, qui est encore ici, me charge de le rappeler à votre bon souvenir, et moi, mon cher frère, je me réjouis en pensant que bientôt je serai auprès de vous, je poserai ma main sur votre front je vous rendrai les mille petits soins fraternels que je ne confie à personne sans regrets, je serai pour vous ce que mon cœur exige : une sœur tendre, dévouée et heureuse du bien qu'elle vous fait. Écrivez-moi, aimez-moi et songez à moi avec une douce sécurité. »

Ce sont à présent les préparatifs du départ ; les liens qui l'attachent au sol des aïeux se sont resserrés davantage et Christine Trivulce ressent une sincère tristesse à l'instant de les rompre à nouveau.

Locate, 27 mars 1845.

« Mon cher Thierry,

« C'est d'aujourd'hui en huit que je quitte Locate pour vous revenir, mais je ne puis répondre de ne pas être arrêtée bientôt par les neiges. Je vous écrirai encore avant de quitter Locate, mon pauvre Locate qui prend déjà ses habits de deuil. On va chanter une grand messe, faire un *triduo* (savez-vous ce que c'est ?) pour m'obtenir un heureux voyage. Ce n'est pas moi qui l'ai demandé ; ce n'est pas moi qui paie les frais ; c'est le curé, ce sont les paysans qui me voient partir comme une belle femme voit partir la jeunesse, un homme la force et ainsi de suite. C'est à vous que je pense, mon frère, pour me donner le courage d'affliger ces cœurs qui sont à moi.

« Que de choses j'aurais à vous dire sur le chapitre de « l'Homme sans nom » (1), s'il n'était pas si tard ! Et d'abord, je vous remercie de l'avoir invité à dîner, et ce sentiment de reconnaissance une fois satisfait, je dois vous avouer, mon ami, que je vous trouve prodigieusement injuste, non seulement envers lui, mais envers moi. De bonne foi, croyez-vous connaître la mauvaise littérature moderne plus que moi ? Mais, mon ami,

(1) Surnom donné à Ballanche après qu'il eût publié, en 1826, la nouvelle qui porte ce titre.

sachez donc que je n'ai pas toujours été mère de l'Église et de Marie; qu'il y a eu un temps où je m'ennuyais comme tant d'autres et où je cherchais des distractions dans le cabinet de lecture. J'ai lu tout ce qui existe de livres mal faits en France, écrits depuis 1830 à 1836 ou 37. Je ne suis même pas sûre de m'être toujours arrêtée à Paul de Kock. J'ai fait plus et pire que de connaître cette littérature, j'en ai connu les auteurs. Que de Byrons réchauffés et déteints qui n'auraient pas osé franchir le seuil de votre classique et sévère seigneurie venaient chez moi, parce que j'avais un salon littéraire et parce qu'une femme seule pouvait les comprendre, etc., etc.! Je puis reconnaître une phrase de cette littérature à son premier mot et l'achever sans hésitation; et mon Dieu! je la reconnaîtrais avant le premier mot, à la façon dont s'entr'ouvrent les lèvres qui vont la prononcer et à d'autres symptômes semblables. Dans aucun de ces messieurs, je n'ai, je vous en réponds, trouvé l'esprit de Chenavard. Mais je sais bien ce qui arrive à ce pauvre Chenavard. Il sait (parce qu'on le lui a dit) qu'il vous déplaît, que son esprit vous déplaît; il ne veut pas s'avouer embarrassé par cette pensée, il veut aller son train et, nerveux comme il est, il va tout de travers. Ce qui est naturel devient emprunté, ses saillies l'abandonnent; et peut-être alors en demande-t-il d'autres à des souvenirs.

« Et lors même que je ferais de l'esprit de Chenavard plus de cas que je n'en fais réellement, s'ensuivrait-il que je le mets de pair avec *tous les autres*? Où est donc votre logique? Voulez-vous donc me faire faire ce à quoi je suis si éminemment impropre, que je vous dise de but en blanc tout le bien que je pense de vous, de votre cœur, de votre esprit, de votre savoir, de votre talent; que je vous exprime sans voiles ni détours mon admiration pour votre pénétration merveilleuse, pour la rare faculté que vous possédez à un si haut point de tout créer de rien? Il y a certain magicien qui fait tremper la tête de ses adeptes dans un bassin d'eau et il va sans dire que les adeptes la retirent aussitôt. Mais dans ce court moment ils ont vécu des siècles et vu des mondes nouveaux. Vous trempez ainsi votre imagination dans Grégoire de Tours ou dans tel autre et vous y apercevez aussitôt ce qui y est sans doute, mais ce que personne n'avait vu. Faut-il donc vous dire aussi combien je vous envie votre style si net, si précis et en même temps si vif et si bien

exempt de sécheresse? Mais il me semble en vous disant tout cela prendre beaucoup de liberté. Une opinion émise ressemble trop à un jugement et un juge est toujours une plus grande personne que le jugé. Et c'est pourquoi je puis bien vous dire que tel ou tel passage de vos ouvrages m'a émue, touchée, intéressée; mais de vous dire ce que je pense de vous, cela me gêne. D'après quoi, vous vous figurez que j'estime l'esprit de Chenavard à l'égal du vôtre! Ne me ferez-vous pas amende honorable?

« Vous êtes triste, mon pauvre frère, et c'est là ce qui m'afflige. Prenez courage: l'isolement, la vie monotone, l'abattement, tout cela va cesser, n'est-ce pas? puisque vous n'en souffrez que pendant mon absence.

« Votre sœur

« CHRISTINE. »

Est-il besoin de le dire? On ne venait pas de Milan à Paris, en 1845, avant la percée du Gothard et du Simplon, aussi commodément qu'aujourd'hui. Le trajet en voiture était long, malaisé, par endroits périlleux. Les billets de la princesse, partie de Locate le 3 avril, marquent les étapes successives de son voyage laborieux jusqu'à Bâle.

Bâle (sans date).

« Mon cher Thierry,

« Me voilà à Bâle; demain je repars et je compte ne mettre que six jours pour arriver à Paris. Je vous écrirai encore de Lille pour vous assurer du jour et de l'heure et vous voudrez bien vous tenir pour cette heure-là dans ma petite salle à manger, en recommandant à M. Gabriel de ne laisser entrer personne. En arrivant, je courrai vous dire bonjour, et le premier moment passé, nous vous traînerons dans le salon. Est-ce bien?

« Adieu, mon cher frère. Faites-moi bon accueil et montrez-moi une mine satisfaite et bien portante. Adieu encore, mille fraternelles tendresses.

« CHRISTINE. »

A. AUGUSTIN-THIERRY.

(A suivre.)

LE SEPTENNAT

DE LA

DICTATURE BOLCHÉVIQUE

II[1]

LES FINANCES PUBLIQUES DE L'*U.R.S.S.*

S'il fallait en croire les économistes soviétiques, l'assainissement des finances de l'U.R.S.S. aurait été déjà réalisé dans le budget de 1923-1924, et le serait surtout dans le projet de budget pour l'exercice 1924-1925.

Avant d'aborder l'analyse de ces deux documents budgétaires, nous tenons à faire une remarque essentielle. Le procédé que les bolchévistes emploient de préférence pour discréditer les données citées par la presse éditée en dehors des limites de l'U.R.S.S., consiste à déclarer que ces données n'avaient qu'un caractère provisoire et qu'elles ont été réfutées par des données nouvelles publiées entre temps. D'autre part, les chiffres publiés un jour sont souvent démentis dès le lendemain, parfois le même jour et dans la même page d'un même journal. Ainsi en est-il pour les chiffres des budgets soviétiques. Par exemple, il n'existe pas moins de cinq variantes totalement différentes du budget de 1923-1924.

Comme toujours, nous emprunterons nos chiffres exclusivement aux publications soviétiques officielles, surtout au

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

Messager des Finances et à la *Revue économique*. Nous analyserons principalement le budget de 1923-1924, parce qu'on possède déjà des données provisoires sur son exécution, ce qui constitue une base plus solide pour des conclusions. Enfin, nous procéderons à cette analyse à la lumière des données de budgets russes d'avant-guerre, en introduisant dans ces derniers budgets toutes les corrections que comporte une pareille comparaison, par suite, notamment, de la diminution du territoire et de la différence entre le pouvoir d'achat du rouble d'avant-guerre et celui des signes monétaires soviétiques. Cette méthode est la seule pratique. C'est celle qu'emploient les écrivains soviétiques eux-mêmes, quand ils veulent rendre compte de l'état actuel des finances publiques russes.

Les rentrées totales des recettes ordinaires se montent dans le budget de 1923-1924 à 1 498,6 millions de roubles tchervonetz, dont 691,6 millions proviennent de l'impôt et 806,9 millions de sources autres que l'impôt (1). Si nous comparons ces données avec les chiffres du budget russe de 1913, dernière année avant la guerre, nous voyons que, d'après les données du compte rendu du contrôleur de l'Empire sur l'exécution du budget de 1913, la somme totale des recettes ordinaires rentrées en 1913 s'est montée à 3 431 millions de roubles-or.

Pour pouvoir comparer les chiffres du budget de 1913 avec ceux du budget de 1923-1924, il faut y introduire, comme nous l'avons dit, certaines corrections préalables.

D'abord, éliminons, aussi bien du budget de 1913 que du budget de 1923-1924, toutes les dépenses d'ordre, afin de pouvoir comparer les budgets nets et non pas les budgets bruts. C'est ainsi que nous déduirons du budget de 1913 les 234,9 millions de roubles de dépenses d'exploitation du monopole de l'alcool, qui ont le caractère de dépenses d'ordre, et 586,8 millions de roubles des dépenses d'exploitation du réseau ferré d'État. Le total du budget de 1913 se réduira alors à 2 610 millions de roubles.

2° D'autre part, il y a lieu de tenir compte de la diminution subie par le territoire de la Russie après le coup d'État bolché-

(1) Nous nous servons de chiffres du budget de 1923-1924 tels qu'ils figurent dans le Mémoire explicatif du commissaire aux Finances, annexé au projet de budget de 1924-1925 (*Revue économique*, janvier 1925, p. 104-106).

vique. D'après les calculs des bolchévistes, le total du budget de 1913 devrait être diminué de ce chef de 17 pour 100 (1).

Ces deux rectifications faites, le total du budget de 1913 se chiffre par 2 167 millions de roubles-or.

Pour pouvoir comparer ce total de 2 167 millions de roubles avec celui du budget de 1923-1924, il faut apporter, de même, certaines rectifications au chiffre brut de ce dernier budget, qui se monte à 1 498 millions de roubles tchervonetz. Il faut notamment déduire de ce total les recettes d'exploitation du réseau ferré d'État, qui sont des recettes d'ordre, et dont le montant atteint 675,6 millions de roubles. Le reste, soit 782,4 millions de roubles tchervonetz, doit être, — afin de pouvoir être comparé au total du budget de 1913, — exprimé en roubles-or, divisé par 1,70, pour tenir compte du pouvoir d'achat du tchervonetz par rapport au rouble d'or d'avant la guerre (2).

Après ces deux corrections, le total du budget de 1923-1924 se chiffrera à peine par 400 millions de roubles d'avant-guerre et ne formera que 21 pour 100 du budget de 1913. Si même on prend pour base de comparaison les prévisions budgétaires de 1924-1925 (2057,9 millions de roubles tchervonetz, d'après la première variante) qui dépassent les chiffres provisoires du budget exécuté de 1923-1924 (1498,6 millions de roubles tchervonetz), le total de ces prévisions, rectifiées, comme nous l'avons expliqué, ne formera que 32 pour 100 du budget de 1913.

Par conséquent, *le budget d'état de la Russie vers la fin de la septième année de la dictature bolchévique atteint à peine un tiers de son budget d'avant-guerre;* — et cela, malgré la nationalisation par le pouvoir soviétique de l'industrie tout entière, des banques, du transport, du commerce extérieur et, en grande partie, du commerce intérieur, de la municipalisation des maisons, etc., etc. Avec un budget pareil la Russie se voit reculée vers un passé lointain, environ vers les années 1880-1890, et ainsi tout le progrès des budgets d'État russes qui

(1) Professeur Nikitsky, *Le budget de l'U. R. S. S. pour l'exercice 1924-1925* (*Revue économique*, 1925, n° 1, p. 3).

(2) D'après les données soviétiques, la relation est de 100 à 170, c'est-à-dire qu'il faut diviser les roubles d'avant-guerre par 1,70, pour les transformer en roubles tchervonetz, et, au contraire, il faut multiplier les roubles tchervonetz par 1,70, pour les transformer en roubles d'avant-guerre (Nikitsky, *op. cit.*, p. 112.)

avaient rapidement passé de 913 millions de roubles-or, en 1885, à 1 414 millions de roubles-or, en 1897, et 3 415 millions de roubles-or, en 1913, se trouve annulé par les sept années de la dictature bolchévique.

Ce n'est pas tout. Réduit à des proportions aussi minimes, le budget soviétique représente encore un fardeau qui dépasse les forces du contribuable russe. Avant la guerre, quand le revenu national de la Russie atteignait environ 16 milliards et demi de roubles-or, le budget d'État, — si l'on y ajoute les recettes locales, — absorbait un peu plus de 17 pour 100 de ce revenu. Si, d'autre part, on considère les prévisions budgétaires de 1924-1925, et si l'on y ajoute les recettes locales évaluées pour le même exercice à 730 millions de roubles, on voit que le budget soviétique d'État et local absorbe 18 pour 100 du revenu national évalué par la statistique soviétique à 11,6 milliards de roubles (1).

Mais ces deux chiffres, — 17 pour 100 pour le budget d'avant la guerre et 18 pour 100 pour le budget actuel, — si voisins qu'ils soient, ne sont cependant pas comparables. On sait, en effet, que l'ensemble de la capacité contributive de la population, qui détermine l'importance du budget d'État d'un pays, décroît plus vite que ne diminue le revenu national ; on sait, d'autre part, que la même proportion de contributions par rapport au revenu national représente pour la population un fardeau d'autant plus lourd que son revenu à elle est plus bas. Avant la guerre, quand le revenu national de la Russie atteignait environ 16 milliards et demi de roubles-or, l'État pouvait prélever sans difficulté 17 pour 100 de ce revenu. La situation est tout autre à l'heure actuelle. Le revenu national n'est plus que de 11,6 millions de roubles d'avant-guerre (2), et l'État ne peut plus, — sans ruiner le pays, — prélever 17 pour 100 d'un revenu qui ne couvre plus les besoins même les plus essentiels de la population.

Ce que nous venons de dire, s'accorde entièrement avec les conclusions de l'étude *le budget d'État dans les cadres de la nouvelle politique économique*, publiée par le professeur Sokoloff dans le *Messager des Finances* soviétique. Le professeur

(1) *La balance économique de l'U. R. S. S.* (*La Vie économique*, n° 72, 1925).
(2) 1924, n° 11, p. 58.

Sokoloff considère comme nous « qu'il serait inadmissible et impossible, sans ruiner encore plus le pays, de prélever plus de 800 millions de roubles » sur le revenu réduit du peuple russe et « qu'il est hors de doute que notre budget d'État, en général, et notre budget de guerre, en particulier, dépassent actuellement les forces de notre pays ruiné et appauvri ». Et plus loin, le même professeur Sokoloff écrit : « Personne ne nie que les ressources que nous fournit notre budget actuel sont insuffisantes; mais l'expérience montre que nous ne pouvons pas les augmenter, parce que les forces affaiblies du contribuable ne pourraient pas supporter un fardeau plus lourd encore de contributions. »

Par conséquent, étant donné le niveau actuel du revenu national dans la Russie des Soviets, la limite de l'imposition (d'État et locale) peut être actuellement considérée comme atteinte. La limite actuelle ne pourrait être dépassée que grâce à un développement des forces productrices du pays. Étant donné que ce développement est impossible sous le régime de la dictature bolchévique, le Gouvernement des Soviets est réduit à établir son budget dans les limites de 800 à 900 millions de roubles tchervonetz, qui représentent le maximum de ce que l'on peut tirer de la population. Est-il bien nécessaire d'ajouter qu'une somme pareille ne suffit pas et ne peut pas suffire à satisfaire les besoins les plus élémentaires du pays? Et quand le chef du département budgétaire, I. Reingold, déclare dans un article publié par le *Messager des Finances* (n° 1) et intitulé *les Finances d'État de l'U.R.S.S.* que le principe essentiel du budget soviétique actuel est de mesurer la satisfaction des besoins en rapport avec les possibilités budgétaires et non pas d'établir les dépenses en conformité avec les besoins à couvrir, il faut voir dans cette déclaration la confirmation de ce fait que le Gouvernement des Soviets renonce à satisfaire les besoins les plus élémentaires de la population. Et, même en laissant non satisfaite une partie des besoins les plus urgents et les plus vitaux du pays, les budgets soviétiques sont constamment déficitaires. D'après les données soviétiques, *le déficit est, dans le budget de 1923-1924, de 407,3 millions de roubles tchervonetz* (1), *soit 20 pour 100 par rapport à la tota-*

(1) *Messager des Finances*, n° 11, 1924, p. 57.

lité du budget (1 916 millions de roubles tchervonetz), ou d'un tiers, si l'on élimine les recettes d'ordre (recettes du réseau ferré).

Il n'est pas inutile de rappeler à ce sujet que, pendant la période quinquennale 1909-1913 précédant la guerre, les budgets d'État russes donnaient constamment des excédents de recettes qui formèrent des reliquats importants. C'est à ces reliquats qu'est due, en premier lieu, la constitution des disponibilités du Trésor, qui ont atteint, en 1913, le chiffre inconnu jusqu'alors de 514,2 millions de roubles-or (1).

Pour couvrir le déficit du budget de 1923-24, le Gouvernement des Soviets eut recours à des *opérations de crédit* et à l'*émission*.

Pour ce qui est des *opérations de crédit*, on commettrait une lourde erreur en supposant qu'elles ressemblent, de si loin que ce soit, à de véritables emprunts d'État. Dans un pays où l'épargne privée n'existe presque pas et « n'est nullement encouragée », comme le déclare l'organe officiel, le *Messager des Finances* (2), et où, d'autre part, le taux d'intérêt atteint sur le marché privé, jusqu'à 20 pour 100 par mois, dans un pareil pays, il n'y a pas de place pour des opérations de crédit normales. Et, en effet, ce que la terminologie soviétique dénomme « emprunts », ce sont, en réalité, comme le dit justement le professeur Sokoloff, dans le *Messager des Finances* (3), ou des *emprunts d'anticipation*, comme les emprunts de céréales et les emprunts de sucre, c'est-à-dire des emprunts qui ne font qu'anticiper les rentrées futures des impôts (4); ou des *emprunts forcés* (5), au moyen desquels l'État payait une partie des salaires aux ouvriers et des traitements aux fonctionnaires en contraignant les autres éléments de la population à y souscrire; ou enfin, il s'agit d'emprunts qui ne diffèrent que très peu *d'émissions de signes monétaires* (certificats de transport, obligations de la Caisse centrale du Commissariat des Finances).

Quant à *l'émission*, le budget de 1923-24 en évalue la recette

(1) Dementieff, « Les recettes et les dépenses d'État de la Russie au cours de la guerre mondiale. » (*Messager des Finances*, 1917, n° 36, p. 284.)

(2) N° 11, 1924, 5,65.

(3) N° 11, 1924, pages 60-61.

(4) L'emprunt des céréales était souscrit par les paysans qui payaient ensuite, au moyen des obligations de cet emprunt, l'impôt agricole.

(5) Prof. M. Bogolépoff, *les Emprunts de l'Épargne*, p. 8-9 (*Revue économique*, n° 2, 1925).

à 196 millions de roubles. Il est inutile d'insister sur cette source de revenus, puisque la presse soviétique elle-même considère l'émission comme « le pire parmi les impôts ». Remarquons seulement que la somme de 196 millions de roubles que le budget de 1923-24 indique comme provenant de l'émission est, comme nous le prouverons plus loin, dépassée par la réalité.

Telles sont les lignes générales du budget de 1923-24. Il nous reste à dire quelques mots sur les prévisions budgétaires de 1924-25.

*
* *

Le Gouvernement des Soviets fait en Europe, autour de ces dernières, beaucoup de réclame. Le budget de 1924-25 est proclamé « le premier budget sans déficit de la Russie des Soviets ».

Qu'est-ce donc que représentent, en réalité, ces prétentions budgétaires de 1924-25? Le chef du département budgétaire Reingold déclare qu'il s'agit d'un « budget fixe », ce qu'il faut probablement entendre au sens de « budget réel ». Or, depuis que ce « budget fixe » a été publié, il a déjà été modifié trois fois! La première modification, confirmée par la deuxième session du Comité exécutif central consista en une augmentation du côté des dépenses et des recettes, de 187 millions de roubles. C'est, avec ce nouveau total de 2280 millions de roubles tchervonetz, que le budget fut adopté le 6 janvier 1925 par le Conseil des commissaires du peuple de l'Union (1). Les recettes extraordinaires étaient évaluées, dans ce budget, à 206 millions de roubles, dont 110 millions de roubles provenant d'opérations de crédit et 80 millions d'émission de monnaie d'argent et de cuivre.

Tel est ce plan budgétaire que, peut-être, y a-t-il lieu de considérer comme réel en ce qui concerne les dépenses, mais qu'il serait bien risqué d'apprécier comme tel pour le chapitre des recettes. En effet, le total des recettes est prévu, dans le budget de 1924-25, pour une somme supérieure de 370 millions de roubles tchervonetz, soit de 20 pour 100, au montant des recettes budgétaires de 1923-24 (1 916 millions de roubles en 1923-24 et 2280 millions en 1924-25). Mais ces pré-

(1) *Gazette financière*, n° 58, 1925.

visions sont-elles réelles et répondent-elles à la situation économique générale, qui, d'après les renseignements soviétiques, peut être caractérisée par le ralentissement des affaires, et, dans une partie du pays, même par une baisse catastrophique de la demande de marchandises ? Peut-on vraiment s'attendre à l'augmentation des recettes, quand on est obligé d'importer les céréales de l'étranger, quand on constate des signes de ralentissement dans le domaine du commerce et de l'industrie, quand les prix continuent à monter et le pouvoir d'achat de la population à baisser ? Dans ces conditions, les prévisions de recettes de 1924-25 ont-elles chance d'être réelles et ne serviront-elles pas tout simplement à augmenter le nombre de « plans budgétaires soviétiques » qui n'ont pu jamais être réalisés ?

Or, d'après les données qui sont à notre disposition, l'exécution du budget, pendant les premiers mois de l'exercice, ne coïncide pas avec les prévisions. C'est ainsi que le Gouvernement des Soviets fut forcé d'avoir recours, pendant le premier trimestre, non seulement à l'émission de la monnaie de cuivre et d'argent, mais aussi aux recettes provenant de l'émission de billets du Trésor. Et pourtant le projet de budget de 1924-25 proclame solennellement que le Gouvernement renonce à toute recette provenant de l'émission, en dehors de l'émission de la monnaie d'argent et de cuivre !

Si le Gouvernement des Soviets a dû recourir pendant le premier trimestre aux recettes provenant de l'émission, à plus forte raison sera-t-il obligé de le faire au cours des trimestres suivants (1). En effet, les recettes provenant d'impôts se répartissaient en 1923-24 de la manière suivante : 1er trimestre, 154,4 millions de roubles ; 2e trimestre, 107,9 millions de roubles ; 3e trimestre, 58,6 millions de roubles ; les recettes provenant de sources autres que les impôts baissent de même d'un trimestre à l'autre (2).

Et alors on peut vraiment se demander pourquoi, et comment, au cours de cette année, les conditions économiques générales ayant empiré, une augmentation de recettes devrait correspondre à la hausse des dépenses, qui s'est déjà dessinée pendant le deuxième trimestre de l'exercice.

(1) A. Markoff. Dni, n° 677, 1925. — (2) *Messager des Finances*, n° 1, 1925.

Ce qu'établit, sans contestation possible, l'étude des chiffres totaux des budgets d'État soviétiques, c'est *l'effondrement des finances publiques de la Russie*. Et on ne peut qualifier autrement que d'impudence éhontée, l'affirmation de Reingold écrivant dans un article consacré aux finances publiques de l'U.R.S.S. (1) : « La Russie des tsars n'a pas connu d'accroissement aussi rapide de budgets : nous parcourons actuellement en une année ce que l'ancienne Russie parcourait en cinq ans. Ce fait trouve naturellement son explication dans la renaissance économique impétueuse des pays qui font partie de l'U.R.S.S. »

Ce dont témoignent les chiffres des budgets soviétiques, c'est non pas du processus « impétueux de renaissance », mais au contraire de l'épuisement profond des forces économiques du pays.

ANALYSE DES RECETTES D'ÉTAT DE LA RUSSIE SOVIÉTIQUE

Le tableau des finances publiques de la Russie des Soviets ne serait pas complet, si nous n'examinions pas les recettes et les dépenses de ses budgets pour établir qui, en fin de compte, entretient l'économie d'État soviétique.

Les recettes ordinaires des budgets soviétiques se composent : 1° des *recettes provenant de l'impôt* et 2° des *recettes provenant de sources autres que l'impôt*, revenus des domaines et des entreprises industrielles et commerciales d'État.

Recettes provenant de l'impôt. — Dans la catégorie de recettes provenant d'impôts directs, l'impôt agricole occupe la place principale. Il est supporté entièrement par l'économie paysanne. D'après les données sur l'exécution du budget de 1923-24, cet impôt a donné 158,8 millions de roubles tchervonetz contre 186,8 millions d'après les prévisions. La moins-value est, par conséquent, pour cet impôt, de 27,8 pour 100 (2).

Rappelons à ce sujet qu'en 1913 les rentrées de l'impôt foncier d'État (qui n'était pas payé par les paysans seuls) ont atteint 24,4 millions de roubles. Si l'on tient compte de la diminution du territoire et de la baisse du pouvoir d'achat du rouble tchervonetz par rapport au rouble d'avant-guerre, on

(1) *Messager de Paris*, n° 1.
(2) *Messager des Finances*, 1924, n° 11, p. 53.

arrive à cette constatation que *les paysans ont payé en 1923-24, à titre d'impôt agricole, au moins cinq fois plus qu'avant la guerre.*

En 1924-25, on prévoit de ce chef une recette encore plus importante, 245 millions de roubles pour le budget d'État; en d'autres termes, l'imposition de la terre par l'État est, d'après les données soviétiques elles-mêmes, *de 532 pour 100 plus lourde qu'avant la guerre* (1).

Les bolchévistes eux-mêmes reconnaissent que le fardeau de cet impôt est insupportable. C'est ainsi que le commissaire à l'agriculture Bruhanoff, dans son rapport sur l'impôt agricole présenté à la troisième session du Comité central exécutif, le 7 mars 1925, a déclaré (2) : « Le premier et le plus essentiel défaut de l'impôt agricole est qu'il est trop lourd, et ce que nous devons faire avant tout, c'est de l'abaisser. » La *Gazette financière* fait la même constatation : « Il est certain que l'impôt agricole unique, tel qu'il fonctionne actuellement, est très lourd pour les paysans; toutefois, tant que l'imposition des paysans, par suite des difficultés financières éprouvées par le Gouvernement, reste la source principale de revenu d'État, il faut accepter cette situation. »

Le professeur Sirinoff ajoute très justement que « les revenus que frappe l'impôt agricole sont minimes et ne dépassent presque jamais le minimum non imposable des revenus des travailleurs des villes ». Il est vrai qu'en 1924-25, le Gouvernement a accordé aux paysans des « faveurs ». La somme totale de l'impôt agricole fut abaissée de 470 à 300 millions de roubles; — faveur purement théorique, attendu qu'en 1923-24 le Gouvernement n'est arrivé qu'avec la plus grande peine à percevoir cette même somme de 300 millions, à laquelle, « à titre de faveur », il a abaissé l'impôt en 1924-25.

L'énormité de l'impôt agricole unique apparaît dans tout son jour, si l'on tient compte de la ruine actuelle de l'économie paysanne russe. Le revenu de l'agriculture s'est abaissé de 6,1 milliards de roubles-or en 1912 à 4,1 milliards de roubles-or en 1923-24, et, malgré cette baisse, le Gouvernement prélève sur les paysans, au moyen de l'impôt agricole unique, une somme trois fois et demie plus grande que celle qu'ils payaient avant la guerre. Enfin, le fait que cet impôt prélève un sixième de la

(1) *Revue économique*, 1925, n° 1, p. 113.
(2) *Vie économique*, 1925, n° 57.

production agricole totale du pays prouve à quel point est écrasante cette contribution, que le commissaire des finances lui-même qualifie de « fardeau qui est loin d'être léger ».

En comparant l'imposition actuelle de la terre avec celle d'avant-guerre il faut, il est vrai, tenir compte des contributions locales qui grevaient les paysans avant la guerre. Mais ces contributions étaient prélevées par les Zemstvos et, en retour, les paysans obtenaient des hôpitaux, des écoles, des routes, des services vétérinaires, agronomiques, etc. Actuellement, l'économie paysanne paie les impôts d'État et les impôts locaux, mais n'obtient rien en retour.

L'impôt agricole ne constitue pas seulement un fardeau écrasant ; il a aussi les plus grands défauts techniques et constitue un terrible obstacle à tout progrès de l'agriculture. « Le système actuel de l'impôt agricole, écrit le professeur Sirinoff, nuit incontestablement au progrès de l'élevage, en imposant le bétail au même titre que la terre, ce qui incite le paysan à diminuer le nombre d'animaux qu'il possède pour éviter que l'impôt ne devienne trop lourd. »

Notons, enfin, que l'impôt agricole unique constitue 50 pour 100 de l'ensemble d'impôts directs du budget soviétique de 1923-24 (158,8 millions de roubles sur 292,3 millions de roubles), tandis que, dans le budget de 1913, les paysans ne payaient, à titre d'impôt foncier, que 15 pour 100 du total des impôts directs, le reste étant supporté par les classes aisées sous forme de patente, d'impôt sur le revenu de capitaux mobiliers et, à partir de 1917, sous forme d'impôt sur le revenu.

Si l'on examine les autres sources de revenus des budgets soviétiques, on constate qu'en fin de compte, c'est toujours l'économie paysanne qui est presque le seul contribuable du système fiscal soviétique. Mais avant d'aborder ce côté du problème, examinons le caractère que présente l'ensemble des impôts des budgets soviétiques, en dehors de l'impôt agricole unique que nous venons d'examiner.

Parmi les revenus provenant de l'impôt figurent au budget soviétique, dans la catégorie des contributions directes, l'impôt sur l'industrie, et dans la catégorie des contributions indirectes, diverses accises (sur le tabac, les tubes à cigarettes, le sucre, les boissons et spiritueux, le sel, les produits de pétrole, etc...) et les droits de douane.

Ce qui frappe avant tout, quand on compare les formes actuelles d'impôts avec celles d'avant la Révolution, c'est le caractère beaucoup plus grossier du système nouveau de perception. C'est ainsi qu'en ce qui concerne l'impôt sur l'industrie, sa structure actuelle représente un pas en arrière énorme par comparaison avec sa forme ancienne, qui le rapprochait de très près de l'impôt cédulaire sur le revenu. Il faut en dire autant des impôts indirects. Dans le système de contributions indirectes en vigueur avant la Révolution, il ne subsistait aucun vestige financier de l'ancien régime, tel que l'impôt sur le sel (aboli en 1880); on n'y rencontrait aucun impôt aussi antidémocratique que l'impôt sur les tissus, ou l'impôt sur la saccharine, que les pauvres emploient à la place du sucre ou sur les « succédanés du thé », etc. Tout ce système compliqué de contributions indirectes, remarque justement le professeur A. Markoff (1), prouve que les masses populaires sont imposées beaucoup plus qu'elles ne l'étaient autrefois.

Il y a plus, et on peut contester le nom même d'impôts (dans le sens qu'on attachait jusqu'ici à ce terme) aux revenus ainsi dénommés par le budget soviétique. Nous rendrons notre pensée plus claire en disant quelques mots des relations qui existent entre les finances d'État et l'industrie nationalisée soviétique.

Avant la guerre, quand l'industrie russe se trouvait entre les mains de ses propriétaires et quand elle travaillait sous le régime du capitalisme privé, non seulement elle vendait ses produits deux et trois fois meilleur marché qu'ils ne se vendent actuellement, tout en payant des salaires beaucoup plus élevés, mais elle mettait de côté des sommes considérables, destinées à l'amortissement et au renouvellement de son capital fixe et de son outillage. Le professeur Grenevetzky estime ces prélèvements, au bas mot, à un demi-milliard de roubles par an (2). En outre, la même industrie servait un intérêt au capital qui y était investi, et payait au moins 600 millions de roubles par an d'impôts d'État et de taxes locales.

Après la nationalisation de l'industrie, au cours de la période qui précéda le Nep, l'industrie a été le principal moyen d'existence du Pouvoir soviétique, qui consommait et gaspillait

(1) A. P. Markoff, *le Budget soviétique et l'Économie nationale*, page 47.
(2) *Ibid.*, page 47.

les stocks de matières premières précédemment accumulés, dilapidait les capitaux et l'outillage de l'industrie, etc. Sous le régime du N.E.P. le Gouvernement ne « bazarde » plus l'industrie, mais il essaie d'en tirer le plus de ressources possible par des moyens fiscaux. *L'industrie devient le principal percepteur d'impôts de l'État soviétique.* Bien que la Russie soviétique ne connaisse pas officiellement de monopoles fiscaux, en réalité, les principales branches de l'industrie soviétique constituent des monopoles, et la population est forcée d'acheter les produits de l'industrie soviétique. Ces produits lui sont offerts à des prix de monopole très élevés, en raison même des conditions générales de l'économie soviétique.

Par conséquent, les impôts que paie l'industrie nationalisée ne représentent pas autre chose que des prélèvements au profit du Trésor d'une partie des sommes que l'industrie d'État encaisse pour les produits qu'elle vend à la population. Étant donné le système appliqué dans la Russie des Soviets, et qui consiste à fixer d'avance les sommes que l'État doit obtenir sous forme de différents impôts, tout se réduit en fait au prélèvement, dans chaque branche de l'industrie, d'une partie de son revenu brut sous forme d'impôt industriel, d'une autre partie sous forme de différentes accises, d'une autre encore sous forme de taxes.

Dans ces conditions, tous ces impôts que paie l'industrie sous différentes dénominations, devraient être plus exactement appelés : « des prélèvements sur le revenu brut de l'industrie au profit de l'État ». « Il ne faut pas oublier, dit à ce sujet A. Desen (1), que l'industrie d'État jouit du monopole dans le pays; elle est défendue contre la concurrence étrangère par le système des tarifs douaniers et le monopole du commerce extérieur et elle n'a aucun concurrent plus ou moins sérieux à l'intérieur du pays. Dans ces conditions, les revenus de l'industrie n'ont plus le caractère de revenus d'économie privée, mais bien le caractère, pour ainsi dire, public et deviennent une espèce d'accise universelle. » Par conséquent, la classification tout entière du budget soviétique, la répartition des impôts en directs et indirects et en taxes, devient totalement illusoire.

Mais ce n'est pas tout. On peut affirmer que *le budget d'État*

(1) *Rétablissement du capital fixe de l'industrie. Revue économique*, février 1925, p. 26.

soviétique tout entier est, sous sa forme actuelle, totalement dénaturé et ne reflète nullement la vraie situation de l'économie soviétique. En effet, l'industrie soviétique (lisez : les monopoles fiscaux soviétiques) travaille à perte. Ce fait est indéniable et récemment encore le chef de la Direction centrale de statistique soviétique, Popoff, l'a reconnu à l'occasion de la publication de la balance économique de l'U. R. S. S. Le budget d'État n'enregistre que partiellement les pertes de l'industrie. Elles n'y sont indiquées que sous forme de dotations à l'industrie, mais le budget soviétique ne parle ni de la dilapidation des capitaux fixes et de roulement, ni d'autres sommes que l'industrie reçoit et qui ne sont pas autre chose que des dotations occultes, telles que dégrèvement d'impôts d'État et de taxes communales et, enfin, le financement au moyen de l'ouverture de crédits, c'est-à-dire par les banques.

On sait qu'il existe en Russie un système très particulier pour l'ouverture de crédits par les banques, qui s'explique par le fait que les banques, dans la Russie des Soviets, sont des institutions d'État et n'ont de commun avec les banques que la façade. Leurs clients principaux, et d'ailleurs obligatoires, sont les entreprises soviétiques. La solvabilité de ces entreprises, quand il s'agit de l'ouverture de crédits, n'entre pas en ligne de compte. En principe, étant des institutions d'État, elles sont toutes considérées comme solvables ; mais, en pratique, une grande partie des crédits ouverts n'est pas remboursée aux échéances et tout se réduit au renouvellement régulier des traites et autres engagements. Les crédits sont ouverts aux entreprises d'après un plan de crédit arrêté d'avance, et l'importance des crédits à ouvrir à chaque branche de l'industrie est fixée par ce plan pour chaque période d'avance, de telle manière que les banques deviennent de simples répartiteurs mécaniques des crédits prévus par le plan. M. Desen (1) explique que les plans de crédits fixés pour chaque trimestre ou chaque mois indiquent l'importance des crédits à ouvrir non seulement à chaque branche de l'industrie, mais même à certains clients.

Au point de vue de la forme et du fond, ce plan de crédits à ouvrir a le même caractère de paperasserie bureaucratique

(1) Desen, *Revue économique*, 1924, n° 22, p. 33.

que tous les autres plans, projets et budgets de la Russie soviétique. Ce n'est finalement autre chose qu'*un budget additionnel camouflé qui permet de subventionner l'industrie nationalisée déficitaire.*

Voici comment M. V.-F. Sologoub apprécie ces opérations de banques soviétiques (1) : « En même temps que les banques ont perdu toute indépendance dans l'estimation des clients et des opérations, les opérations elles-mêmes ont perdu tout caractère de liquidité et se sont transformées en paiements analogues à ceux qui sont faits en vertu des dispositions du budget, c'est-à-dire des paiements ne comportant pas de remboursement. L'importance des formalités qui accompagnent l'ouverture de crédits a diminué. La responsabilité pour le non-paiement des traites a été réduite à presque zéro; le renouvellement des traites et les protêts sont devenus permanents. Les crédits sur marchandises, vu l'impossibilité pour les banques de disposer des marchandises et de les vendre, se sont transformés en crédits purement bancaires. Les crédits à court terme sont devenus des crédits à long terme. »

Et plus loin M. Sologoub écrit encore : « L'industrie ne créant plus de capitaux, il ne reste qu'une seule ressource : les prélèvements sur la population. Tout d'abord ces prélèvements étaient effectués sous la forme d'impôts et de taxes et plus tard, en outre, au moyen de la vente à la population à des prix de monopole des produits de l'industrie d'État ou des produits importés. Les sommes tirées ainsi de la population servent à entretenir l'appareil soviétique tout entier, y compris l'industrie d'État et le commerce d'État. La différence n'est pas grande entre les paiements faits par le Trésor en vertu des dispositions budgétaires et ceux effectués par les banques soviétiques qui les inscrivent à leurs bilans. »

Étant donné cette situation, il n'existe plus aucune différence entre l'émission de signes monétaires pour les besoins du budget et l'émission bancaire, et la division même de l'émission en deux catégories, — celle qui est provoquée par les besoins budgétaires et celle qui est effectuée par la banque

(1) V. F. Sologoub, *le Système d'institution de crédit de la Russie soviétique, Droit et économie*, 1925, n° 2, p. 10.

(2) Desen, *Rétablissement du capital fixe de l'industrie* (*Revue économique*, n° 2, p. 20).

d'État, — perd toute signification réelle. Il est facile de déclarer sur le papier qu'une partie des dépenses sera couverte par l'émission en vertu des dispositions budgétaires et l'autre par l'émission bancaire; mais, en réalité, étant donné la nationalisation de l'industrie, des transports, du commerce extérieur et, en grande partie, du commerce intérieur, l'émission effectuée par la Banque d'État subvient aux mêmes besoins d'État.

Pour se faire une idée des sommes dépensées par l'État pour l'industrie sous forme d'émission bancaire, il suffit d'indiquer que la dette de l'industrie aux quatre principales banques de l'U. R. S. S. se montait au 1er octobre 1924 à 423 millions de roubles tchervonetz et qu'en outre la Banque d'État avait avancé à la même date aux entreprises industrielles, sur le compte du Commissariat des finances, 170 millions de roubles.

En usant de pareils procédés, les bolchévistes peuvent naturellement faire dresser par les services de leur comptabilité le tableau le plus avantageux de leurs budgets d'État. Il suffit, d'un côté, d'ordonner à l'industrie de percevoir et de payer plus d'impôts et, de l'autre, de fournir à cette même industrie, par voie extra-budgétaire et notamment par l'ouverture de crédit dans les banques, les ressources dont elle a besoin pour le paiement de ces impôts. On fait ainsi apparaître sur le papier, un accroissement des recettes budgétaires. Et on arrive, — toujours sur le papier, — non seulement à équilibrer les budgets sans déficit, mais même à y accuser des excédents de recettes sur les dépenses; après quoi, on proclame triomphalement que l'état des finances de l'U. R. S. S. permet au Trésor de « former des disponibilités ».

Nous demandons quelle confiance on peut avoir en ces divers budgets dénommés « fixes », « d'orientation », « démonstratifs », « réels » et autres.

***

L'étude de la nature des impôts soviétiques nous a montré que la diversité extrême et le caractère écrasant des impôts qui frappent l'économie privée, dépendent de ce qu'une énorme partie de l'économie nationale, — et notamment l'industrie soviétique, — ne participe pas, sous le régime soviétique, à la création des recettes d'État et des recettes locales.

Dans de pareilles conditions, quel est le vrai contribuable

des budgets soviétiques? Nous avons vu que les paysans paient un impôt agricole écrasant; ce sont encore eux qui forment la principale partie des consommateurs russes et qui paient, par conséquent, les impôts directs et indirects perçus par l'industrie soviétique. Les mêmes paysans paient, en outre, un autre impôt *sui generis* en achetant les produits de l'industrie soviétique à des prix extrêmement élevés; cela, en raison de la politique spéciale des prix suivie par le Gouvernement des Soviets. Cette politique, selon l'expression de l'auteur soviétique déjà cité, M. Desen (1), « tend à s'emparer des bénéfices que le paysan peut tirer de son exploitation au moyen d'une disproportion pratiquée intentionnellement en matière de politique fiscale au profit de l'industrie. C'est cette politique qui créa, en 1923, les célèbres « ciseaux », c'est-à-dire l'écart entre le prix des produits industriels et des produits agricoles. »

Il est vrai que la population essaie de se dérober à ces lourdes charges. Elle s'y dérobe *involontairement* quand, appauvrie, elle réduit au minimum sa consommation. Il n'est pas inutile, à ce sujet, de rappeler les paroles de Dzerjinsky, prononcées à la Conférence plénière des organes du Conseil supérieur de l'économie nationale : « Si l'on établit le chiffre de la consommation par tête d'habitant, et si l'on fait la comparaison avec la consommation d'avant la guerre, on constate un appauvrissement profond et une diminution extrême de la consommation, qu'on peut illustrer par les chiffres suivants : »

	Consommation par tête d'habitant.				
	Sucre livres.	Sel livres.	Allumettes boîtes.	Cotonnades archines.	Production de la fonte livres.
1913	20	3 8	25	25	72
1922-23.	4,1	17,7	11,5	5,3	5
1923-24.	7,4	21	14	9,5	14
En p. 100 par rapport à 1913. . .	35	64	56	40	28

Elle s'y dérobe *volontairement*, en recherchant d'autres moyens pour satisfaire ses besoins en produits industriels et en augmentant la production de la petite industrie et de l'industrie domestique.

(1) *Messager des Finances*, n° 12, 1924.

Tout cet ensemble de conditions provoqua, à l'automne de 1923, la crise de vente et une nouvelle rupture entre les villes et la campagne. En présence du danger, le pouvoir soviétique eut recours à un « abaissement héroïque », comme il s'exprime, « des prix des produits de l'industrie soviétique ». Au début de cette étude, nous avons déjà parlé de cet abaissement des prix qui fut effectué sans égard au prix de revient et devait, par conséquent, augmenter les déficits de l'industrie nationalisée. Nous avons, d'autre part, prouvé par des données empruntées à la statistique soviétique, que le consommateur n'a pas profité de cette baisse des prix de gros, qui n'a eu presque aucune influence sur le niveau des prix de détail.

Rien n'est donc changé. La population continue à supporter, sous forme des prix élevés des produits de l'industrie soviétique, une imposition déguisée. Une partie des bénéfices que crée cette élévation des prix tombe dans la poche des commerçants intermédiaires, par suite d'une différence plus accentuée entre les prix de gros et les prix de détail. Mais ici non plus qu'ailleurs, la machine fiscale n'a garde de chômer, et le fisc essaie de s'approprier les bénéfices des intermédiaires par des impôts tellement lourds qu'une grande partie du commerce privé se voit obligée de liquider ses affaires.

« Notre système fiscal, écrit à ce sujet M. Hensel, a atteint un niveau d'imposition extrêmement élevé et rend impossible l'accumulation des capitaux privés. Pour les catégories élevées, l'impôt atteint de 60 à 70 pour 100 du revenu. » Aussi le nouveau N.E.P., proclamé récemment, promet-il des dégrèvements d'impôts au commerce privé qui, malgré les bénéfices que lui procure la différence entre les prix de gros et les prix de détail, ne peut pas subsister tant que sont en vigueur les impôts actuels.

Telle est la situation du budget soviétique au chapitre des recettes provenant de l'impôt. Il en ressort que le pouvoir soviétique est entretenu en premier lieu par le paysan, ensuite par le commerçant intermédiaire, lequel s'arrange pour faire supporter en fin de compte tous les impôts qui le frappent par un contribuable toujours le même, le paysan.

Recettes provenant de ressources autres que l'impôt. — Il nous reste à dire quelques mots des revenus provenant de sources autres que les impôts. Les revenus des entreprises

nationalisées font partie de cette catégorie. Ils se chiffraient, dans le budget de 1923-24, par 1 064 millions de roubles tchervonetz, et ils ne sont inscrits, dans les prévisions de 1924-25, que pour 1 085 millions de roubles. Mais, en fait, ces revenus sont des recettes d'ordre, parce qu'ils ont, comme contre-partie, des dépenses d'exploitation, et leur solde net ne dépasse pas 80 à 100 millions de roubles.

Or, dans le dernier budget d'avant-guerre (1913), les recettes de la même catégorie (même si l'on élimine les bénéfices nets du monopole de l'alcool) ont fourni environ un demi-milliard de roubles-or, c'est-à-dire cinq à six fois plus qu'actuellement, et cela, malgré la nationalisation par le pouvoir soviétique de presque toutes les principales branches de l'économie nationale. « Il faut s'étonner, s'écrie le professeur Nikitsky dans la *Revue Économique Soviétique* (1), du bas chiffre des recettes provenant de sources autres que les impôts, dans un pays qui a nationalisé toutes les voies de communications, les postes et les télégraphes, les terres des anciens propriétaires fonciers, les banques, les quatre cinquièmes de l'industrie et du commerce, etc. » Mais, pour peu qu'on connaisse les méthodes de l'administration économique soviétique, peut-on vraiment s'étonner d'un pareil résultat ?

Les mêmes particularités que nous avons constatées en examinant les recettes du budget soviétique, se retrouvent dans ses dépenses. La majeure partie en est absorbée par l'entretien de l'économie d'État soviétique. Il nous suffira de noter que, sur l'ensemble des dépenses évaluées dans le budget de 1923-24 à 1 245 millions de roubles tchervonetz, l'entretien des transports, celui des postes et télégraphes ont absorbé 724,1 millions de roubles tchervonetz, soit 60 pour 100 de l'ensemble des crédits ouverts, et les départements de la guerre et de la marine 370, 4 millions de roubles tchervonetz, soit 25 pour 100 du total ; — en sorte qu'il n'est resté pour la satisfaction de tous les autres besoins de la population et pour les dépenses générales de l'administration du pays que 15 pour 100 du total des crédits ouverts. Rappelons que, dans le budget de 1913, les mêmes catégories de dépenses générales absorbaient 900 millions de roubles, soit 35 pour 100 de la totalité des crédits, au lieu de 15 pour 100 en 1923-24.

(1) Janvier 1925, p. 113.

L'économie rurale qui est, comme nous l'avons vu, le principal contribuable du budget d'État, n'en a obtenu, sous forme de crédits extraordinaires, que 60,3 millions de roubles tchervonetz; tandis que l'industrie a obtenu, au même titre, 93 millions de roubles tchervonetz. Encore faut-il ajouter que l'agriculture n'a profité que d'une partie de ces soixante millions, la principale partie ayant été absorbée par des dépenses purement administratives et par les subventions aux exploitations foncières soviétiques (Sovhoz) et aux communes agricoles. Par conséquent, *le Gouvernement soviétique, en exigeant des paysans des sacrifices écrasants, ne leur réserve dans le budget des dépenses qu'une part dérisoire.*

***

Concluons. Nous nous sommes efforcé de présenter aux lecteurs de la *Revue* un tableau objectif et impartial de la situation économique et financière de la Russie, telle qu'elle apparaît après sept années de l'expérience que le communisme a pratiquée sur le corps de ce grand pays, hier encore puissant et plein de ressources. Nous avons évité de mêler une note personnelle à l'exposé des tristes conditions économiques de notre patrie. Nous nous sommes servi exclusivement des données fournies par la presse soviétique.

Pour tout lecteur impartial, notre exposé démontre avec évidence que les bolchévistes n'ont pas tenu leurs promesses d'instaurer le paradis terrestre, même au prix de la destruction de ce qu'ils appellent dédaigneusement la « bourgeoisie ». Bien loin de réaliser, sous l'égide du marteau et de la faucille, un progrès inconnu jusqu'ici dans le monde, ils ont fait reculer la Russie de plusieurs siècles dans le domaine économique : ils l'ont transformée en un pays demi-sauvage. En dehors d'une petite bande de dirigeants, la population tout entière subit des souffrances atroces et approche de la ruine totale. Encore cette catastrophe économique n'est-elle rien en comparaison de l'état de sauvagerie morale des masses, si l'on songe à la dépravation de la jeune génération qui grandit dans les conditions créées par les sept années de dictature bolchévique et à l'état d'ignorance où est tenue la population tout entière... Cependant, si éclatantes que soient les preuves de ce lamentable état de choses, et par un auda-

cieux défi à la réalité, la propagande bolchéviste n'hésite pas à proclamer par le monde entier les victoires du prolétariat russe sur l'humanité capitaliste et bourgeoise endurcie dans le vice et croupie dans l'ignorance. Des brochures innombrables, des feuilles de propagande à profusion, annoncent journellement au monde entier les prétendus progrès accomplis : « Les forces productrices du pays s'accroissent et grandissent; l'industrie extractive et de transformation augmente et améliore sa production d'un mois à l'autre; la consommation augmente avec une vitesse vertigineuse et l'offre n'arrive pas à satisfaire la demande... »

Une seule chose manque, l'afflux de capitaux nouveaux pour faire fructifier le sol fertile de la Russie, sur lequel pour le moment, — disons-le en passant, — une population affamée perd tous les ans des millions d'habitants emportés par l'inanition et les maladies. Ce capital, il faut se le procurer absolument et au prix de n'importe quels sacrifices! Mais personne ne veut fournir des capitaux nouveaux, tant que les anciennes conventions conclues au nom de l'État restent déchirées sous le prétexte qu'elles auraient été signées par un régime haï et en vue d'opprimer le peuple. Et malgré la naïveté prodigieuse de ceux qui aspirent avec ardeur à placer « avantageusement » leur épargne dans les affaires soviétiques, il ne se trouvera probablement pas beaucoup d'amateurs pour offrir leurs capitaux au gouvernement des Soviets, tant que les anciennes obligations ne seront pas solennellement reconnues et l'exécution scrupuleuse des obligations nouvelles entourée de sérieuses garanties. Or, l'idée qu'il est juste de ne rien payer, est désormais profondément incrustée dans l'esprit du prolétariat démoralisé par la foi marxiste.

Contre toutes les difficultés que rencontrent les chercheurs de capitaux, le régime soviétique croit avoir trouvé une panacée : ce sont les concessions, — concessions sans nombre et sans discernement, véritable vente de la Russie en gros et au détail. Les concessions attireront les capitaux qui feront fructifier les forces productrices du pays. Elles permettront même de payer les anciennes dettes annulées, sur les bénéfices énormes qu'elles ne peuvent manquer de faire réaliser. Ainsi, non seulement les capitalistes, qui investiront leur épargne dans les nouvelles entreprises, en retireront un revenu extrê-

mement élevé, mais les porteurs des anciens emprunts d'État toucheront aussi, d'après le projet recommandé personnellement par M. Krassine, un bon revenu, bien garanti, de la part des concessionnaires magnanimes, en échange des anciennes obligations qu'ils leur céderont. Que faut-il pour arriver à ces beaux résultats ? De la bonne volonté, de la confiance dans la stabilité du régime soviétique, et la conviction qu'un étranger peut, sans crainte, travailler sous ce régime.

Il arrive que le doute pénètre dans l'âme des candidats au poste privilégié de concessionnaires russes ; ils se demandent si les bénéfices escomptés valent de la part des capitalistes européens l'acceptation des conditions imposées par le régime soviétique. En outre, un passé tout récent leur offre beaucoup d'exemples troublants de la liquidation des concessions pour les raisons les plus variées. Toutefois, le monde capitaliste s'est déjà si souvent contredit en luttant chez soi contre le communisme, en s'engageant en même temps dans la voie de la reconnaissance et du soutien du même communisme en Russie. La leçon des désillusions et des pertes résultant de toute tentative pour nouer des relations permanentes avec le pouvoir soviétique afin d'en tirer des bénéfices matériels a été si peu comprise et écoutée ! Le Gouvernement soviétique n'a pas cessé de compter sur la naïveté sans bornes de l'Europe capitaliste ; il se fait toujours fort de continuer à trouver des dupes. Tous les moyens sont bons, et on peut se fier à lui pour employer tous les moyens, afin de se procurer les capitaux dont il a un besoin chaque jour plus pressant.

Pour allumer la révolution mondiale, pour anéantir la civilisation, pour semer partout l'anarchie, mais surtout pour sauver sa propre existence, le gouvernement des Soviets a besoin des mêmes trois moyens qui sont nécessaires, d'après le général Montecuculli, pour mener la guerre : « l'argent, l'argent et l'argent. »

Comte W. Kokovtzoff.

LA COLLECTION GIRARDIN AU MUSÉE DE CHAALIS

LE RELIQUAIRE DE JEAN-JACQUES

I. — UN COLLECTIONNEUR ORIGINAL

Jusqu'à l'âge de quinze ans, le marquis Fernand de Girardin avait coulé sa vie dans ces jardins d'Ermenonville, créés au XVIIIe siècle par son trisaïeul, le marquis René, et où Jean-Jacques Rousseau, à la fin de sa vie errante, vint rendre à l'auteur de la nature son âme tourmentée. Il avait conservé un culte pour la mémoire de cet aïeul et pour celle de l'enchanteur qui avait vécu ses jours suprêmes dans son petit pays. Il eût dit volontiers comme son bonhomme d'ancêtre : « Un jardin fut le premier soin de la divinité ; un jardin fut le séjour du bonheur du premier homme. » Il avait lui aussi, dans son passé, un Paradis.

Dès lors, toute l'existence de M. de Girardin fut dominée par le souvenir. Toutes ses idées se trouvaient déterminées par le berceau. Sa pensée ne sortit guère du monde de son enfance, dont il gardait la nostalgie. C'est là que les siens, au lendemain de la Révolution, s'étaient attachés à la famille et à l'étoile du Premier Consul. Il croyait comme eux que la France, dans son malheur, n'avait pas de meilleure carte que la tradition du grand homme qui l'avait tirée du gâchis du Directoire et de la Terreur. Homme de confiance de S. A. I. le prince Victor-Napoléon, il obtint de lui, au moment des décrets

d'exil, l'honneur d'être attaché à sa personne. Sa vie se passa, depuis quarante ans, à faire la navette entre Paris et Bruxelles. Son dévouement le désigna pour exécuteur testamentaire de l'impératrice Eugénie.

M. de Girardin était alors un vieillard aimable, plein de grâce, de goût, de gentillesse et de fraîcheur. Vif, fluet, l'œil à fleur de tête et le cœur sur la main, tout en lui respirait bienveillance, spontanéité et ces habitudes raffinées qui sentent leur vieille France. Dans son cinquième étage de la place des Ternes, tout encombré de souvenirs, épaves d'Ermenonville, reliques de Jean-Jacques et de Napoléon, il vivait retiré du monde, dans un sanctuaire du passé. Cela sentait la chapelle et l'oratoire domestique. Et lui-même, à côté du « grand père René », peint par Greuze, semblait un revenant d'autrefois, une ombre menue et très légère, tenant peu de place sur la terre, ayant juste ce qu'il fallait de corps pour faire les honneurs de ses bibelots ; avec une sœur qui lui survit et qui lui a fermé les yeux, il menait une existence sans bruit et singulière, formant à eux deux un de ces touchants ménages de célibataires, voués uniquement l'un à l'autre, vivant un peu de l'air du temps, surtout de tendresse et d'amitié. A les voir ainsi au coin du feu, toujours à la même place de chaque côté de la cheminée, vous eussiez dit de ces personnages de contes ou de ces figures de jadis qu'on voit dans les pastels et qui évoquent les noms de Sèvres ou de Saxe, tant ils rendaient sensible l'idée de délicatesse et semblaient appartenir à un monde différent du nôtre, presque fabuleux à force de pureté et de perfection.

Sans se piquer d'écrire, M. de Girardin écrivait. Surtout vers la fin de sa vie, quand les affaires du Prince lui laissaient des loisirs, il s'occupait à tirer quelque pièce de ses archives et publiait à petit nombre, chez le libraire Henri Leclerc, une étude sur Rousseau et l'historien Karamzin, ou la correspondance de Girardin et de Wielhorski. Membre de l'excellente *Société Jean-Jacques Rousseau*, plus d'un document précieux vit le jour, dans ces *Annales* célèbres, grâce à sa courtoisie. Mais il nourrissait un dessein plus vaste. Il poursuivait depuis vingt ans son grand ouvrage, son *Iconographie de Jean-Jacques Rousseau*, immense répertoire qui parut en 1908 et en 1910 en deux volumes in-quarto, avec une préface de E.-M. de

Vogüé, et qui comprend le recueil méthodique de la variété incroyable d'objets nés, depuis deux cents ans, de la religion de l'auteur d'*Émile* et d'*Héloïse*. Car nul, hormis Napoléon, ne le dispute à Rousseau en fait d'imagerie. M. de Girardin assure qu'il lui a passé sous les yeux plus de six mille portraits de Jean-Jacques. On l'en croira sans peine. Il s'était fait sur ce sujet l'érudition d'un chartiste et d'un bénédictin, passant ses jours à fouiller les cartons de la Bibliothèque, fureteur, sans cesse à l'affût, dépouillant les catalogues des libraires de toute l'Europe, récoltant dans la boîte des quais la brochure introuvable, fréquentant les marchands d'estampes, se constituant pièce à pièce, à force de patience et de zèle, des séries des plus belles « suites », permises seulement aux plus riches des bibliophiles, telles que les suites fameuses de Gravelot ou de Moreau le jeune, sans dédaigner l'objet de deux sous, la tabatière, la pomme de canne, le bouton de porcelaine, le buste en terre de pipe, l'image d'Épinal, les mille riens, le bric-à-brac pieux où s'exhale indéfiniment le culte populaire pour le fils de l'horloger. Il ne négligeait rien. Il trouvait moyen de déterrer pour dix sous la pièce rarissime qu'un Rothschild eût voulu lui enlever à prix d'or. Il faisait des trouvailles dans le capharnaüm des antiquaires. Il rognait sur ses fiacres, se refusait une course d'omnibus ; il allait à pied, la voiture de l'amoureux et du rêveur, et souvent la fortune le récompensait en lui découvrant tout à coup, à un étalage en plein vent, l'oiseau rare, le merle blanc qui lui faisait battre le cœur. Il éprouvait dans cette chasse les plaisirs redoublés de l'aventure et de l'amour. Il lui fallait sans cesse ruser avec sa bourse, suppléer par le flair aux ressources d'un budget modique. Comme les soldats de l'« Autre », il faisait la guerre avec ses jambes. Bref, c'étaient les délices secrètes, les affres et les joies du collectionneur pauvre, le roman du cousin Pons, mais d'un cousin Pons qui avait son idée et pouvait se dire : « Je suis utile, je ramasse les miettes de l'histoire. »

Mais tout finit par se savoir. La collection Girardin commençait à être connue, et plus d'un amateur en offrait une fortune. Des propositions séduisantes étaient venues d'Amérique. Rien que du fameux buste de Jean-Jacques, par Houdon, quelqu'un de là-bas donnait un demi-million. M. de Girardin n'avait rien voulu écouter. Un pareil détachement paraîtra peu

croyable ; il étonnait déjà quelques années avant la guerre, dans une société moins brutale que la nôtre. On admirait qu'un homme se condamnât à végéter, quand il avait entre les mains une si belle lettre de change. M. de Girardin n'avait pas le sens des affaires. C'eût été s'arracher le cœur que de se séparer des derniers biens de sa famille. Et je crois qu'il trouvait une certaine fierté à conserver en dépit de tout des objets dont le prix lui eût donné l'aisance. C'était son luxe à lui, que d'avoir de ces choses qui ne sont pas à vendre. Il est beau, dans ce siècle utilitaire, que quelques originaux conservent çà et là le sens de l'inutile. Ces îlots de résistance forment des obstacles nécessaires à l'envahissement de la vulgarité. Il n'y a pas de danger qu'un tel exemple soit trop suivi. Pour ceux qui mettent au-dessus de tout le maintien de certaines nuances, de certaines élégances morales, le marquis de Girardin, dans son petit appartement, auprès d'un buste de cinq cent mille francs, faisait une figure qui n'avait rien de médiocre : il nous donnait, à sa manière, une leçon de magnificence.

Il avait écrit, sous le nom du comte de Figeac, un petit recueil de maximes, les *Pensées d'un Naïf*. Ce n'est pas du La Bruyère, ni du La Rochefoucauld ; mais ceux qui l'ont connu auront plaisir à retrouver, sous cette forme d'observations, de demi-confidences, l'homme délectable qu'ils ont aimé. Qui donc a dit : Vieux garçon, cœur sec, rébarbatif? Écoutez M. de Girardin : « De ces trois passions, le jeu, les femmes, la bouteille, pourquoi est-ce la seconde qui est la moins redoutable? Ce n'est pas qu'elle passe avec l'âge : mais, des trois, *c'est la seule qui n'est pas égoïste*. » Sa position de noble dédoré l'avait amené de bonne heure à des expériences assez amères. Elles n'altérèrent pas son caractère. Il trouve moins à se plaindre du sort que de la grossièreté des gens, si cruelle « aux cœurs délicats ». Mais cette délicatesse, qui l'a tant fait souffrir, lui a été aussi une source de joies exquises. Tout bien pesé, il n'envie personne et se réconcilie avec le destin avare : « Ce qui manque à beaucoup de gens pour être heureux, *c'est d'avoir été malheureux*. » Cette philosophie n'est pas bien neuve, évidemment, mais elle rend le son d'une âme gracieuse et qui, à soixante-cinq ans, pouvait se dire : « Suis-je assez jeune! » Telle était la « naïveté » de M. de Girardin : c'est celle de sa devise, *Ubique candida virtus*.

Cependant la guerre était venue, et les jours difficiles. Sans enfants, le dernier de son nom, il ne restait à M. de Girardin qu'à faire son testament et à tout disposer pour assurer à ses trésors un placement convenable en échange du pain de ses vieux jours. Cette négociation occupa ses dernières années. Il avait résisté aux avances de l'Amérique. Genève le tentait davantage, la patrie de Jean-Jacques, avec son Université, qui se l'était agrégé comme docteur *honoris causa*, et ce fameux musée, le plus riche du monde en manuscrits, en autographes, en portraits de Rousseau et des gens de son temps. La collection Girardin eût été pour ce musée un accroissement notable.

C'est alors que l'Institut de France, au printemps de 1923, informé de l'état des choses, reprit l'affaire à son compte. L'illustre Compagnie, grâce au legs de Mme André, se trouvait propriétaire depuis 1912 de l'abbaye de Chaalis, en pleine forêt d'Ermenonville, et même de cette partie des terres des Girardin, arrangées par leur ancien maître à l'intention de Rousseau, consacrées par son souvenir et qu'on appelle *le Désert*. C'est là que le prophète était venu mourir. Sa tombe s'y trouve encore: son ombre règne toujours dans cette vallée mélancolique, comme elle anime encore les Charmettes et Montmorency. C'est l'étape suprême de cette vie fugitive, le terme de l'existence de l'éternel vagabond, le point de départ de son culte et de sa gloire posthume. Ici la mémoire de Rousseau se trouvait vraiment chez elle.

Déjà Mme André avait pris soin de réunir quelques objets précieux qui rappelaient le nom de Jean-Jacques. L'Institut a suivi les intentions de la donatrice en faisant ce qu'elle eût fait elle-même et en ajoutant à ses richesses celles du marquis de Girardin. Il sera permis de dire que le public est redevable de cette heureuse acquisition à l'initiative de M. Millerand, alors président de la République, et de M. Gabriel Hanotaux. C'est par eux que ces beaux souvenirs ont été gardés à la France et que M. de Girardin eut, avant de mourir, la consolation de savoir que ses chers bibelots reviendraient perpétuer son nom et celui de Rousseau aux lieux de sa jeunesse.

II. — JEAN-JACQUES A ERMENONVILLE

Ce qui fait le mérite du musée Girardin, c'est que les objets qui le composent ne sont pas associés par le caprice et le hasard, mais forment un ensemble naturel, un trésor de famille, qui représente d'ailleurs un moment de la sensibilité française, digne par là de faire retour à la communauté ; ils se trouvent dans leur cadre ; ils ne sont pas dépaysés, comme c'est souvent le triste sort des objets de musées ; ils conservent leur atmosphère, leur valeur de sentiment. Ce ne sont pas des fleurs coupées.

On connaît l'aventure du marquis René de Girardin, qui fit passer son nom à la postérité. On sait que cet officier, ayant servi le Roi dans la guerre de Sept Ans et commandé à Lunéville la garde de Stanislas, se maria, parcourut l'Italie, l'Angleterre et vint s'établir, à trente ans, dans sa terre d'Ermenonville, dont il fit la retraite d'un artiste et d'un sage. C'était en 1766, à l'heure des succès foudroyants de Rousseau. Le philosophe n'eut pas de disciple plus aveugle. L'ancien officier fut l'élève, le croyant du grand homme. Il éleva ses fils comme Émile. Il planta son parc sur le modèle des jardins de Julie. Il prit pour des oracles les axiomes du *Contrat social*. Il fut le type accompli de l'homme selon Rousseau. Plus tard, il s'est fait peindre par Greuze au pied d'un chêne, en habit de drap brun, cravate de mousseline, assis, un livre sur les genoux, caressant de la main l'échine de son chien favori, son chapeau à cocarde tricolore posé à terre auprès de lui, devant le buste de Rousseau qui sort d'un buisson de roses : tête-à-tête du maître et de l'élève, de l'idéologue patricien avec l'obscur et plébéien rhéteur, devant une campagne française que traverse un orage.

Il avait achevé de remuer ses jardins, de bouleverser son parc, de changer les parterres en pelouses et les digues en cascades, de faire son coup d'État et de chasser de chez lui la règle et le cordeau, lorsque Jean-Jacques malade, après son odyssée de dix ans, sa fuite d'Angleterre, sa dernière évasion en Savoie, traînant l'aile et tirant le pied, regagna sa mansarde de la rue Plâtrière. Il avait abjuré les livres, cause de sa gloire et de ses malheurs. Il ne voulait plus subsister que de son chétif métier de copiste de musique. Le marquis s'insinua sous ce

prétexte chez le soupçonneux ermite. Il sut vaincre sa méfiance et eut le bonheur de ne pas blesser sa susceptibilité. Il menait avec lui son fils Stanislas, âgé de quinze ans, le filleul du roi de Pologne, et l'enfant déchiffrait sur l'épinette du vieillard les airs du *Devin de village*. Des rapports confiants s'établirent, si bien que lorsque le pauvre homme, toujours inquiet, craignant de ne pouvoir suffire à son ménage et de se trouver infirme auprès de sa vieille femme, se préoccupa d'un asile où finir ses jours en paix à la campagne, on n'eut pas de peine à le persuader d'accepter l'hospitalité de Girardin ; le vieil enfant se laissa faire et prit le coche d'Ermenonville

C'est ici que tout s'arrange comme dans les romans. Le marquis avait attendu quinze ans ce moment béni. Il s'y était préparé comme un fidèle attend son dieu, un amant sa maîtresse. Tout chez lui était la parfaite imitation de Jean-Jacques. Sa famille était celle des parents de Sophie, son parc l'illustration de la lettre de Rousseau sur les jardins ; l'âme sensible y retrouvait les paysages d'*Héloïse*, des Alpes et un lac Léman en miniature. Tous les motifs du romancier, ses thèmes de rêverie, d'amour, de liberté, y avaient leurs autels ; les rochers mêlés aux fougères récitaient du Pétrarque ou déclamaient sur les sommets des maximes républicaines. Tout parlait de Jean-Jacques et de Saint-Preux. Et voilà que le maître désiré s'approchait et venait consacrer les fantaisies de son disciple. Tout de suite il s'y sentit à l'aise. C'était au mois de mai 1778. Il ressuscitait à la vue de la campagne renaissante. Il embrassait les arbres. Il entra sans difficulté dans les visions de son hôte : c'étaient les rêves de sa jeunesse. Il marchait au milieu de ses songes réalisés. Il retrouvait le charme d'Annecy, l'élysée de Clarens, l'ombre amoureuse de Julie.

Ce furent, dans sa vie misérable, quelques semaines d'idylle. Il n'était venu qu'en éclaireur, pour tâter le terrain et reconnaître les lieux avant de s'engager. Au bout de trois jours, il se hâte de faire venir Thérèse ; il brûle de s'installer. Le marquis lui faisait construire, pour son logement particulier, un petit chalet rustique exposé au midi, au milieu d'un verger ; en attendant, le philosophe habitait l'étage d'un pavillon hors du château, le long d'une ruelle, au-dessus de la loge du portier. Ce pavillon a disparu au milieu du siècle dernier.

Il se couchait avec les poules et se levait avec l'aurore. Ses

humeurs noires, ses chagrins, sa misanthropie, se dissipent : sa nature optimiste, aimante, expansive reparaît ; le vieil ours s'apprivoise et se retrouve Tircis. Il partait dès le matin, les pieds dans la rosée, pour faire au Créateur sa prière dans la solitude et mêler ses actions de grâces à celles de la nature. Il avait entrepris la flore d'Ermenonville. On voit à Chaalis sa longue canne ferrée, sa canne d'herboriste, et mainte feuille de son herbier, soignée avec un goût d'artiste, annotée de sa fine et méticuleuse écriture. Il s'était pris d'affection pour le plus jeune fils du marquis, un enfant de huit ans, promis à une destinée tragique ; il l'appelait son *petit gouverneur* et le suivait dans les endroits sauvages de la forêt. Il recommençait avec lui l'éducation d'Émile. Après le dîner, il faisait une visite à ses hôtes, ou allait les attendre près du chalet en construction en partageant les miettes de son dessert aux oiseaux, « ses petits musiciens », disait-il. Puis il remontait la rue du village, causait avec le curé, avec les ouvriers des champs, distribuait du tabac, riait, faisait l'aumône. Il se montrait gai, sociable, doux aux humbles, poli, courtois avec les hommes, galant avec les femmes. Il faisait des projets, avait recommencé d'écrire de la musique. Il chantait d'une voix faible et pure, et d'un irrésistible accent, en s'accompagnant au clavecin, la romance du *Saule*, sur les vers de Ducis :

Chantez le saule et sa douce verdure.

Le noir démon qui le traquait semblait exorcisé, et laissait respirer son merveilleux génie de lyrisme. Il étonnait ceux qui le voyaient par son air calme et son grand sens. Il donnait des leçons de solfège à la petite Girardin. Mais quelquefois, à l'improviste, son étrange délire le reprenait, et il lui échappait des paroles sublimes et incohérentes : « Les hommes sont mauvais, l'homme est bon. »

Tout cela a été répété maintes fois, fort joliment surtout par un jeune prêtre d'Ermenonville, tué à la guerre, l'abbé André Martin-Decaen (1). Je me contenterais de renvoyer à son livre si quelques dessins contemporains, faits sur place et récemment entrés au musée de Chaalis, n'avaient exigé ces quelques mots d'explication.

(1) A. Martin-Decaen, *le Marquis René de Girardin* (1735-1808), préface de M. André Hallays, un vol. in-16. Émile-Paul, éd. 1912.

Artiste, d'une antique ascendance florentine, le marquis René de Girardin se flattait d'être l'ami « des hommes à talans ». Il venait de refaire le voyage d'Italie en compagnie de deux peintres amis de Fragonard, Châtelet et l'abbé de Saint-Non. Il dessinait lui-même, et signait ses dessins du nom de vicomte d'Ermenonville. Il y en a deux à Chaalis, datés de 1778, et faits *d'après nature*. Ah ! c'est bien curieux, ce qu'un homme de ce temps-là voyait dans la nature ! Mais quoi ! La nature est ce qu'on veut : et c'est ce qui fait qu'on ne s'entend pas quand on parle de l'imiter.

Parmi ses artistes, le marquis hébergeait alors un Alsacien nommé George-Frédéric Mayer. Élève de Casanova (le frère du célèbre aventurier), ancien peintre du duc de Deux-Ponts, il avait, quoique jeune, une certaine réputation ; il excellait dans le goût de Téniers. Comme il était fort paresseux, ses ouvrages sont devenus très rares ; on en voyait deux autrefois au musée de Strasbourg. Il mourut en 1779, n'ayant pas quarante ans, pour ne s'être pas contenté, dit-on, de peindre ses modèles. Il est enterré non loin de Jean-Jacques, dans une île voisine de celle du philosophe.

Nous devons à ce Mayer sept ou huit petits tableaux de *reportage* très spirituel, représentant les choses et les gens d'Ermenonville pendant le temps qui nous occupe, à peu près ses seules œuvres connues, et qui sont toutes à Chaalis : d'abord les personnages, le marquis et la marquise, celle-ci en *amazone* de drap réséda, appuyée sur une carabine, tenant par les pattes une perdrix ; puis, un joli crayon du « petit gouverneur », cet enfant aimé de Jean-Jacques et qui devait si mal finir. Deux aquarelles nous montrent les logis de Rousseau. Deux autres représentent les plaisirs d'Ermenonville : la marquise et ses filles assises sur la pelouse, le mari qui dessine et, dans un coin, le maître que l'enfant entraîne par la main et qui cède en souriant ; ailleurs, la vie sur l'eau, la famille embarquée sur le canal, Rousseau tenant l'aviron (Girardin l'appelait plaisamment l'« amiral »), pendant qu'une fanfare de piqueurs répercute ses airs de chasse, portés aux bois d'alentour par la surface de l'étang. Enfin, la silhouette fameuse, mille fois reproduite par le dessin et la gravure : la figure du petit sexagénaire propret, un peu voûté, le chapeau sous le bras, la perruque poudrée à blanc, sa longue canne à la main, se détachant

très haute sur la chaussée d'Ermenonville, et rapportant chez lui une poignée de simples. Qui pourrait deviner dans ce monsieur souriant et de mise décente, dans ce botaniste inoffensif, marchant à petits pas de curé, l'incendiaire, le révolté, l'homme qui va mettre le feu aux poudres et faire sauter mille ans de monarchie française? Mais on ne s'en doutait pas encore. On nageait dans l'églogue : tout était pour le mieux dans le plus beau château du monde. Le maître n'avait pas fait une « scène », ne parlait pas de s'en aller : l'élève se félicitait de ce miracle de l'amitié. Cela durait depuis six semaines, sans un nuage, sans une brouille, quand le jeudi 2 juillet, après s'être levé et promené comme à l'ordinaire, le philosophe, terrassé par une attaque d'urémie, mourait en moins de deux heures, entre les bras de Thérèse, à dix heures du matin. Et le coup de foudre de ce malheur allait consacrer à jamais le nom de Girardin et celui d'Ermenonville.

III. — UN BUSTE DE HOUDON

Le premier soin du marquis fut de conserver à l'avenir les traits mortels du grand homme. Il dépêcha séance tenante un courrier à Houdon. Le sculpteur, réveillé à minuit, ne perdit pas une heure. Dès l'aube, il court la poste, emmenant avec lui des praticiens d'Italie, habiles à ces travaux de moulage. Ils arrivèrent le vendredi, vers onze heures du matin ; le cadavre n'était pas encore décomposé.

Houdon, âgé de trente-sept ans, avait déjà entrepris, dans l'intervalle de ses grands ouvrages, cette prodigieuse série de bustes, cette étonnante galerie de contemporains célèbres, qui n'a pas son égale au monde comme répertoire de documents humains. Il y avait en lui un curieux et un enthousiaste, la double passion de la vie et de la gloire, du Plutarque et du Lavater. « Un des plus beaux attributs de l'art du statuaire, écrira-t-il un jour, à quatre-vingt-deux ans, est de rendre presque impérissable l'image des hommes qui ont fait la gloire de leur patrie : cette idée m'a encouragé constamment dans mes longs travaux. » En 1777, il vient de « faire » Voltaire et brûle de « faire » Rousseau.

Il ne le connaissait pas. Il ne l'avait vu qu'une fois, dix ou douze ans plus tôt, et se trouvait fort embarrassé. Il est vrai

qu'un certain Bégler, ancien praticien de Houdon, prétendait, vers 1830, avoir connu le philosophe dans l'atelier de son maître, et en contait à qui voulait cent anecdotes plaisantes. On peut croire que ce Bégler mentait. Il était notoire, au contraire, dans le temps de Rousseau, que le pauvre homme, depuis son retour à Paris, s'était refusé obstinément à toute tentative de buste ou de portrait. Les derniers portraits qu'on ait de lui sont le buste de Lemoyne et le tableau de Ramsay, tous deux de 1766. On sait ce qu'il en advint. La folie se déclare; l'univers se ligue contre Jean-Jacques; les artistes sont du complot; voyez ce portrait de Ramsay, « portrait terrible, portrait noir », où on lui donne l'air d' « un Cyclope », d'un franc coquin, d'un scélérat; on fait pulluler méchamment ces images qui le diffament, et on escamote les autres, les premières, celles qui montraient le bon Jean-Jacques... C'était une forme de sa démence. Il divague; c'est le cauchemar de la persécution. On juge si ce malade était en état de *poser*. Le fait est que ses seuls portraits de cette époque sont de petits croquis pris furtivement à son insu, comme l'admirable « instantané » de Saint-Aubin, crayonné sur la feuille de garde d'un catalogue au Café de la Régence, en 1771, lorsque Rousseau sortait encore, avant de s'abîmer dans la folie définitive.

Son buste, nous le savons, Jean-Jacques venait de le refuser assez brutalement à un ambassadeur étranger, qui le demandait à Houdon en « pendant » à Voltaire. Houdon s'adresse à Girardin, le supplie de le cacher quelque part dans ses jardins, pour observer son modèle à la dérobée. Le marquis s'était refusé à cette espèce d'embuscade. Il n'avait pas voulu permettre une surprise. Le philosophe paraissait d'ailleurs si bien guéri que son hôte ne doutait pas d'obtenir qu'il voulût bien se prêter au sculpteur de bonne grâce. Il allait risquer la demande le jour même où Rousseau mourut. Alors il n'eut plus de scrupules et n'écouta que la piété.

Le masque fut levé par Houdon vingt-quatre heures après la mort. Le philosophe paraissait dormir. Le plâtre demeura jusqu'en 1860 dans la famille de Houdon. Le sculpteur y attachait une importance exceptionnelle. Il appartient aujourd'hui au docteur J. Raspail. On en a publié une belle lithographie. La face est empâtée; l'œdème de l'albuminurie donne aux chairs une bouffissure malsaine, a fait jouer les plans, comblé

les cavités ; l'aspect rappelle celui de Napoléon à Sainte-Hélène, le type de l'Empereur gras. Le front est magnifique. C'est pourtant de ce document que le sculpteur a su extraire une œuvre d'une vie miraculeuse, d'une vérité criante, au dire de tous les contemporains, le seul Rousseau qui vaille avec le pastel de La Tour (1751) et le tableau de Ramsay (1766), l'image inoubliable du philosophe dans sa vieillesse. Après tout, qu'est-ce qu'un renseignement? Houdon en avait moins encore, lorsqu'il a fait le plus beau des portraits de Molière.

L'artiste se mit au travail avec une sorte de furie, suivant une méthode qu'il venait d'inventer pour son buste de Voltaire (Voltaire mort un mois avant Rousseau) : il faisait simultanément trois études ou trois modèles, de sens et d'expression différents, sans qu'on puisse décider par lequel il a commencé. Des exemplaires de chaque modèle sont datés de 1778. Le travail était achevé au mois de février. Girardin l'écrit le 27, mais le buste n'existe encore qu'en terre cuite, et l'auteur ne veut en faire de copie pour personne « pas même pour moi, qui l'en ai supplié à mains jointes ». Tout Paris en a déjà entendu des merveilles, ou va l'admirer chez Houdon, à la bibliothèque du Roi. Bernardin de Saint-Pierre et d'autres nous en parlent. C'est la terre cuite exposée au Salon de 1779, comme la propriété du marquis de Girardin. Le Salon ouvrait le 25 août, le jour de la Saint-Louis. Mais depuis deux mois, le sculpteur avait accordé quelque chose à l'impatience du marquis : il lui avait envoyé une épreuve en plâtre, la première, semble-t-il, qui soit sortie de son atelier, la première dont il ait consenti à se séparer. Elle était arrivée à Ermenonville le 3 juillet, le jour anniversaire de la mort de Rousseau : c'était la résurrection. C'est le buste qu'on voit peint par Greuze dans le portrait du marquis. Cette épreuve est restée cent cinquante ans dans la famille. Quand Ermenonville fut vendu, M. de Girardin, père du dernier marquis, prit soin de l'emporter lui-même dans sa voiture : elle fit le voyage sur ses genoux. C'est cette épreuve célèbre qui appartient à l'Institut et doit revenir à Chaalis.

L'habitude de Houdon était, son modèle en terre établi, d'en tirer quelques épreuves en plâtre, avant de le reproduire en marbre ou de le couler en bronze. Ces épreuves obtenues sur la terre originale ont des qualités qui les font rechercher des

amateurs : elles ont une fleur, une finesse qui sentent le travail et la main de l'artiste, la trace de sa vie, l'empreinte de ses doigts, qualités qu'on ne retrouve plus dans la terre cuite, fatalement durcie et contractée au feu, à plus forte raison dans les terres cuites successives, obtenues par le moulage en creux. Ces épreuves d'artiste, toujours retouchées par l'auteur, sont particulièrement précieuses, en dépit du bon marché de la matière : c'est ce qui se rapproche le plus de l'œuvre première. Il va sans dire que la plus précieuse sera la plus voisine de la source. Il entre là de ces questions d'*état* et de *tirage* qui font, parmi les connaisseurs, un monde de différences entre deux épreuves de la même gravure. Ces affaires de tact, d'épiderme prennent une importance immense dans un art aussi personnel que celui de Houdon ; c'est lui qui a fait entrer ce frémissement dans la sculpture et nul autre, pas même Rodin, n'en a égalé le frisson.

Je ne sais si ce buste de Rousseau (du type « à la perruque ») a jamais été exécuté en marbre. Mais il en existe beaucoup de plâtres et de terres cuites, faits pour répondre à la pieuse avidité du public. Parmi le petit nombre d'épreuves du tout premier tirage, — celles du musée d'Orléans, de l'École des Beaux-Arts, de l'Université de Genève et de la Bibliothèque de Versailles, ou celle qui appartient à M. Henri Lavedan, — le buste de l'Institut est certainement au premier rang : épreuve de choix, destinée à l'ami, au disciple préféré, au lieu où Jean-Jacques était mort et où ses cendres reposaient, soignée, patinée par l'artiste, qui lui a donné un ton de chair d'où est venue plus d'une méprise, avec cette ciselure qui fouille d'ombre le regard et approfondit la prunelle, détaille l'iris, et jusqu'à ce point, cet accent minuscule, cette larme qui accroche la lumière et joue le luisant de l'œil, y jette une lueur, un éclair fou.

Regardez : c'est bien « lui », la petite perruque ronde, l'habit uni de l'homme qui n'est point « du monde », un doigt de linge sortant par la fente du jabot, le gilet lâchement attaché, avec un mélange de soin et de rusticité, de recherche et de négligence ; la face est indéfinissable, l'air jeune et cependant vieillot, couverte de rides, avec un grand pli douloureux qui tombe des narines aux deux extrémités des lèvres, les signes de la mélancolie, l'œil enfoncé et un peu hagard, le front soucieux, le

visage chargé d'ombres, assombri de profondes cavernes sous la barre inquiète et nuageuse des sourcils ; partout l'usure, les stigmates de la vie, les traces des terreurs nerveuses, des phobies, et cependant des restes charmants de la grâce première, avec, au coin des yeux, une foule de petits plis pleins de finesse et de bonhomie ; l'ensemble forme quelque chose de double, d'hésitant, provenant du mélange de deux expressions qui semblent se remplacer avec rapidité, donner à la physionomie une mobilité singulière, l'inonder de joie, la noyer de paniques et de ténèbres : image des passions dont ce visage était le jouet, et qui laisserait une impression désolante de faiblesse, n'était le nez charnu, large à la base, large d'ailes, qui dénonce la fougue et l'homme de désir. On renonce d'abord à peindre une physionomie si complexe, où se jouent, se combattent des tendances contradictoires, comme les tons d'ombre et de lumière dans la fluidité des vagues ; on s'aperçoit bientôt que les deux parties du visage ne sont pas symétriques. L'un des profils est gai, aimable, tendre, l'œil sourit, le coin de la bouche se relève avec bonté ; l'autre est amer, son angle s'abaisse, l'œil est fixe. C'est le jour et la nuit. De cette double analyse, de la fusion de ces deux portraits accolés résulte cette combinaison trouble, cette bouche dont le sourire s'aigrit, ce regard légèrement désaxé, cette espèce de *Janus bifrons*, ce charme douteux que domine pourtant l'anxiété profonde, l'expression de la tristesse et de la neurasthénie (1).

Ah ! L'image surprenante ! Chef-d'œuvre de divination, qui en dit long sur l'art de *composer* un portrait ! Bernardin de Saint-Pierre écrit que ce buste suffit pour connaître Rousseau : le portrait physique vaut ici un document, un écorché moral.

On ne s'étonnera pas que les premiers qui l'ont vu l'aient trouvé « effrayant ». Houdon pourtant ne s'en tint pas là. Ce n'est pas pour rien qu'il était le contemporain de David. Il partageait beaucoup de ces idées du siècle, qui allaient mener bientôt à l'étrange mascarade antique, aux Brutus et aux Scevola de la Révolution. On commençait à avoir le goût républicain. Une partie de la révolte contre les vieilleries se fit contre le style « perruque ». Cette crinière d'emprunt semble antinaturelle, antiégalitaire ; elle symbolise les vices de la

(1) Ce beau buste, ainsi que les aquarelles de Mayer, sera publié par notre confrère *l'Illustration* dans un de ses prochains numéros.

société, le mensonge, l'artifice du « monde ». La Révolution a libéré nos chevelures ; on commence par la perruque, on continue en coupant les têtes. C'est la préface de la guillotine. Logique très conforme à Rousseau. Houdon devait être amené à lui ôter cette perruque qui déguisait, nous dit Mercier, l'auteur du *Tableau de Paris*, la forme « antique » de son front. Il conserve le masque, relève la tête, jette sur l'épaule une draperie, et se contente de nouer un bandeau sur les cheveux : sous cette forme simplifiée, c'est le bronze du Louvre, le Rousseau à l'antique, dont il y a aussi deux splendides exemplaires à Chaalis.

Il est vrai que la perruque est une cause d'uniformité. Elle prête à toutes les têtes la même masse, les revêt de la même solennité. Pour distinguer la diversité des traits, il faut éliminer ce qui est commun à tous, il faut un « cache-perruque ». C'est M. André Hallays qui recommande ce subterfuge. On pourrait croire que la physionomie de Rousseau, débarrassée de cet accessoire, paraîtrait plus frappante ; il n'en est rien. L'artiste, en accusant les traits, en simplifiant les plans, en modifiant le port et l'éclairage de la tête, lui a donné sans doute un accent de fermeté. Il ne se peut rien de plus beau que le travail du bronze et cet éclat du métal sombre, comparable à l'airain des cloches, à la sonorité de certaines phrases de Rousseau. Anatole France possédait de ce type un fort bel exemplaire en marbre provenant, croyait-il, d'un des bureaux de la Convention. Et, il faut l'avouer, ce Rousseau est légitime. C'est Rousseau mâle, c'est Caton de Genève, mais ce n'est plus notre Jean-Jacques. Ce que nous aimons en lui, c'est la créature de misère, l'être de chair et de faiblesse, de douleur et de lente purification. Ce citoyen du Forum nous est étranger, artificiel : je ne le reconnais pas sous ce bandeau classique. Le vrai Rousseau sera toujours le petit homme à mine égarée, ardente et ambiguë qui, sous sa perruque ronde, avait un front de génie, et tant de musique dans le cœur.

IV. — LE TOMBEAU DE L'ILE DES PEUPLIERS

Il avait désiré de reposer à Ermenonville, dans les jardins de son ami. Il y a, dans l'étang qui précède le château du côté du midi, une petite île plantée d'un bouquet de peupliers.

C'est là que Girardin choisit l'emplacement du tombeau. Le 4 juillet, à minuit, une barque chargée du cercueil conduisit la dépouille mortelle de Jean-Jacques à sa dernière demeure. Tout le village, armé de torches, assistait à ces funérailles, rangé au bord de l'étang; les flammes empourpraient les eaux où baignait la draperie des collines boisées. Il n'y avait dans la barque que trois fidèles : Girardin, Le Bègue et Corancez. Ainsi les restes illustres reçurent la sépulture : c'était le port après tant d'orages.

Girardin fit élever un tombeau provisoire d' « environ six pieds de haut », surmonté d'une urne funéraire. Lui-même sans doute en avait donné le dessin. C'est le tombeau popularisé par l'estampe de Moreau le jeune. Le premier des journalistes par l'image ne pouvait pas manquer une si belle « actualité ». Accouru à Ermenonville, il s'informe, note, interroge, et il en résulta ces deux estampes si connues du *Tombeau* et des *Derniers moments de Rousseau*, publiées coup sur coup dans l'automne de 1778, et que devait suivre deux ans plus tard la belle composition de l'*Arrivée de Jean-Jacques aux Champs Élysées*.

L'estampe du *Tombeau* est célèbre. On ne compte pas l'infinité de reproductions qui en furent faites. Jusqu'au temps de la Restauration, on répétait encore en miniatures, en *fixés*, le petit monument fort simple surmonté de son amphore étrusque, dans son île que des peupliers entourent d'un cercle de soupirs. Cette image se fixa dans l'imagination. Grande nouveauté, en effet, que cette tombe flottante et enveloppée d'ombres émues, en plein air, sous la voûte du ciel; il y avait du rêve, du vague et du repos, un séjour analogue à l'âme du poète. On ne peut refuser à Girardin le talent du paysage. Cette vallée au fond d'un cirque de verdure, ces collines couronnées de bois réfléchis par un lac, cette île, cette eau morte dans la solitude, cette colonnade d'arbres élégiaques érigeant autour d'un sépulcre leurs quenouilles d'éternels murmures, les fuseaux dont se tissent nos jours, tout cela formait à l'avance un paysage funèbre, un Érèbe où devait se plaire une ombre tendre et farouche, un thème de rêveries sur la nature et sur la mort. C'était un tableau de Poussin, un Puvis de Chavannes, — un bois sacré, un lac, de la mélancolie, avec moins d'horreur que d'émotions douces, de suavité et d'abandon.

Cette image d'une poésie inédite, jointe à la consternation véritable de la mort du grand homme, eut une vogue universelle. Aucun homme ne fut pleuré comme Rousseau. Les jardins d'Ermenonville étaient célèbres. La tombe de Jean-Jacques y attira la foule. Elle devint aussitôt un lieu de pèlerinage. Cependant le marquis faisait préparer un monument plus digne d'une si grande mémoire. Il faisait dessiner par l'architecte Aubert (fils de l'architecte de Chaalis) un sarcophage rectangulaire, « de la forme grecque la plus pure », qu'un « prix de Rome » de vingt ans, Lesueur, décorait de figures et de délicates allégories. Les précieuses maquettes de ce tombeau sont conservées à Chaalis. En décembre 1780, les choses étaient en place, telles que nous les voyons aujourd'hui. Un dessin de Gandat, gravé par Godefroy, rendit célèbre le nouveau monument. On y voit les mêmes choses que nous voyons encore, le sarcophage bas, orné de frontons et d'acrotères, les bas-reliefs souriants, les petites figures en style d'anthologie, dans le goût de Clodion, les emblèmes, la couronne sculptée où se posent deux colombes, cette Grèce « Louis-Seize », ces motifs neutres qui écartent la tristesse, ce morceau digne d'Hubert-Robert, qui l'avait approuvé. C'est charmant. Mais la place était prise. Jamais le monument réel ne fit oublier l'urne disparue.

On sait que la cendre de Jean-Jacques demeura peu à Ermenonville. La gloire qui le poursuivait ne souffrit pas son repos et réussit à l'y arracher. La Révolution avait voué au culte des grands hommes le chef-d'œuvre de Soufflot ; elle avait porté au Panthéon Mirabeau et Voltaire. Rousseau ne pouvait échapper. Le 27 août 1791, une motion d'Eymar, député de Forcalquier, demanda pour lui les honneurs du Panthéon français. Il s'ensuivit un long débat, dont j'épargne le détail au lecteur. Chose singulière ! L'opposition la plus véhémente au projet de l'Assemblée, fut celle de Marat : l'Ami du peuple soutenait que nul n'avait le droit de troubler la cendre de Jean-Jacques et de l'enlever à son asile au sein de la nature. Il avait raison en pure perte. L'opinion voulait faire un dieu. Que peut le respect de la mort, une volonté individuelle, fût-ce celle de Jean-Jacques, contre une manifestation de la « volonté générale » ? C'est le terrible sophisme jacobin, et il est de Jean-Jacques lui-même : sans compter qu'on ne pouvait admettre qu'un grand homme demeurât propriété particulière, et d'un aristocrate,

encore ! Le droit de l'État avant tout. Jean-Jacques était à tout le monde, il devait être « national » Girardin s'inclina.

Après deux ans de résistance, il offre de restituer Rousseau à la patrie, mais à la condition de ne pas étouffer sous des voûtes de pierre l'homme de la Nature : que Paris lui consacre une île, vers les Champs Élysées, une île de la Seine où l'on planterait des peupliers. On ne l'écouta pas. La translation fut votée par la Convention, le 23 août 1794. Le pieux sacrilège s'accomplit avec solennité, par des fêtes qui durèrent trois jours, du 10 au 12 octobre. Mais chacun sentit que ces honneurs avaient brisé une harmonie, une convenance secrète. On avait mutilé un chef-d'œuvre. La lyre qui chantait entre les arbres d'Ermenonville, gisait rompue; on s'efforça de réparer l'outrage. Lakanal, dans son curieux rapport du 15 septembre, en convient : Jean-Jacques n'est pas fait pour demeurer au Panthéon. Une forêt doit s'élever autour du temple des Grands Hommes. Qu'on ménage dans ce bois auguste une enceinte de peupliers : là serait placée définitivement la tombe de Rousseau. « *L'idée de cet arbre mélancolique est devenue inséparable de celle de son tombeau;* et ce spectacle attendrissant rappellerait aux âmes sensibles le souvenir des bocages d'Ermenonville. »

Temps étrange ! Il y avait un temple national, un lieu saint de l'histoire, le cimetière des siècles, la nécropole de nos rois : et on saccage Saint-Denis, pour aller en créer un autre dans une église neuve, une église désaffectée ! Le sentiment résiste à ces improvisations. On ne brusque pas à coups de décrets les choses spirituelles. Jamais le Panthéon n'a pu être adopté par la foule : il est resté une chose en l'air. Le terrain n'y est pas sûr. L'immortalité y est glacée. Rousseau y regrette à jamais l'air des bois et les vents sauvages. Son âme s'échappe du froid caveau et revient flotter sur l'étang qui baigne le cénotaphe d'Ermenonville; c'est auprès de ces arbres veufs, dans ce paysage pathétique, que les amis de son génie cherchent encore son ombre exilée.

V. — « SAINT » JEAN-JACQUES

Nous voici enfin au point vif de cette étude : l'histoire des monuments de Rousseau a été esquissée et très bien éclairée par les travaux des Paul Vitry, des Alexis François, des Girardin,

des Buffenoir. On peut y apporter maintenant une vue d'ensemble. C'est par là que l'iconographie de Rousseau intéresse l'histoire et forme un chapitre important de la conscience française.

L'idée d'une statue élevée à la gloire d'un personnage célèbre est toute récente. Elle n'apparaît guère en France avant la fin du XVIIIe siècle. Jusqu'alors, le peuple n'a connu d'autres sculptures que la Vierge et les saints, les apôtres, les patriarches, la longue légende qui fleurit les porches des églises ou les fenêtres des chapelles. La canonisation était la seule forme de la gloire. Puis les rois, et (en Italie) certaines figures de capitaines, descendent sur les places : monarchie de bronze, faiseuse d'ordre, régnant au centre des capitales, au milieu d'un quartier de façades et de palais. Jusqu'à la mort de Louis XV, l'idée de dédier une statue à un poète eût paru indécente ; un général vainqueur, fût-il Condé, fût-il Turenne, n'avait droit, comme tout chrétien, qu'à sa statue sur son tombeau.

La Philosophie changea ces règles. Le prince perd le privilège d'incarner la patrie. En 1776, d'Angiviller, surintendant des bâtiments du Roi, invente un thème nouveau et dessine un programme. Avec les statues de grands Français que l'on conserve à l'Institut, le *Descartes*, le *Pascal*, le *Bossuet* de Pajou, le *Fénelon* de Lecomte, le *Montesquieu* de Clodion, le *Racine* de Boizot, le *Sully* de Mouchy, commence ce musée des grands hommes, ce « Plutarque français » qui allait substituer un personnel laïc au calendrier de saints patrons, aux thaumaturges, aux vieux amis du peuple chrétien. C'est la même année que Pigalle exécute, par une souscription des gens de lettres, cette étonnante statue du patriarche de Ferney, que l'on voit à la Mazarine, et dont on ne peut savoir si elle est un hommage ou une caricature. C'est la première fois qu'un poète se trouvait statufié vivant. Et c'était coup sur coup le marbre illustre de Houdon, offert par Mme Denis aux acteurs de la Comédie-Française.

Il ne s'agit encore pourtant que de statues d'*intérieur*, destinées à des locaux privés, à la salle de l'Académie, à un foyer d'artistes. A cette date, il semble qu'une figure de ce genre, érigée sur une place publique, eût fait scandale : l'idée était pourtant dans l'air. Jean-Jacques lui-même l'avait écrit, dans sa lettre extraordinaire à Christophe de Beaumont : « Oui, s'il existait en Europe un seul gouvernement éclairé, un gouverne-

ment dont les vues fussent vraiment utiles et saines, *il eût rendu des honneurs publics à l'auteur d'Émile, il lui eût élevé des statues.* » Voltaire s'égaie aux dépens d'un auteur si modeste. Et cependant, cinq ans plus tard, La Harpe s'autorise de la statue de Voltaire et demande le même honneur pour Rousseau.

Le premier monument semi-public (avec le tombeau d'Ermenonville) est celui d'un horloger de Genève, Jacques Argand, qui l'avait fait dans son jardin, et qui n'est plus connu que par des faïences de Niederwiller. Puis, le 28 juin 1793, on inaugure, toujours à Genève, la colonne des Bastions, que surmontait un buste, et dont une médaille a conservé le souvenir. Mais Paris n'était pas en reste : dès le mois de décembre 1790, le sculpteur Chaudet fait hommage à l'Assemblée d'une statue de Rousseau. L'année suivante, la motion Eymar portait, en même temps que Rousseau au Panthéon, les honneurs d'une statue. Le projet fut repris par la Convention pour les Champs Élysées : soixante artistes concourent, Moitte remporta le prix. Plusieurs modèles paraissent aux Salons de 1791 et de 1793 : le musée des Arts décoratifs en conserve un de Stouf. Mme André avait acquis pour Chantilly un des plus beaux, qui est de Gois. D'autres portaient les noms de Bacari, de Dardel, de Rossot, de Ramey. M. de Girardin avait eu le bonheur d'en rencontrer deux inédits, un plâtre de Deseine et une cire excellente d'un artiste de Caen, dont c'est le seul ouvrage connu, Saint-Jores.

Dans tous ces projets, dont aucun ne fut exécuté, il est curieux de suivre la transformation des idées. Au début, c'est l' « auteur d'*Émile,* » c'est le bienfaiteur de l'enfance, l'homme qui a démailloté le premier âge de ses langes, l'a inondé d'eau fraîche, lui a rendu le sein et le lait maternels : une sorte de père-nourrice entouré d'une ribambelle de bambins qui font des feux de joie avec leurs bandelettes et leurs lisières, et près de qui gambade la Jouvence, la marmaille potelée, tous les petits *culs-nus,* les Amours et les Cupidons de Bouchardon et de Boucher. On pense si le XVIIIe siècle s'« en donne » de ce thème aimable. C'est Jean-Jacques amoureux, féminin, le poète qui le premier eut pour lui cette moitié du genre humain, l'immense public des femmes. Peu de gens avaient lu le *Contrat,* et les *Confessions* (avec leurs terribles aveux) ne parurent en entier qu'en 1788 : la première édition, de 1781, ne comprend

que les premiers livres, Mme de Warens, Annecy et Turin, la délicieuse adolescence, et les divines *Rêveries*. Mais voici que bientôt de ce premier thème gracieux, de cette Thélème anodine, juvénile et sentimentale, se dégage un type nouveau, austère et redoutable. De plus en plus, Rousseau apparaît comme le conducteur de la Révolution. C'est son buste qu'on mène en triomphe sur les ruines de la Bastille. C'est le tribun, le Montagnard, le législateur des Français, c'est l'auteur du *Contrat social*, le prophète des Droits de l'Homme, appuyé sur les tables de la Loi, c'est Moïse, c'est Solon, c'est Lycurgue, debout dans sa lévite, environné de foudres. L'acide et rageuse maquette de Deseine, le sourd-muet, le montre agité dans son fauteuil, ayant à ses pieds la sphère du monde, comme un sec procureur, un roquet de Fouquier-Tinville, le poing ganté du bonnet rouge. Houdon seul, qui d'ailleurs dédaigna de concourir, avait conçu une image grave et toute différente : figure pensive, recueillie dans une méditation profonde, la figure du philosophe et du songeur, une sorte de *Pensieroso* qui devait faire contraste au *brio*, à l'éclat, au feu d'artifice de Voltaire. Mais cette figure (dont un petit bronze est au musée Girardin) ne fut pas accueillie. Ce n'était pas le temps de la pensée pure.

Ce qui est surprenant dans cette apothéose, c'est le sentiment qui s'y fait jour. Aucun homme de lettres, ni avant, ni depuis, n'a suscité rien de pareil. Voltaire, qui raillait si fort « ce petit bonhomme », devrait changer de ton : il ne peut plus le prendre de si haut avec lui. Il faut le reconnaître : bien plus que Voltaire, c'est Rousseau qui a fait la Révolution. Il lui donne son vocabulaire, son style dogmatique et tendu. Cela explique en partie sa popularité. Mais ceux qui ne l'avaient pas lu ? C'est là le fait singulier, qu'on remarque pour la première fois dans l'histoire d'un écrivain de génie : ses écrits comptent moins que l'homme. Ce que le peuple savait de lui, c'est simplement qu'il était peuple : le premier de son espèce qui eût conquis la gloire, un homme du commun, un ouvrier, un « primaire » comme eux, apprenti, chemineau, laquais, précepteur, secrétaire, qui par la force de ses talents s'était fait une place, n'avait eu qu'à parler pour étonner le monde. Son génie vengeait les petits des injures du sort. Ce n'était pas un gentilhomme, un homme d'académies, un commensal des rois, un riche comme Voltaire : toujours pauvre,

au contraire, orgueilleux, mais parmi les humbles, vivant comme un petit artisan avec sa ménagère. Ses vices mêmes, ses aveux infâmes, ses abjections, rien n'y fit : ses fautes, on n'en voulut rien croire, ou elles devenaient vaguement des « malheurs » ; on ne vit plus que l'infortune du juste persécuté, calomnié, proscrit, faible, mais ses faiblesses le rapprochent de nous et le rendent à plaindre : en somme, c'était un frère, un semblable qui avait souffert, le camarade en qui les siens contemplaient leur triomphe, et proprement ce qu'on appelle *un saint*.

Cette nuance particulière qui se mêle au culte de Rousseau, explique seule la nature de sa popularité. Un Gœthe, un Hugo même ne sont pas comparables. Quand on a feuilleté l'iconographie Girardin ou le catalogue de l'exposition de Genève en 1912, parcouru les vitrines et les cartons de Chnalis, on se persuade qu'il y a là quelque chose d'unique, ou plutôt quelque chose du même genre qui multipliait au moyen âge les images d'un François d'Assise. C'est la même piété, le même rapport intime qui attachaient la menue gent à ces patrons célestes, les faisaient regarder comme des intercesseurs : c'est, en un mot, un sentiment d'ordre religieux. La Révolution est peut-être une religion, et c'est ce qui la rend si difficile à discuter. Et c'est en Rousseau qu'elle s'est reconnue : il était la plèbe, le Tiers, la Nature, le génie, le peuple irresponsable, toujours innocent malgré ses crimes, toujours excusé par ses misères, toujours juste malgré ses folies. Le peuple se défie en lui et s'en fait un Messie.

Ce trait se remarque de bonne heure chez ceux qui ont aimé Rousseau. Déjà la bonne Franqueville lui écrit qu'elle place son portrait au-dessus de son secrétaire, « *précisément comme une dévote place au-dessus de son oratoire l'image du saint* à qui elle a la plus fervente dévotion ». Desnoireterres conte qu'à Ferney un hôte de Voltaire avait suspendu ce même portrait au-dessous de son crucifix : on juge de l'effet, quand le maître du logis fit cette découverte. (Au fait, il y avait donc des crucifix chez Voltaire ?) Même le moulage après la mort est une pratique religieuse : on levait ainsi la « forme » des rois, qu'on exposait au-dessus du cercueil aux funérailles de Saint-Denis. Cet usage, abandonné après la Renaissance, ne s'est renouvelé que dans certains cas spéciaux, pour des

dévotions de chapelles : nous avons le masque de Pascal, le masque de la mère Agnès, le masque de Rousseau. Tout cela passe un peu la pure admiration, et sent au moins l'hyperdulie.

Tous ces sentiments, — culte des grands hommes, vénération des « saints » de la Révolution, mystique du peuple ou de la Nation, — se fondent ensemble et composent la religion de Rousseau. Tout se cristallise autour de lui, achève de le transfigurer. L'image nouvelle qu'on se fait de lui n'a plus que de lointains rapports avec la réalité : c'est une figure de légende, à peine plus réelle que celles des contes des veillées, une de ces histoires que le peuple se fait à lui-même pour se consoler de sa vie. Et alors, voici où la chose tourne au comique. On ne se contente plus d'« arranger » le passé du mort : tout ce qui l'a touché subit le même travail d'idéalisation, et voilà comment la pauvre Thérèse se vit à son tour béatifiée, et cela dut faire sourire, de là-haut, l'auteur de *Cosi Sancta*.

Thérèse avait cinquante-sept ans à la mort de « son homme » : elle avait passé l'âge de faire des sottises. Elle pouvait vivre en paix le reste de ses jours dans la maison d'Ermenonville. Girardin s'était entendu avec les libraires et les amis de Rousseau pour lui constituer de quoi vivre ; il lui servait une pension. L'ancienne ravaudeuse ne s'était jamais vue si riche. Passe encore qu'elle fût prise d'une fringale de chiffons : le pis est qu'elle était devenue un bon parti. Un palefrenier du marquis, nommé John par anglomanie, s'en avisa, lui fit la cour, et le scandale fut grand dans le village. Le drôle était un bourreau d'argent, et la pauvre créature, passive comme elle l'avait été toute sa vie, écrivait au marquis, avec une orthographe de cuisinière, des lettres où elle lui reprochait d'abuser de la confiance de son mari, *cete onetomeu* (cet honnête homme) et le sommait de lui rendre le manuscrit des *quon fesion* (1). Il fallut que Girardin se fâchât, et le couple malencontreux s'en fut, à deux lieues de là, au Plessis-Belleville, croquer le bien du défunt et la pension du marquis.

(1) Voici, par curiosité, les premières lignes de ce rébus : « *Genores pu pances qu'e monsieur deu giraden ores difame la fame deu gan gaque vous diteuque vous lemez cete onetomeu e moi geu vous di quesanes pa geu leu dires touteu ma vi que sanes pa.* » Le fac-similé de la lettre se trouve dans les *Mémoires de Stanislas Girardin*, t. III, 1828. Pour la transcription, voir A. Martin-Decaen, ouv. cité, p. 124.

Arrive la Révolution, et cette explosion d'amour, processions à la Bastille, fêtes champêtres à Montmorency, et ce subit besoin de réparations envers la mémoire de Rousseau. A ce moment, les *Confessions* ont paru, et auraient dû « jeter un froid ». Vous pourriez croire que Thérèse serait plutôt compromise par l'histoire des Enfants-Trouvés; les disciples ne manqueraient pas d'en rejeter la faute sur elle et ne devaient pas avoir un excès de tendresse pour la vieille liaison qui avait empoisonné les jours du philosophe. Eh bien ! non : Thérèse est comprise dans l'amnistie. Ce n'est pas tout : on a besoin d'elle pour répandre sur sa tête le flot de générosités théâtrales qui déborde des âmes sensibles. On lui vote une pension nationale. La citoyenne Le Vasseur sera entretenue aux frais de la République. Les méchantes langues ont beau dire que la *fame deu gan gaque*, à soixante-dix ans, continue de rôtir le balai avec le garçon d'écurie d'un « ci-devant », peu importe : on préfère ignorer ce détail. L'auréole du mari la gagne : la voilà sainte par contagion. Elle devient un des *tabous* de la République. Elle est la grande veuve, l'objet de la complaisance et de l'attendrissement général. Elle devient une figurante, un personnage de l'État; elle défile dans les cortèges, on la « sort » pour les manifestations, elle paraît à la barre de l'Assemblée pour présenter les pétitions de *Franciade* ou d'*Émile* (Saint-Denis et Montmorency). On lui décerne les honneurs de la séance. Elle vous écrit, cette illettrée, des homélies cicéroniennes où elle déclame sur sa vertu. Elle offre à la Convention les manuscrits de son mari, la Bible de la Révolution. Il faut bon gré mal gré qu'elle entre dans la légende. Et elle laisse faire avec une inconscience paisible, sans renoncer d'ailleurs le moins du monde à son gredin. Et les pensions et les discours de pleuvoir sur la vieille, et le greluchon de boire et de la piller en mesure. Et cette comédie dura quatre ou cinq ans, jusqu'au jour où Barère dut mettre le holà ! et déclarer discrètement que la Nation avait fait assez pour la veuve de Jean-Jacques.

Elle vécut encore jusqu'à l'époque du Consulat. Les visiteurs d'Ermenonville faisaient un détour pour la voir; le préfet de l'Oise, Cambry, ne l'oublie pas dans son ouvrage : il la compte parmi les antiquités, les ruines curieuses de son département. Le dessin de Naudet, qu'il fit graver, est à Chaalis.

L'antique gouvernante, la jolie lingère de l'hôtel Saint-Quentin, âgée de quatre-vingts ans, s'y pavane, faisant la dame, affublée de restes d'oripeaux où se trahit son goût enfantin du clinquant, risible, pitoyable et stupide : fantoche de carnaval, un laissé-pour-compte, un *raté* baroque de l'illusionisme jacobin.

VI. — LE PÈLERINAGE D'ERMENONVILLE

Mais ce qu'il y eut de charlatanisme, plus ou moins volontaire, dans la religion officielle de Jean-Jacques, ne peut empêcher de sentir ce qu'il y a de sincère et de profond dans l'affection de la foule. L'organisation religieuse de la Convention échoua, marquée de cette stérilité qui frappe les nouveautés artificielles : ce ne pouvait être qu'une plate copie de la liturgie. Mais le sentiment du public était vrai et continue d'émouvoir, même si l'on a cessé de le partager.

Pendant cinquante ans, à dater de la mort de Rousseau, le paysage d'Ermenonville, les lieux demi-sauvages, témoins de ses dernières courses et gardiens de sa cendre, furent une école, un sanctuaire de la sensibilité française. Impossible d'entrer dans le dénombrement. Le *guest-book* du château, ou le livre de comptes de l'aubergiste Antoine Maurice, s'ils sont conservés quelque part, seraient des pièces instructives. Girardin avait signalé par des inscriptions, dont il subsiste quelques-unes, les hôtes remarquables. Les pèlerins obscurs s'étaient contentés de graver une date et un nom sur l'écorce des arbres. Un voyageur, Thiébaud, parle encore, en 1817, de cette foule de noms « français, italiens, suisses, allemands, anglais, suédois et surtout polonais », qui se lisaient, inscrits par l'amour, autour de la tombe de Rousseau. C'était le registre de l'Europe. Gustave III, Joseph II, Marie-Antoinette, Franklin, y vinrent tour à tour ; la charmante actrice Marie Joly, « épouse et mère », sacrifie sur la tombe une tresse de ses cheveux noirs ; la duchesse de Villars chausse toute une journée les sabots de Rousseau. Anacharsis Clootz, le « député du genre humain », pour avoir obtenu de Mme Ganeval, la blanchisseuse, la cravate du sage, sentait « s'accroître en lui le sentiment de la vertu ». Du fond de l'Orient arrivent, comme dans un Noël de Tiepolo, un Persan et sa Persane.

C'était un cousin de Rousseau qui avait fait fortune là-bas et y avait pris femme. Robespierre, huit jours avant Thermidor, vient méditer à Ermenonville et prendre conseil de l'exemple du juste persécuté. Un inconnu se tua sur le tombeau.

De ces « reliques » de Jean-Jacques, plusieurs, et non les moindres, sont conservées à Chaalis : sa canne, ses couverts, des feuillets autographes, l'encrier dont il se servait, son herbier, le fauteuil où il rendit le dernier soupir. Et à côté, voici la foule des objets populaires, recueillis par la patience infatigable du dernier marquis : la silhouette de papier découpé, la boîte à priser provinciale où l'on voit le déjeuner de Julie et de Saint-Prix (*sic*), le jeu de cartes révolutionnaire où les figures de rois et de valets sont remplacées par des images du « Sage » et de l' « Ami du peuple »; les statuettes innombrables, les bustes de bronze, d'albâtre, de biscuit, de plâtre, de carton doré, reproduisant à l'infini, pour l'édification des fidèles, comme autant de petits fétiches, les types dégénérés de Ramsay et de Houdon, les traits de moins en moins reconnaissables de l'idole. Ainsi, dans la fable hindoue, Vischnou se multiplie dix mille fois pour dix mille bergères, et chacune des amantes du dieu croit le posséder seule.

La pièce la plus insigne de la collection rappelle la visite de Bonaparte. En septembre 1799, le vainqueur des Pyramides, passant quelques jours à Mortefontaine chez son frère Joseph, vint chasser à Ermenonville. En sortant du château, le Premier Consul s'arrêta devant l'île des Peupliers, plongé dans un de ces brusques silences où il se livrait à sa grande âme. Puis, relevant la tête : « Il aurait mieux valu, dit-il, pour le repos de la France, que cet homme n'eût pas existé. — Je croyais, citoyen Consul, riposta Girardin, que vous n'aviez pas à vous plaindre de la Révolution. — L'avenir, répliqua gravement le héros, l'avenir apprendra s'il n'eût pas mieux valu, pour le repos de la terre, que ni Rousseau ni moi n'eussions jamais vécu. » Et il reprit sa promenade d'un air rêveur. Le lendemain, il envoyait à son hôte son exemplaire du *Contrat social*, où Rousseau écrit que la Corse étonnera le monde.

VII. — L'ESPRIT DU VICAIRE SAVOYARD

Il n'est pas question de suivre davantage l'histoire posthume de Rousseau. L'Empereur un instant, entre Austerlitz et Iéna, pensa rendre à Ermenonville les restes du poète, mal à l'aise dans le Panthéon : pour ces cendres, comme pour les siennes, il souffrait de la fosse commune. La tombe, même vacante, ne cessa pourtant pas de protéger le village. En 1814, Blücher, en mémoire de Jean-Jacques, exempta de contributions les habitants d'Ermenonville.

La Restauration nuisit moins qu'on ne pourrait le croire au prophète de la Révolution. C'est Voltaire, le conservateur et le modéré, sur qui elle s'acharne, en raison de son impiété; il devient le pelé, le galeux, l'auteur de tout le mal. Et Rousseau, protestant mâtiné de catholique, transfuge de toutes les Églises, ver de terre, vil pécheur, s'en tire beaucoup mieux, peut-être pour avoir tant confessé ses péchés. On reconnaît enfin, dans cet excommunié, hérétique à Genève aussi bien qu'à Paris, ce que les Encyclopédistes avaient flairé en lui dès 1760, et ce qui le leur rendait odieux : un *cagot*, un chrétien, une grande force religieuse. On comprend qu'il était exactement l'anti-Voltaire, l'opposé du rationalisme et de la philosophie. On sait gré à ce réactionnaire qui, par haine du progrès, voulait en revenir à la vie primitive et trouvait les sauvages supérieurs aux mondains, tant il faisait bon marché des sciences et des arts au regard du « salut » et des valeurs morales. Plus simplement, peut-être se trouva-t-il pardonné pour avoir écrit ces quelques pages du Vicaire savoyard, qui, un siècle plus tôt, avaient fait brûler son *Émile* par la main du bourreau.

Ce qu'il y a de plaisant, c'est que les libéraux continuent à le chérir comme ennemi des « curés », et ils avaient raison; et qu'en même temps les « curés » le tiennent pour un auxiliaire contre les philosophes, et ils n'avaient pas tort. On montrerait autant d'images où Rousseau est célébré pour avoir démasqué l'erreur, terrassé la superstition, que d'autres où il apparaît comme la colonne du christianisme : ainsi cette gravure de Maignen, où on le voit, sur le Calvaire, s'élancer, soutenir la croix que l'impie déracine. On tire de ses œuvres une apologétique et presque un catéchisme. Étrange destin de cet

homme incompréhensible, nature indéchiffrable, hybride, « ballottée de l'athéisme au baptême des cloches » ! Et c'est cette énigme qui passionne.

Enfin, il était évident, et tout le monde l'a dit depuis Chateaubriand et Mme de Staël, que Jean-Jacques était le père du romantisme : toute la nouvelle école descend de lui, lui doit son accent et ses thèmes, et il reste douteux si, après tant de chefs-d'œuvre, elle nous a laissé un livre aussi complet que les *Confessions*. Aujourd'hui, les abus de cette littérature, tombée dans la vulgarité, font rechercher à beaucoup de bons esprits une meilleure discipline. On range communément Rousseau parmi les « mauvais maîtres ». Mais on ne supprime pas d'un mot un siècle de tradition française. L'Institut, qui a la charge de cette tradition, a jugé sagement en ramenant les reliques de Jean-Jacques près du paysage charmant où l'intelligence française a reçu, au XVIIIe siècle, le baptême romantique. Il garde à Chantilly la maison de Condé et le pavillon de cette princesse que le poète chante sous le nom de Sylvie. Il peut conserver sans danger les étangs du *Désert* et la cabane de Jean-Jacques, où un autre poète a chéri une Sylvie nouvelle. Pourquoi la princesse d'Italie et la petite paysanne du Valois ne seraient-elles pas les deux Muses de cette terre vaporeuse, indécise, deux sœurs, deux « Filles du Feu », formes éphémères du même rêve éternel de beauté ?

LOUIS GILLET.

JOURNAL INTIME

IV [1]

1861-1862

1er janvier 1861. — Je passe la journée chez moi et je bénis Dieu des grâces qu'il m'a faites.

10 janvier. — En 1848, à Marseille, par suite de l'étude assidue de Machiavel et de Bossuet, j'avais acquis une très grande expérience. Mais comme cette expérience n'était que théorique, que l'expérience ne m'avait enlevé aucune illusion, j'avais à la fois l'élan et la prudence. Me retrouverai-je jamais dans une telle harmonie ?

Attendre patiemment l'occasion, ne poursuivre à la fois l'exécution que d'une seule de ses idées, écouter tout le monde et se décider tout seul; ne demander que les conseils qu'on veut se faire donner, ou auxquels on veut intéresser l'amour-propre d'autrui; ne pas avoir besoin d'un succès; ne jamais douter de la sottise humaine, voilà par quoi on réussit. Autrefois j'aurais ajouté : ne pas laisser entrevoir son but. Quoique sage, ce précepte me paraît moins nécessaire à suivre. Chacun aujourd'hui est tellement infatué, qu'on peut, sans se trahir, penser tout haut. Racontez-leur le projet duquel dépend leur avenir, ils ne l'écouteront pas ; au premier mot, ils vous opposeront leur objection et ils seront encore dans l'admiration de leur génie.

Je reçois de M. de Persigny un refus en réponse à une

Copyright by Mme Émile Ollivier, 1925.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet, 1er et 15 août.

troisième de mes lettres (1). A vrai dire, je ne suis pas trop fâché de cette issue, en pensant aux tracas dans lesquels j'allais être jeté. Je les acceptais sans difficulté, mais puisqu'une force majeure m'arrête, je ne m'en afflige pas.

22 janvier. — Je suis allé au convoi de Caussidière (2), mort au retour de l'exil, quoique je ne l'aie jamais connu et que je n'aie jamais eu aucune estime pour lui. Mon but était purement d'honorer la souffrance. Peu de monde relativement, un millier de personnes au plus, ni jeunesse, ni ouvriers. C'étaient les funérailles du vieux parti de 1832.

4 février. — Emmanuel Arago a eu son histoire sur Dupin : Montalembert venait de prononcer le fameux discours, où il parlait de l'expédition de Rome à l'intérieur ; Dupin était allé le féliciter bruyamment, presque l'embrasser. Emmanuel monte à la tribune pour répondre ; Dupin se penche vers lui et lui dit : « Emmanuel, éreintez bien le calotin ! »

7 février. — Pendant qu'on dépouillait le scrutin pour les secrétaires, je me trouvais assis auprès de Valette. Picard, accoudé sur la balustrade, causait avec nous. Morny monte au bureau, s'avance vers nous en nous tendant la main. J'entame la conversation en lui disant : « Vous nous avez fait un bon discours, monsieur le Président. C'est un correctif au triste rapport de Troplong. — Que voulez-vous ? Troplong n'est pas un homme politique. C'est un brave homme. Dans tous ses rapports, il parle des Grecs et des Romains. D'ailleurs, il parlait au nom de la Commission du Sénat et il était contraire à la mesure. L'Empereur et moi, nous en étions partisans depuis longtemps ; je vous l'ai fait dire l'an dernier. »

Partant de là, il s'est mis à dire qu'il était ennemi de tout ce qui gêne, qu'il voulait plus de liberté civile, encore plus qu'il n'y en avait. « Je ne fais pas d'affaires, mais j'aime qu'elles se fassent. » Il a fini en nous faisant l'éloge de la bonté de l'Empereur. « Mais, a-t-il ajouté, on ne sait pas qui lui succédera : il faut donc créer des institutions. — Du reste, monsieur le Président, nous avons coutume de dire que dans l'Empire, il n'y a que deux hommes politiques : l'Empereur et vous. — Il n'y en

(1) Répondant à la demande réitérée d'être autorisé à fonder un journal qui devait s'intituler *la Liberté*.

(2) Marc Caussidière, célèbre agitateur, s'était réfugié à Londres après les journées de juin 1848.

a qu'un : l'Empereur. — Nous sommes plus larges que vous : nous allons jusqu'à deux. — Je vous remercie de cette opinion. » Et nous nous sommes séparés là-dessus.

14 février. — Immense effet produit par l'arrestation de Mirès (1) : c'est une émotion générale ; on ne parle plus de rien autre. L'opinion universelle est que l'arrestation a été faite par crainte des interpellations de Jules Favre. Or, celui-ci, bien loin d'y penser, m'a dit que cette arrestation était monstrueuse. Richemont s'est brûlé la cervelle ou pendu. L'opinion accuse tout le monde, Morny notamment. Les principaux porteurs d'actions sont des portiers, domestiques, pauvres gens alléchés par le taux élevé de l'intérêt

— La discussion au Sénat a produit un réveil général de l'esprit public. Le discours du prince Napoléon a un effet immense : la masse y voit l'opinion réelle de l'Empereur. Nos collègues en sont consternés. Le lendemain du jour où il a été prononcé, Persigny ayant dit avec enthousiasme chez Schneider que telle était la véritable politique de l'Empereur, Cassagnac lui a répondu que, s'il en était ainsi, l'Empereur se f... d'eux ; que sa politique, telle qu'elle résulte des pièces et des dépêches, était tout autre. Cet incident était raconté avec animation par nos collègues.

13 mars. — Keller se lève et commence à réciter d'une voix monotone un discours appris. L'Assemblée l'écoute froidement jusqu'au moment où il montre la guerre d'Italie sortant du testament d'Orsini. Alors l'enthousiasme de l'Assemblée a commencé ; il a augmenté, lorsqu'en nous montrant, il a dit : « *Vous suivez les idées des ennemis implacables de la France et de votre dynastie.* Si vous restiez avec nous, semblait-il sous-entendre, nous aurions à votre service des trésors de servitude ; mais écrasez-les. » Jamais, depuis que je suis au Corps législatif, je n'ai vu de discours ayant un tel succès. J'en sors tout troublé, et ma nuit est une véritable insomnie. Une foule de voiles se déchirent devant mes yeux. Je pense avec effroi à la contre-révolution envahissant le monde, si l'Empereur était renversé, et, pour la première fois, je comprends et j'excuse les Béranger et les libéraux de la Restauration. Je comprends aussi comment, la république s'étant montrée impuissante, la France

(1) Le financier Mirès, accusé de manœuvres frauduleuses, fut arrêté et condamné à cinq ans d'emprisonnement.

de la révolution s'est jetée en aveugle dans les bras de Bonaparte. Le bonapartisme a été jusqu'à présent le seul obstacle régulier que la révolution ait vu opposer à la réaction : de là sa popularité. Si l'intégrité de la patrie était menacée, je soutiendrais le Gouvernement ; l'intégrité de la patrie morale est menacée, les principes sont insultés, je me range derrière celui qui les soutient. Je ne sais ni quand, ni comment, mais cette discussion ne se terminera pas sans que je manifeste ces sentiments.

14 mars. — Jules Favre prend la parole pour soutenir notre amendement. Je suis très mécontent de lui : il parle en fusionniste, sans élévation, ni largeur ; aussi en est-il puni par un insuccès relatif. Baroche lui répond faiblement. Je me lève pour lui répondre. Il était cinq heures ; l'auditoire était nombreux (il y avait, entre autres personnages, le prince Napoléon et la princesse Clotilde), on allumait les lampes ; je ne sais quoi de mystérieux et d'ému régnait sur l'Assemblée. Je me sens saisi d'un transport intérieur, je laisse de côté un discours taquin et rétrospectif que j'avais préparé, et, me livrant aux charmes de l'improvisation, je développe quelques-unes des pensées qui m'agitaient la nuit dernière.

Mon succès est tellement grand qu'il m'épouvante. Il aurait certainement dépassé celui de Keller, si je n'avais, non pas par entraînement, mais de propos délibéré, dit : *Moi qui suis républicain...* Cela a empêché l'explosion. Je n'en ai pas moins été très entouré et très félicité. Piétri était de ceux qui m'ont approché, ainsi que Grassolles, Flamarens, Abbatucci. Heckeren, jugeant tout à son niveau, s'est écrié : « C'est un discours ministre. » Picard était effaré, Darimon et Hénon très contents. Jules Favre, après beaucoup d'éloges sur le talent, m'a dit : « Mais vous avez été trop impérialiste, et vous vous êtes mis en contradiction avec moi sur l'explication du décret du 24 novembre. »

16 mars. — La permission de corriger les épreuves, jadis accordée à tous les orateurs, nous étant refusée, mon discours est reproduit avec des erreurs et des fautes.

La fin doit être rétablie ainsi : « Quand on a été acclamé, ainsi du moins que vous le dites chaque jour, par 36 millions d'hommes ; quand, par une chance (1) légendaire, on est sorti de

(1) Le *Moniteur* avait remplacé « quand par une chance légendaire » par « quand héros légendaire ».

prison pour monter sur un trône, après avoir traversé l'exil, quand on a connu toutes les douleurs et toutes les joies, il est encore une joie ineffable à connaître, et qui procurerait une gloire éternelle, c'est d'être l'initiateur courageux et volontaire d'un grand peuple à la liberté ; c'est, repoussant des conseillers pusillanimes et sans foi, de se mettre directement en présence de la nation. Ce jour-là, je l'affirme, où appel lui serait fait, il pourrait bien encore exister dans le pays des hommes fidèles aux souvenirs du passé, ou trop absorbés par les espérances de l'avenir, mais la masse répondrait avec enthousiasme. Et quant à moi, *qui suis républicain*, j'admirerais, j'appuierais, et mon appui serait d'autant plus efficace qu'il serait désintéressé. »

Au mot de : « Je suis républicain », j'ai été interrompu. Mais Morny ne m'avait pas rappelé à l'ordre et la Chambre m'avait laissé continuer. Seulement, le mot a disparu du *Moniteur*. Devais-je réclamer, ainsi que contre le *héros légendaire ?* J'ai cru que non. Je ne devais pas avoir l'air de revenir sur mon acte, ni le détruire par de maladroites réclamations. Le mot républicain était inconstitutionnel, je n'avais pas le droit d'en réclamer le rétablissement.

Gellibert de Séguin réclama. Morny, très embarrassé et surpris, et dans une intention nullement perfide, ainsi qu'on l'a dit, répondit pour moi, et, par inexpérience de parole, il prononça le mot de rallié. Je me retournai alors vers Favre et je lui dis : « Que dois-je répondre ? Je dirai ce que vous me conseillerez. — C'est très embarrassant, » fut la seule réponse de Favre. Je me tus. Le soir, dînant chez Picard, les Liouville ayant été blessés du mot rallié, je sortis de table et j'écrivis une petite lettre. Morny l'a fait insérer immédiatement. Et quand je suis allé l'en remercier, il m'a dit une foule de choses obligeantes. Enfin, j'ai fait disparaître le *héros légendaire* par un erratum au *Moniteur*.

17 mars. — Il paraît que, parmi les légitimistes, les orléanistes et les républicains formulistes ou fusionnistes ou abstentionnistes, il y a déchaînement contre moi. Pour les plus indulgents, j'ai été entraîné ; pour les autres, je suis un ambitieux : j'ai été appelé par l'Empereur, je vais être ministre ; le gouvernement va faire imprimer mon discours, etc.

Je m'attendais à tout ce fracas, et je ne m'en étonne ni ne m'en afflige. Ce n'est pas la dernière fois, Dieu merci, que je

le soulèverai. Quand on s'adresse à la raison et non aux rancunes, qu'on fait acte d'*idée* et non de passion, est-il étonnant que les rancunes et les passions s'insurgent ? Quand on se met au-dessus des partis, n'est-il pas naturel que les partis vous rejettent ? J'accepte les conséquences de cette situation. Être homme politique, député, n'est pas pour moi un *but*, ce n'est qu'un moyen, le moyen de servir mes convictions. S'il faut les sacrifier, je préfère redevenir simple avocat.

18 mars. — Discours de Picard sur la Ville : plein d'esprit et qui réussit très bien. Selon son procédé, il n'a pas serré la question en logicien, mais il l'a éclairée par des traits satisfaisants.

21 mars. — Jules Favre, stimulé par le succès que nous avions obtenu, Picard et moi, est arrivé avec la résolution de conquérir un triomphe. Il a ramassé toutes ses forces et il a réussi aussi bien que possible. Il n'a pas ému l'Assemblée, mais il l'a stupéfaite et il a produit en elle l'admiration. L'admiration, tel est en effet le sentiment qu'il provoque et qu'il fait naître. Moi, je préférerais produire l'émotion et la conviction. Du reste, j'ai partagé l'impression de l'Assemblée : il n'a rien dit de nouveau sur la question, ni rien de décisif, mais il a manié le lieu commun avec une grâce, une aisance, et une ampleur merveilleuses ; il a été surtout incomparable comme déclamation et diction ; pendant deux heures, il ne s'est pas démenti un seul instant. Depuis Rachel, je n'avais rien entendu d'aussi parfait. Si j'avais, à cette occasion, à formuler un jugement définitif, j'emprunterais les termes dont Arnauld se servait dans sa polémique contre Malebranche pour le caractériser et je dirais comme lui d'abord : « *Il a un certain air grand et magnifique qui enlève et qui éblouit* (1) ; » puis j'ajouterais aussitôt, comme lui : « A vous dire le vrai, je ne trouve guère moins à redire à sa rhétorique qu'à sa logique : il est si guindé et il affecte si fort de ne rien dire simplement, qu'il est lassant, et que, s'il se fait estimer par là à ceux qui aiment une éloquence pompeuse, il donne plutôt du dégoût que du plaisir à ceux qui approuvent davantage celle qui est plus naturelle » (2).

6 avril. — Opérer, dans la démocratie, l'œuvre que saint

(1) Lettre au marquis de Roncy, mai 1681.
(2) Lettre à Nicole, 1683.

Paul a opérée dans le christianisme, voilà qui me tenterait. Être l'apôtre des gentils, écarter les vieux judaïsants, qui voulaient qu'avant d'être admis on passât par la synagogue et la circoncision; briser la vieille démocratie, étroite et hargneuse, et appeler la foule par la largeur et la beauté des doctrines.

10 avril. — Je me rends compte, chez Mme d'Haussonville, de l'effet de mes discours. Elle est fort aimable, mais son monde est très froid. De Broglie rôde autour de moi, sans m'adresser la parole : tête restée belle et intelligente, mais où siège un grand dédain ; Barante, après avoir échangé quelques mots avec moi sur l'échelle mobile, s'éloigne; Montalembert ne m'aborde pas, et après avoir très froidement répondu à mon salut, se rapproche de Jules Simon, auquel il parle de l'union de l'Empire et de la démocratie ; Lanfrey me regarde de loin...

Mon programme se précise de mieux en mieux :

Liberté, mais aussi démocratie.

Sans liberté, la démocratie n'est que du despotisme.

Sans démocratie, la liberté n'est que du privilège.

— La veille de mon discours, je suis allé assister à la première représentation de *Tannhæuser*. Il y a eu une cabale scandaleuse, un parti pris de ne point écouter. Je n'ai pu y tenir, je suis parti au troisième acte. Ce qu'il y a de comique, c'est que les chefs de claque étaient la princesse de Metternich, l'Empereur et moi. L'œuvre n'en est pas moins admirable. Le ténor allemand Newman a misérablement chanté, et s'est plus misérablement encore conduit; Scudo a raconté devant moi chez les Hérold qu'il était venu le voir pour lui annoncer que la pièce tomberait. Le même Scudo n'a pu s'empêcher de reconnaître que le chant d'Élisabeth au troisième acte, s'il eût été chanté par une cantatrice, eût produit un immense effet.

6 juin. — En arrivant à la Chambre, je rencontre Philis qui, en me demandant un billet, m'annonce la mort de Cavour. Cette nouvelle me consterne. J'ai froid au cœur, et, à la crainte des dangers que la disparition de cet homme d'État éprouvé me fait concevoir pour l'Italie, je comprends combien est grand en moi l'amour pour cette cause. A cette impression se mêle le sentiment mélancolique de notre fragilité. Du reste, il est mort glorieusement : en plein combat pour la patrie. J'ai peine à me remettre assez pour prononcer un discours sur le budget.

10 juin. — J'ai obtenu aujourd'hui certainement mon plus grand succès oratoire à la Chambre, en répondant à Keller. J'exprimais le fond même de mon être, aussi ai-je été entraînant. Jules Favre lui-même a été enlevé. Je suis heureux de m'être enfin montré tel que je suis; rien n'est plus intolérable que d'inspirer aux uns des craintes sans fondement et de faire concevoir aux autres des espérances qu'on ne réaliserait pas.

11 juin. — Jules Favre me félicite beaucoup. « Seulement, dit-il, je suis moins magnanime : je ne me résigne pas aussi facilement à oublier le passé; j'ai toujours les yeux fixés sur nos comptes ; heureusement que Picard se charge de faire les additions. »

Floquet, qui depuis quelque temps écrit au *Temps*, vient me féliciter. « Votre discours est si beau, que je ferai un article sur le discours de Darimon. » Oh! les amis!

Morny inspire des haines très vives. Callet Saint-Paul me racontait qu'il avait brusqué Kolb-Bernard (1) parce qu'il avait un rendez-vous galant. « Je me suis attiré bien des haines aujourd'hui pour être exact, » dit-il en arrivant. Il se trouvait chez quelqu'un qui énumérait le nom de tous ses chiens, fort nombreux. — « Quelle mémoire! s'écria Morny. Je ne connais pas, moi, le nom de tous mes députés. »

12 juin. — Liszt vient de passer un mois ici : du 8 mai au 8 juin. Après les premiers jours, il a été enveloppé, entraîné, et nous avons cessé d'en jouir. Pendant la dernière semaine, il a à peine paru auprès de sa mère, et son dernier dîner, au lieu d'avoir lieu auprès de son lit, s'est fait chez Mme d'Obreskoff. C'est une nature faible, gâtée par l'adulation, mais droite, loyale et charmante. Il m'a inspiré une très véritable et très vive affection. Je ne puis dire combien j'ai été transporté, touché, émerveillé de son jeu vraiment surnaturel. Je ne parle pas des prodiges de l'exécution matérielle, mais de la poésie, du souffle, de l'élévation, du pathétique et de la grâce. Souvent, en l'entendant, j'éprouvais la même impression qu'en écoutant Berryer, ou en lisant Mirabeau ou Bossuet. Malheureusement, jouer lui est maintenant un ennui, et il est tout entier à la poursuite d'une gloire de compositeur. Malgré cela, il s'est fort souvent exécuté. Mais les deux fois où

(1) Grand fabricant de sucre à Lille et député du Nord.

il s'est surpassé, c'est chez nous, le deuxième jour de son arrivée, et chez Lamartine.

Chez nous, il y avait peu de monde, la famille Ortolan et Bonnier, les Hédon et Mme Andral. Blandine a commencé par jouer *le Lac* de lui. Puis, il s'est mis au piano et a improvisé; c'était sublime. Ortolan pleurait à chaudes larmes. « J'ai du plaisir à jouer ce soir, » a-t-il dit à Blandine, se retournant vers elle. Chez Lamartine, il a dit, comme je ne l'oublierai jamais, les deux premières parties de la sonate en *la* de Beethoven. Il nous a souvent entraînés avec lui, notamment chez Lamartine, que j'ai été heureux de revoir, et qui a été fort aimable. Je conserve la lettre charmante par laquelle il m'a invité. J'ai recommencé des relations avec Rey et Berlioz.

Il est allé chez l'Empereur deux fois, très bien reçu et fait Commandeur. L'Impératrice lui a demandé la *Marche funèbre* de Chopin : après l'avoir entendue, elle s'est retirée dans une pièce voisine pour cacher ses larmes. Il a joué à l'Empereur de l'*Alceste*, qu'à ce qu'il paraît, il aime particulièrement. Dans la conversation, l'Empereur lui a dit ces deux mots caractéristiques : « Il est des questions insolubles... Par moment, il me semble que j'ai un siècle. » A quoi Liszt a répondu en courtisan : « C'est que vous êtes le siècle. »

Mme d'Agoult lui a écrit pour le prier d'aller la voir. Il y est allé, y a déjeuné avec quelques personnes, notamment Ed. Texier de l'*Illustration* et du *Siècle*, et a fait une visite d'adieu. Dans la conversation, qui a été banale, notre nom n'a pas été prononcé. Au moment de la séparation, il paraît qu'elle a eu quelques larmes dans les yeux, et qu'alors il l'a embrassée.

— Nous avons eu un charmant déjeuner entre nous, Pierre Leroux et le baron d'Eckstein. Celui-ci m'a dit sur Montalembert un mot très juste : « Je ne connais personne d'un cœur plus élevé et d'un esprit plus injuste. »

J'ai à mon tour défini, je crois très justement, Thiers : « Il n'y a personne d'aussi excessif dans l'immobilité. »

21 juin. — Anniversaire de la mort d'Aristide. Enfin, sa statue est debout, et son monument est terminé!

24 juin. — Favre a fait un discours malheureux. Sauf la fin qui, oratoirement, a été assez belle, il a été maladroit. Jamais, dans les assemblées, il ne faut citer des faits particuliers non mathématiquement prouvés. On ne doit jamais sortir des som-

mités. Que de belles choses à dire, plutôt que ces deux misérables exemples! Il n'a pas été plus heureux dans son allusion à 52. C'était politiquement inutile, à contre-sens : s'il avançait dans cette voie, il n'eût pas dû opposer une courbette aux coups de cravache de Morny. « Faites-vous rappeler à l'ordre, » lui criait Picard. Sa réplique à Billault a été pitoyable : la Chambre ne l'a pas même écouté; il a été obligé de s'asseoir.

Quand j'ai crié à Billault : « J'ai la liasse de vos discours, » il a pâli, chancelé, comme un homme qui reçoit un pavé en pleine poitrine. Il n'a pas répondu la petite phrase insignifiante qu'on a ajoutée au *Moniteur*, en la faisant suivre de (*on rit*). Il a continué fort troublé pendant quelque temps.

La Chambre a été enthousiasmée d'apprendre qu'elle ne sera pas dissoute. Pour moi, je n'ai jamais hésité à penser qu'on n'en ferait rien. Où en trouver une meilleure, plus complaisante et qui, au besoin, de blanche deviendrait rouge? Comment renvoyer une Assemblée qui ne vous a jamais résisté? Où en avoir une semblable? D'abord il est douteux que le moment soit précisément le plus favorable pour une réélection. Ensuite, il est permis à un gouvernement parlementaire de hâter l'expiration naturelle des pouvoirs d'une Assemblée, pour assurer une majorité, mais dans une Constitution qui met tout le pouvoir en dehors du Parlement, c'est un non-sens, et, que les pouvoirs le sachent ou non, ils obéissent en général à la logique de leurs principes.

Les élections au Conseil général viennent de se terminer. C'est un échec pour les impatients ou les optimistes; pour moi, c'est un pas de plus. Il y a eu beaucoup d'indifférence ou de froideur, on s'est cependant réveillé un peu. A Marseille, le clergé ayant déclaré qu'il appuyait la liste du Gouvernement les candidats légitimistes se sont retirés, et sur 45.000 électeurs inscrits, il y a eu 32 abstentions. Lemercier et Ancel ont échoué. Jules Favre aussi, mais s'être présenté était de sa part une légèreté; il n'avait aucune chance. Le fait principal a été l'échec et la confusion d'Havin, après une circulaire ainsi conçue : « M. le Ministre de l'Intérieur m'a offert spontanément de m'appuyer à Torigny. L'Empereur a bien voulu me faire écrire par son secrétaire M. Mocquart, qu'il voyait avec plaisir ma candidature... Enfin, M. le Préfet a recommandé à MM. les maires de se montrer bienveillants pour ma candidature. »

Cette circulaire, reproduite dans divers journaux, notamment dans l'*Opinion nationale* du 23 juin, n'a pas paru dans le *Siècle*. Durier m'a dit que, dans le Conseil, Havin avait reconnu qu'il a commis une faute, etc... Enfin, voilà le renard pris.

6 juillet. — Nous sommes dans un isolement complet, entourés de toutes parts d'ennemis. « Il ne faut pas avoir l'air de suivre les Cinq, » disait l'autre jour Nefftzer à Floquet. Et en conséquence Scherer nous blâme dans un article sur la session. Forcade, dans la *Revue des Deux Mondes*, Lanfrey, dans la *Revue Nationale*, ne mentionnent pas même mon discours en réponse à Keller, ni le *Courrier du Dimanche*. Le Berquier, dans un article sur le Barreau, dont mon affaire était l'occasion, m'avait nommé; on lui a fait effacer mon nom.

Monnier de la Sizeranne me raconte qu'un jour Louis-Philippe, dans une conversation avec lui, appelait Duvergier de Hauranne : « ce petit foutriquet. »

27 juillet. — Au moment de partir pour Nevers, je prie Blandine d'aller chez l'éditeur de mes discours, en acheter quelques-uns, que je désire distribuer à des amis. Elle revient en me disant que tout est épuisé : c'est à grand peine, en courant chez les libraires, qu'elle parvient à en réunir cinq ou six. Cette nouvelle me réjouit, car, je n'avais qu'une crainte, c'est que mon éditeur en fût pour ses frais. Cela prouve que je n'ai pas tout à fait perdu mon temps.

2 août. — Dans la journée, visite à Saint-Sulpice des peintures de Delacroix. Je les trouve fort belles. Delacroix étant là, nous faisons connaissance. Figure très intelligente, tourmentée, pathétique; mais sans calme, ni beauté, ni sérénité. C'est vraiment le peintre des drames agités et lugubres, et non celui de la beauté radieuse. Rien ne le définit mieux que son *Seleucus*.

8 heures : départ pour Weimar.

***

4 août. — A l'arrivée, nous trouvons Liszt au chemin de fer. Il nous conduit à l'Altenburg, qui est déjà plein. Nous y rencontrons notamment Ed. Liszt, Tausig, Bülow, Wagner, qui, transporté de joie, nous dit : « Ma patrie est où vous êtes. » Pendant que tout ce monde est à la répétition, je vais me promener dans le jardin. Il est triste, abandonné. Dans la maison, tout indique l'absence d'une maîtresse de maison, et aussi les prépa-

ratifs d'emballage. Il y a quatre ans, quand je suis venu pour la première fois, quoiqu'on fût en hiver, la vie était partout. Je m'assieds et je rêve mélancoliquement.

5 août. — 8 heures du matin. Dans la cathédrale : motet de Bach; deux chœurs qui se répondent et s'exaltent comme deux rossignols en combat; entre les deux, solo séraphique.

6 heures et demie du soir. — *Missa solemnis* de Beethoven, écrite un peu avant la 9e symphonie de 1818 à 1822; devenu sourd complètement en 1819. Œuvre gigantesque. Il est difficile de dire ce qu'on y préfère; tout y est d'une égale quoique diverse beauté. Comme émotion, avant tout le *Kyrie*, véritable effusion d'une âme de feu, puis le *Benedictus*. Le *Gloria* est d'une joie, d'une ivresse telle que cela perce le ciel : on dirait que les prières l'escaladent avec fracas, pour aller vers Celui qui est. Comme affirmation, le *Credo* est colossal. La fin a un effet naïf et tout-puissant; pendant que, dans l'orchestre, gronde le bruit des batailles, deux voix suppliantes, auxquelles se joint bientôt le chœur, s'écrient : *Agnus Dei, da nobis pacem*. L'effet est pathétique. Dans tous les morceaux, la musique s'accommode au texte avec une étonnante fidélité; la mélodie s'appuie aux paroles comme une draperie sur une statue.

7 heures. — Exécution au théâtre du *Faust* et du *Prométhée* de Liszt. Le *Prométhée*, du reste mollement conduit, m'a paru décousu et vide, sauf un chœur ravissant qu'on a fait bisser, celui des moissonneurs. Quant à *Faust*, c'est un vrai chef-d'œuvre. C'est une idée ravissante d'avoir, dans la 3e partie, fait reprendre ironiquement par Méphisto les motifs de la 1re. L'œuvre est élevée, forte, claire, pathétique. « On ne peut plus faire un *Faust* après celui-là, » a dit Wagner. En présence d'une telle composition, il n'y a que la mauvaise foi qui puisse contester à Liszt la qualité de musicien éminent. Seulement, à Wagner ainsi qu'à moi, le chœur qui termine paraît hors de place; après que l'ironie de Méphisto a été vaincue par le chant de Marguerite, la dernière limite de l'émotion est atteinte, le drame est fini; tout ce qu'on y ajoute ne peut que diminuer l'effet. J'ai fait cette observation à Liszt, qui l'a bien accueillie. Bülow a supérieurement conduit l'orchestre et contribué pour sa grande part à un succès qui a été incontestable.

7 août. — Exécution des œuvres des *poetæ minores* de l'école, entremêlée d'un gracieux concerto de Liszt, très bien

rendu par Tausig. Entre autres compositions, on exécute une marche de Drayscké qui est absurde d'un bout à l'autre. Quelques murmures s'étant fait entendre, Tausig et autres se sont mis à applaudir avec frénésie. Sur quoi, Wagner et moi n'avons pu retenir notre blâme. « Si vous soutenez avec tant d'ardeur les œuvres misérables, quelle force aurez-vous pour défendre les chefs-d'œuvre ? Si, par exemple, on avait chûté *Faust*, qu'auriez-vous fait de plus ? — C'est une question de parti, » a répondu Tausig. Voilà comment, dans les directions les plus diverses, les hommes se pipent avec les mêmes mots.

Le soir, pendant que Liszt va dîner chez le Grand-Duc, les étudiants d'Iéna viennent donner à Wagner une sérénade aux flambeaux.

8 août. — Nous partons de Weimar pour Munich et Richennal. Wagner nous accompagne. Jusqu'à présent, il a été charmant, plein de poésie, de grâce, d'aperçus. Quelqu'un se plaignait devant lui de la difficulté de parvenir. Il répondit : « Présenter une œuvre au public, c'est s'affirmer son supérieur. Avant d'admettre cette prétention et de se soumettre, le public résiste : il faut lutter avec lui et le vaincre. Il n'est pas juste de se plaindre d'une telle lutte. Quand le résultat est obtenu, il est tel que c'est vraiment la peine de le conquérir par de violents efforts. »

10 août. — Après avoir traversé la charmante Thuringe, nous passons un jour à Nuremberg, la vieille ville allemande.

12 août. — Séjour à Munich. Je suis émerveillé des édifices. Ils sont peu originaux, c'est vrai, mais l'appropriation est si intelligente et si ingénieuse, les ornements sont d'un goût si irréprochable que ces copies deviennent originales. La Glyptotek surtout m'enchante.

Le roi Louis était un despote, mais d'un sentiment bien développé de l'art. Dans la nouvelle pinacothèque, je suis émerveillé des vues de la Grèce et de leur disposition. Dans l'ancienne, petits mendiants de Murillo, beaux Van Dyck, Rubens, portrait de Fénelon. École Italienne, même Raphaël, n'a que des spécimens ordinaires.

14 août. — Wagner nous quitte, malheureusement après nous avoir trop laissé voir ses dispositions égoïstes et despotiques et sa préoccupation effrénée de lui. Sans scrupule, il a pris

possession d'une chambre à deux lits, pendant que Cosima dormait sur un canapé.

20 août. — Quoique ce pays m'enchante et que son air soit pour moi un véritable calmant, je suis obligé de le quitter, tant la nourriture est mauvaise. Mon estomac se reprend et me commande le départ. Nous allons passer quelques jours à Salzbourg.

24 août. — Salzbourg ! Ville adorable entourée de prairies vertes, de collines boisées, au bord d'un fleuve et ayant pour horizon les Alpes tyroliennes. C'est la digne patrie de Mozart. Comme dans les œuvres de l'immortel musicien, tout y est grâce, charme, harmonie. La grandeur y est tempérée par l'élégance et l'élégance n'y est pas destituée de grandeur. Il n'y a pas cent ans, l'archevêque, prince du lieu, faisait dîner Mozart avec ses domestiques; aujourd'hui, celui qu'on traitait en histrion a une statue sur la place publique et les érudits seuls se rappellent le nom de l'archevêque.

En me promenant dans les rues, je cherche de tous côtés Mozart et il me semble que j'entends des voix dans l'air.

25 août. — Nouveau séjour à Munich et examen particulier de l'art allemand. Overbeck n'est qu'un pastiche, une copie non déguisée des peintres de l'Ombrie de la première manière de Raphaël, mais le pastiche est réussi et il y a au fond en lui un tel sentiment intime qu'on en est ému. Kaulbach est théâtral, vide, confus souvent, mais c'est un peintre, et quelquefois il a soit de la grâce, soit de l'esprit. Quant à Cornélius, je ne le comprends pas. Sa couleur est non seulement nulle, mais choquante, sa composition est confuse. Son immense fresque du *Jugement dernier* gâte la charmante église Saint-Louis. Quelques bons paysagistes. En somme, notre école actuelle est de beaucoup supérieure.

Visite dans l'atelier de Kaulbach, où nous avons vu la bataille de Salamine, et le portrait historique de Liszt. Figure intelligente et railleuse, cheveux noirs. A été plein de cordialité. Malheureusement, n'a pu parler français. Quelque similitude dans la physionomie avec celle de Delacroix.

J'acquiers la conviction par ce que j'entends :

1° Que l'unité allemande est une idée rétrograde, contraire à l'Allemagne et surtout à la France, contre laquelle elle est dirigée. En Italie, la fédération entre États libres eût été préfé-

rable à l'unité, car, ainsi que le dit Benjamin Constant avec raison, la variété, c'est la vie ; mais là on peut objecter la nécessité d'une dictature et d'une action intense contre l'oppression étrangère. Rien de pareil ne peut être soutenu en Allemagne, où tous les souverains sont nationaux : j'admets bien qu'on médiatise quelques petits ducs, mais je ne comprends pas que, sous prétexte d'unité, on étouffe tant de centres de vie locale.

2° Il me semble que l'on croit à la sincérité du mouvement libéral de l'Autriche. On n'aime pas l'Empereur, mais on a de lui l'opinion qu'il est tenace et loyal. De cette conviction naît une opinion publique à peu près généralement opposée au mouvement hongrois.

27 août. — Nous revenons directement à Paris par Strasbourg. Puis, départ pour Saint-Tropez.

*
* *

11 novembre. — Retour à Paris. J'ai continué cette année-ci à vivre à la campagne comme l'année précédente, en paysan. Sauf les deux volumes de Sainte-Beuve sur Chateaubriand et les lettres de Béranger, je n'ai rien lu. J'ai bêché, pioché, travaillé aux champs. La route du long de la mer et l'achèvement des plantations du petit bois devant la maison m'ont occupé principalement : j'ai eu le bonheur, en faisant creuser, sur l'indication de mon père, au haut de notre colline, de trouver une source, quoiqu'il eût fait une sécheresse peu commune cette année. Je m'attache de plus en plus à cette propriété. Grâce au repos que j'y ai goûté, aux bains d'écorces de pin, à ma vie active, j'ai retrouvé un peu de santé et éprouvé quelquefois, comme jadis, le bonheur de vivre. Que de projets je fais, que de rêves charmants ! Par malheur, l'argent manque et il faut se contenir.

J'ai retrouvé ma popularité un peu ranimée. Le coiffeur de Vidauban, chez lequel je suis allé, n'a pas voulu recevoir d'argent. On m'a offert partout des voitures, etc...

Au retour, j'ai dîné à Toulon avec Michelet qui passe l'hiver dans une campagne, au revers du fort Lamalgue. Jusqu'à deux heures, pluie : à cette heure-là, le mistral a tout dissipé et nous avons pu longer, jusqu'à la campagne de Suchet, la côte admirable ! « Quand je sors de l'histoire naturelle pour entrer dans l'histoire, m'a dit Michelet, je mets de grandes bottes. » S'est

étendu avec feu sur l'héroïsme de nos soldats, sous Villars.

6 décembre. — Je n'ai en ce moment aucune affaire. Adolphe en a eu l'autre jour l'explication. Un de ses amis est clerc chez... « Pourquoi ne donnez-vous pas d'affaires à Émile Ollivier ? — Ah ! aucun de nous ne le fait. Ollivier est un homme très distingué. Après Dufaure, c'est certainement l'avocat le plus capable de plaider une question de droit. Mais il s'occupe de politique, et il n'a pas l'oreille des juges. »

Espérons que cela passera comme une épidémie.

10 décembre. — Je passais devant le Corps législatif, lorsque je rencontre Morny. Je le salue et je passe outre. Il arrive vers moi et me tend la main. Après les premiers compliments échangés, il me dit : « Nous marchons au gouvernement parlementaire : j'y pousse. » Me fait alors une espèce d'apologie de sa vie. Me dit que le gouvernement de Louis-Philippe avait une origine qui ne pouvait être acceptée, que le pouvoir absolu était nécessaire pour sortir du gâchis ; qu'aujourd'hui il reconnaît qu'en présence des déchirements intérieurs, on ne peut exercer le pouvoir sans servilité. Il revient sur l'idée qu'il m'a souvent exprimée que nous manquons de liberté civile, que l'État peut trop de choses. Comme je lui manifestais qu'on respire un peu dans le Midi depuis que la réaction cléricale et blanche se trouve arrêtée, il m'a répondu : « Je trouve qu'on ne fait pas assez contre eux. — Poussez en avant, lui ai-je dit en le quittant, nous vous soutiendrons. — Je vous le promets, » m'a-t-il dit. Je lui ai dit ce que je pensais des dernières mesures de Fould, qu'elles étaient une faiblesse et une force. M'a remercié des services que je leur avais rendus l'année dernière par mes discours si nets et si loyaux.

29 décembre. — J'ai dîné avec Girardin chez Mme Fould. Voit tout en noir. Croit que cela ne peut durer. « L'opposition devrait pousser aux dépenses : les gouvernements n'accordent de liberté que pour avoir de l'argent. L'Empereur a un grand charme. Quelques jours après son installation, il m'invita à dîner à l'Élysée avec son geôlier de Ham ; il me prit dans une embrasure de croisée et me dit qu'il ne pouvait gouverner avec la Constitution, qu'il voulait donner sa démission, faire un appel au peuple. Je l'en dissuadai. » Il me répète ce qu'il m'a déjà raconté une fois et ce qu'il a imprimé, que Thiers, ayant trouvé le manifeste mauvais, il en avait fait écrire un par Merman. Il

blâmait particulièrement ce qui concernait l'amnistie, et « je mettrai ma gloire à rendre le pouvoir; » mais l'Empereur avait voulu maintenir ces passages. Il ne travaille pas; il marche quatre ou cinq heures par jour, et fatigue tout le monde. Girardin considère Guizot comme le plus grand orateur qu'il ait entendu. Pour comprendre ses opinions financières, il faut savoir qu'il a des terrains à vendre, et qu'il ne trouve pas d'acheteurs. — Allez au fond des avis de la plupart des hommes, vous trouverez un terrain à vendre.

30 décembre. — Chez Chargé, j'ai rencontré hier l'abbé Duquesnay, curé de Saint-Laurent. M'a raconté s'être trouvé à Bordeaux avec Lacordaire. Une multitude immense suivait ses conférences. L'abbé Duquesnay dit : « Mon père, vous devez avoir quelquefois des pensées d'orgueil? — Jamais je n'ai eu même à en repousser, » répondit Lacordaire. Un autre jour, Lacordaire lui demanda : « Comment traitez-vous les jeunes gens qui, après avoir fait la vie, se repentent? Leur imposez-vous des peines corporelles? — Je les traite doucement, répondit l'abbé. — Quant à moi, je suis très sévère. C'est le corps qui les a entraînés; il faut mater le corps : jeûnes, coups de discipline jusqu'au sang, voilà ce que je leur prescris. Du reste, je les aime. Il me prend souvent envie de les embrasser, de les serrer dans mes bras. » Il appliquait ces procédés à lui-même et à ses novices; pour la moindre faute contre la règle, il leur faisait donner des trente coups de discipline.

31 décembre. — L'année finit tristement. Hérold perd son petit enfant du croup. Mme Hérold, sa mère, le suit quelques jours après. Voilà plusieurs années que, tous les dimanches, j'allais dîner aux Thermes. Aussi, je sens un vide de cette mort et un vrai chagrin. C'était une noble nature que cette femme, intelligente, généreuse, dévouée. Elle était seulement trop orgueilleuse et d'une violence et d'une mobilité effrayantes dans ses jugements. Elle s'était mal conduite envers une des femmes que j'aime le plus, mais rien n'avait altéré l'affection qu'elle me portait. La naissance d'un petit-fils, attendu depuis longtemps, l'avait grisée de joie; puis étaient arrivés les démêlés avec sa belle-fille qu'elle détestait et que son fils soutenait contre elle. Enfin, le croup déclaré, elle avait voulu imposer sa foi homéopathique, on ne l'avait écoutée qu'au dernier moment. Tant d'émotions l'ont brisée : elle a été emportée par la violence

de ses impressions. Depuis la mort de son mari, elle n'avait pas quitté ses habits de deuil. Belle, jeune, elle s'était enfermée dans la solitude et vouée à l'éducation de ses enfants. La mort de celle de ses filles qu'elle préférait, Eugénie, l'avait atteinte au cœur. Elle avait été d'abord très mal avec Clamageran, et, dans ce temps, j'avais reçu souvent ses confidences désespérées; depuis, une véritable union s'était établie entre eux. Il n'a manqué à cette femme qu'un peu plus de jugement et moins d'orgueil, pour être une créature parfaite. Telle qu'elle a été, je l'ai tendrement et sérieusement aimée, et certainement, avec elle, je perds une de mes meilleures affections. De tels êtres ne se rencontrent pas souvent dans notre pauvre humanité.

*
* *

27 janvier 1862. — Je n'avais jamais entendu l'Empereur. J'ai demandé un billet et je suis allé en simple spectateur, avec Blandine, à la séance d'ouverture. La voix de l'Empereur est forte; elle remplit facilement la salle des États, fort grande; mais sans sonorité, ni inflexions, comme mécanique. Il a lu son discours, très vite d'ailleurs, d'un air endormi : l'assistance l'a accueilli très froidement.

15 mars. — La discussion de l'Adresse est finie pour nous. Elle a eu cette année un retentissement inouï : on s'arrachait les journaux, les tribunes étaient combles, et, comme au temps jadis, on s'abordait en se demandant : « Que s'est-il passé au Corps législatif? » Les Cinq sont dans toutes les bouches. Enfin, on nous rend un peu justice, et Dufaure est allé voir Picard pour lui dire que maintenant il était convaincu sur la question de l'abstention, et que, à l'exception de ceux qui étaient retenus par une répugnance invincible à prêter serment, il fallait que tout le monde se présentât au scrutin.

Picard et Jules Favre ont très bien parlé. Je regrette seulement qu'ils se soient un peu trop perdus dans les faits particuliers. J'ai essayé de faire le contraire, de rester dans les principes. Ne pouvant avoir aucune influence directe sur les faits, nous devons rechercher d'en obtenir une sur les esprits, en enseignant les vraies doctrines. J'ai, quant à moi, saisi avec empressement l'occasion que m'a fournie Keller, de m'expliquer sur les révolutions, une fois de plus.

J'ai fait des progrès cette année en diction. Je ne me suis

pas pressé et n'ai pas forcé ma voix. Seulement, je mets un tel feu dans chaque discours, que cela m'est encore une violente fatigue, d'autant plus qu'après avoir parlé, je reste à la Chambre jusqu'à 8 ou 9 heures du soir à revoir la sténographie.

Un bon changement s'est opéré en Jules Favre à notre égard : il n'est plus comme humilié d'être avec nous. Il racontait l'autre jour à Picard qu'il était venu à la Chambre avec de violentes préventions contre moi, qu'on m'avait représenté à lui comme un ambitieux, etc... mais que tout cela était tombé, et qu'il avait pour moi de l'amitié et un profond respect.

Comme président, Morny a été pédagogue et malheureux. La Chambre est divisée en ce qui nous concerne : une certaine portion est intolérante et ne demande qu'à nous empêcher de parler, mais il y en a 80 ou 100 qui sont avec nous, du moins pour cela.

16 mars. — Montalembert, avec lequel j'étais en froid depuis l'année dernière (1), est venu me voir pour me féliciter de mon discours. Il m'a dit que chez M. de Ségur, dans un monde qui ne nous est pas favorable, on déclarait ce discours le seul acte politique de l'Adresse, etc., etc.

20 mars. — Le prince Napoléon m'a fait prier par Darimon d'aller le voir, qu'il me recevrait quand je voudrais, en lui faisant passer ma carte. J'y suis allé aujourd'hui à 1 heure : j'ai attendu quelques instants avec Guéroult, puis j'ai été introduit. Le Prince a été charmant, et très franc. Je lui ai exposé mes idées; il m'a exposé les siennes. Il m'a paru être vraiment libéral, et vouloir comme moi constituer à la société une vie propre, indépendante de l'action du gouvernement.

En nous séparant le Prince : « Venez me voir quand vous voudrez; je ne veux pas vous compromettre. Si vous voulez connaître ma femme, elle en sera heureuse; si vous voulez lui présenter votre femme également. Faites comme vous voudrez. » Nous nous sommes ainsi quittés, après une heure de conversation.

27 mars. — Hier, je suis allé chez Montalembert. Grand concours. MM. de Mérode, Carné, Buffet, Duvergier de Hauranne, Daru, Cochin, etc. Il y avait une demi-heure que j'étais là, lorsque M. de Montalembert s'approche et me dit : « Ne vous serait-il pas désagréable d'être présenté à M. Guizot?

(1) A la suite du discours qui approuvait les concessions libérales du décret du 24 novembre 1861.

— Nullement, mais c'est à lui que cela pourrait être désagréable? — Non. Il faisait tout à l'heure un panégyrique de vous. » Je m'approche. La présentation s'opère. « J'aurais voulu, monsieur, que vous entendissiez ce que nous disions de votre discours; je l'ai lu et relu. C'est en parlant ainsi que vous augmenterez votre action. » Je lui réponds que j'étais honoré de son suffrage, et la conversation s'engage. Il dit : « Billault a gagné : autrefois, il ne mordait qu'aux jambes, aujourd'hui il mord un peu plus haut; puis, maintenant, il parle politique; elle est bonne ou mauvaise, peu importe, tandis que M. Baroche, ce n'est pas de la politique. Le mal de votre situation, c'est que vous n'avez pas d'adversaires; vous en êtes réduit au monologue. Le difficile n'est pas de trouver la vérité dans les temps tranquilles, mais d'y conformer sa conduite, sans glisser trop du côté du pouvoir ou du côté de l'anarchie. Dans le pays que je connais, le paysan a maintenant, non l'habitude, mais le goût de l'indépendance; mon gendre a été nommé au Conseil général, malgré la plus vive opposition. — En France, on n'a jamais fait tout ce qu'on pouvait. Il s'agit de constituer des influences personnelles en opposition à l'influence de l'administration. »

Comme je lui exprimais de l'espérance dans les prochaines élections et la pensée que nous pourrions être quinze ou vingt : « Vous avez raison d'espérer : le monde appartient aux optimistes, les pessimistes ne sont que des spectateurs. » Tout cela dit d'une voix ferme, vibrante, la tête relevée, d'un geste magistral. J'avoue que j'ai senti la puissance de cet homme.

En revenant chez moi, de la rue du Bac, en réfléchissant aux diverses appréciations favorables, venues de divers côtés, dont mon discours a été l'objet, j'en concluais deux choses : 1° que l'amour de la révolution est en France un sentiment très général et qui se manifeste, dès qu'on ne confond pas la révolution avec ses excès; 2° que dès qu'on réserve les personnes, on peut, sans trop blesser ses adversaires, attaquer les doctrines.

28 mars. — Je traversais la salle des Conférences, lorsque Laffont, un de mes collègues, m'aborde pour me dire que Lamartine, chez lequel il avait été présenté, lui avait dit en parlant de moi, avec feu : « Dans dix ans, vous verrez ce que sera ce jeune homme! » C'était en réponse à une phrase de Laffont qui, après avoir parlé de Keller, lui disait : « Nous

avons un jeune homme que nous estimons, etc. » Je ne crois pas à la prophétie, et je ne la note pas ici *par vanité*, mais parce que ce témoignage d'estime me touche.

Duvergier de Hauranne m'affirme avoir su de Rivet, secrétaire particulier de Martignac, que Benjamin Constant reçut de celui-ci 100 000 francs. Il le soutenait par conviction, c'était dans la ligne de ses principes, mais il reçut 100 000 francs. Si le fait est vrai, il est semblable à celui de Berryer, recevant une pension de son parti. Il me dit aussi qu'il le vit après les journées de Juillet, le trouva fort effrayé, et redoutant beaucoup de voir les excès de la révolution recommencer : « Tout est perdu, » disait-il.

Un autre jour, Laboulaye, avec lequel je dînais chez lady Holland, a comparé Royer-Collard à Benjamin Constant : « Royer-Collard a sans cesse changé et Benjamin, jamais. Royer-Collard a emprunté beaucoup de ses idées à Benjamin Constant, souvent même des phrases. Ainsi, c'est de Benjamin qu'est la phrase que Royer-Collard a rendue célèbre : « Les crimes « n'étaient pas nécessaires. » Royer-Collard était l'insolence même. »

2 avril. — On parlait à Saint-Marc Girardin de Renan et de son cours, dans lequel il nie la divinité du Christ. « Il avait besoin dans sa situation, a-t-il répondu, de faire un coup d'éclat. Il s'en est pris au plus faible. »

Pour me reposer de mes travaux, avant de me jeter dans l'étude du budget, je lis avec ravissement les lettres de Mme de Sévigné, que je ne connaissais pas. Je suis émerveillé de ce qu'il y a de naturel, de sain et de fort dans ce style. Pas la moindre manière, ni affectation. Cela peut être soigné, mais ce n'est pas cherché. J'y prends la meilleure idée de la personne elle-même. Elle est très sensée et très bonne, d'esprit très élevé, émue et non languissante. Sa grâce, de la façon de celle de Raphaël, n'a rien de maladif; elle n'est autre chose que l'épanouissement spontané, et, si j'ose dire, joyeux, d'une nature bien équilibrée. Montaigne, Molière et Pascal attristent; comme Rabelais, Mme de Sévigné égaie. Les premiers sont des pessimistes, les autres sont des optimistes. Ceux-ci sont bons avant tout et heureux, ceux-là sont profonds par-dessus toutes choses et malheureux.

16 avril. — J'ai lu les deux volumes de Hugo, *les Misé-*

rables. Les types, sauf celui de Javert, ne me paraissent que ceux de Balzac, de George Sand ou d'Eugène Sue repris. Jean Valjean est inspiré de Vautrin ; la scène de la Cour d'assises est dans *Mauprat*. La fable est illogique : les condamnations pour le vol d'un pain, les évasions successives, tout cela est faux. Le style a toujours ses antithèses, ses concetti, son mauvais goût gigantesque. La prétention à l'exactitude minutieuse, matérielle, s'étale à côté d'erreurs de fait, telles que celle qui consiste à mettre à Arras une Cour d'assises qui ne siège qu'à Saint-Omer. Cependant le livre est beau, puissant, *empoignant*. La puissance dramatique y éclate, à côté d'un sentiment doux et humain. L'évêque rendant les chandeliers, le petit Gervais volé par suite de l'impulsion reçue, sont des idées profondes. Quand on a commencé ces récits émouvants, il est impossible de s'arrêter.

20 avril. — Il paraît que l'Empereur aurait dit à M. Ducouëdic, un député : « Je n'y comprends rien, mes rapports me disent que tous les hommes sérieux et honnêtes se croient à la veille d'une révolution. » Le fait est que jamais l'inquiétude et la désaffection n'ont été plus générales. Les affaires sont nulles, la misère augmente, et tous les partis, ayant été successivement trompés, commencent à s'unir pour se retourner contre le maître ; tout devient matière à opposition : une pièce, le livre de Victor Hugo, le procès Mirès, l'affaire Palikao. Évidemment il va tenter un coup. Lequel? Beaucoup croient : une guerre. Mais avec qui ?

30 avril. — Michelet n'est pas content des *Misérables*. Les personnages ne vivent pas, ils sont *empaillés* ; l'évêque surtout le fait bondir de colère. Mme Michelet affirme que c'est un des amis de Hugo qui lui a fait ajouter la scène avec le conventionnel, pour adoucir l'effet du type.

L'acquittement de Mirès (1) a satisfait les gens d'affaires, mais a été très mal vu par la généralité. On va répétant partout que l'acquittement a eu lieu par ordre, parce qu'on craignait les révélations. Le Gouvernement, je crois, considère plutôt cet acte comme un fait d'opposition.

2 mai. — Passé la soirée chez Lamartine : je l'ai trouvé fort aimable : « Je suis fier de vos succès, m'a-t-il dit, car je

(1) Mirès avait obtenu la cassation de l'arrêt qui l'avait condamné et un acquittement définitif.

vous ai prophétisé. » M'a parlé de ses affaires. « Je suis vaincu; je vais me dépouiller; je vais tout vendre. Il me restera les 150 ou 200 mille francs que je gagne par mon travail. Le jour, cela va bien ; mais les nuits sont terribles. »

14 mai. — Mirès n'a jamais voulu attaquer le Gouvernement. Quand il appela Favre, celui-ci ayant manifesté l'intention de rapprocher les manœuvres reprochées à Mirès de celles mises en œuvre par le Gouvernement dans la conversion, Mirès répondit qu'il ne voulait pas attaquer le Gouvernement, qu'il lui devait d'avoir pu faire sa fortune, qu'il lui en était reconnaissant. Cela me rappelle le mot que m'adressait, il y a quelque temps, Octave Feuillet, chez Mme Singer, quand je reprochais à l'Empire son despotisme : « Quant à moi, je lui serai toujours reconnaissant des dix années de liberté d'esprit qu'il m'a procurées. »

1er juillet. — Je n'ai pu prendre des notes tous ces jours, les moments libres étant consacrés à ma correspondance. J'indique seulement que mon succès à propos de l'impôt a été beaucoup plus vif que le *Moniteur* ne le marque. J'ai été félicité, non pas par *plusieurs* de mes collègues, mais par *presque tous*. Jules Favre ne connaissait pas assez la question du Mexique, ou tout au moins n'avait-il pas eu le temps d'y réfléchir suffisamment. Si j'avais parlé, ainsi que je me le proposais, je n'eusse pas demandé le retrait immédiat des troupes : j'aurais concédé la nécessité de soutenir l'honneur du drapeau. Aussi, après le discours de Billault, n'ai-je fait aucune tentative pour parler. Il était bien tard. J'aurais cependant tenté, s'il n'eût fallu indiquer d'une manière quelconque mon dissentiment avec Jules Favre. Du reste, Billault a été faible et, sauf à la fin, très froidement accueilli.

ÉMILE OLLIVIER.

(*Le journal est suspendu pendant huit mois à la suite de la mort de Mme Blandine Ollivier.*)

POÉSIES

RAHAB, FILLE DE JÉRICHO

> Josué, fils de Noun, envoya deux espions à Jéricho, où Rahab, la courtisane, les cacha dans sa maison... Et ils dirent, à leur retour : « Dieu a livré cette terre et ce peuple en nos mains. »
>
> Et tous, dans Jéricho, furent frappés par le glaive, l'homme, la femme, le vieillard et l'enfant, et les bœufs, les moutons et les ânes...
>
> JOSUÉ, VI, VII.

Rahab ! qu'attends-tu là, sous l'olivier séché,
Qui naguère étendit sur le toit de tes pères
L'orgueilleuse vertu de ses branches prospères,
Et, tué dans sa sève, est mort de ton péché ?

Une corne de poil cerne d'un cercle oblique
Ta crinière de bronze et tes sourcils fardés,
Et dénonce aux passants dans le soir attardés
Ton obscure infamie et ta honte publique.

Pourquoi ce manteau noir sur tes seins rabattu ?
Sous ton front de lionne, en ton regard de louve,
Quelle colère flambe ou quelle terreur couve ?
Qu'attends-tu là, Rahab ! et que médites-tu ?

Le regret te point-il, ô muette farouche !
De n'avoir pas, ainsi qu'une eau sale à l'égout,
Craché ton reniement mortel, avec le goût
Des baisers étrangers dont brûle encor ta bouche ?

Le remords te tient-il de l'instant criminel
Où, sur ton seuil sacré, sur cette même route,
Pâmée et les yeux clos, tu t'abandonnas toute
Aux envoyés secrets des tentes d'Israël ?

La divine Astarté, dont tu fus la prêtresse,
Ne t'aurait-elle pas maudite, pour avoir
Vendu, par un contrat sinistre, à pareil soir,
Infidèle à ta ville, à ton peuple traîtresse,

A l'ennemi ton corps deux fois prostitué,
Et caché sous le lit tiède de ta luxure,
Doublement impudique et doublement parjure,
Deux espions venus du camp de Josué ?

Ta cité t'aurait-elle, et d'un seul cri, vouée
A l'exécrable mur des lapidations,
Pour que la pierre même, aux fils des Nations,
Proclamât ta mémoire à ton forfait clouée ?

Non ! depuis cette nuit, au proche carrefour,
Tu règles en chantant les danses rituelles
Des pâles sectateurs des voluptés cruelles,
Fille de Jéricho ! folle fille d'amour !

Dans les parvis, mêlée aux graves hiérodoules,
Sur ta toison de cuivre ouvrant ta robe d'or,
Tu brames ton désir comme on hurle à la mort,
Et ton rire éclatant en flagelle les foules.

Fille de Jéricho ! folle fille d'amour !
Ton peuple que tu perds, ta ville que tu livres,
Pour ne pas voir de quel poison tu les enivres,
Ont foi dans leur muraille, et se fient à leurs tours.

Mais toi seule, tu sais qu'il faut que s'accomplisse
Tout ce qui fut prédit jusqu'au dernier verset,
Que, seul, ton propre sang ne sera pas versé,
Et que qui te pardonne est dupe ou bien complice.

Car, hormis toi, selon le saint commandement,
Rien ne subsistera, ni germe ni semence,
De la ville en délire et du peuple en démence,
Dont tes yeux, ô Rahab! étaient l'enchantement.

Le pays des raisins, des palmes et des figues,
Est devenu l'auberge ouverte à tout venant,
Où vingt races confluent et vaguent, promenant
Leur engoûment stupide et leurs faveurs prodigues,

Du jongleur équivoque à l'obscène bouffon,
Du stupre à marchander à la folie à vendre...
Inentendu de qui se refuse à l'entendre,
Un tumulte armé gronde à l'Orient profond.

Les Nomades vomis par le désert sans bornes,
Qui coucheront tes dieux dans leur cendre, sont là.
Et la vapeur de sang, qui couvre Galgala,
Fume sur leurs autels entre les quatre cornes.

L'ange exterminateur, hors des sables sans fin,
Hors du lieu de la peur et de la solitude,
Chasse vers Chanaan leur lourde multitude
Ivre de force, ivre de soif, ivre de faim.

De Gessen à Moab, ils ont, quarante années,
Erré, multipliant leurs monstrueux essaims,
Liant, exécuteurs d'infaillibles desseins,
A l'implacable loi leurs nuques obstinées.

Ils ont suivi, guidés par le pilier de feu,
Invisible présence aiguillonnant leur marche,
Et dont le trône pèse aux chérubins de l'Arche,
Le Dieu jaloux, le Dieu des vengeances, leur Dieu.

Ils voient, comme du mont Nébo la vit Moïse,
Ruisselante de miel, de baumes et de vins,
Étalant ses vergers des pentes aux ravins,
Cette terre à leur race innombrable promise.

Les eaux à leur passage ont ouvert un chemin,
Au fond du Saint des Saints les foudres enfermées
Vont tonner dans la voix du Seigneur des Armées,
Tu le sais, ô Rahab ! que peut-être demain,

Parmi les arcs sonnants et les harpes chantantes,
Haussant le glaive nu vers le soleil levé,
Josué, fils de Noun, et l'élu d'Iahvé,
Aux tribus d'Israël va crier : « Hors des tentes ! »

La palmeraie est douce aux yeux comme un jardin,
Et sa frondaison verte en toute saison neuve,
La brise souffle d'Est, et des rives du fleuve
Nous apporte l'effluve embaumé du Jourdain.

Elle court, fait danser les feuilles sur la route...
Un appel de trompette éclate dans l'écho;
Folle fille d'amour, fille de Jéricho,
Tu l'entends ! Tu te tais... cependant que j'écoute,

Dans ton silence obscur de ténèbres chargé,
Jaillir du pavillon des buccins lévitiques
Le vent qui fauchera, comme ses tours antiques,
Et ta ville trahie, et ton peuple égorgé.

SÉBASTIEN-CHARLES LECONTE.

TENDANCES NOUVELLES DE L'ESPRIT PUBLIC AUX ÉTATS-UNIS

CONFÉRENCE PRONONCÉE A LA COUR DE CASSATION (1)

Il y a quatre ans, m'adressant à ce même auditoire d'élite, j'exposais l'expérience démocratique que faisaient les États-Unis et montrais la scène où elle se déroulait. Je m'efforçais alors de faire ressortir l'importance et les difficultés des problèmes qui se posent devant la démocratie américaine, et dont certains sont en voie de solution, — en particulier des problèmes qui, à la suite de la guerre, ont absorbé l'attention publique.

Aujourd'hui, j'ai à nouveau l'avantage de pouvoir vous entretenir de quelques tendances nouvelles de l'esprit public aux États-Unis. Dans l'abondance des sujets qui s'offrent à moi, je ne choisirai que trois ou quatre tendances qui paraissent présenter le plus d'importance et d'intérêt, non pas seulement pour mon pays ou pour le vôtre, mais pour l'univers tout entier.

Je voudrais d'abord parler des luttes menées autour du maintien, dans toute sa force première, d'une forme fédérative de gouvernement. Cette forme fédérative de gouvernement est menacée, dans les temps modernes, par des mouvements politiques, économiques et sociaux tendant à imposer aux divers États de l'Union l'uniformité de législation et d'ad-

(1) M. Nicholas Murray Butler, l'éminent président de l'Université Columbia, chancelier de l'Académie des Lettres et Arts de New-York, a bien voulu nous réserver, cette fois encore, le texte de cette conférence faite sous les auspices du *Comité national d'études*.

ministration, c'est-à-dire à renforcer le pouvoir central au détriment des pouvoirs particuliers de chaque Etat.

Les États-Unis n'auraient pas pu être édifiés en tant que nation, s'ils n'avaient d'abord formé une Confédération d'États (1), tant le pouvoir central était regardé d'un œil jaloux; ce fut même avec la plus grande difficulté que la nation réussit finalement à se constituer. L'histoire de l'élaboration et de l'adoption de la Constitution des États-Unis est l'histoire du développement d'un État fédéral.

LUTTE DES ÉTATS CONTRE LE POUVOIR CENTRAL

Cette organisation fédérale fut mise à l'épreuve dès ses débuts. Le mouvement de dissociation, les tendances séparatistes, la poussée des intérêts locaux se firent par moments sentir avec une telle force qu'à plusieurs reprises la Constitution sembla sur le point d'éclater. Les deux partis politiques prédominants en vinrent, avec le temps, à s'opposer nettement sur la question des droits particuliers des États. Cette expression « les droits d'État » a pris un sens précis et nettement défini dans l'histoire de l'Amérique et dans sa législation. La politique des droits d'État s'est manifestée au Kentucky et en Virginie, par les décisions de Jefferson et de Madison (1798); par les sottises de la Hartford Convention de 1814-1815; par la doctrine de l'annulation, ou le droit pour un État d'abroger purement et simplement une loi votée par le pouvoir central, si elle ne lui convient pas, — doctrine enseignée avec toute la force et l'autorité d'un John C. Calhoun. Ces droits d'État, c'est en somme celui de se retirer de l'Union selon son bon plaisir, en rompant un accord conclu volontairement et auquel on resterait libre de mettre fin à son propre gré. C'est la doctrine de Jefferson Davies et de la Confédération du Sud. Il est essentiel de se rendre compte, en les rappelant aujourd'hui, que ces vieilles querelles ont été réglées une fois pour toutes; elles dorment leur dernier sommeil sur les champs de bataille de la guerre civile, ensevelies dans les tombes des centaines

(1) Les États de l'Amérique du Nord formèrent à l'origine une Confédération, c'est-à-dire une association d'États souverains se réservant le droit de reprendre, à un moment donné, leur indépendance. Depuis le 17 septembre 1787, ils forment un État fédératif, constitutionnellement indissoluble.

de milliers de soldats qui se sont battus et sont tombés pour maintenir une seule Union, une et indivisible. Ainsi qu'il a été proclamé dans notre droit public par la Cour suprême, les États-Unis sont *une union indestructible d'États indestructibles*, c'est-à-dire qu'on ne peut pas détruire les États et que les États à leur tour ne peuvent pas détruire l'Union.

Il semble donc qu'après la guerre de Sécession, l'antique doctrine des droits d'État étant bien morte, le maintien d'une forme fédérative de gouvernement fût définitivement assuré. Mais immédiatement, sous l'influence de conditions nouvelles, une série de problèmes nouveaux se posa devant l'opinion publique : questions économiques, sociales et financières soulevées par l'expansion de la population vers l'Ouest, le développement des voies ferrées, la croissance des grandes villes, la création de puissantes compagnies de transports et de sociétés industrielles, l'apparition de la question agricole, vieille comme le monde, le conflit du travail et du capital; problèmes qui tous demandaient instamment une solution, aux États-Unis comme partout ailleurs.

EXTENSION DU POUVOIR CENTRAL : INCOME-TAX ET PROHIBITION

Les meilleurs esprits ne tardèrent pas à se rendre compte qu'il importait de découvrir pour chacune de ces questions une solution unique et uniforme; ils provoquèrent aussitôt un mouvement pour faire appliquer cette solution par le gouvernement de Washington, en termes uniformes, au moyen d'une législation étendue à l'ensemble du pays, et devant répondre d'une manière identique à des conditions pourtant très variées et différentes dans l'ordre économique, social, politique, etc. Ce mouvement en faveur de l'uniformité a eu tant d'importance et de succès qu'il a abouti à faire passer des gouvernements des quarante-huit États aux mains du gouvernement central à Washington un degré d'autorité et de puissance, une emprise sur l'existence, les affaires et les occupations quotidiennes de la population, tels qu'à son aurore la République n'aurait pu l'imaginer. Les pères de la nation auraient frémi à la simple idée de créer un pouvoir central aussi redoutable.

L'avantage de la forme fédérative de gouvernement réside dans sa souplesse, sa faculté d'adaptation aux conditions et aux

besoins les plus variés. Même ceux qui n'ont des États-Unis qu'une faible connaissance se rendent compte de la grande différence, dans le domaine social, économique et politique, qui sépare la Nouvelle-Angleterre des États du Sud, les rives de l'Atlantique du Middle-West, et, à son tour, le Middle-West de la côte du Pacifique. Si ces communautés restent libres, par l'action de leur gouvernement d'État, de régler directement, et conformément aux vœux de leur opinion publique, les affaires intérieures ou personnelles, elles connaissent le succès et trouvent le bonheur. Mais si, d'autre part, elles se voient obligées, peut-être en vertu du vote d'une majorité infime au Parlement américain, d'accepter une législation uniforme et une mainmise générale sur leur existence de tous les jours, imposée au moyen d'agents du pouvoir central, de fonctionnaires et d'inspecteurs de toute sorte, envoyés de Washington jusqu'aux confins du pays, alors surgissent immédiatement des difficultés imprévues et auxquelles ne pourvoient pas les idées et les traditions politiques de l'Amérique.

Il ne faut pas oublier que le système fédératif de gouvernement s'applique à un territoire immense, et qu'il n'en serait pas besoin dans une nation plus réduite, compacte et homogène. Mais, devant cette immense étendue, qui compte près de 3 500 milles de large et près de 2 000 milles de long, avec toute la variété dont j'ai parlé plus haut, un grand nombre de nos concitoyens estime que seul un régime fédératif peut maintenir intacte l'unité nationale du peuple américain.

Les défenseurs du fédéralisme, adversaires d'une centralisation exagérée, font remarquer qu'il répond aux obligations dont doit nécessairement s'acquitter un gouvernement national, chargé du soin de défendre le pays et de le représenter. Le gouvernement central doit effectivement exercer certaines fonctions qui lui sont déléguées par la Constitution. Elles sont nombreuses, d'une immense portée, et d'une telle nature que l'accord à leur sujet doit facilement se réaliser, entre citoyens de tous les États, quels que soient leur rang social ou leurs occupations. Si, d'autre part, une mesure excessive de ce que l'on appelle « le droit de police », — ce qui, dans la législation américaine, répond au principe que l'intérêt public exige souvent le renforcement de l'autorité gouvernementale en vue de restreindre les actes ou les usages individuels, — est transférée

des gouvernements locaux à la nation, on comprendra aisément que tout l'esprit et la nature même de la république américaine s'en trouvent changés.

Depuis une génération, nous avons pu être témoins d'un accroissement considérable de l'autorité et de l'activité du gouvernement national ou fédéral marqué par deux importantes modifications apportées à la Constitution des États-Unis.

La première fut l'adoption, en 1913, du « seizième amendement », qui autorise le Parlement à établir, pour toute la nation, un impôt général sur le revenu, de quelque source qu'il provienne. Avant 1913, l'income-tax, qui rentrait dans les contributions directes, ne pouvait être imposée par le Parlement que si elle était répartie entre les différents États, proportionnellement à leur population. L'assiette et la répartition de cet impôt n'étaient guère faites pour le rendre populaire ; c'est le moins qu'on en puisse dire. Le prélèvement de l'income-tax en dehors de toute répartition de ce genre modifia entièrement la physionomie des États-Unis. Non seulement le régime nouveau mit à la disposition du Parlement un accroissement considérable de recettes, mais, fait plus intéressant et moins remarqué, il donna naissance à la situation suivante : près de 60 pour 100 du produit total de l'income-tax sont payés par les habitants de quatre États sur quarante-huit, tandis que c'est la majorité des représentants des quarante-quatre autres États qui vote le budget des dépenses. Dans l'année 1922, environ 30 pour 100 du produit total de l'income-tax étaient payés par les seuls habitants de l'État de New-York. Ceux des quatre États de New-York, Massachusetts, Pensylvanie et Illinois versent ensemble plus de 56 pour 100. Mais, au Congrès des États-Unis, ces quatre États n'ont ensemble que huit sénateurs sur quatre-vingt-seize, et seulement cent vingt-deux députés sur quatre cent trente-cinq. Il suffit de citer ces chiffres pour montrer combien était forte, pour le gouvernement fédéral, la tentation, pour faire face à la dépense, de prélever l'income-tax sur l'ensemble de la nation.

L'adoption, en 1920, du dix-huitième amendement, dit *Prohibition Amendment*, a créé une nouvelle divergence encore plus marquée dans le droit public américain. C'était la première fois qu'on introduisait dans la Constitution des États-

Unis un article qui n'avait pas trait au gouvernement même, dans sa composition, ses pouvoirs ou ses limites, mais qui insérait une défense positive appliquée à tous les citoyens, une loi formelle sur une matière qui tombait sous le coup des pouvoirs de police.

Tout à fait indépendamment de son objet, cet amendement était une véritable révolution de gouvernement. S'il devait servir de modèle, si son exemple allait être imité et suivi dans les années à venir, c'en serait fait de la forme fédérale du gouvernement. Tous les pouvoirs de police seraient transférés à Washington, et les États-Unis deviendraient un État fortement centralisé, à forme impériale, administré de haut par une seule capitale, au lieu de l'organisme fédératif, aux pouvoirs partagés, qui fut fondé en 1787, et a été maintenu jusqu'à présent, à travers toutes les difficultés et tous les changements, sous l'égide de la Constitution.

Contre une nouvelle extension des pouvoirs conférés à Washington se fait sentir, à l'heure présente, notons-le, une réaction énergique et puissante. Le président Coolidge, à plusieurs reprises, a formulé son opposition, en termes puissants et extrêmement persuasifs. D'autres dirigeants de l'opinion, d'autres hauts fonctionnaires ont fait de même. A l'heure actuelle, la tendance à la centralisation est tenue en échec. En ce qui me concerne, j'espère qu'il s'agit d'un échec définitif. Néanmoins, nous nous trouvons en face d'une tendance qui menace peut-être la vie actuelle des États-Unis. La puissance de l'administration, en tant qu'elle concerne l'existence quotidienne, les occupations, les usages et les affaires de la population, sera-t-elle uniforme et hautement centralisée, ou sera-t-elle, au contraire, à facettes multiples, adaptée aux besoins, aux préférences, aux ambitions locales, sous la gestion de la capitale de chaque État ? Tel est le dilemme. Thomas Jefferson a dit, — c'est une de ses plus sages paroles, — qu'un bon gouvernement ne procède pas d'une concentration de l'autorité, mais de la séparation des pouvoirs, et il ajoutait : « Si jamais Washington nous dit à quel moment il faut semer et quand il faut récolter, nos gens ne tarderont pas à mourir de faim. »

CONSÉQUENCES FISCALES DE LA CENTRALISATION

Le résultat presque inévitable de l'évolution que je viens de vous exposer est une augmentation considérable dans les dépenses d'administration du Gouvernement et un accroissement correspondant des impôts qui frappent la population.

Sous la génération qui nous a précédés, on parlait beaucoup du « Congrès du milliard ». En deux ans d'exercice, le Parlement avait voté une somme totale d'un milliard de dollars pour l'entretien du gouvernement national ; ce qui représente un chiffre de 500 millions de dollars par an. Depuis quelque temps, le chiffre du budget des dépenses a été multiplié de huit à dix fois. Pendant la guerre, il a été naturellement plus élevé encore, mais il ne serait pas juste de retenir ce point de comparaison.

Le montant considérable des dépenses est dû en partie à l'extension des fonctions administratives et aux formes nouvelles que prend l'activité du gouvernement fédéral. Il a fallu créer et rétribuer un grand nombre de fonctionnaires, répartis sur tout le pays. Une autre raison a été la hausse générale des prix et l'augmentation des frais causée par l'évolution économique des dernières années. Il convient d'y ajouter une autre cause encore : un véritable gaspillage des deniers publics.

Malheureusement, les frais d'administration locale des États et des municipalités ont également fait des bonds prodigieux. En 1922, — c'est la dernière année pour laquelle nous ayons des statistiques, — le coût de l'administration locale des États particuliers était, d'après les rapports, de plus de 4 milliards de dollars, et il augmente rapidement.

Ce sont ces dépenses faites par les autorités locales, par les États, aussi bien que par le gouvernement central, qui ont mis au premier plan les questions de fiscalité, de nouvelles formes de taxation, et la méthode de répartition des impôts entre les États particuliers et le Gouvernement national.

Voyons par exemple ce qui se passe pour l'impôt sur le revenu, dont il a déjà été question. L'impôt principal sur le revenu est un impôt fédéral : mais il est des États comme celui de New-York, du Wisconsin et autres, où un second impôt sur le revenu, au titre local, se superpose à l'impôt général. Les droits de succession sont prélevés aussi bien par

le Gouvernement fédéral que par les États, en sorte que nous les voyons se disputer la matière imposable et les sources de revenu. C'est, toutes proportions gardées, ce qui se passe en France entre l'État, les départements et les communes. Malheureusement, la terre et les biens immobiliers qui constituent la seule forme de propriété qui ne peut se dissimuler ni échapper au fisc, paient aux États-Unis une lourde part de l'impôt. En 1922, le montant des dépenses d'État et des dépenses locales était, en chiffres ronds, de quatre milliards de dollars. Sur ce chiffre, environ 85 pour 100 étaient payés par les détenteurs de la terre et des immeubles. Il en est naturellement résulté une situation extrêmement critique. Les fonctionnaires du Trésor, les gouverneurs des différents États se livrent à l'heure actuelle à une discussion sérieuse et à des études approfondies, dans l'espoir d'élaborer un plan de répartition équitable des revenus entre les différentes autorités locales et nationales, plan dont ils pourraient recommander l'adoption à leurs législateurs respectifs.

Le président Coolidge a proposé que l'imposition de droits sur les successions soit réservée aux États. Naturellement, en ce qui concerne les biens fonciers, le produit des taxes est laissé aux États; pour les contributions indirectes, elles vont, pour la plus grande partie, aux administrations locales : toutefois le Gouvernement central perçoit un impôt sur le tabac, mais en vertu de la loi de prohibition, il a dû renoncer en partie aux recettes très importantes qu'il tirait des droits sur l'alcool et les spiritueux ; les États et les administrations ont d'ailleurs également perdu de ce chef une source considérable de revenus.

Un des résultats les plus curieux de ces changements en matière de fiscalité a été que le tarif douanier, en ce qui concerne les droits sur l'importation des marchandises, a perdu presque toute sa valeur. A l'époque où le budget des dépenses nationales était de cinq cents millions de dollars par an, les tarifs protecteurs rapportaient de 35 à 40 pour 100 de l'ensemble des recettes ; lorsque les frais généraux d'administration se furent élevés à quatre milliards de dollars, les recettes douanières n'ont plus rapporté que 10 à 12 pour 100 de l'ensemble du budget. Si bien qu'au point de vue du revenu national, les tarifs de protection ont beaucoup perdu de leur importance, et que le principal rôle est à présent joué par les impôts sur le revenu et les droits de succession.

Un grand nombre d'États songent en ce moment à imposer la vente des marchandises ou d'articles quelconques, soit en prélevant une taxe sur le prix de chaque article au moment où il est vendu, soit en percevant un impôt sur l'ensemble des ventes, analogue à l'impôt sur le chiffre d'affaires, de manière à obtenir une répartition et une perception équitables d'un impôt qui produirait des sommes très élevées.

Mais, devant ces projets d'augmentation, le public fait partout campagne pour obtenir du Gouvernement des économies en même temps que la diminution des impôts. L'influence dont jouit le président Coolidge auprès du peuple américain provient en très grande partie de l'attitude qu'il a prise dans cette question ; d'autres hauts fonctionnaires, non seulement de son propre parti, mais encore de l'opposition se sont prononcés dans le même sens ; au nombre de ces derniers on compte les gouverneurs de plusieurs États. C'est un des signes les plus encourageants pour l'avenir, dans la vie publique des États-Unis, que cette tendance à l'économie ; elle milite en faveur de la campagne dirigée contre une centralisation excessive des pouvoirs à Washington.

LA QUESTION SOCIALE

Parallèlement à ces campagnes politiques, nous avons assisté à une amélioration générale et très rapide des conditions de la vie des travailleurs manuels, due en partie à leurs propres organisations, et résultant pour la plus grande part des conséquences naturelles de forces économiques et sociales. Malgré de nombreuses apparences, qui de temps à autre pourraient donner l'impression contraire, la situation générale du travailleur manuel aux États-Unis est tellement améliorée, et si supérieure à ce qu'elle était autrefois, qu'on a toutes les raisons de croire que cette situation a pris un caractère permanent. Cette amélioration s'est traduite naturellement par un accroissement du coût de la production. La limitation des heures de travail, la forte augmentation des salaires, se répercutant sur les prix de revient, déterminent une hausse dont l'ensemble de la population fait finalement les frais ; mais on peut considérer ce fardeau général comme une sorte de prime que paie la société pour parer au mécontentement des travail-

leurs et pour prévenir les luttes de classe qui pourraient avoir des conséquences impossibles à prévoir.

En résumé, — car je ne puis indiquer que les résultats les plus importants, — voici quelles ont été les améliorations apportées aux conditions de la vie des travailleurs manuels. Ceux-ci, au cours des dix dernières années, ont réalisé deux sortes de gains. D'abord en ce qui concerne l'épargne, ils ont pu faire des économies et créer des banques, dont les capitaux sont suffisants et l'administration excellente, banques où ils déposent leurs propres économies et les font fructifier non seulement dans leur intérêt personnel, mais aussi dans l'intérêt général de la société. En second lieu s'est produit un fait très frappant et que peut-être on n'avait encore vu nulle part : c'est la répartition de la propriété des grandes Compagnies entre un grand nombre de mains. Voici quelques exemples. Il y a dans notre pays quelque deux millions de particuliers qui détiennent en commun les titres de propriété de grandes compagnies ou de vastes entreprises d'utilité publique. Et ces gens ne peuvent pas être tous millionnaires! Les actionnaires et les obligataires sont dans une très forte proportion les ouvriers et les employés de l'entreprise elle-même; ils participent donc à la prospérité de l'œuvre non seulement par leur travail, mais avec leurs capitaux, mettant leur intérêt et leur orgueil personnel à voir prospérer l'entreprise dont ils sont en partie propriétaires, et à rendre en même temps service à la communauté.

La grande *Compagnie privée des Télégraphes et des Téléphones*, qui fonctionne admirablement sur toute l'étendue des États-Unis, est la propriété de 343 000 personnes, dont un grand nombre sont des employés mêmes de la Compagnie. Il y a 160 000 actionnaires dans la *Steel Corporation*, la grande entreprise industrielle ; le quart de ses salariés est intéressé à la propriété et à la gestion de l'affaire. La *Standard Oil*, la grande compagnie des pétroles, est aux mains de 300 000 personnes, ce qui représente la population d'une ville considérable. Il y a quarante-cinq millions de gens qui, comme membres de compagnies d'assurances sur la vie, ont des intérêts dans les chemins de fer, les grandes entreprises d'utilité publique, et les affaires à gros capitaux. Ce sont donc autant de capitalistes, dans cette mesure du moins. Trente-six millions de personnes ont des dépôts dans les caisses d'épargne, dont le

montant s'élève au total à plus de vingt et un milliards de dollars; onze millions sont propriétaires de leur maison, soit, en comptant les personnes qui vivent avec le chef de famille, cinquante-cinq millions, c'est-à-dire la moitié de la population des États-Unis.

Ces chiffres, naturellement, ne s'excluent pas. Il se peut que le plus grand nombre parmi les trente-six millions rentre dans la catégorie des quarante-cinq millions ; la plupart des onze millions de propriétaires figurent dans les trente-six millions ; mais ces chiffres n'en sont pas moins formidables. Ils montrent comment il a été possible, grâce à la forme de gouvernement dont jouissent les États-Unis et au système économique sur lequel repose leur organisation, de faire des capitalistes de presque tous ses habitants, sans mettre en question le principe de la propriété privée. L'idéal de la République est de faire de chacun de ses citoyens un propriétaire, ou un capitaliste, et de les mettre tous à même, par leur propre épargne, d'édifier le pont qui doit unir le capital et le travail et d'assurer une fructueuse collaboration de ces deux éléments, fondus en un seul corps. Il ne faut pas oublier que, même en tenant compte de l'exemption à la base qui est de deux mille cinq cents dollars, huit millions de contribuables étaient inscrits au rôle l'année dernière et paient l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire avec les femmes, les enfants et les personnes à leur charge, trente-cinq à quarante millions de personnes, soit 40 pour cent de la population totale des États-Unis.

Telles sont les conditions qui sont le fondement de la prospérité des États-Unis ; c'est le témoignage le plus frappant que nous puissions offrir de l'excellence du système social et de l'organisation gouvernementale qui ont été édifiés sous le régime de la Constitution.

Certes, le peuple des États-Unis a encore un long chemin à parcourir. Il lui reste beaucoup à apprendre dans le domaine des beaux-arts, dans celui de la pensée et de la philosophie, sur le terrain des applications supérieures et des manifestations de l'intelligence ; du moins, a-t-il jeté des bases, des bases solides et sûres au point de vue économique, sur lesquelles on pourra édifier la cité future, dans un plan supérieur, au point de vue intellectuel, moral et esthétique. Dès maintenant, en tout cas, nos concitoyens ont élevé bien haut une barrière infranchis-

sable devant ces révolutionnaires, qui, en exploitant le mécontentement, voudraient abattre la société.

LES PARTIS POLITIQUES : RÉPUBLICAINS ET DÉMOCRATES

Pour terminer, je voudrais dire quelques mots des différences actuelles, — s'il en existe, — qui séparent les partis politiques. Une des raisons pour lesquelles l'observateur étranger éprouve tant de difficulté à suivre les discussions politiques qui ont cours dans notre pays, est que le nom des deux partis dominants, la fidélité qu'ils gardent à ces noms, les idées qu'ils évoquent, ont survécu au principe sur lesquels ils reposaient à l'origine. C'est là un des résultats des événements dont j'ai parlé en commençant.

Lorsque a été réglée la question générale des « droits d'État » qui cessèrent d'exister au sens ancien du mot, la différence essentielle disparut entre les deux partis historiques. Pour pouvoir continuer à les distinguer l'un de l'autre, il fallut rechercher une politique nouvelle. On crut pour un temps trouver une différence dans l'attitude des deux partis au sujet de la question des tarifs douaniers. Le parti républicain se fit par principe le défenseur d'un tarif de protection. Les démocrates, surtout sous la présidence de Cleveland, se déclarèrent contre cette politique, en préconisant l'établissement de droits en vue uniquement de leur produit fiscal. Ce fut sur ce terrain que, pendant dix ou douze ans, on put faire une différence entre les deux grands partis ; mais l'importance de la question douanière diminua graduellement, et bientôt il devint impossible d'intéresser la nation, dans son ensemble, à une controverse qui datait de trente ans. C'est alors que républicains et démocrates devinrent franchement opportunistes ; ils le sont encore aujourd'hui. Pour savoir au juste en quoi ils font appel au corps électoral, il faut scruter de près leurs déclarations les plus récentes. Par exemple, la politique intérieure si ardemment recommandée par le président Wilson, au cours de son premier mandat, était en contradiction absolue, à certains égards, avec la doctrine politique de Jefferson, le fondateur du parti auquel appartenait M. Wilson ; exactement la même chose s'est produite dans l'histoire du parti républicain.

C'est ainsi que l'on vit se former des « blocs », des groupe-

ments de minorités, des coalitions d'intérêts. Un grand nombre de gens restaient fidèles à leur parti politique, bien que rien ne servît plus à le distinguer, et qu'il ne fût plus qu'un nom ; mais ceux, et surtout les jeunes, pour qui ces noms et ces distinctions n'avaient plus aucun sens, formèrent de nouveaux groupes où, sous une autre forme, ils pourraient en commun exprimer leurs idées politiques. Telle est l'explication du système des « blocs » ou de ce qu'on appelle les « groupes-pression » : ce sont des minorités organisées, qui exercent une pression constante sur le corps législatif, en usant de la persuasion ou parfois en recourant à des menaces de représailles politiques, jusqu'à ce qu'ils obtiennent les mesures souhaitées.

Le malheur est qu'on a été trop loin dans cette voie et que le pays, en partie pour les raisons que je viens d'exposer, souffre d'une véritable pléthore de lois : l'opinion publique réagit maintenant vigoureusement contre ce flot menaçant ; presque toutes les voix autorisées s'élèvent contre cette tendance à tout régler, à tout résoudre en faisant voter des lois. Le nombre de ces dernières est tel, à l'heure actuelle, dans l'ensemble des États-Unis, qu'un cerveau humain ne pourrait arriver à les comprendre toutes. Un membre éminent du Sénat, parlant l'autre jour devant ses collègues, a déclaré que, depuis dix ans qu'il siège, le Parlement et les Chambres des États particuliers ont promulgué plus de soixante-dix mille mesures législatives, à quoi il faut ajouter, par dizaines de milliers, les décisions des tribunaux de dernière instance. Il est évidemment impossible qu'un être quelconque connaisse toutes ces lois et que la population puisse s'y conformer. Cet excès de législation est donc devenu presque une maladie, dont la guérison a été heureusement entreprise par l'opinion publique qui s'est soulevée contre les dépenses exagérées, contre la centralisation du pouvoir à Washington et en faveur de l'allégement des impôts. Et nous en sommes arrivés en 1925 à un retour tout à fait curieux à l'ancienne situation politique, mettons celle des années 1795 à 1800.

Hamilton, le grand protagoniste d'un puissant gouvernement central, et Jefferson, défenseur du gouvernement local et des libertés civiques, siégeaient ensemble dans le Cabinet du général Washington ; ils étaient ses conseillers, l'un comme secrétaire du Trésor, l'autre comme secrétaire d'État. Leurs

doctrines politiques étaient absolument opposées. Pour l'observateur qui se contente de juger d'après la surface des choses, les idées de Jefferson semblèrent triompher; mais, en réalité, c'étaient les idées d'Hamilton qui l'emportaient. Ces dernières s'exprimèrent par les décisions du grand magistrat qu'est le Président de la Cour suprême des États-Unis. Leur signification fut révélée au peuple par l'éloquence de Daniel Webster; elles furent représentées à ses yeux par la personnalité du grand homme d'État que fut Abraham Lincoln, et leur succès définitif fut assuré sur les champs de bataille de la guerre civile.

La nation conçue par Hamilton, dont il eut la vision et que son génie a tellement contribué à créer, cette nation-là était faite, et à l'abri de toutes les aventures. Et aujourd'hui, cela est curieux à dire, ce sont les leçons de Jefferson dont nous avons besoin plutôt que de celles d'Hamilton. L'œuvre d'Hamilton est faite, celle de Jefferson reste à faire.

Le renforcement du gouvernement local, le maintien des libertés civiques, la défense des droits imprescriptibles des citoyens sur lesquels aucun gouvernement, — que ce soit celui de la Nation ou d'un État particulier, — ne saurait se permettre d'empiéter, tels sont les problèmes auxquels doit faire face, à l'heure actuelle, le peuple américain.

La victoire d'Hamilton est assurée pour toujours. Tout Américain qui voit juste va maintenant s'enrôler sous le drapeau de Jefferson pour combattre en faveur de l'autonomie locale et des libertés civiques. La parole de Patrick Henry reste aussi vraie à l'heure actuelle qu'elle l'était au jour où il la prononça pour la première fois devant la Chambre des Bourgeois de la Colonie de Virginie :

« Une vigilance éternelle est le prix de la liberté. »

NICHOLAS MURRAY BUTLER.

Traduit par M. Camerlynck.

A L'EXPOSITION
DES ARTS DÉCORATIFS

IV[1]

LA MIETTE DE CELLINI

Quand le capitaine Cook fit le tour du monde, il trouva beaucoup de peuplades primitives sans vêtements, il n'en trouva pas sans parure. *They are content to be naked, but ambitious to be fine*, dit-il des Fuégiens. Ceux-ci portaient des colliers, des diadèmes, des bracelets, des ceintures formés des choses les plus brillantes qu'ils avaient pu trouver : corail rouge, coquilles de nautilus, dents de kangourou, plumes de cacatoès, grains de palétuvier, corne de tortue. Ils les mettaient partout où le corps humain offre naturellement de quoi suspendre et enrouler une parure mouvante, c'est-à-dire au-dessus de tout renflement des os ou des muscles : le front et les tempes avec les os qui bombent légèrement au-dessous et le support formé par les oreilles, le cou et les épaules, les flancs et les hanches, enfin au-dessus des biceps et des poignets. La plupart se peignaient aussi la figure. Les belles Australiennes avaient toujours dans leur sac une petite provision d'ocre rouge ou jaune pour se mettre sur les joues. Le capitaine Cook fut fort surpris et sans doute se félicita-t-il, en bon Anglais biblique et positif du XVIIIe siècle, que la femme moderne lui donnât un spectacle si différent.

Copyright by Robert de la Sizeranne, 1925.

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet, 1er et 15 août.

S'il entrait aujourd'hui à l'Exposition des Arts décoratifs, il verrait que l'humanité n'a pas autant vieilli qu'elle se l'imagine. Ce qui attire et passionne encore la masse, ce ne sont point les miracles réalisés par la science, et qui n'intéressent que son confort, mais les prestiges dont cherche à s'entourer sa vanité et qui satisfont un de ses plus anciens instincts.

Des bijoux et des armes, la parure et la guerre, voilà ce qui caractérise les primitifs dans les premiers dessins que nous ont rapportés les explorateurs, représentant les sauvages sur toutes les parties du globe. Or, nous sortons d'une longue guerre et notre première manifestation de la paix recouvrée, c'est la parure. L'Exposition des Arts décoratifs n'est pas, en réalité, autre chose et c'est à quoi elle doit son succès. Suivons la foule : elle va, d'elle-même, à travers les sinuosités qu'on lui impose et en dépit des curiosités qu'on lui suggère, aux salons de la couture, de la mode, au pavillon de l'élégance, aux vitrines de joaillerie. Ce qui l'attire, parmi tous ces « arts » dits « décoratifs », ce n'est point ce qui décore le « Mur des Légendes », ou le salon d'une ambassade, ce n'est point ce qui décore le studio du poète, ou la maison du berger, ou même la salle de bains : c'est ce qui la décore elle-même. C'est exactement ce qui eût attiré, avant que la civilisation les eût touchés, les Boschimans et les Botocudos.

Dans ces vitrines, peut-être y a-t-il un bijou, un seul, que les primitifs n'auraient pas reconnu du premier coup d'œil : la bague. C'est que la bague n'est pas une parure, non plus que la montre. Elle est née d'un besoin et d'un besoin de haute civilisation, quoique de très haute antiquité ; le besoin de porter sur soi, afin qu'on ne puisse jamais le dérober, son cachet, signe d'identité. A part ces deux petits objets devenus parures, mais nés ustensiles, et qui, à ce titre, pourraient sembler, aux primitifs, tout à fait superflus, les sauvages de la belle époque, ceux qui n'avaient encore rien appris, n'auraient pas un instant d'hésitation devant les petites merveilles de MM. Vever ou Cartier : ils sauraient tout de suite qu'en faire et comment s'en parer.

Ainsi, malgré tout notre acquis, nous ressemblons à des enfants, qui croient déjà être des hommes raisonnables, qu'on entend même s'exprimer pendant quelques minutes comme

s'ils l'étaient, mais qu'on surprend, ensuite, à jouer aux jeux du premier âge, — et nous ne nous en apercevons pas. Si nous nous en apercevions, peut-être serions-nous un peu plus ménagers du mot « moderne ». Nous n'attribuerions pas tant de pouvoirs magiques à l' « esprit nouveau », à la « femme moderne », à l' « art moderne », et nous saurions borner nos ambitions de joaillerie « moderne » à de très petites variations dans les limites fort étroites que la Nature lui a de tout temps assignées.

Le bijou offre en effet plusieurs caractères, parmi tous les objets d'art décoratif, qui ne sont qu'à lui : il est le seul où la matière telle que la donne la Nature, a de tels prestiges qu'on ne peut la dénaturer. Car de quelque façon qu'on la dispose, la pierre précieuse ne réagit pas à la lumière comme une autre matière : elle réagit, c'est-à-dire qu'elle la réfracte avec une intensité mille fois supérieure. Le langage courant l'indique ; on compare une peinture, une céramique, un vitrail à des pierres précieuses, on ne compare pas une pierre précieuse à une peinture, ni à toute autre chose d'art. On ne la compare même pas à une autre chose naturelle, à une feuille, à une fleur, à un nuage, à la mer. La joaillerie est donc le seul art où la matière subsiste entière quand la forme se perd, et à ce point que, durant des siècles parfois, elle reparaît unie à des formes toutes nouvelles et selon des styles très différents. Voilà un premier caractère ; en voici un second.

C'est le seul objet d'art et d'art pur, c'est-à-dire sans rôle utile, qui soit décoratif de l'être vivant. Or, il y a des rapports mystérieux entre l'être humain et les pierres précieuses, en dehors même de ceux qu'observe la science ou qu'a imaginés l'ignorance : des rapports esthétiques. La plus belle pierre du monde va mal à une statue, de quelque matière qu'on la suppose : il faut le tissu de la peau humaine pour l'exalter. Enfin, troisième caractère, le bijou intéresse non seulement la vue, mais le seul de nos sens qui ne soit pas localisé dans un organe, mais partout répandu : le tact. Il l'intéresse nécessairement, non pas comme une belle pièce de bronze ou de grès, dont la pulpe froide et savoureuse ou l'écorce grenue réjouit notre goût tactile et qu'on éprouve ou qu'on n'éprouve pas, à sa fantaisie. On va toucher l'aiguière ou l'albarello : le bijou vous touche, se pose et glisse sur l'épiderme : l'artiste est tenu d'y songer.

De là, trois conséquences, ou, si l'on veut, trois lois inévitables. Il faut qu'on voie la matière de l'objet décoratif, et il ne faut pas qu'il empêche de voir ce qu'il décore. Il faut qu'il orne sans cacher et que, dans l'harmonie de la beauté féminine, il ne soit qu'un accent. Enfin, il ne faut pas qu'il offre des aspérités insupportables. L'art du joaillier consiste donc surtout et avant tout à mettre en présence, en harmonie et en contact, deux beautés très différentes mais toutes deux telles que les a faites la Nature. Oh ! sans doute, il peut méconnaître ces lois d'art décoratif. Il peut même, en les méconnaissant, faire un très bel objet d'art. Seulement, ce ne sera pas un bijou.

I. — HIER : L'ART NOUVEAU

C'est ce qui arriva, hier, pour le bijou dit « art nouveau ». Ne le cherchez pas dans les vitrines du Grand Palais, chez M. Georges Fouquet, ni chez M. Vever, ni chez M. Boucheron, ni chez M. Roger Sandoz, qui pourtant, jadis, lui firent un sort, ni chez M. Cartier, ni chez M. Raymond Templier, ni chez aucun de leurs confrères. Il n'y en a plus trace. Si vous tenez à le revoir, allez au Musée des Arts décoratifs, c'est-à-dire au Pavillon de Marsan, ou au musée Galliéra. Vous trouverez là le bijou d'il y a trente ans, celui auquel les critiques « d'avant-garde » et les esthètes promirent un avenir indéfini. Il a disparu des étalages des lapidaires ; il a disparu des toilettes des femmes ; on ne saurait plus en découvrir nulle part le moindre vestige, si la Providence ne nous avait donné les musées, lesquels jouent, dans notre monde moderne, le rôle si utile des sépulcres du temps d'Amenemhât ou de Tut-ankamon. Et de même que les explorateurs nous expliquent qu'il s'agit de parures, quand ils nous montrent les « botoques » ou bâtonnets que les Botocudos se passent dans le nez, ou les disques destinés à allonger leurs lèvres inférieures, MM. les conservateurs des musées agiraient charitablement en inscrivant, sur leurs vitrines, à quoi ces petites choses torses, massives et piquantes étaient destinées, — pendant qu'on s'en souvient encore, — car personne, dans l'avenir, ne saurait imaginer que ce pût être pour servir de parures à des femmes soucieuses de leur épiderme et de leur beauté.

C'étaient des paysages ou des statues, des bas-reliefs et des

ferronneries, projetant de toutes parts des dards, des tentacules, des crochets de lasso, des chevelures de Méduses, en des tourbillons dont les anciennes portes du métro ne peuvent donner qu'une faible idée, car voilà les derniers vestiges grandis et de proportions gigantesques, des bijoux *modern-style*. On voyait des têtes de femmes qui se noient, en ivoire avec des cheveux en or, sous l'œil féroce d'hommes en or, avec des cheveux d'émail bleu, le tout plongeant dans des vagues couvertes de pustules en cabochons; ou bien encore des sirènes jouant à la balançoire dans des vagues en émaux translucides, l'écume étant figurée par des brillants. Des peignes représentaient des têtes de Gorgone, avec des serpents lovés et sifflants. On était invité à suspendre à son cou des nœuds de serpents, des sorcières au sabbat, des hippocampes, des figures convulsées d'horreur, un tigre d'opale chevauché par des bacchantes d'or, un Hercule cheminant avec sa massue. Voilà qui n'était que lourd, mais voici qui était insupportable : partout des feuilles de houx, des crêtes de coq, des chardons, des griffes préhensiles de chauve-souris, des aiguilles de pins, des flèches de Cupidon, des longicornes, des esturgeons, des nageoires de poissons, les plus barbelées possible; tout ce qui accroche, pique, écorchile et déchire s'était abattu sur le cou, la gorge, les épaules des belles mondaines curieuses d'art nouveau.

L'enthousiasme des esthètes fut grand. « L'Exposition de 1900 comptera dans les fastes de la parure française, disait un critique fort disert, Charles Saunier. Nos bijoutiers et nos joailliers sortent victorieux de la grande épreuve... Il faut dire aussi que l'évolution des arts somptuaires, dans un sens plus logique et plus adéquat à nos besoins, ne les a pas laissés indifférents. Du plus grand au plus petit, ils ont cherché à répondre aux exigences nouvelles, délaissant les vieux errements et, suprême sacrifice, acceptant de subordonner la valeur vénale des métaux et des gemmes à leur importance décorative... Le bijou moderne, comme l'art nouveau dans son ensemble, est donc né d'un retour à la nature, autant que de ce besoin de couleur, de cette hantise d'illuminations, qui exaspéraient les plus subtils des contemporains. »

Le « retour à la nature », dans l'esprit de ces prophètes, c'était le retour au persil, à la carotte, aux légumineuses, aux fèves, à la pomme de terre, à la tomate, à « toute la jolie

flore, selon Falize, si dédaignée, qui épanouit au potager ses feuilles, ses tiges, ses racines, ses fleurs, ses fruits... » Car il ne suffisait pas que le bijoutier modern-style suivît, dans ses herborisations, J.-J. Rousseau : il fallait encore donner la main à Tolstoï. C'était l'époque où tout intellectuel croyait devoir scruter les humbles et « se pencher » sur quelque chose. Les sociologues « se penchaient » sur le peuple, les académiciens « se penchaient » sur la jeunesse. Sur quoi se pencher? se demandaient anxieusement les artistes. Heureusement, les esthètes étaient là, qui le leur dirent : « Il serait beau « d'exalter », écrivait Léonce Bénédite, les prolétaires de la fleur, fleurette des bois, des prés et des sentiers; la violette, le coucou, la capucine, le pissenlit, ces pauvres fleurs... » — « Il serait touchant, s'écriait Gallé, que se décelât l'émoi de M. Josse devant un brin d'herbe, la déroute d'un bijoutier par le calice bleu. »

Et cela ne suffisait encore pas. En même temps qu'il fallait démocratiser les modèles du bijou, il fallait démocratiser la matière choisie pour les reproduire. On conviait donc les artistes à « se pencher » sur les pierres de peu de valeur, sur les métaux dédaignés; « l'opale, qui joue aujourd'hui un premier rôle dans le bijou; l'ivoire, le jade, les cornalines, la malachite, toute une plèbe de pierres fines ou dures ». On criblait de sarcasmes les attardés du décor classique, ceux qui ne comprenaient pas « l'iris, le chardon, la rose de mer et la femme moderne », et, pour mieux marquer le dédain de la richesse, on mettait en honneur, dans les bijoux comme partout dans l'art décoratif, son ironique sosie : la « monnaie du pape ».

Ce fut un beau moment pour le pathos et l'embrouillamini. Comme l'art de M. Lalique semblait s'accorder avec ces suggestions, on alla au délire. Oh! le touchant spectacle : un artiste qui habite un si bel hôtel sur le Cours-la-Reine et qui va chercher, dans les légumes du marché tenu devant sa porte, les modèles de ses bijoux, les plus fastueux du monde! Voilà, enfin, de l'art social. « Estimant en idéaliste les pierres à leur seule valeur artistique (comme on doit estimer les hommes, non à leur fortune, mais à leurs vrais mérites), élevant parfois les plus humbles aux honneurs et aux rangs des princesses, Lalique a vraiment créé un art, un style à lui, qui porte aujourd'hui son nom et le gardera à jamais, » s'écriait Jean Lahor; et Roger Marx renchérissait : « Lorsque, dans les âges à venir,

on les interrogera (ses bijoux) sur l'état de notre goût et de notre civilisation, ils éveilleront l'idée d'une société sensible et raffinée qui convoitait pour ennoblir et rehausser le charme de la beauté mieux que le luxe vain de la richesse somptueuse et clinquante, mieux que l'étalage de la patience et que l'adresse du savoir-faire, mais le prestige d'inventions pourvues de sens, capables de captiver le regard, de distraire l'esprit et de parler à l'âme. »

Malheureusement, les esthètes qui saluèrent le nouvel art au nom de la « femme moderne », n'avaient pas pris le soin de la consulter. Or, si modernes qu'elles fussent, les belles mondaines d'il y a trente ans résistaient à suspendre à leur col ces lourdes machines hérissées de pointes et de crochets, ou à servir d'écrin à des figures de poulpes ou d'hippocampes. Plusieurs même continuaient à trouver qu'un diamant fait bien dans les cheveux et des perles toutes nues au cou, et que les pierres jadis admirées pour leurs feux n'avaient point perdu leur éclat, par la seule magie du verbe de MM. les Inspecteurs des Beaux-Arts. Alors on les rabroua vivement. On leur expliqua qu'elles décelaient ainsi non seulement leur incompréhension de l'idéal moderne, mais la bassesse de leur âme. « Les parvenus sont seuls gens à s'accommoder aujourd'hui d'une parure (les diamants) qui affiche trop cyniquement l'éclat d'une prospérité récente », écrivait toujours Roger Marx. Tout au contraire, le goût du tarabiscotage était donné comme un signe de sincérité, voire de grandeur d'âme, et porter à son cou des crabes, des hippocampes, des chardons ou autres choses piquantes et crochues, conférait un brevet de désintéressement. Un pend-à-col en « monnaie du pape » prenait ainsi insensiblement la valeur d'une médaille de la Société d'encouragement au bien.

Cette étonnante dialectique est un bon exemple de la confusion qui régnait alors dans les cerveaux. La beauté de la nature est une chose, la solidarité sociale en est une autre, et l'art de se parer, pour la femme, en est une troisième, qui n'a rien à faire avec les deux premières. Il est bien vrai que telles pierres communes ou peu chères ont un charme esthétique égal ou supérieur aux plus coûteuses et aussi à ces perles que Benvenuto Cellini appelait dédaigneusement des « os de poisson ». Il peut même arriver que ces choses de moindre valeur mar-

chande, l'opale, le chrysoprase, l'aigue-marine, soient non seulement un régal pour l'œil du coloriste, mais la note la plus mélodique dans l'harmonie d'une parure. Toutefois il faut y prendre garde : ce n'est pas souvent vrai. Depuis si longtemps que les femmes accordent leur préférence à certaines pierres et aux perles, c'est sans doute que ces pierres sont les plus beaux accents pour leur beauté, ce dont elles jugent infiniment mieux que les professeurs d'esthétique en Sorbonne, ou les sociologues. Et si cette préférence survit à toutes les modes et reparaît obstinément, lorsqu'une mode l'a chassée, ce doit être pour quelque raison permanente.

Ainsi, le « préjugé de la pierre précieuse », selon un mot attribué à M. Lalique, n'est pas plus « un préjugé » en joaillerie, qu'en architecture le « préjugé » de la pierre, de la « noble pierre », comme l'assurent les gens qui veulent nous faire geler en hiver et cuire en été, dans des cages de verre ou de minces céramiques, sous couleur que c'est plus « moderne ». De telles préférences tiennent à la nature des êtres et des choses qu'il faudrait changer d'abord avant que la préférence changeât.

Cette nature, la voici. La pierre précieuse est un tout parfait, une harmonie à elle seule. C'est une fleur d'un autre règne que le végétal, mais c'est une fleur. C'est une figure qui n'a pas les caractères d'un organisme vivant, mais c'est une figure, ou une résultante de figures semblables, voulues par la nature dans un rapport constant. Il n'y a rien de commun entre elle et le bronze, ou l'or ou tout métal fondu, ou avec l'émail, ou avec le verre, même le plus beau cristal, car il faut toujours penser au mot de Tyndall : « La glace est de la musique, le verre n'est qu'un bruit. » Et même si l'on veut la considérer purement du point de vue esthétique, et parler un langage d'art, la pierre précieuse est un foyer de couleur et de lumière tel qu'il ne peut être employé comme satellite, à moins que ce ne soit d'un autre soleil plus brûlant et plus étincelant encore. Elle ne peut servir de matière pour figurer quelque autre objet de la création. Qu'on reproduise la figure humaine, l'être vivant, la plante, la fleur avec du bronze, du marbre, de l'or, de l'argent, de l'ivoire, de l'émail, des pâtes de verre, tout ce qui n'a pas de rayonnement intérieur, à merveille. La figure ainsi formée devra tout à la forme dictée par une pensée. Mais aucune forme ne tiendra dans la réfraction d'une pierre précieuse.

C'est pourquoi, sans doute, M. Lalique employait si peu de pierres précieuses dans ceux de ses bijoux destinés à représenter des êtres ou des choses définies. Il employait surtout des émaux ou des métaux, ce qui est une conception très juste. Ce père du bijou « art nouveau » est donc le seul qui ne soit pas tombé dans les grossières erreurs de l'art nouveau. Ses œuvres sont tout à fait harmoniques et harmonieuses. On les a défendues jadis par de très mauvaises raisons dont il n'avait nul besoin. Elles se défendent toutes seules. Elles demeurent encore aujourd'hui des fantaisies délicieuses de poète, et de merveilleux ragoûts de couleurs, non parce qu'elles répondent à tel besoin « moderne », — elles n'y répondent point et n'y ont jamais répondu, — mais parce que M. Lalique est naturellement un grand imaginatif et un coloriste. Le seul défaut de ces parures n'était nullement un défaut d'art. C'était seulement un défaut d'art « appliqué » : elles ne pouvaient pas servir de parures.

II. — AUJOURD'HUI : LE RAJEUNISSEMENT DE L'EMPIRE

Il est remarquable comme, d'un bout à l'autre de cette Exposition, une même loi générale semble régir les formes nouvelles de l'Art décoratif, depuis le monument jusqu'au bijou : une loi cristallographique. Les palais en cubes, les pavillons en prismes pyramidés, les vitrines ou les baies en trièdres offrent partout des facettes de cristaux. Il était naturel que les pierres précieuses, qui ne sont pour la plupart que des cristaux elles-mêmes, affichent ce caractère spécifique au lieu de le dissimuler, comme hier, dans l'enchâssement des montures et soient mises à même de révéler, au paroxysme, leurs trois vertus : netteté, transparence, éclat. Naturel aussi que, par ce temps de « cubisme », le premier rôle échût au cristal cubique par excellence : le diamant. Le voici, en effet, remonté au pinacle d'où il avait été jadis chassé par l'Art nouveau. Et parce que le bijou « art nouveau » se révélait par ces trois caractères : déchiquetage de la silhouette, richesse de la couleur et peu de lumière, le bijou actuel offre les caractéristiques diamétralement opposées : une silhouette simple et géométrique, une extrême réfraction de lumière, et relativement peu de couleur.

De l'onyx, qui est noir, du corail qui est d'un rose triste, écume ou fleur de sang, du jade qui est souvent blanc, de

l'émail noir et vert, de l'ivoire, quelques émeraudes, du platine apparent, du cristal, la palette froide et triste de David en ses *Sabines* ou de M. Ingres en son *Jupiter et Thétis* : voilà ce que vous verrez dominer si vous vous approchez des vitrines de M. Georges Fouquet, de M. Cartier, de M. Vever, de M. Boucheron, de M. Robert Linzeler, de M. Aucoc, de M. Roger Sandoz, de M. Chaumet, de M. Raymond Templier. Mais à peine vous apercevrez-vous de cette indigence coloriste, tant vous serez ébloui par l'émiettement des feux et la réfraction de la lumière. C'est que presque partout, au moins chez nos meilleurs lapidaires, l'évolution du bijou nous ramène, comme motif principal, la pierre la plus nette et la plus précise en ses contours, la moins colorée, la plus lumineuse, le diamant, et comme monture le métal le plus dur, le plus sec, le plus insensible au feu, le moins radieux et même un des plus ternes qui soient, celui qui accuse le mieux la ligne et qui sait aussi le mieux s'éteindre pour laisser à la pierre tout son éclat : le platine.

S'agit-il d'une bague? Bien loin de perdre le diamant dans un magma de pierres moins précieuses ou d'émaux, on le détache, on le hisse sur des crochets qui laisseront toutes ses facettes multiplier à la lumière leur polyèdre de miroirs. Est-ce un bracelet de brillants? Le platine est partout : c'est lui qui forme le fond même du bandeau, fond qui est ajouré, et qui est relevé sur les bords des à-jour pour sertir les pierres. Platine et diamants, blanc sur blanc, facettes, lumière, voilà donc le thème principal auquel, dans le bijou moderne, tout s'ajustera. Or, il est très impératif et laisse peu de place à la fantaisie. Le propre du diamant est de refléter la lumière avec une intensité telle qu'elle supprime et confond tous les plans superposés. Inutile donc d'imaginer des reliefs, des ondulations en profondeur, c'est-à-dire de faire œuvre de modeleur et de sculpteur. Les scintillations des brillants posés sur les bords d'un bijou sont telles que ces bords mêmes sont rongés par la lumière : inutile donc d'imaginer des souplesses de lignes qu'on verra mal, quand le bijou sera en place et de faire œuvre de dessinateur. En revanche, le diamant perd de son éclat, s'il est entouré de pierres aux couleurs changeantes et de son volume apparent, s'il est enchâssé dans une couleur morte. Il requiert donc, au plus haut point, le tact spécifique du monteur, c'est-à-dire du joaillier.

On en revient ainsi tout doucement et sans trop avouer le

périple parcouru, aux trois lois posées il y a cinquante ans par Massin, le joaillier du second Empire : « Il faut 1° que le bijou se dessine par une silhouette bien découpée ; 2° qu'il soit conçu de façon à présenter au centre des points de repère lumineux, ménagés par la savante distribution des pierres ; 3° que la monture soit à la fois légère et solide » : vérités bien mortifiantes à reconnaître quand on a été entraîné par de flatteuses erreurs, — et l'on pense, à part soi, que Falize avait peut-être raison quand il se demandait si, tout bien réfléchi, quelques fins chatons piqués dans la coiffure, ou suspendus au cou, ne paraient pas une femme mieux que les plus fins ouvrages, ou encore s'il ne fallait pas préférer, à cette flore scintillante au modelé savant, les types plus simples de jadis, les montures à griffes invisibles et les nœuds « en papillons », fameux au XVIIIe siècle, de Gilles l'Égaré.

La monture actuelle du bijou est assurément bien plus savante que celle du premier Empire, mais la composition en est tout aussi simple. Plus de figures sculptées et modelées, plus de chevelures éparses, plus de paysages, plus de bestiaires ou de volucraires, plus de monstres, ni de fleurs, plus d'hippocampes, plus de gorgones. Où sont-ils, Mode souveraine ? Mais où sont les peintres d'antan ? Fouillons du regard ces vitrines : M. Georges Fouquet a quitté Mucha, M. Vever a oublié Grasset et M. Lalique a disparu. A leur place, on dirait que des cristallographes, armés de goniomètres, ont ordonné ces lilliputiennes architectures de glace. La même rigide volonté, qui a dénudé les façades et équarri les profils des palais bâtis sur l'esplanade des Invalides, semble avoir proscrit des bijoux la faune, la flore, l'humanité qui les enrichissaient jadis.

Quand il y a un dessin à l'intérieur de la plaque de collier, c'est une grecque involutée, ou une grecque triangulaire à crochets, un zwastika, un labyrinthe tracé par des brillants dans l'onyx, la mosaïque d'un ancien pavement en miniature. Des bagues ressemblent à des compteurs de taxis, des broches à des carrés de l'hypothénuse, à des dominos du Mah-Jong, parfois à des fragments de tableaux cubistes. Si jamais l'on donne un nouveau « Bal des Pierreries », comme celui qui marqua le zénith de l'ancienne société mondaine, à la veille de la guerre, sans doute les niches préparées pour recevoir chaque groupe de parures, Perles, Émeraudes, Diamants, Rubis ou Saphirs,

seront taillées dans du cristal de roche ou reproduiront les grottes basaltiques de Fingal.

Ce n'est pas seulement la souplesse et les complications de la ligne, les enroulements et les soubresauts de la silhouette qui ont disparu : c'est la couleur chaude, savoureuse, capiteuse, subtile. Titien ou Véronèse n'y prendraient pas grand chose pour leur palette. Giorgione n'y jetterait qu'un regard distrait et Watteau s'en irait rêver ailleurs. On ne voit plus guère l'opale, cette sensitive du monde minéral, ce type des pierres sans facettes, qui se conduit et que l'on conduit un peu comme une goutte d'aquarelle où se refléteraient toutes les nuances du spectre, dans un arc-en-ciel qui bouge et qui vibre. On ne voit guère non plus la pierre élue des coloristes, l'améthyste, qui a peu de facettes et qui s'étale comme une touche d'huile grasse. Seule l'émeraude, et parfois, comme il arrive chez M. Cartier, l'émeraude gravée vient réchauffer la froide splendeur d'un diadème de diamants et d'onyx noir, rappelant le biseau vert d'un glacier parmi les neiges et les pointes des rochers. Ainsi, au lieu de cette floraison d'émaux translucides en larges surfaces et d'émaux cloisonnés, de ces améthystes et de ces opales, qui enchantaient les yeux dans les bijoux de M. Lalique, de cet or verdi, de tous ces ragoûts pigmentaires qui en faisaient des « voirrières » de prix, que voit-on ? L'onyx, cette agate à bandes concentriques, qui n'est ni chantante, ni profonde, et qu'on emploie le plus souvent noire. Le jade d'un blanc laiteux, qui n'est pas gai, quoique d'une matière grasse et savoureuse, le corail rose, qui a la tristesse des fonds sous-marins, parfois l'aigue-marine, cette faible et limpide émeraude qui a la propriété de gagner aux lumières, au lieu de perdre, comme fait le saphir, mais qu'on emploie blanche, enfin l'ivoire, couleur de deuil par excellence, admirable matière quand elle est employée en assez larges bandes sur des coffrets par Mme O'Kin, mais sourde, si elle est réduite en parcelles comme dans la bijouterie, de même que l'ambre, auquel seule une surface pleine donne son éclat. Il y a bien encore des émaux, mais de quelle couleur ? Noire et verte sur platine. Et M. Lalique lui-même, s'il fait encore un bijou, le fait de cristal.

Le plus typique, et celui qui résume toute la joaillerie d'après guerre, c'est le diamant enchâssé dans l'onyx noir : les deux couleurs de deuil, le blanc ayant toujours été le deuil chez

certains peuples. Nous saisissons, là, une dernière conséquence, d'ailleurs assez naturelle, du rôle dorénavant rendu aux brillants. La lumière, à ce point exaltée, non seulement brouille le dessin du bijou sur le peau, mais éteint un peu les couleurs mêmes des pierres qui le composent. Dès lors qu'on cherche surtout la lumière, on est conduit à sacrifier la couleur. On obtient quelque chose d'étincelant, mais de froid et, comme l'architecture de tous ces palais, depuis les cubes funéraires des Invalides jusqu'aux pylônes thibétains de la porte de la Concorde, de triste.

Ainsi l'antithèse est complète. « L'art nouveau », c'était le caquetage d'une jolie personne qui n'a rien à dire : insupportable et gai. L'art actuel, c'est le langage d'une précieuse : morne et correct. Sauf pourtant lorsque la pierre précieuse toute seule apparaît : alors, tout va bien, et, ce qui importe le plus, tout ira bien à la femme qui le mettra. Car il n'y aura plus en présence que deux beautés voulues par la Nature, l'artiste s'étant éclipsé. C'est le dernier mot de l'art, — le premier et le dernier, — pour le lapidaire : n'y pas mettre sa « griffe », et, Père Goriot de la parure, voir triompher, dans l'éblouissement des lumières et le ravissement des yeux, son enfant qui ne lui ressemble guère et ne porte pas son nom.

Maintenant, d'où procède cet art? On nous le donne comme l'art du xxe siècle. Mais le xxe siècle est encore loin de sa fin, et avant qu'il commençât, ce bijou avait été préfiguré par d'autres. Il est fâcheux qu'on n'ait pas mis, au Grand Palais, au milieu des vitrines occupées par nos joailliers modernes, une petite collection rétrospective, comme on en avait tant fait en 1900. Oh! toute petite, minuscule : seulement de quoi refléter un petit coin du passé, ne tenant pas plus de place qu'un « rétroviseur », et où l'on aurait vu, à cent ans derrière soi, briller les bijoux du Consulat, de l'Empire et de la Restauration, les ouvrages de Bapst et de Falize, de Franchet, de Nitot, dessinés par eux-mêmes ou par Seiffert, le dessinateur de Bapst, ou bien reproduits par Debucourt et Boilly, dans leurs silhouettes des dames à la mode de l'an X ou de l'an XIII. Qu'aurait-on vu, ainsi réfléchi en miniatures étincelantes, sur le rétrospectif miroir?

On aurait vu des choses d'un esprit et d'un tour fort semblables à celles d'ici : des pendants de cou hexagones réguliers

ou irréguliers et plats, des chaînes de métal et des sautoirs à maillons plats, à dessins de « grecques » ou de labyrinthes, des bracelets larges, plats et en bandes régulières, des plaques de cou plates et oblongues et, sur tout cela, un semis, une profusion de brillants. Si l'on avait, en outre, reproduit le bandeau que porte la princesse Borghèse dans son portrait peint par Lefèvre en 1806 et qui est à Versailles, quelques peignes en perles et corail faceté, à courbes extrêmement simples et régulières, des bracelets de joaillerie dessinés par Seiffert en 1820, des pendentifs à trois perles de 1827, la ceinture et le long pendentif tombant qui forment la parure de la Duchesse de Berry, dans son portrait par Dubois-Drahonnet, qui est au musée d'Amiens, le visiteur n'aurait rien trouvé de trop disparate avec les vitrines de 1925.

Dira-t-on que les bijoux centenaires ne s'accorderaient pas avec les coiffures et les modes nouvelles? C'est à voir. Regardez les portraits de la princesse Borghèse au second mariage de Napoléon, ou encore de Mme de La Valette au Couronnement; les bras sont nus, les nuques sont si nues qu'on pourrait les croire rasées. Le mouvement et l'esprit de leur parure sont tels qu'on pourrait fort bien leur mettre les bijoux des vitrines de M. Cartier, de M. Boucheron ou de M. Vever. Feuilletez les estampes de Debucourt et de Boilly : les petits chapeaux d'hommes que portaient alors les femmes emboîtent les crânes et masquent entièrement les cheveux. Plus tard, les cheveux toujours tirés sur le sommet et découvrant la nuque, s'épandent devant les oreilles en boucles abondantes et gonflées. Ce qui fut fait pour des minois ainsi accommodés pourrait aller aux nôtres.

Ce n'est pas qu'il y ait identité, ni pastiche. Les bijoux actuels sont infiniment mieux montés, moins lourds, moins ronds, moins « riches » en apparence, quoique plus précieux, plus maniables surtout, et d'une trame bien plus fine. Mais ils ne sont pas foncièrement différents. C'est l'Empire qui continue, l'Empire allégé, affiné, rajeuni, avec une sveltesse qu'il n'a jamais connue, mais non pas renié, ni quitté pour d'autres styles. La chaîne n'est plus rompue, comme on la voit aux vitrines des musées, où sont déposés les bijoux « art nouveau ». L'art actuel est un retour et une reprise des traditions et des recherches abandonnées. Il ne faut pas crier au génie : il y a infiniment moins d'imagination et de génie dans les bijoux

actuels que dans les anciens ouvrages de M. Lalique. Mais il y a plus de bon sens.

L'art appliqué n'est pas le domaine du génie : c'est celui du bon sens pratique et borné. Léonard de Vinci n'y est nullement requis. Un bijou composé par lui pourrait être un chef-d'œuvre tel qu'aucune femme ne voudrait le mettre sur elle, lui préférant une pierre précieuse, toute nue, où elle verrait, avec raison, des prestiges que l'art ne peut remplacer. En ces matières, l'artiste requis après la Nature, qui a presque tout fait, c'est le tailleur ou « cliveur » : par lui, la pierre prend tout son éclat et décèle au dehors quelque chose de sa nature interne, de son harmonie cristalline, formée aux entrailles de la Terre d'où elle fut tirée. Une fois ce premier travail accompli, c'est le monteur qui est le médium nécessaire : par lui, rien ne se perd des beautés ainsi mises au jour.

Auprès d'eux, le rôle du dessinateur, de celui qu'on appelle l'artiste, quoique délicat et point du tout méprisable, est minime. C'est par un aimable paradoxe que Victor Hugo, grand ajusteur, lui aussi, de pierres précieuses, mais souvent de pierres fausses, a pu dire, dans sa célèbre épître à Froment Meurice :

La miette de Cellini
Vaut le bloc de Michel-Ange.

Ce sont deux ordres de valeur qui n'ont pas de commune mesure. Effacez des toiles et des panneaux qui remplissent dans une salle du Louvre ce que Léonard de Vinci, Titien ou Rembrandt y ont mis : ces toiles et ces panneaux ne vaudront plus rien. Brisez et détruisez les montures les plus artistiques des bijoux rassemblés dans les vitrines du Grand Palais, ces bijoux garderont, à bien peu de chose près, toute leur valeur. Ce n'est donc pas l'art du joaillier ni de l'orfèvre qui la leur a donnée. Et c'est pourquoi, très justement, on l'appelle un « art mineur ».

ROBERT DE LA SIZERANNE.

(*A suivre.*)

REVUE LITTÉRAIRE

M. ROLAND DORGELÈS (1)

M. Roland Dorgelès a consacré à la guerre un très beau livre, où se réunissent des soldats venus de partout, sans qu'on sache ce qui les rassemble et sans qu'on sache quelle unité les a choisis, les a tirés d'entre les autres pour en faire un groupe. Les voici tous ensemble ; et l'on est à se demander comment et d'où ils s'appelaient pour composer une escouade. Il en meurt plus d'un : l'escouade existe, et elle existait sans eux. C'est ainsi, à la guerre ; et *les Croix de bois* se remplacent les unes les autres, sans former jamais autre chose que ce qu'il y avait.

Regardez-les, tous dans le rang, ceux-ci plus forts que ceux-là, plus hardis, plus valeureux, plus zélés à leur tâche, qui est une chose la plus atroce qu'il y ait. Aucun d'eux n'est de trop, ni aucun d'eux n'est inutile. Mais qu'un d'eux meure : vous sentirez qu'il manque à la compagnie quelqu'un, si l'on veut qu'elle ne change pas. Tous voudraient s'en aller ; à cette question posée : « Qui veut rentrer chez soi ? » tous sont prêts à partir. « Et dis donc, Lemoine, vous allez rentrer chez vous... » C'est une supposition que fait Sulphart, en lui posant cette question... « Seulement, il faudra faire la route à reculons, avec un gros rondin sur le dos, en plus du sac complet, et sans godasses : tu marcheras ? » Que répond Lemoine ? « Sûrement que je marcherais... » Et augmentez-lui encore d'un rondin son chargement, sûrement oui, ah ! sûrement il marcherait... « Mais toi, si on te disait : la guerre sera finie pour toi ; seulement tu n'as pas le

(1) *Sur la route mandarine*, par Roland Dorgelès (Albin Michel, éditeur). Du même auteur, chez le même éditeur, *les Croix de bois, le Cabaret de la belle femme, Saint Magloire* et *le Réveil des morts.*

droit de boire ni vin ni eau-de-vie jusqu'à ce que tu meures. Qu'est-ce que tu dirais ? » Sulphart réfléchit un moment et puis arrive à cette conclusion : « Heu !... Je pourrais toujours boire du cidre, pas vrai ? Et puis, en douce, ça ne m'empêcherait pas de me mettre un vieux coup de rhum dans le col. Je dirais oui. » Les autres, qu'on a tout de même interrogés, font en fin de compte la même réponse. Et tous ils rentreraient chez eux, le plus volontiers du monde.

Mais ils ne rentrent pas chez eux, parce qu'ils ont ici leur devoir du moment, qu'ils ne discutent pas et qui est si impérieux. Pourquoi ? Ils sont ainsi, les uns et les autres : et ce qu'on dira au sujet d'eux, si vrai soit-il, n'est pas ce qui achève de les convaincre : ils ont cette vertu en eux et ne le savent pas.

Ils descendent du front. Qu'est-ce qu'ils ont fait là-bas ? Et, ailleurs, où on les mène, où ils seront tout à l'heure ? Ils inclinent vers le sol leur visage ; ils semblent occupés d'une rêverie étrange et à laquelle ils appartiennent : c'est que le général a commandé une revue. Une revue, quand ils sont à un tel point de lassitude, quand ils n'ont plus ce qui vous tient et vous conduit, quand ils ne voudraient plus que mourir ? « A droite par quatre. En avant, marche ! » Le régiment s'ébranle. La première cadence a été lourde ; elle se fait plus nette. Mannequins de boue, qui défilent, godillots de boue ; et le reste, de même nature. Et pas un des blessés qui ne sont qu'un peu blessés n'a quitté les rangs. Qui les voit s'écrie : « Oh ! les pauvres gars ! » Une femme pleure et puis d'autres, et puis toutes celles qui sont là. C'est alors seulement qu'ils s'aperçoivent qu'ils sont à plaindre : alors, toutes les têtes se redressent, de fierté. La musique du régiment se fait entendre ; et c'est magnifique, sous le ciel, cette musique. Le régiment y a sa joie, la plus belle qu'il y ait ici-bas. La jeune fille de la porte, de son mouchoir mouillé, leur dit bonjour ; elle veut crier quelque chose ; mais un sanglot l'empêche. Alors, Sulphart ne réussit plus à se retenir : « C'est nous autres, qui avons fait l'attaque ; c'est nous ! » Et, de toutes les têtes, un même orgueil qui monte s'épanouit en gloriole. « C'est nous ; c'est nous ! » ce cri semblait monter de toutes parts. « La musique sonore nous saoulait, semblant nous emporter dans un dimanche en fête ; on avançait, l'ardeur aux reins, opposant à ces larmes notre orgueil de mâles vainqueurs. Allons, il y aura toujours des guerres, toujours, toujours... » Voilà le mot de la conclusion telle qu'elle se présente ici, le mot de la conclusion qui n'est pas écrite et qui se formule ainsi, contente à peu de frais ; il y aura toujours des guerres, pour la raison

qu'elles font grand plaisir, plaisir d'orgueil, à ceux qui dépensent là ce qu'ils avaient de force inemployée.

Après ce grand livre de guerre, qui en décrit les épisodes, voici un petit volume d'anecdotes pendant la guerre, *le Cabaret de la belle femme*. C'est un cabaret de nature à tenter des soldats : il se trouve sur la route de Laon, non loin des Boches. Le cabaret de la belle femme, qui veut y aller? « Présent! Moi !... Moi!... Lousteau, Ricors, Desmet... Moi, mon capitaine!... » Autant de gens qui ne tiennent quasi plus debout, qui sont las et qui auraient envie de se coucher plutôt qu'une autre envie à chercher un peu loin d'ici. Seulement, pour le cabaret de la belle femme, qui ne voudrait lâcher le reste et lâcher ce qu'il y aurait de vie la plus charmante ailleurs? Aussi bien, regardez : le voici. C'est un gros tas de ce qui reste sur la route une fois qu'on en a ôté quoi donc? mais toute chose. Il n'y a plus de cabaret de la belle femme, ni autre cabaret, ni rien. Il n'y a plus, de tout cela, qu'un souvenir et, sous les décombres qui sont là, ces objets-là : qui sait? la belle femme.

M. Roland Dorgelès, à ce propos, nous raconte qu'il y avait, au front, des femmes : c'est ce que nous allions lui dire. Mais lui, laquelle a-t-il aimée? Ah! laquelle? S'il le disait, nous ferions bien de la chercher où il l'a laissée. Qui était-ce? Une petite campagnarde qu'il avait connue en passant sur les bords de l'Aisne et qui avait une folie, de se croire jolie parce que tous ces soldats le lui avaient dit. Alors, elle s'était mis en tête de quitter ses parents, sa chèvre et sa maison, et d'aller faire la fête à Paris. Il lui disait qu'elle aurait tout ça dès son arrivée; conséquemment, elle l'aimait. Elle voulut qu'il lui donnât, le dernier jour qu'il serait là, en souvenir de lui déjà, une mèche de ses cheveux ; mais, sur sa tête, il n'y avait plus un cheveu, ni deux, ni trois, ni autant qu'il en faut pour en faire un bouquet le plus chétif qui fût au monde. « Je ne veux pas que vous m'oubliiez, me dit ma petite amie, les yeux au ciel. Tous les soirs, à dix heures, nous regarderons la même étoile, pour penser l'un à l'autre. » Et de choisir leur étoile ! Et puis, l'ayant choisie, de la reconnaître entre toutes les autres et, l'ayant vue, de songer à elle.

Un autre soir, il y eut des grenouilles. Il y eut toutes les grenouilles, celles qui tout à l'heure sautaient autour des mares, celles qui dormaient dans les joncs, celles qui glissaient sur la mousse de la forêt : toutes se sont mises à coasser; « la chaîne d'un puits qui grince, grince interminablement, sans arriver à remonter son seau », dit M. Roland Dorgelès. Le soir est venu, si lentement, qu'on n'a pas

su le reconnaître. Soudain, les grenouilles s'éveillent; et ce sont elles qui font ce grand vacarme. Les trembles sont habillés de dentelle. Il est dans un secteur assez tranquille, trop près de l'ennemi pour qu'on puisse repérer la position par des avions. Il n'y avait ni péril aux alentours, ni rien que l'on vît et qui fût redoutable. Ce n'était que fraîcheur de l'air. Et tout à coup, attention! C'est un tremblement terrible qui secoue le garçon que voilà. Le soir a lancé au ciel sa première fusée. Elle grimpe et parmi les branches, regardez : vous la distinguez. Elle a montré que la nuit est venue.

Avec *Saint Magloire*, M. Roland Dorgelès abandonne la guerre. C'est la première fois qu'il cherche et qu'il traite un sujet qui n'ait avec elle rien de commun. Saint Magloire vient d'arriver à Marseille, où les envoyés de l'agence Havas l'ont vu. Il est allé revoir, dans la maison où autrefois il a grandi, les héritiers de son nom : l'un, son frère, qui l'a maudit, le jour qu'il est parti pour l'Afrique, et maintenant lui tend les bras. Magloire! un homme étrange et qui a voulu vivre conformément à ses principes; un homme sans pareil et qui, là-bas, a été, par le fidèle emploi de toute sa personne, quoi donc? Mais dites-le; il a été là-bas, ce qu'il est en réalité : un saint! Cela ne se dit pas; c'est une chose qu'on sait, mais qu'on n'ose pas dire. Un saint, dès ici-bas, sans avoir eu besoin d'être détaché de tout ce qui nous dévaste et nous oblige à n'être pas grand à merveille.

Le voici, qui a rêvé d'être un saint chez lui et qui le sera. Il donne à chacun ce qu'il lui faut, des paroles consolantes et enivrantes, des paroles qui, dès ce bas monde où l'on est triste et où l'on a tant de peine à surmonter les méfaitures aventures, vous font du bien, vous rendent fort et vous rendent digne de supporter ce qu'il y a qui est affreux. Si les paroles ne doivent pas suffire, il vous accordera beaucoup plus : des miracles, de prodigieuses consolations qui se feront sans qu'on le voie, qui changeront autour de vous l'apparence de toutes choses et qui, une fois faites, seront votre salut. En voulez-vous, des miracles? En voici, de toute espèce et de toute qualité. Autant de miracles qu'il y avait de souffrance.

La ville où il se trouve est abondamment payée de l'hospitalité qu'elle donne à saint Magloire. Il a toute son espérance comblée. Que lui manque-t-il, pour être largement payé de sa peine? Rien du tout.

Il lui manque d'avoir su gagner à son ouvrage l'éternité. Son ouvrage sera perdu. Il s'en aperçoit déjà quand il rencontre ces deux enfants de l'Assistance publique, Petit Louis et Julie, qui sont amis depuis quelque temps, et qui ont fait marché ensemble pour se tirer

d'affaire sans rien devoir à personne. Ils vont tout saccager, tout détruire. Et, de tout cela, l'on ne saura plus reconnaître ce qu'il avait marqué de ses doigts, en le touchant, en le maniant. Ce qu'il avait touché, manié, ne portera plus le signe du saint. L'œuvre du saint sera pour lui perdue, analogue à ce qu'il n'a pas même regardé.

Or, il faut voir son frère, dans ces conditions très fâcheuses. Il dit, et sur un ton le plus cruellement désenchanté : « Faire le bien, faire le bien, c'est très joli ; mais je ne suis tout de même pas chargé de payer les dettes de la Providence. Ça n'est plus une maison, ici, c'est un ouvroir... » C'est, plus exactement, la maison telle que saint Magloire l'a transformée jour après jour, telle qu'il l'a laissée se défaire et puis devenir autre chose ; mais quoi donc ? Dufour l'a dit : un ouvroir. Et Dufour rêve : « Il est terrible. Il veut tout réformer : les lois, la religion, la propriété, le gouvernement, le travail, l'éducation et jusqu'à notre façon de faire la soupe. Ma parole, sa bonté m'épouvante. Il mettrait le feu à la maison pour réchauffer un malheureux. Je me demande comment tout cela finira... Je l'admirais tant lorsqu'il était en Afrique ! » Ce dernier mot contient toute la vérité de Dufour.

Et Van den Kros, un ami de Dufour, écoutez-le. Il dit : « C'est curieux : les saints ont toujours été les mêmes. Lisez les bollandistes ; c'est plein d'histoires édifiantes, où l'on voit des jeunes gens, touchés de la grâce, quitter leur vieille mère qui en mourra de chagrin, pour aller manger des sauterelles au fond de la Libye. Et on canonise ces gens-là ! Vous le savez, personne n'admire plus que moi votre illustre parent, mais je me demande si la propagation de ses idées vaut bien qu'il cause tout ce remue-ménage. Dans la société moderne, un saint fait tout bonnement figure de phénomène. Il est déplacé, il n'est pas à l'échelle... » Est-ce la vérité ? Mais oui, sans doute ! Un saint nous fait l'effet d'un géant qui aurait deux cents pieds de haut et qui s'accouderait aux tours de Notre-Dame. Pendant une semaine, vous le regarderiez et vous auriez les yeux tout pleins de lui. Au bout d'un mois, vous ne sauriez plus qu'en faire, où le coucher, où, avant de se coucher, il passe un peu la soirée.

C'est que le doux Magloire, qui n'a rien fait d'extraordinaire en ce monde, a une série d'idées qui sont à lui ; et il y tient plus qu'à des idées justes : ce sont des idées siennes. Par exemple, il nie l'Enfer. Ne lui parlez ni de Paradis, ni d'Enfer, ni d'aucune chose de ce genre : il les refuse. Mais alors, il n'a donc pas une idée chrétienne de cette vie, destinée à préparer l'autre ?

Il dit : « Je le sais maintenant, on ne meurt pas. C'est sur terre que l'âme vit et revivra sans cesse en attendant le jugement dernier... » Comment cela ? Mais, par un phénomène de métempsycose ou vie incessamment renouvelée... « La mort nous libère un instant ; puis la vie nous reprend et nous renaissons, ayant tout oublié, avec une pureté nouvelle et des espoirs nouveaux, aujourd'hui dans le corps d'un riche, demain dans la dépouille d'un pauvre. Nous retournons chaque fois à la source commune des âmes, puis nous redescendons, comme la goutte d'eau s'évapore et remonte au nuage pour retomber en pluie. Il ne peut pas naître pour un seul jour, l'esprit divin qui vous anime. Le Maître l'a dit à Moïse dans le buisson : Dieu n'est pas le Dieu des morts, mais le Dieu des vivants. La vie est éternelle, nous ne mourons pas plus que les rosiers que l'hiver dessèche · comme eux, nous changeons seulement de corolle, et les âges du monde sont les saisons de Dieu... » Voilà comme parle ; et il vous met sous les yeux de grands panneaux de clarté, merveilleusement vifs, qui vous éblouissent pour l'éternité.

C'est au point que vous êtes intéressés à ce que les choses tournent comme il vous a dit qu'elles tourneraient, et que l'échec de sa doctrine vous est, en fin de compte, une espèce de catastrophe.

Après cela, M. Roland Dorgelès revient à la guerre et lui demande l'inspiration de son nouveau roman, *le Réveil des morts*, un grand et beau roman, qui a son idée dans le culte des morts qu'a fait la Grande Guerre. Les morts sont là, les personnages principaux avec lesquels il faut se battre pour les remplacer. Ils ne s'en iront pas d'eux-mêmes : chassez-les ou ignorez-les ; méconnaissez-les, s'il vous est possible de ne pas sentir en tout endroit leur main, leur présence et leur perpétuelle possession de tout ce qui était à eux.

Jacques va essayer de vivre et n'y parviendra point d'avoir été aux prises avec ces gens qui vivaient là bien avant lui. Car vous croyez qu'ils sont morts, oui, mais ils n'ont point disparu. Et l'on dit qu'André Delbos est mort : c'est qu'on ne sait pas qu'il a vécu. Il était, de son vivant, le mari d'Hélène, que Jacques vient d'épouser pour commencer avec elle une vie comme une autre, une vie toute neuve : Jacques, à tout moment de son essai de vie nouvelle, le trouvera, le sentira qui vit encore.

Mais non, dites-vous ; mais non : et tout cela n'est que chicane ou tentative de vous gêner ! Tout cela n'est qu'une aventure de roman, comme il serait facile d'en inventer une autre pour vous rendre la vie impossible, en cet univers absolument neuf, que vous

n'avez qu'à regarder, vous serez sûr d'y être à vivre le premier! Les régions libérées sont les plus étonnantes terres d'aventures qu'il y ait offertes à vos mains pour y faire sortir les ruines des moissons et des villes. Examinez le paysage; voyez comme il s'étend devant vous, plein de promesses... « Pendant toute leur jeunesse, les Français d'avant la guerre auront eu les oreilles rebattues de ces histoires d'Amérique où l'on voyait pousser, ainsi que dans un rêve, des cités fabuleuses, bâties en quelques mois, dans les savannes de l'Utah ou du Colorado. Et pourtant, qu'avaient-elles de si merveilleux, ces capitales de sapin, avec leurs édifices qui sentaient la résine et leurs milliers de bars, de comptoirs, de cambuses, qu'un incendie dévorait en une nuit? » En France, sept cent mille maisons à rebâtir, trois millions et demi d'hectares à défricher : les pionniers du vieux monde furent-ils moins vaillants que les autres?...

Et qui étaient ces pionniers du vieux monde? à vingt-cinq lieues de Paris, qui étaient-ce? Des gens de partout : « on croyait parcourir le monde, rien qu'en traversant un hameau. » Des Piémontais et des Sidis; des Chinois et des Russes; des Espagnols et des Américains habillés comme des cow-boys. En ces terres d'aventure, ils ont mené leur jeune existence. Ils ne savaient pas qu'il y eût là, dans le sol, du passé qui leur adressait la parole. Ils ne l'écoutaient pas; et, parce qu'ils avaient inventé de mener à leur fantaisie les bâtisses où ils mettaient leur rêve à coucher, la nuit durant et la nuit d'après, ils croyaient avoir imposé au paysage qui ne date pas d'eux leur combinaison de matériaux. Regardez-y!

Alors, dites ce que vous en pensez. Jacques aurait voulu bâtir, pour lui et pour Hélène, une maison comme il n'y en a pas eu de pareille : et il a refait tout juste la maison qu'Hélène habitait avec son mari, avant qu'il n'allât se coucher là-bas, qui n'est pas loin, dans la terre du moulin de Laffaux. La même maison, à s'y tromper quand on y entre.

Et, malgré lui, sans l'avoir voulu, il cherche André Delbos. Il le cherche en tous lieux, sous terre, parmi les morts qui sont là. La mère de ce garçon le conduit, ou bien c'est lui qui la mène. Et ils vont par les chemins, tous deux émus de même ardeur, d'une même passion, d'un même désir, demander à la terre ce pauvre diable qui a été le bon fils de l'une et, l'autre, lui a pardonné.

Les voici devant la terre où il doit dormir. L'ouvrier a ôté la croix de bois et l'a plantée un peu en arrière. Il pioche. On n'entend que

le bruit que fait la pioche au moment qu'elle entre dans le sol gras. Peu à peu, les coups deviennent plus sonores. Soudain, l'ouvrier se tient tranquille : un brin d'étoffe bleue vient d'apparaître ; au même instant, un chant d'oiseau passe dans le ciel. La mère sanglote, et l'ouvrier dit qu'on l'éloigne. Elle ne le veut pas ; elle veut être ici quand son fils se verra. Elle eut bientôt l'air de s'être aperçue qu'il était là et qu'il allait se dévoiler. Elle cria qu'on fût bien attentif : on pouvait le blesser d'un coup de l'outil. Jacques, alors, se baissa, écarta la pioche. On devina la tête qui, sous la gangue de terre, avait sa forme et la montrait. Il prit la tête dans ses mains et, de ses mains tremblantes, il enleva ce qui l'avait cachée. Alors, ils virent que ce n'était pas lui, mais un autre qu'on cherchait probablement ailleurs : un nommé Desbros, et non Delbos, qui était dans cet abri et qui ne l'avait pas volé.

Voilà comme Jacques ne fait rien que chercher André Delbos, et, quand il ne l'a pas trouvé, est tout de même que s'il l'avait tiré hors de son asile mystérieux, où il garde son étendue.

Un beau jour, M. Roland Dorgelès a quitté Paris et est allé voir, en Orient, les gens qu'on avait aperçus chez nous, gens de divers pays et que nous appelons tous Annamites, faute de savoir les distinguer. Il est allé, par *la Route mandarine*, les voir chez eux, apprendre à les reconnaître. Il a fait ce long chemin et dit bientôt : « J'ai vu Ninh Giang et ses sampans aux voiles rapiécées ; Hadong et ses boutiques de marchands de cercueils ; Haïdiong et ses pêcheurs ; Quang Yen, dont la montagne étendue a l'aspect d'une femme qui dort ; le village du Papier, où des hommes demi-nus piétinent la pâte d'écorce dans d'énormes cuviers ; Haïphong, cette horrible sous-préfecture poussée sur la vase ; Thai-Bing, qui grouille de populace ; Bac-Ninh et ses brodeuses, Thô-ha et ses potiers ; et ces villages flottants du fleuve Rouge, aux paillotes montées sur des radeaux de bambous, qui ont tous leur maison commune, leur temple, leur auberge pour les sampaniers, et aussi, devant la cagna des moins pauvres, un courtil si étroit que la truie, lorsqu'elle allaite ses porcelets, semble nourrir également le vilain chien jaune et les enfants blottis contre ses mamelles en un même tas de chair fraîche... » Est-ce tout ce qu'il a vu? Certes non. Mais, sous des noms tout aussi incompréhensibles à nous autres, divers lieux également lointains.

Il a vu, chez les Chettys de Saïgon, prêteurs hindous que l'on rencontre dans tous les ports d'Extrême-Orient, une fête qu'ils ont

donnée en l'honneur d'une déesse qui est à eux ; et, parmi les fabuleux bonshommes que cette fête réunissait, leur martyr. Quel homme ! Il jeûne et prie depuis une semaine. Il a des lances dans les pieds, une épingle en travers de la langue, et traîne un petit char dont les traits tiennent à sa chair par de longs crocs d'argent. « Les yeux révulsés, la bave aux lèvres, horrible, il mène la foule, et les prêteurs fanatiques l'encouragent de leurs clameurs, bousculant sans pitié un second martyr, plus modeste, qui s'est seulement transformé en pelote, des épingles plantées dans tout le corps... » Que dites-vous de ce diable, de ces deux diables ? Et, derrière eux, accompagnant le char d'argent de la déesse, éclairé à l'électricité, il y a un « deux cylindres », dont le mécanicien hurle avec les autres gens, hurle comme un fou et paraît enragé. Mais il l'est : n'en doutez pas. Il l'est, mieux que personne ; et cependant, si fou qu'il soit, il a pris quelques bougies de rechange avec lui.

De ville en ville où on le mène, M. Roland Dorgelès a un souci constant de savoir ce que Pierre Loti en aurait dit, d'apprendre un peu ce qu'il aurait agréé, ce qu'il aurait refusé de ce séjour, ce qu'il en aurait admis en lui-même. Étonnant Pierre Loti, qu'on imagine, un pareil soir, jeune lieutenant de vaisseau à bord d'un autre *Bougainville* ou d'un *Triton*, qui rêve et qui s'attendrit et qui enfin note ce qu'il a vu, et le transpose, afin de pouvoir s'en souvenir comme d'une chose qui lui est arrivée à cette date.

Or, le voici en baie d'Along, devant un îlot qui s'appelle la grotte de la Congaïe. On y vient, émerveillé de ce fouillis de petites îles qui ont l'air de retenir les vagues ; et, peu à peu, on a le cœur serré. Le soleil ne colore pas ces tristes pitons gris, ce grand décor pour contes d'épouvante, « ces îles montagneuses qui se font pareilles pour vous tromper et qui se renvoient l'une à l'autre, dans un écho sonore, les appels des pêcheurs. On dirait que la mer a englouti des montagnes. Il n'émerge plus que des cimes : certaines, nues comme des murs ; d'autres ouvragées comme des portails gothiques. Et, au fond des cavernes obscures, un œil étincelant, un trou de lumière... » M. Roland Dorgelès était venu là et avait d'abord visité les autres îles, la grotte de la Surprise, où le fantôme d'un roi de ce palais marin préside, — ou a l'air de présider, — aux sacrifices et aux effroyables rites que célèbrent ici une tortue et d'énormes bêtes, toutes en pierres ; et puis la grotte des Merveilles, où l'on voit, inscrits en rouge et noir sur les faces gigantesques de ses murailles, les noms de toutes les flottes qui ont passé là. Et puis c'est, après les Marionnettes et le

Fou, la tombe de la Congaïe. Qu'est-ce que Loti en aurait dit ou, en d'autres termes, comment l'aurait-il décrite?

M. Roland Dorgelès imagine que son cambusier ou homme d'équipage, dont il a fait, « pour le charme du récit, » un vieil Annamite aux ongles très longs ou bien un pirate chinois, lui annonce :

— Tenez, mon lieutenant; ceci est la tombe de la Congaïe.

Et, tout aussitôt, il raconte à Pierre Loti l'histoire de cette Congaïe. Elle est ici, parmi des feuilles de bananier. Elle joue avec des coquillages roses qu'il y a dans le sable; et elle attend. Qui donc attend-elle? Mais lui précisément, ce jeune officier de marine en veste blanche, qui, pour l'avoir un instant aperçue prenant son bain de déesse dans l'eau de ces parages, ne désire plus qu'elle et ne veut plus qu'elle. Ils seront heureux, fuyant les fêtes de l'escadre; et, le soir, « à l'heure où s'éveillent les lourds papillons de velours », elle lui chantera des airs à ne plus savoir que le monde a de plus pressantes besognes, vous les offre et vous les impose. Car Loti, tout ce qu'il a vu, la réalité authentique ne le lui donnait pas. Il savait voir au delà et, ce qu'il avait vu ainsi, c'est ce qu'il savait peindre.

M. Roland Dorgelès, ce qu'il a peint, il l'avait vu, mais avec ses yeux de devin. Qui les lui a donnés, ces yeux? Il les a pris à la guerre. Il a tout pris à la guerre. Elle lui a tout enseigné. C'est là-bas qu'il est devenu auteur et l'un de nos jeunes écrivains les mieux doués. N'avait-il rien vu avant de la voir?

Elle lui a saisi les deux mains et l'a conduit où il fallait qu'il vînt pour y jouir du grand spectacle des forces tendues et bien acharnées l'une contre l'autre. Elle l'a conduit aux bons endroits où il fallait qu'il fût pour voir ce qui était splendide et, quand ce ne l'était pas, pour voir ce qu'il y avait de plus douloureux en ce monde. Elle possédait en abondance tout ce qui peut tordre le cœur, le soulever, le faire pâmer d'angoisse ou de colère. Elle lui a montré cela qui valait d'être regardé.

Ensuite, elle l'a laissé aller et venir par l'univers, par les deux univers qu'il y a, l'un du réel, l'autre du possible, afin qu'il y trouvât beaux et curieux ses asiles de doctrine et de vérité, l'un qui est plus grand que l'autre; mais celui qui n'est pas le plus grand, car il n'admet en lui que réalité, regardez un tout petit coin de son immense étendue : il vous paraîtra tout un monde, tant il contient de réalité que vos yeux seraient incapables d'étreindre. Il fallait bien que vous fussiez à cette école de la guerre, si monstrueuse qu'elle ait été, pour vous rendre capable d'un tel regard.

Il est allé, de la guerre, aux pays voisins et qui sont encore la guerre : au pays du cabaret de la belle femme, où il a passé quelque temps, puis au pays de saint Magloire, d'où il est revenu comme surpris de son audace. Et alors, tout de même que s'il s'était risqué un peu loin, quand il fut de retour, il voulut passer quelque temps chez lui : c'est la guerre que je veux dire. Il écrivit *le Réveil des morts*. Et puis il revint à l'idée d'aller voir dehors, et vers la Route mandarine, ce que l'on fait, comme l'on vit, comme on est drôle avant de mourir.

Échange de bons procédés, qu'a-t-il accordé à la guerre, pour la remercier de ce qu'elle avait si bien préparé pour lui ? Il s'est rendu son historien ; et il l'a racontée d'un bout à l'autre, au delà même de son dernier bout, jusqu'à ses effets de conséquence. Il l'a prise comme le fait principal et immense vers lequel tout converge et qui, d'avoir été, devient la source de tout ce qu'il y aura désormais. Il a voulu qu'elle fût, en peu de mois, un résumé de ce que notre pays a été capable de subir sous le soleil de nos journées et qui ensuite tourne à une espèce de légende qui a remonté le cœur de nos hommes pour très longtemps. Voilà comme il l'a peinte, avec une horreur de tout ce qu'il a souffert à cause d'elle.

Et le reste ? ce qu'il a peint et qui n'est pas elle ? Il l'a peint de la même façon qu'il l'avait, elle, copiée sur le vif. Les gens qu'on rencontre sur la Route mandarine, ce sont des guerriers au repos. Les gens qui entourent saint Magloire et qui reçoivent ses bienfaits, qui réagissent contre ce qu'il était à leur offrir, autant d'êtres qu'il destinait pour y sembler les représentants d'une foule que la guerre a modifiés et qu'elle laissait ici-bas pleins de désir et d'une espèce de folie impérieuse. S'en est-il aperçu, a-t-il senti ce qu'il y a, dans son désir, dans sa folie, et que la guerre y suscita ? Je n'en sais rien. Mais tout cela s'y trouve, comme une chose que nous aurions à toucher sans peine.

Un personnage du roman de *Saint Magloire* est un chef noir de Bénoué. Il a perdu dans les combats tous ses fils et il en a un grand chagrin. Le souvenir de ses enfants disparus ne le quitte plus et depuis des années le torture. « Alors, pour n'y plus penser, il avait attaché à sa suite deux esclaves qui, depuis son réveil jusqu'à la nuit, étaient chargés de jouer du tambour, d'agiter leurs paniers remplis de coquillages, de pousser des cris, dès qu'ils voyaient leur maître songeur. Le bruit, croyait-il, chassait l'esprit du mal... » Eh ! bien, nous autres, n'avons-nous aucune analogie d'humeur avec ce nègre ?

« Pour éloigner de votre pensée la terrible énigme des causes de la fin, pour ne pas songer à l'au-delà, vous vous étourdissez avec des mots, vous édifiez des théories, vous bourrez de phrases et de formules toutes les fissures par où pourrait s'infiltrer le doute. Vous faites sonner vos propres conceptions comme des hochets, afin de ne plus entendre la voix peureuse de vos âmes, qui vous rappelle que Dieu attend ; mais les deux esclaves peuvent claquer des mains et taper sur leur tambourin, le deuil est toujours dans le cœur du roi, comme la crainte est dans vos âmes. Le bruit peut étourdir, il ne rassure pas... » Voilà ce qu'il y a dans l'esprit du roi, qui lui fait si grand mal qu'il n'y pourrait pas demeurer s'il n'y avait, pour diminuer un peu sa souffrance, un artifice auquel il fût tenté de recourir, un artifice tout simplement.

Et, sur la Route mandarine, nous sommes si loin de la guerre, si loin qu'il nous plairait de n'y plus songer et de songer seulement à la paix comme à l'état le plus naturel et ordinaire de l'humanité. Mais ne plus songer à la guerre?

La sœur Adeline, très doucement, disait à M. Roland Dorgelès : « N'ayez pas peur, vous verrez comme ils sont gentils... » Elle parlait de ses lépreux de Culao Rong. M. Roland Dorgelès est allé les voir. Il les a trouvés dans leur île du Dragon, plus désolés qu'on ne les imagine, plus misérables, plus obstinément résolus à vivre et à garder leur air vivant. Jaune ou blanc, l'homme s'habitue à toutes les misères plutôt que de mourir. « Même ces plaies-là, le temps les panse. Vivre, seulement vivre !... » Et il y a, parmi eux, Milot, un gamin qui arrive en gambadant, un masque peinturluré sur son visage. Il ôte son masque ; et vous pouvez le regarder : « il a le mufle léonin du lépreux ; mais, sous cette face boursouflée, couleur de chandelle, on devine malgré tout quelque chose d'européen. » Qui est-ce? et d'où vient-il? On ne le sait pas. On l'appelle Milot. Ses parents l'ont abandonné à Cholon, le jour qu'ils sont rentrés en France, parce qu'il avait la lèpre. Alors, on l'a recueilli dans cette léproserie de Culao Rong.

M. Roland Dorgelès a donné une piastre à Milot, reculant sa main un peu vite, afin d'être sûr de ne pas toucher cette main, cette peau contagieuse, qui sont là-bas tout à l'image de ce que la guerre a laissé de plus monstrueux chez nous.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

A quelque chose malheur est bon. La guerre difficile à laquelle la France est obligée de faire face dans le Maroc du Nord a eu pour heureux effet de cimenter une entente franco-espagnole qu'il ne faudra permettre ni au temps ni aux circonstances d'effriter. Autour de la Méditerranée occidentale, dans le Moghreb, les intérêts de la France et ceux de l'Espagne sont solidaires, complémentaires. Ne nous arrêtons pas à déplorer que, des deux côtés, on ne l'ait pas compris plus tôt; attachons-nous à faire sortir de la bonne harmonie d'aujourd'hui une collaboration de plus en plus complète. Les accords réalisés à Madrid ne sont pas restés lettre morte. Sur mer, ils se traduisent par une étroite surveillance de la côte du Rif, dont les effets se font déjà sentir sur le front. Sur terre, le maréchal Pétain, au retour de son premier séjour au Maroc, a eu, à Tetouan, avec le général Primo de Rivera, président du directoire espagnol, un entretien dans lequel un plan d'action commune a été concerté. Le maréchal vient de repartir pour le Maroc, accompagné du général Georges, comme chef d'état-major; il a rencontré de nouveau, à Algésiras, le général Primo de Rivera : ainsi s'affirme une confiance et une unité d'action que le maréchal a pour mission spéciale de réaliser dans la pratique.

En Espagne, l'opinion publique s'est ressaisie; la politique du moindre effort que le vœu général du pays, las de campagnes désastreuses ou stériles, imposait au gouvernement, est vigoureusement battue en brèche. La presse espagnole se rend compte que l'action d'Abd-el-Krim a donné à la guerre du Rif une importance internationale. La politique de renoncement n'est plus possible depuis qu'Abd-el-Krim a attaqué la France et mis en péril la pratique du protectorat; l'abdication de l'Espagne aurait, par la force des choses, de deux conséquences l'une : ou la France, obligée d'en finir avec Abd-

el-Krim, se substituerait à l'Espagne dans la zone que lui réservent les accords diplomatiques, ou bien, la France elle-même étant obligée d'abandonner le Maroc, le voisinage de ce pays deviendrait extrêmement dangereux pour l'Espagne ; comme aux temps anciens, la barbarie, la piraterie, agrémentées du moderne bolchévisme, s'installeraient en face de Cadix, d'Algésiras et de Gibraltar. Un article très remarqué de *el Telegrama del Rif*, de Melilla, met en lumière ces vérités. Le journal *el Liberal* reconnaît que l'abandon du Rif n'est plus possible et qu'il faudra, après avoir mis Abd-el-Krim hors d'état de nuire, réaliser, avec le concours du Sultan et de la France, une organisation qui prévienne et au besoin réprime toute rébellion contre les puissances protectrices. Ainsi, à la lumière des réalités, apparaît, en Espagne comme en France, cette vérité chargée de promesses, que la collaboration des deux puissances, après s'être affirmée au combat, devra survivre au péril et se manifester dans l'organisation de l'ordre, de la sécurité, de la prospérité générale au Maroc.

Les gouvernements espagnol et français se sont abstenus de publier le texte des propositions de paix que, pour donner satisfaction à une partie de l'opinion publique, ils ont eu la faiblesse d'offrir à Abd-el-Krim. Ils ont été bien inspirés en les gardant secrètes. Les publier serait se lier dangereusement les mains pour le jour où Abd-el-Krim demandera l'aman ou disparaîtra. Seule une acceptation immédiate de la part du *rogui* d'Ajdir eût été capable de compenser ce que les concessions offertes avaient d'excessif et de scabreux. Un critique militaire de haute compétence qui revient du front marocain où il avait repris du service au mois de mai, M. Reginald Kann, a dit, en quelques articles très remarqués, notamment dans *le Temps* des 7 et 9 août, le péril d'hier et celui d'aujourd'hui : « Depuis trois mois la France est en danger de perdre le Maroc, et elle l'ignore. Elle a d'abord failli le perdre militairement jusqu'au jour où, devant l'imminence d'une catastrophe dans la région de Taza, on s'est décidé à envoyer des renforts suffisants pour parer au péril immédiat. Elle risque maintenant de le perdre diplomatiquement par les offres de paix à Abd-el-Krim, car tout accord conclu avec ce personnage aurait pour résultat de faire tomber inévitablement notre zone entière en son pouvoir dans un avenir plus ou moins éloigné. » C'est la vérité même. Pour avoir regardé vers les couloirs de la Chambre plutôt que vers le champ de bataille marocain, les gouvernements du Cartel ont fait courir au Maroc et à la France un ter-

rible danger; ils ont placé le pays en face d'un dilemme d'où M. Painlevé s'efforce de sortir par la seule porte honorable. « En signant un accord avec le chef rifain, écrit M. R. Kann, on signerait du même coup la condamnation du Maroc français. C'est ce que je ne me lasserai pas de répéter, de crier à tous ceux qui ne connaissent pas l'Afrique et ne se doutent pas des conséquences fatales d'une pareille faiblesse... Reconnaître Abd-el-Krim, un aventurier, un *rogui*, un homme de rien, serait faire l'aveu de notre impuissance, décourager ceux qui nous soutiennent, donner des armes à la propagande du rebelle, en attendant qu'une seconde invasion, montée avec plus de soin et de ressources que la première, vienne déferler sur notre zone... Cessons de vivre dans l'illusion et revenons à la réalité, avant qu'il soit trop tard. La guerre avec Abd-el-Krim est une lutte à mort. Comme dit le troupier, c'est nous qui l'aurons ou lui qui nous aura. Il n'y a qu'une solution, celle que je réclamais il y a huit mois, celle qui s'impose aujourd'hui. Il faut abattre Abd-el-Krim, où qu'il aille, où qu'il soit; il faut en purger à jamais le Maroc. »

Pour une si longue citation, notre excuse sera l'autorité et l'estime qui s'attachent au nom de M. Reginald Kann. Aussi bien ne saurait-on exprimer plus fortement une vérité plus salutaire. Nous pouvons dire, aujourd'hui que le péril est à peu près conjuré, combien il a été grave. Depuis le 15 août les choses ont pris, là-bas, une autre tournure. Le 15 août était la date fatidique où Abd-el-Krim devait avoir fait son choix. Le général Primo de Rivera a déclaré, et les dépêches du correspondant du *Times* à Tanger, M. Harris, que reproduit *l'Afrique française*, l'excellent *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, confirment qu'Abd-el-Krim avait mis comme condition préalable à toute négociation de paix la reconnaissance de l'indépendance du Rif. Nous en étions là! Abd-el-Krim se croyait en posture de poser des conditions! Cette indépendance, les accords internationaux étaient heureusement un obstacle insurmontable à ce qu'elle fût reconnue; M. Painlevé l'a lui-même déclaré en termes positifs le 14 août. Le Rif indépendant n'est plus aujourd'hui qu'un cauchemar rétrospectif. Mais il est bon de mesurer l'étendue du péril auquel la France vient d'échapper et surtout d'en méditer les causes qui sont surtout d'ordre intérieur et parlementaire.

Le général Naulin a procédé à un regroupement de ses forces, grossies d'imposants renforts; elles sont maintenant constituées en sept divisions à douze bataillons d'infanterie. Le commandement

veille à l'aménagement de l'arrière, particulièrement des voies de communication et des moyens de transport. Depuis le 15 août, des offensives partielles, malgré la chaleur accablante, ont montré à l'ennemi que le moment était venu pour l'armée française de reprendre l'initiative. Partout le mordant de nos troupes et la supériorité de leur armement se sont affirmés. A l'aile gauche, Ouezzan, la ville des Chérifs vénérés, est dégagée. La jonction des forces françaises et espagnoles sur le Loukhos, à la suite d'une opération heureuse, a produit une grande impression sur les tribus des Djebala; plusieurs fractions ont fait leur soumission, notamment parmi les Kmès qui habitent au sud de Chechaouen et qu'Abd-el-Krim retenait dans son parti par la terreur de sanglantes représailles. A droite, dans la région de Msila, au nord de Taza, les bataillons du général Boichut ont mené une brillante opération qui a ramené nos lignes au nord de l'Ouergha, là où elles étaient au mois d'avril; les Berbères encerclés, manœuvrés, n'ont pas tenu. Les tribus fidèles se rassurent; plusieurs de celles qui nous combattent demandent à rentrer en grâce. De dix sept tribus parties en dissidence, trois étaient déjà revenues le 15 août : les Beni-Mesguilda, les Fichtala, les Cheraga. La plus grande partie des Tsoul demandent l'aman, les Branes sont ébranlés et cherchent à négocier. Bientôt la situation créée par les succès d'Abd-el-Krim se retournera contre lui et il en sera réduit aux douze tribus de la montagne du Rif que ses succès ont attachées à sa fortune. Lorsque les grandes chaleurs seront atténuées, l'heure de l'offensive générale aura sonné. Il est important de saisir le moment psychologique, de ne pas attendre trop longtemps, car les Rifains sont dangereux par eux-mêmes, mais plus encore par leurs alliés extérieurs. Vite, à fond et jusqu'au bout : c'est toujours, l'expérience le prouve, le moyen le moins coûteux à tous les points de vue, et le seul efficace. Pendant que nous disposons des forces nécessaires, il faut vider une fois pour toutes l'abcès du Rif. Toute complication qui se produirait sur un point quelconque du globe raviverait les espoirs d'Abd-el-Krim et favoriserait la propagande de Moscou.

C'est ce qui rend si déplorables la surprise et l'échec, déjà grave par lui-même, d'une colonne française dans le Djebel Druse, en Syrie, au sud-est de Damas et aux confins du territoire de la Palestine britannique. Au Maroc, le maréchal Lyautey n'a cessé d'avertir un gouvernement volontairement sourd des événements qui se préparaient, — M. Guilhaumon, député radical, l'atteste, documents à l'appui. —

En Syrie, le même gouvernement, volontairement aveugle, a, pour des considérations de parti et de camaraderie politique, envoyé un haut-commissaire que rien ne préparait à cette tâche délicate et qui n'a pas tardé à semer le désordre et la haine là où ses prédécesseurs avaient établi la paix ; surpris et déconcerté par l'agression des Druses, il renseigne si mal le gouvernement que, sur les causes du mouvement et son étendue, nous sommes encore réduits aux conjectures. Une colonne française, commandée par le général Michaud, et composée surtout de troupes syriennes et africaines, a été surprise, son convoi enlevé, huit cents hommes tués, blessés ou prisonniers. Deux cents soldats sont encore assiégés dans la citadelle de Soueida. Cherche-t-on à les délivrer? Négocie-t-on avec les Druses? Mystère. Le Djebel Druse est un pays escarpé, d'accès difficile ; la population druse, qui, dans ce massif montagneux, compte environ 30 000 personnes, a toujours joui, sous les chefs de son aristocratie locale, d'une autonomie de fait que nous avions toujours respectée.

La France est chargée, en Syrie, des destinées de populations diverses, mais qui toutes se réclament de vieilles civilisations, et qu'il ne faut conduire qu'avec beaucoup de ménagements; or, l'autoritarisme, les procédés arbitraires du général Sarrail n'ont d'égaux que son parti pris de chercher appui sur les éléments qui se sont toujours montrés les plus hostiles à l'influence française et de s'aliéner ceux qui, depuis des siècles, ont été les clients de la France. Ce n'est pas seulement M. H. de Kérillis qui nous le dit, avec preuves à l'appui, dans la véhémente campagne qu'il mène dans *l'Écho de Paris* contre le haut-commissaire choisi par M. Herriot et imposé par les loges maçonniques, ce sont tous les échos d'Orient qui nous l'apprennent, c'est la tristesse de nos amis, la joie de nos adversaires. Qu'un consul de Turquie ait été acclamé à la grande mosquée de Beyrouth quand le délégué du général Sarrail n'obtenait qu'un accueil glacial, voilà un symptôme alarmant que l'on n'aurait pas constaté il y a quelques mois. L'agitation des Druses a évidemment des causes locales, mais elle se rattache à tout un mouvement antifrançais que l'étrange attitude du général Sarrail a involontairement encouragé. L'attentat du 5 août ne saurait rester impuni sans compromettre la sécurité de toute la Syrie, mais c'est surtout d'un gouvernement plus prudent et conciliant que le pays a besoin. Il est lamentable d'être obligé, tandis que le Maroc exige de puissants moyens d'action, d'envoyer des renforts en Syrie. Si le Gouvernement du « bloc national » avait laissé s'envenimer ou maladroitement

provoqué deux guerres à la fois, de quels anathèmes les journaux de gauche ne l'accableraient-ils pas? Ce n'est pas comme militaire, encore moins comme diplomate, que le général Sarrail a été envoyé en Syrie, mais comme politicien. Espérons que M. Violette, en Algérie, et M. Varenne, député socialiste du Puy-de-Dôme, qui vient d'être nommé au Gouvernement général de l'Indo-Chine, nous coûteront moins cher. Il y a des exemples d'hommes politiques qui ont été d'excellents gouverneurs de colonies, M. Doumer par exemple; mais, en vérité, l'heure n'est pas aux expériences, encore moins aux fantaisies de « la République des camarades ». L'inconvénient, entre autres, de nommer à de telles fonctions des hommes dont le mérite, si c'en est un, est d'avoir servi leur parti, c'est qu'on n'y saurait toucher, même si leur présence est un péril public, sans que tout le clan se lève pour les défendre.

Les autorités britanniques de Palestine se montrent, dans la question du Djebel Druse, animées d'intentions amicales. Il est temps que, dans le Proche-Orient, les Anglais s'apercoivent que leurs intérêts sont solidaires des nôtres. L'opinion britannique est, en ce moment, préoccupée des conclusions de la commission d'enquête déléguée par la Société des nations pour présenter au Conseil un rapport au sujet des frontières entre la Turquie et l'Irak. On sait que le traité de Lausanne n'a pas résolu la question et l'a laissée à l'arbitrage de la Société des nations. La Commission, composée du comte Teleki, ancien premier ministre de Hongrie, de M. de Wirsen, ministre plénipotentiaire suédois, et du colonel Paulis, de l'armée belge, a étudié avec beaucoup de conscience et de science le pays, ses habitants, sa vie économique; son rapport constitue un document d'un haut intérêt scientifique et politique. Le territoire contesté, c'est la région de Mossoul, c'est-à-dire le bassin moyen du Tigre avec les vallées des deux Zab, ses affluents de gauche; il est délimité géographiquement, au nord et à l'est, par les hauts plateaux de l'Anatolie et de l'Iran; à l'ouest, par la frontière de la Syrie sous mandat français; au sud, par la frontière provisoire de l'Irak, où règne l'émir Fayçal, sous la protection des Anglais. Les commissions de la Société des nations, comme tous les arbitres, ont une prédilection naturelle à chercher la solution des difficultés qui leur sont soumises par le système de la poire coupée en deux, et souvent elles ont ainsi satisfait à l'équité et contribué à la paix. Cette fois, au contraire, la Commission conclut que le territoire qu'elle a étudié constitue un tout qui ne saurait être divisé sans

inconvénient, malgré la variété des populations qui l'habitent. D'une façon générale, les pentes des plateaux de l'Iran et d'Anatolie sont le domaine des Kurdes, dont les troupeaux transhumants montent, durant l'été, sur les alpages élevés, pour redescendre, l'hiver, sur les collines proches de la plaine. Au nord de Mossoul, on trouve encore quelques groupes chrétiens, nestoriens ou arméniens, qui ont survécu à la dispersion et aux massacres, mais la plupart des villages chrétiens, jadis florissants, sont aujourd'hui déserts. La plaine est le domaine de l'Arabe qui, à Mossoul, sur 97 000 habitants, en compte environ les trois quarts. L'élément turc est faiblement et sporadiquement représenté.

La Commission propose les solutions suivantes. La région contestée serait rattachée à l'Irak à la condition de rester sous le mandat effectif de la Société des nations durant vingt-cinq ans. Il devrait être tenu compte des vœux des Kurdes qui demandent que des fonctionnaires de leur race soient désignés pour l'administration de leur pays, pour l'exercice de la justice et l'instruction, et que la langue kurde soit la langue officielle de tous les services. Si le contrôle de la Société des nations devait prendre fin à l'expiration du traité actuellement en vigueur entre l'Angleterre et l'Irak, c'est-à-dire dans quatre ans, ou si des garanties n'étaient pas données aux Kurdes, « la Commission a la conviction que les préférences de la majorité du peuple seraient pour la souveraineté turque plutôt que pour la souveraineté arabe ». Dans ce cas, les avantages du rattachement à l'Irak se changeraient en inconvénients politiques très graves, et il serait préférable de rattacher le pays contesté à la Turquie, « dont le statut intérieur et la situation politique extérieure sont incomparablement plus stables que ceux de l'Irak ».

Ces conclusions ont été assez mal accueillies en Angleterre. Elles obligent en effet le Foreign Office, s'il veut réserver à l'Empire britannique les avantages du mandat sur Bagdad et Mossoul, à conclure un nouveau bail avec le roi Fayçal dans des conditions particulièrement favorables à celui-ci. Il est permis d'apercevoir au moins une heureuse coïncidence entre les raisons de santé qui viennent d'amener Fayçal en Angleterre, et qui vont l'envoyer, en septembre, faire une cure en Suisse, et les négociations engagées entre lui et l'Angleterre. Les conclusions de la Commission constituent un succès moral pour la Turquie et rappellent à l'Angleterre les fautes qu'elle a commises en offrant aux Turcs, par sa politique grecque, l'occasion de victoires qui sont l'origine première des

mouvements qui, en Afrique et en Asie, agitent « le nouveau monde de l'Islam » qu'a étudié M. Lothrop Stoddard. Le conseil de la Société des nations va être appelé, dans la session qui s'ouvre le 2 septembre à Genève, à étudier et à trancher ce grave débat. La presse turque annonce que le gouvernement d'Angora est résolu à faire valoir ses prétentions. Le Livre rouge, publié par ses soins, a surtout pour objet de montrer depuis l'armistice les variations des revendications britanniques sur la région de Mossoul. Le gouvernement de Londres ne laissera pas contester ses droits et le débat sera d'autant plus ardent que de puissants intérêts pétroliers se dissimulent derrière les arguments de fait et de droit que les deux parties échangeront. Sur ce point, le gouvernement britannique défend les résultats de la Grande Guerre et de notre commune victoire ; en maintes circonstances et en maints endroits les Anglais n'ont pas défendu ces mêmes résultats quand ils intéressaient spécialement la France ; ce n'est pas une raison pour qu'il ne soit pas aujourd'hui pour nous de bonne politique de soutenir le point de vue britannique. Dans le Proche-Orient, comme en Afrique, les intérêts de la France et de l'Angleterre, — il faut y joindre ceux de l'Italie qui, en Tripolitaine et Cyrénaïque, est aux prises avec des difficultés analogues, — sont solidaires en face de l'Islam qui s'agite, et ils ne font qu'un avec la cause de la civilisation et de la paix. Le prestige de l'Angleterre en Orient est fortement battu en brèche. Le bombardement de Médine par les Wahabites, l'effondrement de la voûte de la sainte mosquée où les musulmans vénèrent le tombeau du Prophète, sont considérés comme une conséquence de la politique anglaise et de l'échec de Hussein, père de Fayçal, naguère roi du Hedjaz par la protection britannique, aujourd'hui détrôné et réfugié à Chypre. Une partie de la presse anglaise, — par exemple la *Westminster Gazette* qu'on ne saurait accuser de partialité en faveur de la France, — s'aperçoit qu'au Maroc comme dans l'Irak, à Tanger comme en Syrie ou en Arabie, les intérêts de la France et son prestige sont associés aux intérêts et au prestige de l'Empire britannique. Là est, pour les deux pays, le véritable terrain d'une grande entente.

En Chine aussi, les intérêts de la Grande-Bretagne sont menacés, ses intérêts les plus précieux, ceux de la navigation et du commerce. De Canton, où les héritiers politiques de Sun-Yat-Sen ont organisé une sorte de république soviétique chinoise inspirée et dirigée par des agents russes, un ordre a été lancé pour interdire, aux navires

anglais et japonais, le cabotage entre les ports chinois. Le consul général de Grande-Bretagne a protesté contre un acte qu'il considère comme l'équivalent d'une déclaration de guerre. Le conflit d'ailleurs est localisé; car Pékin, dans l'état actuel de la Chine, ne peut être tenu pour responsable des actes de Canton; mais le dessein des bolchévistes de Canton est évidemment de provoquer un acte militaire dont ils profiteraient pour exciter contre l'Angleterre le nationalisme chinois. La fermeture du marché chinois serait, pour les manufactures anglaises, un désastre. Hong-Kong, coupé de toute communication avec Canton, est menacé de ruine. L'opinion publique anglaise, très émue, demande des sanctions; mais un blocus, par exemple, n'aggraverait-il pas le mal au lieu de l'enrayer? En tout cas, en Chine comme ailleurs, l'appui du gouvernement et de l'opinion française ne saurait être indifférent à la Grande-Bretagne.

M. Briand, revenant de Londres, s'est déclaré très satisfait de ses entretiens avec M. Chamberlain. La réponse française à la note allemande au sujet du pacte de sécurité a été acceptée avec de légères retouches. Approuvée en outre par la Belgique et l'Italie, elle a été remise le 24, par l'ambassadeur de France, à M. Stresemann; elle n'est pas encore publiée à l'heure où nous écrivons. M. Briand, à Londres, a-t-il fait à M. Chamberlain des concessions pour donner satisfaction à M. Baldwin? Le discours de M. Baldwin, que nous avons critiqué il y a quinze jours, paraît malheureusement refléter assez exactement l'opinion générale. La presse libérale s'acharne à prévenir toute action isolée de la France et par conséquent demande que le pacte lui retire les droits qu'elle tient du traité. Le *Times*, dans un article très remarqué (12 août), trace les limites que l'action britannique ne dépassera pas. L'Angleterre accepte de se lier par un pacte avec la France, l'Allemagne, la Belgique et l'Italie et de garantir les frontières occidentales de l'Europe telles que les a établies le traité, mais « à la condition que la Grande-Bretagne ne soit pas automatiquement obligée à agir dans des circonstances sur lesquelles elle n'a aucun contrôle direct, et qu'elle garde sa complète liberté de déterminer, dans un conflit donné, quel est réellement l'agresseur et qui elle doit aider, par les armes ou autrement. Il paraît bien que la Grande-Bretagne ait eu sur ce point gain de cause. » Si le *Times* est bien informé, il est inutile d'aller plus loin; le pacte ne sera qu'un papier sans valeur, et plutôt dangereux. Donner et retenir ne vaut. Si l'Angleterre, même en cas d'agression allemande, reste libre d'examiner à qui son

intérêt l'engage à porter son concours, que signifie le pacte ? Et quelle est cette mauvaise plaisanterie ? Il se peut que l'Angleterre, dont l'esprit n'est pas logicien et dont le tempérament politique est façonné par l'isolement insulaire, ne s'aperçoive pas de la contradiction qui vicie et annule ses bonnes intentions. Il faut alors lui rappeler que, pour elle, le pacte est une dette d'honneur, un pacte sérieux, qui remplace efficacement l'occupation permanente de la rive gauche du Rhin à laquelle nous n'avons renoncé que nantis des promesses de l'Angleterre et des États-Unis. La carence de l'un n'annule pas l'engagement d'honneur de l'autre. L'Angleterre a une dette envers nous, plus certaine et mieux établie en droit que celles dont M. Caillaux est allé parler à Londres. Si elle nous paye en monnaie de singe, nous userons de la même monnaie.

A Genève, où M. Briand, M. Chamberlain, M. Vandervelde vont se rencontrer à l'occasion de la session du Conseil et de l'Assemblée de la Société des nations, ces délicats problèmes seront agités de nouveau. On ne sait encore si M. Stresemann rencontrera, dans quelque ville de Suisse, les ministres des Affaires étrangères alliés. Il ne semble pas que, dans l'état actuel des négociations pour le pacte, la question de l'admission de l'Allemagne à la Société des nations soit encore mûre. Nous espérons, en tout cas, que M. Briand se souviendra que le pacte peut devenir une arme à deux tranchants : s'il ne nous apporte pas de garanties effectives qui renforcent et complètent celles déjà inscrites dans le traité, il n'est plus un appui, il devient une chaîne. C'est ce que veut l'Allemagne. Plutôt qu'un tel pacte, gardons le traité tout seul.

M. Caillaux est parti le 24 pour Londres; il va chercher à régler avec M. W. Churchill la question des dettes. Pour les raisons que nous avons indiquées il y a quinze jours, et qui ne sont pas personnelles à M. Caillaux, nous estimons ce voyage prématuré et inquiétant. En septembre partira une mission financière française pour les États-Unis avec le même dessein. Le précédent vient d'être créé par le succès de la mission financière belge présidée par M. Theunis : mais le président Coolidge a spécifié que les concessions faites aux uns ne s'appliquent pas nécessairement aux autres et que compte doit être tenu surtout de la capacité de paiement. Les Américains sont très préoccupés de ne pas se laisser induire à un amendement des conditions acceptées en 1922 par M. Baldwin et qui semblent aujourd'hui si lourdes à l'Angleterre. L'accord américain-belge distingue les dettes d'avant l'armistice, pour lesquelles la Belgique ne paiera

aucun intérêt, et les dettes d'après l'armistice pour lesquelles est prévu un intérêt de 3 1/2 pour 100 après la dixième année. Les remboursements seront échelonnés sur une période de soixante-deux ans et, pour la première année, ne dépasseront pas 2 900 000 dollars pour arriver, à la fin, à 12 millions. Mais soixante-deux ans, c'est un long terme ! La presse se félicite de ce que la Belgique pourra, si l'Allemagne exécute fidèlement le plan Dawes, s'acquitter de ses engagements au moyen des annuités allemandes. Mais voilà précisément ce qui est monstrueux : les annuités allemandes ont un objet précis, les réparations; qu'elles puissent servir à payer des dettes interalliées d'une tout autre nature, c'est une iniquité. Et que, si l'Allemagne cessait de s'acquitter, la Belgique ne soit pas, par le fait même, dispensée de payer, c'est pire encore.

Au moment où M. Caillaux soutient à Londres une discussion épineuse, il est bon de lui dire que la nation française, si habituée qu'elle soit aux capitulations cartellistes, ne lui pardonnerait pas de l'engager au delà de ce qu'elle doit, au delà de ce qu'elle peut. M. Stéphane Lauzanne, dans un article vigoureux du *Matin*, le lui rappelle. D'abord, la France ne doit rien que sous bénéfice d'inventaire; les dettes de guerre sont établies sur des comptes d'apothicaires qu'il faut reviser ou, si c'est impossible, largement réduire. Ensuite il faut rappeler que M. Baldwin, quand il est allé, sans nous avertir, en Amérique pour conclure un accord avec les États-Unis, ne s'est pas comporté en bon allié ; il a cru pouvoir ramener la livre au pair du dollar ; si nous prenions de semblables engagements, nous tuerions le franc ; chacun doit suivre son intérêt. Nous ne nous sentons aucune obligation morale à payer, au lieu et place de l'Angteterre, ce qu'elle s'est engagée à verser aux États-Unis. Si nous pouvons l'y aider, il sera juste de le faire, mais en proportion de notre dette seulement, compte tenu des autres alliés, solvables ou insolvables. Enfin nous n'admettons en aucun cas d'être substitués à l'Allemagne défaillante, que l'Angleterre a tout fait pour rendre défaillante. Nos annuités d'ailleurs doivent être subordonnées non seulement à notre capacité de paiement, mais aussi à notre capacité de transfert. M. Caillaux défend à Londres une bonne cause. Pour les dettes, comme pour le pacte, plutôt pas d'accord qu'un mauvais accord.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

L'ORIENT EN MARCHE

I

DANS LA MONTAGNE DES DRUSES

De l'un des hommes qui servent le mieux la France à l'intérieur de la Syrie et à qui nous devons pour une large part, avec notre influence, le respect, l'estime et l'affection des races indigènes, je reçois une lettre, datée du 24 juillet (c'est-à-dire avant la malheureuse expédition de la colonne Michaud dans le Djebel Druse), qui se termine ainsi : « Où allons-nous ? On croyait ou on feignait de croire à la conquête des Druses, au ralliement des musulmans pour compenser la désaffection des chrétiens. Le Djebel Druse est en feu, la Damascène se hérisse, à Beyrouth, à l'occasion d'une querelle entre locataires et propriétaires et qu'ont transformée la brutalité de la police et le mécontentement sombre de la foule, le sang a coulé : six morts et une dizaine de blessés. Que de chemin redescendu en six mois !... Merci pour la sympathie héritée de Barrès et gardée à un pays qui en vaut tout de même la peine.... »

Je rassemble mes notes de voyage en Syrie. J'ai tardé à les publier, parce que j'ai voulu, au retour, les compléter par une documentation plus riche. Les pays déjà racontés par tant d'illustres voyageurs découragent le visiteur nouveau. Mais l'immuable Orient est aujourd'hui en marche. De longs frissons le parcourent, comme le corps de ces chevaux arabes qui sentent l'espace libre. Les témoignages, d'année en année, se modifient avec le cours des événements. J'apporterai le mien,

Copyright by Henry Bordeaux, 1925.

car j'entends des voix qui, du Levant, m'y convient. Et de mes notes j'extrairai d'abord le récit de ma brève randonnée dans le Djebel Druse, dans la Montagne des Druses.

I. — UN VOYAGE DANS LE HAOURAN

Là, comme ailleurs, j'ai voulu connaître les ouvrages de mes devanciers. Ce sont tous des archéologues. Le Djebel Druse fait partie du Haouran qui est l'un des plus vieux pays du monde, le royaume de Basan dans la Bible, célèbre par ses pâturages, ses troupeaux, ses forêts de chênes, rivales des cèdres du Liban. Le Haouran forma deux provinces romaines, la Trachonitide et l'Auranitide. Derrière l'Anti-Liban dominé par les neiges de l'Hermon, au sud de Damas d'où l'on y va en quelques journées de cheval, il forme un îlot étrange, riches plaines, montagnes abruptes, et pays de cratères et de laves, restes d'anciens volcans, au nord du désert de Syrie où campent les Bédouins, sur les frontières de la Transjordanie et de la Palestine. Or, il porte la marque des siècles sur les innombrables ruines qui attestent son passé, dans les inscriptions sabéennes, koufiques, nabatéennes, grecques, latines qui font l'attrait et le tourment des savants du monde entier. Burckhardt, von Richter, le révérend Porter, notre de Laborde, sont venus, dans la première moitié du XIXe siècle, déchiffrer ces inscriptions, et plus tard Guillaume Rey, le marquis de Vogüé, Schumacher, enfin M. René Dussaud qui avait déjà parcouru les monts Ansariehs pour y étudier l'histoire et la religion des Nosaïris et dont les récits sur les Ismaéliens ont sans doute contribué à exercer sur Maurice Barrès cette sorte d'attraction qui le poussait à la recherche des causes mystiques dans tous les phénomènes d'ordre religieux. Mais de tous ces archéologues, le moins étouffé d'érudition est sans contredit Guillaume Rey. Sans doute met-il un soin puéril à noter ses heures de départ et d'arrivée, et l'on dirait qu'il ne voyage que la montre à la main. Sans doute éprouve-t-il de temps à autre le besoin de bourrer ses malles de documents. Mais il goûte encore le plaisir du voyage pour le voyage. Songez donc : il regarde les femmes, non pas les femmes de pierre sculptées sur les temples ou les tombeaux, mais les femmes vivantes dont la marche flatte le regard. Quelle honte pour un archéologue ! Rassurez-vous, il se guérira de cette

tare. Dix ans plus tard, quand il écrira sa fameuse *Étude sur les monuments de l'architecture militaire des Croisés en Syrie et dans l'île de Chypre* (1) et préparera son grand ouvrage sur *les Colonies franques de Syrie aux XIIe et XIIIe siècles* (2), il ne soulèvera plus que les voiles de l'histoire. Tandis que dans le Haouran (3) ses mains qui ne sont pas encore desséchées convoitent d'autres voiles. « A chaque instant, écrit-il après avoir quitté Damas et pris le chemin qui mène à la forteresse druse, nous croisons de nombreuses caravanes chargées des grains du Haouran qu'elles amènent sur les marchés de Damas. Nous remarquons, entre autres, une femme druse assez jolie montée sur un chameau et cheminant à la suite d'un de ces convois, tandis que son mari, gardien vigilant, est à côté d'elle monté sur un cheval et le fusil à la main; la marche du chameau imprime à cette femme un mouvement saccadé qui doit être affreusement fatigant. » Et le voilà pris de commisération. Un peu plus loin, à Deir-Ali, il ressent un vif plaisir à passer en revue les femmes qui, la cruche sur l'épaule, viennent chercher de l'eau dans le voisinage du camp. « Il paraît que ces dames, constate-t-il avec satisfaction, n'ont pas l'occasion de voir souvent des Européens, car, pour nous regarder de plus près, elles prennent un chemin difficile et qu'elles ne suivent pas habituellement; elles excitent aussi notre curiosité. Nous en remarquons quelques-unes qui sont assez jolies, mais presque toutes sont sales. Elles sont vêtues d'une longue robe bleue et s'enveloppent la tête d'un voile blanc qu'elles ramènent devant leur visage avec la main. Les jeunes filles portent au cou une espèce de collier de pièces d'or ou d'argent qui descend sur la poitrine. Les mœurs druses autorisent à parler aux jeunes filles, mais non aux femmes qui, du reste, sont loin d'être sauvages; car Delbet (le docteur Delbet, son compagnon de route) s'étant approché du groupe, l'une d'elles lui offrit de boire à sa cruche. » C'est le geste de Rébecca devant Éliézer. Mais n'est-il pas incroyable qu'un érudit, bientôt membre de la Société des Antiquaires de France et de l'Académie des Inscriptions, se

(1) Imprimerie Nationale, Paris, 1871.

(2) Paris, Alphonse Picard, édit. 1883.

(3) *Voyage dans le Haouran et aux bords de la mer Morte*, exécuté pendant les années 1857 et 1858 par M. E. Guillaume Rey, membre de la Société de géographie, etc. (Paris, Bertrand, libraire-éditeur, rue Hautefeuille, 21).

plaise à l'harmonie des bras levés, au mouvement des lèvres rouges, à l'éclat des yeux de noir velours, et l'on imagine aisément les sarcasmes de ses confrères à la lecture de rapports ainsi rédigés ?

Guillaume Rey est jeune. Il sait la valeur d'une jument hanezeh et la joie qu'un bon cavalier éprouve à respirer l'air du matin. Les paysages l'intéressent comme les femmes, et non pas seulement pour les mouvements géologiques qui les ont préparés. Après la chaîne du Djebel Menieh, le voici qui pénètre dans cette partie sauvage du Haouran qu'on appelle le Ledjah. C'est un plateau pareil à un monceau de lave solidifiée. « Arrivés sur le plateau, décrit-il, nous nous trouvons au milieu d'un labyrinthe de coulées de lave laissant entre elles des espaces creux, plus ou moins profonds, où la terre apparaît, quoique couverte de débris de rochers volcaniques; on dirait une immense mosaïque couverte d'arabesques en relief, et c'est à peine même si les laves solidifiées des environs de Catane peuvent en donner une idée. Nos pauvres chevaux ont fort à faire pour marcher sur un pareil terrain et, plus d'une fois, quand nous sommes parvenus au fond d'une de ces cavités, nous nous demandons comment nous pourrons en sortir... » Je comparerai ce sol strié à ces moraines de glacier retiré ,coupées de profondes crevasses en apparence sans issue. Rien n'est plus malaisé que la marche à travers de telles fondrières. Retenez cette forme de terrain : elle joue son rôle dans l'histoire militaire des Druses. Elle est propice aux retraites, aux guets-apens, aux disparitions. Déjà le prophète Jérémie proposait un séjour dans le Ledjah comme un des plus cruels châtiments. Et cependant il y avait là des villes comme Moussmieh, métropole des Phéniciens, avec des temples richement décorés et sculptés.

Ces tells volcaniques précèdent le Djebel Haouran. A Chobba, où il campe afin d'y étudier de précieuses ruines, il trouve l'assemblée des cheiks druses qui ont été prévenus de son expédition archéologique. « Il y a là quarante-deux cheiks presque tous habillés de la même manière, bottes jaunes et rouges, large *seroual* blanc, sabre à poignée d'argent, pistolets garnis de même, *machlah* à larges raies noires, et la tête surmontée d'énormes turbans blancs faisant plusieurs fois le tour du front de manière à tenir lieu de visière. Voilà leur costume exact à tous, excepté quelques jeunes cheiks qui ont le *keffieh* brodé d'or

ou d'argent. Tous portent barbe et moustaches et ont dans la physionomie quelque chose de sévère et de martial. L'expression ne manque pas dans ces visages dont le regard est perçant, quoique immobile. » Le grand cheik qui réside à Soueida est parmi eux. « C'est le plus noble des Druses du Haouran, ancien chef de la famille Hamdan dans laquelle la dignité de prince des cheiks est héréditaire; il est d'un certain âge déjà; sa figure, qui ne manque pas de distinction, est surtout empreinte d'une douceur qui contraste avec l'expression un peu dure du visage de ses voisins. » La conversation s'engage sur ce ton de politesse orientale dont les protestations n'en finissent plus. Le grand cheik s'informe de la France, qui exerce là-bas un magique prestige rien que par l'influence de deux noms : Paris et Bonaparte : Paris, la ville de rêve qui représente tous les raffinements de la civilisation; Bonaparte, l'homme-dieu dont les exploits d'Égypte et la menace sur Saint-Jean-d'Acre ont traversé les déserts.

Ces petits souverains, dont les dissensions font la faiblesse des Druses, rendent dès le lendemain leur visite aux voyageurs français dont ils remplissent la tente. Pour les faire asseoir, Antonio, le fidèle serviteur de Guillaume Rey, a réquisitionné tous les sièges, tous les tapis et jusqu'aux coussins de caoutchouc « dont le mécanisme paraît faire les délices des deux cheiks de rang inférieur relégués au second plan. Ces messieurs s'amusent à gonfler et à dégonfler alternativement ces coussins tout le temps que dure la réception. » La conversation, plus cordiale que la veille où chacun tâtait le terrain, est aussi plus intéressante. « Le grand cheik Hamdan de Soueida se montre, comme la veille, discret et sensé; mais l'un des plus ardents est le cheik Assad-Amer-Abar-Nacem de Ilit. Il touche à plusieurs sujets et insiste particulièrement sur la comparaison des forces de la France et de l'Angleterre; déjà il est au courant des événements de l'Inde et les juge assez sainement du reste; il me semble que les sympathies de ce petit cheik sont pour l'Angleterre; il remarque assez malicieusement qu'en Syrie on voit beaucoup de voyageurs anglais et peu de Français. » La révolte des Cipayes aux Indes qui avait éclaté cette même année (1857) était donc déjà connue au Djebel-Druse. Les nouvelles d'Orient se transmettent par des fils invisibles. Elles sont aussitôt commentées, et les nations européennes doivent toujours se préoc-

cuper, dans leur politique, de cette répercussion immédiate des événements d'un pays sur l'autre, d'un continent sur un autre, du Maroc, de l'Égypte, des Indes en Syrie. Nul doute que l'insurrection des Riffains au Maroc n'ait été l'objet de palabres sans fin dans les moindres villages du Liban et du Haouran. Quant à la rivalité de l'Angleterre et de la France, les peuples orientaux la flairèrent toujours pour s'en servir. Les massacres des Maronites par les Druses allaient, deux ans plus tard, pousser les victimes vers la France et les agresseurs vers la Grande-Bretagne.

Chobba, où se passe l'entrevue des cheiks, a de quoi satisfaire les convoitises archéologiques. Guillaume Rey y admire les ruines imposantes de thermes dignes de ceux de Caracalla à Rome, des rues bordées de tronçons de colonnes ioniques, un théâtre, un temple, etc. Devancé par Burkhardt, il n'y pourra cueillir des inscriptions nouvelles, non plus qu'à Medjel dont les escaliers antiques le ravissent. Mais, avec son compagnon le docteur Delbet, il gravit le tell Garrarrah où il découvre le cratère volcanique qui explique cette terre du Ledjah pareille à une lave solidifiée. Et il identifie le Ledjah avec la Trachonitide décrite par Josèphe et qui servait de repaire à une multitude de brigands. « Guillaume de Tur, ajoute-t-il, rapporte que dans la Trachonitide, il se trouve un grand nombre de vastes cavernes, dont quelques-unes servent de demeures aux habitants et que, comme le pays ne possède ni sources ni ruisseaux, on recueille pendant l'hiver l'eau de pluie dans les citernes. Du reste, la formation géologique du Ledjah me paraît un des phénomènes volcaniques les plus étranges, dont on ne connaît d'autre exemple que la vallée de Tinjwalda, en Islande, observée pendant l'expédition scientifique de S. A. I. le prince Napoléon. » Formation qu'il est indispensable de connaître pour qui veut mener la guerre contre les Druses. Ceux-ci, pris entre les Bédouins du désert, pillards nomades et insaisissables, et les exigences du gouvernement turc détesté, s'étaient réservé ces retraites du Haouran.

Mais le Haouran a d'autres aspects, dès qu'on atteint la montagne. C'est alors un mélange de champs cultivés et de forêts de chênes verts qui rappellent le Bocage vendéen. De la crête on domine un paysage charmant, semé de ruines pittoresques. Au bord d'un oued est l'ancienne ville de Kennaouat, la plus

curieuse de tout le Djebel Druse. Comme je l'ai visitée ainsi que Soueida, je réserve les descriptions de Guillaume Rey pour les confronter avec les miennes. De Soueida, la petite caravane archéologique gagne Hébran, puis Bosrah qui est déjà sur la pente de la montagne, du côté de la Palestine. « C'est toujours la même terre, mais ici elle me semble tirer un peu plus sur le rouge. Tous les champs que nous traversons sont labourés ou semés ; mais la charrue dont on se sert dans ce pays pénètre si peu avant dans le sol, que beaucoup de grands chardons sont encore debout sans avoir été déracinés. La grande plaine où nous sommes en ce moment, bien que moins ondulée, me rappelle assez la campagne de Rome. A droite et à gauche nous apercevons dans le lointain de nombreux villages ruinés, mais ce qui nous frappe surtout, c'est la vue de la forteresse de Salkhad, au sud-ouest, dont la masse imposante s'élève sur la montagne comme le cône adventif d'un volcan. » Les ruines de Bosrah « respirent un air de grandeur déchue et je ne sais quelle majesté que nous n'avons encore rencontrée nulle part ailleurs ». A Bosrah, les costumes druses ont changé : les hommes ne portent plus le haut turban blanc, mais le keffieh plus mobile et commode, et les femmes, au lieu de la haute corne en forme de croissant de lune, simplifient la coiffure et marchent le visage découvert. On lui montre la maison ruinée où demeura le prêtre grec Boehïri qui, rencontrant Mahomet, alors petit chamelier accompagnant une caravane du Hedjaz à Damas, lui prophétisa sa mission divine. Il salue les quatre colonnes antiques signalées par Burkhardt, rectifie les erreurs de Porter sur le théâtre et détermine l'importance de Bosrah, au temps du royaume de Palmyre, comme place frontière et point central des caravanes. Les Croisés vinrent deux fois sous les murs de Bosrah, mais ne purent s'en emparer. Le manque d'eau les contraignit à la retraite.

Guillaume Rey, de là, prend le chemin du Hedjaz et de Jérusalem. A Kharbet-Gazaleh où l'on n'a jamais vu d'Européens, il doit défendre la flamme tricolore qui flotte au sommet de sa tente contre le fanatisme d'un derviche qui a pris le drapeau pour un emblème religieux hérétique et a soulevé quelques Arabes afin de l'arracher. Le cheik vient heureusement à son secours. « Les trois couleurs, lui explique le voyageur, indiquent notre nationalité de Français... » et, pour mieux frapper son

imagination, il ajoute : « Français, sujet du Sultan Bonaparte. — Sultan-Kebir », s'écrie alors le cheik avec un geste de profond respect.

Aucune description de ce Haouran qui se couvrit de villes et de monuments sous la domination de Rome et celle des Hérodes, et aux premiers temps du christianisme, n'est ainsi plus précise que celle de cet archéologue. Il est indispensable de la connaître avant de rien tenter dans le Djebel Druse. Mais sa chance voulut encore que Guillaume Rey rencontrât l'homme qui pouvait le mieux le renseigner sur les Druses : le docteur Gaillardot, chirurgien-major de l'armée égyptienne qui, dans la campagne du Haouran, recueillit de nombreuses observations sur ce pays presque ignoré. La leçon de 1839 aurait pu nous épargner le désastre de la colonne Michaud au commencement du mois d'août. On ne joue pas avec les Druses. Ce sont de terribles guerriers et le Haouran est la plus redoutable des forteresses naturelles. D'autre part, la caravane d'un archéologue a pu y circuler paisiblement à la veille des massacres du Liban, confiée d'un cheik à l'autre sur tout le territoire et, si elle n'a pas épargné les bakhchichs, elle n'a couru aucun risque et a rencontré partout la plus flatteuse hospitalité. Le Haouran est le berceau de la célèbre famille Chehab dont l'émir Béchir, qui régna sur le Liban au temps de Lamartine et de Lady Hester Stanhope, fut le dernier chef. L'orgueil de tous ces cheiks est incommensurable. Leurs divisions avaient été heureusement pacifiées par le général Gouraud et par le général Weygand. Mais, quand leur fanatisme entre en jeu, que l'ennemi commun prenne garde!

En 1839, Ibrahim-Pacha, maître de la Syrie, voulut y lever la conscription et réclama deux cents hommes aux Druses du Haouran. Le cheik Hamdan, prince des Druses, objecta le petit nombre de la population, la nécessité de rester en armes contre les Bédouins, l'impossibilité de fournir des hommes à l'armée égyptienne. Pour toute réponse, quatre cents cavaliers furent envoyés de Damas sur la lisière du Ledjah. Ils furent accueillis par une parade de respect, mais dans la nuit ils furent tous massacrés. Sur quoi, les Druses se réfugièrent avec leurs troupeaux et leurs richesses transportables dans ce Ledjah que nous connaissons par les descriptions de Guillaume Rey. Ils avaient refusé deux cents soldats, ils allaient tenir tête à une armée.

Pour les réduire, Ibrahim-Pacha commença par envoyer une brigade commandée par Achmet-Bey qui, trouvant les villages déserts, commit la faute d'entrer dans le Ledjah. Battu, Achmet-Bey établit son camp à Sidjein où il fut rejoint par un troisième régiment et par Mohammed-Pacha, général de division, qui prit le commandement. Les troupes égyptiennes reprirent l'offensive, mais elles ne rencontrèrent personne. Tout à coup, Mohammed-Pacha, qui marchait en tête avec un bataillon, se trouva entouré par des ennemis invisibles qui le mirent à mort avec son escorte. Ibrahim se décida alors à venir lui-même diriger les opérations. Sa présence à elle seule était une force. Mais, à Homs, il apprit la menace d'une armée turque et dut retourner à Alep pour faire face à ce nouveau danger qui visait sa conquête syrienne. Achmet-Pacha-Merckly le remplaça et à son tour pénétra dans le Ledjah avec quatre mille hommes. Le terrain rendait la marche lente et difficile. Les Druses l'attirèrent dans l'endroit le plus semé de fondrières. « A l'abri de petits murs couronnant une crête de rochers de plus d'une demi-lieue de longueur, rapporte Guillaume Rey d'après les récits de Gaillardot qui était sur place, ils tirèrent à coups posés sur leurs agresseurs qui pouvaient à peine leur riposter, n'apercevant devant eux que des rochers et des buissons. Trois fois les régiments furent conduits à la charge, et trois fois ils furent repoussés, ne pouvant escalader le mur derrière lequel était caché l'ennemi. Enfin, à la suite de la dernière attaque, lorsque les Druses s'aperçurent que les soldats, harassés de fatigue, étaient complètement découragés, ils se précipitèrent sur eux, les mirent facilement en déroute, et les poursuivirent pendant plus de deux heures. Ils revinrent ensuite sur leurs pas pour s'emparer des bagages qui étaient restés sur le champ de bataille. « Six cents fusils, deux obusiers, cinquante chameaux chargés de poudre, deux cents chargés de vivres, tout un matériel de campement restèrent entre leurs mains. Deux généraux de brigade, deux colonels, vingt capitaines, plus de trois cents hommes tués, plus de deux mille blessés : tel était le bilan de la journée pour l'armée égyptienne.

Ibrahim, retenu par la menace turque, suspendit la campagne et se contenta de former un camp d'observation destiné à repousser les incursions des Druses en direction de Damas. Au printemps, il tint un conseil de guerre avec Soliman-Pacha et les

deux chefs décidèrent de changer de tactique. Le Ledjah set très pauvre en eaux et les réservoirs qui, pendant la chaleur, servent à abreuver les troupeaux, sont tous à la périphérie. Qui tient les réservoirs tient le pays. Ibrahim s'empara de la plupart de ces réservoirs et les combla. Des colonnes mobiles fondaient sur les Druses, dès qu'ils paraissaient à la périphérie pour les repousser à l'intérieur. Ceux-ci durent abandonner le Ledjah.

Après l'expulsion des Égyptiens de la Syrie, les Druses, toujours prêts à se servir du Ledjah comme d' « un champ d'asile inviolable ouvert à tout ce qui est obligé de fuir », refusèrent d'admettre le joug des Turcs. Pour venir à bout de ces insolents montagnards, le gouverneur de Damas, Ali-Pacha, recourut à la médiation de Wood, consul de la Grande-Bretagne. Wood consent à jouer ce rôle à la condition qu'une amnistie pleine et entière serait accordée aux rebelles, et que les Druses déjà prisonniers lui seraient livrés. Sur les promesses qui lui sont faites, il envoie son drogman dans le Haouran. Les chefs druses acceptent la soumission ainsi négociée, et le consul les conduit au divan du pacha, où chacun reçoit un châle en signe de pardon. Soixante-quinze chefs, avec leur suite, restent au Consulat anglais pour y attendre la ratification de l'amnistie par la Porte. Le firman, qui est expédié de Constantinople après deux mois d'attente, contient simplement l'ordre de mettre à mort tous les chefs druses et d'envoyer leurs têtes. Wood, ayant connu le firman, court au sérail où il trouve rassemblés tous les fonctionnaires publics. Il rappelle les termes de son intervention entre le gouvernement et les Turcs : si les termes de cette intervention avaient été loyalement transmis à la Porte, jamais celle-ci n'eût rendu pareil firman. Mais le gouverneur tient bon : si les chefs druses ne sont pas livrés, un bataillon d'infanterie marchera sur le Consulat pour s'en emparer par la force. — « C'est bien, répond Wood, je défendrai l'honneur de mon Consulat, quoi qu'il en doive advenir. Tant que je vivrai, il ne sera touché à aucun de mes hôtes druses, et je suis certain que le Gouvernement anglais ne laissera pas impuni un pareil massacre... » Devant cette attitude énergique, le gouverneur de Damas battit en retraite et le firman fut rapporté.

Ainsi le rôle d'un consul peut-il être considérable en Orient à cause des caprices de la Porte et des conflits de races et de

religions : de là l'importance de leur choix. Cependant les Druses ne s'étaient soumis qu'en apparence au gouvernement des Osmanlis. Le caïmacan du Haouran, résidant à Damas, n'exerçait aucune autorité sur eux. Guillaume Rey, pour circuler chez eux, s'adressa directement à eux-mêmes. De tout temps, ils s'étaient parés d'une chevaleresque hospitalité. Le voyageur qui les a bien vus nous montre aisément, à travers ses notes archéologiques, le danger que représentent ensemble la nature de leur sol volcanique, leur goût farouche de l'indépendance, et leur art de se servir d'un terrain qui les rend insaisissables. Pour l'avoir lu sur le *Lotus* qui m'emmenait en Syrie, j'avais désiré de connaître le Haouran qui n'a tenté ni Chateaubriand, ni Lamartine, ni Eugène-Melchior de Vogüé, ni Maurice Barrès, ni Louis Bertrand, ni les Tharaud. Mais cette petite expédition me serait-elle rendue possible ?...

II. — DANS LES JARDINS DE BEYROUTH

Au cours de l'hiver de 1859 à 1860, qui fut très rigoureux en Syrie, le comte de Bentivoglio, consul de France à Beyrouth, désireux de restituer son éclat à l'influence française qui subissait une éclipse au Levant depuis la Conférence de Londres, donna un bal costumé qui resta longtemps célèbre dans les annales orientales où les fêtes, pourtant, deviennent si aisément un chapitre des *Mille et une Nuits*. Tout le Liban y avait été convié : notables, caïmacans, émirs, cheiks de toutes races. Les femmes, drapées comme des statues aux couleurs vives, y resplendissaient de pierreries et, voilées ou le visage libre, révélaient cette flexible et voluptueuse langueur qui dans le *Cantique des Cantiques* soupire : *Soutenez-moi avec des fleurs, fortifiez-moi avec des fruits*. Elles avaient utilisé, pour se mieux parer, ces rivalités et ces haines qui obligent, même dans une soirée, à déployer, comme des châles, l'art et le luxe pour remporter une victoire dont s'enorgueilliront ensemble le mari et le clan tout entier ; chrétiennes appartenant à l'aristocratie féodale, leurs longues tresses noires ou blondes répandues, femmes druses aux robes bleues largement échancrées sur la poitrine découverte, aux bouffants pantalons brodés, et coiffées de cette singulière corne d'argent qui semble le croissant de la lune fixé en diadème sur le front d'une Diane chasseresse. L'or des

koumbazes, la soie rouge ou violette des *abayes*, faisaient valoir les émirs et les cheiks aux visages immobiles qui ne livraient aucune de leurs secrètes pensées, tandis qu'ils accablaient leur hôte de protestations d'amitié et de compliments démesurés. Les seigneurs turcs étaient venus, Kourschid-Pacha, Taher-Pacha, et les chefs druses, l'émir Roslan, et le cheik Saïd-Djemblat, et le vieux Hussein-Talhouk, âgé de plus de quatre-vingts ans, qui finit par s'endormir sur des coussins, la pantoufle tombée du pied nu, et qu'une femme réveilla d'un coup d'éventail parce qu'il ronflait. Au matin, quand ses invités se dispersèrent, devant son buffet pillé et les restes épars de la fête, devant la vue du Liban neigeux, M. de Bentivoglio ne manqua pas de se réjouir du succès incomparable qu'il avait obtenu. Comment donc ! dans les salons du Consulat transformé pour une nuit en ambassade, il avait réuni des ennemis irréconciliables : musulmans, druses, maronites, chrétiens de rites divers, tous s'étaient confondus en une même mascarade prodigieuse où le passé de la Perse, de l'Arabie, des Croisades, de Byzance et de Rome, pour un soir, avait défilé sous les voiles transparents et le doux climat de Syrie. Quelques mois plus tard, s'il avait fait l'appel de ses hôtes, des fantômes eussent répondu pour les Maronites : « Massacrés à Deïr-el-Kamar, massacrés à Zaleh... » Les cheiks druses, Saïd-Djemblat, Hussein-Talhouk, malgré son grand âge, impassibles devant le tribunal de Moukhtara comme au bal de Beyrouth, étaient condamnés à mort, et les autorités turques, complices, un Taher-Pacha, un Kourschid-Pacha, étaient déportés...

Revenu à Beyrouth après une croisière à Latakieh, l'ancienne Laodicée, où le général Billotte m'avait entretenu des Alaouites, cette secte chère à Barrès, réfugiée dans les monts Ansariehs, qui se souleva contre nous au début de l'exercice de notre mandat et que notre administration sut peu à peu ramener et séduire (au point qu'un peu plus tard, au moment de l'organisation de la fédération syrienne, ils demandèrent à être directement administrés par la France) et un pèlerinage aux forteresses des Croisés, Tartous et le Kalaat Markab, qui gardent la mer, j'assistais ce soir-là (25 mai 1922) à la fastueuse réception donnée par le général Gouraud, Haut-Commissaire de la République française en Syrie, dans les salons et les jardins de la

Résidence, après l'ouverture des États du Liban dont les trente représentants venaient de se réunir dans la salle du Petit Sérail. Le château arabe, aux tons d'ocre, entouré de bois de pins, où fut proclamé, le 1er septembre 1920, l'indépendance du Grand Liban, se prête merveilleusement aux fêtes. Il a déjà l'air d'un palais d'Aladin. Là aussi se pressaient tous les notables de Beyrouth et de la montagne. Alep et Damas, Tripoli et Saïda, avaient envoyé leurs délégués. Là aussi les colliers et les perles éclairaient de leurs feux rapides et changeants les bras et les gorges nus des femmes, vêtues ou dévêtues aux dernières modes de Paris, mais qui, des anciens costumes, gardaient ces châles, ces étoffes, ces burnous lamés d'or ou d'argent qui, souples et mobiles et maniés par de fines mains expertes, caressent les gestes et favorisent les attitudes : Égyptiennes dorées d'Alexandrie ou du Caire, blanches Beyrouthiennes fondantes comme des fruits savoureux, ou races plus ardentes et bronzées de l'intérieur. Là aussi j'aurais pu dénombrer toutes ces religions et toutes ces races ennemies qui se sont entre-dévorées le long de l'histoire et que l'exercice du mandat a pour mission de coordonner, — tâche infiniment délicate qui demande autant de diplomatie que d'autorité. Mais je me rappelais invinciblement le bal du comte de Bentivoglio, quand le général, m'arrachant à mes réflexions, me montra le groupe des cheiks druses :

— Il en est venu du Haouran, me confia-t-il d'un ton mystérieux.

Les yeux du général Gouraud, — ces yeux bleu-clair qui peuvent être aigus comme l'acier, — disaient son triomphe. Je savais les difficultés qu'il avait dû vaincre pour conquérir ces chefs indomptés, à la religion secrète et aux desseins obscurs. Il recevait ses hôtes avec cet air de grand seigneur qui devient de plus en plus rare dans nos démocraties.

— Le Haouran, répétai-je, rêveur. J'aurais voulu y aller. Et je m'embarque le 1er juin sur l'*Asie*. Encore un pays que j'aurais désiré de voir et que je n'aurai pas connu.

— Il faut y aller, insista le général en mettant dans ces deux syllabes : *il faut* toutes les exigences de son commandement.

Timidement je m'excusai :

— Jusqu'au départ mon temps est engagé : des couvents français à visiter, — je leur ai donné ma promesse, — un voyage à Deïr-el-Kamar et à Béit-ed-Din, le château de l'émir Béchir,

la poursuite de Lamartine à Hammana. Vous voyez que mon programme est chargé. A la rigueur, je puis disposer de deux jours : demain et après-demain.

— Pas après-demain : vous m'accompagnez dans le Liban et chez le patriarche des Maronites.

— Alors un jour.

Le commandant Denain, chef de l'aviation à l'armée du Levant, assistait à notre conversation. Il y intervint d'un ton conciliant et presque ironique :

— Êtes-vous capable d'une résistance de vingt heures?

— Sans doute : n'ai-je pas fait la guerre?

— Une résistance à tous les moyens de locomotion? Je pars demain à quatre heures pour inspecter mes escadrilles de la Bekha. Je vous emmène et, si le général y consent, je vous pilote jusqu'au Djebel Druse. Nous serons de retour à Beyrouth à minuit. Et après-demain, vous accompagnerez le général dans le Liban.

Gouraud eut un accès de gaîté qui le rajeunit encore.

— Le Djebel Druse vu de Beyrouth en vingt-quatre heures : ça, c'est impossible.

— C'est vous qui le dites, mon général? protesta le commandant Denain.

— Difficile, rectifia Gouraud.

Il fut séparé de nous par un flot d'invités. La lumière courait dans les jardins. Des apparitions de princesses lointaines aux bras de nos officiers en tenue blanche ou bleu horizon surgissaient entre les pins rouges. On se pressait pour entendre les chœurs russes de la Légion étrangère. Ces voix pathétiques, chargées de nostalgie, m'arrivaient de loin, mi-voilées comme ces offices des rites orientaux dont le tabernacle est caché.

— En un jour, je ne verrai rien, objectai-je à mon compagnon.

— Vous verrez tout. L'avion est le maître de la terre. A Soueida, l'interprète Trenga vous initiera à la religion et aux mœurs des Druses. Personne ne les connaît mieux que lui. Et il vous présentera à leur pape. Vous visiterez les ruines romaines de Kennaouat.

— C'est entendu. Demain à quatre heures.

Nous nous quittâmes. Pierre Lyautey, neveu du maréchal

et chef du cabinet civil du Haut-Commissaire, passait avec les frères Tharaud.

— Le bal du comte de Bentivoglio, lui rappelai-je.

— Moins les massacres futurs.

— Sait-on jamais, en Orient?

— Nous avons ramené le calme dans toute la Syrie. Vous avez pu vous en rendre compte à Damas, à Alep, et jusqu'à Palmyre, et à Déir-ez-Zor, chez les Bédouins et au bord de l'Euphrate. C'est l'œuvre du général Gouraud.

— Et chez les Druses?

— Chez les Druses aussi : le général a été acclamé à Soueida. Demandez au colonel Catroux qui vient vers nous.

J'avais été l'hôte du lieutenant-colonel Catroux à Damas où il occupait alors le poste délicat d'adjoint au gouverneur syrien Hakki-bey-el-Azem, investi du pouvoir exécutif. C'est lui qui, sous la direction du Haut-Commissariat, a organisé, selon les vues du mandat, l'État de Damas, cet ancien royaume arabe aux grandes villes commerçantes (Damas, Homs, Hama), sans cesse menacées par les cent mille Druses et les quatre-vingt mille Bédouins nomades, campés dans le désert de Palmyre. Sa villa, au faubourg de Salchieh, offre, outre l'hospitalité la plus courtoise, la plus belle vue sur l'oasis damasquine, avec un premier plan d'une mélancolie qui eût enchanté Pierre Loti : derrière un jardin de figuiers de Barbarie, une mosquée rouge de la mort. De là, il faut avoir assisté au coucher du soleil sur la ville pour connaître les sortilèges de Syrie. Les poètes appellent Damas la perle de l'Orient. Je la comparerais plutôt à une opale aux feux changeants, verts et roses. Car les feuillages frais de son oasis luttent sans cesse avec le ton de ses murailles et celui du sable venu du désert voisin.

Si la fête de la Résidence avait été déguisée comme le bal du comte de Bentivoglio, j'aurais très bien vu le lieutenant-colonel Catroux en personnage de la Renaissance italienne. Son masque volontaire, félin et dominateur, combiné, secret, plein d'artifice, se fût accommodé d'un pourpoint d'homme de Cour, avec une bonne dague au côté. Mis au courant de mon rapide voyage, il prit aussitôt la pose devant l'appareil. Ne plaisait-il pas à toutes les femmes il n'y a qu'un instant, ou à presque toutes, par le mystère même dont il paraît s'entourer? Et en plein bal, sans une hésitation, il pouvait me donner une

leçon d'histoire avec cette clarté, ce don d'exposition, cette netteté qui sont la marque de ses rapports, et, par surcroît, un certain air d'augure. Mélange étonnant de diplomate, de soldat et de merveilleux acteur. Mais n'étais-je pas frappé, depuis mon arrivée en Syrie, de la diversité des talents de nos officiers appelés depuis l'occupation à des tâches si intelligentes et compliquées?

— Les Druses, m'expliqua-t-il, la tête renversée en arrière, les yeux mi-clos, comme s'il vaticinait, communauté ethnique et confessionnelle nettement divisée, hostile aux musulmans, rebelle en tous temps aux ordres de Damas, cliente pendant de longues années de l'influence britannique, soudoyée par Fayçal pendant son court règne. Le Djebel qu'ils habitent est un abri impénétrable. Comme ils représentent une perpétuelle menace sur Damas, et qu'ils ont des frères dans le Liban et l'Anti-Liban, il nous fallait, pour assurer l'exécution du mandat, nous entendre avec eux. Occuper militairement le Haouran, nous n'y pouvions songer sans sacrifices onéreux. Maître de la Cilicie après une dure campagne, vainqueur de l'émir Fayçal au combat de Khan-Méiseloun, le général désirait ménager ses troupes. Nous avons réussi à rallier les Druses au mandat par la seule action politique, parce que nous avons eu la sagesse de faire jouer le seul levier qui pût nous procurer l'union. Nous avons accordé aux populations druses, en échange de leur libre adhésion, la satisfaction de leur vœu le plus cher : la consécration de leur particularisme de secte et de race. Rompant avec la pensée de les absorber contre leur gré dans l'État de Damas, nous leur avons concédé l'autonomie administrative. Telle a été l'idée fondamentale de la politique du général Gouraud à l'égard de ce pays, politique commencée dès 1919, un an avant notre entrée à Damas.

Un long ruban lumineux courait à travers la forêt de pins, tandis que retentissent des tam-tams. Le défilé annamite que le général offrait à ses hôtes, — l'Extrême Orient donné en spectacle à l'Orient, — se préparait sous les arbres. Sans se hâter, le colonel Catroux continua :

— Vous imaginez les difficultés des négociations. C'était d'abord notre ignorance du milieu qui demeurait fermé à nos investigations directes; un milieu qui se trouvait être privé d'ossature politique, même élémentaire, où le principe d'auto-

rité était disputé entre clans et personnages rivaux, où l'influence spirituelle des chefs de la foi était en conflit avec le crédit des seigneurs temporels : en un mot, un milieu inconsistant duquel il fallait dégager les quelques points d'appui solides. C'était encore l'action antagoniste menée contre nos efforts au Djebel Druse par l'émir Abdallah, frère de Fayçal, et les Chérifiens qui rencontraient dans les désaccords druses un terrain propice. Dix mois de patients efforts ont été marqués par ces résultats progressifs : acceptation du mandat par l'unanimité des chefs religieux et la majorité des chefs temporels ; élaboration et application de la constitution druse : installation de conseillers français à la montagne druse ; liquidation définitive du danger de propagande chérifienne. Et enfin, triomphe suprême, pour consacrer ces réussites et placer sur un terrain incontesté le statut de l'association franco-druse, installation sans coup férir, et aux acclamations de la population, d'une garnison française à Soueida, la capitale. Le pays contre lequel les Turcs, installés depuis six siècles en Orient, avaient dû, il y a une quinzaine d'années encore, mettre en ligne six bataillons, pavoisait ses villages pour recevoir deux bataillons français. Le Djebel Druse jouit désormais de la paix et d'un régime politique autonome qui lui laisse, sous le contrôle mandataire, la direction de ses affaires. Il a à sa tête un gouverneur druse, assisté d'une commission administrative. Un conseil de gouvernement élu vote le budget.

Le bruit des tam-tams grandissait. Des salons de la Résidence le bal coulait dans le bois de pins. Des groupes de femmes glissaient autour de nous comme une ronde de houris. Mon interlocuteur ne paraissait pas les voir. Il s'anima pour conclure son historique de la question druse :

C'est ainsi que l'État de Damas et le Djebel Druse ont été pacifiés sans que nos canons et nos fusils aient parlé. Ce rapide résultat est dû à la souplesse d'une politique qui a su se plier aux circonstances et revêtir les modalités appropriées à chacun des cas à résoudre. On a créé l'autorité, la solidarité et la sécurité parmi les populations du mandat, non point par l'installation arbitraire d'un cadre politique unique englobant indifféremment tous les groupements ethniques, mais bien en respectant ces groupements, en les cristallisant suivant leurs affinités. Aux Syriens proprement dits, déjà largement évolués,

le régime de Damas avec une armature administrative complète ; aux Bédouins indociles et réfractaires aux lois, le régime de leurs coutumes et la subordination à leurs chefs traditionnels, devenus des agents directs du mandat ; aux Druses particularistes, un régime d'autonomie génératrice d'ordre et respectueuse des mœurs et de la religion. Ainsi circonscrits politiquement, ainsi préservés les uns des autres, ces groupements purent dès lors vivre en bonne harmonie et apaiser leurs vieilles querelles. Quant aux intérêts qu'ils avaient indéniablement en commun et qui étaient du domaine économique, la sauvegarde en était assurée par la présence et l'action de la nation mandataire qui était là pour tous, qui avait inspiré confiance à tous et qui agissait comme un facteur de cohésion. Qu'il soit donc fait justice du reproche qui nous a été adressé d'avoir, suivant une politique à courtes vues, voulu diviser pour régner. Les divisions, nous les avons trouvées : elles existaient avant nous et nous avons dû les subir. Elles étaient la faiblesse de ce pays. L'art du général Gouraud a été de transformer en instruments de force ces éléments d'anarchie et de les faire concourir à l'harmonie générale, alors que, jusque-là, ils n'avaient produit que l'impuissance et le désordre. Il a fondé la paix (1).

Il a fondé la paix. Le général apparaissait au sommet des quelques marches qui surélèvent la Résidence, encadré par les représentants des États du Liban. Plus de quatre mille invités, hors des salons, se pressaient dans les jardins pour assister à la procession de l'Extrême-Orient que des musiques étranges annonçaient, long serpent de feu qui commençait de se glisser entre les pins avec des emblèmes de poissons, de dragons, et de monstres. Toute la Syrie avait répondu à son appel. Il avait su, dans l'exécution du mandat, respecter les religions, les races, les coutumes. Et c'est pourquoi il y avait même là des chefs druses. Il avait éteint les querelles et les haines, toujours prêtes à se rallumer, rallié les unes et les autres aux éternels principes d'ordre et d'autorité. Rome, ainsi, désirait de fermer le temple de Janus qui ne le fut que neuf fois en dix siècles. Ne convenait-il pas, dès lors, d'aller constater, même

(1) Le lieutenant-colonel Catroux a exposé et développé ces idées dans un article de la *Revue politique et parlementaire* du 10 février 1922 : *le Mandat français en Syrie ; son application à l'État de Damas.*

en courant, l'une de ses plus audacieuses réalisations : l'installation d'une garnison française dans la capitale druse du Haouran ?

Cependant, toujours curieux des visages qui révèlent les pensées cachées, je regardais le colonel Catroux maintenant descendu de sa chaire improvisée. Extrêmement élégant, raffiné et fringant dans son uniforme sanglé, svelte et un peu maniéré, on l'eût pris aisément pour un de ces officiers de cavalerie qui conduisent mieux un cotillon qu'un escadron. Mais, pour qui savait déchiffrer les traits et les regards, visiblement l'œuvre qu'il accomplissait à Damas au nom du Haut-Commissariat le passionnait plus que tout au monde. Ambitieux peut-être, à coup sûr plus avide d'exercer, fût-ce au prix d'un travail intense et d'un effort à le briser, la totalité de ses dons de chef, que de tous les succès de salon et même de carrière.

Une adorable Mélissinde, venue de Tripoli où elle habite un palais comme l'amie de Geoffroy Rudel, vint nous reprocher nos conciliabules mystérieux. Je lui confiai ma fille qui ne devait pas m'accompagner dans la montagne et me retirai, comme le défilé annamite aux lanternes se rapprochait sous les arbres dans un grand tintamarre qui me rappelait ces charivaris par le moyen desquels on tente en Savoie de dégoûter les veufs de convoler en secondes noces. Il était minuit.

III. — LES DRUSES EN 1860

La villa Pins des Lys, où nous étions installés, est proche de la Résidence, au sommet de la ville.

Allais-je me coucher pour me relever à trois heures du matin ? J'avais sur ma table quelques ouvrages syriens que m'avait prêtés Pierre Lyautey et quelques rapports du service des renseignements. Je me mis à feuilleter les uns et les autres afin de m'édifier sur la religion et le passé des Druses. Je tombai sur une prophétie qui leur promet l'empire du monde. Elle a été trouvée dans un manuscrit qui est aujourd'hui au *British Museum*. Le sultan des Druses, le grand Masoud, doit conquérir la Chine à la tête d'une armée plus nombreuse que les grains de sable de la mer et que les étoiles du ciel. Puis, ce sera le tour des Indes, de la Perse, de l'Arabie.

Cependant les rois de la terre, au nombre de mille, marcheront contre le sultan des Druses, mais pour lui faire des propositions de paix. Ils rencontreront successivement un premier corps d'armée vêtu de blanc, monté sur des chevaux blancs; puis une armée bleue; puis une armée jaune; puis une armée rouge. Enfin, ils rencontreront une cinquième armée commandée par le sultan Masoud habillé de vert. Celui-ci recevra leurs présents et leur ordonnera de marcher avec lui sur la Mecque. « A la Mecque, on dressera pour le sultan Masoud une tente de satin vert brodée de perles et de pierres précieuses. Il s'assiéra sur son trône et fera donner de petits sièges aux rois de la terre. Là, dans cette grande assemblée, Masoud invitera toutes les nations à embrasser la religion des Druses, et il mettra à mort tous ceux qui la repousseront, et il ne laissera pas un seul musulman sur la terre des vivants. Il détruira la Mecque, son temple et tous les temples musulmans. Ces grandes choses accomplies, le sultan ira dans sa capitale, qui est le Caire. Puis il ira à Jérusalem où il rencontrera l'Antéchrist auquel il coupera la gorge. De là Masoud marchera sur Césarée et, de conquête en conquête, il arrivera à Constantinople, puis à Rome qu'il fera raser. Revenu à Constantinople qu'il laissera debout, il regagnera le Caire par la Syrie. Il régnera en paix sur toute la terre. La joie sera universelle et la religion druse dominera dans tout l'univers (1). »

Certes, cette prophétie, avec ses armées multicolores, ne diffère guère de la littérature habituelle de tels documents. Mais de quel orgueil incroyable ne témoigne-t-elle pas chez un petit peuple parqué dans un îlot de montagnes! — de quel orgueil et de quelles haines religieuses! La Mecque et Rome doivent pareillement disparaître, comme l'Islam et la Croix. Ceux qui ont cru voir dans les Druses une secte musulmane dissidente se trompent du tout au tout. Le Persan Darazi, qui les a convertis et fanatisés au XIe siècle et leur a donné son nom, leur a composé un philtre dans une marmite de sorciers, avec les débris de toute sorte de religions, islamisme, anthropomorphisme, métempsycose. Ils croient à la divinité du sixième Calife Fatimite d'Égypte, Hakun-Bi-Amr-Illah. Quelques formules liturgiques sont jetées en pâture à la foule igno-

(1) *La Vérité sur la Syrie et l'expédition française*, par Baptistin Poujoulat (Paris, Gamme frères et J. Duprey, éditeurs, 4, rue Cassette. 1861).

rante. Mais les *sages* sont en possession d'une initiation supérieure et occulte, dont on n'a surpris que des fragments. Au cours de l'expédition de Syrie (1860), un papier fut saisi dans la maison d'un cheik druse en fuite, qui, daté de 1846, traçait tout un plan d'extermination des chrétiens. Il recommande le secret des réunions et le port des armes. « Sera tué par ses frères celui qui reculera dans les combats contre les chrétiens. L'âme du Druse qui mourra en combattant les chrétiens ira habiter soit une étoile, soit le corps d'un héros, soit celui d'un animal noble, tel que le lion ou la gazelle. L'âme d'un Druse qui serait mis à mort pour avoir trahi nos secrets, pour avoir refusé obéissance à ses chefs ou avoir reculé à la bataille, s'en ira habiter le corps d'un porc ou celui d'un âne. » Le document recommande la plus grande hypocrisie vis-à-vis du gouvernement turc dont il s'agit d'obtenir tout au moins la neutralité dans la lutte à entreprendre contre les chrétiens d'Orient. « Se réserver toutefois, ajoute-t-il, les bonnes grâces de l'Angleterre dont les intérêts en Syrie sont opposés à ceux de la France... Répandre partout le bruit que les Maronites font ce qu'ils peuvent pour attirer les Français en Syrie et leur livrer le pays... » Et il désigne Deïr-el-Kamar (la pierre noire) et Zaleh comme les deux places chrétiennes à investir et à briser. Les Druses se souvenaient de l'appui qu'ils avaient rencontré auprès de Wood, le consul anglais de Damas. Ils devinaient la division des puissances européennes, leurs convoitises et leurs intérêts contraires. Et dès 1846 ils préparaient peut-être les massacres de 1860.

Cela commença par une petite histoire de rien du tout, une querelle entre enfants druses et maronites dans un village au-dessus de Beyrouth, le 14 août 1859, qui dégénéra en rixe et laissa quelques morts. Le gouverneur général de Beyrouth, Kourschid-Pacha, se rendit dans la montagne avec les troupes régulières pour rétablir l'ordre. On crut l'ordre rétabli en effet, et l'hiver suivant le comte de Bentivoglio put donner son bal.

HENRY BORDEAUX.

(*A suivre.*)

LA POLITIQUE INTÉRIEURE
SOUS NAPOLÉON
DU COURONNEMENT JUSQU'A TILSIT

I
L'ORGANISATION DE L'EMPIRE

CARACTÈRE ESSENTIELLEMENT MILITAIRE DE L'EMPIRE

La politique impériale est une politique militaire. Napoléon, au moment où il arrive au pouvoir, n'a pas d'autres idées que celles qui lui viennent de son origine, de son éducation et de son métier, confirmées par ses extraordinaires succès. Porté par le courant, il n'a caché ni son jeu ni son système : ce sont ses incomparables facultés militaires, ce sont ses victoires, qui l'ont élevé sur le pavois.

Le principe de son gouvernement trouve là son origine et son inspiration. Qui s'est prononcé plus fortement que Napoléon contre les théoriciens, les doctrinaires, les « idéologues », les « avocats » ? Qui a réclamé plus sévèrement une discipline nationale sans réplique avec, pour ressort principal, l'obéissance ?

Exposant sa pensée devant le Conseil d'État, devant cet auditoire où se trouvaient réunies à peu près toutes les capacités politiques survivant à l'ancien régime et à la Révolution, il disait : « Il faut, avant tout, arriver *à l'unité* et qu'une génération tout entière puisse être jetée *dans le même moule*. Les hommes diffèrent toujours assez par leurs penchants, par leur caractère et par tout ce que l'éducation ne donne ni ne peut

réformer... Donnons-nous un corps de doctrines qui ne varie point et un corps d'instituteurs qui ne meure point... (1) » Quand il s'exprime ainsi, il vise en particulier l'instruction publique et la formation des générations futures; mais il est aussi net quand il s'agit de l'administration et du gouvernement des générations actuelles : une nation en ordre, non délibérante, non discutante, sans opposition, sous une règle uniforme, tel est son idéal.

Napoléon disait qu'il avait créé *le gouvernement le plus compact, de la circulation la plus rapide et des efforts les plus nerveux* qui eût jamais existé : « Et il ne fallait rien moins que cela, remarquait-il, pour faire triompher des immenses difficultés dont nous étions entourés, et produire toutes les merveilles que nous avons accomplies. L'organisation des préfectures, leur action, les résultats étaient admirables et prodigieux. *La même impulsion se trouvait donnée, au même instant, à plus de quarante millions d'hommes*, et, à l'aide de ces centres d'activité locale, le mouvement était aussi rapide à toutes les extrémités qu'au cœur même... Les préfets étaient eux-mêmes des *empereurs au petit pied* (2). »

La plus forte des explications du système est dans l'*Exposé des motifs de la Situation de l'Empire*, lu au Corps législatif (27 décembre 1804); c'est toute la théorie du « gouvernement d'un seul », avec cette garantie de stabilité que ce « gouvernement fut héréditaire » : « On avait éprouvé que le pouvoir partagé était sans accord et sans force; on avait senti que, confié pour un temps à un homme, il n'était qu'une pause dans l'inquiétude. On avait reconnu enfin que, pour les grandes nations, il n'y avait de salut que dans le pouvoir héréditaire... Le peuple français a manifesté sa volonté libre et indépendante, il a voulu l'hérédité de la dignité impériale dans la descendance directe et légitime de Louis Bonaparte. Dès ce moment, Napoléon a été, au plus juste des titres, empereur des Français. *Nul autre acte n'était nécessaire* pour constater ses droits et consacrer son autorité (3). »

Ce plan civil avait été conçu par l'Empereur en fonction des nécessités militaires; il le déclare non moins nettement :

(1) Note prise par Molé. Voir *le Comte Molé* par le Marquis de Noailles, t. I, p. 55.
(2) *Mémorial*, jeudi 7 novembre 1816.
(3) *Correspondance*, t. X, p. 86-88.

« La plupart de ces ressorts n'étaient, dans ma pensée, que des instruments de dictature, *des armes de guerre.* »

Le 16 décembre 1808, commandant ses armées en Espagne, il entend ne laisser en rien fléchir, en son absence, par l'action de pouvoirs intermédiaires, ce ressort, cette *furieuse tension*, cette *prodigieuse force d'élasticité;* et, pour que nul n'en ignore, il fait paraître au *Moniteur* une note qu'on dit écrite entièrement de sa main : « On y voyait que l'Empereur était le seul représentant de la nation, et que le *Corps législatif*, improprement appelé de ce nom, et qui aurait dû se nommer simplement *Conseil législatif*, d'après les attributions qui lui étaient laissées par la constitution de l'Empire, n'occupait que le quatrième rang dans la hiérarchie des grands corps de l'État. *Un corps représentant la nation serait souverain*, ajoutait cette note; les autres corps ne seraient rien, et ses volontés seraient tout. Sous la Convention, le Corps législatif était *représentant;* mais tout rentrerait dans le désordre, si de pareilles idées venaient à pervertir l'esprit de nos constitutions monarchiques. » Et il ne changea jamais d'avis ni de système. On se souvient de sa fameuse allocution à la députation du Corps législatif, lorsqu'elle passa devant lui, le 1er janvier 1814 : « *Moi seul, je suis le représentant du peuple.* Vous n'êtes point les représentants de la Nation; vous êtes *les députés des départements*... Qu'est-ce qu'un trône? Quatre morceaux de bois couverts de velours (1). »

Plus tard, à Sainte-Hélène, Napoléon revenait sur ce système rigide qu'il avait adopté. Selon lui, la France, quand il est arrivé au pouvoir, était en pleine crise, crise intérieure et crise extérieure. A l'entendre, une certaine détente se fût produite par la suite : « Cela serait venu, dit-il; nous nous formions chaque jour. »

Mais, quand il laisse entrevoir ces jours meilleurs... il est à Sainte-Hélène.

NAPOLÉON, HOMME D'ÉTAT

En vérité, ce qui manquait le plus à son génie absolu et personnel, c'était le sens de la variété, de la nécessité et de l'incompressibilité des opinions humaines. Lacune singulière

(1) Cf. *Souvenirs* du comte de Pontécoulant, t. III, p. 182 et suiv.

de cet esprit extraordinaire : il connaissait bien le soldat et la troupe; mal l'homme et la société. Qu'on se souvienne de sa jeunesse timide, avec ce quelque chose de sauvage, « à la Rousseau ». Jeté hors de son île, au sortir de l'école, à la suite d'une algarade militaire, il n'avait pas vécu une minute dans le *civil* et il ne voyait le fonctionnement de la vie sociale que du balcon de la caserne ou, plus noblement, du haut de Plutarque et de la grandeur romaine. Il en était resté à l'opinion qu'il s'était faite, une fois pour toutes, sur la vie, en son temps de Brienne, de Valence, d'Auxonne. L'étonnante fidélité de sa mémoire imposait à son développement viril les formules dont son enfance ou son adolescence précoces s'étaient satisfaites. L'expérience ne le corrigea pas : elle le fixa et le durcit.

Encore une fois, cette méfiance fondamentale à l'égard de la nature humaine en société, il la partageait avec la plupart des Français de son temps. Rousseau avait conseillé « le retour à la nature » ; mais le « retour à la nature », tel que l'avait tenté la Révolution, avait été une affreuse déception. Finalement, l'optimisme candide du XVIIIe siècle s'achevait dans un pessimisme noir. Non, *l'homme n'est pas bon, sortant des mains du Créateur ;* c'est un animal féroce qui a besoin d'être maintenu, dans les temps de crise, les menottes aux mains, et la meilleure solution, c'est l'autorité vigilante d'un maître : « Le peuple, disait Napoléon à Fourcroy, en parlant du « peuple des clubs », je l'ai vu pendant la Révolution; celui-là, on le mitraille. »

Une énorme dépréciation de la liberté, tel était le résultat des égarements révolutionnaires. Le nouvel ordre, que tout le monde cherchait, pour guérir la société et la consolider après la Révolution, n'était pas dans une Constitution aux pouvoirs soigneusement balancés, mais dans une autorité indiscutée.

Seuls, des esprits politiques exercés et maîtres de leurs passions pouvaient désirer, malgré tout, des institutions sauvegardant le droit individuel, tout en assurant une force d'action et d'unité indispensable à un pouvoir réparateur.

Quand Camille Jordan, Jordan l'avocat des cloches, « Jordan-bourdon », qui a voté le Consulat à vie, fait appel au premier Consul lui-même pour lui demander de limiter son

pouvoir, quand il écrit : « Une considération qui a dicté nos suffrages, c'est la ferme confiance que bientôt Bonaparte, appréciant les nouvelles circonstances qui l'entourent, n'écoutant que l'inspiration de son âme et la voix des bons citoyens, posera lui-même, à l'autorité dont il est investi, *une limite heureuse*, qu'il ne profitera de cette prolongation de sa magistrature que pour achever, réaliser *des institutions qu'il n'est pas temps de détailler encore*, mais dont le but sera de former, dans le sein de ce peuple, un pouvoir vraiment national qui seconde le sien, qui le tempère, qui le supplée au besoin, qui en assure la transmission légitime » ; quand Camille Jordan s'exprime ainsi, c'est le fait d'un esprit qui sait la politique et qui voit au delà du jour où l'on acclame un vainqueur. Et puis, il y a bien, dans son opinion, comme une arrière-pensée d'opposition royaliste qui contribue à sa sagesse, à sa modération libérale et constitutionnelle.

Quand les vrais libéraux, quand l'entourage de Mme de Staël, quand les Benjamin Constant, les La Fayette, quand les Daunou, les Chénier, les Ginguené et quelques autres s'efforçaient de réserver, dans l'établissement de l'Empire, fils de la Révolution, la part de la démocratie et de la liberté, ils n'étaient guère suivis : la petite maison d'Auteuil suffisait pour contenir ces raisonneurs attardés. Ceux qui avaient essayé de faire prévaloir leurs idées par les voies légitimes, le 18 fructidor les avait mis à la raison avec un billet de route pour Sinnamari. Il n'y a rien de tel pour refréner les velléités libertaires : nul parti plus impuissant et plus démodé que celui des « constitutionnels ».

Bonaparte, donc, tel qu'il était, tel qu'il se présentait, avec l'impétuosité de son ascension et l'ascendant de ses victoires, appartenant à une génération neuve, frais débarqué de son île et de sa nationalité d'origine, n'ayant été mêlé qu'à peine aux partialités révolutionnaires, survenait en un temps qui était comme préparé pour lui : il s'ajustait exactement aux circonstances : et c'est ce qui caractérise la *mission* en histoire. Quand le désordre intérieur est arrivé à son comble, quand le péril extérieur menace la sécurité du pays et la sécurité de chacun, les peuples et surtout les peuples latins, suivant la tradition de Rome, cherchent volontiers le salut dans la dictature.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE DE NAPOLÉON EN FONCTION DE SA POLITIQUE EXTÉRIEURE

La politique intérieure de Napoléon ne peut être séparée de sa politique extérieure. L'organisation impériale n'est, en effet, qu'une mobilisation immense et ininterrompue : la nation, armée de pied en cap, la main sur la gâchette du fusil, suit, sur le sentier de la guerre, son chef militaire qui est aux prises avec toutes les forces contraires à la Révolution.

Certes, l'Empereur était porté à la guerre par son instinct, sa profession et son génie, mais aussi il y était poussé par une force plus forte que sa volonté. Ni lui ni la France ne pouvaient s'arrêter : on était lancé, il fallait aller jusqu'au bout. Au dedans et au dehors, le pays était engagé, depuis douze ans, dans un combat à mort contre la vieille Europe : c'est dans les affres de cette lutte que naissait le XIXe siècle.

A partir de 1789, deux humanités sont en présence : la vieille humanité féodale et la nouvelle humanité égalitaire. Or, rien qu'à l'annonce des premiers actes révolutionnaires, il s'était produit, par toute l'Europe, un fait de propagande spontané, rapide comme l'éclair ; les cadres anciens avaient été ébranlés, les constructions les plus solides avaient chancelé. Une question se posait pour les monarchies et pour les situations acquises en général : la Révolution pourra-t-elle être contenue dans les limites géographiques de la vieille France ou bien se répandra-t-elle au dehors ?

Le problème social et économique se doublait d'un problème territorial et politique : si l'on se souvient que l'Empire napoléonien a compté, à un moment donné, 130 départements, on admettra que l'organisation intérieure de cette masse intéressait au plus haut degré la politique générale européenne. Que ce fût pour l'expansion, que ce fût pour la résistance, la France était obligée d'entretenir contre le vieux monde, décidé à la lutte, une seule et persévérante action, avec unité de vues et unité de commandement.

Il était non moins fatal, historiquement, que la France révolutionnaire eût pour premier adversaire et chef de ses ennemis, l'Angleterre. Entre les deux pays, la lutte était héréditaire ; l'Angleterre, habituée depuis des siècles à tenir en échec par sa

ténacité, par son isolement insulaire et par son savoir-faire politique, sa rivale toujours si exposée sur le continent, venait de subir une défaite d'autant plus mortifiante qu'elle s'était produite sur son élément, la mer : la guerre de l'Indépendance des États-Unis avait été, pour elle, non seulement un dessous, mais un affront qui criait vengeance.

Et ce n'était pas encore la principale raison de la volonté de guerre qui s'était emparée de l'Angleterre. En fait, l'aristocratie anglaise, avec sa grande perspicacité politique, avait compris, tout de suite, que la force d'expansion par laquelle la France détruisait l'équilibre acquis en Europe, la menaçait dans son hégémonie politique et commerciale. La France, ralliant autour d'elle les peuples libérés, et notamment ses voisins de Belgique, d'Allemagne, de Hollande, la détrônait. Voici ce qui explique le prompt réquisitoire de Burke contre la Révolution française. Cet argument décisif ne se dissimule nullement dans la bouche officielle de lord Grenville, lorsqu'il décline les premières ouvertures pacifiques de Bonaparte en 1800 : « Il faut, dit-il devant le Parlement, soutenir la guerre avec énergie contre une puissance qui veut asservir le monde pour le ravager (1). »

Il y avait aussi des arguments théoriques, philosophiques. L'Angleterre avait fait son nid dans le libéralisme, fils de la Réforme ; elle y était chez elle. Qui s'avisait, maintenant, d'innover en matière de liberté ? La Déclaration des Droits de l'homme était une usurpation, un manque de convenance, une caricature grossière du vrai libéralisme, monopole de la Révolution anglaise.

Par-dessus tout, il faut mettre l'argument économique et commercial ; le génie marchand de l'Angleterre a compris que si la France propagandiste et conquérante vient à l'emporter, les échanges prendront de nouvelles voies. De Venise, d'Amsterdam, d'Anvers, de Gènes, de Naples, de Madrid, de Lisbonne, un commerce mondial s'établira en dehors des anciens passages de la mer, négligeant les *emporia* des détroits et des îles. Le bloc continental sera le cadre naturel d'un « blocus continental ».

On s'est demandé si la longue guerre qui ensanglanta le début du XIXe siècle eût pu être évitée entre Napoléon et l'An-

(1) A. Sorel, *l'Europe et la Révolution*, VI, 36.

gleterre. Il ne paraît pas douteux que Bonaparte ait eu le sincère désir d'obtenir, à l'époque de la paix d'Amiens, une pacification générale qu'il jugeait d'ailleurs honorable et avantageuse pour la France (1).

Mais il paraît non moins certain que le premier Consul entendait que cette paix le laissât libre sur le continent et qu'elle ne tranchât pas exclusivement en faveur de l'Angleterre la question de la liberté des mers, — surtout de la Méditerranée (2). Ce fut la pierre d'achoppement.

Malgré tout, il eût été possible, à ce qu'il semble, de trouver un terrain d'entente entre les deux puissances, si on l'eût cherché là où il se trouve uniquement, quand il s'agit de l'Angleterre, je veux dire dans un accord économique et commercial.

Emerson dit, dans son livre *Sur-humains*, que Napoléon représente, dans l'histoire, la classe des *parvenus*, des *nouveaux riches*, la classe des hommes *d'affaires* et *d'industrie* (3). Observation aussi profonde qu'exacte, si Emerson a voulu dire que Napoléon fut le premier des « héros » antiféodaux, antiterriens. Mais il faut interpréter ce terme *industrie* appliqué à Bonaparte. En effet, s'il est un sens qui a manqué à Napoléon, c'est celui de l'industrie moderne, telle qu'elle naissait sous son règne ; à ce point de vue, l'Empereur reste un homme du passé, il en est encore aux idées qui avaient été celles de Mirabeau vingt ans plus tôt. Latin, méditerranéen, aventurier de la guerre, partisan de la saisie par conquête, il ne se doute même pas que le monde va s'ouvrir à une forme nouvelle de la production et de l'organisation sociale par l'emploi de la machine, par l'avènement de la classe ouvrière et de la démocratie, par les forces accumulées du capitalisme et du crédit. Tandis que son contemporain, ce fol de Saint-Simon annonce, avec une grande sûreté de vue, l'avènement de *l'Age industriel*, Napoléon ignore le mot et la chose. Il se détourne de l'invention de Fulton, qui lui eût été pourtant d'un secours si décisif pour ses projets de descente en Angleterre ; en 1810, Périer constate que l'application de la vapeur à l'industrie ne rencontre en

(1) Arthur Lévy, *Napoléon et la paix*, p. 43 et suivantes.

(2) Napoléon écrit au roi de Naples, Joseph, le 21 juillet 1806 : « J'espère que vous m'aiderez puissamment à être maître de la Méditerranée, *but principal et constant de ma politique.* »

(3) Traduction Jean Izoulet, p. 216.

France que des difficultés. Napoléon se croit de la lignée de Charlemagne parce qu'il crée de toutes pièces et par décret ce qui avait mis des siècles à naître, une féodalité héréditaire, une nouvelle *aristocratie* militaire. Mais il va, en cela, à rebours de son temps, à rebours de son code civil : il est *antiéconomique*.

C'est sans doute cette incompréhension essentielle qui mit Napoléon dans l'impossibilité de trouver les véritables bases d'un accord avec l'Angleterre. Peut-être un sage traité de commerce complétant la paix d'Amiens eût, sinon tout arrangé, du moins évité dix années de massacres ; peut-être même en fût-il résulté des relations permanentes, bien équilibrées, au lieu de la paix bâclée de 1815, avec l'héritage de guerres éternelles. Les deux puissances, en se partageant l'empire des affaires, fussent parvenues peut-être à ajuster les intérêts généraux à un bon système d'échange intercontinental et insulaire. On eût, au moins, gagné du temps et travaillé à une mise au point mondiale, comme on pourrait, en s'y reprenant après un siècle, y arriver aujourd'hui. Mais, pour cela, il eût fallu comprendre et surtout se comprendre ; il eût fallu écarter définitivement les perspectives de la guerre et se saisir de la paix avec, de part et d'autre, un immense désir du bien.

Malheureusement, les Anglais ont toujours été très exigeants, très exclusifs dans les matières économiques, et les Français, nous l'avons dit, ont toujours été peu avisés et peu hardis en ces mêmes matières. Un homme comme Mollien, ayant fait son évangile d'Adam Smith, c'est l'exception. Quant à Napoléon, il en raisonnait en Corse et en soldat : à supposer que de bons avis fussent parvenus jusqu'à lui, il ne les eût pas écoutés (1).

Ajoutons que la diplomatie de l'Angleterre ne s'explique jamais clairement : elle entend qu'on la devine. Sa loi, dans toute négociation, est la loi du commerce : ne pas offrir la marchandise et attendre qu'elle soit demandée, et, pour garnir le tapis, marmonner des chiffres et des propos qui peuvent toujours être repris. Cette taciturnité voulue fait que l'on comprend rarement les Anglais et qu'on accuse tantôt leur bonne

(1) Voir, dans les *Souvenirs* de Mollien (t. I), la peine que celui-ci doit se donner pour faire comprendre à l'Empereur les plus simples rudiments du crédit. — Tenir compte, toutefois, en lisant Mollien, des observations de Lanzac de Laborie sur les altérations voulues que ce mémorialiste a apportées à l'histoire qu'il avait vécue.

foi, tantôt leur intelligence. Double critique également injuste; il faudrait s'en prendre plutôt à leur « insularité ». L'Angleterre a bouche close sur ses ambitions et sur ses desseins, comme le bull-dog qui mord, serre et n'aboie pas.

D'ailleurs, toute chance d'entente avec l'Angleterre était écartée si Napoléon y mettait comme condition les mains libres dans la mer Méditerranée et en Europe.

D'abord, sur ce qui concernait son propre sort, l'Europe avait bien son mot à dire. La résistance monarchique et féodale, la résistance à l'expansion et à la « libération » française et napoléonienne était le fond de toute politique continentale pour de longues années. L'Angleterre le savait, elle payait assez cher pour le savoir : l'Europe serait le soldat de l'Angleterre contre la France, si la France entendait organiser l'Europe révolutionnairement. C'est la raison pour laquelle les puissances, malgré les blandices et les séductions de Napoléon, étaient résolues à ne jamais rompre avec l'Angleterre. Si elles l'eussent fait, quel eût été leur recours contre une France tendant à la domination du monde (1)?

Cette prépondérance française en Europe, Napoléon la voulait; il y travaillait de toutes ses forces et ne cachait pas son dessein : « Je ne vis que dans la postérité », disait-il en son Conseil d'État, où tant de plumes dévouées ou non, secrètes ou non, prenaient des notes (2).

Il s'analysait lui-même constamment et se déshabillait, en quelque sorte, devant ses amis et ses ennemis : « La France connaît mal ma position, disait-il à Chaptal, et c'est pour cela qu'elle juge tout de travers la plupart des actes qui émanent de moi. Cinq ou six familles se partagent les trônes de l'Europe, et elles voient avec douleur qu'un Corse est venu s'asseoir sur l'un d'eux. *Je ne puis m'y maintenir que par la force;* je ne

(1) Relire Mme de Staël : *Dix années d'exil,* au sujet de l'état d'abattement ébloui où se trouvait cette pauvre vieille Europe, ce « pauvre continent » après Marengo. (Edit. P. Gautier, p. 308.) Sans l'Angleterre, les monarchies européennes tombaient dans l'anéantissement. Mme de Staël fait observer à quel point le courant révolutionnaire les minait par-dessous : elle dit aussi : « que les peuples européens étaient disposés (à l'égard de la Révolution) à une mesure de patience telle qu'il a fallu Bonaparte pour l'épuiser » (p. 87).

(2) Voir Molé, I, 69.

(3) *Souvenirs* de Chaptal, p. 17.

puis les accoutumer à me regarder comme leur égal qu'en les tenant sous le joug; mon empire est détruit si je cesse d'être redoutable... Il s'agit toujours *avec moi de mon existence et de celle de tout l'Empire*... Je me maintiendrai dans cette attitude tant que je vivrai, et si mon fils n'est pas grand capitaine, s'il ne me reproduit pas, il descendra du trône où je l'aurai élevé, car il faut plus d'un homme pour consolider une monarchie (1). »

Donc, la guerre, la guerre à mort, l'Europe y est décidée, Napoléon sait qu'il ne l'évitera pas. Rien n'est plus clair, son règne ne peut être qu'une longue guerre avec une perpétuelle mobilisation.

Le pays dont l'alliance a été le plus désirée par les divers gouvernements révolutionnaires, celui dont Napoléon sollicite l'amitié par des offres si empressées et si larges qu'elles en deviennent presque humiliantes, la Prusse, se refusera toujours à tout engagement, à toute offre d'action commune, sous quelque forme que ce soit. Ses sentiments réels sont traduits par cette opinion catégorique d'un secrétaire intime du roi Frédéric-Guillaume III : « Une haine mortelle, c'est certainement tout ce qu'on doit aux Français (1). » La Prusse est un ennemi plus tenace et plus dangereux peut-être que l'Angleterre elle-même. Napoléon la rencontrera partout sur sa route et, malgré Iéna, Eylau, Friedland, il ne pourra jamais en avoir raison.

Les relations avec la Russie ont posé, devant Napoléon, un problème qu'il n'a pas su résoudre, l'ayant traité romantiquement. Il a vu cet empire plus fort et plus faible qu'il n'était. Il n'a pas compris que la Russie échappe à l'organisation européenne, qu'il n'y a pas de *peuple* russe, qu'il n'y a pas de *cité* russe, que la dynastie des Romanoff est une dynastie d'implantation, qu'elle est contrainte de vivre entre la constante pénétration allemande et l'éternel complot asiatique, énervée et alourdie à la fois par ce fond d'inertie épaisse et de brume glacée, que Gobineau a nommé, si justement, « le marécage slave ». Napoléon s'est fait un « tableau » de la Russie, un « tableau » encadré à la romaine. Ce monde étrange échappait à sa divination de réaliste et de logicien. La négociation de Tilsit dont il sortit, d'ailleurs, avec l'angoisse sur le visage et un coup au cœur, l'entrevue de Tilsit est un des actes les plus

(1) A. Lévy, *Napoléon et la paix*, p. 19.

insensés qu'un homme d'État ait jamais accomplis. Napoléon ne pouvait pas tenir ce fuyant Alexandre, espèce de bellâtre hypocrite et détraqué, capté par l'or et les influences anglaises. Qu'y avait-il de commun entre ces deux natures, se jurant la seule chose que deux monarques ne peuvent se jurer, fidélité et amitié ? En 1804, Bonaparte n'était pas encore empereur que la Russie d'Alexandre avait fomenté contre lui la grande coalition qui devait aboutir à Austerlitz. Les deux positions étaient irréductibles.

L'Allemagne était le grand obstacle à un accord quelconque entre le système napoléonien et l'Europe, parce que c'était là, précisément, que le problème de l'heure se posait sous sa forme la plus instante et la plus aiguë. La Révolution française avait tout démoli dans le vieil empire confédéré ; l'occupation par la France de la rive gauche du Rhin soulevait, devant l'Europe, la question des « limites » et, devant l'Allemagne, le problème des « indemnités », c'est-à-dire des « sécularisations ». Tous les gouvernements, petits et grands, s'étaient rués sur la proie des biens ecclésiastiques, les plus puissants étant les plus gros mangeurs. La Prusse, l'Autriche, la Bavière, avaient jeté leur dévolu sur les morceaux à leur convenance : chacune des autres familles princières, même étrangères à l'Allemagne, comme les Orange-Nassau et les archiducs expulsés d'Italie, avaient réclamé à cor et à cri des hommes, des territoires, des florins. Bonaparte s'était chargé bénévolement, et un peu naïvement, d'arbitrer ces appétits, au lieu de les laisser se dévorer entre eux. Quel intérêt avait-il à unir et à ordonner, contre lui et contre la France, une Allemagne que la marche du temps disloquait et mettait en miettes ? Son zèle de débutant ne s'en était pas moins appliqué à satisfaire, c'est-à-dire à mécontenter tout le monde. Il avait appesanti sur une population, encore attardée dans son rêve séculaire, le joug de cette France tant admirée jadis et dont elle apprenait à détester, maintenant, la coûteuse ingérence.

Sous l'ancien régime, l'équilibre germanique, tel que l'avait consacré le traité de Westphalie, avait été, de tous points, favorable à la France. Qu'allait-on lui substituer aujourd'hui ? On n'arriverait à une solution, et combien précaire, qu'en donnant pâture à l'insatiable Prusse attirée sur le Rhin et en refoulant l'impérieuse Autriche habituée à être partout chez elle en

Allemagne. Pourrait-on compter, d'autre part, sur la reconnaissance des petites puissances, même en les gavant? On ne donne jamais assez aux peuples ; ils ne tiennent qu'à ce qu'on leur refuse; la première chose dont ils se dispensent, c'est la reconnaissance.

Autre faute, de plus grave conséquence : pour donner une suite, telle quelle, au recès de Ratisbonne, Bonaparte avait cru devoir recourir à l'arbitrage de la Russie : il avait ainsi autorisé le Moscovite à s'introduire dans les affaires de l'Europe révolutionnée : et c'était l'y installer pour longtemps.

Le doigt fut tout à fait dans l'engrenage quand, pour saisir l'Angleterre par la seule prise continentale qu'elle offrait, le premier Consul eut donné l'ordre à Mortier d'occuper le Hanovre.

L'Allemagne nouvelle, l'Allemagne des sécularisations et des médiatisations, devint ainsi un vrai guêpier où la guerre allait naître d'elle-même pendant toute une époque de l'histoire. Le rôle de Bonaparte en Allemagne provoquait, non moins que son rôle en Italie, l'observation du correspondant viennois de Philippe Cobenzl : « Où s'arrêtera donc ce torrent plus rapide et plus dévastateur dans la paix que dans la guerre ? » Et c'est parce que la politique française autorisait ces craintes que l'Allemagne, la Prusse, la Russie s'obstinaient à refuser la paix.

Quant à l'Autriche, son parti était pris depuis longtemps. Chassée de l'Italie par Bonaparte, la honteuse compensation de Venise n'avait pu pallier un tel affront. Et la voilà, maintenant, chassée de l'Allemagne par cette singulière combinaison franco-prussienne qui disloquait le vieil Empire adjugé traditionnellement aux Habsbourg. Et puis, catholique et conservatrice, l'Autriche n'avait plus de raison d'être en Europe, si les principes révolutionnaires l'emportaient : elle avait fait la guerre de Trente Ans pour moins que cela. Cette double opposition, celle des intérêts et celle des principes, la jetait inévitablement dans le jeu de l'Angleterre et aux pieds de la Russie. Vienne était devenue le lieu de l'intrigue réactionnaire et antinapoléonienne sur le continent. Quand Napoléon demanda son admission dans la famille des Empereurs, le cabinet de Vienne ne refusa pas son assentiment; mais, à quelles conditions, de quel ton et sous quelles réserves ! Et, aussitôt, il signait l'alliance offensive contre la France impériale avec la Russie et avec l'Angleterre.

De ce côté, c'était encore la guerre.

Il est inutile d'insister sur les raisons qui mettaient Napoléon en état d'hostilité permanente, ouverte ou latente, avec les Bourbons de Naples. C'était une querelle de « famille ». La reine de Naples était folle de haine contre Napoléon. Lui l'avait en mépris et en détestation et, jusqu'en décembre 1805, il traita ce royaume lointain comme la poussière de ses souliers, évacuant ou occupant selon les alternatives de sa lutte ou de ses arrangements avec l'Angleterre.

Quant à l'Espagne, alliée de la Révolution, alliée du Consulat et qui risquait ses colonies et son existence même pour ne pas s'exposer à une rupture déclarée contre son puissant voisin, on n'eut pour elle ni pour son gouvernement, tombé au dernier degré de l'impuissance et de l'imbécillité, aucun ménagement. A force de le rouler dans la boue, on finit par lui rendre l'amour et la fidélité du peuple le plus irascible et le plus fier de l'Europe.

LA PAIX ÉTANT IMPOSSIBLE, L'HOMME DE GUERRE SE SUBORDONNE L'HOMME D'ÉTAT

Napoléon était donc voué à la guerre, à la guerre partout, à la guerre toujours : soldat, fils de la Révolution, vainqueur, empereur, tout ce qu'il était s'accumulait sur ce qu'était la France pour créer contre lui un état permanent d'hostilité. Cette position, il l'acceptait comme sa raison d'être et il frappait volontiers de la main sur le pommeau de son épée.

Et cependant, il eut, bien souvent, au cours de sa rapide carrière, des velléités pacifiques incontestables.

Une sorte d'ambition civile lui venait, pour ainsi dire, par bouffées et s'insurgeait en lui contre sa vocation militaire. Mais l'homme d'État n'était, quand même, pas de taille à dominer l'homme de guerre. Dans les affaires qui ne se sabrent pas, mais qui se discutent, il n'avait ni la sûreté du coup d'œil, ni le sang-froid, ni l'esprit de réalisme, ni l'art du sacrifice qui faisaient l'incomparable supériorité du général. Cet aplomb extraordinaire qui fascinait les obéissances militaires, mettait en garde et irritait les hommes qui entendaient garder la liberté de leur opinion et la foi dans leur cause; son étroit calcul d'arithméticien, ses exigences de comptable, sa vanité de parvenu, si visiblement préoccupé d'être « admis » dans le cercle des

souverains héréditaires, ses ruses de paysan corse, ses menteries vite percées à jour, ses débordements colériques et injurieux, son romantisme grandiloquent, ses imaginations confuses, c'étaient autant de défauts, moins apparents d'abord, mais qui allèrent s'exagérant et qui le mirent peu à peu à la merci de partenaires parfois bien médiocres, mais d'un jeu plus serré et d'un savoir-faire plus circonspect. On finissait par s'interroger sur son génie, sur cette supériorité qu'il faisait sonner avec son sabre sur tous les pavés de la diplomatie européenne. Combien de fois, au près et au loin, met-il sur les lèvres de ses adversaires et même de ses amis, le mot que répètent à satiété les pamphlétaires : « Il est fou ! » (1).

Ni le diplomate, ni l'homme d'État n'aurait signalé en lui un génie sans limites. Pour traiter les affaires civiles, il restait embarrassé dans son uniforme militaire : « Je débutai en diplomatie, dit-il lui-même, comme j'ai fait ailleurs, *par les armes*... Le vrai est que je n'ai jamais été le maître de mes mouvements, je n'ai jamais été réellement tout à fait moi... J'avais beau tenir le gouvernail, quelque forte que fût la main, les lames subtiles et nombreuses l'étaient bien plus encore... Quand de vrais amis, mes chauds partisans, me demandaient, dans les meilleures intentions et pour leur gouverne, où je prétendais arriver, je répondais toujours *que je n'en savais rien*... Ils en demeuraient frappés, peut-être mécontents, et pourtant je leur disais vrai... »

Toujours ces coups d'illumination, cette « étincelle morale », « cette présence d'esprit d'après minuit », qui convient aux entreprises militaires où la décision entraîne tout. Les affaires d'État, les œuvres diplomatiques sont de plus longue haleine. Elles réclament, d'abord, la mesure et la pondération : il y faut les longs conseils, les mises au point minutieuses, les graves pourpensements remués dans le silence, l'art de ne pas appuyer et le progrès « à pas de laine et de plomb », comme dit le cardinal de Richelieu.

Napoléon s'abandonne, au contraire, à cette extraordinaire

(1) « L'Empereur est fou, disait Decrès au duc de Raguse, tout à fait fou, et il nous perdra avec lui. » (Dans Duvergier de Hauranne, p. 583.) — Voir, dans le même esprit, l'entretien du maréchal Lannes, quelque temps avant sa mort, raconté par Villemain dans la *Revue*, 1857, t. II, p. 901 : « C'est la course à l'abîme où le char se brisera avec nous. »

faculté créatrice, à ce prodigieux verbalisme qui jaillit de lui sans contrôle et sans frein. A la fin, cela devient un détraquement par explosion pour ainsi dire machinale. Il n'aime pas les gens qui parlent : mais quel étonnant harangueur et quel terrible interlocuteur ! Sa parole le mène souvent là où il ne voudrait pas aller. Je ne sais s'il se rend compte, — car il y a beaucoup de jeu dans tout cela, — que ses paroles ne sont pas inoffensives et qu'elles l'engagent, même jetées au vent. Un cabinet n'est pas un état-major. Chez ses interlocuteurs, la tête inclinée n'incline ni les esprits ni les cœurs. Des hommes de sang-froid, comme lord Withworth et plus tard Metternich, laissent passer la trombe et lèvent les épaules. Ses entourages « habitués à la consigne » (Mme de Rémusat) ne prennent même plus la peine de formuler un conseil, un avertissement, puisqu'ils savent que cela ne sert à rien. Et quand des conseillers comme Talleyrand, qui, tout de même, celui-là, savait son métier, viennent à lui manquer, la diplomatie napoléonienne n'est plus qu'une improvisation magnifique, mais effrénée, que la soumission d'un Maret, la fidélité à demi ébranlée d'un Caulaincourt ne seront capables ni de diriger ni de modérer.

C'est alors qu'on voit bien que le maître de la France n'est pas uniquement un Français, n'appartient pas à la pleine tradition française. Le chef des armées fut toujours lui-même, à la dernière campagne de France comme à la première campagne d'Italie ; mais l'homme d'État, qu'est-il à Tilsit, à Erfurt, à Varsovie, à Châtillon et à Rochefort (1) ?

En deux mots, le génie de l'Empereur est et reste militaire. C'est comme machine militaire que son organisation de l'Empire est une merveille ; c'est comme instrument d'action sur le dehors qu'il faut essayer de comprendre celle qu'il exerce sur la France. La discipline de fer, la loi de « l'alignement », une constante et accablante mobilisation de toutes les forces françaises, voilà ce qui prépare et fournit le ressort nécessaire à l'ambition romantique et déchaînée qui devient celle de

(1) Je trouve cette même pensée et presque la même expression dans les Mémoires du judicieux baron de Damas : « L'homme de guerre était grand et beau, écrit-il, à propos de la campagne de 1814, mais l'homme d'État n'existait plus. » *Mémoires* du baron de Damas, publiés par le comte de Damas, Plon, in-8 (I, p.163).

l'homme d'État. Les hauts et les bas de cette incomparable carrière, les hauts et les bas de la France, sous lui, ne peuvent s'expliquer autrement. Avec un peu moins de ce dangereux génie, un homme d'énergie eût, sans tant de risques et de misères, tiré un tout autre parti de l'entrée que la Révolution lui donnait dans les affaires du monde ; le problème de la restauration générale européenne, après la Révolution, eût été peut-être résolu.

L'histoire doit prendre les choses comme elles furent ; son rôle est d'essayer de les exposer et de les rendre intelligibles.

Voyons donc l'Empereur à l'œuvre, voyons comment il mania la France, et comment il l'entraîna vers les tâches qu'il lui restait à accomplir ; suivons, dans les faits, la lutte des deux destinées qui se disputaient son génie.

DÉSILLUSION DES « CONSTITUTIONNELS »

Le « gouvernement d'un seul », en vue de mettre fin aux désordres civils, c'était, pour Napoléon, la vieille leçon de l'histoire florentine. Quoi de plus simple ?

Le premier Consul, depuis qu'il avait aboli la constitution de l'an III et déchiré celle que lui présentait Sieyès, avait renoncé, quant à lui, à toute espèce d'idée constitutionnelle. Il n'avait aucune admiration pour l'édifice branlant, dont le seul législateur qu'eût produit la Révolution, Sieyès, lui avait soumis le plan. Il trouvait, dans tout cela, beaucoup d' « idéologie » et de « logomachie ». Le système des notabilités, la cooptation sur listes, les quatre assemblées délibérantes ou non délibérantes, Conseil d'État, Tribunat, Corps législatif, Sénat, toute cette mécanique n'était pas d'une qualité, ni d'un agencement tels qu'elle s'imposât. Bonaparte avait très rapidement concentré dans un Conseil d'État consultatif et dans un Sénat passif les organes de la délibération.

Qu'une dictature, du moins temporaire, fût un passage utile, nécessaire dans la situation où le Directoire laissait le pays, cela était admis, d'ailleurs, par la grande majorité des Français. Les républicains eux-mêmes n'y contredisaient pas. Par la dictature militaire, le Consulat avait accompli de si grandes choses que le principe libéral, très mal défini d'ailleurs et très mal enraciné, n'avait rien à y opposer.

La vraie difficulté était la suivante : une dictature ne peut être que temporaire; si elle ne prévoit pas, elle-même, le procédé de sa propre fin, elle est, sans issue, à la merci des événements. Le régime dictatorial, sous sa forme consulaire ou impériale, devait-il se prolonger au delà du jour où l'on proclamait la Révolution « finie » et où l'hérédité se trouvait établie, assurant une stabilité normale et une sorte de légitimité ?

Il semble qu'à l'heure où l'Empire se fondait, on eut l'idée que c'était la voie dans laquelle l'Empereur lui-même allait entrer et qu'on ait cherché une solution pondérée, une atténuation constitutionnelle de cette autorité absolue qui venait d'être consentie au général vainqueur. A y regarder de près et en soulevant la couche soigneusement entretenue des erreurs et des silences historiques, on aperçoit qu'il se fit, dans les esprits, en ce moment, comme un retour vers les vieilles traditions françaises, c'est-à-dire vers la monarchie tempérée des Bodin et des Montesquieu. Sans la moindre envie d'aller chercher, en Angleterre, l'exemple d'une monarchie parlementaire, les esprits réfléchis, les hommes d'expérience eussent été satisfaits d'une constitution à forme autoritaire laissant, cependant, de sérieuses garanties à la liberté.

Les déclarations adressées à l'Empereur par les représentants des corps constitués, à l'heure précise où ils lui offrent l'Empire, sont, à ce point de vue, d'une grande force : « Un chef héréditaire, disait Duveyrier dans cette circonstance décisive, des institutions *garantes de la liberté publique* et des lois inviolables, voilà le vœu du peuple français en 1789 ; *nous réclamons aujourd'hui le pacte solennel demandé et promis en 1789.* » Delaistre est plus précis encore : « Parmi tous les biens que nous assure ce centre unique de tous les vœux et de tous les besoins de la France, j'ai parlé du premier de tous, *la liberté*, parce qu'il est celui dont le système héréditaire promet la plus sûre et la plus tranquille jouissance. *Écoutons nos plus grands publicistes* et reconnaissons avec eux que le seul gouvernement dans le sein duquel les grands États puissent jouir de la vraie liberté est la *monarchie tempérée*, dans laquelle les pouvoirs sont distincts et sagement balancés. » Fontanes, lui-même, le courtisan Fontanes, s'écrie : « Non,

citoyen premier Consul, vous ne voulez commander qu'à un peuple *libre* (1) ! »

Et quand on sait que ces harangues sont toutes adressées au premier Consul dans les manifestations mêmes qui accompagnent sa proclamation comme Empereur, quand on lit le texte de la réponse impériale : « que les institutions doivent être perfectionnées *pour assurer sans retour le triomphe de l'égalité et de la liberté publique et offrir à la nation et au gouvernement la double garantie dont ils ont besoin* », il est permis de penser qu'il y eut là, encore une fois, une sorte de pacte et l'on saisit l'une des raisons pour lesquelles la nation, en son immense majorité, donna une adhésion un peu trop confiante peut-être, mais sincère et réfléchie, au régime qui lui était proposé (2).

Régime bien français en somme. Une autorité agissante et forte avec des garanties suffisantes pour une vie particulière et sociale d'égalité et de liberté ; un gouvernement stable avec une représentation et un contrôle dévoué, mais limité des mandataires de la nation ; l'indépendance respective des grands corps constitutionnels ; le vote libre et éclairé de l'impôt ; la stabilité des institutions, la liberté individuelle, la sincérité des élections.

Assurément, un homme plus maître de lui que Napoléon, et s'il n'eût pas été entraîné hors de ses voies par tant de circonstances extraordinaires, eût pu tirer, de cet embryon, un système qui eût été un véritable gouvernement moderne et français, s'inspirant à la fois de la tradition et de la Révolution. La

(1,2) Lire vingt autres déclarations non moins nettes réunies par Duvergier de Hauranne, *Histoire du Gouvernement parlementaire en France*, t. I, p. 530. — A. Bardoux, dans son *Histoire de la bourgeoisie française pendant la Révolution*, précise bien cet idéal qui fut celui des Constituants : « Hormis un faible groupe, dont Mounier, Malouet, Bergasse étaient les orateurs et qui voulait prendre pour type la constitution anglaise, la chimère que la haute bourgeoisie poursuivit était une *royauté démocratique avec une assemblée souveraine et unique*... Derrière une seconde Chambre, la bourgeoisie s'obstinait à voir reparaître le spectre de l'aristocratie qu'elle voulait abaisser pour toujours (p. 54).

Mme de Staël n'a pas manqué, dans son livre *Dix années d'exil*, de faire mention de cette erreur des « constitutionnels » alors qu'ils pensèrent avoir obtenu de Napoléon certaines garanties pour la liberté. Elle rapporte qu'un sénateur, homme de lettres assez distingué, mais l'un de ces philosophes qui « trouvent toujours des motifs philanthropiques pour être contents du pouvoir » (est-ce Fontanes ?), aurait raconté : « C'est admirable avec quelle simplicité l'Empereur se laisse tout dire. L'autre jour, je lui ai démontré, pendant une heure de suite, qu'il fallait absolument fonder la dynastie nouvelle sur une charte qui assurât les droits

dictature militaire, nécessaire pour un temps, eût évolué sagement vers des institutions civiles à forte armature, solidement construites et pondérées. Napoléon lui-même paraît l'avoir compris, puisqu'il disait, à Sainte-Hélène, que le ressort de la dictature se serait détendu avec le temps.

La destinée ne l'a pas voulu. C'est pour n'avoir pas su préparer cette détente, et pour s'être abandonné à son tempérament sans frein, que Napoléon porte, devant l'histoire, une si lourde responsabilité. Sans doute il avait compris, puisqu'il comprenait tout, mais il biaisa et, finalement, *il ne voulut pas*.

L'histoire constitutionnelle de l'Empire depuis le sénatus-consulte du 10 floréal, qui le fonde, se résume en quelques mots : c'est l'invasion progressive du pouvoir absolu par un homme dont le caractère ne peut supporter une opposition ou même une contradiction quelconques. Mais, aussi, il faut reconnaître, pour être juste, que les nécessités incontestables d'une lutte à outrance contre l'Europe poussèrent l'homme dans le même sens que son tempérament.

Étant donné le peu qu'il reste de « constitutionnel, » dans le système, les étapes qui l'abolissent sont les suivantes : le Tribunat ne se réunira plus que pour la forme ; le Corps législatif aura des séances de deux mois environ pour accepter et voter les projets de loi présentés par l'Empereur, notamment la loi de finances ; les crimes et délits politiques seront soustraits

de la nation. — Et que vous a-t-il répondu ? lui demanda-t-on. — Il m'a frappé sur l'épaule avec une bonté parfaite, et m'a dit : « Vous avez tout à fait raison, mon cher sénateur, mais, fiez-vous à moi, ce n'est pas le moment. » — [M. Gallois] aurait proposé de mettre des bornes constitutionnelles à cette nouvelle dynastie, Bonaparte, pour aller habilement au-devant de cette idée, fit venir chez lui quelques sénateurs et leur dit : « J'avais, d'abord, pensé à rappeler les vieux Bourbons : mais cela n'aurait fait que les perdre, et moi aussi... Ma conscience me dit qu'il faut, à la fin, un homme à la tête de tout ceci... J'ai vieilli la Franc-d'un siècle depuis quatre ans. La liberté, c'est un bon code civil. Les nations modernes ne se soucient que de la propriété. Cependant, si vous m'en croyez, nommez un comité ; organisez la Constitution et je vous le dis naturellement, prenez des précautions contre ma tyrannie ; prenez-en, croyez-moi !... » Les sénateurs s'en allèrent attendris par cette candeur aimable. (*Dix années d'exil*, Edit. P. Gautier. p. 142.)

On crut, sans doute, que des paroles unilatérales et écoutées sans objection suffiraient. Ne pas oublier que La Fayette, lors du vote pour le Consulat à vie, avait mis comme condition de son vote que « la liberté publique fût suffisamment garantie ». Il ne vota pas.

à la Cour de justice, et, par la loi du 29 pluviôse an XIII, au jury criminel. En 1805, on demandera au Sénat, *vu l'urgence*, de se substituer, pour la loi de la conscription, au Corps législatif absent ; un sénatus-consulte, en date du 19 août 1807, sanctionne la seule réforme constitutionnelle de l'Empire ; or, elle consiste à supprimer tout à fait le Tribunat. Deux décrets, en date du 1er mars 1808, établissent la hiérarchie des charges et des fonctions et créent une noblesse impériale avec majorat et substitution.

Vers la fin de 1808, paraît au *Moniteur* la note déjà citée, qui met le Corps législatif au quatrième rang dans l'État. Il ne reste plus d'autre procédure législative que les sénatus-consultes et les décrets impériaux, et ils sont acceptés *comme lois* par la Cour de cassation elle-même. « Sans cela, comme le fait observer l'Empereur, il n'y aurait pas de gouvernement en France. »

La liberté de la presse est abolie depuis longtemps. Tous les journaux, sauf quatre, le *Moniteur*, le *Journal de l'Empire*, la *Gazette de France* et le *Journal de Paris*, sont supprimés. Le décret du 5 février 1810 réglemente les conditions de l'impression et de la librairie : c'est la censure préventive appliquée aux livres et à tout ce qui se publie, à tout ce qui se pense dans l'empire. Les salons sont sous l'œil de la police. A la fin, le Conseil d'État, devenant suspect à son tour, on lui superpose le Conseil privé.

Comme conclusion, toute délibération, toute discussion sont interdites. Selon le mot de Napoléon, surpris lui-même : « Un homme est tout. » La leçon recueillie des révolutions de Florence s'est accomplie : c'est le « gouvernement d'un seul... »

Rappelons, cependant, les circonstances dans lesquelles Napoléon constate cette table rase : il vient de traîner l'Europe à l'assaut de l'Empire russe, et il a échoué. Il vient d'apprendre que la conspiration de Malet a failli réussir. Il accourt pour arrêter, à Paris, les résolutions de l'agonie. Le Sénat a déjà la figure glaciale de l'abandon. L'Homme de la Destinée sent qu'il a fatigué jusqu'au destin lui-même. L'énorme France qu'il a créée a perdu son sang par toutes les veines ; elle est couchée pantelante sur les grands chemins du monde. « Un homme est tout... » Et, il le constate lui-même, le régime n'est plus rien. Une constitution a manqué au système qui préten-

dait se passer de constitution : une loi a manqué à l'homme qui s'était cru au-dessus des lois.

En somme, l'Empire c'est la Révolution sans la Constitution, alors que la Révolution s'était faite au cri : *Une Constitution ou la mort!* Puisqu'on n'avait trouvé aucune formule satisfaisante de pacte constitutionnel, il fut tacitement convenu qu'on s'en passerait. L'Empire, avec l'hérédité, se donnait bien l'apparence d'un système : mais ce n'était, de l'aveu même de Napoléon, qu'un fait, un état. Il n'y a pas comme cas Latins pour s'entendre à tenir en suspens, sans phrases, le regne des lois.

La France s'en remet donc, de ses affaires, à un mandataire possédant, au plus haut degré, les facultés indispensables dans les temps de crise extérieure et intérieure, le génie militaire et le génie de l'ordre.

Napoléon exercera le commandement intégral. Il prend le titre qui lui paraît exprimer le mieux sa mission, celui d'Empereur.

ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'EMPIRE. — LE TERRITOIRE. LA GRANDE FRANCE CONTINENTALE

La première pensée du nouveau chef est, selon l'observation de Fraser, d'étendre le territoire et de développer, dans les frontières élargies, l'autorité gouvernementale en vue d'accroître les moyens d'action et les ressources.

Le nouveau régime se trouve, comme les précédents, en présence des deux problèmes de la sécurité et des subsistances.

La sécurité, c'est affaire aux armées. Et, s'il s'agit des subsistances, dont l'abondance est la condition principale de l'ordre civil et d'un bon entretien des armées, — car Bonaparte ne veut plus revoir les va-nu-pieds et les sans-culottes de Montenotte et de Lodi, — il a, depuis longtemps, trouvé sa solution. La France étant en proie à la crise des assignats, les finances et le crédit public étant au plus bas, la troupe, pour soulager le pays, vivra aux dépens des peuples qui luttent contre la France et auxquels elle a fait largesse de la liberté. A quelqu'un qui lui faisait observer que Robespierre, s'il eût échappé au 9 thermidor, eût péri par le manque d'argent, Napoléon répond : « Détrompez-vous ; il aurait su se créer des ressources. Il lui suffisait de

pousser les armées au dehors pour les y faire vivre dans l'abondance, comme elles y vivent aujourd'hui (1). »

En deux mots, le territoire national et l'autorité gouvernementale s'étendront, grâce à la puissance militaire, jusqu'où il faut pour que la nation vive, se défende et prospère.

Une autre raison vitale dicte cette politique au chef militaire de la France, c'est la guerre avec l'Angleterre. Si l'Angleterre, maîtresse de la mer, bloque les côtes de la France et coupe les communications avec les pays maritimes et les colonies, la France meurt d'inanition. Il faut donc que le continent s'ouvre, pour elle, d'autant plus largement que la mer lui est fermée plus strictement. La population, l'industrie, le commerce, l'agriculture ne peuvent se développer que si des marchés étendus sont assurés à la France et clos, d'autre part, à la concurrence adverse. Pas d'ordre sans travail, pas de travail sans un marché certain.

Ainsi s'impose à l'Empire une politique à la fois expansionniste et protectionniste, qui a pour corollaire l'élargissement constant par la conquête et, au besoin, par le blocus continental. Toute la politique de l'Empire vient de cette double nécessité.

La Révolution avait laissé au Consulat une France agrandie. Quand l'Empire se constitue, elle compte 108 départements. Les plus récemment réunis sont, au premier chef, des appoints d'unité et de sécurité. Il suffit de les nommer : au nord, la Belgique et la Rhénanie ; au sud, Vaucluse, Genève, la Savoie. (Un certain remaniement et l'annexion de la République de Gênes, en juin 1805, établiront le nombre des départements à 107, avec les Apennins, Gênes et Montenotte.) Nous verrons cette masse territoriale se développer pendant l'Empire jusqu'à compter 130 départements.

Il est à peine besoin d'insister sur la puissance stratégique d'une ligne s'appuyant sur la Suisse au centre, et s'étendant au nord et au sud, d'une part, jusqu'à Anvers et, d'autre part, jusqu'à Alexandrie (2).

(1) Récit de J.-P. Collot, chef du service des vivres à l'armée d'Italie, dans son poème, *la Chute de Napoléon*, chant II, note 8. Cité par Jules d'Auriac, *Napoléon raconté par lui-même*, p. 31.

(2) Napoléon a laissé, sur cette ligne du Rhin, une appréciation stratégique

Quant à la valeur économique d'un territoire qui renferme les plus riches vallées de l'Europe, les ressources les plus abondantes et les plus variées, les débouchés les plus commodes par terre et par mer, Anvers et Gênes, Strasbourg et Genève, Bordeaux et le Havre, il suffit de l'indiquer d'un mot. Napoléon est en droit de penser que, sur un tel champ d'activité, avec une combinaison d'efforts bien liés, la population qui l'habite se suffira.

Mais, pour l'héritier de la Révolution, l'activité de production, d'influence et d'échange ne se limite pas au territoire ainsi amplifié : la France, avec sa puissance d'attraction, doit trouver, autour d'elle, des satellites qu'elle entraîne dans son orbite.

Dès 1795, la Hollande, sous le nom de République batave, — avec un remaniement de sa constitution dans le sens centralisateur en 1801, — est soumise à l'influence française, et c'est un point d'appui considérable dans la lutte contre l'Angleterre. Napoléon, lors de la rupture de la paix d'Amiens, paraît bien avoir fait, de l'occupation de la Hollande, l'axe de sa politique. A partir de 1806, le royaume de Hollande, sous le roi Louis, jouera un rôle non moins capital, mais en sens contraire, et deviendra une des pierres d'achoppement du système.

Nous avons indiqué l'état de subordination dans lequel l'Allemagne est placée par l'application du traité de Lunéville et par l'autorité que ces traités ont reconnue à la France sur la matière des sécularisations et des médiatisations. On pourrait presque dire que Napoléon y tranche à son gré. A bref délai, l'Empereur fera rentrer de larges morceaux du territoire germanique dans le système des Napoléonides. Dès 1806, il se fera céder par la Prusse, en échange de ce qu'il lui accorde au Hanovre, les duchés de Berg, de Clèves et de Juliers, vieux sujets de rivalité franco-germanique, et il constituera, du tout, un « grand-duché » pour son beau-frère Murat.

Quand Murat ira remplacer Joseph à Naples, le même grand-duché, sous un prétexte d'attente en faveur du prince de

d'une grande portée : « Strasbourg, Mayence, Wesel, voilà les brides du Rhin, dit-il. Ce n'est pas un système de frontières comme en Flandre, système que plusieurs siècles de rivalité entre les puissances ont pu seuls établir, mais c'est un système de trois grandes places de dépôt pouvant gagner une campagne et donner à l'Empire une année de répit, » c'est à-dire, comme nous dirions aujourd'hui, couvrant la mobilisation ». (*Corr.*, XI I, p. 360.)

Hollande, formera quatre départements français (Rhin, Sieg, Roer et Ems) administrés par le comte Beugnot.

Genève a été occupée militairement par les armées républicaines en 1798 : elle reste dans cet état de république subordonnée jusqu'à l'heure où elle sera annexée et deviendra le chef-lieu du lac Léman. L'Acte de Médiation, qui ramène l'ordre dans les cantons helvétiques après de longs troubles sanglants, a reconnu l'indépendance de la République fédérale, mais elle l'a unie à la France par une alliance défensive d'une durée d'un demi-siècle et par une capitulation militaire qui assure un contingent annuel de 16 000 recrues (février 1803).

Le Valais, indépendant sous la protection des trois républiques voisines, reçoit une constitution consulaire qui le rapproche, plus encore, du type de république à la française. Le Simplon, le Mont-Cenis, la rivière de Gênes, toutes les grandes voies militaires ou commerciales percées à travers les Alpes occidentales sont ainsi placées directement ou indirectement sous l'autorité impériale.

En Italie, la tache d'huile s'étend peu à peu. Le Piémont qui, pendant le cours du XVIIIe siècle, s'est accru aux dépens du Milanais, est sous l'autorité militaire de la France depuis 1796. Il composera, dans l'Empire, les départements de la Doire, du Pô, de la Stura, de la Sésia, de Marengo, tandis que la partie orientale deviendra le département d'Agogna (Novare) dans le royaume d'Italie (1805).

La République cisalpine avait été fondée par Bonaparte en 1797 : ayant pour capitale Milan, elle s'étendait sur le Milanais, les provinces vénitiennes, Mantoue, en plus Modène, les légations de Bologne, Ferrare et la Romagne : elle avait vécu jusqu'en 1798, et, après Marengo, avait été reconstituée à la suite de la consulte de Lyon sous le nom de République italienne (1802). Elle dura deux ans sous la présidence du premier Consul qui avait délégué la vice-présidence à Melzi. Mais Napoléon empereur se coiffe lui-même de la couronne de fer et le royaume d'Italie devient un pays *uni* à la France dont la vice-royauté sera déléguée à Eugène Beauharnais.

Le pays de Piombino, cédé à la France en 1801, fut donné en toute propriété, comme principauté d'Empire, à la sœur de Napoléon, Élisa; Lucques échut au mari de celle-ci, le sénateur prince Bacciochi; Parme, Plaisance et Guastalla furent rattachés

à la 28e division militaire et reçurent les lois françaises (juillet-août 1805) (1). La République de Gênes a vu sa constitution modifiée et subordonnée en attendant *l'incorporation* du 4 juin 1805.

Pour le moment, Rome, en raison de la situation spéciale du Pape, Naples, en raison de l'hostilité violente de la Russie, l'Espagne prise entre ses deux politiques, celle de la terre par les Pyrénées, celle de la mer par ses colonies, le Portugal, en raison de l'éloignement, échappent encore à l'influence directe de Napoléon. Mais, déjà, tous courbent la tête, pressentant leur destinée.

Dans l'ensemble, l'Europe occidentale subit l'ascendant de l'astre naissant; au début et jusqu'à l'entrevue de Tilsit, Napoléon est moins un conquérant qu'un organisateur. Le monde, ébranlé, demande qui le rassoie sur des bases solides. Comme la Suisse, les peuples implorent un « médiateur ». Et c'est pourquoi le travail d'ajustement ou de réajustement intérieur fait partie en quelque sorte de l'action militaire.

Napoléon est l'ouvrier appelé à façonner, selon les nécessités de l'histoire, cette Europe qui, tout en restant attachée au passé, veut cependant *être autre chose*. Pour qu'il la modèle et la sculpte, Napoléon doit l'avoir dans la main. Il lui faut son Europe à lui; il la prend.

Or, ce qu'il lui infuse d'abord, c'est la Révolution. En France, après dix ans de luttes atroces, la grande transformation économique, politique et sociale s'achève; quand Napoléon arrive, c'est surtout pour réparer et reconstruire. Dans les nouvelles zones d'influence française, au contraire, la Révolution ne fait que commencer; Napoléon y introduira, de haute lutte, les principes que les peuples hésitent encore à adopter; il y a là une sorte de brusque dénivellation dans le champ d'activité de Napoléon qui finira par amener de graves difficultés. La France et l'Europe ne sont pas sur le même plan.

L'Empereur n'en poursuit pas moins sa tâche. Il applique aux pays nouvellement adjoints à l'Empire les méthodes gouvernementales auxquelles la France se soumet. Mais là, pour réussir, il eût fallu agir avec un tact infini. Tout au contraire, la main impériale est rude, la discipline militaire est brutale, les contributions et les réquisitions sont insupportables.

(1) *Correspondance*, XI, p. 2.

Le territoire est agrandi, c'est vrai. Mais, les responsabilités n'en sont que plus écrasantes ; la masse continentale récente, bloquée du côté de la mer, reste lourde et mal articulée. A partir de 1807, on verra grandir, de ce côté, un obstacle d'une force inouïe à la politique d'expansion et d'organisation impériale.

MOBILISATION GÉNÉRALE DE LA PLUS GRANDE FRANCE

Dès le début du règne, l'administration du vaste empire n'est donc, pour les raisons multiples qui viennent d'être exposées, qu'une mobilisation continue. Si l'on cherche à déterminer la somme de travail fournie par Napoléon à ce sujet et l'effort produit par l'ensemble des peuples auxquels il commande, on trouve quelque chose d'invraisemblable et qui tient du miracle. Rien que par l'examen de la *Correspondance*, on constate que les documents concernant les questions militaires sont de dix fois au moins les plus nombreux.

Le projet de descente en Angleterre et la grande manœuvre navale qui aboutit à Trafalgar forment, dans leur ensemble, une si colossale affaire, ces deux entreprises communes ont exigé une si longue, si minutieuse, si coûteuse et si vaine préparation, le chef, d'abord, puis ses subordonnés, puis les masses ont été accablés d'un tel surcroît de charge que tous en sont restés pantelants.

Cet effort gigantesque n'est pas détendu qu'il faut le développer encore et le retourner subitement en l'orientant vers la grande guerre continentale qui se développera, pour ainsi dire, sans interruption, jusqu'à Tilsit.

L'histoire intérieure de l'Empire ne peut être claire que si l'on a toujours présent à la pensée le spectacle de cette espèce d'écoulement, pendant de longs mois et années, de toutes les forces nationales vers un seul point de l'Empire : Boulogne.

On a dit que Napoléon faisait la guerre à bon marché ; on a établi, qu'à force d'attention et de soins minutieux, il sut ramener la dépense, par homme, à la somme très minime de 700 francs. En admettant même que le chiffre fût, comme on l'a dit également, de 1 000 francs par tête, on ne peut que reconnaître la prodigieuse application de l'Empereur, sa minutieuse connaissance des détails, sa volonté rigide, qui permirent de tenir, — officiellement du moins, — le budget de la

guerre, pendant son règne, à des chiffres relativement modérés.

Cela dit, Napoléon était le premier à reconnaître que l'état de guerre permanent accablait la France d'une charge fiscale énorme. Il écrit, le 14 avril 1806 : « La défense de la France me coûte la moitié de ses revenus. (1) » On ne doit pas oublier, en outre, que le système napoléonien, qui consistait à faire payer la guerre par la guerre, échappe à toute évaluation budgétaire. Ces razzias en pays occupés, ces contributions exigées des provinces et des villes, ce sont des *dettes* qui s'accumulent et qu'il faudra bien régler, un jour ou l'autre. En plus, les chiffres du budget militaire vont toujours croissant ; ils pèsent lourdement sur la politique intérieure de l'Empire ; ils épuisent les peuples et contribueront à produire ce découragement, cette désaffection qui, graduellement, porteront la plus grave atteinte au système tout entier.

La guerre perpétuelle a une autre conséquence sur la politique intérieure : la conscription est appliquée selon des règles de plus en plus strictes, non seulement sur l'ancien territoire national, mais dans les pays nouveaux. On peut dire qu'aux yeux de l'Empereur, le mérite d'un préfet ou d'un administrateur, même d'un évêque, se mesure au nombre et à la fidélité des recrues. En revanche, les résistances s'affirment et se multiplient peu à peu. Dès 1809, le maréchal Lannes signale le péril qui vient de là : « Que de paysans, braves aussi, sont traînés avec désespoir à la conscription et s'en échappent comme ils peuvent ! Le nombre des réfractaires est grand et accuse non pas le courage de la nation qu'on épuise, mais l'abus accablant de la guerre. Il faut déjà employer les troupes à l'intérieur pour faire rejoindre les conscrits attardés... » A ce point de vue, tout l'Ouest échappe peu à peu à l'ordre napoléonien et redevient une Vendée. Malgré le soin extrême que prit l'Empereur de demander et d'imposer des contingents militaires à tous les pays sur lesquels s'étendait son action impériale, la France s'épuisait et la Grande Armée, à défaut de ces contingents étrangers, n'est plus qu'une simple armée de cadres (2).

C'est entendu, cette politique militaire est l'objet même et l'essence du régime impérial. Les résultats sont magnifiques et,

(1) *Corresp.*, XII, 283.

(2) Cf. de Dohna, réfutant Clausewitz, *Napoléon au printemps de 1807*, traduit par G. Douare, p. 50-55.

jusqu'en 1812, « la victoire couronne les aigles ». Il convient, pourtant, de tenir compte du prix dont on la paye pour comprendre la rapide évolution du règne et l'extraordinaire usure des ressources, qui est la contre-partie des plus étonnants succès militaires qu'ait connus l'histoire.

ORGANISATION CIVILE INTÉRIEURE. — LA FIN DE LA RÉVOLUTION. L'APAISEMENT

Cette pensée d'un effort constant et inouï étant toujours présente à l'esprit pour marquer le poids qui s'ajoute au poids normal du gouvernement d'un grand pays au lendemain d'une révolution sans précédent, il faut considérer, dans ses ressorts intimes, le système de l'administration impériale.

Napoléon célébrait lui-même, à Sainte-Hélène, non sans quelque emphase, son rôle historique, comme créateur d'une administration moderne. « Rien, disait-il, ne saurait désormais détruire ou effacer les grands principes de notre révolution ; ces grandes et belles vérités doivent demeurer à jamais, tant nous les avons entrelacées de lustre, de monuments, de prodiges; nous en avons noyé les premières souillures dans des flots de gloire ; elles sont désormais immortelles ! Sorties de la tribune française, cimentées dans le sang des batailles, décorées des lauriers de la victoire, saluées des acclamations des peuples, sanctionnées par les traités, les alliances des souverains, devenues familières aux oreilles comme à la bouche des rois, elles ne sauraient plus rétrograder... »

Le premier effort de Napoléon, suivant la ligne tracée par Bonaparte, est un effort d'apaisement. Les préfets reçoivent, à ce sujet, un pouvoir qui les met au-dessus des passions locales, au-dessus des forces représentatives, au-dessus du suffrage lui-même et qui fait d'eux des « empereurs au petit pied ».

C'est le premier mot de leurs instructions : « apaisement ». Et c'est la pensée politique que nous retrouverons partout, notamment dans l'impulsion donnée à la société et aux mœurs. Napoléon écrit à Joseph en lui exposant le fonds et le tréfonds du système : « ...C'est moins pour Naples que pour la France, *où j'ai besoin de fonder une union de toutes les classes de citoyens et de tous les préjugés* (1). »

(1) *Corresp.*, XII, 400.

Une des plus grandes difficultés, à ce point de vue, c'est le règlement du conflit répandu sur tout le territoire et relatif aux biens des seigneurs et du clergé jetés sur le marché, à titre de *biens nationaux*, par les lois révolutionnaires.

La propriété bourgeoise et paysanne s'est substituée légalement à la propriété privilégiée et de mainmorte. L'émigration a facilité cette violente expropriation et appropriation. En politique, quitter, c'est renoncer. Les intéressés eux-mêmes ont fini par comprendre, qu'en les entraînant à abandonner leur foyer et le sol de la patrie, on les avait trompés. Après Thermidor, un personnel ennemi des excès révolutionnaires a ressaisi quelque chose de l'autorité politique. Les émigrés de l'intérieur et les émigrés du dehors reprennent leur place au foyer national. Mais ceux qui sont « rentrés » ou qui viennent de « ressortir » trouvent leurs biens aux mains des « acquéreurs » qui se sont libérés facilement avec la monnaie dépréciée des assignats.

Le règlement de cette grave difficulté fut un des plus heureux résultats obtenus par l'administration impériale et c'est une des bases politiques de la France moderne. Nous rappellerons, en deux mots, la méthode inaugurée par le Consulat et suivie par l'Empire pour en finir avec cet immense transfert de droits qui est, en somme, la Révolution elle-même.

Une partie considérable des « biens nationaux » est restée aux mains de l'État ; tout n'est pas cédé à des particuliers. Le premier Consul (et, ensuite, l'Empereur) garde cette valeur qui reprend peu à peu son prix, comme une sorte de trésor public où il puise selon ses besoins et dont il se sert pour les vastes fondations jetées par lui « comme des blocs de granit » dans les dessous de la nouvelle société (Légion d'honneur, Invalides, Université, Sénatoreries, noblesse militaire et civile, etc.).

Quant aux biens vendus par la nation à des particuliers, la position des nouveaux propriétaires, au point de vue légal, est la suivante : en cas de litige, la juridiction compétente n'est plus désormais les tribunaux civils ordinaires, mais les tribunaux administratifs. Cela veut dire que la politique garde la haute main sur toute cette grande affaire.

Les administrations départementales avaient, dès la Révolution, reçu, en cette matière, le droit *d'élever les conflits*. Le

Gouvernement (c'est-à-dire, sous l'Empire, le Conseil d'État) reste le juge sans appel. Et la jurisprudence inébranlable fut la suivante : les paiements en assignats, étant admis comme libératoires pour le trentième de leur valeur nominale, les tribunaux qui condamnaient un acquéreur, ainsi libéré envers la République, à payer une seconde fois, virent leurs jugements cassés et furent sévèrement admonestés, au besoin, par le premier Consul lui-même. Tout appel contre la nation fut évoqué devant le Gouvernement, c'est-à-dire devant l'autorité politique, et celle-ci fit sien le principe proclamé solennellement et jusque dans le serment du sacre : « Le premier devoir du peuple français, la première politique de la République sera toujours de maintenir intacts, et sans aucune espèce de distinction, les acquéreurs de biens nationaux. En effet, avoir eu confiance dans la République, lorsqu'elle était attaquée par l'Europe entière, avoir uni son sort et son intérêt privé au sort et à l'intérêt général, ce sera toujours un acte mémorable aux yeux de l'État et du peuple (1). »

Les revendications des émigrés se heurtèrent à ce parti pris décisif : « Ils n'ont pas été contraints de s'exiler, disaient les théoriciens du système, ils ont pris part à la lutte contre leur pays ; ils ont succombé : qu'ils subissent leur destinée ! »

C'est à peine si, dans les cas où les biens des émigrés n'avaient pas encore été l'objet d'attributions soit publiques, soit particulières, quelques arrangements exceptionnels permirent d'adoucir des rigueurs inutiles ou dangereuses.

En fait, malgré la largeur de vues du Gouvernement, la grande masse de la nation resta toujours, pour tout ce qui paraissait porter atteinte à cette conquête de la Révolution, sur une réserve soupçonneuse. Thibaudeau fait observer que, tandis que le *Moniteur* fut encombré d'adresses envoyées de toutes parts au Gouvernement à l'occasion de la publication du Concordat et de la paix continentale, *pas une seule de ces manifestations* ne remercia le premier Consul de l'amnistie et du rappel des émigrés, qui fut bien son œuvre à lui. Cela ne fait qu'exhausser son mérite propre. Mais, malgré ses efforts, parfois courageux, la question des « biens nationaux » pèsera sur la politique intérieure française pendant toute la première moitié du XIXe siècle.

(1) Thibaudeau, *Histoire*, II, 365.

LA PROPRIÉTÉ. — LES SUCCESSIONS. — LA FORTUNE IMMOBILIÈRE, BASE DE L'ORGANISATION NOUVELLE

Dans l'ensemble, un réel apaisement se produisit ; peu à peu, la confiance se rétablit. Par l'application du Code civil et par la consolidation des acquisitions de biens nationaux, une nouvelle forme de la propriété et de la société française se développa, confirmant ainsi la « Révolution » accomplie.

La pensée des physiocrates et des premiers initiateurs se réalisait par la nouvelle attribution de la terre ; l'union des bourgeois et des paysans était fondée comme une base inébranlable de la nation ; ces deux classes avaient, désormais, les mêmes conquêtes à défendre, les mêmes ambitions à développer, le même avenir à assurer.

La dispersion de cette masse énorme de biens ruraux entre les mains des travailleurs, la multiplication des petites propriétés, l'application des règles du Code civil, créèrent un nouveau régime de vie publique. La féodalité et le privilège avaient disparu ; une masse considérable de petits propriétaires s'attachait fortement au nouvel ordre public et national. Le mot d'internationalisme n'existait même pas.

Dans le cadre national élargi par la conquête, la propriété individuelle, *à la romaine* et de tradition méditerranéenne, celle que Fustel de Coulanges a donnée comme le fondement de la famille et de la cité, celle que Portalis qualifie « le principe et l'âme universelle de la législation », se consolidait. Locré répète le mot de Napoléon : « La propriété, c'est l'inviolabilité dans la personne de celui qui la possède : moi-même, avec les nombreuses armées qui sont à ma disposition, je ne pourrais m'emparer d'un champ, car violer le droit de propriété d'un seul, c'est le violer dans tous. » L'horreur du communisme et d'un groupement quelconque capable de se dresser contre l'autorité publique ou d'empiéter sur la propriété particulière, anime cette nouvelle législation appuyée, comme nous le verrons, sur de nouvelles mœurs. Les choses vont si loin que, même l'expropriation pour cause d'utilité publique, n'est acceptée qu'à regret.

Le sentiment que la Révolution a laissé dans les âmes, c'est la haine de tout pouvoir intermédiaire, de tout groupement,

quel qu'il soit, tendant à devenir un État dans l'État. Partage égal des fortunes entre les enfants, suppression des distinctions dans la famille et dans la société, abolition des privilèges corporatifs ou individuels, tels sont les résultats acceptés désormais.

L'ordre nouveau est un aplanissement; les conséquences ne tarderont pas à s'ensuivre : petite propriété, petites ambitions, petites dépenses; travail, épargne, économie, placements timides, égalité bourgeoise et démocratique, émergence paysanne, crainte de l'innovation et du risque, attache unique à la terre, ténacité pour la cultiver, courage pour la défendre.

Napoléon n'est pas sans prévoir ces conséquences : il a contribué à l'aplanissement, mais il craint d'en arriver à l'effritement. Il cherche, dès lors, une armature nouvelle, et qu'il voudrait plus robuste, au corps social ébranlé et menacé de tomber en poussière. Le fond de sa pensée est exprimé dans la lettre, déjà citée, qu'il écrit à Joseph, roi de Naples, le 5 juin 1806, à propos de l'application du Code civil : « Établissez le Code civil à Naples. Tout ce qui ne vous sera pas attaché va se détruire en peu d'années, et ce que vous voudrez conserver se consolidera, voilà le grand avantage du Code civil. Il consolidera votre puissance, puisque, par lui, tout ce qui n'est pas fidéicommis tombe, et *il ne reste plus de grandes maisons que celles que vous érigez en fiefs*. C'est ce qui m'a fait prêcher le Code civil et m'a porté à l'établir (1). »

Le fond et l'aboutissant du système serait donc là : reconstitution, d'abord, d'une élite que nous allons étudier, celle des propriétaires « plus haut imposés », puis d'une certaine forme de fiefs, et d'une aristocratie moderne, en vue de colmater, par un réajustement pour ainsi dire mécanique, le sol bouleversé et pulvérisé.

Mais, ici, la volonté impériale devait trouver sa limite. Hercule lui-même n'eût pas été de force à remonter si haut le courant de la Révolution.

LACUNES DE L'ORGANISATION SOCIALE NAPOLÉONIENNE

Certaines lacunes graves, des défauts, d'abord inaperçus, se révéleront, par la suite, dans l'organisation du pays telle qu'elle est réalisée par la forte main de Napoléon.

(1) *Mémoires* de Joseph, t. II, p. 275.

Les problèmes touchant à la richesse mobilière, au capital argent, au crédit, ne sont ni traités, ni prévus. En ces matières, Napoléon, nous l'avons dit, est sensiblement plus attardé que son époque ; il n'a aucune prescience de *l'ordre industriel* qui naît, alors que les premières machines à vapeur sont en marche sous ses yeux. Au ton dont il parle « des marchands, boutiquiers, accapareurs, mercantis, banquiers, etc., » on sent bien qu'il en est resté au vieil axiome du droit romain et féodal : *Mobilium vilis possessio*. Cette insuffisante pénétration des réalités actuelles et prochaines a beaucoup contribué à la chute de Napoléon ; car si son admirable génie militaire a failli battre l'Angleterre, l'Angleterre l'a battu, elle, par sa science du crédit.

La politique impériale, fille de la politique révolutionnaire, n'a pas été mieux avertie, quand il s'est agi de sauvegarder les droits des faibles, des pauvres, des isolés. La société est une pyramide qui, reposant sur sa base, le peuple, pèse sur lui de tout son poids : que celui-ci accepte et se résigne, c'est son lot. On lui a assuré le droit politique et l'égalité civile, cela suffit ; quant à ses droits économiques, quant à son droit à la vie, au travail, au mieux-être, ni l'État, ni la nation n'en ont cure. La propriété, c'est tout. Une revendication quelconque, même paisible, d'un droit corporatif, d'une propriété corporative, apparaît comme un commencement d'insurrection. Puisqu'on a détruit les privilèges, les jurandes, les maîtrises, ce n'est pas pour les faire renaître sous la forme d'associations ou de groupements indépendants de l'État. Donc, pas de question ouvrière, pas de contrat collectif du travail, pas de défense collective du salaire ; nulle réglementation d'État contre l'exploitation patronale, nulle protection légale de la femme et de l'enfance, nulle réglementation spéciale en matière d'accidents ou pour cause de vieillesse. La vieille charité chrétienne suffit (1). Aucun autre adoucissement à la loi d'airain.

De si graves lacunes viennent, encore une fois, de l'imprévision frappante de la génération politique post-révolutionnaire en ce qui concerne le progrès de l'industrie ; elles proviennent aussi du principe de subordination, de cette appréhension du désordre, de cette discipline uniforme et de cet alignement dans le rang imposés si naturellement à la nation par le chef

(1) V. *Exposé de la Situation de l'Empire*, 1803.

militaire auquel elle s'est confiée; elles viennent surtout de la haine invétérée subsistant au cœur du peuple français contre toute exception et privilège social.

Se heurtant à ce sentiment, Napoléon, en dépit de ses grands desseins de reconstruction et de consolidation, ne fit pour les masses proprement dites rien de durable. Son temps fut plus fort que lui. La société nouvelle, non consolidée par les fameux « blocs de granit », resta une poussière d'hommes, dans les cadres d'une administration compartimentée, rigide et sans âme. Sur cette poussière, l'absolutisme impérial régna sans obstacle.

ORGANISATION DU CORPS POLITIQUE. — UNE ÉLITE : LES PLUS HAUT IMPOSÉS

Il faut essayer de préciser, maintenant, les conditions du régime politique intérieur, tel que le conçut Napoléon ou, plus exactement, tel que les idées du temps le réalisèrent durant la période napoléonienne. Car Napoléon ne fut pas un législateur, un Lycurgue. Il plongea, avec ses ambitions, dans le courant de son époque et en tira ce qui lui parut s'adapter à son naturel et au mieux de son exigeante carrière.

La Constitution de l'an VIII, la Constitution de Sieyès qui servit de cadre, un peu théorique et « idéologique », aux aspirations politiques de Bonaparte, était née d'un mouvement de réaction contre les excès des clubs terroristes. Ceux-ci avaient été les maîtres sanglants d'une très courte période de l'histoire de France. Les politiciens qui « avaient vécu » et qui les avaient renversés, avaient été saisis d'une haine aveugle contre ce qu'ils appelaient « la démocratie brute ». Une telle démocratie, disaient les hommes de Thermidor, est une absurdité : il faut l'*organiser*. A la recherche d'un principe d'organisation, le Solon du Luxembourg avait trouvé la fameuse formule : « La confiance vient d'en bas, l'autorité vient d'en haut. »

Cela voulait dire qu'on supprimerait les magistratures et les fonctions *élues* et que le pouvoir central, le Gouvernement, ressaisirait l'autorité sur toute la hiérarchie administrative et judiciaire, par la nomination des agents de l'autorité publique.

Cependant, pour ne pas dépouiller entièrement le suffrage, on lui avait laissé, comme une fiche de consolation, le droit de dresser des listes de *notabilités* communales, départementales et

nationales, sur lesquelles le pouvoir ferait son choix. Par un mécanisme compliqué, les notoriétés locales se triaient elles-mêmes, en quelque sorte, et, par leur influence sur le suffrage, elles constituaient, parmi elles, des *élites* superposées où le pouvoir n'avait qu'à puiser les dévouements dont il avait besoin.

De cette machine, Bonaparte garda quelque chose, mais en l'adaptant à ses idées, à sa tradition romaine et corse, à son respect naturel pour la grande propriété, pour cette fortune solide et stable à laquelle, en bon *condottiere*, il a aspiré toute sa vie, avec une envie folle et presque comique de devenir « grand propriétaire (1) ».

Thibaudeau nous fait assister à l'habile manœuvre de Bonaparte pour assurer au propriétaire, au grand propriétaire, le rang qu'il lui réserve dans la nation. Devant le Conseil d'État, Rœderer demande le maintien des listes de *notabilités*, et il en défend le principe. Le premier Consul déclare, d'abord, le système « absurde » ; c'est un « enfantillage », une « idéologie » : « cinquante hommes réunis par un temps de crise, s'écrie-t-il, n'ont pas le droit d'aliéner les droits du peuple. La souveraineté est inaliénable, etc. » Ceci dit, comme s'il avait épuisé son vieux levain révolutionnaire, le voilà soudain qui s'accommode des « listes », à une seule condition : qu'elles soient placées sous l'œil et la surveillance du pouvoir. Avec le temps, il tirera à lui, par ce moyen, toute l'autorité sociale dans une démocratie « organisée », et les « notabilités » de Sieyès deviendront ses instruments de règne, — minorité riche, influente et dévouée, placée dans la dépendance des préfets.

Napoléon ne tarda pas à ne plus rien dissimuler de sa conception propre à ce sujet ; il s'en explique clairement, cette fois, dans la *Note du 9 mars 1805*, document capital et vraiment initiateur de l'histoire du siècle. Les choses tournent alors à une sorte de constitution politique censitaire, octroyée administrativement par la volonté impériale et qui crée une élite politique et sociale de la richesse : c'est la classe *des plus haut imposés :* 600 *imposés* par département et 30 *plus haut imposés*, voilà toute la collaboration d'opinion et d'action que l'Empire laisse et consent au pays ; bien entendu, les listes en question sont dressées sous une surveillance et une censure des plus strictes.

(1) Voir, dans sa *Correspondance*, les lettres à Joseph, tome I, *passim*.

L'Empereur dicte l'application du système dans la pratique : « L'intention de l'Empereur, dit la note, est de ne comprendre, parmi les 30 « plus haut imposés », que des personnes appartenant *aux familles les plus considérables* par leur existence antérieure et présente, par l'étendue de leur liaison de parenté dans le département, par leurs bonnes mœurs et leurs vertus publiques et privées. Quand on dit « les familles les plus considérables », on n'entend pas celles qui jouissaient de plus de considération dans l'ancien ordre de choses, à raison de leur extraction, quoique l'on n'entende pas non plus que ces circonstances antérieures doivent les exclure; mais on entend spécialement les bonnes familles qui appartenaient *à ce que l'on appelait autrefois le tiers état*, partie la plus saine de la population et que les liens les plus étroits et les plus nombreux attachent au Gouvernement... C'est parmi ces familles que doivent être nécessairement pris les deux tiers au moins des soixante individus sur lesquels seront choisis les 30 plus haut imposés. On éloignera, en général, de cette liste, les propriétaires qui ne sont rentrés en jouissance de leur fortune que depuis l'an VIII, parce qu'auparavant ils étaient émigrés... »

Rien de plus clair. Les notables appartiendront, en général, à l'ancien tiers état : peu de noblesse, pas d'émigrés, une *classe dirigeante* se rattachant à la bourgeoisie bien née, instruite et riche, telle sera la formule sociale et politique de Napoléon, du moins dans les premiers temps de l'Empire; elle deviendra, par la suite, la formule du siècle. L'Empereur aura ainsi dégagé, pour ses successeurs, comme une première épreuve de la monarchie censitaire, il aura recruté, d'avance, les premiers cadres du « philippisme ».

Cela ne surprendra pas, si l'on se remémore la tendance politique des hommes qui entourèrent Bonaparte à ses débuts, et qui furent ses premiers « professeurs pour le civil » : Sieyès, Talleyrand, Cambacérès, Lebrun, Rœderer, Portalis et tant d'autres. Ces législateurs, ces administrateurs remplissaient son Conseil d'État, son Tribunat, son Corps législatif, son Sénat. Ils n'avaient pu se passer de lui ; mais lui ne pouvait se passer d'eux. Il fallait bien accorder quelque chose à leur assistance inquiète et marchandée, quelque sécurité contre un retour des violences populaires, une certaine sauvegarde contre une restauration de la légitimité, épouvante secrète des régicides.

La bourgeoisie parlementaire qui a fait, en somme, la Révolution, est bien en droit de réclamer sa propre part à ce soldat qui en est le principal bénéficiaire. Comment pourrait-il refuser à cette classe (car la politique n'est jamais qu'un échange de générosités intéressées), comment pourrait-il lui refuser ce minimum dont se satisfont, maintenant, ses revendications assagies? Une prééminence sociale, des honneurs, des places, des titres, une « notabilité »! Napoléon l'a compris. Si puissant qu'il soit, il ne peut vivre seul : à « l'anarchie » inorganique, menaçante, il a opposé cette organisation d'une *élite* qui sera chargée, spécialement, de la fusion entre le passé et l'avenir.

Un fait précis montrera la pensée descendue, si je puis dire, dans les faits : en floréal an XIII, la désignation des *collèges électoraux* de Paris a lieu sous la haute surveillance du préfet de la Seine, Frochot. Celui-ci constate, « par les choix qui ont été faits, que les électeurs étaient animés du désir de seconder les dispositions du Gouvernement pour le rétablissement et le maintien de l'ordre et de la tranquillité ». Les choix sont, en effet, les suivants : pour le Sénat, le duc de Luynes et Pastoret; pour le Corps législatif, Brière-Mondétour, Bellart, Caze de la Bove, ancien intendant du Dauphiné, et le général Masséna. Après l'élection, Lucien Bonaparte, fougueux démagogue de la veille, dit, en sa qualité de président du collège électoral : « Les principes de *notre nouveau système électoral*, conçu fortement et d'un seul jet, ne reposent plus sur des idées chimériques, mais sur la base même de l'association civile, *sur la propriété* qui inspire un sentiment conservateur de l'ordre public... Aujourd'hui, le droit d'élire est devenu, d'une manière graduelle et tempérée, le *partage exclusif* de la classe la plus éclairée et la plus intéressée à l'ordre (1). »

Faites attention! Les hommes dont les noms figurent sur cette liste seront, durant les années de l'Empire, les directeurs désignés de la population parisienne. Eux et leurs semblables se succéderont sans heurt et sans contestation, même après l'Empire et pendant un demi-siècle au moins : sénateurs, députés, maires, conseillers, magistrats.

Il en sera de même dans tous les départements. Choisis par *le premier gouvernement de l'ordre*, ils rempliront conscien-

(1) De Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon*, II, 55.

cieusement leur mission et, selon le mot, impayable dans la bouche de Lucien, seront, jusqu'au bout, des « conservateurs ».

En se prononçant ainsi, Napoléon, devenu empereur, n'était que logique avec lui-même. Une des premières et des plus hardies, des plus originales créations du Consulat n'avait-elle pas été, en effet, l'ordre de la Légion d'honneur ? Cherchant encore sa véritable pensée gouvernementale, Bonaparte s'en était tenu là pour le moment, insistant auprès du Conseil d'État, sur la nécessité « d'exhausser les mérites civils au rang des services militaires » : « Si l'on distinguait les hommes en militaires et civils, disait-il, on établirait deux ordres, tandis qu'il n'y a qu'une nation ; si l'on ne décernait les honneurs qu'aux militaires, cette préférence serait encore pire ; car, dès lors, la nation ne serait plus rien (1). »

Ainsi, Bonaparte avait préparé son ascendant civil et l'Empereur, par son union, de plus en plus étroite, avec la propriété et la fortune acquise, l'affirmait.

SUPRÊME CRÉATION : UNE NOBLESSE. — ÉCHEC DU SYSTÈME

Napoléon, une fois sur le trône, tend à élargir encore ses vues en matière de constitution sociale. Si naturellement hiérarchique, il songeait toujours à une correction des principes de la Révolution, du moins sur la matière de l'égalité et de l'hérédité. Un peu plus tard, il revient sur le sujet devant ce même Conseil d'État : « Si l'on se place après la Révolution et dans la nécessité d'organiser la nation, disait-il en 1806, on pensera qu'il y a quelque chose à faire : on a tout détruit, il s'agit de recréer. Il y a un gouvernement, des pouvoirs, mais tout le reste de la nation, qu'est-ce ? Des grains de sable... Croyez-vous que la République soit définitivement assise ? Vous vous tromperiez fort. Nous ne l'avons pas, nous ne l'aurons pas si nous ne jetons dans le sol de la France quelques masses de granit. Croyez-vous qu'il faille compter sur le peuple ? Il crie indifféremment : « Vive le Roi ! Vive la Ligue ! » Il faut donc lui donner une direction et *avoir, pour cela, des instruments.* J'ai vu, dans la guerre de Vendée, *quarante hommes diriger un département* (2). »

(1) Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 80.
(2) *Ibid.*, II, 479.

Quarante hommes par département ! Telle est l'idée fixe de Napoléon.

Non satisfait de son système des « plus haut imposés », il fait un pas de plus, le pas décisif : et, à propos d'un cas particulier, il glisse en quelque sorte un projet couvé depuis des années. Par le sénatus-consulte du 14 août 1806, il introduit de nouvelles distinctions sociales en abolissant, en faveur de ses parents d'abord, puis des hautes notabilités de l'Empire, la règle qui interdit les substitutions : « L'Empereur, dit un des hommes qui a le mieux connu sa pensée, mais qui, sur ce point, la combattait fermement, Thibaudeau, l'Empereur s'attribuait la faculté d'autoriser un Français à substituer ses propres biens pour former la dotation d'un titre héréditaire érigé en sa faveur et transmissible à ses descendants. Il rétablissait, donc, en France, les substitutions et les titres abolis par la Révolution et d'une manière incidente à une affaire particulière, celle de Guastalla, il décidait une question de la plus haute importance et jetait les fondements de la noblesse avec tout son cortège ; car, à dater de ce moment, on devait la regarder comme rétablie... »

Ici encore, Napoléon a une arrière-pensée : il entend consolider le trône en consolidant la société politique. Pour cela, il ne voit toujours d'autre appui solide que la propriété, et c'est, maintenant, franchement, la *grande propriété*. Il écrit à Joseph, toujours dans cette lettre du 5 juin 1806 : « Les titres ne sont que des titres. Le principal est le bien qu'on y attache. Il faudrait y affecter 200 000 livres de rentes. J'ai exigé aussi que les titulaires aient une maison à Paris, parce que c'est là qu'est le centre de tout le système ; et je veux à Paris cent fortunes, toutes s'étant élevées avec le trône et restant seules considérables, puisque ce sont des fidéicommis et que ce qui ne sera pas elles va se disséminer par l'effet du Code civil (1). » Thibaudeau exprime, en revanche, les réflexions qui restèrent enfermées au cœur des républicains, même de ceux qui avaient collaboré au coup de brumaire : « Que Napoléon, rétrogradant aux temps de barbarie et à l'abus de la conquête, pour récompenser les compagnons de sa gloire, distribuât entre eux les terres des vaincus ; qu'il fît participer aux profits de la victoire

(1) *Corresp.* XII, 432.

les fonctionnaires civils qui l'avaient mérité par leurs services, passe encore. Mais, on le répète avec une intime conviction, au XIXe siècle, créer des fiefs, des feudataires, remettre en honneur les mots seuls de la féodalité, c'était méconnaître son siècle et faire honteusement rétrograder la France ! (1) »

La Révolution se retournait contre elle-même. Napoléon la dépouillait de sa raison d'être, et la traitait comme ces enfants devenus grands qui, selon le mot de La Bruyère, battent leur nourrice. La France se retrouvait précisément ce qu'elle n'avait pas voulu être, un pays d'inégalité et de privilèges. Et ce n'était pas seulement un accident, une circonstance, un flux et reflux de la politique qui ramenait ainsi les choses au point de départ ; c'était un système, une consolidation, une fondation sociale destinée à servir de base à l'édifice chancelant de la quatrième dynastie. Le succès, la victoire, le génie, la discipline, la chance d'un homme, s'opposaient, maintenant, à ce sentiment de l'égalité, grand agent des tempêtes chez cette race qui a l'âme fière et impatiente de son mérite.

Napoléon, plus personnel que Charlemagne, plus absolu que Louis XIV, créait de toutes pièces une noblesse militaire, une sorte de féodalité de la conquête et, comme s'il sentait le besoin de se justifier, il se servait, devant ses conseillers, d'arguments bien inattendus et qu'il répétait, d'ailleurs, à Sainte-Hélène : « Les nations vieilles et corrompues, disait-il, ne se gouvernent pas comme les peuples jeunes et vertueux. On sacrifie à l'intérêt, à la jouissance, à la vanité. Voilà un des secrets de la reprise des formes monarchiques, du retour des titres, des cordons, des colifichets innocents, propres à appeler les respects de la multitude, tout en commandant le respect de soi-même... »

Jouets de la vanité, cordons, colifichets innocents, comme nous voilà loin des « masses de granit » destinées à raffermir une société nouvelle et passée au crible ! En rallumant autour de lui ces cupidités héréditaires, pour s'attacher les nouvelles familles des fonctionnaires et grands propriétaires, le Corse nanti rabaissait une nation généreuse au niveau où il mettait l'humanité. Dès lors, il bâtit sur le sable. N'étant plus l'*homme* de la Révolution, et ne pouvant devenir, à aucun titre, le repré-

(1) Thibaudeau, *Empire*, V, 313.

sentant de la légitimité, il glisse, désemparé, vers la destinée qui l'attend.

Résumons. Sortant de la Révolution, la France était arrivée, par la force des choses et par la logique de son action sur elle-même et sur l'Europe, à un stade qui exigeait un gouvernement fort avec un commandement unique.

Son histoire, toujours pleine d'imprévu et de réussite, rencontrait, à cette heure unique, un homme, le cerveau le plus puissant, le caractère le plus ferme, le génie le plus haut peut-être qui ait illustré les péripéties de l'histoire.

Cet homme n'était pas exclusivement un Français; il ne l'était ni de race, ni de tempérament : c'était plutôt un Romain.

Napoléon se saisit de la Révolution et il la porta jusqu'à sa fin, sans jamais s'unir étroitement à elle; de même, il ne pénétra jamais absolument la France. Sa carrière est un éclair, un incomparable accident. On ne peut pas dire qu'il se soit représenté exactement le vœu français : il ne sait rien de la liberté, rien de l'indulgence sociale, il ignore le droit. Sa loi est la force, non l'équilibre; sa puissance, la violence, non la modération.

Ayant reçu pour tâche, au dedans, une énorme liquidation, il l'accepte, mais il la surcharge d'une lutte sans merci au dehors. La France et les pays satellites vivent, sous son règne, dans un état de guerre constante, par conséquent, de mobilisation accablante, en « état de siège ». Il subordonne tout fatalement, et même ses vues d'homme d'État, à des nécessités militaires de plus en plus exigeantes.

Tous les ressorts tendus à la fois, l'organisation sociale et politique qu'il avait jetée au monde d'un geste et d'un génie sans pareils, s'alourdit et se contracte en un mécanisme rigide n'obéissant qu'à une main unique. Soldat et risqueur, après avoir imposé à la France le gouvernement d'un « seul », il veut, pour finir et pour se justifier, imposer à l'Europe la domination d'un seul.

L'ordre qu'il établit et dont le premier dessein est conforme aux vœux les plus ardents de la génération est, d'abord, un alignement, mais devint bientôt une hiérarchie aux trois degrés, propriétaire, grand propriétaire, noblesse héréditaire.

La nation, d'abord séduite, s'aperçoit peu à peu qu'elle n'a pensé à rien de tout cela : elle ne demandait qu'à travailler

selon ses forces, à retrouver la douceur de vivre, à se consolider au dedans, en s'assurant, au dehors, des amis sûrs au prix de son propre sacrifice; ayant atteint ses limites naturelles, elle n'avait d'autre ambition, si elle en avait une, que d'achever, dans la paix, la refonte totale qui eût allégé, selon son idée et son idéal, le fardeau de la vie à elle-même et à l'humanité.

Elle suit toujours son maître plein de gloire : mais, déjà, elle l'admire plus qu'elle ne le comprend. L'élan qui l'a soulevée jusqu'à la victoire, l'entraîne encore; cependant l'enthousiasme spontané n'y est plus.

A l'apogée du règne, la destinée napoléonienne flotte au-dessus de l'histoire de France comme un ballon lâché dans l'espace, s'auréolant des splendeurs du couchant. Mais le phénomène est désormais d'un homme, non d'un peuple. Une séparation, une rupture, s'accomplit qui amènera, avec une rapidité surprenante, la catastrophe.

Nous allons suivre, dans les faits, l'application du système napoléonien durant ces étonnantes premières années de l'Empire et voir comment, pour avoir surchargé sa mission de la tâche adventice de la conquête du monde, le géant égara ce grand peuple dont l'aspiration, après la crise, se réduisait à ces termes simples : l'*ordre dans* l'*égalité*.

GABRIEL HANOTAUX.

(*A suivre.*)

LE MARIAGE DE HANIFA

DEUXIÈME PARTIE (1)

I

Les compliments du sidi avaient encouragé Hanifa. Elle avait redoublé d'ardeur au travail. Elle revenait de l'école de plus en plus charmée, entièrement conquise par sa maîtresse qu'elle aimait aujourd'hui autant, peut-être plus que sa mère. Elle eût voulu être une parente à elle, sa sœur, sa fille même. Aussi bien, en peu de temps, la petite profane eut-elle dépassé bien des Européennes. Elle avait un carnet bourré de bonnes notes et de félicitations. Elle rapportait à la maison, tous les mois, son billet d'honneur qu'elle rangeait fièrement dans son coffret de toilette, plié en une mousseline blanche. Elle les recomptait chaque fois qu'elle en ajoutait un au paquet. Elle demeurait en extase devant ces billets aux tendres couleurs, où son nom était inscrit en grosses lettres. Le rouge orange lui rappelait sa *fremla*, le rose son foulard du bain, le jaune son collier de louis, le vert d'eau ses escarpins de fête. Et chaque fois, Sid Meziane, émerveillé, transporté de bonheur, offrait à Hanifa soit un louis qu'elle ajoutait à son collier, soit un coupon de velours ou de satin qu'elle cachait pour augmenter son trousseau.

Pourtant, ce dernier mois où elle avait été plus laborieuse, plus brillante que jamais, sa maîtresse avait distribué les billets d'honneur à toutes les compagnes qui en avaient mérité, et elle était passée devant Hanifa sans s'arrêter, feignant même

Copyright by Mme Elissa Rhaïs, 1925.

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

de ne pas la voir. Et ceux-ci étaient mauves, de ce beau mauve que sa mère adorait pour ses foulards. Hanifa suivait la maîtresse avec des regards pleins d'envie et d'anxiété. A mesure qu'elle s'éloignait, son cœur se serrait, les larmes lui venaient aux yeux. Tant que la maîtresse en avait encore un dans la main, Hanifa se disait : « C'est peut-être celui-là, le mien... » Hélas! le dernier avait été remis à une petite Européenne. Hanifa n'y tint plus. Les sanglots jaillirent, comme si une vipère venait de la mordre :

— Oh! ma mère, on m'a supprimée de mes compagnes! On m'a coupée du bouquet! On m'a clouée vivante sur un brancard! On m'a percé mon petit œil! Oh! ma mère, pourquoi? Qu'ai-je fait pour mériter cette amputation?

Mlle Mathieu, tout en s'approchant d'elle pour essayer de la calmer, riait un peu sous cape...

— Je ne sais pas; c'est la directrice qui accorde et envoie les billets; je ne fais, moi, que les distribuer...

— Eh bien! va lui dire que Hanifa est sage, qu'elle est travailleuse, qu'elle est propre, qu'elle est bonne compagne, qu'elle a bon caractère, qu'elle mérite le billet d'honneur mieux que toutes les autres! Va lui dire, mademoiselle!

La maîtresse retenait son rire à grand peine.

— Allons, Hanifa, essuyez vos larmes et je verrai s'il y a moyen, tantôt, de demander votre récompense.

... Sous le préau, toute l'école était réunie. Les maîtresses surveillaient leurs classes avec fièvre, imposaient le silence et l'ordre le plus absolus. Et la directrice arriva, précédant les jeunes filles qui composaient sa classe et marquant le pas, fermement, de ses petits pieds chaussés de bottines noires. Le silence se fit solennel, les maîtresses rougissaient. Mlle Ducoing s'avança, la tête haute, en une robe gris foncé, aux longs plis droits. Et d'une voix charmeuse, elle lut un discours plein de belles phrases instructives, morales, touchantes. Les cœurs étaient gagnés, de petites larmes brillaient au bord des yeux de chacune... Enfin, elle ajouta :

— Mes chères enfants, je suis heureuse aujourd'hui d'avoir à féliciter l'une d'entre vous dont le travail, la conduite ont inspiré à sa maîtresse des notes exceptionnelles, qui ont retenu mon attention. Aussi ai-je tenu à la complimenter moi-même, à vous la présenter, afin que vous la connaissiez toutes et que

vous la preniez pour exemple. Sa place a toujours été : première. En six mois, elle a fait plus de progrès que bien d'autres en des années entières. De plus, cette élève est un symbole. Elle nous montre tout ce que peut la volonté, et d'autre part elle nous prouve son amour pour la culture française et pour notre civilisation. Cette élève, je vais maintenant vous dire son nom : c'est Hanifa Meziane.

Dès que la pauvre Hanifa eut entendu prononcer son nom, elle fondit en pleurs. Mais, cette fois, les pleurs étaient de joie. Et comme la directrice, ne la voyant pas s'avancer, l'appelait, Hanifa courut à elle, lui sauta au cou et lui dit, avec sa franchise ardente :

— Merci, mademoiselle ! Que Dieu vous fasse vivre cent ans ! Vous venez de me rendre la vie !

Les progrès de Hanifa à l'école lui permettaient bientôt de déchiffrer les factures et de lire de courtes lettres des correspondants de Sid Meziane. Le soir, sous les arcades, assis à la turque, la sacoche bourrée de douros, le maquignon s'était installé à faire ses comptes. Il ne se sentait plus d'ivresse à mesure que Hanifa épelait une phrase française et la lui traduisait en arabe. Il abandonnait ses douros, reculait sa chéchia, se frottait les mains et s'exclamait en riant :

— Oh ! ma mère ! oh ! ma mère ! Qu'Allah préserve ma fille du mauvais œil ! Qu'Allah la préserve ! Hé, Fatima ! criait-il à sa femme, viens, viens donc écouter ce rossignol ! Qu'Allah le laisse toujours chanter dans notre maison !

Néanmoins, ce qui occupait Hanifa, plus que l'école, plus que les compliments des maîtresses et la joie paternelle, plus que son petit poulailler ou sa causerie avec Fakhite la mendiante sur le seuil de leur porte, c'était la vision du cousin magnifique, qui l'avait surprise par le beau soir d'automne. Lorsqu'elle était dans sa chambrette à faire ses devoirs, Hanifa reposait souvent la plume pour penser à Saïd. Elle se hissait, elle se penchait par-dessus le pupitre pour humer la place où le jeune homme s'était appuyé, afin de l'écouter lire. Elle caressait la page qu'il avait feuilletée. Le coussin du sofa qu'il avait dérangé était demeuré tel quel : Hanifa ne voulait point le redresser. Elle venait s'asseoir sur le petit matelas, tout près de la place où il s'était assis. Elle le revoyait partout, il allait et venait dans la chambrette et son image égayait son cœur.

Que de fois avait-elle écrit son nom au haut de la page du cahier ! Elle évoquait son visage doux et fier et elle essayait de le fixer sur la couverture, exercice qu'elle affectionnait particulièrement. Mais sa silhouette aristocratique sous les burnous mauves, la coiffure à cordes et les bottes brodées d'argent, campée sur son cheval noir, c'était cette vision qui était demeurée en elle plus vivace que toutes les autres.

Alors elle repoussait, de ses doigts tachés d'encre, la grammaire où l'exercice de langue française était marqué et elle glissait de sa chaise pour aller retrouver Lalla Fatima. Elle se courbait sur son épaule, tandis que cette dernière roulait le couscous ou pilait des piments et elle lui demandait :

— Dis, ma mère, dans combien de temps pourrai-je me marier ?

Cette question posée à brûle-pourpoint surprenait un peu Lalla Fatima.

— Eh bien... dans un an... dans deux ans... plus sûrement dans trois !

— Dans trois ans, répétait Hanifa en cherchant à mesurer cette distance dans sa jeune mémoire. Trois ans, c'est longtemps ?

Et Hanifa s'en retournait pensive vers sa chambre pour aligner les chiffres et calculer combien de jours il lui fallait attendre encore pour se marier... Car elle était sûre que son offrande au marabout de Beni-Saf, portée par le cousin lui-même, ne resterait point sans réponse.

Le soir, sur son petit matelas, auprès de la veilleuse bleue tamisée d'un voile couleur d'or, Hanifa rêvait de la demande en mariage. Elle voyait dans une aurore une caravane s'avancer à pas lents, au rythme de la *raïta* et du tambour de basque ; puis les dromadaires s'arrêter devant leur maisonnette, sa tante descendre la première et pénétrer chez eux comme une fée, entourée des suivantes et des domestiques, qui portaient sur leur tête les plateaux de confiseries, les présents de noces et poussaient des cris joyeux. Puis les jeunes femmes et les jeunes filles invitées aux réjouissances s'éparpillaient dans la cour, se dandinant pour mettre en valeur leurs toilettes merveilleuses et s'écriaient :

— Que Dieu bénisse, que Dieu bénisse cette maison ! On voit la lumière sortir du carrelage !

Au seuil, tel un homme de Dieu, le caïd, son futur beau-père, souriait à Sid Meziane qui accourait pour le recevoir et lui disait en l'embrassant sur l'épaule :

— Allah redouble notre alliance ! Il nous rapproche encore pour faire une union heureuse !

II

Un matin, dans la gloire de l'été naissant, un cliquetis d'étriers, un long hennissement de cheval, enfin un coup impérieux à la porte de la Maison Chaude résonnèrent. En même temps, la voix pleine de gaîté et d'entrain de Sidi Saïd clamait :

— Ouvrez, ouvrez la porte à l'ami du Sultan !

Cela voulait dire :

— Ouvrez la porte a : fiancé !

C'était l'heure du départ pour l'école. Hanifa avait passé son tablier et tendu au cou l'élastique de son petit chapeau rond. Lalla Fatima alla ouvrir à son neveu, qu'elle avait reconnu à sa voix douce.

— Pour du bonheur ta présence ici ?

— Oui, tante, et pour un grand !

Hanifa avait prêté l'oreille. Son cœur se mit à battre, à battre !

— Voilà, pensa-t-elle, c'est la réponse du marabout qui ne s'est pas fait attendre !

Elle reposa son panier de friandises, ôta son chapeau ; elle dégrafait son tablier, quand sa mère rentra avec le beau Saïd.

— Alors, maman, je ne vais plus à l'école?... Dès aujourd'hui, je dois me voiler et faire la femme !

Sidi Saïd était superbe sous une gandourah de haïk à rayures de soie et des burnous blancs d'où pleuvaient des glands d'or. Rasé de frais, il avait l'air d'un jeune pacha en voyage. Sa physionomie s'était attendrie, affinée par la souffrance de l'attente et du désir.

— On dirait un nouvel époux, épanoui d'amour ! lui dit Lalla Fatima.

Le sidi donna à Hanifa un baiser distrait, lui posa quelques questions sur sa santé, puis il dit, en regardant sa montre d'or :

— Eh bien ! Hanifa, qu'attends-tu pour aller en classe ? Huit heures vont sonner !

— Mais... balbutia Hanifa avec de grands yeux étonnés, tu n'es pas venu me demander en mariage? Le marabout n'a pas entendu ma prière en mangeant mon mouton si gras?

— Ah ! pas encore... Tu es trop jeune ! répondit Saïd en contenant un éclat de rire. Il m'a soufflé dans l'oreille : « Quand Hanifa aura quinze ans. » Tu ne les as pas encore... — Et lui donnant une poussée vers la porte : — Tu vas arriver en retard et si ton père savait que tu manques l'école seulement une heure, il nous pendrait par nos cils !

Hanifa baissa la tête, remit son chapeau, prit sa serviette, oublia la corbeille de friandises dans sa détresse et claqua la porte en reniflant ses larmes.

— Tante, annonça le jeune homme en pénétrant dans le petit salon où Fatima l'avait précédé, on m'amène ma femme la prochaine semaine. Je suis venu vous inviter, et, par la même occasion, te prendre quelques jours avec moi pour l'achat des belles étoffes et du trousseau. Quant à la troupe des musiciens et des chanteurs, mon oncle Meziane s'en occupera, je l'espère. Puis-je compter sur lui ?

— Comme son fils. Et à quelle famille vous êtes-vous alliés ?

— A la famille de Sid Dahmane, le bach-agha des Beni-Mansour.

— Ta fiancée est sa fille même, Lalla Nefissa, dont la beauté fait parler tant de monde ?

— Elle-même, ma tante, dit Saïd en rougissant de plaisir.

— Je t'ai confié, je crois, que j'avais eu la bonne fortune de la rencontrer. Oh ! mon neveu, je te souhaite que ta chance soit aussi belle que ta future !

— Que Dieu t'écoute, ma tante !

— Et ma sœur doit être heureuse ! Car je connais son ambition pour toi. Elle a cherché et enfin elle est arrivée à découvrir la beauté parfaite. Non seulement la beauté, mais la famille, qui est très noble et très riche. J'ai souvent entendu vanter leurs réceptions, leur train princier. Leur oasis est unique dans sa splendeur et ses productions, me disait Sid Meziane. Ce qu'il va être content d'une pareille alliance !

— Ma mère compte sur toi, tante, pour aller la rejoindre le plus vite possible. Tu sais ce que c'est qu'une noce, et surtout lorsqu'elle a été méditée depuis une année !

— Je comprends, ajouta Lalla Fatima, et surtout lorsqu'on s'allie à une famille qui adore le faste en toute chose !

— Ma mère voudrait, pendant la semaine des préparatifs, avoir déjà les musiciens chez elle, pour conjurer le mauvais sort, et que tu invites avec toi les meilleures familles de Tlemcen, enfin toutes tes amies et connaissances...

— Ça n'est pas impossible. Sid Meziane rentre ce soir, il est en voyage depuis trois jours. Dès demain il pourra prévenir Yamina, ses chanteuses, ses danseuses et ses musiciennes : c'est elle, je suppose, qui a la meilleure troupe. Et nous, nous pouvons, dès aujourd'hui, nous livrer aux achats, et qu'Allah nous aide !

— Oui, car ma mère m'a recommandé de me hâter. Elle a surtout besoin de franger le foulard du fond de la corbeille de noces. Elle veut le pailleter d'or également et broder une main au milieu, pour que cela préserve du mauvais œil.

— Eh bien ! voici ce que nous ferons : après les achats du trousseau, qui nous demanderont trois ou quatre jours, — nous sommes aujourd'hui lundi, — tu pourras partir jeudi à l'aube, tu emporteras sur ton cheval ce que tu croiras être le plus pressé, et nous, nous te suivrons en caravane, avec le reste du trousseau, les invités, les chanteurs et chanteuses, les danseuses et les musiciens. Nous arriverons à Beni-Saf quand toi, tu seras rassasié de te reposer dans votre maison...

A midi, le neveu et la tante rentrèrent avec leurs premières emplettes. Ils trouvèrent Hanifa assise en un coin de la salle à manger ; la tête dans les mains, elle boudait. Sa serviette, son chapeau gisaient auprès d'elle. Saïd l'attira contre ses genoux :

— Ne sois pas jalouse, ma petite sœur. Dieu t'enverra peut-être un mari plus beau et plus riche que moi. Ce qui est chez Allah n'est pas loin et nous ne pouvons pas le savoir...

— Non, non ! dit Hanifa. Je n'en veux pas un autre, mon cœur ne s'habituera jamais ! C'est pour toi que j'ai envoyé mon Messaoud que j'aimais tant en offrande au marabout de Beni-Saf, ce n'est pas pour un autre !

Tout en parlant, elle jetait à la dérobée des regards d'envie sur les riches étoffes que Lalla Fatima déployait, palpait, soupesait près de la porte, à la lumière du jour.

— Dans ces magasins, il fait tellement sombre que je veux

revoir ce que j'ai acheté, disait-elle à Saïd. Je connais ta mère: elle est difficile à satisfaire et capable de m'injurier, si je ne lui apportais pas de belles choses et à son goût !

Elle venait de tirer du paquet une veste de velours grenat brodée d'or pâle, avec des glands aux coudes qui se terminaient par une émeraude. Hanifa poussa un soupir :

— Comme j'aurais été jolie, moi, là-dessous !

Ses joues s'enflammèrent, elle crispa les poings et gronda :

— Ah ! si je l'attrapais, celle qui me vole mon fiancé, je lui enfoncerais un poignard dans l'œil !

Lalla Fatima et Saïd se détournèrent pour cacher leur rire... Puis une idée lumineuse vint soulager le cœur lacéré de Hanifa. Si Saïd voulait faire un grand harem et la prendre pour sa seconde femme ? Les choses pouvaient encore s'arranger, tout espoir ne devait pas être abandonné. Et résolument, elle posa la question à sa mère :

— Saïd est riche, hein ! il peut acheter combien de femmes ?

Hanifa était devenue subitement blême. Ses regards brillaient, ses narines roses se dilataient. Sa souffrance était évidente. Saïd l'examinait avec des yeux tristes, et un peu d'orgueil montait dans ce cœur de jeune homme. Lalla Fatima continuait d'étaler les étoffes superbes, les *fremlates* chamarrées d'or.

— Ah ! je ne sais pas, moi, combien Saïd peut acheter de femmes, répondit-elle, et s'il veut se mettre beaucoup d'ennuis dans la tête ! Demande-le à lui-même, il est là, il t'entend...

Hanifa leva vers son cousin son délicieux minois et la question mourut sur ses lèvres...

— Oui, oui, petite aimée, je t'épouserai... quand tu seras plus grande... En attendant, tu vas venir à ma noce, tu vas t'amuser, te faire belle, apprendre comment une mariée de grande maison se tient...

Hanifa s'arracha des bras de Saïd :

— N'y compte point. Je n'irai pas à ta noce, pour interrompre mes classes ! Juste cette semaine, les compositions finissent... Si ç'avait été pour me marier, moi, avec toi, oh ! alors, oui, j'aurais quitté l'école aujourd'hui même ! Mais que j'aille me griller le foie et le cœur, pourquoi, mon petit frère ?

— Eh bien ! déclara d'un ton brusque Lalla Fatima, toi, tu viendras dans l'autre semaine. Tu resteras chez Lalla Z'hour, notre amie, et vous arriverez ensemble.

La caravane s'ébranla le jeudi, à la nuit tombée. Tout le monde des astres scintillait dans le bleu royal du firmament. Les muletiers attaquèrent leur chanson favorite :

O chef des caravanes,
Va lentement pour emporter ma bien-aimée,
Afin que ma douleur soit moins forte
Et que mon cœur s'habitue
A l'éloignement de tes fringants coursiers...

Les chanteuses, du haut de leurs méharis, répétaient déjà, comme en un murmure de source, les chants bouillants d'amour et d'allégresse qu'elles devraient lancer en arrivant à la maison de fête. Les nombreux invités étaient émus de ce départ pour une noce princière...

Hanifa, elle, était demeurée longtemps sur le seuil de la porte à les regarder s'éloigner... Sa mère la quittait pour la première fois. Oh ! que cela lui parut dur, insupportable ! Heureusement que ce n'était que pour huit jours. Et elle irait la rejoindre avec Lalla Z'hour leur amie, la grande dame qui logeait aux portes de Tlemcen, et qui venait de lui envoyer une domestique pour la conduire chez elle. Combien de fois la fillette avait-elle embrassé sa mère dans la matinée :

— Comme je t'aime, maman ! C'est aujourd'hui que je le sens !

Elle lui caressait son *seroual* (1) de satin, son corsage de velours et le beau foulard mauve aux franges violettes, qui abritait sa chevelure dorée.

— Comme tu es jolie, maman ! Je ne me rassasierais pas de t'embrasser ! Moi aussi je serai belle, presque comme toi, hein ! maman, avec le costume rose que tu m'as fait ?

— Oh ! plus que moi, ma chérie ! Toi, tu seras comme un petit bouton d'œillet !

Avant qu'ils montassent sur les mulets, Hanifa voulut encore embrasser, — dix fois, vingt fois, — sa tendre mère et son bon papa Meziane. Et son cœur se serra, et les larmes jaillirent en dépit de tous ses efforts, lorsque la caravane démarra. Non, jamais elle n'avait ressenti pareille souffrance... Ce matin même, lorsqu'elle avait vu Saïd partir sur son cheval, serrant contre sa poitrine les cadeaux pour sa future femme, le

(1) Pantalon bouffant que portent les femmes mauresques.

visage illuminé d'ivresse, l'oubliant tout entière dans sa joie, elle avait éprouvé un chagrin, certes; des douleurs se nouaient sur son petit cœur, sa voix s'éteignait, elle ne pouvait plus répondre à son adieu... Mais ce n'était pas comme ce chagrin-là : il était plus grave, plus profond...

— Ah ! comme je plains davantage la pauvre Fakhite, maintenant que je goûte un peu de sa douleur ! On a raison de dire que la séparation dans la vie est plus déchirante que dans la mort...

La caravane ayant passé la ville, puis la route de Mansourah, s'était engagée en un col de montagne. La lune se levait, on y voyait comme en plein jour. D'un mulet, d'un chameau à l'autre, des calembours, des dictons, des refrains se répondaient. Sid Meziane ouvrait la marche, avec un jeune sidi, le fils du bach-agha Dahmane, frère de la mariée. Le violon et la guitare s'associèrent pour une mélodie à la lune. Les pics tranquilles s'animaient de reflets grandioses sous la clarté du ciel. Des taches couleur de glaise ou de roc révélaient les terrains incultes. De loin en loin, quelque gourbi s'éclairait et s'éteignait aussitôt...

III

A l'école, Hanifa et ses compagnes écoutent la dernière leçon d'histoire. Les classes finissent demain et l'esprit vagabonde déjà à travers champs et ciel bleu... Mlle Mathieu n'a que des félicitations à renouveler à la petite Mauresque. Hanifa aura les plus beaux prix. Mais Hanifa regrette de ne pouvoir assister à la distribution. Elle doit partir pour Beni-Saf rejoindre son père et sa mère, qui sont à la noce du grand cousin. Ce soir, sans doute, le guide doit venir mettre un signe à sa porte, pour l'avertir d'avoir à se tenir prête demain à l'aube.

— Eh ! bien, Hanifa, je te ferai garder tes prix, et lorsque tu reviendras pour la rentrée, tu les réclameras à Mlle la Directrice... car moi, je ne serai plus là...

— Oh ! pourquoi, mademoiselle ? Où allez-vous ?

Mlle Mathieu rougit violemment et avoua tout bas :

— Je me marie.

Je me marie ! C'était le mot magique pour Hanifa ! Elle voyait la noce, avec les belles invitées, les costumes magni-

fiques, le scintillement des bijoux, et les méchouis qui pendent aux arbres, et les fruits, les gâteaux, les sorbets, et le départ pour la maison nuptiale, musique en tête! Pourquoi la maîtresse avait-elle rougi en leur disant : « Je me marie »? Elle n'avait pas eu l'air d'être contente. Comme elle avait baissé les yeux et murmuré cela, tel un regret! Pourquoi?

La cloche sonnait. Mlle Mathieu attira contre sa poitrine toutes ces petites têtes brunes ou blondes qui se pressaient à elle pour les adieux. Pas une fillette qui ne versât quelques larmes. Mais Hanifa sanglota à corps perdu, lorsque son tour vint d'embrasser sa maîtresse pour la dernière fois.

Hanifa rentra chez elle avec d'autres idées et d'autres vues. Sa maîtresse, sa chère maîtresse qu'elle adorait ne reviendrait jamais à l'école : et soudain, pour Hanifa, l'école n'existait plus...

En arrivant à la maison, elle trouva sur le seuil le signe convenu : l'empreinte d'un sabot de mulet en deux endroits. Elle pénétra, fit un tour dans le logis, ainsi que chaque soir, avant de revenir auprès de Lalla Z'hour. Elle demeura triste devant le poulailler désert et le paillasson relevé... Papa Meziane avait tout, tout emporté pour contribuer aux festins de la noce. Comme le petit enclos frissonnait de silence! Allah! comme par ta puissance, en un clin d'œil, tu changes la face de la terre!

Un coup timide à la porte du jardin interrompit la méditation de Hanifa. Elle alla ouvrir et vit Fakhite.

— Tiens, lui dit-elle, tu viens à propos, ma petite sœur. Entre; ce soir tu dormiras ici avec moi. Voilà sept jours que je dors chez notre amie Lalla Z'hour. Mais, ce soir, je ne quitterai point la maison, car le guide doit venir me prendre de grand matin. Il m'a laissé le signe sur le seuil de la porte. Je suis seule... Mes parents sont à la noce de mon cousin Saïd...

Elle rougit en prononçant ces derniers mots, car la bédouine avait déjà sur les lèvres une phrase ironique pour la mortifier. Hanifa ne lui laissa point le temps d'exhaler sa rancœur.

— Oui, je sais, tu veux te moquer de moi... Mais c'est ton mauvais œil qui m'a porté malheur! Tes paroles envieuses m'ont coupé ma chance!

— Eh! dit Fakhite en soulevant ses maigres épaules, il n'y a pas que toi qui as perdu ta chance, il y en a de mieux...

Hanifa lui tourna le dos et courut ranger ses affaires.

— Ça n'y fait rien, je vais te montrer mon costume de la noce et mes escarpins. Tiens, je vais tout essayer pour te faire voir comme je vais être belle... Comme un petit bouton d'œillet !

— Tu es assez jolie comme cela, soupira Fakhite. Qu'est-ce qui te manque ? Blancheur ou graisse ? Tu es potelée comme un agneau, tes cheveux te couvrent, et si tu avais mal à ton œil, la fortune de ton père saurait te guérir !

Pendant que la bédouine vidait son fiel, Hanifa s'habillait en se mirant dans la glace. Elle étala sa chevelure et posa sur sa tête, en l'inclinant légèrement, sa chéchia de sultanis.

— Voilà comment je serai habillée demain soir, vois-tu, Fakhite ?

Fakhite lui lança un regard furieux et marmotta :

— Eh !... tes cheveux t'arrivent aux chevilles, tandis que les miens, ma mère me les a collés comme sa chance, noirs et crépus comme ceux des négresses !

Hanifa se déshabilla rapidement et commença à serrer dans le coffre son linge, tout passé de rubans aux couleurs tendres. Elle élevait à mesure chaque pièce sous le nez de Fakhite :

— Sens comme notre lessive sent bon ! Ma mère ne lave mon linge qu'avec le savon aux amandes amères...

— Laisse, laisse-moi, je t'en prie ! Tu m'assommes avec tes parfums et tes richesses !

Hanifa sourit à la méchanceté de Fakhite et continua de disposer ses parures bien en ordre... Elle joignit ses savonnettes, son étui de musc, sa boîte de bijoux et recouvrit le tout d'une peau de mouton délicieusement blanche : elle savait qu'il allait y avoir beaucoup, beaucoup de monde à la maison de noce, et elle n'aimerait point courir à la recherche d'un petit banc pour s'asseoir auprès de la mariée. Tout à coup, Hanifa se souvint qu'elle n'avait point prévenu Lalla Z'hour.

— Oh ! Fakhite, va, cours chez notre amie Lalla Z'hour bent Bouchagor, dis-lui que je ne rentrerai point dormir ce soir chez elle, que le guide m'a laissé la marque du sabot de son mulet devant la porte en deux endroits ; cela veut dire qu'il viendra nous chercher demain matin à quatre heures ; qu'elle se tienne prête, nous passerons la prendre vers cette heure-là...

La nuit, l'esprit de Hanifa vogua vers des palais arabes aux

cours grandioses, rehaussées de jets d'eau, de sofas, de brûle-parfums. Une armée de danseuses évoluait, les souhaits de bonheur se lançaient à la fillette :

— Qu'Allah lui réserve une bonne chance! Que sa vie soit aussi belle qu'elle l'est elle-même!

Et les cadeaux de noces : bracelets de diamants, colliers d'or, poires de nacre, pleuvaient dans son giron. Elle ferait pâlir sa rivale avec son costume de soie rose et ses escarpins. Elle étalerait sa chevelure ondulée sur ses épaules et elle s'assoirait tout près d'elle et elle la regarderait à lui percer les yeux!

— Oui, je serai un jour, comme toi, la femme de Sidi Saïd, et je serai la plus aimée, car de toi il sera déjà rassasié!

Enfin, elle s'endormit avec un profond soupir... car tout cela n'était que rêves!

Fakhite s'était blottie en un coin de la chambre; elle s'endormit sans chemise, sans rêve et sans espoir.

IV

A quatre heures du matin, les fillettes furent réveillées par un grand coup à la porte.

— Le guide! s'écria Hanifa joyeuse : il vient me chercher pour aller à la noce!

C'était le guide en effet, que sa tante envoyait avec quelques bêtes pour charger le mobilier et prévenir Hanifa d'un grand malheur qui la frappait. A peine la porte fut-elle entr'ouverte que le bédouin lança :

— Crie qu'Allah donne la paix à l'âme de ton père et de ta mère! Ils sont morts dans une *nefra* barbare, avec les invités, les musiciens et les enfants!

Hanifa d'abord ne comprit pas. Elle ouvrit de grands yeux et fixa le guide en l'interrogeant... Le bédouin redit sa phrase :

— Crie qu'Allah donne la paix à l'âme de ton père et de ta mère!

Cette fois, Hanifa blêmit, comprima sa poitrine et exhala un Bou! de détresse. Elle dit au bédouin en chancelant :

— O guide! ce que tu viens de me dire n'est pas possible, n'est pas vrai... Oh! ma tendre mère! Oh! mon bon père!

Elle s'affaissa dans le corridor... Elle se pinçait les joues, se mordait les mains, poussait des cris... Le guide et Fakhite la

regardaient, debout, silencieux. Ils attendaient que cette première crise de larmes passât pour essayer de la consoler, de la calmer. Mais Hanifa criait sans trêve, criait son désespoir, s'arrachait les cheveux, se déchirait les joues, se cognait le front aux murailles. Enfin, épuisée, elle laissa aller sa tête contre l'épaule du guide qui s'était agenouillé, et qui, attendri devant la douleur de cette enfant, lui murmurait :

— Ça n'est pas la peine de pleurer... Pourquoi? Les pleurs après la mort sont dommage. Va, va, remercie Allah de te laisser une tante qui te remplacera ta mère et un oncle qui sera ton père. Sid Abd-el-Kader est très bon, il a le cœur tendre. Et ceux qu'Allah laisse sans maison ni personne?

— Comme moi, soupira Fakhite.

— Ah! regarde cette mendiante...

Le guide toisa Fakhite avec mépris.

— Est-ce qu'il vaut seulement qu'on déplace une parole pour ce souillon des montagnes? Ça ne sait ni pleurer ni rire, c'est muet et sourd comme la pierre du chemin! Allons, allons, petite menthe, c'est assez pleuré. Viens, tu vas rejoindre tes nouveaux parents : oublie ceux qu'Allah t'a prêtés et qu'il t'a repris...

Les jambes brisées, le cœur grelottant de douleur, Hanifa se laissa prendre dans les bras du guide qui la plaça sur une *barda* neuve, la couvrit de son petit haïk que Fakhite alla chercher sur sa malle. Et il se mit à déménager le mobilier, à grands tours de bras. Il serra les glaces dans les matelas, les tapis et les couvertures, enferma la vaisselle dans des couffins et ligota la petite malle, toute la richesse de Hanifa, devant elle, sur le mulet qui la portait. A sa vue, Hanifa redoubla de sanglots. Son cœur se déchirait, il se refusait à croire à son malheur.

— Oh! ma mère, si bonne et si jolie! Oh! mon papa Meziane! Tu m'as trahie par le bras droit! Oh! ma chance noire! Qui, qui m'a fait ce souhait?

Le rude bédouin, impassible d'ordinaire à ces sortes de manifestations, sentait se remuer ses entrailles.

— Allons, assez, tu nous fais mal! Dis, dis plutôt qu'Allah n'ajoute pas d'autres malheurs! Ta pauvre tante et ton oncle sont comme des fous, ils n'ont plus la force de remuer un membre... Ne sais-tu pas que la guerre est déclarée et que

leur fils Sidi Saïd doit partir? C'est pour cela qu'ils n'ont pu venir te chercher eux-mêmes. Qu'est-ce qui leur resterait, à ces braves, si ton cousin ne revenait plus? Cela, c'est un malheur! La noce brisée, le grand deuil qui les frappe, le départ de leur fils... Quel goût leur reste-t-il de vivre? Mais ta mère et ton père ont eu la joie du mariage, la joie de te recevoir, la joie de vivre dans la paix d'Allah et d'être unis même dans la mort... Tandis que ce petit œillet qui commence à ouvrir les yeux au monde et qu'un coup de fusil va peut-être faucher... Viens, viens voir alors la douleur de son père et de sa mère!

Le guide lui disait cela rapidement, pour l'étourdir, pour la distraire de sa peine.

— Ma fille, tu connais le proverbe : « Qui ne compare son sort à celui des autres, s'en irait nu par les routes! »

Tout en parlant, le guide arrimait les objets sur le dos des bêtes, les recouvrait, liait solidement les bardas.

Hanifa écoutait comme de très loin et soupirait de temps à autre :

— Oh! ma mère! Oh! mon père!

— Oh! ma mère! Oh! mon père! répétait le guide. Qu'est-ce que tu crois? Qu'ils vont t'entendre?

Le guide ramena les battants de chêne, ferma à double tour et lança la clef sous la porte. Ce bruit résonna dans la demeure vide comme en un tombeau.

— Bou! ma malheureuse sortie de Tlemcen, dépouillée de toutes les tendresses! Adieu, ma maison, adieu! N'oublie pas Hanifa et ses parents qui vécurent heureux et qui sont devenus un conte!

Le guide grommela :

— Quelle petite! quelle petite! Elle va faire blanchir mes cheveux avant d'arriver à Beni-Saf!

Il claqua de la langue, la caravane s'ébranla. Fakhite regardait avec envie combien les parents de Hanifa lui laissaient de choses, et une famille auprès de laquelle elle allait se consoler, des bras tendres qui la berceraient...

— Eh! celui qui a de la chance en a jusqu'à la fin de ses jours!

Ce soupir tira Hanifa de son accablement. Elle vit Fakhite, les bras maigres, nu-pieds, frissonnante sous des haillons, contre leur maison fermée pour toujours...

— Pauvre Fakhite! tu m'ajoutes une cuisson sur l'autre!...

O guide, fais-la monter près de moi, je l'emmène à ma tante...

— *Lan!* trancha le guide, on m'a dit de ramener une petite fille et pas deux!

Et il piqua ses mulets.

Fakhite éclata en sanglots. Elle venait d'entrevoir la « grande maison » que sa mère lui avait tant recommandé d'approcher, et ce guide de malheur lui détruisait ce rêve! La bédouine retroussa sa gandourah et se mit à courir après la caravane en criant :

— Pour le repos de ton père et de ta mère, oh! Hanifa, ne m'abandonne pas sur les routes comme une mauvaise herbe! Je n'ai que toi, Hanifa! Pour le repos de ta mère!

Hanifa supplia le guide de sa gorge étranglée par les hoquets :

— O guide, n'ajoute pas à ma douleur, fais-le pour tes enfants, pour qu'Allah les laisse vivre, ô guide!

Le guide se retourna, allongea son bras brûlé, saisit Fakhite d'une main dure et la projeta sur un ballot de matelas.

— Qu'Allah te fonde, glu!

C'était dans une *nefra* barbare, comme l'avait annoncé le guide, au cours d'une attaque nocturne que le père et la mère de Hanifa avaient trouvé la mort. Elle avait été organisée par les ennemis de Sid Dahmane, en représailles des procédés du bach-agha envers ses hommes, et pour venger les refus et les affronts faits à la face de caïds illustres. Ils voulaient frapper le bach-agha en plein cœur : assassiner son fils qu'ils savaient participer à la caravane de fête et engloutir la noce en des ténèbres de deuil...

La caravane continuait sa route gaiement, dans les chansons et les rires. Les vieillards contaient des anecdotes de campagne, en mettant leurs mulets au pas, en les rapprochant... Soudain, arrivés au détour d'un col, Sid Meziane et son jeune compagnon, qui allaient de l'avant, aperçurent un groupe de bédouins qui faisaient mine de se battre avec des poignards en travers du chemin. Le chemin était tout juste assez large pour permettre à deux mulets de passer à la fois. Non loin, se dressait un mur de pierre qui le barrait tout net : il y avait des frémissements parmi les rochers, dans les *diss* (1). Sid Meziane

(1) Hautes herbes.

pâlit, comprenant ce que tout cela voulait dire : c'était la *nefra* en règle. Il fit signe à son jeune compagnon; l'un et l'autre tournèrent bride et mirent leurs montures au galop ; ils rejoignirent la caravane, essoufflés, les traits bouleversés, le regard approfondi d'inquiétude :

— La route est barrée par un mur de pierre. Des hommes sont couchés partout. Ils nous visent certainement. Il y a un simulacre de lutte, tout près de là, qui ne signifie rien de bon ! dit à voix basse Sid Meziane.

— Que faire, alors?

— Il faut rebrousser chemin, baisser la tête et ne répondre à aucune insulte. Remplissez une oreille de laine et l'autre de coton...

Il n'avait pas achevé sa phrase qu'on entendit les pieds nus des bédouins sonner sur la route, puis des cris de bataille et de mort. Quelques coups de feu partirent, les matraques sifflèrent. Armés de yatagans neufs, de casse-têtes et de frondes, des centaines de montagnards, hâves, demi-nus, avides de vol et de vengeance, foncèrent sur eux.

Le combat fut de courte durée. Au milieu de cette gorge perdue, dans la nuit complice, des corps-à-corps se livrèrent : les citadins roulaient dans les ravins à pic, comme des éboulis. Les cris des femmes qu'on égorgeait, qu'on déchiquetait à coups de poignard, qu'on dépouillait de leurs bijoux et des riches étoffes, retentissaient jusqu'à la plaine.

— A moi, mes frères ! A moi, mes amis ! A moi, mes parents !

Ces appels se heurtaient, venaient mourir au bord des précipices... Les petits enfants, réveillés en sursaut, criaient de leurs voix aiguës :

— Ma mère ! Mon père ! Venez à notre secours !

On les étouffait, ils roulaient comme des billes du haut des cimes.

Quelques gémissements encore... et la *nefra* s'éteignit. En deux heures, tout fut nettoyé : hommes, femmes, enfants, provisions et bagages. Les brigands enfourchèrent les montures et détalèrent vers le Sud. Un seul homme de la caravane de noce fut laissé vivant : un Espagnol, un agent de la police secrète que le commissaire de Tlemcen avait bien voulu adjoindre aux voyageurs. On lui avait coupé langue et nez en lui recommandant d'aller rapporter tout au long la sinistre aventure...

Et l'aube blanchit le col désert, les monts redevenus calmes, les rochers et les *diss* éclaboussés de sang...

A mesure que l'on s'éloignait de sa maison, de sa route, de son hameau, le cœur de Hanifa saignait, les sanglots se précipitaient, les larmes ruisselaient le long de ses petites joues toutes sanguinolentes. Allah! quel réveil! quel adieu à sa ville natale, à son pays enchanteur! Elle hoquetait sa douleur à la belle route peuplée d'arbres, qu'elle longeait chaque jour avec tant d'allégresse pour se rendre à l'école, sa corbeille au bras bourrée de friandises que son bon papa Meziane lui avait achetées la veille et que sa tendre mère, soigneusement, lui arrangeait tous les matins. Était-ce vrai que son père ne lui donnerait plus la main pour la conduire à l'école? Était-ce vrai que sa mère ne lui servirait plus sur le petit plateau sa tasse de thé et sa *halqouma* (1) rose ou bleue au retour, pour son quatre-heures? Était-ce vrai qu'elle ne les reverrait plus jamais, jamais, ni l'un ni l'autre?

— Oh! Allah! cela, c'est trop pénible, c'est trop dur pour ma petite âme... Non, je veux mourir, moi aussi, je ne veux plus vivre! Ma souffrance est trop cruelle, elle est plus lourde que j'en puis porter. Oh! Allah! écoute la prière de Hanifa Meziane : prends-moi, soulage-moi de ma vie!

— Tais-toi, tais-toi, créature de Dieu! grondait doucement le guide. Tu oublieras avec le temps. Qui n'a pas oublié ses morts, qui? Tous ceux qui ont porté le deuil l'ont ôté, tous ceux qui ont eu faim ont mangé : c'est la loi de Dieu. La mort fait-elle son apprentissage chez toi? *Ahhaï! Ahhaï!*

Mais Hanifa, au balancement du mulet, rythmait sa douleur et l'exaspérait. Elle n'écoutait ni les raisonnements du bédouin, ni la voix des pâtres qui chantaient là-haut, dans les cornes des collines... La caravane était déjà loin, les portes de Tlemcen étaient franchies depuis longtemps. Quand le guide voyait que les bêtes ralentissaient le pas, que Hanifa sanglotait toujours, il piquait de nouveau ses mulets et le changement d'allure saisissait un peu la fillette: « Tant qu'elle ne sera pas dans les bras d'une femme qui l'apaise, je ne m'en tirerai pas! » songeait-il. Il ne savait rien lui dire encore. Plus il s'effor-

(1) Bonbon turc connu en France sous le nom de *rahat-loukoum*.

çait de la calmer, plus les larmes jaillissaient. « Elle va arriver aveugle chez les patrons ! Comment vais-je faire avec Lalla Malika qui me l'a tant recommandée ? Elle qui n'avait jamais daigné m'adresser la parole (sa voix, je ne la connaissais pas jusqu'à ce jour), elle a osé s'attarder derrière la porte pour me faire ses recommandations : « O guide, dis-lui cela avec précaution, ne la brutalise pas ! C'est un petit œil que tu vas chercher, elle est aussi chère que Sidi Saïd ! Raconte-lui des histoires tout le long du chemin, pour la distraire, pour lui faire oublier. » Quelles histoires, quelles histoires vais-je lui raconter, moi, ô Allah ? Est-ce qu'elle m'écoute ? Quand je lui parle, elle pleure plus fort pour ne pas m'entendre... »

Comme il songeait, les regards du guide se portèrent sur Fakhite qui, bercée par le mouvement du mulet, s'était endormie. Ce tableau excita son humeur. Il courut au mulet, l'arrêta par la bride et secoua Fakhite d'un bras violent :

— Allez, allez, descends faire caresser tes pieds par les pierres du chemin ! Ils ont langui...

D'une poussée, il l'envoya rouler à terre.

— Ta mère te payait des mulets pour te prélasser dessus, chacal ? Allez, marche, si tu veux nous suivre...

— Assassine l'esclave et épargne le maître, ont dit nos pères : ils avaient raison ! bougonna Fakhite.

— Assassine la religion de ta race !

Et le guide fouetta ses bêtes. Le mulet soulagé se mit à trotter allégrement avec les autres, tandis que Fakhite se frottait les yeux et courait sur la route, piétinant la poussière. Bientôt la caravane s'éloigna, se rapetissa et disparut à sa vue.

Fakhite ne s'en inquiéta point. Elle savait que la caravane ralentirait encore, et elle la rejoindrait. Le tout, pour elle, était d'atteindre la Maison des Beys dont elle imaginait les splendeurs dans sa petite âme envieuse et tenace.

Elle arrivait au pied de la Tour de Mansourah. Elle s'arrêta, attirée par ce grand pan de mur mystérieux, par ce vieux minaret surgi au versant d'un monticule et dont il ne demeure que la façade, haute d'une quarantaine de mètres, ravagée de lézardes, avec ses mosaïques dépolies et sa porte fouillée à la marocaine. De loin en loin, sur le sol, quelque pierre indiquait la place d'une sépulture. Alentour, des champs de vigne. Et par-dessus, la féerie du soleil au zénith...

Fakhite se rappela la légende qui courait dans le pays sur cette tour. Sa mère la lui avait dite et redite au long des soirs d'hiver, dans la grotte d'El-Kalaâ. Cette tour, prétendait-on, avait été construite par des régiments de prisonniers marocains, et presque tous avaient succombé à la fatigue, aux coups, aux privations, aux effluves d'un ancien marais du voisinage. Ce pan de mur à demi écroulé représentait des centaines de vies d'hommes, ensevelies là, sous ces quelques pierres, disait un poème de labeur et de tortures... Aussi, dès le coucher du soleil, chaque soir, on racontait que toutes ces ombres martyres s'échappaient des tombeaux, venaient rôder autour du minaret, battaient le mur, ébranlaient la porte, criaient justice, réclamaient désespérément leur enveloppe de chair pour revivre leur vie humaine... Soudain, dans le silence, Fakhite crut entendre des froissements parmi les vignes, des coups sourds non loin du seuil. Elle s'enfuit de là, les jambes à son cou, et ne reprit haleine que lorsque la grande tour et les tombes se furent évanouies au détour du chemin.

La caravane, là-bas, allait toujours, les mulets étaient appesantis sous le fardeau, sûrement n'arriverait-on à Beni-Saf qu'à la tombée de la nuit...

Vers quatre heures de l'après-midi, dans les lointains on entendit de formidables cris rauques, des meuglements caverneux et prolongés... Cela venait de l'entrée des montagnes, sans doute. La plaine retentissait. Fakhite ne s'effraya point. C'était une caravane.

Elle regarda parmi les arbres. Bientôt, dans un poudroiement de lumière, elle vit se dessiner de grands méharis bruns qui apparaissaient et disparaissaient entre le feuillage des oliviers et qui montaient vers elle. Ce n'était pas la première fois, certes, qu'elle assistait à l'arrivée des dromadaires gigantesques, venus du Sud, chargés de froment et qui s'acheminaient vers les moulins d'El-Kalaâ. Ils allaient nonchalamment, de leur pas lourd, courbant leur dos pelé, balançant leur long cou en trompe de droite à gauche. Ils étaient conduits par des guides bédouins, à la peau brûlée, à la jambe nerveuse, gris de poussière, chaussés de sandales de corde et vêtus d'une simple *qechabïa* retenue à la taille par une lanière de cuir.

Fakhite un instant ne songea plus à la faim qui la mordait. Elle s'arrêta pour les voir s'avancer en file indienne, les uns

bramant à plein gosier, d'autres tombant sur leurs genoux, épuisés de fatigue, mais se cabrant aussitôt sous la *flissa* (1) du guide, la plupart lents et calmes, leurs yeux énormes perdus dans un vague hébètement. Autour d'eux ils soulevaient un nuage de poussière qui obscurcissait la route et grandissait, grandissait jusqu'à paraître atteindre le ciel. En peu de temps, Fakhite en fut comme assiégée. Elle demeurait immobile malgré cela, oubliant une tige de fenouil entre les lèvres et fixant de ses prunelles noires la caravane...

Le chef des guides vint à passer, après son dromadaire. Un petit homme trapu, tout en cuivre, avec deux yeux phosphorescents qui étincelaient dans sa face barbare. Fakhite le reconnut aussitôt. Elle avait accoutumé, chaque fois qu'elle le voyait arriver, de courir au-devant de lui et de lui demander la *hassana*, une poignée de blé dur du grand sac, qu'elle emportait ensuite à sa mère, pour accommoder un plat de *beghrole* (2) au petit-lait. Et la force de l'habitude fut telle que Fakhite fit le geste de rapprocher ses petites mains et d'aller les tendre au bédouin généreux...

Celui-ci avait compris. Il ouvrait sa barda et plongeait le bras dans le froment, pour remettre à l'enfant l'aumône inévitable... Et brusquement anéantie, Fakhite laissa retomber ses petites mains le long de son corps : elle se souvenait qu'elle n'avait plus de mère !

Surpris, le chef des guides l'examina de son œil perçant :

— Qu'as-tu aujourd'hui, fille des montagnes? Te voilà stupide comme une sauterelle de la plaine...

Fakhite souleva une épaule, montra du doigt le ciel :

— Dieu l'a voulu ! balbutia-t-elle. Ma mère... ô fils des musulmans... dis, dis que Dieu donne paix à son âme !

— Hé ! déclara le bédouin, la main sur sa *barda* entr'ouverte, elle a la paix... Et toi, où Dieu t'a-t-il laissée ?

— Dans une gandourah de deuil.

— Veux-tu venir au désert ? Il y a des places vides depuis que cette guerre est déclarée. Tu serviras toujours à quelque chose. Je te prendrai à mon retour...

— *Lan !* répondit Fakhite vivement. Je vais à la grande maison, comme l'a voulu ma mère !

(1) Bâton souple servant de cravache.

(2) Plat marocain fait de blé séché, pilé et cuit.

— Que Dieu la brûle dans sa tombe, alors! Ya Allah! *Herrr!*

Le bédouin referma sa barda, piqua son dromadaire et passa son chemin.

Et déjà, le soleil était bas sur l'horizon. L'incendie des couchants de Tlemcen bientôt se déployait, aussi rouge que ceux du désert. A l'occident, c'était un jaillissement de flammes dont l'œil ne pouvait soutenir l'éclat, comme les lueurs de quelque feu d'holocauste flambant très loin, dans quelque immense marabout. Des traînées de pourpre s'allongeaient sur la campagne, embrasaient les saules, les oliviers, les landes de diss et de fenouil parsemées de rocs. Des pans de murs grisâtres, vestiges d'une cité disparue, projetaient des ombres fantastiques parmi les champs de vigne...

Les pâtres retournaient lentement vers les gourbis, suivant leurs troupeaux. Quelques-uns réglaient leur marche sur la plainte d'une mélodie au bout d'une flûte de roseau. Et cela s'envolait, par la route sonore, comme un adieu au jour qui mourait...

L'autre caravane, là-bas, allait, allait toujours... Hanifa pleurait silencieusement, se demandant où, à quel endroit maudit ses chers parents avaient été massacrés... Était-il plus avant, l'avait-on dépassé, le détour du chemin où s'était accomplie la *nefra* barbare? Elle n'osait interroger le guide, elle n'avait pas de dents pour demander où son père et sa mère, partis si bien portants, si gais, si heureux, étaient morts! Elle voulait encore espérer, ne point provoquer de mauvais présages. Ne laisse sortir de ta bouche que le bonheur, conseille le dicton, car sur une parole veille un ange et sur l'autre un démon...

Le pas de la caravane s'était sensiblement ralenti. On s'engageait dans un col de montagne, étroit, si étroit que les mulets se divisèrent d'eux-mêmes. Les ravins dégringolaient à pic, des cascades glacées grondaient au haut des monts, faisaient trembler l'âme, la secouaient de vertige. Brusquement, Hanifa vit le guide donner le signal de la halte : il lançait son bâton, élevait les bras et puis s'écroulait à genoux.

— Tourne ton regard vers Allah et dis une prière...

Hanifa avait compris. Elle se jeta du haut du mulet sur le sol où le sang sacré de ses chers parents s'était répandu, et contre un roc, près d'une flaque noirâtre, elle se reprit à san-

gloter et à se déchirer les joues. Toute sa douleur cuisante venait de se raviver, comme à l'instant de la nouvelle funèbre.

— Quoi ! s'écria-t-elle au rythme de ses sanglots, quoi ! ma bonne mère, tu n'as trouvé personne pour venir à ton secours ? Et toi, mon père, tu n'as pas eu le bonheur de voir ta petite Hanifa devenir savante, toi qui espérais que bientôt elle ferait tes comptes et lirait tes lettres ? Tu n'as pas eu ce bonheur ? Des bandits, — qu'Allah maudisse ! — t'ont fauché comme on fauche un bouton sur sa tige ! Eh quoi ? tu ne reviendras plus à la maison, ni pour les fêtes, ni pour me voir, toi qui languissais de moi au bout de trois jours ! Resteras-tu absent pour jamais ? Oh ! ma tendre et bonne mère, qui veillais tant sur moi, tu m'as abandonnée ainsi ! Est-ce vrai que tes doigts ne toucheront plus à mes cheveux et que ta voix ne s'élèvera plus pour me conseiller et me guider ? Oh ! mes parents, partis les deux ensemble, les deux !... Allah, pourquoi ce malheur ! Que t'a-t-elle fait, la petite Hanifa, pour la priver si jeune de leur aile et de leur affection ? Vois : je n'ai que onze ans et tu m'as fait boire de la tasse la plus amère...

Chaque plainte de Hanifa se répercutait dans les ravins, prenait un accent plus poignant encore et plus tragique. Le soir descendait sur la gorge. Un dernier rayon rose touchait les pics. Là-haut, une bande de vautours planaient en rond, commençaient leur chasse de nuit...

Le guide attendait que la fillette rafraîchît son cœur, se brisât, pour la relever et la consoler. Il bouchait ses oreilles, exhalait des soupirs à se percer les poumons.

— Allah, ne vengeras-tu pas la douleur et les larmes de cette enfant ? Où ta justice ira-t-elle, où ?

Au loin, il venait d'apercevoir un petit animal qui courait, courait et arrivait dans leur direction... Puis il reconnut Fakhite.

— Figure de malchance ! Elle est comme le mauvais sou de cuivre : on vous le rend toujours...

Il voulut profiter de l'occasion, néanmoins, pour essayer de distraire Hanifa, qui ne voulait plus s'arracher à cette place, demeurait affalée, son petit visage contre le roc, n'avait plus ni force ni voix.

— Allons, allons, ma petite fille, lève-toi. Il se fait tard, il faut repartir. C'est tout ce qu'Allah a voulu... Pleurerais-tu ta

vie entière que tu ne changerais pas les choses. Tes yeux tu crèveras et moi je ne te reviendrai pas... Tiens, voilà qui revient : c'est celle qu'on attend le moins. La vois-tu, avec sa gandourah retroussée et ses cheveux blancs de poussière?

Hanifa retourna la tête et aperçut Fakhite.

— Oh! la pauvre... Elle est tout essoufflée! Prends-la, guide, prends-la. Fais-la monter pour repartir!

— C'est tout ce que j'attendais! murmura l'homme. Béni soit Dieu!

V

Hanifa, le front ceint d'un bandeau de tulle, son blanc visage barré de déchirures qui commencent à se cicatriser, l'âme pantelante, se laisse bercer comme une toute petite enfant dans les bras de Lalla Malika. Elles sont seules, en une des chambres d'hospitalité du premier étage, à demi étendues sur un sofa de satin jaune. Les glaces, les fauteuils, les armoires, les coffres sont recouverts de draps blancs : c'est le deuil austère. Lalla Malika est abattue et superbe dans sa grande douleur. Son regard bleu, ses cheveux d'or qui passent le foulard brillent parmi ses vêtements tout blancs. Elle contient ses sanglots, n'ose rompre le silence qui endort peu à peu le désespoir de sa petite nièce chérie.

Un rayon de soleil s'infiltre par une lucarne, entre les rideaux de mousseline pompadour, et sautille le long des draps, qui apparaissent figés dans leurs plis comme des corps. Hanifa refuse toute nourriture depuis trois jours. Sur une table marocaine, des galettes aux anis, une théière qui fume répandent une odeur de rêve dans cette chambre à laquelle on s'est efforcé en vain de donner un aspect lugubre. Et les senteurs du jardin, les fleurs grimpantes qui éclosent aux fenêtres, le lointain murmure des vagues fredonnent tant de gaieté que la douleur cherche à se dissiper quand même...

Le regard de Lalla Malika contemple anxieusement le regard battu, le petit visage tout émacié de Hanifa. Et son être se creuse de remords... Oh! que n'a-t-elle écouté les sages conseils du Sidi ? Son nez pâlit et ses paupières battent. Elle serre à l'étouffer sa petite nièce contre sa poitrine.

— Mon âme, ma vie... Oublie un peu, ma chérie... Fais

comme si tu n'avais jamais eu de mère ni de père. Nous te les remplacerons, n'aie pas peur... Ma fille, bois une goutte de thé, mange une petite galette sucrée, elles sont toutes chaudes... Humecte-toi le gosier, il va sécher. Depuis trois jours, tu n'as rien mangé !

Hanifa demeure immobile contre le sein de sa tante, lèvres et paupières closes. Lalla Malika vient de tressaillir à une ombre qui passe dans la galerie, tout près de la porte. L'ombre s'en va lentement, le front bas, l'air soucieux... Son pas, Lalla Malika l'a reconnu : c'est celui du fils bien-aimé, — l'orgueil de sa vie.

— Oh ! Allah ! tu ne me l'as sauvé que par ton miracle !

Mais la pensée de Sidi Saïd demeure attachée, en dépit de tout, à l'épouse incomparable que son regard ne connaît point et que ses lèvres n'ont jamais frôlée. Il est heureux que cette guerre l'appelle et va peut-être l'anéantir. Il souffre trop de cet amour qui le comblait d'espoir et de bonheur, sur lequel il avait édifié tant de projets voluptueux et qui lui échappe comme de la lumière entre les doigts. Car le mariage se présentant sous de funèbres auspices, de part et d'autre la parole a été retirée. Lalla Malika devine le chagrin de Saïd et que son âme absente pleure toujours la belle Néfissa. Elle craint que ce chagrin ne le consume, elle veut l'intéresser à d'autres malheurs...

— Saïd ! lui crie-t-elle, viens, viens ici auprès de nous. Nous ne sommes que des femmes et notre douleur nous entraîne vers l'abîme. Jusqu'à quand allons-nous garder ce silence de tombe et ces cendres sur nos têtes ? Viens voir cette petite, viens lui parler, essayer de la consoler en te consolant toi-même. Allah mettra sans doute un peu d'apaisement dans nos cœurs...

Saïd soulève la portière jaune, pareille à une aile d'oiseau, et sa silhouette mince et très élégante s'avance. Il porte le deuil comme tout le monde ici. Les burnous aux couleurs tendres et aux glands d'or ont été remplacés par des burnous de bure, d'où tout élément de coquetterie est exclu. Cet habit sévère, la tristesse ineffable qui empreint son visage le font encore plus beau. La vue de Hanifa, toujours accablée dans les bras de sa tante, inconsolable, lui fait trop de mal. Il veut se retirer... Lalla Malika le supplie :

— Reste, reste un moment avec nous ! Vois, parle-lui, toi...

Peut-être voudra-t-elle accepter quelque chose de tes mains...

Saïd raffermit son courage, s'agenouille devant le sofa, prend dans ses mains les petites mains de Hanifa, brûlantes et moites.

— Maman, cette petite va mourir! Elle n'a rien mangé aujourd'hui, non plus?

— Rien, mon fils, et cette inquiétude endort en moi toutes les autres douleurs...

— Il faut la forcer, voyons...

Et Saïd verse de sa main le thé dans la tasse dorée.

Hanifa secoue la tête.

— Non, non, je ne veux rien...

Alors le jeune homme la contemple : « Pauvre chérie, elle a raison, se dit-il. Ils étaient si heureux, si tranquilles dans leur maisonnette bleue au flanc de Tlemcen. » Il la revoit penchée sur son bureau, le visage éclatant de santé, ou au milieu de leur jardin, faisant avec sa mère la toilette de Messaoud pour l'offrir au marabout de Beni-Saf... Ah! que n'avait-il accepté son souhait, remercié Allah et puis fermé les yeux sur le reste du monde!

Son cœur se serre, ses yeux s'embuent à regarder la petite figure de Hanifa si changée, ses paupières brûlées par les pleurs.

— Allons, ma sœurette, oublie un peu, mange, lui souffle-t-il.

— Non, non, dit Hanifa en hochant la tête, je ne puis pas oublier! Comment veux-tu que je mange? Quel gosier me reste-il? C'est fini... Dans mon âme s'est assise la douleur. Je ne me consolerai que lorsqu'on m'enterrera...

— Que Dieu préserve! s'écrient d'un même élan Lalla Malika et Sidi Saïd.

Après un long moment, où les gorges étreintes ne peuvent émettre aucune parole, Hanifa lève ses beaux yeux bleus vers son cousin :

— Oh! Sidi Saïd, te souviens-tu, quand tu étais venu nous voir, comme nous étions heureux? Comme j'étais gâtée, comme mon papa Meziane ne pouvait manger une datte sans la partager avec moi!... Comme il était gai! Sa figure appelait le bonheur! Est-ce tout cela que je dois oublier?

Et les sanglots secouent de nouveau la pauvre orpheline.

— Écoute, Hanifa, lui dit Saïd, s'efforçant de prendre un

air enjoué et relevant le menton de sa petite cousine, il faut te consoler... Vois : je vais te dire une chose... Écoute, Hanifa...

Et se penchant à son oreille, il lui jure qu'il l'épousera.

— Non, non, répond Hanifa, je ne désire plus rien, maintenant ! Rends-moi mon père et ma mère, et tout sera oublié !

— Ah ! si je le pouvais, ma chérie... Ma vie, toute ma vie, je l'offrirais pour te rendre ce bonheur !

VI

Ainsi le mauvais sort était venu s'abattre sur cette grande maison, à l'instant qu'elle vibrait toute de refrains joyeux et de cris d'allégresse ! Les invitées étalaient déjà leurs habits magnifiques, les domestiques couraient, rapportant du four les *senia* (1) de confiseries et de gâteaux, les négresses faisaient reluire les mosaïques des galeries et les bassins de marbre et les fontaines d'argent qui ornaient les coins de la cour immense. Lalla Malika, au milieu de jeunes femmes, sous les roses, travaillait à rehausser de franges et d'une main d'or le foulard du fond de la corbeille de noces. Et les invitées chantaient la louange du jeune sidi et de sa future épouse :

O Sidi Saïd, tu es le plus beau et le plus gracieux,
Tu as cherché la beauté et tu l'as trouvée.
O envieux, que n'avez-vous dit ? Avez-vous assez combattu !
Mais ne se réalise que ce qui est écrit,
A quoi avez-vous abouti ?
Notre Sidi Saïd a voulu et a remporté
La beauté parfaite !

— Ya Allah !

Et les you-you, les invocations à Dieu faisaient trembler la demeure.

Sidi Saïd, dans le jardin, évoluait parmi des fils de caïds et de bach-aghas. Il les écoutait avec plaisir échanger des réflexions sur ces ritournelles de famille, qui leur faisaient vraiment sentir toute la joie du mariage. Et comme Lalla Malika, de là-bas, lançait un couplet pour la noce triomphante, pour Sidi Saïd « qui se levait ivre de sa table », pour sa femme

(1) Larges plateaux d'argent ou de cuivre.

« qu'on lui amenait sur le cheval du sultan » ; comme les youyou et les refrains emplissaient à nouveau le domaine !

— Eh ! s'écriaient les jeunes gens, il n'y a rien, il n'y a rien qui vaille le mariage béni ! Qu'Allah n'exclue aucun de nous de ce bonheur ! Allez, après toi, Saïd, nous nous marions tous à un mois d'intervalle, afin que l'un puisse assister à la noce de l'autre et lui rendre son cadeau !

Et les burnous bleus, jaunes, mauves frémissaient de gaîté.

Sid Abd-el-Kader s'était retiré en une des chambres les plus écartées de la maison. Assis sur un matelas, un café devant lui, son chapelet courant entre ses doigts, il méditait profondément. Un courrier venait de lui apporter de grand matin la nouvelle que la guerre était déclarée. Son rôle de chef arabe était nettement tracé : il devait réunir ses goumiers et, avec son fils, partir à leur tête. Il n'avait pas le courage de répandre la nouvelle en pleine noce, de jeter le désarroi dans le cœur de tous ces heureux, en particulier dans le cœur de sa femme. Mieux valait garder le secret jusqu'après la noce, laisser Lalla Malika jouir de son bonheur, pleinement, et lorsque la mariée aurait pris place parmi eux, dans la famille, il leur dirait cela avec précaution... Il avait une huitaine pour rejoindre le centre d'Oran. Il rappellerait tout son sang-froid afin de ne pas se trahir ; il s'évertuait à se composer un visage dans ce recueillement. .

Les jeunes gens avaient franchi la grille du domaine et se proposaient d'aller à la rencontre de la caravane, qui ne tarderait point à paraître. Ils attendaient surtout leur ami, le futur beau-frère de Sidi Saïd...

Chemin faisant, comme ils s'étonnaient de ne rien voir encore à l'horizon, ils rencontrèrent un Espagnol qui arrivait à eux titubant, inondé de sang, nu-pieds, nu-tête, le regard fou, battant l'air de ses bras, tirant de sa gorge des râclements éperdus, essayant à toute force de se faire comprendre :

— *El moro khopar toto !* articulait-il. *El moro khopar toto !*

Ils retournèrent à la maison, suivis de cette loque humaine, le cœur déjà inquiet... L'Espagnol ne cessait de glapir par le jardin :

— *El moro khopar toto ! El moro khopar toto !*

On appela Sid Abd-el-Kader : que voulait bien leur faire entendre un pareil monstre ?

A sa vue, le maître frissonna. Il connaissait ce signe de la vengeance.

— Allez, dit-il, ce que je redoutais est arrivé. Il ne reste de notre caravane de fête que le porteur d'une nouvelle effroyable !

Sa face avait blêmi. Il arracha ses burnous, et se prosterna au milieu de la foule des invités figés de stupeur. Bientôt, tous imitèrent son geste, tandis qu'un cri déchirant partait du fond de la princière demeure : c'était Lalla Malika qui rompait la noce et lançait le deuil !

Le départ était proche. Les goumiers se tenaient en rang, à cheval, devant la porte de la Maison des Beys. Le sidi apparut, la taille ferme et l'œil luisant. Il promena un regard sur ce riche bataillon, sur les coiffures à cordes, les burnous de drap rouge et les fringants chevaux arabes ; et sa rude moustache frémit de plaisir. Sidi Saïd s'était attardé aux salamalecs des femmes. Mais aussitôt qu'on vit apparaître sa jeune silhouette équipée pour la guerre, des bénédictions coururent par les rangs...

Sid Abd-el-Kader ordonna :

— Ya Allah !

Sidi Saïd pâlit ; le cœur lui battit très fort, mais pour peu de temps. Il murmura :

— Qu'Allah nous fasse revenir vainqueurs !

Le sidi et son fils allaient à chaque flanc de la troupe. Au pas sonore des chevaux, par la route de Tlemcen, la petite armée défila comme un seul homme...

VII

La chambre qu'on avait réservée à Lalla Hanifa occupait une aile de la maison. Elle était ronde, et son plafond en dôme, percé de lucarnes à vitres jaunes, donnait l'illusion, même les jours de pluie, qu'il y avait des reflets de soleil. De la mosaïque verte et rose revêtait les murs ; le carrelage montrait les mêmes couleurs, un tapis tunisien étouffait le bruit des pas. Des petits matelas de satin, des coussins de velours, de soie, de cuir gaufré, disposés en rond, invitaient au repos. Un lustre garni de lampions verts et roses ruisselait au bout de sa chaîne de cuivre. Sur une table en bois de cannelle, on voyait une

corbeille d'osier qui contenait les soies à broder, une quenouille, un nécessaire d'argent et un coussin pour caler le genou, quand on était au travail. Et dans un coin brillait un grand coffre tout neuf, vert et rose, où Hanifa serrerait son linge jusqu'au jour du mariage. On avait fait disparaître aux yeux de la fillette tout ce qui eût pu lui rappeler le passé. Sa petite malle et ce qu'elle contenait, les meubles que le bédouin avait rapportés de la Maison Chaude avaient été rangés dans une pièce, fermée à double tour. Lalla Malika conserverait tout ce qui avait appartenu à sa pauvre sœur comme des reliques.

Quatre heures de l'après-midi. Chacun s'était retiré dans sa chambre pour se reposer un moment. Car on avait veillé pour les préparatifs de ce départ en guerre, tiré des armoires et étalé les uniformes des sidis, pétri les pains de semoule, fait des sirops au sucre candi, au cumin, aux jujubes, aux figues noires... Sid Abd-el-Kader, lui, n'avait songé qu'à ses hommes. Il savait que le tabac était leur passion favorite, qu'il serait indispensable pour leur faire oublier la fatigue et les encourager à l'élan victorieux. Il cherchait le moyen d'en recevoir là-bas continuellement, car on parlait d'interdire de le faire passer en France... Il pénétra dans la vaste cuisine et s'approcha de sa femme, qui allait et venait, surveillant le personnel. Il lui dit tout bas :

— Fais, fais faire des poches de gras-double... beaucoup... Bourrées de tabac, cousues, rôties, elles pourront aisément passer pour des viandes en conserve...

— Ma foi, repartit Lalla Malika en riant, je te jure, mon sidi, que tu as trouvé !

Et tout ce travail, la douleur de la séparation, l'angoisse du péril avaient broyé les femmes. Lalla Malika grelottait sur son matelas de repos... Hanifa ne dormait pas non plus. Elle pensait toujours à ses pauvres parents, mais le départ de Sidi Saïd ne la laissa pas insensible. Elle ressentait un vide affreux... Car Sidi Saïd, pendant ces derniers jours qu'il se trouvait à la maison, ne s'était occupé que d'elle. Il la forçait à se promener dans le jardin, il la prenait par la main, lui faisait remarquer les belles fleurs, les nids d'oiseaux... Il lui dénichait parfois, pour quelques minutes, toute une couvée de roitelets ou de pinsons, afin de l'amuser...

Il lui avait commandé une escarpolette chez leur menuisier,

et il la balançait lui-même des après-midi entiers. Tandis que ses pieds touchaient la cime des arbres, les idées de Hanifa s'égayaient, elle voyait le soleil flamber à travers le feuillage des caroubiers, elle clignait des yeux, et son petit cœur bondissait à la secousse nouvelle que Saïd donnait à la planchette. Il lui avait rapporté du troupeau un mouton, confié à la garde de Fakhite, pour lui rappeler Messaoud qu'elle n'oubliait pas. Et le soir, il la raccompagnait à sa chambre en la tenant toujours par la main et ils se séparaient sur une fin d'histoire de Djeha si drôle, si drôle que Hanifa ne pouvait s'empêcher d'éclater de rire. Sous son petit oreiller, elle trouvait toujours une sucrerie comme surprise. Et lorsqu'elle recommençait à pleurer, Saïd la regardait de ses beaux yeux tellement tristes, tellement suppliants que Hanifa ravalait ses armes et se disait :

— Pourquoi lui faire de la peine ? Je pleurerai quand je serai seule.

Mais Saïd ne la quittait plus. Il voulait réparer sa faute, en s'attachant à son devoir : distraire Hanifa par tous les moyens possibles du malheur qu'il estimait avoir causé...

VIII

Hanifa songeait à tout cela... Elle songeait que Saïd devait l'aimer beaucoup pour l'avoir dorlotée ainsi, ne s'être occupé toujours que d'elle et n'avoir jamais pensé à l'autre, à cette malchanceuse que l'on disait si belle et dont l'approche drapait de noir. Maintenant qu'il était parti, elle comprenait combien elle l'adorait elle aussi ; le vide à son côté était immense, elle avait froid à l'âme. A nouveau, son admiration pour le bey, l'amour de naguère se faisaient jour à travers sa douleur...

La portière de la chambre se souleva comme en un froissement d'aile, et Fakhite parut, dans une gandourah trop large, sa chevelure crépue roulée en une pointe de coton, le visage bouffi de sommeil. Elle s'assit près du seuil et regarda Hanifa étendue sur son matelas de satin rose.

— Hanifa, tu dors ?

— Non, Fakhite, je sommeille un peu...

— Tu n'as pas dormi cette nuit ?

— Non, j'ai tenu compagnie à ma tante : son chagrin est pénible à voir !

La bédouine haussa une épaule.

— Et toi, Fakhite, as-tu dormi ? demanda Hanifa.

Fakhite répondit : oui, de la tête.

— Dadda Ambarka ne m'a pas éveillée ce matin, au moins! Je dormirais encore si ton petit mouton n'était venu me frôler les joues avec son oreille.

— Il commence à grossir, Messaoud, hein, Fakhite ?

— Ah ! alors... Manger et se promener, il ne grossirait pas !

C'est que le souhait de naguère avait repris Hanifa ; le rêve d'être un jour la femme de Sidi Saïd la consolait un peu de tous les chagrins qui l'accablaient. Mais cette fois, elle porterait son mouton à un autre marabout, — qui exaucerait sa prière, — car celui de Beni-Saf n'avait point répondu...

— Tu sais, Fakhite, que Sidi Saïd est bon et qu'il a promis pour toi une *djellaba* (1) de cretonne à fleurs de pavots, le jour qu'on conduirait Messaoud en offrande!

— Bah! dit Fakhite en détournant la tête et fixant un miroir-médaillon qui ornait l'alcôve où Hanifa reposait, que ferai-je d'une djellaba? Mon capital?

Hanifa ouvrit des regards surpris. Son capital ? Alors, que voulait-elle ? Une fortune pour faire brouter Messaoud ?

Le soleil venait d'obliquer, et soudain, par une des lucarnes du dôme, un rayon alla droit sur Fakhite, qui cligna des yeux et ramena une main le long des sourcils.

— Ouf! soupira-t-elle, raconte-moi, je t'en prie, Hanifa... J'ai le cœur pressé comme un citron dans le silence de cette grande maison et la jalousie me ronge, me ronge... Raconte-moi ta vie d'orpheline sur les tapis tunisiens et les sofas de pachas, tes vêtements en tulle cœur-d'amande, ton estomac plein de mies blanches, de pigeons rôtis et de cervelles d'agneaux ! Tes esclaves travaillent pendant que tu dors. Quand tu es entrée ici, ta tante, ton oncle et la figure de bey sont accourus à toi, tandis qu'une négresse me fermait la porte à la face. Si ce n'était ta parole qui fait obéir tout le monde ici, ni Ambarka ni personne, ni même le guide bédouin ne m'aurait regardée. Raconte-moi, Hanifa, qu'as-tu fait pour qu'Allah te fît naître ainsi dans les langes blancs?

Hanifa contempla Fakhite. La rage allumait son regard,

(1) Vêtement ayant la forme d'une ample chemise.

crispait sa bouche. Elle eut peur encore des paroles envieuses et du mauvais œil de la bédouine. Elle s'étonna que Fakhite osât se plaindre, qu'elle ne fût pas contente d'être dans « la grande maison ».

— Tu vis mieux, Fakhite, que dans la grotte d'El-Kalaâ ou que si je t'avais laissée sur le bord du chemin, comme une mauvaise herbe...

— Oui, reprit la bédouine avec un accent de fureur, raconte-moi ta vie d'orpheline, et moi, je vais te conter la mienne en deux mots. Je ne mange que lorsque les domestiques sont repus; ni le soleil ni l'étoile n'éclairent le *dahliss* de charbon où mon corps, pincé de jalousie, grelotte sur le sac humide. Ce que j'ai laissé dans la maison de ma mère, je l'ai retrouvé ici. Dis-moi, pourquoi suis-je venue dans le palais des beys et pourquoi suis-je venue sur terre? Pour tenir compagnie aux vivants?

Hanifa regardait Fakhite qui la fixait avec des yeux étranges...

— Eh! que veux-tu que je te fasse, Fakhite? Je te laisse une bouchée de ce que je mange; quand ma chemise est un peu usée, elle est à toi... Tout ce qui est en mon pouvoir de faire, je le fais...

Le bruit d'un pied nu, massif, s'entendit sur les mosaïques des galeries. C'était Ambarka. Elle courait regarnir les veilleuses qui, à chaque coin de la demeure, devaient brûler sans trêve pour le repos des morts dans la nefra barbare. Elle vit Fakhite accroupie près du seuil.

— Qui t'a permis de pénétrer jusqu'ici avec tes pieds boueux? Allons, cours, va pleurer sur ta mère! Que viens-tu faire chez Lalla Hanifa? N'est-elle pas rassasiée de pleurs?

Fakhite poussa un grognement et se sauva sans réplique.

ELISSA RHAÏS.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LA PRINCESSE BELGIOJOSO ET AUGUSTIN THIERRY

II [1]

Le jeudi 1er mai 1845, Mme de Belgiojoso descendait de voiture rue de Courcelles. Après une semaine laissée aux effusions du revoir, on fut s'installer à Port-Marly dans cette maison des champs où, l'année précédente, elle avait emmené Augustin Thierry après la mort de sa femme.

L'historien des Communes donnait à la princesse les plus utiles conseils pour ce grand ouvrage sur les Municipes lombards qu'elle méditait d'écrire. A sa prière, il avait procuré à Stelzi son admission au dépôt des Archives royales, à la bibliothèque de l'École des Chartes, pour lui permettre de dépouiller sur place les documents relatifs à l'histoire d'Italie qui s'y trouvaient conservés.

Cependant, l'objet favori de leurs entretiens, demeurait cet établissement en commun rue du Montparnasse, à présent devenu pour l'aveugle le plus cher de ses rêves. Les murs du double logis commençaient à s'élever du sol. Augustin Thierry s'inquiétait déjà des aménagements intérieurs, se préoccupant des étoffes, désignant l'emplacement des meubles. Mme de Belgiojoso courait avec bonne grâce magasins et boutiques, rapportant les popelines, les damas de laine, les mousselines brochées ou les toiles de Perse. Ils n'avaient pas toujours les mêmes goûts. C'étaient alors d'affectueuses discussions sur l'éclat d'un coloris, l'harmonie d'une nuance.

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

Ainsi coulaient les jours à Port-Marly, coupés de promenades en voiture dans les forêts prochaines, de réceptions familières où la princesse accueillait ses intimes, apportant à l'infirme ses premiers instants de détente heureuse, avec un plaisir d'intérêts nouveaux qui distrayait son esprit et l'attachait à l'avenir.

L'automne s'avançant, l'instant arriva du retour à Locate. Un double mobile ramène la princesse en Italie : poursuivre l'œuvre si brillamment ébauchée l'année précédente et tâcher de sauver, en lui trouvant à Milan de nouveaux bailleurs de fonds, la *Gazzetta* de plus en plus périclitante. Désireuse d'épargner à son *frère* le chagrin d'une séparation nouvelle, Mme de Belgiojoso insista de tout son pouvoir pour qu'il l'accompagnât en Lombardie. A l'en croire, ses amis réserveraient un accueil enthousiaste à l'historien français qu'ils admiraient le mieux, au champion des vaincus et des opprimés. Elle l'assurait de tout leur empressement, de toute leur sollicitude. A Locate, ils continueraient de mener ensemble la vie qui leur était chère, dans une intimité fraternelle de toutes les minutes. Ce fut certainement pour l'entreprenante Christine une surprise un peu dépitée de voir décliner son aventureuse proposition.

Après force recommandations à Ravaisson et à Augustin Thierry au sujet de la *Gazzetta*, laissée par elle entre les mains d'un certain Falconi, qui possède sa confiance et la trahira, la princesse quitta Paris le 16 novembre. Avant de gagner Bâle, elle voulut visiter dans sa prison le prince Louis-Napoléon, un ami de jeunesse et de conspiration, pour lequel elle professe alors des sentiments d'estime que le temps doit bien modifier par la suite :

Bâle, sans date.

« Mon cher frère,

« Je vois que vous n'êtes pas content de mon empressement épistolaire et qu'il vous fallait au moins une lettre de Caulaincourt. Le fait est, mon cher Thierry, que j'étais ce jour-là de si pauvre humeur que je ne pouvais sortir de moi-même autrement que par une seule porte : celle de la prison de Ham. Pendant plusieurs nuits, j'ai eu ce triste spectacle devant les yeux : celui d'un homme jeune et doué qui s'éteint entre quatre murailles, faute d'air et d'activité ; celui de l'éternel jardinet du prisonnier, de ses fleurs flétries, de ses sentiers sans cesse déplacés, de cette courte promenade sur le sommet

d'un rempart, d'où il est si facile de céder à une affreuse tentation et d'en finir avec la prison et avec la vie. Je lui ai cent fois répété pour me ranimer un peu : « Il faut que vous sortiez de là », et je crois vraiment que la chose n'est pas impossible, si elle est bien conduite. Je lui ai tracé tout un petit plan que je lui ai conseillé de suivre et qu'il suivra, si son entourage le laisse faire. C'est à cette rédaction que j'ai passé ma journée de Caulaincourt. M'en voulez-vous, mon pauvre frère ? Je suis assurée que non. Mon plan, le voici en peu de mots. Figurez-vous qu'il n'y a pas un mot de vrai dans ce qui se dit généralement des propositions que le Gouvernement lui a faites en lui offrant la liberté. On ne lui a rien offert, ni proposé, ni fait aucune condition. Je veux d'abord qu'il adresse une circulaire à tous les journaux pour démentir cette opinion aujourd'hui générale. Ceci est la première partie de mon plan. Ai-je tort ou raison ?

« Adieu, mon ami, mon frère. Passez votre hiver à m'attendre. Attendre n'est une triste chose que pour ceux qui ne savent pas combien n'attendre plus l'est davantage.

« Adieu, mille fraternelles tendresses.

« CHRISTINE. »

La voyageuse poursuit sa route. La voici enfin en Italie, ravie de retrouver *son* soleil et *son* ciel.

Locate, sans date.

« Mon cher frère,

« Voilà mon voyage enfin terminé, et il était temps, car la fatigue de corps et d'âme s'était emparée de moi. Il est bon d'être quelque part, et c'est un bonheur dont le voyage nous dépouille.

« Locate va bien avec ses écoles, son chauffoir, ses soupes, ses nouvelles maisons, sa musique, etc... Tout va bien, mais je sens que mon absence prolongée au delà du terme ordinaire serait la mort de cette vie nouvelle. Je suis à peu près certaine de ne point subir de tracas d'en haut et j'en suis extrêmement heureuse, non pas autant pour moi que pour la chose.

« J'ai ici un petit cabinet de travail attenant à ma chambre, en bois sculpté et des peintures à fresque sur les murs, dans le vieux style italien, et dont la clef est passée dans la chaîne de ma montre, de façon que personne n'y pénètre et que tout le monde ignore lorsque j'y suis, que j'y suis. N'est-ce pas ravissant ? J'entends des ennuyeux qui me cherchent dans tous les

coins; et moi, je suis dans une grotte de sorcière, aussi invisible que si Alcine m'avait donné des leçons. C'est là, dans cette solitude si impénétrable que je compte aller chercher des forces, lorsqu'il m'arrivera d'en manquer. Il me semble que je suis sous le poids d'une grande responsabilité. Ce qui m'entoure de près ou de loin a besoin d'étincelles électriques, et je possède avec une pile, le talent de m'en servir, la volonté et le courage. Si je n'agis pas, si je meurs en laissant ceci comme je l'ai trouvé, personne ne me persuadera que je n'ai pas de reproches à me faire. Je suppose que je vous ai dit tout cela l'année dernière et je vous demande pardon du rabâchage. Avec votre mémoire il doit vous être insupportable.

« Adieu, mon ami, mon frère. Aimez-moi, soignez-vous, et pensez que, de près ou de loin, je suis et serai toujours pour vous la plus tendre et la plus dévouée des sœurs-amies. Toute à vous,

« CHRISTINE. »

Falconi ayant pillé la caisse, la *Gazzetta* n'est plus. Il s'agit de la ressusciter sous forme de revue. Celle-ci, la *Rivista Italiana*, n'aura qu'une existence éphémère, — deux numéros, — pour bientôt renaître sous le titre d'*Ausonio*, avec Manzoni et Massimo d'Azeglio pour coryphées.

Locate, sans date.

« ... Oui, mon ami, mon frère,... je conviens avec vous, que le moment est opportun de changer le journal en revue; mais il est absolument urgent de ne pas paraître tomber. On parle et on pense très sensément de tout cela en Italie. Le journal y était fort apprécié et une chute serait non seulement pénible à tout le monde, elle ne serait en outre pas comprise. L'idée de transformer le journal en revue est au contraire fort goûtée ici, et, pour ma part, je suis aussi ferme qu'un *roc* dans ma résolution de ne fermer une porte qu'en en ouvrant une autre. J'espère obtenir l'entrée de la revue, et, si je l'obtiens, Milan suffira peut-être à la faire vivre.

« Rien de nouveau à Locate. Il y a une nouvelle et une nouveauté que je voudrais être à même de vous annoncer; c'est le loisir qui me permettrait de poursuivre activement mes travaux. Il n'en est rien malheureusement. La fatigue me tient le matin et ne me laisse pas suivre le précieux exemple de M. Mignet. Puis, après midi, viennent les visites qui se succèdent ou se

prolongent jusqu'au soir; puis voilà la fatigue qui me reprend. Comment empêcher cela? Puis-je fermer ma porte aux dames et aux messieurs qui arrivent de Milan et qui ne peuvent se remettre en route, sans avoir au moins laissé souffler leurs chevaux? Et comment caser mes heures de travail entre les visites et la fatigue? Je me flatte toujours d'être à la veille du retour de mes forces, mais jusqu'à présent ce retour ne s'annonce pas.

« Mille et mille tendres et fraternelles amitiés.

« CHRISTINE. »

La fatigue dont se plaignait donna Cristina était l'indice d'un épuisement nerveux, bientôt aggravé par son agitation incessante. Les attaques d'épilepsie qu'elle subit depuis son enfance et qui suffiraient seules à expliquer, avec ses excentricités, les hallucinations étranges auxquelles elle est sujette, la reprirent avec une force nouvelle. Sur les instances de ses parents, elle consentit à appeler un spécialiste, le docteur Maspero, et se remit entre ses mains. Désormais attaché à sa personne, le médecin ne la quittera plus guère et, jusqu'à son départ pour l'Asie-Mineure, l'accompagnera dans tous ses voyages.

Locate, 28 décembre (1845).

« Mon cher frère,

« M. Mignet vous a-t-il fait ma commission? Vous savez alors que j'ai été plus d'un mois sans avoir de vos nouvelles et que moi-même j'ai manqué vous quitter pour tout à fait. Voilà aujourd'hui onze jours que j'ai été prise par une fièvre pernicieuse des plus violentes. La maladie s'est déclarée par des vomissements continus et des douleurs d'entrailles et d'estomac si aiguës que je jetais les hauts cris; un froid de glace et un sentiment général d'angoisse. L'excellent docteur Maspero, qui heureusement se trouvait à Locate, a redouté un instant que ce ne fût une colique inflammatoire; mais la vérité l'a bientôt frappé et il n'a plus songé qu'à me calmer et à me soutenir jusqu'à la fin de l'accès.

« De l'opium et des applications de remèdes extérieurs, voilà ce qu'il m'a donné et ce qui a suffi. Je ne puis encore ni manger, ni dormir et je vis enveloppée de nuages que je n'ai pas la force de vouloir dissiper.

« Votre lettre m'a fait grand bien, en me rappelant un peu

à la réalité et à une réalité agréable. J'ai la tête pleine de ce sujet d'article : chercher dans l'histoire d'Italie la cause de son état actuel, ou bien : pourquoi l'esprit public, national, militaire, aristocratique, etc., ne s'est pas développé en Italie comme ailleurs? Je ferai mon article et je vous l'enverrai. Si vous le trouvez très bon, vous l'imposerez, si vous le trouvez médiocre, vous le jetterez au feu et je ferai quelque chose de plus actuel. Merci des bonnes nouvelles que vous me donnez de l'A... [*Ausonio.*] J'ai grand besoin d'encouragements extérieurs, car je suis ici derrière la muraille de la Chine et les bruits m'arrivent si confus que j'ai peine à m'y reconnaître.

« Voilà un mois de passé, mon cher frère, un mois et plus, depuis mon arrivée ici. Le temps s'écoule et le jour de mon départ pour Paris viendra bientôt. Ne perdez pas courage, mon cher frère, ne me donnez pas le chagrin de penser que tout ce que je fais pour ne pas demeurer éloignée de vous n'empêche pas que vous ne soyez malheureux. Hélas! à qui la faute si nous nous quittons? Ne vous avais-je pas proposé de rester ensemble au moins trois années? N'avais-je pas aplani toutes les difficultés? Ne vous avais-je pas promis mes soins, ma compagnie, ceux et celle d'amies et d'amis sur lesquels je puis et vous pouvez compter? Et qu'était-ce que vos objections? Des misères, mon ami, des misères que l'on ne retrouve plus, lorsqu'on veut se les rappeler de sang-froid. Le dérangement de vos habitudes? Et depuis deux ans, que d'habitudes qui vous semblaient enracinées, ont disparu, sans que vous vous en soyez seulement aperçu. Je ne voulais pas vous en parler, mon cher frère, et s'il ne s'agissait dans tout ceci que de m'épargner quelques centaines de lieues, je n'en soufflerais mot. Mais c'est en vous voyant triste, seul et abattu, que la pensée de vous éviter et cette tristesse et cette solitude me revient avec force. Ah! pourquoi ne vous livrez-vous jamais aveuglément à ceux qui vous aiment et qui ne peuvent avoir en cela d'arrière-pensée? Ravaisson m'a écrit pour son mariage qui ne m'a point étonnée; mais est-ce une raison pour vous négliger?

« Dites à ceux de mes amis qui viennent vous voir que je les aime davantage. Stelzi est mieux depuis huit jours, mais son état n'est pas encore rassurant. Adieu, mon ami, mon frère, ne me laissez pas sans nouvelles.

« CHRISTINE. »

Malgré le ton affectueux de cette lettre, il semble bien qu'un nuage, depuis quelque temps, jetait son ombre sur l'amitié du *frère* et de la *sœur*. Augustin Thierry avait été blessé de voir dédaigneusement accueillies certaines observations. L'attitude agressive adoptée par la princesse envers le Gouvernement de Louis-Philippe, auquel il est si passionnément attaché, lui cause le plus sérieux déplaisir. Les violences de plume ou de langage, auxquelles s'abandonne volontiers sa turbulente compagne, lui paraissent autant de blasphèmes contre l'idéal politique pour lequel avait combattu sa jeunesse.

D'où l'origine, entre eux, de chamailleries parfois très vives. Il dut certainement s'expliquer à Locate de ces malentendus, car nous voyons Mme de Belgiojoso lui adresser une longue réponse, à la fin de laquelle, après avoir abordé les sujets ordinaires qui lui tiennent au cœur, elle tente cette curieuse explication de sa vie sentimentale :

Locate (sans date).

« Mon cher frère,

« ... J'ai gardé pour la fin la réponse à la question que vous me faites, parce que je crains que cette réponse ne vous inquiète. Oui, il y a quelque chose en moi qui s'use aux mille petites collisions de la vie à deux. Mais, entendons-nous bien. Lorsqu'on m'a engagée à faire société avec un autre, en me promettant toute sorte de bonheur et de félicité, j'ai pris les faiseurs de promesses au mot, et je suis entrée dans la société dans l'intérêt de ma propre satisfaction et pour y jouir de ce que l'on me disait y être. J'étais alors désarmée, et le moindre caillou que je trouvais sous le pied me faisait saigner. Peu à peu les cailloux se multipliaient pas mal ; les nuages s'en mêlaient, et les broussailles et les ornières, et ces accompagnements inévitables de toute vie. Pour souffrir et supporter, il faut un motif. Quel motif trouver à ceci ? Je vois une fleur, je la cueille, parce que l'on m'assure qu'elle sent bon et je la porte à mon nez ; mais voilà qu'elle me pique et qu'elle empoisonne. Pourquoi ne l'éloignerais-je pas de mon visage ? Si je suis bien aimable, je ne la jetterai pas, cette pauvre fleur qui n'en peut mais, je la poserai tout doucement, je la placerai dans un vase, dans de l'eau fraîche, sur ma fenêtre, dans une serre, mais pas sous mon nez, à moins que l'on ne m'assure

que cela peut être utile à quelqu'un. Pareille aventure m'est arrivée, hélas! plus d'une fois. Je n'ai pas fait tout à coup la grimace, pour ne pas blesser l'amour-propre de la fleur ; je n'ai proféré aucune plainte, persuadée que j'étais que la dite fleur ne pouvait changer son parfum à volonté. J'ai tâché de faire bonne mine à mauvais jeu, et cela a duré quelque temps. Puis enfin, je me disais : ne fais-je pas là un métier de dupe ? J'ai l'air de respirer avec délices un air embaumé, pendant que mon cœur se soulève, et pourquoi cela? Pourquoi ai-je pris cette fleur? Est-ce pour faire le bien? pour rendre service à quelqu'un? Mon Dieu, non ; je croyais qu'elle sentait bon ; elle sent mauvais, n'est-il pas naturel que je la quitte ?

« Il y a d'autres sociétés que l'on forme dans un but meilleur et plus sérieux que le plaisir. J'ai contracté de celles-là et rien ne m'a entraînée à les rompre, car j'avais un motif pour supporter ce qui me déplaisait, et ce motif, c'était le même qui m'avait déterminée à entrer en société. J'ai vécu aussi longtemps qu'il l'a fallu avec des personnes que tout le monde fuyait et j'ai vécu avec elles. Vous n'êtes pas de celles-là, et si nous avons quelque sujet de querelles, ce sont des querelles sans importance ni gravité, tandis que les motifs que j'ai pour vous demeurer attachée le sont mille fois plus. Je sais, mon cher frère, que je vous suis bonne à vous faire supporter la vie ; croyez-vous que cette pensée-là ne me ferait pas supporter des collisions infiniment plus fortes que celles dont vous vous êtes alarmé ? Soyez parfaitement tranquille. J'ai malheureusement eu le temps de me connaître et je sais avec certitude que je vous aime tendrement et que rien ne me coûtera pour vous le prouver en vous aidant à vivre.

« Adieu, mon frère bien-aimé, à bientôt. Votre sœur dévouée,

« CHRISTINE. »

Avant de quitter l'Italie, Mme de Belgiojoso avait fait louer, aux Camaldules d'Yères, dans la forêt de Sénart, une maison de campagne où elle conduisit l'historien. La joie de leur réunion fut bientôt troublée par une nouvelle indisposition de la princesse : des accès fébriles si violents et prolongés, accompagnés d'une céphalée si intense, que le docteur Maspero redouta quelques jours une fièvre typhoïde. Les inquiétudes furent très vives dans son entourage ; Augustin Thierry ne fut

pas le moins prompt à s'alarmer, et l'on retrouve l'écho de ses appréhensions dans ce passage d'une lettre adressée au comte de Circourt : « Je suis fort triste en ce moment ; mon Antigone, dont la santé est une partie de la mienne, vient d'être malade. Elle se remet, heureusement ; après quelques jours d'inquiétude, me voilà revenu au calme d'esprit, et à mon travail du tiers état, que j'ai hâte de terminer. »

***

A peine rétablie, et dans ce besoin d'agitation qui est, comme eût dit Fourier, sa « dominante passionnelle », la princesse partait pour l'Angleterre.

Elle se rend à Londres retrouver Louis-Napoléon, récemment évadé de Ham, et s'entretenir avec lui. Selon toute vraisemblance, *l'ex-giardineria*, l'affidée de la *Jeune Italie*, connaît l'étendue des liens qui unissent l'ancien *carbonaro* au parti révolutionnaire cisalpin, et qui doivent, dans la suite, si fort embarrasser l'empereur des Français. Bien qu'elle ne soit aucunement bonapartiste, au sens césarien du mot, appelant de tous ses vœux la chute de Louis-Philippe, l'idée doit la séduire d'un Bonaparte sonnant le réveil des énergies nationales, et devenu maître de la France, mettant au service des revendications italiennes sa puissance et son ambition. D'autres motifs encore, et des plus immédiats, la poussent à ce voyage. L'avènement de Pie IX galvanise, dans toute la péninsule, libéraux et réformistes, enflammant à nouveau leurs espoirs. On prête au nouveau pontife l'intention d'appliquer les idées formulées par Gioberti, dans son livre de *la Primauté*. De Venise à Naples, l'Italie acclame le pape libérateur.

La « savante Uranie » est trop avertie des réalités de la politique européenne pour ignorer que, réduits à leurs seules forces, Charles-Albert et Pie IX restent voués à l'impuissance. L'appui qui affranchira sa patrie doit lui venir de l'étranger ; n'ayant pu l'obtenir de Guizot, elle veut maintenant le demander à l'Angleterre, et c'est la voix puissante de Disraëli qu'elle ira tout d'abord implorer.

Munie, par Augustin Thierry, d'une lettre d'introduction pour le grand orateur tory, elle s'embarqua pour Ramsgate, à Ostende, au commencement d'août. Par malencontre, à cet instant même, le gouvernement britannique se préoccupait de

faire échec à la France dans la question des mariages espagnols. Une subtile intrigue diplomatique se nouait, entre la cour de Windsor et celle de Madrid, à propos de l'infante Isabelle et de Léopold de Cobourg. Peel venait d'être renversé, et Palmerston, son successeur, essayait, une fois de plus, d'ameuter l'Europe contre « la nation des brouillons et des agités ». Il ne se souciait aucunement de s'aliéner l'Autriche. Mme de Belgiojoso dut bientôt constater l'inanité de ses efforts. En revanche, elle rencontra plusieurs fois Louis-Napoléon. Le docteur Maspero, qui assistait à leurs entretiens, nous en a laissé le récit. Il affirme que les affaires italiennes n'y furent point seules examinées et qu'une discussion sur l'avenir de la France s'engagea entre les deux interlocuteurs. A la fin, le prince, enthousiasmé, saisissant la main de sa visiteuse, se serait écrié : « Princesse, laissez-moi d'abord mettre les choses au point en France ; ensuite, nous penserons à l'Italie. »

* * *

Rentrée aux Camaldules vers la mi-octobre, donna Cristina bouclait presque aussitôt ses valises pour l'Italie. Augustin Thierry n'avait point tort de considérer les palus de Locate comme un foyer de *malaria*. Arrivée chez elle, la princesse est retombée malade. Ce n'est point d'accès épileptiques qu'il s'agit cette fois, mais d'une fièvre pernicieuse, provoquant, à la suite de troubles circulatoires, une crise d'hydropisie, première manifestation de la maladie qui l'emportera en 1871.

Milan, 16 février 1847.

« Vous avez cru que je vous avais négligé, mon pauvre frère, et il n'en était rien. Une lettre s'est égarée, une longue lettre écrite par Stelzi, avant celle à M. Mignet et dans laquelle il vous donnait les plus grands détails sur mon état. Il vous en a écrit une seconde, il y a un peu plus de quinze jours. Celle-là vous est-elle parvenue ?

« C'est moi maintenant qui reprends la plume et qui suis rentrée dans la vie. Le retour a été difficile et long. Vous savez l'affreuse maladie qui a été la suite de la fièvre pernicieuse. J'ai été hydropique, mon ami, complètement hydropique. Les régions abdominales et le fond de la poitrine étaient remplis d'eau. Tous les mouvements étaient difficiles et douloureux,

parce que l'eau appuyant sur les différents viscères, selon que j'étais assise ou couchée, appuyée à droite ou à gauche, me causait des douleurs très vives. C'est un affreux mal, surtout quand il vient tout à coup et que les parties intéressées n'ont pas eu le loisir de s'accoutumer à la tension qu'il leur cause. J'en suis guérie avec une rapidité qui a étonné tout le monde, puisque je n'ai gardé cette eau qu'une vingtaine de jours. Mais vingt jours sont quelquefois bien longs !

« Je n'ai donc plus de mal maintenant, mais seulement de la faiblesse et un bouleversement total des heures de sommeil. Je suis sortie plusieurs fois et je compte beaucoup sur une courte excursion à Venise, pour achever de me rétablir. J'ai été soignée, comme si le salut d'une nation dépendait de la grosseur de mon ventre. Mon docteur ne m'a pas quittée une nuit, et ma bonne cousine, ni jour, ni nuit. Elle est encore auprès de moi, ne fermant l'œil que lorsque je suis endormie, ce qui arrive aux heures les plus baroques du monde. Cet excellent Stelzi a été aussi comme un frère pour moi. On savait à sa mine et à celle du docteur où j'en étais. Enfin, et ce qui m'a étonnée, Milan était dans une sorte d'agitation et un jour que l'on m'a dit mourante, je crois que s'il y avait eu des fonds, ils auraient baissé.

« Ma maladie n'a rien dérangé, grâce à Stelzi qui suffit à tout, quand il le faut. Ce pauvre Stelzi est parti ce matin, le cœur gros et l'esprit mal à l'aise pour le midi de l'Italie. J'ai insisté pour qu'il fît ce voyage, sa santé me paraissant l'exiger ; mais moi-même, j'éprouverai un grand vide de son absence. Il n'est pas plus mal et je crois même qu'il est mieux que lorsque nous vous avons quitté et peut-être était-il déraisonnable de penser que sa toux disparaîtrait pendant l'hiver. Quoi qu'il en soit, elle n'a pas disparu ; on l'a saigné trois fois, il a maintenant un cautère et il tousse encore. Du reste il est assez bien, point maigre, dormant bien, ne souffrant d'aucun côté, mangeant passablement et sans fièvre, ni oppression. J'espère que le changement d'air, de lieu et d'habitudes lui sera bon.

« Adieu, rappelez-moi au souvenir de ceux qui m'aiment peu ou beaucoup et reposez toujours sur la fraternelle affection de votre sœur dévouée

« CHRISTINE. »

Escortée à son ordinaire d'une suite nombreuse, la convalescente s'en est allée dorloter sa guérison à Venise. L'instant du retour approche, mais avant de regagner Paris, il faut songer à trouver un logis. Elle a donné congé rue de Courcelles et les pavillons de Montparnasse ne sont pas encore habitables. Augustin Thierry, à son vif déplaisir, a dû s'installer à l'hôtel, rue Neuve-de-Berry. Pour surcroît d'ennui, le voici maintenant chargé de découvrir un gîte à sa *sœur* dans l'embarras :

Locate, Pâques 1847.

« Mon ami,

« Voilà un siècle que je ne sais rien de vous. Peut-être m'avez-vous écrit et votre lettre a-t-elle été égarée ; mais, quoi qu'il en soit, mon cher frère, je trouve l'interruption de notre correspondance trop longue. M. Mignet me parlait de vous dans sa dernière lettre, et c'est grâce à lui que je n'ai point d'inquiétude sur votre santé.

« Je devrais être en route à cette heure ; mais cette année, rien ne s'est passé régulièrement chez moi. Mon séjour à Venise s'est prolongé jusqu'à près d'un mois, à cause des santés de mes compagnes et compagnons de voyage. Je me hâte de tout mon pouvoir et j'espère être en route le 20. Si donc le Mont-Parnasse vous est encore fermé, veuillez retenir pour moi l'appartement du premier que j'habitais en octobre dernier; mais ne le louez que pour un mois.

« Mon voyage à Venise m'a rendu non seulement la santé, mais la vie, ce qui est pour moi le superlatif de la santé. Je me sens infiniment mieux qu'avant ma dernière maladie, car, je l'avoue, depuis ma fièvre des Camaldules, je ne m'étais plus sentie dans le plein exercice de mes facultés.

« Stelzi est, dit-on, mieux, mais il n'est pas revenu. Nous nous joindrons en route et nous arriverons ensemble à Paris. Je vous écris fort à la hâte, mon ami, car j'ai un tas d'affaires sur les bras et je n'ai pas Stelzi pour les dégrossir. Je me sens le cœur léger, en songeant au court intervalle qui nous sépare, après avoir été sur le bord de l'abîme qui pouvait nous séparer pour toujours. Paris me semblait bien loin, il y a trois mois; et maintenant je le vois à quelques jours de moi. Et pourtant ni lui, ni moi, n'avons fait de chemin. Que je serai aise de vous revoir, de causer avec vous, de vous raconter

mille et une choses! J'ai aussi à faire la connaissance de votre petite nièce (1), pour laquelle je me sens un peu tante et dont l'éducation musicale ne souffrira pas, si je m'en mêle un peu.

« Adieu, mon cher frère, préparez-moi un bon accueil, ce qui se compose d'un visage satisfait et bien portant. Nous allons avoir quelques bons mois à passer ensemble, à discourir, à discuter, à travailler. C'est une pensée qui m'ouvre le cœur. Adieu encore, je vous écrirai deux mots la veille de mon départ. Mille et mille tendresses fraternelles.

« CHRISTINE. »

Des formalités administratives, un retard dans la délivrance de ses passeports, retinrent quelques jours encore la princesse en Lombardie. Elle hésitait d'ailleurs à se mettre en route, n'étant rien moins qu'assurée du logement qu'on lui cherchait en vain. Augustin Thierry ayant enfin réussi à trouver l'appartement désiré, Mme de Belgiojoso, à peu près tranquillisée sur cette grave question, prit le chemin du retour.

De Turin, sitôt la frontière passée, « hors de danger », comme elle a soin de le souligner, elle adressa rue Neuve-de-Berry l'article annoncé six mois auparavant, dont une crainte renseignée du Cabinet noir lui avait fait différer l'envoi :

Turin, 2 mai 1847.

« Mon cher frère,

« Je vous écris de Turin, par conséquent à l'abri de tout danger. Je vous envoie un article destiné à la *Revue des Deux Mondes*. Lisez-le. Corrigez les barbarismes, et présentez-le ensuite à M. Buloz, en l'appuyant de toute votre influence pour qu'il l'accepte. Dans le cas où il ne le trouverait pas à son goût, voyez à la *Revue indépendante* (si elle existe) ou à toute autre. Mais la *Revue des Deux Mondes* serait de beaucoup préférable. Il est inutile de vous recommander le secret. Vous verrez, en lisant l'article, que je ne puis le reconnaître pour mon ouvrage; quant aux soupçons, je ne m'en soucie guère, la chose étant aujourd'hui constatée que c'est ma position comme publiciste qui fait ma sûreté et mon salut. Des actes de courage sont donc, en ce cas, des actes de prudence et d'habileté.

(1) Pour venir en aide à sa sœur et créer à son foyer une intimité de famille, Augustin Thierry vient d'appeler auprès de lui la plus jeune de ses nièces : Julie Etève.

« Je suis ici depuis deux jours, et l'intérêt de *l'Ausonio* me retiendra encore demain. Je partirai ensuite, et je serai en trois jours à Lyon, où je m'arrêterai un jour ; après quoi, rien n'interrompra plus mon voyage. Dans une semaine à peu près, je serai avec vous. Faites que je trouve un chez-moi confortable et mon cher frère en bon état. Adieu, mon cher Thierry, adieu pour quelques jours encore. Il me tarde de vous serrer la main comme à mon frère bien-aimé. Préparez-moi un bon et tendre accueil, et croyez-moi toujours votre sœur dévouée

« CHRISTINE. »

***

Le *frère* et la *sœur*, encore une fois réunis, ne séjournèrent que peu de temps rue Neuve-de-Berry. A la mi-juin, le pavillon très simple de l'historien, l'hôtel assez prétentieux de son amie, avec sa porte en fer ouvragé, ses tourelles d'angle et les sculptures païennes de sa frise, — des faunes lutinant des nymphes, — se trouvèrent prêts à les recevoir. Ils furent aussitôt s'y installer.

A ce propos, qu'il me soit permis de rétablir ici une vérité souvent dénaturée. La légende s'est formée, trop légèrement accréditée par des biographes mal renseignés, qu'à la mort de sa femme, la princesse de Belgiojoso avait « recueilli » Augustin Thierry, assurant, en quelque sorte, jusqu'à son existence matérielle. Rien de plus erroné. Nous savons déjà que l'auteur des *Récits des temps mérovingiens* payait son loyer rue de Courcelles. Il en sera de même rue du Montparnasse, avec cette différence que ce loyer n'est plus ici de 1 400, mais de 2 000 francs. Bien plus, par contrat passé le 11 avril 1845, devant Mes Rousse et Ducloux, notaires, l'écrivain assume tous les frais de construction de son pavillon, évalués par devis à 35 000 francs. Non vraiment, l'amitié tout intellectuelle, très haute et très pure, qui unit l'aveugle et sa « consolatrice », faite de confiance, d'estime, d'affection réciproques, ne comporte aucune assistance financière. Sans être riche, Augustin Thierry n'est cependant point dans la gêne. Dans ses carnets de comptes, fort soigneusement tenus, je trouve, année par année, l'état de ses revenus. Ils s'établissent ainsi, pour la période qui s'étend de 1842 à 1846 : 1842, 19 000 francs ; 1843, 22 000 ; 1844, 21 000 ; 1845, 23 000 francs ; 1846, 27 000 francs. Veuf, cloîtré chez lui par les infirmités, consacrant au travail les heures

qu'il glane sur la souffrance, quel besoin eût-il éprouvé de recourir à une autre bourse que la sienne ?

Juillet s'écoula vite, occupé par les soins du double emménagement. La princesse avait fait transporter dans son nouveau domicile le mobilier bizarre qui garnissait autrefois son hôtel de la rue d'Anjou. On revit donc, rue du Montparnasse, la salle à manger pompéienne, la chambre à coucher « ivoirine », le salon de velours noir aux étoiles d'argent, sans oublier l'oratoire gothique et le cabinet de travail tapissé de cuir de Cordoue. Seul, manque à l'appel le nègre enturbanné, autrefois chargé d'annoncer les visiteurs.

Pour Augustin Thierry, c'est avec une joie véritablement enfantine qu'il s'attache aux moindres détails de son ameublement. Des notes éparses dans ses brouillons, jetées pêle-mêle au fil de la pensée, indiquant les commandes aux fournisseurs, montrent avec quel soin il veille aux embellissements de sa demeure... « Tentures de damas vert pour ma chambre à coucher, rideaux de mousseline brochée pour le lit, papier velouté gris de lin à bordures découpées de feuilles vertes... Pour le salon, papier gris à reflets d'or, bordures à baguettes dorées... »

Tout à la douceur de l'intimité si chère enfin retrouvée, au bonheur d'être arraché à son mélancolique esseulement, l'infirme se laisse volontiers reprendre à ses rêves d'avenir. Parlant de cet enclos du Montparnasse où ils se trouvent à présent établis côte à côte, sa sœur n'a-t-elle point promis : « Ce sera là notre port, la retraite calme, riante et assurée où nous vieillirons à peu de temps et d'espace ? »

Mais, si le sort est une « énigme », l'âme n'est pas moins un « tourbillon », et la princesse se trouvait alors en de bien autres sentiments. Son salon est redevenu le rendez-vous de tous les réfugiés italiens et ces proscrits, exaltés d'espoirs ou frémissants de rancunes, ne cessent point d'attiser le feu d'un patriotisme qui n'a cependant nul besoin d'être excité davantage. Parmi eux, un homme de valeur, le publiciste toscan Vannucci, récemment échappé de Florence, est le plus éloquent et le plus persuasif. Ils montrent à donna Cristina l'Italie mûre tout entière pour les révolutions prochaines, discutent avec ferveur les idées dernièrement formulées par Durando dans son livre *la Nationalité Italienne* : le partage de la péninsule en deux grands États amis et confédérés, l'un au

Nord, sous Charles-Albert; l'autre au Sud, sous les Bourbons.

Leurs arguments s'étaient renforcés. Depuis dix-huit mois, dans le Lombard-Vénitien, en Toscane, à Modène, à Parme, à Naples, à Rome même, où les théories nouvelles, comme ces parfums subtils qui pénètrent les endroits les plus secrets, s'infiltrent jusqu'à la cour pontificale, partout se multiplient les signes avant-coureurs de l'orage, règne ce malaise vague et menaçant qui précède les grands mouvements populaires.

En Lombardie, — qui donc le peut mieux connaître que la châtelaine de Locate? — les espérances éveillées par l'avènement de Pie IX se traduisent par un redoublement de patriotisme, justifié par les premières mesures du pontife. Malgré l'opposition de Vienne, ne vient-il point de donner pour successeur à l'Autrichien Gaisruch, sur le siège archiépiscopal de Milan, un Italien de vieille souche, le comte Romilli. Le nouvel intronisé a fait son entrée solennelle dans la ville de saint Ambroise au bruit des acclamations d'un populaire délirant d'enthousiasme.

Au Piémont, le roi « Tintenna » lui-même, Charles-Albert, l'indécis éternel, toujours hésitant sur la route à suivre, perpétuellement menacé, comme il disait, par le poignard des *Carbonari* et le chocolat des Jésuites, semble avoir arrêté son parti, commence à laisser ouvertement paraître sa haine contre l'Autriche. Pour ami intime, il affiche Balbo, l'auteur des *Speranze d'Italia;* comme ministre, il appuie Cavour, champion déclaré de l'indépendance nationale.

En cet automne 1847, une ère nouvelle semble naître pour l'Italie; un mouvement commencer, en apparence parti de Rome, surgi en réalité de la conscience même du pays. C'est la puissante voix d'un peuple entier, s'élevant comme le bruit des eaux débordées d'un fleuve qui jaillissent hors de leurs digues. Et l'hymne de Mameli sonne comme un appel aux armes :

Si le peuple se lève,
Dieu combat à sa tête
Et lui donne sa foudre !

Tels étaient les propos enfiévrés qui s'échangeaient rue du Montparnasse, où la surexcitation grandit encore, quand arrivèrent successivement en octobre, les nouvelles de l'occupation de Ferrare par les soldats de Radetzky, de l'abdication à

Lucques de Ludovic de Bourbon, de la révolte de Messine et de Reggio de Calabre.

Avec la belle impulsivité de sa nature, sourde aux prières de ses amis, Mme de Belgiojoso arrêta vite ses résolutions. L'Italie a besoin d'elle. Elle ira donc à ses frères asservis encore, mais prêts à secouer leur esclavage séculaire. Cette fois, ce ne sera plus à Locate qu'elle se rendra pour suivre une œuvre devenue trop lente à ses impatiences. A temps nouveaux méthode nouvelle, et l'idée doit faire place à l'action. Redevenue, comme à vingt ans, l'héroïne de la *Jeune Italie*, dévorée d'une fièvre de sacrifice, « brûlant de plus de feux qu'elle n'en eut jamais », elle se résout donc à porter aux opprimés le réconfort de sa présence et le soutien de son enthousiasme. De ville en ville, messagère de confiance et d'espoir, on la verra prêchant la bonne parole, semant à tous les vents la graine généreuse d'où germera la liberté.

Pour exécuter son « grand dessein », donna Cristina quitta Paris vers la fin d'octobre, laissant Augustin Thierry à la tristesse de son rêve une fois de plus brisé. C'en était bien fini en effet; et les grelots des postiers qui emmenaient la princesse sonnaient à jamais le glas de leur intimité.

***

Dès sa première lettre, elle lui retire toute illusion :

Gênes, 18 novembre 1847.

« Mon cher frère,

« Il ne faut pas m'en vouloir, si je ne vous écris cette année, ni aussi souvent, ni aussi longuement que par le passé. Le temps me manque et mes correspondances d'affaires absorbent une grande partie de mon temps. D'ailleurs, je n'arrive jamais, je ne m'installe pas, je ne m'établis pas comme d'habitude dans mon désert où quelques loisirs m'attendaient. Je n'arrive que pour repartir et vous ne vous faites pas une idée de ce qu'est une pareille vie. Lorsque vous n'êtes dans une ville que pour quelques jours, chaque ami ou connaissance fait sa part de votre temps, chacun en prend l'heure qui lui convient et le soir arrive, sans que vous ayez pu disposer à votre guise d'un seul de vos moments.

« J'ose à peine croire à l'amélioration survenue dans l'état

de mon malade [Stelzi]. Elle me semble cependant incontestable. La toux et l'essoufflement ont beaucoup diminué; les forces se soutiennent et les chairs me semblent un peu revenues. Voilà deux jours que lui-même s'aperçoit de cette amélioration et qu'il s'en réjouit. Les personnes que nous avons aperçues ici, venant de Milan, n'ont pas été frappées de son amaigrissement. Enfin mes espérances sont un peu remontées.

« Tout est morne ici. La joie a fait place encore une fois aux soupçons, ce qui est déplorable et injuste. Le gouvernement a eu le tort de vouloir arrêter subitement un élan qui se serait éteint de lui-même, si on lui avait donné le temps. La population s'est soumise, mais elle a repris sa méfiance (1).

« Je pense bien souvent à vous, mon cher frère, et votre solitude me pèse sur le cœur. Je me dis pourtant qu'elle ne vous est sans doute pas aussi pénible qu'elle me le serait par exemple en pareil cas, puisque vous la préférez encore, et de beaucoup, à tout dérangement dans vos habitudes. Les habitudes auxquelles on tient aussi fortement que vous aux vôtres, ne sont pas sans quelque douceur, et du moment que vous préférez me voir partir, à partir avec moi, c'est que vous trouvez assez de charme au séjour de Paris.

« Cette pensée m'aide et m'aidera à attendre sans trop d'impatience le moment toujours désiré de notre réunion. Ne me laissez jamais manquer de vos nouvelles et croyez-moi toujours votre sœur dévouée

« CHRISTINE. »

Poursuivant sa « tournée » de propagande, l'ardente Christine quitta bientôt Gênes pour Florence. Sous la clémente administration de Léopold II, la capitale toscane était alors le rendez-vous de tous les mécontents. Leurs chefs y venaient conférer volontiers. Deux grands partis divisent à cette date les patriotes italiens : les modérés, les *Néo-Guelfes,* élèves de Gio-

(1) Allusion à ce qui vient de se passer à Gênes. Le 1er novembre, jour de grande fête populaire, la foule s'était rassemblée sur la promenade favorite des quais pour chanter l'*Hymne à Pie IX,* acclamer le roi et demander des réformes, quand tout à coup des troupes de garde et des carabiniers fondirent sur les manifestants et arrêtèrent les premiers qui leur tombèrent sous la main.

Ce fut une douloureuse surprise pour la population. Charles-Albert se repentait-il donc de ses tendances libérales, après avoir suscité chez son peuple tant d'espérances? Était-ce un roi Tentenna, comme le baptisait Carbone, dans une

berti, proposent de résoudre la question nationale par une Confédération des États existants, se flattent que le Pape et les princes, gagnés aux idées de justice et de piété, s'entendront avec leurs peuples. Mazzini à leur tête, les radicaux, au contraire, veulent abattre tous les royaumes et duchés de la péninsule pour établir sur leurs débris la République italienne. Après les avoir observés l'un et l'autre, la princesse ne fait point mystère de ses préférences :

Florence (sans date).

« Mon cher frère,

« J'avance lentement, mais sûrement dans mon voyage. Stelzi gagne en force, en embonpoint et en santé ; mais sa toux est encore bien obstinée. Elle paraissait vaincue, il y a trois semaines, puis la voilà revenue. J'espère que ce sera une crise passagère.

« Nous avons un climat à faire vivre les pierres. Un air doux et vivifiant, un soleil éblouissant, quelque chose d'embaumé dans l'atmosphère. Moi-même, je ressens fort peu la fatigue, distraite que je suis par le beau spectacle qui m'entoure. Marie aussi jouit du beau paysage et les journées de poste s'écoulent assez vite. L'Italie est tranquille maintenant et les traces des mouvements qui l'ont si violemment agitée, il y a quelques mois, sont presque effacées. Je vois les chefs de toutes les nuances dans toutes les villes où je passe et il est trop vrai que le parti modéré ne l'emporte pas dans la balance. Peut-être est-il nombreux, il parle haut et beaucoup, ceci est incontestable, mais il n'a pas pour deux sous de jugement dans la tête, et il croit faire merveille en atténuant tout et en se refusant à tout. Le parti radical vaut plus et mieux. J'y mets de l'impartialité, puisque ce parti n'est pas le mien, mais c'est celui qui a mes sympathies et pour peu que le mien se montre encore un peu plus inepte, je pourrais bien m'en fatiguer.

pièce de vers écrite la nuit même et devenue aussitôt populaire? Le jeune poète tournait en dérision cette perpétuelle contradiction du roi qui lui faisait garder auprès de lui, comme ministre des Affaires étrangères, le comte Solaro della Margherita, le principal représentant des idées réactionnaires en Piémont et comme ministre de la Guerre, le marquis Villamarina, réputé pour libéral :

Il fut appelé Tentenna premier.
Tantôt le berçait Blaise et tantôt Martin,
Mais l'un vite, l'autre lentement,
Et le roi disait : Vite, lentement,
Bien Blaise, très bien Martin.

« L'accueil que l'on me fait partout est très flatteur, et tous les partis se donnent la main chez moi ; les modérés en rechignant ; les radicaux avec franchise. Si les modérés l'emportent, l'Italie est perdue, car elle se partagera en factions puériles, elle retombera dans sa torpeur morbide. Je crois leur temps passé.

« Adieu, mon cher frère, dans une semaine je serai à Pise, et une semaine après, je me dirigerai vers Rome. C'est là que peut-être je trouverai un mot de vous. J'espère que le séjour de Paris auquel vous faites de si grands sacrifices vous en dédommagera par des plaisirs, du bien-être et de la société. Je fais mieux que de l'espérer, j'y compte positivement, car vous ne feriez pas sans motif un marché de dupe.

« Bien des compliments à M. Gabriel ; embrassez Julie pour moi et pour Marie et croyez-moi toujours votre sœur dévouée

« CHRISTINE. »

Arrivée à Rome pour les fêtes de Noël, celle que ses admirateurs ont déjà baptisée la Nouvelle Bradamante y reçoit un accueil triomphal. Toute au bonheur orgueilleux des ovations dont elle est saluée, une ombre cependant obscurcit sa joie : la santé de Stelzi, — ce Roger poitrinaire, — décline et va de mal en pis.

Rome, 30 décembre 1847.

« Oui, mon ami, mon voyage en Italie ressemble aux voyages de feu O'Connell à travers l'Irlande. Les autorités des villes par lesquelles je passe viennent me recevoir ; et là où je m'arrête, rien ne manque à ma réception. A Florence, indépendamment de toutes les visites qui affluèrent chez moi, j'ai reçu une invitation pour me rendre au milieu d'une assemblée populaire et, m'y étant rendue, j'ai été reçue par des *cheers* et des *vivats ;* on m'a fait asseoir sur un siège élevé, qu'ombrageait un arrangement de drapeaux tricolores, on m'a adressé des discours auxquels il m'a fallu répondre. Ah ! voilà le terrible ! Me voyez-vous entourée de 5 à 600 hommes, dont tous les yeux sont fixés sur moi, au milieu d'un silence formidable, prête à prononcer je ne sais quoi ? Le son de sa propre voix est, en pareil cas, le plus imposant qu'il y ait au monde. Ici, il y a rivalité entre les divers partis à celui qui me fêtera mieux et auparavant. Le parti populaire m'a fait savoir que le peuple romain viendrait un de ces soirs, portant des torches et conduit

par ses chefs, me souhaiter la bienvenue. Le parti des *habillés* prépare, en mon honneur et gloire, un grand banquet pour dimanche prochain. C'est là qu'il y aura des discours à entendre et (je le crains) à prononcer ! Enfin le Cercle Romain qui n'admet point de femmes a pourtant décidé de m'envoyer deux de ses membres, porteurs d'une invitation. En attendant les journaux m'accablent et Rome entière frappe à ma porte. C'est une grande satisfaction pour moi qui aime si passionnément mon pays et qui me suis vue si souvent l'objet de basses et sottes calomnies, même sur ce point. Je me dis que dans une époque de publicité comme la nôtre, la vérité finit toujours par venir à flot.

« J'ai supporté assez bien le voyage, mais je viens d'avoir une attaque de névralgie. Comment en serait-il autrement? Jamais femme ne s'est trouvée placée comme moi ; et des émotions pareilles à celles que j'éprouve devant le public, sont de nature à détraquer des nerfs féminins. Qu'est-ce que l'émotion d'une actrice comparée à la mienne ? Mlle Rachel présente au public les traits ou le cœur de Camille ou de Phèdre ; moi, c'est bien mon visage et ma personne que je lui apporte.

« Adieu, mon frère, vos nouvelles me manquent bien. Ne pourriez-vous me les envoyer plus régulièrement ? Je ne puis m'empêcher de penser que la température tiède, égale, qui nous entoure, vous serait d'un grand secours ; je pense aussi que, de Paris à Rome, on peut aller par eau, excepté de Paris à Châlons et de Civita Vecchia à Rome, et même ces deux trajets peuvent être faits par eau, lorsqu'on n'est pas pressé d'arriver à jour fixe. Quand je pense à tout cela, je me dis que Paris a bien des attraits. Laissez-moi savoir du moins *how you fare* dans cette vie bienheureuse.

« Adieu encore, mon frère chéri ; mille et mille fraternelles tendresses.

« CHRISTINE. »

Les six semaines qui vont s'écouler entre cette lettre et la suivante sont d'une importance capitale dans l'histoire du *Risorgimento*. Au début de 1848, l'Italie apparaît partagée en deux groupes d'États opposés de tendances et d'esprit. Dans l'État pontifical, en Toscane, en Piémont, se poursuit une politique de réformes, au milieu des acclamations, des enthou-

siasmes et des fêtes. On y jette les bases d'une union douanière, premier pas vers une union politique. Au contraire, dans le royaume de Naples, le Lombardo-Vénitien, les duchés de Modène et de Parme, on continue à suivre le système réactionnaire le plus rigoureux. Alors, dans les provinces déshéritées, éclatent coup sur coup les révolutions constitutionnelles et bientôt les insurrections armées qui doivent entraîner, sous l'égide piémontaise, la première guerre de l'indépendance.

C'est du sol volcanique de Sicile que partit la secousse initiale. A l'appel de Giuseppe La Massa, Palerme se soulève le 12 janvier et chasse les troupes bourboniennes. L'agitation ne tarde pas à gagner Naples, où l'effervescence devient telle le 27, que Ferdinand II, craignant pour sa couronne, se résigne à promettre solennellement l'octroi d'une Constitution modelée sur la Charte française de 1830.

Accompagnant l'avant-garde des exilés politiques qui bénéficiaient de l'amnistie générale, Christine Belgiojoso les suivit jusqu'à Naples. C'est là qu'elle trace ce tableau vivant et coloré d'un lendemain de victoire populaire :

Naples, 13 février 1848.

« Mon cher frère,

« Je vous écris, la tête pleine de bruit et l'esprit plein d'étonnement. J'assiste depuis trois jours à l'ivresse d'un peuple immense, d'un peuple sauvage et transformé en un clin d'œil, comme par enchantement, dans le peuple le plus doux et le plus honnête de la terre. Voilà trois jours, depuis la publication de la Constitution (1), que les rues ne désemplissent pas, que cinq ou six rangs de voitures de toute espèce parcourent incessamment la rue si peuplée de Tolède et la place du Château ; que des tas d'hommes, de femmes et d'enfants encombrent l'espace laissé par les voitures, se glissent sous les chevaux, entre les roues, poussant des cris, faisant des sauts et des gestes, s'embrassant les uns les autres, exprimant enfin de mille manières, toutes plus bruyantes les unes que les autres, leur joie et leur enthousiasme. Ces bacchanales civilisées commencèrent vendredi soir, aussitôt que la Constitution fut affichée, et hier soir dimanche, la moindre trace de fatigue ou d'ennui n'était pas

(1) 10 février 1848

visible. La ville est illuminée tous les soirs et chacun porte une torche de poix à la main, ce qui donne l'idée d'une ville prête à être incendiée. Mais point. Pas un doigt n'a été brûlé; pas un mouchoir. Le chef de la police, qui est venu me voir ce matin, me disait avoir reçu son rapport d'hier et que pas un accident n'était arrivé, pas un vol, pas une dispute, pas un coup, si ce n'est entre un mari et sa femme, ce qui serait arrivé même sans la Constitution. Le Roi a passé toute la soirée sur son balcon, tête nue, et il est aussi content qu'un enfant qui a reçu le premier prix de sagesse. L'autre soir, au spectacle, je l'ai vu sauter dans le fond de sa loge, comme un ours en gaieté. Quel changement, quelle métamorphose! La tête me tourne. Les affaires de Sicile me donnent quelque inquiétude, mais j'ai confiance en Dieu qui, bien évidemment, nous protège. Les Siciliens qui sont ici sont enragés contre les Napolitains et veulent la séparation ou à peu près de Naples. Mais j'ai tout lieu de croire que les Siciliens de Sicile sont beaucoup plus raisonnables. Il y a en ce moment-ci trop de ressentiment pour les atrocités commises pendant la guerre, mais cette colère s'éteindra, et le sentiment de l'utilité générale, c'est-à-dire italienne, l'emportera sur toute autre considération. La Sicile aura un parlement séparé; elle aura une administration à part; mais elle aura le même roi, la même armée, et la même diplomatie.

« La nouvelle de la Constitution piémontaise (1), arrivée ce matin, m'a été apportée par le peuple en foule qui semblait comprendre combien je devais m'en réjouir. Voilà donc près de 11 millions d'Italiens constitutionnels : la Constitution piémontaise est la meilleure des deux, quoique les deux soient bonnes, et elle fait faire un pas de géant à l'Italie tout entière. La Toscane ne peut pas tarder quinze jours. Quant à Rome, je crains des obstacles, ou plutôt connaissant les idées de certains prêtres prétendus libéraux, je crains un gâchis orné de beaux noms constitutionnels : deux Chambres, dont l'une des cardinaux, ayant tout le pouvoir; une liberté de la presse qui mette la censure entre les mains du clergé, etc. Telles sont les pensées du P. Ventura, qui occupe la position de catholique-libéral.

(1) Annoncée par Charles Albert, le 8 février, promulguée le 4 mars. C'est le *Statut fondamental*, étendu par Victor-Emmanuel II, qui régit encore aujourd'hui l'Italie.

« Ma propre position ici est encore plus brillante que partout ailleurs. A Rome, la classe moyenne et le peuple m'ont fait grand accueil, tandis que l'aristocratie boudait. Mais ici, toutes les classes m'accablent. Je ne crois pas que personne ait jamais joui de but en blanc d'une aussi grande popularité que moi. Au premier banquet patriotique qui ait eu lieu ici, j'ai été priée de paraître, ne fût-ce qu'un instant, et lorsque je suis entrée dans la salle, les murs en furent ébranlés. Tous se jetaient sur mes mains, pour les serrer, les baiser, me retenir un instant et me mieux voir. On me fit des toasts à n'en plus finir et j'eus enfin le courage de dire quelques mots sur nos affaires qui furent fort applaudis. Le lendemain, ce fut le tour du peuple. J'étais le soir seule dans mon salon, me préparant à m'aller coucher, lorsque la maison craque et un bruit étourdissant m'avertit qu'il me vient des visites. La cour de l'hôtel était toute pleine de lazzaroni portant des torches et des drapeaux. Plusieurs petites voitures étaient aussi entrées, couvertes de pyramides humaines. Le tribun du peuple, D. Michele, grimpé sur le faîte d'une de ces pyramides, m'adresse la parole pour m'exposer les sentiments du peuple qui avait vu d'abord de mauvais œil la Constitution, parce qu'il n'avait pas compris ce que c'était, mais qui était revenu maintenant à de plus saines idées. Suivaient des compliments pour moi. Je parlai aussi au peuple, en l'engageant à avoir confiance en nous qui l'aimions, mais ma voix fut bientôt couverte par les applaudissements. La quantité de monde que je connais ici est innombrable. Toute la journée mon salon ne désemplit pas et chaque nouvel arrivant débute par me demander la permission de m'amener ses amis. La seule difficulté de ma position, c'est de la conserver.

« Vous vous attendiez sans doute à ce que je vais vous annoncer. Je transporte ici l'*Ausonio* et je le corrobe (*sic*), d'un journal quotidien et d'un journal populaire qui paraîtra deux fois par semaine. Maintenant que nous avons la liberté de la presse, c'est en Italie que les questions italiennes doivent être traitées.

« Cette lettre n'est qu'un compte rendu de ces derniers jours. J'ai pensé que cela vous intéresserait et je vous prie d'en communiquer ce qui vous semblera plus important à MM. Mignet, Marguerin et autres. Le papier me manquant, je vous serre tendrement et fraternellement la main.

« CHRISTINE. »

C'est un véritable jeu de ricochet que l'agitation de l'opinion publique en Italie, durant les premiers mois de 1848. Tandis que se déroulaient pacifiquement dans le Sud les événements que nous venons de résumer, il en allait bien autrement dans les pays encore soumis à l'Autriche.

Loin d'accorder aucune concession, Metternich avait fait parvenir au maréchal Radetzky les instructions les plus draconiennes. Ce coup de fouet au vieil autocrate était bien superflu. On connaît sa phrase demeurée fameuse : « Trois jours de sang nous donneront trente ans de paix. » Il eut bientôt les journées qu'il désirait.

Le premier prétexte y suffit. Une mesure tracassière, concernant la régie des tabacs, avait exaspéré les Milanais. Le mot d'ordre courut, et fut obéi, de ne plus fumer. La violence d'une police dûment stylée aussitôt déborda. Le 2 janvier, des agents en bourgeois parcoururent la ville, tenant avec ostentation des cigares allumés, dont ils envoyaient la fumée dans les yeux des passants. Quelques Milanais protestèrent, d'où des rixes et des arrestations. Le lendemain, les désordres s'aggravèrent ; la soirée du 3 fut terrible. Il y eut des charges de cavalerie, où la troupe sabra. Cinquante-neuf personnes tombèrent victimes de ce massacre.

Ces nouvelles connues à Paris soulevèrent une émotion générale. Augustin Thierry s'en fait l'interprète dans la lettre qui suit, lettre mélancolique, où l'on voit qu'il ne s'accorde plus d'illusion sur la chimère d'amitié qu'il entretenait naguère.

« Ma chère sœur,

« Les événements de Milan passent l'imagination, et le cœur me manque pour vous en parler. Hélas ! il y a maintenant deux Italies, l'une pleine de joie et d'espérance, l'autre qui n'a devant elle que le désespoir, et celle-là est pour vous la plus chère. Je comprends les angoisses de cœur que vous donnent les horribles nouvelles qui viennent de là, mais souvenez-vous que vous regardiez ces malheurs et bien d'autres encore comme inévitables. Que l'admirable mouvement d'opinion qui les attire sur la Lombardie, et que vous n'osiez pas espérer, vous console un peu et vous relève. Vous souffrirez d'être Milanaise, mais vous serez fière de l'être, car vos compatriotes, par des actes de volonté unanimes, qui rappellent la Révolution d'Amérique,

donnent aux opprimés un grand exemple. Dieu ne permettra pas, sans doute, qu'ils n'en recueillent pour récompense qu'une aggravation de misère : croyez-le et que cette pensée vous calme. Résistez au désir qui vous prend d'aller partager les souffrances et les dangers de vos amis ; vous vous perdriez sans sauver personne. Restez exilée jusqu'à de meilleurs jours, tous ceux qui vous aiment ici vous en conjurent avec moi.

« L'air de Naples et l'air de la liberté vont, je n'en doute pas, rendre à M. Stelzi tout ce progrès en mieux que vous avez déjà vu et que vous souhaitez pour lui. Et vous, ma chère sœur, vous allez être heureuse sans mélange, je l'espère, de tout ce que vous verrez naître et grandir autour de vous. On vous aime, on vous admire, on a confiance en vous ; vous serez consultée avec déférence : soyez pour l'union des esprits qui fait celle des cœurs. L'Italie a besoin de tous les siens ; le temps des pointillages n'est point venu pour elle, car elle n'a pas encore vaincu : ce temps ne vient que trop tôt après la victoire. Je vous suivrai de loin dans tous vos succès, qui, hélas ! seront pour moi de l'absence, et une absence peut-être bien longue. Je comptais des mois jusqu'à votre retour : faudra-t-il compter des années? Je serai fort, je vous le promets. Je sais que vous avez votre destinée à accomplir, la mienne sera de vous attendre ici, dans cette maison qui est à vous et qui me parle de vous. Si les chances de la vie, plus douteuses pour moi que pour tout autre, m'étaient contraires; si, avant le temps du retour, il vous arrivait de moi une triste nouvelle, je vous demande un deuil de huit jours, porté par vous et par Marie. Que cette demande ne vous afflige pas, je vous la fais avec calme et sans mauvais pressentiments. Je suis votre conseil, je m'attache autant que je le puis au travail. Ma dernière lecture à l'Académie a très bien réussi, et mon zèle s'en est accru.

« Adieu, ma sœur. Aimez-moi comme je vous aime, et écrivez-moi.

« AUGUSTIN THIERRY. »

Mme de Belgiojoso répond le 1er mars, ignorant tout encore de la révolution qui vient d'éclater l'avant-veille à Paris :

Naples, 1er mars 1848.

« Mon cher frère,

« J'allais vous écrire pour vous reprocher votre long silence,

lorsque votre lettre m'est arrivée. J'achève de la lire et j'en suis toute touchée, mais toute triste. Vous comprenez enfin, mon ami, ce que je n'avais pas le courage de vous dire explicitement, c'est-à-dire que le partage de ma vie, fait depuis quelques années en six mois italiens et six mois français, se trouve forcément dérangé par les événements qui se succèdent maintenant en Italie.

« Vous êtes bien raisonnable à ce sujet, mon ami, et je vous en remercie ; mais vous êtes bien triste, et cette tristesse me fait mal. Non, mon frère, non, je ne serai pas longtemps sans aller vous voir. Si l'état actuel de mon pays et la pensée des services que je puis être appelée à lui rendre ne me permettent pas de passer, cette année, six mois de suite à Paris, toujours pourrai-je y faire une course, pour voir au moins comment vous allez.

« Si le printemps s'avance sans que rien n'éclate en Lombardie, je pourrai prendre quelques mois de congé et vous aller trouver ; si la guerre ou la révolution commencent, je profiterai de la première éclaircie, du premier instant de trêve pour cela. Mais, de toute façon, je ne vous laisserai pas longtemps.

« Ne me parlez pas de deuil, mon frère, si un malheur m'arrivait en vous, je porterais un plus long deuil que vous ne me le demandez, sans compter celui que je porterais dans mon cœur et que je ne quitterais jamais...

« Lorsque vous écriviez la lettre à laquelle je réponds, vous étiez charmé et émerveillé de ce qui se passait en Italie, et pourtant Naples seule avait une constitution. Toscane, Piémont et Monaco ont déjà suivi le bel exemple donné par Naples. La constitution toscane est la meilleure ; mais du plus au moins, nous voilà quinze millions d'Italiens constitutionnels. Vous ne vous attendiez certes pas à nous voir marcher si vite et d'un pas aussi ferme. Mais, je dois l'avouer, malgré ma partialité pour tout ce qui est italien, je suis cruellement blessée de la conduite des Siciliens. Leurs prétentions vont croissant et la population napolitaine, jusqu'ici bien disposée pour la Sicile, commence à se fatiguer. J'irai dans une dizaine de jours à Palerme, où je passerai une semaine à peu près. Je n'obtiendrai rien, mais j'éprouve le besoin de rappeler à quelques-uns des chefs de l'insurrection les discours qu'ils m'ont tenus quelque temps auparavant sur leur parfaite fraternité avec les Napolitains. Que pourront-ils me répondre ?

« Le premier numéro de notre journal quotidien a paru ce

matin. Son titre est *le National*. On l'attend avec impatience, tant ici que dans les provinces, parce que l'on a la bonté d'avoir trop belle opinion de moi. Les démonstrations populaires ont cessé enfin ; mais ce qui continue, ce sont les gens qui viennent chez moi, pour connaître ma façon de penser sur tel ou tel point.

« L'*Ausonio* est sous presse. Ni le bonheur de quinze millions d'Italiens, ni la joie de ma propre popularité ne peuvent m'entr'ouvrir le cœur aussi longtemps que ma pauvre Lombardie saigne des quatre membres. Des nouvelles récentes nous peignent l'état de ce pays sous les couleurs les plus sombres. Les choses en sont à un tel point, nous dit-on, qu'une catastrophe affreuse et sanglante ne peut tarder à éclater. On s'attend à un massacre des troupes par la population et de la population par la troupe, et cela arrivera, si les idées et les sentiments de notre époque ne pénètrent pas comme par inspiration la rude écorce des soldats autrichiens. Les Hongrois témoigneraient, à ce que l'on dit, une grande sympathie aux Italiens et à l'Italie. Que Dieu nous soit en aide ! mais pour nous autres Lombards, nous sommes sur le gril.

« Adieu, mon cher frère, ne me laissez pas manquer de vos nouvelles, et croyez bien que rien ne peut prendre votre place dans mon cœur.

« CHRISTINE.

« *P.-S.* — Je viens de recevoir de Lugano la nouvelle que l'ordre de m'arrêter et de me conduire sous escorte à Milan est donné à la frontière de la Suisse et de la Lombardie. Le même ordre existe sans doute aux autres frontières. »

Quelques jours plus tard, enfin renseignée, elle se hâte d'adresser rue du Montparnasse ce billet, que partagent à la fois l'inquiétude et la satisfaction :

Naples, 7 mars 1848.

« Mon cher frère,

« Les nouvelles de Paris du 27 m'arrivent à la minute. Tout est donc fini pour cet infâme gouvernement ! Je ne puis éprouver pour lui que l'aversion la plus forte, mais je tremble d'angoisse en pensant à vous et à Mignet. Comment êtes-vous ? comment est-il ? Deux mots, par pitié, qui me tirent de l'inquiétude affreuse où je suis.

« Comment allez-vous supporter le spectacle des scènes qui

vont se passer à Paris, et dans lesquelles vos anciens amis vont remplir un triste rôle? Quittez Paris, quittez pour un temps la France et venez me rejoindre ici. Venez me rejoindre et dérobez-vous à des scènes qui seraient déchirantes pour vous.

« Si pourtant vous voulez rester, et si je peux vous aider en quoi que ce soit, écrivez-le-moi, et j'irai vous rejoindre jusqu'à ce que la tempête soit passée.

« Mon Dieu, mon Dieu! que d'événements! Des événements qui vous avaient été annoncés l'automne dernier, et annonce dont vous et Mignet ne faisiez que rire. Mon Dieu, mon Dieu! Deux mots qui me tranquillisent par pitié. Toute à vous.

« CHRISTINE. »

J'ai dit ici même l'impression produite sur Augustin Thierry par la révolution de février, son désespoir, son désarroi moral et intellectuel. A l'admirateur de La Fayette et du général Foy, la monarchie parlementaire a toujours semblé le gouvernement idéal, parce que seul, il réalise « l'alliance de la tradition nationale et des principes de liberté ». Sa chute l'abat et le consterne; elle lui paraît infliger le démenti le plus cruel aux théories scientifiques sur lesquelles il a fondé son dogmatisme du Passé...

Le 5 mars, il envoie à Mme de Belgiojoso cette appréciation navrée des événements :

« Ma chère sœur,

« Combien je suis touché de l'appel que vous me faites de me rendre auprès de vous. Hélas! il n'y faut pas songer, à présent moins que jamais. Je vivrai et mourrai avec mon pays.

« Le mauvais de la situation n'est pas dans les hommes, mais dans les choses; la majorité du Gouvernement provisoire est admirable, les hommes du *National* sont pleins de sens et de cœur; Lamartine a des moments sublimes de courage et d'éloquence, mais sa force ira-t-elle jusqu'au bout? Sera-t-il contraint de quitter la place, seul ou avec les meilleurs? Seront-ils tous balayés par une avalanche? Voilà ce qu'on se demande avec angoisse et nul ne peut répondre du lendemain. Il faudrait que le Gouvernement pût se maintenir contre ce qui le déborde jusqu'aux élections qui vont se faire; qu'il sortît de ces élections gigantesques une assemblée raisonnable et que cette assemblée décrétât la Constitution américaine : un président

et deux Chambres; mais que de doutes et de périls jusque-là!

« Adieu, ma chère sœur, dans le mal comme dans le bien, je suis tout à vous, de cœur, de pensée, de regret et d'espérance. Embrassez Marie pour moi.

« AUGUSTIN THIERRY. »

Dans sa réponse, la princesse insiste à nouveau pour que son *frère* vienne la rejoindre au plus vite et multiplie généreusement les offres les plus délicates :

Naples, 11 mars 1848.

« Mon cher frère,

« Je reçois à l'instant votre lettre qui m'afflige au delà de ce que je puis dire. Mes craintes sont près d'être réalisées; votre existence est menacée et votre fermeté est ébranlée. C'est à moi que vous vous adressez pour trouver du courage et Dieu fasse que je puisse vous en donner! D'abord, mon cher frère, ne prenez aucune détermination subite. Aussitôt que la nouvelle de la révolution m'est parvenue, j'ai écrit à M. de Lamartine pour vous recommander à lui et le prier de ne pas permettre que vous éprouviez le contre-coup de la chute de vos amis. M. de Lamartine est bon et généreux, le rôle qu'il remplit aujourd'hui a mis en action tous les bons et beaux sentiments que la vanité voilait quelquefois en temps ordinaire; j'espère en lui. Attendez pour prendre un parti que vos finances soient réellement réduites et de combien. Mais en tout cas et en mettant les choses au pire, attendez mon arrivée à Paris. Je vous avais écrit avant les derniers événements que je saurais trouver le moment pour aller vous voir cet été, quoi qu'il arrive en Italie. Les nouvelles de France me confirment dans ma résolution Je serai certainement auprès de vous au commencement de l'été, c'est-à-dire aussitôt que je pourrai m'éloigner sans crainte de Stelzi. Nous verrons alors ce qu'il vous conviendra de faire. Si vous quittez la rue du Mont-Parnasse, je n'y resterai pas, car je ne me suis établie là que pour y vivre auprès de vous et il me serait impossible de m'arranger avec d'autres locataires. D'ailleurs, il est parfaitement convenu entre nous que le temps que je puis passer en France vous appartient et ce n'est pas votre changement de position qui influera sur mes dispositions. Mais surtout, attendez ce que le Gouvernement va faire pour vous et, en tout cas, attendez mon retour.

« Ne vous impatientez pas, mon frère, mais *mon* projet était de tous le plus raisonnable.

« Si votre revenu se trouve réellement de beaucoup réduit et que vous ne puissiez continuer le genre de vie que vous meniez jusqu'ici, pourquoi ne pas vous transporter, pour quelque temps au moins, dans un pays où la vie est tellement meilleur marché qu'en France? En Italie, avec 10 ou 12.000 francs de revenus, vous vivriez comme un prince, vous, votre ménage et votre nièce. Vous pourriez choisir toute l'Italie à cette heure et vous y fixer pour au moins une année. Si vous vous contentiez de la Lombardie et de mon chez-moi, vous n'auriez presque rien à dépenser; si vous préfériez le midi de l'Italie, nous pourrions nous établir dans un paradis, c'est-à-dire dans une villa à Portici, sur le bord de la mer, sous des bosquets d'orangers, de palmiers et d'aloès, dans un air qui semble imprégné d'intelligence, tant il est sympathique et vivifiant. Il y a quinze jours, je pensais que ce ne serait qu'aimable à vous d'accepter ma proposition; aujourd'hui je pense que ce serait raisonnable et que rien ne le serait autant.

« Ne pensez pas pourtant que je veuille vous faire partir *ipso facto*. Attendez-moi de pied ferme. Une fois à Paris, je ferai toutes les démarches nécessaires pour que vetre absence ne vous nuise pas; après quoi, je vous enlèverai.

« Un autre jour, je vous parlerai de politique.

« Votre sœur dévouée,

« CHRISTINE. »

A l'instant où cette lettre parvenait à Paris, les plus graves événements s'accomplissaient en Lombardie. Le 17 mars, Milan apprenait l'insurrection hongroise, les émeutes de Vienne, le pouvoir aux mains des « Constitutionnalistes » et la chute de Metternich. Aussitôt le tocsin sonne à tous les campaniles, appelant les citoyens aux armes; Milan n'a plus qu'une pensée, chasser les Autrichiens. Alors la bataille des rues commença. Sous l'assommade des pavés et des tuiles, les brûlures de l'huile bouillante dont on arrosait ses soldats, Radetzky se défendit furieusement, n'accordant pas merci, ne demandant point quartier. Et ce furent les « Cinq Jours », terminés par la retraite du feld-maréchal.

A la première nouvelle des troubles, devinant bien que le

Piémont se trouve obligé d'intervenir et que la guerre va s'ensuivre, Mme de Belgiojoso lève en hâte un corps de volontaires, affrète un navire et s'embarque avec son bataillon pour Gênes.

Elle-même a pris soin de nous conter dans la *Revue* (1) les péripéties de cette équipée, l'une des aventures les plus pittoresques de sa vie mouvementée. J'y renvoie le lecteur curieux de suivre notre héroïne empanachée, toujours belle et séduisante, sur le pont de son brigantin, environnée des *giovanetti*, sa troupe hétéroclite, exerçant sur eux l'autorité la plus despotique, distribuant les brevets et les grades : « Nous, princesse de Belgiojoso, décrétons et nommons par les présentes, etc., etc. »

Lorsqu'elle gagna Milan, après un court arrêt à Gênes, un gouvernement provisoire était installé déjà au palais Marino. Le comte Casati, son président, ne paraît pas avoir partagé l'enthousiasme populaire soulevé par l'arrivée de la Nouvelle Bradamante et de son contingent. Il écrit en effet quelques jours plus tard à un ami intime : « Je crains qu'elle ne nous ait fait un cadeau embarrassant. Néanmoins, j'ai été forcé de figurer sur la scène et de haranguer la troupe. »

C'est le récit de cet accueil, que la princesse, beaucoup moins clairvoyante qu'enivrée, s'empresse d'envoyer à Paris.

Locate, 1er avril 1848.

« Mon cher frère,

« Je suis arrivée, il y a deux jours, à Locate, et j'ai fait hier mon entrée à Milan, dans *ma* ville libre de Milan. Je puis bien l'appeler mon entrée, comme vous l'allez voir.

« Je devais entrer par la porte de Rome, et, à quelques pas de là, je fus jointe par un député de l'état-major et un député de la garde nationale. Je descendis alors de voiture et, donnant le bras à l'un de ces messieurs, suivie de mes volontaires napolitains, je m'approchai de la barrière. Là, un député du Gouvernement provisoire m'attendait. Il me fit une harangue à laquelle je répondis ; puis, nous continuâmes notre route, suivis et précédés de la garde nationale de tous les quartiers et salués par les cris de joie de la population tout entière. Nous arrivâmes ainsi jusqu'au Palais du Gouvernement où les membres du Gouvernement provisoire vinrent à ma rencontre jusque

(1) *L'Italie et la Révolution italienne*, 1er octobre 1848.

dans la cour du palais. Arrivée en haut, le peuple m'appela au balcon jusqu'à deux fois, et chaque fois, c'étaient des transports de joie, des cris, des chapeaux jetés en l'air, des applaudissements, un enthousiasme tel que jamais le peuple milanais n'en a montré un semblable.

« Je n'ai jamais été aussi émue, mon ami, et la journée d'hier me paie amplement de tous les désagréments que j'ai essuyés jusqu'ici pour mon libéralisme. Tout le monde, y compris les membres du Gouvernement provisoire, me presse d'aller m'établir à Milan, pour y exercer une influence salutaire, et c'est ce que je vais faire pas plus tard que demain.

« Tant de satisfaction personnelle n'est pas sans mélange d'inquiétude patriotique. L'esprit républicain est puissant en Lombardie et je crains que C. A... [Charles-Albert], par ses lenteurs, n'ait joué la plus belle carte du monde. Je vais travailler pour lui, c'est-à-dire pour l'unité et la force de mon pays; mais je crains d'être battue et je ne veux pas m'aventurer trop loin, car je ne veux à aucun prix perdre la confiance de mon pays. Les Autrichiens tiennent encore à Mantoue, à Vérone et à Peschiera, mais on ne les craint plus ici.

« Et vous, que faites-vous, mon ami? Si vous voulez suivre le conseil que je vous donnais dans ma dernière lettre, écrivez-m'en un mot et j'irai vous prendre pour vous ramener ici. Dans le cas contraire, je ne quitterai pas Milan que tout soit fini.

« Adieu, mon cher frère, mille et mille tendresses.

« CHRISTINE. »

Il est heureux pour Augustin Thierry de n'avoir pas accueilli cette suggestion. Que serait-il advenu de l'aveugle durant les jours tragiques qui suivirent Custozza?...

Nous n'avons pas à raconter ici la campagne de 1848 entre le Piémont et l'Autriche. Durant qu'on s'y prépare de part et d'autre, Mme de Belgiojoso s'agite sans relâche. Bien qu'elle demeure en coquetterie avec les Mazziniens, elle s'est ralliée publiquement à la Maison de Savoie, a mis au service des principes « albertistes » sa fortune, son influence et ses journaux : *Il Crociato* et la *Croce di Savoia*. Même, elle obtient audience de Charles-Albert à Lodi, lui expose longuement tout un programme politique. Sa conversion est-elle bien sincère et sans arrière-pensée? On en peut douter à lire les amères cri-

tiques qu'elle développe contre le « Roi tâtonneur », dans son *Essai sur le Gouvernement provisoire* (1). Ne lui a-t-elle pas au surplus exprimé son sentiment, dans cette phrase à tout le moins équivoque : « Mes sympathies ne sont pas avec la République, mais avec les individus qui composent le parti républicain. »

Augustin Thierry, qui connaît le faible de son amie, croit devoir la mettre en garde contre de périlleux engouements :

(Juin 1848).

« ... Que l'Italie veille sur elle-même et se gare de ces empoisonneurs, de ces philanthropes qui, au nom des souffrances d'une classe, lui donnent à dévorer toutes les autres : de ces publicistes pour lesquels la patrie n'existe pas et qui font fi de la liberté, qui placent les droits dans les besoins, l'égalité dans les estomacs et proposent comme fin de la société humaine une régie de tout par l'État avec distribution à tous de travail et de pitance, c'est-à-dire un bagne paternel ou un bagne démocratique administré fraternellement. Quant à moi, plutôt que de voir le moindre commencement de ce régime ignoble, je souhaite que Dieu me retire de ce monde, fût-ce par la main des atroces fanatiques qui veulent tuer et se faire tuer pour lui.....

« AUGUSTIN THIERRY. »

***

Cette lettre trouva donna Cristina au désespoir, cette fois, vraiment « princesse malheureuse ». Stelzi avait succombé l'avant-veille et le destin s'était montré brutal.

Le récit qu'on va lire et les aveux qu'il contient donnent la solution d'une énigme macabre jusqu'ici demeurée obscure.

Ce fut un bel éclat, lorsqu'en septembre 1848, après la reprise de Milan, la police autrichienne, perquisitionnant à Locate, découvrit dans un cabinet secret du château des Trivulce, ouvrant, par un mécanisme, dans la chambre même de la princesse, un cadavre embaumé en tenue de soirée. On reconnut Gaetano Stelzi. Le mort, pourtant, avait été inhumé, le 19 juin, au cimetière, en présence de nombreux témoins. La tombe aussitôt fouillée ne livra qu'un cercueil bourré de pierres.

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre 1848.

Mme de Belgiojoso était en fuite. Propagées par l'entourage du gouverneur, les rumeurs les plus scandaleuses circulèrent à son endroit, certaines même si révoltantes que je m'interdis de les reproduire. Ses partisans ripostèrent en accusant le comte Hübner d'avoir ourdi cet infâme complot, pour déshonorer une ennemie dangereuse. Telle fut en définitive la version qui triompha, celle qu'ont acceptée les historiographes.

La réalité est toute différente. Stendhal, s'il n'était point mort trop tôt, eût aimé recueillir la trop romanesque aventure pour la prêter à quelque héroïne des *Chroniques italiennes*, Hélène de Campireali ou la duchesse de Palliano. Il s'agit bien d'un véritable accès vésanique, de la nécrolatrie exaspérée d'une amante voulant à tout prix conserver près de soi le corps du bien-aimé. Car, il n'y a pas à se méprendre aux termes de la lettre qu'on va lire. C'est bien le langage désespéré, la plainte sanglotante d'une maîtresse effondrée devant l'irréparable, toute au deuil de son bonheur perdu.

Locate. Sans date (Juin 1848).

« Mon cher frère,

« J'ai été bien longtemps sans vous écrire et je n'aurais pas repris la plume de longtemps, si votre lettre n'était venue me réveiller de ma stupeur.

« Vous avez bien souffert, mon pauvre ami, mais les peines politiques ne dépassent point le cercle tracé autour de nous par les habitudes et les affections intérieures. Moi aussi, j'ai beaucoup souffert et d'une façon qui laissera plus de traces. Je suis seule, avec mon enfant, que j'aime plus que moi-même, mais qui ne comprend rien à ce qui se passe en moi. Nous nous bercions tous d'espérances, car la santé semblait revenir à ce cher malade; la toux avait diminué d'intensité, les forces et l'embonpoint reparaissaient, l'appétit et le sommeil étaient bons, les digestions parfaites, l'humeur douce et triste. Le 15 juin, il se sentit mal à l'aise toute la journée, se plaignant d'une grande faiblesse et d'une suffocation qui paraissait tenir de l'asthme et à laquelle il était sujet, sous la forme d'attaques spasmodiques qui allaient et venaient. Vers les quatre heures de l'après-midi, l'attaque redoubla et j'observai avec frayeur que les lèvres blanchissaient. L'accès dura à peu près deux heures, pendant lesquelles j'eus recours aux révulsifs et aux

calmants; après quoi, il se calma; la respiration se rétablit; les lèvres et les yeux reprirent leurs couleurs et il parlait de quitter le lit (où nous l'avions porté pendant l'accès) pour se rendre à Locate où nous avions eu l'intention d'aller ce soir-là et où il se trouvait toujours très bien. Mais une transpiration abondante s'étant déclarée, je ne lui permis pas de se lever et je voulus qu'il respectât ce que je regardais comme une heureuse solution de la crise. Il continua de se remettre et il soupa légèrement. Le voyant si calme et me sentant brisée des inquiétudes que j'avais éprouvées, je lui dis que j'allais me mettre au lit; que le médecin passerait la nuit, ainsi que Mrs Parker (1), dans sa chambre; que je lui ordonnais de me faire appeler au moindre malaise et que j'insistais pour qu'il fût prêt de bonne heure le lendemain afin d'arriver à Locate avant les grandes chaleurs du jour. « Ne craignez rien, me dit-il, ce n'est pas moi qui me ferai attendre; soyez seulement prête aussitôt que moi. » Et je l'entendis en sortant qui recommandait à Mrs Parker de l'éveiller à six heures.

« M'étant couchée, mais ne pouvant dormir, j'envoyai trois fois savoir de ses nouvelles. Elles étaient bonnes. Je fermai enfin les yeux et j'allais m'endormir lorsque je m'entends appeler à toute voix. Je saute au bas de mon lit et je vois le médecin qui, tout renversé, me criait : « Il meurt, il meurt! » En cinq secondes, j'étais auprès de lui. Il mourait en effet, sans douleur, sans connaissance, sans contractions. J'ai su depuis qu'il avait continué de causer et demandé à changer de lit; que le docteur lui avait demandé s'il voulait être transporté d'un lit à l'autre, à quoi il avait répondu en riant : « Du tout, du tout; « croyez-vous donc que je ne puis marcher? »; que Mrs Parker s'étant mise à bassiner le second lit, il l'avait appelée d'une voix parfaitement calme et ferme pour qu'elle lui donnât quelque chose; que s'étant approchée de lui et voyant qu'il ne tendait pas le bras pour prendre ce qu'elle lui offrait, elle l'avait regardé et lui avait vu les yeux tournés en dessous. C'est alors qu'elle appela à grands cris le médecin, que le médecin se précipita vers ma chambre, que j'accourus. Personne de nous n'arriva à temps pour recueillir une dernière parole, un dernier regard.

(1) Dame de compagnie de la princesse.

« Qu'est-il arrivé? Qu'est-ce qui nous l'a enlevé? Dieu le sait. Je ne savais pas que je l'aimais à ce point; je ne savais pas que sa vie était si intimement liée et si nécessaire à la mienne. Je l'éprouve aujourd'hui. Je l'ai apporté ici, dans un tombeau qui est dans l'enceinte même de ma maison, de façon que Mrs Parker et moi, nous avons la triste satisfaction de l'orner de fleurs et d'entretenir ce lieu comme une chambre plutôt que comme un sépulcre.

« Voilà ce qui remplit ma vie. Depuis que sa maladie exigeait tous mes soins, je m'étais peu à peu éloignée de toutes relations quelque peu intimes. Je suis seule aujourd'hui; je le serai de plus en plus et je ne puis songer à peupler ma solitude. J'aurai certainement du plaisir à me retrouver près de vous, il me serait impossible de vous aller chercher.

« CHRISTINE. »

Les événements se chargèrent, en se précipitant, de calmer cette exaltation et d'apaiser ce grand chagrin. Ils sont écrits en traits de sang dans l'histoire d'Italie et se nomment Custozza, Lodi, la capitulation de Milan. Ce que fut son rôle, au cours de ces journées historiques, la princesse, ici même, l'a tout au long conté (1), en l'enjolivant un peu, au dire averti de Cesare Cantu.

*
* *

Les historiens italiens, depuis un demi-siècle, ont beaucoup varié dans les jugements qu'ils portent sur la conduite de Charles-Albert, durant les heures qui précédèrent la reddition du 5 août. Les plus récents d'entre eux ont finalement prononcé la réhabilitation du *Roi magnanime*, loué sa conscience à remplir « le plus douloureux de ses devoirs » en arrêtant une impossible résistance. Dans l'article retentissant qu'elle va bientôt publier dans la *Revue*, — il est vrai que Buloz a passé par là, — Mme de Belgiojoso, humiliée et déçue, se refuse à toute appréciation sur le vaincu de Custozza. Pour elle, ses actes sont proprement incompréhensibles. Pareille modération peut surprendre à lire les lignes furibondes que voici, hâtivement tracées, aussitôt qu'elle a réussi à se mettre en sûreté.

(1) Voir dans la *Revue* du 1er octobre 1848 : *la Guerre de Lombardie et la capitulation de Milan.*

Turin, 8 août 1848.

« Mon cher Thierry,

« Je suis saine et sauve ; Marie aussi qui n'a jamais lâché mon cotillon, ni au milieu des troupes et des barricades, ni au milieu de l'effervescence et de la fureur populaires.

« Fureur bien motivée, car nous avons été indignement vendus par Charles-Albert qui, le jour même de l'attaque de la ville, lorsque nous étions tous disposés à combattre jusqu'à la dernière extrémité, a lâchement capitulé en cédant tout et en n'épargnant à la ville que le pillage.

« Le peuple, le peuple de nos cinq journées a protesté comme le peuple sait le faire. Il a fait le Roi prisonnier, l'a forcé de déchirer la capitulation et de jurer qu'il se défendrait avec les Milanais jusqu'à son dernier sang. Cette promesse cachait une nouvelle trahison. Les régiments les plus dévoués à la personne du Roi étaient secrètement mandés pour le délivrer. Ils viennent. Le peuple s'occupait de ses préparatifs de défense contre les Autrichiens. Ils essaient d'enlever le Roi. La garde populaire qui l'entourait résiste. Piémontais et Milanais se battent. On tire sur le Roi; on lui tue son cheval et il est obligé de se jeter sur une mauvaise rosse qu'on lui offre à l'instant. On crie : Voilà les Autrichiens ! et le peuple abandonne sa capture pour courir aux barricades. Le Roi se sauve et les Autrichiens n'entrent pas ce jour-là.

« Le lendemain, toutes les troupes étaient parties, ayant enlevé canons, munitions, trésor et tout; le peuple ne sut à quoi se décider. Les Autrichiens firent savoir qu'ils entreraient à midi et qu'ils accordaient toute la journée à ceux qui voudraient partir.

« La population entière a émigré.

« Nous n'avons plus d'espoir que dans la France et le parti républicain. La maison de Savoie est devenue plus impossible en Italie que la maison de Bourbon en France et à Naples.

« Je pars pour Grenoble où j'espère trouver le général Oudinot et l'engager à faire passer la frontière à son armée. Si j'échoue, je viendrai en toute hâte à Paris, je me présenterai aux ministres, au dictateur, aux Chambres, dans les faubourgs, s'il le faut, mais j'emmènerai des sauveurs à mon pauvre pays.

« Faites publier cette lettre. Elle contient l'exacte vérité et je veux qu'on sache que j'ai rompu tout lien avec le roi de Sar-

daigne et avec le principe monarchique. Avec la République, nous entrerons dans une carrière d'agitations qui durera plus que nous; mais cela seul est possible.

« Votre sœur dévouée

« CHRISTINE. »

Rentrée à Paris, à la fin du mois, fidèle au programme qu'elle annonçait, la princesse reprit avec énergie sa propagande patriotique. L'hôtel de la rue du Montparnasse recommença d'être le rendez-vous ordinaire des réfugiés italiens de toute plume et de toute éloquence. Les temps n'étaient plus où, selon la parole présomptueuse de Charles-Albert, l'Italie pouvait agir seule et tout l'espoir de ses fils malheureux reposait sur une intervention de la France. Les circonstances semblaient favorables à l'obtenir. L'Europe se montrait lasse de la prépondérance abusive exercée par l'Autriche dans la péninsule. Un accord diplomatique entre Paris et Londres apparaissait possible pour le règlement définitif des affaires d'Italie. Donna Cristina se prodiguait donc dans les milieux officiels. Chez Armand Marrast, au fameux bal travesti troublé par le populaire, appuyée sur la princesse Czartoriska, vêtue en Polonaise, elle fit sensation dans son costume tricolore et personnifiant l'Italie.

L'élection du 10 décembre la combla d'allégresse. Qu'on la puisse considérer comme une « marche à l'Empire », son républicanisme intermittent n'en conçoit nul souci. Le passé du Prince-président, les serments qu'il a prêtés lors de son affiliation à la *Carbonaria*, leurs entretiens de Londres, lui sont autant d'assurances que Louis Bonaparte tiendra ses engagements envers l'Italie. Pendant trois mois, le nouvel hôte de l'Élysée n'a pas de partisan plus convaincu, de porte-parole plus exalté. Bientôt sa désillusion sera grande, sa colère d'autant plus furieuse.

L'histoire marche au pas de charge durant cette période agitée et le monde, au cours de la même quinzaine, apprend avec stupeur l'abdication de Ferdinand Ier, la révolution de Toscane et les événements de Rome : l'assassinat de Rossi, la fuite de Pie IX à Gaète, la proclamation de la République mazzinienne.

Dès qu'il devient évident que le Piémont va reprendre les armes, Mme de Belgiojoso se hâte de gagner Turin.

Une semaine plus tard, c'est la « campagne de trois jours », la débâcle de Novare, l'écroulement de téméraires espoirs. La

princesse se trouvait à Verceil, à dix lieues du champ de bataille quand refluèrent les premiers fuyards. Elle réussit à atteindre Livourne d'où elle expédie ce court billet destiné à rassurer ses amis :

Livourne, 29 mars 1849.

« Mon frère,

« Je vis, je suis debout et Marie va bien. C'est tout ce que je puis dire pour que vous ne soyez pas trop inquiet sur mon compte. Demain, le temps le permettant, je pars pour Rome.

« Adieu, quand je le pourrai, je vous écrirai autrement.

« Mille fraternelles tendresses.

« CHRISTINE. »

A Rome, la « Jeanne d'Arc moderne » trouva la situation la plus trouble et la plus incertaine. La fuite du Pape avait laissé la ville aux mains de la populace. Mazzini hésitait à céder à l'appel de ses amis. Durant ces mois critiques, l'administration de la cité appartint en fait à la plèbe dirigée par un charretier du Transtévère, le *Cicernacchio*.

Après Novare, devant la gravité des circonstances, l'Assemblée, enfin réunie, pensa fortifier le gouvernement en confiant le pouvoir exécutif à un triumvirat Mazzini-Saffi-Armellini : on eut en réalité la dictature de Mazzini.

La princesse comptait de nombreux amis dans l'entourage du Grand Maître : Nino Bixio, Cernuschi, Lucien Manara, les frères Dandolo, le poète Mameli. Elle espérait jouer un grand rôle politique : on se borna à lui confier l'organisation et la direction générale des hôpitaux. Son dévouement et son activité ne devaient point tarder à s'y dépenser.

De graves périls extérieurs menaçaient en effet la jeune république. Dès le 18 février, Pie IX avait invité les puissances catholiques à rétablir son gouvernement. L'Espagne aussitôt proposa son concours; le roi de Naples, qui offrait son hospitalité au pontife, se déclara prêt à l'aider; l'Autriche promit elle aussi une armée ; mais ce qui causa le plus grand étonnement, fut l'intervention de la France.

L'annonce en fut d'abord accueillie joyeusement parce qu'on ne doutait point qu'elle dût être favorable. Mazzini lui-même semble s'être laissé prendre aux assurances qu'il reçut alors de Ledru-Rollin. Pour donna Cristina, sa conviction est mieux assu-

rée que jamais. Louis-Napoléon se prépare à délivrer l'Italie; les troupes françaises se présenteront devant Rome en libératrices.

Illusions complaisantes : depuis son départ de Paris, la situation politique s'était complètement transformée.

L'Assemblée constituante touche au terme de son mandat. Le Prince-Président, s'appuyant désormais sur la droite, désire donner des gages aux catholiques. Associant habilement ses calculs personnels aux vues de l'intérêt national, il fait affirmer par Odilon Barrot et Berryer la nécessité pour la France de ne point laisser l'Autriche seule maîtresse des événements. Ce n'est rien moins qu'un retour à la politique de Casimir Perier, quelque chose comme une nouvelle expédition d'Ancône. Le vote emporté le 16 avril, Oudinot débarque à Civita Vecchia. Bientôt Rome doit se rendre à l'évidence : le général vient rétablir dans les États pontificaux le pouvoir théocratique.

On connaît ce qui s'ensuivit : la résistance désespérée des Garibaldiens électrisés par l'hymne de Mameli :

Fratelli d'Italia
L'Italia s'è desta...

les combats acharnés dans les faubourgs de Rome; finalement, le 3 juillet, l'entrée dans la ville des grenadiers et des voltigeurs d'Oudinot.

Pendant toute la durée du siège, la princesse s'était multipliée dans les hôpitaux. Assistée par deux femmes de cœur, une Américaine, Margaret Fuller (1), une Suissesse, Julie Modena, elle avait organisé ses services avec un véritable génie du commandement, édictant des règlements sévères, introduisant partout l'ordre et la discipline. Elle montrait la plus complète abnégation. En elle, la femme politique avait disparu et ses devoirs d'infirmière l'accaparaient uniquement. Parmi les étrangers demeurés à Rome, se trouvaient le sculpteur M. Story et sa femme : « Jour et nuit, constate cette dernière, Mme de Belgiojoso demeurait à la tâche; elle avait su tout ordonner, tout disposer de façon que l'organisation fût vraiment admirable. Il n'y eut plus ni confusion, ni tumulte, au lieu du chaos qui régnait auparavant. »

D'autre part, une lettre de donna Cristina à Mme Jaubert,

(1) Plus tard la marquise Ossoli.

publiée quelques mois plus tard par celle-ci dans le *National*, trace un tableau pathétique de sa vie quotidienne. « Eh ! ma chère amie, quelle que soit l'étendue de votre imagination, vous n'atteindrez pas à la réalité douloureuse de la vie que j'ai menée durant le bombardement de Rome et tant que je suis demeurée au poste que j'avais choisi près des blessés. Ils étaient tous intéressants ; tous avaient couru un danger, poussés par un élan patriotique ; l'amour du pays, l'amour de la liberté exaltaient toutes les nobles facultés des combattants. Non, ce n'était point à un spectacle ordinaire de la mort que j'assistais. Lorsque, vaincue par la fatigue, je cherchais cet oubli de toutes choses qu'on nomme le sommeil, pouvais-je réussir quand je savais ne pas retrouver vivants à mon réveil tous ceux dont la voix affaiblie m'avait souhaité le soir une nuit tranquille ? Savais-je combien de mains avaient pressé la mienne pour la dernière fois ? Savais-je combien de draps rejetés sur le traversin m'annonceraient, à ma visite du matin, un martyr de plus ? »

Cependant, la fureur et l'indignation se partagent son âme. Elle a voué une « haine immortelle » au « Bonaparte félon », à l' « homme sans honneur et sans foi » par lequel elle s'estime personnellement trahie.

Passe encore pour le Prince-Président, mais elle a le tort d'étendre son exécration à la France entière, l'injustice d'englober dans son ressentiment tous ceux dont les opinions lui font supposer une adhésion tacite au « crime » qui vient de s'accomplir...

A. AUGUSTIN-THIERRY.

(A suivre.)

L'ART DES JARDINS

Dans son jardin, qui était devenu son *affaire d'État*, un personnage considérable me dit un jour : « Je ne suis pas sentimental. J'ai commandé en chef une des plus grandes puissances du monde, mais, croyez-moi, tout cela ne vaut pas la satisfaction extraordinaire d'être devenu premier lord de mon *flowers office.* »

Ainsi considéré, le rôle d'un jardin grandissait jusqu'à devenir une récompense, couronnant une vie remplie d'honneurs et de soucis, et je sus gré à ce jardinier éminent de descendre les degrés de la renommée pour changer son bâton de commandement contre un sécateur.

Parmi tant de nouveautés qui sollicitent nos yeux à l'Exposition des Arts décoratifs, les jardins ne sont pas les plus surprenants, mais peut-être jouissent-ils d'une faveur particulière auprès du public, parce que leur essence même les empêche précisément de n'innover rien au fond, de ne bouleverser aucune des ordonnances millénaires que la sagesse des hommes s'y était préparées pour y trouver des joies paisibles. Même quand les dispositions d'un jardin ne reposent sur aucune logique, il s'en dégage encore je ne sais quoi de comique qui nous réconcilie même avec leurs défaillances. Les gens de ma génération pourraient-ils se rappeler sans un plaisir mélancolique ceux dont le principal ornement était une boule de verre au milieu d'un gazon ? A l'époque où il existait encore une « belle saison », nos mères y menaient les visiteuses et j'ai conservé un souvenir précis d'un monde miraculeux où

les seringas et les gueules-de-loup se confondent dans mon esprit avec les chapeaux à brides et les crinolines, ornées de volants, qui ondoyaient comme des fleurs démesurées, pour nous charmer ou pour nous effrayer. D'elles me vinrent mes premières ivresses enfantines comme aussi d'une certaine promenade dans un jardin mauresque où j'avais pénétré avec d'autant plus d'empressement qu'on me l'avait sévèrement défendu. Caché derrière une caisse d'oranger, j'y surpris une dame brune qu'on disait la belle Circassienne, mais qui était la maîtresse d'un prince, allié à la famille Bonaparte. Elle marchait à petits pas, dans un pantalon de bayadère, le long d'un bassin qui reflétait des grenadiers en fleurs!

Quel jardin! Des singes, des perroquets, des poissons d'or et d'argent! A la vue d'un mulâtre qui arrivait avec un arrosoir, je me sauvai à toutes jambes, mais toute ma vie je me réjouirai secrètement d'avoir désobéi. Ainsi pendant longtemps, la volupté s'identifia en moi avec des paradis interdits dont de jeunes femmes, fraîches et nonchalantes, étaient à la fois les fleurs et les fruits luisants.

Du besoin de l'homme d'enfermer un peu de nature dans son enclos, est né un goût, puis comme un carrefour où tous les arts se donnaient rendez-vous. On a sans doute calomnié les hommes dont on disait que dans leurs jardins ils forçaient la nature à se mettre à genoux. Oui, certes, on rognait par-ci par-là, mais quand on se frayait un passage à travers des bois, n'était-ce pas pour jouir davantage, à travers un principe d'ordre, de ces allées dont l'émeraude translucide, puis enfin l'or, l'ambre et la topaze, tombaient en effets de vitrail?

La dernière fois que je vis Maurice Barrès, il m'en parlait avec cette gaieté presque gamine qui jaillissait encore parfois du fond de sa somptueuse mélancolie. « Nous nous sommes battus à coups de jardins! s'écria-t-il. Vous m'avez envoyé vos Paradis méditerranéens et j'ai répliqué par mes Jardins sur l'Oronte. Quels délicieux divertissements en un temps où l'homme retourne à la vie nomade! » Puis il ajouta : « Nous devrions tous finir jardiniers en Terre Sainte. »

En parcourant les jardins de l'Exposition des Arts décoratifs, je n'ai pas oublié ce mot qui cachait une si noble signification. Les jardins étaient jadis comme des maisons de prière. Le solitaire pénétrait muet dans leur mystère, les

groupes s'y animaient dans une sorte de félicité dont il ne faut point, chez le peuple, blâmer les expressions simplistes. Les tyrans les plus cruels comme les âmes des poètes et des femmes s'y apaisaient et, du plus vulgaire au plus élevé, un pouvoir étrange les saisit tous, je ne sais quelle diversité de sentiments qui, sous toutes les formes, est une béatitude. On a pu me faire grief d'avoir placé aux « Colombières », parmi les arcatures, le buste de Néron, mais n'est-il pas, avec Tibère et Hadrien, le parrain véritable des jardins de l'Europe ?

Dans la correspondance que Louis XIV adressait à Mme de Montespan pendant la campagne des Flandres, ses préoccupations allaient sans cesse vers ses beaux orangers. Les soignait-on bien ? En était-il beaucoup de morts ? Il déplorait leur perte autant que celle d'un régiment. Qu'on ne lui tienne pas rancune de cette sollicitude. Il était le royal amateur des jardins.

Catherine II, elle aussi, en raffolait. A un seigneur polonais elle dit un jour : « Je peux vous dire pour votre propre profit qu'une seule promenade le long de mes parterres me donne plus de sagesse pour gouverner mes peuples que vingt gros livres. »

Le prince Napoléon raconta un jour à Rome que l'Empereur, son oncle, calmait instantanément ses colères domestiques quand, dans un jardin, il pouvait se rouler sur un gazon et arracher des fleurs. Voilà donc, dira-t-on, le pouvoir apaisant des jardins abondamment établi. Malheureusement, le prince ajouta : « Il est vrai que la vue du jardin du Palais-Royal a rendu fou Camille Desmoulins et je ne dis même pas ce que j'en pense moi-même, car, si je le disais, il se pourrait que je l'approuve. »

*
* *

Les jardins de l'Exposition n'ont, par leur orientation, détruit aucune conception existante. Ils ne le pouvaient pas, ou ils ne l'auraient pu qu'en supprimant les arbres, les fleurs et les gazons, exploits que quelques-uns ont même essayé de faire. Mais alors, du même coup, ils ont supprimé le jardin et personne ne leur sait gré de cet acte audacieux. Jadis une émancipation des principes géométriques avait incliné nos pères à une manière de faire qui n'était plus ni un prolongement des formes classiques, ni davantage une originalité dont on eût pu dire q'uelle inauguarit quelque chose. Ce qui à l'Expo-

sition réconforte les hommes de tradition, c'est à coup sûr de voir qu'au milieu de ces cubes et de ces « volumes », de cette impuissance aussi, ils trouvaient encore ces *plates-bandes*, ces *massifs* et ces *bordures* dont les noms seuls les réjouissent comme de vieilles connaissances. Tout ne sera donc pas changé dans le royaume de l'avenir, et tous les arbres ne seront donc pas en ciment, affectant la forme de batteuses pétrifiées. C'est avec une sorte de joie attendrie que le visiteur indulgent se repose le long des parterres fleuris, dans les encoignures, ménagées par des treillages du jardin des oiseaux, dans l'oasis de ces réussites partielles ou de ces imperfections totales.

Et il se dit qu'au milieu de ce paysage inconnu tout n'est pas encore tombé sous la machine impitoyable, broyant le passé qu'il a aimé. Dans un art nouveau qui sent encore le lait de la nourrice, la transposition parfois téméraire des formes connues n'a pu encore inspirer confiance à tous par l'épreuve d'un long usage, et il a donné quelques alarmes aux clients de la vieille Europe, souvent par le simple mépris de l'équilibre. Quelle découverte que cette innovation par la suppression du nécessaire ! La vision de ces jardins, abris momentanés au milieu d'une véritable révolution esthétique, les aura réconciliés avec le présent. Après avoir vécu pendant un siècle dans une stagnation somnolente, on s'était peu à peu fait à un état d'emprunt, si l'on peut dire. Aussi faut-il comprendre l'étonnement de ceux qui, bercés par la durée de cette mollesse routinière, se promenaient avec des âmes d'émigrés dans un monde nouveau, brusquement surgi avec autorité. Les jardins de l'Exposition furent les traits d'union entre ce passé et ce présent, comme les parterres en laque de Chine de M. Lambert réunissent le nord au sud de l'esplanade des Invalides, en donnant du « montant » à la monochromie de l'allée centrale.

Dans les jardins du pavillon des Alpes-Maritimes, j'ai salué le soleil de la *Côte d'Azur*. Si l'on peut ne point aimer ce nom, on peut aimer la chose. Les couleurs et les formes nous accueillent avec le sourire de la Méditerranée et il faut aussi louer la sagesse des organisateurs d'avoir rendu inaccessible à la poussée des foules cette pergola, ce fragile dallage de débris de marbre, ce charmant jouet de jour de l'an pour grands enfants, car tout cela n'est point fait pour l'usage, mais pour les yeux. Ce dallage de débris, vieux comme le monde, eut

beaucoup de succès auprès des Parisiens qui, dans leur ville, connaissent et aiment le trottoir, mais qui pour les jardins étaient encore attachés à cette matière agaçante, ennemie des pieds et des oreilles, qu'on appelle le gravier. Le XIXe siècle est le siècle du gravier et son bruit était une musique pour nos pères. En cherchant en 1912 un mariage convenable entre le marbre et le gazon, pour les faire participer à une géométrie, j'avais pour la première fois essayé de rapatrier ce dallage antique, cette caresse des pieds qui supporta pendant des siècles la pesanteur des chariots, des colonnes antiques et les statues des temples. Le jardin Marrast, l'enfant chéri et richement vêtu de l'Exposition, a emprunté ses dispositions à la rigole arabe, à des décors de quiétude qu'on ne saurait rencontrer dans des lieux si fréquentés. Mais ailleurs, une abondance d'enjolivements dont la céramique est une trop complaisante auxiliaire, pourrait être un grief s'il n'était si grandement admiré par un public heureux et étonné. Il ne se méfie point de l'éclat trompeur de cet or, de ces œillades assassines. C'est un rappel des temps insouciants. « Que voulez-vous de plus orné, de plus parfait? demanda, dans un superbe jardin moderne de Barcelone, un artiste à un client américain. — Je voudrais maintenant, dit celui-ci, voir un troupeau de vaches. » Car il se sentait suralimenté de fioritures.

La préoccupation de quelques-uns fut d'ajouter des fontaines à leurs parterres et de faire des prouesses avec le jet des eaux. On les voit, essayant des artifices ingénieux, cherchant à batifoler avec la souplesse des parcours aquatiques, à les égarer, à jongler avec eux pour en tirer des effets nouveaux. Là où l'effort semble avoir le plus cherché une forme inédite comme au jardin central de l'Esplanade, que des méchants ont appelé « le jeu de croquet », on trouve encore l'Orient comme un inspirateur insinuant. Lui et la Méditerranée se mêlent sans cesse à nos visions comme un vin parfumé se mêle à l'eau douteuse des robinets.

Il me souvient d'un séjour que fit Renan à la villa Orangini à Nice dans la famille de M. Henri Germain. Mme Renan, assise sur un tabouret à ses pieds, lui passait des tartines beurrées et couvait ses belles paroles, attentive à ses moindres mouvements. Après déjeuner, il arpentait lentement la pergola, couverte de roses, dont il humait les parfums de miel avec la naïve

volupté des prêtres qui respirent dans les chapelles le calice des lis de la Vierge. Il l'appelait pourtant « l'allée de la Philosophie », mais à chaque heure les propos les plus rares y tombaient dans un silence religieux. C'était une prière sur l'Acropole dans les jardins du grand financier. Après dîner, il faisait à haute voix la lecture des bonnes feuilles du *Prêtre de Némi* et les heures s'écoulaient dans un enchantement païen. Sa politesse ne contrariait jamais, ou alors, avec une politesse plus grande encore, il contredisait. C'était un honneur suprême qu'il accordait parfois à ceux qu'il estimait le plus, à Émile Ollivier entre autres. Puis dans le vaste landau à deux chevaux, ses hôtes lui donnaient le plaisir d'une promenade au bord de cette Méditerranée qu'il aimait avec une ferveur gourmande, et un jour, passant devant une des gorges inaccessibles, au bas de la route d'Èze, qui a conservé aujourd'hui encore son aspect rude et solennel, ses flèches de cyprès et ses buissons sauvages, il demanda à ce que l'on arrêtât la voiture et s'écria : « Je vous salue, jardins de la Grèce ! »

Sans doute voyait-il le paysage d'Homère incrusté dans cette montagne, se continuant sur cette côte profanée.

En renouvelant par une activité tardive, improvisée dans l'art des jardins, une carrière déjà longue, je songeais à cet émoi quand, en 1912, un heureux hasard me permit de faire à Grasse mon premier essai de rénovation d'un art méditerranéen. Là soudain, amplifiant le cri de Renan, je compris à quel point la France était un jardin dont toutes les nations venaient cueillir les fleurs et les fruits. Riche de la flore de toutes les latitudes, elle incarnait une image si variée qu'on pouvait y voir déroulé le grand paysage de la culture universelle. Ainsi cette idée d'un art méditerranéen naquit en moi, à laquelle j'associai l'éclectisme d'Hadrien, un art englobant tous les autres, sous un ciel joyeux, dans une topographie assez noble pour rappeler tous les décors héroïques du monde. Ainsi de poète on devient jardinier, puis géomètre, sculpteur, *frescatore*, que sais-je ? tout cela pour honorer par la fusion de tant de métiers un seul coin de terre où la nature sème ses fleurs et l'homme ingénu ses plaisirs.

Jusqu'alors, on s'était contenté de croire qu'un jardin était un enclos avec des *corbeilles*. On aimait bien les *fabriques*, mais ce n'était plus les mêmes. Ce mot, si plein de promesses et de

grâces intimes, servait désormais à désigner des bâtisses où des miracles mécaniques s'accomplissaient au milieu d'une lèpre de fumées et de scories. En souvenir de tant de joies, répandues jadis sur les terres heureuses, ne fallait-il pas rénover ces *fabriques*, si inutiles en apparence, si nécessaires aussi, quand on veut bien admettre que la grâce d'une Nature « encadrée » a droit à une place favorable dans la vie des humains, par le sourire qu'elle prête à leur fréquent accablement? Un jardin, s'il est un repos, est aussi comme un acte continu, jamais achevé, un devenir perpétuel où s'exerce notre labeur et notre ingéniosité.

*
* *

Dans mon œuvre des « Colombières », à Menton, au flanc des derniers contreforts des Alpes, cette mission que j'avais découverte à Grasse et exercée au Cap Ferrat, se prolongea dans la certitude qu'un jardin devait être, comme autrefois, en accord complet avec le logis. Pourquoi une maison aurait-elle une autre âme que son décor agreste? A travers six années je m'efforçai de poursuivre l'idée de cette harmonie jusque dans les détails en apparence les plus négligeables. Tous les éléments contribuant à servir la beauté naturelle, ne fallait-il pas les appeler, deviner ses désirs? Par un paradoxe qui est dans l'ordre des choses méditerranéennes, aux « Colombières », le jardin est dans la maison et le logis se continue dans les jardins. Il n'y a point de rupture entre eux et le vaste cirque qui englobe tout le rivage. Le lieu, à vrai dire, était particulièrement propice. Nulle hostilité de voisinage ne s'opposait à cette unité. Tout contribuait à créer l'harmonie, les pentes rapides des vergers ligures, les gorges profondes et jusqu'à une carrière de pierre qui livra sur place les éléments lapidaires des terrasses des belvédères, et de trois ponts jetés sur des routes.

A l'Exposition du Paysage français, de Poussin à Corot, je contemplai les parrains de mes enfants; mon amour pour les *fabriques*, et tous ces artistes me confirmaient à tour de rôle dans l'idée qu'un jardin doit s'unir nuptialement à la pierre. C'est elle qui lui donne sa contemporanéité, sa qualité sociale et, si je puis dire, ses « lettres ». Sans quoi, pourquoi ne pas laisser toutes choses comme il leur plaît de croître? Si nous ôtons au jardin ses *fabriques*, nous le privons de ce condiment qui exalte chaque gazon, couronne chaque plante d'un peu de noblesse. Il

en est de même de la manière de ménager les belles vues. Ayons une âme, mais n'ayons pas une âme panoramique, cette manie gloutonne des voyageurs du Righi, qui veulent se donner l'ivresse circulaire. Disons qu'une vue captée est deux fois belle et rappelons-nous le trou de serrure du jardin de Malte qui contient dans son rayon la coupole de Saint-Pierre et la campagne romaine.

« Là est le miracle, me disait un jour Mgr Duchesne devant cette porte qu'examinait l'œil d'un barbare : Le chameau peut passer par le trou d'une aiguille ... »

Autour du logis des « Colombières » se groupe une suite de jardins clos, de terrasses et de chemins, contournant les rochers. C'est comme un paysage de pendule où le moine du baromètre sortirait d'une niche, enjambant des précipices, montant des escaliers, buvant à des fontaines et s'asseyant même à l'ombre d'un *Casino*, nom charmant qui aujourd'hui fait penser à des croupiers et qui jadis signifiait un grand nombre de béatitudes.

La topographie naturelle du domaine semblait, par un caprice contrariant, rendre impossible à première vue tout agencement raisonnable. Mais bientôt je compris l'avantage de ce beau désordre. Tout n'était-il pas apprêté, au contraire, pour me rendre mon ouvrage aisé? Des bosses, des fondrières, des gorges et des falaises, n'était-ce pas la providence des jardiniers? Quelle monotonie qu'un terrain aplani! Ici tous les effets n'étaient-ils pas préparés à l'avance pour me souffler la réplique comme à un acteur à court de mémoire? Oui, là est le secret des beaux jardins dans leur plastique naturelle. Plus elle est folle, et plus sûr est le résultat. Béni-sons les perturbations géologiques!

Commentant des jardins, il me faut aussi parler du logis, car on ne saurait les séparer sans leur faire beaucoup de chagrin. En effet, la suppression des murs, ornés eux-mêmes de fresques et de perspectives infinies, rend d'autant plus difficile ce partage que les péristyles et les loggias s'écartent partout pour laisser pénétrer ce paysage circulaire ; et ainsi, tout est comme un seul être, respirant par le même poumon les grandes ondes de ce rivage.

Dès l'entrée, déjà, le regard cherche ce dehors. Il bondit par-dessus les jets d'eau vers l'horizon de mer, vers les arcades qui mènent au vieux port, là où se balance la nonchalance ailée des voiliers. Par cela même, la conception d'un jardin

n'est plus comme un agréable accessoire, accompagnant une maison, mais une individualité, vivant sa propre vie et apte à remplir, — si seulement on le voulait, — le rôle de je ne sais quel lieu idéal où notre esprit pourrait le mieux se fortifier et s'enrichir de connaissances esthétiques. Je ne veux pas dire par là qu'il faille faire passer des baccalauréats aux guirlandes de roses et faire de nos jardins une encyclopédie. Les moines du moyen âge comprendraient ce que je veux dire : ils ont ramené de l'antiquité, transformé et adapté à leurs besoins, l'atrium grec, qui était lui-même la cour fleurie des maisons d'Orient, et ils y ont enfermé leur recueillement avec des images et des fontaines, des inscriptions et des autels, enfin de quoi prier, lire, chanter sous le ciel, s'instruire sous les arbres; de quoi planter, respirer, déambuler. Mais, en même temps que ce jardin donnait un cadre inspiré à leur vie intérieure, qu'il les nourrissait de toutes les manières, il soutenait leur soif de l'infini et, par « les regards » qu'ils se donnaient sur le monde extérieur, ils sautaient par-dessus les vallées, jusqu'à l'extrémité diaphane, annonçant la fusion du ciel et de la terre. Quel soin dans le choix du site où ils posaient leurs jardins spirituels! Il indiquait, au milieu même de leurs règles, un raffinement esthétique que nous avons perdu, ou que nous serions bien en peine d'appliquer de nos jours.

Notre temps a beaucoup délaissé les inscriptions lapidaires qui rendaient les jardins si amusants à feuilleter. Elles ont sombré, je crois, devant la raison glaciale des hommes d'affaires de Balzac. Ils avaient reconnu en elles le ridicule des exhortations et méprisaient une sensiblerie qui marquait dans les enclos les derniers automnes de la monarchie. Certes, aux beaux jours d'Ermenonville, on ne pouvait faire un pas sans tomber sur une strophe échappée de l'herbier d'Horace, et que les disciples de Jean-Jacques cueillaient pour le leur, avec des torrents de larmes artificielles. C'était abuser de la part de sensibilité pastorale permise à une génération de réalistes et d'agioteurs. Mais autre chose est de se souvenir des fortes et limpides sentences antiques qui animaient les jardins et les seuils des maisons de leur expérience malicieuse. Alors un vers de Virgile n'était plus une pédanterie, mais un air de flûte attendant le promeneur solitaire au fond d'un bocage ou au bord d'un cours d'eau. Au risque de provoquer des esprits nar-

quois, qui n'aiment pas les langues mortes, parce qu'ils les ignorent, j'avoue avoir semé moi-même quelques inscriptions parmi les fleurs, certes moins pour surprendre les notions imparfaites du visiteur que pour retenir un instant ses pas pressés, afin de le détourner de sa manie de brûler la vie en gâchant par la vitesse les meilleures heures des saisons.

Nos temps ont en eux un pouvoir profanateur extraordinaire. On *parcourt* le plus beau livre comme on parcourt un musée, au pas de course. Ce gaspillage m'a souvent peiné, et, pour ralentir le génie de la vitesse dans mes enclos de la sérénité, j'y ai mis quelques inscriptions, pareilles à des chausse-trapes astucieuses. En chronométrant les instants nécessaires pour lire mon livre floral, j'ai vu le promeneur perdre quelques minutes qui sont mes bénéfices.

Dans l'art des jardins, peut-on encore opposer à votre vue la coquetterie des grilles, pour mieux vous séduire par le mystère? Qu'on franchisse celle qui, aux « Colombières », précède la salle des Muses, et nous voilà dans un lieu singulier. Est-ce un atrium, une galerie, un déambulatoire? C'est le jardin consacré à Homère. Doit-on en ces jours, si peu sonores de cris d'allégresse pour le poète démodé, songer encore à lui faire un tel honneur? Cette audace serait-elle une gageure déguisée par laquelle on voudrait encore incommoder les illettrés?

Non. Le *Jardin d'Homère* est né d'une découverte que je fis de la grotte de Calypso, dans un retrait de cette gorge vertigineuse formant, à quelques mètres de ce domaine, la frontière entre la France et l'Italie. Elle est si conforme au paysage de l'*Odyssée* qu'elle m'inspira un cycle de fresques autour d'un « jardin secret ». Vers le couchant il prolonge la maison et lui prête sa pensée concentrée. Là, dans un bassin, parmi les pots de fleurs rangés en parade, un jet d'eau murmure et trouble le mirage des colonnes blanches et des images où l'on voit le divin Ulysse parfaire ses exploits.

Un soir que le ciel turquoise et les ombres chaudes, en lutte avec les ondes violettes, donnaient à cet enclos un peu de surnaturel, je vis arriver à pas prudents, et à la faveur de la grande porte, demeurée ouverte, une société indiscrète. C'était une famille que flétrissaient les marques soulignées d'une richesse récente. Elle s'avança dans le silence de ce crépuscule, prise par l'engrenage irrésistible d'une curiosité,

pourtant flatteuse pour mes propres exploits. Mais soudain, la mère, jusqu'alors effrayée des objets, étrangers à son quotidien, reconnut enfin une forme familière qui le lui rappelait et, le front contre une grille basse qui laissait voir, dans l'eau immobile et pure, Circé et les Sirènes, la tristesse de Calypso et la grâce alanguie de Nausicaa, elle s'écria : « Ugène, voilà un lavoir ! »

— Pourquoi riez-vous? dis-je à ceux qui m'entouraient. Cette femme, issue d'une forte race, a trouvé à ces dispositions compliquées un sens qui n'eût pas déplu à la fille du roi Alcinoüs. Elle aussi y eût trempé ses linges. Mais quels linges !...

Parmi le nombre des visiteurs qui viennent, pendant la saison, voir mes ouvrages, il s'élève souvent des propos qui agrémentent mes connaissances, mais les appréciations populaires sont celles que je préfère. Un jour, un instituteur était venu aux Colombières avec ses élèves pour leur révéler l'art des jardins. Commentant devant cette jeunesse ce que j'avais entrepris, je la menai à travers ces *compartiments verts* jusqu'aux rochers où la nature m'avait vaincu par la grandeur de sa plastique et où, à l'ombre dorée des citronniers, je n'étais plus qu'un officiant subalterne des dieux. Là, la réserve de joie indestructible qui sommeille dans le cœur des écoliers se donna enfin libre cours et en un instant, toute cette bruyante compagnie, enfants de la vieille cité de Menton, escaladait les pics de la carrière, s'entraînant déjà à devenir des chasseurs alpins. Consultant le maître d'école sur l'opportunité de laisser pénétrer les enfants dans le jardin d'Homère où les aventures d'Odysseus avec les magiciennes témoignaient de beaucoup de liberté, il m'engagea à ouvrir hardiment les portes du « sanctuaire ». La nature était partout respectable, et les démêlés des héros avec les Sirènes appartenaient à des mystères dont la révélation rompait le charme pernicieux. Il fallut donc leur conter les exploits du prince d'Ithaque, excuser ses égarements, en amenant sur le plan de la vie quotidienne ces figures immortelles. Certes, ce n'était point « une leçon galante dans un parc », mais plutôt un conte familier qui rapprochait les oliviers de ces temps fabuleux de ceux qui ombrageaient ces enfants. Je me souvins à ce propos d'un mot de M. Ingres que me conta une vieille dame romaine : la mère de celle-ci, posant pour son portrait, demandait à ce peintre si elle pouvait amener

dans son atelier sa fillette qui, sous les regards des statues, jouait au cerf-volant au fond d'un jardin. « Oui, dit Ingres en regardant cette innocente, mais qu'elle se dépêche de venir avec ses yeux, car l'année prochaine, elle en aura d'autres. »

Après cette visite les écoliers reprirent le chemin du logis, croquant à belles dents, avec la peau et les pépins, des citrons que des mains diligentes leur avaient tendus dans les vergers. Je crus bien que le plus clair de cette promenade instructive n'avait été qu'une suite de cabrioles, et déjà je me divertissais du peu d'effet que ma science avait produit, quand le lendemain une cinquantaine de devoirs de style, émanant des élèves, tracèrt devant mes yeux étonnés la variété des impressions qu'avait faites sur chacun l'art des jardins. Ainsi l'histoire d'Homère, les aventures d'Ulysse, les choses les plus éloignées du quotidien, vivant dans ces jardins, avaient pénétré ces enfants et rien n'était perdu de ce qu'on leur avait montré.

D'Antibes où il séjournait, Anatole France, peu d'années avant sa mort, tint à faire une visite à Grasse, au berceau de mes improvisations, au jardin de la villa Croisset, construit de 1913 à 1917. Ces ruisselets de l'âme antique pénétrant dans l'école eussent été de son goût, mais peut-être blâmait-il la diversité des formes et des caractères que j'avais cherché à mettre dans ces jardins, quand il confia à un ami ses impressions sur le cloître, cette première de mes œuvres de jardinier-lapidaire : « On est là-haut, dit-il, comme sur un carrefour de conscience. On ne sait pas si l'on doit entrer en religion ou si l'on vient d'en sortir pour jouir d'une récompense, préparée par le diable. »

Dans une maison de Compiègne, rachetée en 1810 pour l'archi-chancelier, j'ai reconstitué deux jardins dont l'un se trouve en deçà et l'autre au delà des vieux remparts, enfermés dans ce domaine. Quelqu'un me demanda t pourquoi j'avais donné à l'un une âme si différente de l'autre ; je lui répondis, mis au pied du mur : « C'est que Jeanne d'Arc chevauche au delà sous les pieds des tours, et M. de Talleyrand, de l'autre côté, doit se promener sous une fontaine, inspirée de Hubert Robert. »

Mon penchant de donner une personnalité même à un arbre, me fut peut-être inspiré, il y a vingt ans, par un des grands vases de Versailles qui, au fond d'une allée transversale, se tient dans un silence immense. Ce solitaire, en ce soir

crépusculaire, n'était plus un récipient, mais un dieu majestueux. L'effet qu'il produisait là me persuada de ce que Gœthe appelait parfois *la double vie des choses inanimées*. Les jardins de Louis XIV ont cette individualité qui vit dans chaque détail, et cette unité qui relie le tout à l'image de tout un siècle. Hélas! le culte des arbres me fut parfois rendu difficile par cette cruelle règle de la géométrie qui veut se frayer une route à travers des vergers indociles. Que faire devant ces ancêtres, ces oliviers dont la vieillesse obstinée désarmait mon courage? Me sauront-ils jamais gré des sacrifices que je leur ai faits, les trouvant campés au milieu d'un tracé d'escalier sans rien oser contre eux? Résigné, je continuais à les contourner, les respectant et... les maudissant. Par malheur, aux « Colombières », il me reste une querelle à vider avec l'un d'eux : dans un rythme d'arcatures solennelles qui forment le cercle d'une rotonde de cyprès, un olivier s'est mêlé effrontément de mes affaires, et au milieu de cette harmonie, — j'oublie pourtant de vous dire qu'il était là avant moi, — il surgit tout de travers, mal bâti, et ayant juré de bouleverser mes ordonnances. Et il demeure, moins par un effet de ma lâcheté que parce que tout le monde est ligué contre moi. C'est sans doute le dernier assaut d'un funeste romantisme que subit là mon amour pour la géométrie. Je lui fais encore grâce d'une année...

Où mon culte pour les arbres se rachète de ces hésitations, c'est, dans le même domaine, au profit d'un géant dont je ne voudrais pour rien au monde préciser l'âge, de peur de soulever une guerre parmi les botanistes. Toujours est-il que, longtemps oublié et enseveli sous les broussailles au delà d'un ravin, il est à présent honoré comme un dieu. Ai-je mis un zèle trop grand dans ce culte? Il faut prêcher d'exemple.

Lorsque d'un belvédère on s'engage sur le pont, formé de colonnes, qui y mène, on peut mesurer la dévotion du jardinier. Il est là tout au fond, dieu sans doute, monstre peut-être ou pachyderme, ramassé sur lui-même. La charpente de ce sombre géant, libéré de ses entraves, donne une sorte de grandeur à ces vergers virgiliens que trop de grâces eussent rendus mièvres. Car il faut se garder de ce caractère qui, traîtreusement, se glisse volontiers dans la conception des jardins. Une profusion démesurée de fleurs peut ôter à un enclos son état viril pour en faire comme une succursale de parfumeur. Là

est l'écueil de beaucoup de jardins, dans l'amour immodéré des gens pour trop de fleurs. S'évadant des sages ordonnances pour en faire comme une ivresse persistante, on peut créer un état qui approche de la nausée. Qu'un jardin demeure un lieu calme, et non point cette orgie qui fit dire à une dame : « Tant de fleurs évoquent en moi deux catastrophes, l'une passée, l'autre à venir : mon mariage et mon enterrement. »

Comme pour beaucoup de gens un jardin moderne n'est plus qu'une rivalité horticole où leur odorat s'exaspère de parfums rares, je crois que, parallèlement au gaspillage de lumière pour célébrer une poudre dentifrice, il existe un emploi désordonné de fleurs. Certes, il faut aimer ces ondes nuancées qu'on fait dévaler sur les gazons, se dégradant en des gammes infinies du violet sombre au rose éclatant. Mais il faut voir dans les abus floraux une tendance générale à accabler. Pour retenir longtemps notre caprice humain, saturé de sensations, les jardins doivent remplir une mission discrète; sans quoi, que sont-ils sinon un passage, une secrète concurrence, un instrument de convoitise où chacun s'ingénie à surpasser son voisin, un luxe de parade où nul sentiment intime n'a plus droit de séjour?

Comme la vie des choses a plusieurs aspects, les jardins ont mille visages. La plupart ne connaissent guère que celui du jour, coloré et un peu banal comme un *sourire de thé*. La nuit, l'homme fuit les ténèbres et son âme est encore au niveau d'effroi de Mme de Sévigné devant « une horrible montagne ». Pourtant, il est des heures où le jardin pourrait changer son air de plaire à tout le monde et se hausser jusqu'au surnaturel, quand ses contours, ses voûtes, ses degrés, creusent des mystères dans la muraille verte. Souvent en cheminant au crépuscule, je pensais à une réflexion hautaine et cinglante que, dans un chemin solitaire du Cap-Martin, avait fait un soir celle que Barrès appelait « une Impératrice de la solitude ».

— Il est bien heureux, disait-elle, que les humains n'infestent pas la nature à l'heure où elle s'éveille à la beauté. C'est le moment de la cloche de l'hôtel. Les bœufs rentrent à l'étable.

***

Les jardins dorment-ils vraiment la nuit? Quel enfantillage! Non, je sentais que je pouvais les réveiller, les élever

à une vie plus spirituelle, noyer le médiocre qui, sous la lumière implacable, volait son prix à l'essentiel.

Je songeai alors au secret de Rembrandt, peignant dans une soupente et posant son modèle, — la servante à transfigurer, — sous une coulée étroite de lumière. Tombant du toit dont il avait ôté une tuile, cette lucarne magnifiait son ouvrage dans les ténèbres. En appliquant ce principe à ces jardins, en créant des effets isolés de nuit, je les vis plongés dans une si étrange magie que, sans être indiscret, je ne pouvais plus en revendiquer les droits d'auteur. C'était un autre monde, d'un mystère somptueux, auquel mon labeur n'avait plus aucune part.

Lorsque le cœur de la maison est plongé dans l'ombre, la sorcellerie commence brusquement à travers une grille devant *le jardin d'Homère* illuminé. Mais si lointaine est sa vie qu'on le croit un mirage, devant s'évanouir soudain et pâlir comme un rêve à l'aube naissante. Le sanctuaire de Jupiter, les plantes qui longent le bassin, les colonnes jumelées, soutenant le paysage nocturne, trouvent leur double existence à la surface d'une eau que parcourent comme des éclairs les lueurs d'améthyste. Les fresques du jardin reculent à leur tour, se développent, se dissolvent dans un brouillard rose, et quand le ciel est encore comme une lourde turquoise mourante, les aventures d'Ulysse surgissent en une buée mauve et violette, les montagnes encerclent le jardin lumineux comme un paravent entoure un reliquaire.

Non, ce magicien, ce n'est pas moi. Le vrai metteur en scène est un élément nouveau, hors de la fonction créatrice de l'imparfait artisan. Il l'a timidement appelé et il est venu pour prêter à son œuvre je ne sais quoi d'inexprimable qui transforme son bégaiement. Les grappes des oliviers descendent dans les ténèbres, pluie d'argent bleuie, des chapelets de perles tremblants et scintillants autour des ouvrages lapidaires. En contre-haut de la façade nord, un trompe-l'œil italien domine cet enclos. On dirait une rampe de théâtre, éclairé sous le feuillage, et il fait l'effet d'un rideau qui va se lever pour une pièce qu'on n'attend pas. Un spectacle ravissant se joue autour de nous, sans violons ni comédiens. C'est un jeu de mystères, grave et enivrant.

Le souvenir d'une promenade au jardin de Giusti à Vérone s'est incrusté là. Une fausse porte s'y creuse sous un rocher,

créant la sensation de l'infini. Déjà, sous le jour cru, la perspective que crée le trompe-l'œil divertit nos yeux et nous berce comme un projet de voyage que notre index suit sur une carte et que nous ne ferons qu'en esprit. Peut-être les âmes modernes s'éloignent-elles ainsi de beaucoup de dispositions ingénieuses, parce que, de leurs airs narquois, elles se coupent à elles-mêmes leur propre crédit et ébranlent la confiance en nos divins mensonges. Elles ne veulent plus être charmées ! Le cadre de la vie n'a plus la même signification. Une génération, toujours absente de son logis, — qui n'est qu'un passage, — n'a que faire d'un *trompe-l'œil* supprimant son mur qui ne la fait plus souffrir. L'auto trépigne et mène en un instant l'homme pressé, si pressé, hors de sa province, à ses affaires et à ses plaisirs...

En montant plus haut dans la lueur incertaine, nous voici dans la rotonde des arcades sombres, des cyprès taillés, alternant avec des balustrades dont un musicien me disait un jour que c'était « une sérénade pour une Infante qui reste à naître ». Dans la pièce d'eau d'où surgit un obélisque, l'on aperçoit, dans un renversement étrange, le pavillon illuminé. En haut des degrés on attend les guitaristes. Excusez-moi, si je n'ai pas appelé ce casino de son nom véritable. Nous savons que d'habiles *rois de carreau* l'ont accaparé à leur usage et ont volé à cet enfant charmant son état civil.

Lorsque monté sur un des bancs qui, sous une arche de cyprès, interrompent le rythme des balustres, on plonge en contre-bas dans le jardin illuminé d'Homère, il n'est plus que le vestibule d'un paysage immense, dévoilant soudain la mer scintillante, puis tout le rivage somnolent, piqué de lueurs, parmi les masses sombres de la vieille cité sarrasine. Là, sans doute, lorsqu'on aperçoit à l'horizon ce qu'on peut appeler les lueurs byzantines de Monte-Carlo, nos vieilles amitiés classiques nous transportent tout doucement vers les villas de Pétrone et d'Hadrien qui, sur les pentes du Latium, dédaignaient les bruits de la Ville éternelle.

Nous continuons encore à monter les degrés, et quand nous avons tourné autour de ce pavillon, transparent comme un temple en verre de Venise, nous trouvons toutes les géométries, animées, à des intervalles irréguliers, d'apparitions lumineuses. C'est moins la vision spectrale de la statue du Commandeur qu'une suite de motifs d'architectures horticoles, isolées dans la

nuit par des réflecteurs, cachées dans les branches des arbres, autour desquelles des sarabandes de lucioles errent et dansent, trébuchent et tombent enfin, ivres de parfums et de frénésie nocturne. Dans un bosquet, qui forme un berceau naturel, se dresse sur le ciel le torse de « l'esclave au collier », comme un appât incandescent de tous les désirs qui rôdent dans la nature et que révèlent, parmi mille frissons et appels des insectes, le chant du rossignol et le lointain concert des crapauds, clients amoureux des fontaines, sujets insatiables qui réclament un roi.

Dans le plein jour raisonnable, on ne peut croire à l'émotion que fait naître la majesté du caroubier, mon arbre-dieu. Les ombres de la nuit le rendent si fantastique, une lumière concentrée sur son tronc en fait comme une bête antédiluvienne, lorsque, entre les colonnes du pont, on arrive vers sa masse tourmentée. Est-ce une pieuvre géante, est-ce un éléphant dont la trompe se serait multipliée? On s'approche et on voit sa ramure tutélaire étalée comme le toit d'une pagode sur laquelle la nature eût jeté sa riche toison.

Les poètes sont souvent ingrats pour nos temps métalliques, et quelques amants attardés des diligences nous peinent par leurs gémissements. Jadis, même les princes opulents de la Renaissance eussent-ils tiré de leurs jardins les effets nocturnes que quelques ampoules électriques, disposées avec discrétion, arrivent à produire dans les nôtres? Ils sont si inattendus par leur mystère et par leur puissance ramassée, que le premier je fus surpris de voir surgir mille sensations nouvelles du sein de mes propres enfants par cet artifice des temps nouveaux. Lorsque, enfin, du haut du troisième pont, nous planons sur la noire fissure de l'allée de cyprès, nous voyons le *bassin espagnol* et ses parois, couleur de safran, dormir tout en bas, et luire son jet d'argent, troublant son eau calme. A travers ce couloir rigide, plein de ténèbres, une incandescence nous attire, un ruissellement translucide comme un décor de buffet des grands siècles, en cristal de roche, traversé par des ondes flexibles.

J'ai sans doute exposé fort imparfaitement mes tentatives de garder à l'art des jardins sa mission sociale et de l'amener en même temps à une valeur supérieure par nos conquêtes modernes. Je ne sais si les jardins, ayant quelques Lettres, sont

du goût de ceux qui n'en ont point. Et puis, qu'importe! Un jardinier n'a pas besoin d'être un puits de science. Mais toutes les connaissances lui servent et elles rendront alors son ouvrage deux fois aimable par leur forme universelle.

Ainsi posé, le jardin a rempli son rôle bienfaisant, plus grand sans doute qu'on ne le soupçonne. Qui saura jamais la somme de paix qu'il aura donnée aux plus agités, l'inspiration qu'il aura accordée aux esprits? Chacun, riche et pauvre, ne peut-il pas ouvrir la porte de ces petits paradis? C'est une des rares questions auxquelles répond le chant des oiseaux.

Partie des plus modestes essais, mon amitié pour les jardins aura à peine souligné ce qu'ils pourront devenir dans l'histoire de la culture générale. Dans l'orientation nouvelle des sociétés, il reste si peu d'un passé, gardant le meilleur de leur inspiration, qu'il est bon de conserver à nos nerfs surmenés cet héritage parfumé d'une saine béatitude. Nous nous y reposerons un instant comme les visiteurs de notre Exposition, accablés de trop de visions nouvelles et cherchant un refuge le long d'un gazon fleuri.

Quand j'étais enfant, je voyais sous mes fenêtres un très vieux monsieur se promener dès l'aurore dans un jardin de son âge. Il portait une haute cravate blanche et une ample redingote sous un tablier vert. Son port était olympien, son visage encadré d'un collier de barbe blanche, et malgré sa calotte de velours noir et le râteau qu'il tenait à la main, il avait un air diplomatique. C'était un conseiller de légation, octogénaire, qui, à la Cour de Weimar, avait encore connu M. de Gœthe. Un jour je me hasardai à aller le voir et en me faisant les honneurs d'un pavillon, croulant sous le lierre et rempli de pots de fleurs et d'oignons de tulipes, il me dit : « Mon enfant, un jardin est une réduction de l'Univers. Il comble tous les besoins de l'homme qui, s'il était moins sot, ne chercherait pas plus loin... »

Je contai ma visite à un jeune élève de l'École polytechnique que j'admirais pour son savoir et celui-ci me défendit de prendre au sérieux les propos de ce vieux radoteur. Je le lui jurai, mais je n'ai pas tenu parole.

FERDINAND BAC.

MŒURS DU JOUR

" SI J'AIME LA MUSIQUE!... "

V [1]

Le chant de la mer, la danse de la mer, cette vague molle qui arrive, croule, s'en va, revient, l'ouragan et les tempêtes, la peine immense du flux, le regret charmant du reflux, la lune qui médite au-dessus du port, les bateaux filant au fin matin ou ralliant la jetée si l'orage monte... mais qui pense encore à tout cela quand septembre s'achève?

Autant dire personne. Les uns sont las et vont rentrer à Paris. D'autres chassent. D'autres encore sont amoureux, comme il convient après deux mois d'émotions charmantes, de jeux, de rêveries, d'irrésistibles couchers de soleil et de nuits parfumées. Et ces derniers bavardent sans fin dans le vent plus violent qui rebrousse leurs cheveux, devant la mer blanchissante dont ils ne se soucient plus.

Ce qu'ils disent, nul ne le sait, la brise emporte leurs paroles, et chaque âme s'émeut comme elle peut, c'est son secret. Il n'y a qu'une chose dont on soit bien sûr, c'est que fatalement, à un certain moment des confidences ou des premières rencontres, quand les antennes du cœur se tâtaient déjà, la dame a demandé au monsieur : « Vous aimez la musique? »

Et le monsieur n'a point répondu en termes précis à cette question scandaleuse que lui posait la dame. Il a simplement soupiré avec une douceur plaintive, presque atterrée : « Moi?... »

(1) Voyez la *Revue* des 1er mai, 15 juin, 15 juillet, 15 août.

Après quoi, il a souri, en soulevant un peu les sourcils, et tournant un instant sa vue vers le ciel, non sans murmurer un « ah !... » plein de reproches tendres et d'étonnement presque blessé : « Quoi ? — signifiait cet *ah !...*, — vous doutez donc de la qualité de mon âme, vous que j'ai choisie entre toutes pour amie de septembre ? Vous me croyez insensible à la beauté, à la poésie, au rêve, moi qui ai si bien su comprendre votre charme ? Vous me prenez pour un barbare, moi qui vous admire, pour un gros garçon sans délicatesse, moi qui vous aime ou vais vous aimer, un peu, beaucoup, passionnément ?... »

Car ainsi va le monde aujourd'hui : confessez que vous vous intéressez peu à l'architecture, voire à la sculpture, ou à l'art des émailleurs, des dentellières, des maîtres verriers, et l'on songera : « Au moins, ce garçon est honnête et loyal, il ne cherche pas à bluffer, voilà qui me plaît. » Avouez que la littérature vous divertit à peine, déclarez d'un air un peu rude au besoin et secrètement dédaigneux, que vous aimez qu'on exprime les choses tout net, telles qu'elles sont (comme si c'était possible !) et vous passerez pour un de ces cerveaux énergiques, du genre héros de cinéma, explorateurs, directeurs d'usines en Bolivie, patrons de fermes perdues dans les plaines du Canada, que sais-je !... Reconnaissez que vous ne vous entendez guère en peinture, et votre position sera déjà plus difficile, mais enfin vous vous en tirerez par quelque modestie doucement spirituelle. Ayez même l'audace de vous donner non seulement pour ignorant, mais encore indifférent en fait de bibelots, de curiosités, d'ameublement et de décoration en général ; il vous suffira de présenter cette insensibilité artistique d'une manière ironique, amusante, gaîment et gentiment paradoxale, et l'on rira peut-être d'assez bon cœur. « Après tout, penseront les plus fines collectionneuses, chacun son goût !... » Et vous pourrez séduire encore...

Mais n'allez jamais déclarer, malheureux, que vous n'aimez pas la musique !

Une pareille monstruosité déclasse en effet pour toujours dans la bonne compagnie. Qu'un homme d'excellentes manières ne se connaisse ni en art, ni en belles-lettres, que son instruction paraisse courte, sa philosophie, si l'on peut dire, distraite et inachevée, n'importe : on regrettera sans doute que le temps lui ait manqué pour apprendre à goûter certains plaisirs exquis

dont tels et tels raffinés font leurs délices; on ne tiendra pourtant pas cet homme-là pour un vandale incurable, on ne le soupçonnera point forcément de sécheresse rebutante ou de grossièreté foncière. On se félicitera de le recevoir encore, fût-ce en même temps que les personnes les plus distinguées; quitte à ne parler devant lui que de sport, de politique ou d'industrie, voilà tout. Au lieu qu'avec un monsieur qui n'aime pas la musique, tous les ponts du sentiment se trouvent en quelque sorte coupés : rien à espérer. Ni cœur, ni âme, un morceau de bois. C'est tout juste si un original, capable de convenir en plein salon d'une si déplaisante froideur artistique, peut encore passer pour bien élevé.

Évidemment, tout le monde n'a pas trouvé au berceau une ouïe délicate, un goût impeccable, une âme ouverte aux émotions profondes non moins que choisies. Cependant il est considéré comme tout à fait élégant d'avoir et de manifester cette délicatesse, ce goût, cette sensibilité particulière. Ne parlons même pas d'élégance: disons que c'est correct, sans plus, que cela se fait, que l'on doit absolument se montrer ainsi, lorsqu'on prétend avoir accès dans une société tant soit peu comme il faut. L'art le plus souvent pratiqué dans les salons, c'est la musique : l'Opéra, les concerts, les soirées de chant, les ballets, la danse même et les bals, tout y ramène. En outre, nul besoin de connaissances approfondies, et peu d'erreurs à commettre dans les appréciations; il suffit, quand la cantatrice vient de se taire, ou que l'exécutant salue l'auditoire, de fermer à demi les yeux et de susurrer sur un ton d'extase : « Quelle merveille!... » Bref, le monde a choisi de se déclarer d'abord mélomane, plutôt que dilettante en fait de statuaire, par exemple, ou de littérature, rôle plus difficile, et qui demande quelques dons, sinon quelque étude. Quiconque veut faire partie du monde se donne donc avant tout pour fort sensible, et, bien mieux, pour follement, éperdument sensible au plaisir musical: il y a là, pour ainsi dire, une manière de carte d'entrée dans les salons où l'on ne reçoit pas n'importe qui.

Rien de plus naturel et logique, d'ailleurs, dans une société telle que la nôtre, parvenue au point de la civilisation où nous voici. M. Julien Benda a démontré, dans son *Belphégor*, comment la majorité de nos classes cultivées devait surtout se plaire, entre autres plaisirs d'art, à ceux qui, notamment, demandent

moins à l'intelligence qu'ils n'agissent sur les nerfs. Mais nous préférons renvoyer à cet ouvrage si clairvoyant plutôt que de refaire après M. Benda, et beaucoup moins bien, une démonstration très hardie, pas trop flatteuse enfin pour notre xxe siècle, et dont il s'est chargé avec tant de courtoisie et de clarté.

Notre rôle est plus modeste : nous constatons seulement qu'on ne saurait se présenter dans le monde sans un frac convenable et une âme capable de frissonner aux accents des cantatrices, sous les doigts des pianistes et l'archet des virtuoses.

Et inutile de ruser, ou de chercher des excuses, quand celles-ci seraient tirées de la plus pure tradition française. « Mon esprit [si j'écoute de la musique], écrivait Saint-Évremond au duc de Buckingham, mon esprit qui s'est prêté vainement aux impressions du dehors, se laisse aller à la rêverie, ou se déplait dans son inutilité. Mon âme, d'intelligence avec mon esprit plus qu'avec mes sens, forme une résistance secrète aux impressions qu'elle peut recevoir, ou, pour le moins, elle manque d'y prêter un consentement agréable, sans lequel les objets les plus voluptueux même ne sauraient me donner un grand plaisir... » Voilà bien des propos du temps de Louis XIV ! Ils diffèrent autant de nos impressions contemporaines que la haute canne et l'épée ressemblent peu à nos cigarettes et à nos mains dans nos poches. « L'esprit, dit notre gentilhomme, mon esprit... » Il n'a d'attentions que pour son esprit : nous ne sommes plus si sévères. Qui parlerait comme Saint-Évremond, aujourd'hui, passerait pour un fou, sinon pour un fat, pour un poseur en tout cas. « Mon esprit !... » Il s'agit bien de ça, en 1925, quand une symphonie roule comme un fleuve, ou s'envole au ciel !

Inutile aussi de faire le renchéri ou le dégoûté, de se plaindre que la musique exagère tous les sentiments, de citer encore cet impertinent Saint-Évremond, parlant dans la même lettre des chanteurs italiens de son temps : « C'est éclater de rire plutôt que chanter, lorsqu'ils expriment quelque sentiment de joie. S'ils veulent soupirer, on entend des sanglots qui se forment dans la gorge avec violence, non pas des soupirs qui échappent secrètement à la passion d'un cœur amoureux. D'une réflexion douloureuse, ils font les plus fortes exclamations ; les larmes de l'absence sont des pleurs de funérailles ; le

triste devient lugubre dans leurs bouches; ils font des cris au lieu de plaintes dans la douleur; et quelquefois ils expriment la langueur de la passion comme une défaillance de la nature. »

Ne rappelez même pas la délicieuse épigramme japonaise, en trois vers : « Les fleurs disent : Haïssables, oh! haïssables sont les gens qui viennent ici après avoir vu le spectacle!... » Car ce contraste entre l'émotion exquise que fait naître la vue d'un jardin, où ne vivent que les roses, et les sensations effrénées qu'impose un orchestre, voilà qui était bon pour les poètes délicats et peu pressés de l'Extrême-Orient, au XVIIIe siècle. A cette heure, nous mettons au contraire les orchestres dans les jardins : et tout s'arrange.

Gardez-vous même d'alléguer qu'Aristote tenait la musique pour un art orgiaque, entendez : bon pour animer les repas... On vous traiterait de mauvais plaisant, ainsi d'ailleurs que votre philosophe, lequel aurait du reste bien honte de son jugement hautain, s'il entendait nos magiciens d'à présent.

Non, rien à faire, pas la moindre diversion à tenter, aucune défaite à invoquer. Un monsieur de bonne compagnie qui éprouve le grand malheur de ne point aimer la musique, n'a tout d'abord qu'à ne pas s'en vanter : loin de là, il s'en doit cacher avec le plus grand soin. Que si jamais cela venait à se savoir, il lui faudrait alors confesser humblement cette infirmité, mais sous le sceau du plus grand secret. Et le triste aveu fait, sans nulle jactance ni sotte désinvolture, il ne lui resterait plus qu'à imiter l'attitude paisible de M. le Grand Prieur de France, oncle de Bussy-Rabutin, à l'article de la mort. Venant de se réconcilier avec Dieu, et comme il allait râler tout à l'heure : « Et maintenant, fit le moribond d'une voix sereine et ragaillardie, maintenant je vais beaucoup mieux : il paraît que j'ai l'attrition. »

« Ce mot lui était demeuré dans l'esprit, ajoute Bussy-Rabutin, sans qu'il en connût la force : mais il se doutait seulement que c'était quelque chose de bon. »

***

On aura peut-être observé que jusqu'ici, ces lignes ne s'adressaient qu'aux hommes : c'était par courtoisie. La pensée qu'une femme pût jamais n'être pas musicienne ne nous fût même pas venue. Nous ne nous fussions pas permis de l'avoir.

En effet, nul ne s'interroge seulement sur ce point, et il est entendu, une fois pour toutes, qu'une femme « adore » la musique, comme elle « adore » aussi les fleurs : il y aurait, dans le cas contraire, une affectation d'originalité qui serait bien près du paradoxe provocant et de mauvais ton, — à moins qu'on ne la puisse soutenir, cette affectation, par une perpétuelle prodigalité d'esprit, ce qui, grâce à Dieu, semblera bien aisé à certaines, mais du moins les fatiguera beaucoup.

Voici déjà longtemps que nos compagnes se trouvent en cet état de sensibilité merveilleuse. Au XVIIIe siècle déjà, et non plus dans l'Italie passionnée d'opéras et de chant, mais dans notre France jusque-là moins bouleversée, les dames s'exaltaient. « Vous me demandez, écrivait la charmante duchesse de Choiseul à Voltaire en 1779, si je connais le mot énergie ? Assurément, je le connais, et je peux même vous fixer l'époque de sa naissance : c'est depuis qu'on a des convulsions en entendant la musique. »

Nous supposons que dès cet instant, ces convulsions étaient l'indice d'un goût aussi ardent que délicat pour les savantes compositions des grands maîtres. Mais il n'est pas douteux non plus qu'à cette époque lointaine, où par malheur on fut si « snob », — selon le terme dont on s'est servi depuis, — nombre de ces jeunes femmes à paniers, mouches et rubans, exagérèrent peut-être un peu les témoignages de leur plaisir, parce que c'était bien vu, et que les duchesses en faisaient autant (1).

Les théâtres de musique tenaient une place immense en la vie de jadis, une place bien plus considérable qu'aujourd'hui : on s'y retrouvait, comme dans une sorte de casino. Puis, on se sentait tellement chez soi au fond de ces profondes loges d'opéra dont Mlle de Lespinasse parle si tendrement à M. de Guibert ! Le pape Innocent XI, pontife sévère, n'aimait pas les loges trop profondes : en 1679, à Rome, il fulminait contre elles de terribles défenses. Il est vrai que ce pape était vraiment peu commode : il n'hésitait point à faire saisir jusque chez les

(1) La mélomanie date d'ailleurs de bien loin. Voici, au temps de la jeunesse d'Ovide, l'un des sujets de plaidoirie proposés aux élèves dans les écoles d'éloquence : « Pendant un sacrifice, un joueur de flûte s'était mis, par méprise, à jouer de son instrument sur un mode qui n'était pas le mode usité lors des cérémonies religieuses. Le prêtre officiant est tellement saisi qu'il devient fou, et se jette dans un précipice. Présenter la défense du joueur de flûte, accusé comme responsable de cette mort. »

blanchisseuses les chemises des femmes trop décolletées et dépourvues de manches. Voilà une bataille !

Admettons pourtant que théâtre, casino, loges et vie mondaine fussent entrés pour peu dans la frénésie musicale de ces jeunes personnes, qui autrefois tombaient en transes dès que rêvait la flûte ou pleuraient les violons. Il est certain que maintenant ces sortes de... compléments pour la musique, ou d'excitants, et presque de condiments, ont moins d'importance encore : les femmes sont si accoutumées à s'émouvoir aux premières notes d'un piano ou d'un orchestre qu'elles en viennent à rêver, quelquefois, parce que des chevaux de bois vont se mettre à jouer quelque vieille romance, ou le *jazz band* une valse lente. Pour un rien, les voilà qui se troublent, — pourvu que ce rien soit de la musique !

Et puis, qu'on ne croie pas ici à de la malveillance ! Rien ne serait moins vrai. S'il est quelques auditrices dont la passion nous semble un peu douteuse, quelquefois, un peu affectée plutôt, nous n'ignorons certes pas la sincérité profonde de tant d'autres. Et nous savons bien que celles-là ne se soucient nullement d'autrui. La musique est le plus grand, le plus exquis plaisir qu'elles connaissent, et voilà tout : elles la sentent comme on sent battre en soi la vie même, et en saisissent jusqu'aux intentions les plus fines. Elles vivraient abandonnées dans une île déserte, qu'elles regretteraient d'abord leur piano ou l'Opéra, et non point du tout le public qui eût pu les regarder jouer du piano, ni les colliers de perles dans les loges d'Opéra... Mais nous ne songeons pas ici à ces musiciennes absolument pures. Chez celles qui surtout nous intéressent, — et qui sont innombrables, — l'émotion musicale est moins irrésistible : elle apparaitra, en revanche, sur leurs visages ravissants et transportés, et cela d'autant mieux que l'assemblée sera plus choisie, ainsi qu'on le saura, le lendemain, par les communiqués et les propos mondains... Et d'ailleurs, en l'âme même des plus... mettons illusionnées, qui pourrait dire où s'arrête la sincérité, où commence l'illusion ?

C'est qu'elles se trouvent, aussi, entraînées depuis la tendre enfance à devenir des mélomanes accomplies. On n'enseigne aux petites filles, puis aux jeunes filles aucun autre art, non plus d'ailleurs qu'une autre science, avec autant de soin ni de piété. Elles n'ont pas onze ans qu'elles font leurs gammes et

solfient déjà : manquent-elles de zèle, qu'on leur en fait reproche, et sans rire. Si leurs parents nomment un grand compositeur, une illustre cantatrice ou quelque ténor sans pareil, sinon un exécutant hors ligne, c'est avec un respect, un sourire d'une douceur comme craintive, des paroles de véritable dévotion. On montre aux comédiens une estime plus nuancée, une admiration plus brusque ou familière, qui frappe moins les enfants. Quant aux autres grands artistes, sculpteurs, peintres, etc... ce n'est pas que parfois on ne les vénère également, mais non sans d'affectueuses ironies, et beaucoup plus de désinvolture Les pauvres écrivains en particulier se voient même traités d'une manière souvent fort élogieuse, mais il arrive qu'on y joigne tels ou tels commentaires bien inquiétants : car on se donne ainsi l'air renseigné, parisien, l'air d'un monsieur qui n'est dupe de rien. Au lieu que le seul titre d'une symphonie, d'un opéra, contraint les personnes qui le citent, comme du reste ceux qui l'entendent citer, à prendre aussitôt un visage à demi mélancolique, à demi attendri, et à abandonner sur-le-champ toute conversation pour fredonner à mi-voix certain passage de cet opéra, de cette symphonie. Chacun susurre ainsi le sien, et cela s'accorde peu : mais l'enfant demeure étonné par cette petite cérémonie presque cultuelle, qui se reproduit invariablement. « N'y a-t-il point, songe-t-il, quelque chose de surnaturel et de quasi divin dans une émotion dont les grandes personnes se souviennent ainsi, et qui les plonge en un tel état ?... » Sur quoi, sans plus attendre, une fillette prétendra se montrer aussi sensible que sa maman : cela fait si dame !

L'enfance écoulée, voici les concerts. Rien de plus apprécié, chez une jeune fille, qu'un amour extrême pour les concerts. « Ma fille, dira quelqu'un, est passionnée de littérature : elle lit sans trêve, compose des vers, écrit un roman. » Qu'on approuve ou non, l'on sourit un peu. Si l'on apprend qu'elle peint du matin au soir, on réfléchit, le cas ne paraît pas toujours tout simple. Mais à ces mots : « Ma fille est folle de musique, elle ne quitte pas les concerts », on hoche la tête, en pensant même à autre chose, tant un tel goût est répandu et peu surprenant : on s'y attendait.

A peine mariées, les jeunes femmes ont trop souvent tellement à faire et reçoivent tant d'invitations, qu'elles ne

trouvent plus guère le temps de rêver... Ah ! si, pourtant, car il y a des minutes spéciales pour la rêverie dans la vie mondaine : c'est lorsqu'on « fait un peu de musique », ou que l'on va aux théâtres lyriques. En ce cas, de dix à onze heures ou minuit, on a tout loisir, et l'âme s'abandonne. Comme si, sur les programmes des journées élégantes, se rencontraient ces mots par-ci, par-là : « Repos. Féerie. » On sait que ces programmes sont ponctuellement suivis.

Et quel raffinement, et que de grâce chez celles qui se sont donné une réelle et parfaite culture musicale ! De quelle autorité sentimentale ne les revêt-on point malgré soi aussitôt qu'on les entend prononcer telles ou telles phrases où se reconnaissent vraiment la compétence, le goût, et jusqu'à la science en fait de sons et d'harmonies ! C'est ainsi qu'une ravissante jeune femme se doit, par exemple, de s'attacher avec passion à la musique la plus moderne : préférence qu'on avoue en souriant, de même que si ce fût là une sorte d'escapade, dont on serait assez fière. Les hardiesses les plus surprenantes de nos compositeurs d'extrême avant-garde n'étonneront jamais, de nos jours, une mondaine très élégante. Elle se félicitera, au contraire, d'en aimer les séductions originales : et plus sa robe sera jolie, dirons-nous, plus elle les aimera, ces séductions. Célimène revivrait à présent, qu'elle rendrait Alceste complètement fou, lui qui n'appréciait que la chanson du roi Henri !

Et aussi bien, grâces soient rendues à la musique, à toutes les musiques, tant des salons que des concerts et des opéras, et des soirées bizarres, et des ballets étranges, et même, s'il le faut, des orchestres les plus inattendus, et jusqu'à celle des dancings ! Ainsi qu'un savant dégustateur de bourgognes et de bordeaux ne dédaignera pas une piquette, pourvu que celle-ci soit vraiment drôle et bien franche, on voit des raffinées entre les raffinées dont le regard vous quitte et s'enfuit pour un méchant petit récit de saxophone ou trois cabrioles de mandoline. Il n'y a si absurde fox-trot qui, dans le premier moment, ne fasse soudain bondir parmi les verres de champagne une bouffée de vent apporté d'outre-mer, qui n'est pas toujours désagréable : sous ce coup de brise, vaille que vaille, l'imagination se soulève un peu.

Nous disons qu'elle se soulève seulement : mais c'est qu'il faut d'autres émois pour l'enlever tout à fait, l'imagi-

nation de nos « belles écouteuses », comme disait Verlaine !...

Pourquoi les femmes passent-elles pour douées d'une cervelle plus agile que la nôtre à se mouvoir dans le fol univers des impressions, fictions et songeries, non moins que plus promptes à se créer toutes sortes de fantasmes et de papillons chimériques, pourquoi même veut-on qu'elles l'emportent sur nous en sensibilité ? Rien n'est moins démontré. Ce qui, en revanche, paraît indiscutable, c'est que, sans la bienheureuse musique, toute poésie disparaîtrait bientôt, sinon du monde, au moins dans ce petit coin du monde qu'on appelle tout spécialement « le monde », comme s'il n'y avait rien au delà. Non qu'il n'existerait toujours des poètes : elle est immortelle, Dieu merci ! cette race sacrée. On raconte qu'il en subsiste même en Bolchévie, c'est tout dire. Cependant ils n'auraient bientôt plus de public : et un art s'étiole dans les tours d'ivoire. Les poètes ont besoin qu'on les lise, comme les fleurs qu'on les arrose.

Et il y aurait toujours aussi la nature, cela va de soi, la nature et ses caprices poignants et délicats, auprès desquels nos plaisirs les plus rares pâlissent tristement. Écoutez l'auteur de la *Dévotion aisée*, ce P. Lemoyne, dont Pascal eut bien tort de se moquer... écoutez-le, car il scande et chante, en vérité, plutôt qu'il n'écrit : « Les jeux de la sagesse divine sont bien aussi divertissants que les tours d'un bateleur ; le concert des cieux est bien aussi agréable, et l'harmonie des saisons mérite bien autant d'attention qu'un concert de bois résonnants, et qu'une harmonie de cordes tendues : et il n'y a point de baladin si juste, et il n'y a point de baladine si parée, qu'il fasse si beau voir danser que le soleil et la lune. »

Mais sans « un peu de musique » qui les accompagne, les vers se fanent et meurent, vous le savez, si l'on ne se trouve pas exclusivement entre lettrés. Et dans les plus beaux paysages, que place-t-on, dès que l'on veut retenir une société choisie ? Un orchestre, et parfois nègre. Il faut beaucoup d'expérience et quelque habitude de la méditation pour se plaire à la danse du soleil et de la lune. Il est plus aisé de regarder travailler, — avec quel art ! — la Pawlowa ou Mlle Zambelli.

Quant à l'imagination, chacun a la sienne, parbleu !... Pourtant, comme on la trouvera menue, en général, et faible, et guindée, — à moins qu'elle ne soit nourrie de longs souvenirs, à moins que, par une culture exquise et continuelle, elle

n'ait été développée, augmentée sans cesse, forcée en quelque sorte, à l'égal d'une triple rose de serre, éclose en janvier, épanouie, insolente, prête à éclater de parfum !

Néanmoins, faute d'imagination, point de poésie, pas de rêve. La vie ne vaut rien sans ce don divin de savoir changer en conte de Shéhérazade les incidents des rues, bâtir un château de nuées autour d'une cigarette qui s'éteint, donner la volée à tous les oiseaux de l'Océanie, parce que deux notes cristallines seront tombées d'une guitare ou d'un piano...

Rassurons-nous : à des personnes comme il faut, instruites dès l'enfance à goûter la musique, le rêve ne manquera jamais, ni la poésie, ni même l'imagination ; tout cela se trouve pour elles préparé d'avance, en doses calculées à leur gré, dont elles se feront du bien aux heures qui leur plairont. Quelques accords, le début d'une mélodie, et les voici qui pénètrent sans nul étonnement dans un monde enchanté, comme s'il avait suffi de tourner tout bonnement le bouton d'une porte, et d'entrer... Qu'elles sont heureuses !

Mais il faut envier surtout les âmes vraiment, profondément musiciennes. Placées dans la vie comme des peupliers dans le vent, il n'y a pas un frisson qui les agite sans que tout, en elles, se mette aussitôt à chanter.

En ce moment même, sur les plages que balaie la brise du proche automne, on fait beaucoup de musique, le soir, dans les villas environnées de brume. C'est la tendresse de septembre qui monte et soupire.

Quinze jours encore, et la mer se plaindra seule le long des grèves désertes. « Voilà, pour le coup, une symphonie !... » dira celui qui n'aime pas la musique, — le pauvre homme, le paysan du Danube, l'infirme !

MARCEL BOULENGER.

LES MALADIES MONÉTAIRES DE L'EUROPE

II [1]

VERS LA GUÉRISON

Ce sujet a été traité ici même l'an dernier. Il n'avait encore été étudié alors en France que par quelques techniciens : la consigne officielle était de n'en point parler, de tenir, autant que possible, la maladie secrète, et l'appel que nous adressions, en terminant notre article, aux hommes politiques, aux industriels, aux commerçants, de consacrer à la question vitale de l'assainissement monétaire leurs plus sérieuses réflexions était alors parfaitement justifié. Il ne le serait plus aujourd'hui et l'on pourrait constituer une bibliothèque avec les articles de journaux, les discours, les brochures, les volumes qui ont été écrits sur l'inflation et la déflation monétaires, sur leurs conséquences, sur le retour à l'étalon d'or en France et à l'étranger.

Même le « Français moyen », auquel M. J. Duboin, député de la Haute-Savoie, s'est adressé, dans une spirituelle plaquette, commence à comprendre que la vie chère n'est pas due uniquement aux méfaits des « mercantis », que les mouvements de la livre et du dollar ne sont pas uniquement le résultat des machinations de la « finance internationale » ou des offensives concertées des Anglais et des Américains, et qu'enfin le franc de 1925 n'est plus tout à fait le franc de 1914. L'instant approche où ce « Français moyen » s'apercevra que la question monétaire est aujourd'hui la plus importante de toutes, qu'elle

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1924.

touche tous les citoyens, du plus petit au plus grand, et qu'elle domine toute notre politique, comme elle a dominé celle des États-Unis pendant quinze ans, de 1865 à 1879, après la guerre civile.

Tout le monde, aujourd'hui, est instruit de la maladie et reconnaît les maux de l'inflation, la nécessité absolue de revenir à une mesure fixe des valeurs, c'est-à-dire à l'or et, en attendant la possibilité de ce retour à l'or dans les pays gravement atteints, à une stabilisation plus ou moins définitive des changes.

Tout le monde est également d'accord sur les principes du traitement indiqué l'an dernier : équilibre réel du budget; équilibre de la balance totale des paiements comprenant la balance commerciale et la balance financière; limitation stricte de la circulation fiduciaire et réserve de devises en monnaie saine pour parer aux à-coups du marché des changes et assurer la stabilisation.

La nécessité primordiale de cette stabilisation d'abord et de l'assainissement monétaire définitif ensuite, a été proclamée par nos dirigeants, à quelque parti qu'ils appartiennent. Les divergences n'apparaissent que lorsqu'il s'agit de définir ces termes vagues d'assainissement monétaire. Tâchons donc d'apporter dans ce débat quelques précisions et quelque clarté.

I. — LES QUATRE SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT MONÉTAIRE

Toutes les thèses théoriques émises, toutes les leçons pratiques de l'histoire financière depuis cent cinquante ans se ramènent à l'un des quatre systèmes suivants d'assainissement des monnaies avariées :

1° Retour graduel de la monnaie fiduciaire dépréciée au pair de l'or, abolition du cours forcé, échange, sans limites ni restrictions, du papier contre l'or, en anglais *resumption* : c'est la *revaluation*.

(Exemples : France 1848-1851 et 1871-1878; Angleterre 1810-1821; États-Unis 1865-1879; Angleterre, Suisse, Suède, Hollande, actuellement.)

2° Échange de la monnaie fiduciaire dépréciée contre une nouvelle monnaie métallique de valeur intrinsèque moindre que l'ancienne : *dévaluation*.

(Exemples : Russie. Conversion Witte 1893 ; Autriche 1892 ; Finlande, Autriche, actuellement.)

3° Abolition pure et simple du papier monnaie avili, sans indemnité au porteur, ou son échange, dans une proportion infime, contre une nouvelle monnaie : *démonétisation.*

(Exemples : France 1797, les assignats ; États-Unis 1780, *continental notes* ; Portugal 1847 ; Pérou 1886 ; Colombie 1901 ; Mexique 1917 ; Allemagne, Autriche, Hongrie, Pologne, Russie, actuellement.)

4° Co-existence de la monnaie métallique ancienne et de la monnaie fiduciaire dépréciée avec faculté d'échange de l'une contre l'autre à un taux fixe : *double monnaie.*

(Exemples : République Argentine, Brésil.)

Si nous passons la revue des malades que nous avions classés l'an dernier en trois catégories : pays légèrement, pays sérieusement et pays très gravement atteints, nous constaterons que les premiers, c'est-à-dire l'Angleterre, la Hollande, la Suède, la Suisse et l'Espagne, se sont tous ralliés au premier système, la *revaluation*, et que tous ces pays, sauf l'Espagne, sont actuellement arrivés à la guérison, c'est-à-dire à la parité de la monnaie fiduciaire avec l'or.

Nous constaterons ensuite que les pays de la troisième catégorie, Allemagne, Autriche, Hongrie, Pologne, Russie, se sont tous résignés à subir l'opération chirurgicale indispensable, en adoptant le troisième système : la *démonétisation.*

Enfin, nous verrons que les pays classés dans la deuxième catégorie, c'est-à-dire la Belgique, la France, l'Italie, la Bulgarie, la Grèce, le Danemark, la Norvège, la Roumanie, la Yougo-Slavie, n'ont pas encore pu se décider à choisir entre les quatre systèmes et que, par conséquent, tous, à des degrés divers, continuent à souffrir de l'instabilité monétaire et de tous les maux qui en sont la conséquence.

Nous allons maintenant examiner rapidement comment le régime indiqué a eu pour résultat le retour complet à la santé des pays de la première catégorie ; comment se sont produites les interventions chirurgicales sur ceux de la troisième catégorie et quels en sont les effets actuels ; enfin, nous étudierons quel est le traitement suivi par les pays de la deuxième catégorie et vers quel système d'assainissement ils tendent. Tout particulièrement, nous examinerons la situation de la France, et, à la

lumière de la nouvelle expérience acquise depuis un an, nous essayerons de préciser comment et dans quelle mesure la méthode d'assainissement indiquée l'an dernier est toujours désirable et applicable.

II. — PAYS LÉGÈREMENT ATTEINTS : LA REVALUATION

Ces pays, sauf l'Espagne, sont aujourd'hui guéris. Examinons d'abord le cas de l'Angleterre :

L'Angleterre a suivi rigoureusement le régime indiqué, c'est-à-dire : 1° budget en équilibre réel ; 2° balance des payements favorable ; 3° circulation fiduciaire strictement limitée et suffisamment couverte par des espèces ; 4° réserve de change constituée en dollars.

Dans son étude documentée sur le retour à l'étalon d'or, parue ici même le 1er juillet, M. R.-G. Lévy a donné une analyse complète du budget britannique de M. W. Churchill, et montré qu'il aboutit non seulement à l'équilibre, mais à un dégrèvement de 2 1/2 pour 100 sur l'impôt sur le revenu. La Banque d'Angleterre est autorisée, dès à présent, à exporter de l'or elle-même et à en délivrer aux particuliers pour l'exportation par quantités minima de 400 *onces troy*, soit environ £ 1 700 ; enfin, après le 31 décembre prochain, l'échange, soit des billets de la Banque d'Angleterre, soit des *currency notes* du Trésor, contre espèces, sera rétabli sans aucune restriction ni limitation. Ce sera la guérison radicale.

Qu'un pays chargé encore aujourd'hui d'une dette intérieure dont le total en valeur or représente plus de deux fois et demie la nôtre (7 milliards 650 millions de livres sterling contre £ 3 milliards, pour nous, en chiffres ronds), dont le budget des dépenses était passé de 200 millions de livres sterling en 1914 à 1 680 millions en 1919, pour être ramené aujourd'hui à 800 millions de livres sterling, c'est-à-dire à 80 milliards de francs papier contre nos 33 milliards ; que ce pays ait pu, en six ans, non seulement équilibrer ce budget, mais ramener le taux de l impôt sur le revenu de 30 à 20 pour 100, amortir près de £ 400 millions de sa dette intérieure, régler sa dette extérieure, abaisser le taux de l'escompte et rétablir entièrement sa situation monétaire, c'est un des faits les plus extraordinaires de l'histoire financière de tous les peuples et de tous les temps, et

c'est aussi une preuve de l'écart énorme existant entre la fortune anglaise et la nôtre, écart que l'on a sous-estimé jusqu'à présent.

Comment cet étonnant résultat a-t-il été atteint? Nous voyons cependant la balance commerciale accuser, pour l'exercice 1924, un déficit de 344 millions de livres sterling. Mais la balance commerciale n'est qu'un des éléments de la balance générale des comptes. Celle-ci, au contraire, donne incontestablement un solde en faveur de la Grande-Bretagne. N'oublions pas que le Royaume-Uni est le grand prêteur, le grand affréteur, le grand banquier et le grand assureur du monde. Le *Board of Trade* estime à 185 millions de livres sterling *net* le revenu des placements anglais à l'étranger, à £ 130 millions le revenu net des frets payés par l'étranger à la marine marchande britannique, à £ 55 millions les bénéfices et commissions payés par l'étranger aux banques et aux compagnies d'assurance britanniques, soit, au total, 370 millions de livres sterling, soit environ 37 milliards de francs papier pour l'année. Comme le déficit de la balance commerciale n'a été que de £ 341 millions, il en résulterait un excédent d'environ £ 30 millions net pour la balance générale des paiements. Donc excédent budgétaire, excédent de la balance des paiements, voilà deux points acquis. Restent, pour compléter le traitement, la limitation de la circulation fiduciaire, sa couverture en espèces, et la réserve de change pour parer à l'imprévu.

Or, non seulement la circulation fiduciaire a été limitée, mais elle a été légèrement réduite. On se souviendra qu'en Angleterre les billets sont de deux espèces : le billet de la Banque d'Angleterre, *banknote*, et le billet d'État, *currency note*. Les chiffres étaient l'an dernier, à pareille époque, de £ 146 millions pour les premiers, contre une couverture en or de 126 millions, et de 293 millions pour les seconds, contre une couverture de 27 millions. Actuellement, les 27 millions d'or affectés en garantie aux *currency notes* ont été transférés à la Banque d'Angleterre, pour former une seule masse se montant à £ 162 millions 1/2 d'or ; et la circulation, se composant de 127 millions de *banknotes* et de 301 millions de *currency notes*, forme un total de 428 millions contre 440 pour 1924, total couvert par de l'or dans la proportion de 38 pour 100 environ.

Enfin, la réserve de change, à la suite des négociations

menées, dès la fin de l'an dernier, à New-York, par le distingué gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Montagu Norman, a été constituée sous forme de crédits se montant à 300 millions de dollars. Tout porte à croire qu'elle sera largement suffisante.

Toutes les conditions nécessaires au retour à la santé parfaite : équilibre budgétaire, équilibre de la balance des paiements, circulation limitée et réserve de change, étant ainsi réunies, le retour de la livre sterling au pair du dollar ou de l'or, c'est-à-dire à $ 4,86 pour une livre sterling, était une conséquence logique : il se produisit, en effet, dès le mois d'avril de cette année et la parité s'est maintenue depuis.

Il s'en faut d'ailleurs que ce traitement, rapide et sévère, ait été en Angleterre approuvé par tout le monde. Bien peu de gens sont hostiles au principe de la *revaluation*, mais un certain nombre de financiers et d'économistes, et parmi eux quelques-uns des plus éminents, trouvent qu'on s'est trop pressé. Ils attribuent en partie à la déflation rapide et à l'appréciation de l'unité monétaire, la cherté de la vie, cherté réelle et non pas fictive, comme chez nous, le coût élevé de la production et par suite le chômage. Ils auraient donc désiré, tout en admettant comme inattaquable le retour de la livre sterling à la parité de l'or, atteindre cet objectif plus lentement et par étapes espacées. Il est certain que les intérêts financiers, commerciaux et maritimes de l'Angleterre ne sont pas, sur cette question, tout à fait d'accord avec ses intérêts industriels.

Les gouvernements successifs de la Grande-Bretagne se sont préoccupés avant tout de ce qu'ils considéraient comme l'intérêt général. L'avenir dira dans quelle mesure ils ont eu raison.

Suède. — Comme nous le disions l'an dernier, la Suède est la première nation européenne qui, après la guerre, ait rétabli l'étalon d'or. Au cours de la guerre, la circulation des billets de la Banque de Suède passa de 234 millions fin 1913, à 814 millions de *Kroner* fin 1918 ; mais, dès l'année 1919, le Gouvernement poursuivit une politique de déflation extrêmement rigoureuse, avec ses conséquences ordinaires de baisse des prix, baisse des salaires, grèves et chômages. Ces maux inévitables n'empêchèrent pas le Gouvernement de s'en tenir énergiquement à sa politique. La circulation fut ramenée, de 814 millions en 1918, à 576 millions fin 1923, avec une encaisse de 272 millions de Kr. or, c'est-à-dire une couverture d'environ 48 pour 100.

Il s'ensuivit que le dollar, dont la valeur au pair est de Kr. 3,73, et qui était monté en 1920 à Kr. 5,41, revint graduellement au pair et que, dès le 1er avril 1924, la Riksbank reprit l'échange de ses billets contre de l'or et eut même à se prémunir contre un excès d'importation d'or, la couronne ayant, pendant plusieurs mois, fait prime sur le dollar (3,71). Inutile de répéter ici les moyens par lesquels ce résultat a été obtenu : ce sont toujours les mêmes. La réserve de change a été constituée à New-York au moyen d'un emprunt de 30 millions de dollars et de crédits à court terme de 5 millions.

Hollande. Suisse. — La Hollande et la Suisse n'ont eu toutes deux que fort peu de chemin à faire pour revenir à la parité de l'or. Au 1er juillet de 1924, la prime de l'or était, en Hollande, de 7 pour 100 et en Suisse de 8 1/2 pour 100. Dès le mois de janvier de l'année courante, dans les deux pays, la parité était non seulement rétablie, mais dépassée ; elle s'est maintenue depuis ; le franc suisse fait encore actuellement une légère prime sur le dollar, c'est-à-dire sur l'or.

Au point de vue légal, le retour à l'étalon d'or a été décrété en Hollande le 29 avril dernier ; toutefois, l'interdiction d'exporter de l'or subsiste encore, sauf dispense accordée par le Gouvernement, la Banque se réservant le contrôle des destinations d'envois d'or.

En Suisse, l'étalon d'or n'est pas encore juridiquement rétabli, quoiqu'il existe de fait. On ne peut donc encore dire que dans ces deux pays la guérison soit radicale.

Espagne. — En Espagne, la dépréciation de la peseta par rapport au dollar n'a guère varié depuis un an et la perte s'est maintenue, de façon à peu près constante, aux environs de 25 pour 100. L'écart entre les cours au 1er juillet 1924 et au 1er juillet 1925 n'est que d'environ 3 pour 100. Cependant, à en juger par la situation de la Banque d'Espagne à cette dernière date, la situation monétaire est assez saine pour justifier des cours plus élevés de la peseta. En effet, cette circulation s'élevait fin juillet à 4 276 000 000 de pesetas contre une encaisse métallique de 2 536 000 000 en or, 28 000 000 de devises étrangères, 657 millions en espèces d'argent, c'est-à-dire une couverture métallique totale d'environ 3 222 000 000, soit plus de 75 pour 100 de la circulation, proportion supérieure à celle des Banques de plusieurs des pays où la parité de l'or est déjà rétablie.

Mais, si la situation monétaire se présente satisfaisante, les situations budgétaire et économique le sont moins. En effet, les deux derniers budgets se soldent, d'après les données officielles, par des déficits de 164 et de 338 millions de pesetas, et la balance du commerce fait ressortir, pour ces deux exercices, des soldes défavorables se montant respectivement à 1464 et à 2568 millions. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que les fortes remises de sujets espagnols travaillant à l'étranger, et surtout dans l'Amérique du Sud, doivent largement contribuer à rétablir la balance des payements. Il n'en est pas moins vrai que ces deux facteurs défavorables, peut-être aggravés aussi de préoccupations politiques, expliquent l'atonie du change espagnol, qui, autrement, devrait revenir graduellement à la parité de l'or.

III. — PAYS TRÈS GRAVEMENT ATTEINTS

Nous avions rangé l'an dernier dans cette catégorie l'Allemagne, la Russie, la Pologne, l'Autriche et la Hongrie. Leur situation monétaire était devenue telle qu'aucun traitement n'était plus possible et que l'opération chirurgicale, la *démonétisation*, s'imposait.

Allemagne. — Examinons en premier lieu le cas de l'Allemagne et voyons rapidement comment l'opération s'est faite et quels en ont été les effets.

L'Allemagne y a procédé en deux étapes : la première, dès le 15 novembre 1923, par la création du *rentenmark* échangeable contre l'ancien mark-papier à raison d'un rentenmark pour un trillion, soit mille milliards de marks-papier. La seconde, en octobre 1924, à la suite du plan Dawes et de la création de la nouvelle Reichsbank, par l'échange d'un rentenmark contre un nouveau mark-or, goldmark.

L'opération paraît à première vue assez simple : c'est une faillite dans laquelle le Syndic, la Reichsbank, paye aux créanciers un dividende de 1 trillionième, c'est-à-dire pratiquement : rien.

En réalité, il n'en a pas été tout à fait ainsi. De cette répartition infinitésimale n'ont été les victimes que les porteurs de billets de banque et les titulaires de dépôts en compte-courant dans les banques, lesquels depuis longtemps ne se faisaient plus aucune illusion sur le rapport existant entre la valeur intrin-

sèque de ces billets et les chiffres fantastiques de leur valeur nominale.

Le sort des titulaires de créances sur des particuliers, sur des Sociétés, des corporations ou sur l'État vient d'être définitivement réglé par deux lois, promulguées le 16 juillet dernier et remplaçant nombre d'ordonnances ayant donné lieu à une jurisprudence variable.

La première de ces lois a pour objet de fixer un taux de conversion de marks-papier en marks-or de tous ces titres de créances, selon leur nature et selon le cours du mark-papier à la date de leur origine. La seconde stipule les taux de réduction applicables à ces créances après leur conversion en marks-or.

La première loi classe les dettes en dettes hypothécaires, dettes garanties par des rentes, ou des gages de chemins de fer, ou maritimes, etc., obligations industrielles, lettres de gage, dettes de corporations, caisses d'épargne, contrats d'assurances et tous autres contrats civils, tels que contrats de mariage, successions, etc. La seconde traite spécialement des engagements du Reich, des États, des villes et des communes.

La valorisation (*Aufwertung*) pour les dettes ayant un caractère hypothécaire, se fait, en général, sur la base de 25 pour 100 de la valeur en or des créances, et, selon l'article 15, le créancier qui, postérieurement au 15 juin 1922, a accepté le remboursement de sa créance en marks-papier, peut réclamer cette valorisation à son débiteur, même s'il n'a fait aucune réserve.

Les obligations industrielles et similaires sont valorisées à raison de 15 pour 100 de leur valeur or.

Enfin, les fonds d'États, villes et communes, se valorisent en principe à 2 1/2 pour 100 de leur valeur or, ce taux pouvant être relevé à 5 pour 100, si le porteur peut prouver l'acquisition de son titre avant le 1er juillet 1920.

Ainsi, tout porteur de fonds publics, tout créancier hypothécaire ou autre, tout obligataire, tout déposant à la caisse d'épargne, tout titulaire d'une police d'assurances, subit deux amputations : la première par la conversion de sa créance de marks-papier en valeur or, la seconde par le taux de réduction de sa créance convertie en or, réduction variant de 75 à 97 1/2 pour 100.

C'est une banqueroute auprès de laquelle notre tiers consolidé de 1797 n'est qu'un concordat bénin.

Comment dou er qu'une pareille opération n'ait eu, sur tout l'organisme allemand, une profonde répercussion? Lorsqu'on considère que les dettes d'Empire, d'États et de communes prises en charge par l'Empire, à elles seules représentaient en marks-or, au 1er juillet 1920, une valeur de 265 milliards (1), et que l'ensemble de ces titres ne vaut probablement plus aujourd'hui qu'une dizaine de milliards de marks-or; si l'on ajoute à cette perte celle que subissent les porteurs d'obligations industrielles, hypothécaires, etc., on peut s'imaginer ce qu'est devenue la fortune mobilière allemande. Comme partout où a sévi l'inflation, les classes moyennes, et parmi elles les classes intellectuelles, sont les plus atteintes; mais le choc opératoire se fait sentir sur toute l'économie appauvrie, et même les plus puissants *Konzerns*, comme le prouve la récente déconfiture des entreprises Stinnes, en subissent l'influence.

L'opération était inévitable et peut-être même eût-elle gagné à être effectuée plus tôt. Maintenant qu'elle est faite, sans doute la santé monétaire est rétablie, le goldmark est au pair de l'or et s'y maintient, mais le malade est prodigieusement affaibli, et, contrairement à l'opinion courante, il lui faudra toute son énergie, sa puissance de travail et sa ténacité pour revenir peut-être, après de longues années, à sa vigueur et à sa prospérité d'antan.

Autriche. — Nous avions déjà, l'an dernier, attiré l'attention sur l'habileté et l'énergie qu'avaient montrées, en Autriche, les Délégués de la Société des nations, MM. Zimmermann et Quesnay, pour stabiliser la couronne autrichienne, depuis plus de deux ans, au taux de 14 400 couronnes-papier, pour une couronne-or; c'était la première étape. La seconde a été la *dévaluation* de la couronne-or, à laquelle, en vertu de la loi du 20 décembre 1924, a été substitué le *schilling*, valant 10 000 couronnes-papier, c'est-à-dire environ deux tiers de la couronne-or. Il sera divisé en 100 *groschen*; il comportera un poids de 235 milligrammes d'or, au titre de 9/10 et vaudra, par conséquent, environ 73 centimes de notre franc-or.

La nouvelle monnaie ne circule pas encore, mais, dès à présent, elle est l'unité monétaire légale. Toute la comptabilité de l'État est tenue en schillings depuis le 30 juin, tous les actes

(1) Voir *les Finances de guerre de l'Allemagne*, par Charles Rist; Payot, 1921.

notariés, tous les bilans doivent être exprimés en schillings. La Banque nationale d'Autriche cessera d'émettre des billets en couronnes le 31 décembre prochain et, à dater du 1er janvier 1926, les échangera contre des billets libellés en schillings, à raison de 1 schilling pour 10 000 couronnes.

Les effets de l'inflation d'abord, de la démonétisation et de la dévaluation ensuite, s'appliquant à l'ensemble de la fortune mobilière, sont les mêmes en Autriche qu'en Allemagne : ruine à peu près totale des classes moyennes, positivement réduites à la misère, notamment les professions libérales. Il faut y ajouter celle des propriétaires d'immeubles urbains, qu'une législation socialiste draconienne dépouille de la presque totalité de leurs revenus.

Hongrie.—En Hongrie, la couronne est également stabilisée, à peu de chose près, depuis avril 1924; elle l'est complètement depuis janvier 1925 : 14 500 couronnes-papier valent une couronne-or. Ce résultat a été, comme en Autriche, obtenu par l'arrêt complet des émissions de papier-monnaie et par l'assainissement des finances publiques; et cet assainissement n'a été possible, comme en Autriche, que grâce à l'appui de la Société des nations, au moyen de l'émission d'un emprunt de 250 millions de couronnes-or et de l'organisation d'une Banque d'émission complètement soustraite à l'influence gouvernementale.

La Hongrie étudie en ce moment sa formule de démonétisation de la couronne-papier; trois systèmes sont en présence : 1° retour à l'ancienne couronne-or; 2° adoption du schilling autrichien équivalant à 10 000 couronnes-papier; 3° adoption du schilling anglais valant 17 300 couronnes-papier.

Lorsque la Hongrie aura procédé à sa démonétisation, elle en souffrira moins que l'Allemagne et l'Autriche, car la Hongrie est un pays essentiellement agricole, où la fortune mobilière et les classes moyennes sont beaucoup moins développées qu'en Allemagne et en Autriche, et où les grandes propriétés ont à peu près conservé leur valeur or.

Russie. — Pendant les premières années de son existence, lorsqu'il croyait encore aux théories communistes, le Gouvernement soviétique s'était efforcé d'instaurer en Russie un régime financier qui répondît à ses conceptions. Le rôle de la monnaie, représentant du capital, devait disparaître pour faire place à l'échange. En attendant, les presses marchaient sans arrêt ; le

Gouvernement, sans s'occuper un instant de garanties ou de couverture, imprimait les billets, anciens modèles d'abord, puis soviétiques, par milliards. Les chiffres fantastiques de l'Allemagne et de l'Autriche furent dépassés ; on en était en octobre 1923, à mille trillions de roubles anciens.

Bien entendu, toute cette paperasse n'avait plus la moindre valeur ; le Gouvernement soviétique découvrit alors qu'une monnaie saine était pour l'État une nécessité vitale, et dès la fin de 1921, à l'instar des pays capitalistes les plus arriérés, il voulut avoir et organisa une Banque d'État. Celle-ci fit d'abord un essai infructueux de nouveaux billets fondés sur son crédit. Après cet échec, le Gouvernement de l'Union soviétique poussa les idées réactionnaires jusqu'à envisager le retour à la base d'or. Effectivement, par un décret du 11 octobre 1922, il institua une nouvelle monnaie, le *tchervonetz*, valant *dix roubles-or de l'ancien régime*, soit 26 fr. 50 or ou £ 1,058. La Banque d'État était autorisée à émettre de nouveaux billets tchervonetz, mais seulement avec une garantie de 25 pour 100 en espèces nationales ou devises-or étrangères, et 75 pour 100 de marchandises facilement réalisables, ou effets commerciaux à courte échéance.

La démonétisation des roubles-papier commença le 1er mars 1924 ; les roubles soviétiques, lesquels représentaient chacun un million de roubles-papier anciens, furent échangés à raison de 500.000 pour 1 tchervonetz et, le 1er juin, tous les roubles-papier cessèrent d'avoir cours.

Qu'est-il advenu du tchervonetz depuis? Quelle est sa valeur actuelle ? Il est assez difficile de le savoir, car il n'est coté nulle part en Europe (1). A Moscou, selon les cours officiels, il ferait prime sur l'or; — en réalité, quoique le public russe l'ait adopté, faute de mieux, son pouvoir d'achat paraît avoir sérieusement fléchi depuis quelques mois à l'intérieur du marché russe.

Sans vouloir nous appesantir davantage, dans une étude qui se limite aux pays d'Europe, sur la situation monétaire d'un pays qui s'est mis en dehors de la Société européenne, il est permis de dire que le tchervonetz vivra dans la mesure où il observera les lois monétaires des pays capitalistes. Il conservera

(1) D'après des renseignements dont nous ne garantissons pas l'authenticité, l'émission tchervonetz serait actuellement de 672 millions de roubles contre une encaisse de 241 millions, et sa valeur serait en roubles-or de 4,15 au lieu de 10, soit 60 pour 100 de perte.

sa valeur dans la proportion où il représentera de l'or ou des marchandises valant de l'or. Si, au contraire, il n'est fondé que sur la signature de l'Union des Républiques soviétiques, il ira bientôt, par trillions, rejoindre les roubles tsaristes et soviétiques dans le néant.

Pologne. — La Pologne se distingue de l'Autriche et de la Hongrie en ce qu'elle a effectué sa réforme monétaire sans aucun secours, ni de la Société des nations, ni de l'étranger. Jusqu'au début de 1924, le désordre le plus complet régnait dans sa circulation : amalgame incohérent de monnaies dépréciées des pays qui s'étaient autrefois partagé la Pologne, roubles russes, marks allemands, couronnes autrichiennes, auxquelles s'était superposé le mark polonais, guère moins déprécié, puisque, en février 1924, il se stabilisait à raison de 9 300 000 marks pour un dollar.

Le 14 avril 1924, un décret institua comme nouvelle unité monétaire, le *zloty*-or, équivalent au franc-or, avec la relation d'un zloty pour 1 800 000 marks polonais papier, et le 28 avril suivant, la Banque de Pologne, nouvellement créée avec des capitaux polonais, ouvrait ses guichets avec privilège d'émission jusqu'en 1944. Quoique la liberté de l'exportation de l'or et la convertibilité des billets zloty en or n'aient pas encore été décrétées, la parité de 25.20 zlotys pour une livre sterling a pu être à peu près maintenue jusqu'à présent avec quelques oscillations rapidement réprimées.

IV. — PAYS DE LA DEUXIÈME CATÉGORIE A MONNAIE SÉRIEUSEMENT DÉPRÉCIÉE

Nous avions classé l'an dernier dans cette catégorie, par ordre de degré de dépréciation, le Danemark, la Norvège, la France, la Belgique, l'Italie, la Tchéco-Slovaquie, la Turquie, la Grèce, la Yougo-Slavie, la Bulgarie et la Roumanie. Il faut y ajouter la Finlande.

Si nous passons aujourd'hui la revue rapide de leur santé monétaire, nous trouvons un premier groupe chez lequel une amélioration sensible s'est produite. C'est le Danemark, la Norvège, la Yougo-Slavie ; un second groupe, où l'état est resté à peu près stationnaire, la Tchéco-Slovaquie, la Turquie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la Finlande ; un troisième

enfin, qui représente une aggravation plus ou moins sensible : la France, la Belgique et l'Italie.

Passons rapidement cette revue pour les deux premiers de ces groupes et arrêtons-nous surtout au troisième, qui nous intéresse le plus.

Danemark. — En Danemark, la couronne, qui vaut au pair 0,2680 de dollar, ne valait plus en juillet 1924 que 0,1615. Elle est cotée aujourd'hui à 0,24. Sa dépréciation, qui atteignait l'an dernier 40 pour 100, n'est plus maintenant que de 8 pour 100.

Norvège. — En Norvège, où la couronne a la même valeur or qu'en Danemark, c'est-à-dire 0,2680 de dollar, elle était cotée à la même époque à 0,1350 ; elle vaut aujourd'hui (1) 0,1701. La dépréciation de 50 pour 100 est réduite à 36 pour 100. Ces deux pays se rapprochent peu à peu de l'Espagne et peuvent, s'ils continuent leur sage régime, prétendre, comme ceux de première catégorie, à la revaluation pure et simple.

Yougo-Slavie. — En Yougo-Slavie, nous constatons un progrès sensible. Le dinar, valant au pair notre franc or, c'est-à-dire 0,1930 de dollar, était tombé en juillet 1924 à 0,0118 de dollar ; il était remonté en juillet dernier à 0,0171. Mais ce progrès d'une monnaie valant à peine dix pour cent du pair ne lui permet cependant pas de prétendre à la revaluation.

L'état de la *Tchéco-Slovaquie*, de la *Turquie*, de la *Grèce*, de la *Bulgarie* et de la *Roumanie* s'est très peu modifié depuis un an. La couronne tchéco-slovaque vaut toujours 1/7 environ du pair, la livre turque 1/8, la drachme 1/12, le leva bulgare 1/26, le lei roumain 1/41 de la parité de l'or. Mais tous ces pays ont accompli un très grand progrès ; ils ont arrêté leurs émissions de billets ; l'inflation a cessé, leur change est stabilisé et ils peuvent, dès maintenant, aspirer à des opérations d'assainissement au sujet desquelles, à notre connaissance, ils n'ont pas encore fixé leurs idées.

Finlande. — En Finlande, au contraire, après une stabilisation du mark finlandais, depuis plus d'un an, au huitième environ de la parité or, une commission officielle d'études a proposé de dévaluer définitivement le mark sur cette base, en créant une nouvelle monnaie-or valant très approximativement 1/40 de dollar, le pair d'avant-guerre ayant été de 1/5, c'est-à-dire la

(1) Actuellement 0,20.

valeur de notre franc-or. Ce nouveau régime ne sera toutefois en vigueur, que lorsque plusieurs conditions préalables auront été réalisées, notamment lorsque la réserve d'or de la Banque de Finlande, qui ne représente encore aujourd'hui qu'environ 24 pour 100 de la valeur or des billets en circulation, aura atteint une proportion plus satisfaisante.

V. — FRANCE. — BELGIQUE. — ITALIE

Jetons maintenant un coup d'œil d'ensemble sur la situation monétaire actuelle de l'Europe ; l'amélioration générale sur celle de l'an dernier est indéniable. Dans les pays légèrement atteints, le retour à la santé est presque complet ; dans ceux dont la monnaie était complètement avariée, l'opération chirurgicale est faite et tant bien que mal supportée ; dans la catégorie intermédiaire, chez presque tous, l'inflation est arrêtée, la planche aux assignats brisée, la période de stabilisation atteinte ; les principes du traitement ne sont plus discutés ; on marche vers la guérison ; et alors on est surpris de constater que ce sont, dans cette catégorie, les trois pays les plus riches, les plus industrieux, les plus peuplés : la France, la Belgique et l'Italie, qui ont fait le moins de progrès. La situation ne s'est que légèrement améliorée en Belgique ; elle s'est, au contraire, aggravée assez sensiblement en France et sérieusement en Italie.

Depuis l'an dernier, le franc belge s'est revalué d'environ 4 pour 100 : cent francs belges papier valaient 23 fr. 50 or ; ils valent aujourd'hui 24,30. En France, cent francs-papier représentaient, au 1er juillet 1924, 26,50 en franc-or, contre 24,75 seulement aujourd'hui ; la dépréciation est de près de 70 pour 100. Les cent lires italiennes papier valaient à la même époque 22,30 en or ; elles ont baissé à 17,25 ; la perte est de plus de 21 pour 100.

Comment expliquer cette fâcheuse anomalie ?

Examinons rapidement dans les trois pays les caractéristiques de la circulation fiduciaire, de la situation budgétaire, de la balance économique et de la situation financière.

Situation monétaire.

		en millions. Circulation.	Encaisse or et avoir à l'étranger.	Proportion de l'encaisse en p. 100.	Circulation par tête d'habitant.
Belgique.	Banque Nationale. .	7 562	300	4	env. 1 000
Italie . .	Banques d'émission.	19 017	»	»	»
	Billets divisionnaires de l'État.	2 100	»	»	»
		21 117	1 232	6	525
France. .	Banque de France. .	45 000	4 261	9	env. 1 150

Situation budgétaire (en millions).

	Déficit.	Excédent.
Belgique 1923	2 242	»
— 1924	928	»
Italie 1923.	418	»
— 1924.	»	209
France 1923.	8 400	»
— 1924.	3 600 (1)	»

Situation économique 1924 (en millions).

	Importation.	Exportation.	Déficit.	Excédent.
Belgique.	17 581	13 933	3 648	»
Italie	19 388	14 318	5 070	»
France	40 132	41 454	»	1 322

Situation financière. Dettes intérieures et dettes commerciales extérieures à l'exclusion des dettes interalliées.

	en millions. Dettes intérieures.	Dettes commerciales extérieures.	Total en papier.	Par habitant.
Belgique : francs belges.	32 300	6 560	38 520	4 800
Italie : lires italiennes papier.	90 840	lires-or 260 (2) soit l.-pap. 1 300	92 140	2 300
France : francs-papier .	280 000	fr.-or 5 670 (3) soit fr.-pap. 22 680	302 680	7 565

(1) Évaluation de M. Bérenger, mars 1925.
(2) Avance Morgan 50 millions de dollars.
(3) Y compris l'emprunt Morgan de 100 millions de dollars.

De ces quatre tableaux il ressort que les situations budgétaire et financière sont les meilleures en Italie ; la situation monétaire la meilleure en France, au point de vue couverture, et en Italie au point de vue quantitatif; la situation économique la meilleure, et de beaucoup, en France. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'à l'excédent visible d'exportation, il faut, pour obtenir la balance réelle des paiements, ajouter l'énorme apport des étrangers pour dépenses et achats sur place, apport que des estimations sérieuses n'évaluent pas pour la France à moins de huit milliards de francs-papier par an.

Il faut tenir compte aussi du fait que la fortune par tête d'habitant (1) est estimée à environ 25 000 francs-papier par tête en France, contre environ 14 000 lires-papier en Italie, et que, par conséquent, on peut considérer la faculté d'absorption de monnaie fiduciaire en France comme à peu près double de celle de l'Italie. Ces deux faits expliquent qu'en dépit d'une situation budgétaire un peu plus obérée que celle de la Belgique et beaucoup plus que celle de « l'Italie, notre « devise » ait pu conserver une valeur supérieure à celle des deux autres pays.

Mais si, chez tous les trois, on regrette que l'état général monétaire se soit plutôt aggravé depuis un an, il faut constater une notable amélioration dans l'état moral. Chez tous les trois, l'opinion publique est unanime dans la résistance à l'inflation, dans le besoin de stabilisation et l'aspiration à l'assainissement ; et n'oublions pas que dans ce domaine, l'aide du public est indispensable à tout progrès.

Nous considérons que, lorsque les négociations pour le règlement des dettes interalliées actuellement en cours auront abouti à une solution, lorsque l'emprunt à change garanti, actuellement en souscription, et dont il faut ardemment souhaiter le succès, nous aura, espérons-le, débarrassés dans une large mesure de notre dette flottante, le moment sera venu de donner satisfaction à ces aspirations en choisissant, parmi les quatre systèmes d'assainissement énumérés au début de cet article, celui qui est aujourd'hui désirable et possible.

Nous examinerons spécialement le cas de la France en recherchant la méthode-type qui convienne aux trois pays. En

(1) Voir notre article du 15 octobre 1924.

effet, dans tous les trois, la dépréciation du papier-monnaie, sans être égale, est du même ordre. Sous la pression des mêmes nécessités, les mêmes dérogations aux principes d'une saine politique monétaire ont été commises et l'unité or, base du redressement, est la même. Ce que nous dirons pour la France pourra donc, avec quelques variantes, s'appliquer aux deux autres pays.

VI. — CHOIX D'UN SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT

Pour choisir entre les quatre systèmes d'assainissement, énumérés au début de cet article, celui qui est désirable et possible pour la France, le mieux est, croyons-nous, de procéder par élimination.

Le premier, la « revaluation », le retour graduel au pair de l'or du franc-papier, c'est, ou plutôt ce fut, jusqu'il y a peu de temps, la thèse officielle.

Celui qui doutait qu'il fût possible et souhaitable pour la France d'avoir, avec le franc-or, une dette intérieure de 300 milliards et un budget de dépenses de 34 milliards, était un défaitiste financier. Sur les moyens à employer pour la réduction de cette dette, condition préalable de la déflation, on restait prudemment dans des formules vagues, on parlait de diminution graduelle au moyen de conversions. S'agit-il de conversions facultatives? Tout le monde sait qu'elles ne peuvent se réaliser que lorsque le cours des rentes à convertir dépasse largement le pair. S'agit-il, au contraire, de conversions forcées, c'est-à-dire, en réalité, de réductions imposées au porteur en capital ou en intérêt, ou dans l'un et l'autre? Le mot de « conversion » doit être alors remplacé par un autre, plus désagréable à prononcer.

Personne n'oserait plus soutenir sérieusement aujourd'hui qu'avec une dette extérieure encore à régler, dont nous pourrons retarder, mais non pas éviter les effets sur notre économie, avec une population stationnaire, avec une situation politique européenne instable et un empire colonial immense, comportant tous deux un coefficient d'imprévu dont il est impossible de ne pas tenir compte, on puisse raisonnablement envisager, dans un avenir appréciable, pour nos fonds d'État, un cours permettant des conversions facultatives.

Dans son discours du 4 février dernier, au banquet de l' « Union du Commerce et de l'Industrie » (d'ailleurs excellent dans plusieurs de ses parties), M. François-Marsal invoquait, à l'appui de la thèse de la « revaluation », l'exemple des États-Unis après la guerre de Sécession. Mais il oubliait de dire que, pendant les seize ans qu'avaient mis les « greenbacks » à regagner le pair, après une perte qui n'avait jamais dépassé plus de 60 pour 100 de leur valeur nominale, la population du pays était passée de 30 à 50 millions d'habitants, que son exportation avait plus que doublé, qu'il était le plus gros producteur de matières premières et d'or du monde, que sa circulation fiduciaire n'avait jamais, dans les plus mauvais moments de la guerre civile, excédé $ 25 par tête, alors que la nôtre est actuellement de près de 1 200 francs par habitant. Comment comparer les deux situations ?

Comment, d'autre part, concilier la « revaluation » avec la « stabilisation » ? Comment ne voit-on pas que cet effort graduel, mais auquel les circonstances imprimeront forcément des saccades, nous condamnerait encore pendant de longues années à la monnaie variable, et qu'après avoir, depuis la guerre, mesuré nos valeurs avec un mètre de caoutchouc qui s'étirait sans cesse, les prochaines générations compteraient les leurs avec un mètre de caoutchouc se rétrécissant par à-coups ?

L'inflation, cet impôt sur le capital frappant tous les créanciers au profit des débiteurs, et parmi ceux-ci, en premier lieu, au profit de l'État, a commis une injustice criante, c'est incontestable. Le débiteur qui, ayant reçu en 1914 des francs-or, a remboursé aujourd'hui sa dette en francs-papier, c'est-à-dire à 0,25, soit au quart de sa valeur, s'est rendu coupable, au préjudice du créancier, d'une véritable escroquerie, sanctionnée par la loi c'est entendu.

Mais, aujourd'hui, le mal est fait. Quoique quelques-unes des classes les plus intéressantes de la société (notamment les classes moyennes et intellectuelles) en soient les principales victimes, la douloureuse opération a été subie avec résignation et le pays est à peu près adapté.

La thèse officielle de revaluation propose une injustice non moins flagrante : la spoliation du débiteur au profit du créancier. Le débiteur hypothécaire, l'entreprise émettrice d'obligations, le locataire et le contractant quelconque à long terme,

ayant traité ou reçu des francs à 0,25, seraient obligés de rembourser capital et intérêts en francs-or, c'est-à-dire quatre fois plus. Et la première victime serait l'État, qui a reçu, pour la part de beaucoup la plus importante de sa dette, des francs déjà dépréciés.

Injuste en théorie, nuisible dans ses effets, impossible en pratique, telle est la thèse officielle de revaluation.

Examinons maintenant le deuxième système, la *dévaluation*, c'est-à-dire, rappelons-le, la création d'une nouvelle monnaie métallique, d'une valeur intrinsèque inférieure à l'ancien franc-or et se rapprochant de la valeur actuelle du franc-papier.

La proposition la plus séduisante est celle d'appliquer à l'étalon or le système décimal, c'est-à-dire d'avoir, au lieu du franc valant, selon la loi du 7 germinal an XI, 0 gr. 32 d'or à 9/10 de fin, un nouveau franc ne pesant que 0 gr. 10 d'or, c'est-à-dire valant le tiers environ de l'ancien franc, soit 0,31 centimes-or, dont le multiple de 10 équivaudrait par conséquent presque exactement à l'ancien écu de trois livres.

L'idée plaît par son apparente simplicité et parce que nous avons le système métrique, pour ainsi dire, dans le sang. Nos quarante-cinq milliards de papier déprécié seraient convertis en quarante-cinq milliards de francs nouveaux métalliques à 0,30 environ, ou en 4 500 000 écus de 1 gr. d'or chacun, valant environ trois de nos anciens francs-or ou 10 francs-papier actuels.

Mais lorsqu'on en examine l'exécution pratique, les difficultés apparaissent et s'amoncellent : d'abord, où prendre le stock d'or nécessaire à l'opération ? Il y faudrait, au minimum, le triple de ce qui reste d'encaisse à la Banque de France. Ensuite, la formule manque d'élasticité. Elle consacre définitivement un état de choses qu'il faut consolider pour quelque temps, mais qu'il ne nous est cependant pas défendu de considérer comme susceptible d'amélioration. Enfin, elle nous donnerait une unité monétaire par trop réduite, nous ramenant à la sesterce romaine, faisant assez piètre figure à côté de la livre sterling, du dollar, du florin hollandais et même du mark-or allemand.

Nous écartons donc également cette seconde solution.

Quant à la troisième formule, la « démonétisation », celle des pays de la troisième catégorie, nous n'en sommes heureusement pas au point d'avoir à la discuter pour nous. Nous sommes actuellement au palier de 4 francs-papier pour 1 franc-or, c'est-à-dire à 0,25 environ. Nous espérons fermement pouvoir nous y tenir, et l'équilibre budgétaire assuré, la balance des paiements favorable, la réserve de change à notre disposition justifient cet espoir; mais supposons même que des événements imprévus donnent raison aux pessimistes qui croient que nous ne pourrons éviter le palier de 5 pour 1, c'est-à-dire du franc à 0,20 et que la stabilisation doive se faire sur ce cours. Il n'y a aucun rapport entre cette dépréciation et la sarabande de quintillions par laquelle se sont terminées et évanouies les circulations de l'Allemagne, de l'Autriche et des autres pays de la troisième catégorie.

Cette solution ne vaut donc pas la peine que nous nous y arrêtions.

Reste la quatrième formule, la *double monnaie, or et papier* échangeables ultérieurement dans une relation fixe. C'est celle que nous préconisions déjà l'an dernier et l'expérience acquise depuis n'a fait que nous fortifier dans notre conviction. Dans les nombreux articles, dans la volumineuse correspondance qu'a suscitée la proposition de principe faite dans notre étude, nous n'avons trouvé que des objections de sentiment, mais aucun argument fondé sur des faits et des chiffres. Examinons-la donc de nouveau, et, cette fois, ne nous contentons pas d'une énonciation de principe; abordons l'étude de sa réalisation pratique, en ayant soin de ne pas nous perdre dans des détails techniques sortant du cadre de cet article.

VII. — LA DOUBLE MONNAIE

Nous proposons de remplacer la circulation unique des billets de la Banque de France actuels inconvertibles, par une double circulation francs-or et francs-papier billets de la *Banque de France* échangeables au pair contre l'or, d'une part; c'est « le franc-or »; billets de l'*État*, échangeables *ultérieurement* contre des billets de la Banque à un taux fixe; c'est le franc-papier.

Nous envisagions l'an dernier la réalisation de l'opération soit par la Banque de France, soit par une caisse gouvernementale de conversion, comme le fit la République Argentine en 1899. Mais lorsque cette République réalisa en 1899 l'assainissement de sa circulation, elle ne possédait pas de banque d'État. Nous en avons une, et qui heureusement, à travers toutes les vicissitudes des dix dernières années, et malgré les abus de pouvoir dont l'État s'est rendu coupable envers elle, a gardé son crédit et son prestige. Donc, inutile de recourir à une caisse nouvelle d'État qui ne jouirait sûrement pas au même degré de l'un et de l'autre.

Ceci admis, il faut avant tout réparer le contresens, l'erreur fondamentale, peut-être inéluctable chez nous, qu'ont su et pu éviter l'Angleterre pendant la dernière guerre et les États-Unis pendant et après la guerre de Sécession : celle qui consiste à faire émettre par la banque ou les banques d'émission, institutions privées, des billets destinés uniquement à faire face aux besoins de l'État et n'ayant d'autre contre-partie que la signature de l'État.

L'origine de cette erreur remonte à la convention signée dès le 11 novembre 1911 entre la Banque de France et l'État, relative à une avance de 2 900 millions à consentir par la Banque à l'État en cas de mobilisation générale. Cette convention fut ratifiée par une loi, le 5 août 1914, exécutée et aggravée par une nouvelle convention, en date du 26 décembre 1914, portant le montant des avances à 6 milliards. M. Ribot, alors ministre des Finances, se rendit bien compte de l'hérésie qui se commettait, car dans sa lettre du 18 septembre 1914 au gouverneur de la Banque, il disait : « Ce qui fait la force du crédit de la Banque, c'est qu'en temps ordinaire, la circulation des billets est entièrement garantie par l'encaisse métallique et par des effets de commerce. *Le crédit de l'État et celui de la Banque ne doivent pas être confondus* et lorsqu'une crise comme celle d'aujourd'hui oblige l'État à recourir à la Banque, *il ne peut le faire sans danger qu'à la condition de rentrer le plus tôt possible dans l'ordre habituel.* » Mais on était sur la pente glissante. Au lieu de rentrer dans l'ordre, on trouva plus commode de rester dans la confusion. C'est ainsi que la limite d'émission des billets fut portée successivement de 6 800 millions à 12, à 15, à 18, à 21, à 24, à 30, à 33 milliards au cours de la guerre ; à

36, à 40, à 43, à 46 et à 51 milliards dans les années qui suivirent et que, parallèlement, les avances de la Banque au Trésor montèrent de 2900 millions à 28 milliards, chiffre actuel, avec faculté de les porter à 30 milliards.

Eh bien! il est temps, il est grand temps de s'arrêter. Avant tout, revenons à la conception saine du billet de banque, qui ne doit représenter que de l'or ou des effets de commerce ayant pour couverture des marchandises valant de l'or; comme l'écrivait M. Ribot, « rentrons dans l'ordre » et que, sept ans après la fin de la guerre, chacun prenne ses responsabilités : la Banque de France d'un côté, l'État de l'autre.

Et maintenant, analysons le bilan de la Banque de France au 20 août. Nous y trouverons, en chiffres ronds, une circulation de 45 milliards. Quelle est sa contre-partie à l'actif?

Une encaisse réellement disponible, or et argent, de 4 milliards environ (1); 600 millions d'avoir à l'étranger, en francs-or; 3200 millions en francs-papier de portefeuille commercial; 3 milliards en francs-papier d'avances sur titres; 200 millions d'immeubles certainement sous-évalués; soit, e ramenant les francs-papier au franc-or, au total, plus de 6 milliards de francs-or, dont deux tiers en espèces. Tout le reste de l'actif est représenté par des créances de l'État sous différentes formes, se totalisant par environ 34 milliards de francs-papier.

Étant donné le crédit séculaire et universel de la Banque de France, une couverture de 6 milliards en or ou valeur-or suffirait à gager une circulation de 8 ou 10 milliards de billets de banque en francs-or valant le pair. Peut-être serait-il prudent, au début, de maintenir, pour ces billets, le cours forcé dans les relations intérieures, comme le proposait déjà M. Allix en janvier dernier et comme le fait provisoirement la Banque d'Angleterre, et de réserver l'or pour les paiements internationaux; mais nous voyons que cette restriction n'empêche pas les billets de valoir le pair en Angleterre et en Hollande.

Quant au reste de la circulation actuelle, formant à peu près exactement la contre-partie des 34 milliards dus par l'État à la Banque sous différentes formes, l'État le prendrait

(1) Nous ne tenons pas compte, pour des raisons bien connues, de la rubrique « or à l'étranger » figurant au bilan pour 1 864 millions.

directement à sa charge, en émettant ses propres billets et en remboursant la Banque de France.

Comment l'opération pourrait-elle se réaliser pratiquement? Nous n'y voyons pas de difficulté majeure.

Rappelons d'abord que, en vertu de la convention du 18 septembre 1914, les remboursements d'avances de la Banque à l'État doivent s'effectuer par l'État en billets de la Banque et non autrement. Par conséquent, l'État ne peut rembourser directement la Banque en billets d'État; il est obligé de les créer d'abord, d'en imposer au public l'échange dans une certaine proportion contre des billets de banque actuels et de rembourser ensuite la Banque à l'aide des billets qu'il se sera ainsi procurés.

Pour exécuter cet échange, tous les billets de banque actuels seraient prescrits dans un délai raisonnable, comme ont été prescrits, en 1897, les anciens types à impression noire et, en 1917, les anciens types à impression bleue sur fond rose. Pendant une période de temps suffisante avant l'expiration du délai de prescription, il serait procédé par toutes les Caisses publiques et par la Banque de France aux opérations d'échange.

Dans quelle proportion le billet de banque actuel sera-t-il échangé contre des billets de banque-or nouveaux, d'une part, contre des billets d'État, de l'autre? C'est là le point délicat. Nous avions envisagé l'an dernier le rapport de 3 à 1, c'est-à-dire le franc-papier à 0,33. Ce rapport semble aujourd'hui utopique; celui de 4 à 1, c'est-à-dire du franc-papier à 0,25, ce qui suppose le dollar à 20,90 et la livre à 101, se rapprocherait du change actuel. A en juger par les conditions d'émission du dernier emprunt, il se rapprocherait aussi de l'objectif officiel. Celui de 5 à 1 serait un pis aller qui, espérons-le, pourra être évité. Dans tous les cas, ce taux ne pourra être fixé qu'après une période de stabilisation d'au moins une année, sans variation appréciable et à un moment où la confiance du pays en l'État, c'est-à-dire en lui-même, ne sera pas en discussion.

Il faudrait, d'autre part, que l'émission de billets d'État atteignît une somme suffisante pour que le Trésor pût, par leur échange contre des billets de banque actuels, rembourser ce qu'il doit à la Banque.

Supposons, par exemple, le taux de 4 francs-papier pour un

franc-or et la circulation aux environs de sa limite *légale* actuelle, c'est-à-dire à 50 milliards. Un billet de 100 francs actuel s'échangerait contre 10 francs-or en nouveaux billets de banque, valant 40 francs-papier, plus 60 francs de billets d'État valant 60 francs-papier actuels. La Banque de France n'aurait plus en circulation, après l'échange, que 5 milliards de francs-or en billets échangeables contre de l'or et l'État aurait une circulation de 30 milliards de francs-papier.

Mais, dira-t-on, si les billets d'État ne sont pas à leur tour et de suite échangeables contre des billets-or dans la proportion de 4 à 1, ils seront discrédités; et s'ils sont échangeables dans cette proportion et que le public fasse usage de cette faculté, ce n'est pas à 5, c'est à 12 1/2 milliards-or, quart des 50 milliards-papier autorisés, que s'élèvera la circulation de la Banque et alors la couverture métallique sera-t-elle suffisante pour maintenir ces billets de la Banque au pair de l'or?

Nous croyons que le billet d'État aura le même crédit que le billet de banque papier actuel, même s'il n'est pas encore échangeable. D'abord, parce qu'il aura cours forcé, qu'il sera admis dans toutes les caisses publiques, pour tous paiements d'impôts, taxes, droits, etc., que tous les paiements de l'État pour coupons, arrérages de rentes, caisses d'épargne, etc., se feront également en billets de l'État.

Ensuite, parce que le public, habitué aujourd'hui à mesurer les valeurs en francs-papier, continuera, pour toutes les transactions courantes, à s'en servir exclusivement, réservant les francs-or aux baux, marchés et contrats à long terme, comme cela se pratique depuis vingt-cinq ans dans la République Argentine.

Donc, si l'État s'en tient strictement au chiffre d'émission qui aura été autorisé au moment de l'échange, mais à cette condition seulement, le public les adoptera et ils conserveront leur valeur de 25 pour 100 des francs-or.

Lorsque l'expérience de cette stabilité aura été faite pendant un temps raisonnable et que le danger de nouvelles émissions d'État sera définitivement écarté, on pourra autoriser l'échange des francs-papier contre les francs-or, toujours au taux de 4 pour 1, moyennant une nouvelle convention de l'État avec la Banque de France.

Mais, dira-t-on, ce système consacre définitivement l'infla-

tion; il la transforme simplement, au lieu d'y porter remède.

Nous répondrons d'abord que, malheureusement, l'assainissement ne doit et ne peut pas, chez nous, s'opérer d'un seul coup; ensuite, que nous ne considérons en aucune façon le chiffre initial d'émission de billets d'État comme intangible. C'est un maximum qui ne doit sous aucun prétexte être dépassé, mais qui peut, qui doit être réduit graduellement par l'État, comme l'ont fait les États-Unis de 1865 à 1879, pour les *greenbacks*, réduits dans cette période, de 470 millions à 360 environ, c'est-à-dire d'un quart, au moment du *Resumption act* les rendant échangeables contre l'or.

Cette réduction peut se faire, soit au moyen d'excédents budgétaires, soit par l'affectation d'une taxe déterminée, soit par les deux moyens et par voie d'incinération par l'État des billets ainsi rentrés en sa possession. Ces moyens doivent être employés graduellement, car l'expérience prouve qu'une contraction monétaire brutale a sur l'organisme économique des effets dangereux. Elle provoque notamment une brusque baisse des prix qui, si elle favorise le consommateur, peut avoir des conséquences désastreuses pour le producteur. Mais l'objectif à atteindre, peut-être lointain, mais qu'il faut poursuivre avec énergie et avec ténacité, c'est la disparition totale du billet d'État, le retour à la « santé monétaire », au billet de banque unique, remboursable en or au porteur et à vue.

N'oublions pas que, en dehors des autres avantages que présente pour l'État cette combinaison d'échange, il y trouve un bénéfice matériel qui est loin d'être négligeable. En effet, la somme des billets de banque présentés à l'échange avant l'expiration du délai de prescription ne représentera pas la totalité de l'émission. Il faut en défalquer les billets brûlés, disparus dans la terre par suite des guerres, dans la mer par suite de naufrages, etc... Or, à qui profite cette différence entre la circulation théorique figurant au passif du bilan de la Banque et la circulation réelle révélée par l'échange? A l'État, et à l'État seul, en vertu de la loi du 17 novembre 1897 (article 15). Et cette différence peut, selon des estimations sérieuses, atteindre et même dépasser le milliard.

VIII. — CONCLUSIONS

En résumé, nous proposons, pour la France, l'assainissement monétaire en trois étapes :

1° Reconnaissance par l'État du franc-or, abolition de la fiction légale et de la jurisprudence, en vertu de laquelle le franc-papier est égal au franc-or ; liberté de traiter toute opération, de stipuler tous contrats en francs-or ;

2° Échange de la monnaie fiduciaire actuelle contre la double monnaie : billets de banque or, billets d'État papier ;

3° Retrait graduel des billets d'État ; leur échange contre des billets de banque or.

Et nous demandons que l'on commence tout de suite par la première étape. C'est ce que demandait M. le professeur Allix dans un article magistral, dès le 10 janvier de cette année ; c'est ce qu'ont demandé MM. Jacquier et Margaine, députés, dans deux propositions de loi, déposées à la Chambre en février et en mars et appuyées de solides exposés de motifs.

Nous ne voyons rien à ajouter aux arguments définitifs de M. Allix ; qu'il nous soit seulement permis d'en citer un qui s'est montré prophétique. « La formule des emprunts à valeur stable, disait-il, s'imposera impérieusement dans l'avenir, si l'on veut encore trouver des souscripteurs pour les emprunts futurs ; sinon, on marche à la ruine du crédit public. » En effet, l'emprunt à valeur stable s'est imposé ; il est en souscription en ce moment et cette valeur stable est fondée sur quoi ? Non pas sur notre franc-or national, mais sur une monnaie étrangère, la livre sterling, elle-même sujette à variations, puisqu'elle était dépréciée de plus de 30 p. 100, il y a deux ans. Nous ne pensons pas que cette anomalie soit de nature à compromettre un succès mérité par tant d'autres avantages, mais n'eût-il pas été préférable, plus logique, plus sûr et plus digne de prendre pour base notre franc à 322 milligrammes d'or ?

D'autre part, au moment où les discussions sur le règlement des dettes interalliées vont entrer dans une phase définitive, il est indispensable que tout le monde, les étrangers comme nous-mêmes, voie clair dans notre situation.

Tous les jours nous entendons les étrangers, accourus heureusement en foule pour admirer, plus que nous-mêmes, notre

Exposition des Arts décoratifs, nous dire : « Mais vous êtes heureux et prospères ; vos villes détruites sont rebâties plus belles qu'auparavant ; votre balance commerciale est favorable ; vous n'avez pas de chômage ; vous êtes plus riches qu'autrefois (1). »

Lorsque, à la lumière crue du franc-or, on verra les choses comme elles sont, lorsque, tous les bilans se faisant en francs-or, les actions de nos grandes banques, de nos entreprises industrielles, de transport, de navigation et toutes nos valeurs « de père de famille » apparaîtront à la cote à leur cours réel, c'est-à-dire très au-dessous du pair, lorsqu'on se rendra compte que ceux de nos débiteurs étrangers en fonds d'État qui n'ont pas fait faillite, ont pu, grâce au franc-papier, racheter leurs dettes, à des prix dérisoires, commettant à nos dépens une véritable escroquerie, — lorsque les particuliers, du petit au grand, s'apercevront que celui dont la fortune en papier n'a pas quadruplé depuis la guerre, — et combien y en a-t-il ? — s'est réellement appauvri, et verront enfin à quel point la volatilisation des fonds d'État par le franc-papier, encore plus qu'une taxation écrasante et des droits de succession destructifs, les a ruinés, — alors seulement apparaîtra notre situation véritable ; alors les étrangers cesseront de proclamer notre richesse ; alors, même peut-être chez nous, les apôtres, naïfs ou haineux, de l'impôt sur le capital, panacée de charlatans qui a lamentablement échoué partout où elle a été essayée, voudront bien constater à quel point cet impôt chez nous est déjà réalisé, et peut-être alors laissera-t-on quelque répit au capitaliste, c'est-à-dire à l'épargnant, classe taillable et corvéable à merci, sans laquelle pourtant ni le pays ni l'État ne pourraient vivre.

Lorsqu'on nous aura rendu le franc-or, lorsque nous pourrons librement placer notre épargne en francs-or, au lieu de la voir fondre en francs-papier, l'exportation des capitaux, que les mesures les plus draconiennes n'empêcheront pas plus aujourd'hui que chez nous en 1793 (2), ou en Allemagne jus-

(1) Lord Bradbury, *la France est plus riche qu'avant la guerre.* Interview du *Sunday Express*, le 16 août dernier.

(2) Malgré les pénalités les plus terribles, l'or n'a jamais cessé d'être coté sous la Révolution. Les agents de change ne le cotaient pas officiellement, mais la Trésorerie nationale notait journellement elle-même les cours auxquels elle se procurait des espèces contre assignats et ces cours servaient de base aux transactions particulières. La loi du 5 messidor an V prit ces cours comme base de la réduction en numéraire des obligations contractées à l'époque des assignats.

qu'au retour du mark-or, cessera comme par enchantement et la liberté de circulation des capitaux fera rapidement rentrer ceux qui se trouveront encore à l'étranger.

En principe, tout le monde est, au fond, d'accord; mais on attend. M. Romier, dans un spirituel article, disait récemment que nos dirigeants ont remplacé la formule classique « gouverner, c'est prévoir », par celle de « gouverner, c'est attendre ». Attendre quoi? Qu'un mal, sinon évitable, du moins susceptible d'atténuation, soit devenu si aigu qu'il faille, à un moment critique, y parer par des mesures hâtives et improvisées.

Commençons donc notre assainissement tout de suite; rétablissons le franc-or légal; les experts anglais et américains étudient notre situation, — mais la capacité de paiement d'une nation ne peut être sainement appréciée que sur la base d'une monnaie saine.

M. Painlevé, dans son discours de Grenoble, disait en mai : « C'est le destin dévolu à cette législature de liquider le dernier stock d'immenses illusions laissées derrière elle par la guerre. Tâche ingrate, devoir austère, mais qui peut être glorieux, s'il est accompli d'un cœur viril. »

Eh bien ! passons aux actes. Cessons de vivre, comme disent les Anglais, dans un *fool's paradise*. Liquidons.

JACQUES KULP.

LE FOYER
DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE

SOUVENIRS ET ANECDOTES (1877-1885)

I

Je suis le dernier survivant d'un petit groupe d'habitués qui, voici quelque quarante à cinquante ans, fréquentaient assidûment le Foyer des artistes de la Comédie-Française.

Ce Foyer était alors un véritable salon où se réunissaient chaque soir un certain nombre de sociétaires, ceux qui jouaient, et quelques-uns de leurs camarades qui trouvaient agréable de venir passer là quelques moments, car, à cette époque qui semble aujourd'hui si lointaine, les comédiens demeuraient pour la plupart dans le voisinage du théâtre, ainsi que le veut le règlement, et l'on ne connaissait pas encore les tournées officielles ou particulières qui essaiment quotidiennement une grande partie de la troupe aux quatre coins de la France, et même à l'étranger, jusqu'en Afrique ou en Amérique. Des amis de la Maison y venaient aussi, auteurs dramatiques, hommes de lettres, peintres, gens du monde. Toutefois, l'accès du Foyer n'était pas ouvert facilement, ainsi qu'on le verra; c'était un salon très fermé, dont bien des gens, quoique spectateurs assidus des représentations de la Comédie-Française, ne soupçonnaient même pas l'existence.

Comment je fus admis dans le sanctuaire, — le mot n'est pas trop fort, — j'en suis encore étonné quand j'y songe. Je

n'avais pas vingt-cinq ans, j'étais avocat stagiaire sans notoriété et presque sans causes, et, en plus, fort timide. Il ne fallut rien de moins que la protection bienveillante d'un académicien pour m'en ouvrir l'entrée, et le plus curieux assurément de l'aventure fut de devoir cette protection à l'entremise d'un garçon coiffeur.

Ayant quitté Lyon, ma ville natale, vers la fin de 1871, pour venir achever à Paris mes études de droit, je demeurais rue de Bellechasse, au coin de la rue de Grenelle, dans un immeuble absorbé depuis par le ministère de l'Instruction publique.

Sur les conseils d'un ami parisien qui voulait bien être mon guide dans la « ville splendide », comme on chante dans *la Vie Parisienne*, j'étais devenu un client de la maison Debas, où j'allais me faire donner, par les mains expertes de Joseph, le neveu du patron, un coup de fer, à de petites moustaches que j'ai toujours, et à des cheveux que je n'ai plus.

La maison Debas a disparu depuis longtemps ; située en plein cœur de ce qu'on appelait le faubourg Saint-Germain, rue du Bac, elle possédait la clientèle la plus aristocratique ; les trois garçons coiffeurs qu'employait le père Debas étaient si bien stylés qu'ils donnaient du « monsieur le Comte » à tout client qu'ils savaient ne pas être marquis ou baron.

A la rentrée de 1876, je devins un abonné, c'est-à-dire que j'allais tous les jours, vers quatre ou cinq heures, me faire raser chez Debas. Ces visites quotidiennes me fournirent l'occasion de remarquer un vieillard au visage complètement rasé, à la chevelure argentée, au teint coloré, qui venait lui aussi, à peu près aux mêmes heures que moi, se faire « accommoder » rue du Bac. J'observai que patron et garçons paraissaient le traiter avec un respect tout particulier, bien qu'ils ne l'appelassent jamais « monsieur le Comte ». Cela m'intriguait quelque peu. J'eus enfin l'explication de ce petit mystère : certain jour, Joseph se pencha vers moi et me dit à l'oreille :

— C'est M. Camille Doucet, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Ce nom éveillait en moi bien des souvenirs. Je l'avais entendu souvent prononcer par mon père, mort le 9 janvier 1870. Mon père, en effet, avait été le camarade et l'ami de

M. Adelon, Dijonnais comme lui, et frère de Mme Camille Doucet. C'est ce que je contai à Joseph après le départ de Camille Doucet. Joseph profita de l'occasion pour me demander mon nom.

C'est ainsi que je devins un des familiers du salon de Camille Doucet à l'Institut.

M. et Mme Doucet donnaient plusieurs soirées chaque année. A l'une des premières auxquelles j'assistai, en janvier ou février 1877, eut lieu une représentation de quelques scènes de la charmante comédie d'Alfred de Musset *A quoi rêvent les jeunes filles*. Ces scènes étaient jouées par Mlle Suzanne Reichenberg, de la Comédie-Française, et Mlle Lauriane, qui appartenait, si je ne me trompe, au théâtre du Vaudeville.

La représentation terminée, et tandis que les invités se dirigeaient vers le buffet, M. Camille Doucet me prit à part et me dit :

— Je vais vous présenter à Mlle Reichenberg; c'est une grande artiste et une femme charmante.

L'excellent homme allait au-devant de mes désirs. Tout en le remerciant, je lui avouai que je serais d'autant plus charmé de faire la connaissance de la blonde et exquise artiste que j'avais écrit un acte en vers avec un rôle pour elle, naturellement.

— Je m'en doutais, fit-il en souriant.

Mlle Reichenberg m'invita le plus gracieusement du monde à l'aller voir à la Comédie-Française, où elle serait heureuse de me montrer les coulisses et le Foyer. Et comme Camille Doucet lui avait glissé quelques mots de ma pièce, elle me promit de s'y intéresser.

Je rentrai chez moi, nageant dans la joie. J'étais à cet âge heureux où on se laisse facilement aller à l'espérance; je me voyais déjà reçu à la Comédie-Française, moi et ma pièce. La jolie tête blonde de Mlle Reichenberg passait et repassait devant mes yeux charmés. Je m'abandonnais aux rêves les plus riants, sans oublier Camille Doucet à qui je devais ce bonheur.

Mais telle est l'injustice de notre faible nature que je ne songeais point au brave Joseph, et je répare aujourd'hui mon ingratitude d'alors, en associant sa mémoire au récit de mon aventure.

SUZANNE REICHENBERG

Avant de conter mon introduction au Foyer des Artistes, je crois bon de rappeler ce que fut celle qui voulut bien m'y introduire.

Suzanne Reichenberg s'était volontairement retirée de la Comédie-Française, relativement jeune encore, il y a quelque vingt-cinq ans. Ceux qui ont pu la voir à la scène ont donc aujourd'hui largement dépassé la quarantaine et les générations nouvelles ne l'ont pas connue. Elle ne portait même plus le nom qu'elle avait rendu célèbre; elle s'était mariée et était ainsi devenue la baronne Pierre de Bourgoing. Elle est morte le 10 mars 1924, et les brèves notes nécrologiques qui lui ont été consacrées, ont passé à peu près inaperçues, au milieu des préoccupations de l'heure présente.

Cette mignonne artiste, jolie et peut-être plus charmante encore que jolie, qu'un administrateur intérimaire de la Comédie-Francaise, Kæmpfen, avait si justement surnommée « Miss Perfection », n'a pas été remarquable seulement par un rare talent dans le difficile emploi des ingénues; elle l'a été aussi parce qu'elle a réalisé ce miracle d'être une exquise comédienne, alors qu'elle n'était encore qu'une enfant.

Née le 7 septembre 1853, elle entrait à treize ans au Conservatoire dans la classe de Régnier, et, dès la première année, faisait preuve de tant de qualités, que, le 1er août 1867, elle était engagée à la Comédie-Française, mais sous la condition qu'elle resterait encore un an au Conservatoire. Aux examens de 1868, elle obtenait un premier prix de comédie et débutait le 14 décembre de la même année dans le rôle d'Agnès, de *l'École des Femmes*. Ce fut un triomphe, et le 1er janvier 1872, elle était admise au sociétariat.

Filleule de Suzanne Brohan, qui avait brillé au Vaudeville, et qui était la mère d'Augustine et de Madeleine Brohan, Suzanne Reichenberg, née et élevée dans un tel milieu, avait, si l'on peut dire, le théâtre dans le sang.

La jeune artiste avait donc pris rapidement une grande place dans la troupe, pourtant si brillante alors, de la Comédie-Française, et elle avait remporté, quelques mois auparavant, le 4 décembre 1876, un des plus éclatants succès de sa carrière, dans *l'Ami Fritz*.

Je ne pouvais, on le voit, avoir une meilleure marraine.

Toutefois, avant de pénétrer dans les coulisses de la Comédie-Française, je voulus faire plus ample connaissance avec Suzanne Reichenberg. Et puis, l'avouerai-je? je songeais à mon petit acte. Profitant donc de la permission que m'avait aimablement donnée la charmante artiste, je me rendis chez elle avec mon manuscrit.

Elle demeurait alors rue Lavoisier; elle habitait avec sa mère, veuve d'un Hongrois naturalisé Français (d'où ce nom étranger), un petit appartement à l'entresol. Le cœur me battait bien un peu en tirant le cordon de la sonnette, mais son accueil dissipa mes appréhensions.

Elle me demanda quelques détails sur ma pièce. J'avais écrit cet acte, intitulé *le Baiser de Marguerite*, en m'inspirant de l'anecdote célèbre du baiser donné par la reine Marguerite d'Écosse au poète Alain Chartier. Comme tout débutant, je l'avais écrite en vers. Je lus quelques scènes qui parurent plaire à Suzanne Reichenberg. Elle me promit de la remettre elle-même à un des lecteurs chargés de l'examen préalable des pièces déposées.

Ce lecteur se trouva être Adrien Decourcelle. *Le Baiser de Marguerite* n'eut pas l'heur de lui plaire.

Ce fut ma première pièce refusée à la Comédie-Française; ce ne fut pas la seule. Ma prose n'y fut pas mieux accueillie que mes vers.

LE FOYER DES ARTISTES

Actuellement, on pourrait presque, au-dessus de la porte qui sépare les couloirs de la salle des coulisses, placer un écriteau portant cette inscription : *Entrée libre*. Rien n'est, en effet, plus aisé que de pénétrer dans ces coulisses; il suffit de donner à l'huissier de service un nom quelconque d'artiste, sociétaire, pensionnaire ou même simplement « utilité », pour être admis à franchir la porte de communication; aucun contrôle n'est exercé. De là, pendant les entr'actes, une invasion de visiteurs qui se répandent dans les coulisses, dans les escaliers, ou stationnent devant les bustes d'Erckmann et de Chatrian, placés dans l'étroit passage menant à la scène, aux loges d'artistes, au Foyer et à l'administration. Certains soirs, c'est une véritable cohue, et l'encombrement est tel que les acteurs

qui ont à se rendre sur le plateau, en sont parfois gênés.

Ce n'était pas une petite affaire, en ce temps-là, de franchir la porte qui fermait l'entrée des coulisses. Située en haut du grand escalier, sur la droite (cette disposition a été changée depuis l'incendie de 1900), cette porte était défendue par un huissier armé des ordres les plus sévères. Ce Cerbère à chaîne d'argent ne s'appelait point, de quelque nom emprunté au répertoire, Basque, Lubin ou Bourguignon ; il se nommait plus prosaïquement Moutardier. Lorsqu'on se présentait devant la porte redoutable, on devait tout d'abord indiquer l'artiste, — sociétaire de préférence, — que l'on désirait voir, puis remettre sa carte, et attendre que Moutardier eût transmis la dite carte à un collègue posté à l'intérieur, lequel se rendait auprès de l'artiste demandé, et recevait de celui-ci l'ordre d'introduire le visiteur, ou de l'éconduire avec les regrets d'usage.

Mais l'autorisation d'entrée accordée, l'épreuve n'était pas terminée ; il y avait les petites et les grandes entrées. Parfois l'artiste se bornait à recevoir le visiteur dans sa loge pendant l'entr'acte et le congédiait en s'excusant sur les nécessités du service, dès que se faisait entendre la voix de Gustave, l'avertisseur, annonçant que le spectacle allait recommencer.

Quand l'artiste jugeait son visiteur digne des honneurs du Foyer, il descendait avec lui, l'introduisait dans le grand salon carré, et le présentait à ses camarades. Ceux-ci, pleins de dignité, répondaient poliment, mais froidement, au salut du nouveau venu, lequel, se sentant observé sans excès de bienveillance, n'était généralement pas à son aise. Cependant les sociétaires femmes se montraient plus accueillantes que leurs camarades du sexe fort. Peut-être se l'imaginait-on ; leur beauté et leur grâce, dans ce cadre sévère, faisaient un peu l'effet d'un sourire.

Tout n'était pas fini après cette épreuve. Contre les nouveaux qui n'avaient pas eu l'heur de plaire au difficile aréopage se formait spontanément une conspiration destinée à lui faire entendre qu'il n'était qu'un intrus; il ne lui restait qu'à disparaître.

Pour les autres, ce n'était qu'à la longue qu'ils parvenaient à se faire admettre parmi le petit cercle des amis de la maison ; mais lorsque ce résultat était obtenu, combien ils étaient payés de leurs peines! Les moments que l'on passait dans ce

Foyer, d'abord redoutable, puis si attrayant, présentaient un tel agrément que l'on prenait bien vite la douce habitude d'y venir presque tous les soirs.

Je me décidai enfin à profiter des aimables dispositions de Suzanne Reichenberg pour tenter l'épreuve dont allait dépendre mon admission au Foyer.

J'étais fort intimidé à la pensée de la partie que je jouais. Et ce n'était pas sans raison. A peine avais-je franchi, avec mon introductrice, la redoutable porte et pénétré dans le grand salon brillamment éclairé, que je sentis fixés sur moi les regards de la dizaine de personnes qui se trouvaient là, artistes et habitués, et ces regards n'avaient rien de fort encourageant.

J'aurais bien voulu m'en aller, mais Suzanne Reichenberg m'avait pris par la main et me faisait faire le tour de la société, en me nommant à chacun, et ajoutant à mon nom ces deux petits mots qui étaient pour moi le meilleur des passeports : « Mon ami ».

Je dois avouer que je n'ai gardé de cette présentation qu'un souvenir extrêmement confus, ou plutôt le souvenir très net que je ne voyais rien, tant j'étais troublé; je me rappelle pourtant que Got me parut assez rébarbatif, et qu'au contraire Madeleine Brohan m'accueillit avec un aimable sourire. Néanmoins, lorsque, l'entr'acte terminé, les acteurs regagnèrent la scène, et moi mon fauteuil dans la salle, j'avais l'impression de n'avoir pas déplu. Pendant plusieurs soirées, je mis à contribution Suzanne Reichenberg, laquelle continua à me patronner avec sa bonne grâce habituelle.

Le temps vint où je fus considéré par tous comme un habitué, et par quelques-uns comme un ami. Je n'eus plus besoin de donner ma carte à Moutardier pour pénétrer dans les coulisses. Le Foyer m'était désormais ouvert.

C'est à partir de ce moment que, certain de n'être pas un intrus, je commençai à jouir pleinement de l'agrément de ces réunions qui ne ressemblaient à nulles autres, et dont le charme était proprement inexprimable. La conversation, lorsque l'on était peu nombreux, était générale, sinon, on formait de petits groupes; mais dans un cas comme dans l'autre, on causait librement, car une règle universellement observée assurait à chacun, pour les propos tenus, la discrétion de tous.

On ne reculait pas devant une histoire leste, un trait piquant. Mais il ne faut pas oublier que les libertés que l'on s'accordait alors au théâtre ne peuvent être comparées à celles que l'on prend aujourd'hui dans le monde. Le langage a évolué comme la mode; les plus hardis décolletés d'autrefois paraîtraient ridiculement chastes en un temps où ce n'est plus un mouchoir qui suffirait à cacher ce qu'un Tartuffe ne saurait voir.

Le Foyer où les sociétaires tenaient leurs réceptions et qui, théoriquement, continue à servir de lieu de réunion aux artistes, est une grande pièce carrée, située au midi et donnant sur cette excroissance de la rue Saint-Honoré, constituée entre le Palais-Royal et le débouché de l'avenue de l'Opéra, par le terre-plein planté d'arbres que tous les Parisiens connaissent bien.

Cette grande pièce recevait la lumière du jour par trois portes-fenêtres, ouvrant sur le balcon, qui règne au premier étage sur les deux façades du midi et du couchant; mais la porte-fenêtre du milieu avait été condamnée, et la place était occupée par une belle horloge ancienne.

L'aspect actuel du Foyer est très peu différent de ce qu'il était alors. Canapés, fauteuils et tabourets en forme d'X, recouverts aujourd'hui de tapisserie de Beauvais, après l'avoir été de velours rouge, l'étaient alors de velours vert. Une grande table Louis XIV était placée face à l'horloge, au-dessus du cadre contenant l'acte notarié où est apposée la signature de Molière. Ce document précieux, car on sait que l'on ne possède aucun manuscrit du grand comique et très peu de signatures de lui, est un don d'Alexandre Dumas fils. Au-dessus du cadre est accroché le portrait de Molière par Mignard, portrait dont la ressemblance est fort douteuse, car les peintres ne se faisaient point scrupule alors d'embellir leurs modèles.

Deux glaces se font vis-à-vis sur les murs de côté, l'une au-dessus de la cheminée; devant l'autre, dressée sur un socle, le buste de Seveste rappelle le souvenir de ce jeune comédien, blessé à la bataille de Buzenval, pendant le siège de Paris, en 1870, et qui mourut à l'ambulance du théâtre de la Comédie-Française après avoir subi l'amputation d'une jambe.

Les murs sont garnis de tableaux qui, pour la plupart, ne sont pas ceux que l'on y voyait autrefois. Ces tableaux représentant des sociétaires ont subi le sort de ceux dont ils repro-

duisaient les traits; les anciens ont disparu, relégués dans quelque coin obscur et ceux qui les avaient remplacés sur la scène les remplacent maintenant sur les murs du Foyer, en attendant qu'à leur tour ils soient dépossédés de cet honneur par leurs successeurs. Triste retour des choses d'ici-bas...

Toutefois, deux grandes toiles n'ont pas bougé, et vraisemblablement continueront à occuper la cimaise sur les deux panneaux encadrant la glace devant laquelle est posé le buste de Seveste. Ce sont, en effet, moins des tableaux que des documents du plus grand intérêt pour la maison. Dues au pinceau d'un comédien célèbre, Geffroy, elles représentent la troupe des sociétaires en 1840, et cette même troupe en 1864.

Les artistes y figurent dans le costume du rôle où ils s'étaient particulièrement signalés. Si j'en juge par la Troupe de 1864, dont j'ai connu presque tous les membres, le plus grand mérite de ces deux compositions est la parfaite ressemblance.

Au centre du tableau reproduisant la troupe de 1840 se détache Mlle Mars, l'étoile à son déclin, tandis qu'à quelque distance, sur la droite, un peu en avant de ses camarades, figure Rachel, l'étoile naissante. Geffroy s'est placé modestement dans un coin du tableau.

Quant à la troupe de 1864, la place d'honneur y est occupée par Mme Arnould-Plessy.

En 1894, un ami de la maison, Pasteur (lequel, malgré la similitude du nom, n'avait aucune parenté avec l'illustre savant), eut l'excellente idée de continuer la tradition inaugurée par Geffroy, et fit faire à ses frais un tableau en triptyque représentant tous les sociétaires qui composaient la troupe à cette date. Malheureusement, ce tableau se trouvait dans un couloir étroit et mal éclairé, accroché sur un des murs formant la cage de l'ascenseur, de sorte qu'il était à peu près impossible de distinguer les figures des artistes. Cela, certes, était fâcheux; ce triptyque méritait assurément une meilleure place, ne fût-ce qu'à titre de document. Aussi vient-on de le placer dans cette bibliothèque qui, récemment inaugurée, se trouve, hélas! menacée par une décision ministérielle.

La description du Foyer ne serait pas complète, si je ne rappelais qu'à cette époque, le chauffage central n'ayant pas encore été installé, un feu clair et pétillant s'allumait tous les

soirs, d'octobre à avril, dans la vaste cheminée. Une toile métallique protégeait contre les étincelles les robes des actrices et le parquet.

Le soin d'alimenter le feu était confié à un employé qui portait le nom bizarre de « feutier ». Plusieurs fois dans la soirée on voyait le « feutier » en cotte bleue et chaussé d'espadrilles, traverser silencieusement la grande pièce portant dans ses bras trois ou quatre bûches qu'il jetait dans l'âtre.

Depuis longtemps déjà, la vaste cheminée n'est plus qu'un trou noir derrière sa toile métallique déchue de son rôle protecteur ; le « feutier », devenu sans emploi, est mort et n'a pas été remplacé.

ÉMILE PERRIN

La description des lieux achevée, voyons maintenant ceux qui les fréquentaient, artistes et habitués. Toutefois, avant d'esquisser les portraits des uns et des autres, il convient de parler d'un personnage ne rentrant exactement dans aucune de ces deux catégories, dont on n'apercevait la longue et maigre silhouette que très rarement au Foyer et deux fois par soirée dans les couloirs, lorsqu'il se rendait sur la scène ou qu'il en revenait. Si, théoriquement, les sociétaires sont les maîtres de la maison, ce personnage était, en fait, le maître de ces maîtres, moins par son titre officiel que par son autorité personnelle : c'est d'Émile Perrin, l'administrateur général, que je veux parler.

Malgré le temps écoulé, j'ai conservé de lui un souvenir très précis ; je le vois encore, grand, mince, vêtu d'une jaquette noire, passant d'un pas rapide devant les artistes et les employés respectueux. Je dois dire qu'au premier abord il n'attirait guère la sympathie ; son accueil toujours poli était toujours froid. Ce qui ajoutait à l'impression réfrigérante qu'on éprouvait en sa présence, c'était la presque impossibilité de saisir son regard, non qu'Émile Perrin le voilât par manque de franchise, mais un singulier strabisme rendait ce regard malaisément saisissable, un œil regardant en haut, tandis que l'autre regardait en bas. Une anecdote circulait à ce propos dans le théâtre : Perrin, qui s'occupait des moindres détails, inspectait un jour la toilette d'un débutant prêt à entrer en scène ; celui-ci, se méprenant sur le point qui attirait l'attention

de l'administrateur général, lui demanda ce qu'il reprochait à sa cravate ?

— Ce sont vos souliers que je regarde. Remontez dans votre loge et allez mettre des bottines vernies.

Ce strabisme ne contribuait guère à embellir un visage qui n'était pas beau, mais, malgré cette légère infirmité, Perrin savait être séduisant, lorsqu'il voulait bien s'en donner la peine, et il ne se la donnait qu'à bon escient. Il avait eu de nombreux succès féminins, et la renommée, laquelle n'est pas forcément menteuse parce qu'elle est une bavarde, lui en attribuait encore.

Émile Perrin, — qui avait autrefois peint quelques tableaux de genre et possédait un assez joli talent d'amateur, — avait successivement dirigé l'Opéra-Comique et l'Opéra, où il s'était montré un administrateur de premier ordre. En 1871, il avait été placé à la tête de la Comédie-Française par un ministre qui, ce jour-là, s'était montré bien inspiré, car nul n'était plus capable de renflouer la grande maison qui ne jouissait point alors de la faveur du public et qui ne réalisait, malgré une troupe excellente, que de fort maigres recettes.

Il fallait un homme doué d'une vive intelligence, d'une volonté tenace, ayant une main ferme et possédant en outre des qualités de diplomate, pour accomplir l'œuvre de sauvetage nécessaire. On ne se fait généralement pas, dans le public, une idée très exacte de la tâche qui incombe à un administrateur de la Comédie-Française. Il ne s'agit pas, ici, comme dans les autres théâtres, de commander à des artistes liés par un contrat à un directeur ayant pleine autorité sur eux. La troupe de la Comédie-Française est composée d'artistes associés, représentés par le Comité d'administration, avec qui doit toujours compter l'administrateur général nommé par le Gouvernement. Cet administrateur n'est donc rien de moins qu'un maître absolu. Il lui faut suppléer aux pouvoirs limités qu'il tient de sa fonction par ceux que lui donneront sa finesse, son habileté, et l'ascendant moral qu'il saura prendre sur *son* Comité.

Aux qualités que je viens d'énumérer il en ajoutait une autre très précieuse en l'espèce, car elle doublait la valeur des premières : il avait gardé de ce que l'on pourrait appeler son flirt avec la peinture, des goûts artistiques, et ce pluriel se

combinait chez lui avec le singulier : il possédait un goût très sûr. On lui a reproché de ne pas aimer la tragédie et de négliger le répertoire classique. Ces accusations ne sont nullement justifiées. Mais le public d'alors ne témoignait d'aucun empressement à assister aux représentations classiques (*le Misanthrope*, avec Geffroy ou Bressant, faisait péniblement une recette de quinze cents francs) et, d'autre part, en ce qui concerne spécialement la tragédie, il y manquait un grand premier rôle. Lorsqu'il eut trouvé Mounet-Sully, Perrin l'attacha immédiatement à la maison, et remonta peu à peu tous les grands chefs-d'œuvre classiques. Par une réclame bien faite, car il savait adroitement jouer de cet instrument moderne, il attira un public qui, grâce à des interprétations meilleures, reprit peu à peu le chemin de la Comédie-Française, les jours où l'on ne jouait pas de pièce nouvelle, le succès de la saison. C'est Perrin qui eut l'idée de créer un jour d'abonnement par semaine pendant sept mois de l'année. Il choisit le mardi pour n'avoir pas à redouter la concurrence de l'Opéra. Cette innovation ingénieuse, pour laquelle il avait obtenu la collaboration du prince de Sagan, eut un tel succès qu'il devint bientôt nécessaire, afin de satisfaire toutes les demandes, de créer un second jour d'abonnement, le jeudi.

Venant dans un théâtre où se perpétuaient de vieux errements, le nouvel administrateur s'était préoccupé, dès son entrée, des progrès accomplis dans l'art de la mise en scène. Il la voulait plus exacte, et en même temps plus digne de notre premier théâtre national. Les vieux décors, les meubles dont la vétusté tenait lieu de style, disparurent et, sans tomber dans de puériles exagérations, il s'efforça d'approprier le cadre à l'œuvre. Émile Perrin était le plus assidu et le plus ponctuel des administrateurs; arrivé tous les jours au théâtre à une heure, il n'en partait que passé six heures, y revenait à neuf heures et ne s'en allait que vers minuit, le spectacle terminé ou près de l'être. Il ne prenait, en fait de vacances, que les trois semaines nécessaires à la cure qu'il faisait chaque année, en août, à Aix-les-Bains.

Lorsqu'il lui arrivait, — ce qui était rare, — de dîner en ville, on le voyait, au sortir de la table, tirer sa montre, et lorsqu'elle marquait neuf heures, il se retirait discrètement, montait dans la voiture qui l'attendait, un coupé sombre

attelé d'un cheval, et se faisait conduire au théâtre. Il s'assurait que tout s'y passait régulièrement, puis, si rien n'exigeait sa présence à la Comédie-Française, il revenait, vers dix heures, achever la soirée chez ses amis.

Cette ponctualité qu'il s'imposait, il l'exigeait des artistes aussi bien que du personnel placé sous ses ordres; il n'eût pas toléré une fugue des premiers, un manquement des seconds. On le savait, et personne ne cherchait à enfreindre la règle établie.

Malgré sa politesse, et ses manières le plus souvent courtoises, il avait parfois la dent dure et ne ménageait pas les gens à l'occasion, lorsqu'il croyait que son autorité ou sa personne était en jeu. Une artiste de la maison, et non des moindres, en fit une fois la cruelle expérience. Elle avait régné en maîtresse sous la précédente administration, et elle supportait mal de s'être trouvée obligée de rentrer dans le rang. Aussi n'aimait-elle guère Émile Perrin, et ne cachait point ses sentiments; les rapports entre eux n'étaient rien moins que cordiaux. Se croyant, certain jour, observée par l'administrateur avec une attention qu'elle jugea déplaisante, elle lui dit, sur le ton d'une reine outragée s'adressant à un de ses sujets :

— Qu'est-ce que vous avez à me regarder ainsi?

Piqué au vif, Émile Perrin riposta de sa voix nasillarde :

— Je vous regarde vieillir.

Lorsqu'il mourut, le 8 octobre 1885, Perrin laissait la plus belle troupe que la Comédie-Française eût jamais possédée, un répertoire enrichi et renouvelé; il avait ramené le grand public et attiré les gens du monde dans un théâtre qui ne connaissait guère l'affluence des spectateurs ni l'abondance des recettes.

Vivant, on l'avait contesté; mort, on lui rendit justice. Aujourd'hui, sa réputation de grand et habile administrateur est d'autant mieux établie qu'il fut un administrateur heureux, ce qui est une qualité de plus, aussi bien au regard des contemporains qu'au regard de la postérité, car on peut toujours discuter le mérite, non le succès.

EDMOND GOT

Après l'administrateur général, le doyen Edmond Got.

De taille moyenne, donnant une impression de force et de solidité, Got avait fait son service militaire aux chasseurs d'Afrique et guerroyé contre les Arabes, dans ces temps où le Gouvernement de Louis-Philippe s'efforçait de pacifier l'Algérie, au besoin par les armes. De son métier de soldat, Got avait conservé une certaine rudesse, un aspect bourru, des gestes saccadés, un parler net et bref, auxquels il s'était si bien adapté que l'on pouvait se demander si son tempérament ne l'y avait pas naturellement porté. En dépit de l'apparence extérieure, il possédait de réelles qualités intellectuelles, et des goûts de lettré. Perrin, qui se connaissait en hommes, faisait grand cas de lui, et tenait en haute estime, non seulement son talent, mais son caractère et son jugement.

Got ne venait guère au Foyer que lorsqu'il était appelé au théâtre par son service; peu loquace de son naturel, il prenait rarement part à la conversation ; pourtant, lorsqu'il était de bonne humeur, il se départait de son quasi-mutisme et contait alors histoires et anecdotes avec beaucoup d'agrément.

C'est ainsi qu'un soir, quelqu'un ayant évoqué le souvenir de la Commune, il prit la parole et raconta comment il s'en était fallu de peu qu'il ne fût alors fusillé par les fédérés. Au moment où le mouvement insurrectionnel éclata, il se trouvait à Londres, dirigeant une tournée officielle qu'on avait envoyée là-bas ramasser quelque argent destiné à renflouer la Comédie-Française, alors fort mal en point, lorsque, ayant reçu des nouvelles assez inquiétantes de sa vieille mère, il était revenu passer quarante-huit heures à Paris. Rassuré sur cette chère santé, il se dirigeait vers la gare du Nord, lorsqu'il avait été rencontré par une patrouille de communards, lesquels, le prenant pour le curé de Montmartre, à cause de sa figure complètement rasée, l'avaient arrêté, conduit au poste et enfermé dans le « violon », en attendant qu'on le fît passer en jugement. La justice, si l'on peut employer ce mot en la circonstance, était sommaire. La situation était donc fort critique pour le pseudo-curé de Montmartre.

Par bonheur, il se trouva parmi les soldats du poste un individu qui avait pendant quelque temps fait office de figu-

rant à la Comédie-Française et y avait, naturellement, vu souvent Got. Comme jadis Labussière, sauvant pendant la Terreur les Comédiens français, cet individu se mit en tête de sauver celui qu'il considérait comme un « camarade », et profita de ce que les soldats du poste étaient tous ivres pour le délivrer. Le doyen a raconté cet événement dans son *Journal*; j'ai lu son récit, mais je déclare que celui qu'il nous avait fait de vive voix était beaucoup plus savoureux, plus piquant que sa rédaction écrite.

Ce grand comédien se trompait quelquefois, soit en acceptant un rôle qui ne convenait pas à ses moyens, soit en donnant à un personnage une interprétation ou fausse ou forcée. Son échec le plus retentissant eut lieu dans *le Roi s'amuse*. Il en a librement parlé dans son *Journal*. La soirée, commencée dans un désir général d'apothéose pour l'auteur et pour la pièce, s'acheva péniblement dans une déception générale, dont les féroces admirateurs du maître firent assez vilainement retomber la responsabilité sur l'acteur. Quant à celui-ci, il n'avait pas tardé à se rendre compte du désastre. Les artistes ont pour cela un critérium infaillible : en cas d'insuccès, les visiteurs qui d'ordinaire emplissent leur loge, se font plus rares à chaque entr'acte. Au dernier, Got ne vit personne.

Got ne s'attardait jamais au théâtre; lorsque approchait minuit et que la représentation menaçait de ne se terminer qu'à cette limite extrême, il donnait visiblement des signes d'impatience, pressait le mouvement et « boulait » ses répliques. C'est qu'il demeurait loin, à Passy, au hameau de Boulainvilliers, et il ne voulait pas manquer le dernier omnibus.

Got fut le premier comédien décoré de la Légion d'honneur, alors qu'il était encore au théâtre. A vrai dire, ce ne fut pas comme comédien qu'il reçut le ruban rouge. C'est à une distribution de prix au Conservatoire qu'il reçut la croix ; ainsi était-il indiqué qu'on entendait décorer le professeur et non le comédien. La précaution était peut-être bonne; en tout cas, il est certain que si une première dérogation devait être faite à l'usage qui excluait les comédiens de la Légion d'honneur, nul n'était plus digne d'en être le bénéficiaire que le doyen de la Comédie-Française.

MADELEINE BROHAN

Si j'ai parlé d'abord du doyen, c'est que, d'après les statuts, il représente la compagnie des Comédiens associés et exerce des fonctions qui font de lui la première autorité de la maison après l'Administrateur général. Mais cette autorité ne s'étendait pas au Foyer. Là, c'était à une femme qu'était dévolu le rôle d'en maintenir les traditions, d'y faire, en quelque sorte, l'office d'une maîtresse de maison, recevant, entourée de ses camarades, les habitués qui faisaient figure d'invités.

Cette femme était alors Madeleine Brohan, la doyenne, ou, pour parler plus exactement, la plus ancienne des sociétaires, car cette appellation de doyenne n'était pas encore en usage, et ne fut inaugurée que quelques années plus tard, lorsque la toute mignonne et toute jeune Suzanne Reichenberg devint à son tour la plus ancienne : l'on trouva plaisant de lui donner le titre de doyenne, et même de « petite doyenne », pour mieux marquer l'estime affectueuse qui lui valait ce titre de courtoisie.

Madeleine Brohan avait, lorsque je la vis pour la première fois au Foyer, quarante-trois ans ; elle avait été belle, elle l'était encore et devait l'être toujours.

On sait qu'elle avait une sœur, de neuf ans plus âgée, laquelle avait fait comme soubrette une éclatante carrière à la Comédie, qu'elle avait quittée par une retraite volontaire en 1867. Ses mots, ses reparties étaient célèbres, et comme elle n'était pas aussi belle que sa sœur cadette, on avait pris l'habitude, lorsqu'on parlait de l'esprit et de la beauté des Brohan, d'attribuer tout l'esprit à Augustine, et toute la beauté à Madeleine. Cette injustice distributive faisait tort à l'une et à l'autre. Augustine avait eu une beauté piquante, une beauté de soubrette. Quant à Madeleine, elle avait de l'esprit et du meilleur : et certains, qui n'avaient pas eu l'heur de lui plaire, ont appris à leurs dépens que l'esprit de la famille n'avait pas disparu tout entier avec Augustine.

Sa carrière au théâtre avait été facile. Elle avait obtenu, en 1850, un premier prix de comédie au Conservatoire, et en septembre de la même année elle avait été engagée à la Comédie-Française. Dès son apparition sur la scène, elle avait fait sensation autant par sa beauté que par son talent, et dès le 1er janvier 1852, à peine âgée de dix-neuf ans, elle avait été promue sociétaire.

Sans doute sa carrière théâtrale, si bien lancée dès le début, se fût-elle écoulée sans autres incidents que ses succès, si des événements de sa vie privée n'y avaient apporté quelque trouble, d'ailleurs passager. Je me serais abstenu d'en parler, si la chose n'avait été rendue publique par le principal intéressé lui-même.

Madeleine Brohan avait épousé le romancier Mario Uchard; cette union entre une artiste et un homme de lettres n'a rien que de naturel et semblait s'annoncer comme heureuse. Il n'en fut rien, et un désaccord complet, irrémédiable, ne tarda pas à éclater entre les époux. On plaida : la séparation de corps avait relâché le lien qui les unissait, mais ne l'avait pas supprimé, le divorce n'ayant pas encore été rétabli dans notre code.

Mario Uchard ne s'estima pas satisfait par la séparation de corps judiciairement prononcée, et sourd au sage conseil que donne Sosie à la fin d'*Amphitryon* :

Sur telles affaires toujours
Le meilleur est de ne rien dire,

il voulut plaider lui-même sa cause devant le public, et fit jouer une pièce, *la Fiammina*, où il racontait à sa façon son aventure, et naturellement s'y donnait le beau rôle.

Il ne s'en tint pas là, il menaça Madeleine du vitriol. Eût-il jamais exécuté cette menace? Toujours est-il que Madeleine Brohan la prit au sérieux : ses amis l'engagèrent vivement à se mettre hors de la portée du vitriol. Comment faire? Sociétaire, Madeleine Brohan était liée par son contrat avec la Comédie-Française : elle ne pouvait le rompre. L'idée lui vint de s'adresser à l'Empereur lui-même, dont elle connaissait la bonté; elle lui fit demander une audience, aussitôt accordée. Grâce à l'intervention de l'Empereur, elle obtint un congé illimité qui lui permit de partir pour la Russie.

Quand elle revint à Paris, après une absence de plusieurs mois, le grand courroux de son ex-mari était apaisé; il n'était plus question de vitriol, ni même de *Fiammina*. Les époux séparés reprirent leur vie, chacun de son côté. Lorsque, quelque trente-cinq ans plus tard, ils se retrouvèrent à la mairie de la rue Drouot, pour la formalité consistant à transformer leur séparation de corps en divorce, ils s'abordèrent sans rancune,

causèrent comme d'anciens camarades; le temps avait fait son œuvre, et ils se quittèrent, étonnés eux-mêmes de s'être tant haïs.

Lorsque Madeleine Brohan vit approcher la quarantaine, cet âge qui vieillit souvent si cruellement les femmes qui ne veulent pas ou ne savent pas vieillir, elle y fit accueil avec bonne humeur, et opéra tout doucement, sans bruit, une conversion vers les rôles marqués; elle aborda l'emploi des mères; à quarante-sept ans, elle fit mieux : elle interpréta un rôle de grand mère, dans *le Monde où l'on s'ennuie.* Ce fut un triomphe. Ceux qui ne l'ont pas vue dans ce rôle ne peuvent se faire une idée de l'impression qu'elle y produisit. Ce n'était plus une actrice jouant en perfection son personnage, c'était une duchesse de Réville elle-même qui semblait être venue sur la scène.

Cependant le moment approchait qu'elle s'était dès longtemps fixé à elle-même comme devant être celui de sa retraite; elle ne comptait pas rester au théâtre passé la cinquantaine.

Le 1er mai 1885, elle se retira discrètement, se refusant à donner sa représentation de retraite dont les préparatifs, l'organisation lui eussent été trop pénibles, moins pénibles pourtant que l'émotion qu'elle aurait éprouvée de ces adieux solennels et publics.

— Cela me ferait l'impression d'assister à mon enterrement, disait-elle.

Aussi bien elle avait un motif de plus pour quitter la Comédie-Française. Depuis quelques mois, la santé de Perrin commençait visiblement à décliner; autour de lui on prévoyait sa mort prochaine, et lui-même ne se faisait guère d'illusions sur son état. Elle avait pour lui une vieille affection, et elle estimait tout particulièrement ses grandes qualités d'administrateur. Elle avait connu avant lui dans ce poste Arsène Houssaye, Empis et Thierry; elle ne se souciait pas d'en connaître encore un autre après lui. Et puis elle sentait vaguement qu'un esprit nouveau s'insinuait dans le théâtre où les mœurs, les habitudes, se modifiaient insensiblement. Elle ne manquerait pas de se trouver dépaysée dans ce Foyer, où elle maintenait encore les anciennes traditions, mais non sans peine.

Si elle avait vu avec satisfaction, dans l'intérêt du théâtre, — et des sociétaires, — la création des abonnements, elle avait, avec moins de satisfaction, vu l'introduction des abonnés au

Foyer, où leur présence ne pouvait manquer de changer l'atmosphère d'intimité, de cordialité et de confiance qui y avait régné jusqu'alors. Certains, imbus de leur supériorité d'hommes du monde, y apportaient des allures un peu familières, un peu dédaigneuses envers ces « cabots » qu'ils s'imaginaient grandement honorer en les venant voir. Elle ne laissait passer aucune occasion de faire sentir à ceux qui en prenaient trop à leur aise avec elle ou ses camarades, qu'ils dépassaient la mesure. Certain jour, un de ces abonnés, qu'on appelait dans le monde le beau R., s'approcha d'elle, et, de son air suffisant, lui demanda pourquoi elle mettait toujours sa boîte à maquillage sur le tabouret placé près d'elle.

— C'est pour empêcher les raseurs de s'y asseoir, répliqua-t-elle.

Et elle ne déplaça pas la boîte à maquillage. Le beau R. s'éloigna : peut-être avait-il compris.

Les habitués, les vieux habitués de la maison, cessèrent peu à peu de venir au théâtre les jours où le Foyer était envahi par les abonnés. Et ce fut la première brèche faite à l'institution.

La retraite de Madeleine Brohan fut le second coup qui y fut porté, et la décadence commença, puis se fit rapide...

Et voilà pourquoi le Foyer, devenu désert, n'est plus aujourd'hui qu'une grande pièce vide et silencieuse, sauf à de rares intervalles, lorsqu'il prend fantaisie à deux personnes de causer à l'abri des curieux et des indiscrets.

PAUL GAULOT.

(A suivre.)

REVUE SCIENTIFIQUE

L'AVENIR DE LA HOUILLE BLANCHE

Dans la lutte effrénée que les nations se livrent pour la possession des diverses sources d'énergie naturelle, la houille blanche est appelée à jouer un rôle des plus importants. Cela est surtout vrai pour certains pays, la France notamment.

Si l'on en croit les calculs des géologues, — et il faut toujours croire... jusqu'à preuve du contraire, les calculs des savants, — les réserves mondiales de combustible viendront à épuisement avant qu'il soit longtemps : les houilles dans quelques siècles, les pétroles dans quelques lustres à peine. Cette échéance redoutable se trouve hâtée du fait que la consommation des combustibles naturels subit elle-même une accélération fantastique et qui ne semble point en passe de s'arrêter, par suite des progrès de l'industrie. Pour en donner une idée, il suffit de noter que la production mondiale des houilles qui en 1892 n'atteignait pas 500 millions de tonnes, a dépassé en 1913 les 1 250 millions.

Cette situation serait inquiétante pour l'avenir, si même l'humanité formait dès aujourd'hui un bloc homogène, solidaire et uni. On sait... et on voit qu'il n'en est rien; et cela pose sur un autre plan encore la question des combustibles. La production des pays qui comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les États-Unis, les possèdent en grande quantité, fût-elle inépuisable, qu'il n'y en aurait pas moins un grave problème des combustibles pour les pays comme la France, la Suisse, l'Italie qui en consomment plus qu'ils n'en produisent.

La nécessité d'importer chaque année la quantité de houille et de pétrole qui leur manque met en effet ces pays en état de sujétion économique par rapport aux pays producteurs. Elle aliène gravement

leur liberté économique, sans laquelle il n'est, hélas! nous le voyons chaque jour, point de liberté politique.

Et c'est pourquoi la question des succédanés du charbon et du pétrole, qui n'est pour le pays producteur qu'un problème d'avenir est au contraire d'une urgence présente et actuelle pour la France, pour sa liberté, pour son existence même.

J'ai déjà indiqué ici même des essais faits dans cet ordre d'idées, afin d'utiliser la force des marées, ce qu'on appelle la « houille bleue », qui est en somme de l'énergie lunaire, ou plus exactement luni-solaire. Ces essais sont, nous l'avons vu, trop peu avancés pour qu'on en puisse espérer une solution avant longtemps.

Il n'en est pas de même de l'énergie des chutes d'eau, de la « houille blanche » sur laquelle divers épiphénomènes, — tels que l'exposition de Grenoble, — attirent à nouveau l'attention du public, laquelle n'aurait jamais dû s'en détourner.

*
* *

On a attribué à Cavour l'expression aujourd'hui consacrée de « houille blanche » ; mais chacun sait que l'on prête facilement aux grands personnages historiques des mots et même des gestes auxquels ils n'eurent point part. En l'espèce, il paraît que cette attribution génétique et inguistique n'est nullement fondée. Quoi qu'il en puisse être, l'expression de « houille blanche » fait merveilleusement image.

Elle évoque avec précision les bouillonnements tumultueux et l'écume blanche (due, comme on sait, à l'incorporation de mille petites bulles d'air) des cascades montagneuses qui, tout à l'heure, vont mettre en rotation les précieuses turbines. Mais, comme tout ce qui est trop imagé et précis, l'expression est peut-être trop limitative. La paisible rivière, qui fait tourner les roues à aubes d'un moulin à eau, est, elle aussi, de la houille blanche, bien qu'elle soit, en vérité, de la houille transparente. Et une définition compréhensive devrait comprendre même l'entraînement que les cours d'eau impriment aux mobiles qui y flottent. Les rivières, a dit Pascal, sont des chemins qui marchent. C'est là, du point de vue des êtres portés par des bateaux, et que ces chemins font marcher, la même énergie que celle qui fait tourner un moulin ou une turbine.

Parmi les innombrables questions que soulève la houille blanche, — puisqu'il faut bien l'appeler par son nom, ou plutôt par le nom que l'usage lui a donné, — il en est de purement scientifiques et

techniques. Ce sont tous les problèmes hydrauliques que soulèvent le mouvement et l'action mécanique de l'eau. Ces problèmes sont parmi les moins avancés... théoriquement parlant. Et, malgré le grand appareil mathématique de formules et d'intégrales qu'elle a mis en œuvre, l'hydrodynamique purement théorique est très en retard sur les faits, sur les phénomènes eux-mêmes. Tout ce qu'elle peut faire aujourd'hui, et encore n'y arrive-t-elle pas toujours, c'est, à grand renfort de coups de pouce et d'hypothèses, d'essayer de modeler ses équations sur les faits, sur les phénomènes. Ici, comme dans l'aérodynamique, qui prétend parallèlement expliquer les résultats de la navigation aérienne, on peut bien dire que la théorie est très en retard sur la pratique, et la suit d'un pas essoufflé et pénible. Ici, comme en aérodynamique, il faut constater que toutes les grandes découvertes ont été faites par les praticiens, et non par les théoriciens.

La « houille blanche », d'autre part, comme toutes les grandes découvertes réalisées par étapes, soulève des problèmes historiques bien passionnants. Elle soulève des problèmes économiques essentiels et multiples. Elle soulève, techniquement parlant, des problèmes électriques, mécaniques, chimiques. Elle soulève même des problèmes d'une haute portée sociale, puisque, par l'apport de l'énergie mécanique à domicile, elle est appelée à révolutionner les conditions mêmes, non seulement de la vie privée, mais aussi de certaines productions industrielles.

A tous ces points de vue, la houille blanche a été, dans le monde entier, l'objet d'innombrables études, et la source d'une abondante littérature. Il ne saurait être question ici d'en augmenter le volume. Ce que je voudrais seulement aujourd'hui, c'est, en quelque sorte sporadiquement, parmi tous les aspects d'une même question, m'arrêter sur quelques-uns qui paraissent particulièrement frappants, et d'où le regard, le regard mental des non-techniciens, peut plus aisément pénétrer au cœur même du paysage.

***

Si aujourd'hui, si demain toute l'énergie utilisable de la houille blanche était entièrement équipée, suffirait-elle dans le monde à remplacer celle du charbon? Suffirait-elle, du moins, singulièrement, en France, à suppléer le déficit de la production charbonnière?

Comment évaluer d'abord l'énergie disponible, l'énergie potentielle de la houille blanche? *A priori*, cela paraît aisé. Quand on y

réfléchit, on voit que cette énergie est en fin de compte comme celle de la houille noire, de l'énergie solaire. Mais, tandis que le charbon est de l'énergie solaire emmagasinée, passée, mise, si j'ose dire, en conserve, au contraire la houille blanche est de l'énergie solaire présente, vivante, actuelle.

C'est en effet le rayonnement solaire qui assure, par l'évaporation des océans et lacs, la montée atmosphérique de la vapeur d'eau, laquelle condensée en nuages, puis précipitée en pluie ou en neige alimente les sources et rivières qui ramènent cette eau à la mer, où, puisée à nouveau par l'ardeur des rayons solaires, elle recommence indéfiniment le même circuit sans lequel il n'y aurait ni agriculture, ni houille blanche.

C'est donc une fraction des quelque 200 milliards de chevaux-vapeur que la terre reçoit du soleil sous forme d'énergie calorifique qui sert à produire la houille blanche. Ce ne peut être qu'une faible fraction, d'abord parce qu'une grande partie des pluies tombe dans la mer et ne peut fournir de houille blanche, et pour d'autres raisons encore. Quelle est cette fraction, ou pour mieux dire quelle est finalement la partie de cette énorme énergie solaire qui nous devient utilisable sous forme de houille blanche? C'est ce qui reste à déterminer.

En principe, le calcul paraît facile. Une certaine quantité de pluie tombe sur un sol situé à une certaine altitude au-dessus du niveau de la mer.

On sait, par définition, qu'un kilogramme tombant d'une hauteur d'un mètre est capable d'effectuer un travail égal à un kilogrammètre. Ou, si on préfère, on sait qu'une énergie égale à un kilogrammètre est celle qui est capable d'élever un kilogramme d'un mètre de hauteur, ou, ce qui revient au même, d'élever d'un millimètre une tonne, ou d'élever d'un kilomètre un poids d'un gramme.

Connaissant donc la quantité de pluie tombée sur une surface donnée du sol terrestre, l'étendue de cette surface et son altitude moyenne au-dessus de la mer, il est facile de calculer l'énergie disponible représentée par cette pluie, à partir du moment où elle touche le sol pour y former des sources jusqu'au moment où celles-ci se jettent dans l'océan.

Ce calcul exige des données météorologiques précises, et il nous montre que la science météorologique actuelle, malgré son état d'avancement rudimentaire, est quelquefois capable de fournir des résultats utiles. Le calcul a été fait notamment pour les États-Unis

et singulièrement pour la partie de l'Amérique septentrionale comprise entre les parallèles 30° et 50° de latitude. On a trouvé ainsi, d'après un renseignement que j'emprunte à une belle étude de M. le professeur Foch de Bordeaux, que la chute de pluie annuelle sur cette partie du continent nord-américain représente 3 milliards de milliards ou 3 quintillions de kilogrammètres, c'est-à-dire 930 millions de kilowatt-an.

***

Mais, avant d'aller plus loin, il importe que nous éclairions un peu notre lanterne et que nous expliquions un peu cette terminologie moderne qui, pour beaucoup de gens, est fort obscure et incohérente, et qui fait que les kilogrammètres, les watts et les kilowatts font, avec les chevaux-vapeur, dans le langage, une sarabande effrénée où le profane a quelque peine à distinguer un rythme précis et rationnel. Ces notions ont d'autant plus besoin d'être précisées chaque fois que l'occasion s'en présente, qu'elles sont devenues d'un usage courant, que l'automobile a vulgarisé l'expression de chevaux-vapeur, et qu'il n'est aucun de nous qui ne paie à la fin de chaque mois le nombre de kilowatts qu'a daigné enregistrer son compteur électrique.

Nous avons dit que le kilogrammètre, comme son nom l'indique, est une unité qui représente le travail que peut produire un kilogramme tombant d'une hauteur d'un mètre, ou le travail nécessaire pour soulever d'un mètre un poids d'un kilogramme.

Cette unité, malgré sa simplicité, a un grand inconvénient. C'est que la force de la pesanteur varie d'un point à l'autre de la terre, c'est qu'elle n'est pas la même au pôle qu'à l'équateur, c'est qu'en un même lieu, elle diminue suivant qu'on s'élève plus ou moins au-dessus du sol. Ces différences sont moins petites qu'on ne le croit communément.

Par exemple, l'accélération de la pesanteur (c'est-à-dire la vitesse acquise au bout d'une seconde de chute par un corps tombant librement dans le vide) est de 980 centimètres, 978 à Paris. Elle n'est que de 978 centimètres 046 à l'équateur et elle atteint 983 centimètres 232 aux pôles de la terre. Un objet qui pèserait 980 grammes à Paris nous paraîtrait avoir le même poids, si on le pesait au pôle et à l'équateur. C'est que, lorsqu'on se sert d'une balance, le poids de l'objet à peser et celui des poids gradués qui servent à l'équilibrer sur l'autre plateau, diminuent ou augmentent dans le même rapport,

lorsqu'on se rapproche ou s'éloigne de l'équateur. Par conséquent leur rapport ne varie pas et les indications de la balance restent les mêmes.

Mais il en serait tout autrement si, au lieu de faire la pesée avec une balance, on la faisait au moyen d'un peson gradué à ressort où le poids à mesurer agit en détendant plus ou moins un ressort sur lequel il exerce son effort. Dans ce cas, on verrait que notre poids qui est de 980 grammes à Paris n'est indiqué par le même peson que comme étant égal à 978 grammes à l'équateur.

Il s'ensuit qu'un kilogrammètre n'a pas la même valeur aux diverses latitudes et qu'une machine ou un animal, — s'appelât-il l'homme, — capable de fournir un travail de 980 kilogrammètres à l'équateur ne pourrait à Paris, et avec la même dépense de force, fournir que 978 kilogrammètres (puisque la valeur d'un kilogrammètre est plus grande à Paris qu'à l'équateur).

Ce kilogrammètre, unité variable avec la latitude et aussi l'altitude, était donc une mauvaise unité. On l'a remplacée, ou du moins on tend à la remplacer, car la routine et l'habitude ne se délogent pas facilement, par une autre unité dans laquelle l'intensité variable de la pesanteur n'intervient pas. On a créé cette unité en considérant non pas le *poids* d'un corps, mais sa *masse* qui est précisément la partie invariable de ce *poids*, puisque celui-ci est, par définition, égal à la masse multipliée par l'accélération de la pesanteur. L'unité de travail ainsi créée s'appelle le *joule*. Le joule est par définition le travail produit, lorsqu'elle déplace son point d'application de un mètre dans sa direction, par une force qui, en une seconde, communique à une masse d'un kilogramme un accroissement de vitesse de un mètre par seconde.

Cela paraît bizarre et biscornu, mais la rigueur du langage doit ici primer son élégance. Et, si étrange que cela paraisse, il se faut résoudre à accepter les définitions telles que celle de l'accélération. Qu'est-ce qu'une accélération ? C'est l'augmentation d'une vitesse « par seconde par seconde ». Pour être plus élégant, il faudrait dire : c'est la quantité dont chaque seconde s'accroît une vitesse par seconde donnée. Mais à l'élégance allongée, plusieurs préfèrent une brièveté tout aussi claire et, qu'ils aient ou non raison, il faut adopter leur langage lorsqu'on parle physique.

En somme, la définition précédente de l'unité *joule* est d'ailleurs fort simple quand on y réfléchit. Le *joule* n'est pas autre chose que ce que serait le kilogrammètre, si l'accélération de la pesanteur était

partout égale à 1 mètre (100 centimètres) au lieu d'être égale à 980 centimètres à Paris, un peu moins à l'équateur, un peu plus au pôle.

Il s'ensuit qu'un kilogramme égale à peu près 10 joules, exactement 9,8 joules. Comme le joule (qui équivaut à peu près à un dixième seulement de kilogrammètre) est une unité très petite, on emploie de préférence, dans la pratique industrielle, une unité mille fois plus grande, qui est le *kilojoule*. Le kilojoule est donc le travail accompli par une force qui, dans sa propre direction, déplace d'un mètre une masse d'une tonne, cette force étant d'ailleurs capable de communiquer chaque seconde à cette masse un accroissement de vitesse de un mètre par seconde. Dans la nouvelle terminologie, on appelle d'ailleurs *sthène* (du grec *sthénos*, force) la force qui communique chaque seconde une accélération d'un mètre par seconde à son point d'application. Bref, le kilojoule est le travail produit par une sthène dont le point d'application se déplace de nn mètre dans la direction de la force.

Un même travail peut être produit ou effectué en un temps plus ou moins long. C'est ainsi qu'on a été amené à définir la *puissance*, qui est la capacité de fournir du travail en un temps donné. L'ancienne unité pratique de puissance était le *cheval-vapeur*, qui était par définition la puissance d'une machine capable d'effectuer chaque seconde un travail égal à 75 kilogrammètres, autrement dit capable d'élever chaque seconde 75 kilogrammes à un mètre de hauteur.

Aujourd'hui, — et pour éviter dans ces définitions, d'une part, l'incertitude résultant des variations de la gravité, d'autre part, la non-homogénéité de l'unité kilogrammétrique dans laquelle intervient à la fois une longueur égale à un mètre et une autre environ dix fois plus grande et qui est l'accélération de la pesanteur, — on remplace comme unité pratique de puissance le cheval-vapeur par le *kilowatt*.

Le *kilowatt* est la puissance d'une machine qui, chaque seconde, peut produire un travail d'un kilojoule.

On déduit facilement de ce qui précède, qu'à Paris, un cheval-vapeur équivaut à peu près aux trois quarts (exactement 0,735) d'un kilowatt.

***

Et maintenant revenons à nos moutons... je veux dire à l'écume moutonnante de notre houille blanche.

Aux États-Unis, avons-nous dit, on a calculé que l'énergie de la pluie tombée en un an représente 3 quintillions de kilogrammètres. Dans la pratique, pour n'avoir pas à employer une terminologie trop abondante, on use fort peu des unités de travail définies ci-dessus, des joules et des kilojoules. On préfère parler en *kilowatt-heure*, ou même en *kilowatt-an*. Le kilowatt-heure, — qui est précisément l'unité dénombrée en général par nos compresseurs électriques d'appartement, — est l'énergie ou le travail fourni par une puissance d'un kilowatt s'exerçant pendant une heure. Lorsque cette énergie s'exerce pendant un an on a, si on veut, des kilowatts-an, dont chacun vaut 8 760 heures, puisque tel est le nombre des heures contenues dans une année... non bissextile.

Les 3 quintillions de kilogrammètres que représente théoriquement la pluie tombée annuellement aux États-Unis et qui équivalent à 930 millions de kilowatts-an ne sont, bien entendu, pas entièrement utilisables. Il faut en déduire toute l'eau utilisée pour l'agriculture, toute celle qu'absorbent les végétaux et qui s'infiltre sans retour dans le sol. Il faut en déduire toute celle qui s'évapore en cours de route entre la source montagneuse et la mer. Tout cela représente certes plus de la moitié de l'eau tombée en pluie. D'autre part, si même on pouvait utiliser tout ce qui reste, si le moindre ruisselet était capté par une usine, si les cours d'eau n'avaient aucune partie de leur trajet qui ne fût retenue pour en extraire toute la puissance disponible, il faudrait encore compter avec les pertes de rendement des diverses machines, avec les frottements et les pertes des turbines, des conduites, des alternateurs, des lignes électriques.

Il faut donc compter que nous sommes larges en estimant au quart ou au cinquième de l'énergie potentielle totale de la pluie tombée celle qui serait effectivement et finalement utilisable. Cela fait presque 200 millions de kilowatts-an.

Or, les États-Unis brûlent, d'après Steinmetz, environ 867 millions de tonnes de charbon par an. Tel était du moins le chiffre de 1918.

Or, en moyenne, la combustion d'un kilogramme de charbon fournit une chaleur égale à 7 500 grandes calories, c'est-à-dire une chaleur capable d'élever d'un degré la température de 7 500 litres d'eau. On connaît très exactement l'équivalence du travail et de la chaleur, étant donné que tout travail peut être transformé en chaleur, ainsi qu'il arrive par exemple lorsqu'une balle heurtant un blindage voit sa température s'élever par le choc jusqu'à la fusion. On a ainsi déterminé qu'il faut transformer entièrement une quantité

de travail de 426 kilogrammètres en chaleur pour obtenir une quantité de chaleur égale à une grande calorie. Il s'ensuit qu'une grande calorie équivaut à 4 184 joules. Donc 1 kilogramme de charbon développe en moyenne, en brûlant, environ 31 000 joules. Or, un kilowatt-heure vaut autant de fois 1 kilojoule qu'il y a de secondes dans une heure, c'est-à-dire vaut 3 600 kilojoules. Un kilowatt-an vaut 8 760 fois plus, c'est-à-dire 31 millions de joules.

On voit qu'un kilowatt-an correspond à très peu près exactement à l'énergie développée, en brûlant, par 1 000 kilogs, par une tonne de charbon.

Mais l'énergie fournie par le charbon n'est pas intégralement utilisée. Une grande partie se répand en pure perte, sous forme de gaz chauds, dans l'atmosphère ; une autre partie est dissipée également sous forme de chaleur perdue, dans les machines à vapeur surtout, dont le rendement, comme on sait, ne dépasse guère, en moyenne, 10 pour cent. Au total, — et dans les limites d'approximation permises en ce genre d'estimation qui sont assez malaisées, — on peut estimer avec Steinmetz, qu'environ un quart seulement de la chaleur de combustion du charbon brûlé aux États-Unis est effectivement transformé en travail utile. Les 867 millions de tonnes brûlées annuellement dans ce pays ne fournissent donc qu'environ 216 millions de kilowatts ou de travail utile.

Or, précisément, nous avons estimé au maximum à environ 200 millions de kilowatts-an l'énergie utilisable fournie par la houille blanche aux États-Unis.

Étant donné que la consommation de l'énergie et les besoins de l'industrie ne peuvent que s'accroître, là comme ailleurs, on ne peut donc échapper à la conclusion que voici : « L'espoir souvent manifesté que, lorsque le charbon viendra à manquer, on pourra recourir à la puissance hydraulique, n'est et ne sera jamais qu'un rêve. »

Il est vrai que si les États-Unis sont la région probablement la plus riche en houille blanche du monde entier, ils sont aussi un des plus grands consommateurs de charbon. Par conséquent, si la conclusion précédente semble bien s'appliquer non seulement aux États-Unis, mais à l'ensemble des pays civilisés, il se peut qu'elle cesse d'être actuellement valable pour tels pays, comme la Norvège ou le Canada, dont l'industrie est relativement peu développée par rapport à leur potentiel en force hydraulique. Mais, comme, en matière d'industrie, l'organe crée la fonction, il est inévitable que l'industrie se développe dans ces pays en proportion des ressources

énergétiques qu'ils présentent. Si bien que là aussi, tôt ou tard, la conclusion précédente cessera, même pour eux, d'être contraire à la réalité.

***

Voyons maintenant le cas de la France. Voici un petit calcul fait par M. A. Rateau, l'éminent technicien à qui sont dus quelques-uns des plus beaux progrès modernes des turbines. Ce calcul nous montrera tout de suite que nous n'avons pas à compter pour l'avenir plus que les États-Unis sur la substitution *complète* de la houille blanche à nos autres sources d'énergie.

On évalue à 8 millions de chevaux moyens la puissance que procureraient toutes celles des chutes d'eau françaises qui sont aménageables sans frais d'installation prohibitifs. A l'heure actuelle, les usines en fonction captent, à leur puissance maxima, un peu moins de 1 million et demi de chevaux. Celles qui sont aujourd'hui en construction, y ajouteront bientôt environ un demi-million de chevaux.

Au regard de cette production prochaine, quels sont nos besoins? Les usines électriques françaises donnent actuellement une puissance utile d'environ 5 millions de chevaux. Les chemins de fer utilisent environ 700 000 chevaux moyens, ce qui représente 2 millions aux heures chargées. Si on ajoute à cela les moteurs d'atelier assez difficiles à dénombrer, on arrive, rien que pour l'énergie purement mécanique, à un total d'environ 10 millions de chevaux, c'est-à-dire plus élevé que ce que pourra donner l'énergie hydraulique de la France. Et nous n'avons pas tenu compte dans ce calcul de l'énergie purement calorifique que les hauts-fourneaux et les divers fours empruntent directement au charbon.

Il est donc certain qu'on ne saurait en France, pas plus qu'aux États-Unis, songer à substituer entièrement la houille blanche au charbon. Au point de vue d'un avenir éloigné, la situation n'est donc pas moins angoissante pour la France que pour le reste du monde. Mais nous avons par surcroît ce triste privilège que la situation est dès aujourd'hui pleine d'aléa pour notre pays, tandis que l'Amérique et l'Angleterre peuvent se prélasser encore sur le mol oreiller,... si je puis dire, de leur production charbonnière, suffisante aujourd'hui, sinon demain, à leurs besoins.

Pour la France, au contraire, le *primo vivere* énergétique se pose dès maintenant avec acuité.

Or, en 1912 la France consommait environ 61 millions de tonnes de charbon; elle n'en produisait que 41 millions. Le déficit était donc d'environ un tiers (20 millions de tonnes). Ce déficit n'a probablement pas diminué du fait de la guerre, bien au contraire, d'abord à cause de la destruction de la plupart de nos mines du Nord, ensuite parce que l'Alsace et la Lorraine sont des régions grosses consommatrices de combustibles à cause de leur industrie.

L'énergie hydraulique pourrait-elle du moins suppléer au déficit charbonnier de notre pays, le rendre indépendant de l'étranger à cet égard, le libérer d'une des plus puissantes entraves qui enchaînent son indépendance, sa liberté, et partant, sa dignité même?

Eh bien, à cette question angoissante on peut répondre hardiment et joyeusement : oui. Cela résulte avec netteté des calculs du professeur Foch. Il est bien évident que, si l'on voulait substituer le courant électrique au charbon dans la métallurgie et dans les foyers domestiques, en un mot là où le charbon sert uniquement à produire de la chaleur, on ferait un mauvais calcul. La presque totalité de la chaleur produite est en effet utilisée efficacement dans les hauts-fourneaux. Il faudrait, nous l'avons vu ci-dessus, près de 10 kilowatts-heure pour donner autant de chaleur qu'un kilogramme de charbon.

Au contraire, le charbon qui sert à produire de l'énergie mécanique, de la force motrice, à faire marcher des locomotives ou des dynamos ou des moteurs, est un charbon très mal utilisé, et dans lequel le rendement de l'énergie est très mauvais et ne dépasse souvent pas 10 pour 100. Si on emploie ici l'énergie hydraulique comme succédané, elle économisera des quantités beaucoup plus grandes de charbon. Et on peut calculer approximativement qu'un seul kilowatt-heure hydraulique suffira à remplacer un kilogramme de charbon. Il faudrait donc environ 20 milliards de kilowatts-heure pour remplacer les 20 millions de tonnes de charbon qui représentent notre déficit annuel en combustible. Or, si on prend l'estimation de M. Rateau, qui juge égale à 8 millions de chevaux, c'est-à-dire à environ 6 millions de kilowatts, la puissance expressément disponible de notre énergie hydraulique, on peut faire le petit calcul que voici.

Chaque kilowatt est capable de fournir en une heure un travail égal à un kilowatt-heure. Il y a dans un an 8 760 heures. Admettons que les machines marchent 8 000 heures par an. Le travail fourni annuellement par chaque kilowatt hydroélectrique sera donc égal

à 8 000 kilowatts-heure. Il s'ensuit que les 6 millions de kilowatts rapidement aménageables en France pourraient fournir 48 milliards de kilowatts-heure annuellement. Il s'ensuit aussi, pour nous en tenir au présent, que les quinze cent mille chevaux, c'est-à-dire les onze cent mille kilowatts dès maintenant équipés peuvent fournir annuellement à peu près 9 milliards de chevaux-vapeur, c'est-à-dire l'équivalent de 9 millions de tonnes de charbon.

Il suffirait donc pour obtenir une énergie supplémentaire équivalente au charbon que nous sommes obligés d'importer, que nous équipions une quantité d'énergie hydroélectrique à peu près égale au double de celle qui, dès maintenant, est utilisée en France. C'est là un programme qui ne paraît point au-dessus de nos moyens de réalisation.

Si donc, — du point de vue de l'humanité tout entière, — l'avenir est un peu sombre lorsqu'on considère ce que peut donner la houille blanche, au contraire, du point de vue de la France, qui est dans la dure nécessité de donner, avant tout, ses soins aux angoisses d'aujourd'hui et non pas de demain, la houille blanche peut et doit, à bref délai, si on le veut, nous restituer et raffermir notre indépendance économique. Et plus tard, quand la France sera de nouveau en état de se passer du secours si chèrement payé d'autrui, eh bien ! il sera toujours temps pour elle d'examiner, conjointement avec les autres peuples, si, par l'énergie intra-atomique, ou par l'utilisation de la chaleur solaire ou par quelque autre moyen imprévu, on peut suppléer à la vieillesse et à l'épuisement énergétique de cette vieille planète. Mais aujourd'hui, il faut aller au plus pressé.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La session du Conseil de la Société des nations s'est ouverte à Genève, le 2 septembre, sous la présidence de M. Briand, et la session de l'Assemblée générale le 7, sous la présidence de M. Painlevé. Les ministres des Affaires étrangères d'Angleterre, de Belgique, de France, de Pologne, et plusieurs autres sont présents. Le rendez-vous de septembre, à Genève, est entré dans les mœurs politiques; c'est une sorte de congrès politique régulier avec deux organes distincts : le Conseil, où les intérêts politiques divergents s'ajustent, l'Assemblée, qui représente en quelque sorte la démocratie égalitaire des nations, puisque chacune d'elles y a son représentant et sa voix, et où se manifestent des courants d'opinion, venus des quatre coins du monde. Le Conseil s'occupe notamment de la question de Mossoul, que nous avons exposée il y a quinze jours, et de l'avenir économique de l'Autriche, d'où dépend son existence comme nation indépendante. Le discours par lequel M. Painlevé a ouvert la sixième assemblée de la Société des nations a été très favorablement accueilli. Le Président du Conseil français a montré que, malgré la non-ratification du protocole de 1924, l'esprit qui l'avait fait acclamer par les délégués de 54 nations unanimes survit dans les projets actuels de pactes régionaux pour la sécurité. Ceux-ci devront être fidèles à l'esprit du pacte général de la Société des nations, c'est-à-dire « être des traités complets, n'admettant point d'exceptions ». Le désarmement ne peut être réalisé que si d'abord la sécurité est complètement assurée. M. Painlevé invite la Société à préparer « une réglementation de la vie économique internationale ». La Société des nations doit rester le pivot de toutes les combinaisons ayant pour objet le maintien de la paix.

Mais, à ces grandes assises des nations, trois places demeurent vides, trois absences amoindrissent la valeur des décisions prises et menacent la solidité de l'organisme : l'Allemagne, la Russie, les États-Unis font, jusqu'à présent, cavalier seul. La

Russie, sous le régime bolchéviste, s'est mise hors la loi des peuples civilisés ; les États-Unis, pour des raisons de politique intérieure, après avoir écrit en France l'une des pages les plus glorieuses de leur histoire, préfèrent s'isoler et n'avoir de rapports avec l'Europe que pour lui réclamer de l'or; mais l'Allemagne? Lorsque le 9 février, à l'instigation de lord d'Abernon et, semble-t-il, sur les conseils de M. Houghton, aujourd'hui ambassadeur des États-Unis à Londres, elle offrit de participer à un pacte de sécurité continentale, on se flattait, à Londres, de l'amener rapidement à Genève, où son entrée au Conseil signifierait l'apaisement définitif des esprits et la reprise générale des affaires. Cependant l'Allemagne continue de se faire désirer dans l'espoir d'obtenir un meilleur prix de son adhésion ; elle exerce sur l'Angleterre une sorte de chantage, afin que celle-ci arrache peu à peu à la France les concessions qui feraient du pacte de sécurité un trompe-l'œil. C'est toujours la même histoire : d'entrevues en conférences, de notes en contre-notes, nos droits s'évanouissent, nos avantages s'amenuisent. Pourrions-nous dire encore, comme à l'époque de la note du 16 juin, que le pacte de sécurité, pour être acceptable, doit ajouter quelque chose et ne rien retrancher aux droits que la France tient du traité de paix?

La réponse française à la note allemande du 20 juillet a été remise par M. de Margerie à M. Stresemann le 24 août, mais le texte n'en a été publié que le 27; elle n'entre pas dans le détail de la discussion, mais elle s'efforce de dissiper les inquiétudes des Allemands et les invite à une prochaine négociation, précédée d'une réunion de juristes. Sur le point essentiel, M. Briand reste ferme; le pacte doit être « fondé avant tout sur le respect scrupuleux des traités qui forment la base du droit public de l'Europe ». Grâce à cette réserve, le Gouvernement français, s'il avait fait des concessions dangereuses, pourrait se rattraper; il faut cependant prendre garde que, si la lettre des traités importe, l'essentiel, c'est la manière de les appliquer; la manœuvre, dont les Allemands ne font pas mystère, ne consiste pas, pour le moment, à en reviser les textes, mais à les tourner et à les rendre inapplicables. Le pacte de sécurité deviendrait à leur profit un nouveau traité qui annulerait en fait le premier. La note française maintient que la conclusion d'un pacte doit être précédée de l'entrée du Reich, sans conditions ni privilèges, dans la Société des nations; et, non sans imprudence, elle fait valoir les avantages qui en résulteront pour l'Allemagne; ce sera « le

moyen le plus sûr de faire valoir ses desiderata. En effet, ce n'est pas de l'extérieur qu'un État peut valablement exprimer des réserves qui prendraient ainsi le caractère de conditions; c'est du dedans qu'il peut soumettre ses vœux au Conseil, par l'exercice d'un droit commun à tous les États faisant partie de la Société. » Rien de plus juste, s'il ne s'agit que de l'entrée dans la Société; mais n'oublions pas que c'est de l'article 19 du pacte, qui parle de la revision des traités devenus inapplicables, que l'Allemagne espère en faire sortir la destruction et qu'il n'est pas sans inconvénients de paraître l'y encourager.

La France et la Belgique, notamment par les articles 42 à 44 du traité, ont, pour leur sûreté, le droit de prendre des sanctions, notamment en pénétrant sur le territoire du Reich, dès que l'Allemagne viole les clauses de désarmement ou la zone rhénane démilitarisée; la valeur de ces stipulations réside surtout dans leur caractère immédiat et quasi automatique; c'est précisément ce caractère que les Allemands voudraient qu'on leur enlevât; ils souhaiteraient transformer ces articles en stipulations réciproques, si bien que finirait par disparaître du traité tout ce qui rappelle l'agression et la défaite allemandes; c'est ce que les Allemands appellent traiter sur le pied d'égalité; la fin qu'ils poursuivent tous, c'est l'abolition de ces terribles responsabilités encourues par le gouvernement impérial en 1914, inscrites dans le traité et dans l'histoire. Un pacte de sécurité serait conclu entre la France et l'Allemagne, et l'Angleterre s'en porterait garante; un pacte de sécurité serait conclu entre l'Allemagne et la Pologne, et la France s'en porterait garante; et ainsi de suite. La question est de savoir si la puissance garante aura le droit, en cas de conflit, de décider par ses seules lumières et son seul jugement quel est l'agresseur. Non, disent les Allemands; l'intervention coercitive du garant doit dépendre d'une procédure exactement réglée d'avance; rien ne peut être laissé à sa seule appréciation. Oui, répondent les Français, car l'agresseur se désigne lui-même par le seul fait qu'il recourt aux armes, viole les frontières, pénètre dans la zone démilitarisée rhénane; mais, dans la note du 24 août, M. Briand ouvre la porte aux concessions en ajoutant : « On pourrait rechercher s'il n'est pas possible d'envisager des moyens d'assurer l'impartialité des déterminations sans nuire au caractère immédiat et efficace de la garantie. » Apparemment, c'est ici un amendement accordé aux instances de M. Chamberlain; il est très dangereux. Le Foreign Office prétend distinguer entre les cas flagrants et les autres. Est-ce possible dans la pratique? Quelquefois, mais l'agresseur, surtout s'il est Alle-

mand, saura toujours s'arranger pour sauver les apparences ou du moins gagner du temps. En 1914, les Allemands n'auraient pas avoué sans ambages l'injustice violente faite à la Belgique, s'ils ne s'étaient crus absolument certains du succès rapide.

Imaginons, pour servir d'exemple, un cas concret. Télégramme de source allemande, 1er août 19.. : « Dans la ville de X. (Poméranie polonaise), à cinq kilomètres de la frontière polono-allemande, étaient réunies pour une fête sportive les sociétés de gymnastique allemandes de la région ; sans aucune provocation, la police et les gendarmes polonais prétendirent interdire toute manifestation ; une bagarre s'ensuivit, plusieurs Allemands furent blessés, un drapeau allemand a été foulé aux pieds ; la plus vive émotion règne en Prusse orientale et parmi les Allemands de Pologne. » — Télégramme de Varsovie, même date : « Sous prétexte d'une fête sportive, des bandes de jeunes gens allemands organisées et armées, grossies de nombreux soldats de la Reichswehr sans uniforme, qui avaient passé la frontière la nuit précédente, et munies de mitrailleuses, ont attaqué le poste de gendarmerie de X., occupé l'hôtel de ville et le bureau du télégraphe ; trois agents de police polonais ont été blessés ; des renforts sont envoyés... » — 2 août (source allemande) : « La cavalerie polonaise a attaqué les inoffensifs gymnastes allemands ; un escadron a franchi la frontière ; des mesures sont prises pour repousser l'agression pour laquelle l'Allemagne décline toute responsabilité... » — 2 août (source polonaise) : « Des bandes allemandes, fortes de plus de 4 000 hommes, grossies de troupes régulières, occupent tout le district de X. Des troupes polonaises sont en route. Le gouvernement de Varsovie décline toute responsabilité pour une telle agression... » Assaisonnez de manifestations à Berlin, à Kœnigsberg, à Varsovie, de violents articles antipolonais dans la presse allemande et anglaise, et jugez ce que pourra être l'enquête de la Société des nations pour déterminer l'agresseur, combien de temps elle pourra durer, quelle certitude elle apportera et ce qui pourra advenir avant que l'intervention coercitive puisse se produire et rétablir la paix. Si, au contraire, à la première nouvelle d'incidents graves, on apprenait aussi qu'une division française est en marche pour occuper pacifiquement Coblentz ou telle autre ville, la paix serait automatiquement sauvegardée. C'est précisément ce que les Allemands ne veulent pas.

M. Stresemann a répondu sans délai et très brièvement à la note française du 24 ; il accepte de participer à des négociations, mais ne

fait aucune concession. Une commission de juristes s'est aussitôt réunie à Londres pour procéder à des études préalables et préparer le travail des gouvernements. Sir Cecil Hurst, dont la haute impartialité est connue, représente le Foreign Office ; M. Rolin, la Belgique ; le Dr Gauss, l'Allemagne ; M. Fromageot, la France. M. Mussolini s'est fait représenter par M. Pilotti, bien connu à Paris où il est accrédité comme expert juriste auprès de la Commission des réparations. Ce travail préparatoire est achevé et l'on parle, pour octobre, d'une conférence où seraient élaborés les projets de pactes et de traités de garantie. Si M. Painlevé et M. Briand, en même temps qu'ils achèvent d'évacuer la Ruhr et Düsseldorf, pour rester fidèles à la parole légèrement donnée par M. Herriot, se flattent en définitive, avec le concours de M. Chamberlain, de mettre l'Allemagne au pied du mur et de l'obliger, soit à signer un pacte excluant toute possibilité d'agression, soit à révéler ses arrière-pensées et ses intentions véritables, qu'ils prennent garde de ne pas se laisser entraîner par leur propre jeu plus loin qu'ils ne voudraient aller.

Pour ne conserver aucun doute sur le résultat que poursuivent les Allemands, il suffit de lire leur presse ; ils ne renoncent à aucune des conditions posées dans la note du 20 juillet, ils n'acceptent ni la garantie, par une tierce puissance, des traités d'arbitrage entre le Reich et les États de l'Europe orientale, ni l'entrée sans conditions de l'Allemagne dans la Société des nations ; ils lient la signature du pacte de sécurité à l'évacuation préalable de la zone de Cologne, sans qu'il soit question des mesures de désarmement exigées par les Alliés. La loyauté de la France et de la Belgique, qui ont évacué la Ruhr, Düsseldorf, Duisbourg et Rührort, n'a provoqué, dans la presse, aucun commentaire apaisant. Les journaux nationalistes ont imaginé que la France, bien incapable de tenir sa parole, n'a évacué la Ruhr que par mesure d'économie. On s'empresse d'élever un monument au nommé Schlageter, individu peu recommandable, fusillé pour des attentats à la sécurité des chemins de fer qui auraient pu coûter la vie à des Allemands aussi bien qu'à des soldats français. Les passions nationalistes, loin de s'apaiser, s'exaspèrent contre M. Stresemann, dont la situation, il faut le reconnaître, n'est pas facile. Dans le parti nationaliste, l'agitation s'est apaisée et l'union se fait contre toute participation à un pacte de sécurité. Le Centre (catholique) traverse une crise très grave. Tandis que les tendances de la plupart des députés du groupe se font de plus en plus nationalistes et conservatrices, le Dr Wirth, l'ancien chancelier, si attaqué

pour sa politique dite d'exécution, s'est séparé du groupe parlementaire du Centre, tout en demeurant fidèle au parti. La *Germania*, organe officiel du parti, incline de plus en plus vers la gauche. Chaque semaine elle consacre un article sérieux aux conditions d'un rapprochement franco-allemand. M. Wirth reproche aux dirigeants du Centre d'abandonner les doctrines sociales de Mgr de Ketteler et la grande tradition politique de Windthorst ; il blâme l'alliance du Centre et de la droite nationaliste. Formera-t-il un nouveau groupement catholique et démocratique, le Centre « républicain et social »? Il ne paraît pas qu'il soit suivi par de nombreux parlementaires, mais la force du parti réside dans les organismes religieux, sociaux et politiques que les catholiques ont constitués, particulièrement dans les syndicats ouvriers chrétiens ; ceux-ci approuvent la manifestation de M. Wirth et les nouvelles tendances de la *Germania*. La Commission régionale des associations catholiques d'ouvriers de Düsseldorf, entre autres, a adopté une résolution félicitant M. Wirth et désavouant l'attitude parlementaire du Centre. Déjà, après la guerre, les catholiques de Bavière ont fait sécession et fondé un parti nouveau, plus nationaliste ; verra-t-on la fameuse « forteresse » du Centre, qui a triomphé de Bismarck, s'effriter de nouveau? On parle d'un Congrès extraordinaire qui déciderait de la direction à donner au groupe parlementaire catholique. Ce Congrès ne pourrait que constater les divergences irréductibles qui séparent les deux tendances. Nous avons noté, en Belgique, la même scission ; elle existe aussi en France, en Italie ; elle résulte partout de l'attitude des catholiques en face des grands problèmes sociaux ; unis pour défendre les intérêts religieux essentiels, ils sont divisés sur les questions politiques et sociales. Le geste de M. Wirth a donc une importance à la fois allemande et générale. M. Edmond Vermeil, professeur à l'Université de Strasbourg, l'un des meilleurs connaisseurs français de l'Allemagne, écrit, dans son récent volume *l'Allemagne contemporaine* (1) : « C'est précisément de la victoire de la gauche catholique sur les éléments réactionnaires du Centre que dépend, en grande partie, le sort futur de la démocratie allemande. »

Le rattachement de l'Autriche au Reich allemand est un des articles essentiels du programme des catholiques allemands ; ils le désirent à la fois comme Allemands et comme catholiques, parce

(1) Alcan, 1925. — M. Vermeil publie à Strasbourg un excellent *Bulletin d'informations allemandes*.

que l'entrée dans le Reich de six millions d'Autrichiens catholiques renforcerait singulièrement leur parti et réaliserait la conception de la Grande-Allemagne que souhaitaient, en 1848, les Rhénans, les Bavarois, les Autrichiens et que Bismarck fit échouer dans l'intérêt de la Prusse et des Hohenzollern. Si tous les partis, par esprit de discipline nationale et pour battre en brèche le traité de Versailles, réclament bruyamment le rattachement de l'Autriche, certains espèrent qu'il ne se réalisera pas. On prête à M. Lœbe, socialiste, président du Reichstag et président de la *Ligue populaire austro-allemande*, qui vient d'organiser à Vienne une manifestation pour le rattachement, ce mot qui, même s'il n'est pas authentique, répond au sentiment de beaucoup d'Allemands et d'Autrichiens : « Le rattachement, il faut en parler beaucoup, mais y penser fort peu. » Les Luthériens zélés, les Bismarckiens ardents ne verraient pas sans inquiétude un tel renforcement des catholiques, un tel réveil des préférences fédéralistes qui survivent au fond du cœur de beaucoup d'Allemands de l'Ouest et du Sud. C'est surtout pour braver la France et en haine du traité de Versailles que les partis réclament le rattachement qui leur apparaîtrait comme une première revanche. Jamais on n'en a tant parlé que depuis que M. Stresemann a offert aux Alliés un pacte de sécurité, et cela suffit à caractériser l'esprit dans lequel a été faite la proposition allemande.

Comment les Allemands prétendent réaliser l'annexion de Vienne et de l'Autriche, M. Lœbe, revenant du congrès socialiste de Marseille, l'a dit à des journalistes autrichiens : « La question du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne deviendra actuelle lorsque l'Allemagne fera partie de la Société des nations. Le traité de Saint-Germain autorise le rattachement, si le Conseil de la Société des nations y donne son consentement. De plus, quand l'Allemagne en sera membre, il sera impossible que l'on prenne les armes pour empêcher le rattachement de s'effectuer. » Voilà l'esprit qu'apporteront les Allemands dans la Société des nations. Est-ce aussi le langage que le Président du Reichstag a tenu, à Paris, à M. Painlevé, qui l'a reçu le 4 septembre? La manifestation de la *Ligue populaire austro-allemande*, qui s'est déroulée le 3 août dans Vienne, paraît, d'ailleurs, avoir été un fiasco ; les manifestants étaient peu nombreux et manquaient d'enthousiasme, malgré le zèle de la presse ; les bons Viennois n'avaient pas, pour si peu, renoncé à un beau dimanche dans les sites charmants du Wiener Wald. Pour les Autrichiens, le rattachement est un moyen d'obtenir de l'Europe

et de la Société des nations une aide plus efficace; ils savent que, sans l'appui moral et effectif du commissaire de la Société des nations, aucun gouvernement autrichien n'aurait eu l'énergie d'opérer la réduction du nombre des fonctionnaires et de rejeter certaines expériences sociales ruineuses. Mais une nouvelle crise économique sévit sur l'industrie et provoque le chômage; il n'en faut pas plus pour décourager les Autrichiens qui avaient repris confiance. « La question de savoir si l'Autriche est viable se pose à nouveau », écrit M. Hussarek, ancien chancelier, et il note que la crise actuelle est, avant tout, psychologique. L'Autriche actuelle est, surtout, un État urbain qui vit de ses industries de luxe et qui, par conséquent, a besoin d'exporter ses produits fabriqués et d'importer des denrées alimentaires; or, ses voisins, les autres États issus de la dislocation de l'ancien Empire, se hérissent de droits de douane et ferment leurs marchés; la direction des Balkans, par le Danube, par chemin de fer ou par Trieste, qui était celle du commerce viennois, est impraticable; seuls, les Tchécoslovaques, conscients que l'avenir de leur indépendance est lié à l'existence d'une Autriche libre et autonome, ont conclu avec elle des conventions économiques. La Hongrie, au contraire, après de longs pourparlers, a rompu les négociations. A la demande du gouvernement de Vienne, la Société des nations a délégué deux économistes de renom, M. Layton, directeur de *The Economist*, et M. Rist, professeur à la Faculté de droit de Paris, pour procéder à une enquête approfondie sur la détresse économique de l'Autriche et les moyens d'y remédier. Leur rapport conclut à la nécessité d'ouvrir à l'Autriche des débouchés commerciaux, principalement par des conventions avec les États voisins. Le Conseil de la Société des nations, saisi de leurs conclusions, les étudie et en discute avec le plus vif désir d'apaiser les inquiétudes de l'Autriche et de lui assurer les moyens de vivre en travaillant. L'agitation pangermaniste est en grande partie artificielle; elle s'apaisera en Autriche le jour où renaîtra la sécurité économique et se consolidera l'ordre financier; elle s'apaisera en Allemagne le jour où la France, seule et mieux encore avec ses alliés, aura parlé net à Berlin et fait connaître les sanctions qui suivraient toute violation de l'article 80 du traité de Versailles. Il faut souhaiter que la Société des nations nous épargne la nécessité d'en venir à des mesures extrêmes qu'aucun Français ne souhaite, mais devant lesquelles aucun ne pourrait reculer.

M. Caillaux, lui aussi, a poursuivi ses négociations; il est revenu

de Londres et il va partir pour les États-Unis, escorté d'une délégation de parlementaires de tous les partis. A Londres, le ministre des Finances n'a rien signé. La presse anglaise continue à réclamer une annuité de 20 millions de livres, pendant soixante-deux ans, mais M. Churchill a abaissé ses prétentions à 12 millions et demi de livres, et il semble que les deux ministres soient tombés d'accord sur ce chiffre. M. Caillaux a insisté pour que les annuités à payer par la France à la Grande-Bretagne soient réduites, dans le cas où les annuités allemandes du plan Dawes se trouveraient ou réduites ou impayées; c'est la justice même; il est déjà exorbitant et inique que les annuités destinées aux réparations puissent être employées à subvenir aux engagements que M. Baldwin a commis la faute de contracter à l'égard des États-Unis; du moins serait-il absolument inadmissible que le jour où l'Allemagne, pour une raison quelconque, cesserait de payer, la France, comme si elle n'avait pas la charge de 100 milliards de réparations, continuât de verser à ses alliés de grosses sommes au risque de compromettre la stabilité du franc. M. Caillaux, sur ce point, n'a pas cédé et nous espérons qu'il ne cédera pas. La plupart des journaux anglais considèrent que la France doit contribuer, au même titre que l'Allemagne, à subvenir aux paiements de l'Angleterre aux États-Unis; c'est une assimilation que nous n'admettrons jamais et qui juge la mentalité de ceux à qui elle paraît naturelle parce qu'elle leur est utile. L'Angleterre ne nous a pas reconnu le droit de faire payer nos débiteurs par les moyens que nous jugions efficaces, nous ne subirons pas sa loi pour nos dettes dont la nature et l'origine sont si différentes.

Ce que les négociations de Londres ont d'abord révélé, c'est qu'il est impossible d'aboutir à une entente et à un règlement sans les États-Unis. C'est, à notre avis, par là qu'il fallait commencer. M. Romier, dans *le Figaro*, constate que, « par un chemin détourné, l'Angleterre tend à reconstituer une sorte de solidarité entre les débiteurs de l'Amérique ». C'est aussi ce qu'ont vu les Américains et ils en ont pris ombrage; ils ne veulent pas que s'exerce sur eux même l'apparence d'une pression, et il n'est pas certain que nous ayons gagné quelque chose à reconstituer ce front unique. La presse américaine a accueilli défavorablement les résultats de la conférence de Londres; elle s'exaspère à l'idée que les Anglais veulent rejeter sur l'Amérique la responsabilité du règlement des dettes; elle s'imagine que l'arrangement conditionnel de Londres est une manœuvre dirigée contre M. Coolidge et destinée à mettre dans

l'embarras les États-Unis. Nous sommes donc très loin d'un accord général. Que ce soit à l'égard des Anglais ou des Américains, le gouvernement de la République doit s'en tenir fermement à ses principes que M. Dauriac énonce, dans *l'Homme libre*, en ces termes : « Notre pays ne peut payer aux États-Unis et à la Grande-Bretagne plus qu'il ne recevra de l'Allemagne. L'application de ce principe comporte déjà un sacrifice qui nous aurait paru intolérable il y a seulement deux ou trois ans. Nous acceptons, en effet, de consacrer à nos alliés tout ce que nos ex-ennemis verseront pour la réparation de nos territoires dévastés. En d'autres termes, nous gardons à notre charge la totalité absolue des frais de la guerre, afin que nos alliés, qui ont été infiniment moins frappés que nous, soient défrayés d'une partie de ces mêmes frais de guerre. Voilà la vérité. Pas un Français n'acceptera de faire plus. » Nous estimons, nous, que c'est trop ; et c'est le cas de redire que, lorsqu'il s'agit de grosses dettes internationales, c'est, — l'Allemagne nous l'a montré, avec l'encouragement de l'Angleterre, — le débiteur qui est le maître de la situation.

Les différents partis qui, en France, se réclament de Karl Marx et du socialisme internationaliste ont tenu, ces derniers temps, leur congrès périodique. Ce fut, du 15 au 18 août, le Congrès national du parti socialiste où la majorité se prononça contre la participation des socialistes au pouvoir et la politique dite de soutien. Ce fut, le 23 août, à Marseille, le premier Congrès de l'Internationale socialiste reconstituée à Hambourg en mai 1923. Le président du Reichstag, M. Lœbe, y assistait. En Allemagne, en Angleterre, en Belgique, en France, dans plusieurs autres pays encore, les socialistes parlementaires ont participé à l'exercice et aux responsabilités du pouvoir ; à tout le moins, font-ils partie de majorités parlementaires dirigeantes. C'est une bonne école qui met les théories en face des réalités. Lorsqu'ils sont réunis, les membres de la IIe Internationale n'osent cependant pas se décider à s'émanciper des doctrines marxistes ; ils sont persuadés que le communisme tel que le pratiquent les bolchévistes de Russie serait, pour leurs pays respectifs, le pire des fléaux ; ils le disent ; mais ils restent embarrassés pour choisir entre la révolution totale, qu'ils ont si longtemps prêchée, et l'évolutionnisme opportuniste, ce « réformisme » qui attire les foudres de Moscou. C'est que, entre un MacDonald, un Vandervelde, un Lœbe, un Renaudel et les pires terroristes de Moscou, toutes les nuances, toutes les gradations subsistent. Les chefs des deux fractions

extrêmes se combattent, les troupes, souvent, se distinguent mal, passent d'un camp à l'autre. Sur les uns et les autres pèse l'erreur d'un ordre nouveau fondé sur la lutte des classes. Les théories de Marx ne sont pas assez claires pour qu'il soit aisé d'en discuter; cependant les communistes se réclament avec plus de raison que les réformistes du fameux « manifeste du parti communiste » signé de Marx et Engels ; mais les réformistes ont rarement le courage de répudier ces doctrines de mort.

Du Congrès de Marseille, deux traits se dégagent. C'est d'abord que, comme toujours, les « insulaires » font bande à part. Tandis que le protocole de Genève de 1924 apparaît aux socialistes continentaux comme le meilleur moyen d'assurer la paix, les travaillistes anglais le rejettent ; ils n'acceptent pas non plus le pacte de sécurité, tel que le négocie leur gouvernement conservateur. Il est difficile de bien savoir ce qu'ils veulent; ils n'ont qu'une idée claire, c'est de ne pas se trouver engagés dans les querelles du continent : étrange manière de pratiquer l'internationalisme ! Le second trait, c'est que les partis socialistes tendent à devenir des partis de Gouvernement ; à ce point de vue, les socialistes français, malgré les efforts de M. Paul-Boncour, de M. Renaudel, de M. Varenne, sont fort en retard sur leurs coreligionnaires des autres pays. Les socialistes allemands proclament que les partis socialistes doivent, dans chaque pays, se plier aux nécessités nationales ; ils ne parlent guère du dogme de la lutte des classes ; ils ont cessé de rêver d'une union de tous les prolétariats contre le capitalisme universel. A Marseille, un délégué belge, M. Piérard, a eu le courage d'affirmer que la résolution exclusive prise il y a vingt ans contre le « colonianisme » ne répondait plus à la réalité et devait être revisée. Dans la revue socialiste *die Glocke* (la Cloche) du 22 août, M. Stössinger a écrit un article significatif intitulé : *La France et l'Allemagne à Marseille*, dont le *Bulletin de la Société d'études et d'informations économiques* nous donne une analyse. Il constate que « le prolétariat « uni », dans l'ancien sens de la formule, n'existe plus ; » dans chaque pays, socialistes et capitalistes peuvent avoir des intérêts différents des intérêts des socialistes et des capitalistes des autres nations ; la divergence a éclaté d'abord entre le prolétariat anglais et le prolétariat du continent. « Plus le mouvement ouvrier fait de progrès, plus les ouvriers, d'instruments subalternes, deviennent les supports responsables de la production, et plus la classe ouvrière, dans son ensemble, devra conformer sa politique de classe aux néces-

sités de la production. Son mouvement devra refléter les oppositions d'intérêts entre les groupes des pays capitalistes. » M. Stössinger aperçoit, dans l'avenir, l'empire britannique se constituant en un « continent économique, en face duquel il y aura quatre autres continents : l'Europe continentale, la Russie, l'Asie orientale, l'Amérique... Les transformer politiquement et économiquement, réunir avec ces cinq blocs une internationale de la terre, c'est la tâche de la politique continentale de l'Internationale ouvrière. »

La Confédération générale du travail (C. G. T.) que dirige M. Jouhaux et la Confédération générale du travail unitaire (C. G. T. U.) qui prend son mot d'ordre à Moscou, viennent de tenir simultanément leurs congrès depuis le 26 août. Il serait difficile, dans tous leurs débats, de trouver des considérations aussi intéressantes et aussi étudiées que celles de M. Stössinger. L'unification, proposée par les « moscoutaires », a été repoussée à une grosse majorité, moins forte cependant qu'en 1924. Tandis que la C. G. T. U. se lançait, à la suite de Moscou, dans la politique générale et s'occupait surtout du Maroc, de la Syrie, de la paix, la C. G. T. s'intéressait davantage aux problèmes de l'organisation ouvrière sur lesquels un accord général ne serait pas impossible. La C. G. T., bien qu'elle ait fait campagne pour le Cartel, se vante d'être indépendante de tous les partis ; la C. G. T. U. est nettement communiste ; la première est démocratique et ses discussions rappellent les débats parlementaires ; la seconde est autoritaire et disciplinée. M. Jouhaux, dans son discours très attendu, expose les résultats pratiques obtenus par la C. G. T. Lui aussi, depuis sa jeunesse, a beaucoup évolué ; il parle encore de la lutte des classes, mais il admet des méthodes de collaboration des classes et d'action politique, et c'est pour son opportunisme qu'il est honni par les communistes. Ainsi évoluent toujours les partis révolutionnaires. Le communisme d'aujourd'hui n'est particulièrement dangereux que parce qu'il dispose d'une mystique plus puissante et qu'il est au service de la politique extérieure d'un grand État.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

L'ORIENT EN MARCHE

II[1]

DANS LA MONTAGNE DES DRUSES (*Fin*)

Les émirs arabes de la famille Maan, les émirs druses de la famille Chéhab avaient tour à tour gouverné le Liban. Le dernier de ceux-ci, Béchir, que visita Lamartine, régna plus de cinquante ans, habile, retors, tenant la balance égale entre musulmans et chrétiens, peut-être converti lui-même secrètement au christianisme par sa dernière femme, assez adroit pour se rallier à Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, quand celui-ci conquit la Syrie, et pour garder ses pouvoirs. Mais l'intervention des puissances (sauf la France) en 1840 fit tomber Méhémet-Ali et ramena la Porte. Béchir fut exilé à Malte. Les Maronites comprirent-ils alors l'erreur qu'ils avaient commise en prenant parti contre la domination égyptienne? Le retour des Turcs amena un déchaînement du fanatisme musulman, — qui fut assez hypocrite pour exciter les Druses et leur livrer les chrétiens. Une constitution bâtarde soumettait le Liban à l'autorité de deux caïmacans, l'un maronite, l'autre druse sous le contrôle du gouverneur de Beyrouth. Mais les caïmacans étaient incapables, et le gouverneur inerte. Les haines de famille se faisaient jour. Les assassinats se multipliaient. Le Kesrouan s'agitait. Il eût fallu un commandement ferme pour arrêter cette effervescence. Les Druses, mieux organisés et qui sans doute guettaient leur moment, marchèrent en armes sur Deïr-el-Kamar, capitale du Liban,

Copyright by Henry Bordeaux, 1925.

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

brûlant sur leur passage plus de quarante villages maronites, tandis que leurs frères de l'Anti-Liban et du Haouran assiégeaient Zaleh.

Ceux du Haouran étaient commandés par le chef le plus sanguinaire, Ismaël-Atrach, — un nom à retenir. A lui revient l'initiative des massacres. Les chrétiens de Rachaya et d'Hasbaya dans l'Anti-Liban s'étaient réfugiés dans l'antique sérail mauresque des émirs Chéhab, pour se mettre sous la protection des soldats du Sultan. La garnison turque les livra. Ce fut le carnage. « Les Druses arrachaient les maris, les enfants mâles aux bras des femmes qui s'y cramponnaient, et les coupaient en morceaux ; car c'est avec des armes primitives, des couteaux, des haches, des piques, qu'ils procédèrent à cette boucherie humaine, sous les yeux et avec le concours actif de la garnison turque. Un certain nombre de chrétiens s'étant réfugiés sur une terrasse du sérail, les soldats les jetèrent par-dessus bord, au pied des Druses qui les achevèrent (1). » Les Druses, cependant, épargnèrent les femmes. Ce massacre fut le signal. Ismaël-Atrach marcha sur Zaleh qui, secourue trop tard par Joseph Karam à la tête d'une petite armée maronite, fut prise et saccagée. A Deïr-el-Kamar, les scènes atroces de Rachaya et d'Hasbaya se renouvelèrent identiquement : les habitants se mettant sous la protection des Turcs, et ceux-ci les livrant désarmés aux Druses dans le sérail et dans le palais de Beit-ed-din. Le gouverneur du Liban, Kourschid-Pacha, arrive le lendemain du carnage. Il se contente d'accorder aux Druses un délai de vingt-quatre heures pour se retirer. « Lorsqu'il ne resta plus personne de vivant à Deïr-el-Kamar, Kourschid-Pacha y fit annoncer par le crieur public que la population chrétienne pouvait être tranquille, les hostilités ayant cessé (2). »

Les Druses ont donné l'exemple. Mais l'odeur du sang répandu a grisé les musulmans. Les chrétiens de Damas, d'Alep, de Hama, d'Homs vivent dans l'épouvante. Beyrouth même se sent menacée. A Damas, — maladresse ou hypocrisie, — le gouverneur Achmet-Pacha fait arrêter des musulmans qui ont insulté publiquement la croix et les envoie, chaînes aux pieds, balayer les rues de la ville. Aussitôt les

(1) *Souvenirs de Syrie* (expédition française de 1860), par un témoin oculaire (Plon, 1903). — (2) *Id.*

musulmans envahissent le quartier chrétien et le brûlent. Là, comme à Deïr-el-Kamar, comme à Hasbaya, les soldats livrent les victimes. On évalue le nombre de celles-ci à plusieurs milliers. Des centaines de chameaux chargés de butin prennent les chemins de la montagne. Dans la hâte de voler les bagues, on coupait les doigts. Le sac dura quatre jours. Il y eut, dans ces jours d'horreur, pourtant, quelque lumière. Dans le quartier pauvre du Meidan, les chrétiens furent sauvés par les musulmans qui les connaissaient. Abd-el-Kader et ses Algériens abritèrent le consul de France et bien des fugitifs.

Quand ces ignominies furent connues, l'Europe s'indigna. Le Sultan, inquiet, s'émut. Il envoya, avec pleins pouvoirs, son ministre des Affaires étrangères, Fuad-Pacha, qui débarqua à Beyrouth le 17 juillet et fit immédiatement arrêter le gouverneur, Kourschid-Pacha, celui de Damas, Achmet-Pacha, les commandants des garnisons de Deïr-el-Kamar, de Rachaya et d'Hasbaya. Sa répression fut énergique. Le 26 juillet, il entrait à Damas, délivrait les chrétiens enfermés dans la citadelle, vidait un quartier musulman pour les abriter. Il s'agissait d'éviter l'intervention des puissances. Déjà des escadres étaient envoyées en Syrie avec des secours pécuniaires. Déjà Napoléon III décidait une expédition française. En 1840, l'Europe, à l'exclusion de la France, s'était coalisée pour expulser les Égyptiens de Syrie et rétablir l'autorité du Sultan : cette fois, la France prenait la tête des nations. Seule, l'Angleterre demeurait turcophile. Le petit corps d'armée du général marquis de Beaufort d'Hautpoul débarquait dès le commencement d'août. Fuad, à Damas, se hâtait de pendre et de fusiller, de condamner au bagne, à la déportation, à l'exil, afin que la Commission européenne, désignée par les Puissances, trouvât sa besogne toute faite. Achmet-Pacha, le gouverneur de Damas, le colonel Ali-Bey, préposé à la garde du quartier chrétien, les chefs des garnisons d'Hasbaya et de Rachaya furent ainsi exécutés en grande pompe au début de septembre. Les musulmans étaient matés, mais les Druses? Ce fut le travail de l'expédition française. Le général de Beaufort entra dans le Liban avec 3000 hommes. Il était convenu avec Fuad-Pacha que les Turcs couperaient aux Druses la retraite du Haouran. Mais les Turcs les laissèrent passer. Le Haouran se peupla des fuyards, au point qu'on l'appela dès lors le Djebel Druse. A

Deïr-el-Kamar, à Zaleh, les soldats français étaient reçus en libérateurs. Les veuves des massacrés se portaient à leur rencontre en gémissant. Cependant, on arrêtait un millier de Druses, parmi lesquels Saïd-Djemblat, Hussein Talhouk, tous les cheiks du bal du Consulat français. Une douzaine d'entre

CARTE DE LA SYRIE MÉRIDIONALE

eux furent condamnés à mort. Mais le commissaire anglais, lord Dufferin, fit commuer leur peine.

Quel sort réserverait-on à la Syrie ? La Porte s'opposait à son autonomie. La Commission décida que le Liban serait administré par un gouverneur chrétien nommé par le Sultan et relevant de lui directement. « Un conseil, composé des éléments constitutifs de la population de la Montagne, devait représenter auprès du gouverneur les différentes nationalités du Liban. » Mais Ismaël-Atrach et les Druses étaient, en somme, demeurés impunis. Répandus dans les montagnes du Liban, de l'Anti-

Liban et du Haouran, les Druses étaient auparavant divisés. Le groupement du Haouran, fortifié, était devenu plus nombreux, plus homogène et plus haineux par l'appoint des fanatiques émigrés. C'était un des résultats de l'expédition de 1860.

Trente-cinq ans plus tard, quand on commença de construire la ligne de chemin de fer du Hedjaz, les Druses se révoltèrent encore contre les Turcs. Toute une compagnie, bivouaquée à Soueida, fut une nuit massacrée. La légende rapporte même qu'ils se jetèrent sur l'armée de Mandou-Pacha « avec une telle fureur, un tel mépris de la vie qu'ils éventaient de leur manteau les mitrailleuses pour éteindre leur feu, et fermaient la bouche des canons avec leur turban » (1).

Ce retour au passé n'était-il pas nécessaire avant une visite au Djebel Druse? Sans l'histoire, le présent perd son sens et ne garde plus que son pittoresque. Quand je fermai livres et rapports, il était trois heures du matin. Je n'avais plus guère que le temps de me doucher et d'échanger mon habit contre un costume de cheval avant d'entendre glapir la sirène de l'automobile du commandant Denain.

IV. — LA FRANCE A SOUEIDA

26 mai 1922. — A quatre heures exactement, mon compagnon de route me hèle. Ma pèlerine, ma canne : je suis prêt. J'ouvre ma porte.

— Avez-vous déjeuné? me demande le commandant.

— Ma foi non : il est trop tôt.

— Moi non plus, mais il faut manger. Nous aurons froid dans la traversée du Liban et en avion. Allons à la Résidence : l'office n'est peut-être pas couchée et nous mettrons la main sur quelque plat froid du buffet, si les quatre mille invités du général n'ont pas tout raflé.

La Résidence, dans son bois de pins, est encore éclairée. N'est-ce pas un orchestre qui joue cet air langoureux? Ma parole, on danse encore. Dans le jardin, le général Gouraud, enfin libéré de ses absorbantes fonctions diplomatiques de maître de maison, soupe avec ses officiers d'ordonnance et trois ou quatre dames ou jeunes filles qui ont bien voulu leur tenir compagnie : je reconnais la princesse de Tripoli et les

(1) Rappelé par Mme Myriam Harry dans *l'Illustration* du 15 août 1925.

petites princesses de Beit-ed-din. Comment donc? nous arrivons, à cette heure? Mon costume de voyage fait piteux effet parmi les toilettes claires, les burnous, les uniformes blancs. Nous déjeunons en musique, avec du jambon et du champagne. Nous déjeunons, tandis que cette brillante société réveillonne. Le jour se lève sur le Liban rose et vert, aux couleurs de Damas. C'est un instant délicieux, mais nous n'avons pas une minute à perdre.

— Le Djebel Druse en un jour, répète, sceptique, le général. Allons! vous ne serez pas revenus demain.

Sur cette vision de fête que nos yeux emportent dans l'air du matin, nous prenons congé et montons dans l'automobile.

La montagne devait être glaciale : je m'en aperçois quand le commandant me réveille, dans la plaine de la Bekha; je m'étais endormi et j'ai froid. Mais c'est une impression passagère : le soleil déjà haut chauffe la belle plaine fertile qui recueille ses rayons comme dans une coupe entre les parois opposées et nues du Liban et de l'Anti-Liban et qui porte des moissons dorées mûres pour la faux.

— Nous sommes à Rayak, me dit-il.

Là est le camp d'aviation. Le téléphone a joué : on nous attend. L'appareil est sorti du hangar, luisant et paré. Le commandant Denain l'inspecte avec un soin minutieux. Il a commandé l'aviation à l'armée de Salonique pendant la guerre; n'a-t-il pas franchi l'Adriatique pour accomplir une mission et atterrir plus vite en Italie? C'est un chef éprouvé et audacieux, mais audacieux parce que prudent. Il donne l'exemple à ses subordonnés dont la plupart sont si jeunes qu'ils manqueraient volontiers de patience. Or, rien ne doit être laissé au hasard dans la préparation du vol. L'Orient a des cieux difficiles. Les heures chaudes sont mauvaises. La terre transmet aux airs ses courants. De la plaine étroite de la Bekha nous devons nous élever à quatre mille mètres pour franchir l'Anti-Liban et nous poser au pied du massif du Haouran.

L'avion qui supprime la distance a perfectionné l'art de voir. Nous allons plus vite que nos pères, mais ne serait-ce pas une erreur de croire qu'ils approfondissaient davantage? Nos regards se sont exercés à posséder les paysages à la course, à en retirer brutalement l'essentiel. Ils ont pris l'habitude des larges espaces. De haut, les choses se rangent comme dans un

plan en relief. Ce qui est sans importance disparaît. J'ai cru étouffer en revêtant la combinaison fourrée et fixant le casque de cuir. Mais nous montons avec la sûreté d'une flèche, et la fraîcheur vient, et même un vent glacé. Les pentes arides de l'Anti-Liban s'abaissent sous nous. Voici les neiges de l'Hermon, de cet Hermon qu'on aperçoit de presque toute la Syrie et qui est maintenant sous nos pieds, dépassé. Je m'amuse à comparer ses névés roses aux glaciers de mes Alpes teintés de bleu ou de vert. Et déjà, il s'éloigne. Cette ville là-bas, dans une île de verdure, c'est Damas. Cependant, nous perdons un peu d'altitude et survolons maintenant une plaine plus large que celle de la Bekha, mais sans doute moins fertile. En France, la campagne apparaît, du ciel, divisée en petits carrés comme un damier sans fin. Les carrés sont ici plus vastes et plus irréguliers : tantôt immenses prairies, tantôt champs cultivés, d'une belle teinte jaune uniforme. Et puis, souvent, c'est le chaos du sol aride. Les petits villages tassés font des taches grises, et des traînées vertes accompagnent les oueds, petits filets végétaux pareils à des veines sur une main. Ce long ruban presque droit, c'est la voie ferrée de Jérusalem : elle suit ou coupe la route des pèlerins de La Mecque. Nous descendons sur Deraa qui commande l'embranchement de Saint-Jean-d'Acre.

Quand nous atterrissons à Deraya, la chaleur est devenue suffocante, du moins tant que nous n'avons pas quitté notre défroque d'aviateur. Et puis nous tombons de quatre mille mètres. En l'air il faisait meilleur. A peine descendus, nous roulons en automobile sur une piste, et cette fois nous allons enfin pénétrer dans le Haouran. Mais nous le tournons et l'abordons par le côté le plus accessible, celui des pentes douces du Hedjaz. Ainsi évitons-nous le plateau volcanique du Ledjah et l'abrupte montagne de Choba. Notre objectif est Soueida, la petite capitale qui est à près de douze cents mètres d'altitude. Nous coupons d'abord une grasse plaine qui nous fait comprendre la réputation du royaume de Basan dans la Bible et qui est pareille à une mer d'or que le vent creuse d'ondulations. Déjà les Druses moissonnent avec des faucilles et chargent les gerbes sur les chameaux dont la lente et auguste caravane gagne à pas de velours les villages sans toits.

Nous voici, après avoir gravi une pente où notre piste se

perd à demi, devant Soueida, qui est bâtie sur une élévation de terrain et qui apparaît portée sur de hauts murs comme une forteresse. Ces murs se doublent dans l'eau transparente d'une mare où se reflètent aussi les troupeaux qui viennent boire, — chameaux, bœufs, ânesses accompagnées de mignons petits ânons, — et les femmes en robes bleues ou rouges, de longs voiles blancs flottant autour du visage, qui portent fièrement les cruches où elles vont puiser l'eau à la citerne. Le tableau des moissons et celui-ci me rappellent ces images de la Bible de Gustave Doré qui ont enchanté mon enfance. Je croyais visiter un pays sauvage et plein d'abîmes, et je débute par des églogues et des bucoliques.

Il est sept heures et demie du matin. En trois heures nous avons traversé le Liban, l'Anti-Liban, descendu le Djeidour et le Djolan, dévalé dans la plaine et monté les premières pentes du Djebel Druse. Le jambon de la Résidence est dès longtemps digéré. L'interprète Trenga qui nous reçoit et qui réside à Soueida où il a lié partie avec les chefs druses nous offre heureusement un excellent petit déjeuner à la mode suisse. Il me considère cependant avec quelque commisération dont je cherche en vain la cause.

— Quel dommage, finit-il par me confier, que vous ne soyez pas en uniforme !

En uniforme ! Je me rappelle avoir lu, dans la *Correspondance d'Orient*, que mon confrère et compatriote Michaud, l'auteur des *Croisades*, voyageant en Palestine, ne quittait pas son habit brodé d'académicien dont il tirait de la considération. Il n'y renonça que parce que ce prestige lui valait d'exorbitantes réclamations de backchichs. En vain expliquait-il que l'Académie ne donnait pas la fortune. On le tenait pour un prince et l'on exigeait de lui une ruineuse munificence. Mais, pour monter en avion ou à cheval, les palmes vertes et le bicorne seraient bien gênants. Au retour, j'inviterai nos collègues des Beaux-Arts à dessiner un costume de sport pour académiciens vagabonds. Nul doute que l'idée ne soit bien accueillie.

— Oui, ajoute mon hôte devant mon ahurissement, je vais vous présenter à un pape et à un empereur, et vous ne portez même pas vos décorations !

Je m'excuse tant bien que mal de mon indélicatesse. Un

pape et un empereur, diable ! Je ne m'attendais pas à la rencontre de si formidables personnages. En Orient, il faut toujours pavoiser et, pour qui a confié sa vie à la divine simplicité, la parade continue est un supplice. Le pape des Druses réside à Kennaouat au cœur de la montagne, et leur empereur à Soueida. Mais tandis que le premier est reconnu par tous les sages et honoré par le peuple, le second soulève l'envie de tous les cheiks qui supportent mal sa suprématie et guettent les occasions de lui marcher sur les pieds. L'interprète Trenga, sur un ton de bonhomie familière, achève le cours si heureusement et doctoralement commencé par le lieutenant-colonel Catroux dans les jardins de la Résidence, parmi les lumières et les houris, et sous la menace du défilé annamite. Il commence par m'infliger un petit examen. Mon érudition toute fraîche le rassure : je suis informé de la résistance des Druses aux soldats de Méhémet-Ali, comme des massacres de Deïr-el-Kamar et de Zaleh, et je sais la configuration fortifiée du Haouran où se réfugièrent les émigrés du Liban pour fuir les troupes françaises en 1860.

— Oui, continue-t-il, l'Angleterre s'était déclarée protectrice des Druses. Au lendemain de la défaite turque de 1918, tandis que les chrétiens faisaient appel au mandat français, n'allaient-ils pas afficher leurs préférences pour la nation qui, pendant tout le XIXe siècle, les avait soutenus ? La froideur de leur accueil ne pouvait guère nous laisser de doute sur leur attitude. Ils ne furent pas étrangers à l'attentat dont fut victime l'amiral Mornet, commandant la division navale de Syrie, au cours d'une tournée dans la région de Beit-ed-din. Cependant, vous le voyez, nous sommes à Soueida en très petit nombre, au milieu de cette population guerrière, et sans risque.

— Sans risque ?

— Sans risque, tant que nous saurons nous y prendre. Que de chemin parcouru ! Le premier Haut-Commissaire, M. Picot, avait, dès 1919, commencé de nouer des relations avec ces seigneurs de la montagne. Dès son arrivée, le général Gouraud, pour appliquer le mandat (qui n'était pas un protectorat) à cette mosaïque de races et de religions que représente la Syrie, s'efforça d'être impartial entre les différents groupes religieux. Le Haouran médita longuement sa déclaration. Les cheiks, enfourchant leurs petits chevaux arabes, venaient prendre le

vent à Beyrouth. Un escadron druse était formé qui servait de garde d'honneur au général. Mais la propagande de l'émir Fayçal défaisait sans cesse notre toile de Pénélope. Ainsi couvrait-il d'honneurs Selim-Pacha-Atrach, l'un des plus illustres cheiks, que nous cherchions à attirer.

Je répète ce nom d'Atrach qui ne m'est pas étranger. Celui qui déchaîna les massacres en 1860 était un Atrach. Déjà l'interprète reprend :

— Placé en sentinelle aux confins de la Syrie, de la Palestine et du désert qu'il domine de sa masse neigeuse, le Djebel Druse est véritablement la clé de l'État de Damas. Sa position stratégique de premier ordre permet à celui qui en est le maître de tenir les voies d'accès venant du sud et du désert. L'abandonner serait au contraire laisser à l'ennemi une base d'opérations contre notre territoire, et aux bandes rebelles un refuge sûr contre nos poursuites. Dans la vie économique du pays, son rôle n'est pas moins important : sur ses pentes naissent les cours d'eau qui arrosent les plateaux du Haouran. Négliger la possession des sources serait compromettre la fertilité d'une région que les Romains ont pu appeler autrefois *le grenier de Rome* et qui, actuellement, fournit encore Damas de toutes ses céréales. Or, le Djebel n'appartient qu'aux Druses. Il n'y a pas ici mélange de races comme dans le reste de la Syrie. C'est le bastion de ce peuple et de sa religion. Si quelque danger vient à menacer les Druses épars dans le Liban ou l'Anti-Liban, des feux de nuit, allumés sur les hauteurs, appellent à la rescousse les montagnards du Djebel... Mais les chevaux sont prêts. Nous continuerons de causer à cheval. Je désire vous conduire à Kennaouat.

— Ce sont les plus belles ruines romaines de tout le Haouran.

— Oui, mais Achmet-Hazen (1) y réside.

— Achmet...?

— Le pape, le chef spirituel des Druses. Kennaouat est la Mecque des Druses.

Les chevaux remplissaient l'étroite ruelle de Soueida : belles bêtes remuantes avec des selles ouvragées, des brides multicolores, des aigrettes sur la tête. Je regrette mon tricorne et mon habit brodé pour faire plus d'effet. Évidemment la monture est plus endimanchée que son maître. La population de la ville

(1) Je donne ce nom sous toutes réserves. Dans mes carnets de notes prises au jour le jour, il m'a été impossible de le déchiffrer entièrement.

nous regarde passer. Beaucoup d'enfants, jolis et sales, avec de longues robes bariolées. Ils sont gais et sains. Mais les adultes ont tous des visages fermés. Notre escorte est somptueuse des pieds à la tête : bottes luisantes, riches abayes décoratives, keffiehs enroulés autour du visage et fixés par l'aghal sur le front, armes de toute sorte, pistolets, poignard, sabre, carabine. Je remarque surtout son chef monté sur une magnifique jument alezane. En voilà un qui sait être naturellement théâtral ! Il a l'air de jouer dans un film l'Arabe du désert. Ses hautes bottes de cuir jaune brillent autant que ses armes. Son burnous blanc flotte derrière lui. Son équipement noir et rouge a dû être astiqué par des mains expertes. J'admire surtout son profil à la François Ier : des yeux ardents comme des braises, et un de ces nez busqués qui semblent renifler tout ce qui peut donner du plaisir à un homme bâti pour la domination, le *méchoui*, les femmes, le vent de la course à cheval, la guerre.

Notre cavalcade qui s'est engagée dans la campagne ou plutôt dans la montagne, — car notre piste nous élève rapidement au-dessus de Soueida, — est précédée de deux fanions, le tricolore et celui des Druses aux quatorze étoiles qui symbolisent les quatorze villages du district. C'est un signe important d'alliance, cette chevauchée des deux drapeaux côte à côte.

Nous marchons botte à botte, l'interprète Trenga et moi, sur l'étroit chemin et je ne cesse de lui demander des explications :

— Les Druses avaient-ils un chef avant l'intervention du mandat ?

— Non, le Djebel Druse vit encore sous un régime féodal à base démocratique, sorte de conglomérat de familles indépendantes qui n'obéissent pas à un chef unique. Ni vassaux, ni suzerains. La clientèle de chacune de ces familles s'étend plus ou moins loin, englobe plus ou moins de villages. L'autorité de chaque chef dépendra des circonstances, prestige momentané, richesse, mais elle n'est consacrée par rien de précis, ni titres héréditaires, ni fonctions officielles. Au-dessus de ces chefs et de ces familles, aucun organisme, aucune autorité supérieure. Entre eux, mille rivalités déchaînées, dès que le moindre intérêt entre en jeu.

— Mais s'il y a menace d'invasion ou de guerre, comme au temps de Méhémet-Ali, comme en 1860 ?

— Alors, c'est l'union la plus étroite contre l'ennemi du

dehors. Dans les cas graves, les villages envoient des représentants à une assemblée. Ce parlement d'occasion ne répond à aucun rouage gouvernemental reconnu dans l'ordre exécutif. Le danger fait un chef et la paix le défait.

— Voilà un beau vers cornélien : *Le danger fait un chef et la paix le défait.*

— Avant de songer à nous ingérer dans les affaires des Druses, reprend l'interprète, il fallut substituer à cette anarchie un pouvoir effectif susceptible de représenter dans une certaine mesure la volonté populaire du Djebel, sur quoi il nous fût possible de nous appuyer pour entreprendre l'œuvre du mandat. Le général ne voulait pas user de la contrainte militaire. Pour morcelée que soit l'autorité, il y a pourtant chez les Druses une catégorie de personnages toujours écoutés : ce sont les chefs religieux, hors du domaine politique sans doute, mais que le peuple consulte dans les circonstances importantes. Gagner les chefs religieux, se servir de leur influence pour rallier au mandat les chefs temporels les plus importants, ce fut le programme du colonel Catroux. Son choix s'était fixé sur le chef des chefs de la famille Atrach...

— Atrach ? En 1860, c'était Ismaël-Atrach.

— C'est apparemment la première du Haouran. Il choisit donc Selim-Pacha-Atrach pour en faire l'émir du Djebel. Une première assemblée, réunie à Kennaouat, ne s'entendit pas sur ce nom. Vous connaissez maintenant les rivalités séculaires du Haouran. Les interminables palabres furent reprises à Damas et, à la fin du mois de janvier 1921, la nomination de Selim-Pacha était enfin acceptée. Il était élu pour quatre ans, assisté d'un conseil de gouvernement, et de conseillers français. En outre, nous avions le droit de tenir garnison dans le Djebel. Le 25 juin dernier (1), une délégation d'officiers français arrivait à Soueida. L'accueil qui nous fut fait, les acclamations poussées pour la première fois en l'honneur de la France dans cette région jusque-là si fermée aux Européens, montraient que les Druses, oubliant les divergences du passé, comprenaient tout ce que leur pays pouvait attendre de notre présence. Renonçant à leur isolement, rompant avec leur existence de primitifs, ils acceptaient une vie nouvelle dont ils entrevoyaient de profitables réalisations.

(1) 1921.

— Et depuis un an, nous sont-ils demeurés fidèles? demandai-je, sceptique.

— Ils nous l'ont prouvé. Le 12 août dernier, un autre Atrach, Assad-el-Atrach, réfugié auprès de l'émir Abdallah en Transjordanie, fit irruption à Soueida à la tête de quelques cavaliers. Se disant général chérifien, il voulait hisser son emblème sur le Sérail et s'emparer du gouvernement au nom de son maître. Mais tandis qu'une colonne se formait à Ezra dans le Haouran et qu'une escadrille s'apprêtait à survoler le pays...

— Trente-deux avions, précise le commandant Denain qui nous écoute.

— ... en démonstration de notre force, le pseudo-général faisait piteusement sa soumission au chef de la mission française. L'attitude hostile des Druses avait suffi à faire échouer sa tentative. Mise en route néanmoins, la colonne, commandée par le colonel Paulet, arrivait à Soueida le 22 août. Cette fois encore, ce fut un déchaînement d'enthousiasme en faveur de la France. Les montagnards accouraient de partout sur le passage de nos soldats. Les chefs de famille demeurés jusqu'alors sur la réserve apportaient spontanément leur concours à Selim Pacha. Les chefs religieux proclamaient que tout Druse serait excommunié qui ferait de l'opposition à la France et soutiendrait la politique chérifienne. N'est-ce pas un beau résultat, monsieur, d'avoir conquis l'amitié de ce peuple guerrier, séculairement intraitable, sans avoir versé une goutte de sang? L'œuvre si bien commencée n'est sans doute pas achevée. Il nous faudra toujours ici de la vigilance et de la patience, de la diplomatie et l'image de la force. Mais sait-on en France de quel cœur nous travaillons à la faire aimer?

Je me retourne un peu sur ma selle pour mieux voir ce mâle visage où je devine un tressaillement. Il est pareil à ceux de tous ces officiers qui ont conquis l'Algérie, le Maroc et l'Indo-Chine et Madagascar, notre immense empire colonial, et qui ont porté au loin, avec les armes de France, tout un idéal de civilisation intelligente et humaine. Que lui répondre? Non, la France ne connaît pas assez ceux qui la servent. Et l'interprète Trenga ne m'a pas dit un mot de son rôle à lui dont je sais par ailleurs l'importance.

V. — LE PAPE ET L'ÉMIR DES DRUSES

Nous montons à flanc de coteau. Les montagnes que nous apercevons ont une altitude de 1800 à 1900 mètres. Mais où sont les antiques forêts de chênes célébrées dans la Bible? Disparues, comme les forêts de cèdres dont il ne reste qu'un glorieux bouquet dans le Liban. Et c'est pourquoi un arbre isolé sur une colline, — un pistachier-térébinthe, — se détache avec tant de netteté sur le ciel foncé qu'il compose à lui seul un tableau. Des haies de figuiers de Barbarie ou des murs de pierres simplement juxtaposées, ajourés comme une dentelle, séparent les héritages ou plutôt assurent la garde des troupeaux. On se sent revenu ici aux âges primitifs, au temps des peuples pasteurs.

Les bois taillis, les arbustes se multiplient, s'enchevêtrent. Kennaouat est devant nous, bâtie sur une élévation, au-dessus de l'oued qui lui a donné son nom. Parmi des broussailles de chênes verts, elle porte une parure de ruines, mais l'ancienne Kenath, mentionnée dans les Saintes Écritures, aux livres des Nombres et des Paralipomènes, la brillante cité du temps de Trajan et d'Adrien, la Canatha de l'*Oriens Christianus* n'est plus aujourd'hui qu'un village où se perdent les habitants. Notre premier contact a été un enchantement qui ne sera pas dépassé. Nous sommes tombés, sans nous y attendre et comme nous dévisagions la ville à une centaine de mètres, sur les débris d'un temple dont les colonnes intactes ou brisées se mêlent aux arbrisseaux dans un fouillis fraternel. La végétation recouvre à demi les fûts et les chapiteaux épars, mais la sveltesse de cinq ou six colonnades lui a échappé. Celles-ci, comme des êtres vivants, semblent courir, telles des nymphes blanches et nues dans un bois.

C'est le temple périptère dont parle Guillaume Rey dans son voyage au Haouran. Je veux m'arrêter pour le mieux voir. Mais, blasé sur ces restes romains, l'interprète est tourmenté par la pensée de me présenter au pape des Druses à qui une estafette a porté notre demande d'audience.

— Vous le trouverez, m'annonce-t-il, entouré des sages au turban blanc. Les sages ne doivent ni boire, ni fumer, ni tenir des propos obscènes.

— Seulement des propos ?

— C'est déjà quelque chose. La forme, tôt ou tard, emporte le fond. Enfin ils pratiquent la monogamie. Mais ils changent de femme.

— Cela se pratique ailleurs que chez les Druses.

Comment plaisanter aussi lourdement quand nous suivons la voie des tombeaux? Il y en a une vingtaine, rangés de chaque côté, et qui nous conduisent à l'acropole. Ruines de palais, ruines de temples, avec des propylées presque intacts, restes d'arc de triomphe, mélange de monuments religieux ou païens transformés en églises au temps des évêques de Canatha, il faudrait être archéologue pour démêler la diversité de leurs époques. Mais dans cette demi-solitude où passent des cavaliers arabes, c'est toute une évocation de la puissance romaine. « Dans ces ruines, écrit Guillaume Rey, sous une voûte obscure, les Druses et les chrétiens des environs déposent des *ex-voto* et font brûler des lampes en l'honneur de naby Zoub (le saint homme Job) qui, d'après une tradition locale, aurait habité à Kennaouat. A quelques mètres du parvis de la vieille église se trouvent les débris d'un petit édifice carré dont il ne reste qu'un beau stylobate antique portant des avant-corps surmontés, aux angles, de pilastres d'ordre corinthien... Enfin, quelques pas plus loin, nous arrivons au bord d'une citerne jadis couverte de dalles en grande partie brisées aujourd'hui et qui, portées par cinq rangées de trois arcades chacune, forment ensemble la voûte d'un magnifique impluvium, et le parvis du beau temple prostyle dont les imposants débris s'offrent à nos regards. » Il arrive qu'un détail d'architecture ou de sculpture nous retienne plus que l'ensemble. Des raisins qui décorent des colonnes me paraissent d'un dessin plus délicat, plus léger, plus spirituel et savoureux à la fois que toutes les ornementations du temple de Palmyre.

Mais c'est du bord de la rivière que se présente le mieux Kennaouat. Du pont, on aperçoit les bouleversements du Ledjah, au loin les neiges de l'Hermon et, de l'autre côté, les ruines dans la verdure. Pour achever la beauté de ce paysage et lui donner le premier plan qui lui manque, voici que les femmes druses descendent chercher de l'eau. C'est un spectacle que je ne me lasserai jamais de contempler. Elles portent l'amphore sur l'épaule et non sur la tête. Leur démarche, pieds nus, est

naturellement pleine de grâce et de majesté. Les tuniques bleues laissent deviner les corps robustes. Les voiles blancs cachent mal le visage. N'étant pas archéologue, je prends du plaisir à les regarder. Celle-ci, plus mince et plus jeune, si bien drapée, ne manque pas d'agrément. Elles ne craignent pas de poser leurs yeux sur ces étrangers. Et leurs yeux noirs jettent des feux sombres dont s'éclairent leurs traits de terre cuite.

Mais l'heure sérieuse est venue, celle pour laquelle, en somme, j'ai entrepris ce long voyage en automobile, en avion, à cheval. L'heure ? Elle ne durera que vingt ou vingt-cinq minutes pénibles et embarrassées. Le pape druse nous attend. Une porte aux cabochons de cuivre ouvre sur un intérieur voûté que soutient une colonnade. Sur des tapis et des coussins les sages sont réunis, la tête surmontée du turban blanc. Au milieu d'eux est assis leur chef suprême, Achmet-Azen dont la barbe presque blonde contraste avec le poil chenu de son concile. L'interprète me présente sans doute comme un personnage important. Il n'a pas de peine à affirmer que je suis Immortel dans mon pays, ce qui ne peut manquer de me valoir la sympathie d'un prêtre. N'est-ce pas l'instant de regretter l'habit brodé, le tricorne et l'épée? Avec le café nous échangeons des politesses sur l'alliance de la France et des Druses. Je célèbre la grande victoire de nos soldats dans la guerre des Nations. Il me semble que le nom du maréchal Joffre n'est pas inconnu et suscite quelques hochements de tête. Tel ou tel turban blanc a opiné.

Cependant, je désirerais, avant de quitter ces lieux où je ne reviendrai sans doute jamais, aborder quelque sujet qui s'accorde avec le sacerdoce exercé par ces sages. Ne suis-je pas ici parmi les initiés d'une religion mal définie, obscure ou mystérieuse? Puisque le mot d'*immortalité* a été prononcé, ne pourrai-je savoir ce que pensent les Druses de la survie? Ma timide question est transmise. Et la réponse me revient, sous la forme lapidaire d'un oracle : *on ne meurt pas*. Mais sous quelle forme revit-on? Personnelle ou impersonnelle, spirituelle ou charnelle? Renaît-on, si l'on a été courageux, dans le corps d'un héros, ou d'un animal noble, tel que le lion ou la gazelle, — ou, si l'on a été lâche et poltron, dans le corps d'un âne ou d'un porc? Je reverrais très bien la jeune fille qui portait sa cruche à l'oued sous les apparences d'une gazelle. Cette fois,

on ne daigne pas expliquer. Le pape, d'un regard, a consulté son concile. On m'a jugé indiscret. Pour réparer mon erreur, je célèbre la beauté de la montagne et, en particulier, de Kennaouat, ville antique et ville sainte. Nous rentrons dans le domaine des banalités dont les réceptions officielles ne sont pas autorisées à sortir.

Si les bouches sont cousues, il me reste les visages. Mais ces visages impassibles d'Orientaux demeurent impénétrables, et plus encore ceux-ci accoutumés à régner sur le monde intérieur. Ces lèvres se sont abstenues de boire, de fumer, de tenir des propos obscènes. Ces narines se sont refusées au parfum des fleurs. Ces yeux sont tournés vers le dedans et se détachent des beautés de la lumière. Ces fronts abritent des pensées profondes. Ou peut-être une parfaite nullité, ou peut-être un immense nihilisme, ou peut-être un fanatisme obtus et féroce. Je me rappelle la prophétie qui promet au sultan des Druses, le grand Masoud, l'empire du monde, la destruction de La Mecque et de Rome, du Croissant et de la Croix. Je me rappelle aussi, à travers l'histoire, la farouche indépendance de ce petit peuple qui, réfugié dans sa montagne, a bravé les armées d'Ibrahim-Pacha, de Napoléon III et de Mandou-Pacha. Du moins a-t-il fui devant la France. Et le drapeau tricolore aujourd'hui flotte sur Soueida. La puissance occulte des Druses ne peut leur venir que de l'exaltation de cette religion inconnue. Il n'y a pas de mépris collectif de la mort, ni de secret si bien gardé de conspiration et de tuerie, sans un breuvage de sorcier. Ici, dans cette salle basse et voûtée, un homme immobile et tranquille, à barbe blonde, qu'on prendrait pour un inoffensif sacristain, détient le pouvoir de déchaîner la guerre ou d'enchaîner la paix.

Nous voici de retour à Soueida dont les ruines romaines, — celles d'un théâtre, celles d'une basilique, — ne sont pas sans beauté, mais n'ont pas la poésie de celles de Kennaouat. Guillaume Rey signale surtout les restes de la basilique « avec un double porche qui a été jadis flanqué de deux tours qui durent avoir une hauteur considérable ». Il lui trouve des ressemblances avec Saint-Paul-hors-les-Murs à Rome et il ajoute : « C'est à coup sûr le plus beau morceau d'architecture du Bas-Empire que nous ayons rencontré dans tout le Haouran. Le

mur nord est intact sur la plus grande partie de sa longueur et porte encore huit fenêtres cintrées. Le vaisseau formait un parallélogramme, que deux rangs de colonnes divisaient en trois nefs, comme le prouvent les bases encore en place; et l'abside en hémicycle est percée de trois fenêtres. » Le temps ou les hommes ont-ils accompli ici leur œuvre de destruction ? je n'ai pas retrouvé l'impression de grandeur et de perfection rapportée par l'archéologue.

Les casernes turques, édifiées par Samy bey après l'écrasement de la révolte des Druses (1910) avaient été en partie démolies par les habitants. Aussi est-ce l'ancienne forteresse qui sert de logement à la garnison française. Soueida a les apparences d'une ville forte, mais à demi démantelée et toute délabrée. Elle est pleine de taches de sang mal lavées. L'émir que nous avons fait, Selim-Atrach-Pacha, a pour résidence un vieux palais romain soutenu par de belles colonnades : il suffirait d'un Samson de second ordre pour en provoquer l'écroulement. Je demande à l'interprète si nous n'irons pas lui rendre visite :

— Ah! non, me déclare-t-il, nous avons rendu hommage au pouvoir spirituel. Mais le pouvoir temporel nous doit l'hommage à son tour. Nous attendrons chez moi Selim-Pacha.

Et nous allons enfin déjeuner, car il est tard, et une attention soutenue donne de l'appétit. Le petit souverain druse vient en effet au poste français. Selim-Pacha a oublié, comme moi, son costume brodé. Il est en veston, avec un tarbouch sur la tête. Il ne fait aucun effet. On croirait qu'il va nous vendre des tapis. Sa suite, dans un grand mouvement d'abayes, de burnous, de keffiehs, a plus d'allure. Ce jeune homme vêtu à l'européenne semble jouer assez pauvrement son rôle de roitelet. J'avais imaginé une sorte de tyranneau à la figure en bec d'aigle, drapé dans les étoffes nationales, violent et rapace, et capable de gouverner à coups de trique tous ces cheiks vaniteux et prêts sans cesse à la rébellion. Ce brave garçon promettra tout ce que nous voudrons, mais tiendra-t-il tête à son monde? Notre conversation est des plus insignifiantes Le secret du pape m'avait attiré : celui de cet empereur de la montagne m'est indifférent. Pourvu qu'il remplisse son office à notre gré, nous serons satisfaits. Sa principauté lui vient de sa naissance. Les Atrach ne sont-ils pas la famille la plus considérable du Djebel?

Les jours sont longs au mois de mai. Cependant il faut nous hâter, si nous voulons que notre avion nous dépose à Rayak, dans la plaine de la Bekha, avant la nuit. De nouveau nous nous élevons dans les airs, plus haut encore que le matin. Le commandant Denain allonge le parcours pour me montrer le lac de Tibériade au loin dans une brume lumineuse. Nous survolons Damas toute rose dans sa verte oasis et dont nous pouvons dénombrer les mosquées. Nous passons au-dessus des neiges de l'Hermon comme le soleil se couche sur le Liban. Dans le soir, l'Orient incendié lance des gerbes de couleurs à la Tiepolo.

Puis l'automobile nous ramène à Beyrouth. La nuit étoilée est froide. Demain je pourrai accompagner le général Gouraud à travers les villages du Liban et rendre visite avec lui au patriarche des Maronites...

VI. — ÉPILOGUE

Trois ans ont passé depuis ce voyage au Djebel Druse. Trois ans pendant lesquels il n'en fut presque jamais question dans les communiqués de Syrie, tant notre accord avec les Druses paraissait loyalement observé. J'avais laissé dormir mes notes : à quoi bon me presser ? Brusquement de mauvaises nouvelles nous parviennent d'Angleterre : après une première surprise, une colonne française aurait été mise en déroute et la garnison de Soueida serait assiégée. Les rapports du général Sarrail les viennent confirmer. Faut-il ajouter le désastre de la colonne Michaud à ceux des troupes égyptiennes d'Ibrahim et de l'armée de Mandou-Pacha ? Qu'on juge de l'orgueil des Druses à qui les prophéties promettent l'empire du monde ! Leur laissera-t-on croire que la France impunément peut être bravée ?

Quelle est l'origine du conflit ? Le jeune émir que j'avais vu à Soueida, Selim-el-Atrach, était mort l'année suivante. De sa belle mort, ou de l'un de ces accidents qui dissimulent en Orient les tragédies de palais ? Après lui, les Druses ne s'entendirent pas sur son successeur. L'interprète Trenga avait été nommé gouverneur par intérim. Ils demandèrent son maintien au lieu d'un gouverneur indigène. Notre administration leur valait des avantages économiques dont ils reconnaissaient la bienfaisance : puits, adductions d'eau, chemins, et qui ne

grevaient pas leur budget. On remit à plus tard l'élection du nouvel émir, et la nouvelle assemblée la recula encore, tant les chefs druses redoutent la suprématie de l'un d'eux. Le général Gouraud et le général Weygand avaient envoyé en France des descendants des Atrach comme boursiers dans un lycée de Lyon et au collège de Cannes.

Le général Gouraud, avec l'aide du lieutenant-colonel Catroux à Damas et de l'interprète Trenga à Soueida, était venu à bout de l'opposition des Druses en unissant la fermeté à la diplomatie. On peut dire que, sous l'administration du général Weygand, son successeur, le Djebel Druse, comme une honnête femme, n'eut pas d'histoire. Le gouverneur Trenga, bien qu'il eût parfaitement réussi dans la montagne, demanda son rappel. Il fut remplacé par le capitaine Carbillet, officier ardent, actif, d'une énergie exceptionnelle et qui se dévoua à sa tâche. Il fit des routes qui permettent de circuler à travers ce pays jusque-là impénétrable aux automobiles. Il créa des écoles aussitôt fréquentées. Il s'occupa de la conservation des ruines romaines. Malgré les dépenses, il tint le budget en équilibre et même réalisa des économies, tant et si bien qu'à la fin de 1924 l'assemblée des villages demandait à le conserver comme gouverneur une année encore. Au départ du général Weygand, les nouvelles reçues du Haouran étaient pleinement rassurantes et la paix y régnait, malgré les persistantes intrigues de la famille divisée des Atrach, dont une partie regrettait le pouvoir et ses profits et complotait dans l'ombre ; mais cette inévitable opposition avait contre elle l'immense majorité du pays, reconnaissante à la France de la protéger contre la rapacité de ces petits despotes. Le Djebel Druse était si calme qu'en 1924 le général Weygand put même faire grâce à Sultan Atrach qui eût été condamné à mort par contumace du temps du général Gouraud.

Gouraud, Weygand ont été rappelés tour à tour de Syrie. Le lieutenant-colonel Catroux n'est plus à Damas; l'interprète Trenga n'est plus à Soueida. Le maréchal Lyautey, félicité un jour de l'œuvre accomplie au Maroc, se contenta de répondre : *Oui, le même homme pendant dix ans...* L'expérience augmente la valeur. Les hommes ne se remplacent pas comme des pions sur un damier. Des discordes entre les familles prépondérantes du Haouran ne suffiraient pas à expliquer cette parfaite entente

des Druses contre l'autorité française, acclamée hier, et devenue subitement l'ennemi commun. Ne faudrait-il pas chercher les causes du mouvement dans les nouvelles venues du Maroc, — on ne peut savoir l'importance de ces transmissions d'un pays à l'autre et d'Afrique en Asie, — et dans les troubles récents de Damas et de Beyrouth que fréquentent les Druses dont les petits chevaux arabes franchissent aisément l'Anti-Liban et le Liban ?

Quand on voyage en Syrie, on se rend mieux compte de l'entreprise des Croisades. Elles ont correspondu à un enthousiasme religieux avide de délivrer les Lieux Saints; mais elles ont été aussi un barrage contre la menace orientale. L'invasion arabe avait dépassé l'Espagne pour pénétrer en France; plus tard, bien plus tard, l'invasion turque devait atteindre Constantinople et battre les murs de Vienne. Le danger asiatique, qui reprend aujourd'hui sous une autre forme, a déjà existé. Or, les Croisés manièrent la truelle en même temps que l'épée. Ils bâtirent ces châteaux formidables qui jalonnaient la ligne de la mer et commandaient les routes intérieures et dont quelques-uns, comme le Markab, pouvaient contenir une garnison de dix mille hommes et des vivres pour plusieurs années. Leur visite aide à comprendre le passé. Nos pères avaient élevé là une digue. La digue est encore formée par le Liban, peuplé de chrétiens, et par les monts Ansariehs où vivent les Alaouites, hostiles aux musulmans, et rapprochés de nous par l'habile administration du général Billotte. Il est à craindre que l'inintelligence politique ne la rompe, au lieu de la porter plus loin, à l'intérieur des terres, jusqu'à l'Euphrate.

Je me souviens qu'en redescendant du couvent du Mont-Carmel sur Caïffa, j'étais accompagné par le prieur des Carmes qui était Anglais. Il me montra au loin, sur la côte sud, les restes du château d'Atlit :

— C'est là, me rappela-t-il, que se sont embarqués les derniers Croisés lorsqu'ils furent chassés d'Orient, non point par les Turcs, mais par leurs propres divisions. Unis, ils auraient gardé leur conquête ; mais chacun la voulait pour soi.

Et comme je me taisais, réfléchissant à cette pernicieuse division de la chrétienté, il précisa du ton le plus tranquille :

— C'est là que s'embarqueront les derniers Anglais.

Et, se tournant gracieusement vers moi :

— Et aussi les derniers Français.

Mais il ajouta ce correctif :

— A moins qu'ils ne s'entendent.

Ce religieux montrait un grand sens politique. L'Europe tout entière est aujourd'hui menacée, — aujourd'hui ou demain, peu importe, — par un triple péril venu d'une source unique : l'Asie. Péril bolchévique, péril jaune, péril islamique. Or, de la vieille Europe sont venus les lents progrès de la civilisation. Par elle se sont maintenus et développés tous les arts, toutes les sciences, toutes les notions d'ordre, de hiérarchie, de bienfaisance sociale, d'humanité. Cette civilisation serait, avec elle, tout entière en péril. Il importe donc de créer une conscience européenne. Les anciennes rivalités doivent abdiquer devant la cause commune. L'Espagne et la France viennent de le comprendre au Maroc où leur accord est en retard de deux ans. En Orient, la France et l'Angleterre se sont trop longtemps combattues, directement ou sournoisement. Ce qui se passe en Syrie a sa répercussion en Égypte, et réciproquement, et de même ce qui se passe au Maroc, et sur tout le continent africain. On ne signale heureusement aucune intrigue anglaise dans les tristes événements du Djebel Druse dus à notre seule impéritie. Il importe à l'avenir de la Syrie, comme à la paix du monde, que le Haouran soit pacifié et que la nation investie du mandat, la France, y soit respectée. Par sa situation géographique entre la région hostile de la Transjordanie et Damas, il forme pont entre le royaume de l'émir Abdallah, refuge de tous les expulsés et conspirateurs de Syrie, et la capitale syrienne, centre de l'opposition musulmane à notre action. Pour remettre en ordre ce pays soulevé, il faut un chef énergique et persévérant, au courant de toutes les rivalités des races et des religions orientales...

HENRY BORDEAUX.

LE BILAN DE LA RUHR

Du 22 au 25 août s'est déroulé un événement, dont l'importance ne semble pas avoir suffisamment éveillé et retenu l'attention publique. Les troupes franco-belges ont achevé d'évacuer les dernières villes de la Ruhr. Ainsi se termine l'acte politique commencé en 1921 par l'occupation de Düsseldorf et qui finit à Londres par les accords d'août 1924 et l'application du plan Dawes. La Revue *a tenu à se renseigner sur place et à étudier, dans son cadre, cet épisode historique, si gros de conséquences.*

Août 1925.

I. — PREMIÈRES IMPRESSIONS

Le train à l'aube longe la Moselle où traînent des vapeurs rêveuses et volatiles. Voici Metz. Quelques heures encore et, changeant de vallée, une fois franchis les plateaux de forêts et de bruyères, nous débouchons parmi les vignes et les cultures dans la cuve de vermeil où trône l'électorale Mayence. Le soir, Bonn, la petite terrasse à dôme de tilleuls d'où le vieux Arndt contemple le fleuve magnifique qui s'écoule entre ses berges basses et ses montagnes reculées. Mais je ne suis pas venu ici pour le paysage. Je viens voir ce qui reste de l'élan qui porta la France, en 1918, à border le Rhin de poitrines bleues. Des espérances grandioses offertes par la victoire qu'ont fait six ans de politique? Où en sommes-nous? Dans huit jours, le dernier poilu aura repassé le pont d'Obercassel : il n'y aura plus un uniforme français au nord de Bonn. Un épisode sera fini, une page tournée dans l'histoire de l'après-guerre, dans cette longue bataille de la paix, plus décevante que la guerre

elle-même. C'est pour cela que me voici en route pour Düsseldorf et pour Duisbourg, et que je remonterai ensuite jusqu'à Coblence, Francfort, Mayence, afin de voir l'état des choses, de faire le bilan de l'opération, et que ces événements si graves ne glissent pas inaperçus, dissimulés frauduleusement entre deux faits-divers, dans la cohue indifférente des nouvelles de troisième page.

Düsseldorf, vu la nuit, n'offre pas une physionomie très frappante. Après le 15 août, la ville est en vacances : l'Allemagne voyage. Les grandes avenues correctes qui rayonnent de la gare à la Kœnigs-Allee sont vides; je remarque pourtant bien des choses qui n'y étaient pas il y a vingt ans. La ville s'est industrialisée : elle n'a plus son air de capitale « province », de séjour aristocratique pour anciens généraux et fonctionnaires à la retraite. Boutiques à larges glaces comme de vastes vitrines, *stands* permanents d'exposition pour les produits de la métallurgie. La petite ville vieillotte et demi-française de Henri Heine, résidence des grands-ducs de Berg, avec son aimable petit Versailles de Murat, est devenue surtout une grande place commerçante, le marché de la Ruhr : c'est une façade, une « montre » de style américain, avec le genre d'esbrouffe à la mode de là-bas, baies carrées, cadres nickelés, quelque chose de direct, de brutal, de hautain, le dernier cri en fait de banque et de comptoir. Le ton a bien changé aussi. Beaucoup de boîtes de nuit, de bars, d'établissements de plaisir, du genre berlinois; beaucoup de promeneuses aussi, élégantes, trop élégantes... Décidément, Düsseldorf est tout à fait une grande ville. La population a quadruplé depuis vingt ans. La ville agréablement endormie que j'ai connue naguère, fière de ses jardins, de ses jolis étangs où naviguaient les cygnes, comme une autre La Haye, est un bibelot du passé. Elle s'américanise : Cologne n'a qu'un gratte-ciel, Düsseldorf en a deux. Au reste, il ne semble pas que notre occupation pèse lourd. Pas l'ombre d'un soldat dans les rues. Les affaires ne souffrent pas. J'aperçois çà et là des étalages de modes qui n'annoncent pas la misère. On me dit que, dans la quinzaine de Noël, la maison Mercédès a vendu, rien que dans la ville, douze voitures de 200 000 francs : allons! il y a encore de bons maris à Düsseldorf. Le carnaval n'avait jamais été plus brillant que cette

année. A l'Hôtel du Parc, on marchait sur une neige de muguet et de lilas blanc, à 1 mark 50 la fleur (plus de 7 francs!). La propriétaire avoue un *boni* de 300 000 francs. On ne dira pas que nous empêchons l'Allemagne de danser.

Le matin, dès la première heure, en route pour Duisbourg. Partout des maisons neuves, des villages ouvriers, des constructions qui sortent de terre un peu de tous côtés, assez coquettes, ma foi! sous leur crépi café au lait et leurs grands chapeaux de tuiles roses : tout cela n'est pas mal pour un pays ruiné. Des maisons neuves, des chevrons surmontés d'un bouquet, n'attendant plus que les couvreurs, je ne vois que cela sur le chemin depuis la frontière. L'Allemagne « répare », elle répare à tour de bras : on dirait qu'elle sort d'un tremblement de terre. Au fait, c'est donc ici, les régions dévastées? On sent la présence d'une Providence à poigne, réaliste et expéditive, capable de vouloir et de produire à bon marché, d'aligner rapidement ces régiments de maisonnettes sorties du même moule à gaufres. Au surplus, elles ne sont point déplaisantes, ces bicoques, avec leur aspect de bien-être et cette aimable habitude rhénane de fleurir les balcons, qui leur prête à toutes un air de fête. On dirait une boîte de jouets de Nuremberg. Non, ces villages rhénans n'inspirent pas la pitié. Oh! nos départements blessés, nos lugubres hameaux de l'Aisne ou de la Somme, ou même ces lotissements de la banlieue de Paris, ces campements de cages à lapins où se réfugient, sans plan, dans le désordre du sauve-qui-peut, tant de pauvres diables expulsés par la crise des loyers!...

La comparaison pourrait se poursuivre à Duisbourg, où j'arrive à l'heure de l'entrée des usines. Tous ces ouvriers allemands paraissent bien différents des nôtres : costumes d'employés, tenue décente de garçons de bureau; rien ne les distingue du premier petit bourgeois venu; tous ont la même allure sérieuse, l'empreinte de la discipline. Nulle trace de ce laisser aller, de ces façons « je-m'en-fichistes » qui composent le « chic » de l'ouvrier parisien et qu'il arbore comme des marques de son indépendance. La première dépense de l'ouvrier allemand, c'est, me dit-on, le logement; le second article est le vêtement; le troisième, les menus plaisirs. La nourriture ne vient qu'ensuite. Cependant, les boutiques ne manquent pas : à tous les coins de rues des victuailles, des « délicatesses »

des charcuteries, des poissonneries. Et dire qu'il y a des missions de quakers qui font des collectes en Amérique pour les petits « meurt-de-faim allemands » ! De qui se moque-t-on ici? Détail qui en dit long : pour les gens qui habitent loin, un tramway électrique à marche rapide circule de Düsseldorf à Duisbourg; on y attelle aux heures des repas un wagon-restaurant qui permet de déjeuner ou de goûter en route. Voilà une commodité qu'attendront longtemps les citoyens français logés aux environs de la Ville-Lumière. Mais je n'ai rien vu : il me reste à faire la visite des ports.

II. — DUISBOURG ET RUHRORT

Ce que sont ces ports de la Ruhr, ces étonnantes cités de Duisbourg et de Ruhrort, j'ai bien peur de ne pas réussir à en donner l'idée. Je n'ai aperçu que les dehors, le spectacle, ce qui frappe le regard : un spécialiste, un homme d'affaires et un économiste, et qui aurait pour tout décrire l'œil d'un Hugo ou d'un Loti, tout cela ne serait pas trop pour faire comprendre ce que j'ai à dire et pour vous expliquer d'une manière suffisante cette gigantesque machine.

Duisbourg, ce n'est pas la bourgade quelconque, la médiocre fourmilière d'ouvriers et de contremaîtres, avec ses villas d'ingénieurs enfouies dans la verdure du côté de la campagne, que nous avions d'abord entrevue de la route. Imaginez le Creusot, un Creusot de deux cent mille hommes, avec ses fonderies, ses usines, ses bataillons de cheminées, un Creusot qui serait assis sur le gisement de Charleroi et n'aurait qu'à puiser à même, enfin un Creusot à cheval sur le plus puissant fleuve d'Europe, large comme la Tamise à Londres ou l'Escaut à Anvers, auquel les chalands de la Moselle apporteraient sans fin le minerai lorrain, ceux de la Ruhr le charbon, le Mein et le Rhin lui-même la potasse et les blés d'Alsace et de Franconie; imaginez toute cette richesse et toute cette industrie ayant à son service le plus souple et le plus maniable des agents de transport, la plus belle des voies navigables, l'immense batellerie de la Hollande et du Rhin, l'un des plus beaux systèmes de rivières du monde, embranché sur la grande artère d'Occident, drainant l'ancien duché de Bourgogne, la Sarre, le Palatinat, la Westphalie, le Hanovre pour les envoyer flotter

jusqu'aux ports de la mer du Nord; figurez-vous cette force avec le Rhin pour véhicule et tout un réseau de routes, de canaux, d'affluents et de chemins de fer pour organes de nutrition et de distribution : voilà Duisbourg.

La vedette nous attend amarrée à l'embarcadère situé vers l'extrémité du canal, au pied du pont tournant. Ce canal est une saignée de quatre à cinq kilomètres, une longue rue liquide qui s'enfonce à perte de vue vers l'est, obstruée de péniches, entre deux files interminables de docks et de magasins d'approvisionnement. C'est le grenier de l'Allemagne, le quartier des silos, quelque chose comme le port au blé de Chicago. Le plan d'eau, entre ses quais de pierre, mesure soixante mètres de largeur et cinq ou six de profondeur. Nous longeons d'abord sur notre gauche le bassin de radoub, les darses où les calfats tamponnent les coques retentissantes : joyeux bruit de marteaux, le seul que j'entendrai de toute la journée, car l'Allemagne, dans son labeur, a supprimé le bruit comme une dépense d'énergie inutile. Cet empire du travail est l'empire du silence. Les trains ne sifflent pas, les steamers n'ont pas de sirènes. Le formidable outil semble fonctionner tout seul, sans qu'on aperçoive presque un mouvement humain, avec une régularité impassible et muette.

Aux chantiers succèdent de ces vastes hangars couleur de suie, de ces carcasses de verre à squelette de métal qui, dans tous les pays du monde, annoncent les usines, et qu'on me dit être, en effet, celles des forges Vulcan. Le goulet se recourbe à notre droite en faucille, afin d'entrer de biais dans le courant du fleuve, dont la barre rugueuse, au bout de la jetée, coupe la nappe du canal comme un trait de rabot. Et en effet, notre vedette, happée par le courant, dérive de quelques mètres en sautant sur les vagues et travaille pour virer de bord et nager en amont : les rives s'écartent, l'horizon s'affaisse, un souffle allègre nous fouette le visage. Nous voici sur le Rhin.

Le fleuve jaune et vert, bordé seulement sur sa rive gauche d'un ruban de plage sablonneuse, est déjà large de cinq cents mètres. C'est le paysage hollandais, la fuite du flot limoneux dans la plaine illimitée, l'immense plaine d'alluvions où brille le tapis vert pâle des pâturages, coupé çà et là d'un bouquet d'arbres ; de ce vaste horizon spongieux au ciel plein de

vapeurs, il semble que tout soit fluide, échange indécis, féminin, de buées et de miroitements, et que l'élément mâle, la seule vigueur du paysage soit le fleuve qui le laboure de sa masse horizontale et dont la vague, par moments, heurte l'avant de notre barque comme ferait la rencontre d'un poitrail de cheval. Ce fleuve est le créateur, le dieu de la contrée. Le banc de houille de la Ruhr, le riche amas carbonifère, le vaste cimetière noir de la forêt primitive se continue sous son lit qu'il traverse en écharpe ; on voit fumer là-bas, sur les prairies de la rive gauche, des usines dont les haleines se mêlent aux volutes des brumes et des nuages : c'est Crefeld ; plus loin encore, hors de la vue, c'est le Xanten du chevalier d'Assas. Ces champs de bataille des vieilles monarchies sont aujourd'hui le théâtre des nouvelles luttes économiques, des guerres du minerai et du charbon. Toute l'histoire du pays, sa forme, son sol et son sous-sol, sa vie obscure et souterraine et son activité visible s'expliquent par le Rhin.

La vedette, forçant le moteur, remonte maintenant le courant. Le spectacle est saisissant. A gauche, bientôt sur les deux rives, de chaque côté de l'énorme flot blond, c'est une muraille continue, un quai de grès supportant une ville de tours et de fumées : un double boulevard de forges, d'aciéries, de mystérieuses manufactures alignant côte à côte leurs ateliers, leurs fourneaux, leurs cheminées, leurs étranges agrès, leurs trapèzes, leurs bras de fer et les cols brusquement coudés de leurs antennes et de leurs grues : tout cela se presse, les *Konzern* succédant aux *Konzern*, les fonderies et les fours à coke aux distilleries et aux usines de produits chimiques, et toutes ces fournaises se juxtaposent, se serrent coude à coude, s'étirent en couloir pour se partager le terrain, s'ouvrir une fenêtre sur la précieuse façade et la vaste avenue flottante, comme un troupeau allonge le cou pour boire au même fleuve.

Mon guide me cite des noms de *trusts* et de *Gesellschaften* comme le gondolier qui vous mène sur le Grand Canal vous désigne les palais, les familles et les blasons ou comme, à cinquante lieues d'ici, de Coblence à Bingen, le cicerone vous signale, sur chaque île et sur chaque rocher, les ruines des vieux burgs du Pfalz, de Rheinfels et de Furstenberg. Sans doute, peu de voyageurs ont la curiosité de pousser jusqu'ici : ce Rhin utilitaire attire peu la foule. Et cependant la vieille panoplie

moyen âge, les sombres châteaux-épouvantails sur leurs collines démantelées le rendaient moins redoutable que sa moderne armure : ces deux grandes parois fuligineuses, dont on ne sait ce qui se perpètre sous leurs masques baissés, semblent aussi menaçantes que la haie de guerriers de bronze qui gardent le tombeau d'Innsbrück ou que les chevaliers-fantômes d'*Eviradnus*. En tout cas, le décor est impressionnant : ce noir étau, ce Niebelheim, ces traînées de fusain qui charbonnent les nuages, ce couloir cuirassé d'usines et d'industries, la force impétueuse et brillante qui passe et, par-dessus tout cela, suspendu à son arche béante comme à l'imposte d'un arc-en-ciel appuyé aux deux rives, flanqué de ses quatre tours militaires, le pont du chemin de fer de Neuss à Duisbourg, sous lequel le fleuve resplendissant s'engouffre comme par une porte de fer.

Le courant, contrarié par une pile, roule et tord en travers du Rhin une corde de laiton, un câble irrité, écumeux sur lequel les bateaux bondissent. On reconstruit un nouveau pont à quelques mètres de l'ancien ; une pile d'attente sort de l'eau comme un vague donjon ; sa plate-forme est double de la largeur des anciennes. Aux deux extrémités du pont se trouve une travée mobile permettant de couper la voie ; les tourelles de flanquement cachent des casemates pouvant tenir garnison, repousser un assaut. Là eut lieu, il y a deux ans, l'attentat de Duisbourg : une bombe éclata dans un train de permissionnaires. Incidents de la petite guerre de la Ruhr. Aujourd'hui on voit à la fois ramper sur le viaduc les trains de la taille d'un jouet qui traversent le fleuve transversalement, et, par-dessous, le continuel passage des trains de bateaux qui remontent ou descendent le Rhin, attachés à leur remorqueur chacun par un long fil.

Sur notre droite s'ouvre un petit chenal d'eaux mortes, un port paisible, retiré entre ses hauts quais de grès vieux rose : nous sommes chez Krupp. Ce n'est ici, bien entendu, qu'une partie de l'immense affaire : le vrai centre est à Essen, dans ces ateliers monstres, de mondiale renommée, d'où il sort à la fois tous les articles les plus divers de la sidérurgie, des tracteurs, des locomotives et des machines à écrire. Les usines du Rhin ne fabriquent que les aciers bruts ou demi-fins, qui n'exigent que les qualités inférieures et les manipulations les plus simples

du métal : les plaques de blindage par exemple, ou les rails de chemins de fer.

Ce que j'aperçois du canal est cependant fort imposant : c'est d'abord, pour fond de la scène, un grand bloc de briques, de vingt à vingt-cinq mètres de haut, percé de cinq ou six étages de fenêtres, et auprès duquel les habitations ou les bureaux d'ingénieurs, placés au premier plan, font l'effet d'une masure à côté d'une nef de cathédrale. Cette caserne sert de chemise à une batterie de cinq fours Martin, dont les gueules apparaissent à la crête de distance en distance ; cinq autres, espacés au dehors, complètent le chapelet. (Songez qu'il n'y avait en France, avant la guerre, que quatre-vingt-treize hauts-fourneaux : en voilà dix et cette usine ne représente pas la moitié de la puissance de Krupp.) Aucun bruit, nul mouvement visible dans ce grand chantier en apparence inanimé. Les trois ou quatre figures humaines qu'on aperçoit, hautes comme des pygmées, une fillette jouant à la poupée, une femme étendant du linge sur la cambuse d'un chaland, deux ou trois hommes qui fument adossés à des madriers, paraissent entièrement oisives. Nul rapport entre leurs gestes et ce qui s'exécute. Par moments, la base d'un des fours s'enveloppe d'un nuage épais de fumées rousses, pareilles à un gros chou-fleur de teintes sulfureuses : c'est une valve d'échappement qui s'ouvre et qui exhale les oxydes de la masse en fusion. Ces vapeurs sont utilisées l'hiver pour le chauffage, et conduites dans de grands siphons pour les décrasser de leurs poussières. L'énorme bâtiment central est relié au port par un système de ponts roulants, de treuils, de chevalets, de parallélogrammes, de gigantesques membres articulés d'insecte, qui reproduisent le jeu des fonctions naturelles à l'échelle d'une montagne et avec la sécheresse de la géométrie : on dirait d'un de ces rêves cubistes, où les formes de la nature sont traduites en figures de losanges et de polyèdres. On voit descendre par intervalles de l'extrémité d'un des ponts, au bout d'une poulie, une étrange capsule, le terrible poing d'une « benne prenante » : la main de fer plonge grande ouverte dans le tas de charbon d'un chaland, se referme et remonte rapidement déverser sa poignée de houille dans un wagonnet en charge à trente mètres plus haut sur le rail de la passerelle ; toute la manœuvre est commandée d'une cabine électrique

juchée au sommet de l'échafaudage. Le wagon rempli glisse comme une « bête à bon Dieu » sur une branche horizontale et achevant sa course s'élève par une crémaillère jusqu'à la gueule du cratère, d'où, sa charge engloutie, il retourne de lui-même en attendre une nouvelle. On croit voir un gros Cyclope, un de ces fabuleux monstres à plusieurs bras, jetant incessamment l'une ou l'autre de ses tentacules, allongeant ses ventouses et les portant à sa bouche. Et toujours cet étrange, impressionnant silence, ces chalands accostés qui apportent la nourriture au volcan, la fillette qui joue, et ce paysage cubiste, et ce travail imperturbable, ces mouvements rigides qui ont l'air d'une caricature sinistre de la vie, et cette mathématique de fer et cette organisation d'implacable, impersonnelle horloge.

Il me semble que nous naviguons depuis des siècles sur une planète à part, dans un monde à la Wells, un monde d'eaux, de charbon et d'acier, aménagé par quelque mécano génial et délirant. Jamais je n'ai vu tant de cheminées, de hauts-fourneaux, d'usines, d'outils perfectionnés et incompréhensibles; j'ai la tête rompue de visions anguleuses, de déclics, d'intersections brusques, de plans qui s'enchevêtrent. Peut-être existe-t-il ailleurs sous le ciel quelque chose d'analogue, en Silésie ou à Pittsburg : mais nulle part il n'y a le Rhin, et c'est ce mariage de l'artifice le plus complexe et de la plus fougueuse des forces naturelles, c'est la combinaison du fleuve et de la science qui fait l'incomparable puissance et presque la beauté spéciale de Duisbourg.

A présent nous redescendons le courant à une vitesse accélérée, entre sa double haie d'usines et ses interminables facades de bitume et de fumées ; nous côtoyons ces trains de bateaux qui font sans cesse le voyage de Bâle à Rotterdam, et dont le sillage frôle de flanc la coque de notre vedette comme le dos musculeux d'un saumon. C'est une nation flottante, une marine fluviale de plus de dix mille hommes qui forme depuis des siècles les pilotes et les équipages de cette Hanse rhénane. Où sont nos bateliers du Rhône et de la Loire? Chez nous, le chemin de fer a tué les « chemins qui marchent ». Il les double ici sans leur nuire.

Bientôt nous avons dépassé la dernière usine de Duisbourg. Le paysage s'évase, le fleuve recommence à courir entre ses berges basses, parmi les prairies de la Gueldre que couronnent

les arbres vaporeux de van Goyen. A main droite, cette embouchure de rivière insignifiante, plus mesquine que l'Orne ou la Sarthe et que rien ne signale dans la platitude de ses bords, c'est la Ruhr. Quelques mètres plus loin, on entre dans un chenal encombré de chalands, et qui bientôt se subdivise comme la fourche d'un Y : nous sommes dans le port de Ruhrort.

Ce port sans gloire, sans le moindre pittoresque extérieur, et qui n'occupe même pas une situation en vue au bord du fleuve, comme les autres villes du Rhin, n'en est pas moins à l'heure qu'il est le premier port du monde ; il bat de bien loin New-York, Londres, Hambourg, Hong-Kong par le tonnage et le cube des marchandises remuées, par le nombre de ses bassins et le développement de ses quais (42 kilomètres à Ruhrort pour 14 à Marseille). Placé au débouché de la vallée de la Ruhr, tous les charbons, les anthracites, les cokes, les lignites, les produits de distillation de la houille et du goudron, les produits manufacturés d'Essen, de Bochum, de Rellinghausen, de Dortmund qui descendent vers la Hollande et l'Allemagne du Nord, s'embarquent pour l'Angleterre et les États-Unis, passent nécessairement par Ruhrort. C'est une immense gare de triage, un nœud extraordinaire de voies fluviales et de voies ferrées : du talus où je suis monté, j'embrasse au delà du canal un champ infini de voies de garage, des centaines et des centaines d'épis parallèles s'étendant sur plus d'un kilomètre d'espace et entièrement couverts de ces petits wagons rouge brique qui sont l'uniforme des trains de marchandises allemands. Et si je me retourne, en voilà autant par derrière, et un second canal, et ainsi de suite, sans un arbre, sans une maison, excepté les pots de fleurs et les petites cabines blanches à fenêtres noires, les petites maisons flottantes posées à la poupe des chalands.

Tout cela regorge du charbon de la Ruhr, que ces chalands viennent chercher pour le transporter ailleurs. Tiens ! Voilà un de ces wagons qui se met en mouvement, poussé par un geste invisible ; il vient se placer de lui-même sur une plaque tournante, qui sert à le peser au passage ; la plaque décrit un quart de cercle, sa lame postérieure soulève le wagon par l'arrière de vingt centimètres et l'envoie rouler doucement sur le pont-levis d'un *kipper :* là, il est saisi par des crocs, l'avant du *kipper* se cabre verticalement sur ses reins à rouages de fer

et bascule le wagon dans une hotte à « trémie », laquelle se déverse à son tour dans le chaland, tandis que le wagon délesté retourne tout seul au pesage, qui le dirige ensuite sur une voie de garage, et que l'opération recommence pour le wagon suivant. Tout cela obtenu avec le minimum de main-d'œuvre, par un ingénieux système de plans inclinés, l'économie des forces, l'emploi de l'inertie : c'est le triomphe de l'automatisme. Le tout sans un mot, sans un cri, sans un seul personnage visible, comme s'il s'agissait d'un paysage truqué, d'une féerie de Vaucanson. Et cela rappelle étrangement cette impression de vide qui, aux premiers temps de la guerre, était la continuelle surprise du champ de bataille.

On me conduit, pour finir, à une écluse de 200 mètres, où j'ai vu, en quelques minutes, cinq chalands et leur remorqueur descendre, entre les vannes, un palier de sept à huit mètres ; et cette écluse ne suffit pas, puisqu'on est en train de la doubler, à une demi-lieue d'ici, par une autre, de 400 mètres celle-là : écluse géante, écluse digne du canal de Panama, dont j'ai vu les parois colossales, d'une hauteur de 40 mètres, pareilles à une auge de béton, à quelque énorme coque de galère fossile ou à quelque bassin de pierre des Pharaons, engraver dans leur tranchée de sable leur monstrueuse masse de monolithe de Piranèse.

III. — HISTOIRE D'UN ABANDON

Il était clair, pour qui a vu ces trois villes : Ruhrort, entrepôt général des charbons de la Ruhr, Duisbourg, centre industriel, et Düsseldorf, marché des affaires de la région, que nous avions là entre les mains un gage de premier ordre, dont l'opinion française n'a jamais saisi toute l'importance, qu'on n'a pas assez pris la peine de lui montrer. Ce triangle de six lieues de côté offrait une position tactique sans pareille. Là, nous tenions l'Allemagne à la gorge ; il suffisait d'ouvrir ou de fermer la main, de placer quelques douaniers pour surveiller le goulot ou tout embouteiller ; nous étions maîtres de serrer l'écrou, de régler la circulation, d'opérer au moment voulu la pression opportune sur l'économie allemande, pour obtenir, le cas échéant, l'exécution des traités. Nous avions ici, par surcroît, l'avantage considérable que nous y étions d'accord

avec les Alliés. C'est à ce moyen d'action que le dernier ministère a renoncé gratuitement, sans aucune espèce de compensation, avec une légèreté incroyable, en août 1924, en vertu des accords de Londres.

Quelques dates ne seront pas inutiles pour fixer les idées et pour mettre un peu d'ordre dans l'inextricable imbroglio de ce qu'on appelle si improprement l'histoire de la Paix.

Les clauses du traité de Versailles, du 28 juin 1919, n'ayant pas, au bout de deux ans, été exécutées, notamment en ce qui concerne le paiement des réparations, les chefs des cabinets alliés, MM. Lloyd George, Briand et Carton de Wiart résolurent d'un commun accord de prendre contre l'Allemagne les sanctions prévues par le traité; et ils arrêtèrent ensemble de faire occuper par leurs troupes les trois villes de Düsseldorf, de Duisbourg et de Ruhrort. L'ordre, communiqué aux armées le 7 mars 1921 par le maréchal Foch, fut exécuté dans la nuit sans aucune difficulté.

Cet acte préliminaire nous donnait un très puissant moyen de contrainte sur l'Allemagne; il ne tenait qu'à nous de garrotter, s'il nous plaisait, et de paralyser toute l'exportation des charbons allemands; nous pouvions la frapper d'un droit au profit de la caisse des réparations. Ce système pouvait nous dispenser d'aller plus loin : en réalité, nous tenions sous la main tout le mouvement commercial et le marché de la Ruhr. Essen était sous nos canons. L'Allemagne était au pied du mur : elle avait le pistolet sur la gorge. Il est vrai que le ressort ne joua jamais. Tout un puissant parti d'affaires, la grave opinion des banques, les infaillibles politiques de la Cité de Londres, les oracles de Wall Street, pleins de charité évangélique, étaient du sentiment qu'il fallait ménager l'Allemagne et intervinrent toujours pour empêcher de rien faire et tout neutraliser. Tout se réduisit donc à l'occupation militaire de trois villes, et l'Allemagne, rassurée, continua de se dérober.

C'est alors que, deux ans plus tard, devant l'évidence flagrante et cent fois constatée de la carence allemande, devant la vanité des arrangements et des accords, devant l'inutilité de concessions réitérées, M. Raymond Poincaré, président du Conseil, après entente avec le ministère belge, résolut d'en finir avec les conférences et les atermoiements, qui se terminaient invariablement par quelque réduction nouvelle de la créance

française, et fit connaître son intention de se payer lui-même. Déjà son prédécesseur, M. Aristide Briand, avait menacé à la tribune de « prendre l'Allemagne au collet »; il avait même mobilisé une classe, en avril 1922, pour la jeter dans la Ruhr. L'ordre de marche ne fut pas donné, et cette faiblesse fut vivement ressentie. Les nerfs, de déception en déception, étaient à fleur de peau. L'irritation publique porte au pouvoir M. Poincaré. Le 11 janvier 1923, l'armée française et l'armée belge, sous les ordres du général Degoutte, investissent la Ruhr.

Peut-être sera-t-il permis de jeter aujourd'hui un regard de sang-froid sur cette expédition fameuse et si furieusement critiquée par la rage allemande et les passions des partis. Elle a eu finalement de très grands résultats, qui pouvaient être plus grands encore. Les difficultés de toute sorte surgirent dès le début. On se heurtait d'emblée à des obstacles, que les Anglais avaient mesurés mieux que nous, et où ils n'étaient pas fâchés de nous voir empêchés. Le moindre n'était pas cette opposition britannique à ce qu'on appelait le « coup de tête » de M. Poincaré; pour la première fois, au moins publiquement, le « front » de l'Entente était brisé. L'Allemagne se servit habilement de cette brèche. En attendant, l'Angleterre se lavait les mains de l'opération ; elle se bornait à l'ignorer, quitte à réclamer hautement sa part des bénéfices, quand elle vit que l'affaire « payait ». *Business is business.*

L'autre obstacle tenait à la nature des choses. M. Poincaré, esprit prodigieusement lucide, merveilleux cerveau juridique, a toujours soutenu qu'il s'en tenait à la lettre des traités et que l'opération de la Ruhr était une « saisie », une opération purement judiciaire, telle qu'il s'en pratique tous les jours au Palais pour contraindre un débiteur récalcitrant. Cette position était inattaquable : il est certain que le traité autorise expressément les Gouvernements alliés à prendre contre l'Allemagne, en cas de manquement, des mesures qu'elle s'engage « à ne pas considérer comme des actes d'hostilité ». Mais cette thèse de droit strict était bien difficile à faire entrer dans une tête anglaise, qui ne se pique pas de logique et pour qui il n'y a guère que des questions d'intérêt ; elle l'était beaucoup plus encore à faire admettre à des Allemands, pour qui le droit n'a jamais compté, et pour qui tout se réduit à une question de force. On fut ainsi amené à une situation nouvelle. Nous

avions compté que les Allemands laisseraient faire, et qu'il suffirait de leur envoyer l'huissier escorté, pour la forme, de quelques baïonnettes ; au lieu de cette exécution strictement juridique, c'est une véritable bataille que nous eûmes à soutenir.

Il est difficile de faire comprendre ce que fut cette lutte singulière. L'entreprise, telle qu'elle était conçue à l'origine, consistait à contrôler la Ruhr sans y toucher; quelques spécialistes, placés dans les services à côté des fonctionnaires allemands, se borneraient à prélever sur les recettes des mines, des chemins de fer et des forêts, propriétés de l'État, les sommes dues par celui-ci, et obstinément refusées, au compte des réparations. L'expédition comprenait 45 ingénieurs appuyés, pour porte-respect, par 50 000 hommes. Notre calcul supposait que la Ruhr travaillerait pour nous. Dès le début, on dut en rabattre. Tous les chefs d'exploitation avaient disparu ; disparus, les plans, les archives, les pièces indispensables à la marche de l'outillage. L'Allemagne nous faisait le « coup » de Rostopchine ; sans doute, elle n'allait pas jusqu'à brûler Essen : elle se contentait d'organiser le vide. Huit jours après, elle ordonnait la résistance « passive » : c'était le chômage absolu, l'abandon de tous les chantiers, la désertion en masse des ateliers et des usines, l'évanouissement de tous les cheminots, du moindre garde-barrière, la grève totale, définitive, la consigne des bras croisés, la paralysie générale, l'arrêt subit, sous toutes les formes, de toute activité. Le travail, payé par l'État, consistait à ne pas travailler : la grève était soldée comme un service national, toute infraction punie comme une trahison. On se trouvait, encore une fois, comme Napoléon à Moscou, devant l'absence, le rien, l'abstention, l'inertie. La situation était critique. Elle menaçait de devenir grave.

Il faut se figurer ce guêpier de la Ruhr, ce labyrinthe plus que crétois, plus compliqué et plus retors que celui de Minos, ce dédale d'industries, de mines, de canaux, d'usines, de voies ferrées, le centre ouvrier le plus dense et le plus peuplé d'Europe, le fief des Haniel, des Krupp et des Thyssen, l'outil le plus perfectionné du monde, mais dont nous n'avions pas le secret, et qui menaçait de retourner au chaos, faute de trouver la clef. Nous risquions premièrement d'y rester verrouillés et d'y périr de faim comme dans une souricière : rien ne marchait, tous les

transports, sur toute l'étendue des territoires occupés, étaient inertes, les centres nerveux engourdis, le personnel licencié, la batellerie et les canaux bloqués comme par les glaces. L'Allemagne et nos alliés anglais nous regardaient d'un air goguenard aux prises avec ces immenses difficultés. Il fallait à tout prix remettre la machine en marche. Cela paraissait impossible, et pourtant cela se fit. La première chose à faire fut de rétablir les transports et de recouvrer partiellement la liberté de nos mouvements. Le trajet de Mayence à Düsseldorf durait quarante-huit heures. Je laisse à juger de l'embarras de nos cheminots sur ces voies inconnues, dans un pays où tout leur était de l'allemand et où ils prenaient le mot *Ausgang* pour un nom de station. Il fallait arrêter le train à tous les aiguillages et manier l'aiguille à la main, toutes les commandes, comme tous les postes à signaux, étant hors de service. Cependant, en dépit de l'hostilité, des bâtons dans les roues, des attentats, des sabotages, la circulation se rétablit en peu de temps par un miracle d'énergie et de « débrouillage » à la française.

Ce fut un beau triomphe d'improvisation. Toute l'armée mit la main à la pâte, depuis les états-majors jusqu'au dernier poilu, à côté des ingénieurs civils ; l'Allemand s'ébahissait de voir ces soldats agiles, bons à tout, hardis, ingénieux à l'ouvrage, merveilleux de ressources, qui manœuvraient des trains, des écluses, des bateaux, déblayaient le carreau des mines, exploitaient des forêts, faisaient aller toute la boutique comme s'ils n'avaient fait autre chose de leur vie. Et n'oublions pas cheminots et mineurs qui ont eu leur belle part du tour de force. Au bout de quelques mois, nous avions surmonté la crise. A la stupéfaction des Allemands, qui n'y avaient jamais cru, nous nous étions tirés de ce pas difficile. Le service était partout redevenu normal.

Bref, l'affaire, assez mal engagée en janvier, se dessinait à l'automne en victoire complète ; l'entreprise avait réussi et contre toute attente, contre les prévisions des sages et les pronostics pessimistes, elle se trouvait d'un bon rapport. Le bénéfice total donnait une moyenne de 157 millions par mois, qui promettait par an un produit net de deux milliards. Nous avions la satisfaction de voir se rallier l'Angleterre, et la joie maligne de l'entendre demander à partager. Pour l'Allemagne,

la résistance tournait au désastre. Elle ne pouvait se prolonger sans conduire à une catastrophe. La victoire, de ce côté, avait des conséquences beaucoup plus étendues que celles qu'on avait cherchées. L'État se désagrégeait. Au mois de septembre, l'Allemagne capitulait.

M. Poincaré sortait donc à sa gloire de cette redoutable campagne. Il était vainqueur sur toute la ligne. C'est alors qu'avec une réserve, une mesure, un respect de la Loi qui défend à chacun d'être juge en sa propre cause, et qui rendent dérisoires les reproches qu'on a prodigués à son « impérialisme », il déclara s'en rapporter désormais à l'arbitrage ; tout son objet n'avait été que de contraindre l'Allemagne à reconnaître sa dette ; pour le reste, il était prêt à s'en remettre aux Experts. Car, sur ces entrefaites, un général américain, banquier comme la plupart des généraux de ce pays, M. Dawes, voyant le tour que prenaient les choses, avait imaginé un plan de conciliation, par où il se faisait fort de contenter tout le monde : il manquait au traité de Versailles un instrument pratique, un moyen de « commercialiser » la dette de l'Allemagne. C'est cet instrument qu'apportait le général Dawes, et qu'il se flattait de faire accepter à Berlin.

Une des conditions du plan Dawes était la restauration de « l'unité politique et économique du Reich », et cette clause impliquait l'évacuation de la Ruhr. L'Allemagne, pour s'acquitter, ne devait-elle pas disposer de toutes ses ressources ? M. Poincaré avait répété lui-même à maintes reprises qu'il sortirait de la Ruhr aussitôt que l'Allemagne s'engagerait à payer. Il a toujours répudié les desseins de machiavélisme que lui prêtait la calomnie. Rien n'est plus éloigné de son caractère rigoriste, scrupuleux et légal.

Quand M. Herriot prit le pouvoir, après le 11 mai 1924, par une des plus étonnantes surprises qui soient jamais sorties des urnes électorales, il y arrivait dans un état voisin de l'illuminisme. La victoire du Cartel prenait dans son esprit les proportions d'une hégire, d'un âge qui commençait dans l'histoire du monde. Comme elle coïncidait avec celle du *Labour Party* en Angleterre, nos gens de Gauche croyaient de bonne foi que c'était pour le coup qu'on régénérait l'univers. On allait voir de vraies démocraties à l'œuvre : jusqu'alors, on n'avait guère eu que le nom de République. A présent, tout allait changer.

Et il est certain que l'atmosphère en Europe était passablement aigrie; les choses menaçaient de tourner à l'orage. Et tout le mal, comme par hasard, retombait sur la France; c'est elle qu'on accusait toujours, c'était son inquiétude, son appétit de conquêtes, son orgueil, son esprit de domination. C'est tout juste si on ne lui reprochait pas la guerre. L'origine de ces bruits perfides, comme de la campagne haineuse menée contre le nom de M. Poincaré, n'est que trop facile à démêler. C'était un grand service à rendre que de calmer les esprits, de dissiper les soupçons, de mettre, comme disait M. Herriot, « la France à l'aise dans le monde ». Il eut seulement le tort de s'y prendre assez mal. Il devait moins se hâter d'annoncer qu'il rompait avec la politique de son prédécesseur, ne pas faire de la paix le programme d'un parti (comme s'il y avait en France un parti de la guerre!), ne pas faire croire enfin qu'il n'avait qu'à paraître pour montrer le « vrai visage du pays ». M. Herriot n'est pas modeste, il ne doutait de rien. Il était heureux, il avait soif de succès et de sourires. Il était ivre de bienveillance. Il comptait sur son charme personnel, sur sa bonne foi évidente pour désarmer les préventions, sur sa cordialité et sur sa bonhomie pour mettre du liant dans les conversations. Il allait remplacer la froideur et l'échange protocolaire des notes de chancellerie par ces entretiens d'homme à homme et ces effusions, après lesquelles on ne pourrait plus douter de son bon cœur. Il était naïvement persuadé qu'aucune glace ne tiendrait devant tant de chaleur expansive, et que les questions les plus ardues lui feraient le plaisir de s'aplanir pour ses beaux yeux. Jamais les intérêts de la France n'étaient tombées entre des mains plus redoutables.

Les accords de Londres, qui suivirent la mémorable entrevue de Chequers, eurent, dans la longue série des conférences engendrées par la paix de Versailles, une importance particulière. C'est la première fois que les représentants du gouvernement allemand furent admis à discuter sur le pied d'égalité avec les cabinets alliés, et à consentir librement à des conditions, au lieu de se soumettre à des ordres. Cette procédure était nouvelle; on cessait de traiter l'Allemagne en coupable; c'était le premier pas vers l'oubli, et l'oubli précédait la réparation. Les chefs des cabinets démocratiques de l'Entente crurent cette politique habile; ils crurent, par ces égards,

affermir le régime républicain en Allemagne et y préparer le désarmement moral. C'était un baume jeté sur cet orgueil ulcéré, un signe de détente : l'Allemagne sut en profiter.

Il s'agissait pour elle de faire connaître si elle acceptait le plan Dawes. Ce plan lui offrait de tels avantages immédiats, qu'on ne pouvait douter de la réponse. Dans la situation très fragile où se trouvaient ses finances, un moratoire de cinq années et un crédit de 800 millions pour la première étaient une chance inespérée. Nous pouvions, sans risque aucun, mettre certaines conditions à l'évacuation de la Ruhr et en régler le détail, comme M. Poincaré n'eût pas manqué de le faire, avec précaution. C'était le jeu : la Ruhr rapportait, et un bon tiens vaut mieux que deux tu l'auras. Mais M. Herriot était si pressé de s'en débarrasser, de prouver sa bonne volonté (c'est bien de la sienne qu'il s'agissait!), il brûlait d'un tel zèle de paix qu'il eût donné la Ruhr pour supplier l'Allemagne de souscrire au plan Dawes.

M. Stresemann n'hésita plus à poursuivre ses avantages. Il attaqua. Au dernier moment, saisissant son partenaire entre deux portes, il lui demanda : « Et Duisbourg? » Duisbourg formait un chapitre séparé. Il n'en avait jamais été question dans le plan Dawes. C'était une affaire distincte, remontant à une autre époque : nous n'avions même pas le droit d'en disposer seuls, puisque nous y étions avec les Anglais et les Belges. M. Herriot ne pensa pas à toutes ces circonstances, que probablement il ignorait ; savait-il même très bien ce que c'est que Duisbourg? Il ne vit qu'une occasion de céder, de montrer sa magnanimité et de faire des heureux. Il répondit : « Naturellement. »

Depuis que l'on a eu la fâcheuse idée de faire traiter les affaires de la paix par les chefs des gouvernements, au lieu d'en laisser le soin à un personnel éprouvé ; depuis qu'on a admis le principe que les intérêts des nations seraient mieux gérés par des politiciens élus que par des spécialistes expérimentés, et que tout le monde était capable de rédiger un traité, à l'exception des diplomates, on doit être accoutumé à ce genre de surprises. Plus de diplomatie secrète! Les négociations au grand jour! Cette phraséologie à la mode a eu l'effet ordinaire des chimères démocratiques. Nous avons remplacé le travail des gens de métier par une publicité bruyante, des mœurs de

cinéma. Mais le fait est qu'on n'a jamais été moins bien instruit du fond des choses. Nous sommes mieux informés du traité de Westphalie que de la manière dont s'est fait le traité de Versailles. Il n'existe même pas un procès-verbal des discussions. Jamais plus de tapage n'a caché plus de mystère. Telles sont les nouvelles méthodes. M. Herriot, à Londres, ne faisait que s'y conformer. Mais il faut avouer qu'il les exagérait. On n'avait jamais vu traiter les affaires avec plus d'inconscience, engager les Alliés sans même les consulter, décider une question sans qu'elle se posât : c'était pousser bien loin l'horreur des discussions. On ne peut pas perdre une partie avec plus de facilité. Pas même un mot d'écrit, nulle trace de l'affaire dans les archives, si bien que, le moment venu, le quai d'Orsay dut s'adresser à M. Stresemann, qui avait pris ses notes, pour savoir ce qu'on lui avait promis.

Soyons justes : M. Herriot avait la foi. Il ruisselait de bonnes intentions. Les sacrifices ne lui coûtaient rien pour démontrer au monde son amour de la paix. Il n'avait qu'une idée : liquider le passé, enterrer les discordes, les violences, éteindre les vieux ferments de haine. Il déclarait la paix au monde. Il inaugurait une ère nouvelle. Ce n'était plus de la politique, c'était de l'apostolat.

Sa grande pensée était de réconcilier les peuples, de faire confiance à l'Allemagne, d'encourager chez elle les masses populaires par des gestes simples, compris de tous, des « gestes symboliques » qui montreraient qu'il y avait quelque chose de changé, que c'était le début d'une aurore fraternelle. Finis, le régime des punitions, les représailles, cette vieille pratique des châtiments si indigne des peuples libres. Toute l'éducation du professeur républicain, l'idée d'une morale « sans obligation ni sanction », chère aux pontifes de l'école laïque, lui revenait à l'esprit. Plus d'enfer ! Plus de pénitence ! Plus de férule ni de bonnet d'âne ! On allait tenter l'expérience de l'amour, convertir les méchants à force de grandeur d'âme : c'était sublime et c'était fou. M. Herriot rendait la Ruhr, il rendait Düsseldorf, il eût rendu la lune pendant qu'il y était : il pensait attendrir l'Allemagne et l'enchaîner par ses bienfaits ; il ne s'apercevait pas qu'il manquait son effet ; il avait affaire par malheur à de mauvais élèves, qui ont toujours pris une gentillesse pour une marque d'infériorité et une conces-

sion pour un aveu de faiblesse. On prenait ses cadeaux et on ne lui en savait aucun gré. Ce démocrate sentimental ne faisait que rééditer le mot tant reproché à un Bourbon : « Un roi de France n'est pas un marchand. » Il faisait le généreux pour qu'on dît : « La reine est si bonne ! » Et il revint de Londres aux applaudissements de sa majorité, ayant abandonné la Ruhr et donné le reste par-dessus le marché, en se félicitant d'avoir assuré la paix, sans même se douter qu'il avait été joué.

IV. — LES ÉTAPES D'UNE MYSTIFICATION

Pour comprendre ce qui va suivre, il faut se reporter à quelques mois en arrière, à cet automne de 1923, qui marque la fin de la « résistance passive », l'aveu de la défaite allemande et l'origine du plan imaginé par M. Dawes. C'est le tournant de l'histoire et le nœud de toute l'affaire.

L'Allemagne, dans sa lutte de la Ruhr, dans cette résistance frénétique qu'elle oppose depuis six ans à la politique d'exécution, succombait à une crise financière suraiguë, à une de ces maladies galopantes qu'on ne gouverne plus et qui peuvent d'un moment à l'autre se résoudre par un cataclysme. On a dit que l'argent est le nerf de la guerre; jamais ce mot ne s'appliqua mieux que dans cette bataille, où la presse à papier remplaçait l'artillerie, et les billets les bataillons. Du jour où le Reich décida de financer la grève et de faire du mark son arme de combat, on put prévoir le moment où cette arme lui sauterait des mains. Au début de l'affaire, le mark était déjà malade; on le renfloua momentanément par des injections énergiques, comme on remet sur pied un cheval de picador pour fournir une dernière foulée sur une piste de *corrida*. Dès le mois d'avril, le cours était retombé à plat. Ce n'était que le début de la dégringolade. Dès lors, les rotatives lancées à toute vitesse, multipliant les millions à l'allure des feuilles des grands journaux, ne s'arrêtent plus. Ce fut une fantasmagorie, un « vertige de chiffres, de milliards, de trillions et de zéros ». Le 30 juin, le franc valait environ 10 000 marks; il en valait plus de 50 000 le 31 juillet, 500 000 le 31 août, 10 millions le 29 septembre. Six semaines plus tard, le cours du mark-or égalait 3 milliards de marks-papier. On a calculé qu'à ce taux

notre dette de cinq milliards, en 1871, pouvait être acquittée pour 1 fr. 75.

Ce n'est rien. On a pu se demander si le Reich, par cette politique financière étonnante, ne poursuivait pas un plan très arrêté. En se ruinant systématiquement, il jouait à qui perd gagne : il pulvérisait le mark, afin d'anéantir sa dette. Il trouvait, d'ailleurs, tant qu'il voulait, des spéculateurs pour lui vendre, contre son papier, de bons dollars, de bons florins, de bonnes livres, enfin ce qu'on appelle (assurément pas en français) des *devises :* comme l'argent ne lui coûtait rien, il pouvait renouveler autant qu'il lui plaisait cet excellent marché. Il n'y avait d'autre limite que la crédulité des gens et la faculté d'imprimer des billets. Le plus fort est que cette fructueuse escroquerie, loin de lui nuire, le servait d'une façon merveilleuse : il se constituait dans le monde une immense clientèle intéressée au relèvement de l'Allemagne, en vertu de cette loi, jamais trop méditée, qui fait du créancier le protecteur naturel, le parent bénévole, l'oncle du débiteur. On a vu des fils de famille n'avoir d'autres ressources.

Mais les meilleures choses ont une fin. Il vint un moment où cette martingale insensée ne put se soutenir. Dans ce déluge de milliards, le numéraire manquait. Tout le monde imprimait de l'argent. L'État ne suffisait plus à faire de la fausse monnaie; les villes, les provinces, les sociétés particulières s'en mêlaient. Chacun, pour sortir d'embarras, fabriquait du *Notgeld,* une monnaie de secours, qui servait aux besoins locaux et qui se dépréciait avant d'être consommée. Le Reich, battu à plates coutures dans sa lutte de la Ruhr, avouait son impuissance : le privilège du souverain, celui de battre monnaie, lui échappait avec le pouvoir de protéger les siens. La gêne croissait avec l'anarchie financière. Des mouvements d'autonomie se dessinaient : les provinces, la Saxe, la Bavière, Danzig, cherchaient à ressaisir, chacune pour son compte, les rênes que laissait flotter le gouvernement central. Le chaos monétaire engendrait le désordre politique. L'État agonisait. Personne ne croyait plus à lui en Allemagne. Le séparatisme rhénan devenait une réalité menaçante. Tout se dissociait, tout allait en débâcle. Toutes les Allemagnes n'étaient plus qu'une poussière, dont chaque atome n'obéissait qu'à la force centrifuge. Le péril rhénan ouvrit les yeux. Alors, le Reich prit un grand

parti. Brusquement, il cessa la résistance passive, demanda l'*aman*, mit les pouces. Puis, donnant un violent coup de frein, on le vit s'arrêter net et faire une volte-face subite au bord de l'abîme.

Je ne puis raconter ici cette comédie du *Rentenmark*, aujourd'hui le *Reichsmark*, ce coup magique par lequel, du jour au lendemain, l'État le plus ruiné du monde se trouva en possession d'une monnaie au pair du dollar et de l'or. Cette histoire vient d'être exposée, avec un talent saisissant, par M. V. de Moriès, dans un livre documenté, rocambolesque et balzacien, qui est une des lectures les plus attachantes qu'on puisse faire (1). La nouvelle monnaie, émise au total de cinq milliards, était garantie par la propriété industrielle et agricole allemande. C'était une fiction : il n'y a aucun rapport entre une propriété, bien réel, et l'argent, signe monétaire qui en représente la valeur d'échange. On peut posséder un continent et n'avoir pas de monnaie. La propriété allemande, loin de diminuer, n'avait cessé de s'accroître dans une mesure inouïe pendant que la monnaie allemande s'avilissait. Il y a plus : le mark-papier, qui avait fini par valoir un dix-millionième de centime, on ne sait quoi d'impalpable entre l'infini et le zéro, ce mark immatériel, infinitésimal, se trouvait être la monnaie la plus royalement « couverte » qu'il y eût au monde, l'encaisse métallique de la Banque étant de 780 millions de marks, et le total des quintillions de papier en circulation n'égalant pas le quart de cette somme : ce qui permit à l'État de racheter pour 200 millions toute sa dette publique et de se trouver en un clin d'œil le seul État de l'univers doté d'un Grand-Livre vierge. Toutes ces combinaisons de chiffres, cette prodigieuse jonglerie où les milliards valent un œuf, et le lendemain tout Golconde, où le même mark-protée a l'air d'un génie surnaturel, tantôt fourmi, tantôt éléphant, tiennent de la féerie et des *Mille et une Nuits*. Il y a des mystères de relativité qui déroutent. On sent que l'Allemagne est le pays d'Einstein et de M. de Crac.

Il y eut cependant un moment d'angoisse, un cap difficile à franchir : ce fut dans les deux premiers mois, quand on put

(1) Valéry de Moriès, *Misères et splendeurs des finances allemandes*, Paris, 1925, 1 vol. des *Cahiers rhénans*, publiés sous les auspices de la Haute-Commission interalliée des territoires rhénans. Cf. *l'Assainissement monétaire en Allemagne*, dans la *Revue politique et parlementaire* du 15 juillet 1925.

se demander si l'État tiendrait le coup avec le milliard de *Rentenmarks* qu'il s'était fait avancer par la Banque, et si les recettes viendraient à temps compenser les dépenses. Pour faire vivre son mythe, il fallait que l'auteur lui-même le respectât : le Reich ne pouvait se permettre deux banqueroutes successives. Le miracle du *Rentenmark* exigeait un acte de foi collectif dans la vitalité allemande ; c'était, on l'a dit, une opération de transfusion du sang. Maurice Quinton dut ressentir une anxiété pareille le jour où, ayant saigné un chien à blanc, il le gonfla d'eau de mer et attendit de voir si l'animal ressuscitait.

Il y avait quelqu'un qui suivait avec un intérêt puissant les phases de ce périlleux redressement : c'était M. le général Dawes, qui y prenait le goût passionné d'un connaisseur pour une partie très difficile. Vers le mois d'avril 1924, le rétablissement était fait, mais le pays haletait de son effort. Le Reich bouclait son budget ; le déficit, jadis permanent, était désormais remplacé chaque mois par un excédent. Jamais l'État n'avait été plus riche. Mais à quel prix ! Les affaires gémissaient ; l'ordre n'avait pu être ramené dans les finances publiques que par une série de mesures draconiennes. Toute espèce de crédits était refusée aux entreprises privées avec la dernière rigueur, au delà du chiffre de leur compte en banque. Les faillites se succédaient. L'assainissement se poursuivait avec cette brutalité que l'Allemagne sait mettre au service de ses desseins. La cure était terrible, comme l'avait été la maladie. Mais les ressorts criaient, et le malade demandait grâce.

Ce spectacle remplissait d'admiration le général Dawes ; ce drame financier lui semblait autrement intéressant que celui de la Marne. L'Allemagne, par ce coup splendide du *Rentenmark*, venait de reconquérir l'estime financière du monde. C'était le moment de lui venir en aide et de régler la vieille question des réparations par un arrangement pratique, une de ces formules d'affaires qui écartent ou épargnent les susceptibilités. C'est ici qu'il faut dire un mot de ce fameux plan Dawes, et décrire sommairement le fonctionnement du système.

Toute l'affaire est conçue comme une liquidation. Il est nommé un liquidateur, un fonctionnaire intitulé Agent des paiements, chargé de recevoir les sommes versées par l'Allemagne et d'en opérer le transfert aux comptes respectifs des

nations alliées (1). L'Allemagne se libère par des annuités entre les mains de cet agent. Ces annuités se règlent en monnaie allemande, sans que le Reich ait à s'occuper du transfert et sans tenir compte du change : clause pleine de mansuétude, dont nous aurions le droit d'envier la pareille. Notre charge serait plus légère, si nous ne devions aujourd'hui que le même nombre de francs que nous avons empruntés en 1916. L'Allemagne a toujours trouvé auprès de ses adversaires d'hier une sollicitude que nous serions bien aises de rencontrer chez nos alliés

Les annuités du plan Dawes, extrêmement faibles pendant cinq ans, afin de donner à l'Allemagne le temps de se « relever », sont fondées sur deux genres de recettes dont, en premier lieu, les revenus de l'industrie et des chemins de fer. Cinq milliards d'obligations, gagés par l'industrie, donnent un revenu de 5 pour 100, dont une part constitue une tranche de l'annuité; un système semblable est prévu pour les chemins de fer, qui sont retirés à l'État et administrés par une compagnie internationale. Une garantie complémentaire est enfin assurée sur certaines taxes de l'État (douanes, sucres, bières, etc.), mais ne doit jouer qu'en seconde ligne. L'ensemble du système est ingénieusement calculé pour intéresser le créancier à la prospérité de l'industrie allemande, puisqu'il ne peut être payé que sur les excédents de profits de cette industrie. Toujours dans le même intérêt bien entendu, nous commençons par consentir à l'Allemagne un large moratoire; et même, afin de mieux assurer le relèvement de cette chère économie allemande, nous lui faisons, la première année, un prêt de 800 millions de marks-or, — puisque c'est dans notre intérêt !

En retour de ces « sacrifices » que nous fait l'Allemagne, il est convenu que nous rétablissons l'unité politique et économique du Reich, sans laquelle le plan Dawes ne saurait fonctionner : nous évacuons la Ruhr et nous rendons à l'Allemagne (non, à la compagnie privée qui la remplace) l'exploitation et la gestion des chemins de fer rhénans.

Tel est le plan des Experts : jugement de Salomon, chef-d'œuvre d'équité qui nous donne l'assurance d'être payés dans cinq ans, et par lequel le créancier, non content de se dépouiller de ses gages en échange de cette promesse future, commence

(1) Cf. Maurice Lewandowski, *la Question du transfert* dans la *Revue* du 1er juillet 1925.

par payer au débiteur un milliard de francs-or, pour l'encourager à tenir sa promesse. C'est cet arrangement que l'Allemagne à Londres, a eu l'adresse de se faire prier longuement pour l'accepter. On lui offrait le salut : on lui rendait la Ruhr, on lui rendait les chemins de fer rhénans et on la couvrait d'or au moment où, comme certains riches, elle avait des embarras d'argent. Et c'est pour la remercier de nous faire la grâce de signer cet accord que M. Herriot lui donnait, par-dessus le marché, « pour boire », par pure magnificence et en don de joyeux avènement, Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort!

V. — LA MYSTIFICATION *(suite)*

Cela est le passé. Il y a un an que l'Allemagne a signé les accords de Londres; il y a un an que le Reich, pour se remettre à flot, a touché le milliard d'or qui devait lui permettre de surmonter la crise; nous avons évacué la Ruhr. Le 25 août, nous avons, pour faire plaisir à M. Herriot, évacué Düsseldorf. Nous avons rempli notre part des obligations du plan Dawes, et même celles qu'y avait ajoutées de son cru, verbalement, sans pouvoirs et sans contre-partie, le président du Cartel des gauches. La première échéance arrive. Que fait l'Allemagne?

Si vous voulez savoir ce que vaut le papier du plan Dawes, considérez le cas qu'en font ceux qui nous ont le plus pressés de nous y fier : admirez avec quel dédain l'Angleterre accueille aujourd'hui, en paiement de nos dettes, l'offre que nous lui faisons de notre créance allemande. Je doute fort que M. Caillaux, s'il fait demain la même proposition en Amérique, y soit mieux reçu par les concitoyens de M. Dawes, qu'il ne l'était hier par ceux de M. MacDonald. C'est singulier, personne ne veut de l'argent allemand. Il était bon pour nous, il ne l'est plus pour les autres. On n'a plus confiance dans le plan Dawes. Ce plan qui, l'an dernier, devait sauver le monde, on n'en parle plus qu'avec un air de doute. Il n'y a pas un mois qu'un de ses auteurs responsables, Sir Josiah Stamp, au Congrès de Bruxelles, avait la candeur de convenir qu'il était inexécutable.

Je suppose que, dès l'an dernier, quelques Français se sont doutés de ce qui allait se passer. Il y avait à parier que, l'échéance venue, l'Allemagne allait commencer à se faire tirer

l'oreille. En effet, depuis quelque temps, on entend l'Allemagne qui se remet à se plaindre. Les affaires vont mal. On parle de chômage, de faillites, de crise industrielle. Les gens bien informés colportent des rumeurs pessimistes ; ils vous font un tableau très noir du malaise allemand. On étale des bilans, on montre des statistiques. La rumeur, d'abord sourde, confuse, rasant la terre, *piano*, *piano*, gonfle, étend ses ailes, éclate, suivant le *crescendo* classique du grand air de la Calomnie.

A cette orchestration consommée, à ce concert où toutes les voix répètent le même refrain, où concourent, chacun pour sa part, les dupes et les fourbes, les innocents et les compères, les niais et les roublards, reconnaissez l'Allemagne ! Au même signe du *Kapellmeister* invisible, le même discours, le même jour, nous revient à la fois de Tokio et de Buenos-Ayres. La même information fait le tour de la presse mondiale. Sous toutes ces formes, c'est la vieille antienne qui recommence : l'Allemagne pleure misère. On l'écorche, on lui met le couteau sur la gorge. Elle plie sous la charge. Son commerce périclite. Ses ennemis veulent sa ruine. C'est la manœuvre contre le plan Dawes qui apparaît.

Discuter ces bruits, étouffer un à un les mille rameaux de cette propagande, inutile ! Le mensonge fait son chemin ; il renaît sous une forme pendant qu'on le combat ailleurs. La crise des affaires ? Sans doute, il y a en Allemagne une certaine gêne provenant du rétablissement du mark-or. Il est vrai qu'il y a un mois de charbon sur le carreau de la Ruhr. Qu'y faire ? La crise charbonnière est à peu près universelle. Demandez plutôt à l'Angleterre ! Nos amis les Anglais commencent à s'apercevoir (il est bien temps !) que l'occupation de la Ruhr avait du bon et que sans elle leur crise eût éclaté deux ans plus tôt (1). Qui aurait pu prévoir qu'Anzin et Charleroi se remettraient à produire si vite ? On produit plus de charbon et on en brûle moins : on le remplace par la houille blanche, le pétrole, le mazout. Mais les produits chimiques, la porcelaine, les potasses prospèrent. Les potasses, surtout : depuis l'accord avec l'Alsace, le chiffre d'affaires a triplé. On vous parlera d'une usine de cuirs à Offenbach qui a réduit son personnel de 600 ouvriers à 30 : c'est possible. Mais dans le pays on ne voit pas de chômeurs, quoique l'armée et la flotte occupent huit cent mille

(1) Voyez dans la *Revue* du 15 août 1925, p. 948, la *Chronique* de M. René Pinon.

hommes de moins qu'avant la guerre. Le nombre des faillites est retombé au chiffre moyen de 1913. Alors?

Je sais bien qu'il y a l'affaire Stinnes, qu'on n'a pas manqué de donner (surtout en France) pour un exemple convaincant de l'état inquiétant des choses en Allemagne. Les embarras du groupe Stinnes! La banqueroute des fils d'Ugo Stinnes! C'est comme si l'on apprenait le crack de la banque Rothschild. On juge si l'Allemagne a négligé de cultiver cette émotion. Le nom de Stinnes était légendaire. Il passait pour le type du potentat industriel, de cette puissance indéfinie que représentent ces mots de « magnat de la Ruhr ». En réalité, rien de plus faux que cette illusion. Ugo Stinnes était, en son genre, un homme de talent; mais ce talent n'avait rien à voir avec celui des grands maréchaux d'industrie, qui ont créé une affaire et lui ont imprimé un style, tels qu'un Ballin, un Rathenau, un Krupp, un Haniel, un Thyssen. Il ne représente nullement l'école de la Ruhr. Il n'y était même rattaché que par le hasard qui l'avait mis à même de racheter la « Siemens-Sickert ». Son don spécial était plutôt le génie des affaires. Il tenait moins du constructeur que du spéculateur.

Il s'était surtout révélé depuis l'armistice. Stinnes fut un des premiers à découvrir que l'inflation offrait au commerce allemand des perspectives illimitées, et se mit à jouer audacieusement à la baisse. Avec ses marks dépréciés, il achète force affaires, souvent en Allemagne, parfois à l'étranger, revend, rachète, gagne à tout coup, emploie les bénéfices à acheter encore. Il avait ainsi entre les mains un gigantesque faisceau d'entreprises disparates, de la métallurgie, des journaux, des automobiles, des cinémas. C'était de la prestidigitation : il en jouait comme l'équilibriste jongle avec une assiette, une coquille d'œuf, un canif et un boulet de canon. Il avait réalisé en peu de temps une fortune démesurée. On voit pourtant la différence qu'il y a de ce genre d'opérations à l'œuvre d'un organisateur. On n'en parlait pas moins avec admiration de ce génial système d'industrie « verticale », comme s'il y avait eu le moindre rapport entre les différents étages de ce bazar.

Stinnes meurt. Il était évident que l'affaire ne tenait qu'à la virtuosité d'un homme, au mouvement accéléré qu'il savait imprimer à toutes les parties. Lui manquant, tout tombait à terre. Or, il laissait deux fils. Leur désaccord précipita la

chute. L'édifice devait crouler à la première difficulté. Quelques grandes maisons s'arrangent alors avec l'aîné pour organiser le sauvetage. C'est l'histoire de deux associés dont l'un étrangle l'autre. C'est ce drame de famille banal qu'on veut utiliser pour faire croire au prochain craquement de l'Allemagne et à un noir présage de *Konzerndämmerung*.

Non, non, que le monde se rassure! Nous n'allons pas voir en Allemagne un « crépuscule de l'industrie ». Ce malheur ne menace pas encore. L'industrie est un peu gênée, d'une manière qui n'a rien d'alarmant : elle éprouve une crise momentanée, une crise de numéraire. Rien de plus naturel. On ne passe pas subitement des milliards-papier au mark-or, sans qu'il en résulte une certaine constriction. On se trouve dans l'état d'un homme habitué aux excitants, qui serait brusquement privé de sa morphine. Sans doute, il est flatteur d'avoir de l'or en barres : pourtant, ce n'est pas tout roses. Le bourgmestre de Düsseldorf l'avouait ingénument à un officier de mes connaissances. « Vous voilà riches à présent, lui disait notre ami. — Eh! mon colonel, fit l'Allemand, voilà bien ce qui nous gêne : jadis l'argent ne nous coûtait rien, nous en fabriquions autant que nous voulions. » Ah! le bon temps où l'on était ruiné! Aujourd'hui, on est moins à l'aise. On manque de capitaux, de fonds de roulement. Cela tient aux méthodes de l'industrie allemande. L'Allemand ne fait pas d'économies, il ne met rien « de côté » : dès qu'il a de l'argent, il construit, développe son affaire, améliore son outillage : il ne conserve pas de réserves liquides. Il fait comme le paysan qui ne cesse d'acheter de la terre, et qui dit qu'il n'a pas le sou.

L'industrie allemande a peu de disponibilités. C'est qu'elle les investit à mesure en immeubles, en machines, en constructions nouvelles. Jadis, elle était habituée, pour soutenir ce train, à trouver dans les banques le plus large crédit : cette source est à peu près tarie. Les banques ne font plus d'avances, ou ne les font qu'à un taux excessivement lourd. L'argent est cher dans le pays. Mais on en trouve à meilleur compte à l'étranger. Le dernier emprunt Thyssen s'est placé aux États-Unis dans d'excellentes conditions. On voit ce qu'il y a de factice dans les bruits alarmistes qui circulent. La crise n'existe pas. Ni grèves, ni chômage, la main-d'œuvre abondante, au-dessous des tarifs d'avant-guerre, et enfin, ne l'oublions pas, un

outillage immense, un outillage tout neuf et (grâce à l'inflation) entièrement *gratuit*. On ne pourra jamais évaluer ce que l'Allemagne a fait en ce sens depuis l'armistice. L'autre jour, sur la route de Hœchst, où je n'étais point passé depuis 1919, je ne reconnaissais pas le paysage, tant les usines, les ateliers, les constructions industrielles s'étaient développées. L'Allemagne, depuis six ans, s'est appliquée fiévreusement, avec cette ténacité et cet esprit de suite qu'elle met en toutes choses, à la préparation de sa revanche économique. Or, cet outillage sans rival ne lui a rien coûté : elle l'a eu *pour rien*, exactement pour du papier. Ce papier se changeait en machines, en bâtiments, en chemins de fer. En même temps, par la bienheureuse vertu du mark-papier, toute la dette antérieure se trouvait abolie. L'industrie faisait en petit le coup que l'État faisait en grand. Aujourd'hui, tout est prêt. L'Allemagne se trouve à la tête d'une industrie sans dettes, armée d'un matériel extra-moderne. Elle est parée pour reprendre la lutte sur les marchés du monde. L'Angleterre le sait bien : et elle n'est pas sûre de pouvoir « tenir le coup », avec son matériel démodé, sa main-d'œuvre coûteuse, son *Labour* exigeant. Voilà la situation dans sa réalité.

Et alors, vous voyez la manœuvre allemande ? Rappelez-vous que les annuités du plan Dawes sont fondées sur les revenus de l'industrie. On prétend donc, d'une part, que l'industrie ne va pas, que le commerce ne bat que d'une aile, que les charges sont écrasantes et on fait semblant de soutenir que c'est la faute du plan Dawes. Cette partie du raisonnement s'adresse à nous : c'est la campagne spéciale pour l'opinion française. Nous sommes intéressés à la prospérité allemande. Il s'agit donc de nous prouver : 1° que l'industrie est déficitaire ; 2° que tout irait mieux si les charges étaient réduites ; donc, qu'il est de notre intérêt de les réduire nous-mêmes, si nous voulons toucher quelque chose sur les bénéfices. Mais si les affaires allemandes prospèrent, qui en souffrira ? L'Angleterre. Le plan Dawes ne saurait jouer sans la prospérité allemande, donc sans une concurrence terrible à l'industrie anglaise, et c'est cette concurrence que l'Angleterre redoute par-dessus tout (après avoir fait tout ce qu'il fallait pour la remonter). Étonnez-vous que l'opinion britannique ne tienne pas beaucoup au succès du plan Dawes !

Il n'y a pas à dire non : c'est du travail très bien fait. Vous me répondrez que le plan Dawes a prévu ce qui arrive et qu'il a pris ses précautions : si l'industrie est défaillante, il reste, comme source de paiements, les bénéfices des chemins de fer. Les chemins de fer ! Pour être sûr qu'ils perdront de l'argent, l'État leur fait lui-même une concurrence fantastique. Il développe furieusement les canaux et les routes. Il se fonde partout en Allemagne de nouvelles compagnies de transports automobiles.

Mais enfin, il y a au moins la garantie collatérale, l'argent dû aux Alliés sur les recettes de l'État. Ces recettes ? Fumée. Vapeur. Néant. Par un phénomène inexplicable, voilà qu'elles s'évaporent, qu'elles se volatilisent. Les finances du Reich, encore si florissantes au début de l'année, s'étiolent à vue d'œil. Ce flot d'or, ce Pactole si superbe à voir il y a six mois, n'est plus qu'un ruisseau languissant qui se perd dans les sables (soyez tranquilles, nous le retrouverons). Que se passe-t-il ? Comment s'explique ce nouveau miracle ? Comment ces budgets opulents de l'an passé ont-ils fondu comme les neiges, disparu comme la rosée ? Comment s'est produit ce phénomène d'évanouissement ?

C'est bien simple. Les bilans mensuels montrent fort bien la comédie. D'abord l'État, se jugeant trop riche, a fastueusement diminué les impôts. Contribuables français, enviez le bonheur des vaincus ! Les recettes du Reich, qui étaient de 709 millions en janvier, baissent en mai à 610, en juin à 561 (1). L'impôt sur le chiffre d'affaires donnait 215 millions en janvier, et tombe à 117 en juin (2). En même temps qu'il réduit ses recettes, le Reich, vrai saint Martin, accroît généreusement ses dépenses : il augmente les pensions (mutilés français, veuves de la guerre, continuez à souffrir !), il augmente

(1) Tous les chiffres qui suivent sont exprimés en marks-or; il faut multiplier par 5 pour avoir l'équivalent en francs de 1925.

(2) Autre moyen très élégant pour réduire les recettes, augmenter les dépenses : falsifier les statistiques, compter le même objet très cher, quand on l'achète; très bon marché, quand on le vend. Voici, à titre d'exemple, quelques-uns de ces articles, comptés à l'importation ou à l'exportation.

	Importation.	Exportation.
Machines à écrire.	525 marks	154 marks
Gants.	16 —	3 marks 50
Rubans de soie	9 800 —	5 000 marks

Fiez-vous après cela aux balances commerciales !

les crédits militaires. Il engloutit des sommes immenses en travaux d'utilité publique (routes, canaux, écluses, électrification de voies ferrées), en secours et en subventions royales à l'industrie : 749 millions à l'industrie de la Ruhr (sur les 800 de l'emprunt Dawes) pour la dédommager des « pertes » de la résistance passive. Jamais, au grand jamais, on n'a vu cette merveille d'un État qui se dépouille lui-même, le Fisc saisi d'une incompréhensible folie de sacrifices, ouvrant ses coffres, laissant ruisseler ses entrailles. Et ce n'est pas tout : nous ne sommes pas au bout des secrets que cet État incomparable a trouvés pour dilapider son bien, volatiliser ses recettes, gaspiller son argent. Et comme nous ne sommes payés que sur l'excédent, je vous laisse à penser ce qu'il en parviendra entre les mains de l'Agent des paiements. Voilà un fonctionnaire qui aura une jolie sinécure.

Mais le plus beau, c'est la loi de « reversement aux communes et aux États » : comme moyen d'escamoter les ressources d'un budget, on n'a jamais inventé mieux. Tout le monde sait que l'Allemagne se compose d'un agrégat d'anciens royaumes, d'ex-duchés, de villes libres, de républiques, Bavière, Saxe, Prusse, Hesse, etc. ; chacun de ces États conserve son organisme particulier, son *Landtag*, certains traits d'un régime individuel. L'unité allemande n'a pas le sens complet de l'unité française. Il y reste des traces d'une séculaire végétation fédérative. Cela n'empêche pas le Reich d'être farouche, dès qu'on fait mine de toucher à son unité. Démembrer l'Allemagne! On l'a bien vu au moment du séparatisme rhénan. On se souvient des boucheries de Pirmasens. Le plan Dawes a donc pris grand soin de respecter scrupuleusement et de mettre hors de question cette jalouse et sacro-sainte unité du Reich : il l'a même restaurée dans son intégrité, en restituant la Ruhr et les chemins de fer rhénans. Pour le paiement des réparations, il ne connaît que les recettes de l'État. Mais voilà que, par enchantement, l'État repasse ces mêmes recettes aux budgets des provinces : il les « refile » à toutes les Allemagnes, que nous ne « connaissons » pas. Les finances du Reich font bloc devant le plan Dawes, mais les impôts sont consommés par la Bavière, la Saxe, la Prusse, etc... Nous nous présentons pour toucher au guichet de la grande façade : et au même instant, l'argent fuit par cinquante portes de derrière. L'Allemagne, si unie

pour recevoir, se multiplie pour dépenser; elle est une et elle est plusieurs, elle fait front pour en imposer et se subdivise pour nous échapper. C'est une bouche de bronze qui a, par derrière, une écumoire. Voilà donc où passait tout cet or que nous voyions entrer dans les caisses de l'État ! Il retombe en pluie pour arroser les budgets des provinces. Le Reich n'est plus qu'un fantôme d'État, pauvre comme Job, mis au pillage par ses enfants, aussi faible, aussi impuissant qu'un de ces mannequins d'empereurs du moyen-âge.

Et le tour est joué.

Je recommande le plan Dawes aux personnes qui auraient besoin de donner à un prodigue un conseil de famille : plan très sage, qui assure le contrôle des recettes et ne permet pas de contrôler les dépenses.

C'est égal, avec cet admirable papier entre les mains, M. Herriot aurait bien fait de poser quelques conditions avant d'évacuer la Ruhr ; il eût bien fait de conserver encore, à tout hasard, le moyen de pression que constituaient les ports de Düsseldorf et de Duisbourg. Il pourra venir un moment où ses successeurs regretteront une arme si précieuse. Alors M. Herriot, s'il lui passe par la tête un éclair de bon sens, pourra faire des réflexions amères sur la fourberie des hommes, et s'écrier comme Sganarelle : « Mes gages ! Mes gages ! Mes gages ! »

VI. — L'ÉTERNELLE ALLEMAGNE

Il ne s'agit pas de se plaindre. On ne peut attendre d'un Anglais, d'un Américain, d'un Allemand d'être autre chose que ce qu'ils sont. Ils font leurs affaires. Faisons les nôtres, et ne comptons pour cela que sur nous.

Ceux qui vous parlent de la crise allemande ne feraient pas mal d'y aller voir : ils reviendraient fort consolés. Je flâne par les rues, les boutiques, les villages : je ne vois partout que maisons fleuries, visages épanouis, confiance universelle. C'est fête à Mayence ; c'est fête dans chaque hameau de Mayence à Francfort. Chacun, sur sa petite place, auprès de son petit Calvaire ou de sa Vierge baroque, non loin de son monument aux morts de 1870, a son carrousel, son humble « chevaux-de-bois », sa loterie, son tir, son papegai. Sur le Rhin, les *Dampfschiffen*, les beaux steamers blancs qui font si grand

remue-ménage d'eau avec leurs aubes et leurs tambours, sont bondés de voyageurs comme nos bateaux-mouches les jours de courses à Longchamp. D'un bout à l'autre du parcours, le long du fleuve magnifique, devant les vieux châteaux forts, les collines de légende, je ne vois que baignades, plongeons, épaules humides qui brillent au soleil, comme si la grande Germania de là-haut trempait elle-même dans le fleuve épique son peuple de petits Siegfrieds. A Düsseldorf, en face du port de Napoléon et des immenses bureaux des frères Mannesmann, c'est une vraie plage fourmillante de familles et de marmaille; on se croirait à Ostende. A Francfort, j'aperçois du pont ces dames en maillots noirs qui, à l'école de natation, au commandement d'un instructeur, font de la gymnastique d'ensemble. Non, ce monde-là n'a pas l'air d'un peuple martyr. Caravanes de jeunes gens, garçons et filles, sac au dos, qui font à pied le voyage classique de Cologne à Remagen, contemplent en détail cette grand route de la force allemande. Voici même, à Coblence, au pied de l'Ehrenbreitstein, une chose bien curieuse : quatre petits bonnets qui flottent, deux rouges et deux verts, remorquant leur bagage dans deux outres de caoutchouc ; c'est un couple de jeunes ménages qui a imaginé de faire le chemin à la nage. Étrange moyen de faire un voyage de noces! Ces jeunes gens se roulent dans ce fleuve d'histoire. Et partout, les nuées d'enfants, cette petite Allemagne qui grouille, chose qui serre le cœur, si l'on pense à nos villages sans jeux, à nos tristes berceaux. Ces enfants, ces enfants...

Et tout cela, je vous assure, ne se refuse rien. Ah! la légende de l'Allemagne pauvre! Ces Allemands, ce sont les mêmes que je voyais il y a trois mois, de Naples à Milan, bruyants, encombrants, arrogants, faisant sonner leur or, soulevant la poussière de leurs automobiles, sablant le champagne et le Grand Marnier à 100 lires la bouteille.

Ici, même luxe insolent, mêmes dépenses somptuaires, prodigalité de bâtisses, de travaux, d'entreprises utiles ou inutiles. Ce qui se construit ici, ce qui peut s'engloutir de millions en voirie, en viaducs, en canaux, en maisons, en jardins ou cités ouvrières, en théâtres, en écoles, en piscines, en gares, en abattoirs, en salles de concert, en ponts, en tramways, en locaux pour les usages les plus futiles et devenus subitement indispensables, en fantaisies municipales absurdement coûteuses, c'est

inimaginable. On dirait que toute l'Allemagne est administrée par un conseil de fous mégalomanes, qui ne savent qu'inventer pour jeter l'argent par les fenêtres. Il n'y a pas de budget qui tienne : on ne compte pas, la question d'argent ne se pose jamais. On va devant soi sans aucune préoccupation des dettes. Il semble que ce souci ne regarde personne. Ainsi, pour ne citer que deux exemples entre dix mille, la petite ville de Gelsenkirchen éprouve le besoin urgent d'agrandir de 45 hectares le jardin municipal, besoin non moins urgent d'un marché couvert, de bureaux, d'un théâtre, d'un canal, d'une école en plein air, de cabinets d'aisances. Ce n'est pas tout : il faut dégager sur-le-champ, racheter, percer, déménager le centre de la ville, afin de faciliter la circulation; il en coûtera la bagatelle de 8 millions de marks (40 millions de francs), sans compter (mais voyons, c'est de première nécessité!) un garage municipal qui ne coûtera, d'ailleurs, qu'un pauvre petit million pour les premiers travaux. Vous ne voudriez pas pour si peu refuser leur garage à ces bonnes gens de Gelsenkirchen?

A Recklinghausen, le bourgmestre avait demandé à l'État 100 millions de marks pour des travaux indispensables : l'État a eu la cruauté de n'en accorder que 80 (400 millions de francs). Et pourtant peut-on nier de bonne foi qu'il s'imposait de mettre une nouvelle gare à la place de l'abattoir, et de reconstruire l'abattoir sur un autre emplacement? Le bourgmestre pouvait-il refuser à ses administrés ce dont ils mouraient d'envie, une belle caserne pour la police, une belle Caisse d'épargne, un hôtel des Finances, et un beau tramway circulaire faisant le tour de la ville pour permettre aux étrangers de jouir de ces merveilles? Un bourgmestre est un père : son devoir est de prendre soin de l'hygiène de sa famille. Ne devait-il pas à son bon peuple un hôpital vraiment moderne, une maternité pour les femmes en couches, un sanatorium, une maison de convalescence, une maison de vacances à la campagne pour ces pauvres enfants? Ne devait-il pas assainir ce lac du *Stadtgarten* qui menaçait d'empoisonner de ses émanations entre les bras de leurs mères ces innocents nourrissons que l'on promène sur ses bords (on tremble d'y penser), fournir à la jeunesse un parc de jeux honnêtes, un stade, un vélodrome, des terrains de tennis (ne sentez-vous pas le besoin particulier de ce tennis?). Tant pis si ces malheureux

Welches des régions dévastées n'ont pas de toit pour s'abriter : c'est leur faute, il ne fallait pas laisser démolir leurs maisons. Il faut bien à cette brave jeunesse allemande de jolis terrains de tennis. Et pour récompenser les dévoués fonctionnaires qui auront pris tant de peine pour leurs concitoyens, vous conviendrez qu'ils ont bien droit à une petite augmentation. Ah! le bon homme que M. le bourgmestre de Recklinghausen!

Si M. le général Dawes se soucie de savoir ce que devient l'argent de son « plan », je lui conseille de faire un tour en Allemagne : il le verra fuir, s'échapper comme d'un panier percé par toutes les ouvertures, toutes les mailles qu'y auront ouvertes ces excellents bourgeois de Recklinghausen et de Gelsenkirchen. Mais il ne suffira pas de ses dix doigts pour boucher les trous.

Et les routes! Les routes sont devenues depuis peu une des marottes de l'Allemagne. Elle s'est aperçue que c'est encore un des meilleurs chemins qu'on ait inventés pour faire évader l'argent. Aussi elle les multiplie : c'est toujours autant de soustrait à la caisse des réparations. En même temps, comme les routes sont faites pour qu'on y roule, on assiste à un développement surprenant de l'automobile. L'Allemagne était un peu en retard sur ce point, mais elle se rattrape. Mon chauffeur, qui est à Francfort depuis l'armistice, constate qu'elle « s'y met » étonnamment depuis deux ans. J'aimerais vous faire voir cette belle route complètement inutile que l'on est en train de construire le long du Rhin de Düsseldorf à Duisbourg, vers l'endroit où le petit Henri Heine allait trouver, dans la maison du pêcheur, la bien-aimée de *Premier Amour :* trente mètres de largeur et cinq voies parallèles, chaussée, tramway, piste de vélos, piste cavalière et trottoir pour piétons. Voilà une route équipée! Il y en a d'autres en construction qui traversent la Ruhr en croix, et qui continuent sur Cologne et sur Aix-la-Chapelle : chaussée de trente mètres suffisante pour quatre voitures de front, pavage mosaïque à 2 millions le kilomètre, garages, relais, dépôts d'essence, ateliers de réparations, le tout organisé comme une ligne de chemin de fer. Oh! c'est supérieurement « compris ». Mettez là-dessus ces autobus, ces diligences jaune serin, à six roues, montées sur pneus, portant quatre-vingts voyageurs, ces jolis autobus qui commencent à sillonner un peu toute la région et qui sont si commodes pour les promeneurs

et les touristes. Concentrez rapidement, par l'imagination, un ou deux mille de ces voitures (nous avions bien dix mille camions à Verdun, sur la Voie Sacrée); faites monter dans chacune quatre-vingts jeunes drôles qui brûleraient d'envie de voir la vallée de la Moselle et qui, pour rire, comme c'est le droit de tout voyageur pacifique, auraient pris pour cette excursion des baïonnettes et des fusils. Lancez ces deux mille voitures sur ces routes dont je vous parle. En moins de rien, vous avez mobilisé trois corps d'armée. Pure supposition, hypothèse gratuite. Mais est-ce que cela ne vous a pas la mine de ressembler furieusement à une route d'invasion ?

Je ne prétends pas que les Allemands que j'ai vus aient soif de guerre ; au reste, cela n'a aucune importance : on ne leur demande pas leur avis. Le jour où on leur dira de marcher, ils marcheront. Il n'y a pas d'opinion publique en Allemagne : on n'y connaît que le sentiment d'en haut. On pense au commandement. Le mot d'ordre donné, on se contente d'obéir. Pour l'instant, le mot d'ordre est plutôt de se montrer aimable ; mais que demain la consigne change, ce sera une autre musique. Ces volte face paraissent ici toutes naturelles. Ce peuple est une machine qui fonctionne au doigt et à l'œil. Il n'y a pas à se demander si l'Allemagne « veut » ou « ne veut pas » la guerre : ce qui est sûr, c'est qu'elle la fera, si on lui dit de la faire et qu'il y a des gens qui la préparent. Une armée de cadres (150000 hommes qui coûtent plus que les 800000 de 1913), précisément le type de l'armée de l'avenir et, pour remplir ces cadres, toute l'Allemagne, les écoles, les Universités (citez-moi un pays où les étudiants de théologie défilent dans les fêtes patriotiques, bottés et le sabre au côté); des bataillons tout prêts, camouflés pour la forme en sociétés de sport, en sociétés de vétérans ; tout cela entraîné par des exercices continuels (à Düsseldorf, deux fois par semaine, exercices de nuit, ayant pour thème la prise d'un village. Manœuvre recommandée pour sociétés de gymnastique. Et cela se passe sous nos yeux ! Jugez du reste de l'Allemagne). Des camps de huit cents lits où, quand nos inspecteurs se présentent, on leur jure qu'il n'a pas couché un homme depuis des mois : un méfiant tâte les draps, ils sont encore chauds. Des armes un peu partout, des canons de fusils dont le fabricant vous dira que ce sont des outils de jardin,

et jusque dans les maisons privées : ainsi ce brave garçon chez qui l'on trouve une mitrailleuse et qui répond naïvement que « c'était pour se défendre contre son propriétaire ». Mais le rapport Morgan a montré depuis longtemps ce qu'il fallait penser du désarmement de l'Allemagne.

De l'hostilité? On ne peut pas dire qu'on en sente ici une très vive. Il reste dans cette vallée tant de vieux souvenirs français! Il n'y a pas si longtemps qu'on a enterré à Mayence le dernier « vieux » de la Grande Armée; il n'y a pas si longtemps que toutes ces petites villes étaient pleines de « tambours Legrand », de vieux débris, d'anciens grognards qui donnaient l'aubade aux voyageurs et faisaient sonner pour Hugo les échos de la fée du Rhin. J'ai vu nos poilus à Mayence, je les ai vus à Bonn et jusqu'à Düsseldorf; j'ai vu le commandant de l'armée passer en revue ses troupes; je puis vous assurer que nos petits chasseurs sont toujours populaires; et quand la troupe s'est disloquée pour rentrer au quartier, musique en tête, de son pas endiablé de « vitriers », tous les polissons de l'endroit, et pas mal de demoiselles, lui ont emboîté le pas, comme cela se passerait un jour de 14 juillet dans une ville de province française.

Dieu me garde de m'exagérer ces sentiments! Ce peuple apathique a vu passer tant de maîtres! Et il sait bien que nous ne sommes pas ici pour toujours. Il connaît son tyran prussien par expérience et ce que c'est que la rancune d'un fonctionnaire de Berlin. Il le voit revenir sans joie : mais il sait qu'il n'y a qu'à se soumettre, et qu'il faut hurler avec les loups. Il s'y résignera. Pourquoi, dans un pays où tout se règle par la force, avons-nous laissé éclater que d'autres étaient parfois plus forts que nous, que si certaines volontés contrariaient la nôtre, nous subissions ces volontés?

La pire erreur a été de croire qu'on obtiendrait quelque chose par des ménagements. « Ah ! que vous nous connaissez mal ! disait une jeune Allemande à un de nos amis, peu après l'armistice. On ne demande pas à un Allemand : « Veux-tu ? » On lui dit : « Je veux. » Il n'y a guère qu'en France qu'il en soit autrement, que les bons procédés soient une monnaie qui compte et qu'on obtienne de l'amitié ce qu'on refuse à la raideur. Ces manières ne sont guère comprises hors de chez nous ; on n'y connaît cet esprit d'humanité que pour l'exploiter à nos dépens. Renoncer

à un droit quelconque, donner pour faire plaisir, et attendre en retour la moindre reconnaissance, quelle naïveté ! « Tu cèdes, donc tu as tort. » Jamais on ne fera sortir de là un Allemand. Toute concession ne lui inspire que du mépris.

Nous évacuons la Ruhr, nous quittons Düsseldorf au jour dit, comme M. Herriot l'avait promis, parce que c'est notre manière et que telle est notre façon de comprendre l'honneur : M. Herriot se figure-t-il que son « geste » aura porté en Allemagne ? Les journaux disent que nous sortons parce que nous ne pouvons faire autrement, et qu'il nous faut du monde pour le Maroc et la Syrie... S'imagine-t-on, du moins, contenter l'Allemagne ? Quelle illusion ! Elle criait, elle gémissait, elle écumait de nous voir dans la Ruhr : nous avons eu l'enfantillage de nous laisser prendre à ces grimaces. Déjà elle s'attaque à Cologne, et au delà de Cologne elle vise Mayence. La Haute-Commission la gêne. Elle n'aura de cesse qu'elle ne s'en débarrasse. Tant que nous étions à Düsseldorf, nous avions un poste avancé qui couvrait tous les autres : le repli menace toute la ligne. Prenons garde qu'il ne soit le prélude d'autres abandons.

Pour nous mettre dehors, rien ne coûtera à l'Allemagne ; tous les moyens lui seront bons. Elle met sa gloire à échapper aux conséquences d'une défaite odieuse, à déchiqueter par lambeaux les franges du traité ; chaque succès l'encourage, chaque faiblesse nous déconsidère. La dernière imprudence serait d'en faire une de plus, et d'écouter des plaintes qui ne cesseront jamais. Depuis quand est-ce pour faire plaisir à un vaincu que l'on tient garnison chez lui ? (1) L'Allemagne ne négligera rien pour nous faire la vie impossible : elle s'arrangera (grâce au mark-or) pour rendre si onéreux les frais de l'occupation, que les Parlements démocratiques hésiteront devant la note. Elle nous fera sur tous les points une guerre sournoise : tout ce qu'on peut faire « en dessous » pour empoisonner les gens, toutes les difficultés, toutes les chinoiseries lui sont des armes familières ; ce seront, tous les jours, des contestations, des

(1) N'est-il pas étrange que la Commission qui, sous la présidence d'un neutre, s'occupe de la mise en application du plan Dawes, ait admis que les indemnités dues pour le cantonnement des troupes, l'usage des télégraphes et des téléphones, soient majorées de 50 pour 100 par rapport à ce qui est payé pour les troupes allemandes, en raison du « préjudice moral » en résultant pour les habitants ou les employés ?

chicanes, des discussions, des misères. L'Allemagne ne sait que trop comment on nous lasse. Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous devrions être avertis de ce que valent ces querelles d'Allemands. Un Allemand manœuvre toujours. N'en soyons pas les dupes, si nous tenons encore à nous faire respecter.

L'armée quitte Düsseldorf en plein jour, le front haut, drapeaux au vent, tambours battants. Il n'a pas tenu à elle que nous n'ayons fait la paix aussi bien que la guerre. Elle avait gagné la partie que d'autres ont gâchée. Je soupçonne plus d'un Rhénan d'en soupirer au fond du cœur. Ils avaient dans leurs cimetières les tombeaux des soldats de Hoche et de l'Empereur, puis ceux des prisonniers de Gravelotte et de Reichshoffen, et avaient vu revenir les fils comme les fils d'anciennes connaissances. En les regardant s'éloigner par la route qui gagne le pont d'Obercassel, derrière le *Napoleonsberg*, peut-être songeront-ils avec quelque amitié à tant de jeune grâce et de courage. Ils se rappelleront ce trait d'une musique de chasseurs, dans une ville de la Ruhr, au temps de la résistance « passive » : un Allemand jette une bombe ; la clique ramasse ses morts, les couche au bord de la route sous la garde d'une sentinelle, et repart sans tourner la tête, en continuant sa fanfare. Qu'on imagine le même accident arrivé à une troupe allemande !...

Derrière ceux qui s'en vont, si crânes et si charmants, voici la « Garde verte », la terrible police des *schupos* qui entre dans les casernes à peine évacuées, et voici, à Essen, les hommes d'affaires qui se glissent et se hâtent d'acheter des paquets d'actions : ce sont nos alliés qui « font la Ruhr » à leur façon. L'Allemagne illumine. Elle a ordonné pour cette nuit du 25 août une joie de complaisance. Cette fête s'est accompagnée sans doute secrètement de plus d'un regret. Dieu fasse que les Rhénans qui auront vu passer cette retraite de nos drapeaux n'aient pas raison de dire à la France : « Tu sais vaincre et tu ne sais pas profiter de la victoire ! »

***

LE MARIAGE DE HANIFA

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Après la tristesse et l'abattement des premiers jours, la nature vive de Lalla Malika reprit le dessus. Elle se dépensait de nouveau à diriger ses domestiques, à faire réparer le désordre que le départ de deux sidis à la fois avait occasionné, à rendre à sa demeure sa netteté lumineuse et son air de fête. Ce qui la préoccupait, néanmoins, outre l'inquiétude au sujet de son fils unique et de son cher époux exposés à la mort, c'était l'éducation de Hanifa qui avait été à peine ébauchée par sa pauvre sœur, qui se trouvait loin d'être terminée... et bien loin de la satisfaire. Hanifa avait été élevée un peu comme une enfant pauvre et trop gâtée. Elle eût été heureuse de se mêler à la vie des domestiques, de les aider dans leurs besognes, de prendre soin du poulailler, de cueillir les œufs au nid et de les apporter à la cuisine, de faire brouter Messaoud, de taquiner les hommes qui bêchaient les plates-bandes, en les appelant par leurs surnoms derrière le judas de la porte fermée, ou encore de jouer aux sept pierres avec Fakhite. Mais, à tout moment, la voix de Lalla Malika, autoritaire, s'élevait pour lui donner de sages conseils :

— Hanifa, tu es aujourd'hui la fille de la grande maison, et tu es en âge de te tenir mieux que cela! Quel goût trouves-tu à t'amuser avec cette petite Fakhite, sauvage et sournoise?

Copyright by Elissa Rhaïs, 1925.

(1) Voir la *Revue* des 1er et 15 septembre.

Sait-elle seulement jouer? Elle ne sait que t'envier comme toutes les meskinates qui ne voient que notre bonne nourriture et le luxe de notre maison...

Ce matin, en prenant le café avec sa tante sur le plateau d'argent qu'Ambarka leur avait présenté, garni de biscuits, de losanges au miel et de serpents aux amandes, Hanifa reçut une nouvelle leçon. Hanifa buvait son café pur, elle collait à mesure un morceau de sucre sur le bout de sa langue et tètait bruyamment : une habitude que les hommes prennent au café maure, que papa Meziane avait montrée à la maison et que Hanifa imitait fort bien.

— Eh quoi? Tu es un maquignon ou un marchand de grain? Tiens, tu ressembles plutôt à un vieux fumeur de kif! Ne sais-tu pas, Hanifa, que toute la grâce de la femme est dans le geste de porter à ses lèvres sa tasse de café?

Puis Lalla Malika emmena Hanifa avec elle; elles pénétrèrent dans une chambre longue, où des matelas de cretonne bleue s'éparpillaient sur une natte; des peaux de mouton bien blanches, des coussins, des corbeilles à ouvrage composaient tout le mobilier de cette pièce, qui était la mieux éclairée par de larges ouvertures et un badigeon de chaux crème.

— Voilà la chambre de travail. Tu vas aller chercher ta corbeille et t'asseoir là, près de moi. Je vais t'apprendre à filer la soie, Hanifa. Car une jeune fille doit savoir, quand elle est en conversation avec ses compagnes, de combien de fils est formé son haïk, et s'il n'y est pas entré une certaine quantité de coton. Les femmes de grande famille tissent leur haïk elles-mêmes : il revient plus cher, mais il est infiniment plus beau et inusable.

Hanifa revint bientôt, apportant son nécessaire et sa quenouille et cela l'amusa de voir avec quelle souplesse sa tante Malika maniait ce petit instrument, tel un joujou... Pendant que la quenouille trottait, que la fillette tournait le dévidoir, les yeux de Lalla Malika s'assombrissaient. Du jardin, par intervalles, montait la voix de l'Espagnol :

— *El moro khopar toto! El moro khopar toto!*

Le pauvre homme, resté à demi fou, avait été recueilli par Sid Abd-el-Kader, qui le gardait dans sa maison comme un pieux souvenir. Il s'occupait de loin en loin à bêcher les plates-bandes, et alors qu'il semblait parfaitement calme, soudain une

crise épileptique agitait tout son corps, et cette épave de la caravane de fête lançait aux échos son cri de malheur.

Et Lalla Malika était reprise par ses idées tristes. Elle pensait à sa pauvre sœur, à sa terrible mort, au massacre de tant de belles familles! Et tout cela par sa faute, par son orgueil! Si elle avait épousé les appréhensions de Sid Abd-el-Kader, elle eût évité cette catastrophe épouvantable.

Hanifa y pensait aussi, mais aucun remords ne troublait sa petite âme blanche. Elle songeait souvent, de même, à l'école française et n'osait en parler à sa tante, qui avait un tel mépris de l'instruction des *roumiates* et de leur éducation. Que tout cela était loin déjà, comme un brouillard d'aurore! Ce passé était mort, elle ne devait songer qu'à l'avenir.

L'avenir, c'était l'espoir qui renaissait dans son cœur d'être un jour la femme de Sidi Saïd, de plaire à sa tante pour qu'elle fît d'elle doublement sa fille.

II

Cependant Fakhite s'est éloignée de la maison, la rage au cœur contre ces heureuses de la terre et contre cette négresse qui la poursuit comme sa chance noire. Elle envie le costume de deuil en flanelle blanche qui moule le beau corps de Hanifa et les pantoufles en laine brodées de croissants et d'étoiles, qui abritent ses petits pieds. Fakhite regarde ses pieds à elle, nus, déformés, cuits par le soleil... Elle s'arrête devant le gourbi où elle dort, attache Messaoud et court au fond du jardin vider son fiel et ruminer une vengeance. Et ses yeux noirs de bédouine haineuse lancent des éclairs vers la maison où Hanifa a trouvé bonheur et amour, et elle travail et mépris. La tête entre les mains, les pieds dans le ruisseau, Fakhite songe à la recommandation que sa mère lui fit avant de mourir : si Allah t'accable par la mendicité, pour vivre, n'approche jamais que la porte des grandes maisons! Elle avait cru que « la grande maison » allait l'accueillir sans rudesse, qu'elle y trouverait confort et bien-être et qu'on ne lui demanderait rien en retour.

« Pourquoi faut-il que moi, je lui soigne son petit mouton, que je lui fasse sa toilette, que je le mène brouter de grand matin? A six heures, je suis déjà dans le pré, en train de

chercher pour lui, sur ma chance, l'herbe la plus tendre et la plus fraîche. Et pourquoi ? Pour que Lalla Hanifa le porte en offrande au marabout ! Elle n'a pas assez de cette affection, de ces richesses, des parfums qu'elle respire... Il lui faut encore que ce prince soit son époux et qu'il lui achève sa destinée de rêve ! »

Et Fakhite revoit le jeune aristocrate aux manières douces et tendres, suivre Hanifa comme un agneau par tous les coins du jardin, la balancer toute la longueur des après-midi, lui conter des histoires, lui arranger une mèche de cheveux sous le bandeau de deuil quand le vent les lui étalait, lui cueillir des fruits, les rafraîchir dans l'eau courante pour forcer son appétit. Quand elle pleurait, il la berçait sur son cœur comme un enfant, et il lui séchait ses larmes avec des baisers...

« S'il a pour elle déjà tant de sollicitude et d'amour, — et il n'est que son petit fiancé, — que sera-ce quand elle deviendra sa femme? Je crois qu'il ira à la recherche du lait des oiseaux, si elle lui en demandait!... Et moi, quand je le rencontre sur mon chemin et que le courage me prend de lui baiser un pan du burnous, il s'écarte et le secoue avec dégoût ! »

III

Vers la fin de la journée, la lessive était serrée dans les armoires, les burnous de fête des sidis étendus dans les grands coffres, sur une couche de poudre d'encens... Lalla Malika changea de toilette et incita Hanifa à en faire autant.

— Va te changer, ma fille, va... Jetons l'ennui dans un filet : une partie restera, l'autre s'en ira !

Assises en un sofa, sous leur costume blanc, à la lueur de huit bougies, elles offraient un tableau de grâce noble et nimbée de mystère. Hanifa lisait à Lalla Malika un des livres qu'elle avait eus en prix et que, de l'école, Mlle Mathieu avait eu la gentille attention de lui envoyer.

C'était une histoire poignante. On y voyait l'amour du jeu et ses conséquences affreuses. Le malheur s'introduit dans une famille d'ouvriers, composée du père et de la mère, d'une petite fille et d'un petit garçon. La mère rêve de gagner le gros lot à la loterie de la Grande Roue. Alors elle rogne sur tout : sur le loyer, sur l'habillement, sur la nourriture. Le père, contraint de doubler ses heures de travail, épuise sa santé et

meurt. La mère garde malgré tout l'espoir de gagner le million un jour. Elle vend jusqu'au matelas sur lequel dorment ses petits. Ce premier janvier, le froid est terrible. Pendant que la mère attend le tirage du numéro gagnant sur la place publique, vêtue de haillons, grelottante d'angoisse, les petits meurent au logis, de froid et de faim.

Lalla Malika écoute attentivement, un doigt sur la bouche, le récit qui lui fend le cœur. Elle baisse les paupières et murmure :

— O Allah ! protège-nous !... Mais non : chez nous, une telle aventure ne risque pas de se produire. Nos femmes sortent peu, ne fréquentent ni salles de jeux ni cafés. L'exemple n'agit pas sur elles. Nous ne savons que notre maison, nos enfants et notre mari sur qui nous ouvrons les yeux et nous les refermons !

« Oui, ajoute Lalla Malika, voilà une histoire fort intéressante que tu viens de me lire, Hanifa. Elle est loin d'être aussi belle que les nôtres. Nos contes sont plus féeriques et plus grandioses... Mais enfin toutes les roumïates devraient la connaître. Seulement, je me le demande, quel temps leur reste-t-il pour lire ? Leur habitude de sortir est si grande que je les vois installer même leur ouvrage au milieu des places ou des jardins publics ! Est-ce qu'elles peuvent coudre, prêter leur attention à ce qu'elles font, dans le va-et-vient des passants qui les regardent ? Non, je n'approuve pas leur vie. Ni leur costume. Il en est qui vont presque nues... Et ces hommes, qui voient leurs femmes s'en aller par les rues ainsi habillées, attirer le regard des autres hommes, ne leur font pas de reproches, ne leur disent rien ? La jalousie ne les dévore-t-elle pas ? Et pour elle-même, la femme qui fréquente trop la rue perd de sa valeur, fatalement, et ne recueille que le vice.

Hanifa, qui a suivi le raisonnement de Lalla Malika avec intérêt, juge que sa tante est par trop sévère.

— Mais, ma tante, toutes les roumïates ne sortent pas tous les jours, comme tu le penses. Nos maîtresses d'école, par exemple, notre directrice, adoraient leurs petites chambres, qui se trouvaient au-dessus de nos classes. C'étaient les élèves qui leur faisaient les commissions : je suis allée plusieurs fois moi-même acheter pour ma chère maîtresse la petite côtelette de son déjeuner. Et je t'assure qu'elles portaient toutes des robes très fermées, qu'on ne voyait ni leurs bras ni leur gorge.

— Elles faisaient sans doute exception, car, moi, je vois nos

voisines, le long de l'avenue, monter et descendre matin et soir, comme les godets de notre noria !

Quelques secondes de réflexion, et Hanifa repartit :

— Tu trouves mal, ma tante, que ces femmes sortent... A l'école, on nous a bien appris que l'hygiène commande de changer d'air à ses poumons. Et forcément les roumïates doivent sortir plus souvent que nous : dans leurs appartements de la ville, on étouffe.

— Et pourquoi habitent-elles la ville ? Est-ce qu'elles ne seraient pas mieux à la campagne ? La campagne, c'est l'abondance et le bien-être, c'est la santé et le bonhenr. Tout se paie en ville, jusqu'à l'eau, — que Dieu nous préserve ! La campagne, c'est la chèvre qu'on attache au pied d'un arbre, qui se nourrit de peu et fournit le lait à toute la famille, c'est le poulailler qui donne les œufs et la volaille et ne coûte presque rien, ce sont les enfants qui s'ébattent et prennent de la vigueur...

— Assurément, tante, mais les Français ont leurs occupations en ville, presque tous sont commerçants ou fonctionnaires...

— Et nos hommes n'ont pas leurs occupations en ville ? Ils partent de grand matin et ne sont en retard ni pour ouvrir leur boutique ni pour gagner leur bureau. Et notre cousin Abdel-Tif n'est pas sous-directeur de la Bibliothèque ? Qui doit être plus exact que lui ? Eh bien ! il habite la campagne. Le soir, au lieu de s'attarder à un café, il se hâte de rejoindre sa maison lointaine ; cette nécessité de reprendre son chemin immédiatement le préserve d'un vice, d'une perte d'argent, l'oblige à se coucher tôt, à se lever de grand matin, à conserver sa santé. Et toi-même, Hanifa, n'allais-tu pas à l'école ? Et cependant tu habitais El-Kalaâ. Est-ce que tu arrivais en retard ?

— Jamais, dit Hanifa avec un soupir.

— Crois-moi, fillette, ce n'est pas la distance qui les effraie, c'est la solitude. Pas de cinémas, pas de théâtres, pas de concerts sur les places, le monde qui n'est pas là pour admirer leurs toilettes...

IV

Ce matin d'avril sur les jardins, la montagne, l'eau bleue qui environnait la Maison des Beys, était ardent et féerique. Hanifa et sa tante guettaient le facteur. Leur angoisse augmen-

tait au long des jours : depuis trois mois, elles ne recevaient plus de nouvelles. Accoudées aux balustres de la véranda orientale qui surplombait la mer, elles prêtaient l'oreille au moindre frôlement sur la route, n'osant s'avouer l'une à l'autre leur inquiétude. Puis le facteur laissait apercevoir le drap jaune de sa casquette entre les bruyères et filait son chemin d'un pas pressé, indifférent. Alors les deux femmes murmuraient : « Encore rien, ce matin ! »

Le soleil avait inondé la terrasse d'un flot brûlant. Lalla Malika venait de tirer les grands rideaux jaunes et bleus ; elle laissa tomber sur Hanifa un regard où la douleur se mêlait à la compassion.

— Tu es inquiète, Hanifa, de leur silence ! dit-elle brusquement. Moi, je ne sais que penser. Peut-être que les lettres mettent plus de temps à nous parvenir jusqu'ici, maintenant? Peut-être que le porteur est mort en route? Peut-être que le facteur n'a pas connu notre adresse : nous recevons si rarement des lettres... Ou peut-être qu'on leur défend d'écrire?

Hanifa secouait la tête. Toutes ces hypothèses de sa tante étaient trop naïves.

— Je me dis aussi : peut-être que l'un d'eux est malade?

— Alors, répondit Hanifa, pourquoi l'autre n'écrirait-il pas?

— Pour ne pas m'avouer ce qui se passe là-bas... Qui sait ce que c'est qu'une guerre? Dans ma longue vie, je n'en ai ni vu ni entendu parler !

Puis les deux femmes soupirèrent en même temps :

— Allah fasse ce qui lui convienne : nous sommes soumises!

Et soudain, Ambarka accourut par le jardin en s'écriant :

— Faites you-you, mes lallates! Une lettre des sidis !

Au-dessus de sa tête, elle agitait le carré de papier qui ressortait plus blanc entre ses doigts de vieux bronze. Elle le baisait, le pressait contre sa poitrine.

Et lorsque, tout essoufflée, elle la remit à leur petite savante, Ambarka s'écroula à genoux pour implorer :

— Dieu ! ne nous fais entendre que le bonheur !

Lalla Malika et la négresse s'installèrent devant Hanifa, qui s'assura d'abord que la lettre venait bien des sidis, examina l'écriture, l'enveloppe non affranchie, le cachet des armées. Lalla Malika, muette d'émotion, attendait, heletante, que Hanifa parcourût la lettre et commençât de lui traduire...

« Ma très chère mère et ma très chère cousine...

— C'est Sidi Saïd qui écrit ? Lui-même? Tu as reconnu son écriture? interrompit-elle.

— Mais oui, tante, c'est écrit de sa propre main !

— Grâce à Allah ! souffla Ambarka.

Hanifa reprit, la voix sanglotante :

« Ma très chère mère et ma très chère cousine,

« Je suis sauvé ! Me voici aujourd'hui en convalescence. Sous la tente, par une matinée brumeuse et froide, je me recueille pour causer un peu avec vous. D'abord, ma chère mère, je vais te supplier de ne pas t'inquiéter. Car ni les soins, ni l'affection tendre ne nous manquent. J'ai été, pour ma blessure, choyé, gâté, dorloté autant qu'à la maison. Il y a ici des femmes françaises d'une grande valeur. Elles ont tout abandonné, foyer, enfants, pour nous suivre. Elles donnent avec âme et intelligence leurs soins aux blessés; leur dévouement est magnifique. Elles nous font endurer avec gaieté toutes les misères de la guerre...

— Que le nom d'Allah soit sur elles ! prononça Lalla Malika, qui avait éprouvé un choc terrible à la nouvelle que son fils était blessé, mais avait rappelé tout son courage pour ne point affoler sa chère petite nièce.

« Te dirai-je de nouveau, ma chère mère, qu'il ne nous manque rien? J'ai une habitation presque confortable, qui ressemble assez aux gourbis de nos pâtres. Papa vient me voir deux fois le jour. Il te prie de l'excuser de n'avoir pu vous écrire encore. Tu le connais : à la maison, il est le lion dompté; tandis qu'ici, il est le lion dans sa forêt. Le bruit des balles l'enflamme, il ne songe plus qu'à l'assaut et qu'à ses hommes !

« Nous ne manquons également, chère mère, ni de couscous, ni de méchouie. Souvent les gradés français viennent manger avec nous dans la djefna et trouvent notre plat national meilleur que leur soupe.

« Chère mère et chère cousine, ne vous tourmentez point sur notre sort. Vous le voyez : nous ne sommes pas trop malheureux. Sortez vous distraire quelquefois; multipliez vos visites aux marabouts, et enfin mêlez vos prières pour qu'Allah éteigne cet incendie et nous réunisse le plus tôt. Je vous embrasse toutes deux comme je vous aime. »

Mais la lettre avait un post-scriptum, que Hanifa lut rapidement, pour elle seule :

« Chère Hanifa, je pense toujours à toi. Ton image est dans mes rêves. A quoi passes-tu tes journées? As-tu oublié un peu ta douleur? T'ai-je laissé trop de vide? Le petit mouton est-il assez gras? Vas-tu bientôt le porter en offrande? Écris-moi dans ta lettre le souhait que tu feras dans ta poitrine de vierge. Je t'embrasse en te mordant tes petites lèvres. »

Lalla Malika et Ambarka essuyaient leurs larmes en silence, pour ne pas interrompre la liseuse. Dès qu'elle eut fini, Lalla Malika voulut que Hanifa leur relût la chère lettre « depuis le commencement », et qu'elle répondît à son fils sur l'heure.

— Va, Ambarka, cours chercher de quoi écrire!

Pendant que la négresse fuyait à grandes enjambées, Lalla Malika commençait à énumérer ce qu'il fallait que Hanifa écrivît :

— Dis-lui qu'il a trop tardé pour nous envoyer sa lettre, que cela fait trois mois que nous sommes restées sans nouvelles : c'était trop. Dis-lui : quand la guerre finira-t-elle? Dis-lui que je suis contente aujourd'hui que Hanifa soit allée à l'école française, qu'elle me rend le plus précieux des services. Dis-lui que lorsqu'on nous sert le café avec les bonnes pâtisseries, dans nos chambres bien chauffées, sur nos tapis, mon cœur se serre et je me dis: « Le pauvre chéri ! Il doit manger son pain noir et son eau bouillie dans la gamelle », et je soupire : « Quand pourrai-je lui servir moi-même, sur nos plateaux d'argent, dans nos petites tasses dorées, notre bon moka! » Dis-lui que les larmes ne s'effacent pas de mes joues! Dis-lui que mon cœur veut sortir de son enveloppe tellement sa nostalgie est forte ! Dis-lui que...

A ce moment, Ambarka revint; elle cala devant Hanifa une petite table basse, garnie du nécessaire pour écrire. A peine Hanifa eut-elle tracé la première phrase que Lalla Malika recommença de dicter :

— Dis-lui que...

— Mais, tante, il faut me donner le temps d'aligner les mots! Et crois-tu que je vais lui écrire un livre? On ne peut pas mettre tout cela dans une lettre.

— Non, non! Je veux, je veux que tu lui dises tout cela. Et qu'il me dise où il a été blessé; et que pense son père? Quand la guerre finira-t-elle? Il m'avait tant promis qu'au bout de trois mois, tout serait réglé avec les Allemands! Dis-lui que je n'ai qu'un fils et que je veux le marier bientôt; je ne puis le laisser plus longtemps exposé à la mort. Et maintenant, je

n'ai plus rien à lui dire, sinon qu'il est toujours présent à mon cœur ainsi que son père ; que j'ai beaucoup langui de revoir également ce dernier, beaucoup, mais pas autant que mon fils...

— Oh ! tante, on ne dit pas de ces choses-là dans une lettre ! De vive voix, c'est moins dur...

— Redis-lui, redis-lui encore que Sid Meziane a eu une excellente idée de mettre Hanifa à l'école française ; que sans elle, comment aurais-je fait ? Il eût fallu que je coure les boutiques des vieux écrivains juifs ou qu'Ambarka aille à ma place faire écrire... Non, comme cela, c'est mieux : elle est là, à mes côtés, je lui dis tout ce que je veux, et mon cœur se rafraîchit !

Hanifa écoutait paisiblement l'interminable dictée de sa tante, et elle comprimait un sourire... Elle approuvait de la tête, à mesure, et écrivait ce qu'elle jugeait le plus nécessaire. Elle s'efforçait néanmoins, en peu de mots, de rendre toute la pensée de l'ardente et impérieuse Lalla Malika.

— Dis-lui encore, Hanifa, que depuis leur départ, la maison est devenue trop grande et me fait peur ; que les bruits ont quadruplé leur sonorité : quand la voix se tait, l'écho continue de parler seul !

V

Trois années s'étaient écoulées. Hanifa était devenue une superbe jeune fille, au port de femme, à l'éducation tout orientale. Le temps passé à l'école française n'avait laissé sur elle qu'une légère trace. Ses mains s'étaient instruites à tous les travaux de broderies, de dentelles et de tissages. Elle faisait merveille à draper, à décorer les matelas du trousseau, à composer une écharpe aux nuances éteintes, à heurter les couleurs d'un tapis de repos pour la sortie du bain. Son esprit s'était orné aussi des légendes grandioses racontées par les femmes aux veillées de prières, des contes joyeux qu'on se disait dans les matins de fête, et des aventures sinistres qu'on murmurait autour des tombes, une main sur la bouche.

Hanifa sortait rarement. Elle ne rendait point la visite de baptême, ni n'assistait aux réjouissances de la nuit de noces. Elle réservait le vendredi aux pèlerinages à des marabouts, et le dimanche au bain des jeunes filles. Avec quelques amies, elle choisissait la fontaine *el geblïa*, qui faisait face au couchant ;

on s'asseyait tout autour, on causait gaiement, on se penchait sur la vasque de marbre, et parmi le groupe des minois que reflétait l'eau scintillante, la jeune fille qui se voyait entière était sûre que cette fin d'année lui amènerait « sa chance », dût-elle se trouver au pays de Cham.

Hanifa avait appris à distiller les essences de fleurs; elle savait quel extrait incomparable on obtenait en amalgamant le géranium, le jasmin et le nessri. Elle avait adopté pour parfum de sortie le jasmin vanillé, et pour parfum de maison le musc de Turquie. Elle avait confectionné son haïk elle-même, de soie pure, rayé de mérinos; il était unique à Beni-Saf. Avec des escarpins vernis, Hanifa ne portait que des bas de soie blancs. Ses costumes étaient d'une simplicité étudiée ; les serouals à longs plis rasaient la cheville, mettaient en valeur les anneaux d'or qui cliquetaient contre la mule de soie, sur le pied rougi. Les manches du corsage finissaient au détour de l'épaule, révélant le modelé du bras et la finesse du poignet. Sa coiffure de jeune fille de grande famille, — les deux tresses dans le dos retenues à la nuque par un large ruban qui se nouait en touffe bleue ou rose sur le côté, — faisait ressortir la blancheur de sa gorge et le teint rosé de ses joues. Sa démarche, dans la rue, était majestueuse, son pas avait de l'assurance ; dans la maison, elle allait au contraire souple et gamine indéfiniment, répandant la fraîcheur et la vie. Et lorsqu'un homme, de quelque race qu'il fût, se présentait à la grille et demandait à parler à un domestique, Hanifa se retirait de la terrasse et fuyait vers la cour, pour ne pas connaître sa voix

Hanifa, en ces trois ans, avait amoncelé une quantité de lettres de Sidi Saïd. Elle les serrait dans un coffre d'argent, un cadeau que lui-même lui avait envoyé de Mulhouse. Que d'heures délicieuses elle goûtait à les relire, seule dans sa chambre, à la lueur de sa veilleuse rose !

En une de ses lettres, Sidi Saïd demandait : « Eh bien ! ma chère cousine, je suppose que tu as apporté depuis longtemps Messaoud en offrande à quelque marabout. As-tu fait le même vœu que pour le premier ? M'aimes-tu toujours aussi ardemment ? Ici, dans cet éloignement, mon affection s'est accrue encore pour toi. Ton beau visage, tes yeux bleus, ta chevelure d'or m'apparaissent dans un rayon de soleil. Lorsque j'ai quelques minutes de repos, je ne vois tout de suite que toi, ma

chérie. Penses-tu souvent à moi? Enfin, j'espère venir bientôt en permission et t'embrasser à pleine bouche, à satiété, pour essayer d'apaiser ce feu qui est en moi... »

Certes, Hanifa pensait toujours à lui, mais n'osait pas le lui écrire. Elle ne répondait point, dans ses lettres, à ces sortes de questions qu'il lui posait. Et lui la traitait de méchante, sans pitié pour le mal d'amour : « Pourquoi n'as-tu pas voulu me dire ton vœu au marabout? Cela m'aurait fait tant de plaisir! »

Dans le calme des chauds après-midi, elle étalait tout ce qu'elle avait reçu de lui : les dentelles rares, les pochettes impalpables, les bijoux... Elle aimait surtout un bracelet dont la ciselure délicate l'enchantait... Elle discutait longuement avec sa tante sur ces joyaux qui étaient l'œuvre des Français. Elle lui rapprochait sous le regard les dentelles du Puy ou de Lunéville : « Tu vois qu'il n'y a pas que nous qui faisons de belles choses... »

Et le soir, de nouveau, alors que Hanifa se croyait bien seule, qu'elle souriait à tous ces présents royaux, aux douces déclarations d'amour, sous la lueur de la veilleuse rose, elle ne voyait point, dans la partie de la pièce que noyait l'ombre, une forme s'avancer peu à peu... Bientôt un froissement attirait son attention, et deux yeux noirs qui flambaient de jalousie trahissaient la présence de Fakhite.

— Tu es là, toi! Viens, viens voir les belles choses que Sidi Saïd m'a envoyées! Dans cette lueur rose, elles semblent encore plus belles...

— Il t'en a encore envoyé de nouvelles, ou ce sont les mêmes?

— Ce sont les mêmes.

— Eh bien! qu'ai-je besoin de les revoir? Elles sont restées gravées dans ma tête. Je sais même de combien de perles se compose ton collier...

Ah! certes, Fakhite les savait par cœur, tous ces trésors que Hanifa recevait presque chaque mois! Elle en souffrait assez cruellement. Chaque colis, qu'Ambarka annonçait avec des you-you par le jardin, lui broyait les entrailles. De longs après-midi, elle demeurait cachée dans le ventre d'un vieil olivier, à creuser sa douleur et à ruminer une vengeance, une vengeance terrible qui la paierait de toutes les humiliations subies de ses maîtres. Et le Sidi, qu'elle aimait en silence, qui, dans ses lettres, donnait le bonjour à Ambarka, aux autres négresses, aux négrillons, aux jardiniers, qui n'oubliait même

pas d'envoyer une caresse pour la chatte Petite-Rose, et qui, pour elle, n'écrivait pas le mot : Dites à cette chienne le salut !

Les regards de Fakhite se portaient alors sur ses jambes maigres et brûlées, sur ses bras olivâtres... Quand elle se trouvait chez Hanifa, vite, elle allait se regarder dans la glace de l'alcôve. Elle voyait avec horreur sa tignasse terne et crépue comme celle d'un négro, sa bouche large et sa figure de misère... alors que Hanifa possédait une gorge d'albâtre, des épaules tombantes, une chevelure croulant jusqu'aux chevilles, ainsi qu'une toison d'or. Son petit nez s'effilait au milieu de ses joues roses et ses yeux semblaient avoir été fendus par des doigts humains.

Et la bédouine poussait un soupir d'agonisante.

— Qu'as-tu, Fakhite ? Tu es toujours triste, toujours de méchante humeur... Tu n'es pas malade ?... Alors, pourquoi ces soupirs ?

— Hé ! répondait Fakhite, tout ce qui te manque te fait mal !...

VI

Cet après-midi, Hanifa et sa tante sont les femmes les plus heureuses du monde. Elles ont reçu la nouvelle que les sidis rentraient à Beni-Saf pour un mois de congé. Ayant paré la demeure de ses plus beaux atours, tiré du fond des armoires la vaisselle d'or et d'argent et donné ordre aux domestiques de dérouler les tapis de fête, Ambarka emporta sur la tête la corbeille du bain bourrée de la lingerie la plus fine, des costumes les plus riches, et sous le bras les deux carpettes de Damas pour la sortie des lallates, que Hanifa avait tissées elle-même. Elle allait à grands pas, le regard farouche, la narine dilatée d'orgueil.

— *Balakou, Balakou meune teume !* Écartez-vous ! Laissez-moi passer !

Elle bousculait femmes et enfants par les rues... Lalla Malika et Hanifa marchaient derrière ; leur beauté rayonnait à travers le voile ; la joie gonflait leur poitrine.

Quand elles arrivèrent au bain, la nouvelle était répandue : toutes les baigneuses vinrent les saluer et les féliciter. Mais bientôt Lalla Malika aperçut, en une petite salle particulière, une famille qui étalait des corbeilles, des objets de toilette, des

déshabillés d'un luxe unique ; puis elle reconnut son parfum, en passant dans la galerie avec Hanifa.

— Tiens ! dit-elle à sa nièce, c'est la famille de l'ancienne fiancée de Saïd.

Hanifa pâlit, et le cœur lui cessa de battre. Que de douloureux souvenirs lui rappelait cette fiancée ! L'avait-elle fait assez souffrir, dans tout ce qu'elle aimait au monde ! Elle demanda, d'une voix blanche :

— Et Lalla Nefissa elle-même est-elle ici ?

— Oui... Regarde cette jolie brune, qui s'admire dans une glace à main !

Hanifa mit un certain temps à la découvrir, car la salle était ombreuse, elle avait les yeux troubles... Quand elle eut distingué cette jeune fille à la taille élancée, au port fier, qu'on sentait pétrie de charme et de noblesse, elle baissa la tête et dit :

— Oh ! oui, tante, elle est vraiment belle... Mais je m'aime mieux !

Lalla Malika sourit et murmura :

— Pauvre chérie !

Ambarka avait disposé les tonnelets d'eau chaude près d'un petit bassin de marbre, renversé les sièges de cuivre ; les lallates s'installèrent. Quelques femmes alentour contemplaient Hanifa :

— Voilà, je pense, chuchotaient-elles, la nouvelle fiancée de Sidi Saïd. Elle est superbe, que Dieu bénisse ! Une vraie blonde, comme la célèbrent nos poètes d'Égypte !

Et soudain, Lalla Malika vit sortir de la salle particulière la famille de Sid Dahmane : les vieilles tantes, la mère, les deux jeunes sœurs... Elles étaient drapées en des sorties de bain toutes pailletées d'argent. Lalla Nefissa avait jeté sur ses épaules une fouta d'or ; ses hanches nues laissaient deviner le corps le plus admirable. Elles s'avancèrent vers Lalla Malika pour la féliciter du retour des sidis. Et lorsque les souhaits de bonheur furent échangés, que la famille s'éloigna, Lalla Nefissa, demeurée en arrière, lança un tel regard à Hanifa, sa bouche merveilleuse laissa tomber un sourire plein d'un tel mépris que Hanifa se révolta :

— Si tu devenais ma rivale, tu ne serais jamais qu'une esclave ! Car tu es brune et je suis blonde. Tu ne pourrais point me mentir, car j'aurais le droit de t'envoyer à la place de location !

Lalla Malika la toisa de nouveau et lui dit froidement :

— Cette blancheur pâlira et prendra le ton d'une calebasse. La chaux n'est pas chère; avec un liard on blanchit une maison. La chaux se dépose dans les fondouks, tandis que le musc se serre dans les cassettes. Et si j'avais découvert ma face à Sidi Saïd comme toi tu lui offres la tienne, cette semaine je serais sa reine, et toi, la petite chatte pour me distraire!

La discussion s'envenimait, les femmes s'interposèrent.

— Assez, assez! dit Lalla Malika en se levant toute droite, et son œil autoritaire perça les deux rivales, je souhaite que mon fils revienne de cette guerre sain et sauf pour vous épouser toutes les deux, et qu'il vous adore tour à tour. La brune et la blonde, Allah vous a créées pour le bonheur des hommes!

VII

Donc, après ce bain chaud, ces parfums entêtants, cette algarade bien imprévue, Lalla Malika et Hanifa étaient rentrées brisées... Elles se couchèrent aussitôt et se promirent l'une à l'autre d'être sur pied à la pointe du jour, afin de recevoir les sidis qui avaient annoncé leur arrivée à Beni-Saf pour quatre heures du matin.

La veilleuse rose baignait la chambre de Hanifa de ses pâles lueurs, et rendait encore plus pâles les traits bouleversés de la jeune fille. La rencontre d'aujourd'hui l'avait surexcitée, avait rallumé en elle le feu des douleurs. La mort inouïe de ses pauvres parents, au sujet de laquelle on n'avait rien pu savoir, rien recueillir, sinon ce malheureux Espagnol, à demi fou, qui hurlait de temps à autre par le jardin, la pénétrait de désespoir. Aucune main ne les avait vengés. Le grand mystère planait toujours ; les montagnes s'étaient refermées sur leur secret. Elle pensait, de même, au chagrin profond que lui avait causé naguère la nouvelle du mariage de Sidi Saïd avec Lalla Nefissa. Elle revoyait cette jeune fille, à la beauté tragique, au port de cyprès, elle revoyait la finesse de ses chevilles et l'éclat de ses yeux noirs... Non, jamais, nulle part, elle n'avait rencontré créature semblable! Qui l'apercevait une fois était perdu. Son amour devait prendre, envelopper, engloutir comme la mer!... Néanmoins, le bonheur de revoir Sidi Saïd à la fin de cette nuit lui faisait peu à peu oublier toutes ses amertumes. Elle se demandait si elle allait pouvoir,

sans rougir, affronter son regard, car les phrases d'amour de ses lettres lui revenaient en foule à la mémoire...

Lalla Malika s'était endormie, le sourire aux lèvres, le cœur débordant d'ivresse à la pensée que demain elle reverrait son bey, — d'ivresse et d'orgueil aussi : quoi ! elle avait vu la grande famille de Sid Dahmane faire les premiers pas, venir au-devant d'elle, et ne point oublier, dans son malheur, de partager avec elle un peu de la joie du retour de son fils ! Et Lalla Malika avait compris que la superbe Lalla Nefissa gardait au cœur, malgré tout, l'amour de Sidi Saïd, que sans doute, après lui, elle avait juré qu'elle n'accorderait plus sa main...

Lalla Nefissa, en rentrant chez elle, dans le vaste palais turc isolé au bord de la mer, avait arraché son voile pour le jeter à la face de sa négresse Meriem.

— Disparais à l'instant ! Cours me chercher Boule-de-Teinture, et défends la porte de ma chambre !

Lorsqu'elle fut seule, elle se laissa choir sur un divan, et son cœur, plein de rage amère, se dégonfla par des sanglots entrecoupés de mots haineux :

— O mon frère, qu'Allah te maudisse !

Puis, avec fièvre, elle se débarrassa du costume brodé d'or qui la gênait dans ses mouvements, elle fit sauter les bracelets et les khalkhal, et le diadème qui ornait son front splendide. Elle passa un déshabillé blanc de soie molle, imprégné de parfum, serra sa chevelure en turban autour de sa tête, s'étendit sur le matelas qui occupait le fond de la chambre royale, prit une glace à main, et, un bras sous la nuque, se regardant longuement, elle dit :

— Hanifa Meziane, fille du marchand de volaille, à nous deux !

L'ombre du mépris, la flamme de la vengeance, animèrent tour à tour ses grands yeux noirs. Et bientôt reparut la négresse Meriem, écartant la portière de peluche et poussant devant elle Boule-de-Teinture, l'entremetteuse. Boule-de-Teinture ôta ses chaussures râpées et vint s'asseoir auprès de Lalla Nefissa. Elle fixa de ses petits yenx sans cils les yeux troublants de cette reine. Et elles se parlèrent à voix basse, entre les dents, avec des gestes crispés, des grondements, des soupirs, ruminant des projets où le souffle de l'enfer passait !

Il faisait nuit noire lorsque Meriem raccompagna l'entre-

metteuse et referma après elle la porte massive bardée de cuivre. Et maintenant, sur le chemin solitaire, roulait le petit corps recroquevillé de Boule-de-Teinture, qui ricanait au vent et à la mer :

— Quelle aubaine, mes amis ! Ah ! ah ! ah ! quelle aubaine !

VIII

Les sidis sont arrivés, un peu plus tard qu'on ne l'avait prévu. Heureusement, car Hanifa ne s'éveilla que lorsque le soleil déjà montait... Fakhite était venue la trouver d'assez bonne heure, toute raide dans sa gandourah neuve aux fleurs de pavots.

— Comme tu es jolie, Fakhite !

La Bédouine jeta un regard dans la glace et souleva les épaules.

— Ah ! oui... Si tu veux rire du noir, habille-le en rouge !

Elle fit entendre une manière de rugissement, et ses yeux pleins d'envie examinèrent Lalla Hanifa.

Hanifa avait revêtu un superbe costume d'un blanc de neige, à fleurs d'amandier. Des mules dorées, sur talons hauts, finissaient sa toilette de maison. Un ruban vert-pomme retenait sa chevelure, ondulée aux extrémités. Et il y avait sur son beau visage, rose d'émotion, tout le charme de la jeune fille amoureuse.

Sa tante vint l'aider à agrémenter sa toilette de quelques épingles d'or, lui passa, sur la gorge éclatante de blancheur, un collier de perles qui était le présent de Saïd, et à ses bras, aux trois quarts nus, lui fixa un bracelet d'or au-dessus du coude.

— Tu es admirable, ma chérie ! lui dit-elle. Allons, viens sur la terrasse. Je crois entendre le grelot des breaks sur la route de Beni-Saf.

Sid Abd-el-Kader et Sidi Saïd sont arrivés, accompagnés de caïds aux longs burnous rouges, la poitrine constellée de médailles. La joie du retour éclate sur leurs traits. Comme leur cœur avait battu, en revoyant la route magnifique, ombragée de saules pleureurs, qui dévalait vers la Maison des Beys ! A la grille, ils furent reçus par des you-you, par la raïta et le tambour de basque. Les domestiques, les jardiniers, les nègres et les négrillons étaient venus les saluer, les débarrasser de leurs bagages. Les musiciens, assis en rond au milieu de la cour, se levèrent et attaquèrent l'hymne de la bienvenue :

Nous arrivons, nous arrivons,
O lumière de nos yeux,
Que ton bonheur et ta paix
Soient éternels !

Ambarka courait s'occuper des caïds nouveaux venus, les délestait des lourds burnous de voyage, leur désignait des sofas. Chacun prenait place. Ils admiraient le luxe de cette demeure, en écoutant les chants tour à tour allègres et voluptueux de Yamina-Violon. Des soupirs de soulagement apaisaient les cœurs.

— Allah ! Allah ! nous avons enfin devant nos yeux notre beau ciel, nos maisons qui étincellent de mosaïques, de jets d'eau, et le son de notre musique inimitable !

Ambarka les invita à passer aux bassins de marbre qui s'étalaient à chaque coin de la cour. Ils se rafraîchirent le visage et les membres, savourèrent le savon arabe, mou, pétri à l'essence des quatre fleurs : géranium, rose, nesseri et jasmin. Puis les négrillons leur servirent le café sur des plateaux d'argent, avec des confitures, des tranches de biscuit parfumé à la fleur d'oranger.

Cependant, Sid Abd-el-Kader et Sidi Saïd étaient montés au premier étage ; ils pénétrèrent dans le grand salon, où Lalla Malika et Hanifa les attendaient, un mouchoir aux dents. Ils se jetèrent dans les bras les uns des autres et s'embrassèrent follement.

— Grâce à Allah ! Grâce à Allah, pour cette heure bénie !

Tout à coup, Lalla Malika poussa un cri : elle venait de se rendre compte que Saïd ne possédait plus qu'un œil, l'autre avait été remplacé par un œil de verre. Et une grosse balafre lui barrait la joue gauche !

— Eh quoi ! femme ? N'as-tu pas plus de courage que cela ? lui dit Sid Abd-el-Kader. Et ceux qui ont perdu la vue entièrement, ou une partie de leur corps, et ceux qui sont morts, n'as-tu pas entendu parler d'eux ? Tu t'évanouis pour un œil... Prie, prie Allah de nous faire revenir tous un œil en moins seulement à la fin de cette guerre !

Hanifa trouva Saïd plus beau que jamais. Il avait une allure plus mâle et le teint bruni. Deux croix ornaient sa veste couleur de terre. Il portait sur lui l'air des pays lointains et le souffle des batailles.

— Comment trouves-tu Saïd, Hanifa ? demanda Sid Abd-

el-Kader qui avait attiré sa chère nièce sur ses genoux.

Hanifa rougit, baissa les yeux et murmura :

— Je le trouve... toujours le même !

Saïd était ému, ému au point qu'il ne pouvait articuler une parole. Son cœur était plein d'ivresse. Il le sentait prêt à éclater. Il ne parvenait pas à croire à ce bonheur d'être de retour, là, auprès de sa chère mère et de sa bien-aimée ! Il était émerveillé du port superbe de Hanifa. Il ne pouvait détacher ses yeux d'elle. Comme elle était belle ! Tantôt, en l'embrassant, il avait bien cru ne pas enlacer la même Hanifa que jadis. Oh ! certes, elle avait changé... Et c'est ainsi qu'il s'était toujours représenté son idéal ; c'est avec ce regard, ce sourire, ces lignes nobles et charmantes qu'il avait toujours supplié sa mère de lui obtenir une femme en mariage...

Dans le brouhaha de la fête, Boule-de-Teinture, l'entremetteuse, s'était introduite, s'invitant elle-même à la manière des *ouqqafates*. Elle était vieille, mon Dieu, elle désirait, elle aussi, de tout son cœur, souhaiter la bienvenue aux « grands sidis respectés ». Avec la permission de Lalla Malika, Ambarka avait consenti à l'accueillir; et comme elle mendiait l'hospitalité des trois jours, cette hospitalité lui fut accordée.

Boule-de-Teinture en profita pour inspecter la demeure de fond en comble. Elle courait partout, fouillait, furetait, faisait parler les domestiques... Tout de suite, le regard sournois de Fakhite attira son attention. Cette petite bédouine lui parut pleine de vice et propre à la servir à souhait ! Elle se mit à la questionner, à la sonder, à lui arracher toute sa pensée ; aussitôt, elles furent devenues une bonne paire d'amies.

— Pauvre chérie, lui disait-elle en s'asseyant à son côté, tiens, je t'ai encore gardé ma part de gâteaux. Mange, pauvre chérie, tu es méprisée comme une pierre !...

Boule-de-Teinture comprit que Fakhite était mûre pour la vengeance et que certainement, elle arriverait par elle à tout ce qu'elle souhaitait, — sans y mettre la main. Elle la guettait continuellement, la suivait dans ses moindres occupations, et le soir, aux veillées mystérieuses, l'interrogeait de nouveau sur son passé et sur son cœur. Elle connut ainsi sa misérable enfance, et par quel hasard elle avait été accueillie dans cette grande maison. La jalousie, la haine rongeaient son âme d'aventurière ; le point noir de sa vie était la « bienheureuse Hanifa » !

Ambarka les surprenait souvent à chuchoter ensemble.

— Qu'avez-vous tant à vous raconter? On dirait que vous complotez de vendre de la poudre, ou qu'il y a contre vous les secrets des Mozabites!...

La vieille sorcière levait les bras.

— Rien, ma mère, rien! Allah est témoin...

La veille de son départ, Boule-de-Teinture s'entretint la moitié de la nuit avec Fakhite. Elle s'était couchée à plat ventre dans le petit dahliss de charbon, devant la paillasse de Fakhite, et tout bas, ses lèvres hypocrites écrasaient les phrases contre les joues pâles de la bédouine :

— Sois prudente, mais venge-toi! Venge ta mère qui est morte de faim, venge-toi! Brûle-les comme ils te brûlent! Crève-leur les yeux comme ils te crèvent le cœur! Rôtis-les dans leur graisse...

Elle ne cessait de lui recommander la prudence, en admirant certain moyen que Fakhite lui avait avoué, pour se venger de Hanifa, la veille de ses noces...

IX

Le lendemain du départ des invités, le silence et le calme étaient revenus dans la grande maison. Lalla Malika, le plus souvent, s'entretenait avec son mari sur les évènements de la guerre, à demi étendue auprès de lui, dans le salon ou dans leur chambre à coucher. Sidi Saïd en profitait pour venir s'asseoir aux côtés de Hanifa, qui, les jambes en carré sur un petit matelas, au bord de la terrasse, était penchée sur un ouvrage de dentelle, pour se donner une contenance. Mais elle n'était pas à son travail. Elle revoyait toujours Sidi Saïd, pénétrant dans le salon après trois années d'absence, sous les longs burnous rouges où cliquetaient des médailles. Il était grandi à ses yeux ; il était le chevalier vainquenr qui revenait lui demander sa main. Comme elle était heureuse! Comme elle l'aimait !

Néanmoins, dès qu'elle pouvait reconnaître son pas sur les mosaïques de la cour, elle piquait son aiguille dans son ouvrage et fuyait par la longue enfilade des pièces! Elle avait peur de son regard trop tendre; seule avec lui, l'émotion lui étreignait l'âme. Le tête-à-tête l'effrayait.

Sidi Saïd demeurait perplexe devant la place vide.

— Elle a reconnu mon pas et a fui, se disait-il. Qu'a-t-elle ? Et un terrible soupçon le gagnait.

— Elle ne m'aime plus peut-être... à cause de mon œil perdu et de ma balafre ?

— Oh ! si cela était, comme il serait malheureux ! Il préférait mourir là-bas, rester sur le champ de bataille, ne plus jamais revenir ! Car il le sentait : il l'aimait trop, il n'avait toujours aimé qu'elle.

Le repas de midi les réunissait autour de l'immense plateau de cuivre où les mets les plus fins, les plus variés, étaient servis dans la vaisselle de Gournah. Hanifa, pour le premier prétexte, quittait la table, au milieu du repas, et ne revenait plus ! Lalla Malika avait remarqué ces attitudes de Hanifa et en était touchée. Elle savait bien que c'étaient là les signes d'un grand, d'un véritable amour. Ni coquetterie, ni perfidie de sa chère petite nièce pour conquérir Sidi Saïd...

Souvent Sidi Saïd s'écartait de tous, quittait la maison et s'en allait à travers le jardin solitaire. Il s'évertuait à comprendre les attitudes de Hanifa vis-à-vis de lui et n'y parvenait pas. En effet, ses regards, quand elle les élevait vers lui, étaient pleins de tendresse. Alors, pourquoi le fuyait-elle ? Ou peut-être étaient-ils pleins de pitié seulement?

Il voyait l'escarpolette toujours là, qui se balançait doucement dans le jeu de la lumière sous le caroubier... Mais la planchette était retournée, on ne s'en servait plus. Hanifa était trop grande maintenant... Les eaux d'arrosage coulaient toujours, profondes et impressionnantes et il n'avait plus Hanifa dans ses bras pour lui faire sauter le torrent. Il se souvenait de ses éclats de rire qui lui dilataient le cœur. Oh ! que n'était-elle restée toujours petite !

Sidi Saïd se retournait tout à coup. Il venait d'entendre un froissement dans les feuilles ! Son cœur avait bondi ; il avait cru que c'était Hanifa qui venait le surprendre. Ses yeux le rassuraient : ce n'était que la petite Fakhite qui le suivait comme l'ombre... Il avait déjà découvert sa présence en maint endroit où il allait seul. Que lui voulait-elle, cette bédouine ? Il la haïssait...

Cependant, comme le mois de permission touchait à sa fin, Sidi Saïd se jura de surprendre Hanifa, de l'enchaîner dans ses bras et de l'obliger à dire ce qu'elle pensait de lui. Le doute, la peine le consumaient.

On avait fini de souper. Hanifa, comme à son habitude, avait quitté la table, embrassé son oncle et sa tante, et dit à Saïd, sans le regarder : « Reste en paix ! » Elle alla s'enfermer dans sa chambre. Elle commençait à se préparer pour la nuit, serrait sa chevelure en une pointe de soie, devant le grand miroir ovale. Sa bouche ne souriait pas comme aux premiers jours. Le mois de permission avait dégringolé comme un oued dans les cailloux, et elle avait le cœur tout plein de tristesse. Quoi ! il lui semblait que c'était la veille qu'elle l'avait vu apparaître dans le salon, avec le grand caïd son père, et son allure de jeune guerrier triomphant avait conquis tout son être ! C'était comme jadis, à la porte de la Maison Chaude, dans la gloire de l'été naissant...

Toute à ces réflexions, elle ne distingua point le bruit léger de pieds nus sur le tapis de sa chambre. On avait poussé, ouvert la porte, sans qu'elle s'en aperçût. Elle laissa échapper un cri, quand Saïd lui prit les deux mains, les serra dans les siennes.

— Ah ! cette fois, Hanifa, je te tiens : tu vas me dire ce que tu penses... ma chérie !

Hanifa se débattit : ce fut en vain. Voyant qu'elle ne parvenait pas à se dégager, elle cessa toute résistance et inclina la tête.

— Et que veux-tu que je te dise ?

— Dis-moi, Hanifa, pourquoi, voilà près d'un mois, tu fuis ma présence ! Mon approche te fait horreur ?

Cette question étonna Hanifa.

— Ton approche me fait horreur... répéta-t-elle. Oh ! Saïd, penses-tu ce que tu viens de dire ?

— Alors, tu ne m'aimes plus, simplement !

Hanifa le regarda, de plus en plus surprise :

— Je ne t'aime plus ?

Elle était devenue pourpre. Son qerdoume s'était défait par la lutte ; toute sa chevelure d'or croula sur son dos. Elle eut le geste de vouloir la recueillir et mit à profit cette occupation pour éviter de répondre aux questions de Sidi Saïd. Comment pouvait-il penser cela : qu'elle, Hanifa, n'aimait plus son cousin Saïd ? Elle crut qu'il s'amusait d'elle, comme lorsqu'elle était petite. Il voulait la bercer d'illusions encore... Cette pensée la fit souffrir.

Sidi Saïd tenait toujours les mains de Hanifa dans les siennes. La senteur de sa chevelure et de sa chair le grisait. Il l'attira contre sa poitrine.

— Bien-aimée! murmura-t-il.

L'air rafraîchi du soir pénétrait par les lucarnes ouvertes du dôme. Le jardin envoyait tous ses parfums sur l'aile de la brise marine. Les magnolias à demi-clos, les jasmins qui s'accouplaient dominaient la symphonie dans l'écho large des vagues...

Hanifa sentait son courage diminuer, ses forces la trahir. Le cœur lui battait à se rompre, ses joues étaient plus rouges que la pointe de soie de ses cheveux...

Avec ferveur, lentement, Sidi Saïd lui prit un baiser...

A l'instant même, la portière de la chambre se souleva : la tête de Fakhite parut. Hanifa poussa un cri et s'arracha des bras de son cousin. Sidi Saïd, nerveusement, rejeta ses burnous sur l'épaule et sortit, sans daigner regarder ce souillon des montagnes ni lui adresser un reproche.

Fakhite était glacée. L'attitude des deux amoureux dans les bras l'un de l'autre venait de lui figer le cœur. Elle ne disait rien, ne pouvait plus desserrer les dents...

Hanifa continua sa toilette de la nuit, gênée, gauche dans ses mouvements... Voyant Fakhite immobile contre la porte, elle lui dit :

— Et maintenant, qu'est-ce que tu veux? Tu as vu!

— Oui, j'ai vu, grommela Fakhite en approchant ses deux index de ses yeux;... j'ai vu et je voudrais les crever!

Hanifa crut voir là un geste de regret. Fakhite était navrée de les avoir surpris. Elle ne pouvait pas deviner qu'elle trouverait Sidi Saïd dans ses bras, à une telle heure. Ça n'était pas de sa faute, à la pauvre Fakhite... Elle eut un élan de pitié pour écarter les doigts de la bédouine, qui allaient s'enfoncer dans ses prunelles, au risque de les crever.

— Je te pardonne, ma petite Fakhite. Va, ça n'y fait rien. Tu le sauras avant tout le monde qu'il m'aime et qu'il sera mon mari!

— *Houf!* soupira Fakhite, si l'œil ne voyait pas, le cœur ne souffrirait pas!

X

— Allons, les gens, il faut se coucher. Demain, le départ est à quatre heures. Comptons sur Allah!

Sid Abd-el-Kader avait dit cela en secouant les mies de pain

de l'unique serviette sur la table basse, et il se leva pour donner le signal. Sa parole était rude et encourageante. Son geste était aussi calme que s'il eût dû quitter la famille pour un voyage à pied de quelques heures, parmi les douars. Le courage du guerrier s'étalait en lui dans toute sa force et sa beauté.

Hanifa se leva ensuite, embrassa Lalla Malika, puis son oncle, à qui elle souhaita un bon voyage, une grande chance et un heureux retour ; et lorsqu'elle fut en face de Sidi Saïd, elle eût voulu se jeter dans ses bras pour exhaler tout son chagrin, l'embrasser à l'étouffer, lui dire tous les mots tendres dont débordait sa poitrine... Le regard de sa tante et surtout celui du guerrier au ferme visage l'arrêtèrent. Elle leva vers Sidi Saïd des yeux douloureux d'amour et lui dit en un souffle :

— Qu'Allah te fasse revenir vainqueur !

Mais Saïd ne l'entendait pas ainsi. Il la retint par les poignets.

— Comment ? Tu aurais le courage de me faire un adieu si bref ? Ni une embrassade ni un baiser de main ?

Et, malgré elle, il l'attira davantage et lui murmura :

— Qu'Allah te garde, ma petite mère !

Son haleine était brûlante et les mots partaient du fond de l'âme. Il garda longtemps les mains de Hanifa entre les siennes, et comme elle voulait fuir pour aller éclater en sanglots, dans sa chambre, il la pressa contre son cœur et lui dit en l'embrassant :

— Adieu, Hanifa ! Oh ! que la séparation d'avec toi m'est devenue pénible !

Toute blanche dans sa gandourah de nuit, sa magnifique chevelure tressée, Hanifa est anéantie sur son matelas de satin rose. Des soupirs soulèvent sa poitrine, des sanglots la déchirent et l'étouffent. Quoi ! elle n'a point de chance ! Sidi Saïd va de nouveau partir et qui sait dans combien d'années encore il reviendra... s'il doit revenir ! Oh ! non, cette pensée est atroce. Elle voudrait l'écraser, la broyer sous une meule ! Et elle revient toujours...

Cependant les étoiles brillent ce soir, au dehors. Quelques-unes sont indiscrètes et se penchent sur elle, des lucarnes. Hanifa les voit scintiller, courir à cache-cache, danser, folâtrer Elles ne prennent point part à sa douleur. Hanifa se cache les yeux pour ne plus les voir...

Oh ! comme elle voudrait dormir ! Mais le sommeil a fui ses paupières... Alors, elle se met à parler toute seule ; contre sa petite taie d'oreiller :

— Vois comme ma couche est parfumée, comme mes draps sont blancs, comme la lueur de ma veilleuse est tendre et brille ainsi qu'une étoile lointaine ! O sommeil, ô roi du monde, toi qui reposes les saints et les démons, viens me visiter ce soir ! Demain il me faudra me lever à la pointe du jour, car celui qu'Allah me destine comme époux, sans doute, part pour la guerre, et qui sait si je le reverrai jamais ! Celui qui disparaît à ta vue une nuit, qui peut te dire comment il a dormi ? O sommeil, viens, écoute ma plainte, viens bercer ma peine !

Les étoiles brillent, la nuit est chaude, suffocante. Hanifa se lasse de se tourner et de se retourner sur son petit matelas.

— Allah ! je ne sais où me mettre !

Elle se lève, rejette sa chevelure, va vers un des moucharabiehs, le pousse délicatement. Sur le jardin, c'est le grand calme des nuits d'été. Pas une feuille ne bouge et au loin la mer semble de marbre. La lune est à son plein : on y voit comme au milieu du jour.

— *Echchah !* prononce Hanifa. Je respire un peu !

Son beau visage tout pâle, les yeux meurtris par les pleurs, elle joint les mains, et une prière, une prière ardente, monte à ses lèvres :

— O Allah, ô Prophète ! O marabout de Beni-Saf, ô Sid Ellouali ! Dans ce calme de la nuit, ma voix vous parviendra mieux. Écoutez-moi. Faites partir et revenir sain et sauf mon fiancé ! Que sa vie soit longue ! Que les anges le protègent des balles et du sabre ! Que le lait de sa mère prie pour lui ! O mes saints, je suis votre fille. Protégez mon bien-aimé. Vous m'avez pris mon père et ma mère, remplacez-les moi par celui que j'aime !

La lune brille et les étoiles dansent... Hanifa n'y tient plus. Elle étouffe de chaleur et de chagrin. Nu-pieds, toute blanche dans sa gandourah de nuit, sa chevelure dans le dos, elle sort de sa chambre à petits pas. Ses pieds teints au henné font des taches orange sur les dalles immaculées de la cour. Elle contourne les galeries, pousse le verrou d'une petite porte et descend les quelques degrés qui conduisent au jardin.

Elle erre entre les massifs de roses et les touffes de nesseri, elle longe toutes les allées, parcourt les berceaux, les reposoirs, les bosquets d'où l'on domine la mer. Elle voudrait se fatiguer, se briser avant de regagner sa chambre. Elle se dirige vers la vasque, qui reflète tout un coin du firmament. Longtemps elle

admire l'eau limpide et immobile. Pas un pli ; pas un poisson qui glisse. Elle s'assied sur un des bancs et pose un petit pied sur la margelle de faïence bleue. Elle ferme les paupières. Oh ! sommeiller une heure, une heure seulement dans la grande paix parfumée ! Mais non, ses paupières ne veulent pas se tenir closes. Elle les rouvre et soudain elle voit dans l'eau se refléter une ombre, une silhouette pareille à celle de son rêve... Elle se retourne et aperçoit son fiancé, debout, derrière elle !

— Toi ? C'est toi, Saïd ?...

Mais Sidi Saïd ne lui laisse point le temps d'achever sa phrase ; il la saisit dans ses bras et lui murmure :

— Je t'aime trop, Hanifa. Je ne pouvais dormir. Au lieu de prendre le chemin de ma chambre, je suis descendu droit au jardin. Je t'ai vue ouvrir ta fenêtre et j'ai assisté à ta prière. Je te suis depuis tes premiers pas dans le jardin. Oh ! bien-aimée, que tu es jolie ainsi ! Hanifa, ma reine, je te jure sur Allah : aussitôt que je reviendrai de la guerre, dans la même semaine, je t'épouserai. Je n'attendrai ni un mois ni deux !

Elle défaille de bonheur. Elle hume avec ivresse la poitrine de Saïd dans l'échancrure de la gandourah, son cœur tressaute, sa petite tête s'étourdit de parfums.

— Oh ! Saïd, combien je t'aime !

Et leurs lèvres se rencontrent pour un baiser qui n'en finit, plus...

Tout à coup, un grognement sourd s'entend derrière eux et le bruit de la chute d'un corps les fait se retourner. La maudite Fakhite, qui était perchée sur un arbre, dans sa douleur de les voir s'embrasser et s'enlacer avec tant d'amour, et puis se dire leur serment éternel, s'était laissée tomber à terre, presque évanouie...

XI

Une année de nouveau s'écoula. Le train de la maison de Lalla Malika s'était bien ralenti. Une monotonie triste flottait sur le jardin, les terrasses, les cours, alanguissait les êtres et les choses. Hanifa employait une grande partie de son temps à lire les journaux, qu'on recevait maintenant à la Maison des Beys, et à traduire les articles sur la guerre à sa tante et à Ambarka, qui comprenaient enfin ce que pouvait être l'immense mêlée des

Keffarine. Les lettres des sidis, qui arrivaient de loin en loin, étaient encourageantes, leur dégonflaient le cœur, les armaient de patience et d'espoir.

Fakhite, la petite amie d'enfance, était devenue elle aussi une jeune fille; mais ce qu'il y avait de sauvage et d'âpre s'était développé plus que tout. Sur ses traits olivâtres, au fond de ses yeux couleur de charbon, l'aigreur envieuse, une hypocrisie entêtée avaient pris place; Hanifa ne recevait presque plus sa visite, elle demeurait des semaines entières sans voir Fakhite. Lorsqu'il lui arrivait de la rencontrer dans le jardin, il lui semblait que son regard fuyant se pénétrait d'une gaieté sourde, alors qu'elle, Hanifa, était de plus en plus mélancolique et songeuse. Cela lui faisait mal, beaucoup de mal. Elle ne pouvait imaginer, avec son âme pure, le démon qui hantait le corps de cette bédouine. Elle languissait de ses répliques nerveuses, de ses mots amers qui mettaient une note de vie dans le grand tombeau de luxe qu'était depuis quatre ans la Maison des Beys : la présence de la mendiante à ses côtés lui rappelait le temps si beau et trop court de la Maison Chaude, de son enfance à Tlemcen.

De temps à autre, le fantôme de la vieille Boule-de-Teinture rôdait autour du domaine, pour essayer de voir Fakhite. Quand elle pouvait la joindre, elle lui renouvelait ses recommandations, entretenait en elle le feu de la vengeance. La chose, néanmoins, lui devenait de plus en plus difficile : Ambarka avait les yeux partout et les avait surprises plus d'une fois à chuchoter ensemble à travers la grille. Aussi bien, dès qu'elle soupçonnait que la bédouine s'attardait un peu à répondre à un mendiant qui passait, elle accourait la chercher elle-même et lorsqu'elle voyait Boule-de-Teinture assise sur une des bornes du portail, elle roulait ses yeux rouges :

— Que veut ta présence ici, encore?

Boule-de-Teinture faisait la malade.

— Je suis lasse, ma mère, lasse sous le poids des années! Je viens me reposer un instant sur votre seuil hospitalier...

— Eh bien! que ton repos ne soit pas de longue durée, car ici les petits et les grands ont du travail!

Et Ambarka tirait Fakhite par l'épaule et fermait la grille à double tour à la face de la sorcière. Celle-ci s'éloignait satisfaite : elle avait eu le temps de distinguer dans les yeux de la bédouine que la flamme de la vengeance n'avait point pâli...

L'année allait se terminer, quand un bruit du dehors vint tout à coup réveiller, ranimer les habitants de la Maison des Beys. « L'armistice ! L'armistice ! La guerre est finie ! » Oh ! la joie folle d'Ambarka à cette nouvelle ! Elle se mit à danser autour de la vasque de la grande cour en chantant les refrains de sa *dechra* :

— Mon sidi, mon sidi va revenir ! Nous allons le marier ! Nous mangerons des beignets au miel à nous gonfler ! Nous nous heurterons aux plats de couscous ! Nous tomberons sur notre ventre éclaté !

Fakhite contenait à la fois son fou rire et sa rage

— Oui, oui, oui ! lui dit Ambarka en s'approchant d'elle et la fixant dans les yeux, oui, nous allons marier Sidi Saïd, le marier avec Lalla Hanifa, et toi meurs meurs, meurs, de jalousie !

Lalla Malika, du haut des terrasses, lançait des you-you et des invocations à Dieu :

— Grâce à toi, ô Allah ! Grâce à toi ! Celui qui patiente vaut donc mieux que celui qui désire...

Hanifa avait blêmi d'ivresse. Ses doigts grelottaient. Elle abandonna son ouvrage et retint des deux mains les battements de son cœur.

Les jardiniers avaient déposé leurs bêches au bord des sillons ; ils s'étaient assis tranquillement pour rouler une cigarette et murmuraient :

— Grâce à toi, ô Allah ! de nous avoir fait vivre jusqu'à cet heureux jour !

Quand la première émotion fut apaisée, Lalla Malika se dirigea vers un meuble qui occupait un coin du grand salon et qu'elle n'avait jamais ouvert. Souvent Hanifa s'était demandé ce que pouvait bien contenir cette armoire mystérieuse, si hermétiquement fermée... Lalla Malika l'ouvrit toute grande.

— Hanifa ! Hanifa ! appela-t-elle.

La jeune fille accourut. Elle demeura éblouie devant une corbeille de noces que sa tante soulevait fièrement au bout de ses bras. Capitonnée de satin rose, pailletée d'or, entourée de longues franges d'argent, montrant au milieu une main restée inachevée, la corbeille portait le diadème et la bague de famille. Les feux des gros diamants neutralisaient l'éclat de l'étoffe et du métal rares.

Hanifa demanda d'une voix tremblante :

— Pour qui cette corbeille de reine, tante ?

Lalla Malika la regarda malicieusement.

— C'est pour ma belle nièce Hanifa !

Hanifa se voila, pudique, et, baissant les yeux :

— Tu le savais ?..

— Oui, ma chérie. Avant de repartir pour la guerre, Sidi Saïd m'a confié : je veux qu'à mon retour Hanifa soit ma femme !

Et Lalla Malika lui tendit les bras :

— Viens, ma chérie, viens que je t'embrasse : deux fois pour moi et dix fois pour lui !

XII

Oh ! les beaux jours passés dans l'attente d'un bonheur ineffable ! La maison avait repris son air de gaieté. On avait tiré des coffres, pour les secouer de leur encens, les burnous en drap de soie, les chéchias de Fez et les *bedayates* à boutons d'or. La vue de ces vêtements exposés à l'air sur les terrasses procurait à Hanifa des songeries délicieuses. Elle voyait Sidi Saïd reprendre ses habitudes de grand seigneur, aller et venir dans la maison, en un déshabillé du matin couleur de lis, donner des ordres à Ambarka, siffler son petit nègre Youssef pour lui seller son cheval, déguster son café, debout contre une arcade, et les boutons de son *camar* scintillaient dans un rayon de soleil. Elle le voyait s'approcher d'elle, la couver de son regard tendre, ou bien lui étaler le burnous de la protection et l'emporter dans ses bras pour la déposer sur un lit nuptial ! Alors, si Lalla Malika était auprès d'elle, elle s'esquivait, vite, pour cacher son émotion et contraindre son cœur.

Soudain, la cloche de la grille résonne ! Ambarka court à toutes jambes. C'est le facteur. Les cœurs battent violemment. Une lettre des sidis.

Ils annoncent leur arrivée très prochaine. Les préparatifs du retour sont faits. On n'attend qu'un ordre, qui viendra d'une minute à l'autre. Les âmes ne peuvent plus contenir la joie !

Hanifa lit toujours... Il y a un post-scriptum qui lui est destiné. Sidi Saïd lui fait part d'un malaise incompréhensible : il ne parvient point à se réjouir de la fin de cette guerre, de la victoire. Alors que ses compagnons rient, chantent, boivent à l'entour, lui est triste. C'est une tristesse inexplicable, sans raison, que pourtant il ne peut dominer.

« J'espère, ma chérie, retrouver toute ma gaieté aussitôt que j'aurai revu notre pays, notre soleil et ton beau corps pareil à une branche d'un de nos orangers en fleur; quand je me serai grisé de ton regard mauve, quand je t'aurai enfin serrée dans mes bras en te soupirant de nouveau tout mon ardent amour. »

C'est la nuit. La lettre de son fiancé est là, serrée contre son cœur. Au dehors, le vent mugit. Une des lucarnes du dôme s'est ouverte sous la rafale. La veilleuse vacille. Hanifa est abattue. Sidi Saïd lui a communiqué sa tristesse. Et pourquoi, mon Dieu!.. Tout sourit, l'air est en fête...

Une ombre glisse dans la galerie... C'est Fakhite.

— Tiens, elle a bien fait de venir. Je vais causer avec elle, cela va me distraire un peu...

— Oh! soupire Hanifa, que les heures qui nous séparent de nos absents me semblent longues! Je n'ai point sommeil. Je sens que je ne dormirai plus jusqu'à leur retour...

— Tu pâliras, tes yeux se cerneront et Saïd ne te trouvera plus si belle! Il faut au contraire bien dormir pour...

Des pieds massifs, qui pèsent sur les dalles, font tressaillir Fakhite. Ambarka arrive, tel un djinn échappé de la nuit.

— Que fais-tu ici, maudite, à cette heure? Et le matin, tu ne veux plus te lever. Tu sais qu'à la veille d'une noce, il y a double travail et il faut être sur pied plus tôt. Et puis tu déranges la mariée dans ses rêves!

Et Ambarka lui donne une poussée, la jette hors de la chambre et laisse retomber la portière. Fakhite s'éloigne sans un mot, mais ses regards hypocrites ont des éclairs de triomphe...

Minuit. Hanifa ne dort pas encore. Ses oreilles sont assaillies par des bruits de tonnerre; la pluie fait rage, les eaux grondent dans le jardin; on dirait que tous les vents de l'enfer sont déchaînés...

— Mon Dieu! se dit-elle. Peut-être, à ce moment, sont-ils en route... Comment, dans quel état vont-ils arriver!

Elle écarte le rideau d'un moucharabieh à portée de sa main. Elle voit les eaux boueuses qui roulent, emportant les feuilles mortes toutes froissées... Elle songe aux eaux limpides qui l'été s'en vont joyeusement par ces mêmes rigoles rafraîchir les arbres couverts de jeunes feuilles et de fleurs. Elle revoit les pétales des amandiers, balayés par la brise du printemps, planer en rond au détour des allées, ou naviguer à la surface

des bassins, happés bientôt par les rougets de l'Oued-Isly... Elle revoit l'escarpolette partir dans l'air embaumé, poussée par les mains amoureuses de Saïd.

— Mon Dieu! soupire-t-elle, ce beau temps reviendra-t-il jamais?

Elle se recouche. De nouveau, un éclair fend la nue. Elle croit entendre la porte grincer... A la lueur de la veilleuse qui menace de s'éteindre, ses yeux lourds voient la portière trembler sous des doigts frêles.

— Ah! c'est toi, Fakhite... Que tu es bonne d'être venue! Vois, je ne dors pas encore...

La bédouine tient entre ses mains un petit bol qui déborde d'un liquide glauque. Elle s'avance vers Hanifa avec précaution et lui dit froidement :

— Tiens. Bois cela. Tu dormiras aussitôt et tu t'éveilleras demain comme une reine...

Hanifa se soulève sur un coude et regarde dans le fond du bol.

— Qu'est-ce que c'est que cela?

— C'est une petite herbe bienfaisante, qui croît autour des aloès de la montagne et qui endort tous ceux qui souffrent...

C'est Boule-de-Teinture qui, sur la prière de Fakhite, est allée, dans la tourmente effroyable, bousculée par les vents, battue par la pluie et la grêle, cueillir l'herbe empoisonnée et lui a rapporté, cachée contre la peau rabougrie de ses seins, l'arme précieuse de la vengeance. Pour le cas où Ambarka l'aurait surprise dans le jardin, Boule-de-Teinture avait préparé l'excuse simple : elle était pauvre, elle ne possédait point de pilon de cuivre pour broyer l'herbe qui soulagerait ses rhumatismes... Mais elle n'a pas eu besoin d'affronter le regard scrutateur de l'impitoyable négresse. Ambarka était trop occupée aux préparatifs du mariage proche de Sidi Saïd avec Lalla Hanifa... Boule-de-Teinture a vu Fakhite, lui a remis le paquet trempé de pluie, et lui a dit en ricanant :

— Lalla Nefissa sera vengée!

Lalla Nefissa, pour Fakhite, est le nom d'une sainte que Boule-de-Teinture a invoquée pour la protéger...

Hanifa prend le bol que sa petite amie d'enfance lui tend et boit jusqu'à la dernière goutte.

— Qu'Allah ajoute à ta chance! Merci.

Et elle ferma les yeux.

Soudain la tête lui tourne... sa gorge se contracte... ses yeux se voilent... le cœur bat à grands coups précipités... Elle ne veut point crier, de peur que l'on gronde Fakhite, qui croyait lui faire du bien, sûrement, et lui a fait sans doute beaucoup de mal... Avec mille efforts elle rouvre les paupières et voudrait appeler Fakhite à son secours. Mais sa voix s'éteint... Et puis la misérable a disparu. Elle s'est enfuie vers le Sud, vers le désert, reprendre sa vie d'aventure et de mendicité...

XIII

Dans l'aube grise, sur la route de Beni-Saf, deux cavaliers arrivent à fond de train. Le vent les repousse en travers, leur coupe l'haleine, fait claquer les ailes de leurs manteaux. C'est Sidi Saïd et son père. Ils ont voyagé toute la nuit dans le tourbillon de grêle et d'eau... Au loin, ils ont distingué des appels, à peine perceptibles d'abord; et à mesure qu'ils avancent, ce sont des voix déchirantes, des plaintes affreuses qui leur arrivent nettement... Ils se redressent, piquent leurs montures aux naseaux blancs d'écume. Ils s'arrêtent enfin devant la Maison des Beys, ils lancent les rênes à l'Espagnol, à l'épave lamentable de la caravane de fête, qui les attendait sur le seuil, comme le mauvais présage.

C'est bien de leur maison que partent les cris de douleur. Le jardin est rempli de femmes. Tout Beni-Saf est là, vêtu de blanc. C'est une houle de fantômes, c'est un murmure immense dans le jour qui se lève. Là-bas des appels de détresse, les *Bou!* de Lalla Malika mêlés à ceux d'Ambarka, le bruit des vitres et des glaces que l'on brise pour se déchirer les joues, tout dit à Saïd et à son père qu'une âme vient de quitter la demeure. Affolés, ils demandent à l'Espagnol qui les regarde de son air abêti :

— Eh bien! quoi, qu'y a-t-il?

— *Hanifa... sa morto!* Hanifa... est morte!

ELISSA RHAÏS.

A PROPOS DE
L'ÉCOLE UNIQUE

L'École Unique. On en parle souvent aujourd'hui, on écrit beaucoup à son sujet. Mais le lecteur ou l'auditeur, s'il tient à comprendre, reste embarrassé, car il est rare qu'on explique la formule.

Pour mon compte, la première fois que ces mots m'ont frappé, voici à peu près ce qu'en les prenant au sens propre, j'en étais venu à me représenter. Tout d'abord, le monopole, un monopole plus complet que Napoléon ou la Restauration n'ont jamais osé le concevoir; supprimant non seulement toute institution enseignante privée, mais toute éducation isolée au sein de la famille; une conscription précoce enrôlant, de l'école maternelle à la Faculté, tous les petits Français, toutes les petites Françaises; un même enseignement d'État les soumettant le plus longtemps possible à une formation identique pour tous; sur le tard, et à regret, se ramifiant un peu en vue de leurs destinations diverses; aux bifurcations, bien entendu, des « orienteurs » patentés, au nom des « tests » de je ne sais quelle pseudo-psychologie, décidant sans appel de la direction à prendre par chacun. Et je voyais encore, au terme d'une vie scolaire ainsi souverainement et uniformément réglée, chaque jeune Français automatiquement placé dans un des casiers nettement distincts d'une société bien compartimentée.

Que d'une telle conception de caporalisme pédagogique et social, de mécanisation de la vie intellectuelle d'un pays, rien ne passe au fond de certains rêves, que, dans les arrière-pensées

de quelques doctrinaires de l'École Unique, on n'en pût saisir aucune trace, je ne voudrais pas l'affirmer. Toujours est-il que, pour l'instant du moins, elle n'est guère en France préconisée telle quelle. Tout d'abord, et c'est capital, des plans de réformes soumis au public l'idée du monopole est généralement écartée, et les paroles les plus précises l'ont déclarée, en tout cas, nettement exclue des intentions officielles. L'enseignement public, sauf, on le verra, sur un point qui a son importance, serait donc seul directement en cause dans les réformes qui semblent s'élaborer. Il sera plus clair, dans ce qui suit, de ne mentionner que celui des garçons. L'organisation qu'on adoptera pour eux sera évidemment étendue à l'enseignement des jeunes filles.

I

École unique, le monopole une fois hors de question, cela veut dire surtout, pour une partie de ceux qui ont adopté ce mot d'ordre, école primaire unique : tous les enfants de sept à douze ans, tous ceux du moins qu'à cet âge leurs parents confient à l'école publique, assis sur les mêmes bancs. C'est sous cette forme d'ailleurs que déjà, sortant des discussions spéculatives pour entrer dans les faits, la question s'est posée, et d'une façon aiguë, quand, par une mesure brusquée, et de sa seule autorité, un ministre récent a annexé à l'enseignement primaire les classes de huitième et de septième des lycées et collèges, et leur corps de professeurs; quand il a décidé qu'à l'avenir, si, par concession à de vieilles habitudes, on en conservait les locaux, du moins l'école primaire du collège et du lycée serait, comme les autres, confiée à de simples instituteurs, inspectée par des inspecteurs primaires, et gratuitement ouverte à tout le voisinage.

Ces mesures, de certains côtés on propose maintenant de les compléter par d'autres. Tout en respectant, à côté de l'enseignement public, l'existence de l'école privée et de l'éducation purement familiale, on assurerait au moins, quant à l'essentiel, l'unité pour tous des programmes d'études : dans nul établissement, public ou privé, donnant une instruction d'un degré supérieur au primaire, ne pourrait désormais être admis, à nul examen plus élevé ne pourrait plus se présenter un écolier qui n'aurait pas, à douze ans au plus tôt, subi avec succès l'examen public du certificat d'études primaires.

Je ne m'arrêterai pas ici à rechercher si la liberté de l'enseignement ne doit pas aussi bien s'entendre de sa direction intellectuelle que de son organisation matérielle, que du choix de ceux qui le donnent (1), et de son inspiration morale ; si ceux qui éduquent de jeunes esprits ne doivent pas être maîtres de leur programme, de la part qu'ils font et du moment qu'ils assignent à chaque étude dans la formation de l'enfant, aussi complètement qu'ils le sont de leurs méthodes et de leur esprit général ; si ce serait respecter cette indépendance qu'imposer à tous leurs élèves, au même âge et par un même examen, l'obligation de faire preuve des mêmes connaissances. Je ne demanderai pas, — ces questions cependant s'imposent à l'esprit, — si, en même temps que par là on porterait atteinte à la liberté, on ne risquerait pas aussi de compromettre le progrès pédagogique, qu'assurent seules l'éclosion et la mise à l'essai sans contrainte des conceptions individuelles ; si enfin il n'y aurait pas quelque chose d'infiniment grave dans l'institution, sans précédent, d'un examen auquel on ne pourrait se dérober, dans lequel on ne pourrait échouer, sans se voir condamné à cesser de s'instruire.

Que si, pour parer, après la suppression des classes élémentaires, en la supposant maintenue, au danger de quelques déplacements de clientèle, on passait outre à ces objections, si on les jugeait, à grand tort je crois, hors de proportion avec l'âge des enfants en cause et la nature élémentaire de l'enseignement qu'il s'agirait de vérifier, du moins serait-il indispensable que l'examen rendu obligatoire fût profondément transformé. Jusqu'ici, pour des écoliers dont la grande majorité ne dépassera guère cette étape, le certificat est avant tout la sanction des études faites à l'école élémentaire, et conduites, dans l'esprit qui est proprement le sien, conformément à ses programmes officiels. Par cet examen, il s'agit surtout, tout en appréciant la valeur générale des élèves que l'école a formés, de s'assurer que sur toutes les parties de son enseignement ils possèdent solidement les connaissances utiles dans la vie, qui, parfois entretenues par quelque instruction post-scolaire, resteront à travers l'existence le principal bagage de la plupart

(1) Sauf sans doute pour ceux-ci à fournir, dans l'intérêt général, comme les médecins par exemple qui ne sont pas non plus fonctionnaires, la garantie publique d'un certain minimum de savoir.

d'entre eux. Pour les écoliers qui iront plus loin, pour ceux surtout qui poursuivront des études secondaires, à part certains points, — possession du vocabulaire, correction de la langue, intelligence de sa structure, initiation première au calcul, — le contenu officiel de l'enseignement primaire a sans doute moins d'importance. Des incertitudes, des lacunes même dans les notions élémentaires sont peu graves quand les mêmes études doivent être plus tard reprises en entier et approfondies. L'essentiel, ici, avec le goût du travail, c'est la curiosité intellectuelle, c'est l'aptitude à la réflexion, c'est la netteté, la précision, l'agilité de la pensée, ce sont de bonnes habitudes d'esprit. C'est là, — et d'autant plus qu'il servirait aussi à démêler, parmi les enfants pauvres, ceux qui devraient être poussés vers une instruction plus haute, — c'est là ce qu'un examen commun, qu'on placerait à ce moment des études, devrait tout d'abord servir à constater. C'est à cette fin que devraient être adaptés la nature de ses épreuves, la composition de ses jurys, l'esprit surtout qui animerait ses juges.

Quant à contraindre les enfants à le passer tous au même âge, pareille idée ne paraît pas soutenable. Ce serait méconnaître et la précocité diverse des intelligences, et le rôle capital, dans leur développement, de l'influence du milieu. Un petit citadin, sous bien des rapports, est plus tôt débrouillé qu'un petit rural. L'enfant de parents cultivés, quant aux notions acquises, aux idées même, à la faculté d'assimilation rapide, à la souplesse et à la finesse de l'esprit, a souvent, à égalité de valeur foncière, une avance sensible sur celui d'une famille étrangère à toute culture. Il ne fera peut-être pas de meilleures études : il a chance d'être prêt plus jeune à les faire. L'obliger à marquer le pas pour attendre l'autre risquerait de le dégoûter, et de ralentir définitivement son élan. Brimer, d'une brimade dont les conséquences pourraient sérieusement leur nuire, les intelligences les plus vivaces et les plus tôt formées, ou celles qui ont la chance d'être de bonne heure le mieux entourées, ce serait pousser bien loin l'amour des règlements uniformes. C'est de dix à onze ans que bien des enfants sont mûrs pour se mettre à l'étude du latin et des langues vivantes. Laisser chacun passer quand il est prêt, est la seule règle raisonnable et juste.

De la même manie d'uniformité factice, de la même mécon-

naissance de la réalité vivante a procédé la mesure, passagère il faut le souhaiter, qui a supprimé, en principe, les classes élémentaires. Dans l'existence, à côté de l'école primaire gratuite, de ces classes payantes, dans la formation, pour les diriger, d'un personnel enseignant spécial, leurs adversaires se plaisent à dénoncer un effet de cette vanité bourgeoise qui, d'après eux, tiendrait à isoler, dès le premier âge, des enfants du peuple ceux des familles aisées, et, en les préparant dans des conditions spéciales à cet enseignement de classe que serait l'enseignement secondaire, leur réserverait pour plus tard l'accès des hautes études et les rôles dirigeants dans l'État.

L'enseignement secondaire, un enseignement de classe ? L'assertion paraît singulière aux maîtres qui, sans parler même de l'élément « boursiers », voient tous les jours, sur les bancs des lycées et des collèges, voisiner et fraterniser, dans une parfaite indifférence pour la diversité des fortunes, enfants de parents riches et de familles modestes, de hauts fonctionnaires et d'humbles employés, de gros industriels et de petits commerçants, jeunes paysans même et fils d'ouvriers, car ceux-là aussi, de temps en temps au moins, sont représentés parmi les élèves payants.

Pas plus que cet enseignement lui-même, les classes élémentaires n'ont été organisées en vue d'assurer à une clientèle restreinte le monopole des meilleures études. Faut-il rappeler qu'il y a un demi-siècle bientôt, quand, pour rendre plus aisé, on y songeait déjà, le passage de l'école primaire à l'enseignement secondaire, on recula, au détriment des études ultérieures, de la huitième à la sixième l'initiation au latin, dans la septième ainsi transformée, on accorda aux jeunes primaires des bourses; que, celles-ci supprimées en 1904, des exonérations, ou gratuités de frais d'études, subsistèrent, et que seules les réclamations de l'enseignement primaire ont arraché à la faiblesse des ministres l'abolition des unes, puis des autres?

La véritable et toujours valable raison de l'existence des classes élémentaires est de l'ordre pédagogique. Quand, par la suppression du latin, ces deux classes furent, en fait, devenues primaires, — et voici près de vingt-cinq ans (1902) que les programmes des écoles primaires leur ont été officiellement étendus, — les enfants qui les fréquentaient, étant évidemment destinés par leurs familles à suivre ensuite l'enseignement

secondaire, il a paru logique et désirable d'adapter à cette destination et l'application des programmes, et l'esprit des maîtres qui les appliquaient.

Cette idée, on la trouve bonne ailleurs. Préparer spécialement à leur rôle les futurs instituteurs des écoles rurales, apporter pour ces écoles, aux programmes, des retouches ou des compléments, est une des préoccupations de l'heure présente. Ailleurs encore, dans des pays d'usines par exemple, on réclame pareille appropriation de l'enseignement primaire, et des enseignants, au milieu. Les futurs élèves de l'enseignement secondaire seraient-ils les seuls à n'y avoir point droit? Lui assurer ce privilège à rebours, n'est-ce pas lui porter une atteinte sérieuse? Et ne serait-ce pas, pour l'enseignement public, une perte sensible que la disparition des professeurs élémentaires? Instituteurs pour la plupart, ils ont travaillé, complété leur culture, perfectionné leurs méthodes, en vue d'un concours dont un distingué fonctionnaire de l'enseignement primaire, qui en est depuis douze ans un des juges, écrivait récemment : « Ce concours est difficile par l'étendue et la variété des matières, par les qualités qu'on exige, par le nombre des concurrents. Il y faut savoir, et savoir enseigner. Des licenciés n'ont pu y réussir... La plupart des candidats sont de vrais maîtres, déjà rompus au métier. » Et, leur comparant les instituteurs, dont il vantait et la conscience, et la féconde influence morale : « Mais, pour l'instruction et l'art d'instruire, ajoutait-il, ils n'égalent pas les professeurs élémentaires. Je le dis pour l'avoir constaté maintes fois, et cette année encore, au brevet supérieur (1). »

Au lieu d'arrêter le recrutement d'un corps de maîtres aussi utile, un ministre avisé ne songerait-il pas plutôt à en faire bénéficier une clientèle plus étendue? Et si la recherche, pour les pousser aux études secondaires et supérieures, des intelligences d'avenir parmi les élèves des écoles primaires, se faisait avec autant de méthode et de zèle par tous les instituteurs que par quelques-uns d'entre eux, ne pourrait-on, par exemple, au moins à Paris et dans quelques grandes villes, grouper ces enfants-là, pour leur dernière année dans ces écoles, en une sorte de section pré-secondaire, sous la direction de maîtres spé-

(1) Émile Kahn, *l'Ère nouvelle*, 4 décembre 1924.

cialement préparés à ce rôle, et rétribués en conséquence (1)? Il est bien temps, à ce moment des études, de ménager entre l'école et le lycée une liaison, une transition. C'est là de l'unité aussi. Les classes élémentaires, écrivait encore l'auteur peu suspect que je viens de citer, « préparent l'esprit aux disciplines secondaires. L'école primaire ne le peut pas. Elle a trop à faire de donner à la masse des élèves le bagage indispensable pour la vie qui les attend. » A cette masse, précisément, une séparation un peu moins tardive de deux groupes d'écoliers de destination différente rendrait sans doute service aussi bien qu'à l'élite.

Quand j'entends les plaintes qui s'élèvent, dans une partie du personnel primaire, contre l'existence des classes élémentaires, je ne puis m'empêcher d'évoquer un souvenir. Peu d'années avant la guerre, un des représentants les plus distingués, et les plus convaincus, qu'ait eus l'enseignement primaire au Conseil supérieur de l'instruction publique, M. Devinat, directeur de l'École normale de la Seine, me demandait de m'associer à lui pour faire rétablir en septième l'étude du latin. L'âge de l'entrée dans cette classe était, à son avis, le bon moment pour faire quitter les études purement primaires aux élèves qui doivent aller plus loin. La mesure serait aussi, disait-il, à l'avantage des autres, à qui l'instituteur désormais, au lieu de partager son effort, le réserverait tout entier, et pourrait adapter plus exclusivement ses leçons. Notre proposition ne fut pas accueillie. Mais les arguments de l'homme d'expérience, d'esprit large et de bon jugement, qui l'avait suggérée, m'empêchent encore de croire les intérêts de l'école primaire elle-même liés au succès de la thèse contraire.

Au sortir des années primaires, l'enfant qui continue ses études vient ou à l'enseignement secondaire, ou aux écoles primaires supérieures, ou à celles de même degré qui relèvent de l'enseignement technique. Dans ces deux derniers groupes d'écoles, qui mènent en peu de temps à la vie active ou se prolongent par d'autres plus spécialement professionnelles, les études, sans négliger une certaine formation de l'esprit, ont sur-

(1) Dès 1903, un socialiste de marque, M. Eugène Fournière, demandait (*Petite République*, 26 janvier 1903) la création dans chaque école primaire (ce qui serait beaucoup), d'une classe spécialement affectée à préparer, après le cours moyen, les meilleurs élèves à entrer dans l'enseignement secondaire.

tout, le plus souvent, un caractère pratique. L'enseignement secondaire sous ses deux formes, classique et moderne, aujourd'hui officiellement vouées à une tâche commune, ajournant tout souci de spécialité et d'application, représente l'éducation de culture, ou, si l'on veut, d'humanités.

Entre ces deux grandes directions, le choix des familles est-il libre? Pas assez, disent quelques personnes. Gratuité d'un côté, de l'autre régime payant, cette alternative risque de détourner des études les plus hautes des esprits faits pour s'y distinguer. Unifions donc ici encore, et mettons la gratuité partout. Je me bornerai à faire remarquer que ce ne serait guère qu'un mot. Études gratuites, c'est fort bien pour qui habite aux environs de l'école et peut y envoyer son fils comme externe. Tout autre, s'il n'a pas une bourse (il en est déjà ainsi, toute gratuite qu'on la dise couramment, pour l'école primaire supérieure), tout autre devra ou acquitter les frais de l'internat annexe, ou payer dans une famille la pension de l'enfant. Les budgets publics ne seront pas, d'ici longtemps, en état de prendre pour tous les élèves, même fortunés, ces dépenses à leur charge. Sous un nom ou sous un autre subsistera donc le régime actuel, la distinction présente entre élèves payants et boursiers.

Pour l'enseignement secondaire, comment les uns et les autres seront-ils recrutés? Au concours tous, et par le même concours? La solution a ses partisans. Elle néglige un fait capital, la constitution de notre société, que ne changera pas un règlement scolaire, et avec laquelle il doit s'harmoniser. Nul ne songe, je pense, à appeler aujourd'hui vers ces longues études et vers les formes de vie qui en sont la suite naturelle, les enfants de toute origine en état de les suivre honnêtement, c'est-à-dire la moitié au moins des jeunes Français, et peut-être plus. On ne saurait d'autre part, à moins de renoncer au prestige, à l'influence que donnent à ce pays la diffusion d'une certaine culture et l'existence autour de l'élite d'un public étendu à même de la comprendre, écarter de l'éducation qu'elle reçoit, s'ils sont capables et désireux d'en tirer un certain profit, les enfants, même assez inférieurs à cette élite, qu'y amènent des familles cultivées elles-mêmes ou aisées.

Laissons donc là l'idée du concours. Disons que, parmi les élèves payants, l'Université, sans doute après essai, — des

mesures viennent d'être prises en ce sens, — saura éliminer des lycées et collèges ceux dont la présence dans les classes ne ferait qu'entraver l'enseignement, et qu'elle y gardera les autres. Par les bourses, en même temps, elle cherchera, comme elle cherche déjà, — et mieux si on lui en donne les moyens, — à y attirer tous les enfants qui, dans les milieux les plus modestes, semblent avoir en eux le germe de qualités d'esprit distinguées.

A propos de ces bourses aussi, une question d'unification s'est posée. Jusqu'ici, trois examens distincts donnaient accès à celles de début pour les trois enseignements secondaire, primaire supérieur et technique. Une réforme préparée dès 1923, et qui vient d'être mise en application, remplace, pour les deux premières années d'études, ces trois examens par un seul.

Pour les deux premières années! Ainsi on semble encourager les tendances qu'ont trop d'instituteurs à retarder tant qu'ils peuvent le passage de leurs bons élèves dans les établissements secondaires. Ainsi encore, chose paradoxale, en faisant choisir les boursiers de cinquième sur les mêmes épreuves exactement que ceux de la seconde année primaire supérieure ou technique, on s'interdit de vérifier s'ils savent, en fait de latin ou de langues vivantes, ce qu'il leur en faudra pour suivre la classe où ils vont entrer. On semble, en un mot, déclarer non avenu tout l'enseignement de la sixième, — qui sait? certains y pensent peut-être, — en préparer la suppression.

Ne s'agit-il que de la première série, il est fort à craindre que les avantages, peu saisissables, de cette réforme, restent bien au-dessous des inconvénients. En supposant même, ce qui ne sera pas toujours aisé, qu'on résolve heureusement les questions d'égale représentation, de hiérarchie, qui se poseront dans les jurys entre leurs membres des trois enseignements, l'unité sera-t-elle facilement réalisable dans la direction de l'examen, le choix des questions, l'appréciation des candidats? L'accord surtout se fera-t-il sans froissements pour le partage des meilleurs, entre des juges dont les habitudes d'esprit, les préoccupations pédagogiques différentes ne seront pas toujours compensées par un bon vouloir réciproque? C'est chose bien connue que, s'adressant en fait presque à la même clientèle, l'école primaire supé-

rieure et l'école technique sont souvent en vive concurrence et que, dans l'esprit d'une partie du personnel primaire, l'enseignement secondaire n'est qu'un rival, qu'il faut abaisser. A en juger par le nombre des plaintes qu'a suscitées sa première session, l'examen commun, pour toutes ces raisons, a fait de bien mauvais débuts.

II

Les théories sur l'École Unique ne se bornent pas à ce qui concerne l'enseignement primaire et le passage de ses élèves dans les écoles du second degré. Elles constituent aussi une tentative pour simplifier et coordonner, pour organiser plus logiquement, ou plus économiquement, l'enseignement tout entier. C'est le cas notamment des trois systèmes en ce sens les plus complets et sans doute les plus étudiés, celui des « Compagnons de l'Université nouvelle » (1), celui qu'a résumé un article de la semi-officielle *Revue pédagogique* (2), celui enfin de la commission spéciale qui a récemment travaillé au ministère de l'Instruction publique.

L'enseignement, en France, pendant une partie du siècle dernier, est resté construit sur un plan très simple : Études primaires à la base, dont se contentaient, — si même ils ne s'en passaient pas, — le plus grand nombre des enfants; pour une faible minorité, études secondaires, de culture générale et classique, leur faisant suite, et, par deux baccalauréats et quelques concours d'entrée, menant une partie de ceux qui les avaient suivies aux études supérieures plus spéciales des Facultés et des grandes Écoles.

Cette simplicité ne dura pas. En même temps qu'au sommet les grandes Écoles se multipliaient, que, dans les Facultés même, l'enseignement se subdivisait et prenait souvent un caractère avant tout technique et professionnel, l'insuffisance de l'école primaire pour assurer la préparation, technique aussi, d'une partie de sa clientèle, faisait naître au-dessus d'elle l'enseignement primaire supérieur. Ainsi l'enseignement secondaire,

(1) Un livre, *l'Université nouvelle*, et un périodique, *la Solidarité*, renseigneront sur les idées de ce groupe.

(2) Numéro de février 1922. André Duval, *Esquisse d'une réforme générale de notre enseignement national.*

pour répondre à des besoins qu'il ne lui appartenait évidemment pas de satisfaire, voyait, à côté de ses premières classes, se multiplier des écoles qui, normalement en trois ans, tout en développant un peu la culture des jeunes primaires, se proposaient avant tout de les préparer directement aux emplois moyens de la vie rurale, de l'atelier, de l'usine, de la maison de commerce, des bureaux publics et privés. A côté d'une section centrale, dite d'enseignement général, mais où dominait ce souci pratique, elles ouvraient aussi des sections particulières de préparation agricole, commerciale, industrielle. A leur clientèle du reste, comme à celle des écoles dites « pratiques » qui, depuis un certain nombre d'années, avec des préoccupations techniques plus accentuées encore, sont venues les doubler dans leur rôle, la création, en nombre sans cesse croissant, d'écoles professionnelles de degré moyen et de nombreuses écoles normales d'instituteurs a peu à peu, à côté de l'accession directe à une foule d'emplois, assuré des débouchés multiples.

Le plan primitif s'est donc compliqué. La situation, théoriquement, reste encore normale. A des besoins sociaux différents correspondent des enseignements différents d'objet et de tendance dominante. Que les maîtres de chacun d'eux, et avec eux l'opinion publique, gardent une nette conscience de son objet et de son rôle propre; que les programmes, les méthodes, les examens y soient, pour chacun, exactement adaptés; qu'une sélection judicieuse, au début, dirige vers chaque genre d'études les enfants qu'y prédestinent, soit leurs dons naturels seuls, soit, dans une certaine mesure, le degré de culture et la situation de leurs parents; qu'enfin, en cas d'aptitudes tardivement révélées, il soit possible aux intéressés, avec un peu d'énergie, de se remettre dans leur vraie voie (1), — une organisation de ce genre doit, semble-t-il, donner satisfaction.

Mais des causes de trouble sont à l'œuvre : affaiblissement, trop fréquent, du sens de la culture générale; compréhension moins nette de sa nécessité, non seulement pour les lettres et les arts, mais pour le progrès scientifique et technique, pour la direction des entreprises de tout ordre, pour la vie sociale tout

(1) C'est ce que permet, jusqu'ici, le libéralisme de la loi française, qui, à la différence de certaines législations étrangères, n'impose pour l'accession au baccalauréat, ni limite d'âge, ni condition quelconque de scolarité préalable, même primaire.

entière; incapacité, par suite, tout en admettant l'importance croissante de la spécialisation, de ne la mettre qu'à sa vraie place, et de ne lui faire que sa part; imparfaite sélection, au début des études, des jeunes gens aptes à recevoir l'instruction la plus haute, et malaise qui en résulte pour un certain nombre d'entre eux; enfin esprit trop répandu de rivalité et de confusion, qui se prend ou se fait prendre pour l'amour de la justice et de l'égalité.

Alors, dans ces études secondaires où bientôt, en 1902, on morcellera en sections les humanités classiques elles-mêmes, à côté d'elles, sous le nom d'enseignement spécial ou moderne, on organise, — avec des maîtres secondaires, il est vrai, — une sorte d'école primaire supérieure allongée; puis à la fois, on prétend lui faire jouer en mieux le rôle utilitaire dévolu à son prototype, et on réclame pour son cours d'études, au titre d'enseignement de culture, — ne lui a-t-on pas donné un baccalauréat ? — le droit de conduire, comme le classique, aux grades plus élevés.

Du côté primaire, une jalousie, une hostilité d'abord sourde se développe contre l'enseignement secondaire. Si, parmi les instituteurs, il trouve et n'a cessé de trouver des auxiliaires dévoués, d'autres, la grande enquête de 1898 l'a officiellement constaté, négligent ou entravent son recrutement, auquel ils devraient aider (1).

Même esprit, ou plus décidé, au-dessus de l'école élémentaire. Là, volontiers, je l'ai indiqué plus haut, l'enseignement secondaire est tenu pour un rival. On rêve de le doubler ou de le remplacer dans son rôle. Au baccalauréat moderne, l'école primaire supérieure, çà et là, se met à préparer. Surtout, une propagande commence pour qu'aux titres primaires s'attachent les mêmes droits qu'aux grades. « Dans nos écoles, à tous les degrés, écrivait hier encore (2) un inspecteur primaire, M. Lomont, représentant de ses collègues au Conseil supérieur de l'Instruction publique, la culture que nous recevons,

(1) Une note officieuse récente indique que, de 1923 à 1924, le nombre des candidats aux bourses venant des écoles primaires, qui baissait d'année en année, a brusquement doublé. La fusion des concours, dont j'ai parlé plus haut, n'en serait-elle pas la principale cause ? Souhaitons qu'à côté de l'enrichissement des campagnes, de la hausse des salaires ouvriers, des aspirations nouvelles qui en résultent une part sérieuse revienne, dans ce fait, à l'intervention des instituteurs.

(2) *L'Information scolaire*, octobre 1924.

à base de français, de sciences et de langues vivantes, correspond à peu près aux humanités modernes. Ainsi le fossé infranchissable qu'on voulait creuser entre les secondaires et nous va se trouver comblé, et nous pouvons poursuivre l'assimilation de plus en plus complète entre les titres que nous possédons et ceux des secondaires, brevet supérieur et baccalauréat, professorats divers et licences... » Comme les professeurs de l'enseignement secondaire tâchent de s'opposer à cette confusion, une partie du personnel primaire entre en guerre ouverte contre les lycées et collèges. Les passions politiques s'en mêlent. On les utilise adroitement contre ces écoles « bourgeoises », ces « citadelles du privilège de classe ».

Et ces campagnes, peu à peu, rapprochent du résultat cherché. Que l'enseignement des Facultés soit en grande partie accessible à qui veut le suivre pour se cultiver, sans qu'on lui demande de diplômes; qu'on puisse, dans les « instituts » de toute sorte qu'elles fondent, travailler sans baccalauréat; qu'elles poussent la complaisance jusqu'à ouvrir aux non-bacheliers les certificats même d'études supérieures, cela ne suffit pas; au contraire, c'est un excitant à demander davantage. Et qui demande d'un certain ton, avec certains appuis, a chance d'obtenir. Si les Facultés de médecine, énergiques, réussissent à se défendre, c'est par mesures non individuelles, mais générales et réglementaires, que se multiplient, pour les élèves d'écoles professionnelles diverses, pour les candidats heureux à maints petits concours, les dispenses de baccalauréat en vue des licences de sciences et de droit.

Les certifiés, après trois ans de cours, des écoles primaires supérieures, si, en un an de plus d'études toutes spéciales, ils obtiennent le certificat P.C.N., peuvent se passer d'être bacheliers. Depuis 1923, un breveté supérieur reçu avec la note 12, c'est-à-dire passable, n'a plus besoin du vieux parchemin pour devenir licencié en droit. Pierre à pierre, la « citadelle » s'effrite. Et quand un dernier effort l'aura livrée tout entière, quand brevet supérieur, pour tous, équivaudra à baccalauréat, bien naïf qui se donnera encore la peine de rechercher un titre suranné! Pour arriver aux quelques situations réservées la veille à d'anciens bacheliers, pour rechercher un de ces grades supérieurs dont le niveau, automatiquement, baisse avec celui de la préparation, pourquoi suivre sept ans et plus

un cours d'études qui a ses difficultés? Trois ans d'école primaire supérieure pour arriver au certificat, un an ou deux de plus pour obtenir le brevet, et l'on est au même point. L'École Unique, dans ces conditions, sera vite réalisée : ce sera l'école primaire (1).

Semblera-t-il peut-être, à ceux qui ne suivent pas les faits de cet ordre de très près, que c'est là prendre bien au tragique l'accession à quelques examens supérieurs d'un petit nombre de jeunes gens que ne semblaient pas, il est vrai, diriger en ce sens leurs études premières, mais qui, somme toute, sont gens de mérite, si à ces examens ils ont réussi comme d'autres? Leur mérite ne fait pas question. On peut cependant se rappeler qu'en des temps peu éloignés encore, après les mêmes études, des hommes intelligents aussi, par un effort courageux, se donnaient d'abord la culture qui leur avait manqué, se soumettaient, sans demander dispenses ni équivalences, aux conditions communes, et que plus d'un parmi eux est ainsi arrivé haut dans la science, l'Université, ou ailleurs. Pour avoir si vaillamment tendu leur volonté, pour avoir complété leur formation initiale, avaient-ils, ces hommes-là, perdu ou gagné en valeur générale dans leurs travaux, leurs leçons, leur action?— N'oublions pas non plus que de ce qui est peut-être une façon assez rare encore d'accéder aux grades supérieurs, on demande à faire un système normal, qui par une durée moins longue, des programmes moins chargés, risque d'attirer bien des familles que le résultat seul, trop souvent, préoccupe.

Quel grand mal y a-t-il donc, objectera-t-on encore, à ce que l'étudiant qui a reçu une préparation spéciale suffisante poursuive dans sa spécialité des études complètes, obtienne les titres

(1) C'est à un inspecteur de l'enseignement primaire que j'emprunte ces lignes : « Si le brevet supérieur est assimilé au baccalauréat pour l'accession à l'enseignement supérieur, c'est mal connaître la nature humaine, et spécialement la nature des écoliers, que de s'imaginer qu'ils ne suivront pas la ligne du moindre effort.... Si on laisse s'établir par l'école primaire supérieure le passage de l'école élémentaire à la Faculté, ce sont toutes les classes des lycées et collèges, aussi bien les classes d'enseignement moderne que les classes d'humanités, qui se dessécheront et péricliteront. Pour nous, qui ne rêvons pas le nivellement par en bas, mais qui, au contraire, souhaitons de voir le peuple goûter aux humanités, comme il arrivera lorsque seront élevés sous leur discipline les maîtres de ces enfants, nous ne prenons pas notre parti de cette diminution progressive de l'enseignement secondaire, et surtout de ses classes d'humanités. » P. Dufrenne, *Revue de l'École*, 15 février 1925.

qui les sanctionnent, et les emplois auxquels donnent droit ces titres? A quoi bon exiger de lui une préparation première qui n'a, dans son ensemble, avec ces études, aucun rapport direct? — Mais y a-t-il, à un certain degré du savoir et de la pratique, autre chose que des spécialités? Et chez qui importe-t-il tout d'abord, et à la science et à la société, que se maintienne à un niveau élevé l'éducation générale, sinon chez ceux précisément à qui leur excellence en quelqu'une de ces spécialités assure dans la vie sociale, dans le travail scientifique, dans l'enseignement, un rôle dirigeant?

Ce que nous défendons contre des mesures qui abaissent son niveau, c'est cette éducation d'où résultent à la fois un accroissement de force et un affinement intellectuel et moral; c'est cette culture générale, au sens vrai et profond du mot, qui, avec la claire conscience des questions essentielles qui se posent à l'homme et au citoyen, développe aussi tout ensemble, chez qui la reçoit, l'intuition vive des réalités psychologiques et sociales, l'aptitude à la pensée abstraite, l'intérêt intelligent pour toutes les formes de la vie; qui lui donne l'habitude de remonter toujours du fait, de la notion, à l'idée, le besoin des vues d'ensemble comme le sentiment délicat des nuances, un jugement critique toujours en éveil, prompt à saisir les mille aspects et relations des choses. De ces qualités, et d'autres qui leur tiennent de près, la science elle-même peut-elle se passer, chez ceux qui doivent, à son service, être autre chose que des manœuvres? Et n'est-ce pas pour un peuple une nécessité que de posséder, pour toutes les grandes tâches, des élites nombreuses d'hommes ainsi formés, dont l'esprit, éveillé sur tous les intérêts de leur pays et de leur temps, initié aux leçons du passé, ouvert aux exemples du dehors, puisse pénétrer de pensée réfléchie la vie nationale tout entière?

L'enseignement auquel revient la mission de préparer chez l'enfant et l'adolescent, autant qu'ils s'y prêtent, de tels hommes, c'est l'enseignement secondaire. Lui seul a, d'un bout à l'autre de ses classes, pour objet essentiel de former la pensée, d'apprendre à ses élèves sur quoi et comment elle travaille. De sa section moderne comme de l'autre, abandonnant la conception hybride de 1891 et de 1902, on s'attache aujourd'hui à faire un enseignement d'humanités.

L'école primaire supérieure a été créée en vue d'un rôle

tout autre, et non moins essentiel. Enseigner des notions utiles, faire appliquer le savoir acquis, développer les capacités pratiques diverses que ses élèves, en la quittant, ou emploieront directement dans la vie ou perfectionneront dans des écoles professionnelles, telle est sa préoccupation propre. Donner aux enfants un jugement sain et le goût de s'instruire est à coup sûr une partie de sa tâche ; mais le cercle dans lequel elle exerce leur pensée est étroit, et c'est moins un travail actif qu'elle lui demande qu'un effort constant d'assimilation. Passant de là, à quinze ans, à l'école normale, ce n'est encore pas tant un enseignement de culture qu'une formation professionnelle qu'y reçoit le futur instituteur. Une partie de son temps est bien consacrée au développement de son éducation générale, mais les épreuves à subir, en seconde année, pour l'obtention du brevet supérieur portent sur un tel nombre de matières diverses que la préparation, dans son ensemble, est nécessairement bien superficielle, comme l'est aussi presque forcément l'enseignement de professeurs trop peu spécialisés ; et en troisième année, sinon plus tôt, le travail de l'école annexe ou de l'école d'application, l'approche de l'examen de fin d'études normales, font du retour en toute matière aux notions les plus élémentaires, de l'étude des procédés pédagogiques que le normalien devenu instituteur appliquera demain, l'objet le plus habituel de sa réflexion et de son effort. Ceux même d'entre ces jeunes gens qui, aspirant à mieux, se préparent ensuite aux professorats de l'école primaire supérieure et de l'école normale, reçoivent sans doute désormais un enseignement plus relevé, plus nettement orienté vers la culture de l'esprit. Mais ils y ont été bien tard et bien peu préparés, et le caractère encyclopédique des concours en vue desquels ils travaillent les oblige encore trop souvent, — un jeune professeur d'école normale l'écrivait naguère au groupe des Compagnons, — à faire ce travail en surface plutôt qu'en profondeur.

Rien ne serait donc moins justifié que de tenir les deux cultures primaire et secondaire pour équivalentes, et de rendre identiques leurs sanctions. Si l'on y est presque arrivé en fait, ç'a été du reste, en partie au moins, sans le vouloir, sans mesurer la portée de faiblesses successives, de concessions faites, au jour le jour, à des intérêts particuliers ou à des vanités, de tentatives empiriques pour corriger quelque injustice

entrevue sans prendre la peine d'en chercher et d'en supprimer la vraie cause.

***

Du désordre ainsi créé, il est temps de sortir en considérant dans son ensemble le problème complexe dont je viens de montrer quelques aspects, et de chercher une vraie solution.

Quelques tendances, dans celles qu'on propose, peuvent paraître inquiétantes.

Les Compagnons, non sans un peu, je crois, d'illusion sentimentale, attachent une grande importance tant au sens symbolique de la réunion, au début, sur les mêmes bancs, d'écoliers de toute origine, qu'aux souvenirs de camaraderie enfantine que ceux-ci, pensent-ils, en garderaient à travers la vie. Sous l'empire de ces préoccupations, cette école de base qu'ils veulent commune à tous jusqu'à son terme, ils la prolongent à peu près jusqu'à l'âge où les élèves des lycées, aujourd'hui, sortent au moins de quatrième. Ils donnent par là à cette première école, dominée naturellement par les besoins de l'immense majorité de ses élèves, l'influence décisive sur la création des habitudes de pensée, sur la formation des esprits. A l'enseignement d'humanités, qui procède par imprégnation lente, ils retirent, quoique sachant son prix, son moyen d'action essentiel. Aux études classiques en particulier, ils imposent, par cet ajournement, des difficultés d'initiation accrues, un développement mutilé, et les réduisent, en somme, au rôle de spécialité.

Le plan très nettement exposé dans la *Revue pédagogique*, celui, plus flottant, qui ressort des travaux de la commission ministérielle, inspirés surtout, semble-t-il, le premier par des préoccupations administratives et un esprit un peu abstrait de simplification et de symétrie, le second par la conception chimérique, je crois, et purement verbale, d'une équivalence de culture réalisée, pour tous les publics scolaires, par toutes les formes d'enseignement, aboutissent en fait à des réformes très analogues.

Sur la base d'une école élémentaire commune, à partir de onze à douze ans, s'élèveraient encore, en apparence du

moins, deux enseignements, primaire supérieur (1) et secondaire, de même durée à peu près, distingués par les destinations différentes de la masse de leur clientèle. Mais un rapprochement intime arriverait presque à les confondre. Comme le primaire supérieur et au même moment, le secondaire se diviserait en deux cycles. Ces deux cycles, d'après un des projets, pourraient, d'un côté comme de l'autre, être placés dans des établissements distincts. Mais, pour chaque cycle, les deux enseignements seraient de préférence logés sous le même toit. Entre l'un et l'autre, entre leurs diverses sections, on ménagerait le plus possible d'enseignements communs, réglés par les mêmes programmes, confiés aux mêmes maîtres, donnés à la fois aux élèves de toute catégorie groupés dans les mêmes classes. Ces enseignements ainsi donnés en commun seraient ainsi, manifestement, le centre et l'âme des études; les autres ne se présenteraient plus que sous l'aspect de spécialités pures.

Sans doute, au point de vue financier, on arriverait ainsi à réaliser quelques économies. En réduisant le nombre des professeurs, on parerait à certaines difficultés de recrutement. Le nombre des bureaux du ministère pourrait aussi être diminué. Quand il s'agit d'organiser l'éducation nationale, ces questions-là passent au second plan. En se plaçant au seul point de vue qui importe, resterait-il un enseignement classique là où, — au lieu de faire chaque année, étroitement conjuguées sous la direction d'un même professeur avec l'étude des lettres françaises, le centre même du travail scolaire, — les langues anciennes, reléguées dans un coin, ne seraient plus que cette chose accessoire, une matière à option? Langues anciennes même mises à part, pourrait-on parler d'humanités, là où le souci humaniste, semble-t-il, n'aurait pas toujours présidé à la formation des maîtres, là où les élèves les plus nombreux sans doute ne viendraient pas chercher ce genre de culture? Car l'esprit d'un enseignement, presque autant que de celui des maîtres, dépend des dispositions qu'apportent les élèves à le

(1) Je ne mentionne plus, dans ce qui suit, l'école technique, parallèle et presque similaire à l'école primaire supérieure, et qui se trouve, par suite, enveloppée dans le même raisonnement. Ce n'est pas d'ailleurs, que je sache, de son côté ni de celui de son personnel que viennent d'ordinaire les tentatives pour confondre les rôles.

suivre, et de l'avenir auquel ils lui demandent de les préparer. Les mêmes matières, fût-ce sur les mêmes programmes, ne s'enseignent pas de même à des enfants qui n'apportent pas à leur étude la même préparation, qui n'en attendent pas les mêmes résultats. Parfaite homogénéité de l'auditoire, coordination étroite des études diverses, continuité rigoureuse d'une action prolongée de l'école sur l'esprit, puisqu'on parle d'unité; celle qui tient à ces conditions est de toutes la plus importante, car d'elle dépend, pour une bonne part, l'efficacité de l'enseignement.

Que conclure, sinon que la solution qui s'impose, c'est de reprendre nettement conscience du rôle distinct des deux cours d'études, primaire supérieur d'une part, avec ses prolongements, s'il y a lieu, secondaire de l'autre, avec son unité; c'est d'accentuer en chacun d'eux les caractères qui l'approprient à sa destination vraie; c'est de rétablir franchement l'exigence d'une garantie de culture secondaire pour l'accès à toute licence et à tout doctorat. Mais c'est aussi de prendre des mesures pour que se fasse avec plus de scrupule, entre l'un et l'autre enseignement, la répartition initiale des élèves selon la nature de leurs aptitudes, la recherche ensuite des erreurs d'aiguillage, et, s'il s'en est produit, leur prompte réparation.

***

Je viens de parler d'erreurs de direction. Il y en a, je crois, de deux sortes : celles dont souffrent quelques élèves, celles, plus générales, dont, au temps de leur formation, les maîtres eux-mêmes ont été en grand nombre victimes.

Les premières sont celles qui résultent du fâcheux état d'esprit, individuel ou corporatif, auquel j'ai déjà fait allusion. Instituteurs qui s'inquiètent peu ou qui refusent de pousser vers les lycées et collèges les plus distingués de leurs élèves, qui agissent même pour les en détourner, maîtres primaires supérieurs qui en font autant dans les années suivantes, sont directement responsables de ces erreurs-là et de leurs conséquences.

Mais peut-être leur état d'esprit s'explique-t-il dans une certaine mesure. Peut-être ne faut-il pas, sous le mauvais vouloir si fréquent dans ce personnel vis-à-vis de l'enseignement secon-

daire, supposer uniquement comme mobiles des sentiments médiocres.

Cet autre enseignement, après tout, l'instituteur, souvent, le connaît peu. A moins de lui avoir confié ses enfants, il n'a jamais pris contact avec lui. Il sait bien sa place dans une hiérarchie, ses privilèges réglementaires, ou ce qui lui apparaît comme tel; de ce qui les justifie, du rôle intellectuel et social de cet ordre d'études, de leur différence de nature avec celles qu'il a faites lui-même, où a-t-il pu prendre une idée précise? Faut-il s'étonner si ses préférences vont à l'école primaire supérieure, si proche de lui sous tous les rapports, s'il lui réserve sa collaboration active, s'il tient surtout à la bien recruter, comme ses chefs immédiats, des primaires aussi, ne cessent de le lui recommander, si, dans ses prévisions d'avenir, il destine souvent les meilleurs de ses bons élèves à l'école normale où il a achevé ses études, ou, à travers elle, à la carrière plus brillante de ceux qui y étaient ses maîtres?

Plus haut que le simple instituteur, des causes analogues sont encore à l'œuvre. Des primaires formés par des primaires s'intéressent surtout, d'eux-mêmes, à l'enseignement auquel ils appartiennent. Munis d'une culture qui, avec une certaine étroitesse d'horizon, et un tour d'esprit volontiers dogmatique, les a souvent laissés peu conscients de leurs limitations, habitués dès l'enfance à primer parmi leurs camarades, quand ils se comparent à d'autres qu'ils sont peu à même de juger, s'ils les voient différents d'eux, ils les croient malaisément supérieurs. Tout avantage dont jouissent ces voisins prend à leurs yeux figure de privilège. S'ils ont de plus en eux, ce qui arrive, le sentiment d'aptitudes inutilisées, le besoin instinctif d'une vie intellectuelle plus complète et plus haute, l'impatience peut les prendre devant les retards que des règlements leur imposent, devant des exigences dont la raison profonde leur échappe.

Instituteurs et professeurs primaires ont été, à leur heure, choisis dans leur milieu comme étant une élite. On ne leur a pas donné l'éducation qu'une élite peut et doit recevoir. C'est bien là une erreur de direction encore, et de celle-là, comme des autres, résulte une injustice.

La faute, cette fois, a été commise quand on a, il y a un demi-siècle, réorganisé l'enseignement primaire. N'ayant alors à s'occuper que de lui, on l'a conçu se suffisant à lui-même

L'enseignement secondaire recrute parmi ses élèves ses futurs maîtres, mais il demande à l'enseignement supérieur de les préparer à leur tâche. L'enseignement supérieur y prépare lui-même les siens, mais c'est du secondaire qu'ils ont reçu leur éducation générale. Bien souvent, ce sont les maîtres du premier qui deviennent ceux du second ; l'inverse même se voit de loin en loin. L'enseignement primaire, tel qu'on l'a constitué, forme à lui seul ses maîtres du début au terme de leurs études ; et l'on ne semble pas, jusqu'à ces derniers temps, avoir songé que quelques-uns pourraient être tentés d'en sortir. Il est vraiment en cela un monde à part, une Université dans l'Université. Plein de vie et d'ardeur, est-il bien surprenant qu'il rêve quelquefois d'être à lui seul l'Université tout entière ?

Rétablir, tout en élevant d'une certaine façon son niveau, des rapports normaux entre lui et les autres parties de ce grand organisme, ne serait-ce pas le vrai remède au malaise qui les trouble toutes aujourd'hui ?

Ce résultat pourrait être atteint par des mesures du genre de celles-ci.

L'école primaire supérieure, continuée le plus tôt possible par les hautes classes du secondaire moderne, cet enseignement aussi, ou le classique, suivis dès le début, pourraient jusqu'à seize ans, — l'âge de la première partie du baccalauréat, — former, en règle générale, le futur instituteur. L'école normale, dont le maintien, ensuite, pour l'éducation professionnelle, s'impose, combinerait, pendant deux ans ou trois, — deux, en ce cas, suffiraient peut-être, — avec le travail spécial que cette éducation comporte, un complément d'études générales analogues à celles de la philosophie. Mêlés ainsi, pendant leur vie scolaire, à tous les enfants qui occuperont plus tard des situations de même niveau que la leur ou plus hautes, les instituteurs auraient reçu la même éducation générale. Leur enseignement même le plus élémentaire en bénéficierait à coup sûr. Parmi leurs élèves, ils discerneraient et prépareraient mieux, ils désigneraient plus volontiers, les plus faits pour recevoir à leur tour cette même culture. Ils seraient plus à même aussi de garder, à côté de leur classe, une vie intellectuelle active, de continuer à se cultiver, d'être par suite, dans leur milieu, des agents éclairés du progrès.

Les professeurs d'école primaire supérieure, ou d'école nor-

male, recrutés sans doute en partie parmi les meilleurs normaliens, seraient, comme ceux des lycées et collèges, tous formés dans les Facultés, et ne feraient qu'un corps avec ceux de l'enseignement secondaire. Pour enseigner à l'école primaire, ils devraient avoir une licence, et un certificat professionnel d'aptitude ; pour l'école normale, être agrégés, comme les professeurs titulaires des lycées. Quelques formes nouvelles de licence et d'agrégation devraient sans doute être instituées pour répondre à des besoins nouveaux. Elles seraient, bien entendu, comme exigences de savoir et de culture, mises rigoureusement au niveau des anciennes.

Ainsi les divers enseignements garderaient leurs rôles bien définis ; des contacts étroits seraient établis entre eux ; les passages de l'un à l'autre se feraient aux moments voulus ; toute supériorité en germe serait dépistée et mise en valeur ; d'un bout à l'autre des études enfin, l'unité de formation des maîtres assurerait entre eux, et dans ce qu'ils donneraient ici ou là d'éducation générale, l'unité d'esprit.

* * *

Au total, la plupart des réformes, de détail ou d'ensemble, préconisées de divers côtés sous ce même titre, École Unique, sont de nature, j'ai tâché de le montrer, en confondant les rôles des divers enseignements, à abaisser dans l'élite française le niveau de l'éducation générale, à compromettre dans son recrutement, son fonctionnement, son existence même, l'enseignement qui a pour rôle essentiel de former l'esprit de cette élite.

Elles exposeraient à un autre danger. L'enseignement privé, selon toute apparence, se garderait bien, si elles se réalisaient, d'imiter l'État dans ses fautes. Le déplacement de clientèle qui en résulterait sans doute à son profit réveillerait, si faible fût-il, les ardeurs des partisans tenaces du monopole, et de nouvelles semences de discorde seraient ainsi jetées dans le pays.

Seule, une de ces réformes, celle qui, par des moyens dont je viens de donner une idée, unifierait, pour tous les enseignements, la formation des maîtres, ferait disparaître l'état d'esprit qui pousse à réclamer la plupart des autres ; elle relèverait

la valeur des études à tous les degrés, remettrait dans les institutions plus de logique et d'harmonie, et corrigerait, autant qu'il est humainement possible, ce que leur fonctionnement actuel entraîne parfois d'injustices.

Le principe en a été déjà suggéré plus d'une fois. Des rapporteurs même du budget y ont montré une source d'économies. Pour des raisons d'un tout autre ordre, des pédagogues l'ont recommandée. Le ministre actuel de l'Instruction publique en a signalé l'importance à la commission qu'il faisait travailler. L'idée, sous une forme un peu incomplète, en a été admise par elle. Sous d'autres formes, incomplètes aussi, elle a sa place dans le système de la *Revue pédagogique*, dans celui des Compagnons. Familière depuis longtemps à beaucoup de professeurs des lycées, cette conception a été adoptée par leur Fédération. En ce qui concerne particulièrement la formation des instituteurs, elle a trouvé, hors de l'Université, bon accueil dans des milieux très divers. M. Bracke l'a développée dans des réunions socialistes. Le Conseil général de Maine-et-Loire, dans sa dernière session, sur la proposition de M. de Dampierre, en faisait l'objet d'un vœu fortement motivé.

Pareille réforme, touchant au recrutement d'un aussi nombreux personnel, exigerait, dans la partie tout au moins qui concerne les instituteurs, une période transitoire assez longue, et des mesures préparatoires de tout ordre. Il y faudra, si on en adopte l'idée, de la décision et de la persévérance. Mais la mise en train, sur certains points, pourrait commencer dès maintenant. Entre toutes les réformes précises qui se couvrent de ces grands mots vagues, École Unique, c'est, avec une extension sérieuse et bien réglée du système des bourses, la seule dont on puisse, je crois, s'accorder à souhaiter le succès.

HENRI BERNÈS.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE SOUS NAPOLÉON

DU COURONNEMENT JUSQU'A TILSIT

II[1]

L'ADMINISTRATION IMPÉRIALE

NAPOLÉON ADMINISTRATEUR

Le premier et, l'on pourrait dire, le seul administrateur de l'Empire, c'est Napoléon. Un de ses ministres qui fut un commis parfait, Mollien, dit : « Du milieu de son camp et dans le moment des opérations militaires, il voulait non seulement gouverner, mais administrer seul la France, et il y parvenait. »

Au chef militaire, la nation apparaissait, en somme, comme une sorte de prolongation de l'armée. Sur cette conception d'unification « à la soldade », selon le mot de Brantôme, nous avons un document d'une insigne valeur, c'est « l'Ordre du service pendant l'absence de l'Empereur », au moment où il va prendre le commandement de ses troupes pour la campagne d'Ulm-Austerlitz, ordre daté du 23 septembre 1805 (2). Ce document résume tout l'esprit de l'administration napoléonienne, avec son absolutisme, sa rigidité, ses précautions jalouses, son effort laborieux, et sa vigilance méfiante contre tous les empiétements.

Deux autorités sont désignées pour exercer une sorte de direction, l'une civile, celle de l'Archichancelier, l'autre

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.
(2) *Corr.*, XI, 244.

militaire, celle du Connétable, qui commandera, « sous les ordres de l'Empereur », les troupes disponibles et la garde nationale. Ceci dit, tous les ministres correspondront directement avec l'Empereur pour les affaires de leur département : « Nous entendons, en général, que toutes les affaires qui, dans l'ordre ordinaire du gouvernement et de l'administration, ont besoin de notre signature, continuent à nous être présentées à cet effet. » Pas de conseil des ministres. En cas d'urgence, des réunions exceptionnelles pour chaque cas particulier. Y seront convoqués seulement les ministres « dont le concours est nécessaire ». Les ministres qui accompagnent l'Empereur aux armées, comme le ministre de la Guerre, gardent, même au loin, la direction de leur département. « Toutes les lettres nous seront adressées directement... »

Avec des ministres et des administrateurs ainsi tenus en bride ou, pour mieux dire, enchaînés, obligés de rendre compte du moindre détail à un chef exigeant, soupçonneux, accablé de travail, toujours en mouvemeut à la tête de ses armées et s'éloignant à des distances croissantes de cinq, dix journées, on comprend que la guerre fût une sorte de suspens pour les affaires civiles : or, l'état de guerre est, sous l'Empire, à peu près l'état permanent.

Le système, qui va s'alourdissant peu à peu avec la volonté impériale de plus en plus encombrée, prépare, pour la fin, une sorte de demi-paralysie des ressorts sociaux en cas de crise intérieure, comme on le vit lors de l'affaire Malet, mais surtout en cas de catastrophe nationale, comme celle de 1814-1815. Pour la première fois dans l'histoire, la France vaincue se résignera à la défaite, parce que Paris a succombé.

Les épaules de Napoléon sont assez fortes, certes, pour cette charge surhumaine ; il a ajouté allégrement au fardeau de la guerre tout ce qui se présentait à lui des affaires civiles. Il les ramassait à la brassée. Cependant, quoiqu'il eût des intuitions de tout, certaines lumières lui échappent et il est obligé de s'éclairer : ces dossiers nouveaux qu'on lui présente, il ne les saisit pas d'une prise aussi aisée et aussi naturelle que les rapports d'état-major. Les feuilletant, les compulsant, les annotant, les revisant, les torturant, les déchiquetant, il n'en tire pas des résolutions aussi spontanées et aussi sûres. La lutte entre l'insuffisante information et le viol nt besoin d'action immé-

diate le gêne, l'irrite et lui fait perdre pied parfois. Le chef militaire étant tenu pour infaillible, le chef civil prétend l'être également ; mais l'ordre civil diffère de l'ordre militaire ; les choses n'y vont pas d'une allure aussi nette, aussi décidée.

Les résultats de cette application inouïe d'un homme extraordinaire dans une crise sans précédent sont supérieurs à tout ce qu'a connu l'histoire ; on n'aura jamais vu et on ne verra sans doute jamais, de la main d'un seul homme, en un temps si court, une pareille accumulation de bienfaits.

Cependant l'homme d'État n'est pas, tout compte fait, à la taille du soldat. La technique militaire ayant été celle de toute la vie du héros, une préparation générale infuse a pénétré son organisme dès le temps de la malléable jeunesse. Il sait, pour l'avoir vécu, ce qu'est un régiment, une division, une armée, un adversaire. Dans le civil, l'homme des camps n'a pas le même entraînement, ses réflexes n'ont pas accumulé les mêmes réserves.

Non seulement il a beaucoup à apprendre, mais ici tout se discute. La vie sociale n'est pas une mathématique. Tandis que l'armée représente une pyramide ordonnée en hauteur, le champ de la société civile est une plaine étendue où sont multipliés des obstacles invisibles. Un conseil municipal de canton, un club qui végète dans un coin, se mettent en travers d'une mesure utile et on n'en a pas raison par une mise aux arrêts, comme d'une escouade. L'Empereur s'obstinera, durant tout son règne, à écraser ces grains de poussière ; il les broiera, mais ils coinceront le mécanisme formidable que son énergie a eu tant de peine à monter.

Au début, il pouvait croire que sa volonté du bien, appuyée sur les souvenirs odieux de la crise dont il avait sauvé la France, il pouvait croire que son application inlassable et son autorité éclairée auraient raison de ces résistances médiocres. Il se donne entier à sa tâche, sachant qu'il faut tout connaître pour bien commander.

Il ordonne, d'abord, qu'on le renseigne à fond et méticuleusement. Il écrit, le 18 janvier 1800, au ministre de l'Intérieur, son frère Lucien : « Je désire, citoyen ministre, que vous m'envoyiez tous les jours, à dix heures du soir, un bulletin contenant l'analyse de votre correspondance avec les administrations centrales, commissaires et autres agents du Gouvernement.

Vous ferez imprimer à cet effet des états en trois colonnes. Dans la première seront les noms de tous les départements et ceux des commissaires centraux; dans la seconde, toutes les observations résultant de la correspondance relative aux subsistances, au recouvrement des impositions; dans la troisième, les observations relatives à la police et aux dissensions qui se seraient élevées entre les autorités (1) ».

Il travaillera sur ces renseignements aussi consciencieusement, qu'à l'armée sur les comptes rendus d'état-major. S'il faut passer les nuits, il les passera. Au temps où il délibérait encore avec ses ministres, l'un de ceux-ci écrit : « Les conseils se prolongeaient souvent jusqu'à 5 heures du matin, parce qu'il ne lui est jamais arrivé d'abandonner une question sans que son opinion fût faite » (2). Ce qu'il a lu et annoté de dossiers est inimaginable. Et, pourtant, son principal travail n'était pas celui du bureau. La tension magistrale de son esprit consistait à pénétrer le secret de ces hommes politiques qui rusent sans cesse avec les affaires et avec la vie. « L'intrigue » l'entourait. A déchiffrer son énigme, il s'applique non moins consciencieusement; il descend de son étoile pour les plus médiocres besognes; il met lui-même la main à la pâte et l'huile aux rouages.

Malgré tout, le mécanisme des affaires et le mécanisme des hommes n'obéissent pas toujours : prétendant leur donner une impulsion unique et rectiligne, le maître les détraque, les fausse. Rien d'émouvant comme le spectacle de cette lutte entre la plus forte volonté qu'ait connue le monde et la tâche la plus difficile qu'un homme ait jamais assumée.

L'administrateur incomparable que fut Napoléon est, malgré tout, débordé par cette tâche impossible : l'ajustement bout à bout de deux époques contradictoires, de deux histoires inverses. Il était trop vif, trop véhément, trop brusque avec les hommes et avec la fortune. Malgré sa finesse atavique, il découvrait trop son jeu, ne le tenait pas assez serré dans la main. Il ne savait pas, comme le cardinal de Richelieu l'avait conseillé, « marcher au but ainsi que les rameurs, même en lui tournant le dos ». Son imagination et son impatience activant tout, agitant tout, irritant tout, ne réussissent que par saccades.

(1) *Corr.*, t. VI, p. 95.
(2) *Souvenirs* de Chaptal, p. 226.

Voilà, je crois, le trait caractéristique. Napoléon reste, malgré sa prodigieuse activité réaliste, un imaginatif, un rêveur du grand ; il se déborde lui-même, et ne se possède pas tout entier. Il est éminemment un visionnaire et un parleur des choses. On sait ce qu'il pense des avocats, mais quel avocat! De quel ton il lance le discours ! Et comme il subordonne ses actes à ses paroles ; comme il pense en parlant ; comme ses mesures prises à la volée ne sont, trop souvent, que des tirades refroidies ! Il manque, vraiment, de mutisme. Si on ne veut voir en lui qu'un homme d'action et si l'on se cache l'illusionniste et le rhéteur, on comprendra difficilement ses revers, — et même ses succès.

Parmi tant de témoins et d'auditeurs, citons seulement les paroles de Molé : « Je suis sûr, dit celui-ci, qu'aucun de ceux qui cherchent à se représenter cet homme extraordinaire ne se doute du peu de suite, je dirai même du désordre, qui régnait dans cet esprit, dont *l'inépuisable verve était, peut-être, le trait le plus saillant*. Ceux qui avaient entendu quelques-unes de ses allocutions en public parlaient toujours de *sa parole saccadée :* ce dernier mot allait bien mieux *à sa pensée*. Enfoncé dans le fauteuil où il présidait le Conseil d'État, recueilli, absorbé dans sa méditation, au point d'oublier l'endroit où il était et jusqu'à ceux qui l'écoutaient, son regard perdu et distrait, cette longue et petite tabatière en or qu'il ouvrait continuellement pour y prendre des pincées de tabac qu'il aspirait sans bruit, tout cela faisait si bien de lui l'homme méditant dans la solitude que tous les yeux fixés sur sa figure l'observaient en silence et qu'on évitait de faire du bruit, de peur de troubler un travail intérieur dont on attendait curieusement la fin et le produit... Il regardait comme le privilège de sa supériorité sur les autres hommes de penser tout haut et de laisser librement son cerveau produire, sa bouche proférer, en comptant sur l'attention et le respect avec lesquels ses moindres paroles seraient recueillies par des auditeurs dont le plus éminent se sentait encore si inférieur à lui (1). »

Que l'on compare cet homme livré à son génie intérieur, explosant en harangues véhémentes où le dialecte corse subvient quand le français ne suffit pas, qu'on le compare à nos autres

(1) Marquis de Noailles, *le Comte Molé*, t. I, p. 79.

politiques, à ce visage fermé de Louis XI, à ce froid Richelieu, à ce sang glacé de Talleyrand, et on mesurera l'abîme qui sépare le grand homme de ces autres grands hommes autochtones. Napoléon est un homme d'État et un administrateur *debout:* il parle ses décisions, mettons qu'il les dicte : on sent assez, en tout cas, qu'il les improvise; et puis, trop souvent, il les néglige, les oublie, à peine tombées de ses lèvres d'acteur au pli tourmenté.

Pour qui scrute sa correspondance, le plus étonnant c'est, après la grandeur et la variété des créations heureuses, le nombre presque égal des faux départs, des projets mal venus, des « ratés » : un historien qui a étudié de près l'administration de Paris sous Napoléon a dit, avec une grande justesse d'expression : « Son impérieuse précipitation allait souvent contre le but » (1), et il énumère un nombre considérable de décisions prises sans mûre réflexion et qui n'aboutirent pas.

Dans la haute politique, on sait comment Napoléon s'éprit du rêve colonial, comment il l'abandonna après Saint-Domingue, et comment il céda la Louisiane aux États-Unis d'Amérique; on sait quelle conception gigantesque fut le projet de descente en Angleterre appuyée sur la manœuvre navale de Villeneuve, le tout aboutissant à Trafalgar; on sait comment Napoléon s'engoua successivement de l'alliance prussienne, de l'alliance russe, de l'alliance autrichienne, et ne trouva jamais de point d'appui solide parce qu'il ne sut se résoudre aux sacrifices nécessaires pour l'obtenir; l'homme du Concordat traîne le Pape à Fontainebleau : ce n'est ni logique ni beau.

Dans l'administration courante, ces caprices, ces sautes de vent se multiplient et tournent à la bourrasque; ses agents ne savent jamais s'il est content ou mal satisfait; ils tremblent. Villeneuve était désemparé sous la rafale de la correspondance impériale avant d'être brisé par la canonnade de Nelson ; si les projets sur le papier sont toujours vastes, si quelques-uns s'exécutent, combien sont abandonnés faute de ressources, car Napoléon demande toujours, et à tous, des exécutions immenses, immédiates, mais en ne mettant, le plus souvent, à leur disposition que des ressources médiocres et marchandées ! Il se trompe volontairement sur leurs « moyens », les exagère en paroles, les rogne en fait, et, après cela, il s'étonne que les résultats

(1) Lanzac de Laborie, t. II, p. 61.

manquent ; sa grandiloquence gonfle l'objet ou le laisse tomber à plat. Ce défaut, le plus grand pour un homme d'action, à savoir le déséquilibre entre l'imagination et la réalité, le perdra. Relire l'arrêté du 10 septembre 1803, sur les grands travaux à engager en France et pour lesquels il alloue pour l'an XII 15 millions ! 150 millions n'auraient pas suffi. Aussi, combien de ces entreprises, admirablement conçues, n'ont même pas été abordées ou sont restées inachevées ! Voir encore ses vastes desseins sur la fondation de grands prix pour les lettres, les arts, l'histoire, l'agriculture, etc., le tout resté finalement à l'état de projet (1). On peut dire de la correspondance de Napoléon, qu'elle est pavée d'illusions et de désillusions (2).

Et ce sont ces alternatives, c'est cette montagne russe de haut et de bas, de succès et d'insuccès, qui expliquent la lassitude universelle, avec la fin roulant à l'abîme.

Quand le sage Lebrun l'avertit, de Gênes, où l'on a employé son autorité et son savoir-faire, qu'on ne mène pas à coups de fouet les peuples nouvellement réunis et qui, en somme, souffrent de l'atteinte portée à leur indépendance, Napoléon écrit : « J'ai réuni Gênes pour avoir des matelots... Avez-vous espéré gouverner les peuples sans les mécontenter d'abord ? En fait de gouvernement, justice veut dire force comme vertu. » Les lettres à Melzi, à Louis en Hollande sont du même ton.

Jadis, la sage politique royale traitait les peuples réunis à la couronne avec d'autres ménagements, et selon des procédures plus prudentes pour les rallier, non par la force, mais par la justice et l'amitié (3).

(1) Décret du 11 septembre 1804. (*Corr.*, t. IX, p. 520.)

(2) Le gigantesque des conceptions napoléoniennes ne se développe nulle part avec plus de majesté que dans sa lettre à Crétet, ministre de l'Intérieur, datée du 14 novembre 1807. Impossible de l'analyser. Toutes les grandes conceptions s'y entassent, s'y bousculent, en quelque sorte : canaux, routes, mendicité, police, etc. « ... J'ai fait consister la gloire de mon règne à changer la face du territoire de mon Empire. L'exécution de ces grands travaux est aussi nécessaire à l'intérêt de nos peuples qu'à ma propre satisfaction... J'attache également une grande importance et une grande idée de gloire à détruire la mendicité. Il ne faut pas passer sur cette terre sans y laisser de traces qui recommandent notre mémoire à la postérité. Il faut, qu'au 15 décembre (juste un mois !), tout ce qui est relatif à l'administration des Travaux publics soit mûri et prévu... Remplissez vos portefeuilles afin que nous puissions, dans les soirées de ces trois mois, discuter les moyens d'arriver à de grands résultats. » (*Correspondance*, t. XVI, p. 162.)

(3) Voyez *Survivance des autonomies locales ; les libertés provinciales*, dans *Histoire du cardinal de Richelieu*, t. I, p. 382.

En un mot, le grand homme est grand partout, mais moins grand dans le civil que dans le militaire; son œuvre reste magnifique, certes, puisque, selon le mot le plus vigoureux peut-être et le plus juste qui soit sorti de sa bouche, « il a désouillé la Révolution », et puisqu'il avait fait, de cette boue fétide du Directoire, la France de marbre qui, un moment, a étonné le monde. Mais le grand administrateur, maître de l'illusionnisme, a aussi, parmi tant de splendeur, multiplié les désenchantements et les ruines. Il eût été plus complet, et sa part de collaboration à l'histoire de France eût été plus grande et plus heureuse encore, si, plus indulgent aux hommes et meilleur calculateur des obstacles, il eût adouci, d'un peu de sagesse française, l'impétuosité corse et le puissant *ambitus* florentin.

LES HAUTS FONCTIONNAIRES DE L'EMPEREUR

Étant donné cette volonté absolue, cet accaparement de l'action et du travail qui est sa nature même, les premiers, parmi les fonctionnaires de l'Empereur, les seuls qui connaissent vraiment sa pensée et la traduisent aux peuples, ce sont ses secrétaires intimes, ceux qui reçoivent directement la pluie de sa parole ou l'énigme indéchiffrable de son écriture. Ces hommes du cabinet et de la plume sont muets, invisibles, indifférents à tout ce qui n'est pas leurs portefeuilles fermés sous triple serrure. Toujours présents, on les voit à peine qui passent, comme des figurants de théâtre derrière des portants.

Fidèle à ses origines, il a pris, d'abord, son ancien camarade d'école, Bourrienne; celui-ci, infatué, bavard, homme d'argent, peu sûr, a laissé des *Mémoires* où, pour grandir son rôle, il a essayé de diminuer son bienfaiteur. Finalement, Napoléon l'envoya comme consul à Hambourg, où il eut pour fonction principale de surveiller le parti royaliste. Un peu mouchard, il était mieux adapté à ce rôle.

Bourrienne est remplacé par deux hommes, l'un plus effacé, l'autre, modeste encore, mais de plus de poids, qui devinrent des instruments courbés sur leur pupitre et sans volonté; l'un, incomparable pour le fatras des affaires et l'assiduité à en mourir: c'est Meneval; l'autre, Maret, bombardé aux affaires extérieures après le renvoi de Talleyrand et dont celui-ci disait, assez sotte-

ment, qu'il n'avait d'autre rival en sottise que le duc de Bassano.

En général, les ministres de Napoléon ont uniquement pour rôle et pour responsabilité de lui obéir. Au début, ils se tiennent encore debout, en raison du personnage que les plus importants d'entre eux ont joué aux grandes heures révolutionnaires et jusqu'à la journée de brumaire. Mais, peu à peu, ils s'anéantissent dans la servilité ou se perdent dans la disgrâce.

Maître définitif, l'Empereur ne veut plus que des hommes à lui. Chaptal, qui fut une des premières victimes du caprice impérial, dit : « Jusqu'au consulat à vie, Bonaparte cherchait à s'entourer des esprits les plus forts dans chaque partie. Bientôt le choix de ses agents commença à lui être indifférent... Les ministres n'étaient plus que ses chefs de bureau... Une fois parvenu à concentrer en lui toute l'administration et à ne prendre conseil que de lui-même, Bonaparte conçut le projet de se former une génération de séides. Il disait souvent que les hommes de quarante ans étaient *imbus des principes de l'ancien régime* et, par suite, ne pouvaient être dévoués ni à sa personne ni à ses principes. Il conçut de l'aversion pour eux et, dès lors, forma auprès de lui une pépinière de cinq à six cents jeunes gens qu'il appelait successivement à toutes les fonctions. » (p. 228.)

Le premier qu'il écarta, ce fut son propre frère, Lucien. Lucien avait de graves défauts. Tout de même, il avait été un des artisans les plus énergiques et les plus adroits de la fortune consulaire et impériale; il pouvait rendre des services encore et tenir attachée à Bonaparte quelque portion influençable du vieux parti jacobin. Le premier Consul se sépara de lui furieusement; il est permis de penser que le grand homme aimait autant s'alléger du fardeau trop proche des services rendus et de la reconnaissance.

Chaptal, qui succède à Lucien, était un homme d'une incontestable compétence dans les matières de l'industrie, de la science technique, de l'agriculture, du commerce. Napoléon l'appréciait. Les *Souvenirs* de Chaptal font allusion à une pique entre les deux hommes au sujet d'une actrice, maîtresse de Chaptal, Mlle Bourgoin. Napoléon voulut l'avoir et se conduisit avec une brutalité inconcevable; Chaptal s'écarta dignement. Napoléon recourut, plus d'une fois, par la suite, à son savoir technique, car il ne rompait jamais entièrement avec ceux qui lui avaient été utiles et qui pouvaient le redevenir. Mieux eût valu, sans

doute, pour Napoléon et pour le pays, que Chaptal n'eût pas été écarté; ses vues en matière de commerce et d'industrie, la connaissance qu'il avait des doctrines et de la pratique britanniques, son expérience, ses idées hardies et en avance sur son siècle, eussent éclairé Napoléon et peut-être l'eussent arrêté au bord de cette gigantesque erreur du « blocus continental. » On doit, en grande partie, à Chaptal l'élan industriel qui, dans les limites du protectionnisme napoléonien, permit à la France de lutter dans la période critique et de jeter les bases de l'édifice de prospérité qui grandit et se développa au cours du siècle.

Napoléon remplaça Chaptal, en 1804, par Champagny, ambassadeur à Vienne. Celui-ci, comme ministre technique, était peu de chose : une plume, un homme à écrire, un commis.

Ce n'est pas le lieu de parler des autres grands commis de la guerre et de la marine, Berthier, Decrès, de ceux des finances, Barbé-Marbois, Mollien, Guérin, Defermon. Pour préciser le caractère de leur collaboration, il suffit de rappeler que le ministre de la Marine, Decrès, qui jugeait pourtant si sévèrement Napoléon dès 1808, n'eut pas l'autorité suffisante pour contenir la dangereuse imagination qui conduisait la fortune coloniale de la France à Saint-Domingue et sa fortune maritime à Trafalgar.

Quant à Berthier, prince de Neuchâtel, qui avait tant de bonnes raisons de fidélité (plus de 1 500 000 francs de rentes en dotations privilégiées), il étonna, même ce siècle des « girouettes », par son ingratitude. Il eut le triste courage de dire à Metternich, quand Napoléon ne songeait qu'à continuer la lutte à outrance en 1814 : « N'oubliez pas que l'Europe a besoin de paix; la France surtout, elle, ne veut que la paix » (1).

Ce ne sont tout de même pas des caractères.

TALLEYRAND ET FOUCHÉ, MINISTRES DE NAPOLÉON

Le rôle de Talleyrand comme ministre de Napoléon ne peut être approfondi que par l'étude de la politique extérieure. Rappelons seulement ici que, jusqu'en 1800, Talleyrand reste le conseiller, souvent l'inspirateur de la politique étrangère,

(1) Metternich, *Mémoires*, t. I, p. 147.

et même une sorte de premier ministre auprès de l'Empereur comme il l'avait été auprès du Consul; il exerce, sur les affaires, une autorité due à son bon sens, à son tact, à son expérience. Il contient la fougue du grand homme par un sourire déférent et la ramène aux règles de la diplomatie pondérée.

Talleyrand et Fouché représentent, nous l'avons dit, dans la politique impériale, un passé dangereux avec lequel le héros enlacé dans leurs rets, ne put jamais rompre *l'intrigue*.

Tout cela sera mis au point.

Spécialement, sur les affaires intérieures, c'est l'autorité de Fouché qui devient prédominante; parfois même, elle s'introduit dans la conduite des affaires étrangères. La psychologie de la partie qui se joue entre Napoléon et Fouché n'est pas moins mystérieuse et subtile que celle de la partie qui se joue entre Napoléon et Talleyrand. Ici, conduit par un excellent guide, M. Louis Madelin, nous devons insister.

Fouché fut, pendant six ans, l'œil et la main du gouvernement de Napoléon dans les affaires de la société française. On a dit de lui, comme de Talleyrand, qu'il fut une manière de président du Conseil ou de premier ministre : il fut, surtout, un confident indispensable, quoique suspect, l'homme des exécutions difficiles et des besognes tissées par l'envers de la trame.

Nous avons essayé d'indiquer l'impression que laisse à l'histoire la figure de l'ancien oratorien qui devint duc d'Otrante; mais les contemporains de Napoléon, et Napoléon lui-même, malgré sa finesse corse, ne pouvaient connaître l'homme comme on le connaît aujourd'hui.

Fouché passait pour un personnage complexe, une physionomie ambiguë et indéchiffrable; tout le monde s'accordait à reconnaître, en lui, un homme d'État vigoureux, d'infinies ressources, d'une expérience consommée et sachant, comme personne, la géographie humaine de la Révolution. Il avait, dans la tête, un dossier tenu à jour et qui lui permettait de déterminer, par la courbe du passé, celle de l'avenir. Il ne se faisait d'illusion sur rien; aucune, en tout cas, sur le régime où il avait cherché un abri provisoire, avec une idée bien arrêtée, celle de s'évader à l'heure de la catastrophe.

Il avait mieux deviné Napoléon que Napoléon ne l'avait compris. L'Empereur se tenait à des lueurs de surface, le poli-

cier creusait jusqu'au tuf ; il avait le temps pour son travail de termite, tandis que le maître était toujours haletant de sa vie encombrée. L'Empereur savait que l'orientation de Fouché, depuis Thermidor, était déterminée par la hantise du *régicide :* il croyait le tenir par là : « Vous avez voté la mort de Louis XVI, Monsieur le duc d'Otrante. — Sans doute, Sire ; c'est même le premier service qu'il m'a été donné de rendre à Votre Majesté. » Il faut bien citer une autre réplique de l'homme au front d'airain que rien, même la disgrâce, et seule la mort, peut-être, aurait fait reculer : « Duc d'Otrante, je devrais vous faire couper la tête. — Ce n'est pas mon avis, Sire. » (1).

Fouché se jugeait indispensable à un souverain dans la situation de Napoléon ; sa tactique consistait à abriter, derrière la carrière du héros, qu'il devinait courte, la manœuvre nécessaire pour rentrer en grâce près de la dynastie légitime.

Et c'est cela même qui faisait de lui un instrument unique. Que voulait l'Empereur en effet, et quelle était la condition de son succès, sinon l'apaisement des partis et la fusion des deux Frances? Le pouvoir de Napoléon, son « usurpation », étaient fondés sur ce programme et ne pouvaient avoir d'autre justification, recueillir d'autre gloire. Or, quel collaborateur plus précieux et plus rare que cet homme qui avait un pied dans les deux camps et qui ne pouvait réussir, lui-même, qu'en combinant les deux forces contraires, les associant ou les annulant l'une par l'autre ?

Fouché eut pour fonction de doser, si j'ose dire, ce que la France pouvait garder de Révolution, ce qu'elle pouvait supporter d'Empire et ce qu'elle était capable de ressaisir de légitimité : c'est en cela que son ministère de la police fut le *ministère impérial* par excellence et que l'œuvre de ce ministère fut la véritable politique intérieure du régime. Le règne de Napoléon aurait-il été protégé contre les machines infernales, quelles qu'elles fussent, sans Fouché ? Napoléon, en tout cas, ne le croyait pas, puisqu'il ne se sépara jamais tout à fait de l'homme, qu'à diverses reprises, il chassa comme un valet.

M. Madelin a précisé, dans une analyse serrée, les services rendus par l'homme pâle et il exprime d'un mot son système plausible : le *despotisme modéré.* Napoléon eût, sans doute,

(1) Madelin, *Fouché*, t. I, p. 414, 416.

gagné à écouter plus attentivement Fouché : mais, s'il l'eût écouté, eût-il été Napoléon ?

Fouché, avec ses origines révolutionnaires affreuses, est le seul des ministres impériaux qui fût toléré au faubourg Saint-Germain. Or, en même temps, il éteint les brandons, brûlants encore, de la chouannerie, introduit ses agents dans la confidence royaliste, prend au piège des délations et des complots plus ou moins fabriqués, les violents trop candides et les adroits trop subtils. Son adresse consommée laisse toujours quelque braise utilisable sous la cendre adroitement étouffée.

Pour un maître qui vit sous le complot, chaque nuit gagnée dans son lit est une conquête. Il en est de même de la France : confiante en cet œil ouvert de la police, elle se rendort dans le calme et dans une foi au lendemain dont elle s'était déshabituée. Tant de « ténébreuses affaires » qui encombraient les temps du Directoire et même du Consulat, l'enlèvement de Clément de Ris, les équipées des Fauche-Borel, des Armand de Chateaubriand, les trames de « l'agence anglaise » de Bordeaux, celles des La Haye-Saint-Hilaire, des Le Chevalier, des d'Aché, toute la conspiration rentre sous terre. Que voulait le peuple ? la sécurité ; et Napoléon ? l'apaisement. De tout cela, Fouché fait métier et marchandise.

Dans la grande affaire du règne, celle qui doit le scinder en deux périodes contrastées, le divorce, Fouché est d'abord pour la fidélité à Joséphine, c'est-à-dire aux origines révolutionnaires. Il resta avec l'Impératrice (dont il payait les dettes et qui bavardait avec lui l'intimité impériale), tant qu'il crut la chose possible et politique, mais, en bon héritier de Choiseul et de l'*intrigue*, il se jeta dans le camp du mariage autrichien, quand il crut l'heure arrivée de percer des avenues vers les monarchies du dehors et de rouvrir les voies de la légitimité ; travaux le plus souvent souterrains qui ont creusé d'avance le sol sous les pas du grand homme et que, par enivrement d'orgueil, celui-ci n'a pas su deviner.

En ce qui concerne l'essence même de la politique napoléonienne, la guerre, Fouché tient toujours la balance égale entre la victoire et la paix, ne cherchant jamais, d'un côté comme de l'autre, que ce qui lui était personnel, — une issue. Son coup d'œil, et, sans doute, sa conviction qu'on approchait, peu à peu, de la chute fatale, se manifestèrent à la veille de

Tilsit, quand il conseilla la démarche du Sénat exprimant les sentiments de la masse des Français. C'est, ainsi que nous l'établirons, l'heure critique. Or, Fouché avertit. Il se réserve une porte de sortie en s'opposant à la continuation de la guerre avec l'Angleterre, et prend ainsi le rôle de chef des « pacifistes ». En un mot, il affecte d'être un bon ministre de l'Intérieur, un bon ministre de l'opinion, et de renseigner exactement. Sa clairvoyance dangereuse et des plus suspectes met le comble à la colère impériale et fournit, en somme, au duc d'Otrante, la cause de séparation qu'il cherchait.

Il y eut, chez Fouché, un autre genre de précaution et qui parut, sans doute, plus irritant encore : on le voit se préoccuper toujours d'assurer les lendemains en cas de disparition subite de Napoléon, et cela presque ostensiblement. Il trempait dans le complot permanent qui devait remplacer, au pied levé, l'Empereur par un maréchal ou par une équipe de maréchaux, Murat, Bernadotte, Masséna. Napoléon était renseigné. « Ils ont essayé plusieurs fois de me culbuter ou de partager avec moi, disait-il à Chaptal. Comme le partage était un plan moins aventureux, douze généraux ourdirent un plan pour diviser la France en douze provinces. On me laissait généreusement pour mon lot Paris et la banlieue... Le traité fut signé à Rueil » (1).

La conjuration paraît remonter à l'époque du Consulat; mais elle rampa sous terre pendant tout le règne; Fouché, sans même lever le doigt, accompagnait de l'œil la trame du complot. Il dit à Chaptal, en 1814 : « J'ai toujours abhorré l'Empereur, j'ai tenté trois ou quatre conspirations » (2).

LE SYSTÈME ADMINISTRATIF DE NAPOLÉON

L'Empereur sait tout cela. Il se méfie de tous et de tout.

Ce manque de confiance, cette incertitude du lendemain qui ne quittent pas la pensée de l'Empereur, introduisent, dans l'administration intérieure, une autre cause de faiblesse peu remarquée d'abord, mais qui fut de grande conséquence sur l'avenir de la France : une sorte de tendance à la division et

(1) *Souvenirs* de Chaptal, p. 250.

(2) Madelin, *Fouché*, I, 446. — *Souvenirs* de Chaptal, 314. — Cf. Mme de Staël, *Dix années d'exil*, p. 73.

à la subdivision de l'autorité publique et administrative. La méfiance qui régnait du haut en bas de l'organisme gouvernemental, établit partout des cloisons étanches. Napoléon opposait ministre à ministre, directeur à ministre, l'administration au chef, la direction au directeur. Il finit par détruire, dans les mœurs administratives, cette autorité centralisée que son génie romain avait mise dans les lois.

Ce grand maître de la discipline militaire ébranla ainsi, presque sans qu'il s'en rendît compte, la discipline civile : dans chaque ministère, il y eut un ou plusieurs subordonnés, directeurs et sous-directeurs confidents particuliers de l'Empereur et que celui-ci chargeait de certaines responsabilités directes, les dressant, en quelque sorte, contre leur chef hiérarchique. A la police, les Réal, les Desmarets, les Pelet de la Lozère, les Dubois doublaient et surveillaient Fouché lui-même. A l'instruction publique, Fourcroy était combattu, et Fontanes le fut à son tour; aux finances, Barbé-Marbois, puis Mollien avaient leurs successeurs tout prêts, s'ils venaient à broncher; on créait méthodiquement, au-dessous d'eux ou en face d'eux, des services indépendants et jaloux. On les dépouillait de leurs attributions pour les passer, sans autres motifs, aux nouveaux « séides » du pouvoir. Comme résultat on voit apparaître, dès lors, ce qui sera, un jour, l'un des ressorts de la nouvelle autorité politique dans la France du XIXe siècle, la puissance des commis.

L'origine en remonte jusqu'au grand homme, ombrageux et inquiet au sujet de la moindre initiative, de la moindre indépendance. Pour qu'on en appelât toujours et de tout à lui-même et qu'il restât maître de chaque résolution, il ne connut plus d'autre travail public que celui qui lui était soumis sur rapports et dossiers. La valeur des hommes, il ne l'apprécie que par intermittence; les qualités recherchées sont l'assiduité et la déférence. En inaugurant l'autorité de la paperasse, des cartons et des dossiers, la volonté impériale, cette volonté héroïque consacrait la seule puissance qui pût contre-balancer un pouvoir énergique quel qu'il fût, la force d'inertie.

Napoléon avait eu l'idée d'organiser un système de retraites pour les fonctionnaires et pour les officiers; il eût tissé, ainsi, le réseau aux mailles serrées qui rattache tant de carrières françaises au corps de l'État. La bureaucratie eût obtenu, d'un seul coup, ses bases indestructibles : responsabilité diluée

et anonyme, intangibilité des « situations » et garantie des retraites.

Le Corse parvenu est ainsi, à l'intérieur (en pleine conformité avec ses origines), non seulement le réorganisateur de la France, mais l'Empereur des fonctionnaires.

CONTRE LA DÉLIBÉRATION. — RAPPORTS AVEC L'OPINION

La direction des affaires intérieures, telle que la conçoit la pensée napoléonienne, peut être ramenée à ces deux traits caractéristiques : conformément à la conception révolutionnaire et même aux vieilles traditions monarchiques, elle lutte, comme nous venons de le voir, contre les pouvoirs intermédiaires, les aristocraties, les « corps », *tout ce qui se tient de soi* dans l'État. Un jour pourtant, elle cherchera une solution qui la laisse, elle-même, moins isolée sur l'immense plaine démocratique nivelée, et ce sera l'heure d'une aristocratie nouvelle, émanant de la dynastie improvisée, et d'elle seule.

D'autre part, et nous allons y insister, cette même conception, contrairement aux principes du libéralisme moderne, déjà appliqués en Angleterre, s'oppose à tout système de discussion, de délibération. C'est en se protégeant à la fois contre les corps intermédiaires et contre les corps délibérants que l'Empire s'efforce de réaliser sa grande promesse, la stabilité.

En ce qui concerne la délibération, la pensée impériale est rendue sensible par l'hostilité personnelle et déclarée de Napoléon à l'égard des « avocats » et des « idéologues ».

Pour lui, sans autre forme de procès, les avocats sont des criminels : — « Les avocats, tas de bavards, artisans de la Révolution. » « Crime et corruption »... Cambacérès, en octobre 1804, à propos du décret qui lui est soumis sur les franchises du barreau, reçoit l'algarade fameuse : « Ce décret est absurde! Il ne laisse aucune prise, aucune action contre les avocats. Tant que j'aurai l'épée au côté, je ne signerai pas un décret aussi absurde; je veux qu'on puisse couper la langue à un avocat qui s'en servirait contre le gouvernement (1). » Quant aux idéologues, moins que rien : « Fontanes, grand maître de l'Université!... du positif... du monarchique, pas de billevesées métaphysiques, idéologiques. »

(1) *Corr.*, t. X, p. 15.

L'Empereur, revenons-y une fois de plus, est un chef militaire et, sous son règne, la France est, qu'elle le veuille ou non, en état de guerre perpétuelle, *en état de siège*. Tout est là. Pour le chef qui combat, ceux qui le tirent par la manche et qui discutent sont des *défaitistes*, des *pacifistes*. Ils jettent, délibérément, devant ses pieds, des entraves, qui sont des entraves à la victoire. Son but et sa carrière sont manqués s'il se laisse détourner, un instant, par ces monteurs de pièges, ces empêcheurs, ces maladroits et malintentionnés qui s'opposent au bon fonctionnement du grand ressort militaire, l'obéissance. Il s'agit bien de délibérer! La déroute et la ruine sont aux portes, tandis qu'ils discutent!

Par les avocats et par les orateurs politiques, les affaires sont traitées *comme un dossier*. Non spécialement compétents, ils *plaident* devant une assemblée délibérante, devant tout le monde, devant l'opinion. Le succès consiste, pour eux, à obtenir l'adhésion du corps qui décide ou de la foule qui, elle, ignore tout.

L'avocat devient, si on le laisse faire, et rien que par la séduction de la parole, l'homme politique par excellence; il y a longtemps que Hobbes a dit : « La Démocratie, c'est le règne de quelques harangueurs. » La spécialité de l'orateur, si chère au public qui aime se reposer de penser en écoutant, lui vaut les honneurs, les emplois, même les responsabilités du fond, de ce fond qui, pourtant, lui échappe souvent. Qu'y a-t-il de plus différent de la carrière d'un homme d'action que celle d'un orateur?

Par l'avocat, représentant du système délibératif et du gouvernement, de la parole, nous touchons aux *idéologues*, les hommes à principe, les doctrinaires, les constitutionnels, tous ceux qui pensent que l'exercice du pouvoir doit être contenu dans certaines limites par un organisme modérateur. Juchés sur leurs principes, les « idéologues » se croient capables de juger les actes du gouvernement et d'en pousser la critique aussi loin que leur « logique » l'exige. Ce n'est pas tant qu'ils parlent, ceux-ci : ils « raisonnent »; c'est pis. Et à quoi aboutissent-ils? Eux aussi, à entraver l'action. Les disciples de Montesquieu ne sont pas moins dangereux que ceux de Jean-Jacques : plus péremptoires, peut-être, sur des matières qu'ils ignorent également, n'ayant jamais mis « la main à la pâte », ni assumé les

responsabilités. Si on les laisse faire, les « idéologues » en viendront à réclamer, selon leur logique infaillible, et avec l'assurance de leur vanité doctorale, d'abord la liberté d'examen, puis la liberté de jugement, ensuite la liberté de parole, la liberté d'écrire, finalement la liberté d'opposition et de révolte, la liberté tout court, — la Révolution. Tout serait à recommencer.

Napoléon, chef de guerre et dynaste, gouverne donc contre les « avocats », c'est-à-dire les « délibérants », et contre les « idéologues », c'est-à-dire les « doctrinaires ». Leur manière de voir est en incompatibilité radicale avec son propre système, avec sa philosophie de la vie et du pouvoir. Il dit : « Dans l'ordre de mon travail, je prends toujours en considération *un fait*, non *un tableau*. (1) »

Ceci nous conduit logiquement aux rapports de l'Empereur avec l'opinion. L'opinion, c'est l'instinct des foules ; elles n'ont guère pour les guider que leur vouloir vivre et elles projettent en avant, comme une antenne, la curiosité. Ainsi munie, l'opinion se prononce par un mouvement intime, sur des on dit. Elle sent, elle pressent. En matière politique, quel compte un gouvernement fort doit-il tenir de l'opinion ? Napoléon ne peut se passer d'elle, il le sait, mais doit-il la subir ? Ne peut-il pas la mener à ses fins, la diriger ? C'est un des plus difficiles problèmes de l'art politique.

Fait des plus frappants : les relations du gouvernement avec l'opinion publique, principalemeut par la voie de la presse, sont, sous l'Empire, affaire de police. Et cela s'explique par cette observation, jamais assez répétée : tout le règne n'est qu'un long état de siège.

Napoléon, par la nécessité des choses, envisage les dispositions de l'opinion surtout au point de vue de la lutte contre l'étranger. Il traque tout ce qui peut incliner l'esprit public vers des fléchissements favorables aux ennemis, — à l'ennemie, l'Angleterre. Cependant, tout public qui *sert* et qui *paye*, veut savoir, veut être informé. Il y a là un sentiment humain, un sentiment social qui ne peut être réprimé : la soif de savoir, *libido sciendi*. On est bien obligé de la satisfaire ; sinon, la

(1) *Corr.*, IX, p. 346.

masse s'énerve et s'enfonce, par ignorance, dans un pessimisme noir. Pour entretenir le concours de l'adhésion publique, que dis-je, cette conscription volontaire des cœurs, l'enthousiasme, il faut un art exquis, un tact qui ne se trompe jamais. Or Napoléon n'a jamais eu ce sens exact, ce tact de la liberté.

Il traite l'opinion en chef de guerre qui a un but d'action et qui, pour y atteindre, est tenu au secret. Il ne se détourne jamais d'elle ; certes, elle le préoccupe constamment, il voudrait la satisfaire; mais, par cet instinct militaire qui sait le prix du secret, ce qu'il croit devoir lui livrer, il le fait au compte-gouttes. « J'entends, écrit-il en 1805, que les journaux soient pour le Gouvernement et non contre. (1) » « Réprimez un peu plus les journaux; faites comprendre aux rédacteurs du *Journal des Débats* et du *Publiciste* que le temps n'est pas éloigné où, m'apercevant qu'ils ne me sont plus utiles, je les supprimerai avec tous les autres et *n'en conserverai qu'un seul*... Mon intention est donc que vous fassiez appeler les rédacteurs du *Journal des Débats*, du *Publiciste*, de la *Gazette de France*, qui sont, je crois, les journaux qui ont le plus de vogue, pour leur déclarer que, s'ils continuent à n'être que les truchements des journaux et des bulletins anglais, et à alarmer sans cesse l'opinion, en répétant bêtement les bulletins de Francfort et d'Augsbourg, sans discernement et sans jugement, leur durée ne sera pas longue ; que le temps de la Révolution est fini et *qu'il n'y a plus en France qu'un parti ;* que je ne souffrirai jamais que les journaux disent ni fassent contre mes intérêts, qu'ils *pourront faire quelques petits articles où ils pourront montrer un peu de venin*, mais qu'un beau matin on leur fermera la bouche. Il faut avoir bien peu de discernement pour ne pas voir, qu'en annonçant que les empereurs d'Allemagne et de Russie vont s'aboucher, une pareille nouvelle ne peut que faire mauvais effet ; que, pour la donner, il faut qu'elle soit sûre ; que celle de la marche des Russes en Pologne ne peut pas faire un meilleur effet. »

Napoléon méditait, précisément à cette heure, la campagne toute de surprise qui devait aboutir à Ulm et à Austerlitz ; et, vraiment, on comprend qu'il ne voulût pas courir le risque d'une indiscrétion jetée à la traverse de ses grands desseins.

(1) *Corr.*, X, 328.

Il écrit, le 26 mars 1806, au sujet d'une publication de la Chambre de commerce, cette phrase de toute profondeur : « Une chose imprimée, par cela même qu'elle est un appel à l'opinion, n'en est plus un à l'autorité. » Donc, tout ce qui s'écrit est un acte de rébellion. Son dernier mot, le fond de sa pensée, au sujet des journaux, reste, en somme : « *Je n'en conserverai qu'un seul !* » Proposition aussi funeste au gouvernement lui-même qu'à l'opposition. Nous verrons, dans l'exposé des circonstances qui ont accompagné la chute impériale, à quel néant le système aboutit.

LE PERSONNEL ADMINISTRATIF. — CONSEILS D'ADMINISTRATION. — COMMISSAIRES. — PRÉFETS

Napoléon écarte la délibération, l'idéologie, les critiques de la presse et le jugement de l'opinion. Écarte-t-il la compétence? Voici un des points les plus habilement nuancés et les moins connus de la méthode gouvernementale impériale.

L'Empereur s'entoure des compétences; oui, il les « préfère »; mais au lieu de les asseoir sur le même rang que le pouvoir, dans des assemblées politiques, pour débattre et trancher, il les réunit autour de lui, les interroge affectueusement, sollicite et provoque leurs conseils.

Il crée même, à cet effet, un rouage nouveau, qui eût pu rendre les plus grands services, si la jalousie parlementaire ne l'eût, plus tard, fait tomber en désuétude; c'est le *Conseil d'administration*. Dans les affaires difficiles, et pour chaque cas particulier, Napoléon réunit, au début surtout, en *Conseil d'administration*, des hommes choisis individuellement *et de cas en cas* : il les consulte et leur confie une sorte de droit d'initiative et de discussion, jusqu'à l'heure d'une proposition finale qu'ils peuvent présenter et sur laquelle il décide.

Nous touchons là le tuf du système impérial. L'Empereur ne se lie jamais dans une forme, dans un engagement corporatif permanent; mais, sa méfiance instinctive *contre tout ce qui est par soi-même* étant apaisée, puisqu'une telle réunion ne dépend que de sa volonté, il s'éclaire avec soin dans un « conseil » des lumières de la compétence et recherche, de bonne foi et en grave condescendance, l'avis des hommes qualifiés par leur autorité, leur science, leur activité.

Bien entendu, il se réserve à lui-même la décision, *l'ordre*.

Rien de plus « militaire ». Assurément! Mais aussi, se peut-il une méthode plus nerveuse et plus efficace? Remarquez combien cette façon de procéder s'éloigne des idées parlementaires. Gladstone s'écriait, assure-t-on : « Ah! qui nous préservera des compétences? » L'Empereur, lui, au contraire, s'entoure des compétences; mais il craint les hommes qui prétendent se substituer à elles et les représenter.

Fidèle, en cela encore, à la tradition révolutionnaire et à celle de tous les pouvoirs absolus, Napoléon recourut souvent à l'organe bien en main des commissaires spéciaux envoyés dans les provinces, soit pour surveiller ou stimuler les autorités locales, soit « pour faire rapport », soit même pour agir directement.

Dans le militaire, il se félicitait beaucoup de la création des inspecteurs d'armée : il en étendit le principe aux affaires civiles, imitateur lointain de Charlemagne et plus proche de Richelieu et de la Convention. Il s'agit, le plus souvent, de surveillance à exercer en cas de crise, telle la mission de Lebrun en Bretagne, en avril 1803 (1), celle de Lagrange dans le Nord, celle de Lacuée en Hollande, celle de Savary en Belgique : et même d'une véritable délégation gouvernementale (mission de Lebrun à Gênes en mai 1805). Ces missions exercèrent une action considérable, surtout dans les pays de réunion récente ou attirés en quelque sorte dans la zone de l'influence française. Mais leur histoire se confond avec celle de l'administration générale dans les départements rattachés à l'Empire français. Ici, ou dans l'ancienne France, le type du personnel administratif, à cette époque, c'est, par excellence, le *préfet*.

Ainsi que l'a démontré Tocqueville, la centralisation administrative n'est pas, comme on l'avait souvent répété avant lui, une « conquête de la Révolution » : elle existait sous l'ancien Régime; elle est la suite naturelle de cette marche vers l'unité qui est toute l'histoire de France. Agglomérer, fondre, assimiler les pays réunis à la France royale, telle était, pour les

(1) *Corr.*, VIII, 294, — *ibid.*, 296, — *ibid.*, 361, — X, 224, — *ibid.*, 457.

générations successives, la tâche principale de tout système politique sain.

En général, dans la politique européenne, les bons gouvernements étaient ceux qui avaient élargi les frontières et aboli les distinctions locales. Aujourd'hui, le mouvement paraît suspendu ; les nationalités, grandes ou petites, entendent « vivre leur vie » ; les formations locales, les dialectes, les usages, les traits de caractère de chaque race, de chaque famille s'affirment : s'il se développe, sous nos yeux, un impérialisme, c'est un impérialisme de clocher. Nous avons donc quelque peine à nous rendre compte du bienfait que fut, pour les peuples, l'établissement d'un régime d'unité et de centralisation qui apportait avec lui la sanction d'un pouvoir fort, l'abaissement des barrières intérieures, la copénétration des mœurs, des législations, des affaires publiques et privées, et même des langues.

Cette politique se heurtait, bien entendu, à des résistances locales et particulières, mais on s'appliquait à les vaincre par la douceur et par le temps, plus encore que par la force. A cet effet, un organisme administratif, installé au milieu des populations qu'il fallait rattacher au centre, était indispensable, et tel fut le principe de l'institution des Intendances des provinces. Avec les armées conquérantes, arrive d'abord l'intendant « du militaire, de la justice et des finances » ; puis, survivant à l'armée qui se retire, l'intendant s'installe définitivement, muni d'une pleine délégation du pouvoir central : il devient l' « intendant de la province », et il prend en main la direction générale des affaires. Agissant au profit du pouvoir central dont il tient son autorité et sa force, il ébranle les magistratures locales, la féodalité, les gouverneurs, les États provinciaux, les Parlements, les évêques, les communautés urbaines ; il impose partout, avec une stricte vigilance, la règle monarchique.

Dès la fin du XVIIe siècle, l'institution était acceptée sans conteste, et elle étonnait les étrangers par sa simplicité et son bon fonctionnement. Le marquis d'Argenson raconte, dans ses *Mémoires*, qu'un jour, Law lui dit : « Jamais je n'aurais cru ce que j'ai vu quand j'étais contrôleur des finances. Sachez que ce royaume de France est gouverné par trente intendants. Vous n'avez ni parlements, ni États, ni gouverneurs, ce sont trente

maîtres des requêtes commis aux provinces de qui dépendent le malheur ou le bonheur de ces provinces, leur abondance ou leur stérilité (1). »

Ce cadre préfixé répondait admirablement à l'esprit de nationalisme unitaire que la Révolution avait hérité de la royauté : réunion des provinces, abolition des pouvoirs intermédiaires, unification législative et administrative, nivellation sociale, fusion des races, ascendant central de ce grand Paris, seul apte à conduire les destinées d'un empire, ce programme hérité de l'ancien Régime exigeait, chez les hommes chargés de le réaliser, un savoir-faire et une fermeté de main singuliers.

Aux diverses phases de la Révolution, les tentatives faites pour recruter, par voie d'élection, le personnel administratif n'avaient pas réussi ; le ressort était trop faible et l'action trop éparpillée, trop variable. La constitution de l'an VIII, selon la leçon de Sieyès, retourna au vieux principe : « L'autorité vient d'en haut. »

Enfin, la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), établit le régime nouveau : ou plutôt elle restaura l'institution des Intendants, en lui apportant, seulement, une consolidation et une amplification à la romaine. C'est Lebrun, dit-on, qui trouva le nom de *préfets*. Chaptal, alors conseiller d'État, fut chargé par Lucien, ministre de l'Intérieur, de mettre sur pied l'ensemble du système. Il dit lui-même : « La loi fut rédigée par moi et portée et défendue au Corps législatif par M. Rœderer et moi ; le Tribunat le combattit de toutes ses forces ; le tribun Daunou prononça, à ce sujet, un discours très fort. Je lui répondis et la loi passa. Cette loi administrative est celle même qui nous régit aujourd'hui. Elle a institué les préfets, les conseils de préfecture, les conseils généraux, les sous-préfets, les conseils d'arrondissement, les maires, les municipalités et les conseils municipaux, etc. ; elle a fixé les attributions de chacune des autorités, elle détermine tous leurs rapports entre elles ; elle a délimité l'étendue des préfectures, des sous-préfectures, etc. (2) »

Le ministre de l'Intérieur, Lucien Bonaparte, confia à Beugnot le soin de rédiger les instructions générales aux préfets

(1) Cf. Tocqueville, *l'Ancien Régime et la Révolution*, p. 54.
(2) *Souvenirs*, p. 56.

et d'établir une première liste de noms sur laquelle les hommes les plus au courant du personnel ancien et nouveau, Cambacérès, Lebrun, Carnot, Talleyrand, Maret, en un mot, toute l'équipe de Brumaire, furent consultés.

LES MÉTHODES ADMINISTRATIVES

Le personnel du Consulat resta à peu près le même sous l'Empire : les instructions, dans leurs grandes lignes, ne furent pas modifiées. L'histoire de la France moderne se développe, dès lors, sur la vieille souche, comme les branches nouvelles d'un arbre abattu se nourrissent de la sève des racines subsistantes.

Seulement, à ces méthodes administratives traditionnelles, Napoléon imprima, à partir de 1804, la marque impériale. Elles prennent plus de force et plus de pénétration encore quand elles s'installent et se développent dans les départements nouveaux, dans les pays réunis où s'essaye la plus vaste entreprise d'assimilation qu'une puissance conquérante ait, depuis l'Empire romain, tenté sur des populations arrachées, par les armes et la Révolution, à leur statut antérieur.

Le plus souvent, l'Empereur choisit ses préfets lui-même ; il veut des hommes sûrs, expérimentés, éprouvés, et il les tient en mains par l'intermédiaire du ministre de l'Intérieur, qui n'est guère qu'un commis. Beugnot dit, en visant cette pépinière d'hommes publics qu'était le Conseil d'État, et où Napoléon puisait à pleines mains : « L'Empereur, qui tenait une partie du continent sous ses lois et qui dévorait le reste par la pensée, avait des agents nombreux à expédier sur tous les points. » Désigné lui-même pour l'Allemagne, alors qu'il pensait devoir partir pour l'Espagne, il ajoute : « Lorsqu'on recevait des ordres, on ne vivait pas tant qu'ils n'étaient pas exécutés ; je me décidais à partir le lendemain. »

L'accent de l'obéissance n'est-il pas ici tout militaire : déférence immédiate, zèle soumis et discret, nulle réaction personnelle, les talons joints, les bras tombants, c'est ainsi qu'est reçu l'ordre napoléonien.

Ce caractère militaire et « romain » se retrouve, naturellement dans l'autorité que l'agent exerce. « C'était alors, écrit l'un d'eux, une position en Europe que d'être Français, et c'en était une grande que de représenter l'Empereur quelque part ; à

cela près que je n'aurais pas impunément abusé, j'étais, en Allemagne, ce qu'avaient été autrefois les proconsuls de Rome. Même respect, même obéissance des peuples, même désir de plaire et de capter ma faveur. Nous étions, à cette époque, sous le charme de la paix de Tilsit; l'invincibilité de l'Empereur n'avait encore reçu aucune atteinte... Je croyais qu'il était né pour entraîner la fortune et je trouvais tout simple que les peuples fussent prosternés à ses pieds; c'était désormais, à mes yeux, la nouvelle marche du monde (1). »

L'action vigilante de l'Empereur sur les administrations locales se fait particulièrement sentir, quand il s'agit des points suivants : d'abord et avant tout, la conscription ; la conscription étant l'essence du système, le chef militaire entend qu'elle *rende* toujours avec une régularité pleine et absolue, toutefois sans peser trop lourdement sur le peuple : c'est un art, un tour de main; et le succès d'un préfet en cette matière est la pierre de touche de son mérite; de même pour toute autre besogne militaire : appel de réserves, organisation des vélites et des gardes nationales, gardes d'honneur, moyens divers et de plus en plus délicats et difficiles de procurer des hommes à un système qui en fait une terrible consommation. L'Empereur entend, en effet, que la nation soit toujours au « complet de paix », prête à passer sur un signe sur « le pied de guerre » (2). Napoléon, grand chef militaire, et qui sait que son système repose uniquement sur l'armée, n'ignore pas que, de tous les genres d'abus, ceux qui s'attachent à la conscription méritent l'attention la plus constante. Tous les régimes politiques, quels qu'ils soient, y risquent leur autorité ou leur popularité.

De même, le préfet doit veiller au bon rendement des impôts. Non qu'il ait, en cette matière, une compétence directe, puisque

(1) Beugnot, *Mémoires*, I, p. 340-372. — Napoléon lui-même était en garde contre l'excès de ce genre d'administration toute en consigne. Sa raison aurait voulu modérer les exigences de son tempérament. Il écrit, le 26 avril 1806, à propos du préfet de Dijon : « La subordination civile n'est point aveugle et absolue; elle admet les raisonnements et les observations, quelle que puisse être la hiérarchie des autorités... Je n'exige d'obéissance aveugle que dans le militaire... Les préfets ne sont que trop enclins à un gouvernement tranchant, contraire à nos principes et à l'esprit de l'organisation administrative. » Mais, que pouvait-il attendre autre chose de ces préfets qu'il appelait lui-même des « empereurs au petit pied »? L'art politique est un art difficile.

(2) *Corr.*, *passim*; notamment t. VIII, p. 32, t. IX, p. 158-159, 167; t. X, p. 181, 301, 371, etc. — *Lettres inédites*, publiées par Lecestre, t. I, p. 53.

c'est l'affaire propre de ce que l'on appelait les « sept branches de l'administration financière » : mais l'Empereur entend que les préfets collaborent activement au travail de collecte régulière des recettes, qu'ils se tiennent au courant de son fonctionnement; surtout qu'ils ne l'entravent pas et, comme c'est la tendance de certains administrateurs, amis de la popularité, qu'ils ne se fassent pas les échos de la plainte publique. En revanche, il soutient ses préfets contre les administrations particulières qui affichent une indépendance abusive.

L'attention de l'Empereur est tout spécialement en éveil quand il s'agit de la paix publique, des attaques à main armée, de la sécurité des routes. Il défend énergiquement, même contre Fouché, les gendarmes du maréchal Moncey : « Si j'étais assez insensé pour laisser détruire l'esprit que j'ai donné depuis quatre ans à la gendarmerie, ils deviendraient vauriens comme en l'an VIII. » Qu'il s'agisse des dernières convulsions de la Chouannerie, qu'il s'agisse des agitations survivantes dans le Midi, qu'il s'agisse des « garrotteurs », et des « chauffeurs » en Belgique, qu'il s'agisse des « brigands de Compiègne (1) » qui infestent encore, en mai 1805, les avenues de la capitale, sa vigilance est toujours en éveil et, même de loin, même au cœur de ses voyages et des campagnes, il s'émeut au moindre bruit, il ne laisse rien passer. Toujours sa hantise évoque, comme un repoussoir, les temps de la Révolution : « Il est impossible d'être plus mécontent que je ne l'ai été des chemins de Lyon jusqu'à Roanne; j'ai cru me retrouver à l'époque de la désorganisation de la France (2). »

Son autorité, enfin, ne se laisse jamais surprendre quand il s'agit de dominer et de mater l'éternelle querelle des partis. C'est sa grande affaire. Combien de fois a-t-il répété, de vive voix et par écrit, la même injonction : « Il faut éviter de réveiller les haines... Il n'y a plus qu'un parti ! »

Donc, obvier aux moindres désaccords, éviter tout ce qui peut ramener les luttes religieuses : « Le peuple français estime et le Saint-Père ne veut que l'union des ecclésiastiques, sans en persécuter aucun. » « Je ne veux aucune congrégation ecclésiastique ; cela est inutile ; de bons curés, de bons évêques, de bons prêtres, des séminaires bien tenus, c'est tout ce qui

(1) Lettre à Fouché, du 4 mars 1805 (*Corresp.*, t. X, p. 460).
(2) Lettre à Crétet, 12 juillet 1805 (*Corresp.*, t. XI, p. 10).

est utile ». Il ne manque pas de blâmer certains préfets qui affichent, avec trop peu de mesure, des principes antireligieux.

Sa vigilance est non moins active pour écarter le moindre abus qui peut paraître un retour à l'ancien régime. Il ménage même le préjugé populaire : « Je ne veux pas qu'on nous ramène au temps où l'on empêchait les villageois de danser. » A propos des jeux, il écrit à Fouché : « Je ne veux absolument aucune espèce de désordre. »

Cette volonté persistante du bien et le prestige de l'ordre intérieur rayonnant sur le dehors, telle est la pensée constante de Napoléon, chef d'État, homme d'État. Au moment où il part pour la campagne que couronnera la victoire d'Austerlitz, il prononce au Sénat ces paroles qui caressent puissamment la fibre nationale et affirment, d'un ton hautain et magnifique, avec une allure puissamment théâtrale, son rôle, tel qu'il l'a conçu au lendemain de la Révolution : « Toutes les promesses que j'ai faites aux Français, je les ai tenues. Il a mérité le nom de Grand Peuple. »

G. Hanotaux.

(*A suivre.*)

UN DISCIPLE DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE

LES CONFESSIONS
DE
JOHANNES JÖRGENSEN

Avec le début du mois d'octobre 1925, s'ouvre l'année de la commémoration d'un très grand centenaire : le sept centième anniversaire de la mort de saint François d'Assise dans la soirée du 3 octobre 1226. Nous ne songeons pas à rappeler ici tout ce que représente le centenaire franciscain. Mais la couronne des saints est faite en partie des conversions qu'ils ont opérées. Parmi celles qu'il faut attribuer à l'action posthume de saint François au cours de sept siècles, il en est une dans le nôtre, qui se détache pour nous avec un intérêt particulier, la conversion du poète danois Johannes Jörgensen, qui allait devenir l'écrivain des *Pèlerinages franciscains*, l'historien du *Poverello*.

Johannes Jörgensen vient de donner le récit de sa conversion dans un livre qui porte le titre de *Légende de ma Vie*. Six volumes : *l'Étoile rouge*, *la Tour*, *le Pays des Voelches*, *le Pain sans levain*, *la belle Porte du Temple*, *le Moulin de Dieu*, ont déjà paru (1). Cette existence, dans laquelle un changement de religion et d'idées, une rupture complète avec

(1) Johannes Jörgensen a complété ses souvenirs par trois petits volumes, *Danimarca*, en prose, *Il y a une fontaine qui coule*, recueil de poésies, de même que « *Brig Marie* » *de Svendborg* où se mêlent à des impressions d'enfance la mélancolie de l'âge mûr et la nostalgie du pays natal. Une édition choisie de ses œuvres a été publiée en même temps que la *Légende de ma Vie*.

d'anciens amis, ont provoqué tant de discussions parmi les Danois, est racontée avec le plus grand détail et une franchise qui pourrait faire donner à ces mémoires le titre de *Confessions* plutôt que celui de *Légende*. Il faut dire que tous les ouvrages de M. Jörgensen contiennent sa propre histoire. C'est ce qui permet, en analysant ses souvenirs, de revenir sur l'ensemble de sa production littéraire. Sa jeunesse a été décrite dans *Grœs (Herbe)*, ses erreurs, la descente vers l'abîme l'ont été dans *le Jour Suprême*, sa conversion dans *le Livre de la Route* et *Notre-Dame de Danemark* (traduit sous le titre de *Vita Vera*). Il n'y a pas jusqu'à la *Vie de Saint François* qui ne s'ouvre sur une scène où le fils de Bernardone, sortant d'une grave maladie, n'éprouve les mêmes sensations, qui seront celles du poète danois entrant en convalescense au même lieu, en face du même paysage. Johannes Jörgensen n'est pas un constructeur de fictions ; c'est un lyrique ; il nous communique l'émotion produite par le sentiment qui, un moment, le possède tout entier. Sa personne fait l'unité de son œuvre.

La *Légende de ma Vie* est à la fois captivante et douloureuse. Elle fera partie de cette série de confessions qui sont ce que la littérature nous a donné de plus troublant et de plus passionnant. L'auteur raconte ses actes, ses sentiments et ses fautes avec une sincérité absolue ; il est impitoyable pour lui-même. Si, après avoir rompu avec les maîtres de sa jeunesse, il avait cédé trop facilement à la tentation de les appeler de « faux prophètes », aujourd'hui, plus juste pour les hommes dont il avait partagé les idées et pour ses amis d'alors, il prend à son compte toutes les responsabilités et regarde ses propres défauts comme les premières causes de ses erreurs. Il se juge sans aucune indulgence. Il y a dans sa manière de se révéler sans trop de pudeur ni de retenue, quelque chose qui gêne parfois le lecteur et qui le blesse ; on en vient à se demander si cette humilité n'est pas de l'orgueil retourné. Une pareille question se pose pour toutes les confessions les plus fameuses. Chez l'écrivain danois, un tel sentiment, s'il existe, est racheté par le but apologétique qu'il vise. Il veut montrer comment Dieu l'a poursuivi de sa grâce, et comment, être de faiblesse, d'égoïsme et de lâcheté, il a longtemps résisté avant de venir s'asseoir dans le Temple, à la « belle porte ».

L'ENFANCE. — LE FOYER

Les souvenirs de son enfance sont trop courts à notre gré. De cette main qui sait se faire si légère pour exprimer les sensations ténues et éphèmères dont s'accompagne l'éveil de l'âme, nous aurions voulu beaucoup de pages consacrées à la maison paternelle et aux premières années.

Svendborg est une petite ville de Fionie, au bord de la mer, entourée d'eau et de bois. Le père et les oncles de Johannes Jörgensen étaient des pilotes, des capitaines, honnêtes gens dont les lèvres ne prononçaient jamais une parole risquée. La maison, avec la mère qui semblait la main de la Providence, et les sœurs qui en étaient la joie, la maison confortable, simple et propre, calme et douce, était un vrai foyer. Noël résumait tous ses plaisirs et tout son attrait.

Ah! Noël en Danemark! Noël à Svendborg! Ah! Noël dans la maison de mon enfance! Le doux soleil d'un hiver d'Italie éclaire le papier sur lequel j'écris ces lignes et les cloches du Noël catholique carillonnent aussi joyeuses et paradisiaques que lorsque le sonneur Flint les faisait retentir à Svendborg. Et je me trouve dans une vieille ville d'art et de culture, entre Florence et Rome, et au milieu des montagnes bleues. Mais tout de même, tout de même, si je pouvais traverser le grenier en m'éclairant d'un bout de cierge de Noël fixé sur une boîte d'allumettes et me coucher dans la mansarde dont la fenêtre est couverte d'épaisses fleurs de glace, en sorte qu'il faut souffler sur le carreau si l'on veut jeter un coup d'œil au dehors et regarder Svendborg sous la neige, le pays à l'entour blanc de neige, avec des bois noirs sous la lune d'une nuit d'hiver.....

Trois fois par jour les cloches de Notre-Dame sonnaient au-dessus de la maison des Jörgensen et, dans l'après-midi du dimanche, les gens qui allaient à l'église ou en revenaient passaient devant leurs fenêtres.

Nous avions, dit Johannes Jörgensen, à Notre-Dame, le pasteur Prip, qui demeurait au bout de la rue dans son beau presbytère crépi de jaune et tapissé de roses. A Saint-Nicolas, nous avions le pasteur Warburg dont on disait qu'il prêchait d'une manière qui partait du cœur et que les méchants garçons poursuivaient dans la rue parce qu'il était long, mince et que le bas de ses pantalons était toujours troté.... D'ailleurs, Svendborg avait sa bonne vieille religion de gens

de mer qui consistait à être des gens honnêtes et honorables, à croire au Seigneur, à aller à l'église pour les solennités et à communier une fois par an ensemble avec la mère. Quand père et mère revenaient de leur communion annuelle, après avoir franchi la porte, volontiers ils restaient un moment immobiles l'un en face de l'autre; mère prenait père par le cou et l'embrassait dans sa barbe : « Pour notre bonheur et bénédiction, petit père ! » Et père jetait un regard sur la porte de la rue..... si quelqu'un les avait vus..... ?

Car ils étaient timides, les vieux loups de mer hâlés. Ils avaient du sentiment, mais ils ne le montraient pas ; ils avaient de la religion, mais ils ne trouvaient pas convenable d'en parler.

Pourtant, dans cette paisible atmosphère à l'horizon étroit, l'enfant a, un jour, la sensation toute vivante d'une présence divine, personnellement en contact avec son âme ; et la force de cette sensation est telle qu'après des années il pourra, quand il y songera, la faire revivre.

La chambre où il se tient est froide ; ses yeux quittent souvent le livre où il apprend sa leçon pour regarder le jardin triste où dans l'ombre qui descend se dressent des arbres tristes et nus. Alors il est envahi d'une angoisse désolée, sans espérance, l'angoisse d'exister. Il est saisi de l'idée que ce monde n'est pas un jeu, qu'il est décisif, que le Dieu qui le gouverne est le seul, qu'en dehors de lui il n'y a pas d'appel, qu'en dehors de lui il n'y a que le vide et le néant.....

C'est ici la première étape de la conversion de Johannes Jörgensen. Deux choses attirent particulièrement le petit Johannes, les idées révolutionnaires et le supranaturel; ces préoccupations trahissent une nature religieuse qui n'a pas encore trouvé sa voie.

La vie qu'il rêve est toujours en dehors des lois. « J'avais lu *Manfred*, écrit-il, et j'y avais vu mon avenir. » Politiquement et socialement, il est avec les révoltés, avec les nihilistes. Les assassins d'Alexandre II sont ses héros favoris. Il fonde un club pour extirper la tyrannie. « Il n'avait que six membres, heureusement pour les tyrans de Svendborg... » Les tableaux qu'il trace des réunions des conjurés sont d'un humour excellent. Sa haine contre la société grandit et se précise quand il est envoyé à l'école latine de Copenhague et qu'il souffre, non seulement de l'éloignement du foyer paternel, mais aussi des dédains de ses camarades, qui le trouvent laid et maladroit.

Il appelle contre eux la colère d'un dieu vengeur et destructeur qu'il a appris à connaître dans les livres de théosophie dont il se nourrit. Un petit volume, *Theosophia esoterica et eklektika*, lui a permis de pénétrer les mystères de la Kabbale et de la magie, et, initié de la sorte, il se donne lui-même le nom de *mystagogue*. L'astronomie le séduit aussi et, plus tard, dans combien d'heures pathétiques, joyeuses ou douloureuses, ne regardera-t-il pas les étoiles, les nommant par leur nom comme des amies dont les doux rayons ont éclairé tous les moments de son existence ? Il veut savoir ce que c'est que la vie, la vraie vie, et la mort. « Si la mort n'était pas, écrit-il dans son journal, la vie serait tout à fait insupportable. La mort est le grand point d'interrogation qui me maintient debout. » Il fait les mêmes lectures que Gœthe enfant ; aussi *Faust* le passionne-t-il. Grâce à sa Théosophie ésotérique, il comprend certaines choses que les autres lecteurs n'entendent point ; il s'imagine être un nouveau docteur Faust dans sa petite chambre de Copenhague dont la fenêtre donne sur les toits. Gœthe occupera sans cesse sa pensée jusqu'au jour où, en 1913, il écrira son curieux et attachant *Livre de Gœthe*. Il penche tantôt du côté de Prométhée le révolté, tantôt du côté de Gœthe, le chercheur d'harmonie et de bonheur.

ANNÉES D'ÉTUDE. — RADICALISME ET ANARCHIE

Il commence sa vie d'étudiant sous le signe de *l'Étoile rouge*. Il suit les cours de Höffding. On lisait alors Taine, Renan et Zola, qu'il déclare dans son journal n'être pas immoral parce que, dit-il, il ne dépeint jamais le vice avec sympathie. Il découvre Ibsen, Strindberg, Brandes. La bibliothèque de son oncle, le professeur au lycée moderne qui l'avait fourni de livres à Svendborg, ne s'ouvrait pas à la littérature la plus récente ; il avait pourtant attrapé au vol les noms de « cet Ibsen », de « ce Brandes », de « ce Zola ». Ce qu'ils écrivaient, avait-il entendu dire chez lui, ne valait pas grand chose. Ibsen avait, au commencement, publié des œuvres de mérite, mais « cette Nora, ou de quelque façon qu'elle s'appelle, qui quitte son mari ! » C'était le temps, en 1884, et pendant les années qui suivirent, où la jeunesse saluait comme des libérateurs Strindberg, Ibsen, Brandes. Ils étaient entourés de l'auréole du

martyre en attendant que l'un d'eux, Georg Brandes, devînt le dictateur qui devait exercer sa tyrannie sur ses disciples et sur tout le monde pensant de Scandinavie.

Le jeune étudiant composait beaucoup de vers; il écrivait *les Voix du Titan, le Sang du Titan.* Aujourd'hui Jörgensen sourit de ses ambitions et de son pessimisme d'alors. Il appelle son ami Larsen, qui avait comme lui des opinions anarchistes, tout en poursuivant des études de théologie pour devenir pasteur, son « co-dynamitard ».

Il s'occupait successivement ou parallèlement de philosophie, de linguistique, de zoologie; ses lectures étaient faites sans plan et suggérées par des aspirations très diverses. Il croyait sans doute qu'il cherchait à y découvrir des idées; j'imagine plutôt qu'artiste avant tout, il s'y plongeait pour y trouver des sensations d'art. Jörgensen, dont le caractère paraît d'ailleurs avoir manqué de fermeté, est fortement influencé par ce qu'il lit. Son désir de jouir, son impatience de toute contrainte le jettent dans cette vie de bohême dont il justifiait alors les écarts par des principes appropriés.

Le compagnon de ses aventures est le peintre Börge que nous voyons passer dans *le Livre de la Route* un jour que Johannes est assis à Rothemburg devant une table de cabaret. « Dans l'abîme de ses yeux verts où jaillissent des étincelles semblables à celles qui pétillent dans le vin, il voit couler l'éternelle inconstance de la vie, la profonde infidélité du cœur. » C'est en sa compagnie qu'il cherche des plaisirs qui ne laissent après eux que de la poussière de feuilles mortes, ou plutôt quelques lignes sur un carnet de notes; car on est artiste, et, pour le poète, tout devient matière à poésie.

Il a encore trois amis, qu'il nous dépeint avec une affection que le temps n'a pas effacée. C'est Viggo Stuckenberg, dont la femme ne joue pas un rôle moindre que le sien dans le souvenir de Jörgensen, Oscar Madsen et Sophus Claussen. Tous trois poètes, destinés à devenir célèbres, ils avaient alors les mêmes idées que lui ; mais ils devaient s'éloigner les uns des autres en même temps que ces idées se modifiaient. Jörgensen décrit leurs relations avec tant de détails, et des détails si vivants, que l'on se rend compte qu'aucun épisode de son existence ne l'a intéressé davantage ; on peut ajouter que c'est celui qui nous captive le plus grâce aux facultés de psychologie qu'il y

déploie et peut-être parce que c'est là qu'il montre le plus de sensibilité. Ses camarades, si l'on s'en rapporte à ses propres paroles, plus consciencieux, plus sérieux que lui, savent mieux diriger leur travail et cultiver leur talent.

Nous suivons presque jour par jour les courants qui, entre 1884 et 1894, se sont fait sentir dans la jeunesse intellectuelle de Copenhague; elle a été initiée aux lettres et à la pensée européennes, car on est encore dans ce qu'on a appelé « la période israélite », par les trois frères Brandes. Ernst Brandes emploie Jörgensen à son journal *Köbenhavn Börs-Tidende*. C'est un parfait sceptique : d'après lui, tout est permis; il ne reconnaît d'obligation qu'en matière d'argent; lorqu'il ne peut faire face à ses engagements, il se tue. Edvard, ministre des Finances dans le cabinet qui a gouverné le Danemark pendant toute la guerre, est le radical orthodoxe et sectaire, cultivé, mais insensible à la poésie. En cela, il ne ressemble pas à son frère Georg qui, accessible à tout ce qui est art, a parfois, dans son talent séduisant, je ne sais quoi de lyrique. Il est accueillant et encourageant pour Johannes quand, en 1887, celui-ci publie son premier volume de vers. Il paraît quelquefois chez les jeunes écrivains où, après son départ, on reste jusqu'au matin à parler et à boire. Souple, caressant, avec par moments un rapide accès de hauteur moqueuse, il assure son empire sur ces générations par son amabilité condescendante.

Les journées de Jörgensen deviennent de plus en plus fantaisistes; il abandonne la zoologie. S'il en eût poursuivi l'étude, il eût pu devenir, a dit un de ses anciens camarades, un savant de tout premier ordre. Il écrit des articles au *Social-Democrat*, vit de leçons qu'il donne dans une institution d'où il se fait renvoyer. L'anarchisme l'attire toujours davantage. Il dévore les livres de Tschernyschewski, de Krapotkine, de Bakounine et de Herzen.

Ma haine de la société, écrit-il, me poussa à chercher comment était née cette inconfortable institution, et à la bibliothèque de l'Université je lus, en prenant des notes, les *Principes de Sociologie* de Spencer et les œuvres de Tylor, Lubbock, Morgan et Bachofen. Pendant les nuits claires où j'avais trop faim pour dormir, je lisais *la Vie de Bohème* de Mürger.

RÉACTION IDÉALISTE. — LA TOUR

Cependant, on commençait à secouer le joug de Brandes. Plusieurs écrivains célèbres s'en étaient déjà séparés publiquement. Bien vite, Jörgensen s'était dégoûté de ceux qui, trouvant le monde irrémédiablement plat, voulaient qu'on le prît tel quel. Il n'avait jamais été de ces pessimistes jouisseurs, se complaisant dans la bonne vie matérielle, ni de ceux qu'enchante la description du vice, bien que dans ses romans il ne recule pas devant le détail cru. Il y a toujours eu chez lui un mécontentement de l'existence joint au désir de sonder la profondeur des choses ; c'était là tout son anarchisme, toute sa théosophie qui lui rendait pénibles les moqueries d'Ernst Brandes au sujet de l'astronomie. Il écrit dans son journal : « Continuel sentiment du mystère de l'existence, de l'infinité, du prodige qu'est le monde... » A présent il se nourrit d'Edgar Poë, de Maeterlinck, de Loti, de Rollinat, de Huysmans, de Barbey d'Aurévilly, de Villiers de l'Isle-Adam, d'Arthur Rimbaud, de Jules Laforgue, de Verlaine, de Gabriel-Dante Rosetti. « Tous des ennemis de la vie », disait Georg Brandes.

Entre temps, Johannes Jörgensen s'est marié. Il a dans le journal d'Ernst Brandes une occupation régulière qui lui permet de suffire aux besoins de sa famille. Le quatrième de ses volumes, *Sommer* (Été), a paru signalé et loué par un article de Georg Brandes, il a du succès. Le jeune ménage demeure au quatrième étage d'une maison au coin d'une rue; l'appartement possède un campanile, une tour, d'où le titre du deuxième volume des souvenirs qui contient le récit des années passées dans ce logis. Chez le poète, déjà connu, se rassemblent d'autres écrivains et d'autres artistes que travaillent les mêmes aspirations; ils sont animés à l'égard de leurs prédécesseurs de cet esprit de révolte qui avait dressé ceux-ci, les naturalistes, contre les épigones du romantisme, et ils fondent une école idéaliste qui proclame la nécessité d'une métaphysique. C'était, chez les Danois, un groupe qui ressemblait assez à celui du *Mercure de France* et des symbolistes chez nous, un mouvement d'idées apparenté au courant qu'avaient déterminé en Suède Verner de Heidenstam et Oscar Levertin. Avec un directeur, Jörgensen, et des collaborateurs non payés, et un marchand de papier dont on ne solde

pas la note, ces jeunes écrivains lancent une revue qu'ils intitulent *La Tour*, du nom de la tour d'où ils contemplent les étoiles.

En 1892 parut le volume intitulé *Stemninger* (*Dispositions*), où se sent continuellement l'influence de Baudelaire. Parlant des yeux d'une femme, le poète dit qu'ils ont la couleur de l'absinthe, ou se promenant à l'orée d'un bois, il sent monter « de la mousse, de l'écorce des arbres, des feuilles des souches, une odeur de corruption, une vapeur de pourriture, un parfum de mousse enterrée, moisie, comme si c'était un monstrueux cimetière ». *Stemninger* fut bien accueilli par le public, mais assez mal par les anciens maîtres de l'auteur. Georg Brandes demandait : « A quoi mène tout cet amour de la nuit? » Et, anticipant sur l'évolution des idées de Jörgensen, il disait, à propos de *l'Arbre de la Vie* que publiait *La Tour :* « C'est un livre catholique avec des états alternés de transports et de repentir. Ce n'est pas grec. »

Nous touchons aux heures sombres. La gêne et même la misère entrées dans la maison du poète, qui avait pourtant connu le bonheur entre sa femme et son enfant. Parfois, la discorde surgit entre les époux, malgré la patience et le dévouement de la femme qui, avec la prévoyance d'une mère de famille, redoutait tant d'orgies de paroles, sinon de spiritueux, tant de nuits passées avec des amis à s'étourdir de discours et de poésies, selon le conseil de Baudelaire : Enivrez-vous sans cesse.

Un soir, rentrant chez lui, Johannes prend la *Confession d'un Enfant du Siècle*, qui lui semble exprimer éloquemment le désespoir qui s'était emparé de lui, sa foi en l'invisible, le dégoût que lui inspirait sa vie de désordre et son aspiration vers la pureté. Et il s'écrie comme nos romantiques, après avoir appelé les orages : « Donne-nous des cloîtres! O Seigneur, je ne demande qu'à m'agenouiller. Donne-moi une cellule loin des rues du monde! »

Un naufrage moral le menaçait; le catholicisme l'en a sauvé. Ce n'est pas lui, ce n'est pas nous qui l'attestons. Un de ses anciens maîtres, Harald Höffding, en parlant de lui, l'a affirmé devant moi. Ce catholicisme aurait pu n'être qu'une religion d'amateur; elle n'aurait produit alors aucun des effets salutaires qu'elle a eus dans sa vie. Mais il lui arriva de connaître l'Église catholique avec ses dogmes, sa discipline et tous les secours qu'elle offre aux âmes, par la voix d'un Israélite, fils d'un riche industriel danois, Mogens Ballin, qui s'était

converti. Ce jeune homme, remarquablement doué, héritier d'une race d'antique culture, brillant causeur, artiste, se jetant dans tout ce qu'il y avait de nouveau, était venu à Paris pour étudier la peinture, puis il avait parcouru la Bretagne avec un peintre hollandais, — rencontré à Bullier; pendant ce voyage, un livre lui était tombé sous la main, l'*Imitation de Jésus-Christ*, qui l'avait introduit au catholicisme. Il l'avait embrassé alors avec toute la ferveur, l'ardeur, la passion intolérante d'une race essentiellement religieuse, d'une âme brûlante et impétueuse.

Voyant Jörgensen dans un profond désarroi matériel et moral, Mogens Ballin l'engagea à partir pour l'Italie et lui en fournit les moyens. C'était son premier voyage à l'étranger, alors que ses amis étaient déjà tous allés en France, en Allemagne, en Italie. Brandes fit cette réflexion malicieuse quand il prit congé de lui : « Vous prenez le chemin des romantiques, » voulant dire par là qu'il se rendait en Allemagne, mais aussi que, comme les romantiques allemands, il allait au catholicisme.

VERS LE CATHOLICISME. — L'ITALIE

Jörgensen appelle *le Pays des Voelches*, le vieux nom danois de l'Italie, le volume où, en réalité, il raconte les mêmes choses que dans *le Livre de la Route;* mais ce dernier est mêlé de plus de fantaisie ; ajoutons qu'il a été composé avant que la guerre fût venue éclairer le poète sur le compte d'un pays dont la culture avait vraiment pétri son intelligence.

L''Allemagne représente pour lui le panthéisme : ses poètes, ses philosophes, tout tend chez elle à la divinisation de la nature, à la dissolution de l'individu dans la nature. En revanche, l'Italie est la terre du catholicisme qui signifie loi, ordre, maîtrise de l'homme sur lui-même. Plus que nul autre, Jörgensen était accessible aux suggestions du panthéisme ; il y retournera toutes les fois qu'il hésitera à accepter le dogme et la discipline catholiques.

La nature a toujours tenu et tient encore une place immense dans le cœur du poète : ses descriptions pénétrantes, pleines d'intimité, sont un des charmes de son œuvre. Nul mieux que lui n'a peint la nature danoise. Avec ses caresses et son bercement, la santé et le bien-être corporel qu'elle donne, le repos qu'elle procure à l'âme, la nature semble à Johannes une mère.

Rien autre n'est nécessaire à l'homme. Pendant les nuits d'été humides et chaudes, où il se sent enivré de panthéisme mystique, il a la sensation d'être face à face avec l'âme intérieure du monde. Alors il accepte la maladie et la mort comme une conséquence nécessaire de la vie, comme un droit qu'elle a sur l'homme. La vertu panthéiste, c'est la résignation stoïque; le malheur et la douleur personnels ne sont rien, quand on est profondément dévoué à la vie, parce qu'ils sont nécessaires à sa durée et à sa perfection. « Je frissonnais, dit-il, à la pensée de ma propre ruine corporelle, mais finalement brillait, tel qu'un mur doré, l'infinité dorée de ma vie. »

Traversant l'Allemagne dont les poètes et les philosophes avaient ravi sa jeunesse, entouré des paysages de la Bavière, il se sentait de plus en plus pénétré par l'enchantement du panthéisme germanique, par la tendance à se laisser glisser sans direction, à s'enfoncer dans une douce défaillance de sa propre volonté, pour se soumettre à la grande volonté de la nature.

La lettre d'un ami qui était à Rapallo le décida à quitter l'Allemagne. Un soir, à Lucerne, le jour de la fête de saint Jean-Baptiste, son patron, il pénétra dans une église.

Je suivais le bord du fleuve, le regard fixé tantôt sur quelques jeunes filles qui marchaient devant moi, tantôt sur le fleuve transparent qui courait et reflétait les tours. Un orage passa sur le Pilate. Je me trouvai devant une église ; c'était l'office du soir ; j'entrai ; je vis le Christ sur l'autel, les cierges, et j'entendis les paroles lointaines d'un prêtre qui disait : *Patri et Filio et Spiritui sancto*. Je croisai les mains, m'inclinai, me signai, et tremblant, j'éprouvai un sentiment de bonheur. Quand je sortis, quand je pris de l'eau bénite et que l'eau froide toucha mon front, je sentis combien j'étais pitoyable et combien pitoyables étaient mes pensées de jouissance.

A Lucques, où il passe quelque temps après avoir vécu à Rapallo, il a découvert une petite chapelle où chaque soir, entre six et sept heures, quelques moines blancs chantent vêpres et complies. Il s'y réfugie, s'agenouille, et le chant grégorien lui arrache des larmes. Il va de moins en moins dans les églises en curieux; il y va pour prier et chez lui, dans sa chambre blanchie à la chaux comme une cellule, il lit l'*Imitation*. Il veut se donner un règlement de vie, ainsi qu'il l'a vu faire aux moines de Beuron.

Mais, à Pistoie, de nouveau se font entendre les appels de la nature. Étant venu à bout de l'argent de son voyage, renonçant peut-être à chercher plus longtemps la foi à laquelle il aspirait, il allait rentrer en Danemark. C'est alors que Mogens Ballin, le « Francesco » du *Livre de la Route*, avec la divination que donne une affection vigilante, comprend que son ami « Giovanni » va rester en chemin, et, d'Assise où il se trouve, il le conjure de le rejoindre. Il vient le prendre à Pérouse; ils y visitent une maison de Petites Sœurs des Pauvres où des religieuses françaises au visage de paysannes soignent des vieillards.

A Assise, Mogens Ballin installe Jörgensen dans une maison située en face de celle qu'il habite. La fenêtre de la chambre de Giovanni domine la ville. Toutes les cloches montent vers lui.

Une seule petite cloche grêle commençait la première comme un écolier qui est possédé de l'envie de se montrer. Mais il ne lui était pas longtemps permis de sonner seule; l'une après l'autre, elles arrivaient, toutes les cloches d'argent d'Assise, toutes les cloches d'or d'Assise, toutes les cloches de cristal d'Assise, toutes les joyeuses petites cloches d'Assise qui semblaient s'amuser, toutes les cloches d'Assise qui grondaient et tonnaient, toutes les célestes cloches d'Assise, gaies, claires, heureuses, débordantes de félicité... Du nord au sud d'Assise, le son courait comme une traînée de feu dans l'herbe; partout résonnent les sons clairs, partout montent les petites flammes brûlantes dans l'air. Santa Chiara sonne sous le Pincio, San Francesco répond au loin, du Colle del Inferno. San Pietro et Santa Maria del Vescovado tintent au loin et gaillardement, San Rufino fait entendre un son grave et réfléchi, Santa Maria sopra Minerva, San Quirico, Sant' Apollinare, Chiesa nuova, Francescuccio, l'église des Capucines, la chapelle des Colettines, le couvent des religieuses allemandes, Sant'Andrea, Santa Margherita, — toutes les hautes tours et les petits clochers où l'on voit les cloches aller et venir, — elles sonnent toutes, elles sonnent toutes, elles se réjouissent, toutes elles jouent pour le Seigneur et chantent les louanges de sa sainte Mère.

Lorsqu'il regarde Assise le soir, il songe, en voyant les lumières qui s'allument dans les maisons, que chacune de ces flammes représente une vie; alors lui revient la pensée qui l'a hanté si souvent de regret et d'amour pour toutes les existences, obscures, humbles et simples qu'il ne connaîtra

jamais et qui, pour lui, sont autant d'existences amies et chères.

Le signor Giovanni et le signor Francesco sont bientôt pris en affection par les gens de la ville qui les appellent « les deux messieurs qui rient toujours », *quei due signori che sempre ridono*, car ils vont à travers les rues, parlant très haut, disputant et riant des saillies l'un de l'autre. Le signor Francesco est tenu pour un saint; la gaieté, dans le pays de saint François, n'empêche pas d'être un saint.

Johannes Jörgensen entre dans les maisons d'Assise, s'asseoit autour du foyer avec leurs habitants, les écoute chanter des *stornelli*. Il suit les cérémonies religieuses et surtout les pèlerinages qui amènent des paysans de toute l'Italie. La première grande fête à laquelle il assiste est celle de l'Indulgence de la Portioncule. Les deux compagnons vont avec les pèlerins, en haut à *Saint-François*, en bas, dans la grande église claire de *Sainte-Marie des Anges*, qui est construite sur la chapelle de la Portioncule. Tantôt ils sont devant le sanctuaire où continuellement le flot des fidèles s'écoule à travers la porte, tantôt au dehors, entre les boutiques, achetant de naïves petites sculptures de bois, représentant saint François et sainte Claire, des chapelets et des médailles pour les amis catholiques de Ballin, ou de petites croix de nacre venant de Naples et portant l'image du saint sculptée grossièrement sur une des faces.

Nous déjeunâmes, raconte Jörgensen, aux tables où des porcs rôtis tout entiers sont suspendus à des perches et vendus par morceaux pour quelques sous ; nous mangeâmes entre des paysans dont la barbe n'était pas faite et des femmes portant des tabliers bariolés ; puis nous nous désaltérâmes d'une pastèque rose, remplie de pépins noirs, délicieuse à regarder, « mais qui sent la *lessive* », me dit Mogens... Saisi, plein d'admiration, je vis les pèlerins s'en aller, les pèlerins de l'Italie méridionale ; ayant à leur tête un crucifix, s'appuyant sur leurs longs bâtons de pèlerin, ils s'éloignaient en marchant à reculons pour voir aussi longtemps qu'ils le pouvaient la petite chapelle où ils avaient obtenu l'indulgence, et ils criaient : *Evviva Maria, Maria evviva.* Et une seule fois (mon protestantisme n'osait pas davantage) je suivis mon ami à la Portioncule où les cœurs d'argent brillaient sur les murs nus et où les flammes d'or des cierges de l'autel montaient immobiles dans un air qui brûlait de silence. Une seule fois, entre des corps agenouillés, le visage contre terre, sur

lesquels on marchait presque, une seule génuflexion rapide devant l'autel qu'on apercevait à travers la grille et vers lequel se pressaient, muets et immobiles, ceux qui priaient, puis hors de la chapelle, hors de la foule des pèlerins, hors de l'église...

Mais une paix singulière se répandit sur moi... Le soleil se couchait; en haut, l'église et le couvent du saint étaient jaunes d'or, comme sculptés dans du vieil ivoire, ou coulés en or. En haut, la ville du saint, que les rayons du soleil couchant coloraient de rose et de violet, avec ses maisons, ses églises et ses cloîtres en terrasse comme une vigne. Plus haut encore, la montagne du saint, Monte Subasio, avec les *Carceri* dans leur creux boisé et à ses pieds, entre les oliviers, San Damiano et, dans le rougeoiement du soir, la puissante coupole de pierre de la montagne violette, lilas et rose, avec des traînées rouge sang, sentiers pierreux ou sillons laissés par la pluie.

« C'est la ville qui est sur une montagne et qui ne peut être cachée, » dis-je à Mogens Ballin. Lorsque le soir je me trouvai seul dans ma chambre d'où je voyais l'Ombrie et d'où j'entendais Fonte Olivieri ruisseler au bas de la rue, j'écrivis dans mon journal : « Depuis bien des années, je ne me suis pas senti heureux comme aujourd'hui. Seigneur, Seigneur, je te remercie et te loue de tout mon pauvre cœur. »

C'est la troisième étape de sa conversion... Mais Giovanni devait faire bien des pas en arrière dans la voie qu'il avait commencé à suivre. Ses amis, Mogens Ballin et un franciscain hollandais, lui exposent le dogme catholique ; ils ne semblent pas toujours l'avoir fait de la façon la plus appropriée ni même la plus élevée. Ils lui donnent à lire Ernest Hello, qui lui apprend, selon l'expression de Jörgensen, « à penser catholique », et Léon Bloy, qui lui apprend « à sentir catholique ». D'autres, à vrai dire, lui ont permis de comprendre le catholicisme, et, parmi eux, ce fut, avant tout, le *Poverello*, dont le souvenir flotte sur les montagnes et les vallées de l'Ombrie qui l'entouraient.

Il note qu'il fait à ses amis beaucoup d'objections frivoles auxquelles il semble attacher une extrême importance, mais qui, en réalité, servent à dissimuler un obstacle plus difficile à surmonter : la résistance de sa volonté. Il y a des opinions qu'on aime et d'autres qu'on hait ; à certaines heures, il haïssait le catholicisme. Le poète ne mourrait-il pas en lui lorsqu'il deviendrait catholique? « Celui qui a donné son cœur à Dieu n'a plus, s'écrie-t-il, son cœur qui chante en lui. Dieu exigeait

de moi ce que j'avais de plus cher, la seule chose qui fût à moi, mon chant. » Il se dit que Mogens et le père Félice n'aiment pas les étoiles comme lui ; à certaines heures, plus mauvais encore, il se demande si ce n'est pas parce qu'ils sont de mauvais artistes qu'ils se sont convertis au catholicisme et parce qu'ils ne pouvaient mieux faire. Il retombe dans le mysticisme panthéiste, le sentiment dionysiaque de la vie, qui le remplit d'un bonheur infini dans ces campagnes italiennes, de même qu'il lui avait communiqué une joie débordante sur la terre danoise.

Il y eut un soir, écrit-il, où, sous ce ciel ombrien, Pan et Dionysios et tous les vieux dieux s'emparèrent véritablement de mon âme, de sorte qu'elle se gonfla et fut près d'éclater de félicité... Je sortis d'Assise par une des portes; je descendis le chemin abrupt qui mène à Ponte Vittorino et à la route de Petrignano. En haut, derrière Pérouse, le soleil à son couchant flambait; le long du chemin se dressaient les chênes à demi dépouillés, leur silhouette sombre et légère se détachait sur le ciel des dernières heures du jour qui, d'un jaune de feu, passait au vert pâle le plus pur. Et j'allais, j'allais, porté par des ailes, conduit par des mains, attiré par la beauté qui ouvrait ses portes devant moi. La rougeur du soir s'éteignit, la nuit vint, Arcturus s'alluma et toutes mes autres étoiles. Sur les champs sombres plantés de vignes résonnait au loin un *stornello*, un de ceux que je connaissais, et aimais : *non si fa più l'amor con te, carina.* C'était une extase de beauté dans la nature, de jeunesse, de mélancolie et d'aspirations qui bouillonnait d'amour ; tout se fondait en un sentiment si profond et si fort que je ne trouvai pas de meilleure expression pour manifester ce que je ressentais que de joindre les mains. Les mains jointes, j'arrivai à Palazzo, le village situé à mi-chemin entre Assise et La Rocca ; j'y trouvai Mogens venu à ma rencontre, monté sur un mulet et conduisant un âne sur lequel le fils prodigue fut ramené dans le cloître.

Les deux amis sont allés vivre dans le petit couvent franciscain de La Rocca que nous connaissons si bien par *le Livre de la Route*. La liturgie de l'Église catholique, la beauté de ses cérémonies décoratives attirent Jörgensen. Le dimanche, volontiers, il entend la messe des paysans dans un coin sombre de la petite église. Extérieurement, même pour ses deux compagnons, il semble se refroidir et s'éloigner de leur foi. Mais rien de ce qui se rapporte à la religion n'est affaire de pure intelli-

gence. Il y entre quelque chose de plus profond et de plus intime. Il faut, dans la conversion, qu'un état d'esprit en remplace un autre ; le glissement s'opère sans qu'on s'en aperçoive. Il y a des consentements de la volonté, puis des reculs. Le mouvement décrit une spirale; l'esprit passe plusieurs fois par les mêmes pensées, mais, chaque fois, il est plus près du but.

Le mal du pays s'était emparé de Giovanni. Par delà l'horizon, par delà toutes les montagnes bleues, son foyer et ses amis l'appelaient; il songeait à son petit garçon qui avait alors trois ans et qui, chaque soir, s'endormait avec sa photographie dans ses mains et toute la journée demandait s'il ne reviendrait pas bientôt; il avait été malade, il avait eu la fièvre et avait pleuré parce que son père n'était pas là.

La fin de ce séjour à La Rocca est mélancolique. Jörgensen n'a pas trouvé la patrie de son âme ; il demeure dans l'indécision ; il a demandé à une jeune fille de La Rocca, Rosina, de penser à lui dans ses prières. Le dernier soir, Francesco et Giovanni s'asseoient près de la fontaine de La Rocca où ils sont venus si souvent après les chaudes journées au milieu des paysans qui leur parlaient avec cette gaieté douce et polie qui est particulière à l'Italien. Ils se sentent plus que jamais près l'un de l'autre. Dans le calme de la nuit, ils entendent au loin un son, le chant d'un violon. Le son se rapproche; c'est quelqu'un qui joue du violon en marchant, un chanteur ambulant des anciens jours, un *joculator Domini*, saint François lui-même... Saisis, ils restent immobiles. Ils se demandent s'ils sont le jouet d'un rêve. Soudain, une silhouette apparaît au tournant du chemin.

C'était Piombino, le violoneux de La Rocca, qui revenait d'une fête. Le visage tourné vers les étoiles, de temps en temps, il butait contre une pierre du chemin. Quand il fut près de nous, nous l'appelâmes; il tressaillit, mais tout de suite rassuré, il dit : « C'est vous ! » Et, jouant toujours, il passa devant nous sous la porte d'en bas, entra dans La Rocca qui, sombre, dormait, où seules les étoiles brillaient. Nous le suivîmes... Il s'assit sur le dernier degré de l'escalier de la Dendina et continua à jouer, fort, douloureusement, d'une façon émouvante, entre les maisons sombres sous les étoiles brillantes. Et les gens de La Rocca commencèrent à se réveiller. Les fenêtres, les lucarnes s'ouvrirent, et quand Piombino s'arrêta, on entendit de tous côtés : « Comme tu joues bien ! Oh ! comme c'est beau, le

violon la nuit! » Et tandis que Piombino reprenait son violon, il y avait une voix qui me disait : « Tu croyais renoncer à la poésie, Giovanni. Voici, elle vient au-devant de toi, plus belle que jamais. »

APRÈS LA CONVERSION

Oui, c'était toute la poésie de l'Italie franciscaine et mystique qui s'ouvrait devant lui, celle qui devait lui inspirer les *Pèlerinages franciscains*, la *Vie de saint François d'Assise*, *Sainte Catherine de Sienne*. Mais son adhésion à la discipline catholique, latine, romaine, n'était pas encore absolue. Ce sont ses hésitations qu'il nous raconte dans *Le Pain sans levain* (le pain sans le levain de la vérité) avec une grande franchise, convaincu qu'il ne vaudra jamais ceux qui vont à Dieu sans avoir passé par ses égarements et ses erreurs.

La lecture du père Gratry, de Georges Fonsegrive, de l'abbé Klein, de Maurice Blondel lui servit d'introduction au clair et grave catholicisme français; Eugène Melchior de Vogüé lui fit comprendre la nouvelle orientation de la pensée. Son instruction religieuse se fit dans les livres de Pörtzgen, de Kirschkamp, de Weis, de Möhler et de Gihr que lui indiquèrent les prêtres de l'église catholique danoise qui étaient alors presque tous d'origine allemande. Mais, homme d'impression, comme le héros de *Notre-Dame de Danemark* qui le représente, il n'avait pas besoin d'exposer ses doutes à son catéchiste : « rien que d'entrer dans sa pauvre cellule où il y avait pour tout meuble une table et un lit, deux chaises et un prie-Dieu, opérait sur son âme plus fortement que n'importe quel ouvrage d'apologétique. »

Une période de travail calme et régulier, de bonheur familial commence pour Johannes Jörgensen. Il mène une vie modeste et heureuse près de sa femme qui l'a suivi dans son adhésion aux dogmes catholiques. Avec lui nous pénétrons dans la société catholique danoise si restreinte, qui se compose de catholiques immigrés venus d'Allemagne, de familles danoises de l'aristocratie qui, ayant vécu à l'étranger, avaient vu le catholicisme de près et l'avaient embrassé, d'intellectuels convertis aussi, auxquels Mogens Ballin avait tracé la voie, et d'une famille d'origine française dont Jörgensen nous décrit l'intérieur avec le rare talent qu'il a de faire revivre l'ambiance

d'une maison. On avait dans celle des d'Auchamp, nous dit-il, — et nous l'avons après lui, — le sentiment que l'on était dans une sorte de retraite et que l'on se trouvait en dehors du courant de l'existence.

Le Livre de la Route ne s'était pas beaucoup vendu ; les *Confessions*, vers antérieurs au voyage en Italie, auxquels étaient joints les sonnets écrits à Assise, avaient été admirés et loués, mais un volume de vers fait rarement vivre son auteur. Jörgensen avait dirigé pendant quelque temps un supplément au journal hebdomadaire que publiaient les catholiques, mais il s'y montrait très agressif, souvent contre ses anciens amis, et il fut décidé que cette feuille périodique disparaîtrait. On comprend que bien des cercles qu'il fréquentait auparavant se fussent fermés pour lui, moins par intolérance que par impossibilité de s'intéresser à ce qui l'occupait. Des temps difficiles survinrent. On donne alors à Jörgensen une bourse de voyage, fort modeste, et il part pour Assise avec sa femme, trois enfants et une bonne. Le voyage de la petite caravane à travers l'Allemagne est conté de façon piquante. Puis Giovanni se retrouve à Assise, dans l'appartement même qu'habitait Francesco, quand ils y avaient vécu ensemble la première fois.

Assise dort au-dessous de moi dans un silence paisible; la campagne alentour est paisible aussi; on n'entend que le bruit lointain d'une voiture sur une route dure. A travers la plaine gris de lune, le chemin blanc de lune court jusqu'à Santa Maria degli Angeli, le lit sec du Tescio brille ; de l'autre côté, une lumière rouge et solitaire est allumée à Bettona; au loin scintillent les lampes électriques de Pérouse. J'avais le sentiment d'être chez moi, dans ma patrie idéale.

Quelques jours après, il tombe malade. Les images terrifiantes que le délire fait passer devant ses yeux sont le produit de ses préoccupations religieuses. Il est difficile à bien des lecteurs de s'intéresser à tant de tableaux affreux. Mais ce qui frappe, c'est que ses souffrances et la vision de la mort opèrent en lui une nouvelle conversion qui le délivre de l'ardeur sans miséricorde dont il était animé et le pénètre de la charité, de la mansuétude qui doit appartenir au vrai chrétien et, plus encore, parmi les chrétiens, au disciple de saint François.

Deux autres volumes suivent ces quatre premiers, un septième est écrit et n'a pas encore été publié. Le cinquième,

A la belle porte du Temple, tire son nom de cette parole des Actes des apôtres qui lui sert d'épigraphe : « On le mettait tous les jours à la porte du temple appelée la Belle. » Le titre du sixième, *le Moulin de Dieu*, est une allusion au proverbe allemand : « Le moulin de Dieu moud lentement, mais il moud finement », le moulin qui presse et meurtrit l'âme de l'homme pour le rendre digne de sa vocation. Ces deux volumes retracent les luttes de son âme avec la foi religieuse qu'il n'avait pas encore faite sienne tout entière, et les difficultés matérielles de son existence. La mystique et le miraculeux qui remplissent ces pages ne plairont pas à tous ; les compatriotes de Jörgensen, malgré leur affection et leur admiration pour lui, en ont été parfois rebutés. Mais nous devons reconnaître que ses sentiments chrétiens et sa piété ont produit en lui une vertu qui fleurit rarement de nos jours : la patience avec laquelle il a accepté une pauvreté résultant de grandes charges et du caractère de ses ouvrages qui ne pouvaient avoir de gros tirages. Cette résignation joyeuse comporte une singulière force d'âme. Dans les derniers temps d'ailleurs, l'artiste a pris en lui le dessus sur le chercheur inquiet ; on s'en rend compte en lisant *Sainte Catherine de Sienne*. Il a trouvé la certitude et, heureux et libre, il redevient maître de toutes ses facultés.

Nous nous garderons de juger Johannes Jörgensen d'après ses Confessions, bien qu'elles nous y invitent. Cependant si nous voulions résumer l'impression que produit la lecture de *la Légende de ma Vie*, nous dirions qu'il y apparaît un écrivain charmant, un peintre exquis, plus attentif à ce qui se passe en lui qu'à ce qui se passe au dehors, une âme douée d'une assez grande sensibilité, un peu légère, faible parfois, mais sincère et droite, enfin un poète avec tous les défauts des poètes et tous les dons prestigieux qui font que les hommes non seulement leur pardonnent, mais ne peuvent faire autrement que de les aimer.

JACQUES DE COUSSANGE.

UN GLORIEUX TRENTENAIRE

LA PRISE DE TANANARIVE

(1er Octobre 1895)

Il y a aujourd'hui exactement trente ans que la « Colonne légère », dernière expression du corps expéditionnaire de Madagascar, après huit mois de la plus pénible campagne coloniale que nous ayons jamais connue, a planté le drapeau tricolore sur le « Rowa » de Tananarive. Au regard des formidables événements auxquels nous avons depuis assisté, ce brillant épisode paraît aujourd'hui bien lointain et bien modeste; à l'époque où il se produisit, ce fut un « événement ».

Un événement, non seulement parce que c'était la plus sérieuse épreuve qu'avaient eu à affronter nos troupes depuis 1870, et qu'elles en sortaient victorieuses, après une période de difficultés telles qu'on put un moment croire à un échec; mais encore parce que, pendant plus de trois semaines, la France était restée sans aucune nouvelle de cette poignée d'hommes que des informations tendancieuses disaient morts d'épuisement ou massacrés. Il y avait vingt-cinq jours que durait cette angoisse lorsque tout à coup, dans la soirée du 9 octobre, la dépêche officielle annonçant la victoire fut affichée, et les porteurs de journaux se répandirent sur les boulevards, en criant : « Demandez la victoire de la Colonne légère. Demandez la prise de Tananarive ! »

Ce fut une explosion d'enthousiasme. En un clin d'œil, Paris fut pavoisé et la France entière, le lendemain, fut secouée d'un frisson d'orgueil. Cette date évoque donc une de ces heures de

fierté et d'union nationales qu'on doit marquer et retenir dans l'histoire d'un peuple. Elle mérite d'être rappelée.

*
* *

C'est le 1er septembre, à Mangasoavina, où le général Duchesne avait concentré ce qui restait de la colonne expéditionnaire, que fut décidée la formation d'une « Colonne légère » destinée à marcher sur Tananarive.

Pour comprendre la valeur du geste qui fut alors accompli, il faut remonter aux débuts de l'expédition et se représenter ce ce qu'était l'état physique et moral des troupes qui venaient d'atteindre Andriba.

Le retard de la flottille fluviale qui devait assurer les transports par voie d'eau entre Majunga et Suberbiéville, puis l'insuffisance des moyens de débarquement les avaient, dès l'abord, accumulées et immobilisées dans la basse et malsaine région côtière du Boéni; l'impossibilité d'utiliser les voitures Lefèvre dans les terrains marécageux ou rocheux, les avait ensuite obligées à construire, pour ainsi dire à coups d'hommes, ce long ruban de route qui devait se prolonger jusqu'à Andriba.

Soumises depuis huit mois à ce travail de terrassiers, sous un climat déprimant dont la température humide ne descendait jamais, même la nuit, au-dessous de 25 à 26°, obligées pendant les marches de porter leur chargement complet de campagne, de fournir pendant les stations de nombreux postes, harcelées jusqu'au coucher du soleil par ces petites mouches piquantes et tenaces que les indigènes appellent « Mukafuy », dévorées pendant la nuit par les moustiques et les fourmis, troublées dans leurs courts instants de sommeil par les hurlements des chiens sauvages dont les bandes pullulaient autour du camp, et par la lueur incessante des incendies que les Hovas allumaient en se retirant, minées par des accès de fièvre de plus en plus fréquents et violents, elles étaient arrivées, épuisées et décimées, à 400 kilomètres de leur base de débarquement, et il leur en restait 200 à franchir pour atteindre Tananarive, sans la prise de laquelle la campagne était irrémédiablement manquée.

Les approvisionnements en vivres et en munitions étaient à la veille d'être épuisés, et avant deux mois la saison des pluies, interdisant tout mouvement, allait commencer. La situation était l'une des plus graves et des plus critiques qui puissent s'of-

frir aux décisions d'un chef. Le dilemme tragique se posait : soit de se replier sur Suberbiéville, en avouant notre impuissance aux yeux d'une Europe attentive et en partie malveillante; soit de jouer la partie suprême, malgré toutes les conditions défavorables, en se lançant coûte que coûte dans l'inconnu.

Entre un renoncement qui pouvait être un désastre et qui eût porté la plus grave atteinte à notre prestige national, et une témérité qui pouvait aboutir à une destruction totale, mais qui sauvait au moins l'honneur des armes, le général Duchesne n'hésita pas; il adopta d'emblée ce dernier parti.

Auparavant, il réunit sous sa tente, dans une sorte de conseil de guerre, les chefs de corps et de services et leur communiqua ses intentions. Les objections ne manquèrent pas. C'était des effectifs considérablement réduits, des hommes et des chevaux très fatigués, des munitions, des vivres, des médicaments, des mulets de bât en quantité insuffisante. C'était encore toutes communications coupées avec l'arrière, avec notre base maritime, tandis qu'en avant se dressait le massif mystérieux de l'Émyrne, plus ou moins occupé par les troupes Hovas, dont on ignorait le nombre, l'armement, les aptitudes combatives, puisque, jusqu'alors, nous ne nous étions heurtés qu'à des bandes irrégulières et inorganisées. C'était, enfin, la difficulté d'être prêts pour la date indiquée. Le général Duchesne écouta tout cela dans un impassible silence; puis, redressant lentement sa haute taille, il laissa tomber ces mots : « J'avais décidé qu'on partirait le 12; j'accorde deux jours de plus. Nous partirons le 14, et qu'on n'en parle plus! »

Chacun comprit que l'arrêt était sans appel. Les objections tombèrent comme par enchantement, et l'on se mit fiévreusement en mesure de préparer le départ pour le jour fixé.

C'est une belle figure militaire que celle du général Duchesne, mais peu connue et trop vite oubliée.

Au physique, un masque imposant et rude, véritablement léonin, sur un corps puissant, grand et large, non pas obèse, mais massif, aux gestes rares, pesants et, en quelque sorte, décisifs. Au moral, une conscience à ce point scrupuleuse, qu'il réfléchissait toujours longuement avant de prendre un parti, mais, une fois la décision arrêtée, sa volonté était tenace jusqu'à l'entêtement.

Ennemi de toute réclame, de toute exhibition, de toute popularité, il se laissait difficilement approcher. D'ailleurs, silencieux et observateur, il fixait sur l'interlocuteur un regard peu fait pour l'encourager à d'inutiles discours. Son renom de sévérité, de dureté même, était légendaire. En réalité, cette sévérité était plus apparente que réelle, plus « voulue » que naturelle, contractée au cours d'une longue carrière coloniale où presque toujours s'était imposée la nécessité d'une discipline de fer.

Strictement fermé à toute influence de coterie ou de recommandation, jamais chef ne mérita plus littéralement cette double épithète que les règlements placent au premier rang des qualités militaires : sévère, mais juste. Aussi ses éloges avaient-ils la valeur d'une chose rare. Après la prise de Tananarive, à la fin d'une expédition au cours de laquelle les troupes avaient supporté d'indescriptibles fatigues et de très lourdes pertes, il accorda en tout, pour les deux brigades de terre et de mer, seize citations. Elles concernaient toutes des officiers ou soldats des corps de troupes.

Par un scrupule excessif, — qui n'avait pas de précédents et n'eut pas souvent d'imitateurs, — aucune citation ne fut attribuée à son état-major dont la valeur et les mérites étaient cependant incontestables. Rien, plus que ce détail, ne saurait mieux peindre le caractère d'un chef auquel ni ses contemporains ni la postérité ne paraissent avoir rendu l'hommage qu'il méritait.

La « colonne légère » était la troisième et dernière formation du *Corps expéditionnaire* débarqué à Majunga huit mois auparavant, à l'effectif de 15 000 combattants et 8 000 auxiliaires ou convoyeurs Kabyles, et qui depuis avait reçu 4 à 5 000 hommes de renfort.

A Suberbiéville, au mois de juillet, ce corps s'était transformé en une *Colonne expéditionnaire* réduite à 8 000 combattants et 3 000 auxiliaires. C'est des éléments les plus valides de cette colonne que fut constituée la *Colonne légère*. Elle comptait 4 000 combattants et 1 500 auxiliaires. A de rares exceptions près, ce n'était plus qu'une poignée d'hommes épuisés et anémiés.

La veille du départ, le 13 septembre, le général en chef en passa la revue.

Malgré la faiblesse extrême des effectifs, cette solennité empruntait au cadre et aux circonstances une solennité particu-

lière. L'aspect de cette partie septentrionale de l'Émyrne est à la fois imposant et triste. C'est un long déroulement de croupes recouvertes d'une brousse jaunâtre, dans un horizon fermé de toutes parts par de hauts massifs, au delà desquels on avait l'impression que s'ouvrait une contrée désolée et sans vie. Dans ce cirque désertique le petit carré des troupes semblait perdu.

A ces hommes qui allaient s'élancer vers une destinée si incertaine et si tragique, un seul drapeau, celui du 200e, rappelait la patrie dont 3 000 lieues les séparaient. L'emblême prenait là sa signification totale ; il représentait bien l'âme de la France, l'âme éternelle et collective qui subsiste et qui domine à travers et au-dessus des générations renouvelées, la synthèse des traditions et des espoirs, de tout le passé et de tout l'avenir !

Le général passa lentement et silencieusement devant les unités squelettiques, s'arrêtant devant chacune d'elles comme pour scruter le rendement qu'il en pouvait attendre et leur communiquer sa volonté !

Cependant, devant le groupe des chasseurs d'Afrique, réduits à une quarantaine de sabres, mais qui, suivant la tradition de l'arme, s'étaient astiqués comme pour une parade, et se redressaient très haut sur leurs selles, il ne put se retenir de manifester son contentement : « Ils sont peu, dit-il, mais ils sont beaux ! » Ces simples mots provoquèrent chez ces braves cavaliers une fierté dont ils devaient ressentir jusqu'au bout la réconfortante influence.

*
* *

Le lendemain dès l'aube on se mit en route. Les deux brigades, l'une de terre (général Metzinger), l'autre de mer (général Voyron), devaient prendre alternativement la tête et effectuer, selon l'expression consacrée, une « marche en tiroir ». Le détachement de chasseurs d'Afrique fournissait la pointe d'avant-garde et les reconnaissances ; 2 bataillons formaient l'arrière-garde. L'artillerie comportait 3 batteries de montagne à 4 pièces; le tout à dos de mulets.

Le nombre de ces derniers étant strictement mesuré, on emportait vingt-deux jours de vivres réduits à demi-tarif. Cependant, pour la viande, un troupeau de zèbres avait été réuni en convoi. Les bagages des officiers étaient ramenés à une petite tente et une cantine pour deux. Il y avait

à peine 150 cartouches par homme et 50 coups par pièce.

Si l'on considère qu'il restait à parcourir 200 kilomètres pour s'élever, en une sorte d'escalade continue, de 600 à 1 500 mètres d'altitude; qu'on ne pouvait pas compter franchir plus de 15 à 16 kilomètres par jour; qu'aucun convoi de ravitaillement ou d'évacuation n'avait pu être constitué; qu'enfin la résistance des Hovas obligerait sans doute à de fréquents arrêts; on se rend compte que le chiffre des vivres et des munitions ne laissait guère de marge à l'imprévu et qu'en tout cas, vers le onzième jour, toute possibilité de retour était supprimée. Cette dernière expression du Corps expéditionnaire justifiait donc le sobriquet brutal que les troupiers lui avaient donné; c'était bien : « La Colonne marche ou crève! »

Cette téméraire entreprise réussit cependant presque sans cour férir.

Elle réussit, d'abord, parce que la volonté de vaincre animait tous les exécutants, depuis le général en chef jusqu'au dernier des soldats, et aussi pour d'autres causes; non pas tant, comme on l'a cru, parce que les Hovas, mal organisés et mal commandés, étaient par ailleurs dépourvus de bravoure et de patriotisme ; mais parce que leurs conseillers militaires leur avaient fait adopter précisément la seule tactique qui pouvait le mieux favoriser notre marche.

Si en effet les Hovas, mettant à profit l'extrême mobilité que leur procuraient la connaissance du pays, la légèreté de leur équipement, l'habitude de marcher pieds nus en tous terrains, s'étaient attachés à harceler notre colonne, à l'alerter pendant la nuit, privant ainsi de tout repos et de sommeil des hommes déjà épuisés ; s'ils avaient fait enfin cette guerre de surprises et d'embuscades qui convenait à leur tempérament et au terrain, il est vraisemblable qu'en face de cet ennemi toujours menaçant mais insaisissable, la fatigue et l'épuisement auraient eu raison, sinon de notre courage, du moins de nos forces, et que l'aventure eût pu aboutir à un désastre.

Mais les « stratèges » de l'armée hova nous firent « un pont d'or ». Sachant qu'il était difficile, dans une marche sur Tananarive, de s'écarter sensiblement du seul sentier praticable, marqué de loin en loin par des pierres levées, ils avaient cru habile d'élever, aux points de passage obligés, une série de retranchements armés de canons, derrière lesquels leurs troupes

iraient successivement s'établir ; et qu'ainsi, les fièvres et le soleil aidant, ils useraient nos forces et briseraient notre élan.

Dès lors, ce fut la manœuvre élémentaire et classique : l'avant-garde s'arrêtant à distance de canon, notre artillerie se mettant en batterie, soutenue par l'une des brigades, tandis que l'autre, éclairée par les chasseurs d'Afrique, s'élevait sur l'un ou l'autre flanc selon les facilités de cheminement. Dès que nos obus à la mélinite avaient encadré le but et que se révélait la menace de flanc, les Hovas prenaient la fuite. A plusieurs reprises, ils furent énergiquement poursuivis par le bataillon malgache et le détachement de cavalerie. Cette manœuvre fut renouvelée à chacun des engagements, et chaque fois elle réussit ; si bien que lorsque la Colonne légère arriva en vue de Tananarive, elle n'avait pas perdu 50 hommes par le feu.

Mais un danger plus redoutable la menaçait, c'était de manquer de munitions. Aussi tous, chefs et soldats, attendaient-ils avec une anxiété croissante le moment où ils découvriraient enfin cette capitale, « la ville aux mille cases », qui devait marquer le terme de leurs fatigues et de leurs efforts.

Leur marche d'ailleurs était pénible et décevante. Ceux qui ont pratiqué ces sortes d'escalades étagées, de sommet en sommet, connaissent bien les alternatives d'espoirs et de déceptions qu'on éprouve, lorsqu'ayant franchi une crête au delà de laquelle on s'attend à découvrir un horizon libre, on voit surgir une nouvelle crête, puis une autre, et une autre encore. C'est cette quotidienne épreuve que, depuis treize jours, subissait la colonne légère, lorsque, dans l'après-midi du 26, le détachement de chasseurs d'Afrique qui s'était lancé à la poursuite des Hovas, après le combat de Sabostsy, fit connaître que, du point où il était parvenu, on apercevait Tananarive.

Ce fut, dans tous les rangs, une joie intense, inspirant un sursaut d'énergie : quelque chose comme l'émotion que durent éprouver les Croisés lorsqu'ils aperçurent Jérusalem !

Voici comment, sur son carnet de route, le commandant de l'escadron de chasseurs d'Afrique relate cette découverte :

« Il était près de quatre heures et le feu avait cessé depuis longtemps, lorsque nous arrivâmes au sommet du plateau.

« Tout à coup, vers le Sud, à l'horizon, nous distinguâmes une masse énorme, confuse, blanchâtre, au profil étrange ; comme un amas de terrasses superposées d'où émergeaient quelques

hautes flèches : c'était Tananarive ! Son altitude et la transparence de l'air nous permettaient de l'apercevoir ainsi, à plus de 25 kilomètres. A cette distance, à cette hauteur, et dans l'état où nous nous trouvions, après cette traversée de six mois dans des contrées désertiques, elle nous sembla immense et splendide autant que mystérieuse.

« C'était véritablement l'apparition de la terre promise. C'était en tout cas, et à brève échéance, la fin de l'inconnu. »

En effet, l'aspect de Tananarive pointant très haut dans le ciel, inextricable amas de terrasses, de cases et de jardins au-dessus desquels émergent d'énormes et prétentieux édifices, est bien l'un des spectacles les plus étranges et les plus saisissants qu'on puisse contempler. Ce bloc multiforme et multicolore, qui de près est assez misérable, paraît de loin prestigieux. C'est quelque chose de « non vu » et qu'on ne peut voir nulle part ailleurs.

***

Il n'était pas facile, venant de Majunga, d'aborder cette énorme forteresse couverte au Nord et à l'Ouest par les rizières au milieu desquelles coulaient la Mamba et l'Ikopa, à l'Est par les crêtes successives d'Andraisora et de l'Observatoire, sur lesquelles on pouvait apercevoir à la lorgnette des rassemblements ennemis.

On pouvait redouter enfin, si l'on pénétrait dans Tananarive par sa partie septentrionale, que la Reine l'abandonnât pour se réfugier, par la route du Sud, dans la région de Fianarantsoa : ce qui nous eût obligés à prolonger la campagne au moment où nous arrivions à l'extrême limite de nos efforts et à l'épuisement de nos munitions. C'est à peine s'il restait 18 coups par pièce et une vingtaine de cartouches par fusil ; il fallait, à tout prix, en finir en une seule journée de combat.

Ces considérations dictèrent au général Duchesne la résolution de charger la brigade du général Voyron d'attaquer par le Nord, tandis que la brigade Metzinger, renforcée du bataillon malgache, d'une batterie d'artillerie et d'un détachement de cavalerie, par une marche de flanc entamée dès la pointe du jour, se porterait successivement à l'attaque des crêtes d'Andraisora, puis de l'Observatoire, d'où elle pourrait efficacement canonner le Rowa de Tananarive. Précédant et prolongeant cette marche

de flanc, le bataillon malgache et le détachement de cavalerie devaient contourner la ville et l'aborder par le Sud, de manière à prévenir l'évasion de la Reine.

Quittant son bivouac le 30 septembre, à 3 heures du matin, la colonne Metzinger couronnait vers 9 heures les crêtes d'Andraisora et d'Ankakatso, d'où elle canonnait la batterie ennemie de l'Observatoire. A 11 heures, elle s'emparait de cette position. Au même moment, la colonne Voyron attaquait par le Nord, après avoir brillamment repoussé des bandes hovas qui, sorties de la ville sainte d'Ambohimanga, étaient venues assaillir notre arrière-garde.

Le bombardement de la ville était commencé.

« A cet instant, relate le commandant des chasseurs d'Afrique, le spectacle était vraiment grandiose et pittoresque.

« Du point où nous étions, et par la baie ouverte entre les pitons de l'Observatoire et d'Andrainarivo, Tananarive tout entière apparaissait, longuement étalée sur ses trois collines que l'éloignement confondait en une courbe unique. Par cette lumière intense et dans cette transparence azurée, ce tableau offrait un effet panoramique saisissant.

« Imaginez une immense et longue croupe, recouverte d'un fouillis de maisonnettes blanches, informes, mais éclatantes sous le soleil et entourées d'arbustes multicolores ; un amoncellement de terrasses entassées, séparées par des crevasses ou des ravins boisées ; et au-dessus, se profilant bien haut sur l'horizon, flanquées de leurs tours carrées, les imposantes façades des palais de la Reine et du premier ministre. Dans les rues, sur les terrasses, littéralement couvertes de lambas blancs, on voyait s'agiter confusément une foule houleuse dont par instants on pouvait presque percevoir les clameurs. Au bas, comme une immense écharpe d'azur, la large ceinture verdoyante et calme des rizières et les eaux miroitantes de l'Ikopa, çà et là traversées d'étroites digues sur lesquelles s'écoulaient, semblables à des rubans qu'on replie, les longues files blanches des colonnes hovas en fuite. En haut, dans le ciel bleu, déchirant l'air, une stridente envolée d'obus, dont la plupart, heureusement, n'éclataient pas.

« Tout à coup, le décor changea. Toute cette foule disparut, l'agitation s'évanouit ; les batteries se turent et un mystérieux silence succéda, troublé seulement par la double détonation de

nos canons et de nos obus qui venaient éclater en fusées fumeuses sur la ville morte et sur les terrasses désertes. Instant solennel et tragique, où nous nous demandions avec angoisse si ce peuple n'avait pas fui, ne s'était pas écoulé par l'Ouest, et si des gerbes de flammes n'allaient pas dévorer cette cité fantastique qui était là sous nos yeux, sous notre main!

« Déjà l'ordre est donné de former des colonnes d'assaut; déjà le bataillon malgache et le détachement de cavalerie qui doivent pénétrer par le Sud, se sont élancés, lorsque soudain le drapeau du palais de la Reine s'abaisse et l'on voit remonter à sa place un immense voile blanc. C'est le prélude de la capitulation due, comme on le sut plus tard, aux ravages causés dans le palais même par nos premiers obus à la mélinite. En deux coups, une vingtaine de Hovas avaient été littéralement broyés.

« Ranavalo ne put résister à une pareille menace. Elle fit hisser le drapeau blanc qu'on tenait sans doute en réserve. Quelques instants après, nous vîmes apparaître une cavalcade étrange : un gros homme à cheval, entouré de quelques serviteurs tenant ses étriers et ses rênes de bride ; puis un autre en filanzane : tous les deux précédés et suivis de piétons agitant des drapeaux blancs. Tout ce monde dévalait à travers les sentiers en fondrières, franchissait les digues, remontait les pentes opposées avec une agilité doublée par la terreur. Nous pûmes bientôt distinguer leurs traits à la lorgnette. Leurs figures, communes et simiesques, coiffées de panamas crasseux, leur air à la fois important et obséquieux, leurs moustaches et leurs favoris coupés à hauteur des lèvres, les faisaient ressembler bien plus à quelques louches trafiquants qu'à des personnages officiels.

« On sait le reste, et comment l'armistice, grâce à la fermeté de langage du général en chef, aboutit sur l'heure à une reddition sans conditions. »

Cependant le bataillon malgache et le détachement de cavalerie, non prévenus de cette suspension d'armes, avaient continué leur course. Après des efforts inouïs, ils avaient escaladé les pentes de Tananarive. Fort étonnés de n'être pas accueillis à coups de fusil, ils pénétraient dans la ville au milieu d'une foule de Hovas en armes et, à travers un dédale de barricades inextricables, arrivaient, le bataillon malgache à la place d'Andoalo, le détachement de cavalerie au palais de la Reine.

Il n'était pas prudent de mettre pied à terre en un pareil

moment. Les chasseurs d'Afrique gravirent à cheval les marches du palais, et s'arrêtèrent dans la cour centrale, où ils purent contempler les ravages produits par nos obus. Quelques cadavres hovas, non encore enlevés, avaient été projetés sur le mur de la terrasse et pendaient au travers des brèches, tout sanglants, comme à l'étal d'un boucher.

« Nous restâmes là, écrit leur commandant, près d'une heure, sabre à la main, face à face avec les troupes hovas du palais et très perplexes sur l'issue des négociations. Enfin, vers 6 heures du soir, les clairons des bataillons algériens sonnant la marche vinrent nous avertir que nous n'étions plus seuls et que tout danger avait disparu.

« Les deux bataillons de tirailleurs algériens et celui de la légion vinrent, en effet, bivouaquer dans la ville le soir même. Le lendemain, 1er octobre, à 8 heures, le général en chef fit son entrée solennelle, escorté du peloton de chasseurs d'Afrique, qui avait dû redescendre de Tananarive dès l'aube, pour remplir cette mission d'honneur. Un détail donnera l'idée de l'état de fatigue de nos troupes : les deux trompettes de ce peloton ne purent sonner la marche, tant ils étaient épuisés et tant leurs lèvres, desséchées et tuméfiées par les fièvres, se refusaient au contact de leur instrument. L'entrée du général eut lieu, d'ailleurs, au milieu d'une foule considérable, agitée mais silencieuse, accrochée aux terrasses ou collée aux murs, les yeux démesurément ouverts, et plus étonnée encore de notre petit nombre qu'irritée de notre conquête. »

* * *

Vingt jours après l'entrée de la colonne légère à Tananarive, eut lieu une cérémonie qui en était, en quelque sorte, la conclusion. Ce fut le grand « Kabary » auquel la Reine avait convoqué les gouverneurs des provinces et les chefs des villages de l'Émyrne, pour leur communiquer les clauses du traité, et recevoir leur soumission en même temps que l'offrande qui est de rigueur dans ces sortes de réunions.

Cette solennité eut pour théâtre la grande place d'Andoalo située au centre de Tananarive, dans une sorte de dépression en forme de cirque, entourée de toutes parts de rochers auxquels s'accrochent des cases, des terrasses, des arbustes, au travers desquels serpentent les sentiers escarpés qui faisaient

alors l'office de rues. Sur cette place une estrade avait été dressée, au-dessus de laquelle s'élevait un dôme recouvert de draperies rouges. C'était là que devait prendre place la Reine pour recevoir à la fois le serment des chefs et le don traditionnel, en pièces d'argent, qu'on appelle « Hasina ».

Dès le matin une foule compacte de 6 à 8000 indigènes emplissait la place, s'accrochait aux parois des rochers, s'entassait sur les terrasses. Tous étaient revêtus du lambra blanc; et sous cette profusion de chapeaux de paille à larges bords, c'était le plus singulier mélange des types les plus variés, des faces les plus diversement colorées, allant du blanc au noir en passant par toutes les tonalités imaginables des jaunes clairs ou foncés; les uns aux cheveux plats, les autres aux cheveux crépus, résultat séculaire d'origines obscures et de croisements mystérieux.

Tout à coup, vers dix heures, on entendit, dans la direction du Rowa, une sorte de clameur infernale, faite d'acclamations et de sons discordants d'instruments de cuivre et de corde; et l'on vit dévaler des pentes abruptes conduisant au palais de la Reine le plus pittoresque et le plus étrange, le plus carnavalesque cortège qu'on puisse imaginer.

D'abord les musiciens, en lambras et bonnets blancs bordés de rouge. Puis les gardes royaux en lambras et bonnets blancs bordés de bleu, armés de longs boucliers et de sagaies; derrière eux un groupe de personnages extraordinaires, vêtus à l'européenne, les uns en habit, les autres en redingote ou en jaquette, en chapeaux mous ou hauts de forme bossués et hérissés, au milieu desquels brillaient quelques vieux casques de pompiers. C'étaient les ministres et les fonctionnaires de la cour! Enfin, derrière un immense drapeau blanc et rouge, entourée d'autres gardes du corps, on vit apparaître la Reine, toute en satin blanc, un diadème en tête et le grand cordon de la Légion d'honneur en sautoir.

Assise sur un fauteuil de velours rouge placé sur un pavois que portaient douze Bourjanes, ayant derrière elle un dignitaire déployant l'inévitable parasol rouge qui, chez tous les peuples primitifs, est l'insigne de la toute-puissance, cette petite Reine au teint bronzé, Ranavalo, dans sa toilette simple, ne manquait ni de majesté, ni même de grâce.

Derrière elle, fermant la marche, les vingt dames ou demoi-

selles d'honneur portées en filanzane, costumées à l'européenne, en robes de soie de couleurs variées mais éclatantes : rouge vif ou rouge clair, rose, bleu, violet, toute la gamme de nuances les plus disparates, avec des chapeaux assortis et fortement empanachés.

Mais par-dessus cette foule grouillante et ces exhibitions simiesques il y avait le ciel bleu, l'air transparent, le prestigieux soleil qui fondait le tout en un immense foisonnement de blancheurs, parsemé en son milieu de quelques taches rouges. Selon l'expression populaire légèrement modifiée, un témoin oculaire a pu écrire que la place d'Andoalo était « blanche de monde! »

Le Kabary débuta par la lecture du « message » de la Reine, lu par le premier ministre qui le fit suivre de son propre discours, ponctué par les cris de la foule, dont une reprise de l'infernale musique donnait le signal. Puis chaque chef de village, tour à tour, s'avança vers l'estrade, et après avoir exécuté force saluts et s'être livré, sans doute pour mieux démontrer la loyauté et la vigueur de son dévouement, à une extraordinaire mimique de protestations et de gestes désordonnés, telle que le plus chaleureux des orateurs du Midi n'en pourrait imaginer, déposa prosaïquement sa « hasina » dans le chapeau haut de forme que lui tendait l'oncle de la Reine.

Lorsque le dernier orateur eut déposé la dernière obole, le premier ministre prononça la clôture du Kabary. Aux sons aigus de sa bruyante musique, et au milieu des acclamations de la foule, le cortège royal se remit en marche et escalada les pentes d'où il avait dévalé.

La tragédie se terminait en comédie : comédie, en vérité, car avec cette méconnaissance foncière de la mentalité des indigènes, qui trop souvent préside aux conceptions élaborées dans les bureaux, on accordait, — pour ne pas dire qu'on offrait, — à la Reine vaincue et dont, depuis des années on ne pouvait ignorer les intrigues, un traité de paix qui lui laissait le pouvoir. On avait l'illusion de croire que sa signature garantirait l'exécution des clauses qu'elle avait consenties! Et, comme pour sceller cet acte de faiblesse, on nommait un Résident général de religion protestante, alors que notre influence avait été combattue et l'expédition rendue inévitable, par les menées des pasteurs anglicans!

On ne pouvait plus ingénument faire le jeu de nos adversaires et réveiller des ambitions, à peine réfrénées. Moins d'une année après éclatait l'insurrection que dut, au prix de nouveaux combats, sévèrement réprimer le général Gallieni. Une fois de plus, il fallait faire appel au soldat pour réparer l'erreur de la politique et de la diplomatie. Le général Gallieni, finissant par où on aurait dû commencer, exila la Reine et déporta ses ministres. Depuis, la sécurité, l'ordre et une prospérité tous les jours grandissants n'ont cessé de régner dans la grande île.

Quelle leçon, après celle d'Abd-el-Kader, pour ceux qui parlent encore de « traiter » avec Abd-el-Krim après l'avoir vaincu! Et aussi quelle leçon pour ceux qui considérent les plus hautes fonctions comme des compensations ou des prébendes réservées aux partis au pouvoir!

* * *

Dans les premiers jours du mois de novembre 1895, celui qui écrit ces lignes s'embarquait à Majunga pour rentrer en Algérie. Par une singulière coïncidence, il prenait pour le retour le même paquebot, — *le Chandernagor*, — qui, huit mois auparavant, avait transporté à Madagascar son magnifique escadron de 160 chasseurs d'Afrique. Il n'en ramenait qu'une trentaine qui, avec un nombre à peu près égal laissé dans la grande île pour constituer les premiers éléments d'une gendarmerie mobile, représentaient ce qui restait de cavaliers valides. Une soixantaine avaient été évacués en cours d'expédition; 39 étaient décédés. Les corps métropolitains avaient subi de bien plus lourdes pertes. Au 200e d'infanterie, au 40e bataillon de chasseurs, dans les compagnies du génie, le seul nombre des décès avait atteint et même dépassé 50 pour cent.

Revenu de Tananarive par le même itinéraire qu'avaient suivi les troupes pour l'aller, il avait contemplé, à chacun des emplacements des anciens bivouacs, les humbles cimetières qu'on y avait hâtivement improvisés : simples croix de bois portant un nom découpé dans une mince plaque métallique. La plupart de ces croix avaient déjà été renversées et déplacées par de récents orages. Sur le sentier d'Andriba à Tananarive, suivi par la colonne légère, il avait pu voir les cadavres en partie desséchés de ceux qui, en cours de route, avaient

succombé; et il avait pu, non sans peine, les faire sommairement enterrer par la compagnie Haoussa, qui accompagnait son faible détachement.

Pendant les vingt-deux jours que mit *le Chandernagor* à gagner le port d'Oran, chaque soir à dix heures, il avait assisté avec le commandant du bord, l'aumônier et le médecin, à cette lugubre cérémonie de l'immersion, que connaissent bien tous ceux qui ont ramené, en France ou en Algérie, les impaludés et anémiés du corps expéditionnaire! Ainsi des milliers de fils de France ou de nos colonies sont tombés, là-bas, sans qu'aucune sépulture durable, aucun ossuaire n'ait recueilli leurs restes, sans qu'aucun monument n'évoque leur mémoire. Ne fût-ce que pour inciter notre souvenir à se transporter parfois vers les brousses silencieuses où sont éparses leurs cendres, ces quelques pages auraient leur raison d'être.

Mais d'autres motifs encore les ont dictées.

A l'examiner, en effet, avec le recul qui en fait ressortir les lignes essentielles, on s'aperçoit que cette expédition de Madagascar, si lointaine qu'elle soit dans le temps, et si restreinte dans l'espace, présente cependant, avec ce qui s'est passé dans la Grande Guerre, avec ce qui se passe aujourd'hui au Maroc, certaines analogies dont on peut retirer quelques utiles enseignements.

Comme dans la Grande Guerre, la préparation, un peu trop exclusivement fondée sur des données théoriques, laissa l'exécution aux prises avec des difficultés tout autres que celles qu'on avait prévues. Il fallut, à pied-d'œuvre, s'immobiliser dans un long et meurtrier stationnement, et, sinon creuser des tranchées, du moins construire une route, dont les pénibles travaux, sous un climat meurtrier, firent perdre, dès les débuts, plus du tiers des effectifs.

Comme dans la Grande Guerre et comme aujourd'hui au Maroc, l'indéfectible énergie du commandement et la traditionnelle valeur des troupes rétablirent une situation qu'on avait pu croire, un moment, compromise. Dans les deux cas, la preuve fut faite que nos chefs et nos soldats savaient, à l'occasion, joindre au brillant courage qu'on leur avait toujours reconnu, la persévérance et la ténacité qu'une opinion tendancieuse leur avait parfois déniée.

Cela établi, nous devons reconnaître qu'à Madagascar bien

des pertes eussent été évitées, si l'on eût tenu compte de l'expérience acquise et des enseignements recueillis dans les campagnes coloniales passées.

De l'avis de tous ceux qui ont pris part à l'expédition, il n'est pas douteux qu'elle eût été bien plus rapide et bien moins meurtrière, si elle n'eût été grevée des lourdes charges qui lui furent imposées par la composition même du corps expéditionnaire. Sous on ne sait quelle inspiration du Gouvernement ou de l'opinion, on avait décidé que l'armée nationale y serait largement représentée ; et sur 15000 combattants près de 8000 provenaient des troupes métropolitaines. Ce fut là une grave erreur. Bien que ces hommes fussent volontaires et qu'ils eussent été soumis à un sérieux examen médical, ils n'en étaient pas moins de jeunes soldats et des Européens : double raison qui explique leur peu de résistance aux dures épreuves d'une campagne coloniale. Seuls, en effet, peuvent marcher et combattre, sous des climats tropicaux, des hommes dans la force de l'âge, préalablement entraînés et acclimatés, vigoureux et sobres, spécialement outillés et alimentés.

Les exemples ne manquaient pas auxquels on eût pu recourir. Quelques-uns même étaient pour ainsi dire classiques.

Lorsqu'en 1836 le général Bugeaud fut pour la première fois appelé en Algérie pour y rétablir notre situation fortement compromise, il amena avec lui trois régiments de France composés de soldats du service de sept ans, dont un grand nombre d'ailleurs et la majorité des cadres étaient rengagés. Cependant, fort de l'expérience qu'il avait acquise, alors qu'il n'était que simple capitaine, dans les contre-guérillas de la guerre d'Espagne, il ne crut pas devoir aborder Abd-el-Kader avant d'avoir éprouvé et trempé son outil de combat.

Son premier soin fut de débarrasser le corps expédionnaire qu'il avait formé à Oran, des convois et bagages qui alourdissaient les colonnes, en remplaçant toutes les voitures, y compris celles d'artillerie, par des mulets de bât. Cette réforme accomplie, il soumit les troupes à de dures marches d'entraînement, afin d'éliminer les éléments faibles ou fatigués : « Les nouveaux régiments, écrivit-il au ministre qui s'inquiétait du nombre élevé des déchets, sont détestables pour faire la guerre en Afrique ; ils ne deviennent bons qu'après s'être épurés de la moitié de leur monde. »

En quelques semaines, il eut en main des effectifs réduits, mais exclusivement composés d'anciens soldats dûment entraînés et pourvus d'un convoi allégé et mobile, apte à les suivre en tous terrains. Bugeaud n'ignorait pas qu'en ces sortes de guerres, c'est le convoi qui est presque toujours l'objectif de l'ennemi, donc l'élément le plus menacé en même temps que celui qui, une fois perdu, ne peut plus être rapidement remplacé. Aussi l'encadrait-il dans ses colonnes. C'est ainsi qu'il aborda Abd-el-Kader à la Sikkak et l'armée marocaine à Isly.

En fait, à Madagascar, après les « épurations » successives qui aboutirent à la formation de la Colonne légère, — 4 000 combattants sur les 16 000 des débuts, — l'armée métropolitaine n'était plus représentée que par un faible bataillon d'environ 400 hommes du 200e. On l'emmena surtout pour escorter le drapeau et, durant toute la marche, il resta à l'échelon de réserve. Quant au 40e bataillon de chasseurs, après l'unique effort qui lui avait été demandé au lendemain du combat de Tsarazotra (29 juin), on dut renoncer à l'employer. Ce bataillon d'élite ne put pas se relever du surmenage que lui avaient imposé deux journées de marche un peu rudes (24, puis 18 kilomètres). Il ne dépassa pas le massif de Beritzoka.

Si le général Duchesne avait eu, à Madagascar, au lieu de 15 000 hommes dont 8 000 jeunes soldats métropolitains, 5 à 6 000 hommes de troupes coloniales bien entraînées, et au lieu de voitures Lefèvre des mulets de bât, il eût pu, dès les débuts, former la colonne légère qu'il fut obligé, cinq mois plus tard, de constituer avec des éléments déjà surmenés. L'expédition eût pris une tout autre allure et eût coûté moins cher. Au contraire, lorsque le général Gallieni procéda à la pacification de l'île, les dures colonnes qui parcoururent les plus difficiles régions, ne subirent que d'insignifiantes pertes par la fièvre ou les maladies.

Si ces enseignements répétés et positifs avaient été suffisamment retenus, peut-être n'aurait-on pas constitué notre armée coloniale actuelle sur le modèle et d'après les principes qui ont présidé à l'organisation de notre armée métropolitaine; peut-être aussi n'aurait-on pas vu, dans des circonstances récentes, une forte colonne, en présence de bandes irrégulières, mais essentiellement mobiles, obligée à une désastreuse retraite, parce qu'elle s'était laissé enlever son trop lourd et trop lent convoi. C'est assurément un truisme de répéter qu'à une puis-

sance colonisatrice il faut une armée coloniale spécialement adaptée et appropriée à son emploi. Mais ce truisme prend une singulière portée lorsqu'on peut invoquer de pareils exemples.

L'expédition de Madagascar est l'un des plus saisissants.

Comme en une sorte de microcosme, elle offre en raccourci la synthèse de nos grandeurs et de nos faiblesses, de nos qualités et de nos défauts; qualités et défauts d'un peuple essentiellement généreux et brave, mais plus impulsif que réfléchi, plus idéaliste que calculateur, plus enclin à la généralisation doctrinale qu'à l'étude méthodique des cas concrets, et par là sujette à des erreurs que son énergie répare; attribuant aux textes une vertu quasi mystique, confiant en la parole des autres parce qu'il est accoutumé de respecter la sienne, et par là toujours prêt à sacrifier le fruit de ses succès à d'illusoires promesses; enfin et par surcroît se laissant trop souvent guider, dans le choix des hommes, bien plus par des considérations de camaraderie ou de parti, que par la preuve recherchée et établie de leur compétence et de leur aptitude à la fonction qu'on leur confie.

Qu'un tel peuple ait jusqu'à présent surmonté les vicissitudes, auxquelles l'ont fréquemment exposé ceux qui ont dirigé ses destinées, c'est ce qui peut inspirer en son avenir une inébranlable confiance. Mais combien cette confiance serait plus justifiée, s'il savait acquérir ce qui lui manque le plus : la conception d'un idéal national dégagé des fastidieuses discussions politiques, et l'adaptation de cet idéal au sens des réalités!

Général Aubier.

LA PRINCESSE BELGIOJOSO ET AUGUSTIN THIERRY

III[1]

VOYAGE EN GRÈCE

Cependant Mme de Belgiojoso venait d'arriver à Athènes. Frappée par Radetzki d'une amende de 800 000 livres, ses biens menacés de confiscation, sur le point d'être arrêtée à Rome, après le retour des autorités pontificales, pour « sentiments irréligieux », elle avait pu s'échapper une fois de plus, s'embarquer sur le *Mentor* à destination de Malte, retrouvant dans sa fuite aventureuse d'autres exilés lombards, « ayant un comte pour valet de pied et un capitaine d'artillerie pour valet da chambre ».

C'est donc au pied de l'Acropole, sous la pyramide aiguë du Lycabette, que lui parvient cette lettre où, avisé par Mme Jaubert, Augustin Thierry se plaint à juste titre qu'elle l'ait depuis si longtemps laissé sans nouvelles :

15 novembre 1849.

« Ma chère sœur,

« Vous ferai-je l'histoire de ce long et pénible silence qu'un accident suivi de méprise a causé entre nous? Je le dois pour ma justification. Je vous ai écrit à Rome deux lettres sous le ouvert de Mrs Parker; elles ne vous ont pas été remises et

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre,

je croyais fermement que vous les aviez reçues. L'attente d'une réponse de vous m'a mené jusqu'aux déplorables événements au milieu desquels vous avez dû tant souffrir, et alors, je me suis mis à interpréter votre silence. J'ai pensé que vous vous détourniez de quelques-uns de vos amis de Paris et que j'étais de ce nombre. Mignet l'a cru aussi et l'erreur de l'un augmentait celle de l'autre. Il n'osait, comme moi, solliciter votre pensée qu'il croyait devenue froide à notre égard; il attendait toujours, et c'est dans cette disposition qu'il est parti pour la Provence. Enfin, j'ai appris de Mme Jaubert que vous n'aviez reçu aucune de mes lettres; vous étiez partie pour Malte. J'ai voulu vous écrire, mais presque aussitôt l'on m'a dit que vous alliez vous diriger sur Athènes, puis sur Constantinople; j'ai attendu le moment d'apprendre que vous fussiez établie à demeure et que les lettres vous parvinssent infailliblement. Voilà, ma chère sœur, pourquoi celle-ci est la première de toutes, après huit tristes mois vides de témoignages, mais non pas, croyez-le bien, de pensées d'affection et de tendre intérêt pour vous.

« Croyez-moi, si je vous dis que dans les jours où vous affrontiez si courageusement les dangers de cette horrible guerre et de ce siège contre nature, j'avais sans cesse présente votre idée et celle de la pauvre Marie. La crainte d'une catastrophe épouvantable m'avait jeté à la fin dans une véritable angoisse; je m'éveillais à six heures pour épier l'arrivée du journal; je le dévorais et je ne dormais plus. Quand j'ai cessé de craindre pour votre vie et pour celle qui vous est si chère, j'ai sympathisé, croyez-le encore, avec vos douleurs de patriote. Tant d'espérances perdues auxquelles je m'unissais moi-même pour me consoler de l'état de mon pays, tant d'années de votre vie si noblement dévouées à cette grande cause et qui semble maintenant perdue, tout cela, quand j'y pense, et j'y pense souvent, me rend triste au fond du cœur. Je comprends l'état de votre âme à l'égard de la France et des Français; le ressentiment vous est permis et quand j'y trouverais quelque ombrage contre mes opinions et contre moi-même, je respecterais cette injustice et ne m'en plaindrais pas.

« Apprenez-moi que votre nouvelle terre d'exil vous donne au moins le calme dont vous avez besoin après tant d'émotions et de fatigues. Mme Jaubert m'a dit qu'elle l'espérait, à voir la sérénité gracieuse et touchante de vos lettres. Vous avez appris

tous les ravages qu'a faits chez nous le choléra. La pauvre Mme Récamier enlevée en douze heures, après avoir changé de logement par terreur de l'épidémie, a laissé Ampère dans un veuvage dont il ne peut se consoler. Cette perte m'a été sensible à un point que je ne saurais dire. Une nouvelle très nouvelle, qui vous fera plaisir, c'est que Ravaisson est de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres; nous l'avons nommé vendredi dernier. Je lui ai promis que je vous l'annoncerais et que je vous dirais en même temps qu'il ne m'a jamais vu sans me parler de vous.

« Je voudrais vous dire que ma santé est la même qu'à votre départ; cela est vrai pour les apparences, mais le fond, ce qui regarde ma maladie, fléchit sensiblement depuis six mois. En un mot, c'est la reprise d'un déclin suspendu depuis des années et dont personne ne peut dire qu'il s'arrêtera. Je ne manque pas de courage, mais j'avoue que cela m'attriste parfois et que j'ai quelque peine à me procurer une dose de résignation plus grande que celle dont j'avais pris l'habitude. Dieu veuille, ma chère sœur, que votre éloignement de la France et peut-être aussi pour la France ne se prolonge pas trop longtemps et que votre retour, quand il sera possible, ne me trouve pas trop différent de ce que j'étais à votre départ! Quoi qu'il arrive du corps, le cœur sera toujours le même, plein de gratitude et de tendre amitié pour vous.

« AUGUSTIN THIERRY. »

Les explications d'Augustin Thierry, le souci qu'il avait montré dans sa lettre de condamner la politique de l'Élysée, adoucirent le courroux de son irascible amie. C'est à peine si, dans la réponse de celle-ci, on perçoit encore les derniers grondements de l'orage qui avait, un instant, troublé leurs relations :

Athènes, 17 décembre 1849.

« Mon cher frère,

« Vous avez eu tort de croire que je pouvais laisser vos lettres sans réponse. Il y a deux individus dans vous et dans moi; l'être politique et l'être aimant. Les premiers sont depuis longtemps en guerre, et pour mon compte, il y a non moins de temps que je me borne à tenir ces deux emportés à distance, pendant que nous vivons sous le même toit. Les deux derniers

persévèrent et persévéreront dans leur manière d'être, malgré les criailleries des premiers et vous avez eu tort de croire qu'il pût en être autrement.

« Vos lettres à Mrs Parker, ni celles de Mignet ne me sont jamais parvenues. Je ne me sentais pas la force d'écrire à l'un de ces Français qui applaudissaient à notre meurtre pendant que le sang coulait autour de moi, ce sang que vous et vos amis, vous versiez. Le même sentiment plus fortement senti m'empêchait d'écrire à Mignet, mais ne m'eût pas empêché de répondre ni à l'un ni à l'autre. Voilà une explication aussi catégorique que sincère. Maintenant, touchons le moins possible au passé et soyez bien convaincu une fois pour toutes que mon affection véritablement fraternelle vous est acquise à tout jamais, sans diminutions, ni variations possibles.

« Ce que vous me dites de votre santé m'afflige profondément et, en d'autres circonstances, je n'aurais pas hésité à me rapprocher de vous. Malheureusement, il y a entre la France et moi, une mer de sang que je ne puis traverser sans d'impérieux motifs. S'ensuit-il que vous ne deviez m'attendre que sur votre lit de mort? Non, mon cher frère, laissez-moi espérer mieux de la justice de Dieu. Un grand crime a été commis en France et ses auteurs sont triomphants aujourd'hui. Lorsque la roue aura tourné (et elle tourne vite de notre temps), lorsque l'expiation aura eu lieu, alors je reviendrai. Peut-être serons-nous vieux à cette heure l'un et l'autre; mais nos cœurs n'auront pas changé et nous serons devenus plus sages, car nous aurons vu une fois encore l'iniquité punie et la vertu non pas récompensée, mais vengée. C'est tout ce que l'on peut demander à la justice divine : l'histoire est là qui nous l'atteste.

« Mme Jaubert a raison de vous dire que mon humeur est sereine. Et pourquoi ne le serait-elle pas? N'ai-je pas fait autant de bien que j'ai pu? Mes amis ne me rendent-ils pas justice? Et que prétendre de plus? Mais il y a loin de la sérénité à la gaieté et celle-ci a disparu pour toujours dans les tombeaux que j'ai vus se refermer sur tant de nobles existences. *I am haunted* par le souvenir des morts. Ce ne sont pas, comme Macbeth, les fantômes de ceux que j'ai tués qui passent et repassent devant moi aux heures du silence et de la nuit. Ce sont les fantômes de ceux que j'aidai à mourir. *They don't frown*; ils me sourient doucement et semblent m'attendre au passage terrible qu'ils ont

franchi et qui me reste à franchir. Mais quelque peu effrayantes que soient ces apparitions, elles suffisent à éteindre la gaieté la plus robuste, et la mienne, depuis longtemps, n'était plus de cet acabit.

« Toute à vous de cœur, votre sœur dévouée

« Christine. »

Tout joyeux, de voir dissipé le malentendu qui l'affligeait, Augustin Thierry se préoccupe aussitôt des nouveaux projets de sa « sœur », l'interroge sur les premières impressions qu'elle recueille de l'Hellade.

Paris, le 6 février 1850.

« Ma chère sœur,

« Votre distinction des *deux êtres* est charmante et je suis heureux de vous trouver toujours la même pour moi.

« Quelle tâche vous proposez-vous dans l'exil, pour empêcher votre esprit de se ronger lui-même, après tant d'espérances perdues? La pauvre Italie, quand la reverrez-vous? Ne me mettez pas au nombre de ceux à qui vous défendez de prononcer son nom. J'ai su par Mme Jaubert que vous habitez à Athènes une maison de la duchesse de Plaisance dont la terrasse a, sur la mer Égée, une vue de la plus grande beauté. Donnez-moi des détails sur votre établissement, sur la nouvelle amitié que vous avez rencontrée, sur la ville de Minerve, sur le Parthénon, et sur cette mer dont la teinte est de pourpre, si la poésie grecque n'a pas menti. Vous avez sous les yeux un peuple qui a obtenu ce que vous souhaitez en vain pour votre pays; il a reconquis sa liberté au milieu d'immenses espérances dont bien peu se sont réalisées. Ce qu'il rêvait lui-même et tout ce qu'on rêvait pour lui, il y a vingt-cinq ans, est resté dans le domaine des songes. Est-ce sa faute? est-ce celle de l'Europe? C'est avant tout la faute des choses humaines qui ne donnent jamais à l'homme tout ce qu'il s'en était promis.

« Si le pauvre général La Fayette vivait encore, que dirait-il de ce rêve de sa jeunesse et de son lit de mort : l'avènement d'une république en France? La tombe vient de s'ouvrir pour son fils que le suffrage universel, ô dérision! avait écarté de la Chambre, où il siégait depuis vingt-cinq ans. Vous avez connu M. Georges, il n'avait rien de l'idéal de son père, mais

c'était un homme de cœur, un caractère ferme et droit. Sa mort achève la dispersion de cette famille dont le grand lien s'était brisé à la mort du général. La Grange, ce lieu si plein de souvenirs, cette espèce de sanctuaire politique pour la génération à laquelle j'appartiens, sera mis en vente, parce que dans la famille, personne n'est assez riche pour s'en charger. Voilà une révolution qui, pour moi, ajoute à la tristesse de celle dont nous portons le poids depuis deux ans. Et l'on parle en France d'aristocratie à combattre, quand il est à peu près impossible qu'une terre reste dans la même famille au delà de deux générations!

« Nos amis communs ne cessent pas de me demander comment vous êtes et si j'espère votre prochain retour. M. de Kergorlay m'a fait promettre ces jours-ci de le rappeler à votre souvenir. Mignet est toujours le même, *tender and true*, comme dit la ballade écossaise. Adieu, ma chère sœur, quand vous baiserai-je les mains ? Dieu le sait, mais, quoi qu'il arrive, je ne cesserai d'avoir pour vous tendresse, reconnaissance et dévouement.

« AUGUSTIN THIERRY. »

A s'en rapporter aux premières confidences qu'elle adressait de Malte à Mme Jaubert, la princesse, en se rendant en Grèce, n'avait point eu d'autre dessein d'abord que celui de voyager pour se distraire et s'arracher à ses tristes pensées.

Par malheur, la tournure particulière de son esprit, l'absence de sentiment poétique qui est la marque de sa nature agissante, la lassitude morale et physique qui la déprimait, interdirent à la voyageuse de goûter les jouissances qu'elle attendait sur la terre de Sophocle et de Périclès. Elle-même constate, en la déplorant, son « impuissance à tirer de la vue réelle des lieux célèbres, les émotions que lui en procure en quelque sorte la vue antérieure et anticipée ». Aussi décide-t-elle de pousser jusqu'à Constantinople, « roulant de grands projets dans sa tête ».

Sans date (mai 1850).

« Vous voilà donc, ma chère sœur, aux extrémités de l'Europe; un pas de plus et vous serez en Asie. Toujours plus loin, toujours plus loin! Ce serait pour ceux qui vous aiment une pensée bien triste, s'ils n'espéraient pas qu'enfin vous pose-

rez vos colonnes d'Hercule et qu'au jour où vous vous remettrez en route, la première étape sera de leur côté. Pour moi, j'ai besoin de me flatter là-dessus, de me dire qu'à Stamboul vous êtes plus près de moi qu'à Athènes, parce que vous êtes plus près d'un retour en Occident, hélas! je voudrais dire en France.

« Une lettre que ma nièce vient de recevoir de Marie a trouvé celle-ci commencée. Cette lettre, pleine de la même grâce enfantine qui m'a souvent charmé, dépeint à merveille votre habitation actuelle et révèle en même temps, sans vous citer, quelques-unes de vos impressions de voyage. Vous avez trouvé le port de Constantinople splendidement magnifique, et la ville immense et laide. Vous avez trouvé qu'au Bazar, de très belles choses se donnaient pour presque rien, ce qui est une remarque périlleuse. Dans une excursion de trois jours sur la côte d'Asie, vous avez admiré du haut d'une montagne un panorama qui renfermait deux mers; vous avez visité une colonie de Polonais, et j'en éprouve un véritable effroi, je tremble que vous ne rêviez d'une colonie italienne, d'un établissement à la Didon, d'un nouveau Milan, la Troie au petit pied de l'*Enéide*.

...Et parvam Trojam si mutata quæ magnis
Pergama et arentem Xanthi cognomine rivum.

« vers qui m'ont fait pleurer autrefois et qui me font peur aujourd'hui quand je pense à vous.

« Le sultan (1) aime à se montrer hospitalier pour les proscrits et les vaincus de l'Occident et, de plus, il aime, — et ce n'est pas un crime, — à faire parler de lui dans les journaux. Votre nom irait bien pour une concession de terre à côté de celui de Lamartine : voilà des idées fort capables de me tourmenter.

« Ah! ma chère sœur, n'allez pas vous brûler comme un papillon à cette chandelle, ne vous faites pas une nouvelle patrie. Restez voyageuse jusqu'au jour où vous pourrez revoir la vôtre.

« Il y a quinze mois que vous avez quitté la maison et le jardin, qui sont votre ouvrage, et qui devaient être, chaque année, votre habitation d'été : projets renversés, espérances trompées avec tant d'autres. Dites-moi que l'attente où je suis

(1) Abdul-Medjid, 1839-1861.

peut avoir son terme, que cela dépend de circonstances dont la venue prochaine n'est pas improbable, en un mot, promettez-moi quelque chose, au risque de ne rien tenir : la patience est fille de l'espoir. Le temps passe pour moi comme vous l'avez vu : rien de nouveau, sauf la tristesse de votre absence. Je veux dire, pour ce qui est du moral, car, au physique, j'ai repris le mauvais chemin dans lequel je m'étais arrêté. Depuis un an, je suis descendu d'un degré en forces corporelles, mais j'ai gardé l'activité d'esprit et l'aptitude au travail dans la mesure d'autrefois.

« Voilà ma vie, parlez-moi de la vôtre, parlez-moi, si vous pouvez, de l'avenir, et aidez-moi à en dresser la carte. Dans mon imagination, c'est mon plus grand plaisir de rêveur et d'aveugle.

« Adieu, ma chère sœur, soyez toujours la même d'affection et de bonté pour celui qui ne cessera pas de vous aimer.

« AUGUSTIN THIERRY. »

L'INSTALLATION EN ASIE-MINEURE

Ainsi parvenue en avril sur les rives du Bosphore, l'exilée volontaire s'était d'abord établie dans une maison de campagne à Orta-Kur. C'est là qu'elle arrêta définitivement la résolution de se fixer en Asie-Mineure. L'apprentissage rural qu'elle avait, naguère, pratiqué à Locate, la nourrissait d'illusions sur ses capacités d'agronome. De la meilleure foi du monde, elle s'imagine avoir rencontré la fortune en acquérant en Anatolie un assez vaste domaine à Ciaq-Maq-Oglou, dans la vallée de l'Ulu-Tschaï, à quelques lieues de Saffran-Bolo :

Constantinople. Sans date (juillet 1850).

« Mon cher frère,

« Il est vrai que je vous avais promis une lettre sur la Grèce, mais cette lettre devait venir après votre réponse à celle qui vous l'annonçait. Il est vrai aussi que j'avais pris la Grèce et tout ce qu'elle renferme tellement *à tic*, que je n'aurais plus su qu'en dire, si ce n'est : va-t'en à tous les diables! ce qui n'est guère épistolaire, ni assez littéraire pour vous être adressé. Il n'y a guère que la lumière qui soit digne du pays

chéri des dieux olympiens et de la sœur d'Apollon en particulier. J'ai vécu longtemps sur les nuages, les effets de lumière, les rayons du soleil levant et couchant et autres *sweets*, mais à la fin, j'avais pris jusqu'à ces belles choses en horreur. Pas un arbre, pas un brin d'herbe, pas une goutte d'eau limpide et des habitants qui singent également l'antique et le moderne, sans avoir le bon de ce temps, ni de l'autre. Des Mlles Calliope, qui font venir leurs modes de Paris (voire Marseille) et qui tiennent fortement à vous en instruire ; un ministre qui ne sait ni lire, ni écrire, un autre qui vole sur les grands chemins : le tout saupoudré d'une vanité colossale et nauséabonde. Ces braves gens croient que le sort de l'Europe est entre leurs mains et ils ont été très fiers de la manière dont s'est terminé le différend avec l'Angleterre. Enfin, cela fait pitié et la pitié pour les gens que l'on n'aime pas est un sentiment fort maussade.

« Me voici donc dans le véritable Orient, quoique je sois aujourd'hui à l'occident de mon séjour de ce dernier mois. Bref, j'ai voyagé trente-neuf jours en Asie et je vais vous dire tout d'une haleine le but et le résultat de mon voyage.

« Vous avez deviné jusqu'à un certain point, mais votre affection pour moi vous fait envisager le vrai à un point de vue qui ne l'est point. Appliquez-moi les vers de Virgile, mais ne pleurez pas et n'ayez pas peur. Il y a bien longtemps que la pensée colonie me trotte dans la cervelle et MM. les Grecs l'avaient caressée d'abord, en me promettant argent et terrain. Puis sont venues les notes russes et autres, puis la clôture des Chambres, puis le blocus et, enfin, je me suis fatiguée d'attendre et je m'en fus, ou plutôt je m'en vins ici, ne songeant plus guère à ce projet qui m'avait si fort préoccupée.

« Je trouvais ici les ministres américains, piémontais et autres, qui m'encouragèrent à le reprendre, m'assurant qu'il avait de grandes chances de succès. Je m'y remis donc, mais je n'avais pas encore envoyé mon projet au grand vizir, que voici venir à moi un homme étrange, mais jouissant ici d'une immense influence et faisant à peu près ce qu'il veut du Gouvernement. Cet homme commence par renverser tout mon plan et mes idées. « Vous demandez un terrain près de Constantinople, me dit-il, il vous en faut un en Asie, loin de toute surveillance hostile ou maligne ; vous demandez une concession, ce qui implique une possession temporaire, et vous devez acheter une

propriété qui soit bien à vous et à votre fille à perpétuité. — Acheter, répondis-je, un peu impatientée, cela est bientôt dit, mais avec quel argent? — Je vous propose un petit royaume pour 6000 piastres turques (1200 francs) : croyez-vous ne pas réussir à les trouver? — Allons voir le petit royaume », ai-je répondu; et nous voilà en route pour l'Asie.

« Vous dire ce que j'y ai vu, ce serait m'attirer le nom de visionnaire. Je suis pourtant exacte et rien n'explique l'abandon complet de tels trésors, si ce n'est le caractère du musulman et le défaut absolu de population. Mes compatriotes attendent un signe de moi pour venir en grand nombre peupler mon petit royaume. La difficulté est dans le choix et je ne puis choisir à distance. S'il m'arrive des enfants, des têtes légères, toujours enchantées au commencement et bientôt dégoûtées, je ne ferai rien qu'un fiasco; mais si je parviens à attirer une douzaine de familles laborieuses et solides, mon affaire est faite. Je n'en tirerai pas grand chose maintenant, mais Marie se trouvera en quelques années à la tête d'une magnifique propriété. Le lieu est tout proche de la vieille *Césarée*, qui n'a plus aujourd'hui un seul habitant. Là aussi, il y avait une ville, dont les ruines existent encore, et cela paraît même par le nom de Verenegli ou ville détruite. Je suis revenue à Stamboul, décidée, et l'on m'assure que je signerai le contrat aujourd'hui ou demain. J'y retournerai ensuite dans un mois ou deux et j'y recevrai les colons qui viendront s'y établir avant l'hiver.

« Venons, maintenant, au chapitre de vos inquiétudes. Non, mon cher frère, je ne songe pas à me faire, ici, une nouvelle patrie. Ma pensée est d'ouvrir un asile à mes compatriotes laborieux et de préparer une chance de prospérité à Marie. Pour moi, je n'ai d'autre vue que de m'occuper utilement pendant mon exil. Ne croyez pas que je reste loin de vous parce que je m'y trouve bien, ni que j'y revienne parce que je me trouve mal ailleurs. Vous me parlez de projets abandonnés, d'illusions détruites; de bonne foi, mon cher frère, la faute en est-elle à moi? Ai-je élevé ou pouvais-je prévoir qu'on élèverait un mur de sang entre mes deux patries? Je vous l'ai dit : aussi longtemps que la France acceptera le joug de l'homme à moitié idiot et à moitié infâme qui a commandé le forfait de Rome, aussi longtemps que vos généraux et vos ministres se promèneront impudemment dans les rues de Paris, je ne

mettrai pas les pieds sur le sol français. Mais pensez-vous que mon retour soit fort éloigné pour cela? Moi, je ne le pense pas. L'année 52 n'est pas loin et c'est, je crois, le terme le plus éloigné d'un pouvoir qui me révolte et que j'exècre. A peine justice aura-t-elle été faite que je quitterai tout, fût-ce même ma véritable patrie, pour aller passer du moins quelque temps auprès de vous.

« Les nouvelles que vous me donnez de votre santé me sont bien pénibles et Dieu sait si je voudrais être auprès de vous!

« Je vous embrasse fraternellement et tendrement.

« Votre sœur,

« CHRISTINE. »

Ce magnifique optimisme persiste plusieurs mois durant :

Ciaq-Maq-Oglou, 15 novembre 1850.

« Mon cher frère,

« Quoique sans lettres de vous depuis plusieurs mois, je ne veux pas vous laisser dans l'ignorance de mon sort, aujourd'hui que mes projets sont réalisés et que le désert nous sépare. Depuis plus d'un mois, je vis dans une vallée, séquestrée du monde civilisé et goûtant le repos moral le plus parfait.

« Je voudrais vous donner une idée de ces lieux, mais ils sont si différents de ceux auxquels vous êtes accoutumé, que je trouve la tâche difficile. Avant d'arriver dans ma vallée, en venant d'Occident, on marche pendant quelques heures sur la pente de montagnes stériles, couvertes de ruines qui appartenaient jadis à la ville de Césarée en Cappadoce, à ses faubourgs et aux villages environnants. L'on descend ensuite au fond d'un ravin et l'on marche quelque peu à côté d'un fleuve ou torrent qui descend vers le Nord. Tout à coup, au tournant d'un coteau, on aperçoit une scène toute nouvelle. Les montagnes se dédoublent, c'est-à-dire que devant elles, une rangée de collines bien boisées les relie à la plaine. Au pied de ces collines, des champs d'une assez grande étendue descendent par une pente douce jusqu'au bord du fleuve, tandis que d'autres pénètrent dans les sinuosités des montagnes et forment des vallons délicieux. Des sources jaillissent à chaque pas. Enfin la vallée se termine du côté du nord, en se resserrant dans une gorge étroite et boisée, au fond de laquelle le fleuve roule avec

fracas. Juste au milieu de la vallée, entre le Sud et le Nord, la façade tournée à l'Est, sur la lisière qui sépare le terrain végétal des coteaux et de la plaine d'avec les terrains d'alluvions qui entourent le fleuve, s'élève ma cabane, car c'est une maison si petite et si humble qu'elle ne mérite guère d'autre nom.

« Lorsque je suis arrivée, la maison avait été livrée aux animaux du ciel et de la terre depuis nombre d'années, de sorte que rien n'était moins engageant. J'avais, par bonheur, amené de Constantinople deux Italiens, dont l'un, un menuisier, s'est trouvé être un de ces personnages, comme il en naît tout exprès pour être jetés dans une île déserte et se tirer d'affaire. La maison fut bientôt décrottée et je m'y établis tant bien que mal, en attendant que le menuisier me fît des portes et des fenêtres. C'est encore là notre plus grande affaire. Une chambre est fermée, tapissée, meublée dans le dernier goût, mais le reste de la maison, y compris la niche où nous couchons, est encore en communication directe avec la vallée. La douceur du climat et la salubrité de l'air empêchent que ce désagrément ne devienne un véritable danger. Grâce à Dieu, nous nous portons tous à merveille et Marie est l'image de la joie et de la santé.

« Pastori (1) est venu passer une quinzaine de jours avec moi, au fond de ma vallée. Il est retourné ensuite à Milan, d'où il se propose d'aller à Paris et de vous donner de mes nouvelles avec détail. Vous pouvez juger du plaisir que sa présence m'a causé. Il m'apportait d'ailleurs force caisses d'Italie : rideaux, portières, sièges, tables, lits et tout ce dont on n'a pas la moindre idée ici. Grâce à ces matériaux inattendus, j'ai orné ma chambre à l'européenne, ce qui fait révolution dans le pays. Les Turcs accourent de dix à quinze lieues à la ronde voir et admirer cette merveille et lorsqu'ils apprennent que c'est moi qui ai exécuté cette œuvre, je grandis soudainement dans leur opinion. Le retard des fonds que j'attendais a retardé les travaux des champs et je vais être obligée d'ensemencer mes terres pendant l'hiver qui, fort heureusement, n'est pas rigoureux au fond de ma vallée. Je n'ai encore que les animaux indispensables à mon entretien et à celui des miens. Une vache

(1) L'avocat chargé de ses intérêts à Milan et qui s'acquitte avec le plus absolu dévouement d'une tâche souvent malaisée.

de buffle nous fournit d'excellent lait; des poulets et des dindons nous rassurent contre l'éventualité d'un défaut de viande. Deux paires de buffles suffisent pour le moment aux travaux des champs et au transport du bois. Quatre chevaux nous servent pour porter nos provisions, faire nos commissions et porter nos personnes. Nous sommes fort nombreux en ce moment, ayant à héberger huit à dix maçons venus de la ville, pour bâtir nos écuries, nos communs et pour ajouter un corps de bâtiment à la maison déjà existante. Je n'ai pas encore réglé l'emploi de mon temps, car j'ai eu à travailler à l'arrangement de ma coquille, mais je me propose, maintenant que cette affaire est arrivée à bon terme, de réparer le temps perdu pour l'étude. Je songe avec bonheur que mon temps m'appartient et que je pourrai disposer d'une bonne partie de la journée pour mes lectures et mes écritures. Je ne pense pas m'enterrer ici, je ne compte pas y passer un temps bien long, mais j'ai trouvé une retraite où les bruits inquiétants du monde ne m'arrivent pas, et où je pourrai retremper mes forces gravement compromises par les trois dernières années.

« Vous voyez, mon cher frère, que je ne forme pas des projets alarmants pour votre amitié. Que les portes de la France me soient rouvertes, que justice soit faite et que je puisse rentrer à Paris, sans voir des hommes, couverts du sang des miens, occuper les premières places et triompher dans leur perfidie et vous ne tarderez pas à me voir. Si vous désirez connaître quelque chose particulièrement de ces pays, indiquez-le moi, et je tâcherai de vous satisfaire de mon mieux. Quant à moi, vous m'obligeriez infiniment en m'envoyant un traité, manuel, ou que sais-je encore, de Minéralogie. En l'envoyant à Constantinople au baron Tecco, ministre de Sardaigne auprès de la Sublime-Porte, et en priant le dit baron de me le faire tenir, je ne puis manquer de le recevoir.

« Et maintenant, adieu, donnez-moi de vos chères nouvelles le plus souvent possible, ne m'oubliez pas, aimez-moi et ne considérez mon absence que comme provisoire et passagère

« Votre sœur dévouée

« CHRISTINE. »

Cependant, les amis parisiens de la princesse se montraient beaucoup moins enthousiastes de son nouvel avatar en fermière

cappadocienne. Mignet l'avait qualifié tout net d' « incroyable folie ». Augustin Thierry y met plus de formes, mais les arguments qu'il développe sont à n'en point douter l'écho fidèle des propos qui s'échangent à la fois rue du Montparnasse et rue de l'Arcade, chez Mme Jaubert (1). Peine inutile, autant qu'éloquence perdue, il aura beau remontrer à satiété les aléas chanceux de l'entreprise au regard de ses dangers certains, les risques sans nombre encourus par une femme isolée, loin de tout secours, par une chrétienne en terre musulmane. donna Cristina, avec un entêtement bien féminin, s'obstinera d'autant mieux qu'elle juge à présent son amour-propre engagé à la réussite d'une aventure qui soulève autour d'elle tant de commentaires et de critiques.

Ciaq-Maq-Oglou-Chifflick, le 1er janvier 1851.

« Mon cher frère,

« Je veux bien commencer l'année nouvelle en causant avec vous. Votre lettre m'a été apportée, avec plusieurs autres, par un ami à moi, qui n'a pas craint de traverser l'Asie-Mineure dans cette saison, pour venir passer quelques mois auprès de moi.

« Je n'ai que des nouvelles intérieures à vous donner, car le monde extérieur n'existe pas ici. Le bruit des révoltes de Syrie et de Bagdad n'arrive que comme un faible écho et ne m'inquiète que pour les inquiétudes qu'il peut vous causer à mon sujet. Vus de Paris, Damas et Saffran-Bolo paraissent sans doute bien rapprochés l'un de l'autre, et vous aurez peine à croire que nous n'ayons pas entendu le canon qui a été tiré soit à Alep, soit à Babylone. Rassurez-vous bien, mon cher frère ; nous sommes ici aussi tranquilles que dans les forêts d'Amérique. La population est bonne, douce, nullement fanatique, sans compter qu'elle s'est prise pour moi d'une sympathie toute par-

(1) Le nom de Mme Jaubert est déjà venu et reviendra souvent encore dans cette *Correspondance*. Est-il nécessaire de présenter aux lecteurs de la *Revue* Caroline d'Alton-Shee, la confidente d'Alfred de Musset, la « marraine » du « prince Phosphore de Cœur-Volant » et qui posa, pour *le Caprice*, le personnage de Mme de Léry. Sœur aînée d'Edmond d'Alton-Shee, pair de France et dandy l'un des meilleurs amis du poète des *Nuits*, sémillante et fine, réputée pour son esprit, elle avait épousé un grave magistrat, Maxime Jaubert, mort en 1854, conseiller à la Cour de cassation, et nous a laissé des *Souvenirs* du plus haut intérêt.

ticulière. Je suis le médecin (hélas! le seul médecin) de la province, et l'on m'apporte des malades et des mourants de cinq à six lieues à la ronde. Dieu vient en aide aux hommes de bonne volonté, et ici la bonne volonté ne manque ni aux malades, ni au docteur. Aussi, ai-je opéré des guérisons dont je suis moi-même étonnée. Entre autres, celle d'une femme paralysée, depuis six mois, du côté droit et qui remue maintenant le bras et la jambe, moyennant des frictions, de la belladone et de l'ammoniaque à l'intérieur. Il s'ensuit que ces bonnes gens me croient capable de tout guérir. Une vieille femme de quatre-vingts ans, lépreuse des pieds à la tête, est venue me trouver l'autre jour et voulait à tout prix des pilules. Ne sachant comment me débarrasser d'elle, je lui conseillai d'attendre le printemps et de prendre alors des bains; sur quoi elle partit toute joyeuse, posant la main sur son cœur et me recommandant à Dieu. Le ministre Ali-Pacha, qui est mon protecteur à Constantinople, a écrit au gouverneur d'ici de ne pas me demander de tribut pendant trois ans. A quoi le gouverneur a répondu que ni de trois, ni de six ans d'ici il ne pourrait me faire rien payer, vu que la population s'y opposerait. « Ce qui est vraiment extraordinaire, c'est la manière dont ces pauvres gens entendent l'hospitalité et les égards dus aux femmes. Grâce à l'irrégularité des postes et des banquiers, j'ai passé les trois premiers mois de mon séjour ici sans un sou vaillant. J'ai donc vécu à crédit; j'ai acheté du bétail et des instruments d'agriculture, j'ai bâti des communs, j'ai acheté du blé et de l'orge; le tout à crédit. Croyez-vous que personne s'en soit plaint? Il y avait bien des fois des discussions un peu vives entre mon drogman et les fournisseurs, mais si je paraissais en disant à ceux-ci : « Mes amis, vous avez raison d'être mécontents, mais je ne puis vous payer, puisque mon argent n'est pas arrivé; suspendez vos fournitures, reprenez vos bestiaux ou bien attendez patiemment. » Tout était dit. « Nous attendrons, Bessadé, répondaient-ils, ne vous tourmentez pas à cause de nous. Votre argent arrivera et nous serons payés. » Et il en a été ainsi, ce qui fait que je n'oublierai jamais ces pauvres Turcs et leur patience.

« Quant à la partie financière de mon acquisition, je crois qu'elle ne constituera pas un fiasco. Un de mes amis, habile agriculteur qui est venu me rendre visite, a découvert que l'on peut avec la plus grande facilité détourner les eaux de ma

rivière et arroser tout mon terrain, ce qui tranche d'un coup toutes les difficultés et me permet de compter sur un prompt succès. Le climat est excellent. Excepté quelques jours, à chaque changement de lune, le temps a été jusqu'ici constamment beau et doux; mais ce qui m'attache plus que tout le reste à ma vallée, c'est la tranquillité dont j'y jouis, tranquillité qui est devenue nécessaire à mon existence. J'espère y reprendre des forces pour rentrer plus tard dans le monde et ses tourments; mais je suis dans une veine de faiblesse morale qui me rend toute agitation souverainement douloureuse. Je profite et je compte profiter de ma retraite pour travailler. Je me suis remise à la peinture et je fais de jolis tableaux que je regrette de ne pouvoir vous envoyer. Puis, je prépare la publication de la correspondance particulière et officielle des trois gouvernements italiens (Piémontais, Romain et Toscan) pendant les années 48 et 49. Et enfin, dans mes moments perdus, je m'amuse à écrire un roman et deux petites pièces de théâtre dans le genre des *Proverbes*. Tout cela m'intéresse et me divertit beaucoup. Mais j'ai besoin d'une nouvelle voie pour communiquer avec le public. Je voudrais donc m'arranger avec *la Presse*, et c'est à vous que je m'adresse pour cela.

« Marie est la plus heureuse personne du monde. Elle s'est constituée ma fermière et a la haute main sur la basse-cour. Poulets, dindons, oies et canards la reconnaissent pour leur souveraine, et lorsqu'elle descend dans la cour, un glou-glou universel la salue, ce dont elle est fière.

« Adieu, mon cher frère, écrivez-moi beaucoup et souvent. Songez que vous allez peut-être devenir mon seul correspondant à Paris et ne me laissez pas ignorer ce qui vous touche et ce qui peut me toucher de près ou de loin.

« CHRISTINE. »

La rupture survenue entre la princesse et Mme Jaubert (1) avait péniblement affecté leurs amis communs. Les torts, en toute certitude, appartenaient à donna Cristina. Voilà ce dont Augustin Thierry essaie courtoisement de la persuader, tout en lui donnant de leur entourage les nouvelles qu'elle réclame.

(1) Celle-ci, d'accord avec la princesse qui lui laissait « carte blanche », avait communiqué au *National* des lettres contenant des appréciations désobligeantes pour le peuple de Rome. *Inde ira.*

Paris, 23 janvier 1851.

« Ma chère sœur,

« Si vous m'écriviez d'un château loué en Cappadoce ou en Arménie, comme autrefois votre maison sur les bords du lac de Genève, ce que vous me dites du calme que vous a rendu la solitude, de la beauté du cadre, des forêts et des montagnes, me causerait un plaisir de sympathie, sans mélange de crainte, et je croirais à l'espérance que vous me donnez d'un retour prochain, peut-être, et tout au moins assuré. Mais, hélas! vous n'êtes pas en camp volant, sur les bords de ce fleuve d'Asie, vous y bâtissez et non pas une simple maison, mais tout un village, vous vous faites une troisième patrie plus exigeante que les deux autres, car celles-ci ne vous demandent que votre présence, si cela vous plaît, tandis que celle que vous créez vous impose une mise de fonds indéfinie sur laquelle vous devez veiller sans cesse et elle s'attache à vous bon gré, mal gré, par les liens et les obligations d'un engagement commercial. Vous serez contrainte à résidence beaucoup plus que vous ne le pensez, car c'est pour une entreprise qui se fonde, que l'œil du maître est surtout nécessaire ; vous prendrez donc racine en dépit de vous-même et, qui plus est, vous serez amenée par la force des choses à vous déraciner de Paris. C'est là mon inquiétude, ma terreur de tous les jours.

Je ne sais si vous avez reçu la lettre où je vous parlais des articles du *National* et du déplorable litige qu'ils ont fait naître entre vous et Mme Jaubert. Voilà les tristes fruits de l'éloignement ; l'ombre d'un malentendu amène des conséquences que rien ne pouvait faire prévoir.

C'est un coup de massue qui est venu frapper l'âme la plus tendre pour vous et changer en amertume une affection exaltée jusqu'au dévouement. J'aime à croire qu'il est impossible qu'une telle affection puisse s'éteindre, mais la blesssure est profonde. Il faudra un élan de votre cœur pour réparer le mal que vous avez fait sans le vouloir et sans le savoir. Vous souffrirez beaucoup à cette nouvelle et votre souffrance, je l'espère, effacera tout. Je ne puis me résigner au chagrin de voir se rompre une amitié de quinze ans. La séparation des âmes dans cette vie est quelque chose de plus triste que la séparation par la mort.

« Mme de Tracy vient de mourir subitement, à Paray, de la rupture d'un anévrisme. Son mari qui se trouvait seul avec elle a été frappé d'un tel coup qu'on a craint pour sa vie ou sa raison. Il ne voulait pas quitter la campagne et restait à boire sa douleur près de la sépulture de sa femme. Enfin ses filles l'ont retiré de là et il se remet ; la pauvre Mme de Tracy était toujours telle que vous l'avez vue, pleine de vie, d'entrain et d'esprit ; on aurait pu l'appeler la jeunesse indestructible. Sa perte m'a fait un véritable chagrin ; elle était très bonne pour moi et j'avais en commun avec elle des souvenirs de trente-trois ans. Les familles Tracy-La Fayette sont décimées depuis votre départ : Mme de Lasteyrie et Mme de l'Aubespin mortes ; la femme et la fille d'Oscar La Fayette et une fille de Mme Bureau de Puzy sont mortes ; Mme Georges La Fayette, veuve et aveugle, ne quitte pas sa chambre où elle file sans cesse au rouet. C'était celle des Tracy qui avait le plus de l'esprit du père, une intelligence forte et une hauteur de caractère qu'elle domptait et qu'elle cachait, en se plongeant dans tous les soins de détail de la vie de mère de famille. Je voudrais qu'il me fût possible de causer avec elle, pour voir ce qui se passe maintenant dans cette âme et m'exercer un peu au stoïcisme, car il est temps que je songe à en faire provision.

« Je vous envoie, ma chère sœur, le *Traité de Minéralogie* de Beudant. C'est ce que les habiles ont pu m'indiquer de meilleur. Pardonnez-moi si je vous avoue que j'aimerais mieux vous expédier un volume de littérature ou de métaphysique : ce que je vous envoie, ce sont de nouvelles attaches par lesquelles vous allez vous clouer à votre nouvelle terre. Il y a dans ce volume tant d'espérances et de si brillantes : mines d'or, mines de diamant, que sais-je ? espérances qui trompent et, qui plus est, qui ruinent, lorsqu'on s'est mis à les poursuivre autrement que par l'imagination. *Marthe, Marthe, vous vous tourmentez de bien des choses ;* vous vous dites heureuse du calme que vous avez trouvé dans ce désert et vous songez à vous y créer des loteries de toutes couleurs, toute sorte de tracas et de soucis. Mettez la bride et le bridon à l'esprit d'entreprise, fermez bien votre cercle d'avance et ménagez-vous, s'il se peut, les moyens de vous arrêter à temps. C'est là le point difficile et c'est la grâce que je vous souhaite, ma chère sœur, après que j'ai fait le grand souhait, celui de votre retour. Adieu ; en meu-

blant votre nouvelle maison, pensez quelquefois à celle qui vous attend toute meublée et qui reste vide ; pensez à moi qui compte ici deux ans et demi d'absence sur trois années d'habitation.

« Votre frère de cœur

« AUGUSTIN THIERRY. »

La brouille entre la Princesse et Mme Jaubert fut heureusement vite apaisée. Mme Jaubert écrivit une lettre affectueuse à la princesse, qui saisit avec allégresse l'occasion de raccommodement qui lui était offerte. Augustin Thierry, demeuré toute sa vie fidèle au culte décevant de l'amitié, s'en réjouit.

Paris, le 27 mars 1851.

« Ma chère sœur,

« Grâce à Dieu, il n'y aura pas de rupture entre vous et Mme Jaubert, vous avez devancé l'appel que ma dernière lettre faisait à votre cœur et c'est avec une véritable joie que j'ai vu s'évanouir ces craintes de séparation qui m'affectaient si péniblement.

« Conservez, ma chère sœur, toutes vos amitiés françaises, pour que je conserve l'espérance de votre retour à Paris. J'ai fait auprès de M. de la Guéronnière, rédacteur en chef de la *Presse*, chargé par M. de Girardin de toutes les affaires de ce journal, la commission que vous m'avez donnée. Il m'a été répondu que pour le présent, le personnel de la rédaction et la somme des matériaux se trouvaient au plus grand complet, de telle sorte qu'il était impossible d'offrir, même à vous, une espérance d'admission pour quelque travail que ce fût. C'est M. Henri Martin qui m'a prêté ses bons offices dans cette circonstance, il est en relation d'amitié avec M. Pelletan, l'un des rédacteurs habituels de *la Presse* auprès duquel je pourrai de temps en temps prendre de nouvelles informations. Dites-moi ce que vous désirez à cet égard.

« Votre peinture de Marie en fille de ferme, avec sa vache, son âne et ses poules, est une idylle très gracieuse, mais il y a de tristes revers de médaille à ce tableau ; il y a, pour ceux qui vous aiment, bien des appréhensions, bien des inquiétudes sur vous et sur elle. J'aimerais mieux la savoir avec vous dans un cottage près de Londres ou dans un chalet près de Lausanne.

Vous auriez là, vous, le calme et la retraite, elle, ses passe-temps rustiques et, nous, vos amis, nous aurions toute sécurité à votre égard. Quand on voit les mille accidents de la vie autour de soi, en pleine Europe et en pays de parfaite police et de parfaite civilisation, comment ne pas s'effrayer de votre campement au milieu d'un désert de Cappadoce? Vous êtes médecin pour les rares habitants de la contrée, mais, hélas! qui le serait pour vous si le merveilleux état de santé que vous mettez à de si rudes épreuves vous abandonnait. C'est le propos que me tiennent tous ceux qui viennent me voir, depuis un mois et plus, qu'on ne s'aborde guère sans parler de grippe, de pleurésie et de fluxion de poitrine. Tous ont des malades et plusieurs des morts à citer parmi leurs connaissances. Dans notre voisinage, Mme Quinet a été enlevée en quatre jours. C'était une personne aimable et distinguée d'esprit et de manières. Elle venait à mes soirées de musique et sa mort imprévue m'a vivement affecté. Son mari est bien malheureux et j'ai en moi-même de quoi mesurer l'étendue de son malheur; je sais ce que c'est que le veuvage.

« Mignet, qui est toujours le même pour vous, vient de passer par un mal de gorge très intense et très prolongé; maintenant il est remis tout à fait et rentré dans sa vie de travail, plus active et plus remplie que jamais. Il achève une histoire de *Marie Stuart* en deux volumes, qui sera certainement un ouvrage très remarquable, fondé sur des documents que personne, jusqu'ici, n'a mis en œuvre et traité avec une intelligence complète des affaires, des mœurs et des personnages du temps. C'est un magnifique sujet où se trouve posé, avec des problèmes politiques non encore résolus, le grand problème moral du caractère féminin, car toutes les extrémités de ce caractère se rencontrent chez la malheureuse reine d'Écosse. Mignet a préludé à ce travail par treize articles du plus haut intérêt, publiés dans le *Journal des Savants* : il a eu le courage de reprendre cela en sous-œuvre et d'en faire un récit continu. Le premier volume est imprimé ; je pense que le second le sera dans un ou deux mois : je vous les enverrai aussitôt.

« Pour moi, non seulement j'ai échappé à l'épidémie de cet hiver, mais je n'ai même pas eu un simple rhume. En revanche, mon bagage ordinaire s'alourdit, lentement, il est vrai, mais sensiblement. Le travail m'est toujours possible dans la mesure ordinaire, je fais en ce moment des corrections pour une

nouvelle édition de mes huit volumes. C'est une manie périodique, dont il m'est impossible de me défaire et, quand je suis à cette besogne, la peur me vient de mourir avant de l'avoir terminée. C'est pour cela seulement que je manquerai de résignation. Je n'en ai guère non plus, ma chère sœur, pour votre longue, beaucoup trop longue absence. Pourquoi avez-vous cherché, hors de l'Italie et de la France, un domicile et des intérêts? Pourquoi, pourquoi? C'est le mot de tous ceux qui me demandent de vos nouvelles. Je réponds de mon mieux, je raconte ce que vous faites, je dis vos raisons et je ne réussis pas à les faire comprendre. Cela ne vous ébranlera pas, je le sais bien, et d'ailleurs il est trop tard. *Alea jacta est*, comme dit M. de Lamartine qui, plus sage que vous peut-être, est revenu de l'Asie-Mineure, sans y avoir ni bâti, ni planté. Pardonnez-moi ces paroles et, si elles vous déplaisent trop, oubliez que je les ai dites. Vous m'avez remis à cet égard bien des péchés parce que vous vous êtes aperçue que la faute, si grande qu'elle fût, ne venait pas du cœur. Croyez-le encore, croyez-le toujours et aimez-moi comme je vous aime. »

Pour judicieux qu'ils soient, — et peut-être parce qu'au fond de son cœur, elle en comprend la sagesse, — avis et conseils ne font plus qu'agacer une femme impulsive. Aussi, pour expliquer sa conduite, justifier la chimère nouvelle dont elle est possédée, quelle abondance de dialectique!

Ciaq-Maq-Oglou, 24 avril 1851.

« Mon cher frère,

« Votre lettre du 26 mars est venue me trouver en ville, où j'étais allée faire mes Pâques, car quoiqu'en Turquie, je possède dans mon voisinage une église chrétienne, des prêtres et une communauté de quelque mille Grecs catholiques non Romains. C'est à Saffran-Bolo, que s'abritent ces reliques des temps anciens et je doute fort que vous trouviez sur votre carte le nom de ma capitale. Les trois jours que je viens d'y passer ont été trois jours de fatigue extrême, car j'ai eu plusieurs centaines de malades à visiter et la maison hospitalière où j'habitais, était constamment encombrée, assiégée d'infirmes et d'estropiés de tout genre. Lorsque je sortais, la même procession était à mes trousses et lorsque j'allais faire quelques

visites, les maisons où je me rendais étaient immédiatement peuplées de mes clients. Je n'ai pu m'empêcher de songer que Jésus-Christ était ainsi entouré, mais qu'il guérissait ses malades par l'imposition des mains et qu'il me faudrait jouir de la même prérogative pour faire un peu de bien. Ces pauvres gens font tout ce qu'ils peuvent pour se faire pardonner leur importunité et il est impossible d'être mieux reçue, plus fêtée que je ne le suis dans ce coin de l'Asie-Mineure, où mon nom même est inconnu.

« Mais j'oublie que les détails de ma paisible vie vous pèsent et vous affligent, parce que vous y voyez autant d'obstacles à mon retour auprès de vous. C'est une erreur, mais je sais combien il est difficile de vous faire revenir des vôtres, lorsqu'il vous arrive parfois d'en commettre. Ce n'est point l'agrément de mon séjour ici qui me retient loin de France, ce sont les désagréments que je trouverais en France et plus encore en Italie qui me retiennent ici. Vous-même, vous semblez reconnaître l'impossibilité de mon séjour dans ces deux pays, lorsque vous regrettez que je n'aie pas établi mon campement, soit en Suisse, soit en Angleterre. Vous ajoutez que personne ne comprend mes motifs pour être venue si loin, ce qui signifie seulement que tout le monde blâme le parti que j'ai pris. Mais permettez-moi de douter de votre éloquence, lorsqu'il s'agit de défendre mon séjour en Asie.

« Je pouvais, dites-vous, et l'on dit autour de vous, faire ce que je fais ici, vivre comme je vis ici, jouir du calme dont je jouis ici, dans un chalet en Suisse, ou dans un cottage près de Londres. Comment pouvez-vous dire pareil *sproposito*, mon cher frère? Savez-vous ce que me coûte mon établissement en Asie? Depuis mon arrivée dans mon *tchifflik*, c'est-à-dire depuis près de sept mois, y compris l'achat de plusieurs champs de riz très considérables, d'un moulin loué pour douze cents piastres par an (pas tout à fait 300 francs), d'une scie à eau, de quatre paires de buffles, de six vaches, de deux ânes, de cinq chevaux dont deux coûteraient, à Paris, plus de cent louis pièce, de deux cents chèvres d'Angora, y compris la solde des ouvriers qui ont bâti mes écuries, mes communs, et une partie de ma maison (notez que deux de ces ouvriers sont Européens et qu'il m'a fallu les faire venir à mes frais), y compris l'entretien journalier d'une trentaine de personnes, ne me refusant

rien et ne refusant rien à personne, menant l'existence d'un banquier, prêtant à l'un, donnant à l'autre, achetant sans jamais marchander, vivant enfin comme si je disposais de la caisse de M. de Rothschild, je n'ai pas dépensé plus de dix mille francs. Dites-moi dans quelle contrée d'Europe, je pourrais réaliser un semblable problème? Et songez encore que cette année-ci il m'a fallu tout acheter : blé, orge, avoine, paille, beurre, fromage, viande, etc. Songez qu'à partir du mois de septembre prochain, j'aurai tout cela sur mes terres...

Mais vous n'êtes pas vaincu. Je vous entends d'ici me répondre. Non sans doute vous ne pourriez mener en Europe et à si peu de frais l'existence que vous menez là-bas, mais vous pourriez vivre autrement sans dépenser davantage. » Et comment vivrais-je, s'il vous plaît? Comme j'ai vécu à Paris, pendant l'hiver de 48 à 49? En travaillant douze heures par jour, pour gagner quelque cent francs par mois? sortant à pied, parce que la citadine est trop chère, raccommodant mes robes pour ne pas en acheter de neuves, fermant les yeux lorsque je passe devant une salle de spectacle, pour ne pas être tentée d'y entrer, me refusant jusqu'à un bouquet de fleurs parce qu'il faut l'acheter? Et les réfugiés qui vous tendent la main, auxquels il faut répondre par un refus? Et le puis-je toujours?

« Tout me blesserait en Europe et je mènerais une vie de privations physiques et matérielles pour subir une multitude de tortures morales et intellectuelles. Je serais loin de vous et de ceux que j'aime, tout en étant entourée d'ennuis et d'ennuyeux en tous genres. La victoire des uns et l'abus de cette victoire, les folles espérances et les tentatives insensées des autres, auxquelles il me faudrait pourtant m'associer, tout serait amertume et rien qu'amertume. Vous qui m'aimez, félicitez-moi, félicitez-vous au contraire de ce que le vent de l'adversité m'a jetée sur une plage amie, où j'ai trouvé le calme, le silence des passions, une vie douce et facile, des bras et des cœurs ouverts pour me recevoir.

« Ne craignez pas pour moi de dangers. J'avoue que la vie du désert, que ces climats, ce soleil, cet air fatiguent ceux qui n'y sont pas accoutumés et qui ne sont pas faits pour eux. Mais cela ne m'arrive pas à moi. Chacun se récrie sur ma bonne mine et je suis positivement engraissée. Mes névralgies, mes palpitations, mes suffocations, mes fièvres, tout cela a disparu

comme par enchantement. Je me souviens qu'autrefois, dans la petite église de M. Le Roux (1), on se partageait les grandes existences de l'antiquité et on attribuait à Mme Marliani, l'honneur d'avoir habité le corps de Sémiramis et de la reine Élisabeth, et à Mme Sand, celui d'avoir été Sapho et la Sainte Vierge. Je ne pousse pas si loin mes prétentions et je me contente d'avoir vécu jadis dans la personne, quelle qu'elle fût, d'une errante bohémienne, à savoir d'une *Zingara*, tant le grand air, le silence des lieux déserts, les fatigues de ces voyages, le repos sous la tente et tout ce qui s'ensuit me causent de jouissances. J'éprouve en parcourant ainsi ces pays inconnus une espèce d'ivresse à moitié physique et à moitié morale, dont j'ai peine à me rendre compte. Il me semble réellement que j'ai déjà vu ces lieux dans un temps éloigné, que j'ai mené cette existence, et il s'éveille en moi des souvenirs confus, aussi doux que vagues, et si l'on venait à m'annoncer en ces moments que ma mort est proche, je ne frissonnerais pas.

« Et pourtant ne croyez pas que j'aie pris racine ici. J'arrange tout de manière à pouvoir m'absenter, sans perdre le fruit de mon séjour actuel. Aussitôt qu'il y aura en Europe un coin de terre, où je pourrai respirer en liberté, aussitôt que je pourrai me rapprocher de mon pays, sans craindre d'entendre le râle de son agonie, je monterai à cheval et je me mettrai en marche du côté de l'Occident. Je ne quitterai pas sans regrets ma vallée, mais je me dirai que plus tard, lorsque Marie n'aura plus besoin de moi, lorsque vous m'aurez devancée dans le pays de la réalité, je reviendrai attendre à l'ombre de mes forêts le grand jour où le mot de l'Énigme me sera connu, où j'aurai vaincu le Sphinx. Voilà mes projets et ils n'ont rien d'alarmant pour votre amitié. Je pense à vous aussi souvent que si j'étais à Versailles et j'y songe avec toute la douceur que je puise dans cette solitude. Vous pouvez pourtant la rendre encore plus agréable pour moi, cette solitude, en m'envoyant quelques livres, car je n'ai ici que quelques ouvrages lus et relus et quelques autres que je dois à l'obligeance du ministre américain à Constantinople. Mais ce sont de maigres ressources, et un livre nouveau, qui me viendrait de Paris et de vous, serait pour moi un véritable bienfait.

(1) Pierre Leroux, le célèbre « philosophe humanitaire ».

« Adieu, mon ami, mon frère, écrivez-moi souvent et n'oubliez pas votre sœur

« CHRISTINE. »

P. S. — Je m'aperçois en relisant ma lettre que je n'ai pas répondu à l'un des passages de la vôtre : « M. de Lamartine, plus sage que vous peut-être, est revenu d'Asie, sans rien bâtir et sans y planter. »

M. de Lamartine avait formé des projets gigantesques, auxquels il a dû renoncer faute de moyens et il n'a pas su se borner à en réaliser de plus humbles. D'ailleurs, M. de Lamartine n'est pas exilé de son pays et, n'ayant pas d'opinions à lui, il n'a pas à craindre de voir l'opinion contraire triompher de la sienne. M. de Lamartine cherchait une spéculation et non un asile. M. de Lamartine ne possède rien en Asie, car il n'est que propriétaire temporaire, c'est-à-dire que tout ce qu'il ferait sur sa terre, serait perdu pour lui.

« Il y a plus, le gouvernement turc s'est amusé du grand poète et du grand philosophe qui avait dit un jour de la Turquie : « C'est le pays des morts », en lui donnant une terre extrêmement vaste, au bord de la mer, près d'une grande ville, mais où l'air est mortel. Pas un Européen n'a pu y vivre un mois et cela est à peu près de même dans tous les *tchifflicks* que les Européens se sont entêtés à créer dans les environs de Smyrne et dans ses alentours. Ici, au contraire, c'est de l'éther que je respire et je puis faire beaucoup avec des moyens moins que médiocres. Ne me comparez donc pas à M. de Lamartine et surtout ne me dites pas qu'il est plus sage que moi. Je ne prétends aucunement à la sagesse positive, car qu'est-ce que la sagesse humaine? La sagesse, c'est la connaissance avec la certitude du vrai : et qu'y a-t-il de certainement vrai ici-bas? Sommes-nous? Ce qui nous entoure est-il? Ou tout n'est-il qu'illusion? Je tiens seulement à ne pas être *moins* sage que M. de Lamartine et je voudrais volontiers ne pas être sage du tout.

« C. »

A. AUGUSTIN-THIERRY.

(*A suivre.*)

A L'EXPOSITION
DES ARTS DÉCORATIFS

V [1]

LE MEUBLE DU XXe SIÈCLE

Puisque de hardis explorateurs ont ouvert le tombeau de Tut-ank-amon, dans l'espoir, justifié par l'événement, d'y trouver des trésors, nous pouvons bien, nous aussi, pénétrer dans ces mausolées funèbres qui couvrent l'Esplanade des Invalides. Ils contiennent peut-être, comme l'autre, un mobilier digne de mémoire. Sans doute, l'aspect extérieur est sinistre : nul ne voudrait habiter ces cachots sans regards sur l'extérieur, sans grâce, sans accueil. Mais il ne s'agit pas d'y vivre : il s'agit d'y entrer avec précaution et d'en tirer au plus vite les objets qui pourraient orner et servir notre vie moderne, en dépit de l'anachronisme du mur et du toit. On nous dit, en effet, que le « meuble du XXe siècle » est là. Il se peut qu'il y soit, et il se peut aussi qu'il n'y soit pas. Les critiques d'art sont des archéologues à rebours. Ils affirment que voici un objet du XXe ou du XXIe siècle de notre ère, comme les autres affirment que celui-là est du dixième avant Jésus-Christ et que cette tiare est de Saïtapharnès. Mais ils n'en savent rien. Ils nous ont assuré, il y a trente ans, que les gens du XXe siècle vivraient dans le mobilier grêle, tentaculaire et symbolique du *modern style* : or nous n'y vivons pas ; que les femmes porteraient les bijoux tourmentés et massifs de l'*Art nouveau* : or elles ne les portent pas ; que les matières précieuses seraient délaissées pour le décor : or elles n'ont jamais été plus en vogue. Bien mieux, les novateurs

(1) Voyer la *Revue* des 15 juillet, 1er et 15 août et 1er septembre.

d'aujourd'hui, les « modernes », ne tarissent pas de sarcasmes à l'égard des novateurs d'hier. Une enquête fort bien menée par la revue *Art et Décoration* sur « le mobilier moderne », auprès de ses maîtres actuels, commence par ces mots : « Le style 1900 est un souvenir qu'on évoque sans orgueil. » Mais à peine a-t-on avoué l'échec des réformateurs, qu'on recommence. On nous convie, derechef, à célébrer la naissance d'un style, comme jadis celle d'un Dauphin. Rien n'y manque : sonneries de cloches, fanfares de cors de chasse, ruissellement de vins généreux, marche nuptiale braillée par des phonographes inexorables, et, le soir, illuminations sur la Seine et feux d'artifice. La presse fait rage pour nous convaincre, les pouvoirs publics déclarent l'idéal nouveau incarné et les grands magasins, dont l'autorité esthétique se mesure à leurs chiffres d'affaires, le tiennent sur les fonds baptismaux.

La venue en ce monde d'une nouvelle forme d'art se fit jadis avec plus de mystère. Sans doute, on s'apercevait bien que quelque chose avait changé, et c'est un pur paradoxe de prétendre que le *Henri II* ou le *Louis XV*, ou *l'Empire* se soient installés dans les demeures sans que nul s'en doutât. Les témoignages contemporains établissent qu'on le voyait admirablement et que parfois même on le déplorait. Mais si l'on s'apercevait bien de son existence une fois qu'il était né, on n'en parlait pas devant qu'il existât et l'on ne faisait point pendant trente ans des discours pour le faire venir. On ne lui donnait pas un nom, avant qu'il eût une forme : il arrivait même qu'il avait une forme avant d'avoir un nom. On a fait des « mansardes » avant Mansard, des « meubles de Boulle », c'est-à-dire en offrant tous les caractères, avant Boulle, et quand les archéologues revinrent d'Égypte avec Bonaparte et même avant d'y aller, ils purent s'asseoir ou s'attabler en des salons où se voyaient déjà des marques du style égyptien.

Ce qui n'est jamais arrivé, c'est qu'un style ait été produit par trente années de bavardages, et plus encore si l'on remonte jusqu'au célèbre rapport de M. de Laborde, par un fatras de théories générales, de manifestes, de déclarations de principes, de commissions, de rapports, d'enquêtes *de commodo et incommodo*, comme un isthme à percer ou une voie ferrée à établir. Un seul coup de gouge heureux eût bien mieux fait l'affaire. Quand les menuisiers et les « ébéniers » du XVIIe siècle et les ébénistes

du XVIIIe, découvraient quelque tour nouveau à donner à leurs ouvrages : un progrès dans l'assemblage, une élégance dans l'aspect, — je veux dire les Antoine Saint-Yves, les Fouache, les Claude Namur, les frères Bon, les Gascoin, les Boulle, les Œben, les Riesener, les Bérain, les Cressent, les Caffieri, les Cuccí, — ce fut avec moins de tintamarre.

Le bruit qu'on fait autour du meuble moderne n'est donc nullement un signe qu'on a trouvé quelque chose. Ce serait plutôt le signe que, dans la peur où l'on est de n'avoir rien trouvé, et que le public s'en aperçoive, on remplace le ragoût par la musique et la pièce de résistance annoncée par une conversation vive et animée. Le passant n'a que faire de ces vaticinations. Il n'a qu'à regarder les meubles qu'on lui donne comme des chefs-d'œuvre, les palper, s'y attabler et s'y asseoir. Il sera toujours temps de leur donner un nom, s'ils doivent vivre. Nous verrons bien si de cette foule d'ouvrages présentés comme modernes, il en est quelques-uns, et de quels artistes, à retenir, quels sont leurs caractères communs, si ces caractères ont nouveaux et agréables, si ce sont les mêmes qui sont agréables et qui sont nouveaux, enfin à quelles conditions nous pouvons espérer un rajeunissement de notre vie somptuaire. Après cet examen, il restera peut-être quelque chose des tentatives actuelles, mais il n'en restera sans doute pas tout ce qu'on prétend définitif. Et avant que les feuilles tombent, l'automne aura déjà balayé bien des illusions.

Ce qui nuit aux bons meubles épars dans la foule des médiocres, ce sont leurs entours. Il n'y a pas d'ensemble parfait. Ce qu'il y a de délicat et de gracieux souffre du voisinage des décorations cubistes, ce qu'il y a de svelte se perd dans la lourdeur ambiante des fauteuils et des lits, ce qu'il y a de simple est écrasé par la surcharge des lustres ou des appliques. Choqué par les prétentions injustifiées de ce tout qui a échoué piteusement, le passant oublie ce qui a été heureusement obtenu. La « recherche » fait tort à la trouvaille. Ainsi est née, chez nombre d'honnêtes gens, cette idée que le meuble nouveau est toujours lourd et trapu : termes qu'il est bien difficile d'appliquer aux ouvrages de M. Ruhlmann, ou encore qu'il est incommode, ce qu'on ne saurait dire de ceux de M. Maurice Dufrène, enfin qu'il manque de somptuosité, ce qui ne se soutient pas devant ceux de MM. Sue et Mare. C'est qu'il a fallu cheminer, entre des blocs

massifs, pour arriver jusqu'à eux. Si l'on voyait, débarrassés de leur compromettante compagnie, quelques ouvrages de M. Ruhlmann, de M. Maurice Dufrène, de M. Paul Follot, de M. André Fréchet, de M. Léon Jallot, de M. Jules Leleu, de M. René Joubert, au moins leurs commodes, leurs armoires, leurs bahuts, leurs secrétaires, leurs tables de toilette, « coiffeuses », consoles, buffets, il y aurait unanimité dans l'opinion pour convenir que voilà de beaux meubles agréables au toucher, comme à la vue, reposants, harmonieux, et aussi serviables que peuvent l'être des objets de luxe. En les isolant, on leur rendrait justice.

Pour cela, il faut les chercher un peu partout : dans cette suite d'appartements inhospitaliers et barbarement ostentatoires qu'on appelle une « ambassade française », et qui peut, en effet, figurer pour telle dans un cinématographe à l'usage de gens qui n'ont jamais vu la moindre ambassade, avec un salon de réception à l'usage d'ambassadeurs fermement décidés à ne pas recevoir. Il faut aussi entrer dans le pavillon dit un *Musée d'art contemporain*, de MM. Sue et Mare, quoiqu'il contienne des peintures qu'on préfère infiniment savoir dans un musée que chez soi, et dans cet *Hôtel d'un riche collectionneur*, décoré par M. Ruhlmann, et qu'on suppose un « riche » fort soucieux de ne pas éveiller les convoitises des passants, ni les jalousies du prolétariat, tellement l'aspect extérieur de sa maison est privé de tout agrément. Il faut traverser enfin, dans toute leur longueur, les pavillons contenant « les ensembles de mobilier », pousser la porte, sur le pont Alexandre III, de quelques boutiques, notamment celle de D. I. M. (décoration intérieure moderne), transposition moderne et artificielle d'une coutume encore conservée au *Ponte Vecchio* de Florence : celle de vivre et de travailler au-dessus des fleuves.

Passé la Seine, on trouve encore quelques bonnes pièces d'ébénisterie au bout du Grand Palais, dans les deux salles de la classe 8 consacrées à l'art du bois. Ce sont, d'abord, une grande commode noire, de forme et d'harmonie parfaites, avec incrustation blanche, au milieu, de M. Ruhlmann; un lit aux courbes harmonieuses et une commode très discrètement et très purement ornés par M. Jules Leleu; puis trois pièces de M. Léon Bouchet ; une commode immense, mais dans de bonnes proportions, une table polygonale à deux étages et un petit bureau-étagère; enfin çà et là, de bons ouvrages de M. Schugt, de

M. Perrin et de M. Arbaud, répartis en divers stands chez plusieurs fabricants. Il ne faut pas manquer, non plus, de visiter le Pavillon de la Ville de Paris, sur le Cours-la-Reine et, dans ce pavillon, le salon d'honneur composé et exécuté par l'École Boulle, sous la direction de M. André Fréchet.

Dans les « ensembles de mobiliers », sur l'Esplanade des Invalides, on trouve toute une salle à manger en ébène macassar, prolongée en salon par M. Jules Leleu, qui satisfait pleinement le goût le plus difficile, tout un salon par M. Montagnac, qui est bien compris, une salle à manger de M. Quibel chez Mercier, un *studio* de Mme Renaudot, chez Dumas, une salle à manger de MM. Jomyr et Leverrier *au Bûcheron*, des meubles de M.G.Thomas chez Pimpaneau, et de M. Raoul Lux chez Sormani, de M. Georges de Bardyère, de M. Roger Bal et de quelques autres encore, qui permettent à un contemporain de vivre dans un décor fait pour lui. Dans l'*Hôtel d'un collectionneur*, le salon de M. Ruhlmann, composé par lui-même avec la collaboration de M. Jallot et de M. Rapin pour deux meubles et de M. Dunand pour la laque, offre des ouvrages, somptueux et agréables à considérer. La salle à manger du même hôtel et la chambre à coucher, composées toujours par M. Ruhlmann, sont également belles ou élégantes. Les petits meubles de M. Ruhlmann surtout, sveltes, hauts sur jambes, délicatement ornés, sont pleins de grâce et de bonne grâce. A côté, dans le *Musée d'Art contemporain*, chez MM. Sue et Mare, plusieurs meubles, notamment un grand bahut en loupe de noyer et palissandre, sont d'un admirable effet, sans parler des ferronneries exquises de M. Desvallières.

Enfin, il ne faut pas craindre d'entrer dans les gigantesques bonbonnières édifiées par les grands magasins. Elles sont, en dépit de leur aspect funambulesque, des symboles et de graves symboles. Elles marquent une ère d'entente cordiale et probablement durable fondée sur une double capitulation. Jusqu'ici, l'artiste aurait cru perdre son génie en s'alliant à l'industriel et l'industriel sa clientèle en laissant l'artiste pénétrer chez lui. Tout est changé maintenant : les artistes se sont aperçus que le génie ne suffit pas à susciter les nombreux acheteurs qu'il faut pour faire vivre un atelier d'ébénistes. Les grands magasins ont pensé que le public se lasserait des copies de « styles » anciens et que, pour leur substituer quelque chose qui le

satisfit, il fallait des artistes. Et puis, après avoir fait fortune avec le solide, ils ont voulu risquer quelque chose en l'honneur de l'idéal. Tout de même que les seigneurs féodaux, après la victoire, fondaient des abbayes pour se concilier le Ciel, ils ont donc fondé, à côté d'eux, des ateliers d'art où l'on invoque les grands principes, où l'on parle couramment Esthétique et où l'on patauge dans l'abstraction, comme si l'on n'avait de sa vie touché un outil. « Le style, y enseigne-t-on, n'est pas dans l'esprit d'un art décoratif, c'est l'âme d'un temps. » Alors on cherche quelle est l'âme de notre temps... Devant cette logomachie inhabituelle aux vendeurs d'un rayon de meubles, le client venu pour acheter un dressoir se sent tout pénétré de respect : il a compris, en n'y comprenant rien, que ce n'est plus du commerce : c'est de l'Art.

Ces ateliers s'appellent *Primavera*, quand il s'agit du *Printemps*, le premier en date de ces novateurs; la *Maîtrise*, quand il s'agit des *Galeries Lafayette*; *Pomone*, quand il s'agit du *Bon Marché*, et *Studium, du Louvre*. Les noms des artistes appliqués à ennoblir les tâches industrielles ne sont plus oubliés comme jadis, mais mis en vedette. Les directeurs de conscience esthétique sont : M. Maurice Dufrène pour la *Maîtrise*, M. Paul Follot pour *Pomone*, M. André Fréchet pour le *Studium* et Mme Chauchet-Guilleré pour *Primavera*, atelier qui invoque aussi l'autorité de M. Ruhlmann, à titre de « conseil ».

On aurait pu moins bien choisir, car voilà, en effet, quelques-uns des meilleurs maîtres en l'art du meuble et de la décoration. Ils ont, depuis longtemps, attiré l'attention des amateurs par leurs ouvrages et, parfois, professé et guidé leurs jeunes confrères par leurs doctrines, M. André Fréchet à l'École Boulle, M. Paul Follot dans des cours et des rapports sur la réforme de l'enseignement des Beaux-Arts. Ils ont donc apporté aux grandes maisons, dont ils dirigent les ateliers, le prestige de noms respectés et une grande expérience acquise. Mais il ne semble pas qu'ils en aient retiré pour eux-mêmes un prestige nouveau. La plupart d'entre eux valent mieux que leur exposition, je veux dire qu'ils avaient réalisé auparavant des œuvres, aujourd'hui fixées chez des amateurs, supérieures à celles d'ici, et que le grand effort donné en cette occasion n'a pas produit les résultats qu'on pouvait attendre. C'est sensible

dans l'*Ambassade française*, où aucun artiste, sinon M. Léon Jallot, M. Ruhlmann, M. Léon Bouchet et, dans la galerie, M. Jules Leleu, n'est resté égal à lui-même. C'est sensible surtout dans les pavillons des quatre grands magasins. A part une salle à manger en palissandre sculpté et marbre noir, un peu sévère, mais fort belle, de M Paul Follot, et la chambre de dame, en palissandre, amboine et ivoire, par le même artiste, une salle à manger citronnier de M. Guillemard, un hall de M. Levard, une salle à manger de M. Maurice Matet, un salon clair de MM. André Fréchet, Lahalle et Levard, on ne voit guère, là, d'ensembles satisfaisants. Toutefois, il reste dans l'Exposition assez de bons ouvrages et suffisamment typiques, pour qu'on puisse dégager nettement les caractères du meuble de 1925.

Devant lui, un passant un peu myope et très distrait se surprendrait fort bien à dire : voilà des bois magnifiques, le meuble fait avec leurs pareils doit être très beau. Où est-il ? Mais c'est lui, il n'y en a pas d'autres ! Au fait, c'est vrai : ce bloc a été taillé dans une essence précieuse, ou bien plutôt recouverte par elle et par les parties les plus rares de cette essence : ces excroissances de la tige ou des branches, couvertes d'ondes ou de flammes ou de moirures qu'on appelle des « loupes » ou « broussins », ou bien ces parties fourrées des nœuds aux fibres compliquées qu'on appelle des « ronces ». C'est par ma foi, une commode ou une armoire, bien assise, dont on peut faire le tour. En s'approchant, on distingue même des fentes. Il y a là des tiroirs qui s'ouvrent, des battants qui s'écartent et se renversent, des tablettes qui glissent, voire, tout d'un coup, l'éclipse d'un miroir secret, surprise pour les yeux, et plus loin, caresse pour le toucher, une surface couverte de galuchat... Cela peut donc contenir, protéger, recéler des trésors : c'est donc un vrai meuble et, de nouveau replié sur lui-même, n'offrant plus aux yeux qu'une large surface massive unie, mais jouant sous la lumière grâce aux arabesques et aux couleurs qu'ont les fibres du bois lui-même, miroitante et réfléchissante, et où le regard glisse et se pose avec plaisir, c'est un meuble qu'on aimerait avoir longtemps sous les yeux. Il ne va pas forcer votre attention, mais il la distrait, si elle s'y pose, et la retient : c'est donc un bon ouvrage d'art décoratif.

Voilà le meuble actuel, du moins le meilleur. On peut le définir par ce qui lui manque plutôt que par ce qu'il a.

Mais comme son devancier, dit *modern style*, s'était rendu insupportable précisément par son exubérance et son indiscrétion, c'est avec un soulagement réel qu'on voit le nouveau se tenir coi, se renfermer dans une silhouette immobile et n'accrocher le regard, ni le pied, ni la main par rien. Tout glisse dessus, sans qu'un accident, un ressaut s'y oppose. Plus de figures sculptées, très peu de motifs en relief. Les motifs, s'il y en a, ne sont point aux angles ou sur les bords, mais bien au milieu, posés comme des cibles ou des bouquets, en clair sur sombre et en incrustation de matières précieuses plutôt qu'en marqueterie de bois. Un peu d'ivoire, un peu de nacre, un peu d'argent, un peu d'étain fait l'affaire. On n'y revient pas. Il y a même des meubles et des meilleurs que n'égaie pas cette unique touche. Voilà qui est nouveau. De tout temps, on a ménagé, dans un meuble historié, quelques surfaces unies, des « repos » pour l'œil, plats sous la Renaissance, bombés sous Louis XV ; maintenant, il n'y a plus autre chose. On ne peut dire que ce soit bien divertissant, mais, après les soubresauts et les contorsions du *modern style*, c'est salutaire. L'œil fait une cure de repos.

Seulement, ces surfaces nues, si elles étaient de bois commun et monochrome, engendreraient bientôt un mortel ennui. Alors le décor, qu'on ne veut plus demander au relief de la forme ni à la marqueterie du fond, désormais on va le chercher dans le dessin et les couleurs fournis par le bois lui-même. Pour cela, on fait appel aux tons de tous les bois indigènes ou exotiques : à l'or assourdi de l'amboine, au clair obscur de l'ébène dit de Macassar, lequel est pourvu de veines longues et brunes dans son corps noir et dur, au brun violacé du palissandre, au rouge pâle et veiné du courbaril, au brun tigré du thuya, au rouge vif et veiné du corail, au pourpre violacé de cet acajou somptueux et triste qu'on appelle l'amarante, enfin au feu sombre de l'acajou lui-même, redevenu subitement à la mode. Et, pour obtenir plus de variété encore, on a choisi dans ces essences, les parties les plus historiées par la nature même : les loupes et les ronces : loupe d'amboine, ronce de palissandre, loupe de noyer, loupe d'acajou, loupe d'orme, loupe de thuya, ronce de noyer, tout ce qui est moiré, tacheté, tigré, ondé ou flammé, tout ce qui est parcouru de veines concentriques comme dans l'agate, ou ondoyantes comme dans le marbre. De ces bois splendides

déroulés en feuilles, ou sciés en tranches, on a enveloppé le meuble tout entier. Sur toute sa surface, sur son assemblage, sur ses joints, sur le bâti lui-même, sur tout ce qu'il était de mode autrefois, d'accuser et de souligner le plus fortement possible, on a jeté un voile ample, précieux et brillant qui ne fait même pas de plis.

Pour cela, il fallait revenir à la pratique du « contreplaqué ». On y est revenu. Mais le contreplaqué est interdit par les esthétiques modernes, au nom du « respect de la matière ». On lui reproche de n'être pas « sincère » : c'est un masque, dit-on, et même une superposition de masques ou d'épidermes différents, et le bois qu'on voit, n'est pas celui qui compose le fond du meuble. Et c'est vrai. Mais pourquoi faut-il qu'un meuble soit « sincère »? Et s'il est pratique et gracieux, qu'importe le reste? Voilà ce que se sont dit, sans doute, les auteurs. Et, pour aggraver encore leur crime d'hérésie, au regard de l'Esthétique « moderne », d'il y a trente ans, ils ont enduit de laque des meubles entiers et habillé de peau de roussette et de requin, ou « galuchat » des sièges ou parfois des bureaux, ajoutant ainsi des blandices imprévues au poli du bois pur.

Tel est le meuble dit « du XXe siècle ». Il diffère du *Louis XV* en ce qu'il est symétrique, sans ornements sur les bords, très peu mouluré, n'a guère de lignes courbes et vivantes, capricieuses. Il diffère du *Henri II*, en ce qu'il est coloré, sans sculptures et ne reproduit rien des formes de l'architecture; il diffère de l'*Empire*, en ce qu'il est sans bronzes, presque sans moulures et composé de bois plus précieux, et il diffère du *modern style* en tout. Cela suffit-il pour qu'on le déclare d'un style nouveau? Assurément non. Seul, pourrait le trouver tel un jeune homme qui, par une chance incroyable, aurait vécu toute sa vie enfermé dans un intérieur meublé en 1900, par Carabin, de Feure, Majorelle ou Gallé. Non seulement, il faudrait qu'il n'eût jamais rien vu du XVIIIe siècle anglais ou français, mais qu'il n'eût point pénétré dans un seul salon du temps de Louis-Philippe. Car c'est à ce règne, tout doucement, que nous reprenons la tradition, et ce paradoxe, qui eût fait rugir tous les ateliers et tous les amateurs pendant soixante ans, est en train, sous nos yeux, de s'accomplir. Un des maîtres actuels, dont on admire les œuvres au pavillon du *Musée de l'art contemporain*, M. André Mare, l'a dit tout crûment : « Le

style Louis-Philippe, longtemps en faveur dans nos provinces, est le dernier en date des styles français. Il est un peu lourdaud, mais sérieux, logique, accueillant. Il répondait à des besoins qui sont encore les nôtres... Nous ne le recommençons pas, nous ne le continuons pas de parti pris. Nous le retrouvons..., et par lui, nous nous relions à tout notre magnifique passé. » En réalité, on se relie à l'Empire ou à la fin du Louis XVI. Si l'on avait remis à l'Exposition, les meubles de cette époque, montrés à la *Centennale du mobilier*, en 1900, notamment, une table à toilette en acajou massif à miroir ovale, mobile, lequel joue entre deux montants droits, puis une console en demi-lune de Chartier, avec dessus de marbre et pieds en fuseaux cannelés, et deux commodes de Riesener, en acajou, auxquelles il eût suffi d'ôter leurs bronzes pour avoir le type générateur des meubles actuels, on aurait vu la filiation évidente. Et pour prétendre que ceux-ci sont uniquement français, il faut supprimer de l'histoire et même de la vie, car les exemples existent encore, les armoires d'Hepplewhite plaquées de feuilles d'acajou à panneaux en ovales allongés, les ouvrages de Sheraton, les bureaux d'Adam, tels qu'on peut en voir reproduits dans l'excellent petit livre de M. Revers-Hopkins sur *le Meuble anglais, période de Sheraton*.

Au point de vue technique, où sont les découvertes nouvelles? L'emploi des « loupes » est aussi vieux que le XVIIIe siècle et peut-être beaucoup davantage, celui des bois précieux, les « bois des îles » en France, date de deux cents ans. Le contre plaqué? Mais le contre plaqué est connu et n'a pas cessé d'être appliqué dans l'industrie depuis au moins soixante-dix ans... La laque, dont on couvre les paravents et même çà et là des morceaux de fauteuil, est connue en France depuis trois cents ans, et M. Galuchat vivait il y a cent cinquante ans. Les nouveautés techniques consistent donc tout bonnement à reprendre en 1925 les pratiques méprisées en 1900 par les esthètes, mais que le faubourg Saint-Antoine s'était bien gardé d'abandonner. C'est le faubourg Saint-Antoine, pendant ce temps, qui a sauvé la réputation du meuble français. Les deux seules tendances nouvelles et heureuses qu'on puisse considérer comme acquises, sont celles-ci : d'abord, le public, semble-t-il, accepte l'idée de vivre dans un autre décor que le faux Henri II, ou le faux Louis XV; il n'exige plus unique-

ment la copie des styles anciens et, ensuite, les contours simples et les surfaces unies du meuble actuel séduisent la femme moderne par leur entretien facile et leur aspect somptueux.

Malheureusement, à côté des excellents ouvrages de M. Ruhlmann, de M. Follot, de M. Leleu, de M. Jallot, de M. Dufrène, de M. Fréchet, de Mme Chauchet-Guilleré, de Mme Renaudot, de M. Dominique, de MM. Joubert et Philippe Petit, de M. Léon Bouchet, et de quelques autres, il en est qui attirent bien davantage l'attention par leur aspect imprévu, mais qui sont des miracles d'impropriété. Les meubles *modern style* n'étaient pas hospitaliers : ceux-ci le sont trop. On peut bien y entrer, mais on ne peut plus en sortir. Les lits immenses et bas posés à même la terre comme des péniches sur l'eau ou des tubs, les fauteuils en quarts de muids, renouvelés de ceux où s'installaient les buveurs de Téniers ou l'écrivain public du charnier Saint-Innocent, les tables tom-pouce et les tabourets pour culs-de-jatte requièrent de l'occupant des efforts gymnastiques pour se remettre debout sur ses pieds. Ceci serait encore hygiénique, mais ce qui ne l'est pas, c'est que, les lits s'étant effondrés, les fauteuils ayant perdu leurs pieds, le meuble « moderne » n'est plus aéré du tout et nous offre un confort diamétralement opposé à toutes les prescriptions de la science moderne.

D'autres ne nous offrent que des déconforts nouveaux. Dans certaines salles à manger, on dirait que le but a été d'empêcher les convives de se mettre à table, ou tout au moins d'y demeurer plus que le temps strictement requis pour avaler une bouchée. On y parvient soit en mettant aux quatre coins du meuble des saillies qui offusquent les genoux, soit en soutenant le bout de la table avec d'étonnantes consoles en culs-de-lampe, de fer forgé, qui défendent bien toute approche au plus déterminé pique-assiette. Ceux qu'on daigne laisser s'asseoir, on les tient en respect par une disposition très ingénieuse du bord de la table, qui les écarte des plats qu'ils voudraient atteindre. Grâce à des moulures en doucine ou en talon renversé, ou bien à des filets superposés en escaliers, la plate-forme de la table est en retrait et le convive tenu le plus loin possible de l'objet de ses convoitises. Dans le salon, quand les fauteuils ne sont pas pris dans des muids, ils laissent tomber leurs bras et ne soutiennent plus l'occupant. La dernière chose dont on se soit préoccupé en faisant un dossier, c'est du dos. Les canapés n'offrent un point

d'appui que pour l'invité du milieu; les autres s'en passeront. Les meubles de bibliothèques et les bureaux sont conçus par les cubistes avec le plus d'angles possible, de façon qu'on ne puisse y faire une visite sans sortir tout contus. On est obligé d'ouvrir l'armoire pour se voir dans la glace, et d'appeler à l'aide pour déplacer un fauteuil de salon. Enfin, il y avait trop longtemps qu'on lisait sans peine l'heure sur les cadrans circulaires des pendules : pour mettre ordre à cette vulgarité et voiler la fuite du temps de quelque incertitude, on les a fait carrés. Tout cela, est-il besoin de le dire, au nom de la « logique » et de la « vie moderne », mais en contradiction flagrante avec l'une et l'autre et en conspiration permanente contre les aises les plus légitimes du « Français moyen ».

Ainsi, les chercheurs de style nouveau ne sont pas encore sortis de ce dilemme : ou bien leurs ouvrages sont serviables et s'adaptent aux exigences de notre vie actuelle, mais alors ils n'offrent pas un caractère imprévu de nouveauté, ou bien ils offrent ce caractère, mais alors ils ne s'adaptent pas à la vie. Ils sont bons pour les musées, c'est-à-dire bons à rien. Avec la même certitude qu'ici même, il y a vingt-cinq ans, on annonçait que le *modern style* ne passerait pas l'hiver, on peut assurer que les essais de « cubisme » en mobilier n'auront pas de lendemain. Ce qui est élégant et confortable, au contraire, offre des variations heureuses, mais à peine sensibles, de formes déjà connues, et non pas des traits assez impérieux et assez généraux pour qu'on puisse dater d'elles un style. Pour tenir la même place que le Louis XV ou le Louis XVI, par exemple, il faudrait que le meuble fût aussi gracieux, ou au moins qu'il fût plus pratique. Or, il n'est ni l'un, ni l'autre. Il est rarement aussi pratique, il n'est jamais aussi gracieux. Le meuble dit du « XXe siècle, » et que le XXe siècle ne reconnaîtra peut-être pas du tout comme sien, n'a qu'un mérite évident : c'est d'échapper au *modern style*. Ce n'est pas la découverte d'une vérité nouvelle : c'est la fin d'une erreur.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

REVUE LITTÉRAIRE

LE MAITRE DE MÉLISANDE (1)

De tels petits livres étaient à la mode, il y a environ cent cinquante ans, lorsque les femmes ont commencé d'être nos émules et de prétendre tout savoir, mais promptement. On a vu alors des auteurs prêts à leur enseigner qui la géographie et qui les sciences naturelles, qui l'histoire des peuples d'Orient et qui celle que l'on a menée ailleurs, en d'autres étoiles, et qui ce que l'on peut apprendre touchant le ciel et la terre, les objets vivants ou non qu'il y a en ce monde, et tout le réel, et tout le possible, comme voici que M. Julien Benda vient d'écrire à son tour de charmantes *Lettres à Mélisande*, pour son éducation philosophique.

Ce n'était point à Mélisande jadis, mais à une Émilie que s'adressaient nos écrivains et qu'ils destinaient leurs conseils. Émilie avait de magnifiques trésors de simplicité, une naïveté sans pareille, et acceptait ce que l'on tâchait à lui dire, avec une confiance parfaite. Elle ne cherchait point à s'en faire une certitude par les moyens de contrôle que nous avions à notre disposition : il lui suffisait de n'avoir pas de doute; elle n'en avait pas. Mélisande se méfie bien davantage.

Il y aurait un curieux volume à écrire, sur les changements qui se sont faits dans les sciences depuis Émilie jusqu'à cette époque-ci; l'on verrait ce qu'elles ont pris d'assurance et un air de ne plus avoir aucune inquiétude au sujet de rien du tout. A lire à présent les auteurs qui se donnent le soin de Mélisande, vous serez fier de ce que nos écrivains ont acquis de neuf : ce qu'ils ne disent pas est

(1) *Lettres à Mélisande, pour son éducation philosophique*, par M. Julien Benda. (Le Livre.)

encore étonnant, vous le devinez bien et vous admirez leur sagesse. Il faudrait aller plus loin qu'eux et jusqu'à une époque de cent cinquante ans plus avancée, pour comprendre comme les sciences seront devenues autre chose ou seront peut-être retournées à leurs conclusions plus anciennes.

M. Julien Benda, lui, que risquerait-il à cette prévision? Très peu d'ennui, somme toute. Il est sauvé par le souci qu'il a de ne se point aventurer; il est sauvé par un sourire intelligent qu'il ajoute à ce qu'il dit et qui en est le doute et qui en est l'incertitude.

L'homme singulier! Il a cette particularité que tout ce qu'il voit se dépouille et se met, sans qu'il l'ait voulu, sous forme d'éternité. Ce qui rendrait une chose plus singulière ou mieux déterminée dans le temps ou l'espace, il l'écarte. Il a l'esprit fait comme Spinoza eut le sien : Spinoza ou un autre de ces messieurs que l'on appelle philosophes. Le croyez-vous content de ce qui lui arrive et de l'impossibilité où il se trouve de rien connaître de réel? Je dis, de réel : car, nous autres, quand nous regardons l'univers, ou une petite portion de l'univers, tout ce que nous voyons nous apparaît dans le temps et l'espace, tout cela nettement orné de ses accidents qui le caractérisent. Mais, pour lui, non; pour lui, les accidents sont invisibles. Est-ce que la généralité des portions de l'univers lui compense le chagrin de ne pas voir sa diversité? Il dirait de bonne foi, comme l'auteur de l'*Imitation* : « Reste dans ta cellule. Qu'irais-tu chercher dehors que tu n'aies sous les yeux ici même, de l'eau, de l'air, de la terre et du feu ou les composés de ces éléments?» Vous lui diriez que le spectacle de ces éléments vous tente : il ne vous croirait pas.

Tel il était, dans sa jeunesse; et il a continué de l'être. Cependant, il a, depuis cette époque, rendu visite à l'univers ou, plus simplement, au monde. Et qu'y a-t-il appris? Que le monde, sinon l'univers, a des moments très bien marqués d'un caractère ou d'un autre, et que les éléments qui le composent sont bien l'eau, l'air, la terre et le feu, comme on l'a dit avec raison, mais sont aussi, par on ne sait quelle façon très originale de leur mélange, des combinaisons singulières et très bizarres.

Il y a surpris, par exemple, une Mélisande, qui est une petite femme, et de notre temps. Il l'a rencontrée, un mardi, chez une belle-sœur qu'elle a et qui donnait, ce jour-là, du thé à ses amies. On achevait alors *Jardins sous la pluie*, une œuvre de M. Debussy à propos de laquelle on doute obligeamment qu'il soit (ou ne soit pas)

l'égal de Wagner. Et chacun de disputer là-dessus, disant qu'il y a (ou qu'il n'y a pas) d'exagération à le prétendre. Mélisande sucrait son thé, mais n'était pas non plus toute absorbée à le sucrer, car en même temps, elle avait pris parti dans ce débat. M. Benda lui dit : « Ces gens-là ne s'entendront jamais; ils confondent constamment les sensations et les émotions. » Vraiment ?

Mais oui : c'est une opinion de M. Benda. Il distingue en effet nos sensations et nos émotions. Les premières lui semblent d'une qualité inférieure aux secondes : il les croit toutes consacrées à ce qu'il y a de moins intellectuel en nous, tandis que nos émotions seraient plus nobles. Il a expliqué cela dans *Belphégor*, essai sur l'esthétique de la présente société française. Et il trouve que les sensations appartiennent au romantisme, comme aux œuvres de l'art classique les émotions. Alors, il conclut que l'art classique a raison; et qui a tort ? le romantisme d'hier et d'à présent.

Car nous ne cessons pas d'être occupés de notre physique et de ce qui nous vient de lui. Ce qui devrait nous occuper, tout au contraire, serait d'une sorte plus digne de notre curiosité. C'est un grand service qu'a rendu là M. Benda, de nous montrer l'erreur où nous étions, et, — car il ne faut pas se figurer que nous ayons si rapidement corrigé notre faute, — où nous sommes encore.

Mais retournons à ce qu'il disait à Mélisande. Elle le prie de s'expliquer. Il lui marmonne confusément des propos vagues. Elle n'y entend rien du tout et s'écrie : « Comme c'est intéressant ! Il faut absolument que vous mettiez la philosophie à notre portée ! » Pourquoi le faut-il ? Parce qu'il est injuste qu'une faible partie de l'humanité soit au courant de ces belles choses ; et l'autre, non.

Elle pose sa tasse, étend sur ses joues un peu de rose, un peu de rouge, et puis s'en va... Lui, cela fait, il aurait pu se souvenir du ridicule de ces gens à qui l'on demande comment ils vont et qui vous le disent, et ne pas envoyer à Mélisande son grimoire. Il a préféré songer à elle et songer que la philosophie a été toute destinée pour elle : « Ici, elle veut comprendre ces faits par lesquels vous pensez, prenez connaissance du monde qui vous entoure, connaissance de vous-même ; là, elle cherche quelle est la nature de ce phénomène qui veut que vous éprouviez des émois, des passions ; là elle voudrait savoir ce que c'est que votre volonté ; ailleurs, elle cherche Dieu et semble vous oublier, mais elle ne le cherche guère que par rapport à vous et regarde bien moins Dieu que l'idée que vous vous en faites... » La philosophie pense à l'intelligence, à la sensibilité, à la

volonté, à la morale et à la métaphysique de Mélisande : ne le voyez-vous pas?

Eh! oui, elle le voit. Mais elle voit aussi que penser, sentir, vouloir, se créer l'idée d'un devoir, imaginer Dieu, elle a coutume d'y veiller tout à la fois. Elle le dit à M. Benda, qui s'écrie : « Bravo, Mélisande; je crois que je vais vous dire, comme ce directeur de conscience qu'on présentait à Ninon : Madame, vous n'avez rien à apprendre de moi ; j'ai tout à apprendre de vous! » Qu'est-ce qu'il a donc? C'est que Mélisande a compris toute seule cette importante vérité, que notre esprit se met à l'ouvrage entièrement et que l'on n'a peut-être pas raison de séparer, comme autant de faculté de l'esprit, ses aptitudes qui travaillent ensemble et qu'on n'a pas vues séparément à la besogne. Nous a-t-on jamais vus sentir sans qu'une pensée vienne aussitôt se joindre à notre sentiment? Voulons-nous, sans que s'ajoute à notre volonté un sentiment ou une idée? Assurément, non. De sorte que vous faussez la vérité en nous la présentant de façon si étrange.

Ah! comme alors M. Benda se repent d'être un philosophe! Mais il a conscience ne n'être pas un poète, ni un romancier, ni mieux encore un comédien, qui vous montre jusqu'au geste que fait spontanément l'indivisible; car l'indivisible, c'est Mélisande, c'est vous, c'est moi. Le philosophe a pour mission difficile et austère de nous expliquer le monde. Or, « expliquer, c'est décomposer ». Il faut que le philosophe décompose : il n'est pas né pour un ouvrage différent.

Vous donnez à votre petite fille, et c'est un cadeau splendide, une montre. Qu'elle est contente! Mais, bientôt, elle vous demande comment cela fonctionne et vous aurez à l'expliquer. Il vous faudra démonter le mécanisme ou l'analyser. Alors, regardez les yeux de l'enfant : vous y verrez « apparaître les joies fines et sérieuses de l'esprit qui comprend, cependant que s'y éteint, pour n'y jamais revenir, la première et chaude joie de la possession naïve et qui n'analysait rien ». Cette grave aurore après ce déclin d'une gaieté beaucoup plus simple, c'est le commencement de la philosophie dans une âme qui ne sait pas qu'elle l'a désirée. En somme, il faut que Mélisande se résigne et, du moment qu'elle voulait comprendre, qu'elle en subisse patiemment les conditions.

Or, Mélisande a-t-elle une âme? Oui, répond Descartes : « Je pense, donc je suis. » Mais Hume et les Écossais, considérant que l'âme n'est qu'un endroit où les idées s'associent, la place où elles se réunissent, autant vaut la nier. Je le veux bien ; et, s'il le faut, je la

nierai. Bon! Mais qu'en dit M. Benda? Il n'en dit rien. Et, principalement, il admire cette souplesse des doctrines et qui les rend pareilles à du néant.

Il a, pour son châtiment, une révolte de Mélisande; et, s'il a pu se figurer qu'elle lui serait une ouaille docile et qui, à tous ses sermons, ne dirait qu'amen, il a eu tort. Il sera bien obligé de lui répondre et le fera un de ces prochains jours.

En attendant, veuille-t-elle examiner avec lui la question du général et du particulier, qui est, par excellence, une question philosophique, au point que la voici telle que l'envisagent les philosophes de toute espèce. « Un crabe serait indigné s'il savait avec quelle désinvolture vous le classez parmi les crustacés : je suis moi-même, s'écrierait-il; moi-même, vous dis-je, et rien d'autre. » C'est M. William James, qui laisse ainsi parler son crabe. Et Mélisande, qui a Furette sur ses genoux, a écrit à M. Benda : « J'aime l'artiste qui me dépeint Furette comme je l'ai là, sur mes genoux, dans sa réalité, dans ce qui la rend distincte de tous les autres chiens; je n'ai aucun goût pour le savant qui me décrit la classe des mammifères. » Jusqu'à ces derniers temps et quasi jusque vers la fin du siècle XIXe, la philosophie était « la citadelle de l'idée générale »; mais, à présent, non plus : elle s'est mise à la mode et refuse d'admettre qu'il existe une réalité précieuse et qui ne soit concrète et individuelle. Cependant, nous avons beau dire, nous gardons une amitié vive pour l'idée générale. Ainsi, la petite fille de Mélisande est malade; elle a fait venir le médecin. Et cet homme lui dit qu'ayant juré de ne s'intéresser à aucun être que pour lui-même, il ne va pas soigner cette enfant comme une autre : de ce qu'elle aura la fièvre, il ne va pas lui donner de la quinine, selon l'usage en cas de grippe. Que dira Mélisande? Elle chassera ce médecin. Car elle garde une sensibilité très aiguë à l'universel. M. Benda l'en félicite.

Et que veuille Mélisande supposer que, dans ses promenades au village, elle rencontre un chien enragé, un taureau échappé, un cheval emballé; que fera-t-elle? Mais de s'enfuir et, les trois fois, de réfugier, pour le sauver, son corps loin des atteintes de ces trois animaux. Or, chacun de ces trois animaux est dans un cas particulier. Le chien, le taureau et le cheval ont chacun son mal. Mélisande ne se l'est pas dit et, à chaque fois, elle a tout de même agi que si un pareil danger la menaçait du fait de ces trois animaux. Elle a donc hasardé une abstraction qui lui a permis de ne voir en eux qu'une menace et, les trois fois, la même.

Ainsi, Mélisande a généralisé. Mais, si vous le lui reprochez, elle se révolte. Elle a une autre ambition, qui est de connaître les choses par l'intuition. M. Benda se moque d'elle, bien gaiement, parce qu'on a des intuitions justes et l'on en a qui ne le sont pas. Et il revient à une idée qui tout à l'heure l'avait alléché, de savoir si l'âme de Mélisande a une existence propre, concevable en elle-même, en elle seule, ou si peut-être cette existence ne serait pas inséparable de celle d'un objet matériel, soit de son corps ou de son cerveau. Quel problème!

Or, le bétail humain se plaît à considérer l'âme comme jointe naturellement à « cette éponge grisâtre qui loge sous notre crâne et qu'un avenir, lointain autant que sûr, promet à la poussière. » S'il en était ainsi, l'âme, autant dire la somme de nos désirs, de nos émois, de nos tristesses ou de nos plaisirs, serait destinée à mourir. Et n'en est-il pas ainsi? Nous voyons chacun de nos états lié à un état de notre cerveau; et les maladies dont notre cerveau est atteint changent notre qualité mentale.

Oui! Seulement, on a cherché dans les qualités mentales de l'homme, s'il n'y en a pas qui semblent n'avoir nul accompagnement de notre cerveau. En a-t-on trouvé? Mais oui. Et il y a deux sortes de mémoire : la mécanique et la spirituelle; eh bien! l'on a montré que de graves modifications du cerveau touchent la mémoire mécanique et non pas l'autre. On l'a montré! Cependant, il n'est pas certain que toutes les modifications du cerveau soient visibles et qu'il ne se modifie pas secrètement. Alors? Eh bien! alors, M. Benda laisse le problème sans réponse. Est-il rien qui nous puisse être plus désagréable?

Et d'autant plus que, de la solution que l'on aura donnée à ce problème, dépend la solution d'un autre et qui est de savoir si notre âme ne doit pas nous survivre. Comment le ferait-elle, si nous avons toute notre âme liée à notre corps et si nous sommes si incapables de concevoir que son mouvement la détache de nous et, après nous, la laisse continuer de vivre?

Par exemple, pouvons-nous concevoir qu'il y ait toute une abondante vie de notre âme qui nous échappe? Toute une vie inconsciente : car nous ne savons même pas tout ce qui a lieu en nous. Mélisande même, plus avisée que personne, ne s'en doute pas.

Et il y a le principe d'idendité, puis celui de causalité. Est-ce tout? Il y a encore le principe de finalité. Autant de principes constitutifs

de notre esprit. Et puis, c'est une question de savoir s'il est vrai que le principe d'identité régit le monde ou si, après avoir constaté que tout est changement ici-bas et devient ce qu'il n'était pas, il nous est permis d'affirmer qu'A est A. Vous savez ce que vous appelez rose. Mais, si la rose, en peu d'instants, devient ce qu'elle n'était pas, avez-vous le droit d'affirmer qu'A, c'est-à-dire la rose, demeure ce qu'elle était, la rose ou A? Et le principe de causalité sera l'objet d'une critique de ce genre; le principe de finalité, pareillement. De sorte qu'au bout du compte, nous avons, pour constituer notre esprit, ces principes qui n'ont probablement pas de valeur, ou qui en ont une à condition de bien savoir où, en quel pays et quelles circonstances.

M. Benda promène ainsi Mélisande par les chemins de la métaphysique et ne lui épargne pas les difficultés de la promenade. Il lui donne à choisir la solution qu'elle préfère et veille à ne la point laisser commettre une bourde un peu forte. Il lui ouvre de grands horizons. Il écarte ces grands rideaux qui seraient capables de lui cacher ce qu'il faut qu'elle ait vu avant de se décider d'une ou d'autre manière. Et puis, quand elle lui paraît sur le point de conclure, il se retire, afin qu'elle fasse elle-même ce qu'ont fait les plus fameux philosophes : mais, moi, je ne crois pas du tout qu'elle le fasse; elle a, pour s'y bien divertir, de meilleures occupations. Elle y rêve un instant et puis rêve à ces hostilités de la vie, les plus aguichantes.

Il reste pourtant deux ou trois petits problèmes à poser, puis à résoudre, avant d'avoir fini d'examiner ce que donne la philosophie à qui cherche la vérité. M. Benda ne va pas laisser tout cela sans un mot. Jusqu'à présent, Mélisande n'a point analysé les questions les plus difficiles et n'a fait rien du tout que de voir comment certaines opinions se soutiennent mal dans l'universelle incertitude, et d'autres beaucoup mieux ; mais elle avait à inventer à la fois les problèmes et leurs solutions. Elle apprenait en même temps que les problèmes existaient et les solutions diverses dont ils semblent susceptibles. En voici un d'une autre sorte, le devoir. Et nous savons qu'il existe un devoir : nous ne savons pas d'où il vient, et qui nous l'impose, et pourquoi nous aurions tort d'y manquer. Donc, écoutons M. Benda : il va nous parler du devoir, sans le nommer.

Mélisande a reçu la visite d'une ancienne servante de sa mère. Elle lui conte que le gérant de la maison qu'elle habite va réussir à l'en chasser. Il y a cependant vingt ans qu'elle y demeure et elle est

en règle avec toutes les lois qui régissent les rapports du propriétaire et du locataire. Elle se résout d'empêcher ce qu'elle appelle une injustice, et qui en est une.

Mélisande est sortie avec sa petite fille ; elle rencontre dans la campagne des bœufs qui jouent et qui les vont pour le moins renverser. Elle s'élance, les menace de sa petite ombrelle et réussit heureusement à les chasser.

Voilà deux choses qu'elle a faites et voilà, dans le premier cas, le type d'un mouvement moral, dans le second cas, le type d'un acte moral qui sont venus d'elle. Le premier suit un commandement de sa raison ; le second « sort des régions purement instinctives de son être ». Le premier est désintéressé ; le second ne l'est pas. Et qu'est-ce alors, que le second? C'est l'application d'une morale exactement pratique, pour qui le bien se confond avec l'utile. Une telle morale, nous l'appellerons, s'il vous plaît, un *pragmatisme*.

Le pragmatisme, c'est « l'exaltation de ceux de vos mouvements qui tendent à assurer votre existence ou celle de votre race contre un milieu qui vous la conteste ». Et, pour qu'il y ait aucune beauté dans le pragmatisme, il faut que la vie soit difficile ; il faut qu'il soit très dangereux de vivre; il faut que nos instincts de « guerre et de victoire » aient de la peine à prédominer sur « les méprisables instincts du bonheur ». Guerre et victoire; la guerre seule ne suffit pas, si l'on n'y ajoute la victoire. « L'esprit pratique n'a rien à faire du courage malheureux » ; tant pis pour Léonidas, et tant pis pour Philopœmen !

Voilà le pragmatisme. Mélisande le va-t-elle adopter ? Elle se dit que, d'appeler à la justice, est un acte de faiblesse et qu'il vaut mieux, somme toute, relever ses manches et se tirer d'affaire tout seul. Elle va donc croire que c'est l'utile qui détermine le bien et que c'est lui qui détermine aussi le vrai. « La croyance que la terre tourne autour du soleil est vraie, parce que la vie pratique s'en trouve bien » ; mais, si elle s'en trouvait mal, mieux vaudrait assurément croire que c'est le soleil qui tourne autour de la terre.

Ou bien, si Mélisande refuse de se rallier au pragmatisme, on lui voudra vanter l'autre morale, qui place le bien dans la justice. Ou bien encore, on lui vantera une morale qui sera fondée sur l'amour. Cette morale de Tolstoï a de la beauté ; elle n'aurait d'inconvénients graves que le jour qu'elle serait devenue un peu générale ; somme toute, ne craignez rien.

Si encore Mélisande refusait son assentiment à ces deux morales,

une fois le pragmatisme éconduit, on en aurait encore une dernière à lui offrir ; et la voici, comme M. Benda nous la résume. « Pour elle, la forme d'âme modèle n'est ni celle du héros, ni du juste, ni du saint : c'est celle de l'artiste. L'état suprême des relations humaines sera dans la lumière enjouée du plaisir esthétique et de la liberté. Vous vous moquez, Mélisande, et me demandez où ces rêveurs ont vu ne fût-ce que le rudiment de ce paradis. Mais pas loin de vous, belle railleuse ; vos mères, vos grand mères et la bonne société de votre nation depuis deux siècles était cette humanité, libérée des rigueurs de l'existence première, et chez qui la justice et même le courage se pratique avec la grâce des activités de luxe. Par elle, l'exercice de la vertu comme d'un art, comme d'un jeu, était né ici-bas et pouvait gagner le monde. Mais une tempête s'est levée et dure encore, qui a ébranlé vos maisons jusqu'en leurs fondations. Tout est menacé, vos biens, vos patries, vos familles. Vous embrassez, il le faut bien, les religions de l'action, du pratique, du tendre, traitez de mauvais plaisants ceux qui vantent les produits de l'esprit libre et heureux. O tristesse! pour la seconde fois, Dieu a noyé la terre, et les fleurs sont redevenues des racines. » Ainsi, ô Mélisande, ce qu'on vous propose n'a plus sa raison d'être ; et il faut retourner à une autre morale, antérieure et fâcheusement rigoureuse : la plus jolie est surannée.

De sorte qu'il aurait fallu nous présenter plus copieusement les autres morales et ne pas donner le développement principal à celle-ci. Le pragmatisme est ingénieux ; mais ce qui lui manque, on l'avouera, c'est bel et bien le caractère de ce que l'on voudrait qu'il fût, le caractère d'une morale : et c'est à lui que M. Benda vient d'accorder le plus d'importance, après sa morale d'une esthétique. D'une morale de la justice, ou d'une morale vraie, il n'a presque rien dit ou il n'a fait que la signaler très évasivement au choix éventuel de Mélisande. Il s'est moqué de nous, je crois. Et il dira, pour s'en défendre, qu'il était inutile au surplus d'insister longuement sur ce qui est connu. Je l'entends ; et, tout de même, je ne suis pas content de lui.

Car Mélisande ne sait rien ou quasi rien. Et il y a désormais peu de chance qu'étant bien obligée de retourner à la vieille morale, elle songe à la retrouver, dans ce discours et sous le nom d'une morale de la justice.

Mais venons au dernier problème, qui est de Dieu et de la genèse du monde par son effet, de la liberté de nos actes et autres sujets que l'on nomme métaphysiques, pour la raison qu'Aristote en a parlé après ceux qui ont trait à la physique.

Or, les questions métaphysiques ont, dit Voltaire, cette nature de réunir ce que savent tous les hommes d'un simple bon sens et ce que les hommes de génie ne sauront jamais. Bien ! Et alors, en matière d'absolu, l'intelligence est de comprendre qu'il ne s'agit pas de comprendre, dit M. Benda, mais d'opter; point de demander des preuves, mais d'accepter des préférences. M. Benda vous le dit, sans plus de gêne, et vous invite à considérer qu'il y a, au sujet de Dieu et de son efficacité en ce monde, deux mythes. « L'un vous est bien connu; il veut que le monde ait eu un premier terme, un commencement, auquel l'existence a été donnée par une personne, dont votre gracieuse personne est l'image atténuée. L'autre estime que, derrière ce premier terme, il en existe un autre, derrière cet autre un autre, et ainsi de suite à l'infini. Il envisage le monde sous cet aspect de chose infinie, dans le temps, dans l'espace, dans toutes les directions; et c'est là ce qu'il nomme Dieu. Dieu ici n'est plus une personne; il n'est plus distinct du monde, mais est le monde lui-même, vu sous un autre aspect; vous, moi, les bêtes, les choses, ne sommes plus créés par Dieu, nous sommes contenus dans Dieu, comme des parties dans le Tout. » Le premier de ces deux mythes est admis par la religion : l'autre est celui des panthéistes, qui ont une idée de Dieu assez grande pour le confondre avec le monde entier.

« Je n'aurai pas l'inconvenance, dit M. Benda, de demander à une chrétienne auquel de ces deux thèmes vont ses suffrages. » Et vous voyez bien qu'il se moque.

Vous voulez, dit-il à Mélisande, que Dieu soit une personne ; mais vous voulez également qu'il se trouve à la fois partout. Est-ce qu'alors, imaginant qu'il est partout, il ne vaut pas mieux vous le figurer une substance universelle et infinie ? Ou bien, si vous refusez qu'il soit ainsi, vous voilà tout net en contradiction formelle avec vous-même. Vous y êtes, d'ailleurs, en excellente compagnie, avec tous les docteurs qui en ont été accusés, Thomas d'Aquin ou Malebranche : accusés, oui, et convaincus.

Va-t-on vous le reprocher ? Que non pas ! On va seulement constater qu'il y a une loi de la métaphysique : c'est qu'elle dépend de nos pensées, mais beaucoup plus de nos désirs. Ainsi, vous avez fait votre Dieu à votre convenance : il le fallait.

Il le fallait ; seulement, vous ne deviez pas le savoir. Et, maintenant que vous le savez, il me semble que tout se casse et que vous n'avez plus aucune envie d'adorer Dieu. Vous n'avez même plus envie de lui obéir et, ce qu'il vous a commandé, ne vous paraît plus

exactement le devoir. Si vous avez fabriqué votre Dieu, vous avez aussi fabriqué ses commandements. Et alors, ce n'est plus grand chose; ce n'est plus cette admirable déité qui parlait autrefois pour les hommes et qui leur imposait si clairement ses volontés : ce n'est plus rien.

Voilà tout ce qui reste, en fait de Dieu, à Mélisande! Et comment va-t-elle s'en contenter? M. Benda ne va-t-il pas rougir de l'avoir ainsi laissée, pauvre petite, avec le fantôme d'un Dieu dans ses bras? Qu'est-ce qu'il a réalisé d'affreux et d'un peu diabolique, en lui prenant son Dieu, pour le détruire?... On raconte que le philosophe Kant, de Kœnigsberg, le soir qu'il eut achevé la *Critique de la raison pure*, sortit de chez lui à son heure accoutumée et qu'il alla se promener par les rues. Les cloches de l'église sonnaient; et il l'entendit tout comme d'habitude, mais il se dit qu'elles sonnaient un grand trépas, pour la mort de son Dieu. Alors, il pensa en lui-même à tant de gens très malheureux qui n'avaient que Dieu en ce monde. Et c'est la raison pourquoi l'idée lui vint de le ressusciter. Il décida qu'il écrirait une *Critique de la raison pratique* et, à la fin de sa *Critique de la raison pure*, il ajouta un chapitre où il l'annonçait. N'aimez-vous pas cette anecdote? Elle me semble si humaine! J'en voudrais une, et de ce genre, pour M. Julien Benda. Et, premièrement, il faudrait qu'il s'aperçût de la faute qu'il a commise. Car je ne crois pas qu'il la connaisse et qu'il ait à en être touché. Horrible faute cependant, s'il a privé Mélisande de son Dieu! Mais il vous dira que vous avez tort de lui être sévère et qu'il a mérité votre indulgence. Non, méchant homme; et si, n'ayant plus personne qui commande, personne à qui l'on soit obligé d'obéir, Mélisande néglige de suivre son devoir et invente de vivre sans loi, que lui répondrez-vous?

Il a feint que Mélisande ne sût rien, pour avoir le plaisir de lui enseigner toutes choses. Mélisande savait mille choses. Il ne l'a pas trop définie : c'est le signe où l'on voit qu'il l'a imaginée. Elle n'existe pas; elle est une petite que vous n'avez pas rencontrée, que vous ne rencontrerez pas et à qui l'on dit sans nul inconvénient ceci ou cela sans lui faire de peine, sans lui faire de mal. Elle ne l'écoutait qu'à demi, selon ce qu'elle avait d'existence : elle n'écoutait pas.

Il échappe, de cette manière, à la punition qui l'attendait et ne mérite plus que des louanges, pour avoir écrit un beau livre assez triste avec des mots qu'il a choisis les plus charmants, les plus déliés et les plus dignes de l'esprit français. Ce livre n'était pas destiné pour Mélisande ni pour aucune de ses compagnes : il s'adresse à

nous qui avons l'usage de ces lectures et qui saurons y chercher ce qu'il contient de plus joli et de meilleur, un badinage mélancolique sur la philosophie et ses problèmes. Si la philosophie hésite, en bien des points, c'est qu'à la recherche de la vérité l'on trébuche; et, si elle ne conclut pas, c'est aussi que la difficulté serait considérable à le faire ; et, si elle se donne l'air de ne pas savoir, c'est qu'elle ne sait pas. Remercions-la de ne pas oublier que certains domaines de la pensée ne sont pas ceux où elle a l'entrée libre.

Est-ce que tout n'est point à elle? Non pas ! Et M. Benda, lui, l'a très bien vu, lorsqu'en maintes circonstances il arrive à ne rien dire. Ce qu'il dirait, il le remplace tout bonnement par une ligne de points, vous ne l'avez pas remarqué? Relisez-le. Il y en a, de ces points qui marquent l'incertitude, autant qu'il en faut pour représenter ce qui, chez nous, chez lui également, ne se dit pas et est pourtant l'essentiel. Vous ne les voyez pas? Regardez mieux : il y en a, dans chaque page de son volume, des millions!

Avec cette âme que Dieu lui a donnée, et qu'il porte en lui avec une lassitude extrême, il a examiné tous les problèmes relatifs à notre destinée : il les a résolus, comme Spinoza, en maître ou différemment, — cela n'importe guère, — et sans allégresse. Où l'on voit qu'il est un homme sans allégresse, c'est à son rire. Et je me suis quelquefois demandé si le vrai moyen de lui donner plus de gaieté ne serait pas de lui ôter cette qualité de philosophe. Seulement, le voudrait-il?

Ce n'est peut-être pas gai, de comprendre par l'analyse, au bout du compte. Et, si l'on avait soin d'abord d'être gai, probablement vaudrait-il mieux renoncer à connaître ce qu'il y a en chaque objet comme son âme et admirer seulement le monde, qui est si beau et si varié, si abondant, et qui se prête aux descriptions les plus nombreuses et de tâcher à le peindre avec ses lignes et ses couleurs.

Pour le reste de la vie, afin d'éviter le blâme, on se tiendrait aux opinions reconnues. Ce n'est pas tout, d'éviter le blâme : c'est pourtant mériter aussi l'éloge. Et mériter d'avoir vécu, ce qui s'appelle vivre, en bon citoyen qui n'a pas méfait, qui a bien agi et d'une façon la plus digne de louanges. Mais ceux qui sont philosophes, ce plaisir leur est interdit. Il faut qu'ils comprennent, et comprennent par l'analyse, où l'on a plaisir et peine ensemble et toujours.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La période de transports, d'organisation, de regroupement, de complet équipement de l'armée française du Maroc a été longue; elle est, depuis environ trois semaines, tout à fait achevée. Le maréchal Pétain, vice-président du Conseil supérieur de la guerre, a veillé lui-même au bon aménagement des troupes et des services, à la coordination des mouvements avec l'armée espagnole. Dès lors qu'une importante fraction de l'armée française était engagée, il était naturel que le grand chef en qui officiers et soldats ont pleine confiance assumât la direction suprême des opérations. L'esprit guerrier des montagnards, leur éducation tactique faite par des officiers et sous-officiers d'armées européennes au courant de toutes les méthodes qui furent en usage durant la Grande Guerre, exigeaient, pour ménager le plus possible le sang précieux de nos braves soldats français ou africains, de puissantes concentrations d'hommes et de matériel. C'est, je crois, le maréchal Lyautey qui a dit : « Aux colonies, il faut un marteau pour écraser une mouche. »

Les premiers combats offensifs ont obtenu un plein succès. Ce furent d'abord des opérations de dégagement, autour d'Ouezzan et au nord de Taza; puis, le 16 septembre, l'attaque concentrique du massif de Bibane, qui fut brillamment enlevé. L'ancienne ligne des postes, abandonnée en avril et mai, au nord de l'Ouerghs est partout de nouveau atteinte et souvent dépassée; chaque pas en avant est consolidé par une organisation défensive et la création de voies d'accès. L'armée espagnole s'est renforcée aux alentours de Tétuan, tandis qu'un fort détachement débarquait, sous la protection d'une escadre franco-espagnole, dans la baie d'Alhucemas, d'où il menace Ajdir, centre politique des régions qui reconnaissent, de gré ou de force, l'autorité d'Abd-el-Krim. On annonce, à l'heure où nous écrivons, une très prochaine poussée de la droite française, constituée par le

19e corps sous les ordres du général Boichut, au nord de Taza; l'objectif final serait d'opérer la liaison avec le territoire occupé par les troupes espagnoles au sud de Melilla. A l'Ouest, c'est aux environs de Chechaouen qu'une telle liaison devrait également s'opérer; la ville, incessamment bombardée par l'aviation, serait à peu près évacuée. Du côté de Taza, Abd-el-Krim compte sur les difficultés du terrain pour retarder l'avance des Français; mais il se préparerait, semble-t-il, à prendre l'offensive au sud de Tétuan contre les Espagnols, afin de rompre, avant qu'il ne se resserre, le cercle de fer que les armées alliées forment autour de lui, menaçant d'acculer à la mer ses tribus fidèles. Il ménage soigneusement ses effectifs réguliers, se contentant de faire entretenir la résistance par de faibles contingents des tribus berbères qui ont suivi sa fortune. Le mouvement de soumission va s'accentuant, à mesure que l'avance des troupes françaises montre l'impossibilité d'une résistance par les armes.

On peut dire que, dans l'état actuel de cette pénible guerre, la résistance vient bien plutôt de la nature et des éléments que des hommes, si braves et si bien armés qu'ils soient d'ailleurs. La saison des pluies, qui rend tout transport impraticable et compromet la santé des hommes qui vivent sous la tente, n'est malheureusement plus très éloignée. Il n'est pas certain que, malgré la diligence des chefs et l'entraînement des troupes, des résultats définitifs puissent être obtenus avant la mauvaise saison ; par résultat définitif nous entendons la soumission sans conditions d'Abd-el-Krim et de ses tribus. Mais d'ores et déjà le retour, pour l'avenir, d'un danger analogue à celui d'avril et mai derniers est conjuré : les Rifains ne nous chasseront pas du Maroc ; Abd-el-Krim ne détruira pas l'autorité du Sultan ; la supériorité des forces que la France peut, s'il en est besoin, mettre en ligne, est prouvée ; l'alliance avec l'Espagne est scellée ; la fidélité du Maroc soumis et la bravoure de ses contingents se sont manifestées avec un éclat qui montre la valeur durable de l'œuvre admirable du maréchal Lyautey et de ses collaborateurs. Si, durant les deux ou trois semaines que le commandement a encore le droit d'espérer avant les chutes d'eau torrentielles, des coups assez forts et assez étendus sont frappés, il se peut que, brusquement, le faisceau fragile des tribus, très attachées à leur particularisme, que le prestige d'Abd-el-Krim et la terreur de ses mitrailleuses ont assemblé, se dissolve, et que le « rogui », réfugié dans ses rochers, soit abandonné et réduit à la fuite ou à la soumission.

Si, au contraire, l'ennemi se dérobe, nécessité sera de reprendre au printemps la tâche inachevée.

De toute façon, l'œuvre de la puissante armée que la France a envoyée au Maroc sera très avancée dans un mois, et c'est par d'autres moyens qu'il deviendra nécessaire de la parfaire. Depuis longtemps, les chefs qui ont acquis l'expérience des guerres africaines, préconisent l'organisation d'une solide armée de l'Afrique du Nord, capable, avec ses cadres en partie français et ses contingents indigènes, de suffire à toutes les opérations qui pourraient être nécessaires, même si les communications avec la métropole venaient à être momentanément interrompues. Qu'il y ait dans les villes, à Alger, à Tunis, à Fez, à Rabat, des bataillons français, c'est indispensable; mais nos jeunes soldats appelés ne sont pas adaptés à des expéditions africaines sous un climat auquel ils ont de la peine à résister. En avril et mai, ce sont, l'histoire le dira, les bataillons de tirailleurs nord-africains qui ont sauvé Fez et Taza. En 1895, à Madagascar, — comme le rappelle plus haut le général Aubier, — une colonne expéditionnaire d'une quinzaine de mille hommes fut presque détruite par les fièvres, et il suffit de quelques centaines de soldats aguerris pour monter à Tananarive et mettre fin à la domination des Hovas. Pour en finir avec Abd-el-Krim plus sûrement et à moins de frais, et surtout pour prévenir l'apparition, sur un point quelconque, d'un autre Abd-el-Krim, il faudra d'abord organiser une armée spéciale, légère, et cependant munie de toutes les armes perfectionnées; c'est à elle, à ses chefs spécialement entraînés, qu'incombera la tâche de pacifier définitivement le Maroc et de le garder.

Pour le moment, ce qui est nécessaire, c'est d'abord de frapper vite et fort pendant qu'il en est temps, de pratiquer une politique indigène active et avisée, et surtout de ne pas se laisser séduire par une solution incomplète. Pas de paix boiteuse, pas de traité avec Abd-el-Krim tant qu'il est en armes; pas de ménagements à l'égard de ses alliés du dedans. Voilà ce dont il faut que les Arabes et les Berbères de l'Afrique du nord ne puissent pas douter. Abd-el-Kader aux abois, en 1847, essayait de négocier directement avec Paris; à l'un de ses émissaires qui apportait des lettres de l'émir, le maréchal Bugeaud répondait: « Si ton maître a quelque communication à faire, il ne doit s'adresser qu'à moi qui représente ici le roi des Français. Il désire la paix, m'as-tu dit; cela est facile; il n'a qu'à aller vivre tranquille quelque part. C'est lui qui nous porte la guerre et ce n'est pas nous qui allons le chercher dans sa retraite. Mais il ne peut

obtenir la paix par un traité, il n'y en a pas à faire avec lui, puisqu'il n'est rien. » Et comme l'envoyé insistait pour que le maréchal écrivît lui-même à Abd-el-Kader ce qu'il venait de lui dire, Bugeaud refusait : « Non, je ne lui écrirai pas. Je le connais ; il se servirait de ma lettre pour dire aux Arabes que je lui demande la paix. » Le traité de la Tafna (10 septembre 1844), entre la France et le Sultan, mettait Abd-el-Kader « hors la loi » en Algérie et au Maroc. Le général Cavaignac faisait brûler devant les troupes une lettre d'Abd-el-Kader qu'un cavalier avait apportée à l'adresse du maréchal Bugeaud, et le maréchal approuvait ; Cavaignac, racontant cet épisode à sa mère, ajoutait : « Le seul parti à prendre avec un tel homme est de lui montrer la pointe du sabre ; si on veut jouer avec lui, on sera joué (1). » Et certes Abd-el-Krim est loin d'être un Abd-el-Kader ; il n'a ni son prestige religieux, ni son ascendant sur les tribus ; mais c'est seulement par de tels procédés, par des manifestations de force et de résolution impossibles à travestir, que les Berbères du Rif, comme naguère les Arabes de l'Oranie, comprendront que le dernier mot appartient à la volonté française. Ce jour-là Abd-el-Krim, comme Abd-el-Kader en décembre 1847, s'en remettra à la générosité de la France et de l'Espagne.

En Syrie aussi, la situation se rétablit peu à peu. Le 17, les Druses ont subi à Messifrey, à 18 kilomètres au sud de Soueida, un échec grave ; une colonne est enfin en formation pour délivrer la garnison de Soueida. Le Gouvernement a envoyé, pour prendre le commandement du corps d'occupation, le général Gamelin ; c'est un chef qui a fait ses preuves et en qui, pourvu qu'on le laisse agir, les troupes peuvent avoir confiance ; il n'a rien d'un officier politicien. Le général Michaud est revenu ; s'il a le sentiment de ses responsabilités, on doit souhaiter qu'il demande à être jugé par un Conseil de guerre ; un chef qui se laisse surprendre, qui perd son artillerie, ses avions, ses bagages et presque tout l'effectif de sa colonne, comme le marin qui perd son navire, devrait être obligatoirement tenu de s'expliquer devant ses pairs. Le ministre peut, en tout cas, l'ordonner. D'ailleurs, si la responsabilité militaire pèse sur les épaules du commandant de la colonne, les responsabilités morales et politiques de la situation déplorable où est la Syrie remontent au général Sarrail. Il a trouvé moyen de s'aliéner tous les partis, toutes les races, toutes les confessions. Les catholiques qui constituent, depuis saint Louis, la clientèle protégée par la France, sont consternés de découvrir une

(1) *L'Écho d'Alger* du 17 septembre, sous la signature du colonel Paul Azan.

France qu'ils ne soupçonnaient pas, parce que, jusqu'ici, elle ne « s'exportait » pas. Les musulmans, sur lesquels le nouveau haut-commissaire a voulu prendre appui, trouvent dans la propagande féministe que mènent là-bas certains Français, une raison de rancune et de mépris ; le « parti du peuple » que le général Sarrail a constitué et grâce auquel il se flattait de cultiver les sentiments démocratiques de la population et, du même coup, la reconnaissance envers la France, mène la campagne contre la puissance mandataire avec l'appui des agents turcs et des partisans de Feyçal; le haut-commissaire est aujourd'hui aussi rude à le combattre qu'il était naguère partial à le soutenir. L'insurrection du Djebel Druse n'est grave que parce qu'elle coïncide avec un mouvement général de révolte et d'émancipation dans l'Islam. El Attrache n'a ni l'envergure, ni les soldats d'Abd-el-Krim, mais il devient un centre de ralliement pour tous les ambitieux et les agités. Là aussi, il faudrait en finir vite ; car les Turcs, occupés de l'affaire de Mossoul, ne nous cherchent pas noise pour le moment, mais ils évitent de procéder à la délimitation de la frontière et entretiennent, à tout événement, des litiges en réserve.

Dans les circonstances actuelles, l'intérêt français est que, dans les régions limitrophes de la Syrie, aucun conflit ne surgisse et c'est pourquoi, au Conseil de la Société des nations, les représentants de la France ont travaillé à résoudre le différend anglo-turc à propos du vilayet de Mossoul. Ils n'y ont pas réussi. La question avait été, d'ailleurs, mal posée, il y a un an, à Genève, par M. Branting. Fethy pacha s'était engagé, au nom de la Turquie, à respecter la décision que prendrait, pour la délimitation d'une frontière entre l'Irak et la Turquie, le Conseil de la Société des nations. Mais voici que, brusquement, le 19, le ministre des Affaires étrangères de Turquie, Tewfik Ruchdi bey, déclarait que toute décision du Conseil ne serait valable pour la Turquie que si elle était acceptée par la Grande Assemblée d'Angora; il s'agissait donc, non d'un arbitrage, mais d'une médiation, ce qui revenait à dire que la Turquie n'accepterait la décision du Conseil que si elle lui était favorable. M. Amery, le distingué ministre britannique des Colonies, riposta aussitôt que l'Angleterre reprenait sa liberté d'action. Le Conseil allait-il trancher dans le vif? Il a préféré éviter, comme le lui avait conseillé M. Painlevé dans son discours, « les imprudences mortelles ». Les moyens juridiques sont seuls à la portée d'une institution qui ne dispose pas de la force et qui compte surtout sur la puissance de

l'opinion pour faire triompher le droit et sauvegarder la paix. La question étant mal posée, il convenait de recourir à la Cour internationale de La Haye pour savoir : 1° Quelle est la nature de la décision à prendre : sentence arbitrale, simple médiation, tracé de frontière? 2° L'unanimité est-elle nécessaire pour la décision ou simplement la majorité, et les parties intéressées ont-elles le droit de siéger ou bien sont-elles récusées *ipso facto* ? La Turquie, qui n'a pas de représentant au Conseil, n'accepte pas que l'Angleterre y siège. M. Quinonès de Leon, qui joue avec tant de tact et d'autorité, à la Société des nations, le rôle de conciliateur, proposait cette solution dilatoire qui, après quelques fortes paroles du président, M. Loucheur, pour rappeler aux deux parties leur engagement de ne pas troubler le *statu quo* dans les régions contestées et de ne prendre aucune mesure qui puisse compromettre la paix, fut adoptée à l'unanimité.

Voilà donc assuré un répit de trois mois, mais voilà aussi déchaîné, contre la Société des nations, un torrent de reproches et d'invectives. M. Amery se plaint parce qu'il comptait sur une solution conforme aux conclusions de la Commission d'enquête et aux intérêts britanniques tels qu'ils les comprend. Les Turcs sont mécontents parce qu'ils espéraient que le vilayet de Mossoul, où il n'y a pas de Turcs, serait replacé sous leur autorité. Enfin sont déçus les amis trop zélés de la Société des nations qui voudraient que le Conseil tranchât sans hésiter les différends et devint un État supérieur aux États; ils oublient que, pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que la Société disposât de sanctions exécutives et de forces de coercition capables de contraindre les récalcitrants. C'est, disent-ils, la mort de la Société des nations. C'eût été bien plus sûrement sa faillite, si sa sentence avait déchaîné une guerre. La délégation britannique demande au Conseil d'envoyer dans la région de Mossoul un ou deux délégués pour surveiller les agissements des Turcs qui, prétend-elle, procèdent à des déportations de populations chrétiennes hors des territoires qui avoisinent la « ligne de Bruxelles ». Les Turcs répondent par d'autres accusations, et la querelle s'envenime : ce n'est pas l'intérêt des populations arabes et kurdes qui constituent la grande majorité des habitants ; ce n'est pas non plus l'intérêt de la France, qui aurait besoin, pour la pacification de la Syrie, qu'un régime stable et fort s'établit en Mésopotamie. Le plus étrange, en cette affaire, c'est que l'opinion publique anglaise, si elle est unanime à se plaindre de la Société des nations, n'est pas d'accord sur les décisions à prendre. Il ne paraît même pas certain que tous les membres

du Cabinet approuvent la politique de M. Amery, qui représente la grande tradition de l'impérialisme colonial; les conservateurs dissidents et leur journal le *Daily Mail* mènent contre lui une campagne insidieuse et n'acceptent aucune intervention en Mésopotamie; la presse libérale et travailliste leur fait écho, et c'est un singulier concert! La tactique du *Daily Mail* paraît être de gagner la confiance des Turcs et d'aboutir à une entente avec eux. Mais est-il encore temps, pour l'Angleterre, après tant de fautes, de retrouver la confiance du gouvernement d'Angora? « Aucune institution, ni aucune nation ne peut se dérober devant ses responsabilités sans payer lourdement à la longue son manque de courage moral. » Le *Times*, qui applique cette juste réflexion à la Société des nations, ne se demande pas si elle ne pourrait pas, quelque jour, s'appliquer plus adéquatement à la politique britannique.

Les Anglais qui, lorsqu'il s'agit de Mossoul, se plaignent des prudences de la Société des nations, sont les plus résolus, lorsqu'il s'agit de l'Europe, à restreindre ses pouvoirs, à diminuer ses prérogatives. L'Assemblée générale de la Société leur garde rancune de l'échec du protocole qui l'avait enthousiasmée il y a un an. M. Austen Chamberlain, dans son discours du 10, a renouvelé les réserves de son Gouvernement à l'égard du protocole, mais il a, comme M. Painlevé, fait ressortir que la méthode des pactes de sécurité actuellement en négociation est conforme à l'esprit et au programme de la Société des nations. Le lendemain, M. Paul-Boncour a trouvé moyen de recueillir des applaudissements unanimes en défendant, comme un idéal, le protocole de 1924, sans aller cependant à l'encontre des préférences et des réserves de la délégation britannique. L'instrument forgé en 1924 pour l'arbitrage obligatoire dans tous les cas avait, surtout au jugement d'un Anglo-Saxon, l'inconvénient d'être trop théorique, trop absolu, trop schématique et de ne pas réserver assez de liberté aux décisions des grandes Puissances, assez de jeu à leurs intérêts. Il est certain que l'opinion de l'Assemblée, où dominent les petites nations, est très attachée au principe du protocole et regrette de le voir pratiquement abandonné ; elle accuse l'Empire britannique de constituer, dans la Société des nations, une sorte d'État dans l'État, et les intérêts britanniques de primer l'intérêt général ; on constate dans la presse, surtout dans celle des petits pays, un véritable déchaînement contre l'Angleterre et son Empire. Il reste à savoir, cependant, si l'empirisme britannique, moins séduisant peut-être pour l'esprit, n'est pas mieux adapté aux réalités quoti-

diennes et aux exigences de la vie politique que les constructions trop juridiques de l'idéologie internationale. On doit constater, notamment dans le discours de M. Chamberlain, un effort méritoire pour rapprocher la conception française et la conception britannique de l'organisation de la paix et pour ajuster le pacte rhénan en préparation à l'esprit et à la lettre du pacte de la Société des nations. En réalité, l'œuvre de la Société des nations se poursuit sans recul ni coupures ; les déceptions proviennent surtout d'espérances prématurées ou téméraires.

De loin, il est souvent difficile de comprendre le jeu des intérêts opposés dans les débats de la Société des nations. Il en est ainsi dans la question du désarmement. La France est fermement attachée au principe qu'un désarmement n'est possible qu'après l'établissement d'une sécurité éprouvée; ses délégués ont insisté cependant pour que le désarmement fît l'objet d'études préliminaires qui déjà, les années précédentes, ont été très poussées. Mais la France et ses alliés continentaux s'attachent au principe, conforme aux traités de paix, que le désarmement est de la compétence de la Société des nations qui ne doit pas s'en trouver dessaisie au profit de cette conférence du désarmement dont la menace reparaît souvent dans la presse anglo-saxonne, notamment aux États-Unis. A propos du voyage de M. Caillaux à Washington, on voit revenir, dans certains journaux américains, l'argument que la France pourrait payer si elle réduisait ses dépenses militaires. C'est un chantage auquel nous ne nous prêterons pas. Entre l'Allemagne, qui ne voudrait entrer dans la Société des nations que pour démolir l'œuvre de Versailles et notamment pour imposer à la France un désarmement analogue au sien, et l'Angleterre, trop encline à se prêter aux fantaisies des États-Unis pour le désarmement sur terre, la France, en maintenant la question à l'ordre du jour de la Société des nations et en défendant l'ordre logique : arbitrage, sécurité, désarmement, reste fidèle à ses principes et se garantit contre toute surprise. M. Painlevé a amorcé, dans son discours, et M. Loucheur a développé un projet tendant à faire étudier, par la Société des nations, la possibilité d'une réglementation juridique des relations économiques entre les peuples. Les différends d'ordre économique provoquent souvent ou enveniment des conflits et des guerres ; est-il possible de les prévenir, en assurant, par exemple, une équitable répartition des matières premières? M. Loucheur a obtenu qu'une conférence serait réunie; M. Jouhaux a soutenu avec raison que les peuples, les travailleurs, devaient être

mis au courant, avec une entière sincérité, des grandes difficultés économiques de l'heure actuelle. Il s'agit d'un très gros problème, dont on ne peut guère espérer la solution complète et rapide, mais dont l'étude approfondie s'impose. Ne serait-ce pas là le véritable chemin de la paix organisée, de la paix internationale comme de la paix sociale? C'est une louable initiative que le Gouvernement français a prise et les réserves un peu trop marquées de la délégation britannique ont ajouté à l'impression défavorable que « l'enterrement » du protocole de 1924 a laissé aux délégations; les explications tardives de lord Robert Cecil n'ont pas réussi à dissiper cette impression. Ainsi s'achemine vers son terme la sixième session de l'Assemblée de la Société des nations. Elle n'a pas été stérile, mais il est certain que l'attention s'est quelque peu détournée de ses travaux pour suivre avec un intérêt plus actif les négociations pour le pacte de sécurité.

Ces négociations, en effet, sont entrées dans une phase décisive. C'est le 15 septembre que M. de Margerie, ambassadeur de France, a remis à M. Stresemann l'invitation à une conférence qui se réunira à Locarno le 5 octobre. C'est la France qui invite et qui présidera, puisque c'est à elle que fut adressée l'offre allemande du 9 février. Depuis lors c'est, dans la presse et l'opinion allemande, un nouveau déchaînement de polémiques. Cette offre, que les Allemands se félicitent d'avoir faite, mais dont ils voudraient arrêter les effets, à quoi aboutira-t-elle? Cet accord étroit, qui s'est maintenu entre la France, la Grande-Bretagne et la Belgique, et qui s'est affirmé notamment à la conférence des juristes, les Allemands se flattaient qu'il ne pourrait durer; le seul fait qu'il survit à toutes les sollicitations et surmonte tous les obstacles, a entraîné l'adhésion de principe de l'Italie : M. Mussolini viendra à Locarno; et il met l'Allemagne au pied du mur. La politique intérieure, les rivalités des partis compliquent, pour le Reich, la difficulté de la décision; un conseil des ministres tenu le 21 n'a pas pris de résolution définitive; mais les Allemands comprennent qu'ils se sont trop avancés pour reculer, et ils savent d'ailleurs que le pacte, s'il leur crée des obligations, leur apporte aussi un bénéfice moral considérable, puisque, pour la première fois, ils sont, selon leur expression, appelés à traiter sur le pied d'égalité. La difficulté reste l'aménagement du pacte rhénan garanti par l'Angleterre, et des traités d'arbitrage entre l'Allemagne et la Pologne, l'Allemagne et la Tchécoslovaquie, que la France doit garantir, mais dont se désintéresse la Grande-Bretagne : la meil-

leure méthode serait que les deux séries de négociations fussent poursuivies parallèlement quoique distinctement, et que, si on aboutit, les signatures fussent échangées le même jour. Plus on serre de près les difficultés, plus on s'aperçoit de la vanité et en même temps de la nocuité du particularisme insulaire des Anglais qui ne veut pas être mêlé aux différends qui peuvent surgir en Europe orientale. L'Angleterre refuse de s'engager sur le continent et cependant elle prétend que rien ne s'y fasse sans elle ; s'il y survenait des événements graves, elle y serait mêlée fatalement. La réalisation des pactes de sécurité se heurte aux mêmes obstacles que le protocole de 1924. Le respect trop absolu des intérêts particuliers de l'Angleterre, c'est la ruine de tout espoir d'une paix continentale organisée. Voilà la terrible contradiction qui pèse sur toute l'œuvre des juristes et des diplomates. Pour aboutir à des pactes de sécurité et à des traités de garantie, il faudra, de la part des Français et des Anglais, un grand effort de conciliation et d'adaptation réciproque : la mauvaise foi des Allemands accomplira peut-être ce miracle.

Pour MM. Luther et Stresemann, le problème du pacte est strictement lié à la situation du ministère. Les nationalistes mènent une très vive campagne et ne paraissent pas décidés à s'en rapporter à leurs représentants dans le Cabinet. Pour accepter un pacte, ils posent de nombreuses conditions ; M. Stresemann devra obtenir la garantie anglaise contre toute violation des frontières occidentales du Reich par la France, l'évacuation immédiate de la zone de Cologne et l'évacuation hâtée des deux autres zones, la revision de certains articles du traité, la faculté de ne pas se plier à l'article 16 du pacte de la Société des nations. Au fond, les nationalistes seraient désolés que le pacte échouât, mais ils espèrent, par leur opposition, fortifier le Gouvernement dans sa bataille diplomatique et l'aider à obtenir des concessions, et, d'autre part, ils se réservent le moyen de dissoudre la coalition et de renverser le ministère. « Les éléments résolument nationaux des partis bourgeois, écrit la *Berliner Börsen Zeitung*, préfèrent voir le cabinet Luther et sa majorité s'écrouler, plutôt que de participer jusqu'au bout à la plus indigne de toutes les sortes de politiques d'exécution essayées jusqu'ici. » Le parti nationaliste se retrouve dans la situation fausse où il était il y a un an, au moment de l'adoption du plan Dawes, obligé d'infliger un démenti à ses revendications quotidiennes, ou de compromettre le rétablissement de la situation internationale de l'Allemagne. L'effort des nationalistes

tend surtout à séparer le pacte occidental des traités de garantie orientaux qu'il s'agit d'éluder, et finalement de faire échouer ; puisque l'Angleterre ne s'y intéresse pas directement, les nationalistes allemands comptent bien que le Cabinet britannique, pressé d'en finir avec le pacte rhénan, fera pression sur MM. Painlevé et Briand pour obtenir qu'ils renoncent à garantir les traités d'arbitrage avec la Pologne et la Tchécoslovaquie. A tout le moins voudraient-ils que la France, assurée de la sécurité de sa frontière de l'Est, renonçât à ses alliances avec la Pologne et la Tchécoslovaquie. L'association d'anciens militaires, *le Casque d'acier*, vient de faire une manifestation, à Halle, contre toute signature d'un pacte, et elle a adressé au maréchal Hindenburg un télégramme où elle résume les conditions sans lesquelles un pacte ne serait pas admissible : « Ce n'est pas la France, c'est l'Allemagne qui a besoin de sécurité. Ce n'est pas nous, ce sont les autres qui ont à désarmer définitivement.... » Le reste est à l'avenant.

Les revendications que les vieux soldats, et les partis nationalistes exposent sans ambages, on les retrouve, à peine atténuées, même chez les catholiques, les libéraux et les socialistes. Tous admettent qu'il faut revenir sur « le mensonge de la culpabilité allemande » ; tous veulent la revision des frontières avec la Pologne et l'annexion de l'Autriche. M. Georg Bernhardt, qui mène une brillante campagne pour l'entrée de l'Allemagne dans la Société des nations, montre que c'est, pour ses compatriotes, le meilleur chemin pour arriver à l'union avec l'Autriche. Aucun respect des traités, aucun sentiment de la réalité historique de la guerre voulue, acclamée et perdue, partout la même ardeur à la reconstitution d'une Allemagne forte, armée, puissante, capable de menacer ses voisins, de leur imposer sa loi : voilà ce que nous voyons; et les dernières élections, ainsi que l'élévation de Hindenburg à la Présidence, prouvent que ce sont les plus nationalistes de ces partis nationalistes qui sont maîtres du pouvoir. Comment voudrait-on que nous eussions confiance? Les procédés eux-mêmes restent toujours ce qu'ils étaient au temps d'Agadir, vexatoires et mesquins, maladroits et brutaux : l'arrestation de l'aviateur Costes vient de nous en donner une preuve nouvelle. Le désarmement moral n'est pas proche.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

HIVER

I

PREMIER HIVER

Jacob Vogler, au travers de la plaine solitaire et gelée, marchait en souriant dans sa barbe de cuivre à cause du marché qu'il venait de conclure. Tout ce qui lui restait de blé, après la semence mise en terre, le plus gros de sa récolte, il le vendait d'un coup et à bon prix. Il n'avait pas trompé ce juif de Colmar, ce gros minotier, son client; mais il avait joué serré. Cela s'était passé au cabaret de Dammerkirch, autour d'une bouteille de vieille framboise; la chaleur de l'eau-de-vie, l'agréable écho de la discussion bien menée s'ajoutaient au sentiment de la réussite et du gain pour épanouir le visage de ce riche homme de quarante ans. Il marchait d'un pas vif et balancé, soufflant devant lui la fumée de son haleine. Rien d'autre que lui ne bougeait dans le vaste paysage brun et argenté qui reposait entre les chaînes jumelles des Vosges et de la Forêt Noire. Le gel qui était venu avec les premiers froids de décembre avait arrêté les labours. Le ciel était pâle, vide et reculé; c'était l'hiver, le temps pour la terre d'être nue, son œuvre accomplie et livrée, ainsi qu'une âme en jugement. D'elle à l'azur froid, la distance s'était agrandie, le silence creusé. Mais, à l'horizon d'Est et d'Ouest, les crêtes neigeuses se pressaient, planaient et semblaient chanter.

« Oui, oui, une bonne affaire! » songeait Jacob Vogler. « Il

Copyright by Camille Mayran, 1925.

aurait bien voulu me rogner le prix de la mise en sacs, mais je ne m'y suis pas laissé prendre. » Il marchait par la petite route bordée de pommiers entre de vastes pièces de terre fraîchement rebroussées par la charrue, mais que la gelée avait durcies et pâlies; il ne regardait pas autour de lui; il voyait en dedans tantôt la figure du juif, les paupières attentives, à demi baissées sur des yeux jaunes où des lueurs passaient vives et mystérieuses comme des tanches dans une eau trouble; tantôt, plus longuement, avec un plaisir inépuisable, infaillible, qui tenait de l'instinct, l'écoulement des grains de blé dans les sacs. Cela commencerait demain et durerait plusieurs jours. Tondue et misérable la terre crispée de froid; mais sa richesse récoltée vivait et ruisselait dans le cerveau du paysan. Celui-là n'avait eu que du bonheur avec la terre; il l'avait reçue grande et l'avait agrandie. Certes, il était de ceux pour qui le signe d'alliance avait paru dans la nuée au-dessus des eaux décroissantes, « l'alliance entre moi et vous et tous les êtres vivants qui sont avec vous ». L'Éternel bénit l'homme juste, l'Éternel l'avait béni comme Booz. Pourtant... le chemin lumineux de l'action de grâces côtoyait une grande ténèbre : tant de bénédictions et l'absence de la plus précieuse! Travaux et gains des Vogler, la mort leur barrait la voie : pas d'héritier pour enjamber la faux, quand elle ferait tomber Jacob Vogler. Il repoussa de son esprit cette tristesse qui venait limiter tous ses contentements. A cause d'elle, en dépit de sa force, il était comme un homme qui ne respire pas jusqu'au fond.

Il s'arrêta net, au moment de s'engager sur un sentier qui s'écartait de la petite route et s'enfonçait entre des pâturages. Là commençait son domaine et la terre lui tenait aux pieds comme nulle part ailleurs. Le plancher de la salle de bal n'est pas plus caressant à l'amoureux qui danse avec sa belle. Il était né sur cette terre, il y mourrait. Elle n'était pas seulement sa place et sa tâche assignée, sa richesse, son orgueil, et tout ce qu'il avait connu de plaisir, elle était encore son rêve. Il n'y avait pas un autre lieu qu'il eût envie de voir. Quand il l'abordait, il lui fallait un moment pour la regarder, même en cette saison immobile où si longtemps elle ne lui montrerait qu'un visage de vieillesse et de patience. Le soleil déclinait, brisant ses rayons jaunes sur les flaques gelées du sentier. Debout au sommet d'un long pli de terrain, l'homme

avait devant lui tout un vallon au fond duquel sa ferme s'adossait à une noire sapinière. A gauche, le vallon planté d'arbres fruitiers s'allongeait vers une plaine onduleuse, à demi dissoute dans les brumes, rayée de peupliers en colonnades; à droite, le domaine s'étendait jusqu'à la lisière d'une forêt puissante qui s'en va vers le Rhin.

L'homme regardait de ce côté, celui des blés, en se répétant le chiffre de sa vente, comme il aurait tiré de sa poche un joyau. Pourtant, c'était le blé qu'il aimait, non l'argent; c'était cette réelle, ruisselante, nourrissante richesse dont ses granges allaient se vider; c'était surtout la terre génitrice et il lui rendait hommage avec ce chiffre, ainsi qu'un jeune père apportant un diamant à l'accouchée. Le soleil qui le frappait en face des pieds à la tête n'éclairait rien de mesquin dans sa haute et forte stature, ni dans son visage d'une couleur toute lumineuse, propre et clair comme un sou neuf, avec son large nez, sa bouche droite dans la barbe frisée, ses yeux à fleur de tête, candides, bien fendus, pleins de douceur. Aux purs faisceaux du soleil hivernal, cette face opposait un miroir vermeil, le calme d'un être qui est en confiance avec sa terre et avec son Dieu.

Bientôt l'homme reprit sa marche vers la ferme, groupe confus de bâtiments entre les lignes droites des abreuvoirs, toits qui s'étagent ou se heurtent, dont le plus bas écrase le sourd tumulte que fait le ronflement des porcs, tandis que le plus haut, brisé par un pignon où paraît une douce fierté campagnarde, coiffe de tuiles brunes la demeure du maître. Il longea la grange, profonde comme une église, regorgeante, les flancs hérissés de paille. Quand il arriva devant la voûte encombrée de chars et d'échelles qui menait à sa cour, le soleil touchant l'horizon s'encadrait dans l'arche même du portail, derrière la barrière du verger. L'air bleuissant se figeait. Un silence de froid et de majesté couvrait le vallon. L'énorme essieu rouge, parmi les herses et les tonneaux de la cour, semblait fendre la terre gelée, s'y enfoncer en la brûlant.

La vision était étrange et Vogler un instant se retint d'entrer, comme un païen qui, du seuil de sa porte, eût reconnu Phœbus Apollon, illuminant sa demeure. Mais son regard seul était ébloui. Depuis l'enfance, il savait qu'aux approches du solstice, le parcours diminué du soleil tombait en ce point et il ne

s'étonnait pas que le dieu des moissons, le générateur de sa richesse et le maître impérieux de ses travaux, fût venu s'accroupir ainsi comme tangible et domestique au milieu des outils familiers de sa tâche. Tranquillement il l'y confondait et se souvenant du texte qui dit : tout est à vous et le ciel et la terre et la vie et la mort, oui, tout est à vous, son grave esprit chrétien, comme un œil dont la paupière se soulève, s'ouvrait vers le Créateur. Puis il entra dans la cour et commença le tour des étables.

***

Par ces soirs de décembre, quand il avait fait sa ronde chez les bêtes et questionné les valets de ferme sur le travail du jour, il montait les degrés bosselés qui conduisaient à la porte de son logis, et sans siffler, ni héler, ni frapper du heurtoir comme fait un homme attendu, il tirait de sa poche une massive clef, l'introduisait dans la serrure en serrant un peu les lèvres, la tournait deux fois et poussait la porte. Il se trouvait dans un étroit vestibule aux dalles tout usées d'où s'élevait autour d'un pilier de pierre un escalier à vis. La ferme était vieille et, sauf pour en agrandir les dépendances, on n'y avait pas changé grand chose depuis les deux cents ans que les Vogler s'y succédaient.

A gauche s'ouvrait la salle, une longue pièce basse, au fond de laquelle une fenêtre à petits carreaux troubles et verdis laissait apercevoir le verger, noirs branchages sur une flamme rouge de couchant. L'ombre tombait d'entre les poutres, faisait fondre les murs en ténèbre où deux autres fenêtres tournées au Nord vers la sapinière flottaient, pâles, deux rectangles d'un paysage sans ciel, sombre et fantômal fait de troncs énormes autour desquels les branches rayonnantes, alourdies de leurs franges de deuil, ressemblaient à des roues à demi brisées. Le fermier allumait une lampe de cuivre, la posait sur la table de noyer au milieu de la chambre; il cherchait de la braise dans les cendres du poêle; avec des brindilles résineuses il rallumait son feu. La flamme d'huile, qui lentement grandissait dans le verre, ternissait la rougeur de l'Ouest, faisait reculer dans une lividité fantastique les files profondes des vieux sapins, tandis que les meubles sortaient de l'ombre : le poêle d'une faïence toute craquelée, luisante, couleur de la crème du lait, avec ses orne-

ments de cuivre et son tuyau noir pareil à un monstre annelé, tordant plusieurs fois ses replis avant de s'engager dans le plafond; le bahut de merisier rougeâtre; le coffre de mariage, sculpté de pampres autour de deux mains enlacées; le vaisselier dont les rayons découpés en festons épais portaient les rangées d'assiettes, d'un émail gras et doux, fleuries de roses rubicondes, de tulipes et d'œillets. Déserte, froide, abandonnée à la poussière, la chambre était pleine de vieilles choses qui avaient partagé la vie de plusieurs générations. Un rouet d'un travail ancien, de buis et d'ivoire, petit génie compagnon des mères, aujourd'hui tapi dans un coin d'ombre, inerte et désenchanté, dressait un fuseau dépouillé de lin. Le long des murs s'alignaient des chaises de bois plein, leur dos étroit creusé comme une taille trop mince, percé de trous ronds ou en croissant qui leur faisaient comme des yeux et orné çà et là, sur le contour, d'une petite corne de chevrette. Les quatre pieds fixés sous le siège, très en arrière d'un bord aminci, mais non dévié par plusieurs siècles d'usage, s'appuyaient au sol d'un mouvement oblique, raide et vif comme la crispation d'un animal arrêté dans le galop. Meubles façonnés par des artisans de village qui regardaient les bêtes et, taillant ces formes dures et vivantes, leur inculquaient mystérieusement l'étrangeté d'un oiseau de nuit, la brusquerie d'un poulain, l'allure occulte d'un chat hérissé.

Des toiles d'araignées pendaient entre les poutres, la solitude était assise sur toutes ces chaises.

Vogler ouvrit le bahut, en tira deux ou trois registres et s'assit près de la lampe pour dresser des comptes. A la tristesse de la maison déserte il opposait son diamant, le chiffre de vente fixé ce jour même et qui allait servir de base à ses calculs de la soirée. Mais lentement la tristesse montait. La soirée de décembre est longue.

Elle durait depuis plusieurs heures quand une vieille femme, sans bruit, ouvrit la porte et se glissa dans la chambre. Le fermier ne releva qu'un instant la tête et se replongea dans ses papiers, comme s'il eût tenu à ne pas interrompre un compte. En réalité, la vue de la vieille femme lui était désagréable. Il essayait de s'en distraire et de continuer son travail, mais il ne parvenait pas à ne pas écouter au fond de la chambre chacun de ses mouvements. Elle allait et venait autour du poêle, tisonnait, préparait pour le dîner la soupe et les crêpes. De temps

en temps, il l'entendait renifler, après avoir prisé. « Voyons, se disait-il, pourquoi est-ce que je fais attention à Catherine? » Mais il avait beau résister, une angoisse lui serrait la gorge. Il voulait demander quelque chose à la vieille femme, quelque chose qu'elle lui avait déjà refusé plus d'une fois. Il ne pouvait se résoudre au refus, mais, humilié de revenir sur le sujet, il ne savait comment s'y prendre. Penché sur ses livres, il cherchait une contenance, une idée, tourmenté de se dire que, s'il tardait trop, elle repartirait sans qu'il eût parlé.

Brusquement il se leva, ferma ses registres et vint s'asseoir à côté du poêle. En face de lui la vieille tricotait. Il l'observa : elle était courbée; on ne voyait pas bien son visage. Le rhumatisme qui voûtait son dos avait aussi tordu ses doigts, qui cependant serraient les aiguilles avec une alacrité singulière où de secrètes ressources d'énergie semblaient se donner cours. Le reste du corps ne bougeait pas plus qu'une pierre. Vogler alla chercher du vieux kirsch dans le bahut et s'en versa un verre. Le chauffant dans sa main, selon le vieil usage, il revint s'asseoir et, quand il eut avalé deux ou trois gorgées, il dit :

— Dis-moi un peu, Catheri, est-ce que tu vas t'obstiner toujours à me faire cuire un souper pour moi tout seul et à t'en aller ensuite préparer le tien? Quand je te demande encore une fois de n'en faire qu'un?

La vieille allongea son cou de tortue pour relever la tête et regarder le fermier sans redresser le dos. Elle avait, dans une figure jaune, de la couleur foncée de la cire, des yeux petits et troubles que n'ombrageaient plus les cils. Sa bouche épaisse et violette s'ouvrait avec une expression de prudence et d'amertume.

— Je connais ma place, Herr Vogler. Je suis assez vieille, j'ai vu assez de choses pour ne pas faire ce qui n'est pas raisonnable.

— Ce que tu trouves raisonnable, c'est que je sois seul ici comme un vieux loup? De quoi as-tu peur?

— Il n'y a pas de raison que vous soyez seul, Herr Vogler. Pour un homme marié, c'est pas une manière de vivre, je ne peux pas vous dire autrement.

L'homme fronça les sourcils, serra les lèvres. Allait-il se laisser pousser dans ses retranchements ? Il y eut un silence où cliquetèrent les aiguilles imperturbables. Puis la vieille précisa :

— Ce n'est pas à nous de vous faire de la compagnie; celle-

là qui garde les chèvres n'est pas pour manger avec celui-là qui commande. Si j'amenais ici ma petite fille, qu'est-ce qu'on en dirait? C'est pas comme s'il y avait une femme dans la maison!

— Je te retourne la question, Catheri. Si ta petite fille ne vient ici qu'avec toi, qu'est-ce que tu veux qu'on en dise? Demande plutôt à M. le pasteur.

— M. le pasteur est bien trop bon, pour savoir tout ce qui regarde les mauvaises pensées.

Et avec entêtement la vieille répéta :

— C'est pas comme s'il y avait une femme dans la maison.

— Je n'ai pourtant pas fait d'offense à la mienne, répliqua l'homme entre ses dents. Tout le monde le sait bien.

— Hé! sans doute, Herr Vogler, il n'y a rien à dire. Mais que Mme Émilie soit partie et ne revienne jamais, personne ne le trouve naturel. Si je le dis, c'est malgré moi; j'en demande pardon.

— Mais tu ne l'as pas connue, Mme Émilie; tu ne peux pas savoir. Elle ne s'est jamais habituée à la ferme. La culture, les bêtes, ce n'est pas son goût. Tout le temps, elle pensait à sa ville, sa famille, son père le pasteur, la vie de paroisse. Elle en perdait la santé. Toujours malade, assise là où tu es, à se faire des idées noires. Et nous n'avions pas d'enfants. Fallait-il la garder malheureuse comme en prison?

Un silence indiqua les réserves de la vieille femme, qui de nouveau dérobait son visage. Les doigts tordus tricotaient sans ralentir.

— Je ne dis pas, Herr Vogler. Herr Vogler est un homme juste, il a bien agi. Mais pour les enfants, c'est souvent quand on n'espère plus qu'il en vient un... et puis peut-être bien encore un autre, et que la joie entre dans la maison. Pourquoi ne pas se confier dans le Seigneur? L'homme sème, mais le Seigneur donne la moisson.

Jacob, buvant son kirsch à petits coups, entrait en rêverie. Depuis cinq ans, avait-il laissé perdre ses dernières chances? La vieille femme parlait sagement. L'Écriture ne montrait-elle pas à maintes reprises la fécondité refusée aux forces charnelles de la jeunesse, accordée à la foi de l'âge mur.

Si Émilie voulait revenir? Il y avait peut-être pour eux de l'inconnu et de l'espoir encore. Ce n'était pas la première fois qu'il y pensait.

Et la petite Salomé, sa grand mère alors ne l'empêcherait plus de venir dans la maison.

Voici que la vieille femme parlait encore.

— Oserai-je dire mon idée, Herr Vogler? Ce n'est pas à moi de montrer la voie droite à un homme tel que vous. Mais les vieux qui ont les yeux brouillés avec l'esprit quelquefois voient plus clair.

— Va toujours, Catheri.

— Mon idée, Herr Vogler, c'est que vous avez laissé partir Mme Émilie parce qu'elle ne se faisait pas de bon sang par ici, et qu'à cette heure elle s'en fait du bien plus mauvais.

— Elle vit à son goût et ne parle jamais de revenir.

— Bien sûr qu'elle n'en parlera pas. Mais elle attend, croyez-moi, Herr Vogler. Elle voit venir l'âge et se dévore de ce que son mari n'a pas besoin d'elle. Pieuse et sainte comme elle est, elle pense : « Mon mari est en danger de pécher; est-ce pour vivre ainsi que nous avons été unis devant le Seigneur? » Pour user son chagrin, elle fait le service de la paroisse, mais ça ne la console pas. Voulez-vous savoir si je dis vrai, Herr Vogler? Au premier mot de retour, vous verriez qu'elle arriverait.

Jacob Vogler arpentait la salle, les mains dans les poches. Ses joues étaient rouges au-dessus de la barbe de cuivre; ses yeux à fleur de tête semblaient tâter le chemin de l'âme au milieu des perplexités. Il était troublé par l'image d'une jeune fille, cette Salomé qu'il souhaitait voir assise avec lui, au repas du soir. La vieille femme embrouillait les choses, associait son vœu si simple à cette hantise profonde, le regret de n'avoir pas un fils. Comment avait-elle tourné si vite d'un sujet à l'autre, mis le doigt en plein sur sa plaie? Il se sentait fâché contre elle. Pourtant il y avait une odeur de sagesse dans ce qu'elle disait. La religion parlait par sa bouche. Jacob Vogler était marié; loin de lui la pensée d'enfreindre la loi.

— Tu crois qu'elle quitterait son père, demanda-t-il simplement, maintenant qu'elle a pris l'habitude de le soigner? Le pasteur est très vieux.

— Sans doute, Herr Vogler, le vénérable pasteur est vieux; mais il est encore plus vrai que l'épouse est triste et se languit. Herr Vogler est un homme réfléchi qui doit comprendre ces choses. Il sait que la femme attend du mari le secours et la con-

solation. Cela arrive dans la longueur des temps qu'on ait une querelle et qu'on se dise : « l'attelage ne va plus ; mieux vaut se quitter. » Mais qu'un homme, de son vivant, laisse sa femme veuve, une femme son mari veuf, pardonnez-moi, Herr Vogler, c'est un mal pire, ça ne se doit pas.

Elle s'était levée aussi, elle versait dans la poêle la pâte des crêpes : l'odeur et la fumée de l'huile chaude remplissaient la pièce aux poutres patinées par tant de suie et de friture. Vogler alluma sa pipe. Ils ne parlèrent plus. Quand le repas fut prêt, la vieille femme le disposa sur la table, tourna vers le fermier en guise de salut sa tête toujours baissée et se retira.

Elle descendit, en les tâtant de ses pieds gourds et de sa canne, les marches extérieures; dans la cour, elle s'arrêta malgré le froid. Ce n'était pas pour regarder par-dessus l'arête des toits l'agitation des sapins dans le souffle du Nord, ni les grandes nuées effrangées que le vent poussait contre les étoiles. Elle fermait les yeux, elle enfouissait contre sa poitrine un rire secret.

Dans son logis, — trois chambres au-dessus du porche voûté, — sa petite fille, en l'attendant, avait défait les tresses de ses cheveux et les peignait.

— Veux-tu manger, grand mère ?

— Coupe-moi un peu de lard, mon enfant.

Toutes deux mordirent leurs tartines et, l'une après l'autre, au même gobelet burent du lait de chèvre. La jeune fille tira son petit escabeau près du fauteuil où la vieille était tassée; elle se mit à casser des noix entre deux pierres. Quand elle se courbait, la lumière de la lampe faisait briller sur son dos les ruisseaux de sa chevelure. La vieille femme la regardait; elle rassembla dans son giron les longues mèches qui se levèrent comme des couleuvres. Salomé, grignotant ses noix, rejetait la tête contre les vieux genoux et laissait manier ses cheveux. La lumière tombait alors sur son front blanc, ses paupières qui avaient la pulpe de la jacinthe, ses larges joues, ses larges yeux, ses lèvres pâles et renflées. Sur ce visage de pleine lune, la vieille n'eût pas posé ses mains tordues, pleines de fendillures noires, mais elle remuait; dans les plis de son jupon crasseux, les mèches abondantes, fluides. L'enfant ignorait sa beauté, autant qu'au fond des bois, dans le matin de mai, le muguet couleur de perle, mais la vieille n'en perdait pas un détail. Elle com-

mença, pour amuser l'enfant, de redire un vieux conte, une histoire de bûcherons et de chasse féodale, de seigneur et de fille des bois. Elle connaissait les passives rêveries où de tels récits entraînaient Salomé, et tandis qu'elle parlait avec les lenteurs, les détours, les suspens invariables dont l'exacte répétition est requise pour la magie du conte, ses troubles yeux se repaissaient de la tête appuyée à ses genoux, abandonnée au train des visions, et où les prunelles, dans le rayon de la flamme d'huile, palpitaient lentement.

***

Poursuivant seul la veillée, Jacob Vogler eut de la peine à bien finir ses comptes. Le contentement de l'après-midi s'était fondu, le chiffre de la vente perdait sa consistance, le profit sa vive saveur. Rebuté une fois de plus par cette vieille opiniâtre dans un désir que la contradiction irritait, il avait été ramené par elle aux régions troublées de sa vie. La première fois qu'il lui avait demandé la même chose, arguant de ce qu'il était vieux, elle avait répondu si vivement : « Vous auriez dix ans de plus, maître Jacob, que je ne vous laisserais pas fréquenter ma petite fille. Vous n'êtes pas vieux et c'est une pitié de voir un homme de votre âge vivre comme vous faites. » Cela lui était resté dans la tête.

Et une autre fois : « Les promesses du mariage, vous n'en tenez pas compte. Vous qui êtes le mari d'une sainte femme, vous voilà comme un vieux garçon. Et le diable n'oublie personne. »

Au-dessus du coffre de mariage était suspendu, signe tangible de l'orgueil des Vogler, un arbre généalogique. Il avait été dressé sous Louis-Philippe par un Vogler qui était entré dans la vie bourgeoise et savante, avait exercé la profession d'avoué à Colmar, employé ses vieux jours à des travaux d'archives. Ses recherches l'avaient fait remonter jusqu'à un Arbogast Vogler, qui en 1660 avait acheté à bas prix la ferme, plusieurs fois dévastée au cours de la guerre de Trente Ans, et que le dernier propriétaire venait de laisser par sa mort aux mains de mineurs. L'acquéreur appartenait à la religion luthérienne qui prévalait toujours dans le canton. L'arbre généalogique, tout habité de noms humains, avec ses feuilles vertes cernées de rouge, retraçait la suite de six générations.

Souvent à ces heures de solitude et de nocturne silence, l'instinct de chercher une compagnie ramenait Jacob Vogler à la contemplation de ce tableau. Ces couples qui s'étageaient, prolongeaient en arrière sa vie, que rien n'entraînait en avant. Il avait devant le branchage de l'arbre ses habitudes de curiosité ou de sympathie qui guidaient son attention entre les rameaux ; il comptait la postérité de tel grand oncle : ici vingt-quatre cousins, là dix-neuf ; tout ce monde parti en somme de ce domaine, de cette salle à grosses poutres, ombragée par la sapinière, où il se rappelait l'enfance, les parents, le bon oncle, les jeux avec le frère et les sœurs, les combats, les rages, les rires (ce soir, le trottinement d'une souris dans un coin semblait égratigner les quatre murs). Beaucoup de ces hommes et de ces femmes, implantés en d'autres terres, en faisant souche dans de petites villes, avaient mené des vies calmes et copieuses jusqu'à l'heure d'aller dormir le long sommeil des cimetières, sous la croix et les fleurs. Mais quelques-uns avaient connu l'aventure, la mort lointaine : deux cousins étaient tombés dans la retraite de Russie ; il y avait eu un missionnaire pour la Chine ; le propre frère de Jacob, Seppi, malchanceux à la conscription, avait été tué en Crimée. De ses rêveries le long des branches, Jacob revenait à une feuille située vers le milieu de l'arbre, mais non au sommet, car les branches latérales, d'année en année allongées de leurs bourgeonnements, montaient déjà bien plus haut, une feuille où il lisait en fines lettres gothiques : *Jacob Vogler 18... Émilie Koehret.* Là son regard tristement s'arrêtait.

D'autres... d'autres ont des enfants qui sont au bout du rameau comme le bourgeon vert, fait de feuilles enroulées sur des feuilles, et dont le tendre tissu recèle une force qui désarme le temps. Sa branche à lui est la branche coupée qui n'a pas pu former cette pointe victorieuse. Pourtant il sentait en lui la sève puissante, irritée qui émet, comme les nuages montant des eaux, le rêve en voyage vers l'avenir.

Il avait vécu dix ans avec sa femme, une malade, une bizarre qui ne pouvait pas supporter la vie de la ferme. C'était fini maintenant, et comment l'aurait-il regrettée ? il était seul ; il aimait mieux cela que de voir cette figure maigre, anxieuse, qui se guindait dans un perpétuel effort vers une impossible

douceur; mieux cela que de subir cette compagnie toujours incommode, hérissée de griefs. Elle n'aimait pas la terre : on n'y pouvait rien. Lui, il aimait la terre plus que tout, cette terre des Vogler avec toutes ses bosses et tous ses creux qu'il connaissait beaucoup mieux qu'aucun visage, les bons et les mauvais coins, et ses arbres fruitiers chacun avec son histoire, ses greffes, ses entailles, et le ruisseau tressautant au fond du vallon dans le cresson et la menthe. C'était là vraiment son épouse, soumise et fidèle et secrète, pleine de fières et amoureuses pensées, couvées chaque hiver sous la neige et qui, au printemps, montaient, éclataient hors des mottes et des écorces en bouillonnements de fleurs, en flammèches de pousses neuves par millions.

Quant à Émilie Koehret, elle était sa femme, on n'y pouvait rien non plus. Il n'en avait jamais connu d'autre. Qu'il l'eût aimée, il ne pouvait guère se le représenter après si longtemps, et pourtant... Il avait alors vingt-cinq ans, il travaillait chez son père ; sa mère était morte depuis peu, ses sœurs déjà mariées. On vivait entre hommes à la ferme, le veuf Antoine Vogler, avec son frère Nicolas le célibataire, et ses deux fils Jacob et Seppi. Celui-ci était trop jeune encore pour penser à se marier, et quant à l'aîné, on ne l'en pressait pas, ni le père ni l'oncle n'ayant envie de voir une jeune femme s'installer en maîtresse au foyer. Ce n'était pas comme si la maman eût été là pour lui apprendre les habitudes de la famille !

La chose arriva ainsi : Jacob s'était blessé en tombant d'un cerisier qu'il taillait. La branche avait cédé sous le poids de son grand corps. Un bras cassé, une entaille profonde ouverte à l'épaule, il avait langui longtemps ; l'infection s'était mise dans la plaie, avait amené la fièvre et de grandes douleurs. Alors, son oncle le marchand, le mari d'une tante maternelle, était venu le chercher pour l'emmener chez lui, à Riquewihr, où il disait que se trouvait un bon médecin. Et le médecin l'avait confié à Émilie, la fille du pasteur, qui aimait les malades et avait appris à soigner les plaies. Tous les jours, pendant un hiver, Émilie était venue panser le jeune homme, et quand elle avait oint et bandé l'épaule malade et qu'il reposait, rafraîchi, elle s'asseyait longuement près de lui, lisait souvent un passage des Livres Saints et parlait de la Vie éternelle et du Royaume de Dieu. Parfois le pasteur venait aussi ;

alors la jeune fille se taisait, joignant ses mains sur sa robe noire, penchant avec piété son visage grave et mince, où les sourcils blonds s'arquaient très au-dessus des yeux pâles, comme des porches d'église. C'était là, derrière la boutique de l'oncle marchand de toiles et de cotonnades (quelle vie ont ces marchands ! d'un bout de l'année à l'autre, dans leurs petites chambres étouffées, ces coups de ciseaux dans l'étoffe et ces caquets, — comment y penser sans dégoût ?), c'était là, au bord de la ruelle étroite surveillée par la fenêtre basse et voilée de blanc, qu'il s'était englué dans son destin.

Ç'avait été d'abord un attachement pour le pieux toucher de ces doigts guérisseurs, une attirance timide vers la lumière de ces yeux sages, qui faisaient espérer la dispensation de vertus auxquelles on n'avait pas songé dans la rudesse du travail campagnard ; puis, à mesure que la guérison avançait, une mélancolie à l'idée de cette existence d'avant la blessure qu'il faudrait reprendre, et où Émilie ne serait pas. Et voici qu'à son tour Émilie avait paru touchée par une influence qui ralentit les gestes et suspend la parole, et que souvent, après sa lecture, les mots lui manquaient pour l'habituel commentaire, sans que pourtant elle se levât, ni cherchât aucun prétexte à sa présence rigide et modeste, à trois pas du lit. Et comme le jeune homme, dans l'abattement de la convalescence, le jour de sa première sortie, avait dit la tristesse de partir bientôt et de ne plus revoir Émilie, le silence de celle-ci avait bien clairement répondu qu'elle était prête à le suivre. Deux jours après, Jacob avait écrit à son père pour lui demander la permission de se marier.

Émilie avait alors vingt-sept ans, son teint était fané et ses cheveux ternes, ses épaules étroites et maigres, son dos plat comme une planche. Antoine Vogler avait accueilli cette bru sans bonne grâce, flairant bien que l'esprit de la terre ne lui viendrait jamais. Jacob, dès après le mariage, l'aima moins. Tout le temps qu'ils vécurent ensemble, il mit une étrange injustice à lui reprocher de ne pas se plaire au milieu de ceux à qui elle ne plaisait pas. Elle, cependant, sevrée de dévotieux discours, en arrivait bientôt à considérer sa nouvelle vie comme une captivité de Babylone. Pas de temple à proximité, rarement des malades à visiter, point d'aumônes à distribuer, — la famille Vogler ne rendait à chacun que son dû, — la solitude, enfin, au centre de cette vaste richesse des mottes

insensibles, des bêtes, des champs, des fruits, choses terrestres et charnelles pour lesquelles ses yeux n'avaient pas d'attention. Son beau-père et son mari, des paysans comptant avec précision leurs écus, heureux quand les vaches avaient bien vêlé, quand la moisson remplissait les granges, quand haussait le cours des mirabelles ou des pommes. Dans sa petite ville, parmi les marchands et les ouvriers, elle n'avait pas connu les bêtes. Elle les considérait avec une âme effarée que rebute le spectacle étrange du fond des auges, des étables, des écuries, de la multiplication de la chair. Et combien ne s'étonnait-elle pas de l'illusion qui, de la maison de son père et du service paroissial, l'avait amenée dans cette Égypte!

Le timide amour qu'elle avait éprouvé pour le blessé s'était évaporé sitôt que la force mâle, manifestant son essence, avait établi son règne. Et, dans l'inanition de son âme, la morose épouse, expiant le mensonge de l'instinct, était devenue acariâtre, récriminante, hostile. La rudesse et la santé des hommes avec qui elle vivait lui suggérait une attitude plaintive. Elle rêvait de ces malades qu'autrefois elle soignait, êtres souffrants, dociles, reconnaissants, sur qui elle étendait son dévouement et son prestige ; privée d'eux, elle retourna sur elle-même son goût de compatir : elle devint malade et se soigna. On ne la vit plus qu'enveloppée de châles, entourée de boules d'eau chaude, les pieds sur une chaufferette, les oreilles bourrées de coton ; ses pâles joues se vidèrent, la peau s'amollit, bleuissante autour des yeux. Le nez rouge et les doigts froids, elle passait l'hiver accotée au poêle, tricotant sans relâche et soupirant. En vérité, était-ce là une jeune femme, une nouvelle mariée? Antoine Vogler, en quittant ce monde, n'espérait plus d'elle l'accroissement de sa descendance. « Il faudra donc que ce soit Seppi, mon pauvre Jacob », disait-il à son aîné. Mais Seppi était au service et n'en devait pas revenir. La malchance était sur les deux frères. Jacob, cependant, restait fidèle époux. La tentation était rare, dans cette vie qu'isolait l'espace, qu'absorbait la terre, que lavaient les vents du ciel. Elle ne l'avait jamais mordu au vif, ni attaqué dans la simplicité intacte de son adhésion à la Loi. « Jusqu'à ce que la mort vous sépare », avait-il été dit sur leurs droites jointes. Mais la silencieuse faculté d'amour, en lui, de plus en plus, s'était attachée au domaine.

Après dix ans de grincements et de patience, un conflit qui mit en jeu chez lui la passion de la terre, chez elle la rébellion contre l'esprit paysan, sans briser leur lien les sépara cependant. Elle hérita d'une grand tante qu'elle avait soignée autrefois et qui lui léguait par testament quelques milliers de livres. Un peu agressivement, elle déclara son intention de disposer du legs pour la paroisse citadine dont son père était toujours le pasteur. Jacob était alors en procès au sujet d'un pâturage assez éloigné de sa ferme que le troupeau d'un voisin lui avait plusieurs fois tondu avant que le sien n'y arrivât. Il savait que ce voisin, pris dans l'embarras de mauvaises affaires, ne cherchait qu'à vendre et sa prairie et son troupeau. En les achetant, il mettait fin à la contestation d'une manière flatteuse pour son orgueil et les prix seraient avantageux. L'héritage d'Émilie arrivait à point nommé. Il ne put admettre qu'elle le lui disputât, témoignant ainsi de son indifférence aux intérêts du domaine. Trop fier pour user de ses droits légaux, il céda; mais elle avait scandalisé son âme. Leur discussion avait mis à nu tous les éléments d'hostilité après la claire vision desquels il ne reste plus de raison de vivre ensemble. Jacob avait dit à sa femme que, s'il lui plaisait de se consacrer à la paroisse de son père, elle en était libre. Émilie l'avait pris au mot. Un prétexte de santé couvrit son départ : Mme Vogler, dit-on, allait se soigner à la ville. Elle commença dès lors une vie singulière, à la fois plaintive et compatissante, où elle satisfit sa curiosité des maladies et des remèdes, son goût pour l'exhortation pieuse, sa pitié pour elle-même, son besoin secret d'estime et de prestige. Enfin, elle retrouvait ce qui pour chaque être est l'harmonie particulière où il peut vivre. Elle respirait. Délivrée désormais du spectacle de l'abondance, de la santé, de la beauté, libre de donner cours à ses pensées paisiblement gémissantes, elle redevint presque heureuse.

Jacob, de son côté, goûtait une étrange exaltation qui lui venait de sa solitude avec la terre. Il se sentit comme un fiancé à la minute où le tiers importun s'éloigne : il n'y a plus de limite à la présence de la fiancée. Ainsi par les matins de cet avril qui suivit le départ d'Émilie. Quand il sortait de chez lui en remontant le ruisseau, à travers le verger tout écumant de fleurs, tout bourdonnant d'abeilles et que le ciel flottait pâle

sur les parfums de ses arbres, il retrouvait plus aiguë la félicité qu'avant son mariage lui avaient causée parfois de tels instants. Un médiocre mariage, tissu d'ombre qui ternit toutes les heures, découragement secret où s'efface la limite et la différence du beau ou du laid, du contentement et de l'ennui! On finit par ne plus rien désirer que de tangible et de mesquin, l'élan du cœur déçu retombe, les forces de la nature poussent l'être mal apparié à l'oubli de ces hauts champs de l'amour sur lesquels il a tout perdu. Lentement elles le réduisent aux désirs des esclaves pour la pitance et l'heure du repos. Que la chaîne se brise et que le cachot s'ouvre, — que devient l'esclave en revoyant l'azur? Ainsi Jacob n'avait pas rêvé que l'absence d'Émilie pût être à ce point délectable et pareille à l'expansion du printemps dans le ciel.

Ils ne se virent plus; il s'écrivaient à leurs anniversaires, à Pâques et à Noël, — cela faisait quatre fois par an, — lui des lettres courtes, appliquées, uniformes; elle de longues pages pleines de détails sur sa santé, que suivaient des élévations morales et des conseils de résignation. Ils évitaient l'un et l'autre de s'exprimer sur le sujet de leur anormale séparation et de marquer un désir d'en voir le terme.

Mais au temps où commence cette histoire, Jacob avait épuisé le bonheur de la solitude, précaire autant qu'un autre, et toutes ses forces étouffées tendaient à un renouvellement de la vie.

*
* *

Jacob ayant longtemps songé, puis ouvert sa Bible et lu quelques versets, gisait sans sommeil dans son lit. Au dehors une opaque nuée s'était étendue sur tout le ciel. Un quinquet éclairait la cour où les chiens s'enfonçaient dans leurs niches, les sapins dressaient au-dessus des toits leur garde géante et noire. Vers minuit, le vent tombant, l'air se remplit de légers cristaux qui flottaient d'un mouvement vague et capricieux. Bientôt leur succédèrent des flocons, petits d'abord, mais qui grossirent rapidement jusqu'à ce que la nuit en fût tout obstruée. Au fond de sa chambre close, Vogler se dressa : l'air avait changé. Par vieille habitude d'interroger le temps, il se leva, entr'ouvrit sa croisée; le goût de la neige toucha ses narines, monda sa gorge de pureté soudaine; dans l'entrebâil-

lement des volets, il vit l'espace animé d'une vaste et dansante multitude qui descendait du ciel et semblait propager un message à travers les ténèbres. Impalpable et froid, un flocon lui piqua le visage. Il referma la fenêtre. « Par-dessus cette gelée, pensa-t-il, ça va tenir. Faudrait pas qu'il en tombe trop pour gêner demain les charrois de grain. »

Au matin, le soleil se leva sur un univers blanc, sans tache et sans ride. Les mottes des champs ne se marquaient plus que par les légères modulations bleues de leur surface molle, éblouissante et reposée. Les arbres, les buissons enchevêtraient des branches où le bois n'était plus qu'un trait noir épousant un épais rameau de neige, — coraux blancs dans l'éther pâle et uni d'un ciel tout neuf. Et le soleil perçait de ses rouges flèches de lumière ces végétations heureuses qu'une nuit avait fait passer de leur pauvreté transie d'automne à une splendeur scintillante et fourrée. Au passage, ces rayons décrochaient des ramures quelques diamants liquides qui tombaient en s'effilant et seuls rompaient un prodige d'immobilité.

Vogler sitôt debout appela deux valets de ferme et fit appliquer les échelles contre les granges à blé. Il fallait commencer la mise en sacs. L'ouvrage en train, il sortit. Dans sa veste et son bonnet de fourrure, le froid ne le dérangeait pas. Il aimait cette piquante jeunesse de l'air. Il longea les abreuvoirs où la neige neuve couvrait la glace et prit le sentier montant à l'opposé de la sapinière. Comme il approchait de la crête, il entendit une chanson qui s'élevait sur l'autre pente, claire, agile, aigrelette ; la voix lui était connue, elle lui entrait dans l'ouïe avec la même fraîcheur que dans sa poitrine le souffle de la neige.

Il retint son pas. La chanson montait dans l'air avec l'allure droite et libre d'une mince fumée quand le ciel retient toute haleine. A l'entendre, l'homme se sentit heureux et renouvelé, pareil à la terre dans son vêtement de blancheur profonde. Il demeura l'oreille au guet, le cœur au large et bien battant jusqu'à ce que la voix se tût. Cela fit comme une cassure dans le cristal de l'air. Alors il monta jusqu'au sommet de la pente et vit, à quelques pas au-dessous de lui, une jeune fille assise sur un fagot de bois. Elle lui tournait le dos, toute droite; le petit fichu bleu qui lui serrait la tête tombait en pointe sur sa nuque; elle faisait jouer dans la neige en poudre une longue brindille de bois mort.

— Bonjour, Salomé, dit Vogler. On s'ennuyait sans oiseaux !

Sauvage, la petite Salomé s'était levée et, regardant Jacob, elle mordait sa lèvre, gonflait sa narine et ne répondait pas. Son visage était large et pur ; elle avait entre ses paupières de lis de grands yeux froids et dormants. Jacob ne put la regarder sans rougir.

— Salomé a perdu sa langue, reprit-il ; mais elle a trouvé un bon fagot. Tu attends donc la neige pour aller chercher du bois ?...

— Il n'en restait presque plus, dit la jeune fille, et si la neige tombe encore...

Elle n'acheva pas et se pencha vers son fagot comme pour le soulever.

— Je vais t'aider à recharger, dit Jacob, qui à deux bras prit le fagot et le soutint à la hauteur des épaules de la jeune fille.

Elle s'approcha, enfila ses bras l'un après l'autre dans les nœuds qu'elle avait ménagés en liant le bois. Son visage était devenu triste et docile ; sa taille plate qui avait encore la minceur des années de croissance plia sous le fardeau.

— Comment va ta grand mère avec ce temps-là ? demanda encore Jacob.

— Elle a mal dans les os, elle ne peut pas dormir, répondit la jeune fille avec une tristesse soudaine et grave comme celle des enfants, — et déjà elle s'éloignait, les mains sur les hanches pour assurer son équilibre, hâtive comme si elle eût souffert d'être regardée.

Jacob suivait des yeux la silhouette qui descendait la pente : un fagot brun balancé au-dessus d'une jupe ballante. Une étrange douleur, lentement, lui serrait la gorge.

Il reprit sa marche, se dirigeant vers les terres labourées les dernières avant le gel ; il portait les jalons et la corde pour arpenter ; le froid venu de bonne heure l'obligerait à modifier la répartition de ses semences ; il était probable qu'on ne sèmerait plus avant la fin de février.

Le chemin longeait de loin la forêt qui montait et dévalait les amples vagues du terrain, — énorme épaisseur de ramilles à peine poudrée de neige, avec, çà et là, des bouffées de roux, car les chênes avaient encore leurs feuilles et les hêtres mêmes

n'étaient pas dépouillés. A l'horizon le Schwarzwald, comme un air de flûte suave et calme, se détachait sur l'azur. En marchant, Vogler se remémorait les cultures qui s'étaient succédé depuis cinq ou six ans sur les champs qu'il traversait et discutait en lui-même des problèmes de semailles. Il traversa un bras de la forêt ; c'était, à cet endroit, un taillis de jeunes chênes dont les troncs portaient presque tous des lierres. Tout chargé de neige, il semblait paré pour une fête. Un lièvre s'en échappa, bondit au milieu du sentier. L'homme eut le temps de voir briller son petit œil fixe « Voilà un compère qu'il faudra que je retrouve », se dit-il avec une excitation joyeuse. De l'autre côté du taillis commençaient les champs qu'il était venu voir. Les sillons se marquaient assez nettement sous la neige : c'étaient des raies de bleu diaphane dans tout ce blanc sans ride que le soleil faisait scintiller en myriades de cristaux où l'on eût dit que tremblait la joie d'un élément. Les garçons avaient bien travaillé : en des journées si courtes on n'aurait pas pu en faire davantage.

Et Vogler se laissait soulever en présence de sa terre qui, ce matin, semblait neuve, par une sensation d'aise et de confiance. Plusieurs générations de ses pères se réjouissaient en lui, regardaient un instant par ses yeux la longue douce pente que venaient encore une fois de labourer les charrues de leur ferme, — se tenaient un instant avec lui, debout, les pieds en sabots, face au rouge soleil qui dérivait au-dessus des bois, — hommes de haute stature, de chaude couleur et qui respiraient joyeusement. Jacob se souvint d'un pareil matin où son père et son oncle l'avaient emmené, enfant de dix ans, jusqu'à cet endroit, et avaient délimité devant lui la frontière de l'avoine et du blé sur cette partie du domaine. Il était venu exactement pour la même chose ; il se mit à ses mesures. Rien de ce qu'avait fait son père qu'il ne recommençât d'une année sur l'autre. Mais lui n'avait pas de petit garçon à son côté ; il sentait maintenant cette absence de plus en plus, comme un deuil, comme une maladie. Si dominateur qu'il fût, si vigoureux et actif, toute sa perspective était de mourir. Dans cinquante ans, nul homme vivant ne lui devrait ses prunelles ni ne le sentirait remonter du fond de son cœur à ses lèvres pour les paroles graves, la prière et le serment.

Les mesures prises et quelques piquets de bois mort fichés en terre, il rentra chez lui d'un pas long, à travers le froid

compact et bleu sous le ciel sans nuages, — et tantôt il pensait aux affaires engagées, tantôt à ce lièvre qu'il avait vu et dont il rêvait de trouver le gîte; brusquement parfois il se faisait comme un blanc, un vide angoissé devant son âme : il pensait à la petite Salomé Spiegel, à sa chanson si fraîche, à l'air pauvre et triste qu'elle avait eu en s'en allant sous son fagot. Quand il aperçut de loin la ferme tassée dans le vallon, vieille et tannée sous ses toits de pure neige, ses yeux cherchèrent le porche où Salomé vivait avec sa grand mère. Une tendresse inquiète et chaude frémit dans son cœur, comme une aile soudain dans le nid où l'oiseau s'éveille. Il eût voulu savoir comment l'enfant passerait cette journée où elle ne ferait pas sortir les chèvres, si le feu dans la chambre était suffisant. Il eût voulu qu'elle chantât de nouveau sa chanson du matin. Mais l'habitude de réserve l'emporta. La jeune fille n'entrait pas dans sa salle et lui jamais ne montait à ce logis.

Jusqu'au soir, la cour fut pleine de bruit, chocs sourds des sacs jetés sur les chars, grincements d'essieux, querelles ou plaisanteries de valets sur les échelles. Vogler surveillait le travail, donnait des ordres; les sacs magnifiquement s'amoncelaient. Au coucher du soleil, les hommes du minotier remirent les chevaux dans les brancards et quatre chars l'un après l'autre franchirent la voûte. Le trajet se prolongerait longtemps à la nuit close; on avait allumé les lanternes. Vogler, étant sorti pour assister au départ, leva la tête et vit en face de lui, à l'une des petites fenêtres écrasées sous l'auvent du porche, le blanc visage de Salomé, front collé contre la vitre. L'admiration et la curiosité lui entr'ouvraient la bouche, tandis qu'elle regardait les longs et lourds véhicules déboucher au-dessous d'elle, ou qu'elle suivait des yeux celui qui le premier s'enfonçait dans le rose désert du soir. Le trésor de l'été s'en allait tassé, cordé, dormant sous les bâches. Il y avait dans le regard de la jeune fille quelque chose de respectueux et de presque ébloui qui fit reparaître à l'esprit de Vogler le chiffre fixé la veille avec le minotier. Il en eut une bouffée d'orgueil, mais ce ne fut qu'une seconde ; ses yeux se fixèrent avec un étrange magnétisme sur ce visage derrière la croisée ; l'haleine embuait le petit carreau ; la silhouette était trouble, flottante, cependant immobile, et Jacob sentit son cœur fasciné, sa vie aspirée hors de lui par cette présence, comme si soudain rien ne comptait plus pour

lui que le besoin de la voir persister un moment encore ; mais la jeune fille l'aperçut et, se sentant regardée, laissa retomber le rideau.

Jacob, ce soir-là, prolongea longtemps sa veillée ; il n'en avait pas fini avec ses registres ; il essayait de s'y absorber ; mais son esprit était agité : les joues roses de Salomé Spiegel étaient perpétuellement devant ses yeux, présence voletante et transparente, qui parfois semblait sur le point de se fixer et s'évanouissait de nouveau dans la fumeuse atmosphère de la chambre.

Sälmele... il n'y avait pas un an qu'elle était arrivée avec sa grand mère, toutes les deux demandant du travail, — la vieille habillée de rapiéçages, la petite en loques et l'air affamé. Vogler les avait prises sur la recommandation d'un pasteur dont la vieille était munie ; il leur avait assuré, avec un petit salaire, un abri et le pain quotidien. Elles s'étaient montrées assez sauvages avec les gens de la ferme ; la grand mère tenait sa petite-fille dans une obéissance étroite, une stricte réserve, qui faisaient penser qu'elles étaient d'honorables personnes victimes de la mauvaise fortune. A peine tirée du dénuement, la vieille femme avait repris une sorte de quant à soi, ses paroles étaient réfléchies. Et la petite se rattrapait de sa misère ; elle avait dix-sept ans et grandissait encore, s'allongeait d'un dernier élan ; une fleur de rose lui montait au visage. Quel plaisir Jacob avait à la voir ! Certes, ce n'était plus de son âge de s'occuper d'une jeune fille. Si la vieille Catherine l'amenait seulement quelquefois avec elle, bien sûr il n'y ferait pas autrement attention. Mais qui n'a envie de voir un peu de jeunesse ? Si Émilie voulait revenir, la maison ne serait pas toujours vide. On aurait quelquefois de la visite. Il fallait penser à ce qu'avait dit la vieille Catherine ; il fallait voir... Lui, il avait toujours désiré d'être un bon mari et quand il avait laissé partir sa femme, c'était dans l'idée que cela leur vaudrait mieux à tous les deux. Mais il n'avait rien contre elle ; l'affaire de l'héritage, il n'y pensait plus. Ces choses-là ne durent pas toujours. Et c'était pourtant triste de vivre comme un loup à qui, d'un bout de la semaine à l'autre, on n'ose pas laisser voir une jolie figure.

Le chien se mit à hurler dans la cour. L'homme arpentait la salle, perplexe et rêveur. Le chien redoubla ses cris. Jacob en prit prétexte pour sortir ; il mit sa veste et son bonnet,

Le ciel d'hiver apparut comme une tiare de pierreries au-dessus des toits bleus de la ferme. Le hurlement du chien semblait heurter les hauteurs de l'espace. On entendit craquer une échelle, grincer les battants de la grange où deux valets couchaient dans la paille au-dessus des chevaux. « C'est toi, Nicolas? » appela le fermier. Un grognement lui répondit. Ce garçon, récemment embauché, avait pris prétexte du convoi de blé pour aller passer la soirée au village. Jacob descendit les marches de pierre, traversa le porche et fit quelques pas hors de l'enceinte; l'air, très pur malgré le froid le prenait à la gorge, une douceur gonflait ses narines et allégeait tout son corps. Il eût été heureux de marcher longtemps. Sans bruit, il s'engagea sous les poiriers en s'éloignant de la ferme, puis se retourna; il voyait, de là, le logement du porche, la petite fenêtre où avait paru Sälmele éclairée maintenant d'une lumière jaune, et qui brillait toute rayée de branches. Au fond de la chambre, Sälmele sans doute était déjà couchée dans le grand lit qu'elle partageait avec sa grand mère; peut-être elle dormait derrière le rideau d'andrinople, épanouie dans le sommeil, oublieuse de la pauvreté et de tous les travaux qu'elle n'aimait pas. Mais Catherine veillait encore et plusieurs fois Jacob vit passer derrière la vitre son ombre gourde. Puis la lumière s'éteignit, les étoiles eurent comme un sursaut de clarté et le vaste silence où baignait la campagne parut exprimer l'attention de la terre aux feux qui giclaient de partout dans les abîmes noirs de l'espace.

A ce moment, Jacob pria Dieu pour être préservé du mal. Une attention profonde en lui aussi s'élargissait, pareille à cette immobilité précise et pure de toutes choses devant la face révélée des constellations. Il vit clairement qu'il aimait la jeune fille. Il le vit avec une sorte de calme, comme d'au-dessus de lui-même et, apaisé par la vérité, il revint lentement vers la ferme. Dans l'horizon des grands labours, où les semences dormaient sous la neige, c'était la seule masse dessinée, la seule expression de volonté humaine, une chose construite, tassée, dominatrice. Il pénétra dans la cour, décrocha la lanterne qu'on y laissait brûler toute la nuit, et commença le tour des étables. Le sommeil était partout. Il vit luire dans le rayon de la chandelle les croupes bossuées des chevaux de labour; dans l'étable, pleine d'une odeur douce de lait et de foin, plus forte que

l'âcreté des bouses, s'enfonçait l'alignement des grandes échines horizontales. Quelques indolents coups de queue, un meuglement vague et paisible répondit au passage de la lanterne ; un bruit de mâchoires ruminantes montait des stalles, se mêlait au ronflement du vacher endormi. De l'autre côté de la cloison, se pressait le petit troupeau de chèvres confié à Salomé. Jacob le regarda un peu plus longtemps : une bête noire et fine à la longue barbiche, tourna vers lui ses yeux d'or, ses cornes annelées. Salomé viendrait les traire à l'aurore ; il vit son petit tabouret au milieu de la paille. Souvent, s'il se trouvait dans la cour quand elle la traversait pour aller à l'étable, il entrait derrière elle, il se plaisait à la regarder traire. Maintenant, il savait qu'il ne le ferait plus.

Il sortit. Ce n'était encore que la première moitié de la nuit; jusqu'aux approches de l'aube tardive, cette abondante et chaude torpeur allait combler les hommes et les bêtes, tandis que la roue du ciel scintillant tournerait au-dessus de la cour. Il eût voulu boire comme tous les êtres à ces profonds abreuvoirs de la quiétude ; mais lui, depuis longtemps, ne dormait que peu. La nuit, il pensait aux morts, et aux soucis du domaine ; les heures se tiraient lentement et il n'attendait pas pour se lever que le petit jour eût filtré d'entre les noires géométries des sapins. Cette première lueur, huit mois de l'année, le trouvait assis dans sa chambre, près d'une bougie allumée, penché sur sa Bible, — un vieux livre que l'on avait acheté pour son grand père dans le temps que sa vue baissait, imprimé sur deux colonnes en gros caractères. Ce soir-là, quand il eut cadenassé la porte de son logis, couvert de cendre les braises du poêle dans la salle, mis sous clef ses registres et, par l'escalier de pierre aux marches éculées, gagné sa chambre, il ouvrit le Saint Livre et lut assez longtemps. Mais ensuite, il ne put se souvenir de ce qu'il avait lu. Se gourmandant lui-même pour son manque d'attention, il se dévêtit et se coucha. Quand sa lumière fut éteinte, l'horloge d'en bas laborieusement sonna minuit. L'image des joues de la jeune fille et de ses cheveux brillants agitait l'obscurité comme eût fait le vol d'une phalène. Jacob ramenait sa pensée vers Émilie. Lui demanderait-il, à cette heure troublée, de revenir vivre sous son toit? Il commençait à se convaincre que la vieille Catherine avait dit vrai : l'épouse ne refuserait pas.

***

Le dimanche avant Noël, au village de Heiteren, d'où dépendait la ferme Vogler, devait se jouer le *Jeu d'Adam et Ève*. Le naïf mystère, qui sur les rimes en patois venait du lointain des âges, n'était pas encore tout à fait perdu. Jacob se rappelait l'avoir entendu maintes fois dans son enfance. On le chantait chez ses parents, à la veillée de la Saint-Nicolas ; il y assistait au premier rang avec ses sœurs et son frère, tantôt effrayés par l'aspect du diable au visage de suie, dont brillaient les dents féroces et les yeux caressants, tantôt ravis par les voix mêlées de l'Ange, d'Ève et d'Adam qui, en longues tuniques blanches, louaient les délices du Paradis. Ce jour-là, on venait de loin chez les Vogler, tout le monde en toilette, les hommes en gilets rouges, les femmes en tabliers de soie fleurie, et le nœud sur la tête. Le mystère chanté, les acteurs passaient dans les rangs pour recueillir les offrandes ; puis on dansait et des filles hardies se laissaient entraîner dans la valse par le diable encore barbouillé dont flottaient les rubans rouges.

Les acteurs étaient toujours des pauvres qui gagnaient quelque argent à répéter le mystère de ferme en ferme, d'auberge en auberge ; et de plus une heure de danse et un souper où le vin des coteaux vosgiens, vif et froid comme un matin de chasse, ne tenait pas dans les verres.

Il y avait longtemps que Vogler ne s'était rendu à pareille fête, quand il apprit par la vieille Catherine qu'elle aurait lieu cette année à l'auberge du village et que Salomé y figurerait Ève. A six heures du soir, ce dimanche-là, il partit en carriole pour Heiteren. Le froid s'était maintenu et la route était couverte de neige durcie. Le vent soufflait du Nord, étirant à travers le ciel des écheveaux de minces nuées sur des fonds limpides et noirs constellés de grandes étoiles. La montagne à gauche mordait l'horizon net de ses crêtes coupantes. Jacob filait contre le vent, les yeux attentifs aux oreilles de son cheval, qu'il craignait de voir fléchir, le froid raidissait ses mains gantées de peau et piquait des aiguilles de glace dans sa barbe. Devant lui, sa lanterne faisait rougeoyer les ornières de neige tassée et les buissons d'épines qui bordaient le chemin. Il vivait une de ces heures heureuses où l'approche d'un plaisir emplit tout l'être et suspend la pensée des lendemains.

Le trouble de sa conscience, l'angoisse de l'amour défendu s'étaient comme évanouis et de même son souci de savoir si, en écrivant à sa femme pour Noël, il lui demanderait de rentrer. Il n'avait pas non plus une pensée à droite ou à gauche pour ces champs qui étaient à lui ; le sifflement du vent à ses oreilles n'était pas plus vif que l'élan de son plaisir.

Arrivé à l'auberge, il commença par remiser la carriole, dételer le cheval et le conduire à l'écurie. Puis, ayant ôté son manteau, en veste noire et gilet rouge, grave, le chapeau à la main, il entra dans la salle déjà pleine de monde et très enfumée. Des groupes s'étaient formés autour des tables ; le patron allait de l'une à l'autre, ventru, narquois, la pipe à la bouche ; les deux servantes coiffées de nœuds écarlates remplissaient les verres de bière et les corbeilles de *bretzels* croquants et vernis. Au fond de la salle, sur une estrade, un grand arceau habillé de lierre formait le cadre de la scène qu'occupait pour tout décor le simulacre d'un pommier, découpé dans une planche de bois et peint de feuilles et de fruits. L'atmosphère était étouffante ; le bruit des voix et des verres, l'odeur humaine, la fumée des pipes composaient un effluve chaleureux par où ce petit groupe d'humanité rustique semblait prendre sa revanche des blancheurs et des solitudes de l'hiver. Les visages, rougis par les contrastes violents de la température, brillaient comme des cuivres à la lumière des lampes accrochées au mur, jeunes filles joufflues et matrones aux belles rides, dans l'éclat des bijoux d'or, des guimpes fraîches et des vives broderies. Contre le poêle, trois vieilles femmes s'étaient assises ; la plus vieille avait la tête pendante sur la poitrine, les mains se recouvrant l'une l'autre, appuyées sur le pommeau de sa canne. Quand on s'approchait pour lui parler, elle inclinait de côté la tête, donnant un passage oblique au regard lointain et trouble par où s'échappait la tristesse de ce corps définitivement plié. Le reste du temps, elle était perdue au fond de sa vieillesse, ne voyant rien, mais l'animation de la salle pressait ses membres froids d'une onde épaisse et vivante. A côté d'elle se tenait sa fille qui ne semblait guère moins âgée et qui, d'un geste semblable, s'appuyait sur son bâton. La troisième figure de cet étrange groupe était Catherine Wickram de la ferme Vogler.

Des enfants couraient entre les tables, se cachaient sous les bancs, éclataient en disputes ou jouaient du mirliton. Une

femme tenait entre ses bras un bébé souriant, isolé du vacarme, endormi. Contre le mur, dans les portes, les hommes debout causaient marchés et cultures.

Quelques applaudissements éclatèrent dans la salle, puis le silence se fit quand les cinq acteurs du Jeu parurent sur l'estrade et se disposèrent autour du pommier. Un petit vieillard en tunique blanche et manteau bleu marchait le premier, une couronne d'or barrant son front sourcilleux, c'était Dieu le Père. Derrière lui venait l'Ange, un bel enfant de treize ans qui portait avec un sérieux martial ses larges ailes courtes et son toquet de roses blanches. Puis Adam, jeune laboureur à la figure douce, couronné de lierre, et « Ève la blanche », dans le manteau de ses cheveux couleur de blé, un joyau brillant au milieu du front; — le diable enfin, noir et cornu, le visage dérobé par un masque qui cernait les yeux et la bouche d'un ruban couleur de braise. Ils saluèrent, l'Ange récita le prologue, puis tous les cinq entonnèrent à la fois :

Nous venons ici de Babylone.
Nous chantons pour vous avec joie.
Louons Dieu sur son trône élevé.

Familier à tous, le vieux chant rendait aux assistants la naïveté de leur enfance. Les visages s'épanouissaient, chacun attendait les passages les mieux fixés dans sa mémoire, les plus brillants de cet or qui se dépose sur le souvenir des fêtes d'autrefois. On écoutait le vieillard Dieu, plein de satisfaction et de bienveillance :

« Adam, vois, admire surtout ce bel éclat du soleil.

« Adam, dis-moi, comment te plaît-il, ce monde nouveau si bien orné?

« Je prends une côte de ton corps, je t'en forme une femme. Accepte-la et lève-toi maintenant : semblable à toi tu as une Ève. »

Tous les yeux se tournaient vers Salomé; il semblait que jamais, depuis que le Jeu se jouait, on n'avait eu pareille Ève, aussi ruisselante de cheveux dorés, aussi blanche, aussi pieusement immobile. Beaucoup de gens qui avaient déjà reconnu les autres acteurs demandaient : « Qui est-ce? » et d'autres répondaient : « C'est une petite de chez Vogler. » Jacob l'entendit et la joie inondait son cœur.

Tantôt parlé, tantôt chanté, le Jeu se poursuivait, naïf, barbare, mais soutenu par l'intérêt de l'auditoire, où s'échangeaient les coups d'œil, les coups de coude, les exclamations aux bons endroits.

Le diable disait : « Je suis très bien connu de toutes les femmes. C'est moi qui montre à leur esprit bien des choses toujours possibles. Où j'ai passé, le mari peut se pendre. »

Au fond de la salle, les fermiers à gilets rouges hochaient la tête et riaient.

« J'entre dans le paradis, continuait le diable, je me glisse comme un serpent blanc,

« Là où Dieu a créé deux personnes qu'il a revêtues de beauté merveilleuse. »

Et il adressait à Ève la blanche sa parole de tentateur.

Ève, jusque-là muette et impassible, debout sous le pommier, levait la tête et regardait les fruits. Une pensée se faisait jour sur le visage d'albâtre ; la bouche candide et charnue s'allongeait en un sourire ; les mains hiératiques se disjoignaient : la gauche cherchait celle d'Adam, la droite cueillait la pomme.

« Adam, prononçait la voix acide et pure, je veux savoir le goût de ce fruit », et brusquement la jeune fille y enfonçait les dents.

« Adam, reprenait-elle, ce fruit me plaît jusqu'au fond du cœur. Si tu m'aimes, prends la pomme et goûte. » Adam y mordait à son tour et aussitôt la jetait comme un charbon brûlant. Il se penchait vers Ève et dans le flot de ses cheveux dérobait son visage. Le diable, criant : *Korak*, *Korak*, bondissant et tressaillant de ses noires jambes nerveuses, dansait la gigue autour d'eux et martelait d'un talon enragé la chanson de leur déchéance.

Ma flèche est du poison, — chantait-il,—
Qu'elle t'atteigne, tu ne seras pas long à te rendre.
Que d'imbéciles je mène à la danse !
Trolle, trolle, trolle, tro.

Un violon dans un coin stimulait le danseur, imitait ses gambades et toute la jeunesse de la salle commençait à frapper du pied et à scander : Trolle, trolle, trolle, tro.

Jacob eût voulu rire avec les autres; mais, comme le ser-

pent dans le paradis, quelque chose de poignant s'était glissé pour lui dans le jeu. Il éprouvait, à voir la tête du jeune Adam reposer dans les cheveux de Salomé, une douleur vive et tellement inattendue qu'elle l'obligea de fermer les yeux. Les cris sardoniques du démon lui semblaient connaître et railler ce qu'il sentait. « Ma flèche est du poison, qu'elle t'atteigne, tu ne seras pas long à te rendre. » Ces mots lui rappelaient ceux de la vieille Catherine : Le diable n'oublie personne. « Elle a raison, se dit-il. Pourquoi est-ce que je ne peux pas supporter de voir ça? »

Quand son attention revint au spectacle, la danse était finie, le vieillard Dieu avait porté sa sentence; gentiment le jeune Ange, l'exécuteur au chaperon de roses conseillait aux exilés : « Traversez le jardin lentement; peut-être on vous rappellera. » Adam et Ève s'éloignaient et il n'y avait point de rappel, mais le diable et Dieu discutaient à leur sujet. Le diable montrait à l'Éternel une terre pleine de crimes et réclamait tout le genre humain pour son enfer. Le vieillard Dieu de l'Alsace, qui sûrement jetait alors un regard entre les Vosges et le Rhin, répliquait à Satan : « C'est un mensonge sorti de ta gueule, chien! Regarde comme Adam est riche! Regarde comme il est devenu tout de suite un seigneur, comme il considère le bien et le mal, et lève les mains en ma présence! »

Le grand rire des hommes réconciliés au péché de leur premier père montait du fond de la salle. Qui des auditeurs, et jusqu'aux trois nornes contre le poêle, presque liées déjà dans la mort, ne se réjouissait de la terre en cet instant chaud et plein qui bourdonnait d'aise au cœur de la nuit scintillante? Entre cette lointaine histoire et le jugement de demain rougeoyait la vie bonne, comme les fenêtres de l'auberge sur la neige et le silence au dehors. Les violons s'accordaient, les servantes au nœud rouge poussaient les tables contre les murs, on allait danser. Jacob marcha vers la vieille Catherine : « Je te ramènerai dans ma carriole avec la petite, dit-il impérieusement; n'accepte pas une autre offre. » Et il s'éloigna sans attendre de réponse; l'idée qu'elle pourrait rentrer en compagnie de ce grand gaillard qui avait mis la tête sur son épaule lui ôtait son sang-froid. Longtemps, il demeura debout, la pipe à la bouche, appuyé contre le mur de ce côté de la salle où s'étaient groupés les fermiers, tandis qu'en face les femmes

siégeaient et bavardaient. Il n'adressait la parole à personne, et ceux qui lui parlaient le trouvaient bref et distrait dans ses réponses.

Les acteurs avaient reparu, débarrassés de leurs costumes de fiction, sauf le diable qui, toujours cornu et masqué, faisait en cabriolant le tour de l'assistance et réclamait de chacun son obole. Le vieillard Dieu était redevenu le petit colporteur assez louche que tout le monde connaissait dans le pays. Il n'y avait pour lui ce soir que bonne humeur. Les cheveux de Salomé n'étaient plus qu'une tresse massive bordant le nœud d'écarlate au milieu duquel son visage, quoique brûlant, semblait pâle... Elle était habillée comme une fille de fermier, avec la chemise blanche, l'étroit corselet de velours, le tablier brodé de pâquerettes et de coquelicots. Ce costume neuf était son salaire. Le jeune Adam de tout à l'heure, svelte dans sa courte veste, l'entraîna pour danser. Jacob ne pouvait faire autrement que de les suivre des yeux partout où ils tournoyaient. La taille de Salomé, enlacée par le danseur, n'avait plus son habituelle apparence de maigreur et de pauvreté. On eût dit qu'une vie plus riche la cambrait. La flamme du plaisir et l'orgueil transfiguraient le visage timide ; les yeux, au lieu de leur froide lumière étonnée, avaient des tressaillements clairs entre les paupières battantes; la bouche s'entr'ouvrait ; le corps entier comme un oiseau que presse le vent sous ses ailes semblait avoir trouvé dans ce bras d'homme sa forme, son élan, son bonheur.

Plusieurs fois le couple passa près de Vogler, mais la jeune fille évita son regard. Sans doute lui plaisait-il d'être vue par l'hôte et le témoin de sa vie misérable, non de le voir. Celui-ci dérobait dans la fumée de sa pipe la fascination contre laquelle il ne luttait pas. Qu'était-ce que cette Ève de cire qu'il avait vue tout à l'heure auprès de la vraie tentatrice qu'entre vingt couples il sentait palpiter par toute la chambre ?

Au bout d'une heure qu'il s'était imposé d'attendre, — danser à son tour comme il y a vingt ans, l'inviter ? il en brûlait et n'osait pas, — il alla dire à Catherine de se préparer pour le retour et d'appeler Sälmele. Lui-même allait atteler son cheval et allumer sa lanterne. En veste et bonnet de fourrure, il passa la tête dans la porte de la salle de danse. « Hé! Vogler, lui cria-t-on du dedans, c'est trop tôt ; on n'a pas le droit de partir. Mais, voyez donc ! il emmène la petite Ève. » Il répondit par un signe

de la main, un sourire un peu supérieur et se tourna vers les deux femmes. Sälmele entortillait sa grand mère dans des châles. Elle-même portait sur sa robe de fête une espèce de houppelande noire toute rapiécée. Son visage était moite, d'un rose mauve ; une petite mèche collait à sa tempe mouillée de sueur ; la joie la soulevait encore. Elle dit adieu de loin à son danseur avec un geste libre et gracieux, un air de dire : à bientôt !

A peine furent-ils sortis que Jacob ôta sa veste de fourrure. « Mets vite ça, » dit-il à Salomé ; et à Catherine : « Elle a eu chaud, elle va prendre mal si on ne la couvre. » Il monta dans sa carriole et commanda : « Sälmele. » Il l'installa au milieu de la banquette, redescendit pour aider la grand mère à monter, la fit asseoir ; puis tourna autour de la voiture pour prendre place de l'autre côté. Ils étaient en ligne tous les trois ; sur leurs genoux, il tira une couverture de cuir, prit les rênes, et le cheval partit d'un trot vif. Jacob était sans manteau et le vent du Nord soufflait toujours ; entre lui et la vieille Catherine, Salomé se serrait, bien protégée dans la veste de fourrure. Le ciel était bleu foncé, nettoyé de tout nuage ; Orion, Sirius et l'Ourse y flamboyaient avec une étincelante majesté. Une zone pâle à l'Orient indiquait que la lune monterait bientôt. Le froid farouche étreignait la terre, crispait les arbres. Aucun des trois ne parlait. Jacob sentait se desserrer l'angoisse qui l'avait fait souffrir tout le temps de la danse ; la présence de Salomé tout contre lui, dans son propre manteau, l'odeur qui émanait d'elle, si tiède, si douce dans la bise glaciale, le remplissaient d'un calme délicieux.

— Comment s'appelle-t-il, Sälmele, ce beau danseur ? demanda-t-il au bout de quelque temps.

Comme elle ne répondait pas, il s'aperçut qu'elle dormait. Sa tête était secouée, elle la redressait, battait des paupières une seconde, les refermait. Bientôt cette tête, étant retombée sur l'épaule du fermier, y demeura. Jacob respira la fraîche haleine et lui-même un instant ferma les yeux. C'était comme si du paradis perdu Ève eût apporté une bouffée d'air. La lune orange se leva derrière la Forêt-Noire et les brouillards du Rhin, élimée sur un bord comme une hache de pierre, et bientôt tout devint net et bleu et des ombres longues s'abattirent sur la neige. Devant lui, Jacob voyait bouger des reflets sur la croupe du cheval. Se détournant, il distingua la forme tassée de la vieille Catherine au profil rentré dans les châles, et, couché sous

ses yeux, paisible malgré les cahots, tout radieux encore de chaleur et de joie, le visage de Salomé. Pour qu'elle dormît plus sûrement, malgré le froid qui, à travers ses habits, lui coulait sur la chair comme une eau de torrent, il mit son cheval au pas. Il regarda vers la vieille qui ne parut pas remarquer le changement d'allure. Dormait-elle aussi ? La silhouette résistait aux secousses ; mais de ses traits on ne pouvait rien voir.

Lentement, ils avançaient à travers la campagne où ne brillait plus aucun feu, où, de loin en loin, une ferme offrait à la lune un mur blanc et la coque neigeuse d'un toit qui couvait le sommeil. Le ciel s'emplissait d'une pâleur où vacillaient les étoiles. Nulle senteur dans le vent pur ne venait se mêler à celle qui s'élevait tendre et secrète avec le souffle de Salomé. S'il tournait un peu de côté la tête, Jacob la respirait, mais il se refusa de jeter une seconde fois les yeux sur le visage endormi. Il regardait devant lui, comme dans la course impatiente de l'aller, les oreilles de son petit cheval ; la fermeté de sa conscience le maintenait presque tranquille. Il songeait à ce qu'il venait de voir, toute cette histoire de pomme... et cette danse du diable dans le ricanement de son masque rouge et noir : Trolle, trolle, trolle, tro... Pour lui désormais il connaissait l'arome et le doux poids du fruit défendu ; il entendait la voix insidieuse, il éprouvait la pulsation, la soif qui des profondeurs se soulève vers les sucs troubles du péché. Mais l'immense pureté des cieux au-dessus de lui le retenait dans l'accord majeur de l'innocence, dans l'ordre où l'homme a sa place avec les anges et les resplendissantes étoiles. Il rentrait à la ferme assuré que le diable n'y danserait pas ce soir pour un baiser. Il y rentrait toutefois le plus lentement qu'il pouvait.

***

Salomé, le lendemain, reprit tristement sa vie de gardeuse de chèvres. La blancheur des chemins était bien morne, le froid hostile, âpre et sans relâche. Au bout de la journée languissante, sa grand mère, la nuit venue, l'entretenait avec des contes. Elle en savait beaucoup; elle savait des histoires qui gonflaient le cœur, où des mendiantes devenaient reines et des servantes de ferme recevaient l'hommage des hommes d'armes. L'enfant lâchait les aiguilles de son tricot; elle écoutait jusqu'à

l'heure où, la tête troublée, le cœur gros de soupirs, elle allait s'enfouir sous l'édredon. Un jour, comme elle peignait ses grands cheveux, qui ne lui étaient plus indifférents depuis qu'ils l'avaient parée à tous les yeux le soir de sa gloire, sa grand mère dit :

— Elle est belle, ma Sälmele ; il y a quelqu'un qui l'a remarqué.

Les prunelles élargies de l'enfant assombrirent ses yeux limpides, sa pâle bouche s'entr'ouvrit.

— N'as-tu pas senti, Sälmele, que maître Jacob faisait attention à toi, l'autre soir, pendant la danse ? Et même qu'il te regarde quand tu passes dans la cour?

L'enfant rougit vivement.

— Oh! non! fit-elle. Maître Jacob est vieux. Il a toujours des choses à penser, des choses à faire. Oh! non! maître Jacob ne me regarde pas.

— Mon trésor doré, dit Catherine, si tu ne l'as pas encore vu, tu le verras. Moi, je le sais. Ce que j'ai à te dire, c'est que tu dois rester bien modeste et qu'il n'ait pas de toi, s'il le demande, ni un baiser, ni seulement la main à presser. Les hommes sont menteurs; ils sont trompeurs, et une fille souvent perd sa réputation avant d'avoir vu le mal où elle court. Celle qu'on flattait hier, on la méprise demain. Ma petite à moi, je la veux sous une cloche de verre : regardez-la, ne la touchez pas.

Vint la nuit de Noël, qui fut noire, pleine de nuées, traversée de sonneries lointaines qui, de paroisse en paroisse, se croisaient sur la campagne et qu'un vent violent mêlait aux craquements des sapins. Catherine est penchée sur les hardes qu'elle ravaude; l'aiguille patiente, insoucieuse de la bourrasque, croise les fils de la reprise, sans hâte, sans trêve, un dessus, un dessous, et une bouclette au remmaillage. Salomé met des châtaignes dans le poêle. Elle est songeuse. Sa grand mère a promis de la réveiller à minuit et de lui présenter le miroir. A la minuit de Noël, dit-on, les filles voient paraître dans la glace celui qui sera leur mari. Salomé pense au jeune laboureur à qui elle a tendu la pomme; elle se tait; mais sa grand mère pense autrement et parle.

— Si Mme Émilie venait à trépasser, maître Jacob offrirait à ma Sälmele toute sa terre. On dit qu'elle n'a pas de santé,

Mme Émilie. Voilà des années déjà qu'elle se soigne... Ma Sälmele serait riche, comme dans un conte, elle ne travaillerait plus; elle aurait chaud à la maison et resterait chez elle toute la semaine; elle aurait de beaux habits et des bijoux, et le dimanche, sur la route, les gens diraient : « Voyez donc si elle est belle, la jeune mariée », et ils la salueraient comme une châtelaine.

— Et moi, dit l'enfant avec une soudaine flamme de colère, je passerais toute droite.

— Pourquoi ne répondrais-tu pas, si on te salue? demanda négligemment la vieille femme, comme s'il n'y avait rien de plus sûr que cette prochaine fortune.

— Je me vengerais des garçons qui me font des misères quand je sors les chèvres; ils tâchent de me les perdre et ils rient de me voir courir après.

— Ça serait une belle chose pour toi d'être Mme Vogler, maîtresse sur le domaine, reprit la vieille.

— Pourquoi parler ainsi, grand mère? Ça ne peut pas être, dit Salomé, qu'une telle vision d'orgueil et de revanche avait transportée hors d'elle-même et qui retombait tristement à sa bassesse.

— Il me semble pourtant que ça sera, dit Catherine, comme si elle voyait dans l'avenir ; et elle parla d'autre chose.

L'enfant dormait depuis deux heures, quand la vieille, qui ne s'était pas couchée, s'approcha du lit, un petit miroir dans la main, souleva le rideau rouge :

— Minuit, Sälmele! regarde, regarde. Trésor doré, dis-moi qui tu vois?

Salomé ouvrit ses grandes paupières et se tourna vers la vieille. Elle remontait du calme abîme, l'affreux visage qui la guettait l'effraya. Elle jeta sa main sur ses yeux :

— Non, dit-elle. J'ai peur, je ne veux pas.

— Sois brave, mon enfant. C'est ton bonheur qui est dans le miroir.

Mais Salomé se blottit contre le mur, elle enfouit son visage, elle ne bougea plus jusqu'à ce que sa grand mère vînt se coucher dans le lit. Alors, très bas, elle demanda :

— Donne-le-moi maintenant.

Catherine répondit :

— L'heure est passée, tu ne verrais plus rien.

Salomé se dressa brusquement :

— Est-ce que tu as vu, toi?

La vieille femme fit oui de la tête.

Étranglée d'angoisse, l'enfant cria :

— Qui?

— Comme je te tenais le miroir, le temps d'un clin d'œil, une ombre a passé; c'était maître Jacob.

***

Dans la même nuit, avec grande application et lenteur, Vogler écrivait la lettre suivante :

« Chère épouse,

« Je t'envoie mes saluts affectueux, mes souhaits du fond du cœur pour ce Noël. En ce jour de joie, chère épouse, je te confierai ma pensée. Puisses-tu y répondre selon mon espoir! Songes-tu que nous sommes séparés depuis tantôt cinq ans? C'est arrivé après une querelle, mais si tu as retrouvé autant de bonne amitié pour moi que j'en ai pour toi, il me semble que cela ne devrait pas continuer ainsi. Peut-être par cette manière de vivre avons-nous manqué de sagesse et déplu à l'Éternel. Et maintenant, songe que la vieillesse va venir pour nous deux, et il est triste d'y entrer seul, comme si on n'avait pas échangé avec une personne honorablement choisie les promesses du mariage qui sont pour toujours. Si tu consens à revenir dans notre maison, je t'en serai reconnaissant et je m'appliquerai à ce que tu t'y trouves dans la tranquillité et le contentement. Je n'aurais pas l'espérance d'y réussir, si ce n'est que les sentiments de religion où tu es te font trouver le contentement du cœur dans la volonté de l'Éternel. Si donc tu crois comme moi que c'est sa volonté de réunir à la fin les époux, tu reviendras sans regrets et j'en serai bien aise.

« La bénédiction de l'Éternel a été cette année sur nos champs et j'ai vendu tout notre blé.

« Je salue ton respectable père et tes frères. Heureux Noël parmi vous! »

Avant la fin de l'année, le facteur que l'on ne voyait pas souvent à la ferme y apportait la réponse d'Émilie :

« Cher époux,

« Ta lettre m'a remplie de consolation, car moi non plus je

ne pense pas qu'il soit agréable à l'Éternel que nous demeurions séparés. Cependant je ne voulais pas rentrer sans être sûre que ce fût ton désir, car, dans ma disgrâce, la miséricorde du Seigneur a permis qu'ici je fusse utile et aimée de beaucoup et comment quitter ceux qu'on peut soulager dans leurs peines pour aller là où les cœurs vous sont fermés? On souffre beaucoup, quand on voit que les bonnes intentions ne sont pas comprises. Ainsi, j'attendais de toi ce que tu me dis par ta lettre, mais j'étais dans l'inquiétude à ton sujet, car cette manière de vivre où tu persévérais pouvait n'être pas bonne et je craignais pour toi les pièges du Démon.

« Donc, tu le vois, cher époux, je suis prête pour le bien de ton âme et l'accomplissement de nos saintes promesses de mariage à contenter tous tes souhaits. Je reviendrai sitôt passés les grands froids, car ma poitrine est toujours faible et je dois prendre beaucoup de précautions. Ne pourrais-tu mettre des bourrelets comme nous en avons ici, à la porte et à la fenêtre de notre chambre, et dans la salle ? Il y avait toujours des courants d'air qui me tombaient sur les pieds et le froid ensuite remonte à l'estomac. C'est très nuisible. Ma santé pourtant est meilleure. Je mets souvent des cataplasmes, et grâce à Dieu, comme cela, je ne tousse plus. Pour mes maux de tête, je prends des bains de pieds à la moutarde et le médecin de l'hôpital m'a fait connaître une huile excellente dont j'use dans les oreilles et dans le nez; ces soins m'ont donné la force qu'il faut pour être active et, si je souffre quand même, l'amour des malades me soulève et me rend indifférente à mes propres maux. Je ne m'y intéresse plus que parce que ce sont aussi les leurs et que les malades aiment voir des personnes qui éprouvent les mêmes choses qu'eux. De la sorte, ma compagnie leur plaît et peu à peu je trouve le chemin de leur âme et je les prépare pour la venue de l'Éternel. Ainsi deux vieillards sont morts saintement depuis le commencement de l'hiver.

« Mon vénéré père est maintenant trop âgé pour prêcher et même il ne sort plus guère ; mais beaucoup de gens viennent le voir et la maison tous les après-midi est pleine de visites. Ma belle-sœur et moi, nous recevons les gens dans la cuisine et nous leur versons du café au lait, en attendant que mon vénéré père les reçoive en particulier dans sa chambrette, où il ne bouge pas de son grand fauteuil noir que tu te rappelles. L'esprit du

Seigneur est avec lui et les choses qu'il dit sont tellement belles que souvent les gens ont des larmes sur les joues quand ils referment la porte en le quittant. Se peut-il que je doive m'éloigner de lui maintenant? Son cœur se brise avec le mien, mais il dit que la femme doit être soumise à son mari. Donc, cher époux, reçois notre sacrifice que nous t'offrons bien volontiers, sachant que la vie est faite d'épreuves et que notre pèlerinage s'accomplit parmi les épines. Mon désir est de te complaire et de t'apporter la paix du cœur. Un mari doit passer avant tout. Si la mauvaise santé ne m'accable, tu me trouveras zélée pour te satisfaire en toutes choses. Il doit y avoir bien du linge en souffrance. Je te prie de penser aux bourrelets et à ne pas laisser de carreaux cassés. Les courants d'air me rendent très malade et je n'aurai que les remèdes que j'aurai pu apporter avec moi.

« Mon père et mes frères te saluent et aussi ma belle-sœur.

« Ton épouse fidèle

« ÉMILIE ».

Vogler lut deux fois la lettre, alluma sa pipe, la lut encore, puis la replia et la mit dans sa poche avec un sourire fait de malice et de patience. Il voyait tout de suite que ce ne serait pas différent de ce qu'il avait fini, dans le passé, par juger insupportable. Mais il était plus calme et plus âgé maintenant; cela ne lui ferait plus le même effet. Il était reconnaissant à Émilie de ce retour et s'appliquerait à le lui prouver; il ne la contrarierait pas sur ses remèdes et ses manies et quand elle serait là, sûrement il retrouverait son aplomb, sa vérité, l'habitude de penser et de sentir comme un homme depuis longtemps fixé qui n'attend rien de nouveau. Il ne se troublerait plus pour la jeune fille. Et la jeune fille viendrait dans la maison tout tranquillement comme cela aurait déjà dû être. On la verrait aller et venir; il ne souhaitait pas autre chose; elle servirait Émilie. Oui, ce serait bien; une vie sage, bonne pour tout le monde; il était heureux que cela se fût arrangé.

Émilie revint dès le mois de février. L'hiver si dur et brusque à son début avait tourné de bonne heure au temps doux, et chez cette femme mûrissante l'idée d'un retour à la vie conjugale sitôt acceptée avait fait naître une anxieuse, secrète, profonde impatience, une légère fièvre, qui ne ressem-

blait pas à la ferveur de soumission et d'offrande avec laquelle autrefois elle s'était préparée à ses noces. C'était plutôt l'inquiétude de ceux qui, ayant laissé fuir leur temps dans l'ignorance du bonheur, sont visités tardivement par d'obscurs regrets, des espoirs timides et cuisants.

Vogler s'en fut la chercher au relai de la diligence. Elle avait voyagé depuis le matin, et descendit du lourd véhicule pâle et agitée, la bouche resserrée jusqu'à n'être qu'une ligne, les joues amincies par les brides noires de sa capote. Le jour était blême, le ciel d'un gris uni sans aucune forme de nuage, et derrière le relais qui était aux confins d'un gros bourg, on ne voyait que de grandes étendues de terre ocreuse mouillée par de récentes pluies. Vogler attendait seul. Quand il vit Émilie, il ne la trouva pas changée ; mais la minceur de la silhouette noire, l'expression tendue et presque craintive du regard qui le cherchait l'émurent d'une sorte de pitié. Il ôta son chapeau; d'un geste large, rituel, il embrassa sa femme et lui baisa la joue. Elle se dégagea aussitôt, préoccupée de ses bagages, remonta dans la diligence, et de dessous les banquettes se mit à tirer panier sur panier qu'elle passait à son mari avec d'instantes recommandations : il y avait, partout, des fioles enfouies parmi les nippes. Puis elle fit à ses compagnons de voyage des adieux compliqués, mêlés de paroles édifiantes. Enfin, Vogler la fit monter dans sa carriole, prit les guides, et toucha du fouet le flanc de son cheval.

Ils s'ébranlèrent dans le soir humide et terne. Émilie frissonnante serrait sur ses épaules la pèlerine de son manteau ; on ne savait si le soleil était couché; ni ombre ni lueur n'animaient l'espace, les champs ensemencés à l'automne, dont la glèbe s'était durcie en croûte, les nouveaux labours, la terre en jachère vêtue d'une herbe fanée par l'hiver. On ne voyait que de la terre, et de loin en loin un homme conduisant un attelage de bœufs qui tiraient la charrue. Après le bruit de la diligence, où le tremblement des vitres accompagnait les conversations à tue-tête, dans une épaisse odeur de fromage, de tabac et d'humanité, le silence était surprenant. Émilie s'y sentait enfoncer comme dans un élément. A mesure que les bornes de la route se succédaient, il semblait qu'il y eût plus de silence sur cette vaste, aveugle étendue de la terre asservie. Des terres si propres, si bien cultivées! Pas un

arbuste inutile dans cette partie de la campagne, pas un buisson sauvage... pas une petite vie qui racontât librement la gloire de Dieu ! Si loin que portât le regard, il n'y avait de visible que la richesse de l'homme.

Les époux essayaient de causer. Jacob demandait des nouvelles de son beau-père ; Émilie s'informait des serviteurs qu'elle connaîtrait encore « depuis le temps ». Ils arrivèrent aux premières parcelles de la ferme Vogler, les petites pièces non encore englobées, Jacob se tourna vers Émilie pour voir si elle s'en apercevait ; mais elle pensait à autre chose. Il ne fit aucune remarque. « Elle n'a jamais aimé la terre », se dit-il encore une fois et le silence tomba entre eux jusqu'à ce qu'ils aperçussent les grands pans bruns des toits de la ferme, accroupie dans le soir sous la garde noire de ses sapins.

— Ah ! dit Émilie, voilà la maison.

Le cheval se hâtait si bien vers l'écurie que Jacob tirait fortement sur les rênes. « Tu vois qu'il est content de ramener sa Madame », prononça-t-il entre deux cahots. Un moment plus tard, le valet d'écurie dételait la bête, tandis que Jacob ouvrait devant Émilie la porte de la salle. L'ayant refermée, ils eurent comme un étonnement de se trouver face à face, et ils s'embrassèrent une seconde fois. Elle était émue par l'aspect soudain familier, presque doux, de ces choses dont elle avait repoussé la mémoire depuis qu'elle s'en était éloignée avec aversion. C'était comme si, du fond d'elle-même, par delà des souvenirs d'aride ennui, se levaient des souvenirs de bonheur qu'elle ne se connaissait pas. Souvenirs ou vieux espoirs morts et renaissants ? Elle ne savait, une secrète joie la prenait par surprise, déconcertait ses gestes, ses pensées. Elle resta un moment appuyée sur son mari, la tête cachée contre la forte et large épaule. Et puis dans son fauteuil d'autrefois, près du poêle, Jacob la fit asseoir.

CAMILLE MAYRAN.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

UN GRAND RÉALISTE

CAVOUR

I

LA JEUNESSE

C'était en 19... Un prince étranger, de famille régnante, une Altesse impériale, venait de remplir, auprès de Victor-Emmanuel III, une mission de courtoisie. Après l'accomplissement des rites cérémoniels, le Roi offrit à son hôte de le promener dans Rome, de lui montrer les beautés illustres de sa capitale ou, comme disaient les pèlerins de jadis, les *Mirabilia urbis Romæ*. La promenade commença aussitôt, dans la lumière argentine et vibrante des printemps romains.

Mais le prince étranger, d'intelligence courte et d'instruction plus courte encore, ne prenait aucun intérêt aux explications, d'ailleurs fort compétentes, de son auguste cicerone. La gloire souveraine des Sept Collines, le Forum, le Colisée, les ruines majestueuses, les arcs de triomphe, les basiliques, les palais, tous les souvenirs prestigieux de la Rome antique et de la Rome chrétienne le laissaient d'une indifférence absolue; il ne pensait qu'aux plaisirs d'un autre ordre, que lui promettait sa soirée.

Cependant, comme la voiture traversait les Prati di Castello, le prince remarqua un long bâtiment, sur la porte duquel on lisait : CASERNE CAVOUR.

— Que signifie CAVOUR? demanda-t-il. Mais, soudain, il

Copyright by Paléologue, 1925.

reprit : Je devine. Ce doit être le nom de l'architecte.

— Précisément, répondit le Roi. C'était un architecte, un célèbre architecte ; c'est lui qui a construit l'Italie.

En s'exprimant de la sorte, le petit-fils du premier *Re d'Italia* n'acquittait pas seulement un tribut de gratitude envers le principal ministre de son aïeul; il apportait de plus le témoignage décisif de sa parole royale à une grande vérité historique. Le constructeur de l'unité italienne est, en effet, un des hommes d'État qui ont imprimé le plus fortement leur sceau personnel sur les destinées de leur patrie et de leur époque, un de ceux qui ont infligé le plus éclatant démenti au fameux paradoxe de Tolstoï, en montrant tout ce que peuvent, dans le domaine politique, une intelligence lucide et prompte, une raison ferme, une volonté agissante et hardie.

C'est à ce point de vue que l'on voudrait évoquer ci-après la physionomie de Cavour : simple esquisse, d'ailleurs, où l'on s'appliquera surtout à marquer les accents originaux de cette puissante figure, à la décrire dans sa réalité intime, dans la genèse de ses pensées, dans le mécanisme de ses résolutions et de ses actes.

I

Né à Turin le 10 août 1810, Camille de Cavour descendait d'une vieille famille piémontaise, les Bensi, qui s'était déjà signalée dans la troisième Croisade, aux temps héroïques de Frédéric Barberousse. Par son aïeule paternelle, Philippine de Sales, il se rattachait à la noblesse de Savoie, à un frère du charmant évêque sanctifié. Par sa mère, Adèle de Sellon, genevoise et protestante, il continuait une antique lignée de huguenots languedociens. Enfin, par ses deux tantes maternelles, la baronne d'Auzers et la duchesse de Clermont-Tonnerre, qui résidaient presque toujours à Turin, au Palazzo Cavour, il renouait en quelque sorte la trame de ses liens ancestraux avec l'aristocratie française.

C'est donc au centre du Piémont qu'il a vu le jour ; c'est aussi dans la capitale ou dans les campagnes du Piémont qu'il habitera toute sa vie. Et quand, d'aventure, il franchira les frontières du royaume, ce ne sera que pour aller à Genève, à Paris, à Londres. Par un étrange paradoxe, ce constructeur

de l'unité italienne ne mettra jamais le pied dans les autres régions de l'Italie ; jamais il ne verra de ses yeux Parme ou Bologne, Florence ou Venise, Rome ou Naples. Aussi ne faudra-t-il pas s'étonner si, un jour, ses adversaires lui reprochent son *piémontisme* et l'accusent même de vouloir *piémontiser* toute la péninsule. Nous verrons plus loin ce qu'il faut retenir de ce grief.

Quant à ses origines étrangères, qui déploient sur son arbre généalogique des rameaux si touffus, peut-on dire qu'elles aient plus ou moins contrarié, affaibli, adultéré son *italianisme* ? Non certes ; car il aura été Italien jusque dans les moelles, jusqu'au tréfond de l'être. Elles lui permettront plutôt de concevoir avec plus d'objectivité la patrie italienne. En l'élevant au-dessus des sentiments régionalistes, elles lui donneront une vision plus claire, une intelligence plus pénétrante, plus haute, plus synthétique de l'âme nationale.

Sa prime enfance est pleine de traits où l'on croit déjà discerner son caractère futur.

D'après sa mère, c'est « un gai luron, vigoureux, tapageur, toujours en train de s'amuser » ; il ne peut tenir en place.

Dans le grand palais Cavour, il monte et descend les escaliers, infatigablement ; il claque les portes ; il entre vingt fois par jour chez ses tantes d'Auzers et de Clermont-Tonnerre, qui d'ailleurs l'adorent.

A la campagne, dans le vaste domaine de Santéna, il folâtre avec la gaîté fougueuse et bondissante d'un jeune poulain. On devine, en lui, une constitution saine, un dynamisme vigoureux, une sève riche et, comme disent les Anglais, *a plenty of animal spirits*.

Cependant, sa grand mère et sa mère, l'une et l'autre d'une rare distinction, lui apprennent à lire, à écrire, à compter. Les débuts de l'élève sont fâcheux. Il déteste le travail ; il musarde, il s'endort sur ses cahiers, ou il regarde en l'air. A l'âge de cinq ans, — et c'est le premier autographe qu'on ait de lui, — il écrit : « L'étude m'ennuie. Que voulez-vous que j'y fasse ? Ce n'est pas ma faute. »

Lorsqu'on pense que plus tard il sera un bourreau de travail, qu'il accumulera sur ses épaules la besogne de plusieurs ministères, qu'il épuisera de fatigue tous ses collaborateurs, on s'étonne que, dans son enfance, il ait été si rebelle aux rudi-

ments scolaires. Mais l'explication apparaît vite. Pour un jeune écolier, l'alphabet, l'écriture, les chiffres ne sont que des signes, derrière lesquels il n'aperçoit encore aucune réalité.

Or, Cavour ne s'est jamais intéressé qu'aux réalités ou, plus précisément, aux réalités vivantes. De là, dans l'avenir, son horreur de « la paperasserie administrative ». Les papiers, les livres, les calculs, les statistiques ne seront jamais pour lui que les instruments obligatoires de l'action positive, un arsenal d'arguments pratiques, une préface aussi ennuyeuse qu'indispensable et qu'il faut donc abréger le plus possible.

Mais bientôt, vers la douzième année, une transformation s'opère chez le jeune Camille ; c'est comme un débordement d'activité intellectuelle, une soudaine passion de travail, une fringale de lecture.

Du reste, ses appétits et ses ardeurs physiques n'y perdent rien. Une lettre du marquis de Cavour à sa femme nous le dépeint à merveille dans cet essor impétueux de toutes ses facultés juvéniles : « Notre fils est un singulier original. Il a d'abord dîné très honorablement : grosse gamelle de soupe, deux belles et bonnes côtelettes, du bouilli, une bécassine que je lui avais rapportée des rizières, du riz de Léri, des pommes de terre, des haricots, du raisin, du café ; il n'y a pas eu moyen de lui faire prendre autre chose. Après cela, il m'a récité plusieurs chants de Dante, des sonnets de Pétrarque, la grammaire de Corticelli, Alfieri, Filicaïa, *Jacopo Ortis*, et tout cela en se promenant à grands pas dans une robe de chambre, les mains dans les poches... » On croit lire « les faicts et prouesses de Pantagruel en son jeune âge, dont son père s'éjouissait par affection naturelle ».

Entré à l'Académie militaire de Turin, où n'ont accès que les fils de la noblesse, il est astreint dorénavant à une rigoureuse discipline d'enseignement. Son esprit clair y accuse tout de suite une préférence exclusive pour les mathématiques et la géographie. Mais la vie d'internat et les sujétions qu'elle implique ne sont pas de son goût. Il répugne à l'obéissance, non par caprice ou polissonnerie, mais par un sentiment déjà très vif de sa personnalité. Sous une injonction tant soit peu hautaine, il s'empourpre et se cabre. Plusieurs fois, il est mis aux arrêts « pour répliques insolentes ».

Néanmoins, par l'influence de son père qui est en faveur à la Cour, il est nommé page de l'héritier présomptif, le prince de Carignan qui sera bientôt roi sous le nom de Charles-Albert. Et désormais il figure dans les cérémonies officielles avec un bel habit pourpre galonné d'or.

Mais cette existence d'apparat et de formalisme ne tarde pas non plus à lui déplaire ; elle lui impose notamment des attitudes qu'il juge un peu serviles. A plusieurs reprises, il laisse échapper des propos irrévérents, des moqueries malséantes et, pis encore, des opinions libérales. Ces impertinences de langage sont dénoncées au prince de Carignan. Et l'orage éclate : « Le petit Camille de Cavour, écrit l'Altesse royale, a fait le jacobin ; je l'ai mis à la porte. » Pleurs et lamentations de la famille.

Le jeune insubordonné accueille sa disgrâce comme une délivrance. Finie, « cette existence de laquais » ! Il ne la portera plus, « cette livrée de homard » !

Le 17 septembre 1826, âgé de seize ans, il passe brillamment ses examens de sortie à l'Académie, et il est nommé lieutenant au corps royal du génie, en résidence à Turin.

Le voilà donc réinstallé au vieux palais Cavour, où il est obligé de mettre une sourdine à ses opinions libérales ; car, dans tout le Piémont, nul n'est plus rétrograde que son père, nul n'est plus inféodé au parti du trône et de l'autel, à la camarilla jésuitique de la Congrégation.

Mais qu'importe ! Ses tantes Mmes d'Auzers et de Clermont-Tonnerre, qui n'ont pas d'enfant, le gâtent à l'envi. Or, elles sont l'une et l'autre délicieuses de tendresse et de vivacité, d'intelligence et d'enjouement ; tout, en elles, est fin, généreux, attrayant, même la dévotion. C'est auprès d'elles, c'est entre elles deux qu'il acquiert cette animation et cette saveur de l'esprit, cette aisance naturelle, cet art de la causerie agréable, insinuante, déliée, rapide, qui lui seront plus tard d'un si grand secours.

Autre influence, non moins décisive pour sa formation intellectuelle et morale : un séjour qu'il fait à Genève, chez son oncle, le comte de Sellon. De ce côté-là encore, tout lui est profit. Sur ces rivages du Léman, où les souvenirs de Jean-Jacques Rousseau, de Voltaire, de Gibbon, de Mme de Staël, de Benjamin Constant, de Schlegel, de Sismondi, formaient comme

les anneaux d'une chaîne brillante, les nobles illusions du XVIIIe siècle ne s'étaient pas évaporées tout entières. Le comte de Sellon en avait recueilli la meilleure part. Économiste et philanthrope, disciple de Turgot et de Condorcet, il croyait ardemment au progrès indéfini de l'espèce humaine par les voies de la raison et de la liberté. Cavour emportera de leurs entretiens affectueux une compréhension plus élevée, plus ample, des doctrines libérales appliquées à la conduite des peuples. Et toujours, se rappelant avec gratitude cet élargissement de son âme, il parlera en termes émus de « l'atmosphère vivifiante qu'on respire en Suisse ».

Cependant, le métier militaire a ses devoirs et, selon le mot de Vigny, ses « servitudes ».

Les traités de 1815 avaient imposé au royaume de Sardaigne l'obligation de fortifier sévèrement sa frontière des Alpes, en vue de prévenir de nouvelles agressions françaises. Les prestigieuses campagnes de Bonaparte avaient laissé dans les traditions de l'état-major autrichien une telle empreinte qu'il avait sans cesse les yeux tournés vers le col de Tende, le val de Suse, le val d'Aoste, comme si l'on avait toujours à craindre les surprises foudroyantes d'Albenga, de Montenotte et de Marengo. Sous le contrôle acerbe et pointilleux de Metternich, le gouvernement de Turin poursuivait donc, tout au long des confins alpestres, un vaste programme de travaux défensifs.

Au mois d'août 1828, le lieutenant Cavour est expédié à Vintimille, où le génie piémontais élève une ceinture de forts pour barrer la vallée de la Roya et la route de la Corniche.

Le pays est misérable ; nulle société. En dehors de ses occupations professionnelles, le jeune officier se promène solitairement ou se plonge dans les livres. Et, par l'effet de ce repli intérieur, il prend chaque jour une conscience plus exacte de soi.

Une lettre, qu'il adresse à son frère le 30 novembre 1828, nous le montre déjà en pleine possession des trois qualités qui, dans sa carrière politique, domineront et conditionneront toutes les autres, — l'indépendance du caractère, la force des convictions, l'énergie tenace : « Ma famille m'accuse de dégénérer de mes aïeux, de trahir mon pays, ma caste. Le ciel m'est témoin que j'aimerais mieux finir mes jours en prison que de commettre un acte indigne de mon nom et de ma dignité d'homme libre. Certes, les considérations personnelles, les avantages probables

au point de vue politique et matériel m'invitaient à servir sous la bannière de l'absolutisme. Mais un sentiment inné de dignité morale m'a toujours écarté d'une voie où, de prime abord, j'aurais dû renier mes convictions, accepter de ne plus voir et de ne plus croire que par les yeux et les pensées d'autrui. »

Quelques mois plus tard, en plein hiver, il quitte la zone tempérée de la Corniche pour le massif neigeux du Mont-Cenis, où l'on fortifie Exilles, sur les rives de la Doire, et l'Esseillon, dans la vallée de l'Arc. La région n'est pas moins misérable que celle des Alpes liguriennes; mais, dans sa grandeur austère, le décor est autrement éloquent. Instincts, penchants, vocation, toute la nature de Cavour y reçoit comme un choc électrique.

C'est d'abord une frénésie de travail, mais une frénésie contenue, disciplinée, qui s'assigne une méthode et un programme, qui ne s'égare jamais dans les vains amusements du dilettantisme. A son oncle de Sellon, qui est devenu son intime confident, il écrit : « Je m'occupe principalement de l'étude des sciences mathématiques et mécaniques ; car ce sont celles pour lesquelles j'ai le plus d'aptitude. Je crois l'étude approfondie de l'histoire très bonne et que les langues vivantes sont excessivement utiles. Mais il me paraît que, *si l'on veut se faire un nom et sortir de la médiocrité, il ne faut point diviser ses facultés en les appliquant à trop d'objets différents.* Les rayons du soleil, réunis par une lentille, brûlent même le bois, tandis que, éparpillés, ils ne produisent aucun effet... »

Un des premiers résultats qu'il ait à enregistrer n'est rien de moins que l'émancipation de sa conscience religieuse. Les dogmes, qui lui ont été inculqués dès l'enfance et qui ont inspiré jusqu'alors toute sa vie morale, se dissolvent presque entièrement, mais sans drame intérieur, sans l'impression d'un sacrifice, par l'action calme de sa raison critique, par un impérieux besoin de certitude positive et de sincérité vis-à-vis de soi. Il conservera néanmoins, pour le catholicisme, surtout pour ses rites, une sympathie pleine de respect, sinon même de tendresse, *ripæ ulterioris amore*... Ainsi, un des actes les plus importants de sa carrière future, sa grande réforme ecclésiastique de 1855, sa fière conception de « l'Église libre dans l'État libre », ont commencé de germer en lui pendant ses méditations alpestres.

Les lectures fructueuses, qui remplissent quotidiennement

ses longues heures de loisir, dégagent bientôt un autre aspect de sa pensée, une autre tendance de sa personnalité : la vocation politique. Il a soudain comme le pressentiment du rôle qui l'attend sur la scène de l'histoire : « Si je croyais, écrit-il à son oncle de Sellon, le 16 juin 1828, si je croyais que, un jour, même lointain, je pourrais m'employer utilement dans les administrations publiques, *sans trahir ma façon de penser*, j'abandonnerais l'étude aride et fatigante du calcul pour m'adonner avec ardeur à un autre genre de travail. »

Mais comment pourrait-il jouer actuellement un rôle public, *sans trahir sa façon de penser* ?

Le roi Charles-Félix, monarque stupide, au regard hébété, à la bouche toujours ouverte et toujours baveuse, est entièrement sous la coupe des Jésuites. Dans son cerveau épais, une seule idée : l'absolutisme théocratique. Pour la défense de ce dogme, il est capable des pires cruautés ; rien ne l'arrête, ni l'élévation du rang social, ni l'éclat du nom. Après les troubles de 1821, on se répète couramment, à Turin, que « toute famille noble comptera bientôt son pendu ». La police est omnipotente. Aux frontières, elle arrête les journaux, les livres, tous les souffles et tous les germes du dehors. A l'intérieur, elle étouffe les idées, elle censure les mœurs, elle espionne les salons, elle pénètre jusqu'au foyer domestique, elle se glisse jusque dans les alcôves.

Sous un tel régime, Cavour, « le jeune jacobin », ne peut évidemment concevoir aucune possibilité d'un rôle public. Et c'est à son honneur qu'il n'en conçoive aucune. Il n'est pas de ces ambitieux vulgaires, qui ne demandent qu'à tenir les cartes dans n'importe quel jeu ; il n'est pas homme à se dire, avec le Julien Sorel de *Rouge et Noir* : « Au temps de Napoléon, il fallait être soldat ; on devenait général à trente-six ans. Aujourd'hui, c'est la prêtrise qui mène à la fortune ; je serai donc prêtre et je vendrai aux fidèles une place dans le ciel... » Non, jamais Cavour n'asservira son ambition aux influences régnantes, aux idoles du jour. Dans l'exercice du pouvoir, il ne poursuivra jamais qu'un but, il ne convoitera jamais qu'une jouissance : appliquer ses idées au gouvernement de son pays.

Tandis qu'il s'abandonne à ces réflexions en parcourant les sentiers neigeux du Mont-Cenis, une image se précise peu à peu devant sa conscience, une grande image hallucinante qui

désormais ne s'effacera plus de son regard intérieur, l'image de « la malheureuse Italie, courbée sous le despotisme civil et religieux ». Il écrit à un jeune ami anglais : « Oh! plaignez ceux qui ont l'âme faite pour les généreux principes de la civilisation moderne et qui voient leur pays opprimé par les baïonnettes autrichiennes. Dites à vos compatriotes que le peuple italien n'est pas indigne de la liberté, malgré quelques membres pourris. Et pardonnez-moi si, l'âme écrasée de douleur et de colère, je me laisse aller à la douceur de m'épancher avec vous. »

La malheureuse Italie..., c'est la première fois que le nom de l'Italie se trouve dans un autographe de Cavour.

Au mois de mai 1830, il est transféré de l'Esseillon à Gênes.

Après le rude séjour des Alpes, l'existence dans la belle cité ligurienne provoque en lui un soudain épanouissement de toutes ses facultés, un sursaut joyeux et comme un tumulte enivré de toutes ses énergies.

Son fidèle neveu, de La Rive, qui l'a si intimement connu, nous le dépeint à merveille dans ces jours fortunés : « Comment cette Gênes magnifique, cette brillante cité si méridionale, opulente, hospitalière, inondée de soleil, toute de lumière, de vie et d'action, remuant affaires et idées, n'eût-elle pas séduit, enchanté un jeune homme plein de sève et de feu, ardent, altéré d'action et de liberté, qui n'avait guère encore connu que le ciel inclément et l'atmosphère oppressive de Turin? D'autre part, on ne saurait s'étonner que l'esprit de Camille de Cavour, sa vivacité, la grâce et le naturel de ses manières lui aient ouvert toutes les portes et conquis bien des cœurs. Ce fut à Gênes qu'il débuta réellement dans le monde et j'ai ouï dire qu'à cette grande école des hommes d'État, aucun enseignement ne lui fut épargné. »

L'ancienne république ducale, l'orgueilleuse patrie des Doria et des Fieschi, des Spinola et des Grimaldi, conservait jalousement, et jusque dans les plus antiques familles, ses traditions d'arrogance et de liberté.

Aussi, elle s'enflamma tout entière, quand, les 30 et 31 juillet 1830, elle apprit coup sur coup, la révolution de Paris, la fuite de Charles X, l'exil des Bourbons, l'avènement de la monarchie constitutionnelle. Un immense espoir gonfla soudain tous les cœurs: puisque la France reprenait la direction du

mouvement libéral, l'heure de l'émancipation allait donc sonner enfin pour les peuples!

Chez Cavour, c'est un débordement d'allégresse et d'enthousiasme. Il voit déjà « l'Italie arrachée au régime honteux des baïonnettes autrichiennes et des excommunications pontificales; » désormais, l'exercice de la pensée ne sera plus asservi; « on parlera tout haut; » les pensées fières et les sentiments généreux ne seront plus étouffés « comme un crime d'État ou un sacrilège! »

Mais sa joie est courte; le temps n'est pas encore venu de « parler tout haut ». La hardiesse de son langage a été signalée en effet à l'autorité militaire; on l'accuse d'avoir tenu des propos séditieux, d'avoir crié : « Vive Louis-Philippe! » On le soupçonne même de s'être affilié au carbonarisme. Or, le roi Charles-Félix ne badine pas sur ces matières. Le lieutenant Cavour apprend donc, un beau matin, qu'il est envoyé au fort de Bard, dans le val d'Aoste, pour y faire contrition, en surveillant des travaux de maçonnerie.

Le fort de Bard s'élève sur un rocher abrupt, dans un défilé profond, sauvage et si étroit que les eaux de la Doire ont peine à le franchir. C'est là qu'en mai 1800, un bataillon autrichien a suffi pour arrêter, durant huit jours, l'armée française descendant du Saint-Bernard; la fortune de Bonaparte a failli se briser contre ce roc : le sort de Marengo s'est décidé là. Dans la carrière de Cavour, ce lieu n'aura pas été moins décisif.

Seul, sans un ami, sans un camarade, absolument retranché du monde, n'ayant d'autre distraction que de jouer au piquet le soir avec l'entrepreneur des travaux, il supporte pendant près de neuf mois sa rude pénitence. Mais, loin de l'abattre, l'épreuve lui inspire une de ces résolutions radicales, tranchantes, irrémissibles, où s'élèvent seuls les grands caractères: le 12 novembre 1831, il donne sa démission d'officier.

II

Il a quelque mérite à rompre ainsi avec la profession militaire; car, étant fils cadet, il est sans fortune. Et, d'autre part, « son affreuse réputation de libéralisme » l'exclut de tous les emplois administratifs. Mais son père et sa mère, son frère

aîné Gustave, ses tantes d'Auzers et de Clermont-Tonnerre l'aiment trop tendrement pour l'abandonner à sa détresse. Toute sa famille, qui réprouve cependant « ses hérésies politiques, » s'ingénie donc à lui venir en aide. Or, le marquis de Cavour est propriétaire de vastes domaines patrimoniaux, éparpillés au travers du Piémont, à Grinzane, sur la pente septentrionale de l'Apennin, à Santéna, dans les vignobles du Montferrat, enfin à Léri, près de Verceil, entre le Pô et la Sésia. Le jeune lieutenant démissionnaire s'occupera désormais de gérer le domaine de Grinzane, où sera sa résidence habituelle.

Tout d'abord, cette brusque transformation de sa vie et les renoncements immédiats qu'elle implique ne laissent pas de lui coûter. De sombres pensées l'assiègent ; il fait le compte de toutes les espérances qu'il vient de sacrifier ; il mesure toute la profondeur de sa chute. Écrivant alors à une amie de ses parents, pour laquelle il a conçu dès l'enfance un vif attrait, la marquise Giulia de Barolo, il s'épanche en pleine liberté devant elle : « Lorsqu'on se jette tout jeune dans le monde et la politique, lorsqu'on y apporte un cœur neuf et un esprit orgueilleux, il n'est pas étonnant qu'on se livre aux plus décevantes illusions de vanité, d'ambition, de célébrité, de gloire. J'ai donné pleinement là-dedans ; je vous avouerai même qu'il y a eu un temps où *j'aurais cru tout naturel de me réveiller, un beau matin, ministre dirigeant du royaume d'Italie !* »

Quand il écrit cette dernière phrase, cet aveu étrange, qui fait penser à un présage subconscient, Cavour n'a que vingt-deux ans. Mais sa courageuse nature a bientôt pris le dessus, et les inutiles regrets ne l'importunent pas longtemps. Nous voyons alors s'affirmer un de ses dons les plus caractéristiques : la faculté de s'appliquer intensément à tout ce qu'il entreprend, une aptitude singulière à se passionner pour tous les contacts avec la réalité. Après une rapide accoutumance, il découvre, dans la monotonie du travail agricole, « un charme qu'il ne soupçonnait pas ». Semer un champ de pommes de terre, planter des vignes, drainer un herbage, élever de belles génisses, et même « analyser des tas de fumier », quoi de plus intéressant, quoi de plus captivant?

Son neveu de La Rive nous le dépeint encore, très pittoresquement, sous cet aspect de gentilhomme campagnard : « Il faut l'avoir vu à l'œuvre, levé dès l'aube, examinant ses étables,

présent au départ de ses ouvriers, surveillant leurs travaux en pleine canicule par un soleil brûlant, ne se contentant point de donner quelque direction générale, mais pourvoyant aux moindres détails, l'œil ouvert à toutes les découvertes de la chimie, à toutes les inventions de la mécanique, multipliant les expériences, en discernant les résultats avec un bon sens infaillible, abandonnant les unes, répétant les autres sur une échelle immense et avec une témérité dont s'épouvantaient les bons voisins qui venaient en frissonnant lui demander quelque avis ; lui, toujours souriant, gai, affable, ayant pour chacun un conseil clair, précis, un encouragement enveloppé dans une plaisanterie. »

Sous les traits de ce *gentleman farmer*, l'homme d'État s'esquisse déjà tout entier, avec son intelligence alerte, son coup d'œil juste, sa décision nette, son goût de l'initiative, sa hardiesse innovatrice qui semble parfois de la témérité, mais qui toujours s'arrête aux limites du possible, enfin sa belle humeur, sa franchise d'accueil et ce don de sympathie contagieuse qui est si utile dans le maniement des hommes.

La politique n'en reste pas moins sa passion dominante et secrète. Passion plus malheureuse que jamais ; car tout ce qu'il observe est si affligeant ! Des belles espérances qu'il avait fondées sur la Révolution de Juillet, rien ne subsiste ; l'essor des idées libérales s'est arrêté aux frontières de France ; la poigne de Metternich a replongé la misérable Italie « dans sa fange séculaire ». Et le nouveau roi de Piémont, Charles-Albert, ne s'annonce pas moins funeste que son prédécesseur, le stupide Charles-Félix. Il entre même une sorte d'aversion physique, une insurmontable répugnance, dans les sentiments qu'inspire à Cavour le monarque dont il fut jadis le page. L'antinomie de leurs natures est en effet si absolue que nulle relation n'est possible entre les deux hommes.

Charles-Albert est d'ailleurs indéfinissable. Ses familiers eux-mêmes ne le comprenaient pas. D'une taille démesurée, avec un front trop haut et des yeux vagues, toujours morose, évasif et taciturne, il semblait par instants accablé de tristesse, poursuivi de remords, assailli de terreurs, hanté de pressentiments funèbres. D'une piété ascétique et superstitieuse, il ne pouvait cependant se priver des femmes, et il les aimait avec

un mysticisme étrange, « où le parfum de la poudre à la maréchale se mêlait à celui de la myrrhe et de l'encens ». Même contraste, même bizarrerie dans ses idées politiques. Pénétré jusqu'aux moelles par les principes du droit divin, il s'était pourtant laissé compromettre, en 1821, dans une échauffourée libérale. Mais il avait aussitôt détesté son erreur et, pour s'en purifier, il était allé combattre les constitutionnels espagnols à Cadix, sous les ordres du Duc d'Angoulême. Cette croisade expiatoire n'avait pas suffi à le désinfecter complètement. Rien que d'avoir respiré une fois les miasmes révolutionnaires, il gardait en ses veines comme un germe de fièvre, comme un subtil poison, qui le faisait frissonner certains soirs. De là, ses perpétuelles fluctuations intérieures; de là, cette physionomie équivoque, paradoxale, déconcertante; de là, cette figure d'Hamlet et de sphinx, qui a fait dire de lui par un de ses acolytes : « Son regard sans cesse contredisait sa parole; sa parole démentait son sourire; son sourire déguisait sa pensée. » Un jour même, il avait laissé tomber de ses lèvres pâles cet aveu effrayant : « Je ne suis sûr de moi ni en amour ni en politique. »

Non certes, nulle entente n'était possible entre ce monarque déséquilibré, fantasque, neurasthénique, chargé de stigmates morbides, et le sain, le robuste agriculteur de Grinzane.

Mais, vers cette époque, un élément nouveau intervient dans la vie de Cavour. Dès l'avènement de Louis-Philippe, la légation de France à Turin a été confiée au baron Prosper de Barante. Esprit élégant, ingénieux et orné, homme d'expérience et de goût, l'ancien ami de Mme de Staël, le confident privilégié de la duchesse de Dino a pour secrétaires deux jeunes gens pleins de zèle pour la cause des institutions libres, le comte de Sesmaisons et le comte d'Haussonville. L'hôtel de la légation est vite devenu le rendez-vous et comme le quartier général des libéraux piémontais. Quand il peut s'échapper de Grinzane, Cavour ne manque jamais d'y aller; il y rencontre le chevaleresque et séduisant marquis d'Azeglio, le doux poète Silvio Pellico, le généreux comte Balbo. Mais c'est l'ambassadeur surtout qu'il est curieux de voir, qu'il ne se lasse pas d'interroger. Après le chef, vient le tour des secrétaires. Le comte d'Haussonville nous a gardé le souvenir de leurs interminables causeries : « Ce n'était point une petite

besogne d'expliquer à ce futur ministre de l'Italie de 1859 tout ce qu'il avait besoin de savoir sur les hommes et les choses de la France de 1830. Mise sur ce chapitre, la conversation ne s'arrêtait plus. Que de fois, avec le vif entrain et la facile confiance de notre âge, n'avons-nous point passé ainsi les nuits ensemble, moi vantant les mérites de nos institutions parlementaires, lui rêvant d'en doter un jour sa patrie! »

Pour bien connaître « les hommes et les choses de la France de 1830 », le mieux est encore de les aller observer sur place. Au mois de février 1835, Cavour se rend à Paris et il y reste jusqu'au début de mai. L'exaltation qu'il avait ressentie à Gênes cinq ans plus tôt, il l'éprouve, combien plus forte encore, dans l'atmosphère parisienne! Il a tout d'abord la chance d'assister à une grande crise ministérielle. Le cabinet, présidé par le maréchal Mortier, duc de Trévise, a résigné ses pouvoirs. L'enfantement du nouveau ministère est des plus pénibles et ne dure pas moins de trois semaines. Enfin, le duc de Broglie réussit à former un cabinet, grâce au concours de Thiers et de Guizot.

Ce long épisode parlementaire, avec ses péripéties enchevêtrées, avec tout son jeu secret de combinaisons et d'intrigues, de rivalités personnelles et de calculs égoïstes, apparaît à Cavour comme le plus instructif et le plus attachant des spectacles, comme le mécanisme naturel et normal d'un gouvernement libre. Il est d'ailleurs bien placé pour voir. Sur la recommandation de Barante, les salons même les plus difficiles se sont ouverts devant lui. L'œil vif, l'esprit aux aguets, tous les instincts en éveil, il fréquente assidûment chez Mme de Castellane, Mme de Boigne, la duchesse de Rohan, Mme de Circourt, la princesse Belgiojoso, Mme Swetchine; il y entend pérorer les protagonistes du jour, le duc de Broglie, le chancelier Pasquier, le maréchal Soult, Molé, Guizot, Thiers, Duchâtel, etc... De toutes les controverses brillantes dont il est ainsi l'auditeur, une idée surtout se dégage dans son esprit et si fortement qu'elle deviendra un de ses axiomes politiques : le caractère inéluctable de la démocratie moderne. Il écrit, le 31 mars 1835, à son neveu de La Rive : « Nous ne pouvons plus nous le dissimuler; la société marche à grands pas vers la démocratie. Il est impossible de prévoir les formes qu'elle

revêtira; mais, quant au fond, il n'est pas douteux que la reconstruction d'un pouvoir aristocratique quelconque est impossible. La noblesse s'écroule de toutes parts; les princes comme les peuples tendent également à la détruire; le patriarcat n'a plus de place dans l'organisation actuelle. Que reste-t-il donc pour lutter contre les flots populaires? Rien de solide, rien de puissant, rien de durable. Est-ce un bien, est-ce un mal? Je ne sais. Mais, à mon avis, c'est l'inévitable avenir de l'humanité. Préparons-nous y, ou, du moins, préparons-y nos descendants que cela regarde encore plus que nous. »

Il trouve bientôt une occasion inespérée de traiter à fond ce grave sujet. Le 3 mai 1835, désireux d'étendre le champ de ses observations politiques et sociales, il a quitté Paris pour Londres : sa bonne fortune l'y fait rencontrer Alexis de Tocqueville, qui vient précisément de publier les premiers chapitres de *la Démocratie en Amérique*.

Les deux jeunes hommes, presque du même âge (Cavour a cinq ans de moins), s'accordent à merveille. Aussi intéressés l'un que l'autre par le vivant spectacle de la société anglaise, ils parlent ensemble du *Reform bill*, des lois ecclésiastiques, des *meetings* irlandais, du paupérisme, des écoles, des prisons, de la question ouvrière, etc..., surtout des grands acteurs qui occupent alors la scène parlementaire, le duc de Wellington, lord Grey, lord Melbourne, lord Palmerston, Robert Peel, O'Connel. Et cette rencontre fortuite jette entre eux les bases d'une noble amitié.

Assurément, Cavour et Tocqueville étaient faits pour s'entendre et se plaire. Outre qu'ils sont presque du même âge, qu'ils appartiennent à la même catégorie sociale et qu'ils parlent la même langue, ils ont tous deux une égale générosité d'intelligence et de cœur, un égal amour de leur pays, un égal souci de la grandeur et de la dignité nationales, un égal désir d'entrer dans la vie publique, une égale foi dans la vertu fortifiante des institutions libres. Mais leur ressemblance s'arrête là. Et rien peut-être ne fait mieux comprendre la géniale originalité de Cavour que tout ce qui le distingue de Tocqueville.

L'auteur de *la Démocratie en Amérique* est éminemment un doctrinaire ; il croit donc que la raison peut et doit prévaloir dans la conduite des sociétés humaines. Pour lui, toute la politique se ramène à des conceptions rationnelles, à une sorte

de système philosophique, où les contingences imprévisibles, les accidents inexplicables, les forces aveugles de la Destinée souveraine et, comme disait Frédéric le Grand, « les caprices de Sa Majesté le Hasard », puis tout le dynamisme illogique des passions individuelles ou collectives, les ambitions, les rêves de gloire, les mensonges, les rancunes, les folies, les emballements, les vertiges, bref tout ce qu'il y a d'inconséquence et d'aberration dans l'histoire des peuples est considéré comme négligeable et insignifiant. Le souverain-pontife du doctrinarisme, Royer-Collard, l'a proclamé solennellement : « Je ne sais rien de plus méprisable qu'un fait ».

Or, pour Cavour, le fait seul compte. Son cerveau, son œil, son organisme visuel et mental sont machinés de telle sorte que, dans le tissu complexe des événements, il ne perçoit que les réalités efficientes. Tocqueville raisonne sur les phénomènes politiques et sociaux pour l'unique plaisir de raisonner ; il ne s'intéresse aux faits que pour en déduire une idée ou pour les insérer dans une démonstration théorique, dans une synthèse préconçue. Chez Cavour, le travail d'observation et d'analyse n'est qu'un préliminaire ; ses conclusions dialectiques ne l'arrêteraient pas un instant, s'il n'espérait y découvrir un motif d'action, un élément de calcul, un principe de conduite. Dans toute crise politique, il voit un problème gouvernemental à résoudre et non une idéologie à construire. Tocqueville est un spéculatif, Cavour un praticien.

III

Après cinq mois d'absence, Cavour rentre au Piémont et y reprend ses occupations rurales.

Ce voyage laissera dans sa vie une trace profonde. Les nombreux contacts qu'il vient de prendre avec les formes nouvelles de la société moderne l'ont irrévocablement affermi dans sa résolution de se consacrer, un jour, à la politique.

Or, ce jour n'est pas près de luire ; il semble, au contraire, s'enfoncer dans un horizon de plus en plus lointain et nébuleux ; car jamais encore le joug autrichien n'a pesé d'un poids si lourd sur l'Italie. Dans le royaume de Piémont comme dans le royaume Lombard-vénitien, dans les duchés de Parme, et, dans le grand duché de Modène et de Toscane, dans les

États de l'Église, dans le royaume de Naples, c'est partout la même tyrannie, le même régime d'arbitraire policier, la même oppression des intelligences et des âmes.

Cavour se remet donc au travail des champs. Et, pour mieux s'y absorber, il obtient que son père lui confie, en plus des propriétés qu'il gérait précédemment à Grinzane et Santéna, l'exploitation d'un immense domaine, situé à Léri, dans la province de Verceil, entre le Pô et la Sésia. Le pays est d'une intense fertilité, mais plat, monotone, uniformément coupé de rizières et de pâturages, dénué de tout agrément pittoresque. C'est là qu'il résidera désormais, dans une simple maison de ferme, avec trois domestiques. Résidence austère et à laquelle il ne s'est pas accoutumé sans peine, malgré de fréquentes apparitions à Turin.

Parfois même, dans les fastidieuses journées d'hiver, quand des brumes flottent sur les bords du Pô, une tristesse amère l'envahit : « Je ne suis plus bon à rien, se dit-il. Tout est fini pour moi, politiquement parlant; toutes les routes d'avenir me sont fermées. Serais-je assez ridicule, si je me laissais duper encore aux illusions de puissance et de gloire qui ont bercé ma jeunesse! Quelle folie c'était que tout cela!... Dorénavant, il me faut faire de nécessité vertu. Et je dois me résigner à n'être, toute ma vie, qu'un paisible agriculteur du Piémont, un honnête bourgeois de Turin! »

Un soir, sa mélancolie s'aggravant tout à coup, il tombe dans une détresse affreuse, non la détresse inerte des âmes passives qui s'effondrent sous les coups du destin, mais la détresse farouche et révoltée des âmes fières qui détestent soudain la vie, quand elles ne la jugent plus digne d'être vécue. Il pleure « des larmes de colère »; il songe au suicide : « Ma mort, écrit-il dans son journal, produirait un excellent effet sur beaucoup de gens. On en parlerait quelquefois à mes neveux pour les prémunir contre l'orgueil de l'esprit, l'amour excessif de l'indépendance et les entraînements pernicieux de la vanité. »

C'est tout près de Léri, dans un monastère de Verceil, que fut composée, au XIIIe siècle, l'*Imitation de Jésus-Christ*. Le moine inconnu et désabusé, qui rédigea ce bréviaire mystique, ce parfait manuel d'ascétisme et de résignation, nous met, lui aussi, en garde contre la superbe de l'esprit, les attraits de

l'indépendance et les embûches de la vanité. Mais, de plus, il nous dénonce le grand péril des tentations charnelles et, comme dit l'*Ecclésiaste*, l'affreux danger « de donner sa substance aux femmes, » *Ne dederis mulieribus substantiam tuam!*

Si Cavour avait pratiqué ce dernier conseil, il n'aurait sans doute jamais connu, même passagèrement, le dégoût forcené de la vie, l'âpre tentation de se réfugier dans la mort. Mais, dès sa prime jeunesse, dès l'enfance, il avait subi le sortilège féminin. Agé de six ans, le 11 mai 1816, il écrivait à une *bambina* de ses amies :

« Ma chère Fanchonette, je suis bien fâché de ne pas t'avoir écrit; j'avoue ma paresse. Aussi, pourquoi m'as-tu abandonné? Quel crime tu fais là! Je t'aime toujours et je t'appelle ma Fanchonette. Mais, à présent, j'ai fait connaissance avec une charmante, jeune et touchante dame; son nom est Juliette de Barolo; mon amie est venue deux fois me prendre pour aller à la promenade avec elle dans sa plus belle voiture dorée.

« Adieu! A nous revoir! Bonne nuit! Bonsoir!

« Ton petit ami,

« CAMILLE. »

Cette précocité sentimentale n'a rien d'extraordinaire; elle annonce même habituellement la vocation des grands passionnés. On en peut alléguer de nombreux exemples. Dante avait neuf ans lorsqu'il rencontra Béatrice : « Aussitôt qu'elle m'apparut, mon cœur trembla si fortement que j'en frémis jusque dans mes plus petites veines. Et, dès lors, l'amour fut mon maître pour toujours... » C'est vers la dixième année aussi que Rousseau, Alfieri, Novalis et Henri Heine éprouvèrent leur premier émoi devant la beauté féminine. Byron enfin n'avait que huit ans lorsqu'il conçut, pour une fillette, Mary Duff, un amour si violent « que je ne crois pas, dira-t-il plus tard, en avoir jamais ressenti un semblable ».

Dans leur éveil prématuré, les instincts amoureux de Cavour ne l'avaient pas trompé. La « jeune et touchante dame », qui lui a fait oublier Fanchonette, la marquise de Barolo, née Colbert, méritait amplement ce naïf hommage. Aussi élégante et harmonieuse que spirituelle et distinguée, elle exhalait une séduction rare, qui faisait de son salon le premier de Turin pour le goût, la politesse et l'agrément. Elle devina sans doute ce qui s'élabo-

rait dans l'âme troublée de son novice admirateur, puisqu'elle s'intéressa dès ce jour à lui. Bientôt même, elle éprouvera pour cet enfant une tendresse maternelle... et peut-être aussi l'indéfinissable sentiment de la comtesse Almaviva pour Chérubin. Plus tard, elle sera sa meilleure amie, sa confidente préférée; c'est elle qui recevra, en 1832, la lettre fatidique où, dévoilant sa plus secrète pensée, il avoue naïvement qu'il trouverait tout naturel « de s'éveiller, un beau matin, ministre dirigeant du royaume d'Italie ». Dans les souvenirs intimes de cette belle créature, si adulée, si aimée, quelle déclaration d'amour a pu valoir un pareil aveu?

Du jour où il a quitté l'Académie militaire de Turin, les fredaines galantes et les fantaisies voluptueuses de Cavour ne se comptent plus; il a sans cesse une image féminine devant les yeux; ses jeunes désirs s'enflamment, se consument et se raniment perpétuellement.

Après les *amoretti*, la grande passion. C'est à Gênes qu'il en reçoit le choc, par la marquise Giustiniani. Ils n'ont eu qu'à se rencontrer pour se reconnaître prédestinés l'un à l'autre.

De vieux sang gênois, entrée par son mariage dans une famille du patriciat ducal, âgée de vingt-cinq ans, la marquise Anna Giustiniani exerçait autour d'elle un grand prestige, moins par la beauté de ses traits qui n'étaient pas réguliers, que par le vif accent de ses formes et de ses grâces, par le rêve profond de ses yeux, par l'animation lumineuse de sa physionomie, par l'intrépide vaillance de son caractère, par la richesse expansive et rayonnante de sa sensibilité. En politique, elle professait un ardent libéralisme et, de toute son âme impatiente, elle souhaitait, elle réclamait l'affranchissement du peuple italien.

C'est sur ce noble thème qu'elle se sentit d'abord à l'unisson de Cavour; ce fut là, comme disait Françoise de Rimini, « la racine première de leur amour », *la prima radice del nostro amore;* c'est devant l'image de la patrie crucifiée, que « les premiers soupirs » leur montèrent aux lèvres et qu'ils prirent conscience « des incertains désirs » :

Al tempo de' dolci sospiri,
A che, e come concedette amore,
Che conosceste i dubbiosi desiri.

Mais leur joie n'est pas longue. A peine ont-ils eu le temps de la goûter que le destin les sépare brusquement. Cavour est envoyé en pénitence au fort de Bard; puis il donne sa démission d'officier; enfin, il s'installe dans sa vie de *gentleman farmer* à Grinzane et Santéna. Ils resteront ainsi quatre années sans se voir! Peu à peu même, ils cessent de s'écrire. Bientôt, ils ne savent plus rien l'un de l'autre.

Un jour, cependant, il apprend par hasard qu'elle vient de faire, à Milan, une maladie grave, et il en est tout ému, quoiqu'il n'éprouve plus pour elle « aucun sentiment passionné ». De leur récente liaison, il garde uniquement « le désir de vouer à cette noble femme une amitié sincère et désintéressée ». Tout serait-il donc fini entre eux? Non, leur vrai roman va commencer.

Le 5 juillet 1834, Cavour est à Grinzane, où, sans cause particulière, il traverse depuis quelque temps une crise de tristesse et d'abattement. Or, un matin, on lui remet une lettre, dont il reconnaît aussitôt l'écriture avec la sensation d'un coup violent qui le frapperait au cœur : c'est la marquise Giustiniani qui lui mande qu'elle est arrivée à Turin et qu'elle désire le voir.

Pour l'épisode qui va suivre, il faut laisser la parole à Cavour lui-même : il en a consigné les moindres détails dans son journal; mais, par un touchant scrupule de discrétion, il s'abstient d'y nommer la marquise et ne la désigne que par ce pseudonyme : l'*Incognita*.

Donc, au premier regard jeté sur le billet qu'on venait de lui remettre, il a ressenti dans la poitrine un heurt si violent qu'il a cru s'évanouir : « Je ne saurais décrire les sentiments qui agitèrent alors mon cœur. L'incertitude des motifs qui avaient déterminé l'*Incognita* à cette démarche me troublait cruellement. Ne se proposait-elle que de m'expliquer sa conduite passée et d'établir avec moi des rapports amicaux? Ou bien, était-elle derechef sous l'empire de cette passion contre laquelle elle avait vaillamment lutté pendant si longtemps? Je croyais bien découvrir, dans sa très courte lettre, une tendresse mal comprimée; mais ce ne pouvait être qu'une illusion de mon cœur ou de ma vanité; car il n'y avait pas un seul mot qui annonçât un changement en ma faveur. Je n'y pus tenir. Abandonnant cinquante affaires qui me restaient à terminer, bravant l'insupportable ardeur du soleil, je me mis en route à une heure. Ayant changé de cheval à Brà sans m'arrêter, j'arrivai

à Turin à huit heures passées. Je cours chez moi, je me change et, sans perdre un instant, je vole à l'auberge où logeait l'*Incognita*. On me dit qu'elle venait d'aller à l'Opéra; j'y cours sans délai; je me précipite au parterre. Dans la sixième loge à gauche du premier rang, j'aperçois une dame en grand deuil, portant sur la plus douce des figures la trace de longues et cruelles souffrances : c'était elle!... Instantanément elle m'a reconnu et m'a suivi des yeux jusqu'à ce que je fusse sorti du parterre pour aller la rejoindre. Dieu! quel charme dans ce regard! Que de tendresse et d'amour! Quoi que je fasse pour elle dans l'avenir, ah! je ne pourrai jamais la récompenser de tout le bonheur qu'elle m'a fait éprouver dans cette minute! Sa loge était pleine de gens qui assommaient ma pauvre amie des plus fades discours. En vain nos yeux tâchaient-ils d'exprimer les sentiments de nos cœurs. Nous brûlions d'impatience; nous restâmes enfin seuls un moment. Hélas! l'abondance des choses que nous avions à nous dire étouffa la parole dans nos gorges. Après un long silence, elle me dit : « Qu'avez-vous pensé de moi? » — « Ce que j'ai pensé de vous, ai-je répondu, pouvez-vous le demander? — Vous avez souffert! — Oh! oui, j'ai bien souffert!... » Voilà les seuls mots que je me rappelle. Ce soir-là, je la quittai plein d'espérance, d'amour, de regret, de remords. Je croyais à la constance de la passion; j'étais fier et enivré d'un amour si pur, si désintéressé; mais, d'autre part, quand je me représentais les souffrances terribles qu'elle avait subies à cause de moi et dont je voyais les traces profondes sur sa belle figure, je me mettais en fureur contre moi-même; je m'accusais d'insensibilité, de cruauté, d'infamie... »

Au sortir de l'Opéra, les deux amants se donnent rendez-vous pour le lendemain soir, en tête à tête. Mais, arrivé à son domicile, Cavour apprend fortuitement que son père, ignorant qu'il est venu à Turin, a l'intention de quitter son château de Santéna le jour suivant, dès l'aube, afin de se rendre à Grinzane. « Voulant lui épargner cette course inutile, je partis instantanément pour la campagne. Et, n'ayant plus trouvé de voiture, je me mis en route à pied. Il était minuit; la lune brillait d'un éclat puissant et doux; les rives du Pô, la colline de Turin, illuminées par cette pâle et triste lumière, présentaient un spectacle bien en harmonie avec les sentiments de

mon cœur. Quelle ravissante promenade ! Quand retrouverai-je des émotions aussi élevées ?... A Moncaliéri, je pus louer un cabriolet ; j'arrivai à Santéna, à trois heures du matin. »

Le soir de ce jour, il est déjà rentré à Turin : il se rend aussitôt à l'hôtel, où est descendue l'*Incognita* : « Je monte, j'entre et je la trouve seule, assise près de sa table. Son air, profondément abattu, ses sombres vêtements me firent éprouver la plus douloureuse impression ; c'était l'image même de la souffrance. Et cette souffrance, qui l'avait causée ?... Elle me reçut d'abord avec contrainte, sans prononcer un seul reproche. Je balbutiai quelques paroles d'excuse. Enfin, enhardi par la douceur de son regard, je lui pris la main et je la portai à mes lèvres en m'écriant : « Me pardonnez-vous ?... » Elle ne put résister plus longtemps ; son front se plia et s'appuya sur le mien ; sa bouche dolente chercha la mienne pour y imprimer un baiser d'amour et de paix. »

Il la quitte dans une ivresse de félicité, dans un débordement lyrique de gratitude : « Suis-je digne d'un tel amour ? Ah ! je le jure, jamais, non jamais, je n'abandonnerai plus cette femme céleste. Je lui consacrerai mon existence. Elle sera dorénavant l'unique objet de mes efforts. Que la malédiction du ciel s'appesantisse sur ma tête, s'il m'arrive jamais de froisser le moindre sentiment de ce cœur parfait et adorable ! »

Quatre jours plus tard, la vie, la cruelle vie les sépare de nouveau. La pauvre *Incognita*, qui a dépensé dans cette aventure le peu qui lui restait de forces, est obligée d'aller prendre un long repos sur les cimes alpestres, à Vinadio. De là, toute fiévreuse encore et frémissante, elle écrit à son amant : « Ces trois jours passés avec toi ont effacé le souvenir de plusieurs années bien cruelles. Je te l'ai dit, Camille : mon âme n'est plus que le reflet de la tienne ; sans toi, je suis le néant, je cesse d'exister. Qu'on n'espère donc pas m'éloigner de toi ! Parents, amis, je renonce à tout plutôt que de cesser de te voir ; j'aurai peut-être beaucoup de luttes à soutenir ; mais je les prévois sans m'effrayer ; je sais que rien ne pourra m'abattre, tant que je serai sûre de ton amour, et je le suis !... Si je me fais illusion, que je tombe en poussière avant de me détromper ! Mais non, Camille sait aimer ; Camille ne veut point m'abuser ; il est trop grand, trop généreux. Bientôt, j'aurai traversé l'espace qui nous sépare ; bientôt, je serai dans tes bras ! »

Seule avec son rêve qui l'épuise, elle sent d'heure en heure sa passion grandir. Elle écrit à Cavour, le 22 juillet : « Je t'ai bien attristé hier et je me le reproche. Tu as vu comme je suis faible, accessible à la crainte. Mes vaines frayeurs sont dissipées maintenant et j'envisage l'avenir avec tranquillité. J'aurai soin de ma vie, je la respecterai toujours, puisque tu veux bien y attacher quelque prix. Mais ne me crois pas tout à fait digne du dévouement que tu as pour moi. Notre position est si différente ! Le sort t'avait marqué comme mon dernier soutien, toi, plein de force, plein de talent, *appelé peut-être à parcourir la plus brillante carrière*. Ma vie à moi est usée : la tienne commence. J'accepte ton secours; il me vient du ciel. Mon devoir est néanmoins de te dire que ce qui, de ma part, pourrait sembler un sacrifice serait, au contraire, un acte de pur égoïsme, tandis que, en toi, la même action prendrait sa source dans un dévouement que je ne mérite pas. J'en ai dit assez : tu dois me comprendre. Je suis fatiguée ; je retourne au lit. Adieu. Je t'adore ! »

Désormais, elle est marquée du sceau fatal ; elle a contracté le mal sacré, le mal incurable et dévorant; elle portera sur sa poitrine délicate le rude cilice qu'on n'enlève plus; elle est enrôlée dans la légion tragique des grandes amoureuses qui ne vivent que de leur amour et qui en meurent, — légion éternelle dont les héroïnes se sont appelées, au cours des siècles, Médée, Ariane, Didon, Yseult, Héloïse, la princesse de Clèves, la Religieuse portugaise, Julie de Lespinasse, Elvire...

Comme il advient à tous les êtres sensitifs quand leurs facultés morales sont hypertendues par un intérêt puissant, la solitaire de Vinadio a des intuitions prophétiques. Ainsi, à cette date de juillet 1834, Cavour n'est qu'un jeune homme de vingt-quatre ans, un lieutenant démissionnaire, un simple cadet de famille, absolument inconnu et qui gagne sa vie tant bien que mal en gérant les domaines patrimoniaux. Elle a deviné pourtant qu'il est promis à un grand avenir, et, dans l'illumination de son cœur, elle lui prédit « la plus brillante carrière ».

Mais, de cette prédiction, elle en tire une autre qui est, pour elle, comme un arrêt de mort : « Notre position est si différente !... Ma vie à moi est usée ; la tienne commence... » Elle prévoit les obstacles inévitables, les incompatibilités fatales, qui les désuniront bientôt. Une de ses devancières en

amour, Sophie de Monnier, saisie du même pressentiment, écrivait à Mirabeau : « Vous n'avez que vingt-six ans. Bientôt, l'amour ne sera plus l'occupation essentielle de votre vie. L'ambition vous appelle et vous séduira. »

Elles ne se trompaient, ni l'une ni l'autre. D'ailleurs, à le considérer sous l'aspect intime, Cavour a plusieurs traits de ressemblance avec Mirabeau : même complexion physique, même ardeur généreuse des instincts virils, même forme de l'imagination sensuelle, mêmes penchants voluptueux. L'amant de la marquise Giustiniani aurait pu signer cet aphorisme, inséré dans les *Lettres de Vincennes* : « Pourquoi tous les amours, même les plus délicats, finissent-ils? Parce qu'on s'imagine y goûter des plaisirs qu'on n'y trouve pas. Et ceci, parce que, chez tous les mortels, l'imagination est plus active que le cœur n'est sensible. »

Le bonheur de l'*Incognita* est encore plus menacé qu'elle ne croit. Après quelques semaines de tendresse idéale et de romantisme exalté, Cavour lui échappe soudain. Il est tombé dans les embûches d'une Circé piémontaise, une coquette astucieuse et dépravée, *una consumata e sensuale civettona*, qui, par caprice d'orgueil, par méchanceté perverse, pour le plaisir cruel de torturer la Giustiniani, s'est jetée à la tête du voluptueux Camille, s'est donnée à lui tout de suite et tout entière, l'a aussitôt enflammé de ses ardeurs savantes, et, glorieuse de son triomphe, s'affiche publiquement comme sa maîtresse légitime. Désormais, la vie de l'*Incognita* ne sera plus qu'un lent supplice, dont elle mettra cinq ans à mourir. Inconsolable, farouche, fuyant même sa famille, elle disparaît dans l'ombre, le silence et la solitude.

Atque inimica refugit
In nemus umbriferum...

Quand elle se sentira près d'expirer, elle s'imposera un suprême effort pour adresser à son infidèle ami cet adieu sublime : « La femme qui t'aimait est morte; elle n'était point belle, car elle avait trop souffert. Ce qui lui manquait, elle le savait mieux que toi. Elle est morte, te dis-je. Et dans ce domaine de la mort, elle a rencontré d'anciennes rivales. Si elle leur a cédé la palme de la beauté dans le monde où les sens veulent être séduits, ici elle les surpasse

toutes... Et maintenant, adieu, Camille ! Au moment où j'écris ces lignes, je suis dans l'inébranlable résolution de ne te revoir jamais. Tu les liras, j'espère, mais lorsqu'une barrière insurmontable s'élèvera entre nous, lorsque j'aurai reçu la grande initiation aux secrets de la tombe, lorsque peut-être (je frémis en y songeant !) je t'aurai oublié. »

IV

Si nombreuses que soient les aventures sentimentales de Cavour, elles n'ont dans sa biographie qu'une valeur épisodique ; on aurait tort néanmoins de les ignorer ; car elles ne témoignent pas seulement la débordante richesse de sa nature physique : elles attestent en outre, chez lui, plusieurs particularités de l'esprit et de l'âme, plusieurs prédispositions et tendances du caractère, auxquelles il devra plus tard ses principaux succès politiques, — par exemple, le goût des émotions fortes, l'acceptation calme des risques, la vue nette de l'objet poursuivi, la persévérance dans la poursuite, la virtuosité dans la manœuvre, le redressement rapide après l'échec, l'intelligence aiguë des états psychologiques, l'aptitude à saisir l'occasion, l'instinct et le courage du geste décisif.

Mais, pour la genèse de ses idées, pour sa véritable préparation aux affaires publiques, c'est à Léri, c'est dans l'exercice de son métier rural, qu'il faut venir l'observer.

Tâchons de le bien voir ainsi, aux environs de l'année 1843, quand son exploitation agricole, en pleine activité, commence à donner de grands résultats ; voyons-le, sous son aspect familier, tel que l'ont vu tant de fois ses visiteurs occasionnels ou ses compagnons de chasse.

D'abord, matériellement, c'est une vie très large, très confortable, dans sa rustique simplicité. « Vie de ferme et non de château, nous raconte un de ses intimes, fervent chasseur. Départs à l'aube, retours tardifs, journées courtes, dîners abondants préparés par la vieille gouvernante qui apporte elle-même les grands plats de gibier et le risotto fumant sur une lourde table de chêne, autour de laquelle court, après le dessert, un joyeux lansquenet. Nous ne songeons guère alors à reprocher au pays d'être plat et morne, aux rizières d'exhaler des miasmes. Car enfin, dans ces rizières, quelles récoltes ! Dans ces prai-

ries, quels troupeaux! sous les hangars, quels grincements de machines! dans les cours, quelle animation! dans les greniers, quel encombrement! partout, quelle prospérité!... »

Ces magnifiques résultats représentent dix ans de labeur, dix ans d'une lutte opiniâtre contre la nature et les hommes, contre le sol, contre l'eau, contre les miasmes paludéens, contre toutes les résistances que, depuis Triptolème, la terre oppose à quiconque veut la forcer à produire par des moyens nouveaux, enfin contre l'ignorance, la balourdise et les préjugés des paysans.

Cavour n'est pas moins heureux que fier de son œuvre. « Si vous saviez, écrit-il à un ami, quelle pacifique, mais vive satisfaction peut procurer un champ bien cultivé ou un pâturage couvert d'une herbe drue!... » Il écrit encore : « Chaque jour, j'apprécie davantage la vertu calmante de la vie champêtre; elle est toute conforme à ma raison pratique; l'agriculture a pour moi l'attrait d'une science. »

De ces confidences et de quelques autres analogues, on serait tenté d'induire que désormais Cavour a trouvé sa voie et renoncé aux ambitions politiques. Loin de là! Mais, pour bien pénétrer son état d'âme à cette époque, un rapprochement littéraire s'offre de lui-même.

Dans le beau roman d'analyse qui s'appelle *Dominique*, Fromentin nous a montré un homme d'esprit délicat et de sentiments généreux qui, un jour, vers la trentaine, s'est reconnu inférieur à ses aspirations de jeunesse; il s'est alors retiré sur ses terres pour demander à la vie champêtre ce qu'elle ne refuse jamais, — l'équilibre, la quiétude, le placide acquiescement aux conditions inéluctables de la destinée.

Mais quelle différence entre la résignation qui a conduit Dominique aux Trembles et celle qui retient Cavour à Léri!

Dominique ne s'est pas seulement éloigné de la vie active. Ayant pris sa mesure et s'étant jugé inutile à tous, il s'est irrévocablement retranché du monde; il a pris le deuil de ses rêves; il a démissionné de soi-même, et il éprouve comme une dernière jouissance d'orgueil à se confondre désormais dans la multitude anonyme des « quantités négatives ». Son renoncement est une abdication totale.

Chez Cavour, la résignation n'est que temporaire, « à terme »: elle lui est imposée par la force des choses. Contraint

d'ajourner la réalisation de ses rêves, il n'en abandonne aucun. De là, ses fréquents sursauts d'impatience; de là, ses crises passagères d'abattement. Rien de pareil, chez Dominique; pas le moindre symptôme de révolte; une passivité absolue. Enfin, tandis que le châtelain des Trembles se complaît aux évocations mélancoliques du passé, tous les regards de Cavour sont braqués vers l'avenir.

Mais comment se figure-t-il cet avenir? Quelle sorte d'action y entrevoit-il pour lui-même?

Deux séjours qu'il fit vers cette époque à Paris et à Londres semblent avoir beaucoup hâté le développement et la fixation de ses idées.

Le spectacle, que la France et l'Angleterre lui ont mis sous les yeux, lui a démontré que les sociétés modernes accomplissent « une évolution fatale vers la démocratie » et que « vouloir arrêter le cours des événements, ce serait déchaîner des tempêtes, sans aucune chance de ramener le navire au port ». Mais la chimère démocratique ne lui en impose pas : il n'appréhende pas moins la tyrannie collective que le despotisme individuel; il n'a aucune foi dans « le génie politique des multitudes »; il tient en particulière méfiance leur perpétuel besoin d'innovation et il condamne par avance tout progrès qui ne se réalise pas dans l'ordre et par la loi, « sous le contrôle d'un pouvoir légitime ayant de profondes racines dans l'histoire du pays ». Ce qu'il définit là, c'est l'idéal même de l'État libre.

Une autre considération s'est emparée de son esprit, avec plus de vigueur encore peut-être. Son voyage en France et en Angleterre, où il a spécialement recherché la conversation des financiers, des industriels, des armateurs, des négociants, lui a révélé, comme dans une vision prophétique, le rôle capital que les phénomènes économiques joueront désormais dans la vie des peuples. Aussi, dès son retour, éprouvant le besoin de mettre ses idées au clair, il prend la plume et rédige un mémoire sur « le commerce des céréales dans la législation britannique »; il y dénonce, avec une étonnante justesse, les erreurs et les dangers du protectionnisme : Sir Robert Peel n'invoquera pas d'arguments plus persuasifs dans le solennel débat qui s'ouvrira devant la Chambre des communes, deux ans plus tard.

Son impulsion ne s'arrête pas là : il a en effet l'esprit trop pratique pour se contenter des spéculations théoriques. Il se met donc à l'œuvre sans retard. Et, dans l'espace de quelques mois, nous le voyons organiser des comices et des conférences agricoles, une entreprise de minoterie, une fabrique d'engrais, une banque d'escompte, une manufacture de produits chimiques.

Mais, par-dessus tout, un problème le passionne, — celui des chemins de fer.

C'est seulement au mois de novembre 1845 qu'une société piémontaise est autorisée à construire, entre Gênes et Turin, la première voie ferrée qui sillonnera le sol italien. Cavour y porte naturellement le plus vif intérêt; il est d'ailleurs un des principaux actionnaires de la société. Mais aussitôt son imagination lumineuse découvre, dans l'œuvre qui s'ébauche, une infinité de conséquences lointaines et transcendantes. Dépassant du regard les étroites frontières du royaume piémontais, il conçoit un vaste réseau ferroviaire qui se ramifierait peu à peu jusqu'aux extrêmes limites de la péninsule; d'où la nécessité de subordonner la structure et le tracé de chaque ligne à un plan général, en vue des raccordements ultérieurs. Cela ne suffit pas encore : il importe de préparer à l'Italie future une participation active dans le trafic européen; il faut donc prévoir, dès maintenant, la percée des Alpes en plusieurs points et, d'urgence, un tunnel sous le Mont-Cenis.

L'idée de l'unité italienne inspire manifestement ce grand programme technique; elle s'avoue d'ailleurs sans réserve, dans la conclusion. De quelque importance que doivent être les bienfaits matériels que les chemins de fer répandront sur l'Italie, Cavour les estime très inférieurs aux avantages moraux qui en découleront forcément. D'où proviennent en effet les calamités qui, depuis des siècles, affligent le peuple italien et qui le courbent encore sous la domination étrangère ? N'est-ce pas de ses discordes intestines, de ses antagonismes régionaux, de tous les déchirements fratricides, qui rendent ses annales si tumultueuses et pathétiques ? Or, quand un système de voies ferrées couvrira la péninsule, de Turin à Venise et de Milan à Naples, ces diverses populations, qui se détestent ou s'ignorent aujourd'hui, seront obligées de se connaître, de frayer entre elles, de se fondre et de collaborer. Ainsi oublieront-elles rapidement leurs rivalités provinciales pour s'élever, d'un libre

essor, à une conscience commune. Ce jour-là, s'ouvrira l'ère décisive de l'affranchissement national. Ensuite, rien n'arrêtera plus l'Italie sur la route du progrès ; car l'histoire de tous les temps démontre que la rénovation économique, intellectuelle et morale d'un peuple a pour condition préalable et nécessaire le plein épanouissement de sa nationalité.

C'est en mai 1846 que Cavour s'improvise l'avocat de cette noble thèse, qui épouvante les milieux officiels de Turin.

Charles-Albert pense même, un instant, à exiler son ancien page, qu'il déclare « l'homme le plus dangereux du royaume ».

L'accusation est justifiée : Cavour est devenu dangereux. La vie suractive qu'il mène depuis quelques années, cette application intense et méthodique aux réalités les plus diverses, l'ont beaucoup mûri, en effet.

L'idée de l'indépendance italienne s'est peu à peu cristallisée en lui. Certes, il ne l'a pas inventée ; elle ne lui appartient pas exclusivement. Beaucoup de ses compatriotes, parmi lesquels d'Azeglio, Gioberti, Balbo et Mazzini, la professent depuis longtemps; mais aucun d'eux ne la conçoit encore sous une forme aussi nette, aussi objective, avec une aussi claire intuition des contingences futures et des nécessités pratiques.

Désormais, devenue la maîtresse absolue de son esprit, elle tendra obstinément vers l'action toutes les forces de son intelligence et de sa volonté. Elle régira ainsi tout son dynamisme vital ; elle commandera tout le travail conscient ou secret de sa pensée ; elle dominera enfin tous les horizons de son âme, comme une espérance indestructible et certaine, comme une forteresse inexpugnable et culminante : *Arx animæ.*

MAURICE PALÉOLOGUE.

(A suivre.)

LA
CRISE DU MARCHÉ CHARBONNIER
EN EUROPE

Les menaces récentes de grève anglaise, et peut-être plus encore la manière tout artificielle et momentanée dont on a cru devoir les écarter, ont attiré une fois de plus l'attention publique sur l'importance capitale du problème charbonnier dans notre temps. Elles ont montré toute la vie d'une grande nation soumise aux caprices d'une minorité qui, en détenant l'exploitation de la houille, tient du même coup les clefs de l'industrie, des transports, du ravitaillement. On conçoit que la capitulation peu dissimulée du Gouvernement conservateur devant les exigences des mineurs ait fait pousser des cris de triomphe aux travaillistes et les ait encouragés dans le monde entier à accentuer leur victoire. Mais on s'explique aussi les préoccupations qui en sont résultées chez les industriels : préoccupations d'ordre social, politique et économique. Pour la France en particulier, le cours mondial du charbon présente un intérêt essentiel, puisqu'il contribue, pour une très grande part, avec celui de quelques autres substances indispensables, comme le blé, le coton, etc., à provoquer, tant par lui-même que par sa traduction en francs dépréciés, la cherté croissante de la vie.

La crise qui a menacé d'éclater violemment et qui continue à couver en Angleterre, n'est qu'un épisode caractéristique dans un ensemble de faits très généraux et, je le crains, très durables, dont il est impossible de se dissimuler la gravité

pour l'avenir des sociétés européennes. Au risque de paraître enfler démesurément mon sujet, ce sont ces conséquences à longue portée que je voudrais essayer de faire ressortir ici comme conclusion à une étude, d'abord plus restreinte, de la situation actuelle et de ses causes immédiatement visibles.

Chacun sait assez que la guerre a provoqué un désaxement, un déséquilibre; et les Anglais, en particulier, sont convaincus que la solution de tous les maux actuels consiste uniquement dans le « réajustement », pour lequel ils se sont montrés prêts à favoriser contre nous et, au fond, contre eux-mêmes, les pays qui leur paraissaient les plus ébranlés, l'Allemagne, la Russie, etc. Ils ont cru, et ils croient encore, que le rétablissement de leur suprématie commerciale se fera tout seul et qu'il leur suffit de traverser, au moyen de palliatifs, une crise momentanée, pour que cette crise se résolve. Ils affectaient déjà la même confiance avant la guerre devant les préludes très nets de la maladie actuelle, et cette inertie a contribué à la guerre. Je crois, pour ma part, et je vais m'efforcer de montrer que le cancer est beaucoup plus profond, qu'il ne tient pas simplement à la guerre et qu'il ne sera pas arrêté sans opérations chirurgicales. Mais cela ne veut pas dire que la guerre n'ait pas contribué à en précipiter les symptômes avec une vitesse effrayante : d'une part, en produisant des destructions, des ruines, des consommations sans travail équivalent, qui se sont traduites par des payements de l'Europe aux États-Unis; de l'autre, en amenant, dans toute l'Europe, par le fait de ces ruines mêmes, une mainmise de l'État socialisant qui en a été la conséquence la plus caractéristique (1).

Il apparaît, au premier abord, que la destruction doit amener le remplacement des objets détruits. Beaucoup de personnes supposaient donc, d'après l'expérience des courtes guerres antérieures, que la guerre gigantesque de 1914 à 1918 serait suivie par une période extraordinaire et continue d'expansion industrielle et, par conséquent, d'intense exploitation houillère. Cet essor s'est, en effet, produit, mais non à beaucoup près aussi général et aussi durable qu'on l'avait pensé. Il a trouvé un stimulant de quelques mois dans la soif de jouis-

(1) Je demande la permission de renvoyer, pour ce côté de la question, à mes *Qualités à acquérir* (Payot, éditeur), où j'ai annoncé, dès le temps de la guerre, un grand nombre des symptômes actuels.

sances et de bien-être qui a naturellement succédé à des privations prolongées, dans les bénéfices des fournisseurs de guerre, etc. Pour les pays à monnaie de papier comme la France, l'illusion d'une richesse factice a contribué à le prolonger jusqu'au moment où les yeux ont dû un peu s'ouvrir. Mais l'ensemble du monde ne s'est pas moins trouvé assez vite devant un déficit des consommations prévues, coïncidant avec l'extension démesurée de certaines installations productrices pendant la période de guerre et avec l'existence de stocks à écouler.

La guerre a eu encore d'autres effets concordants. Il est impossible de ne pas remarquer que les millions d'hommes anéantis représentent des consommateurs disparus. En outre, par le fait même que le charbon a été un moment rare et qu'il est resté coûteux, on s'est ingénié, plus qu'on ne l'avait fait précédemment, à l'économiser ou à le remplacer. Des progrès indéniables ont été réalisés dans ce sens (développement des centrales, utilisation des chaleurs perdues, etc.). Comme remplaçant, le lignite joue aujourd'hui en Allemagne un rôle qui ne peut plus être qualifié d'accessoire, puisque sa production est supérieure à celle de la houille. La houille blanche et le pétrole ont eu aussi leur influence.

On peut encore invoquer le trouble causé par les fluctuations des changes. Pour l'Angleterre et l'Allemagne, le retour à l'étalon d'or a été une cause accidentelle, mais réelle, de l'aggravation récente.

Enfin, l'industrie charbonnière a été affectée en Europe par le développement des charbonnages extra-européens, que la guerre a accéléré et qui a fermé à ses exportations un certain nombre de marchés.

Jusqu'ici, il est vrai, la production de la France s'est trouvée réduite, nos houillères ayant été systématiquement détruites par les Allemands. La paralysie, également systématique, de la Ruhr pour des raisons politiques a agi un moment dans le même sens en faveur des Anglais. Mais l'ensemble des faits reste le même et la conséquence est, en deux mots, que l'industrie charbonnière de toute l'Europe, pour laquelle on pouvait se demander jadis si les mines connues suffiraient, traverse une singulière phase de surproduction presque générale, quoique les mines n'aient pas été accrues et quoiqu'on y

travaille moins, simplement parce que le consommateur se dérobe devant des prix trop élevés. Le fait, traduit en chiffres, est le suivant. La production de charbon européenne était, en 1880, de 257 millions de tonnes, dont 57 pour 100 pour la Grande-Bretagne, 20 pour 100 pour l'Allemagne dans ses frontières anciennes, 7 pour 100 pour la France. Elle a passé à 350 millions en 1890, à 452 en 1900, à 586 en 1913. La continuation de la même courbe aurait dû la porter à 670 en 1924. Au lieu de cela, en 1924, elle n'est montée qu'à 552 (48 pour 100 pour la Grande-Bretagne, 22 pour 100 pour l'Allemagne), tandis que l'Amérique tombait, elle aussi, de 611 en 1919 à 516 en 1924 (contre 532 en 1913).

En raison d'une consommation réduite, on voit aujourd'hui partout des mines qui ferment, des ouvriers congédiés, des stocks de charbon qui s'accumulent, des hostilités déclarées entre ouvriers et patrons. Même en abaissant les prix au point de travailler souvent à perte, on n'arrive plus à vendre ce qu'on extrait. Les stocks européens montaient, en août 1925, au chiffre énorme de 58 millions de tonnes, dont 40 en Grande-Bretagne, 11 en Allemagne, 2 en Belgique, 2 en Russie, etc. Au même moment, il y avait plus de 300 000 mineurs chômant en Grande-Bretagne (sur un total de 1 342 700 chômeurs dans le pays) et 30 000 mineurs chômant en Allemagne. Le coup a été d'autant plus brutal pour l'Angleterre que la production concurrente de l'Allemagne est brusquement montée de 62 millions de tonnes en 1923, à 119 en 1924, pour atteindre en 1925 au moins 129, après la cessation de notre occupation dans la Ruhr.

Comment s'est produite cette surproduction mondiale, je viens déjà de l'indiquer et l'on a pu voir aussitôt qu'elle a des causes momentanées destinées à disparaître plus ou moins vite, mais aussi d'autres malheureusement durables. Les officiels, anglais ou non, portés par fonction à l'optimisme ou forcés d'en faire parade, insistent volontiers, je l'ai remarqué déjà, sur les premières et sur des manifestations extérieures aisément guérissables. Aux yeux d'un Anglais, les causes principales sont le malaise des industries allemandes en raison du fardeau excessif que nos exigences ont fait peser sur elles, le charbon des réparations, l'équipement à neuf de nos mines sinistrées, les conventions d'échange que doit entraîner forcément l'attribution à la

France de tous les minerais lorrains, l'organisation de la houille blanche en Italie, en Suisse et en France, le développement des centrales et des tractions électriques, l'emploi du pétrole et du mazout, etc., etc. Sans négliger ces causes très visibles mais superficielles, je chercherai plus profondément l'origine de la maladie. Pour cela, après avoir examiné la situation actuelle de la Grande-Bretagne et celle des divers producteurs européens, nous aborderons l'examen clinique dans son ensemble, sauf à être moins sûrs de la thérapeutique, comme il arrive parfois à tous les médecins. Nous laisserons de côté, pour nous limiter, les charbonnages des États-Unis, d'Asie et d'Afrique, dont nous aurons cependant à rappeler l'action refoulante sur les charbons d'exportation européenne dans des pays qui formaient autrefois le fief de l'Angleterre.

CAS DE LA GRANDE-BRETAGNE

La Grande-Bretagne, par laquelle nous commençons, n'est pas seulement l'occasion de cette étude, elle en est aussi le point central : à la fois parce qu'elle est de beaucoup le principal pays charbonnier d'Europe et parce que les ferments morbides de la crise y ont trouvé un champ d'application particuliculièrement bien préparé. Ce pays souffre d'un mal profond, beaucoup plus profond qu'il ne veut se l'avouer à lui-même et dont les causes préexistaient aux événements récents qui l'ont subitement aggravé et mis en lumière.

Depuis le règne de la houille dans l'humanité, c'est-à-dire depuis environ un siècle et demi, forte de la toute-puissance mondiale que lui apportaient des charbonnages tout à fait exceptionnels, appuyée sur une marine commerciale à laquelle le charbon fournissait une source d'énergie et un fret d'échange, l'Angleterre s'est tournée de plus en plus exclusivement vers l'industrie en délaissant l'agriculture et s'est habituée ainsi à vivre d'une vie anormale aux dépens des autres pays. Elle en a tiré une situation financière de premier ordre. Ce privilège devait fatalement disparaître un jour comme tous ceux qui ont appartenu auparavant, pour des motifs différents, à d'autres peuples dans l'histoire. On pouvait prévoir que beaucoup de pays ainsi vassalisés chercheraient et réussiraient à s'émanciper en se créant une industrie indépendante. Néanmoins, si

l'Angleterre n'avait pas rencontré dans l'Allemagne un concurrent de plus en plus redoutable et si, devant cette concurrence, elle n'avait pas trop compté sur ses avantages naturels, elle aurait encore bien longtemps gardé sa suprématie. Ayant un charbon abondant, dont les Anglais disent volontiers qu'il est le meilleur du monde, elle en avait profité pour se créer une situation commerciale unique et une flotte à laquelle sa politique avait su assurer une sorte de monopole. Il en résultait ce paradoxe que du coton produit dans l'Inde ou aux États-Unis venait en Angleterre se faire convertir en étoffes, exportées ensuite jusque dans les pays producteurs. Mais les Anglais, comme tous les fils de famille, se sont habitués à penser qu'un tel privilège leur était dû et ils ont en conséquence pris des habitudes de relâchement (courte journée de travail, semaine anglaise, vacances, technique sommaire, système de mesures arriéré, etc.). Si l'Europe souffre de la maladie actuelle, c'est beaucoup parce que la contagion de ces défauts anglo-saxons s'est rapidement propagée grâce à la guerre, contribuant partout à la vie chère et à la grève des consommateurs. Si la Grande-Bretagne en souffre plus que les autres pays charbonniers, plus que l'Allemagne, c'est parce que cette maladie morale, ou, si l'on préfère, cette erreur économique dont pâtit actuellement l'Europe, ne s'est pas répandue ailleurs aussi vite que dans le pays où elle avait pris naissance.

Malheureusement pour l'Angleterre, elle n'est plus, comme au début du XIXe siècle, le seul grand pays charbonnier du monde. Deux centres de charbonnages comparables aux siens ont grandi, l'un aux États-Unis, l'autre dans la Ruhr. Les États-Unis constituent un univers à part, si vaste qu'il se suffit à lui-même et qui, longtemps, n'a guère songé à rivaliser pour l'exportation avec l'Angleterre. L'industrie houillère allemande s'est développée plus tard, et surtout depuis la guerre de 1870. Mais la concurrence qui en est résultée est plus immédiate et a pu aisément viser un rayon d'action analogue. Les charbonnages de Westphalie ne sont pas beaucoup plus éloignés de la mer que ceux d'Angleterre et ont pu lui être reliés par des canaux aboutissant au Rhin. L'Allemagne, forte de son charbon, a pu, tout aussi bien que l'Angleterre, et pour la même raison, mais seulement avec un décalage d'un siècle, se créer une marine. D'où une rivalité commerciale, qui est le

fait culminant de la dernière période historique. Cette rivalité est d'autant plus grave que l'Allemagne n'est pas encore tombée dans les fautes morales de l'Angleterre. Elle reste beaucoup plus travailleuse, avec une organisation technique et scientifique incomparablement supérieure. Les Anglais lui ont fait la guerre et en ont profité pour anéantir sa marine et prendre ses colonies. Mais, ce résultat obtenu, ils se sont trop rappelé qu'elle était leur cliente et ils ont favorisé la reprise de son industrie. Aujourd'hui, cette industrie recommence à peser sur eux de tout son poids. Sans la banqueroute du mark et les difficultés financières résultant du brusque retour à l'étalon d'or, sans l'occupation de la Ruhr qui les a sauvés pour deux ans, ils auraient été atteints beaucoup plus tôt.

Mais ce n'est pas tout et d'autres charbonnages encore se sont créés, ou se développent dans le reste du monde : aux Indes, en Chine, dans l'Afrique du Sud, etc. Partout l'Angleterre commence à s'entendre dire qu'elle travaille trop coûteusement pour qu'on ne réussise pas à se passer d'elle. La guerre, en isolant l'Europe pendant près de cinq ans et tournant tous ses efforts vers la destruction, a fait franchir un grand pas vers cette déchéance de l'Angleterre, ou, plus généralement, de l'Europe, qui apparaît de plus en plus inévitable. L'Angleterre ayant, plus que toute autre, profité des avantages antérieurs, est, maintenant, la plus affectée par leur disparition progressive. En dépit de certaines apparences contraires et malgré des retours de fortune momentanés, sa situation empire peu à peu depuis vingt-cinq ans et elle ne guérira que si, avec ses rares qualités d'énergie et son sentiment des réalités immédiates, elle sait adopter au dernier moment des solutions radicales, dont elle n'a pas encore pris le chemin.

Le fait brutal, auquel aucune enquête et aucune mesure de détail ne remédieront, est que le prix de revient anglais est trop élevé, malgré des avantages géologiques incomparables, un peu parce que les mines sont souvent mal disposées et mal outillées, un peu parce qu'on a repris l'étalon d'or, beaucoup parce que l'ouvrier est trop payé pour son travail, tout en restant souvent misérable, son travail étant trop court.

Cette situation n'est ainsi que la conséquence de la lutte engagée depuis longtemps par le parti travailliste, et dont on se rappelle les principaux épisodes : fédération des mineurs en

1888; loi de huit heures en 1908; grève galloise de septembre 1910, grève générale de 1912, nationalisation temporaire des mines en 1916, enquête Sankey de 1919, journée de 7 heures, enfin accord du 18 juin 1924, dont l'expiration au 1er août 1925 a déclenché le mouvement actuel.

Voici en quoi consistait ce dernier accord. Le principe en était de partager les bénéfices nets (toutes charges autres que les salaires une fois payées), dans la proportion de 13 pour 100 au capital et 87 pour 100 aux ouvriers : ce qui, en soi-même, était parfaitement soutenable et assez conforme à ce qui se pratique ailleurs. Mais une première anomalie, contre laquelle les patrons ont protesté, était de ne pas compter, parmi les dépenses, les frais généraux. La seconde cause de difficultés, beaucoup plus grave, était l'institution d'un salaire national minimum, supérieur d'un tiers à certain « salaire de base » du district, défini par les accords précédents, avec possibilité à la commission de district d'accorder, en outre, un salaire dit de « subsistance ».

La baisse du charbon en Europe ayant commencé dès que l'Allemagne a été libérée de la contrainte imposée par nous dans la Ruhr, et le cours du charbon anglais restant trop élevé, les exportations ont fléchi : soit pour le charbon lui-même, soit pour les produits fabriqués dans le pays au moyen de ce charbon trop cher. Les bénéfices des mines ont disparu. Le salaire minimum a joué un peu partout. Un grand nombre de mines ont fermé, et le nombre des chômeurs a augmenté dans des proportions effrayantes.

Voici, à cet égard, des chiffres démonstratifs. Les exportations de charbon anglaises, qui étaient de 71 millions de tonnes en 1913, sont tombées à 62 en 1924 et, en 1925, d'après les résultats des six premiers mois, à 51. La baisse est particulièrement marquée pour les exportations en Allemagne, où elle accuse les résultats de la politique de la Ruhr : 16 millions de tonnes en 1923, 3,6 en 1925. La France a, en même temps, passé de 19 à 11, et l'on a vu les chemins de fer français supprimer leur bureau d'achat à Cardiff. La Hollande est tombée de 5,4 à 1,4. L'Italie même, qui prenait, en 1923, 8 millions de tonnes, commence à s'affranchir en recourant aux charbons polonais et russes, outre le développement de sa houille blanche. L'Espagne propose de réduire les importations de charbon

anglais aux 750 000 tonnes qu'elle est forcée d'accepter par traité. La Russie n'achète pratiquement plus rien. Le Canada a éliminé les charbons anglais. L'Inde n'en prend plus que 90 000 tonnes (contre 232 000 en 1911), etc.

De son côté, la consommation intérieure commence, elle aussi, à être touchée, tout en atteignant 180 millions de tonnes en 1924.

Quant à la situation financière des exploitations, en mars 1924, 512 charbonnages principaux extrayant 21,2 millions de tonnes par mois étaient encore en bénéfice, contre 122 extrayant 1,9 qui accusaient des pertes. Un an après, en mars 1925, il n'y avait plus, en bénéfice, que 291 charbonnages extrayant 11,6 millions de tonnes mensuelles, contre 320 produisant 10 millions de tonnes en perte. Tous les districts exportateurs enduraient des pertes pour essayer de garder leur clientèle. Enfin la proportion des mineurs en chômage a passé de 3 pour 100 en mai 1924 à 15,8 en juin 1925 (301 200). 508 puits de mine ont dû être fermés.

Un tableau instructif montre que, de 1914 à 1925, l'extraction houillère a baissé de 100 à 86, les salaires ont monté de 100 à 255, le prix des marchandises de 100 à 283, les produits nets sont tombés de 100 à 45.

C'est devant cette situation rapidement aggravée que les patrons ont dénoncé l'accord de 1924, acceptant la répartition de 87 pour 100 et 13 pour 100, mais désormais sur les bénéfices réels et sans minimum, sauf à augmenter les heures de travail pour améliorer les salaires. Les mineurs ont protesté, avec l'alliance des cheminots et des dockers, menaçant le pays d'une grève générale, pour laquelle ils déclaraient avoir en caisse 10 millions de livres sterling. Au 1er août, toute la grande machine anglaise allait s'arrêter quand, dans la nuit du 30 au 31 juillet, le cabinet Baldwin a pris la résolution désespérée de conclure un armistice de neuf mois, en accordant aux deux partis leurs prétentions, aux frais du contribuable : — aux patrons, leurs 13 pour 100 réels de bénéfice ; aux ouvriers leur salaire minimum. Pour solder la différence, le ministère s'est fait immédiatement voter un crédit de 10 millions de livres (environ un milliard de francs-papier) et on s'attend à ce qu'il ait à en payer encore 5 à 10 autres. Il est inutile de faire remarquer la gravité d'une mesure qui ne résout rien et dont le

désastreux effet immédiat peut s'étendre aux autres industries.

La convention, dont je viens d'indiquer le principe, est assez compliquée et quelques points méritent un éclaircissement. Tout d'abord, les 13 pour 100 de profits patronaux doivent être limités à 1,3 shelling par tonne et le surplus devra servir à amortir les frais de la subvention. Mais, en dépit des espérances affectées à cet égard, ce chapitre a des chances pour rester fort théorique. Cependant on a calculé que, si la baisse prévue du charbon était rapide, les producteurs pouvaient se trouver un moment en perte, le calcul des 13 pour 100 devant être fondé sur les résultats des mois précédents. On a fait également remarquer que, les calculs étant faits, non par mines, mais par districts, les mines prospères d'un district pauvre pourraient se trouver toucher une subvention, etc.

Quant aux résultats immédiats à attendre de la mesure, ils se résument dans la baisse prévue et voulue du charbon anglais, qui doit logiquement entraîner celle de tout le charbon européen. Les charbonniers vont faire ainsi, aux frais du contribuable, un vigoureux effort pour reconquérir les marchés perdus et cette offensive s'est immédiatement déclenchée. En un jour, les prix ont baissé de 2 à 3 francs-or par tonne. Au 8 septembre, la baisse atteignait 3,75.

Mais les exportations n'ont guère repris malgré l'heureuse coïncidence de la grève américaine. En tout cas, le progrès, artificiellement obtenu, sera bien difficilement complet d'après les chiffres que nous donnerons bientôt et dont il résulte que le charbon anglais aurait près de 4 francs-or à reconquérir pour combattre le charbon allemand, alors que les 10 millions de livres de subvention votés représentent seulement 1,25. Il est peu probable que le Gouvernement laisse les exploitants baisser les prix arbitrairement jusqu'à ce point, et ceux-ci, je l'ai remarqué, ne sont pas absolument garantis contre toute perte. On s'attend pourtant, malgré les démentis officiels, à une sorte de *dumping*, analogue à celui qu'avant la guerre les Anglais reprochaient aux Allemands : le prix du charbon anglais sur le marché extérieur étant maintenu bas par un emprunt fait à la caisse publique. En résumé, on va prendre un ou deux milliards de francs-papier dans la poche du contribuable pour les répartir entre les exploitants et leurs ouvriers et regagner

un moment quelques clients que l'on reperdra ensuite. C'est une solution démocratique.

J'ajoute que l'accord en question a été limité au 1er mai 1926 et qu'à cette date s'engagera la grande bataille ajournée dont dépendra le sort de l'Angleterre : bataille annoncée à grand fracas par le secrétaire de la fédération des mineurs, M. Cook. D'ici là, on va voir au travail l'inévitable commission qui doit rechercher « les moyens d'améliorer la productivité de l'industrie charbonnière pour la rendre capable de soutenir la concurrence sur le marché mondial ». Quoiqu'on s'attende peu à voir ces experts réaliser de grandes découvertes, il serait fort présomptueux de vouloir préjuger ici les résultats techniques auquels ils pourront aboutir. Mais les faits principaux sont assez connus pour qu'on puisse, dès à présent, les énoncer et chercher en toute indépendance, quels en pourraient être les remèdes locaux, sauf à voir dans nos conclusions quelle devrait être la solution générale pour toute l'Europe.

Le premier fait déjà énoncé et qui résume tout, c'est que le charbon anglais revient trop cher. Sans nous perdre dans la complication des prix par qualités et par districts, notons seulement que le prix de revient moyen du charbon sur la mine oscille autour de 23 francs-or, tandis que l'Allemagne peut produire entre 18 et 20 francs; exactement 15,60 dans la Ruhr (impôts non compris) pendant notre occupation, avec tous les inconvénients d'une situation fausse et provisoire.

Il faudrait évidemment, pour que l'Angleterre parvînt à conserver son marché d'exportation ancien, que l'on pût arriver, dans des conditions rationnelles, à un prix de revient sensiblement plus bas. Mais comment? Où est le vice de la situation actuelle? Les ouvriers invoquent la mauvaise technique des mines; les patrons, le mauvais rendement ouvrier. Les deux reproches sont exacts. Voyons dans quelles proportions et pour quelles causes.

Tout d'abord, il n'est pas douteux que la Grande-Bretagne présente, en regard de quelques belles installations modernes, un grand nombre de charbonnages démodés. On peut en chercher l'origine dans un régime minier défectueux qui éparpille les travaux et rend les entreprises précaires. Ce régime, très différent de celui qui prévaut sur le continent, est, on le sait, celui de « l'accession ». La mine appartient au propriétaire du

sol et non à un concessionnaire ou à l'État. Si elle a été vendue à un tiers indépendamment du sol, les deux propriétés superposées et distinctes s'identifient en droit. Plus généralement, elle a été amodiée par bail (*lease*) ou simple licence (*license*).

L'intervention de ce propriétaire n'a pas financièrement le grand inconvénient auquel on pense d'abord. Il en est d'elle comme des droits féodaux, sujet de tant de déclamations sous l'ancien régime. Cela se traduit par un impôt supplémentaire, qui, sous un autre nom, fait masse avec les impôts plus lourds du Gouvernement et que l'État continuerait à percevoir en toute hypothèse. Dans les dix dernières années, les « royalties », ou redevances proportionnées à l'extraction dues au propriétaire, ont été, en moyenne, de 150 millions de francs-or par an : ce qui équivaut à environ 0,60 francs-or par tonne. On estime que, dans la même période, une somme au moins égale a été restituée par les patrons comme argent neuf apporté aux installations. Mais le très grave inconvénient de l'accession est d'ordre technique. Si grandes que soient souvent les propriétés territoriales anglaises, il a fallu, pour constituer les exploitations modernes, procéder à des groupements toujours difficiles, et qui, finalement, ont laissé à un grand nombre de mines des dimensions beaucoup trop restreintes et des contours d'une complication irrationnelle. La dispersion de la propriété paralyse les fusions utiles, avec les organisations de vaste envergure qui pourraient en résulter. En Angleterre, 634 entreprises occupant chacune plus de 100 ouvriers au fond et produisant 97 pour 100 de l'extraction ont une production moyenne de 400 000 tonnes et il y a, en outre, 818 mines tout à fait insignifiantes. En France, les neuf dixièmes de la production sont fournis par 43 houillères ayant une production moyenne de 850 000 tonnes. Ce régime léger est une des causes pour lesquelles les puits de mine en Angleterre sont souvent trop éloignés des chantiers (jusqu'à 5 kilomètres) et nécessitent de longs parcours souterrains qui viennent, on le sait, en déduction des heures de travail.

De plus, l'exploitation minière, par sa nature même, par les années que demandent les travaux d'aménagement, par les dépenses considérables qu'elles nécessitent pour une matière bientôt épuisée, a particulièrement besoin d'un avenir assuré. C'est le très grave défaut de toute combinaison législative qui

limite la durée d'une propriété minière. Même en renouvelant les contrats ou baux avant l'échéance, on passe toujours par une période d'incertitude, où les travaux neufs se ralentissent et où le locataire est tenté de gaspiller le gisement pour en prendre vite les parties les plus fructueuses. Aussi, à l'enquête anglaise de 1919, un ingénieur officiel a-t-il pu parler de conditions d'exploitation « extravagantes ».

Ces défauts apparaissaient moins autrefois; d'abord parce que les mines anglaises étaient moins vieilles et leurs concurrentes d'Allemagne moins remarquablement outillées; ensuite parce que, l'industrie étant généralement prospère, les déficits d'une mauvaise année exceptionnelle étaient facilement acquittés par les superbénéfices des bonnes. Aujourd'hui, avec des séries de vaches maigres, il n'en saurait être de même.

En dehors des grosses difficultés que présente l'exploitation proprement dite du charbon (organisation des puits, engins mécaniques, etc.), la vente même des combustibles pose, elle aussi, aujourd'hui, un certain nombre de problèmes qui n'offraient pas autrefois la même acuité. L'acheteur moderne devient de plus en plus difficile pour l'analyse des charbons fournis, la proportion et la nature des cendres, etc. D'où l'importance croissante prise par les ateliers de triage, criblage, lavage, broyage, agglomération, etc. Le charbon anglais, pour soutenir sa réputation qui lui assure des prix de faveur, a besoin, plus encore qu'un autre, de la justifier. Or, il arrive maintenant, paraît-il, que les mineurs ne procèdent pas au triage avec tout le soin voulu.

Les perfectionnements techniques, dont la réalisation, il faut le dire, est déjà commencée, sont à poursuivre en tout cas. Mais ils ne peuvent donner que des résultats à longue échéance. Ils nécessitent de gros appels de capitaux que la situation financière actuelle des mines ne saurait encourager. Enfin ils exigent presque nécessairement un remaniement du régime légal : remaniement qui a été, jusqu'ici, peu conforme au caractère anglais et qui, si l'on s'y trouve acculé, ne sera peut-être pas effectué dans la forme désirable. Le mieux serait peut-être l'institution de concessions perpétuelles avec redevance tréfoncière proportionnelle.

La nationalisation, dont tout le monde parle plutôt, est une de ces solutions aisées qui ne comportent aucun effort d'imagi-

nation et qui plaisent, par suite, à la masse ignorante. « La nationalisation, dit-on, en attribuant toutes les mines à l'État, remédiera aussitôt à la dispersion, à l'émiettement, à la précarité des exploitations actuelles. Elle assurera l'unité d'action, la très vaste organisation d'ensemble, la direction par des fonctionnaires d'élite, etc. Elle fournira aussi, dans la fiction socialiste de l'État possédant un coffre inépuisable, les capitaux considérables dont nous venons d'indiquer la nécessité et qu'avec le régime en vigueur, on ne peut attendre du crédit. Un État ne compte pas avec les frais d'installation. »

Bien au contraire, en supposant la nationalisation légalement et financièrement possible, je n'ai pas besoin de rappeler à des lecteurs français connaissant le régime des téléphones, des allumettes, des arsenaux ou même des chemins de fer, quels sont les vices fondamentaux et irrémédiables d'une exploitation par l'État : irresponsabilité, incapacité commerciale, gestion sans aucun souci des bénéfices ni des pertes, pression croissante des syndicats, choix électoraux du personnel, décisions également électorales pour toutes les mesures à prendre, formalisme et lenteur chronique, qui mettent toujours les décisions en retard d'une étape sur les faits. La nationalisation avec gérance à temps limité serait la pire de toutes les solutions.

J'ajoute cependant que l'Angleterre est peut-être le pays d'Europe où cette solution vicieuse du retour à l'État soulèverait le moins d'objections. Techniquement, elle offrirait des avantages (à défaut de concessions perpétuelles) et, financièrement, elle serait moins dangereuse qu'ailleurs. Le pays est riche, très riche. Il possède de grosses créances sur l'étranger et peut encore se payer quelques expériences coûteuses. Enfin la Grande-Bretagne du temps jadis, qui ne doit pas être tout à fait morte, a su, dans le passé, amortir des dettes d'État et réduire des impôts, dont le poids paraît singulièrement moins écrasant dès qu'on peut espérer en être allégé. On y a vu, ce qui semblerait invraisemblable ailleurs, une réduction de l'income-tax. Le contribuable anglais ne perdrait donc pas toute chance de rentrer dans une partie des fonds qu'on le forcerait à verser.

Mais la nationalisation ne résoudrait en rien, tout au contraire, sauf par l'installation de quelques machines, la question immédiate, et en ce moment si critique, du rendement ouvrier. Ce rendement, qui a baissé depuis dix ans dans le monde

entier, contribue, plus que toute autre cause, à la cherté de la houille. La journée de 7 heures, obtenue par les mineurs en 1919 après celle de 8 en 1909, correspond à des heures, non de travail mais de présence et aboutit en fait souvent à 5 heures et demie ou même 5 heures de travail effectif, quand on déduit les attentes à la recette du puits, la descente et la remontée, les parcours souterrains de plusieurs kilomètres et le repas pris dans la mine. Il faut ajouter le « week end » qui force à compter par semaine et non par jour. Les mineurs se plaignent d'être mal payés et parfois avec raison ; leurs salaires sont souvent insuffisants, étant donné le prix de la vie qu'eux-mêmes et tous leurs camarades de l'industrie ont contribué à amener. Mais ces salaires sont encore beaucoup trop élevés pour le travail fourni : travail qui, comme partout, a perdu en qualité pour les mêmes motifs qui ont amené sa chute en quantité.

Actuellement, le mineur anglais gagne par poste, suivant les districts de 11,25 à 12,50 francs-or (décembre 1924) contre 6,25 à 7,50 en 1914. Mais, de 1914 à 1925, par l'application de la loi de 7 heures, l'extraction comptée en kilos par poste est descendue de 1032 à 908 kilos. Avant la loi de 8 heures, en 1889, un mineur anglais (fond et jour) produisait 311 tonnes de houille par an. Il était tombé avant la guerre à 244 contre 268 pour un mineur allemand. L'Allemand est revenu, à 4 0/0 près, au chiffre d'avant-guerre. Le mineur anglais ne travaille plus en 1925 que sur le taux de 230, malgré le développement des engins mécaniques depuis 1919.

Ici il suffirait d'un trait de plume, si le monde moderne était gouverné par la raison et si les meneurs ouvriers n'avaient pas présenté à leur clientèle l'obtention des sept heures comme une conquête irréductible. Mais, dans l'état des esprits, on préférera sans doute plus ou moins tôt la nationalisation, qui n'empêchera pas la même question de se poser par la suite. La nationalisation ne serait, en effet, surtout au début, qu'un moyen dissimulé de continuer les subventions Baldwin. Elle appauvrirait peu à peu le contribuable britannique sans modifier les conditions fondamentales de l'industrie charbonnière. Le jour où un régime de soviets finirait par s'établir, il serait rapidement forcé, par la contrainte des nécessités économiques devenues pressantes, d'augmenter la durée du travail et il le ferait avec la brutalité que comporte un tel régime.

CAS DE L'ALLEMAGNE

L'Allemagne est le grand concurrent européen de l'Angleterre, soit sur le marché même du charbon, soit sur celui des marchandises fabriquées au moyen de ce charbon, et la comparaison entre les deux pays est particulièrement instructive. Tout d'abord, nous y retrouvons, sous une forme un peu différente, des signes de la même surproduction qui amène, ici aussi, les charbonnages à restreindre leur production, ou surtout à la stocker. Les mines de Westphalie ont déjà congédié plus de 100 000 ouvriers et, si la proportion des chômeurs apparents n'est pas plus forte (28 000 au 15 août), c'est qu'un grand nombre d'entre eux ont trouvé à travailler dans d'autres industries et que la plupart des Polonais, autrefois employés dans les mines de la Ruhr au nombre de 130 000, sont passés en France. Les mines les plus pauvres ont déjà fermé et l'on annonce la fermeture de quelques autres qui semblaient plus prospères, même dans de grands *Konzerns* tels que le *Deutsch Luxemburg*, ou dans des entreprises fiscales. Les stocks s'accumulent progressivement. Dans la Ruhr, ils étaient de 5 millions de tonnes au mois de janvier 1925. Ils ont atteint 9 en juin, 10 en juillet et 11 à la fin d'août : ce qui représente au moins 225 millions de francs-or immobilisés et chaque jour réduits par la dépréciation du charbon. Le stock de coke atteint 2 millions de tonnes. Enfin, si l'on voulait forcer la note pessimiste comme le fait la presse allemande obéissant à un mot d'ordre, on pourrait ajouter que la métallurgie commence à être atteinte, que, de tous les côtés, les menaces de grève et de lock-out se multiplient dans les diverses industries, que les exportateurs travaillent souvent à perte, que les mineurs réclament des augmentations et que les tribunaux arbitraux déclarent impossible de les leur accorder.

Mais ce tableau, chargé systématiquement en noir, demande aussitôt deux restrictions. En premier lieu, la crise actuelle est, en grande partie, une crise financière momentanée, par laquelle doit fatalement passer un pays qui rétablit l'étalon d'or et qui remet sa machine en marche avec un fond de roulement insuffisant. Il est inévitable que l'Allemagne ait souffert pécuniairement de la guerre. L'argent y fait défaut, un peu parce qu'il s'est réfugié à l'étranger; mais cela n'empêche pas, dans

l'ensemble, une très grande activité industrielle qui se traduit par des chiffres statistiques. Ainsi l'on a été un peu étonné d'apprendre que l'Allemagne, — si appauvrie, disait-on, — avait acheté depuis un an près de 320 000 tonnes de cuivre, le sixième de la production mondiale. Les charbonnages occupent encore 460 000 ouvriers, contre 390 000 en 1913, pour extraire 119 millions de tonnes, auxquelles s'ajoutent 125 millions de tonnes de lignite. D'autre part, dans les stocks de charbon, il y a quelque chose de factice et de voulu. Les Allemands pourraient assez aisément vendre à meilleur marché qu'ils ne le font et écouler ainsi leur production. Ils sont arrêtés dans cette voie par la nécessité qui en résulterait pour eux de nous compter également à un prix moins élevé le charbon des réparations, dont le prix doit être égal au prix intérieur allemand, pourvu que ce prix ne dépasse pas celui des charbons anglais semblables achetés sur la mine, et ne peut être fixé par un contrat libre. Cette grosse difficulté politique a, jusqu'ici, empêché une baisse qui pourra se produire subitement, soit par une décision spontanée du *Kohlensyndicat*, soit à la suite de quelque combinaison internationale. Déjà une réduction de 0,50 pour 100 de l'impôt sur les ventes vient d'être reportée sur les prix. Dans l'ensemble, l'Allemagne joue une fois de plus la comédie de la misère pour achever son assainissement.

Il est pourtant réel qu'elle n'échappe pas à l'invasion de ses syndicats par le bolchévisme et nous retrouvons ici comme partout les patrons et les ouvriers en querelle : les uns accusant le travail insuffisant, les autres réclamant des progrès techniques. Dans les deux ordres d'idées, malgré des améliorations toujours possibles, le contraste est dès à présent saisissant avec celui que vient de nous présenter la Grande-Bretagne.

Pour la durée du travail, cela se traduit par ce fait bien simple que le mineur allemand travaille plus de huit heures, à peu près le chiffre d'avant-guerre, contre 7 en Angleterre et qu'il travaillera peut-être plus encore demain. Comment, de ce fait seul, la supériorité ne serait-elle pas acquise sur le marché international ? Déjà, de 1900 à 1913, tandis que la production par homme tombait de 264 tonnes par an à 245 en Angleterre, elle montait en Allemagne de 240 à 269 et, depuis la guerre, elle s'est seulement abaissée à 248.

Seule, la qualité du travail s'est notablement affaiblie

comme dans tous les pays industriels rongés par le socialisme. Le rendement par poste était tombé dans la proportion de 100 à 91,76 entre 1913 et 1924 et n'est remonté qu'à 95,82 en avril 1925 (1 120 kilos par homme du fond). Ainsi les salaires entrent pour 69 pour 100 dans le prix de la tonne contre 60 pour 100 en 1913. Mais les Allemands ont su, depuis vingt ans, compenser ce déficit par un développement remarquable du machinisme, auquel se prêtent leurs gisements. Il suffit de visiter une installation allemande pour être émerveillé de son organisation grandiose et moderne. Dans le détail même des chantiers, malgré les difficultés financières, les améliorations ont été continuées depuis la guerre. Tandis que la plupart des sociétés réduisaient leurs dividendes à rien ou presque rien, le nombre des perforatrices a augmenté de 29 pour 100 dans les grandes mines de la Ruhr, celui des abatteuses (à peu près inexistantes en 1914) de 95 pour 100, celui des dépileuses à barre ou à chaîne de 43 pour 100, celui des machines à air comprimé de 11 pour 100.

Si l'on résume les conditions du travail dans les mines allemandes, on voit que la durée est redevenue à peu près la même qu'avant la guerre, la qualité seule étant plus faible. Le salaire *réel* d'un mineur, calculé à l'aide de l'indice du coût de la vie à Essen d'après ses facultés d'achat, varie aujourd'hui entre 96 et 109 pour 100 du taux d'avant-guerre. Le machinisme aidant, le producteur allemand travaille donc, quand on laisse de côté les impôts et les charges sociales, presque dans les conditions d'avant-guerre. Si ces chiffres peuvent paraître discutables, il faut se rappeler que nous parlons ici d'un salaire réel. Le salaire nominal (compté en or) est d'un tiers plus élevé, la différence correspondant à l'augmentation du prix de la vie. D'autre part, l'ouvrier a à déduire du chiffre précédent les cotisations aux assurances sociales qui, compte tenu de la dépréciation de l'argent, ont plus que doublé depuis 1914. Le salaire qu'il touche en fait, le seul qui l'intéresse, varie entre 90 et 101 pour 100 de celui qu'il percevait en 1913, l'indice de la vie étant ramené au même prix.

Ainsi l'Allemagne, par le fait qu'elle demeure un pays discipliné, malgré le masque démagogique dont elle a cru devoir se parer pour plaire aux Occidentaux, touche à la solution dont la Grande-Bretagne s'éloigne. Elle a commencé par effectuer la

banqueroute radicale qui a assaini sa situation financière. Elle a augmenté et va augmenter encore les heures de travail. Elle possède un régime légal et, au fond, une stabilité sociale qui permettent à ses mines toutes les améliorations d'ensemble. Ses mineurs, récemment encore, refusaient de participer à une grève internationale demandée par les Anglais. Aussi, la production houillère de l'Allemagne, qui avait un moment fléchi en 1924, est remontée, pour ses limites territoriales actuelles, Sarre non comprise, presque au chiffre de 1913 : 129 000 000 de tonnes contre 141 000 000. La Haute-Silésie marche maintenant, malgré son amputation, sur le taux de 15 000 000 de tonnes annuelles. La production du lignite est montée de 40 millions de tonnes en 1900 à 125 en 1924. Le prix de revient a passé seulement de 15 francs-or en 1913 à 18,75, quoique l'indice de la vie ait monté de 100 à 135.

Dans ces conditions, il peut sans doute y avoir et il y aura des discussions entre ouvriers et patrons sur le taux des salaires. Les dividendes peuvent disparaître quelque temps et les crédits en banque se fermer. Enfin une certaine surproduction peut résulter, outre les causes sociales qui s'étendent au monde entier, de la crise industrielle provoquée en Allemagne par le brusque retour à la monnaie d'or et de ce que certaines clientèles étrangères ont été perdues pendant dix ans sur le marché mondial. On pourra agiter, comme partout, la menace de la nationalisation. Mais, par le seul fait que l'organisation technique est meilleure, que les ouvriers travaillent plus et qu'ils comprennent dans une certaine mesure la nécessité de travailler encore davantage, l'Allemagne aborde la lutte contre l'Angleterre dans des conditions singulièrement plus favorables.

CAS DE DIVERS AUTRES PAYS

Avant de passer au cas spécial de la France, nous pouvons, dans les divers pays charbonniers d'Europe, retrouver partout la même crise de surproduction avec des symptômes et des effets analogues

La Belgique est un pays exportateur, pour lequel les industries du charbon et du fer présentent une importance de premier ordre. Toutes deux sont très atteintes. 16 000 métal-

lurgistes sont restés en grève du 15 juin au 1er septembre et les stocks de charbon se sont accumulés à concurrence de 1,8 millions de tonnes (contre 500 000 tonnes au 1er janvier). Cela tient à ce que la consommation industrielle a notablement fléchi. Cependant l'extraction houillère est remontée, en 1924, à 23,4 millions de tonnes, malgré une grève dans le Borinage qui a fait perdre 750 000 tonnes, contre 23,9 en 1910. Et elle n'est pas seule à alimenter la consommation. En 1924, l'excédent des importations sur les exportations a été de 8,8, auxquelles il faut ajouter le charbon des réparations (4,3 en 1924). La situation est devenue si difficile que le Gouvernement, pour écouler le charbon des réparations, est obligé de vendre 25 francs-or ce qui lui est compté 31 et que l'on parle de fermer des puits. Le nombre moyen des mineurs est de 169 000 et leur production moyenne annuelle de 141 tonnes (460 kilos par poste et par ouvrier du fond et du jour). Ce rendement a baissé comme partout.

La Pologne, joignant aux anciennes mines de Russie les mines silésiennes, est devenue un grand pays charbonnier, dont les couches très puissantes sont d'une exploitation remarquablement facile. Elle souffre de deux maux particuliers, dont le premier tient à un régime politique légèrement bolchéviste quoiqu'il ne le soit pas assez au gré de nos communistes, le second au découpage anti-économique de ses frontières opéré en 1918. On s'y est lancé avec ardeur dans la voie des expériences sociales à un moment où l'industrie aurait eu besoin d'une stabilité toute particulière pour opérer son rétablissement. La Pologne vivait en grande partie d'exportations chez ses deux voisines, la Russie et l'Allemagne qui, l'une et l'autre, tendent à lui fermer leurs frontières. La conséquence est l'impossibilité de vendre la production maintenue sur son pied ancien. Les mines ne voient d'autre remède que de s'entendre entre elles pour limiter leur extraction. D'autre part, les ouvriers aggravent cette situation difficile par leurs prétentions. Au mois d'août 1925, 9 000 ouvriers des charbonnages silésiens se sont mis en grève pour obtenir l'application immédiate de la loi de huit heures.

La Tchécoslovaquie, qui a extrait, en 1924, 14 millions de tonnes et 20,5 de lignite, souffre, en 1925, d'une surproduction qu'elle attribue à la concurrence croissante des charbons

polonais. Malgré de grands progrès du machinisme, l'extraction de 1925 a dû baisser d'un quart, et les stocks atteignent néanmoins 300 000 tonnes. Les charges sociales qui pèsent sur les mines ont été multipliées, depuis 1913, par le coefficient 32,5.

L'Espagne, tout en possédant des bassins charbonniers intéressants dans les Asturies, à Belmez, etc., est loin de suffire à sa consommation. Néanmoins, les exploitations y souffrent de la concurrence anglaise, et des conflits miniers se sont produits récemment dans les Asturies.

L'Italie, qui ne possède aucun gisement houiller, ne peut être considérée ici que comme acheteur. En 1924, elle a importé 11 300 000 tonnes de charbon et de coke, dont 52 pour 100 venaient d'Angleterre. Elle a reçu, en outre, 3 665 000 tonnes de charbon allemand au titre des réparations. Malgré le grand développement industriel de l'Italie, les importations anglaises y décroissent d'année en année, non seulement par le développement de la houille blanche, mais aussi par l'arrivée des charbons polonais et russes.

Enfin, je me borne à mentionner pour mémoire que les États-Unis n'échappent pas à une crise provoquée par les trop hauts salaires, que les ouvriers s'y sont fait octroyer en février 1924 par l'accord de Jacksonville pour un travail de plus en plus réduit. Cet accord a fixé, pour trois ans, un salaire de base de 37,50 francs-or par jour, ou 10 300 francs-or par année de 275 jours. Dans les mines d'anthracite, qui sont toutes syndiquées et prospères en raison d'une consommation doublée depuis 1890, les salaires payés dépassent les salaires maxima du temps de la guerre et atteignent le double du taux d'avant-guerre. Néanmoins, les ouvriers réclament une augmentation de 10 pour 100 et, au 1er septembre 1925, 168 000 mineurs se sont mis en grève, à la grande joie des charbonniers anglais. Dans les mines de charbon gras, une sélection s'est faite aux dépens des mines syndiquées qui, au moment de l'accord de Jacksonville, fournissaient 95 pour 100 du total en Pensylvanie et qui ne produisent plus que 30 pour 100. Il est à remarquer que les mines de charbon gras sont extrêmement divisées. On en compte 10 000, dont 3 500 ne produisent pas 50 000 tonnes par an. Au contraire, pour l'anthracite, quelques puissantes compagnies produisent 70 pour 100 du total et imposent leurs prix.

CAS DE LA FRANCE

Après l'énumération des graves difficultés auxquelles se heurte l'industrie houillère dans les pays exportateurs, la première impression, en abordant le cas de la France, est de nous considérer comme privilégiés, et c'est bien ainsi que l'envisagent les étrangers sans aller au fond des choses. La réparation de nos mines sinistrées étant à peu près achevée, notre extraction est remontée au taux d'avant-guerre. En juin 1925, nous avons produit par jour 155 000 tonnes, dont 135 000 pour les mines situées dans nos anciennes frontières contre 136 000 en 1913. Actuellement, nous travaillons ainsi sur le taux annuel de 47 500 000 tonnes. La production de coke a également atteint le chiffre de 1913. Il faut ajouter que la Sarre a produit, en 1924, 14 400 000 tonnes (contre 13 200 000 en 1913). Enfin, le service des réparations reçoit actuellement de 5 à 600 000 tonnes par mois (512 000 en juin) et nous importons au total (Sarre et Allemagne comprises) 30 à 35 millions de tonnes par an (13,7 millions dans les sept premiers mois de 1925 contre 19,2 dans la même période de 1924). Néanmoins, jusqu'ici, tout cela est aisément absorbé et le chômage ou le stockage sont restés très localisés et momentanés, sauf dans la courte période où le franc s'était relevé, à la fin du ministère Poincaré. L'invasion des charbons anglais et allemands reste encore à l'état de menace. Les grèves ont pu être à peu près écartées. Les sociétés distribuent pour la plupart des dividendes qui, évalués en francs-papier, paraissent convenables, quand on oublie que le capital et les réserves ont été versés en francs-or. Mais il est facile de voir que ce privilège tient à deux causes également regrettables : notre pauvreté en gisements houillers et la subvention versée à nos mines comme à toutes nos autres industries par la banqueroute progressive du franc.

Tout d'abord, il est inutile d'insister sur la nécessité bien connue où nous nous trouvons d'importer un tiers du charbon nécessaire à notre consommation : 6 millions de tonnes en 1860, 20 en 1913, 35,5 en 1924, malgré l'appoint de la Lorraine et quoique notre métallurgie soit, depuis plusieurs années, dans le marasme. Notre pauvreté nous met évidemment, ou semble nous mettre, à l'abri de la surproduction, qui est une maladie

de riches. Quand on meurt de faim, on échappe aux indigestions. Mais cet avantage apparent nous échapperait pourtant, si notre seconde misère n'intervenait pas pour nous défendre et, sans la dépréciation croissante de notre monnaie, l'envahissement des charbons étrangers nous forcerait, nous aussi, à fermer nos mines, placées en état d'infériorité par leurs conditions géologiques.

Actuellement, chaque chute nouvelle du franc agit comme une injection de sérum pour redonner un moment de vie factice à un malade. La métallurgie, en particulier, a reçu un coup de fouet par la baisse accentuée de notre monnaie qui a suivi l'année du ministère Herriot. Cela permet quelques statistiques avantageuses de notre commerce extérieur et du rendement de nos impôts. Mais, comme on va le voir aisément, nous consommons, pendant ce temps, notre capital, dont le fond commence à apparaître. Chaque fois que le franc baisse, les marchandises et les salaires mettent trois ou quatre mois à suivre son mouvement. A ce moment, notre charbon, dont les prix s'établissent sur la concurrence des pays à monnaie d'or, touche une prime qui lui permet de lutter, mais qui est acquittée par tous les anciens créanciers de l'État, auxquels on avait promis un franc-or et auxquels on paye, en réalité 75, puis 50, puis 24 centimes. Par le fait de cet impôt progressif sur le capital, nous subventionnons nos industries, et notamment nos mines, comme les Anglais le font par les indemnités aux chômeurs ou par la convention Baldwin; mais la fortune française s'évapore, et quelques exemples suffiront à le montrer.

Ainsi celui qui a prêté 100 francs-or à l'État en 3 pour 100, possède aujourd'hui moins de 11 francs; il touche, déduction faite de l'impôt sur le revenu, environ 0 fr. 60 au lieu des 3 francs stipulés dans le contrat et il s'attend à toucher moins encore. Celui qui possédait une action de la Banque de France valant 4 300 francs-or, ne peut plus la vendre que 1 720. L'action du Crédit lyonnais cote à peu près en papier ce qu'elle valait en or; elle a donc baissé des trois quarts. Le loyer en or d'une ferme ou d'une maison, a, moyennement, baissé de moitié. Si l'on considère plus particulièrement une affaire de charbonnage, le calcul est assez difficile : soit par le fait des dévastations qui ont supprimé tout revenu pendant une dizaine d'années, soit par des augmentations de capital effectuées en francs-papier

à des cours variables. Cependant, en faisant le travail pour une houillère à prospérité croissante et non sinistrée, on trouve que l'action, qui devrait valoir 400 francs-or d'après les cours de 1913, en vaut 187.

Dans l'ensemble, quoique nos immeubles subsistent pour la plus grande partie (sauf les achats effectués par les étrangers), l'hypothèque dont les grèvent des charges de tous genres, la disparition de nos placements étrangers, l'effondrement de nos fonds publics accusent notre appauvrissement général. La différence a passé, pour la plus grande part, aux États-Unis, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Angleterre. Mais il s'est produit en outre, et toujours au détriment des rentiers, un déplacement intérieur dont les bénéfices sont allés aux ouvriers qui ont amélioré leurs conditions de vie, aux commerçants et aux industriels, surtout à ceux qui ne possédaient pas de réserves, atteintes elles aussi par le prélèvement précédent. Ce déplacement de la fortune explique des apparences de bien-être et une satisfaction irrationnelle de la nation dans une situation désastreuse, qui s'est traduite aux dernières élections. Mais, les créances sur l'État ayant été réduites arbitrairement des trois quarts par le cours forcé, il ne reste plus qu'un quart à prendre, dans l'hypothèse fâcheuse où le franc subirait le sort du mark allemand. Déjà le résultat n'est pas très éloigné de celui auquel va conduire en Allemagne la « valorisation » des dettes et obligations.

Si, au contraire, comme il faut l'espérer, le franc se stabilisait ou se relevait, notre industrie charbonnière perdrait ce bénéfice momentané et se trouverait dans un état d'infériorité qui tient à un travail insuffisant comme partout, insuffisant ici par rapport à des conditions matérielles désavantageuses.

En effet, pour obtenir en 1925 la même production qu'en 1913, il a fallu occuper 308 600 mineurs au lieu de 203 200. Dans le Pas-de-Calais, le rendement journalier par ouvrier du fond est tombé de 1052 kilos à 792. Il n'est plus que de 564 par ouvrier du fond et du jour. Par an, un mineur français produisait : en 1900, 200 tonnes; en 1913, 196. Il n'en produit plus que 150. D'autre part, malgré l'avantage du change qui réduit le prix de la vie, calculé en or, le salaire moyen en or est resté le même pour un temps moindre : 6,18 francs-or contre 6,25 en 1913. Dans toute la France, les salaires ouvriers entrent à

eux seuls pour 11 à 15 francs-or dans le prix de revient d'une tonne, pour laquelle les actionnaires touchent peut-être 1,20 de dividendes comprenant un amortissement. Dans la Sarre, il faut de même 74 466 hommes pour une extraction à peu près égale à celle qui en demandait 49 487. Le rendement par poste et par homme y est tombé de 803 kilos à 708.

La cause de ce déficit tient à l'application intempestive de la loi de 8 heures et à la diminution de la qualité ouvrière, elle-même due, en partie, à l'état moral, en partie, au grand nombre d'ouvriers étrangers ou inexpérimentés que cette loi a forcé de recruter. Si l'on se rappelle les chiffres donnés précédemment pour le rendement annuel d'un Anglais, 230 tonnes, et pour celui d'un Allemand, 248, on voit combien nous devons avoir de peine à nous défendre. Or, ici, il n'est guère permis de compter beaucoup sur un progrès technique plus rapide qu'ailleurs. Nos mines du Nord et du Pas-de-Calais, qui fournissent la majeure partie de notre production, se trouvent, par le fait même de leur destruction systématique, avoir été rétablies sur un pied tout à fait moderne. Nos houillères du Centre sont, en général, très gênées, pour leurs installations extérieures et pour l'emplacement de leurs puits, par le relief topographique. Partout l'allure géologique nous est très défavorable. Nous ne pourrons donc guère dans l'avenir réussir à lutter que par une amélioration du travail, ou par une protection de tarifs douaniers, nuisible à toutes nos autres industries. Si l'on réfléchit en outre aux résultats financiers que va entraîner le règlement de notre dette extérieure, on est forcé d'envisager avec quelque pessimisme une France réduite à se replier sur elle-même et conduite à augmenter de toutes ses forces ses productions nationales pour pouvoir fermer sa porte aux importations.

Dans le cas particulier de la houille, il est regrettable que, depuis vingt ans, toutes les mesures officielles aient eu pour effet de paralyser les recherches ou d'arrêter la mise en œuvre des quelques découvertes faites. Les mesures les plus nuisibles ont été prises sans aucune notion de leur contre-coup. Ainsi, pour nous borner à un exemple récent, on vient d'interdire l'introduction et, par suite, le remplacement des mineurs étrangers, alors qu'il est impossible de trouver des mineurs français nouveaux et quand nous avons un intérêt vital à nous

développer. On semble vraiment s'imaginer que les chômeurs des savonneries ou des textiles viendront travailler utilement dans un chantier de mines!

CONCLUSION. LES CAUSES PROFONDES ET LES REMÈDES DU MAL

Dans l'examen précédent, nous nous sommes déjà trouvés, à côté des causes particulières, indiquer les causes profondes que nous attribuons à la crise ; mais il nous reste à conclure. En deux mots, nous avons vu que l'industrie charbonnière européenne souffre d'une surproduction générale : non parce que l'on produit davantage, mais parce que l'on consomme moins, et cette moindre consommation tient à ce que l'Europe appauvrie fait grève dans la mesure où cela lui est possible. Par contre-coup, l'industrie américaine trouve moins de clients en Europe et souffre à son tour. Évidemment, cette grève des consommateurs, comme toute grève quelconque, devra finir et un nouvel équilibre plus restreint s'établira. Peut-être même traversera-t-on une phase de production déficitaire. Mais il est très douteux que la crise ait atteint déjà son point culminant. En tout cas, elle ne l'a pas fait pour les pays, comme la France, à monnaie dépréciée.

Si nous poussons plus loin notre analyse, nous constatons que le malaise de l'Europe tient : 1° à ce que sa fortune ancienne passe peu à peu aux États-Unis; et 2° à ce que nos prix de revient trop élevés représentent une conception fausse de ce que l'on appelle le *standard of life*, le salaire nécessaire pour vivre. La guerre, dans le premier cas, a été la cause principale. Dans le second, elle a joué le rôle d'un accélérateur, ou, si l'on veut, d'un révélateur pour des toxines précédemment accumulées. Un mal préexistant a passé alors par une phase délirante.

En premier lieu, les Américains sont, aujourd'hui, dans la situation du roi Midas. Ils changent en or tout ce qu'ils touchent; mais ils finiront par mourir d'épuisement sur leur tas d'or, dont la valeur fond dans leurs mains par sa surabondance même. Cela va devenir encore plus sensible avec le règlement des dettes internationales qui, s'il fonctionnait suivant la théorie, aboutirait à faire passer aux États-Unis les payements de l'Allemagne pour les réparations européennes et

qui, de toute manière, amènera une course aux dollars. Dès lors, tous les produits importés d'Amérique en Europe atteindront des prix prohibitifs. Les industries exportatrices d'Europe s'arrêteront et, par conséquent, interrompront leurs achats de matières premières aux États-Unis. L'Europe, en général et, en Europe, chaque pays particulier, devront vivre sur eux-mêmes. Par le fait que l'Europe a payé les frais de la guerre et que l'Amérique en a profité, il existe, malgré tous les dissentiments et les concurrences, une solidarité européenne dont les États-Unis auront à tenir compte. La Grande-Bretagne devra également comprendre que, si nous avons besoin d'importer de la houille, le plus simple sera, pour nous, de l'échanger avec les Allemands contre du minerai de fer, surtout si le charbon allemand revient déjà à meilleur marché que le charbon anglais.

En second lieu, on a très logiquement posé en principe que chacun doit pouvoir vivre de son travail. Mais, cela fait, on a prétendu limiter arbitrairement le travail, tout en spécifiant des conditions de vie incompatibles avec cette limitation. On a, comme dans un budget d'État, fixé d'abord les dépenses pour en conclure les recettes, sans examiner si celles-ci pouvaient être obtenues. On a voulu réaliser de force un idéal qui ne correspond pas à l'état actuel de l'humanité, et l'ouvrier, c'est-à-dire en fait le consommateur, n'a plus donné la quantité de travail exigée par l'étape présente de la civilisation pour équivaloir à son train de vie. Il a fallu alors puiser dans le capital accumulé par l'épargne des générations antérieures et on l'a fait largement en s'imaginant puiser dans un coffre inépuisable. Quelques pays, comme la Russie, sont vite arrivés au bout. D'autres s'en approchent. Ceux-là sont pareils à ces malades qui promènent leur angine de poitrine et auxquels les indifférents disent : « Comme vous avez bonne mine! » Le lendemain, ils s'effondrent. En ce moment, dans une grande partie de l'Europe, la bourgeoisie d'autrefois s'est mise à travailler de plus en plus, hommes et femmes. Ceux auxquels on est convenu de réserver le nom de travailleurs, tels que les mineurs anglais, défendent le dogme intangible de leurs sept heures, qu'ils voudront bientôt porter à six, puis à cinq. Ils finiront par être les seuls qui ne travailleront pas.

Comment guérir l'Europe? On n'élimine pas les microbes

parce qu'on fait tomber la fièvre pour quelques heures par une dose d'antipyrine. Les procédés empiriques qui n'attaquent pas le mal dans sa racine sont de l'antipyrine, et je leur assimile la solution, facile à concevoir, mais un peu enfantine, qui consiste à fermer des puits et à congédier des ouvriers pour remédier à la surproduction et pour maintenir les prix. Il arrive encore que l'on pousse à la grève chez ses voisins pour en profiter quelques semaines. C'est une arme sujette à se retourner contre celui qui la lance. Sans aller si loin, les Anglais nous ont aimablement proposé à ce sujet une entente internationale, par laquelle nous nous serions engagés à consacrer leur monopole du charbon comme nous l'avons fait pour la marine. Non seulement nous, mais tous les autres pays importateurs avec nous, doivent, au contraire, pousser leur production à outrance afin de se libérer. Entre exportateurs anglais et allemands, les difficultés d'un accord restrictif sont autres mais non moindres.

On peut également et on doit songer à améliorer les ressources du consommateur pour accroître ses facultés d'achat. Les Anglais s'y sont attachés vis-à-vis de l'Allemagne et de la Russie. Ils ont ainsi favorisé la concurrence dont ils pâtissent. Les racines du mal sont ailleurs.

La première touche aux rapports financiers entre ceux qui s'appelaient hier les Alliés. Son traitement rentre entièrement dans le domaine de la politique étrangère et je le laisse de côté. La seconde plonge malheureusement, elle aussi, dans la politique, mais dans la politique intérieure de chaque pays. Sa guérison demanderait l'expulsion radicale du jacobinisme économique et l'aveu catégorique que beaucoup de prétendus progrès récents ont été, pour l'humanité, des reculs fâcheux, ou, tout au moins, des essais prématurés.

L'Europe ne travaille plus assez et n'a plus assez de rentes pour vivre de ses rentes. Il faudrait, il faudra, pendant quelque temps se résigner à travailler davantage et non plus se borner à prendre l'argent là où il ne sera plus.

Mais ici, je semble aboutir à un résultat paradoxal en proposant de remédier à la surproduction de la houille par une production supplémentaire résultant d'un travail plus long. C'est pourtant le principe général et bien connu de toute industrie que le plus sûr moyen pour produire à bon marché et pour étendre son rayon de vente est de produire davantage. Cela

est particulièrement vrai pour les mines, où les dépenses de premier établissement et de travaux neufs sont énormes, en même temps que les frais généraux existent comme partout. Aussi chaque journée de grève est-elle très dispendieuse, tandis que chaque dizaine de mille tonnes ajoutée à l'extraction réduit le prix de revient. L'accroissement des bénéfices résultant d'un prix de revient plus bas rend, en outre, les appels au crédit moins coûteux et les perfectionnements plus faciles. Enfin, si l'on devait être amené à fermer quelques mines trop désavantagées par la nature, les mineurs ainsi libérés passeraient plus facilement au travail des champs que des agriculteurs à la mine.

Tout cela, le bon sens suffit à l'indiquer; mais l'homme ne veut plus être gouverné par le bon sens, qu'il trouve vieux jeu. La plupart des nations européennes ont laissé des idéologues incompétents jouer au hasard avec les rouages d'une machine très compliquée. La machine est déjà profondément faussée. Il ne faudrait pas attendre, pour rectifier sa marche anormale, le jour où elle cassera. L'Europe a une longue avance matérielle et intellectuelle. Mais, si nous n'y prenions garde, l'Amérique du Sud, l'Asie et l'Afrique arriveraient vite à s'affranchir de nous, sinon à nous imposer leurs produits, comme l'a fait l'Amérique du Nord et, conformément au vieil adage, les chevaux européens recommenceraient à se battre devant leurs râteliers vides.

L. De Launay.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE
SOUS NAPOLÉON
DU COURONNEMENT JUSQU'A TILSIT

III[1]

L'ORGANISATION DE L'EMPIRE

UNE GRANDE PACIFICATION. — LA VENDÉE

Dans ce tableau de l'administration impériale, comment ne pas considérer à part le cas de la Vendée? La Vendée fut, en effet, la pierre de touche : en bien et en mal, elle donne la mesure exacte de ce que fut le puissant « rétablissement (2) ».

Il y eut, dans les origines et les causes de l'insurrection vendéenne, un singulier mélange de circonstances et de sentiments contrastés : au début, exhaussement soudain de la classe bourgeoise, entre une noblesse pauvre et une classe paysanne à évolution ralentie, puis émotion religieuse causée par l'attachement du pays aux prêtres insermentés; enfin, irritation contre la conscription enlevant les hommes pour les envoyer combattre et mourir sur une frontière éloignée. Comme son voisin breton, le Vendéen est brave, mais surtout chez lui et contre l'ennemi qui le menace directement; à la fin du

(1) Voyez la *Revue* des 15 septembre et 1er octobre.

(2) Pour ce qui concerne la Vendée, voir, en particulier, les remarquables travaux de M. Gabory : *La Révolution et la Vendée; Napoléon et la Vendée;* les livres si attachants et si populaires de M. G. Lenôtre, *Tournebut,* etc.; Cf. lieutenant-colonel H. de Malleray, *les Cinq Vendées;* — La Sicotière, *Louis de Frotté,* etc., et, surtout, la *Correspondance,* passim.

XVIIe siècle, cet ennemi, c'est l'Anglais. Une lutte de principes ou d'idées, une lutte pour la balance territoriale en Europe, cela ne l'intéresse pas.

La noblesse, en Vendée, est surtout terrienne; elle vit au milieu des paysans. Au début de la Révolution, la bourgeoisie a pris la direction du mouvement révolutionnaire : des troubles antiféodaux se sont produits ici comme dans tout le reste de la France. Ici aussi, il y a des « sociétés de pensée », des « salons de lecture ». D'après ces premières apparences, on peut supposer que la Vendée va suivre le courant, qu'elle est *bleue*.

Une première « scission des âmes » se produit à la fin de 1790, quand la Constitution civile du clergé pose, devant les masses catholiques, le dilemme que tout gouvernement sage a pour premier devoir d'écarter : ou la religion ou la patrie. C'est à cette heure précise que le paysan « lâche le bourgeois pour se rapprocher du noble ». Le bourgeois, en effet, comprend mal l'âme paysanne qui lui est, pourtant, si proche. Son âpreté procédurière grignote le bien du noble et exploite le travail du paysan. Un fond de haine commune rapprocha, donc, d'un mouvement instinctif, les deux extrêmes de la société.

Tout se serait borné, sans doute, à des flammèches vite éteintes, si la levée des 300 000 hommes n'avait été ordonnée par les trois décrets de la Convention du 20-25 février 1792 pour lutter contre la coalition qui, de toutes parts, menace les frontières de la France. Cela est bien établi, il n'y eut pas en Vendée de complots, comme en Bretagne par exemple. D'ailleurs, la Vendée n'est pas séparatiste. Mais, les âmes étant agitées déjà par cette folle invention rationaliste et janséniste, la Constitution civile du clergé, voilà que, de Paris, arrivent d'autres mesures qui arrachent aux foyers la fleur de la jeunesse. Et, de cela, les *bleus* des villes se réjouissent : maintenant que les hommes sont partis, ils vont devenir les maîtres, ces scribes, ces mercantis fauteurs de la vie chère et de la révolution sociale! Du coup, le sang monte au cerveau : le fusil ou la fourche au poing, les gars se jettent à la lande et au marais.

« L'incendie général que les agents de la Rouerie n'ont pu allumer en Bretagne, les paysans l'allument ici : car ce sont les paysans qui débutent; les nobles ne font qu'obéir; c'est le plan renversé. Aussitôt les premiers coups de fusil tirés, les villageois comprennent la gravité de leur cas : ils sont voués à

l'échafaud, s'ils se rendent. La lutte, c'est le salut. Mais, pour se battre, il manque des chefs. Les républicains sont commandés par des officiers de carrière ; la même nécessité s'impose aux révoltés. Une logique saisissante leur montre du doigt les manoirs. « Si nous avons des nobles à notre tête, s'exclame l'un d'entre eux, nous irons à Paris. » (1) Telles sont les origines et la raison du mouvement. La rébellion vendéenne, on pourrait dire le malentendu vendéen, va mettre, à plusieurs reprises, la République et la France à deux doigts de leur perte. La stupidité insigne des commissaires envoyés par Paris s'accumule sur les haines civiles et sur les violences militaires.

Avec des alternatives, des hauts et des bas, des détentes et des reprises qui rebondissaient sous le fouet des fautes commises, — par exemple cette « infâme » loi des otages, votée le 24 messidor an VII, — la guerre se prolonge et l'Ouest entier, depuis Nantes jusqu'à Angers et Saumur, n'est plus qu'un champ de ruines. Les chouans ont essaimé en Bretagne, en Normandie et jusqu'à Paris. La Révolution victorieuse ne sait, ici moins qu'ailleurs, comment s'y prendre pour *finir*.

Les meilleurs parmi les généraux républicains, Hoche, Hédouville, Travot ont compris que la force armée, même ces atroces « colonnes infernales », sont impuissantes et vident les veines de la France. Tristes victoires qui ne décident rien. Succès sans effet qui ne découragent rien. Au moment où le siècle finit, et où la Révolution s'achève, la plaie est toujours ouverte. En octobre 1799, Nantes vient d'être encore enlevée par un coup de main vendéen. Dans le marais farouche, la révolte renaît derrière chaque colonne qui passe et qui brûle. La force obtiendra-t-elle jamais l'écrasement définitif ?...

Or, voici qu'une sorte de lassitude, d'énervement, de détente mystérieuse gagne de proche en proche, de bandes en bandes, parmi les insurgés. On dirait que l'atmosphère s'est soudainement changée. Une parole secrète circule ! Le chouan ne regarde plus ses chefs en face. Que se passe-t-il ?... Un beau jour, une voix s'élève dans le rang et profère ce singulier et double cri, bientôt répété partout : « Vive le Roi ! Vive Bonaparte ! » C'est le 15 brumaire an VII qu'on l'entend, pour la

(1) Gabory *la Révolution et la Vendée*.

première fois. L'âme vendéenne a, *trois jours d'avance*, accompli, en elle-même, sa révolution du 18 brumaire.

La grande vague de prestige et d'apaisement monte alors, et, en quelques jours, s'étale, irrésistible. Le cœur de ces braves répond à un appel lointain, celui de la victoire, par le cri héréditaire : « Sus à l'Anglais! » Le paysan sait, maintenant, ce qu'il doit penser des princes et de leurs favoris; il a vu combattre et succomber, pour rien, ses chefs; il a vu se répandre, partout, l'or anglais.

Et, soudain, le « patriotisme » change de camp. Hédouville, général prudent et bienveillant, éclairé par Mme Turpin de Crissé, a saisi cette circonstance où les âmes mollissent; il propose et signe l'armistice du 24 novembre 1799, par lequel l'espoir de la paix entre dans les cœurs et détend les bras.

Les plus ardents, d'Andigné, Hyde de Neuville demandent à voir Bonaparte. Ils désirent concourir à la réunion de tous les Français. Bonaparte répond : « Il n'a que trop coulé de sang français depuis dix ans... *Vous avez très bien fait de vous défendre contre un gouvernement oppresseur*; les circonstances sont changées. Dites bien *à vos coreligionnaires* que les lois révolutionnaires ne viendront plus dévaster le plus beau sol de France... » En ventôse an VIII, il fait, à Bourmont, cette déclaration qui est le schéma de toute sa conduite ultérieure : « Aujourd'hui, je suis sûr de la paix avec l'Empereur (la prochaine paix de Lunéville, 9 février 1801), et vous sentez qu'après cela, il ne doit pas être tiré un coup de canon en Europe sans la permission de la France. Je veux profiter de cette paix continentale pour détruire le parti qui, dans une nouvelle guerre, pourrait encore s'armer contre moi, au moins me donner assez d'inquiétude pour m'obliger à conserver 15 ou 20 000 hommes dans l'Ouest, et je crois que la meilleure manière de détruire un parti c'est de perdre les chefs et de bien traiter les masses. Je ferai cela. Quant aux prêtres, je les traiterai bien; je serai là-dessus d'accord avec le Pape. Je veux mourir dans la religion où j'ai été élevé. A ma place vous en feriez autant. (1) »

Bonaparte négocie, les armes à la main; mais il négocie de bonne foi. Il veut en sortir à tout prix. N'est-il pas notoirement *contre* la Révolution, *contre* les lois révolutionnaires?

(1) Voir le curieux récit de tout cet entretien dans Charavay, *Revue des Documents historiques*, première série, 1873-74, p. 97 et suiv.

Voilà, du moins, l'attitude qu'il prend ici. « Dieu de la victoire », il est le sauveur, le réparateur qui apaise et qui reconstitue la grande famille avec une autorité qui n'appartient qu'à lui et qui ferme la bouche aux plus obstinés parmi les opposants. Et les mesures heureuses tombent : l'amnistie, les garanties de « l'indépendance », et, ce qui importe par dessus tout, ce qui décide de tout : la liberté religieuse. Fait inouï : le Pape et le Consul se sont mis d'accord : un nouveau Concordat ramène la paix dans les consciences et l'union des citoyens par la collaboration mesurée des deux pouvoirs, le spirituel et le temporel. L'obstacle est tombé. Bleus et blancs, il n'y a plus qu'à redevenir tous des Français.

Même Bonaparte qui se laisse emporter par son propre élan ! Prisonnier de son bienfait, il prend tout haut fait et cause pour la Vendée. Il loue le courage, la résolution, la belle qualité militaire, des chefs, du soldat, et il s'y connaît ! Il appelle auprès de lui les plus habiles, comme cet abbé Bernier qui devient un des ouvriers de la paix religieuse totale, conseil écouté, grand personnage de l'Église et de l'Empire. Ayant conçu le dessein de reconquérir la Vendée, non seulement le premier Consul l'apaise, mais il la caresse, il la gâte. C'est sa préférée. Et, donnant donnant, elle se livre à lui ; il la fait sienne. Tant il y a de sagesse, d'adresse, de savoir-faire et de séduction dans cette prodigieuse nature qui n'a qu'à paraître pour vaincre ! Dès le 13 avril 1800, l'état de siège est levé partout.

De même que la révolte fut soudaine, la confiance est immédiate.

Maintenant, c'est le retour de la prospérité matérielle avec la reprise de l'ordre et du travail dans ces départements si pauvres et si profondément ravagés : réfection et multiplication des routes, établissement d'une police vigilante, mais invisible, distribution abondante de secours pour rebâtir les maisons, les fermes, les églises, même les châteaux, pour replanter les vergers, restaurer les cheptels ; fondation d'un chef-lieu central et bien choisi au point de vue tactique, La Roche-sur-Yon, devenu bientôt Napoléonville (plus tard Napoléon-Vendée) ; faveurs aux prêtres dociles ou seulement raisonnables, indulgence aux fautes vénielles, remboursements d'impôts, attitude tolérante, même à l'égard des réfractaires. La règle étant l'obéissance à la loi, dans la pratique, on sait fermer les yeux. Cette tactique est si

habile, si mesurée, si adroite (le savoir-faire de Fouché y est bien pour quelque chose), que le courant de pacification l'emporte sur les efforts désespérés de l'Angleterre et de Puisaye, l'agent des princes, pour maintenir l'Ouest en état d'agitation.

Un incident terrible, l'exécution de Louis de Frotté et de six de ses compagnons d'armes, à Verneuil près d'Alençon, le 18 février 1800, en violation du sauf-conduit qui leur avait été délivré, exécution approuvée par le premier Consul et qui pèse presque aussi lourdement sur sa mémoire que celle du duc d'Enghien, n'empêche pas les capitulations presque simultanées des derniers chefs de la chouannerie. Quelques tentatives isolées qui se produisent sous l'Empire, celles de la Haye-Saint-Hilaire, de d'Aché et de Le Chevalier à Tournebut, la douloureuse affaire d'Armand de Chateaubriand, celle de Henry Larivière, etc., ne sont plus que des incidents, parfois déplorables, mais vite effacés. Ce qui avait été l'insurrection royaliste et la guerre civile s'achève en une sorte de brigandage armé et de violences sur les biens et sur les personnes où la haine des « bleus » et des « acquéreurs » couvre d'obscures convoitises ou d'affreuses rancunes locales. Le préfet de l'Orne, Lamagdelaine, dans son rapport à l'Empereur pour 1805, pouvait écrire : « Le préfet est glorieux de penser que le département qui a été le plus tourmenté par la guerre civile et le brigandage est, aujourd'hui, le plus tranquille (1). »

En Vendée, ce n'est pas seulement le calme absolu, c'est le dévouement à la personne de Napoléon et au régime.

Aussi, lors de la courte apparition que Napoléon fait en Vendée en août 1808, les fonctionnaires n'ont pas besoin de stimuler l'enthousiasme ; de lui-même, il est au comble. Napoléon, contraint de cacher au fond du cœur le coup de poignard qu'il vient de recevoir, la capitulation de Baylen, est pressé, distrait, inattentif; son front se plisse, soucieux. Rien n'y fait : c'est le chef aimé, adoré, le distributeur de la paix et de la joie de vivre, *le pacificateur de la Vendée*. Quelques mois plus tôt, ses troupes ont occupé Rome et enlevé le Pape : on l'ignore, on ne veut pas le savoir. C'est une ruée aux pieds du grand homme, et de la douce Joséphine qui l'accompagne et qui distribue sourires et largesses avec une si gentille nuance de roya-

(1) La Sicotière, *Louis de Frotté*, t. II. p. 577-637.

lisme refoulé. Napoléon demande qu'on lui amène Mlle Regrénil, qui a fait le coup de fusil contre les armées révolutionnaires. Il l'embrasse devant la foule qui pousse des vivats frénétiques. « Il semble à celle-ci que Napoléon, en serrant sur sa poitrine cette héroïne vendéenne, embrasse la Vendée tout entière. »

Et il sait dire à tous le mot qui porte, qui surprend, qui enflamme : il fait grise mine à ces bourgeois, tant haïs, qui sont à l'origine de tout le mal : « — Et vous, monsieur, qui saluez si bas, qui êtes-vous? dit l'Empereur. — Sire, je suis le maire de Saint-Florence et le frère de Mlle Regrénil. — Que faisiez-vous pendant que votre sœur se battait si bien? — Sire, répond le maire, qui s'imagine être habile, moi, j'étais neutre. — Neutre, riposte Napoléon; neutre, alors, vous n'étiez qu'un lâche et un Jean-Foutre... » Quand donc s'est-il trouvé un chef qui sut parler ainsi d'homme à homme et peuple au peuple? Que pèsent, près des mots de ce porte-épée, les phrases sèches et sans âme de nos avocats?

De 1808 à 1810, c'est l'apogée. Qu'elle est loin, la guerre civile! « Les Bourbons sont oubliés. » Tout le monde, même les nobles, même les bleus, même les ennemis d'hier, tous travaillent d'un cœur unanime à l'avènement d'un régime qu'on veut durable. « La noblesse, fatiguée des luttes et des souffrances, assoiffée de repos et reconnaissant la vérité, adhère en bloc au régime issu de la Révolution (1). » Ce sont les Républicains, plutôt que les anciens chouans qui boudent. Mais combien peu nombreux et de quelle minime influence! De 1807 à 1811, la Vendée, revivifiée, respire, se retrouve.

Cependant, voici qu'un orage lointain commence à gronder : l'atmosphère s'alourdit de nouveau. A partir de Tilsit, une sourde décomposition menace l'édifice impérial et le grand homme lui-même sent quelque chose d'atteint dans sa pensée, dans sa foi en lui-même, dans son prestige. Or, ces déplacements d'atomes, encore impondérables, gagnent peu à peu cette Vendée si sensible. Dans les villages, les familles s'émeuvent à voir passer les longs convois de recrues qui partent pour l'Espagne, cette Espagne où l'on se bat contre les moines et contre les madones, cette Espagne d'où nul ne revient ou ne reviendra.

(1) Gabory, *op. cit.*, pp. 327, 831.

En 1809, au difficile canton des Mauges, on revoit des fusils; des bandes apparaissent : ce sont les « réfractaires ».

Napoléon est insatiable : des recrues, des recrues! Et se rouvre la vieille blessure. Les préfets sont fouaillés par l'insistance impériale : la victoire hésite, les armées fondent, il faut des hommes! Tous les moyens sont bons : on installe au foyer, veuf des derniers enfants, l'espionnage, la délation; à force d'argent on obtient des gardes-champêtres, des gendarmes, des autorités civiles, l'exécution de mesures de plus en plus odieuses. « On arrête le père pour avoir le fils. »

L'union est de nouveau brisée. C'est, de nouveau, la résistance armée, presque la rébellion. Le système aboutit à ces conséquences inévitables... En plus, la disette! Les vieilles haines se rallument contre les fauteurs de vie chère, les marchands de froment, les accapareurs, les mauvais riches. Une laide haine sourd dans le fond des cœurs, si elle n'ose se produire encore au dehors. Et, là-bas, au loin, les désastres s'accumulent. C'est 1812, 1813! Et il faut des hommes, des hommes! On sait, maintenant, que le Pape est enfermé à Fontainebleau, n'opposant que la résignation aux colères affreuses du « tyran ». Des mains ignorées affichent sur les murs des églises, la nuit, la sentence d'excommunication.

Napoléon fait tête partout. Partout, sauf en Vendée. Ici, il admet que le parti le plus sage est de céder. Louis XVIII a lancé, d'Hartwell, le 1er février 1813, sa fameuse proclamation. La masse doute encore, n'entend pas. Les « Marie-Louise » vendéens répondent à l'appel et se feront tuer en Champagne, à Fère-Champenoise. Oui, mais, au pays, tout est prêt pour une insurrection. Une « prise d'armes générale » royaliste est fixée pour le lundi de Pâques, 11 avril 1814. Les vieux chefs sont à la tête du mouvement.

Le gouvernement de Paris cède : le 3 avril, le préfet adresse à ses ressortissants une circulaire qui suspend le départ des conscrits de 1815 et la levée des gardes nationaux. Il est trop tard. Le 12 avril, au lendemain du jour fixé pour la prise d'armes, la nouvelle arrive : Paris a capitulé, Napoléon a abdiqué! La Vendée, la douloureuse Vendée, a prévu la restauration des Bourbons comme elle avait pressenti le coup d'État de Brumaire.

LA HAUTE DIRECTION MORALE. — L'INSTRUCTION PUBLIQUE

La Révolution n'a pas été seulement une crise sociale, politique et économique, déterminant l'avènement du monde moderne; elle a été surtout un acte de foi : acte de foi contre la foi, secouant le joug antique de l'Église et orientant l'humanité vers un progrès indéfini et automatique, avec une morale laïque se suffisant à elle-même.

Quand la Terreur eut atteint le comble de la violence, et que le Directoire fut tombé au plus bas, quand la France vaincue se réveilla sous la menace de l'invasion et que ce jeune général revint de l'Orient, pour lui apporter le salut, la victoire et la paix, la question du régime des âmes était à son nœud le plus difficile. En ce point, comme sur tant d'autres, la Révolution ne savait comment s'achever. Les derniers survivants des philosophes, les « idéologues », luttaient encore pour imposer leur conception sensualiste du monde, tandis que les élites et les masses retrouvaient peu à peu, au fond d'elles-mêmes, les vieilles croyances.

Entre les deux systèmes, quel choix allait faire le régime napoléonien ? Comment traiter les consciences? Qu'allait-on décider de l'enfance? On avait proclamé la liberté des cultes : le catholicisme jouirait-il pleinement de cette liberté? Le père de famille était-il libre d'éduquer ses enfants selon sa foi ? Pour remettre une nation en ordre, il ne suffit pas de lui envoyer des préfets : il faut aussi veiller à son idéal.

Napoléon fit, de cette question, comme de toutes les autres, une question de commandement, et, selon le mot de Rœderer, une « source de pouvoir ». La police des âmes appartient au chef.

Dès Marengo, pensant surtout à la formation de la jeunesse, le premier Consul s'était « mis avec Dieu » pour chercher, au-dessus du monde matériel, le principe et l'appui de sa restauration politique et morale. Rien n'est plus à l'honneur de cet homme surhumain que son souci d'une règle supérieure à l'homme. L'inquiétude du divin le tourmenta jusqu'à la mort. Seulement, ce prodigieux génie, ébloui de son propre éclat, ne trouva en lui-même, ni la solution ni le repos. Ici, encore, il ne connut que la guerre, non la paix. M. Goyau a dit, dans l'*Histoire religieuse*, la lutte où sa volonté sans souplesse, son génie audacieux et irritable se laissèrent entraîner contre l'auto-

rité pontificale. De cet exposé si lucide, je ne rappellerai qu'une phrase, mais de haute portée historique : « Napoléon échoua, quand, pour maîtriser le Pape, il voulut se servir de l'Église de France. » Le clergé appuya Napoléon tant qu'il s'agit de rétablir l'ordre social, mais il se tint sur la réserve dès que l'Empereur s'engagea contre Rome. Jour instructif jeté sur le point exact où tout catholique s'arrête et souffre, quand ses devoirs envers l'Église sont mis en opposition avec ses devoirs envers la Patrie.

Il faut dire, d'ailleurs, que dans le conflit qui s'engagea à partir de 1807, il y eut beaucoup plus de politique que de religion. La lutte entre les deux pouvoirs fut un débat d'intérêt qui dégénéra, comme on l'a dit, en « querelle des investitures ». Le sort des Légations et du pouvoir temporel, la domination sur l'Italie et sur Rome, le succès du blocus continental, voilà ce qui développa outre mesure l'affaire assez secondaire des « Quatre articles », au sujet desquels la majorité du clergé était du côté de l'Empereur. Mais ni le clergé ni les fidèles ne purent supporter la procédure de contrainte par corps qui aboutit à la captivité de Fontainebleau.

Il ne semble pas que Napoléon ait su prendre la juste mesure de la résistance morale que la Papauté était capable d'opposer au débordement de son impérialisme conquérant. Il se trompa en Italie comme il se trompait en Espagne, au même moment. Il se prit au piège de ses propres violences jusqu'à la défaite finale qui seule l'en dégagea.

Il n'est pas question d'exposer ici le débat à la fois politique et religieux qui se prolongea durant tout le règne. C'est sur la formation des consciences et sur l'éducation de l'enfance qu'il est de notre sujet d'insister. Sur cette grave question de l'enseignement, Napoléon montra plus de prudence, une psychologie plus fine, un sens plus profond des besoins de l'homme. Son conseiller des premières heures, Portalis, âme délicate et tendre, sensible au moindre frémissement de la justice et de la souffrance humaines, luttait doucement contre l'influence de l'autre ministre, celui qu'on appelait le « ministre de l'irréligion », Fouché.

Quoi qu'on en ait dit, il semble bien que Napoléon pensait que, pour fonder la morale sociale, la croyance en Dieu et l'autorité de la religion sont nécessaires. De cette question « il

était obsédé ». Nous avons dit sa fameuse sortie à Fourcroy : « Et vous croyez que l'homme peut être homme s'il n'a pas Dieu?.. Sur quel point posera-t-il son levier pour soulever le monde, le monde de ses passions et de ses fureurs? L'homme sans Dieu, je l'ai vu à l'œuvre depuis 1793... » 1793, c'est toujours la date fatidique, celle qu'il oppose, pour ainsi dire automatiquement, à celle de son propre avènement ; son programme est toujours et partout le même : « désouiller la Révolution ».

Le point exact où la pédagogie devient, pour l'Empereur, une morale et une politique, est précisé, d'ailleurs, d'après ses propres paroles, dans les premières lignes du rapport de Fourcroy sur le projet de fondation de l'Université, rapport qui remonte à 1805, au lendemain d'Austerlitz : « De toutes les questions politiques (ce sont les propres expressions de Votre Majesté), celle-ci est peut-être du premier ordre : il n'y aura pas d'État politique fixe, s'il n'y a pas de corps enseignant avec des principes fixes. Tant qu'on n'apprendra pas, dès l'enfance, s'il faut être républicain ou monarchique, catholique ou irréligieux, etc., l'État ne formera pas une nation : il reposera sur des bases incertaines et vagues; il sera constamment exposé aux désordres et aux changements (1) ».

Dans la société moderne, le complexe débat relatif à l'éducation de l'enfance se ramène à un certain nombre de points essentiels : le père de famille a-t-il, oui ou non, une autorité absolue sur la direction à donner à l'âme et à l'esprit de l'enfant? L'État exerce-t-il, en cette matière, l'autorité de « la plus grande famille » et ne se doit-il pas à lui-même de réclamer la formation du citoyen? Cette autorité de l'État sur la direction à donner à l'éducation de l'enfance nationale est-elle absolue et exclusive de toute autre ? L'enseignement public, l'enseignement d'État doit-il être religieux, ou neutre, ou laïque? Faut-il admettre une certaine hiérarchie de l'enseignement s'adaptant aux catégories sociales, sous la forme d'un enseignement primaire, secondaire, supérieur, ou bien la société démocratique doit-elle se satisfaire d'une école « unique »? Doit-elle, enfin, transmettre à l'enfance l'acquis immuable de la tradition en se spécialisant sur l'étude des langues et des littératures clas-

(1) Texte cité par Aulard, *Napoléon et l'Université*, p. 152. Outre cet importan ouvrage, cf. *Correspondance*, passim.

siques; ou bien l'enseignement doit-il prendre un caractère plus particulièrement moderne, scientifique et encyclopédiste?

Ces divers problèmes avaient été abordés avec une grande simplicité de vues par la Révolution et, en général, son bel optimisme les avait résolus dans le sens de la liberté. L'œuvre révolutionnaire, au moment où le premier Consul se saisit du pouvoir, était, comme tout le reste, en suspens.

La Révolution avait conçu de beaux programmes d'enseignement public; mais elle n'avait eu ni le temps ni les moyens nécessaires pour les appliquer. La bourgeoisie française, une grande partie du peuple français avaient, alors, une grande soif d'instruction. Mais, les anciennes institutions scolaires, rattachées plus ou moins étroitement à l'Église, ayant disparu, les choses allaient un peu au hasard. Ce fut comme une poussée vigoureuse et désordonnée dans une terre profondément retournée. La plus belle création de cette époque fut, assurément, celle des Écoles centrales destinées à donner une sorte d'enseignement secondaire, rehaussé de quelque enseignement supérieur. Ces écoles qui attiraient les ardentes recrues de la province, formèrent, sinon des générations, du moins des hommes. La tendance est favorable à une large culture scientifique et encyclopédique; — on disait alors, polytechnique.

L'enseignement public se réserve sur la question religieuse; c'est l'époque où l'on commence à parler de « neutralité scolaire » : « Nous nous bornons à offrir (aux élèves) les vérités les plus évidentes et les plus incontestables, sans nous permettre jamais aucune assertion sur les idées qui peuvent servir de base aux opinions religieuses... »

Malgré ces déclarations prudentes, une partie importante de la bourgeoisie, en train de revenir de ses opinions voltairiennes, s'éloigne de ces écoles parce qu'on n'y reçoit aucune préparation religieuse.

Le succès très réel des Écoles centrales se trouve affaibli par cette sorte d'abstention muette. Le Conseil général de la Manche traduit des sentiments très répandus dans un vœu cité par M. Aulard : « Il est de la plus grande importance que l'enseignement religieux fasse partie de l'éducation et que les parents puissent espérer que les enfants seront élevés selon les principes d'une religion dont la vérité leur est démontrée. »

Cette position prise par la bourgeoisie, à l'égard de l'école

« neutre », deviendra, en France, l'un des problèmes les plus délicats de l'ordre civil dans le siècle qui commence.

Sous la Révolution, l'enseignement primaire n'était pas officiellement organisé. Quelques vestiges du passé, des efforts particuliers et dispersés, officiellement, c'est à peu près tout.

Vers l'an 1800, on vit naître un certain mouvement en faveur d'une organisation, du moins rudimentaire, des classes primaires, bien entendu pour les garçons, — les filles du peuple ne devant avoir d'autre horizon que celui de la famille, près de leur mère. Il n'était nullement question d'un enseignement primaire national. Il y avait encore des hommes publics pour railler, comme le tribun Siméon, « le roman d'une instruction gratuitement offerte à une multitude qui n'en profiterait pas ».

Bonaparte suivit, en personne, les débats engagés devant le Conseil d'État, où fut esquissé un intéressant essai de conciliation : le premier Consul paraissait incliner vers l'idée de recourir, pour l'enseignement primaire, à l'Institut des Frères des Écoles chrétiennes. Fondé à la fin du XVIIe siècle par J.-B. de la Salle, l'Institut qui avait, parfois, montré une certaine indépendance respectueuse dans ses relations avec l'autorité ecclésiastique, était populaire. Bonaparte fut frappé des services qu'il rendait et de l'art avec lequel il savait attirer et retenir les enfants du peuple sur les bancs des écoles. On en resta, finalement, au système antérieur légèrement amélioré : liberté de l'enseignement primaire, développement des écoles communales, bienveillance marquée pour les Frères des Écoles chrétiennes.

L'Empire établi, c'est l'enseignement secondaire qui attire d'abord l'attention du gouvernement. Il cherche à « organiser » l'esprit de la bourgeoisie. Celle-ci, de son côté, sent sa force et a l'intuition de son avenir ; elle résiste doucement. En 1806, dans un rapport de Fourcroy à l'Empereur, annexé à la « Situation de l'Empire », on lit, qu'en moins de deux ans, il a été créé 370 écoles secondaires communales dont 300 en pleine activité, et 377 écoles secondaires particulières. Il y a aussi 4 500 écoles tenues par des particuliers qui sont au-dessus des simples écoles primaires. Disons, tout de suite, que, sur les 75 000 élèves qui reçoivent cet enseignement en 1806, plus de 50 000 sont élevés dans les écoles privées. La bourgeoisie s'instruit, mais

garde son autonomie intellectuelle et sa confiance dans une heureuse balance des principes de la religion et de la raison.

Le problème hante l'esprit de Napoléon. Toutes les données lui en sont présentes à la fois, mais l'idée qui le guide est toujours la même : faire de l'enseignement une « source de pouvoir ». Dès le 5 pluviôse an XI, une circulaire de l'administration des Cultes, relative à la réouverture de certains collèges par les congrégations, indique la solution vers laquelle il est attiré. « L'éducation publique appartient à l'État, car les familles particulières doivent être dirigées d'après le plan de la grande famille qui les comprend toutes. » Voilà qui se précise.

Mais, le père de famille, de son côté, se laissera-t-il dépouiller de son autorité, même au profit de « l'État sauveur » qu'est l'État napoléonien? Rœderer, alors chargé de la direction de l'enseignement public, affirme, en toutes circonstances, le caractère laïque de l'enseignement; cependant, il sait que l'Empereur ne veut pas heurter de front un sentiment dont il est d'autant plus difficile de ne pas tenir compte qu'il ne s'affirme que par l'abstention. D'où ces phrases officielles soigneusement balancées : « L'instruction publique, la religion sont et doivent être deux institutions différentes qui concourent au même but par les moyens qui leur sont propres *et qui sont loin de s'exclure mutuellement.* » Ces finesses étaient de peu d'effet. Un grand nombre de familles continuent à tenir rigueur aux établissements qui n'inscrivaient pas, sur leurs programmes, les leçons de la religion.

FONDATION DE L'UNIVERSITÉ. — L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — L'INSTITUT

Napoléon creusait le problème et ne parvenait pas à le résoudre. Le rayonnement de son astre soulevait les enthousiasmes, mais son influence ne pénétrait pas les cœurs. C'est alors que se présenta à son esprit une des pièces maîtresses de son œuvre de réorganisation, la création d'une « congrégation laïque » à laquelle serait attribué et réservé le monopole de l'enseignement. Et ce fut l'Université!

Oui, il s'agit bien d'une « congrégation » et d'une « congrégation *laïque* ». L'esprit autoritaire de l'Empereur comptait, à force de persévérance et de savoir-faire, arriver à corriger l'antinomie fondamentale qui existe entre les deux termes.

Napoléon a répété, à diverses reprises, que si les Jésuites n'étaient pas aussi attachés à Rome, il eût confié à leur Compagnie la formation de l'élite de la nation. Fourcroy, qui n'est pas suspect de « cléricalisme », dit, dans son rapport de fondation, pour déterminer nettement le caractère de l'institution universitaire : « Une *corporation* telle que celle dont Votre Majesté a conçu la pensée et tracé le plan... » Il dit encore : « *Sans être lié par des vœux*, le corps enseignant pourrait n'en être pas moins religieux. Qu'il y ait, pour les exercices de religion, des règlements auxquels chacun soit astreint; que les places supérieures soient données de préférence à ceux qui joindront aux lumières et aux talents une conduite irréprochable, *et la religion sera en honneur dans les établissements d'instruction publique.* »

Le corps enseignant étant *un*, l'esprit qui l'animera sera nécessairement *un*, et, sous ce rapport, la *congrégation* s'établit donc; mais congrégation *laïque*. Car la religion ne doit pas s'opposer à l'État; au contraire, elle doit le servir. « Je ne puis aimer le fanatisme du célibat, dit l'Empereur; le fanatisme militaire est le seul qui me soit bon à quelque chose : il en faut, pour se faire tuer. »

Une sorte de conception militaire qui n'est pas sans rappeler celle de Loyola, telle est la pensée suprême du dynaste et du conquérant. Il a toujours comme type, au fond de sa pensée, l'armée.

Dès le Consulat, les élèves étaient réveillés au son du tambour. Les exercices physiques, l'escrime, l'équitation, tout ce qui pouvait dompter l'esprit et le corps était en honneur. Cette tendance s'accentue avec le temps. Et cela d'une manière si frappante que l'opinion s'en émeut. « En général, dit Fourcroy, le tambour, l'exercice et la discipline militaire empêchent les parents, dans le plus grand nombre des villes, de mettre les enfants au lycée. » Voilà le point de choc. Mais Napoléon pense qu'il aura raison des résistances, précisément par la force d'une institution disciplinée militairement. Dans sa note sur les lycées (15 février 1805), il a exposé son dessein final de l'organisation mi-congréganiste, mi-militaire des cadres de l'enseignement : « Il y aurait un corps enseignant si tous les proviseurs, censeurs, professeurs de l'Empire avaient un ou plusieurs chefs *comme les Jésuites avaient un général, des provinciaux, etc.*, et si l'on ne pouvait être proviseur ou censeur

qu'après avoir été professeur, si on ne pouvait être professeur dans les hautes classes qu'après avoir professé dans les basses, s'il y avait, enfin, dans la carrière de l'enseignement, un ordre progressif qui entretînt l'émulation... » La forme en pyramide, c'est-à-dire la forme militaire par excellence.

Dans les lycées, qui sont, sur tout le territoire national, les bases du massif universitaire, l'éducation sera, avant tout, classique : les traditions d'une classe bourgeoise lettrée s'y conserveront précieusement. Malgré sa technique si fortement scientifique et mathématique, Napoléon craint la science ; il la sait hardie et péremptoire. Ainsi que tout l'âge révolutionnaire, il a reçu l'empreinte de l'antiquité : dans l'action homme de Plutarque, et dans la parole orateur du *Conciones*.

L'enseignement des lycées sera donc, surtout, grammaire et rhétorique. Cependant, une nouveauté indique la tendance du siècle : on établit, comme un couronnement des études, une année de mathématiques spéciales, « consacrée à la fin de l'algèbre, aux applications de l'algèbre, à la géométrie, aux sections coniques, à l'histoire naturelle élémentaire, à l'optique et à l'astronomie ». C'était beaucoup de choses, beaucoup de vastes choses pour une seule courte année scolaire : évidemment, il ne peut être question que de notions rudimentaires. Dans les lycées des chefs-lieux d'académie, pour préparer aux grandes écoles techniques, on surajoute une « chaire de mathématiques transcendantes » et une « chaire de philosophie ».

Que de luttes, que d'Iliades scolaires sont incluses en cette notion nouvelle introduite au programme : *philosophie!* Jusque-là, on s'en était tenu, pour couronner les classes supérieures, à la *logique*. La philosophie avait été le grand mal du siècle. Et voilà qu'elle se glisse dans l'enseignement ! En ce point précis s'engageait le combat entre la pensée libre et la pensée dogmatique. On prend, d'ailleurs, une précaution : la « philosophie », celle du *Manuel à l'usage de Lyon*, s'enseignera en latin !

L'instruction du peuple fut laissée, en fait, hors du cadre de la grande organisation universitaire impériale. Les choses allèrent comme précédemment, cahin-caha. Certains préfets parlent d' « améliorations sensibles », d'autres constatent « que l'immense majorité des communes rurales est privée d'écoles primaires ». En fait, moitié des hommes, à peu près, savent lire

et écrire, et un tiers des femmes. On a dit que Napoléon voulait que le peuple ne reçût qu'un minimum d'instruction ; et cela paraît conforme aux dispositions générales du temps : un peu de lecture, d'écriture et de calcul, c'était tout ce qu'il fallait à un soldat, à un ouvrier, à un cultivateur.

Ici surtout, on tient à ne pas s'écarter des hautes directions de la religion. Au début, Fontanes, grand-maître de l'Université, confie aux évêques le soin de le renseigner sur la qualité des instituteurs et de surveiller leur travail et leur conduite. C'est seulement à la fin du règne, qu'à la suite des dissentiments de Napoléon avec la Papauté, cette autorité de contrôle est confiée aux préfets. Les frères des Écoles chrétiennes sont toujours en faveur et l'âme du peuple pourrait rester entre leurs mains. Aucune formation publique du corps des instituteurs ; par conséquent, recrutement médiocre. Napoléon n'eut jamais, nous l'avons dit, une prévision nette de l'avènement social et politique de la démocratie et, s'il en eut quelque vague intuition, il la combattait d'avance et d'instinct, comme une puissance rivale.

L'enseignement supérieur doit beaucoup au régime napoléonien. L'Empereur lui-même avait, à ce sujet, des idées personnelles extrêmement élevées et judicieuses. Il les a exposées dans des « Observations sur les Rapports du ministre de l'Intérieur relativement à l'encouragement des Lettres » et sur un « Projet d'établissement d'une école spéciale de littérature et d'histoire au Collège de France », qui lui avaient été soumis sur sa demande en avril 1907. Ces deux fameuses notes furent écrites par l'Empereur au château de Finkenstein, dans ce long hiver de travail et de méditation et d'attente qui s'écoule de la bataille d'Eylau à la bataille de Friedland. Napoléon dit lui-même qu'il donne dans ces notes, le fruit de son expérience : « Les institutions qu'il s'agit de fonder ont été, écrit-il, l'objet de mes méditations, parce qu'ayant beaucoup travaillé, j'en ai personnellement senti le besoin. » Il s'agit, en somme, d'étendre et d'élargir l'enseignement du Collège de France. L'Empereur écarte, ou à peu près, l'idée d'un haut enseignement littéraire. Il fait cette observation très juste : « Le talent de créer est, dans la littérature, comme dans la musique, comme dans la peinture, un don individuel : il tient à des facultés particulières dont le développement peut être favorisé par les circonstances, par les mœurs, par une époque. Dans ces créations de l'esprit

et du génie, l'esprit et le génie arrivent tout de suite, et par eux-mêmes, à leur plus grand résultat. »

Il insiste sur l'enseignement de l'histoire, de la géographie et lance quelques idées d'une haute portée constructive. C'est à un passage de ces « Observations » que l'on a reporté la première pensée d'une École des Chartes : « Si, dans une grande capitale comme Paris, il y avait une école spéciale d'histoire et que l'on y fît d'abord un cours de bibliographie, etc. » Il déplore qu'il n'existe aucun enseignement de l'histoire contemporaine : « On devinera aisément que ma plus secrète pensée est de réunir des hommes qui continuent, non l'histoire philosophique, non l'histoire religieuse, mais l'histoire des faits, mais cette histoire portée jusqu'au moment où nous vivons... Il est, à cet égard, une objection sans cesse représentée : c'est que les contemporains ne sont pas bons historiens. Cette opinion n'est pas la mienne... »

L'importance que les « Observations » donnent à la fondation de nombreuses chaires de géographie, n'étonnera pas. Napoléon est, si j'ose dire, le fils de la carte. Mais ce qui étonnera davantage, c'est à quel point il voit large et grand en cette matière qui paraît si spéciale. Ce n'est pas sa faute si « les Français ne savent pas la géographie. » « La géographie, soit naturelle, soit politique, a plusieurs des caractères qui constituent les sciences exactes ; les faits sont nombreux, les points de contestation multipliés, les changements fréquents ; son domaine s'accroît à mesure que celui de l'esprit humain s'étend... Si, dans un point central, tel que Paris, il existait plusieurs professeurs de géographie qui pussent rassembler les connaissances éparses, les comparer, les épurer, qu'on fût dans le cas de les consulter avec sécurité pour être mieux instruit des faits et des choses, ce serait une bonne et utile institution. »

Malheureusement ces plans exposés dans des circonstances si graves et quand l'Empereur s'entraînait à l'organisation du « Grand Empire », sont restés, ou peu s'en faut, comme tant d'autres, à l'état de projets.

La réalisation la plus importante du régime napoléonien en matière d'enseignement supérieur, c'est la création des Facultés. Certaines d'entre elles, comme les Facultés de théologie, les Facultés de droit, de médecine, restent dans le type consacré

par les anciennes universités. Préparant à des carrières déterminées, elles sont un besoin immédiat de la société et de l'État; et celui-ci les soutient, non sans les placer sous une étroite surveillance. Elles formeront des générations de praticiens, experts, bons sujets de l'Empire.

Napoléon était, nous l'avons vu, très hostile à ce qui touchait au Palais, à la basoche. Cependant, il ne pouvait avoir raison de l'élan avec lequel la jeune bourgeoisie se portait vers les carrières de robe. Une ressource restait à son instinct dominateur : c'était de s'emparer du droit de conférer les diplômes et les grades. Ainsi, toute la future classe des « harangueurs » passerait sous le niveau de l'État. La jeune bourgeoisie devrait se soumettre à la toise impériale au moment où, sortant des écoles, elle se préparerait à entrer dans la vie.

Tel fut le véritable coup de maître dans l'ensemble de la manœuvre impériale à l'intérieur : occuper le passage de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur en tendant, à ce point exact, la barrière de l'examen. La mécanique pédagogique destinée à former les générations du siècle qui commence est inventée : c'est le baccalauréat. Le mandarinat moderne se trouve ainsi créé, et il fonctionne aussitôt avec une accélération surprenante. Que les chiffres sont éloquents ! 31 bacheliers ès lettres en 1809, 656 en 1810, 983 en 1811, 1632 en 1812, 1658 en 1813 ! Boule de neige qui ira croissant jusqu'à l'heure où toute la bourgeoisie, en possession ou en expectative, se trouvera ainsi incorporée.

Encore, dans les carrières du droit et de la médecine, l'homme fait, une fois sorti des écoles, peut reprendre la liberté d'allure et l'aisance des mouvements qui tiennent à l'indépendance matérielle. Mais l'emprise de l'État reste décisive et définitive, s'il s'agit des hommes qui se destinent à l'enseignement et aux carrières intellectuelles : car ceux-là sont fatalement sous la main de la *Congrégation laïque*. Les adolescents que la vocation appelle n'ont pas le choix : pour vivre, ils doivent passer par les degrés glissants du baccalauréat, de la licence, de l'agrégation, du doctorat, en un mot par le système échelonné de la « collation des grades ».

Tel est le grand instrument de règne universitaire : au point d'intersection du collège et de la carrière intellectuelle, l'examinateur est posté. Professeur de Faculté, son rôle est-il

seulement d'enseigner? Non. C'est aussi et surtout de faire passer des examens. Un universitaire célèbre, M. Liard, l'explique clairement : la vie universitaire n'est qu'une scolarité prolongée : « Baccalauréat, licence et doctorat ès lettres ne sont que les puissances successives de la rhétorique. Aussi, pour franchir les trois degrés, besoin n'est-il pas de se faire initier à la Faculté même; il suffit de se perfectionner dans les exercices du lycée. »

Voilà bien le dernier mot du système napoléonien en matière d'enseignement, — l'enseignement « source de pouvoir ». L'Université, comme Napoléon l'a conçue, est un instrument de discipline nationale sans la religion. Pour le travail intellectuel comme pour la vie pratique, l'*exeat*, le « laissez-passer », n'est accordé que selon des règles strictes qui garantissent chez le candidat, une formation moyenne et classique soigneusement réglée, fortement établie et, surtout, vérifiée.

Il a fallu toute l'énergie de quelques nobles et grands universitaires pour que le haut enseignement, absorbé par sa fonction de gendarmerie intellectuelle, restât, malgré tout, fidèle au travail acharné de la découverte scientifique et de l'originalité littéraire.

En général, Napoléon était en méfiance à l'égard de l'œuvre intellectuelle. Cerveau incomparable, il eût voulu penser pour tout le monde. Au début de sa carrière, il avait cherché un point d'appui dans l'Institut; mais, à la fin, il prend ces gens décentrés en méfiance, — tous, plus ou moins, des « idéologues »! Sa volonté est de les ramener au pli de l'obéissance. Mais, ce n'est pas si facile : ceux-ci ne sont pas des soldats, et ce ne sont plus des enfants.

Sous le Consulat, l'arrêté du 3 et du 8 pluviôse an XI (23 et 28 janvier 1803) divisa l'Institut national en quatre classes : 1re classe, sciences physiques et mathématiques; 2e classe, langue et littérature française (ancienne Académie française); 3e classe, Histoire et littérature anciennes; 4e classe, Beaux-Arts. La classe des sciences morales et politiques, considérée comme particulièrement suspecte, est supprimée. Bonaparte faisait partie de la classe des Sciences physiques et mathématiques. Chaque classe nomme ses membres : le recrutement continue à se faire, malgré tout, avec une certaine indépendance. Mais un incident célèbre, celui que provoque une phrase

du discours de réception de Chateaubriand, indique à quel point la pensée elle-même doit se considérer comme subordonnée.

Napoléon fit toujours partie de l'Institut, mais, comme Empereur, il se tint à l'écart de ses séances. Le 10 avril 1815, il se fit nommer « Protecteur de l'Institut » (1). Ses frères Lucien, Joseph, furent aussi membres des Académies. Les mœurs de l'ancien régime autorisaient ces hautes politesses. Napoléon essaye de régner de haut sur la pensée : mais celle-ci ne se laisse pas faire.

Ce n'est pas le lieu d'entrer dans de plus amples développements sur la direction des âmes. Cependant, en ce qui concerne la matière de l'enseignement, de courtes réflexions ont leur place ici et servent en quelque sorte de transition pour passer à l'histoire des mœurs.

La fondation de l'Université eut, sur l'avenir de la nation, et en particulier de la bourgeoisie, une influence considérable. On ne comprendrait rien au développement de l'histoire qui naît, si l'on n'avait, d'abord, marqué ce point. La France se trouva soumise après la Révolution, et comme suite de la Révolution, à une hiérarchie intellectuelle qui trouvait en elle-même son appui, son développement complet et ne dépendait d'aucune autorité que de celle du pouvoir politique. Il y avait là des semences imprévues de discipline, mais aussi de gêne et de compression parfois douloureuses.

Laïque, l'Université se nettoie vite de la demi-teinte mystique dont l'avaient badigeonnée les Portalis et les Fontanes. Par elle, le siècle nouveau, le siècle bourgeois se retrouva classique, humaniste, un peu scientiste ; ordonné certes, mais n'ayant pas rompu définitivement avec ses origines voltairiennes.

La « Congrégation laïque », l'Université, reste, avec l'administration centralisée, la grande création intérieure napoléonienne ; car le Code civil ne lui appartient pas en propre. Le développement intérieur du pays restera bloqué, en quelque sorte, dans ce « massif » qui pèsera sur la nation. Napoléon, qui était l'Empereur des fonctionnaires, figure ainsi, jusqu'à un certain point, dans l'histoire, comme l'Empereur des professeurs.

Emboîtées dans les cadres de l'armée, de l'Université et de l'administration, les générations bourgeoises qui vont suivre

(1) Lacour-Gayet, *Bonaparte, membre de l'Institut*, p. 67.

devront se conformer à cette vie réglée, mais sans souplesse, à cette forme quasi automatique de l'existence et de la pensée, en un mot au cadre rigide tracé par la volonté du grand restaurateur de l'ordre, avant tout, chef militaire et conquérant.

La grâce et la bonhomie naturelles à ce bon peuple de France, sa tolérance prévenante ne refleuriront que plus tard, beaucoup plus tard, quand l'atmosphère impériale, avec sa lourdeur hiérarchique et sa froideur pédantesque, se sera peu à peu dissipée.

Dans la politique intérieure, Napoléon fut, surtout, un administrateur, un incomparable administrateur, imaginatif, créateur, laborieux, efficace.

Par l'administration, il acheva, à la fois, et la France et la Révolution. Il plaça, sur l'édifice national, le couronnement de l'Unité ! Même, par un effort inouï, il tenta de restaurer, au delà des limites gauloises, l'unité romaine.

Sans doute, il n'existe pas un autre pays au monde où, en raison de cet amalgame national achevé, tous les éléments qui forment un peuple soient si intimement liés et confondus qu'ils obéissent, comme ici, d'instinct, on dirait par un réflexe, à un même principe d'action, — le dévouement unanime à une patrie adorée. Cette émouvante sensibilité commune est due, surtout, à ces fibres nerveuses que le grand homme sut découvrir et électriser dans le corps de la nation, de telle sorte qu'elles règlent encore ses mouvements.

Pour achever la difficile guérison de l'être national qui, au moment où il parut, semblait à l'agonie, le jeune vainqueur, l'homme de Brumaire avait agi en vertu d'un mobile plus puissant, certes, que le développement de sa carrière, si étonnante fût-elle, ou même que l'ambition de fonder une dynastie. Comme il l'a dit souvent, il était *inspiré*. Oui, il était inspiré, il était soulevé par une de ces intuitions sublimes dont, parfois, dans les temps de crise à mort, la Providence fait, sous le nom de force des choses, largesse à l'humanité. Chef militaire, témoin réfléchi de la Révolution, il avait senti, comme la nation elle-même, que les peuples n'ont jamais plus besoin d'ordre qu'à l'heure où s'accomplissent en eux les grandes transformations.

L'anarchie est la mauvaise herbe qui empêche le plein rendement des moissons ; toute naissance a besoin d'être protégée par une autorité respectée et obéie. Bonaparte se saisit donc,

sagement, de la dictature, et, aux acclamations de son temps, il l'exerça en assurant par son génie d'administrateur et par la force de son administration, l'ordre.

Seulement, il commit la faute que commettent la plupart des dictateurs : il ne sut pas assigner à son pouvoir nécessaire une limite de temps raisonnable. Au lieu de donner, de lui-même, à son action dictatoriale, un terme, il la suivit partout où elle l'entraînait. Même dans le jeu de ses victoires, même dans le travail de ses administrations, qui rendaient, sous sa main, comme un clavier admirable, il ne se surveilla pas. Tout au contraire, il se laissa emporter à sa fougue, il s'accéléra dans l'immodération. Les constitutions, la déibération, le contrôle par quoi les volontés publiques et même particulières contrebalancent si utilement, chez un peuple libre, la volonté de celui qui commande, rien de cela n'existait pour lui. Tout à l'élan, insoucieux de l'équilibre, il piétina, chez les autres, l'exigence délicate de la responsabilité humaine.

Ainsi, le grand corps national qu'il avait remis debout, ne fut, en somme, qu'un automate, un mécanisme admirablement monté, mais ne recevant pas sa force du sol sur lequel il reposait. Aussi, il s'affaissa quand la victoire, qui avait été son moteur unique, lui manqua. L'administration, fille de l'armée, ne fut plus capable de soutenir le pays quand l'armée eut succombé dans sa lutte contre l'univers. Le chef militaire entraîna l'homme d'État dans sa chute.

Cependant, l'effort ne fut pas perdu, le labeur des dix années extraordinaires subsista. Car la France, elle, avait travaillé aussi ; elle avait repris l'édifice par la base et l'avait appuyé sur des fondations plus profondes. Elle avait accompli, d'elle-même et sur elle-même, la grande refonte économique et sociale dont Napoléon n'avait été que le fatidique et éphémère ouvrier. Nous la verrons, toute à l'accomplissement de ces œuvres durables dont le génie impérial ne lui avait laissé qu'une magistrale esquisse.

GABRIEL HANOTAUX.

POÉSIES

NOSTALGIE

Un paysage quelconque
est un état de l'âme.
AMIEL (*Journal*).

C'est un paysage
Presque sans couleurs
Et comme en veuvage
Sous le ciel en pleurs.

Rien de romantique;
Ni burgs, ni donjons :
Du sable, une crique,
L'infini des joncs

Et la mer... Un pâtre
Ramène à pas lent
Du steppe roussâtre
Son troupeau bêlant.

Le jour agonise;
L'été meurt. Je vois
Des flaques d'eau grise
Luire par endroits.

Puis tout s'atténue,
S'estompe, se fond.
La nuit est venue :
Silence profond.

Silence et mystère,
Car je ne sais plus
Où languit sur terre
Ce coin de palus

Et si, forme vaine,
Comme chez Amiel,
Il n'est pas ma peine
Faite eau, sable et ciel.

SUR LES BANCS DE FLANDRE

Un ciel du Nord, un ciel d'hiver,
Que teinte d'améthyste
Le soir qui descend sur la mer
Comme un lent baiser triste.

Pas une voile à l'horizon.
Rien sur les Bancs de Flandre,
Rien qu'une grise floraison
D'oiseaux couleur de cendre.

Que font-ils là, tout démanchés ?
Sont-ce de pauvres âmes,
Pour le rachat de leurs péchés,
Bourlinguant sur les lames ?

Esbjerg est loin derrière nous.
Ah ! quand vous reverrai-je,
Vieil Odensé, mol Aarhous,
Et toi, blanche Norvège ?

Un feu vert cligne au ras des Bancs.
Est-ce une ondine ? un phare ?
Le vent siffle dans nos haubans
Une étrange fanfare...

A bord du *Procina*, février 1924.

MORS ET VITA

Dans un ciel couleur d'opale...
(P.-J. Toulet.)

Dans le ciel d'opale
Doucement penchée,
Cette lune pâle
Comme une accouchée...

Le matin laiteux naît à l'Orient
Et la lune meurt en lui souriant.

LA SIRÈNE MORTE

Et defuncta canebat.

Fuyons d'ici. Je sais, loin de cette Suburre,
Un coin sauvage du Léon, tout sable et roc.
L'ajonc lui tisse un manteau rude comme un froc,
Et les routes font des croix blanches sur sa bure.

L'air y fleure au printemps le miel, l'algue et le sel;
Quand le soir descend sur la lande,
Tout se tait et, dans l'ombre, il semble qu'on entende
Le battement profond du cœur universel.

C'est là que nous irons, s'il vous convient, mon âme,
Sous le menhir, gardien des antiques secrets,
Chercher ce que la nue en pleurs conte aux forêts,
Pourquoi, l'hiver, sur les garennes le vent brame

Et pour quel crime obscur, dans l'anse du Gador,
A l'heure où la lune se lève,
Les flots ont, l'autre nuit, rejeté sur la grève
Une sirène morte et qui chantait encor.

INVOCATION AUX ÉTOILES

Volupté chaste des nuits lactées,
Étoiles au pas léger, au pas
Si fluide que l'on n'entend pas
Bruire vos jupes pailletées,

Ballerines des tréteaux du ciel,
Céphée, Algol, Véga, Bételgeuse,
Et toi, Vesper, qui glisses songeuse,
Vous, Bérénice aux cheveux de miel,

Filles d'or du Chaos et de l'Ombre,
Que le Verbe évoqua de leur flanc
Et qu'il soumit, en les assemblant,
A l'archet invisible du Nombre,

Ah! sauf en nous, sauf en nos chemins,
Si tout est joie, harmonie et danse,
Si l'univers n'est qu'une cadence,
Hormis au cœur des pauvres humains,

Qui nous emportera dans vos rondes?
Qui nous donnera, comme à Képler,
De nous baigner, au sein de l'éther,
Dans tes flots purs, Musique des Mondes?

LE CIMETIÈRE OU TU DORMIRAS

A ma fille.

Sous les violiers, dans le matin chaste,
Voici l'enclos cher, l'enclos familier,
L'humble cimetière aux tombes sans faste,
Avec son mur bas et son échalier.

L'échalier vacille et le mur s'éboule;
Mais la mer au loin blanchit dans le raz :
Au rythme du flux, au chant de la houle,
C'est ici, mon cœur, que tu dormiras.

Un charme si tendre et si jeune émane
De ce vieux pays vierge de labours!
Les rocs par les champs vont en caravane;
Mais c'était la mer tes grandes amours.

La mer du Trégor, féerie éternelle,
Dont tu caressais tes yeux chaque été!
Ici tu seras encor tout près d'elle,
Près d'elle, mon cœur, pour l'éternité.

Tu pourras la voir, tu pourras l'entendre.
Elle qui, l'hiver, au creux de ses fiords,
Semble célébrer sous un ciel de cendre
Un perpétuel office des morts,

Te dévidera, dans le flot qui monte,
De sa voix rêveuse et comme en dedans,
Le vieux conte obscur qu'elle se raconte
Depuis des milliers et des milliers d'ans.

Sur le sombre azur des eaux merveilleuses,
Où se croiseront leurs rais inégaux,
Ton sommeil d'enfant aura pour veilleuses
Les phares de Batz et des Triagos;

Et, se dégageant des brumes hostiles,
Tu verras, la nuit, par-dessus les toits,
Tournoyer l'éclat du feu des Sept-Iles,
Chauve-souris d'or des ciels trégorrois.

Aux jours d'équinoxe où l'horizon fume
Et balance au vent ses âcres parfums,
Les chevaux de mer cabrés dans l'écume
Feront jusqu'à toi bondir leurs embruns;

Du rauque gosier de quelque palombe
Parfois te viendra l'appel assourdi :
Entre ce pays et toi dans ta tombe,
C'est ainsi que tout ne sera pas dit;

Ainsi qu'à travers l'argile compacte
Se perpétuera sous les violiers
La communion secrète, le pacte
Qui tacitement vous avait liés...

L'hymen ne t'a pas ouvert ses portiques.
Nul chœur, dans le soir vaporeux et doux,
Au son cadencé des flûtes celtiques
Ne t'aura conduite au seuil de l'époux.

Et, quand tu mourus aux bras de ta mère,
Tes yeux n'emportaient, avec son baiser,
Que la vision, chaque jour plus chère,
Du grave horizon devant eux posé.

Mais, ô brune enfant dans l'ombre endormie,
Les beaux lieux, objet de ton jeune émoi,
N'ont pas oublié leur petite amie,
Et tout ce pays est peuplé de toi.

VISION

Ὡς κἂν τάφοις ἔρωτες εἰσὶ καὶ γάμοι.

Vers quels sommets voilés à nos faibles prunelles,
Vers quelle anse d'argent des plages éternelles,
Quel nid cent et cent fois plus doux que l'ancien nid,
Le souffle du Seigneur chasse-t-il hors des tombes
Le vol mystérieux de toutes ces colombes
Sur les chemins de l'Infini ?

O jeunes mortes de l'année, ô sœurs de celle
Sous le regret de qui ma foi tremble et chancelle,
Beaux fronts purs qu'appelaient partout nos yeux chercheurs,
Si ce n'est vous, d'où vient que notre deuil s'allège ?
Vous passez, emplissant le ciel, comme une neige,
Du tourbillon de vos blancheurs.

Vous n'avez pas connu les hymens de la terre ;
A peine en marche dans l'aurore, le mystère
Vous a prises et s'est refermé sur vos pas.
Mais tout n'est pas fini peut-être au fond des fosses.
Il est aussi, là-haut, des amours et des noces :
Qui sait si vous n'y volez pas ?

Peut-être qu'en secret, sur des lits de verveine,
Dans la tiédeur d'une autre nuit galiléenne,
Le Seigneur vous réserve à des hymens plus beaux
Et que les jeunes morts des dernières mêlées
Vont sortir à leur tour pour ces noces ailées
Tout rayonnants de leurs tombeaux.

CHARLES LE GOFFIC.

LA PRINCESSE BELGIOJOSO ET AUGUSTIN THIERRY

IV [1]

A JÉRUSALEM

Accablée par les nouvelles venues de France, lasse, quoi qu'elle en eût, de son désert, déçue par l'insuccès de ses tentatives agricoles, aspirant, écrit-elle à Mme Jaubert, « à détourner le cours lugubre de ses pensées », la princesse Belgiojoso se décida brusquement à un long voyage. Traversant toute l'Asie Mineure, la Syrie et la Palestine, par Angora, Césarée, Aïntab, Alep et Damas, elle résolut de se rendre aux Lieux Saints pour assister aux fêtes de Pâques à Jérusalem.

La « pèlerine » se mit en route dans les premiers jours de janvier 1852, accompagnée de Marie, d'un noble Milanais, quelque peu son parent, le marquis Antinori, et d'une suite peu nombreuse, pour se lancer en pleine brousse, vers les territoires arides, et presque inexplorés alors, des Kurdes et des Turcomans.

Son absence du tchifflick allait se prolonger onze mois. Des aventures qui survinrent à la petite caravane au cours de cette randonnée hasardeuse, elle a tiré la matière d'un gros volume, d'abord publié en articles à la *Revue* (2), récit superficiel et naïf, écrit d'un style assez clinquant, où on regrette que sa plume ait perdu le ton facile et simple des lettres qui vont suivre.

La première est datée de Kir-Chehr, dans le vilayet d'Angora :

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre et 1er octobre.
(2) *Asie Mineure et Syrie*, la vie intime et nomade en Orient.

Kir-Chehr, 18 février 1852.

« Mon cher frère,

« Je ne veux pas vous laisser plus longtemps sans nouvelles de votre pèlerine et je vous écris, quoique logée chez des Turcomans, c'est-à-dire, dans une maison sans fenêtres, partant dans une obscurité presque complète.

« Mon voyage a été heureux jusqu'ici. Pour agréable, il ne l'est guère, pénible il l'est beaucoup, car nous marchons dans la neige et le repos est presque impossible, vu la qualité des gîtes; mais enfin, nous n'avons pas eu d'accidents, nos santés et celles de nos chevaux se soutiennent; enfin le temps nous favorise singulièrement. Nous voyons, tout autour de nous, les traces trop évidentes de la rigueur excessive de la saison. La neige, la glace, la boue nous environnent; et pourtant nous marchons sous un soleil resplendissant et chaud qui contraste merveilleusement avec l'aspect du pays. Nous avons souvent, pendant la nuit, de véritables tempêtes de neige, et, le matin, lorsque nous nous levons, avec la perspective d'une journée passée dans un antre, ou au milieu de l'ouragan et de la tourmente, tout a disparu et nous sommes salués par les rayons d'un beau soleil d'été.

« Je m'attendais aussi à bien pis en fait de logements. Les maisons ne répondent aucunement à l'idée que nous nous faisons de pareilles choses. Vous apercevez un mur en terre, haut de quatre à cinq pieds, surmonté d'une espèce de terrasse, sur laquelle on arrive de plain pied de la route et qui sert d'aire aux paysans pour battre leur blé. Le premier jour que nous arrivâmes dans un village turcoman, nous passâmes innocemment sur l'une de ces aires et le cheval du marquis Antinori s'enfonça des deux jambes d'arrière dans une maison. Les habitants lui prirent tranquillement les jambes, le repoussèrent dehors et, en quelques minutes, ils eurent réparé le dégât. L'intérieur de ces maisons est aussi étrange que l'extérieur. Vous entrez d'abord dans l'écurie; d'un côté de l'écurie, trois ou quatre pierres disposées en escalier vous conduisent sur une estrade en bois, séparée de l'écurie par une balustrade; au fond de l'estrade, une grande cheminée sert à la fois de fenêtre, de chauffoir et de lampe. Des deux côtés de la cheminée et le long de la balustrade, deux divans s'étendent sur toute la longueur de la pièce. Un tapis couvre le plancher au milieu; d'autres

tapis, de petits matelas et des coussins couvrent les divans, et c'est dans de pareilles chambres, c'est sur ces coussins et ces matelas, que nous cherchons le repos depuis notre départ d'Angora. Je ne sais quel effet cette description produira sur vous, mais je vous affirme que je me suis trouvée cent fois plus mal à l'aise dans mainte auberge d'Europe que dans ces taudis turcomans. Les boiseries sont d'ordinaire propres et luisantes, les tapis sont parfois d'une grande beauté; enfin, une seule nuit de combat contre les puces exceptée, nous n'avons jamais eu à nous plaindre du défaut de propreté de ces humbles demeures.

« Ce dont je souffre, moi, c'est du manque absolu d'air et de lumière, mais les trois quarts des gens se passent aisément de l'un et de l'autre, surtout en hiver. Ce qui est aussi fort désagréable, c'est le mauvais accueil que vous font les Turcomans. Ils ne font pas un geste, ils ne vous répondent pas un mot, ils ne vous donneraient pas une goutte d'eau si vous ne payiez d'avance et à des prix fous. Ils vous volent ensuite, et s'ils l'osaient, ils vous écorcheraient pour vendre votre peau. Lorsqu'on est habitué à la bonhomie des Turcs et aux grandes manières des Kurdes, ces chenapans de Turcomans vous révoltent. Il faut pourtant les ménager, car les gardes qui vous accompagnent ne suffiraient pas à votre sécurité, si vous aviez l'imprudence ou le malheur de leur déplaire particulièrement.

« Je ne cours aucun risque de devenir jésuite; je ne saurais non plus être accusée de plagiat vis-à-vis des Turcs, mais depuis mon départ du tchifflick, le fameux « inch'Allah » des Turcs, ou son correspondant dans toutes les langues que je connais, me vient sur les lèvres aussi souvent qu'au plus dévot des Osmanlis. C'est qu'en effet, il est impossible de ne pas sentir à chaque instant notre propre impuissance et notre dépendance absolue d'une volonté et d'une force supérieure et bienfaisante. Vous avez beau avoir des gardes, de l'argent et de l'intelligence, vous êtes entouré de dangers auxquels vous ne pouvez rien. Si le vent du Nord s'élève tout à coup dans ces plaines de glace que vous traversez chaque jour et qu'il gèle votre sang dans vos veines, qu'y pouvez-vous? Si ce gros nuage crève sur votre tête et transforme en peu d'instants la campagne environnante en un vaste marais, qu'y pouvez-vous?

Regardez aussi loin que votre œil peut atteindre, pas un abri, pas même un arbre. Si votre cheval fait un faux pas, s'il refuse d'avancer, s'il succombe à la fatigue, qu'y pouvez-vous? Si le village auquel vous vous arrêtez, est habité par de vrais Turcomans, si les habitants vous ferment leurs portes et vous refusent un morceau de pain, qu'y pouvez-vous? Si, enfin, vos propres forces vous abandonnent, si vous tombez malade en route, ou dans un de ces sombres villages, qu'y pouvez-vous? Rien et toujours rien. De semblables accidents peuvent arriver partout en voyage; mais en pays civilisé, on les appelle des désagréments, on s'arrange et on en est quitte pour quelques heures d'ennui. Mais ici, tout est grave, car les plus tristes résultats sont toujours à la porte, tout près de vous, et le moindre accident suffit pour les déterminer. Quoi donc de plus naturel que d'invoquer constamment le seul pouvoir capable de vous protéger? Lorsque le soleil perce et dissipe les nuages qui s'amoncelaient sur votre tête, lorsqu'un air tiède et doux remplace tout à coup le vent glacé qui vous pénétrait jusqu'aux os; lorsque votre hôte vous accueille en souriant; lorsque votre cheval bondit vers vous, réconforté par une nuit de repos; lorsque, vous-même, après une journée de fatigues et de souffrances et une nuit d'un sommeil douteux, vous vous retrouvez au matin frais et dispos, prêt à endurer de nouvelles privations, vous remerciez Dieu du fond du cœur, et vous dites : « j'arriverai au terme de mon pèlerinage, inch Allah! (s'il plaît à Dieu). » Il y a quelque chose de consolant et de fortifiant dans ces rapports de tous les instants entre Dieu et sa créature, et c'est là l'un des plus grands charmes de la vie du désert.

« A propos de désert, nous sommes de drôles de gens, nous autres civilisés. Nous apprenons, nous enseignons la géographie et nous plaçons tant de confiance dans les notions que nous avons apprises, que nous ne révoquons pas en doute leur exactitude. Prenez, je vous prie, une carte de l'Asie-Mineure, la meilleure et la mieux faite, et étudiez les deux provinces de la Galatie et de la Cappadoce. Que voyez-vous? Une chaîne de monts, appelée *Elma Dagh*, les sépare un peu au-dessous d'Angora, mais à partir de cette chaîne jusqu'aux environs de Césarée où commence l'Anti-Taurus, vous n'apercevez rien que du papier blanc; d'où vous concluez que toute cette

partie de la Cappadoce est un pays plat, sans la moindre montagne, ni la moindre petite ville. Je viens de la traverser, cette prétendue plaine déserte et je vous écris aujourd'hui d'une ville d'à peu près 40 000 âmes, située juste au centre de celle-ci. Or, je puis vous garantir qu'il n'y a pas au monde de pays moins plat que la Cappadoce. Nous avons voyagé pendant sept jours, toujours au milieu de hautes montagnes couvertes de neige, dont aucune carte ne porte la moindre trace. Quant aux gens du pays, ils vous disent bien que cette montagne s'appelle la Montagne du Seigneur, cette autre, le Dos du loup, cette autre encore, le Beieret montagne, mais ne leur parlez pas de chaîne, ils n'ont aucune idée de notre système de classer les montagnes de cette façon et ils vous répondront tout bonnement que les montagnes ne sont pas des chaînes et voilà tout.

« Un mot sur votre dernière lettre. Les événements qui viennent de s'accomplir sous vos yeux, vous ont étonné, dites-vous, mais vous n'ajoutez pas s'ils ont été ou non selon votre cœur. *Vous m'en parlez comme s'ils devaient me rouvrir les portes de la France*, et cela me porte à croire que vous ne les blâmez pas. D'autre part, au contraire, on me félicite de mon absence et on me dit que mon séjour à Paris, dans les circonstances actuelles, ne serait pas sans de grands dangers. Comment juger à cette distance? Le temps éclaircira mes doutes. Nous verrons quelle route le Président, aujourd'hui tout-puissant, choisira. Je ne comprends guère la résistance en France, avec l'exil des hommes qui l'ont pour ainsi dire inventée et qui sont les seuls, à mon avis, capables de la soutenir. L'exil de M. Thiers est à coup sûr un coup de poignard pour mon pauvre Mignet et, à ce titre, c'est un chagrin pour moi. Cette considération à part, je serais tentée de voir dans cette mesure le gage d'un changement de système. Quoi qu'il en soit, je ne puis qu'attendre les événements sans parti pris à l'avance, ni préventions, et à m'y conformer, quand ils seront accomplis. Dieu veuille que les choses tournent comme vous l'espérez et comme je le désire ! Dieu veuille que je sois bientôt réinstallée auprès de vous ! Si la chute de Reschid Pacha, qui n'est que le contre-coup de la retraite de Lord Palmerston et des événements de décembre, n'amène aucun changement défavorable dans la position des Francs en Orient et y possédant des biens, les soins à donner à mon tchifflick ne me retiendront pas loin de vous plus longtemps que ne l'exigeront

les affaires politiques. J'ai maintenant un bon directeur des travaux d'agriculture, un Alsacien avec sa femme et quelques paysans, lesquels me remplaceront, et au delà, dans la direction régulière de mon exploitation.

« Ma santé est assez bonne, quoique le voyage me fatigue cette fois plus que par le passé. L'âge vient, mon cher frère, et les forces diminuent tout doucement, sans que l'on s'en aperçoive. La saison est d'ailleurs peu favorable à un voyage comme celui-ci, mais il fallait choisir entre le froid dans l'Asie-Mineure ou une chaleur dévorante en Syrie, et j'ai choisi l'inconvénient dont il est possible de se garantir jusqu'à un certain point. Quant à Marie, elle prend le voyage comme une partie de plaisir : montée sur son petit cheval de Midilli, suivie de ses lévriers, elle est heureuse et ne s'aperçoit guère si le pays qu'elle traverse est ou n'est pas boisé, si la neige est durcie sur le sol, si l'air est tiède ou le soleil brûlant. Elle jouit peu des beautés de la nature, mais en revanche elle ne souffre aucunement de la fatigue, ni des privations. J'espère que la vue des lieux qu'elle va visiter, développera en elle des sentiments et des pensées qui sommeillent encore et qu'il serait temps d'éveiller. Elle fera sa première communion à Jérusalem et j'espère que ce grand acte de la vie d'une jeune fille ne demeurera pas sans effet.

« Adieu, mon cher frère, cette lettre sera mise à la poste à Césarée, car je craindrais de la perdre en la confiant à quelque Turcoman. Donnez-moi de vos nouvelles avec suite et avec détails, car toutes tristes qu'elles soient pour moi, elles me sont nécessaires. J'ai besoin de vous suivre en esprit partout où vous marchez, fût-ce même sur la voie des souffrances. Aimez-moi, songez à moi et croyez-moi toujours votre sœur dévouée

« CHRISTINE. »

A Jérusalem, où elle arrive au commencement de mai, une longue réponse de son « frère » attendait la voyageuse. Il ne se bornait pas à lui dire, pour satisfaire la question qui lui était posée, si le coup d'État s'était ou non produit « suivant son cœur », il donnait sur ses causes et ses résultats une véritable consultation d'historien.

Sans date (avril 1852).

« Ma chère sœur,

« Je vous remercie de votre peinture si vivante des Turcomans, de leur pays et de leur manière de voyager dans les mon-

tagnes de la Cappadoce, et je me promets un grand plaisir du récit de votre pèlerinage, de vos impressions à l'aspect des Lieux saints et de toutes les solennités qui, à cette heure, ont eu lieu devant vous et en partie pour vous. L'idée de faire dater de là un commencement de vie nouvelle, plus intérieure et plus remplie de réflexions pour Marie, est une très belle idée que je vous engage à continuer, en la nourrissant par des conversations et des lectures qui appellent et rallient tout ce qu'il y a de sérieux et d'élevé dans son jeune esprit.

« A côté de ce vœu, j'en ai dans le cœur un autre, dont l'accomplissement, selon mes désirs, devrait être prochain, c'est celui de votre retour. Mais, hélas! ma chère sœur, je suis encore timide à parler là-dessus, parce que je ne vois pas bien quel point de vue vous envisagez et comment vous mesurez à cet égard le possible et l'impossible. Nous venons de subir une révolution par coup d'État, qui a retourné la France comme un gant; tout ce qui était présent, il y a cinq mois, est maintenant passé et archi-passé; tout ce qui était soleil levant à cette époque est un je ne sais quoi qui n'a plus de nom. Enfin, la liberté constitutionnelle, ce culte des esprits droits et des âmes bien réglées, a disparu dans le même naufrage avec la liberté démocratique, l'anarchie et le socialisme de 1848. Si vous reveniez, tout vous paraîtrait changé : ce sont d'autres partis, d'autres rôles, un autre langage; vous verriez l'agitation là où elle n'était pas et vous ne la verriez plus là où elle était : quant à l'appui que vous pourriez trouver pour vos espérances patriotiques, c'est vous qui, étant sur les lieux, sauriez découvrir cela. Ce dont je suis à peu près certain, c'est qu'il n'y a pas ici l'ombre de danger pour votre sûreté personnelle. Vous n'êtes d'aucun parti français, vous êtes Italienne avant tout. Les persécutés du jour sont les orléanistes et les républicains rouges : orléaniste, vous ne l'êtes guère, si je ne me trompe; républicaine, vous l'avez été pendant trois mois et ce n'était pas pour la France. Ainsi, autant que j'en puis juger et quoique nous ayons l'épouvantail d'un ministère de la Police, vous ne recevriez ici, de quelque part que ce fût, qu'un accueil convenable et de bonnes paroles.

« Je ne vous ai rien dit de mon sentiment sur le coup d'État et ses suites, parce qu'alors on ouvrait toutes les lettres et que je ne voulais pas signaler notre correspondance à l'attention de

l'autorité. Aujourd'hui, il y a beaucoup moins de risques, sinon une sécurité parfaite ; je vous dirai donc que j'ai vu disparaître le régime parlementaire, ce rêve de ma jeunesse, cet objet de tous mes vœux de publiciste, avec une douleur véritable, combattue, mais non tempérée, par le sentiment de l'horrible danger social vers lequel nous marchions à grand pas. Je me suis trouvé dans l'état d'un homme qui se sent la vie sauve et qui sent aussi qu'il a perdu tout ce qui faisait le prix de sa vie. Je n'ajoute rien à ce peu de mots; si vous venez, vous verrez. Vous verrez Mignet, ayant de plus que moi une grande souffrance d'amitié et le chagrin d'espérances évanouies, que moi je ne partageais pas. C'est parce qu'il lui serait impossible, en vous écrivant, de retenir sa plume et de ne pas parler à cœur ouvert, qu'il ne répond pas à votre dernière lettre, dont il a été vivement touché. Il ne se sent pas suffisamment libre, et, comme la nécessité des réticences lui pèse, il me charge de vous dire en son nom ce qu'il vous dirait lui-même. Je n'ai pas de nouvelles de Mme Jaubert, à qui j'ai fait demander, il y a un mois, si elle avait une lettre de vous, en la priant de m'écrire un mot là-dessus et qui ne m'a pas répondu. M. de Laprade est venu, il y a deux jours, pour me parler de vous. Il est marié depuis quelques mois à la fille de M. de Parieu, ancien ministre de l'Instruction publique, aujourd'hui conseiller d'État. Tout le monde vous désire; votre maison vous attend; si vous vous décidez à la revoir, donnez des ordres par le prochain courrier, pour qu'on la prépare selon vos désirs.

« AUGUSTIN THIERRY. »

Quelle impression avait produite la Ville sainte, le pays consacré par l'adoration des âges, sur l'esprit à la fois mystique et positif, sceptique et passionné, de la princesse ? A s'en rapporter aux aveux inscrits dans *Asie-Mineure et Syrie*, ce fut celle d'une profonde désillusion, d'une « épreuve » pénible et singulière : « C'est en vain que j'évoquais les grands souvenirs de la Bible et de l'Évangile, rien ne réussissait à exciter en moi cet enthousiasme que tant d'âmes d'élite avaient éprouvé en face des mêmes lieux. » Pareil désenchantement apparaît suspect, à le comparer au tableau de ses émotions premières.

Commencée le 1er juin et fermée le 15 juillet 1852.

Damas.

« Mon cher frère,

« Voilà plus d'un siècle que je ne vous ai pas écrit, mais mon silence n'est pas sans excuse. Mon arrivée et mon séjour à Jérusalem m'ont laissée dans une atmosphère si étrange que je craignais d'en sortir en l'analysant, ou seulement en m'en entretenant avec vous. Qu'est-ce que ce charme attaché à une ville déserte, à un paysage dépouillé et désolé? Je ne vous le dirai pas, mais ce charme existe et il est d'une grande puissance.

« Le jour de mon arrivée à Jérusalem, et à mesure que je m'approchais de la vieille cité, je me rappelais les descriptions que j'en avais lues dans plusieurs auteurs et surtout l'exposé des émotions qu'ils avaient éprouvées, en découvrant pour la première fois la montagne de Sion, etc., etc. L'un s'était prosterné contre terre, l'autre avait poussé des cris d'enthousiasme, celui-ci avait improvisé des vers, celui-là se sentait poussé en avant par une force invisible, à mesure qu'il dévorait l'espace. Où donc tout ce monde a-t-il été chercher ses émotions? me demandais-je avec tristesse; à quelle source les ont-ils puisées? Et pourquoi cette source est-elle desséchée pour moi? Et je continuais lentement ma route, doutant d'autrui, doutant de moi-même, lorsqu'en atteignant une hauteur, mes guides s'écrièrent *El Gods* (la Sainte) et je me trouvai en effet vis-à-vis de la cité des prodiges, vis-à-vis le mont des Oliviers, le temple de Salomon et tant d'autres merveilles. Que vous dirai-je? Il me sembla que le cœur me montait dans la gorge et je me pris à pleurer comme une enfant. Pourquoi? Comment moi, si froide et si sèche cinq minutes auparavant, étais-je maintenant aussi émue que ces étonnants voyageurs dont je vous parlais tout à l'heure? C'est ce que je ne saurais vous expliquer; mais toujours est-il qu'à partir de cet instant, je vécus dans un état de béatitude, jusqu'au jour où je repassai par cette même colline et où je perdis de vue les murs de Jérusalem.

« J'ai visité tous les lieux saints et je dois avouer que je n'en ai été que médiocrement satisfaite, à cause des réparations et des ornementations maladroites que les Pères de Terre Sainte ont cru devoir exécuter. Figurez-vous qu'on a enfermé

le Mont Calvaire dans une église, ce qui implique qu'on l'a aplani; au lieu de la grotte où les disciples de Jésus ont enfermé son corps, on aperçoit au milieu de l'église une chapelle en forme de dôme, dans laquelle se trouve un tombeau en marbre galonné d'or, recouvert de peintures et éclairé par une multitude de petites lampes à huile. C'est là le Saint-Sépulcre. Mais où donc est la grotte, où est la pierre, où est le roc? Il en est de même de la grotte où le Christ est né; de l'endroit où il fut déposé entre le bœuf et l'âne; de celui où les Mages l'adorèrent et de tant d'autres lieux. Du marbre, des tentures de brocart, des dorures, des peintures qui contrastent singulièrement avec la simplicité de l'histoire. Pourtant Jérusalem est là, c'est bien la ville de Jéhu, de David, de Salomon et de Jésus. Ce torrent desséché est bien le Cédron; cette étroite vallée qu'il parcourt, c'est bien la vallée de Josaphat; ces jardins sont bien le Jardin des Oliviers ; cette montagne est bien celle qui porte le même nom ; enfin le sceptique le plus acharné ne peut nier que c'est sur ce coin de terre que se sont passées les scènes mémorables dont le monde entier conserve encore l'empreinte. Pour moi, j'ai passé ce mois dans une espèce de rêve. Je vivais au milieu des souvenirs qui se confondaient avec ceux de mon enfance et de ma première jeunesse, je retrouvais des émotions muettes depuis de longues années ; mes doutes n'étaient pas détruits, mais ils étaient réduits au silence et n'exerçaient plus sur mon âme aucune puissance. Enfin, j'ai été heureuse pendant quatre semaines, et ce fut avec une douleur véritable que je brisai le charme en dirigeant mon cheval vers le Nord.

« Mon voyage de retour n'a pas été aussi heureux que mon premier voyage. J'ai attrapé près de Nazareth un coup de pied de mon cheval, un coup de vent du désert, un accès de fièvre et, à la suite de cela, un crachement de sang qui m'a mise fort bas. Après huit à dix jours de séjour forcé à Nazareth, je me suis remise en route pour Damas, en traversant ce qu'on appelle le désert, et qui est bien la plus belle province de Syrie. De si belles prairies, des eaux si claires, des arbres si touffus, des vallées si vertes, si ombragées, si secrètement cachées entre les monts! Mais en approchant de Damas, vous vous souvenez de Londres et de ces milliers de *cottages* entourés de jardins qui en composent certains faubourgs. Ici pourtant, ces jardins ne sont pas des jardinets, ce sont des parcs; les arbres ne viennent

pas dans des pots, ni dans des caisses : ce sont des orangers, des palmiers, des grenadiers et toute espèce d'arbres fruitiers. L'eau abonde, elle coule dans des fontaines, dans chaque cour, chaque jardin et chaque salle basse, si bien que le murmure des eaux vous suit partout à Damas, la nuit comme le jour. Je comptais ne passer ici qu'une semaine et voilà bientôt un mois que j'y suis, à cause de mes juments qui se sont mises toutes à accoucher les unes après les autres, ce qui m'oblige à toute sorte de précautions. J'avoue pourtant que je ne regrette pas cette halte. J'ai loué au jour une belle maison arabe avec un jardin presque aussi grand que celui de la rue du Mont Parnasse ; les chambres donnent sur une cour intérieure traversée par un ruisseau fontaine et ombragée par d'énormes citronniers et grenadiers qui tapissent extérieurement les fenêtres de ma chambre. Les oiseaux y font un tapage dont on ne saurait se faire une idée, avant d'avoir visité ces contrées.

« Je loge à quelques pas du général Guillon, sujet anglais, général hongrois et aujourd'hui pacha turc, grâce à Lord Palmerston, sans avoir renié sa foi. Il habite Damas avec sa famille, c'est-à-dire sa femme, son beau-frère et trois enfants. Nous nous sommes liés comme des êtres de la même espèce qui se rencontreraient dans un des pays découverts par Gulliver. Je donne des leçons de musique aux enfants ainsi qu'à Marie. Je les aide dans mille petits embarras par lesquels j'ai passé dans mon île déserte et dont ils ne savent comment se tirer, et j'en reçois en échange force gâteaux et pâtisseries allemandes, dont j'avais perdu le souvenir, mais non le goût. Partout, en Syrie, j'ai fait des connaissances agréables et j'ai été accueillie avec une sympathie dont j'ai été touchée. A Jérusalem même, où la société est principalement dévote et ecclésiastique, on m'a reçue les bras ouverts.

« Ma santé se soutient et celle de Marie prospère. Je ne vous parle pas politique occidentale aujourd'hui, parce que le temps me manque, mais je ne tarderai pas à vous adresser une lettre toute consacrée à la situation actuelle et à ses conséquences sur moi. Encore une fois adieu, et croyez-moi toujours votre sœur dévouée

« CHRISTINE TRIVULCE DE B. »

Malgré ses déceptions successives, Augustin Thierry conti-

nuait d'espérer le retour de son amie, entretenu dans sa confiance par les affirmations de Mme Jaubert. Les déclarations de la princesse après le coup d'État l'avaient arraché à cette illusion. Désespéré par la solitude qui de plus en plus s'élargissait autour de ses infirmités, il en ressentit un profond chagrin qui s'épanche douloureusement ici.

Sans date (octobre 1852).

« Ma chère sœur,

« Mon espérance était bien faible et pourtant j'ai ressenti une véritable peine, lorsque j'ai lu dans votre lettre ce que moi-même j'appelle mon arrêt. Cet arrêt dont je tâchais, depuis six mois, d'écarter la pensée, vous l'avez prononcé et vous n'avez pas fait comme les juges qui joignent toujours des motifs à leur sentence. Le coup m'aurait semblé moins rude, si j'avais entendu de votre bouche les raisons qui vous ont décidée à prendre un parti, sur lequel vous paraissiez hésiter il y a quelques mois. J'aurais écouté ces raisons, peut-être m'auraient-elles persuadé et si je ne les avais pas admises toutes, j'y aurais trouvé au moins une cause de résignation. Et puis vous ne me dites pas quelle voie vous allez prendre pour retourner à votre colonie, que je croyais affermée par vous à de braves gens qui ne comptaient plus vous revoir. Est-ce la voie de terre ? je le suppose, d'après ce que vous me dites de vos juments, et cela me fait peur. Vous avez eu, dans le premier trajet, tant de fatigues et tant d'accidents, que je ne vois pas sans tristesse les mêmes épreuves recommencer pour Marie et pour vous. J'aurais mieux aimé la voie de mer, mais qu'il soit fait selon votre volonté et que Dieu soit avec vous.

« Nous marchons au grand galop vers l'Empire ; la nation a pris le mors aux dents. Je ne suis pas prophète, mais j'ai dit au lendemain du 24 février que telle était la fin dernière de cette triste et incroyable folie d'une république française. C'était forcément l'anarchie et, pour en sortir, toutes les portes se trouvant fermées, hors une seule, on devait s'y précipiter. Le vote du 10 décembre 1848, que nos amis orléanistes regardaient comme une illumination de l'instinct national, menait, même sans coup d'État, au vote du 20 décembre, et comme les nations, une fois lancées, vont aussi droit et ne s'arrêtent pas plus qu'un boulet de canon, le 20 décembre c'était la restauration de la

dynastie impériale. Il se peut que mon métier d'historien me fasse illusion, mais je vois là une preuve de la puissance de l'Histoire dans les affaires humaines, qu'on imagine gouvernées avec la raison pure et la logique. Nous avions été séparés par une catastrophe imprévue de notre grande histoire, de celle de huit siècles; nous ne pouvions plus y rentrer, parce qu'elle était malheureusement divisée contre elle-même ; nous nous sommes amarrés à la petite, à celle du Consulat et de l'Empire, et nous nous y sommes accrochés, comme les gens qui se noient, avec frénésie. Voilà le fond des choses. On a beau rechigner en paroles et multiplier les épigrammes, il n'y a pas d'épigramme qui puisse prévaloir contre cela. Le 24 février portait en soi le 2 décembre et le 2 décembre portait l'Empire. La province et surtout les campagnes crient « vive l'Empereur! » avec enthousiasme ; je ne sais ce que va faire Paris au retour du futur Napoléon III.

« Et pendant que tout se prépare ainsi pour la quatrième dynastie, l'héritier de la royauté constitutionnelle et sa mère sont à Lausanne, échappés à un accident de voyage qui devait les enlever de ce monde. Leur voiture a versé dans un ruisseau gonflé par la pluie. La Duchesse d'Orléans en a été tirée asphyxiée, avec une clavicule rompue; les deux princes royaux n'ont pas eu d'autre mal que la submersion. Voilà l'image de ce qu'a fait pour eux et pour nous la fortune. Ils ont perdu le trône et nous la liberté, la seule liberté possible pour les grands États et la civilisation moderne. Et, chose plus bizarre peut-être, elle a quitté la France et prend racine dans une portion de l'Italie (1). Est-ce qu'au milieu de vos douleurs patriotiques, si légitimes et que je partage, vous ne comptez pas cela pour quelque chose de grand et d'heureux ? Pour moi, si j'avais mes yeux et mes jambes, je ne me tiendrais pas d'aller voir à Turin ce que, de mon vivant, la France ne retrouvera plus.

« MM. Thiers, de Lasteyrie, de Rémusat, tous les proscrits orléanistes ou républicains modérés sont revenus. Il ne reste en exil que des généraux de l'Assemblée nationale et des républicains rouges : M. Quinet et M. Victor Hugo sont du nombre. Vous avez d'anciens amis intimes parmi ceux qui ont prêté le fameux serment de fidélité et pris des positions plus ou moins

(1) Allusion au fameux *Connubio* Cavour-Ratazzi et au rappel du premier par Victor-Emmanuel II en octobre 1852.

hautes dans le nouveau régime. Le pauvre maréchal Exelmans était en très grande faveur ; il n'en a pas joui longtemps. Vous savez, je pense, qu'il est mort d'une chute de cheval ; son fils qui l'accompagnait dans cette funeste promenade est un des aides de camp du Prince, demain Empereur. Que de changements de situation et de vides vous rencontrerez parmi vos connaissances, quand vous reviendrez, ou plutôt si vous revenez, car je ne l'espère plus maintenant! Et moi, ma chère sœur, où serai-je alors ? Je ne dis pas que serai-je ? car je ne puis être que ce que vous m'avez vu : un fidèle et un pleureur de 1830. Mais les chances de la vie sont moindres pour moi que pour tout autre de mon âge. Les années coulent rapidement et si celle qui s'achève m'a donné moins de souffrances physiques que la précédente, elle me laissera horriblement triste et très fatigué moralement. Vous êtes dans un désert et vous l'aimez avec une persistance que je ne comprends pas bien ; moi, j'ai un désert au dedans de moi-même. Rien dans le présent, où je puisse me prendre, hélas ! et rien dans l'avenir ; mes journées sont lourdes à traîner. Pensez à moi et écrivez-moi, puisque vous ne pouvez pas faire davantage. Fixez un terme à cette absence, un terme quelconque. J'attendrai en comptant les mois et en faisant pour vous tous les vœux de bonheur et de santé.

« Votre frère d'affection

« AUGUSTIN THIERRY. »

DERNIERS JOURS AU TCHIFFLICK

Cependant le retour de la « pèlerine » vers sa ferme lointaine ne s'accomplissait point sans encombre. Ayant quitté la Méditerranée à Adana, elle s'avança vers Tarsos et Koniah, pour gagner les pays baignés par la Mer-Noire. Chemin faisant, elle eut à subir force mésaventures : ses chevaux crevèrent, frappés de maladies mystérieuses, son escorte se révolta, menaçant de l'abandonner, elle fut molestée par des brigands auxquels elle dut payer rançon. Pour comble de misère, Marie tomba sérieusement malade de surmenage et d'épuisement. Aussi est-ce avec une joie profonde, une gratitude infinie envers la Providence qu'elle se retrouve enfin chez soi, dans la paix reposante du tchifflick. « Pendant ces onze mois, j'avais traversé deux fois l'Asie-Mineure et la Syrie ; j'avais subi les rigueurs des frimas

d'hiver et l'ardeur d'un été d'Arabie, je ramenais tout ce qui m'était cher, moi-même je n'avais succombé ni aux privations, ni aux fatigues et je me sentais forte de mes souvenirs. Il y avait là de quoi rendre à Dieu de ferventes actions de grâces ; aussi m'enfermai-je dans ma chambre où je ne pus prononcer que ces mots : « Merci, mon Dieu, merci (1). »

Sa colère se réveille pour maudire une fois de plus l' « homme néfaste » à la tête de qui la France s'est jetée comme une « gourgandine ».

Ciaq-Maq-Oglou, 13 janvier 1853.

« Mon cher frère,

« Enfin le voilà achevé, ce terrible voyage et me voilà rentrée sous mon propre toit. Pendant la dernière partie de mon voyage, surtout après la maladie de Marie, j'avais perdu tout entrain et j'employais mes forces à ne pas perdre de vue le but auquel je tendais, de crainte de manquer de courage avant de l'avoir atteint. Je regardais à peine les pays que je traversais, car l'œil de mon esprit était constamment fixé sur Ciaq-Mac-Oglou ; et en vérité, je crois que si je m'étais accordé quelques instants de relâche, je ne serais pas arrivée. Combien de fois la tentation m'a prise de m'asseoir sur le bord de la route et d'y attendre je ne sais quoi, plutôt que de poursuivre cette série de fatigues, de privations et d'ennuis que l'on nomme un voyage en Orient ! Le seul désagrément que je n'aie pas rencontré, c'est le danger, un danger quel qu'il fût. Il y a des voleurs sans doute dans la patrie des Arabes, puisque tous les Arabes sont voleurs, mais ils ne s'attaquent guère aux Européens et jamais, que je sache, aux femmes. Aujourd'hui que je connais le pays et ses habitants, je le traverserais sans crainte, seule et sans défense, si je ne craignais l'ennui, le soleil, la soif et le vent du désert. On n'a rien négligé pour m'inspirer la terreur des bandits Arabes, Turcomans, Kurdes, Métualis, Druses, Anizi-Yedzid, etc., et j'avoue qu'au début j'ai été assez candide pour faire quelques détours, afin d'éviter les lieux les plus mal famés. Mais mes illusions n'ont pas été de longue durée et j'ai fini par marcher indifféremment sur les sentiers les plus glissants, comme sur des routes royales.

(1) *Asie Mineure et Syrie*, p. 424.

Pourvu qu'on ne porte pas beaucoup d'argent sur soi et que l'on se montre confiant et de bonne humeur, on ne court absolument aucun risque. Les voyageurs qui disent le contraire sont ou les dupes de leur imagination, ou des farceurs.

« J'ai reçu de temps en temps, pendant mon voyage, des nouvelles d'Europe, voire même de France et de Paris. Que vous dirai-je, mon ami? Je ne partage pas votre manière de voir sur la position qui m'attendrait à Paris. Vous voyez les choses de votre point de vue. Votre raison, vos souvenirs vous disent que vous devez regretter le régime parlementaire à la défense duquel vous avez voué vos plus belles années; mais votre cœur l'a vu disparaître sans peine. Le régime parlementaire avait porté des fruits qui vous effrayaient et qui vous ont dégoûté de l'arbre. L'arbre a été arraché et vous vous flattez que la graine de ces fruits à couleur sanglante est pour jamais disparue avec lui. Vous voyez la tranquillité, la sécurité dans ce qui a succédé au régime représentatif et vous vous félicitez de ne plus avoir à trembler pour la société. La résignation vous est plus facile que méritoire. Moi, je vois les choses tout autrement : je ne crains rien pour la société qui est aussi vieille que le monde et qui durera autant que lui. Je crois que certains progrès doivent être accomplis et je n'espère pas qu'ils puissent l'être sans secousse. Mais la secousse sera en raison directe de la résistance. La réaction qui triomphe aujourd'hui ne peut pas durer plus que ne durèrent l'ancien Régime, l'Empire, la Restauration et la maison d'Orléans. Un nouveau bouleversement aura lieu, n'en doutez pas, et il sera d'autant plus violent qu'il aura tardé davantage.

« La forme de gouvernement établie aujourd'hui en France répugne à tous mes sentiments, à toutes mes opinions; aucun prestige ne l'entoure et les moyens employés pour le faire triompher me semblent condamnables à tous égards. Comment vivrais-je sous la pression de la police impériale, en ayant journellement sous les yeux le spectacle de tant de turpitudes? Vous n'êtes pas Française, me dites-vous, et ce qui se passe en France ne vous intéresse pas. Vous vous trompez, mon ami. Certes, s'il était possible que mon pays fût libre, tandis que le vôtre ne l'est pas, j'irais habiter l'Italie et je détournerais les yeux de ce qui se passe en France. Mais l'asservissement de l'une entraîne nécessairement la servitude

et le morcellement de l'autre, et cette pensée suffirait à nourrir dans mon cœur le plus vif ressentiment contre l'homme médiocre et sans foi qui a comploté l'un et causé l'autre. Cette lettre sera probablement lue à la police, mais puisque c'est une discussion que je soutiens contre vous, je ne puis vous compromettre, et pour ce qui me regarde, je ne suis pas disposée à me livrer à la clémence du chef de l'État. J'ai vécu pendant plus de quinze ans sous Louis-Philippe, me direz-vous encore, pourquoi ne vivrais-je pas sous Napoléon III? Le cas est bien différent. Je n'avais pas de sympathie pour Louis-Philippe, mais il ne m'inspirait ni colère, ni mépris. Il était arrivé tout droit et par l'élection tacite du peuple aux Tuileries ; il s'y maintenait de son mieux, rien de plus simple : mais rappelez-vous les quatre dernières années qui viennent de s'écouler ; les protestations, les dénégations, les serments, les professions de foi... Ah! cela me soulève le cœur, et si j'étais à portée de me faire entendre, je ne cesserais pas de le répéter depuis le matin jusqu'au soir. Qu'en résulterait-il?

« Adieu, mon cher frère, aimez-moi et ne perdez ni courage, ni patience. Les événements nous ont séparés depuis quelque temps, ils peuvent nous tenir encore éloignés l'un de l'autre, mais ils n'auront jamais prise, ni sur mon cœur, ni sur le vôtre et, au premier éclairci, nous nous rejoindrons. Je vous serre tendrement la main et suis toujours votre sœur dévouée

« CHRISTINE. »

En rentrant au tchifflick, Mme de Belgiojoso avait trouvé son domaine dans le plus grand désordre. L'Alsacien « bon directeur d'agriculture », auquel, durant son absence, elle avait remis ses pouvoirs, s'était révélé incapable. Par suite de son défaut de surveillance, l'exploitation se trouvait en déficit et le gouffre pécuniaire se creusait tous les jours davantage. Pour surcroît d'infortune, l'exilée volontaire allait se voir bientôt privée du plus clair de ses ressources.

Le 6 février 1853, à l'instigation de Mazzini, un soulèvement populaire, aussitôt réprimé, avait éclaté dans les rues de Milan. Le châtiment fut immédiat et féroce : les potences autrichiennes reçurent une fois de plus leur tribut de martyrs. En outre, par une proclamation impériale du 18 février, tous

les biens des Lombards résidant à l'étranger étaient frappés de confiscation et placés sous séquestre. Bien que manifestement innocente de toute participation au complot, malgré sa rupture publique avec Mazzini, donna Cristina rentrait dans la catégorie des victimes atteintes par le scandaleux arbitraire de Vienne.

Elle reçut avec grandeur d'âme l'annonce de son malheur, témoignant orgueilleusement sa volonté de vivre désormais des revenus de sa plume. Noble et méritoire fermeté dont il faut se garder toutefois, nous l'avons dit, d'être la dupe trop complaisante.

« Ciaq-Maq-Oglou, 6 avril 1853.

« Mon cher frère,

« Je ne vous écrirai aujourd'hui que deux mots, car j'ai une multitude de lettres à écrire, relatives à la belle nouvelle que mon ami M. Pastori vient de m'annoncer. Je veux parler du séquestre mis sur mes biens. Je ne veux pourtant pas vous laisser ignorer que j'ai supporté ce coup sans désespoir, ni abattement. Puisque je n'y puis rien, je tâche de ne pas y penser et je travaille à force pour tenir mon esprit occupé ailleurs.

« Il me faut donc redemander des ressources à ma plume. Dites, je vous prie, à M. Buloz que j'ai dans mon tiroir deux ou trois nouvelles véritablement orientales, dans lesquelles le caractère et les mœurs intérieures des familles turques sont peintes avec vérité. S'il ne les repousse pas, je vous en enverrai deux. S'il n'en veut pas, tâchez de trouver quelqu'un qui ne soit pas aussi difficile. J'ai aussi des notes sur mon voyage qui peuvent être transformées en ce qu'on voudra. Mais je ne voudrais pas leur donner une forme avant de savoir si elle conviendrait, car vous savez combien les retouchages me sont pénibles et laborieux.

« Et maintenant, adieu. Écrivez-moi, donnez-moi de vos nouvelles, et des nouvelles en général le plus que vous pourrez, et n'oubliez pas votre pauvre sœur qui vous aime bien.

« Toute à vous.

« CHRISTINE. »

Augustin Thierry joua donc une fois de plus auprès de François Buloz son personnage d'intermédiaire obligeant. En lui faisant part de ses démarches, il ne dissimule pas à Christine

Belgiojoso les difficultés de la tâche qu'elle veut entreprendre, combien il est malaisé et pour autant dire impossible de prétendre, du fond de la Cappadoce, écrire pour la France et l'opinion française.

7 juin 1853.

« Ma chère sœur,

« Je suis certain que vous m'avez compris au nombre de ceux qui ont pris la part la plus vive au malheur dont vous venez d'être frappée d'une manière si étrange et si imprévue. Tout ce que je vois de personnes, au courant des nouvelles et des propos diplomatiques, s'accordent à dire que cet incroyable coup de despotisme révolutionnaire ne tiendra pas dans sa rigueur absurde. Français et Italiens, tous vos amis s'accordent à espérer pour vous une levée de séquestre plus ou moins prochaine, plus ou moins complète peut-être, mais enfin une atténuation.

« A part tous mes désirs et dans le seul intérêt du travail littéraire productif que vous avez la volonté d'entreprendre, je ne puis m'empêcher de regretter vivement la résolution qui vous retient là où vous êtes. A de pareilles distances, toute publication est difficile. On ne peut ni s'entendre avec son éditeur, ni bien connaître son public, chose très nécessaire quand on écrit, pour marcher hardiment et ne pas faire d'école. Il y a danger de s'orienter mal, en préjugeant un état de l'opinion qui n'existe plus, et il y a danger de perdre son temps à des travaux bons en eux-mêmes et qui seront refusés comme inopportuns. Enfin la lenteur nécessaire des communications de tous genres est une dernière difficulté après toutes les autres. Selon moi, c'est une chose difficile que d'écrire pour Paris, quand on habite la province. J'ai sous les yeux plus d'un exemple des tiraillements et des dissonances que cela produit. Je ne puis m'empêcher de croire que vous entreprenez l'impossible; je dis l'impossible, quand je me tâte moi-même; peut-être ferez-vous ce que je n'oserais pas essayer.

« Je mets fin à cette homélie dissertative qui, je le crains bien, vous ennuiera, pour venir au fait, c'est-à-dire à ma commission auprès de M. Buloz. Pour ce qui est des nouvelles turques, il les accepte en examen et vous pouvez les envoyer toutes, cela vaudra mieux qu'un simple échantillon. S'il les trouve bonnes pour la *Revue*, il prendra sur lui les retouches

à faire : vous ne serez pas ennuyée de cela. Quant au voyage, il sera reçu de même en examen; donnez-lui la forme que vous jugerez la meilleure; cette forme pourra bien être modifiée, vous devez vous y attendre, et il faut, de toute nécessité, que vous donniez carte blanche là-dessus; rien, je vous le répète, ne vous sera renvoyé en correction. Il y aura, pour chaque article, de deux choses l'une, ou refus, ou acceptation, et tout ce qui aura été accepté sera payé.

« Mais, hélas! pour entrer sérieusement et productivement dans la vie littéraire, il faudrait que vous revissiez l'Europe tout au moins, sinon la France, car l'état des esprits et le goût du public ont bien changé depuis quatre ans. Le parfait, à cet égard, serait d'être ici même.

« Votre propriété (1), ma chère sœur, est mise en vente et la déclaration en a été faite chez le notaire; de plus, votre pavillon est à louer et il y a un écriteau sur la porte. Des locataires plus ou moins sérieux viennent le visiter et leur rencontre par le jardin, ou ce que j'apprends de leur venue, ne laisse pas que de me produire des impressions contre lesquelles je lutte avec plus de courage que de succès. Vous savez ce que cela est pour moi, vous le savez certainement et cette pensée, qui me console, me soutiendra. J'aurai de la force, je l'espère, quoi qu'il arrive, et je ferai mon devoir qui est de ne pas vous attrister par la moindre expression de regrets.

« Votre frère qui ne le sera plus que de loin, mais toujours de cœur

« AUGUSTIN THIERRY. »

Cette lettre n'était pas encore arrivée à Ciaq-Maq-Oglou que survenait un événement brutal, provoquant chez donna Cristina une pénible crise physique et morale, dont les suites, jointes aux ennuis d'argent entraînés par le séquestre mis sur ses biens, devaient finalement triompher de sa résolution et la déterminer au retour.

Par mesure d'économie, Mme de Belgiojoso avait décidé le renvoi d'un des ouvriers italiens employés à la ferme. Le 30 juin, pendant qu'elle travaillait dans son cabinet, cet homme se glissa derrière elle et la frappa de sept coups de stylet, l'attei-

(1) L'hôtel et le pavillon de la rue du Montparnasse.

gnant grièvement à la nuque et à la poitrine. L'arrivée de Marie, en mettant le meurtrier en fuite, l'empêcha d'achever sa victime. Les blessures étaient sérieuses : celle du cou ne permit plus à la princesse de redresser complètement la tête qu'elle porta désormais légèrement penchée sur l'épaule gauche; celle du sein lui causa longtemps des souffrances aiguës. Éloignée de tous secours médicaux, l'assassinée dut se soigner elle-même. Bien lui prit alors de retrouver les connaissances élémentaires de chirurgie qu'elle avait acquises dans les hôpitaux de Rome. Mais c'était une âme fortement trempée que la descendante de Jacques Trivulce : trois jours après sa funeste aventure, elle trouvait la force de rassurer ses amis :

Ciaq-Maq-Oglou, 3 juillet 1853.

« Mon cher frère,

« Je vous écris ces deux mots pour vous prévenir que, dans le cas où vous liriez dans quelque journal un affreux paragraphe sur mon compte, vous n'en devez croire que la moitié. Le paragraphe serait à peu près conçu en ces termes : « La princesse de Belgiojoso a été assassinée en son tchifflik d'Asie Mineure; au départ du courrier, elle était à la mort (1). »

« Il est donc vrai que j'ai été assassinée, puisque j'ai reçu sept coups de poignard, dont l'un au flanc gauche, l'autre en travers de la moelle épinière et un troisième au sein gauche. Les blessures de la cuisse et celles de la main, quoique les plus larges, ne sont rien, comparées aux autres. L'assassin n'est ni un Turc, ni un Arabe, ni un Grec, ni un Arménien, ni un Kurde, ni un Asiatique enfin, c'est un Italien, un Lombard de Bergame qui était chez moi en qualité de garde-magasin depuis près de deux ans, auquel j'avais sauvé la vie dans une longue maladie qu'il fit en arrivant, qui m'avait été vivement recommandé par un autre Italien que Pastori connaît, considéré et respecté, et qui n'avait jamais eu qu'à se louer de moi. Pourquoi a-t-il fait cet affreux coup? Je l'ignore, si ce n'est par simple férocité. Du reste, il est entre les mains de la justice, qui le soupçonne d'avoir été soudoyé par l'Autriche, et nous verrons ce qu'elle en tirera; mais, pour mon compte, je

(1) A quelque temps de là, les journaux annoncèrent en effet la mort de la princesse.

suis convaincu qu'il n'a agi que d'après l'inspiration de son affreuse nature.

« Et maintenant, vous me direz : comment vivez-vous? comment votre main est-elle si ferme? depuis quand êtes-vous blessée? Pour tous les détails, je vous renvoie à Mme Jaubert. Je vous dirai seulement que c'est aujourd'hui le quatrième jour depuis l'attentat, qu'aucune des blessures ne doit avoir pénétré au delà des chairs, puisque je n'ai ni fièvre, ni enflure, ni douleurs intérieures, ni palpitations, ni irrégularité de pouls, ni oppression, ni quoi que ce soit au monde, si ce n'est le côté gauche de la poitrine légèrement endolori. Dieu m'a sauvée si miraculeusement, que son intervention ne peut être révoquée en doute par aucun de ceux qui m'ont vue cette affreuse soirée et qui me voient maintenant. J'ai cru, tout le monde a cru que j'allais expirer à l'instant même; je suis à peu près aussi bien que si je n'avais pas été blessée, car je compte pour rien le picotement des entailles extérieures. Le coup visé au bas-ventre a rencontré l'extrémité de l'os de la hanche et s'est arrêté; celui dirigé au cœur a rencontré le sein, et comme le coup était porté de bas en haut, au lieu de trouver de la résistance et de s'enfoncer dans le cœur, il a enlevé le sein, qui est monté au bout du poignard, et le poignard est ressorti à quelques lignes de distance du point où il était entré. Celui qui a été porté au travers de la moelle épinière a rencontré les plis de ma robe et n'a fait qu'effleurer les chairs dans une longueur d'environ deux pouces et demi. J'ai perdu énormément de sang, non seulement par mes blessures, mais par la saignée et les sangsues, car je craignais les épanchements intérieurs. J'ai bon appétit, je suis levée, quoique je ne puisse marcher à cause de ma cuisse et de ma hanche; enfin je suis à peu près aussi bien qu'avant l'accident, et j'ai, de plus, une si vive reconnaissance pour la protection éclatante que Dieu m'a accordée, que mon cœur est en prosternation perpétuelle devant lui. Hier encore, je me demandais à moi-même si tout cela n'était pas un rêve; j'ouvre au hasard ma Bible et je tombe sur ce paragraphe : « Je vous dis ceci : quand vous demandez quelque chose, si vous le demandez en priant, avec la certitude de l'avoir, vous l'obtiendrez. » Voilà qui rend raison de ce que ce fait a d'étrange, car nous étions deux qui priions avec confiance ce soir-là, Marie et moi.

« Adieu, mon ami; adressez-vous à Mme Jaubert pour tous les détails, mais soyez sans aucune inquiétude. Dans quelques jours je reprendrai mes travaux. En attendant, je vous embrasse fraternellement sur le front.

« Votre sœur dévouée

« CHRISTINE. »

Un mois plus tard, la souffrance et l'isolement, compliqués d'une gêne pécuniaire grandissante, commencent à faire chanceler une volonté jusqu'alors opiniâtre. Ce que n'ont pu obtenir les instances de ses amis, les rigueurs de l'Autriche vont enfin l'emporter. La princesse envisage à présent la fin de son exil. Cependant elle se montre encore hésitante et justement inquiète :

Ciaq-Maq-Oglou, 2 août 1853.

« Mon cher frère,

« Il m'a été impossible de répondre plus tôt à votre dernière lettre, dans laquelle se trouvait la lettre de crédit pour trois mille francs (1). Je ne comprends pas bien d'où me vient cet argent, mais, de quelque part qu'il m'arrive, il est le bienvenu, car les trois derniers mois que je viens de passer sans le sou resteront gravés longtemps dans ma mémoire parmi les plus pénibles de ma pénible vie. Mais voici une question bien grave qui vient de m'être posée, que je n'ai pas encore résolue et que je ne résoudrai pas sans connaître votre pensée, celle de Mignet et de Mme Jaubert. Pastori m'écrit que toutes ses démarches auprès du maréchal Radetzky pour obtenir, soit la levée du séquestre, soit une pension alimentaire, n'ont obtenu aucun succès. Les promesses qui avaient été faites tout d'abord aux représentants du Piémont et de l'Angleterre ont été bientôt oubliées. Mais ce n'est pas tout. Deux réfugiés milanais en Piémont, deux hommes placés dans la même catégorie que moi, mais de nulle importance politique, ont demandé la permission de rentrer à Milan, et non seulement ils l'ont obtenue, mais le séquestre a été levé à leur arrivée. Or donc le Gouvernement répondra aujourd'hui à toutes les demandes ayant la levée du séquestre pour objet, que la voie par laquelle on peut obtenir cette faveur est ouverte,

(1) Allusion à un billet envoyé par le Dr Graugnard sur l'ordre d'Augustin Thierry, et qui contenait une traite de trois mille francs, produit d'une vente de valeurs appartenant à la princesse.

qu'il n'y en a point d'autre, qu'il faut rentrer et qu'une fois rentré on aura ses biens. Voilà l'ultimatum que m'a transmis Pastori. Que faire? Puis-je me livrer à l'Autriche? Quelles garanties puis-je en obtenir? Puis-je même lui en demander? Et, lors même qu'elle ne me ferait aucun mal aujourd'hui, puis-je espérer qu'au moindre mouvement, à la moindre apparence de révolte, elle ne mettra pas la main sur moi et ne m'envoie tout le moins dans une forteresse de Silésie ou de Galicie? Si je m'étais trouvée à Milan lorsque cette malheureuse tentative a eu lieu, ne l'aurait-elle pas fait? Marie est maintenant assez âgée et sa raison est assez mûre pour que je mette aussi en ligne de compte ses sentiments et sa manière de voir, et la pauvre enfant pâlit à la seule pensée de me savoir au pouvoir des Autrichiens. D'autre part, si telle est l'irrévocable résolution de l'Autriche, comment lui résister? Ne passera-t-elle pas du séquestre à la confiscation, et la confiscation, n'est-ce pas la ruine de Marie?

« Le présent n'est pas ce qui m'inquiète le plus, c'est l'avenir. Que deviendrons-nous? Après de mûres et douloureuses méditations, je me suis décidée à ne rien hâter et à gagner au moins du temps. J'ai donc écrit à Pastori que rien au monde ne me ferait plus de plaisir que de rentrer chez moi, et que, dans le cas où le Gouvernement s'engagerait à ne pas faire remonter ses recherches au delà de 1848, je ne ferais aucune difficulté de me placer en son pouvoir. Mais j'ai ajouté que, pour faire un aussi long voyage, il fallait des forces et de la santé, et qu'on ne pouvait avoir ni les unes, ni l'autre, en sortant de recevoir sept coups de stylet, dont l'un dans le bas-ventre, et l'autre au côté gauche de la poitrine; que je ne pouvais envoyer de certificat de médecin, n'ayant pas d'argent pour en consulter un, mais que si le Gouvernement le veut, il n'a qu'à ordonner à son internonce à Stamboul de m'en envoyer un, à ses frais bien entendu; qu'il m'est impossible de préciser l'époque à laquelle je serai en état d'entreprendre un voyage, et que cette époque sera bien plus éloignée qu'elle ne le serait naturellement, si le Gouvernement persiste à me refuser les moyens de me faire soigner et vivre paisiblement.

« Je m'occupe en attendant de la *Revue des Deux Mondes*. Je copie et fais copier mes nouvelles (1) et j'écris mes lettres sur

(1) Elles parurent dans la *Revue* sous le titre de *Récits turco-asiatiques*, du 1er février 1856 au 15 mars 1858

mon voyage. Je pense vous envoyer la première par le prochain courrier, mais je m'aperçois que je suis dépaysée. N'importe, je me referai. Je vous prie seulement, dans le cas où vous jugeriez ma première lettre mauvaise et non acceptable par la *Revue*, ne risquez pas un refus qui laisse toujours après soi une impression défavorable, et dans celui qui le fait, et dans celui qui l'essuie. Jetez la lettre au feu et écrivez-moi par où j'ai péché. Je me corrigerai et je ferai mieux.

« Adieu, mon cher frère, communiquez cette lettre à Mignet et à Mme Jaubert ; causez tous trois de l'Autriche et dites-moi votre pensée sur elle et sur moi. Quand j'aurai devers moi tous les matériaux, tous les éléments d'une détermination, peut-être Dieu m'éclairera. Je vous serre tendrement la main, avec un secret pressentiment que le jour de la réunion approche. Écrivez-moi et hâtez l'envoi des livres, je vous en supplie.

« Votre sœur dévouée

« CHRISTINE. »

Force difficultés doivent encore retarder l'instant de ce retour en Europe. La vente des maisons du Montparnasse ne se concluait pas. Impatientée et surtout accablée par l'ennui qui jette maintenant ses « voiles funèbres » au tchifflik, elle se décide enfin à contracter un emprunt hypothécaire, annonçant aussitôt sa résolution à Augustin Thierry, lui faisant part en même temps des impressions qui lui a procurées la lecture du *Tiers État*.

Ciaq-Mac-Oglou, 27 février 1854.

« Mon cher frère,

« Je ne vous ai écrit que deux mots par le dernier courrier parce que la copie de mon article m'avait menée jusqu'au moment du passage de la poste et le temps d'écrire une plus longue lettre me manquait. Je vous ai pourtant dit un mot de notre avenir parce que je ne me sentais pas la force d'attendre plus longtemps. Je ne serai certainement pas à Paris pour le terme de juillet, et ce sera à peu près à cette époque que je quitterai le tchifflick. Avant de partir et de laisser ce lieu à une autre direction que la mienne, je dois aplanir, autant que faire se peut, les difficultés, rentrer les blés, récolter l'opium et présider à la naissance des chevaux, des agneaux et des poulains. Quand les greniers seront garnis et les toisons

coupées, je m'éloignerai sans craindre de laisser derrière moi la disette ou la famine. Tout cela me conduira assez avant dans l'été, mais j'aurai soin de m'embarquer et de faire la traversée avant l'époque de l'équinoxe, et ce sera vers la fin d'août ou le commencement de septembre que je poserai le pied, si Dieu le permet, sur le sol d'Europe.

« Je lis maintenant votre histoire et c'est une lecture qui a pour moi une multitude de charmes, et c'est pour en prolonger au moins un, que je veux vous donner mon pauvre avis. Je vous avouerai d'abord que je m'attendais à autre chose. Vous avez fait l'histoire du *Tiers État* comme corps constitué et politique et je croyais que vous nous l'auriez montré dans ses éléments, avant sa constitution et pendant son développement. J'espérais que vous nous diriez comment se sont formés ces hommes qui ont fait sa gloire et sa force ; où ils puisèrent les principes et les doctrines dont ils furent les fondateurs modernes ; leurs rapports avec leurs commettants ; les intrigues et les persécutions qu'ils subirent en rentrant dans leur foyer et la manière dont ils supportèrent les unes et se défendirent contre les autres. Voilà ce que j'attendais ; mais vous n'étiez nullement tenu de faire une histoire pour mon compte et d'après mon attente ; et je reconnais d'ailleurs que la manière dont vous l'avez conçue est plus convenable pour l'introduction à la publication de documents. Mais ce qui m'a charmée, c'est le style. Votre manière est changée. Vous avez toujours écrit le plus purement du monde et bien peu, même parmi les anciens, vous égalerent dans la peinture des caractères et des scènes dramatiques du moyen âge ; mais dans ce dernier ouvrage vous avez grandi votre style, tout en lui conservant son animation. La corde sensible, émue, se sent à tous les instants ; mais ce ne sont plus les malheurs ou les crimes individuels qui la font vibrer, ce sont les vicissitudes mystérieuses de l'humanité et la révélation des causes qui les ont produites. De peintre, vous êtes passé philosophe, mais vous n'avez ni brisé votre palette, ni jeté vos pinceaux ; seulement, vous avez chargé la première de couleurs plus fortes et vous maniez les seconds d'une façon plus large. Telle est mon impression et je suis convaincue qu'elle me suivra jusqu'à la fin de l'ouvrage.

« L'Europe se prépare donc à la guerre et la France, en particulier, s'y prépare par la disette ! Quand je songe à tous les sacrifices qui ont été faits depuis six ans à la paix extérieure et

à la prospérité intérieure, je me sens confondue. On dirait que Dieu ne permet pas à l'homme de traiter avec l'avenir, de lui dire : je t'abandonne ceci, tu ne toucheras pas à cela ; ce qu'on se réserve est souvent perdu et ce à quoi l'on a renoncé se retrouve quelquefois ; mais rien n'arrive comme on l'avait prévu et voulu.

« Adieu, mon cher frère, écrivez-moi et faites-moi des observations critiques sur ce que je vous envoie ; songez que je n'ai ici ni modèles, ni aiguillons, ni encouragements, ni oppositions qui m'éclairent. J'écris seule, au coin de mon feu et je tire tout de mon propre fonds.

« Bien des choses à M. et Mme Gabriel et, vous, ne doutez jamais de la tendresse et du dévouement de votre sœur dévouée

« CHRISTINE. »

Restait à régler avec l'Autriche la question du séquestre dont la mainlevée se heurtait aux pires difficultés. Le vieux Radetzky, ce « pandour octogénaire », se montrait intraitable. De son côté, le gouvernement de Vienne, pour autoriser le retour de l'exilée en Lombardie et sans prendre aucun engagement, quant à la restitution de ses biens, exigeait au préalable une soumission complète. Cette preuve de repentir, cet humiliant démenti à toute sa vie passée, la princesse hésite à les donner, fût-ce du bout des lèvres. Ses amis interviennent alors, lui prêchant la sagesse, la résignation à l'inévitable. Dans une lettre que l'on peut croire concertée entre eux, Augustin Thierry se fait leur interprète, entourant son appel à la raison de tous les ménagements que lui inspirent la délicatesse et l'affection.

Paris, le 22 juillet 1854.

« Ma chère sœur,

« M. Pastori est arrivé il y a huit jours et sa présence a tout éclairci et tout fait marcher. L'argent dont vous avez besoin est prêt ; vous pouvez tirer immédiatement sur Me Ducloux pour tout ou partie de la somme que vous avez dite.

« Ainsi, ma chère sœur, votre retour se trouve assuré et vos amis en sont dans la joie, mais ils s'inquiètent pour vous de ce qui peut venir après. Vous serez alors en pays civilisé, et ce sera beaucoup sans doute, mais vous resterez sous le régime d'un séquestre, qui, non seulement, intercepte tous vos revenus,

mais qui les dévore et de plus menace le fonds, à cause de l'état actuel des finances autrichiennes, état qui ne peut que s'aggraver. Or, dans la situation présente, vous avez été frappée à l'improviste, non pour des actes auxquels vous aviez pris part, mais pour une échauffourée à laquelle vous étiez parfaitement étrangère, non seulement de fait, mais d'intention et d'esprit; c'est une question d'alibi dans laquelle aucun point d'honneur patriotique n'est intéressé. Vous le pensiez l'année dernière et nous le pensions tous avec vous. Si vous n'avez pas changé, c'est-à-dire si vous n'avez aucune répugnance, tout en maintenant votre dignité, à vous informer de ce qu'on exigerait de vous pour vous rendre justice, nous pensons qu'il vaudrait mieux commencer les démarches avant votre retour en Europe; ce serait le moyen de les faire avec moins de bruit extérieur et plus de garantie du secret. Il y a à Constantinople un internonce qu'on dit très bien placé pour être l'intermédiaire de cette négociation et qui même, à ce qu'on assure, la ferait avec plaisir. Ne pourriez-vous pas entrer par lettres en relations avec lui? Vous sauriez promptement ce que peut amener cette correspondance et s'il serait utile ou non que vous passiez par Constantinople. Les choses se feraient ainsi de Constantinople à Vienne et non de Vienne à Paris, sans crainte d'indiscrétion gênante pour votre liberté et tout au moins désagréable.

« Vous avez su par M. Pastori les noms des personnes qui sont rentrées à Milan; je les ai oubliés, mais vous pouvez, mieux que moi, juger de la valeur de ces noms. Ce qu'on dit de plus important, c'est que cette rentrée a eu lieu de la manière la plus convenable, avec toute sorte d'égards; mais on dit aussi que, pour ceux qui tarderont trop, il n'en sera plus de même, et qu'à la fin, le retour pourrait être rendu pénible et humiliant. Voilà ce qui résulte des conversations que j'ai eues avec vos meilleurs amis de toutes nations; vous pouvez croire que tous ont le même désir que moi; mais, de leur part comme de la mienne, ce désir n'est pas un conseil, le conseil ne pouvant venir que de vous-même. Si vous vous sauvez d'une ruine presque certaine, vous serez approuvée sans aucune réserve par nous tous, je vous le garantis pleinement. Ainsi, en vous écrivant cette fois, ce n'est pas moi seul qui vous parle, je m'appelle légion. Il y a, pourtant, quelqu'un qui veut que je le nomme expressément, c'est le pauvre Henri Heine qui, de son

lit de douleur, vous adjure de penser à votre avenir et, surtout, à celui de Marie. Il croit que vous faites cas de sa conscience dans cette matière et, de plus, il a pris sur l'affaire des informations qui remontent jusqu'à M. de Metternich. La réponse qu'il a reçue est celle-ci : « Sans demande de rentrer, rien n'est possible et rien ne sera accordé! Avec une demande, tout ira de soi-même. » Voilà mes informations, telles que je les recueille depuis un an ; comme je n'ai trouvé de la part de personne aucun mot qui soit en désaccord avec ce que je vous dis, réfléchissez et, si vous prenez le parti que nous vous indiquons, agissez sans perdre de temps, car, je vous le répète, outre le retard, une négociation à Paris aurait des inconvénients, tout le monde le sent comme moi.

« Adieu, ma chère sœur, je termine cette lettre brusquement pour profiter du courrier d'aujourd'hui. Je ne suis pas mal, quoique en présence de mon grand ennemi, la chaleur.

« Adieu, encore une fois, parlez de moi à Marie et croyez que je suis et serai toujours votre frère de cœur

« AUGUSTIN THIERRY. »

RETOUR EN EUROPE

En d'autres temps, l'héroïne des Cinq Journées se fût, sans doute, révoltée contre les conseilleurs, mais son état de dépression physique, l'affaissement moral auquel elle est en proie la disposent à tous les renoncements. Dans sa réponse, elle se déclare donc prête aux démarches nécessaires.

Forts du consentement de principe ainsi obtenu, les amis de la princesse se prodiguèrent en sa faveur auprès du cabinet de Vienne. Au premier rang d'entre eux, Henri Heine. Afin d'obtenir la grâce de sa « divinité », l'auteur de *Lutèce*, paralytique et déjà mourant, usa de son influence aux Tuileries pour solliciter des représentations officieuses près de la *Ballplatz*. La princesse della Rocca affirme que son oncle réussit parfaitement dans la mission qu'il avait entreprise. Donna Christina fut, en effet, réintégrée dans ses biens et permission lui fut octroyée plus tard de rentrer en Lombardie. Les pourparlers, néanmoins, se prolongèrent près d'une année. Pendant qu'on s'ingéniait à son profit, Mme de Belgiojoso quittait l'Asie-Mineure pour Constantinople, au début de novembre. Enfin, Marseille la vit

débarquer, accompagnée d'une suite hétéroclite : Marie, la fidèle Mrs Parker, deux valets turcs, un cheval arabe, quatre lévriers d'Asie et deux chats angora à longs poils. Revenante, escorte et ménagerie s'en furent loger à Saliès, aux environs d'Albi, chez Mme d'Aragona.

Six ans d'absence et de fatigues ont cruellement changé la *lionne* que Paris avait connue « traînant tous les cœurs après soi », dont l'automne resplendissant enfiévrait les blessés romains sur leur lit d'hôpital. La jeunesse et l'amour se sont envolés à jamais. Le teint flétri, la taille cassée, le port, jadis altier, à présent déhanché, ne conservant plus dans son visage ravagé que les diamants noirs de ses yeux admirables, à quarante-sept ans donna Cristina paraissait une vieille femme.

Du moins, les yeux éteints d'Augustin Thierry ne souffrirent-ils pas d'apercevoir la déchéance de son amie. Elle avait conservé le brio de son esprit, le charme de sa voix, l'agrément et la vivacité de sa conversation. Logée dans un pavillon voisin, une porte faisait communiquer leurs deux jardinets. Ils se voyaient tous les jours et la princesse recevait à ses côtés les invités de l'historien.

L'ancienne affiliée de la *Jeune Italie* est alors bien revenue des dogmes inflexibles du *Credo* mazzinien. *Sat patriæ Priamoque datum*... N'ayant plus qu'une pensée, qu'une espérance : mériter la restitution de son patrimoine, elle fait multiplier à l'ambassade d'Autriche les assurances de son loyalisme à venir.

Sa patience n'eut pas trop longtemps à souffrir. Un mois plus tard, Augustin Thierry pouvait écrire joyeusement à Liszt : « La personne de tant de cœur et d'esprit dont l'amitié nous est commune et à laquelle j'ai dû personnellement l'honneur de faire votre connaissance est arrivée ici. Le séquestre de ses biens est levé et elle n'attend plus qu'un passeport de l'ambassade d'Autriche pour se rendre à Milan (1). »

L'inertie des bureaux retarda de plusieurs semaines la délivrance de cet indispensable Sésame et seulement à la fin de janvier 1856, Mme de Belgiojoso put se mettre en route pour aller revoir son château de Locate dont la seule pensée lui faisait « battre les artères ». Elle y parvint sans malencontre et ce billet, le dernier de la longue correspondance qu'on vient de

(1) 22 décembre 1855.

mettre sous les yeux du lecteur, avertit Augustin Thierry de son heureuse arrivée.

Locate, 9 février 1856.

« Mon cher frère,

« Je ne vous écris que deux mots pour vous dire que je suis arrivée à bon port, sans ennuis, ni maladies, ni accidents. J'ai présenté ma personne au Gouverneur qui m'a reçue avec *émotion* et *tendresse*. Il paraissait heureux de me voir, etc., etc. Le fait est qu'il ne semble pas que je doive être tracassée, au moins pour le moment.

« Je vous écrirai dans deux ou trois jours avec plus de loisir. Aujourd'hui, je n'ai que le temps de vous embrasser fraternellement par l'intermédiaire de cet atroce barbouillage.

« Mille et mille tendresses.

« CHRISTINE. »

La princesse demeura trois mois en Lombardie, coupant le séjour de Locate par de fréquents voyages à Milan, accueillie et fêtée dans tous les salons de l'aristocratie. Radetzky était mort, Vienne abandonnait sa politique d'écrasement. Sous le nouveau vice-roi, l'archiduc Maximilien, s'ouvrait une ère nouvelle toute d'apaisement et de réconciliation.

Donna Cristina n'en regagna pas moins Paris au commencement de mai. Hélas! elle rentrait pour pleurer sur un cercueil. Dix journées n'étaient pas écoulées depuis son retour, qu'elle fut brusquement réveillée dans la nuit du 22 mai. Frappé d'hémorragie cérébrale en dictant une correction suprême à l'histoire de la *Conquête*, son *frère* agonisait. La pensée déjà voilée d'insondables ténèbres, il ne la reconnut point, lorsqu'elle pencha vers lui l'angoisse de sa tendresse. En compagnie de Victor Cousin, de Villemain et d'Amédée Thierry, elle assista à ses derniers moments et suivit, le surlendemain, sa dépouille au cimetière Montmartre.

*
* *

Nous avons suivi Christine de Belgiojoso depuis sa venue première à Paris, dans ce grenier de la rue de l'Arcade, où Thiers cuisine la pot-bouille de la « princesse malheureuse »; vécu, grâce à ses lettres, dans son intimité; connu, durant douze ans, ses desseins superbes et ses illusions puériles, ses

grandeurs et ses faiblesses, ses rêves et leurs déceptions. Nous passerons rapidement sur les années qui lui restent à vivre.

Depuis 1853, la direction de la politique piémontaise espassée aux mains hardies et fermes du comte de Cavour. Garit baldi peut être un accident heureux ; en réalité, l'ère est close en Italie des grandes équipées romantiques. Une œuvre de réalisations pratiques lui succède, poursuivie froidement par des moyens parfois équivoques. L'héroïne empanachée du siège de Rome, la générale des *giovanetti* ne trouve pas sa place parmi les chefs de ce nouveau *Risorgimento*. Cavour se défie de son agitation et, tout en lui prodiguant les marques d'estime, ne l'emploie que rarement à des missions secondaires.

Elle connut enfin le bonheur suprême d'assister au rêve de sa vie, la résurrection de son pays, — « Dieu, s'écrie-t-elle alors, avait suscité la France », — mais à Milan même on la tint à l'écart des fêtes officielles qui célébraient la défaite de l'Autriche ; elle avait joué tous ses rôles.

Ses dernières années vont s'écouler dans la retraite. Désormais, elle vivra presque tout son temps sur les bords du lac de Côme, dans sa villa de Blévio, y recevant la société la plus cosmopolite et la plus mélangée, où, suivant le dire d'un témoin, « les épaules d'une duchesse ruisselantes de diamants frôlaient les habits crasseux des exilés et des aventuriers ».

« L'excès de la vieillesse est affreux et humiliant. » L'aveu chagrin, échappé dans sa décrépitude à Mme de Sévigné, ne s'applique pas moins cruellement à celle qui avait été l' « incomparable » et l' « adorée » princesse. Le marquis Visconti Venosta, qui l'entrevit à la fin de ses jours, nous la dépeint emmitouflée de châles, secouée de tics nerveux, à ce point déformée que « les personnes qui marchent derrière elle, n'aperçoivent plus sa tête ». Une manière de fée Carabosse, somnolente dans son fauteuil, ne secouant sa torpeur que pour tirer les bouffées d'une pipe turque, voilà ce qui reste de la parfaite beauté du bal Borghèse. *Etiam periere ruinæ!* Pourtant les yeux « sans bornes », les profonds yeux de flamme s'allumaient encore à quelque allusion de politique ou de littérature.

Elle acheva de mourir le 5 juillet 1871.

A. Augustin-Thierry.

L'ESPRIT NOUVEAU
DU ROMAN AMÉRICAIN

La littérature américaine n'exprima longtemps que les caractères les plus marqués d'une société dont le développement rapide était commandé par les plus impérieuses conditions d'origine et de milieu. Une moralité inquiète et sévère, née du puritanisme des premiers colons, une invincible confiance en soi, prolongeant chez l'individu et dans la collectivité l'optimisme du pionnier, une volonté constructive épanouie dans une sorte de messianisme national et international, dans le rêve de réaliser pleinement « la promesse de la vie américaine » et d'en étendre au monde le bienfait : voilà les traits essentiels du caractère américain. Le parti pris de moralité, d'optimisme et d'idéalisme pratique est si fort qu'il frappe à son empreinte toute la littérature de la jeune nation, sans qu'aucun écrivain s'avise jamais de retourner une si mâle effigie pour voir si elle n'aurait pas un revers. Un philosophe ou un romancier adresse-t-il quelque reproche à ses contemporains, ce sera de ne pas se montrer suffisamment fidèle à l'esprit américain. Aucun romancier, jusqu'à ces dernières années, aucun écrivain n'avait mis en cause cet esprit lui-même, n'avait dénoncé les conceptions fondamentales sur lesquelles repose la vie du pays.

C'est que cet esprit, ces conceptions dominaient, par leur efficacité même, les écrivains américains. Ceux-ci passaient naturellement, pourrait-on dire, d'un sens à l'autre du mot « édifier », qui ne doit point sans doute au hasard d'en avoir deux : préoccupés de *construire*, ils ne pouvaient négliger de

porter à la vertu par l'exemple. Ils savaient qu'il y a dans le scandale une force de destruction, et s'ils tenaient à se montrer édifiants, c'est parce qu'ils voulaient être édificateurs. Ils ont aujourd'hui un autre dessein, qui semble être précisément de scandaliser en quelque mesure, c'est-à-dire de surprendre et de réveiller par un choc la conscience nationale, endormie et satisfaite. Il y a, chez les écrivains, — très différents d'ailleurs, — de la nouvelle école, une irritation et une révolte contre l'inertie d'une société à laquelle ils reprochent d'avoir vidé de leur contenu ses caractères essentiels et de s'immobiliser aujourd'hui dans le contentement d'elle-même. Le puritanisme n'est plus qu'une attitude conventionnelle, dans un milieu où le bien-être a pris plus d'importance et où la richesse est plus appréciée que partout ailleurs. L'optimisme, qui s'était montré une vertu quand il se tournait vers l'avenir, vers l'œuvre à faire, n'est plus qu'un orgueil béat depuis qu'il a cessé d'être un aiguillon et se reporte sur ce qui est fait, sur ce qui se fait, sur le passé, sur le présent, et qu'il s'absorbe dans la contemplation des résultats. Le messianisme, qui était un acte de foi dans la promesse de la vie nationale, est devenu une outrecuidante prétention internationale, en opposition, sinon en contradiction, avec le dogme fondamental et traditionnel de l'isolement (doctrine de Monroe), ce qui les rend ensemble plus inopportuns et plus déplaisants.

Voilà la métamorphose, le renversement des valeurs, qui expliquent ce réveil de conscience et cet esprit de satire dont la nouvelle littérature nous montre l'explosion (1). L'Amérique à laquelle elle s'en prend, c'est l'Amérique du *Middle West*, masse énorme d'États nouveaux, qui se sont développés en arrière des treize États primitifs, au cours du XIXe siècle, et ne cessent de croître, entre les Alleghanys et les Montagnes Rocheuses. Formé sous l'influence du Yankee de l'Est, qui a fourni tous les moyens d'action et toutes les forces de direction, — capitaux, élites intellectuelles et sociales, — le nouveau type américain, dont le *Middle West* multiplie les exemplaires comme s'ils étaient fabriqués en série, représente, aux yeux des nouveaux romanciers, tous les défauts de son pays et n'en a

(1) C. E. Bechhofer : *The Literary Renaissance in America.* London, William Heinemann, Ltd ; — Léonie Villard : *les Tendances nouvelles de la littérature américaine*, Mercure de France.

plus les qualités. Il pèse de tout son poids sur les destinées de la nation, en altère le génie et en arrête ou du moins en ralentit le progrès. La critique très vive, l'impitoyable satire, le procès complet de la vie américaine ainsi entendue, constituent un des deux grands courants de la littérature nouvelle.

Mais, d'autre part, ce même Middle West est le vaste réservoir où s'élabore l'Amérique de demain. Il est tout chargé d'une force intérieure, d'une puissance d'expansion que développent la diversité, le contraste et les discordances des races. Ce n'est plus seulement de l'Europe septentrionale et occidentale, Grande-Bretagne et Irlande, Allemagne, pays scandinaves, que viennent les apports de l'immigration, c'est même, c'est surtout de l'Orient et du Sud. Voici les Tchèques, les Polonais, les Hongrois, les Italiens... Bouillonnement, fermentation, puissance confuse, et cette atmosphère plus tiède, ces couleurs plus riches, ces sentiments plus vifs qu'apportent avec eux les nouveaux venus comme le trésor sauvé des richesses de leur patrie : vous retrouverez tout cela dans l'œuvre d'un Theodor Dreiser, d'une Willa Cather. Et c'est l'autre grand courant du roman américain d'aujourd'hui.

Les deux ensemble, — esprit critique et large réalisme concret, — expriment à la fois et préparent, en même temps qu'une réaction contre une Amérique immobilisée et raidie, un élargissement du champ trop restreint qu'elle a longtemps offert à la littérature. Jusqu'au mouvement que nous signalons, celle-ci a aidé à maintenir et à renforcer les caractères qu'elle exprimait. Pourquoi n'en serait-il pas de même avec l'esprit nouveau? La société fait la littérature à son image, et l'image devient un modèle sur lequel se façonne la société. Cette loi ne peut apparaître que plus clairement et s'exercer avec plus de force dans un pays où toutes les conditions et toutes les manifestations de l'existence apparaissent, par la nature même des choses, simplifiées et agrandies.

*
* *

M. Sinclair Lewis s'attache à peindre l'Américain tel qu'il est aujourd'hui dans ce Middle West où l'esprit et l'idéal national n'ont pu s'adapter aux besoins d'une communauté disparate sans se transformer et s'appauvrir au point de n'être

plus guère qu'une caricature d'eux-mêmes (1). *Main Street (la Grand Rue)* a paru en 1920 et remporté le plus grand succès qu'ait connu un roman aux États-Unis depuis *la Case de l'oncle Tom*. Née dans une grande ville de l'Est, élevée dans un de ces grands collèges où les jeunes filles reçoivent une brillante instruction et acquièrent le goût de la vie intellectuelle, Carol Kennicott épouse un médecin et vient s'installer avec lui dans une petite ville du Minnesota, Gopher Prairie. Elle s'est décidée à ce mariage par estime pour les qualités sérieuses de l'homme et aussi parce qu'elle a été flattée de l'entendre répéter : « Dans nos petites villes, Miss Carol, ce qui nous manque ce sont des femmes comme vous, pour nous faire voir qu'il y a autre chose au monde que les besognes journalières et pour nous faire comprendre ce qui nous reste à faire. » Elle veut bien entreprendre cette tâche, et le roman n'est que l'histoire de ses désillusions.

A Gopher Prairie, Carol se sent accueillie en étrangère, qui n'inspire ni sympathie, ni confiance. De son côté, elle est choquée par la laideur et le mauvais goût des rues et des maisons, l'esprit inculte, borné, malveillant de la population, son indifférence à tout ce qui n'est pas le succès matériel, le bien-être et l'aisance. L'esprit démocratique, dont le Middle West est si fier, n'empêche pas qu'il y ait des classes et même des castes dans la petite ville. Carol et son mari appartiennent à la caste supérieure, qui comprend les carrières libérales, les commerçants ou gens d'affaires gagnant plus de 2 500 dollars par an et les Américains de la troisième génération. L'argent, toutefois, est le titre suprême : il tient lieu des autres conditions et les prime toutes. Bientôt Carol retrouvera dans la meilleure société de la ville sa servante suédoise, mariée avec un compatriote naguère tant soit peu anarchiste et qui maintenant fait de bonnes affaires.

Un tel milieu ne se prête point à l'action que le docteur Kennicott avait rêvée pour sa femme et qui avait tenté Carol elle-même. La jeune femme s'aperçoit vite qu'on la juge sentimentale et ridicule et qu'il ne saurait être question de réformer Gopher Prairie, non plus que de lutter contre l'esprit de Main Street. Nous savons, elle sait mieux que nous, qui l'emporterait dans cette lutte inégale, cette lutte inutile. Carol ne luttera

(1) Sinclair Lewis, *Main Street*, 1920; — *Babbitt*, 1922. New-York; Harcourt, Brace and Company.

donc pas. Elle subit la fastidieuse et prétentieuse existence de la petite ville aussi longtemps qu'elle peut. Mais quand vient la guerre, elle s'évade et va respirer à Washington l'air vivifiant d'une grande ville. Dans le dernier chapitre, nous la voyons revenir à Gopher Prairie avec son mari. Le livre n'a pas de dénouement, parce qu'il n'en comporte point : il n'y a pas de solution au problème de Main Street.

Aussi bien n'est-ce pas pour le résoudre que M. Sinclair Lewis l'a posé. Son dessein était seulement de le poser et d'en dégager toute la portée. Si la vie mesquine de Gopher Prairie était une exception en Amérique, elle ne mériterait pas qu'on y prît garde. Si, d'autre part, Gopher Prairie ne faisait que ressembler en cela à toutes les petites villes du monde, il n'y aurait rien à en dire. « Sans doute toutes les petites villes, dans tous les pays, à toutes les époques », remarque l'auteur de *la Renaissance littéraire en Amérique*, ont une tendance à être non seulement tristes et mornes, mais mesquines, aigries, empoisonnées de curiosité. En France ou au Thibet, tout autant que dans le Wyoming ou l'Indiana, ces faiblesses sont inhérentes à l'isolement... Knut Hansum a récemment publié un roman de petite ville qu'un journal américain signalait comme un « *Main Street* norvégien ». Mais il y a autre chose en Amérique, d'après M. Sinclair Lewis. D'abord, cet orgueilleux et béat contentement de soi-même, tel que Gopher Prairie le révèle d'une manière si pénible à Carol Kennicott, n'est point l'apanage exclusif des petites villes. Nous le verrons tout à l'heure s'épanouir à Zénith, une florissante cité de trois cent mille habitants. Il n'est même pas, hélas ! l'apanage exclusif du Middle West. A l'exception de quelques grands centres de raffinement et de culture tels que Washington et New-York, Boston et Philadelphie, l'atmosphère que Carol Kennicott trouve irrespirable est celle d'une société pour laquelle, en dépit d'efforts isolés et magnifiques, tout s'est trouvé jusqu'ici subordonné au développement de la prospérité matérielle. Le double reproche que lui adresse M. Sinclair Lewis, c'est d'abord d'avoir perdu ainsi, dans son ensemble, le sens et le goût des valeurs spirituelles; c'est ensuite et surtout de s'enivrer de sa force et de son triomphe, au point d'ériger en idéal cette conception de la vie et de vouloir l'imposer au monde. Voilà l'inexpiable péché d'orgueil contre lequel s'élève avec une cinglante ironie l'auteur

de *Main Street* et de *Babbitt*. Sûre d'elle-même, cette civilisation a la prétention d'en remontrer à toutes les autres, voilà ce qui est intolérable.

Elle n'est qu'une machine admirable, faite pour produire largement des automobiles à bon marché, des montres à un dollar et des rasoirs de sûreté. Mais elle ne sera satisfaite que le jour où le monde admettra avec elle que la fin dernière, et la suprême joie de l'existence, c'est de se promener dans des automobiles à bon marché, de faire de mirifiques affiches pour les montres à un dollar et le soir, en se reposant, de parler non pas d'amour et de courage, mais des avantages d'un rasoir de sûreté.

M. Sinclair Lewis ne veut pas nous permettre sur ce point le moindre doute. La vie de Carol Kennicott à Gopher Prairie, ses efforts pour s'adapter à son nouveau milieu, ses alternatives de soumission et de révolte, tout cela n'est pour lui que l'occasion sans cesse renouvelée et infiniment variée d'une satire amère dirigée, à travers la petite ville, contre les prétentions et les ambitions de la civilisation nationale. En fait, *Main Street* est l'Amérique d'aujourd'hui dans ce qu'elle a de plus intolérable.

Ce qui s'exprime dans tout le roman, c'est l'esprit nouveau d'une élite intellectuelle en révolte contre l'optimisme traditionnel, nourri, gonflé, déformé par la prospérité croissante du peuple américain. A cette élite, qui s'est donné pour tâche de comprendre et de juger, appartiennent, avec l'auteur lui-même, quoique doués d'une conscience moins claire, ses deux personnages principaux, le docteur et Carol Kennicott. Grâce à l'appui qu'il leur apporte, ils seront peut-être plus forts demain qu'hier. Et demain surtout ils seront sans doute plus nombreux.

Après *Main Street*, et comme s'il voulait, pour le compléter, nous en présenter la contre-partie, M. Sinclair Lewis a donné en 1922 *Babbitt*. Il avait restitué l'atmosphère matérielle et morale de Gopher Prairie à travers les surprises, les déceptions ou les révoltes d'une jeune femme qui se refusait à en subir le poids, qui ne pouvait accepter de se soumettre à la médiocrité ambiante. Du contraste entre les dispositions de Carol et celles de son nouveau milieu naissent les scènes de satire. Il n'y a plus de contraste dans *Babbitt*. Le procédé est, si l'on peut dire, renversé. Dans le personnage principal s'épanouissent la

pauvreté intellectuelle, l'individualisme brutal, l'idéalisme puéril et grossier qui caractérisent, d'après M. Sinclair Lewis, la population d'une ville prospère du Middle West. L'ironie est plus contenue, plus subtile. L'auteur n'a plus besoin d'intervenir : il n'a qu'à laisser parler devant nous, qu'à laisser agir George F. Babbitt. Ce qui donne tout son intérêt, toute sa signification au personnage, c'est qu'il représente et symbolise les goûts, les idées, les convictions, l'idéal de ses concitoyens. Il est lui-même le type du « citoyen aux idées saines » qui fait la gloire et la prospérité de Zenith. Il est « un citoyen américain type », *a standard American citizen*, et sa famille, ses amis, ses affaires, ses clients, sa maison, ses plaisirs, ses vertus et ses vices, tout cela est conforme au type américain, *standard*. Quand il prépare un cocktail à ses invités, il fait des remarques auxquelles on ne peut appliquer que le même qualificatif, qui ne convient pas moins aux répliques de ses hôtes. Il arrive pourtant qu'un jour il sent le besoin d'échapper à ce milieu-type; en l'absence de sa femme, il fait un terrible plongeon dans le demi-monde de la bohême et tout l'édifice-type chancelle. Mais la « Ligue des Bons Citoyens », une organisation type de citoyens-types fondée pour maintenir les règles-types de la société américaine, vient à la rescousse et tant par la force que par la persuasion le fait rentrer au bercail.

Une collection de types déterminés, qui doivent servir de modèles, un niveau moyen pour toutes choses, y compris les hommes et les femmes, un « standard » : voilà bien où aboutit et en quoi se résume, d'après M. Sinclair Lewis, la civilisation américaine d'aujourd'hui. L'effort des générations précédentes, leurs audaces, leurs victoires ont légué à l'Amérique d'aujourd'hui, avec une prospérité qui l'accable, des procédés, des méthodes qui étouffent l'initiative et suppriment la personnalité. Fabrication en série pour produire au meilleur compte tout ce qui lui est nécessaire, publicité savante pour le vendre : nul n'a plus ni le besoin, ni le désir, ni la faculté même de choisir. Cette fonction inutile disparaît dans l'organisme intellectuel comme dans l'organisme social : l'organe correspondant s'atrophie. Une sorte de consentement universel tient lieu de pensée comme de choix. De même que nous savons par lui quel est le meilleur rasoir de sûreté, c'est par lui que nous saurons quelle est l'idée la plus juste,

Le « citoyen aux idées saines » s'habitue à identifier ce qui est sensé et désirable avec ce qui est approuvé et adopté par tous. Il pense « en série ». Dès lors, la conformité à un type connu étant prisée au-dessus de toute autre qualité, la civilisation qui réalise le plus complètement cet idéal est supérieure à toutes les autres. Aussi le nom de Zénith est-il synonyme de progrès et d'intelligence, « fameux comme il l'est partout où l'on se sert de lait condensé et de boîtes en carton ». La primauté de Zénith dans l'ordre de ces industries atteste l'excellence de la civilisation moderne qui apporte, avec la multiplication des avantages matériels de l'existence, la richesse et toute la suite des progrès dont elle est la source. Écoutez George F. Babbitt nous exposer ses vues là-dessus dans un discours au banquet annuel de la Chambre syndicale de la propriété immobilière, et proclamer que la civilisation de l'avenir est celle qui réussira le mieux à développer la richesse par les merveilleux moyens dont Zénith atteste l'efficacité :

Je n'ai pas l'intention de dire que nous sommes parfaits ; mais tout de même, c'est l'homme qui gagne environ 10 000 dollars par an qui fait tourner plus vite les roues du Progrès... Cet homme est celui qui aujourd'hui gouverne l'Amérique, et il représente le type idéal vers lequel l'humanité doit tendre, si nous voulons pour notre vieille petite planète un avenir régi par la saine morale et par l'activité commerciale... Messieurs, Zénith et les villes qui lui ressemblent sont en train de réaliser une nouvelle forme de civilisation... Les nouvelles méthodes de production « en série » et qui sont appliquées chaque jour davantage au commerce de détail, aux bureaux, aux hôtels, à l'habillement et aux journaux dans toute l'Amérique, montrent assez ce que cette forme de civilisation renferme de force et de promesses de durée.

Le type idéal vers lequel l'humanité doit tendre : voilà bien encore et toujours, dans *Babbitt* comme dans *Main Street*, la même intolérable prétention que dénonce M. Sinclair Lewis avec une vigueur toujours renouvelée et une impitoyable ironie. Eh quoi ! la civilisation dont Carol Kennicott a senti si douloureusement la mesquinerie, les pauvretés, les insuffisances ; la civilisation qui a fait George F. Babbitt ce qu'il est, — ce serait le plus haut point de perfection de l'humanité d'aujourd'hui, l'idéal de l'avenir ! Un Sinclair Lewis ne le croit pas ; il proclame que l'élite de son pays ne saurait et ne veut

pas le croire, travaille à ce que l'Amérique de demain ne le croie plus.

***

L'Amérique de demain sera d'ailleurs, on n'en peut guère douter, bien différente de celle d'aujourd'hui. Elle sera moins anglo-saxonne, moins « insulaire », si l'on peut employer ce mot en parlant d'un immense continent ; disons : plus européenne. Il s'est formé, au cours des soixante ou quatre-vingts dernières années, depuis la fin de la « guerre civile », un type américain sensiblement différent déjà du Yankee de la Nouvelle-Angleterre ou de ces planteurs du Sud, — Virginie, Maryland, Caroline, — qui ressemblaient plus à des « Cavaliers » qu'à des « Têtes rondes ». C'est l'Américain du Middle West. Mais les éléments de l'Europe orientale et méridionale n'avaient presque point de part à sa formation. Il était tenu dans la dépendance et sous l'influence de l'Américain de l'Est. Nous voyons aujourd'hui les romanciers du Middle West donner leurs sympathies avec leur intérêt aux émigrants non américains, aux nouveaux venus qui gardent encore leur physionomie propre et apparaissent en contraste, voire en opposition, avec le milieu. Dans *Main Street*, Carol Kennicott, lorsque tout la blesse et l'irrite chez les habitants de Gopher Prairie, se délecte de la couleur que les immigrants non Anglais projettent sur la teinte morne de la ville. Encore à part dans cette société qui les méprise, en attendant que l'argent leur en ouvre l'accès, les trois Suédois, — Miles Bjornstam, l'ouvrier socialiste, la jeune servante de Carol qui finit par épouser Miles, et un apprenti tailleur, — sont les personnages les plus intéressants et les plus sympathiques.

Ce sont ces nouveaux venus non encore assimilés, c'est cette Amérique en formation que nous représentent des romanciers comme Theodor Dreiser et miss Willa Cather. Avec eux nous voyons l'antagonisme des races qui ne sont pas encore fondues et l'apparition d'un nouveau type national, auquel ils veulent réserver le nom d'*Américain* par opposition à l'*Anglo-saxon* de l'Est. Ils se préoccupent surtout de mettre en lumière cette vérité capitale que les États-Unis ne sont pas une simple extension dans l'espace et un simple développement dans le temps des treize colonies de la Couronne d'Angleterre.

Theodor Dreiser est un âpre réaliste tourmenté du désir d'exprimer la réalité tout entière. Né d'un père allemand et d'une mère hollandaise, « je ne suis pas anglais, écrit-il, mais radicalement américain ». Américain d'aujourd'hui, qui ne l'était pas hier et ne saurait donc avoir la superstition de l'Amérique traditionnelle.

Dans ses œuvres touffues et puissantes, notamment *Sister Carrie*, son premier roman, et sa « Trilogie du Désir », — *The Financier*, *The Titan*, *The Genius*, — il jette pêle-mêle observation, satire, psychologie. C'est un fouillis inextricable, où il ne faut pas craindre de s'enfoncer, si l'on veut découvrir des choses belles et profondes. Theodor Dreiser a lui-même ainsi défini son attitude :

Il y a en moi quelque part l'âme d'un enfant solitaire qui ne veut pas lâcher la main de sa robuste mère, la vie, et pleure quand il a peur; puis il y a aussi en moi quelque chose de rude et de vulgaire,... qui parfois raille, rit d'un gros rire, ou sourit avec amertume, puis se remet à rire en sourdine et s'amuse royalement des sottises et des ridicules qu'il remarque autour de lui.

On a dit qu'il était essentiellement, il faudrait ajouter inconsciemment peut-être, la voix de la révolte contre la tradition anglaise en Amérique, le représentant de ces immigrants dont l'énorme masse, désorientée, chargée de puissance latente, n'assimile qu'en les simplifiant et en les adaptant à sa mesure les idéals de la civilisation américaine (1). Il représente le jeune Américain continental du Middle West. New-York est cosmopolite, la Nouvelle-Angleterre est anglo-saxonne. La vraie Amérique, c'est celle de l'intérieur, c'est cet Ouest dont le développement a été le grand fait historique, social et économique des États-Unis au XIXe siècle. Après avoir déplacé le centre de la politique, il déplace le centre de la littérature, dont il élargit singulièrement le domaine et l'inspiration. Theodor Dreiser nous montre la force et la massive grandeur de cette région.

Le héros du *Titan*, Cowperwood, un financier risque-tout, audacieux, avec quelque chose de barbare dans sa cruauté, son amour du luxe et des femmes, est une des grandes figures du

(1) Léonie Villard, *Les tendances nouvelles de la littérature américaine.*

roman américain. Le style de l'auteur, « erratique, prolixe et pourtant monumental », a dit un critique anglais, M. C.-E. Bechhofer, est si américain, si complètement typique de l'immense pays où Dreiser est né, qu'il nous permet de considérer le romancier comme représentant un type de culture en même temps qu'une figure littéraire. Lisez, si vous voulez vous en rendre compte, et, ce qui est mieux encore, en avoir la sensation, ce recueil de vivantes esquisses, *Douze Hommes* (1). Ce qui intéresse l'auteur dans ces douze figures, qu'il fait ressortir avec tant de relief et de vie, c'est leur originalité, tranchant sur le milieu, et qui les en détache, « délicieusement et irrécusablement autres ». Il est fatigué de « conformisme », fatigué de « la grande stérilité désertique de l'Amérique », attiré, séduit, obsédé par l'intelligence de la vie, l'amour de la vie, la connaissance des hommes, la liberté sous toutes ses formes, spirituelle, morale, sociale. Par habitude, cependant, peut-être aussi par une influence qu'il continue, comme il arrive souvent, de subir tout en croyant la rejeter, il s'intéresse à quelques types qui sont bien dans la vieille tradition anglo-saxonne, mais qui accusent du moins un puissant relief, tel l'homme du Connecticut, Charlot Potter, qu'il nous présente dans l'*Évangile en action*, prêcheur volontaire, « qui s'occupe de religion en amateur », quand il lui plaît, et surtout pratique, à sa manière aussi fort originale, l'amour de ses semblables, se donnant soi-même de son mieux. « L'amour est la seule chose, au fond, que l'on puisse vraiment donner en ce monde. Quand vous donnez l'amour, vous donnez tout : tout le reste vient par surcroît. » Cela n'a rien de spécifiquement américain. Et nous en pourrions dire autant d'*Un vrai patriarche*, auquel M. Theodor Dreiser n'aurait nulle raison de s'intéresser, n'étaient « les singularités que des années de robuste indépendance avaient développées,... et d'aimables excentricités ». Les deux personnages de *Querelle de clocher* ont retenu l'attention de l'auteur pour des raisons analogues.

Il convient plutôt de nous arrêter à d'autres types de même nature, plus Américains par leur énergie directe, leur audace, leur adaptation au milieu. Américains selon l'idéal de la nouvelle école qui les oppose à « la clique des prédicants,

(1) Theodor Dreiser, *Douze Hommes*, traduit de l'anglais par Fernande Hélie. « Les Prosateurs étrangers modernes »; F. Rieder et Cie, 1923.

marchands, hommes de loi et honorables citoyens du type consacré..., ceux qu'on appelle des éléments sains », — le « citoyen aux idées saines » dont parle Babbitt. Et voici que Culhane, fils de paysan irlandais, passé en Amérique comme marmiton à bord d'un bateau, employé de bas étage dans une usine de conserves alimentaires, aide-cuisinier et garçon de restaurant à New-York, chasse-coquin dans un bar, soigneur aux combats de boxe, agent de police, simple soldat durant la guerre civile, contrôleur, lutteur de foire, préposé à la caisse dans une troupe de baladins, puis dans un cirque; lutteur, champion du monde, etc., Culhane, fondateur et directeur d'un sanatorium, domine aujourd'hui, corps et âme, tous ces respectables représentants de la société en les arrachant aux préjugés de leur vie, « à leurs habitudes morales et dogmatiques et dictatoriales », en les heurtant et les choquant pour les tirer de l'ornière par des moyens d'apparence brutale. « De ce surprenant pouvoir jaillit certainement une nouvelle lumière pour ceux qui s'efforcent de travailler parmi les hommes. » Voilà un autre Américain du nouveau style, X..., avec, « dans ses manières, je ne sais quelle chaleur étonnante, quel exotisme, et en même temps quelque chose de si froid et de si calculé... », « un homme qui était en contact avec la vie de mille façons et non seulement au point de vue financier ». Il se lance dans l'aventure des grandes affaires, et finit « victime d'une conspiration ourdie de sang-froid, dont le but était de le déposséder de ses chances et de le devancer dans l'emploi de méthodes qui l'eussent certainement mené à une fortune énorme... Comme les usurpateurs des pouvoirs royaux, aux temps anciens, ils jugeaient préférable de tuer au berceau un prétendant possible au trône. » Les formes de la vie et de l'activité changent; la nature humaine, en son fond, reste immuable. Vanité des vanités! Mais ce n'est pas par sa philosophie de la vie que cette histoire, du point de vue où nous nous plaçons ici, nous intéresse : c'est par la curiosité et la sympathie que le principal personnage inspire à l'auteur.

Le véritable Américain, selon le cœur de M. Theodor Dreiser, l'Américain nouveau, si différent et, pourrait-on dire, antithétique de l'Anglo-saxon, c'est le Pierre du premier récit, « qui ne gâche point par peur sa vie et ses désirs », un homme fort, sans crainte, libre dans ses propos et sincère, n'hésitant

pas devant les sujets que l'homme de la moyenne n'eût pu ou n'eût voulu discuter, et « rejetant comme illusions sans valeur, mensonges ou l'œuvre habile des propagandistes intéressés, la plupart des vérités reçues ». Nous comprenons mieux, en présence de cet artiste plein de contrastes d'ailleurs, mais auquel répugne par-dessus tout le zèle puritain ou dogmatique, ce que M. Sinclair Lewis déteste chez ses bourgeois de *Main Street*, ce qui l'exaspère dans le contentement béat de son George F. Babbitt.

M. Theodor Dreiser nous parle avec une singulière liberté de son frère Paul, un parfait type d'Allemand, autant que nous en pouvons juger, encore que quelque peu mâtiné de Hollandais, « bourré de romanesque bourgeois, d'humeur bourgeoise, de sensibilité bourgeoise, de vulgarité bourgeoise ». Il avait connu, un temps, comme chansonnier, des succès populaires qui lui avaient rapporté beaucoup d'argent. D'un tour d'esprit facétieux, avec un goût immodéré pour la grosse farce, sensuel et sentimental, il avait un goût de la femme « qui le rendait fort amusant et parfois ridicule ». Qu'on veuille bien m'excuser de citer ce trait, si caractéristique de la race : « Dans ses romances, il soupirait toujours après la beauté, l'innocence, la douceur, et patati et patata, des jeunes vierges; mais dans la vie réelle, c'était un tout autre type féminin qu'il convoitait et attirait : la jeune et jolie femme, c'est vrai, mais aussi la vieille, la laide et un peu la fauve, — catholicité dans ses goûts que je ne pus jamais tout à fait digérer. » Ah! qu'en termes galants... Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a rien de moins américain qu'un tel personnage, si ce n'est la manière dont en parle et l'intérêt que lui témoigne et la place que lui donne M. Theodor Dreiser, écrivain américain. Cela est tout nouveau et, croyons-nous, de grande conséquence. Nous ne nous étonnons pas que le portrait de Pierre ouvre ainsi la galerie des *Douze Hommes*, quand nous entendons l'auteur nous dire de son modèle : « Je lui dois tant que j'hésite à reconnaître, à expliquer son influence sur moi et l'importance qu'il eut à mes yeux. » Dans cette Amérique dont M. Theodor Dreiser nous a dit qu'il la trouvait stérile comme un désert, Pierre fut un homme « dont la vie jaillissait comme l'eau d'une fontaine ». Ailleurs il nous dit : « Il n'était que vie et couleur. » *Maupassant Cadet* nous introduit dans le petit groupe littéraire

de l'auteur. Ces écrivains, ces artistes, ont une revue, *The Broadway*, et ils se débattent au milieu des difficultés, « avec la force et le système de brutalité commerciale qui étaient à la base de l'entreprise ». Trapu, solide, pas plus de vingt-quatre à vingt-cinq ans, regard sûr, plutôt distant et qui pourtant vous pénétrait, raide comme poil, — « de l'ardeur asservie à un but », — le garçon en question « n'était pas un de ces grimauds à l'eau de rose de l'ancienne école : cette littérature où tout finit bien... » La difficulté de réussir, avec le programme Dreiser et des collaborateurs comme celui-là, c'est que « tout ce qui se rapprochait de la vérité, si peu que ce fût, le public le tenait pour la pire des grossièretés et un crime énorme ». Voilà où avait conduit « cette pseudo-moralité américaine qui mêle à une cupidité de pirate une conviction intime et absolue de la vertu ». Mais cela, des écrivains purement américains ne pouvaient le dire, et sans doute ne le voyaient-ils pas. Ce gars venu de l'Ouest est un Américain de type très neuf, et l'observateur qui nous le présente, qui l'interprète, est à peine Américain.

Mon Antonia, de miss Willa Cather (1), qui a remporté en 1923 le grand prix américain du roman, nous offre une vive peinture de ce Middle West où l'Amérique en formation se crée sous nos yeux. Cette région neuve ouverte à l'activité des nouveaux immigrants, — Tchèques et Scandinaves surtout, — n'a pas encore pris le caractère déterminé que donne à la nature l'activité de l'homme. La nature y représente encore, « non pas un pays, mais la matière brute dont les pays sont faits » : la savane où « l'herbe est le pays même, comme l'eau est la mer ». Déjà pourtant, le travail humain taille dans cette étoffe des morceaux auxquels il impose sa façon. La ferme du vieux M. Burden et de sa famille, qui sont venus de l'Est avec leur serviteur Jake Marpole, auquel ils ont joint Otto Fuchs, l'Autrichien balafré, au visage d'authentique bandit, est un de ces coins bien caractérisés, marqué, celui-là, de l'empreinte yankee. Mais voici les nouveaux venus : ceux qui sont appelés à transformer la terre, les immigrants de la vieille Europe. Ils n'apportent, pour commencer, que leur misère et leur nostalgie. Entre les Européens et les Américains, il n'y a plus seulement

(1) Willa Cather, *Mon Antonia*, roman traduit par Victor Llona. Payot, 1924.

la différence des mœurs, mais presque toujours celle des races; la juxtaposition ne va pas sans heurt. Nourris de l'idéal puritain, formés à une sévérité traditionnelle de doctrine et de vie, honnêtes, actifs, charitables, ceux qui sont nés sur le sol et y comptent déjà quelques générations d'ancêtres éprouvent une méfiance en même temps que des sympathies pour ces immigrants dont les filles, enveloppées d'atmosphère plus légère et colorées de teintes plus vives, attirent leurs fils, non toutefois jusqu'à s'en faire épouser.

Les relations des deux éléments et leur action réciproque sont précisées, approfondies, symbolisées dans les sentiments et l'attitude respectifs des deux personnages principaux, Jim Burden et Antonia S... Enfants quand ils se rencontrent, lui arrivant de Virginie, elle de Bohême, ils vagabondent ensemble dans la plaine. Antonia aide la grand mère de Jim à la cuisine et prend auprès d'elle des leçons de ménage. Jim enseigne l'anglais à Antonia. L'évolution de la jeune Tchèque représente en un raccourci l'histoire même et la destinée des immigrants. Nous les voyons là tels qu'ils arrivent, avec leur détresse et leurs espoirs, déracinés, transplantés. Les vieux ne s'adapteront jamais : il est trop tard. Il nous suffit d'entrer dans la tanière des parents d'Antonia pour ne conserver aucun doute. Le père, musicien, drapant sa gueuserie d'une certaine noblesse, jusqu'au jour où il mettra fin par le suicide à une vie intolérable ; la mère, désordonnée et criarde, le frère aux doigts palmés, le compatriote qui les a fait venir et les exploite après les avoir trompés : nous avons la double impression d'un contact avec le raffinement de l'Europe et avec ses déchets. Mais la jeunesse vivra, enrichira de sa sève la vie à laquelle elle se mêle. Plus encore que des boutures qui prendraient racine en terre, les jolies filles à gages, les trois Maries tchèques, Lina Lingard la Norvégienne, « héroïnes d'un cycle d'histoires scandaleuses que les vieux aimaient à ressasser, assis devant le comptoir à tabac, dans la pharmacie », les quatre Danoises aux gorges blanches, aux joues roses, qui levaient la tête en souriant au-dessus de leurs planches à repasser, — ces vaillantes filles, rajeunies par l'atmosphère neuve, vivifiées par le sol vigoureux, sont des greffes grâce auxquelles le rameau tout entier sera changé, donnera d'autres fleurs et d'autres fruits. Comme elles, notre Antonia

est jeune, vigoureuse, capable d'adaptation. Elle apporte son courage et son labeur, son amour de la vie, « pas très délicat assurément, mais des plus fortifiants ». Son langage conserve toujours quelque chose d'impulsif et d'étranger. Elle inspire à Jim, plus jeune qu'elle de quatre années et qui n'est, à l'ouverture du récit, qu'un petit garçon de dix ans, un sentiment singulier et plein de signification, moins vif que l'amour et surtout moins précis, moins déterminé, prêt à prendre toutes les formes et à qui il aura toujours manqué d'en avoir une. Jim avouera plus tard à Antonia qu'il pense à elle plus souvent qu'à n'importe qui :

J'aurais aimé t'avoir comme amante ou comme femme, comme mère ou comme sœur, n'importe ce qu'une femme peut être pour un homme. L'idée de toi fait partie de mon esprit ; tu influences mes antipathies et mes sympathies, tous mes goûts, même quand je ne m'en rends pas compte. Tu fais réellement partie de moi-même.

Pourtant leurs destinées ne pouvaient pas se fondre; il est naturel qu'elles divergent. L'union n'était possible entre eux que dans l'innocente liberté de la jeunesse ou sur le plan idéal du souvenir. Il y a des étapes, en effet, dans l'assimilation et la fusion. Le sentiment devance la raison et la volonté; il est comme une intuition, peut-être, qui découvre l'avenir et oriente vers lui. Les races finissent par s'unir, en se fixant sur ce sol, dont l'antique appel émane à la nuit tombante comme une solennelle magie. Mais il y faut l'action du temps, encore que le temps, là-bas, semble aller plus vite qu'ailleurs.

Tout cela, Miss Willa Cather réussit à nous le faire sentir parce que son art, nourri de ses propres sensations et de ses propres sentiments, reste tout près de la réalité qui l'inspire : en communion intime avec la nature et la vie, il garde une précision concrète, une richesse d'images, une fraîcheur de psychologie grâce auxquelles on respire vraiment dans ce livre l'air de la savane du Nébraska, et la grisante vérité des âmes.

* * *

Cette « Amérique intérieure », qui est vraiment l'Amérique nouvelle, celle où se constitue et se développe le véritable Américain, voici qu'elle se reflète dans le miroir de la fantaisie et qu'elle cherche son expression légendaire et poétique. Elle

devient assez consciente d'elle-même, de sa vie propre et de sa beauté pour se créer son « merveilleux ». L'auteur des *Chicago Poems*, de *Cornhuskers* (*Décorticages*), de *Smoke and Steel* (*Acier... Fumée*) et des *Slabs of the Sunburst West* (*Tranches de l'Ouest hâlé*) vient d'écrire pour les enfants deux volumes de contes, *Rootabaga Stories* (1) et *Rootabaga Pigeons* qui nous apparaissent à la fois comme un élargissement de sa manière et un signe des temps. M. Carl Sandburg avait été jusqu'ici le poète de la métropole du Middle West, Chicago, la ville fournaise, de son activité prodigieuse, de son rude labeur, de l'énergie formidable qui se dépense dans toute cette région, creuset où bouillonnent, métal et scories encore mêlés, les éléments nouveaux d'une Amérique en fusion. Dix ans, il a chanté l'ouvrier et l'usine, le travailleur des champs, la fécondité de la glèbe, les durs métiers, toute une vie qui a été la sienne, et des réalités dont il a connu la morsure. Et il est arrivé ainsi, — car on ne débute pas jeune quand il a fallu peiner d'abord si longtemps, « rouler sa bosse » à travers l'Illinois et le Kansas, dans les briqueteries et autour des batteuses, se faire « plongeur », pour payer ses études au collège, avant de parachever son apprentissage poétique en plein Chicago, — à sa quarante-cinquième année. Alors il lui a plu de conter des histoires aux enfants comme il avait chanté des chansons pour les hommes. Les unes et les autres sont faites de la même matière : son expérience d'homme de l'Amérique intérieure, qui a fait la navette de la prairie à la grande ville, et qui porte en soi « ces grands diables d'ouvriers et ces petits diables d'enfants, ces champs de maïs et l'horizon de ce grand lac... »

Mais la matière ici s'allège et se transforme, elle suit l'imagination du conteur et monte avec elle dans cette région entre ciel et terre d'où le récit redescendra comme s'il tombait de la lune. Nous entendrons alors « trois histoires sur la découverte du Chemin de fer en zigzag, les Cochons à bavettes, les Fours à clowns de cirque, le Village de Foie-aux-Oignons, le Village de Chou à la Crème »; puis « cinq histoires sur l'Aveugle à figure de patate »; puis encore « trois histoires sur la Machinette chamois or »; — et d'autres du même genre

(1) Carl Sandburg, *Au Pays de Routabaga*, traduit de l'anglais avec un avant-propos par Léon Bazalgette. « Les Prosateurs étrangers modernes »; F. Rieder et Cie, 1925.

parmi lesquelles, pour finir, deux histoires dont l'une sur les Fées du maïs et l'autre sur des Renards bleus, des Vlangarous et des événements qui survinrent aux États-Unis et au Canada. De ces deux-là, laissons provisoirement la première, malgré tout l'intérêt qu'elle présente pour apprendre « à quoi reconnaître les fées du maïs quand on en voit ». Écoutons M. Carl Sandburg nous raconter « comment les animaux perdirent leur queue et comment ils la retrouvèrent en allant de Philadelphie à Chapeau Magique ». Comment ils la perdirent? C'est très simple et tout naturel :

Les animaux avaient la queue raide et sèche, parce que depuis longtemps il faisait sec et de la poussière. Survint la pluie enfin. Et l'eau du ciel tombant à verse sur la queue des animaux la ramollit.

Alors vinrent en sifflant les froids frios avec leurs moufles de glace qui raidirent de gel toutes les queues. Un grand vent souffla, souffla, souffla jusqu'à emporter toutes les queues des animaux.

C'était une sérieuse affaire pour le renard bleu et pour le Vlangarou aussi. Mais laissons cela. L'essentiel n'est-il pas de savoir comment ils la retrouvèrent? Ils firent d'abord ce que l'on fait, n'est-ce pas? dans toutes les circonstances critiques et graves :

Les animaux nommèrent une Commission chargée de les représenter à une conférence où l'on verrait quelles mesures prendre, en paroles, pour faire quelque chose. La Commission se composait de soixante-six délégués et on décida de l'appeler la Commission des Soixante-Six. C'était une fameuse Commission et quand ils furent tous en séance à tenir leur bec sous leur nez (à quoi se reconnaît une fameuse Commission), clignoter des yeux au-dessus de leur nez, se curer les oreilles, se gratter sous le menton d'un air pensif (à quoi se reconnait une fameuse Commission), alors n'importe qui aurait dit, rien qu'à les regarder : « Ça doit être une rudement fameuse Commission. »

Oui, mais tout ne s'y passera pas en paroles, car les Vlangarous sont gens pratiques et il y a des renards. Les uns et les autres, d'ailleurs, trop directement intéressés à un résultat, puisqu'il ne s'agit de rien moins que de retrouver leurs queues. Un vieux Vlangarou préside et un renard bleu fait une proposition où se montre le plus haut esprit de sagesse et de résolution. Il faut que cette Commission prenne le train à

Philadelphie et se transporte à Chapeau Magique pour y voir le Chef marqueur de la Fabrique du temps et lui demander de ramener le temps qui ramènera leur queue : « C'est le temps qui a emporté notre queue : c'est le temps qui est à même de nous la ramener. » La proposition est adoptée. A la bonne heure ! Voilà une Commission qui sait remonter aux causes et aux responsabilités. Le succès n'était pas douteux.

Voilà aussi du merveilleux moderne et tout chargé d'une réalité familière, que reconnaît avec délices le petit Américain. Mais de même qu'on retrouve l'Allemand chez M. Theodor Dreiser, le Scandinave transparaît chez M. Sandburg. Ce conteur appartient bien au pays des Sagas, et les petits garçons or blanc, et les petites filles argent bleu, que l'aveugle à figure de patate a vus jadis, — quand il voyait encore, — dégringoler à ses pieds dans la luge d'un blanc de neige qu'ont tissée les grosses araignées blanches de la lune pour mettre leur pays en communication avec le pays de Rootabaga, ces petits garçons et ces petites filles, que l'aveugle ramassait à poignées, or blanc, argent bleu, et qui s'échappaient d'un bond, soufflant et humant, par les fissures entre ses doigts sur lesquels ils laissaient un peu de poussière d'or et d'argent, — ces enfants tombés de la lune et qui y remontent, parce qu'il leur est tout aussi facile de se luger jusqu'à la lune que d'en descendre, les grosses araignées blanches ayant tiré leurs plans en conséquence lorsqu'elles soufflaient et humaient en fabriquant la luge, — ne sont-ils pas frères en effet, et leur voyage n'évoque-t-il pas le souvenir tout différent de ce Nils Olgerson que Mme Selma Lagerlöf a promené par les airs au-dessus de la Suède, sur les ailes d'une oie sauvage? L'excellent traducteur français de M. Carl Sandburg, M. Léon Bazalgette, nous assure que son auteur « est l'homme qu'il faut pour puiser dans l'Amérique intérieure les éléments d'une mythologie autochtone ». Une mythologie, c'est beaucoup dire, et l'âge de ces créations est révolu. Mais M. Carl Sandburg sait à coup sûr conter aux enfants de son pays de belles histoires, toutes pleines d'un merveilleux où ils retrouvent des éléments connus. Et c'est à voir naître ce merveilleux que nous pouvons prendre un intérêt des plus vifs. Une telle genèse nous montre, en effet, la métamorphose littéraire d'une matière américaine. Voici, à cet égard, une page bien significative, extraite d'une histoire à laquelle nous avons déjà fait allusion.

Êtes-vous jamais resté à observer en Illinois ou en Iowa le vent de la fin de l'été ou le vent du début de l'automne qui parcourt un grand champ de maïs? On dirait une grande, longue couverture que l'on étend pour des danseurs qui vont venir danser dessus. Si vous regardez bien et si vous écoutez bien, vous verrez les fées du maïs s'en venir en dansant et en chantant — parfois. Si c'est un jour de tempête où un soleil torride tombe à verse tandis que souffle un vent frais du Nord, — ce qui arrive quelquefois, — alors vous êtes sûrs de voir des millions de fées du maïs exécuter des marches et contre-marches avec une majesté feinte sur la grande, longue couverture verte et argentée. Et puis elles chantent aussi, mais il vous faut prêter l'oreille, la plus petite et la plus neuve, si vous voulez entendre leur chant. Elles chantent de tendres chansons qui vont pla-sizzy, pla-sizzy-sizzy, chacune plus tendre qu'une œillade, plus tendre que le pouce d'un poupon du Nebraska.

Parmi tant d'êtres, de choses, d'objets familiers, dont les uns sont présentés tels quels, les autres plus ou moins modifiés selon la fantaisie du conteur, — les cochons à bavettes, les cinq rats roux, Tête d'Ogre le Babouin et Chien Rouge le Tigre, les gratte-ciel, l'Épi d'Or Express Exclusif (le plus rapide des trains à long parcours au pays de Rootabaga), la montre à un dollar, l'Indien de bois devant le marchand de cigares et le Bison Poil-aux-cornes devant la mercerie, le Vent du Nord-Ouest, — le petit Américain aime à trouver des êtres imaginaires, créés dans le prolongement de son expérience. Il se plaît dans un monde ainsi formé, de même que nos enfants du XVIIe siècle et tous les autres depuis lors se sont plu avec Peau d'Ane, le Petit Poucet, le Chat Botté et le marquis de Carabas, la Belle-au-bois-dormant, le Prince Charmant, Cendrillon, le Petit Chaperon Rouge. Comme elles sont bien de chez nous, nos délicieuses histoires françaises ! Et comme déjà il nous apparaît qu'elles sont bien américaines, dans la mesure du moins où elles ne sont pas scandinaves (car l'Amérique est faite de tant de pays d'Europe !) les histoires de Carl Sandburg « au pays de Rootabaga. »

* * *

Cet esprit nouveau du roman américain, cet élargissement de son domaine, que représentent-ils au juste, et à quoi correspondent-ils? Le prodigieux succès de *Main Street* et de *Babbitt* atteste du moins que les œuvres où s'exprime la satire éveillent une curiosité très vive et un intérêt très étendu. Mais ce succès

prouve aussi que la satire a touché juste et que ses peintures sont reconnues à la fois comme plaisantes et vraies. La vie américaine, telle que l'ont faite les circonstances qui ont déterminé son développement, frappe surtout les nouveaux romanciers par ses défauts et ses faiblesses. Il conviendrait donc tout d'abord, quand on examine la valeur représentative de leurs œuvres, d'en faire ressortir l'injustice en même temps que la vérité. Il importe aussi de distinguer, pour juger des limites de cette vérité, entre les diverses régions du grand « commonwealth » américain. Les États de l'Est, qui correspondent aux treize colonies du temps de l'indépendance, sont très différents des États du Middle West, constitués depuis et peuplés d'Allemands, de Hollandais, de Scandinaves, auxquels viennent depuis peu se joindre les Tchèques, les Italiens, les Polonais, et autres éléments de l'Europe orientale ou méridionale. La « société américaine » encore en formation sur de vastes portions du territoire, et soumise partout à des transformations plus rapides que dans nos pays séculaires, n'a pas la stabilité des vieilles sociétés européennes parce qu'elle n'en a pas l'homogénéité.

A un autre point de vue, dans ce pays plus que dans aucun autre, il faut distinguer entre la masse et l'élite. L'esprit nouveau dont le roman nous offre de si remarquables manifestations ne s'étend point hors d'un cercle restreint. Le roman vertueux, optimiste, qui glorifie l'énergie et fait triompher l'idéal, n'a pas cessé de plaire à la grande masse des lecteurs. Rivalisant avec lui d'optimisme et d'idéalisme chevaleresque, le cinéma exalte toutes les qualités et toutes les vertus qui séduisent la foule américaine, et il faut bien reconnaître qu'il contribue aussi à les entretenir, peut-être même à les renforcer.

Par suite de la rupture d'équilibre qui se produit entre la foule et l'élite, il tend à se former aux États-Unis, comme naguère en Russie, une « intelligentsia ». Gardons-nous de forcer la ressemblance ; limitée à certains points essentiels, elle reste juste. Dans les deux cas, en voit une classe isolée d'essayistes et de critiques qui se dressent en opposition aux valeurs acceptées, mais n'ont absolument aucun contact avec « le peuple ». Tout comme dans la vieille Russie, cette classe, affaiblie par son isolement, ne semble point parvenue encore à dépasser le point de vue négatif de la critique pour formuler des vues positives. L'intelligentsia russe tendait au nihilisme comme

à sa limite extrême. L'esprit américain est aussi loin que possible d'une telle extrémité. Mais il est visible, dans l'œuvre même des romanciers qui nous ont donné l'occasion de ces remarques, que l'avant-garde ainsi formée se détache du vieil esprit américain, tout pénétré d'un idéalisme orgueilleux, généreux et naïf, — s'en détache et le raille. Cependant le vieil esprit américain subsiste, et M. H. L. Mencken, l'enfant terrible de la critique américaine, a pu écrire : « La manière de plaire au lecteur américain est de proclamer avec un accent de confiance non ce qui est vrai, mais ce qui est réconfortant. C'est ce qu'on appelle édifier... » La réaction de la nouvelle littérature contre cette tendance suffirait à en attester la force.

Ce serait sans doute mal poser la question que de demander qui l'emportera de la tradition ou de la nouveauté. L'Amérique d'aujourd'hui n'est déjà plus, il s'en faut de beaucoup, celle dont la littérature nous a si longtemps présenté l'image. Elle aura certainement beaucoup changé demain. De plus en plus ce peuple, qui a maintenant dépassé cent dix millions, échappe aux prises d'une formule unique, comme aussi d'une formule fixe. Il y a longtemps qu'il déborde la définition du *Yankee*. Un type nouveau se dessine, Américain plutôt qu'Anglo-Saxon, dont nous ne voyons encore que l'ébauche ou la préparation. Une race nouvelle s'élabore parmi les contrastes et les discordances de races que présente la vie américaine moderne et à quoi la littérature commence à s'intéresser.

S'il s'agissait seulement de satisfaire une curiosité psychologique, il serait assez vain de nous demander aujourd'hui ce que sera cette Amérique de demain, et nous ferions mieux d'attendre. Mais est-il besoin de signaler l'importance, l'intérêt, l'urgence de la question ? L'intervention américaine a été un des grands faits décisifs de la guerre ; elle reste un des facteurs essentiels de la paix. L'ordre européen ne peut plus faire abstraction des États-Unis. Or, c'est un fait aussi que, poussée par sa confiance en soi, son optimisme, son « illusion messianique », la grande République d'outre-mer, insuffisamment avertie des problèmes de l'Europe et trop peu sensible, par suite de l'éloignement, à ses nécessités vitales, a voulu se faire l'arbitre des affaires européennes. Après l'échec de ce grand dessein et la tragique faillite de celui qui en avait poursuivi la réalisation, l'Amérique s'est détournée de l'Europe en un geste de dépit et de dédain.

La formule courante là-bas, depuis trois ou quatre années, c'est de nous « laisser à notre gâchis ». Il est permis d'espérer que l'Américain se montrera moins sévère pour les autres, à mesure qu'il cessera d'être aussi satisfait de lui-même, moins exclusif, en même temps et dans la même proportion qu'il deviendra moins insulaire. Plus aussi le peuple des États-Unis développera et élargira sa personnalité nationale, moins il ressentira la tentation de s'isoler, mieux il comprendra sa solidarité avec l'Europe.

C'est pendant la période de constitution, et quand ses jeunes organes gardaient encore la fragilité de l'enfance, que la fameuse doctrine de Monroe, dont il vient de célébrer le centenaire, lui prescrivait fort sagement de se replier sur lui-même, de ramasser ses forces, d'élever une barrière entre lui et nous d'après le double principe : l'Europe aux Européens, l'Amérique aux Américains. C'était la doctrine même de Washington, le père de la patrie. Elle devient de plus en plus impraticable, mais aussi de moins en moins nécessaire. L'Américain ne le comprendra que quand il sera devenu, par la multiplication des éléments toujours plus disparates qui le composent et la fusion de plus en plus complète de tous ces éléments, à la fois plus américain, au sens où nous avons vu que les nouveaux romanciers prenaient le mot, et plus européen.

C'est pourquoi, épiant en lui le développement de ce double caractère par l'éveil du sens critique et l'élargissement de la personnalité nationale, nous nous penchons avec tant de curiosité sur sa littérature pour y chercher, avec sa véritable image, le secret de sa nature et le sens de son évolution. Que sera-t-il ? Nous voudrions le savoir pour répondre à cette autre question : Que fera-t-il ? Le plaisir très vif que peut donner la lecture des nouveaux romanciers américains n'est pas la seule raison que nous ayons de les lire avec soin.

FIRMIN ROZ.

LES FOULES DE LISIEUX

Le monde entier en parle : Lisieux et sa jeune sainte, la petite sœur Thérèse de l'Enfant Jésus, préoccupent, en ce moment, la presse mondiale. L'Église vient de canoniser cette mignonne carmélite, morte de phtisie, à l'âge de vingt-quatre ans, après une existence obscure, une vie de moniale un peu quelconque, ensevelie dans un couvent de la vieille cité normande. Mais voilà bientôt un quart de siècle que son renom de sainteté a franchi les murs du cloître. Et maintenant ce sont des foules, — des foules sans cesse accrues et de plus en plus ferventes, — qui se précipitent vers son tombeau, qui accourent de tous les points de la France, de toute l'Europe et même des deux Amériques.

Il y a là quelque chose de véritablement extraordinaire, un fait qui s'impose à l'attention. Malgré mes résistances et, je l'avoue, mes répugnances premières, j'ai fini par céder à l'obsession de ce fait. Comme tout le monde, j'ai pris le chemin de Lisieux. J'en arrive : j'ai voulu assister au moins à la dernière et à la plus belle des cérémonies qui viennent de se dérouler, là-bas, pour fêter la canonisation de la jeune sainte, et qui ont duré une semaine entière. Cette dernière fête a eu lieu le mercredi 30 septembre, jour anniversaire de la mort de Marie-Françoise-Thérèse Martin, religieuse du Carmel de Lisieux...

***

Je tombe dans une ville non pas précisément en liesse, — ce terme ne conviendrait ni au caractère de ces réjouissances, ni non plus au caractère normand, — mais dans une ville plus

qu'endimanchée, qui a mis toutes voiles dehors et qui est pleine d'une rumeur et d'une agitation insolites. A dix lieues à la ronde, cette fièvre s'est communiquée aux gens du pays. Ils se sont mis en route dès la première heure. Ils arrivent par des trains bondés, en autos, en auto-cars, ou en autobus, en charrettes, à pied ou à bicyclette. Tout le long des chemins, on voit des prêtres de campagne, et aussi des jeunes filles, pédaler à toute allure dans la direction de Lisieux. Les hôtels et les moindres auberges refusent des clients qui s'écrasent à la porte, qui refluent sur les trottoirs, envahissent les terrasses des cafés, qui, dans les magasins d'objets de piété, se disputent les médailles et les cartes postales. Là on fait des affaires d'or. Les vendeuses débordées renoncent à servir les acheteurs, qui font main basse sur tout ce qui est à leur portée. C'est un vrai pillage, mais qui se solde à beaux deniers comptants. Et l'on sent que les heureuses victimes sont toutes consolées à la pensée du pactole qui ruisselle sur la ville...

Celle-ci est méconnaissable sous la parure virginale que sœur Thérèse lui a donnée. Elle est enguirlandée comme un jardin de couvent. Partout des oriflammes, mêlées aux trois couleurs nationales, des banderoles avec des inscriptions pieuses, des arcs de triomphe à l'entrée des principales avenues. La rue du Carmel et toutes celles par où doit passer la procession de ce soir, forment comme de longues enfilades de berceaux fleuris de roses blanches et rouges, qui dissimulent des ampoules électriques. La plupart des maisons, les volets des fenêtres, les grilles des cours sont tapissés de fleurs, — fleurs de toute espèce, où dominent les roses, — roses de toute sorte, roses naturelles, roses en papier, ou en étoffe. Les roses pullulent, comme pour commenter la parole de la petite sainte : « Je ferai pleuvoir des roses! » C'est un débordement. On me dit que plus de deux cent cinquante mille roses artificielles ont été commandées pour la fête. Mais cet excès même, dans son emportement, a quelque chose de lyrique, qui ne déplaît pas à l'imagination.

Cela rappelle la fureur d'adoration des Espagnols, qui, pour leurs fêtes religieuses, sacrifient les fleurs par milliers, dévastent leurs jardins et des campagnes entières : cinquante mille têtes d'œillets, pour la procession du *Corpus*, — quelle hétacombe de couleurs et quel vertige de parfums!... Hélas!

la frigide Normandie n'a rien de pareil à offrir. Il lui faut se contenter de roses sans odeur, mêlées aux honnêtes fleurs ménagères de ses pourpris. Mais elle a fait vraiment tout ce qu'elle a pu. Sœur Thérèse, qui aimait tant les roses, doit être contente des bonnes gens de Lisieux!...

Elle doit être contente surtout de leur attitude, — de celle de toute cette foule venue du dehors. C'est singulier! Tous ces gens qui boivent, qui mangent aux devantures des auberges, qui vaquent aux affaires de leur négoce, qui déambulent par les rues, le fermier, le paysan, l'employé de chemin de fer, le boulanger, le charcutier, qui vend ses saucisses, ou qui découpe son jambon, — tous semblent touchés par un charme, littéralement « enchantés », comme dans les contes de fée. Ils parlent bas, comme dans une église, ou en mesurant leurs gestes et leurs paroles, comme pour un auditeur ou un spectateur invisible, un personnage devant lequel on se surveille. Certainement il y a une présence qui flotte dans l'air. Tout le monde le sent. En arrivant, je suis vivement frappé par un soudain changement d'atmosphère, une ambiance de sérieux, de décence, pour ne pas dire de recueillement. Et cela me reporte très loin dans mes années d'enfance, au temps de nos Fêtes-Dieu lorraines, ou plutôt au temps d'une France très vieille et certainement exquise. Quelle joie de constater, ici, que cette France-là n'est pas tout à fait morte!...

*
* *

D'instinct, le flot des arrivants se porte vers le Carmel, centre de la fête. Dans le sanctuaire tout neuf, élevé à la gloire de la jeune sainte, le cardinal-légat, spécialement envoyé par le Pape, va célébrer une messe pontificale. Les rues qui y conduisent sont déjà barrées par des forces de police, qui en défendent l'entrée aux véhicules.

La foule des piétons s'amasse devant l'église neuve, évidemment trop petite pour les multitudes qui assiègent l'entrée. On s'écrase contre les grilles sévèrement closes, et, à travers ces grilles, par le grand portail ouvert à deux battants, on essaie de voir ce qui se passe à l'intérieur du sanctuaire. Toutes les portes qui, du dehors, y donnent accès, ont été prudemment fermées. Il l'a bien fallu ; autrement, la foule, — la terrible foule, — aurait tout envahi, et, dans son avidité de voir et de toucher

tout ce qui rappelle la Sainte ou tout ce qui fut d'elle, aurait tout submergé et tout écrasé. On m'affirme que quarante mille demandes pour assister à cette cérémonie sont parvenues au Carmel. J'ai toutes les peines du monde à m'introduire dans la nef, pleine jusqu'au seuil, où, seules, les personnes munies de cartes ont pu trouver place. On se case, ou l'on se blottit comme on peut. Le service d'ordre est rudimentaire : rien n'a été prévu que dans les grandes lignes. C'est ainsi que, malgré la bonne volonté et l'amabilité de l'évêque de Bayeux, je n'ai rien pu voir que par mes propres moyens et que des choses essentielles m'ont certainement échappé. Les cortèges et les assistances s'organisent au petit bonheur. Et finalement, tout se débrouille, tellement chacun y met du sien et tellement l'unanimité est parfaite. C'est merveilleux : pas une note discordante dans ces foules composées de gens de toute condition, pas un cri, pas un geste messéant ! Sans faire appel à la force ou à la contrainte, simplement en se manifestant telle qu'elle est, dans sa noblesse et dans sa beauté, l'Église obtient le respect, sinon l'adhésion de tous. Elle a remodelé la foule à son image. Elle lui a rendu la pleine dignité humaine.

Mais la messe vient de commencer. Je la suis comme je puis derrière les rangs compacts de l'assistance entassée dans cette église, décidément trop étroite. Quelqu'un m'assure qu'on va la démolir pour la remplacer par une basilique digne de la petite sœur Thérèse et de sa renommée mondiale. Je ne sais ce qu'il en est en temps ordinaire, mais il est trop certain qu'en un jour comme celui-ci, cet édifice aux plâtres encore tout frais est absolument insuffisant. Nous sommes tellement serrés que je puis tout au plus apercevoir quelques détails : des mitres dorées qui émergent de la foule, à l'entrée du chœur, une calotte, ou une barrette rouge de cardinal. Plus près de mon regard, des officiers en uniforme, dont un officier anglais ou américain en tenue de campagne, — et des représentants variés des principaux ordres monastiques : des Carmes, bien entendu, accourus pour fêter cette gloire du Carmel, des Franciscains, des Bénédictins, des Dominicains, et beaucoup de prêtres perdus dans la grande masse des fidèles venus de partout. Ma voisine, debout comme moi, une vieille grand mère qui abrite sa petite fille dans ses jupes, me dit avec exaltation : « Je suis ici depuis huit jours ! *J'ai assisté à tout !..* » Derrière nous, des

séminaristes sont assis sur les marches qui conduisent à la tribune de l'orgue. D'autres occupent les stalles des confessionnaux. Tandis qu'ils entonnent le *Credo*, avec des voix fortes et bien exercées de jeunes clercs, des voix sonores et profondes où s'affirme une foi totale, j'essaie de reconnaître le lieu où je suis.

Une petite église toute blanche et toute proprette, voilà ce que j'ai sous les yeux. Pas de style définissable, — du moins à l'intérieur, — ou plutôt pas de style du tout. Pour unique décoration, l'imagerie dévote de la rue Saint-Sulpice, mais si bien adaptée au milieu, d'une si parfaite unité, que, pour la première fois depuis bien longtemps, je n'en suis point choqué. Oui, on admet tout cela, toute cette ornementation simplette, toutes ces élégances vraiment trop sucrées. On admet la chapelle où repose la châsse de la Sainte, figure de cire couchée dans une arche de cristal, et, tout autour, les stucages bleu-ciel qui représentent des tentures parsemées de petites roses... Au fond de l'abside, au-dessus d'un autel quelconque, une « gloire » sans prétention : une petite sainte enfantine et charmante, agenouillée devant la Vierge Marie et l'Enfant Jésus, et puisant dans le giron de la Vierge les roses qu'elle va répandre, en une pluie de grâces, sur la terre. Enfin, dominant le groupe, une croix massive où nichent des têtes d'anges : tout cela en stuc, ou en pierre blanche, se détachant sur fond d'azur. Encore une fois, cela ne choque point les délicatesses de goût les plus renchéries, même chez ceux qui ne sont point sensibles au sens religieux de cette symbolique populaire. La Sainte qui usa, ici, dans l'humilité et dans l'enfance du cœur, les restes d'une vie précocement condamnée, n'eût point trop désavoué, je crois, ce décor élevé pour lui plaire. Elle se fût reconnue dans cette esthétique de petite servante de l'Enfant Jésus.

De ce monde où elle n'a fait que passer, elle n'a guère aimé que les fleurs, et, parmi les fleurs, elle a voué à la rose une dilection spéciale. C'est pourquoi dans ce sanctuaire consacré à sa mémoire, tout l'ornement se réduit à peu près à des fleurs. On y a mis des roses à profusion, — des roses et encore des roses ! Il y en a trop peut-être ! Trop de roses en papier !... Mais ne sourions point : sœur Thérèse eût certainement aimé cela, par enfance, par humilité, en petite fille pieuse et imaginative qui sait s'amuser de tout et qui sait que Dieu ne regarde point

à la matière ou au prix de l'offrande, mais seulement à la pureté du don... Et c'est ainsi que, dans cette chapelle candide, les roses ruissellent en nappes le long des murs, débordent des corniches, foisonnent sur les autels, s'échevèlent en guirlandes et pendent des hauteurs des voûtes, autour des lustres. Et sur toutes les parois du sanctuaire, d'autres roses encore, — celles-là spirituelles, — à savoir les grâces envoyées par la Sainte et attestées par d'innombrables plaques votives aux lettres dorées. L'église en est tapissée du haut en bas : attestations de guérisons miraculeuses, faveurs obtenues, dangers évités, surtout pendant la Grande Guerre. De la place où je suis, j'essaie de déchiffrer ces ex-votos, dont beaucoup sont signés de noms d'officiers ou de soldats, beaucoup aussi de noms étrangers, espagnols, brésiliens, ou canadiens. Sur la plaque la plus proche de moi, celle qui ouvre, en quelque sorte, ce défilé de la gratitude, je lis : *Reine Amélie de Portugal, princesse de France...*

Enfin, au milieu de ce verger céleste, la Rose suprême, — celle offerte par Pie XI pour la canonisation de la moniale de Lisieux. A la fin de la messe, le cardinal Vico, légat du Pape, va la déposer solennellement devant la châsse de la nouvelle sainte Thérèse. Pour cette cérémonie, dans l'étroite église, on essaye de se former en procession. Le cardinal ouvre la marche, portant, sur un coussin de satin blanc, la Fleur d'or, présent du Pontife de Rome. Le cortège, bloqué par les fidèles, a beaucoup de peine à évoluer. Cependant, tout s'achève sans trop d'encombre. Les évêques et les clercs, pour laisser passer le légat, se sont rangés sur les marches, de chaque côté de la chapelle. Et, pendant quelques instants, cela forme d'admirables groupes de figures cléricales, comme on en voit dans le célèbre tableau du Gréco : *l'Enterrement du comte d'Orgaz* : épaules engoncées sous le fardeau doré des chapes, fronts barrés par la mitre, profils austères, aux cheveux tondus de près, aux longs nez dévotieux recourbés sur des lèvres qu'entrouvre le balbutiement de la prière...

Ce dépôt de la Rose pontificale, au milieu de cette figuration somptueuse, empreinte d'un si haut style, fut certainement la minute culminante de la cérémonie. Mais l'Église ne peut pas faire un geste liturgique sans faire, en même temps, de la beauté.

*
* *

La procession, qui, à partir de trois heures, se déroula par les rues de la ville, fut quelque chose de plus beau encore et qui dépassa toutes mes attentes. Elle devait partir du Carmel, et, après avoir passé devant les principales églises, s'arrêter au Jardin public, où un reposoir monumental était dressé.

Dès deux heures, les porteurs de drapeaux et de bannières commencent à affluer aux environs du sanctuaire. On se réunit à la sacristie où a lieu la distribution des étendards. Puis, toutes les catégories de figurants. Beaucoup de prêtres et de religieuses, et aussi de nombreux moines drapés dans leurs manteaux à longs plis. Ils entrent dans la nef, d'un air conquérant, s'agenouillent, si l'on peut dire en « bombes », en une projection de tout le corps lancé en avant, et ils s'engouffrent dans la sacristie, avec les porte-étendards. L'organisation de ce cortège colossal est tellement longue qu'on est obligé d'abréger les vêpres annoncées. Elles se réduisent à un simple *Magnificat*, entonné par le chœur, aussitôt après l'entrée du Légat et de sa suite de cardinaux et d'évêques. Mais ce *Magnificat* en faux-bourdon est réellement triomphal. Depuis ma petite enfance je n'avais rien entendu de pareil. Ah! que j'aime donc mieux cette musique-là que l'ascétique chant gregorien! Celui-ci est trop jeune ou trop vieux pour moi. Vraiment l'hymne sacré ainsi chanté, par une foule frémissante d'émotion et de foi, prend toute son ampleur et toute sa magnificence. En ce moment-là, soulevée, emportée comme sur des milliers d'ailes par l'enthousiasme de la foule, la petite servante du Seigneur fut réellement sur le trône...

Et puis, c'est la sortie à travers les rues de la ville, sous les berceaux fleuris et les arcs de triomphe. Des banderoles se déploient au-dessus de nos têtes : *A notre petite reine! — A notre sainte! — Sainte Thérèse, protégez-nous!...* Je suis tout au bout de la procession. A perte de vue, je regarde onduler les têtes, les cierges et les bannières... Et, tout à coup, comme un vent qui s'élève dans les grands blés d'avant la moisson, je perçois une rumeur lointaine qui s'approche, qui se déploie, qui expire en un murmure : *Ave! ave! ave, Maria!...* Ce sont les cantiques de Lourdes, ceux qu'on entend du matin au soir, autour de la grotte de Massabielle. Quelqu'un me dit :

— On se croirait à Lourdes !

Illusion fugitive ! Non, nous ne sommes pas à Lourdes ! Nous sommes dans une vieille ville du Nord un peu triste, un peu froide, sans grands élans, sans grandes démonstrations extérieures, mais où l'on sent tout le solide, tout le meilleur de la piété française. Très probablement, du temps de saint Louis, on ne suivait pas les processions avec plus de sérieux ni de simplicité dans la foi.

Saint Louis ! Le siècle des cathédrales ! Nous passons devant les ogives flamboyantes de la vieille église Saint-Jacques. Le mirage se précise. Voici, devant mes yeux, une véritable vision du moyen âge. Je suis en haut d'une rue en pente. La procession s'y enfonce, s'y précipite, comme la nappe d'un torrent. Tout au fond, dans un lointain inappréciable, la châsse dorée de la Sainte, portée sur les épaules des moines, la châsse resplendissante émergeant d'un buisson de lys ; et puis les mitres, en file profonde, les manteaux rouges des cardinaux, les bannières, les drapeaux déployés, et toute une foule s'écrasant pour voir cela. Toutes les rues avoisinantes engorgées. On se pousse, on se bouscule, on cherche des issues possibles, on court vers des venelles détournées qui aboutissent au Jardin public, où la procession doit s'arrêter. Et, encore une fois, je m'émerveille de la tenue irréprochable de cette multitude avide de tout voir, suivant, avec une patience admirable, le déroulement minutieux des rites, escortant jusqu'au bout et sans se lasser la châsse lumineuse de la petite sainte consolatrice et faiseuse de miracles.

Enfin, l'immense cortège s'est immobilisé devant le reposoir monumental, dont les arcatures dominent la foule, la vaste esplanade quadrangulaire du Jardin, toute grouillante de monde. Le cadre est grandiose : ce reposoir s'enlevant sur les masses architecturales de la cathédrale, qui forme le fond du tableau. De grands arbres centenaires déployés en couronnes au-dessus des pelouses et des bassins d'un vieux jardin à la française. Un peuple de prêtres et de prélats immobiles sous la pompe des ornements sacerdotaux, les mille lueurs des cierges, — et, entassée dans les allées, grimpée sur les bancs, accrochée aux grilles et aux balustrades, — la foule inlassable, attendant, dans un demi-silence respectueux, ce qui va s'accomplir... Ce qui va s'accomplir, elle le sait d'avance. Elle sait

qu'elle va d'abord écouter un sermon en plein air. Puis ce sera la bénédiction du Saint-Sacrement, puis la bénédiction des roses présentées par des milliers de fidèles. Et ils écoutent, et ils attendent sous les arbres du beau jardin, les yeux fixés sur les arcatures du reposoir, au frontispice duquel se détachent, en majuscules de partout visibles, ces simples mots : *Gloire à Dieu!*

*
* *

Et cela se passe, non pas dans une ville comme Lourdes, une ville qui est faite uniquement pour ces sortes de manifestations, mais dans une honnête sous-préfecture normande pareille à toutes les sous-préfectures de France, — toute matérielle, toute pratique et toute positive d'apparence, où le maquignon vient vendre ses chevaux, ses bœufs et ses porcs, où l'on boit le cidre à plein bol, et où le touriste s'arrête dans des auberges aux nourritures plantureuses. Pour secouer toute cette matière, pour changer l'air d'une ville lourde de graisse et d'opulence et pour y attirer, de toutes les parties du monde, des essaims d'âmes, il a suffi d'une petite fille morte dans les austérités du Carmel, et dont le cœur était une source jaillissante de charité!..

LOUIS BERTRAND.

LE
FOYER DE LA COMÉDIE-FRANCAISE

SOUVENIRS ET ANECDOTES (1877-1885)

II [1]

DE BRESSANT A DELAUNAY

Avant de rentrer au Foyer de la Comédie-Française avec le parfait amoureux et l'homme charmant qu'était Delaunay, je veux donner un souvenir à un comédien dont la réputation, acquise en Russie, lui avait valu la rare chance d'entrer d'emblée à la Comédie-Française comme sociétaire à part entière, et qui, pendant plus de vingt années, y avait tenu les premiers rôles avec un succès qui ne s'était jamais démenti : Bressant.

Bressant, c'est l'homme aimé; Delaunay, c'est l'homme qui aime; ainsi pouvait-on caractériser le talent des deux artistes.

Je n'ai vu Bressant qu'à la scène; bien qu'il n'eût pris officiellement sa retraite qu'en 1877, depuis quelque temps déjà son état de santé ne lui permettait plus de jouer, ni même de venir au théâtre. Il s'était retiré à Nemours où il achevait une vie, fertile en succès de tous genres, le plus lamentablement du monde. Le corps complètement paralysé, et incapable du moindre mouvement, il n'avait conservé de vivant que la tête, triste faveur qui ne servait qu'à lui mieux faire sentir toute l'étendue de son malheur. Il se comparait à un individu qu'une tourmente des sables du désert eût enseveli jusqu'au cou. Mais Nemours n'était pas le désert; car là, sur son lit de douleur, il était toujours l'homme aimé; d'admirables dévouements l'entouraient, qui adoucissaient ses souffrances morales

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

et physiques, — si l'on peut parler d'adoucissement en présence d'un pareil supplice.

Plus jeune que Bressant d'une dizaine d'années, Delaunay avait cinquante ans lorsque je commençai à fréquenter le Foyer. Nul, à le voir si jeune de visage et d'allure, ne lui eût donné son âge. A la scène, c'était mieux encore. Non seulement il faisait illusion dans Perdican, dans Valentin, mais encore dans Fortunio qui n'a pas vingt ans. Avec quel art il *disait* la fameuse chanson! Avec quel charme aussi, car il possédait une voix aux inflexions douces et tendres, et les déclarations amoureuses ainsi modulées eussent dû séduire toutes les femmes, s'il n'arrivait parfois que d'aucunes n'eussent le cœur trop loin des oreilles. Chose curieuse, cet artiste, qui avait une voix si musicale lorsqu'il parlait, était incapable de chanter.

Très aimable, il causait volontiers; j'avais plaisir à m'entretenir avec lui, car il aimait son art et en connaissait tous les secrets. Il était grand marcheur; il habitait Versailles, et il lui arrivait souvent, à l'aller ou au retour, lorsqu'il avait joué en matinée, de faire le trajet à pied, soit une vingtaine de kilomètres, ce qui était fort coquet pour un quinquagénaire. Il attribuait à ces longues randonnées sa sveltesse, sa souplesse agile et sa bonne santé. Jusqu'à la retraite de Bressant, il était volontairement resté confiné dans l'emploi des amoureux, entre les « petits marquis » du répertoire et les jeunes héros de Musset; vers la fin de sa carrière, il avait eu l'ambition, fort légitime, de s'essayer dans les grands jeunes premiers; d'Acaste il devint Alceste, et l'interprétation qu'il donna de l'homme aux rubans verts fit honneur à la souplesse de son talent.

Peu après la mort de Perrin, il prit sa retraite. Le 1er août 1886, il abandonnait définitivement le théâtre. Je l'ai revu quelquefois; toujours alerte, toujours jeune, il n'avait du vieillard que les cheveux blancs, et encore ces cheveux qu'il n'était plus professionnellement obligé de teindre, semblaient-ils ne devoir leur blancheur qu'à un nuage de poudre.

MAUBANT

Le doyen de la troupe tragique était alors Maubant. Avec sa tête d'empereur romain, il avait grande allure sous la toge. Je ne sais si, dans sa jeunesse, il avait joué les jeunes pre-

miers tragiques ou dramatiques, mais il semblait peu fait pour représenter les personnages dont la séduction doit conquérir les cœurs ; il interprétait les vieillards animés de passions politiques plutôt que ceux qu'agitent les passions amoureuses. Il était un excellent Auguste, un Don Diègue imposant, un superbe vieil Horace ; mais en Ruy Gomès on n'avait pas de peine à comprendre que Doña Sol préférât Hernani.

Il ne fréquentait guère le Foyer que lorsqu'il était appelé au théâtre par son service. Il causait peu, mais il était poli et même courtois. Il m'intéressait parce qu'il avait fait partie d'une Comédie-Française fort différente de celle qu'avait renouvelée Perrin. Je me rappelle toujours son jugement sur Beauvallet, qui avait eu une grande réputation de tragédien, plus qu'une réputation de grand tragédien. Certain soir que je me trouvais assis au Foyer, à côté de lui, je saisis l'occasion de l'interroger sur son camarade disparu.

— Beauvallet, lui dis-je, était un grand artiste.

— Un grand artiste, oui, monsieur...

Puis, après un temps :

— Un grand artiste, Beauvallet, reprit-il, mais « une rosse », monsieur.

Avant d'aller plus loin, je dois dire, pour ceux qui n'ont pas entendu Maubant, qu'il avait un bizarre défaut de prononciation, lequel s'était aggravé avec l'âge. Il donnait aux « a » le son de l' « é », et il faisait rouler les « r » de telle sorte que le mot « rosse » fut accentué par lui comme s'il se fût écrit « rrrhosse ». Ce soir-là, il exagéra peut-être sa manière plus que de coutume, apparemment dans l'intention de marquer davantage sa vieille rancune contre le « grand artiste ».

Surpris, comme on pense, d'une appréciation ainsi formulée, je lui en exprimai mon étonnement. Il s'expliqua :

— C'était dans mes débuts ; nous devions jouer une de ces trégédies du XVIIIe où il faut se monter l'un sur l'autre pour faire de l'effet ; j'étais enrhumé et ne disposais point de tous mes moyens. Évant lé représentétion, je vais trouver M. Beauvéllet, et je lui dis : « Monsieur Beauvéllet, je suis enrhumé ; je viens donc vous prier d'édoucir un peu l'éclét de votre voix éfin de ne point m'obliger é de grands efforts, si c'était un effet de votre bonté. — C'est entendu, » me répond M. Beauvéllet. Je me confonds en remercîments et, réssuré, j'éttends mon tour

d'entrer en scène ; mais voilé qu'au moment où je descends sur le pléteau, j'entends M. Beauvéllet qui gueulait comme il n'évait jémais gueulé. Indigné, je me dis : « Il peut gueuler, je gueulerai encore plus fort que lui : tant pis pour ce qui érriveré. » Et j'ai gueulé, monsieur, plus fort que lui ; j'en ai été enroué pendant un mois ; mais j'évais sauvé mé dignité d'értiste !...

Et il termina son récit comme il l'avait commencé :

— Un grand értiste, M. Beauvéllet, mais une rrrhosse, monsieur.

En dépit de son masque césarien, et bien qu'il ne montrât nulle répugnance à incarner sur les planches les rois et les empereurs, Maubant professait des opinions républicaines qui pouvaient passer pour avancées, — sous l'Empire, — au temps où la république était belle. Il n'avait pas pardonné à Napoléon III le coup d'État. L'occasion s'offrit un jour à lui de manifester à l'Empereur ses vrais sentiments et, bien qu'elle fût mauvaise, il n'eut garde de la laisser échapper. C'est de Madeleine Brohan que je tiens le récit.

Tous les ans, les souverains allaient passer quelques semaines au château de Compiègne, et la Comédie-Française y donnait pendant leur séjour quelques représentations. Maubant se trouva faire partie de la troupe chargée de divertir les invités de l'Empereur et de l'Impératrice. Après la représentation, l'Empereur se rendit, selon sa coutume, dans le salon où se trouvaient les comédiens et leur adressa individuellement ses compliments ; chacun s'inclinait et remerciait le souverain. Quand vint le tour de Maubant, celui-ci, droit et le regard fixe, répondit par un sec : « Merci, monsieur. »

Étonné, l'Empereur, eut un léger haussement d'épaules et tourna le dos à l'auteur de cette grossière sottise...

Son camarade Barré, dans les mêmes circonstances, fut pris d'un trouble dont se ressentit sa réponse. Très ému à la pensée de se trouver en présence du souverain, il demanda quelques conseils à Madeleine Brohan, laquelle lui dit :

— L'Empereur est très bon : il t'adressera quelques compliments ; tu n'auras qu'à lui répondre une phrase comme celle-ci : « Sire, votre Majesté est bien bonne. »

Barré répéta plusieurs fois la phrase pour se la bien mettre dans la mémoire, mais l'instant décisif arrivé, voilà que le

comédien, troublé, oublie la leçon apprise, et dit d'une voix mal assurée :

— Majesté, votre Sire est bien bonne !

Ce lapsus amusa fort ses camarades qui ne se firent pas faute de blaguer le brave homme.

L'INCOMPARABLE DUÈGNE

Un corps long et osseux, une tête à profil d'oiseau de proie, une voix mordante, tels étaient les traits caractéristiques de Clémentine Jouassain. L'artiste avait eu l'intelligence de comprendre qu'un tel physique lui interdisait la carrière des amoureuses et des séductrices, et elle avait eu, dès ses débuts, le courage de prendre l'emploi des duègnes, où elle était incomparable. Mais le succès n'avait pas atténué l'amertume secrète qu'elle éprouvait à se voir sans beauté au milieu de ses camarades plus favorisées par la nature, et à ne se montrer sur la scène que dans les rôles de vieilles femmes ridicules. Cette amertume se trahissait par les propos dépourvus de bienveillance, mais non d'esprit, qu'elle tenait sur les gens et les choses.

Elle avait épousé un ancien officier de marine, Albert Tournière, avec lequel elle formait le couple le mieux assorti qui se fût jamais vu. Madeleine Brohan disait d'eux :

— Ils ne se sont pas choisis, ils se sont *restés*, et ils vivent dans une perpétuelle *lune de fiel*.

Le marin n'était pas plus bienveillant que la duègne et, pour lui comme pour elle, les disgrâces physiques pouvaient peut-être servir de circonstances atténuantes.

Perclus de rhumatismes, courbé en deux, Tournière ne marchait que difficilement, appuyé sur une canne. Il ne venait au théâtre que lorsque sa femme jouait; ces soirs-là, on était prévenu de sa venue par les coups secs de sa canne frappant violemment le parquet. Il pénétrait dans le Foyer, s'installait dans un fauteuil et tout aussitôt se mettait à raconter quelque histoire plus ou moins scandaleuse sur celui-ci, sur celle-là. Qu'on eût l'air de mettre en doute sa véracité, il ne manquait pas d'ajouter : « Je le sais pertinemment », en scandant chaque syllabe et en roulant l'r du dernier mot, d'un ton à défier toute contradiction.

Clémentine Jouassain était excellente sur la scène, où elle représentait les duègnes au naturel. Aussi est-il un rôle dans lequel je n'ai jamais pu la supporter, non qu'elle fût mauvaise à proprement parler, mais parce qu'elle y était manifestement déplacée, et que, sans qu'il y eût de sa faute, elle en faussait le caractère ; c'est Arsinoé, du *Misanthrope*. Je n'ai jamais compris qu'on ait pu songer à le lui faire jouer. Arsinoé n'est ni laide ni vieille : elle a quelques années de plus que Célimène, mais on ne doit pas oublier que Célimène a vingt ans. D'ailleurs, si l'on s'était reporté à la distribution des rôles faite par Molière, on aurait vu que ce n'était pas à Madeleine Béjart qu'il avait confié le rôle d'Arsinoé, à Madeleine Béjart, beauté très mûre ayant largement dépassé la quarantaine, mais à Mlle Duparc, qui avait alors trente-trois ans, et qui, après avoir été très jolie, était loin d'avoir complètement cessé de l'être.

C'était un véritable contre-sens d'avoir fait de Clémentine Jouassain une Arsinoé. Célimène avait trop beau jeu contre elle, et quant à Alceste, sa position devenait pénible et même ridicule, lorsqu'à la fin du troisième acte Arsinoé lui demande de l'accompagner chez elle et lui dit :

> ... Je vous ferai voir une preuve fidèle
> De l'infidélité du cœur de votre belle,
> Et si pour d'autres yeux le vôtre peut brûler,
> On pourra vous offrir de quoi vous consoler.

Je me souviens de la gêne qu'éprouvait Bressant, le premier acteur que j'ai vu dans Alceste, lorsqu'il recevait d'Arsinoé-Jouassain une pareille déclaration.

Vers la fin de sa carrière, Clémentine Jouassain commença à sentir les atteintes d'une pénible infirmité : elle devenait dure d'oreille. Le mal fit des progrès, au point que, dans les dernières années où elle continua de jouer, elle en était réduite à observer le mouvement des lèvres chez ses partenaires pour savoir le moment où elle devait lancer sa réplique. Certains de de ses camarades, qui ne l'aimaient guère et pour cause, se livraient à un petit jeu qui ne laissait pas d'être cruel : ils remuaient les lèvres alors qu'ils avaient cessé de parler, et, comme elle n'entendait pas le souffleur, il en résultait des silences dont le public s'étonnait et dont, à la longue, il aurait bien pu se fâcher.

LE GRAND COQUELIN

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

Coquelin se flattait de l'amitié de Gambetta, mais je dois à la vérité de déclarer que ce ne lui était qu'une satisfaction d'amour-propre, car Coquelin n'avait nul besoin d'une amitié puissante pour réussir dans la carrière qu'il avait choisie, ou plutôt qu'une vocation irrésistible lui avait en quelque sorte imposée dès l'enfance. D'ailleurs, il était déjà connu comme acteur alors que Gambetta était encore ignoré, sauf des étudiants qui fréquentaient les brasseries du quartier latin. A dix-neuf ans, il était engagé à la Comédie-Française et nommé sociétaire le 1er janvier 1864!

On ne voit pas quelle autre carrière que celle de comédien eût pu embrasser ce diable d'homme à qui les bonnes fées semblaient avoir donné tous les dons de l'acteur : un corps ni trop grand ni trop petit, un masque mobile, une voix claironnante, une faculté de faire rire et d'émouvoir à volonté, capable de jouer les valets et les grands seigneurs, le classique et le moderne, toute la gamme en un mot, la tragédie exceptée, mais le drame compris. Il formait, avec Got et Thiron, un incomparable trio de comiques : Got avait plus de profondeur, Thiron plus de finesse, mais Coquelin avait plus de brillant. Son action sur le public était extraordinaire; il n'avait qu'à paraître pour « empoigner » une salle.

Got, avec sa sûreté de jugement, avait discerné bien vite, dès l'entrée du jeune homme à la Comédie-Française, et son caractère et ses chances d'avenir. Voici comment il en parle dans son journal :

« 11 août 1861. — Depuis un an, la Comédie-Française s'est augmentée d'un certain Coquelin, garçon véritablement doué, théâtralement surtout, mais d'une éducation assez sommaire. A peine s'il a barbe au menton et il tape sur le ventre à Léon Guillard, discute perspective avec le père Ciceri, littérature avec Émile Augier. Nul au théâtre, hors L. Monrose en secret, n'a le flair de s'en embarrasser encore, mais il faudra compter quelque jour avec ce nouveau, et je pressens une personnalité rapidement encombrante. »

Si Coquelin avait une haute idée de lui-même, il en avait

une très haute de sa profession; l'acteur pour lui n'était pas seulement un interprète, il devenait à l'occasion un créateur; il étayait son opinion d'un sophisme : « Ne dit-on pas d'un artiste qu'il a « créé » tel ou tel personnage? »

Pour moi, j'ai toujours eu avec lui les relations les plus courtoises. Elles ont continué après son départ de la Comédie-Française, ce qui me valut une assez plaisante aventure. J'avais écrit un drame historique en quatre actes, que je l'avais prié de lire, la pièce me paraissant susceptible d'être jouée à la Porte-Saint-Martin qu'il dirigeait alors; quelques semaines s'étant écoulées, je me rendis chez lui, rue de Presbourg, où, en attendant d'être reçu, je pus admirer les tableaux de maître et les objets d'art qu'il avait réunis avec un goût très éclairé. Il m'accueillit le plus aimablement du monde, comme de coutume, et me parla de mon drame, non sans toutefois m'avoir déclaré qu'il ne l'avait plus très présent à l'esprit, et il m'en dit des choses si vagues que le soupçon me vint qu'il ne l'avait pas lu. Je n'eus plus aucun doute lorsque, ayant terminé la critique à côté qu'il m'avait faite, il ajouta :

— Il renferme d'ailleurs des vers charmants.

Or, mon drame était en prose!

J'acceptai sans broncher le compliment et je remportai mon manuscrit. Quelques années plus tard, grâce à l'obligeante intervention de mon ami Charles Prudhon, il consentit à *relire* mon drame. Cette fois, il en parla tout autrement; la pièce ne lui avait pas déplu, et il me déclara, à un *five o'clock* du *Figaro*, où je le rencontrai, qu'il serait assez disposé à la jouer, mais que, pour le moment, il ne pouvait en être question, il était tout à *Chantecler*.

Hélas! il ne joua pas *Chantecler;* la mort lui enleva la satisfaction de terminer sa belle carrière artistique par cette dernière « création » qui eût été assurément pour lui un triomphe.

MONSIEUR FEBVRE

Si Coquelin se vantait de ses amitiés républicaines, Frédéric Febvre, tout au contraire, montrait un goût prononcé pour les relations aristocratiques. C'était pour lui une profonde satisfaction d'être présenté aux grands personnages qui venaient visiter le Foyer. Il n'était jamais plus heureux que lorsque le

hasard y amenait, les soirs où il remplissait les fonctions de semainier, un souverain ou un prince de famille régnante. Il n'avait pas son pareil pour doser les respects dont il entourait leur incognito. A tous il faisait les honneurs de la Maison avec une joie visible. Grand, bel homme, une tête aux traits accentués, surmontée d'une abondante chevelure taillée en brosse, il ne manquait certes pas d'allure dans ce rôle.

On racontait que le prince de Galles, le plus parisien des Anglais, et qui venait souvent à la Comédie-Française, lui avait fait cadeau d'une canne. La chose est fort vraisemblable. Naturellement, les petits camarades étaient un peu jaloux et se vengeaient en prêtant à Febvre des propos d'une incorrection familière : n'allait-on pas jusqu'à prétendre qu'il avait dit un jour au prince de Galles :

— Comment va madame votre mère?

Pure légende, cela va sans dire. Ce qui contribua à lui donner quelque consistance, c'est le goût, d'ailleurs bien pardonnable, que Febvre avait pour les distinctions honorifiques. Il en donna un exemple bien curieux en se décernant à lui-même le titre d'une fonction qui n'existait pas. Voici comment.

En 1871, le doyen était Edmond Got. Bien que plus âgé d'une dizaine d'années que Frédéric Febvre, sa robuste vieillesse semblait devoir lui permettre de continuer pendant longtemps encore ses éminents services à la Comédie; comme, d'autre part, Febvre était résolu à prendre sa retraite quand sonnerait pour lui la soixantaine, il n'avait pas l'espoir de devenir jamais le doyen de la compagnie. Il s'octroya donc un avancement d'hoirie, destiné à le dédommager de n'avoir pas plus tard l'héritage, et il créa à son usage le titre assez imprévu de « vice-doyen » dont il eut soin de faire suivre sa signature. Cela fit sourire. On l'en railla quelque peu, mais il tint bon, et, moitié plaisamment, moitié sérieusement, on finit par lui accorder ce titre, dont l'usurpation d'ailleurs ne faisait de mal à personne. Nul ne l'avait porté avant lui, nul ne le porta après lui. Il resta l'unique « vice-doyen » qu'on ait connu rue Richelieu.

Frédéric Febvre pendant vingt-cinq ans joua tous les rôles de son emploi avec un talent et une autorité qui ne cessèrent de grandir dans le classique et plus encore dans le moderne. Il était passé maître dans l'art de se costumer; il y atta-

chait une grande importance et y donnait tous ses soins. Citons ce trait : il laissa pendant plusieurs semaines exposés sur le dôme du théâtre, au soleil, à la pluie, à la poussière, les vêtements qu'il devait porter dans *le Roi s'amuse*, où il tenait le rôle de Saltabadil, estimant avec raison ces vêtements trop neufs et surtout trop propres pour l'ignoble bandit habitué des bouges et des tavernes : il fut ravi lorsque Perrin, l'apercevant sous cette sale défroque, lui dit qu'elle donnait envie de se gratter, — ou quelque chose d'approchant.

Il contait avec beaucoup d'agrément, et y prenait plaisir. Son récit était nuancé, sa diction parfaite, appuyée aux bons endroits; il lançait habilement le trait et ménageait ses effets, dont ainsi pas un n'était perdu.

LE SEUL QUI PUT JOUER LES « THIRON »

Une grosse tête avec une face ronde et plate où brillaient deux petits yeux clignotants, un corps replet et bedonnant, des jambes courtes, tel apparaissait Thiron. Il semblait qu'un tel physique dût confiner cet acteur dans les rôles comiques et même grotesques; il n'en était rien, et ce n'était pas un sujet de mince étonnement de voir ce gros petit homme, bas sur pattes, si j'ose dire, se transformer dès qu'il le voulait, au point d'incarner, avec une autorité et une dignité sans pareilles, les plus hauts personnages du répertoire. La métamorphose était complète : le Sosie poltron et ridicule devenait un marquis de la Seiglière, un marquis d'Auberive dont personne ne se fût avisé de contester la race. Il n'est pas jusqu'à la sottise qu'il ne sût admirablement nuancer, et pour n'en citer qu'un exemple, il montra dans le Baron de *On ne badine pas avec l'amour*, ce que peut être une sottise de grand seigneur.

Son jeu large et puissant, sa finesse malicieuse, sa voix nette et mordante, la mesure parfaite qu'il gardait dans ses rôles divers sans aller jusqu'à la raideur, et sans tomber dans la charge, faisait de Thiron un acteur unique dans son genre. Est-il besoin de dire qu'il avait une action prodigieuse sur les spectateurs et que sa seule présence mettait une salle en joie?

Il en était de même au Foyer, où on le voyait toujours venir avec plaisir et se mêler à la conversation. Il amusait ses auditeurs par ses mots drôles débités d'un petit ton sec, et lancés

avec une malice qui côtoyait parfois, mais rarement, la méchanceté; sa verve, volontiers caustique, était toujours assaisonnée de gaîté. Ses camarades attribuaient cette constante bonne humeur à un assez fort penchant pour la boisson. Un incident fâcheux n'avait pas été sans donner à cette opinion une grande consistance. Je ne le rappellerais pas ici, s'il n'avait été public? Un certain soir, dans *l'Été de la Saint-Martin*, Thiron, en scène avec Mme Barretta, se mit à « bafouiller ». Sa partenaire fit tous ses efforts pour le remettre sur la voie; ce fut en vain; il ne put continuer son rôle. Mme Barretta quitta la scène et le régisseur dut faire baisser le rideau.

Avec le grossissement que prennent les moindres incidents de la vie théâtrale, l'aventure, qui avait fait quelque bruit, valut au pauvre Thiron une réputation d'alcoolique qu'il ne méritait pas. Il aimait la bière. Mais il lui en fallait peu pour devenir « pompette »; — je m'excuse de cette expression triviale; c'est la seule qui me paraisse rendre exactement l'état où quelques bocks le mettaient. — Apparemment, le jour où se passa l'incident que j'ai rapporté, avait-il un peu forcé la dose, mais c'est la seule fois où l'exercice de sa profession fut troublé, et le public ne lui en garda pas rancune.

Sévère, Émile Perrin lui infligea une amende et le fit reparaître sur la scène dans le rôle de Maître Jacques de l'*Avare*, où il avait cette phrase à dire : « Oui, le vin pur monte à la tête. » Les spectateurs soulignèrent de rires discrets la réplique, sans aucune malveillance.

Voici une autre anecdote touchant le joyeux artiste, où celui-ci ne se trouva en défaut que par la faute d'autrui.

Le souffleur, Léautaud, lequel exerçait ses délicates fonctions avec une intelligence et un tact vivement appréciés des comédiens, avait la passion de la chasse. Certain dimanche, le train qui devait le ramener à Paris ayant eu un assez grand retard, Léautaud se rendit directement au théâtre, et se glissa dans sa boîte avec son chien. Bientôt, cédant à la fatigue, il s'endormit d'un profond sommeil. Thiron jouait ce soir-là; suivant l'argot des coulisses, il « prenait beaucoup au souffleur »; il eut une absence de mémoire et s'arrêta court, attendant la phrase que devait lui envoyer Léautaud. La phrase ne vint pas, et pour cause. Thiron se rapproche de la boîte et, pour attirer l'attention du souffleur, frappe du pied à diverses reprises, s'impa-

tientant du silence gardé. Mais, ô stupéfaction ! ce n'est pas le souffleur qui répond, c'est le chien, que ces appels du pied ont excité et qui se met à pousser des aboiements furieux. Effrayé, Thiron recule... Les spectateurs, d'abord surpris d'un intermède aussi imprévu, ne tardent pas à comprendre ce qui s'est passé : de tous les coins de la salle partent des fusées de rires. Ce fut une soirée très gaie.

Lorsque, le 1er septembre 1889, Thiron prit sa retraite, son départ creusa dans la troupe un grand vide qui n'a pas été comblé, car, unique dans son genre, comme je l'ai déjà dit, il n'y avait qu'un Thiron qui fût capable de jouer les « Thiron ».

SOPHIE CROIZETTE

Un soir du printemps de 1869, deux jeunes filles pénétrèrent dans le théâtre et allèrent frapper à la loge de Madeleine Brohan.

— Entrez, fit celle-ci.

Elles entrèrent, osant à peine avancer; elles semblaient fort intimidées et comme confuses de leur démarche. La grande artiste les rassura de son mieux et elles s'enhardirent à lui avouer le motif et le but de leur visite ; elles étaient élèves du Conservatoire, toutes deux dans la classe de Bressant; elles venaient demander à Mme Madeleine Brohan de vouloir bien leur faire travailler leur scène de concours, attendu que leur professeur les négligeait complètement, ne s'intéressant qu'à une seule de ses élèves. Elles la nommèrent : c'était Croizette. Ainsi, dès l'école, Sophie Croizette attirait l'attention ; on peut même dire qu'elle accaparait celle de son professeur qui n'avait d'yeux que pour elle. Bressant n'était pas tout à fait sans excuse : l'élève, dans l'épanouissement de ses vingt ans, était une fort belle personne, et promettait d'être une bonne comédienne.

Croizette avait été engagée le 1er septembre 1869, à la Comédie-Française, dès sa sortie du Conservatoire. Elle avait débuté le 7 janvier 1870 et, trois ans après, elle devenait sociétaire. Tout lui souriait : les plus beaux rôles venaient à elle tout naturellement; on l'applaudissait au théâtre, on l'admirait au Salon, dans un portrait équestre qu'avait fait d'elle Carolus Duran. Il semblait qu'elle n'eût qu'à se laisser porter par la fortune de succès en succès... Et dix ans ne s'étaient pas

écoulés que, brusquement, elle donnait sa démission et abandonnait le théâtre; on apprenait qu'elle s'était mariée : Croizette n'était plus et avait fait place à Mme Stern.

Quels étaient les motifs d'une si soudaine résolution? Bien des actrices se sont mariées qui n'ont pas pour cela renoncé au théâtre. Cependant ce pouvait être une condition imposée à la femme au moment du mariage. Ce pouvait être aussi que l'actrice avait déjà la secrète intuition que sa beauté, qui avait été célèbre, allait disparaître : celle que tout Paris avait admirée dans le hardi décolleté (hardi pour l'époque, car aujourd'hui...) du deuxième acte de *la Princesse de Bagdad* faisant ruisseler des cascades « d'or vierge » sur ses épaules nues, voulait quitter la scène avant d'y donner le spectacle d'une déchéance physique.

Et, de fait, peu d'années après, à la suite de couches particulièrement difficiles, où sa vie avait même été en danger, la pauvre femme était devenue méconnaissable. Je me ressouvins alors d'une conversation que j'avais eue longtemps auparavant avec un habitué du Foyer, que l'on retrouvera au cours de ces souvenirs, Henri Lavoix, conversation qui m'avait certes frappé, mais que j'avais écoutée avec quelque incrédulité.

On avait donné, ce soir-là, *les Caprices de Marianne*, avec cette belle distribution : Got dans le Podestat, Delaunay dans Octave, Worms dans Célio, Madeleine Brohan dans Hermia, et Croizette dans Marianne. La représentation terminée, je me rendis dans les coulisses où je rencontrai Henri Lavoix, et nous nous dirigeâmes vers le Foyer.

A l'entrée il s'arrête, et me retenant par le bras :

— Regardez, jeune homme, me dit-il : le spectacle en vaut la peine.

Je regarde et je vois Madeleine Brohan, assise, suivant son habitude, devant l'horloge, Croizette sur le grand canapé à gauche de la cheminée, toutes deux recevant les compliments des amis de la Maison.

— Vous voyez Madeleine Brohan, reprend Henri Lavoix, elle n'est plus jeune, et pourtant elle est toujours belle et elle sera toujours belle : elle pourra vivre jusqu'à quatre-vingts ans et plus, devenir vieille, très vieille; la vieillesse ne l'enlaidira pas. Ceux qui la verront alors se diront, en la contemplant sous sa couronne de cheveux blancs, que cette femme a dû être

merveilleusement belle. Voyez Croizette : dans dix ans, lorsque vous direz qu'elle a été belle, personne ne voudra vous croire.

Ces paroles, en ce qui concernait cette dernière, me plongèrent dans la stupéfaction.

— Qu'est-ce qui vous fait dire cela? demandai-je.

— Tout dans les traits de Madeleine Brohan est régularité et harmonie. Bien que l'âge ait un peu empâté le visage, la ligne reste pure. Le temps modifiera quelques détails, il ne détruira pas l'ensemble. Pour Croizette, c'est tout le contraire ; analysez sa figure : le front est bas, le nez tient du kalmouk ; la bouche est trop grande, les lèvres trop épaisses...

— Elle est bien belle pourtant!

— Aujourd'hui, mais demain?...

Henri Lavoix ne s'était pas trompé, pas plus sur l'une que sur l'autre...

Pauvre Croizette! je ne songe pas sans tristesse à sa double destinée qui ne lui donna à profusion, au début, toutes les joies, tous les succès, que pour les lui faire payer ensuite, par une fin de vie lamentable. Le foyer qu'elle s'était créé par son mariage avec un galant homme, la famille qu'elle avait cru fonder en mettant au monde, au prix de tant de souffrances, « son cher Michel », tout s'effondra en peu de temps : un an, peut-être deux, suffirent à la Mort pour « filer le suaire » du père, de la mère et de l'enfant.

PAUL GAULOT.

(A suivre.)

A L'EXPOSITION
DES ARTS DÉCORATIFS

VI [1]

LES ARTS ET LES MAITRES DU FEU

Il y a une vertu préservatrice dans le Feu. Le mythe de la *Walkyrie* n'est pas un mythe. Depuis trente ans qu'on se perd en efforts contradictoires et monstrueux pour nous donner un « style », les travailleurs qu'on se figure entourés d'un cercle de flammes : les potiers, les verriers, les ferronniers, les orfèvres, ont poursuivi leurs mystérieuses besognes et leurs incantations magiques, sans être atteints par les épidémies de modes saugrenues qui ont dévoyé leurs confrères du bois, de la pierre et des tissus. Il ne faut point en chercher des raisons d'ordre matériel et matérialiste : il n'y en a pas. Les matières qu'ils travaillent ne sont pas moins complaisantes, ni moins ductiles que les autres : le bois par exemple, — bien au contraire. Il est plus facile de plier l'argile ou le verre, surtout les métaux, aux fantaisies d'une imagination perverse et d'un goût déréglé que d'y assujettir le meuble. D'une bille de bois, l'artiste ne peut modifier que la forme et la surface, non la nature qui lui oppose toujours quelque résistance par la direction de son fil, de ses fibres et la qualité de son grain, les imprévus de la solidité et les nécessités de l'assemblage. Et pourtant, c'est dans le meuble que les lois du beau et de l'utile ont été violées

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet, 1er et 15 août, 1er septembre et 1er octobre.

avec le plus d'ivresse, comme aussi dans les façades en pierre, c'est-à-dire avec un autre « matériau », impossible à modifier en substance et qui semblerait devoir résister à de trop arbitraires déformations. Ce n'est donc point la « matière », qui a fait échec aux théories modernistes, c'est l'esprit. Les maîtres du feu qui cuisaient il y a trente ans : les Chaplet, les Delaherche, les Dammouse, les Laurent Bouvier, parmi les potiers, les Jules Brateau et les Émile Robert parmi les ferronniers, les Bapst, les Falize, les Gaillard, les Keller parmi les orfèvres, ne cherchaient nullement à créer un art nouveau : ils cherchaient à créer de belles pièces. Gallé lui-même, quand il se résignait à n'être que verrier, gardait le plus souvent à ses vases les formes héritées des ancêtres, n'en renouvelant que la couleur profonde ou le superficiel décor. Aujourd'hui, leurs successeurs, les verriers Lalique, Marinot, Decorchemont, Goupy, les ferronniers Brandt, Piguet, Raymond Subes, Richard Desvallières, les dinandiers Dunand, Linossier, les céramistes Decœur, Lenoble, Simmen, Mayodon, Rumèbe, Avenard témoignent de la même indépendance vis-à-vis des systèmes nouveaux. Ils n'ont pas fait, hier, de *modern style :* ils ne font pas de « cubisme » aujourd'hui.

Même ceux dont le nom évoque d'anciens souvenirs d' « art nouveau », comme Lachenal, Majorelle ou Daum, savent aussi bien éviter les outrances de la mode, pour l'instant en honneur, que se libérer des modes d'antan. A peine trouverait-on, dans les facettes d'orfèvrerie, dans le « cliqueté » de M. Puiforcat, quelque chose qui rappelle le parti pris des architectes : encore est-ce adapté au métal avec une mesure et un goût qui excluent toute idée de système. Les enroulements et les rinceaux de M. Brandt, dans ses grilles de l'*Hôtel du Collectionneur* et du pavillon de la revue *La Renaissance*, ont entièrement échappé au goniomètre des novateurs. Pareillement, les délicates arabesques de M. Richard Desvallières, au *Musée d'Art contemporain*, ou de M. Raymond Subes au Grand Palais. Aussi ces ouvrages montrent-ils une liberté d'invention, une souplesse de rendu, une grâce légère qui ravit.

On y trouve même parfois un accent de nouveauté, qui perce presque à l'insu de l'artiste, lorsque celui-ci ne s'est pas exténué à le chercher. Il y a dès lors un plaisir délicat, chez l'amateur, à le découvrir dans une œuvre qui n'affiche rien

d'excessif au premier coup d'œil et semble suivre paisiblement les traditions établies. C'est ce que nous ne manquerons pas d'éprouver, si nous profitons des dernières belles journées d'automne pour tâcher de surprendre quelques beautés des arts du Feu, et de lire leur avenir dans l'émail translucide à contre-jour des pâtes de verre au Grand Palais, ou dans les arabesques du fer sur l'Esplanade des Invalides.

*
* *

Malheureusement, les trouver n'est pas très facile. Céramistes, ferronniers, verriers, orfèvres, se présentent en ordre extrêmement dispersé. Il faut, pour se faire une image à peu près totale de chacun d'eux, rassembler ses membres actuellement épars dans tous les coins de l'Exposition. Ici, une imposte vers laquelle il faut lever le nez et qu'on a peine à voir parce que la lumière venant de la fenêtre éblouit; là, une porte, qu'on ne peut détailler parce que la foule l'obstrue; à cinq cents mètres plus loin, une balustrade qui oblige à se mettre à quatre pattes, si l'on veut en saisir toute l'économie... C'est ainsi qu'un visiteur entraîné à la marche met bien une ou deux heures pour découvrir tous les ouvrages du ferronnier Edgar Brandt, ou du verrier Lalique. Encore faut-il qu'il ait un guide sûr et que la foule le laisser passer... C'est logique assurément: de tels ouvrages sont faits pour être vus *in situ* et en fonctions et non groupés, oisifs, désœuvrés dans une salle de musée, — mais ce n'est pas toujours favorable à l'artiste. Il faudrait encore deux choses : que ses divers ouvrages jouent leurs rôles respectifs dans un même édifice, afin qu'on puisse en saisir tout de suite, avec la diversité des applications, l'unité de style, et aussi que cet édifice ne soit pas d'un aspect si funèbre que le passant, saisi de désespoir en voyant la façade, néglige de s'arrêter et de considérer le détail de ses fermetures et autres ferronneries.

Or, c'est ce qui arrive d'un bout à l'autre de l'Exposition : le contenant fait tort au contenu. Il faudrait voir l'un sans l'autre, comme le verront peut-être nos arrière-neveux. Faisons un rêve : — un mauvais rêve, dirons-nous par égard pour les admirateurs de l'architecture cubique. Un cataclysme ensevelit tout d'un coup les bâtisses de l'Exposition et enterre leurs trésors. Ceux du pont Alexandre III s'en vont, au fond du lit

de la Seine, retrouver les vieilles monnaies du Pont au Change. On les y laisse. Le temps, peu à peu, consume tout ce qui est matière corruptible : meubles, fresques, peintures, et use les surfaces sculptées. Un jour, dans quelques siècles seulement, on se met à fouiller la poussière et à draguer les eaux. Dans les décombres de ce qu'on nomme aujourd'hui la *Cour des Métiers* et l'*Ambassade française*, on retrouve des vases en métal de Dunand ou de Linossier, des portes, des balustrades, un dessus de porte en fer de Brandt, deux consoles de Raymond Subes.

Dans les ruines du *Musée d'art contemporain*, on découvre des balustrades de M. Richard Desvallières; de l'*Hôtel d'un collectionneur*, on retire deux portes, une haute grille ornée de figures, et une imposte dans la salle de bains, forgées par Brandt, de l'argenterie de Puiforcat. Des restes du *Pavillon de Lyon et Saint-Etienne*, on extrait deux portes de Piguet et un vase de Linossier; du pavillon des *Artisans contemporains* et de la *Revue Art et décoration*, on extrait tout un service d'argenterie et des surtouts de table de Puiforcat, avec de grands vases de Linossier ou de Dunand; de l'informe magma produit par l'écroulement des pavillons des *Ensembles mobiliers*, on sauve des grilles, des tables, des balustrades de Brandt; du pavillon *Goldscheider*, des fers forgés de Schenck, des vases de Linossier; du pavillon de la revue *la Renaissance*, une porte de fer forgée par Brandt. Les ruines du Grand Palais fournissent aux chercheurs une grille ornée d'antilopes grimpantes, de Raymond Subes, et tout un monceau de vases de métal, encore, par Linossier et par Dunand.

Enfin, par un miracle comme il en arrive quelquefois, des pièces de céramique et même de verre sont préservées. Aux regards surpris des archéologues, elles apparaissent, sous quelque voûte protectrice et on les décrasse de leurs cendres, pour tâcher d'y lire les noms des potiers qui les ont faites, comme nous cherchons aujourd'hui ceux de Diphilos ou de Douris. Voici les grès d'un blanc crémeux et d'un marron assombri de Lenoble, les pâtes de verre de Decorchemont et de Dammouse, les porcelaines ou les grès de Simmen, de Rumèbe, de Mayodon, des faïences d'Avenard, jusqu'à des verreries aux bulles d'air de Marinot, des verres gravés venus d'Orrefors en Suède, des fluides ballons de Lalique et de Daum... Déterrés et regardés

sans parti pris par des gens qui ne se demanderaient pas, comme les contemporains, s'ils sont bien « nouveaux », s'ils s'accordent bien avec le sentiment « moderne », mais simplement s'ils sont beaux st s'ils s'accordent avec le sentiment humain des rythmes et des couleurs, quelle impression feraient-ils?

Eh bien! tout porte à croire qu'elle serait favorable. Dégagés des lourdes gangues de l'architecture où ils sont incorporés, dans le silence des théories prétentieuses dont on les accompagne, dorénavant jugés pour leurs seules formes propres et leur couleur, pour leur matière et leur façon, pour la joie qu'ils apportent à la vue et aussi au toucher, cette « vue de près », pour les services enfin qu'ils peuvent rendre, ces objets prendraient toute leur valeur. Les mêmes esprits délicats qui les confondent aujourd'hui dans la réprobation soulevée par les bâtisses, leur découvriraient des beautés semblables aux antiques et parfois du même ordre.

Tels sont les vases en ferro-nickel incrustés de cuivre et d'argent de M. Claudius Linossier, ses plats, ses assiettes. Les formes sont les plus simples qui soient, formes de gobelets, de gourdes, sphériques, sans anses, amples, harmonieuses, à l'égal des plus belles poteries grecques ou des bronzes les plus parfaits d'Extrême-Orient. On pense à la collection Campana quand on caresse de l'œil leurs profils. Leurs tons font penser au Musée Cernuschi. Mais l'ensemble est bien personnel. Dans l'orbe si restreint et si impératif où doit graviter la main de l'artiste, quand elle trace le contour d'un vase, s'il veut satisfaire notre sens des proportions, M. Linossier a trouvé le renflement ou l'infléchissement presque insensibles qui suffisent à varier le profil. Le décor est sobre à l'extrême et d'une pureté antique lui aussi : des disques, des chevrons, des losanges, un semis de croix qui rayonnent autour du centre, des ondes enroulées lui suffisent à rompre la monotonie d'une panse, d'un col ou d'un évasement, sans en interrompre le galbe, ni en amoindrir l'ampleur.

Cela semble une variété de la surface elle-même et, en effet, c'est incrusté et « brasé », c'est-à-dire si bien fondu ensemble que l'on ne saurait concevoir l'objet autre qu'il n'est. Sur le fond noir du ferro-nickel, l'argent gris a été coulé, le cuivre rouge ou le laiton jaune a été incrusté, mais dans ce cas, le tout a été remis au feu, comme on fait le grès ou la porce-

laine, par exemple, après la décoration sur premier feu. De là, cette couleur puissante, profonde, parfaitement harmonieuse qui fait de ces œuvres les plus beaux exemplaires de vases modernes de métal qu'il nous ait jamais été donné d'approcher.

Tels, aussi, les vases de métal incrusté de M. Jean Dunand. On peut en voir d'admirables exemples dans une vitrine de l'Hôtel du collectionneur, puis au pavillon de la revue *Art et décoration*, enfin dans une vitrine du Grand palais, à l'Art du métal. Cet artiste, connu surtout par les laques dont il semble avoir retrouvé tous les secrets, est par excellence le rénovateur des arts du métal décoré, coloré, par des alliages très nouveaux ou très anciens remis en honneur, par l'emploi le plus hardi et le plus savant du feu, et guidé par un goût très pur de la forme et du ton. L'ampleur, la robustesse, la sobriété de ses ouvrages n'ont jamais été égalés dans notre temps et n'ont guère été surpassés dans les autres. Ici, le feu a vraiment porté bonheur à l'artiste.

Ce n'est pas qu'il n'y ait, là comme ailleurs, des engouements subits, suivis de dépressions d'opinion. C'est ainsi qu'à la fin du dernier siècle on s'est pris d'un vif amour pour l'étain. C'était une matière commune, terne, dédaignée du public, qui lui préférait grandement le cristal ou la porcelaine, dès l'instant qu'il pouvait les acquérir, ou mieux encore l'argent ou les alliages imitant l'argent. C'en était assez pour que les esthètes l'adoptent. Dès lors qu'il était dédaigné de la foule, l'étain avait toutes les vertus. Il fallut être « potier d'étain ». Brateau était potier d'étain. On fit donc, en fonte d'étain, nombre d'ustensiles qu'on trouva si beaux, qu'on ne les assujettit jamais à aucune œuvre servile et qu'on les mit tout de suite dans des musées, où l'on peut encore les voir. Aujourd'hui, subitement aussi, l'étain a disparu. Toutes ses vertus sont périmées. La critique actuelle n'a plus pour lui que quolibets.

Sauf en Suède. Les Suédois sont gens fort indépendants, qui n'en font qu'à leur tête et ne redoutent pas plus les fines flèches de l'ironie gauloise que les 420 de la Germanie. Chez eux, nulle influence étrangère ne prévaut. Dans leur pavillon du Cours la Reine, dans leurs salles du Grand Palais, dès qu'on entre dans les salles qu'ils ont aménagées, on se sent chez quelqu'un. Ils continuent donc à faire de l'étain, comme si de rien n'était.

Il y a, même, tout un atelier, dit l'*Étain suédois*, où les frères Fougstedt ont remis en honneur le métal désuet, avec la collaboration de Mlle Estrid Erikson. Un autre artiste, M. Edvin Ollers, s'y consacre. On fait des horloges, des cadres de glace, des appliques, qui s'harmonisent parfaitement avec la matière et la couleur des intérieurs sobres et clairs du Nord. Et comme un goût très sûr et très discret les a dictés, ils jouent tout aussi bien qu'une autre matière leur rôle décoratif.

Certes, l'étain ne peut nullement remplacer l'argent, ni ce qui est fondu, ce qui est ciselé. Ce sont de tout autres effets qu'on obtient, d'autres profils, d'autres modelés, d'autres passages de lumières. Mais, dans les ouvrages d'argent aussi, la mode sévit. Elle veut maintenant qu'on se prive d'une foule de ressources qu'offre l'orfèvrerie, et que les anciens, les Briot, les Ballin, les Germain, utilisaient pour construire leurs chefs-d'œuvre. Ces maîtres faisaient parfois de la sculpture, toujours du décor ou du modelage, et profitaient de la malléabilité du métal pour enrichir l'objet de souplesses réjouissantes à l'œil et au doigt. Hier encore, les Fannière, les Falize, les Vever couvraient d'une faune légère ou d'une flore délicate les panses de leurs cafetières et les dômes de leurs légumiers. Aucune trace n'en subsiste dans l'orfèvrerie actuelle. Leur successeur s'interdit ces surcharges à la forme strictement nécessaire. Le goût nouveau a sarclé, émondé, scalpé de l'épiderme métallique toute superfluité ornementale. Il faut que les surfaces soient nues, plates, luisantes, anguleuses, prismatiques.

Dans ces oscillations du goût, le pendule semble s'écarter de la norme moyenne à peu près aussi loin dans un sens qu'il s'en est écarté dans l'autre. En 1900, on voulait que le bois lui-même fût mouluré comme s'il était moulé, c'est-à-dire fondu comme le métal. Aujourd'hui, le métal lui-même doit paraître taillé comme la pierre ou découpé comme le bois. Il y a des surtouts de table, des coupes, voire des cafetières et des confituriers d'argent qu'on pourrait fort bien façonner en marbre. On néglige donc les vertus ductiles du métal. C'est fort arbitraire. Une autre mode, plus arbitraire encore, consiste à supprimer les pieds, les anses en métal, le « frétel » ou tout autre motif qui couronnait le couvercle et permettait de le saisir ou qui marquait le point sensible des anses, et de le remplacer par des boutons ou des incrustations de pierres précieuses, ordinairement de lapis-

lazuli. Rien de moins logique en effet que de proscrire d'une pièce d'orfèvrerie ces petits ornements si utiles et si naturels qu'ils semblent une floraison du métal lui-même et d'y introduire un corps étranger. Mais qu'importe la recette, dit un proverbe anglais, si le pudding est bon? Le pudding des novateurs, notamment de M. Puiforcat, est excellent et les touches discrètes de lapis ou d'onyx qu'il met à ses pièces d'argenterie prismatiques sont des accents fort heureux. Cet orfèvre, fils et petit-fils d'orfèvres, rompu aux finesses du métier, s'il se prive des ressources qui lui sont familières, ne le fait pas à l'aventure et n'en atteint pas moins une agréable diversité. Il y arrive en tirant tout ce qu'il est possible d'une donnée fort ingrate au premier abord : les profils rectangulaires ou les galbes géométralement rectilignes. C'est le régime sec. En s'y astreignant, et en s'imposant une sobriété qui eût effrayé ses prédécesseurs, M. Puiforcat a donné à l'orfèvrerie un accent nouveau.

Le peu de système ou de discipline restrictive qu'on remarque chez lui et chez ses confrères ne se voit plus du tout chez les grands batteurs de fer, les Brandt, les Piguet, les Raymond Subes, les Richard Desvallières. Ils font ce qui leur paraît gracieux ou fort, somptueux et riche ou élégamment sobre et discret, sans s'inquiéter d'aucun axiome « moderniste », ni d'aucune excommunication. C'est ainsi qu'ils ne s'interdisent nullement, à l'occasion, le décor naturel, même l'imitation précise d'une plante ou d'un arbre, même une silhouette humaine, mais avec une discrétion et un tact qui les préservent de toutes les surcharges d'antan. Il y a des branches de pin chez M. Brandt, il y a des pavots chez M. Raymond Subes, il y a des dames tenant des bouquets de fleurs chez M. Piguet. La grille de M. Brandt à l'hôtel Ruhlmann est même timbrée de figures comme un ouvrage Renaissance.

Là, où il n'y a aucune imitation précise de la nature, il y a des galbes, des volutes, des rayonnements de lignes inspirés d'elle. Celles qu'a forgées M. Brandt pour l'imposte du pavillon de la *Renaissance*, ont le mouvement et l'esprit de la plus gracieuse des naïadacées, ponctués, çà et là, par le demi-éventail du chlamys. Ailleurs, dans ses rampes d'escalier du paquebot *le Paris*, c'est le déroulement de la vague qui a dicté le thème du décor puissant et nouveau. Les ferronniers ont si bien abandonné tous les systèmes qu'ils en sont venus, tout

au moins dans certains cas, à enfreindre le dogme du « forgé » pour adopter le procédé de la « soudure autogène ». Certes, c'est, là, un solécisme. Mais « que le Gascon y aille, si le Français n'y peut aller! » disait l'autre, et, si ce solécisme est savoureux et permet, à moins de frais, de bien s'exprimer, qu'importe?

Ce qui importe avant tout, en dépit des théories sur la prédominance de « la matière », c'est que le ferronnier ait le sens des belles lignes et des équilibres satisfaisants, des surprises qui réjouissent l'œil, des surfaces qui n'offusquent pas le toucher, qu'il soit dessinateur et modeleur, en un mot qu'il soit artiste. La science et la pratique du fer, la connaissance approfondie de ses ressources sont nécessaires, mais ne sont pas suffisantes. Sans elles, il est inutile d'essayer de forger quoi que ce soit, mais avec elles, et sans le reste, forger un ornement est inutile. C'est parce qu'ils sont des artistes, d'abord, que des hommes comme M. Brandt, M. Piguet, M. Raymond Subes, M. Desvallières nous ont donné des œuvres qui font honneur à l'Art français.

L'honneur est donc sauf, mais l'utile, dans l'ensemble de notre industrie, qu'en fait-on? Il est beau de construire des consoles massives de fer forgé pour soutenir des tables d'un marbre pesant et riche, mais ce n'est requis que dans quelque palais, ou au moins quelque *palace*. Beaucoup d'autres ouvrages sont d'un intérêt plus pressant et de ceux-là, les maîtres ferronniers ne nous montrent, à l'Exposition, que de trop rares exemples. Quant aux autres, je veux dire, les novateurs, les exemples qu'ils nous donnent sont précisément ceux à ne pas suivre.

Il est impossible de lire un seul de leurs manifestes sans y trouver ce mot d'ordre : logique, mais il est difficile de voir un seul de leurs ouvrages sans que l'expérience réponde : absurdité. Toutes les formes qu'ils inventent vont à contre-sens du service à rendre. Par exemple, que faut-il à la lampe électrique pour la soutenir? Un fil. Que font les artistes? Ils suspendent au plafond de formidables machines de fer et d'épaisse matière vitrifiée, tumescents, ballonnés, à crevés et corsetés, à la manière des moufles où l'on cuit quelque chose à haute température, de peur qu'ils n'éclatent, ou bien encore des couronnes de rois wisigoths. Il en est une, au musée de Cluny, qu'on

pourrait mettre au milieu des salles du métal, au Grand Palais : tout le monde la prendrait pour une suspension électrique. Ils plantent dans le mur des crocs d'étal à suspendre des moitiés de veaux écorchés et sanglants. Là-dessus, les critiques discutent gravement des « volumes », quand le propre de l'électricité est de n'avoir pas de volume, et de « sincérité », quand toute cette ferraille n'est que mensonge aux yeux et impedimentum au geste et à l'usage, depuis qu'elle ne supporte plus de torches, de chandelles ou des huiles pesantes jadis enfermées dans des vaisseaux profonds. Quand donc nos « modernes » s'apercevront-ils que, depuis trente ans au moins, le lustre est aussi superflu dans nos demeures que le porte-perruque, l'escaufaille ou le languier? Sans doute, les choses superflues peuvent avoir du charme, et le grand lustre de cristal qui pend au milieu du salon de M. Ruhlmann, ou celui qui domine la table, dans la salle à manger du *Bûcheron*, remplissent fort bien l'espace et ne sont pas déplaisants à voir, mais nécessaires et logiques, oh! que non pas!... Ils sont purement décoratifs. Ce qui serait « logique », lorsqu'on éclaire une pièce à l'électricité, ce serait ne pas mettre de suspension du tout, comme on s'est résigné à ne plus mettre de cheminée dans les pièces chauffées à l'air chaud. Le plafond lumineux est le seul dispositif logique de l'électricité dans une pièce qu'on veut éclairer tout entière. Là où l'on ne peut prendre ce parti et si l'on s'évertue à façonner ces armures vides désormais qu'on appelle lustres, ce qui serait logique, ce serait d'en alléger la matière et d'en affiner le profil.

C'est de quoi semblent s'être avisés très peu d'artistes jusqu'ici. Presque seul en France, M. Maurice Dufrène sait suspendre au plafond des coupes ou des vasques légères prises dans des réseaux lâches et délicats de fines tresses d'or ou d'argent. En Suède, M. Tidstrand compose des plafonniers faits d'une écuelle de verre gravé d'Orrefors dans une monture légère de cuivre blanc. Les lustres de métal argenté ou de métal oxydé, et de verre taillé de la *Nordiska Kompaniet*, de l'orfèvrerie Hallberg, de Bohlmark ou de la fonderie d'art Herman Bergman accusent chez les artistes : les Carl Bergsten, les Elis Bergh, le même souci de grâce, d'enveloppe discrète, de légèreté. Ainsi, dans les pays scandinaves, la fée Électricité fait sentir son pouvoir sans recourir à l'appareil fastueux et encom-

brant qu'exigeaient autrefois, pour donner un éclat bien moins intense, des centaines de bougies.

Pour les lampes à pied, nos novateurs ne sont guère plus heureux. Au lieu du jet d'une fine tige de métal et de l'épanouissement d'une légère corolle en abat-jour, que dicte la nécessité, et qui se trouvent être des formes esthétiques naturelles, ils nous offrent une récolte de gros champignons, les plus charnus et les plus massifs qu'ils ont pu trouver, depuis le bolet Satan, jusqu'à la pholiote radiqueuse ou la columelle. Parfois, la coupole est remplacée par une tiare, une cloche ou un bonnet. La seule forme qu'ils évitent avec soin, c'est le tronc de cône, pourtant de toutes la plus rationnelle, parce qu'autour d'un foyer donné, c'est celle qui décrit le plus grand cercle lumineux. Son seul tort est d'être banale : c'est l'ancien abat-jour. Ainsi, lorsqu'ils prononcent « logique », nos artistes pensent : nouveauté. Or, toute nouveauté apportée à une forme dictée par la nature de l'objet et le service à rendre est illogique : c'est trop évident pour être démontré. Que devient donc l'art décoratif, en ce cas? Il s'efface ou il ne se glisse que dans le décor tout superficiel de l'abat-jour : la gravure, la pâte et la couleur du verre si l'on veut, ou son revêtement avec un filet de dentelle ou de tissu « batiké », les voiles les plus précieux de notre époque imaginés par M. Lefébure, par M. Raybaud, par M. Georges Martin, par Mme Chabert-Dupont, Mlle Dufau, Mlle de Mely ou Mme Pangon. La lampe mobile peut ainsi revêtir un aspect nouveau, sans cesser d'être aussi serviable, mais grâce à l'aiguille et non plus à la bigorne et au marteau.

Une seule lampe, mais qui rend plutôt les services d'un lampadaire, a paru dans ces dernières années, à la fois simple, élégante et nouvelle. Une coupe de cristal s'épanouit dans une corbeille à claire-voie de métal, qui est elle-même l'épanouissement d'une longue tige faite d'un frêle faisceau de fils de cuivre, légèrement renflé aux deux tiers de la hauteur, là où naturellement se pose la main pour le saisir. Comme dans une plante, ce sont les mêmes fibres qui, partant du pied, vont jusqu'au sommet, où elles s'évasent pour envelopper et soutenir la fleur. Il n'y a pas apparence de décor végétal, mais l'esprit du végétal est là. Cette trouvaille est de M. Marcel Schenck, auquel on doit aussi d'heureux types de cache-radiateurs.

Voilà, chez nos ferronniers, une tendance à applaudir. Car,

pendant qu'ils s'obstinent à suspendre sur nos têtes de gigantesques appareils dont, depuis trente ans au moins, nous n'avons que faire, ils se soucient trop peu d'embellir ce dont nous faisons un usage journalier : des cages et des grilles d'ascenseur, des cache-radiateurs, de petits radiateurs électriques, des enveloppes ou des écrans pour les appareils de chauffage à gaz ou charbonniers. On en a vu, dans les derniers Salons, d'excellents exemples en fer forgé par M. Brandt, par M. Loys Brachet, et en fer forgé et cuivre par M. Raymond Subes. Mais, à l'Exposition, ils sont absents ou médiocres. Quoi de plus offensant, pourtant, et de plus inévitable, dans notre vie moderne, que ces engins? Il y a quelques années, un roi nègre en visite refusa obstinément d'entrer dans un de nos ascenseurs. On crut qu'il avait peur d'être mis en cage... Peut-être était-ce tout simplement un homme plein de délicatesse qu'offusquaient les vorticules du *modern style*. Il n'est pas besoin d'être nègre, ni roi, pour cela. Nos ferronniers devraient s'en souvenir. Comme leurs confrères les dinandiers et les orfèvres, comme tous les maîtres du Feu, ils ont démontré qu'ils étaient capables d'art : il ne leur reste plus, pour être fidèles aux programmes modernes, qu'à faire de l' « art appliqué ».

ROBERT DE LA SIZERANNE.

(*A suivre.*)

REVUE SCIENTIFIQUE

SUR LA STRUCTURE DE L'UNIVERS ÉTOILÉ

Le ciel étoilé et la conscience humaine constituent selon Kant, ou du moins constituaient de son temps, les deux plus belles choses que l'homme puisse admirer. Sur la première, qui ne connaît jamais d'éclipse, tout le monde sera d'accord. L'univers stellaire est un drapeau étoile dont les immobiles plis abritent maints calculs mercantiles, mainte convoitise égoïste et ingrate, mais ne les couvrent pas. Vraiment, les étoiles sont trop haut et trop loin pour qu'il en puisse être autrement. En brisant les puériles sphères de cristal où la science aristotélicienne avait, presque à portée de nos mains, cloué les étoiles en manière d'éclairage spécialement affecté à nos petites déambulations nocturnes, en détruisant ce bric-à-brac géocentrique, en reléguant les étoiles à des distances tellement grandes que la lumière même a besoin d'années pour les franchir, l'astronomie moderne a rendu un grand service. Il est bon, il est salutaire qu'il y ait dans l'univers, et même dans l'univers physique, des êtres qui soient manifestement hors de la portée immédiate des sens et des petites mains crochues des hommes. Cela porte à réfléchir et à être plus modeste.

Notre connaissance de la structure de l'univers stellaire vient de faire quelques progrès importants. C'est en Amérique surtout que ces progrès ont été réalisés. Car ce pays ne nous envoie pas que des notes à payer. On pourrait se demander d'ailleurs, s'il n'y a pas de rapports entre ceci et cela. La richesse matérielle d'une nation est une condition importante de son libre développement scientifique. Aujourd'hui, en France, la plupart des jeunes hommes doués pour la science s'en détournent délibérément, dès l'abord, pour éviter la

quasi-certitude d'une vie matériellement médiocre et intenable. De leur côté, des hommes plus âgés qui se sont engagés, il y a quelque décade, dans la galère scientifique, et dont beaucoup estiment qu'ils s'y sont fourvoyés, un grand nombre sont obligés de détourner du travail de découverte une partie de leur temps, afin de courir au plus pressé qui est le *primum vivere*.

De sorte que, finalement, la pompe aspirante qui anémie la France au profit de l'étranger, contribue au développement scientifique de celui-ci, au détriment du sien propre. On pourrait donc en somme soutenir sans trop de paradoxe que nous avons une part matérielle directe et considérable aux progrès récents de l'astronomie stellaire aux États-Unis.

***

Dès l'antiquité grecque, Anaxagore et Démocrite soutinrent que la Voie lactée devait être formée d'une multitude d'étoiles analogues à notre soleil et pressées prodigieusement les unes contre les autres. On reste confondu d'étonnement et d'admiration devant la profondeur d'une telle conception, étant donné l'époque où elle fut formulée par ces grands hommes. En réalité, la confirmation expérimentale ne fut donnée qu'un grand nombre de siècles plus tard, après l'invention des lunettes. Et c'est seulement les recherches de statistique stellaire de William Herschel au siècle dernier, suivies bientôt par celles de Struve, qui assirent définitivement la conception de Démocrite.

Pour connaître la structure de l'univers étoilé, la première condition, la plus essentielle, sinon la seule, est de déterminer les distances des diverses étoiles que nous ne voyons directement qu'en perspective. De même, pour l'établissement d'une carte géographique ou géodésique ou simplement d'un plan topographique quelconque, il faut avant tout déterminer les distances linéaires des divers points à reporter sur la carte ou le plan.

La mesure directe de la distance des étoiles par une triangulation ne s'applique qu'à un petit nombre d'entre elles, précisément, parce qu'elles sont extrêmement loin. Viser, de deux lieux écartés, un point inaccessible, au moyen de deux lunettes, est une opération topographique courante. Le triangle formé par ce point inaccessible et par la ligne joignant les deux lieux d'observation (et qu'on appelle la base), est complètement déterminé lorsqu'on connait l'angle que forment entre elles les deux lunettes visant le point inaccessible. Cet angle est ce qu'on appelle la *parallaxe de ce point*.

Il est clair que, lorsque le point est très éloigné, les deux directions de visée deviennent à peu près parallèles, et la parallaxe à peu près nulle. Il arrive alors que celle-ci est si faible, que l'incertitude dans l'appréciation angulaire des deux directions de visée est elle-même plus grande. La parallaxe cesse alors d'être mesurable. Supposons par exemple qu'il s'agisse d'un objet éloigné, d'un sommet de montagne dont nous voulons mesurer la distance topographiquement au moyen de deux visées éloignées. Supposons que des visées successives de l'objet sont faites avec chacune des deux lunettes employées, et d'ailleurs identiques, et que ces visées relevées aux cercles gradués de l'appareil indiquent successivement des angles qui diffèrent entre eux d'une minute (1'). Il est bien clair que si la parallaxe de l'objet éloigné est d'une demi-minute, elle ne pourra être déterminée dans ces conditions.

Pour accroître les distances ainsi mesurables il y a un moyen : c'est d'élargir la *base*; il est clair que plus les deux stations d'observation seront écartées l'une de l'autre, plus la parallaxe d'un point donné sera grande, et moins l'incertitude des visées affectera cette parallaxe. En effet, pour reprendre notre exemple précédent, il est clair que l'écart d'environ une minute existant entre les visées successives n'empêchera pas de mesurer à peu près la parallaxe, si celle-ci est de dix minutes et non pas d'une demi-minute.

La plus grande base que l'homme puisse utiliser pour déterminer les parallaxes des étoiles est le diamètre de l'orbite terrestre, c'est-à-dire est constituée par les deux positions qu'occupe à six mois d'intervalle la terre sur son orbite. Ces deux positions sont séparées par une distance d'environ 300 millions de kilomètres. C'est en utilisant cette *base* qu'on a réussi à déterminer, au moyen de visées faites avec les lunettes les plus puissantes, les parallaxes et, partant, les distances de quelques étoiles. Celles-ci sont si éloignées que, malgré tout, la parallaxe ainsi déterminée demeure très faible.

C'est ainsi que l'étoile la plus proche de nous actuellement connue qui s'appelle *Proxima Centauri*, et qui est une petite étoile de la constellation du Centaure située dans l'hémisphère austral, a une parallaxe de 0″ 79 (soixante dix-neuf centièmes de seconde seulement).

Or, on sait qu'un angle d'une seconde (1″) sous-tend une base qui est environ 206 000 fois plus petite que sa distance. On en déduit facilement que la distance à la terre de Proxima Centauri, qu'il serait fastidieux d'exprimer en kilomètres, est telle que la lumière, à sa vitesse de 300 000 kilomètres par seconde, a besoin de quatre ans

et un mois pour la parcourir. Dans notre hémisphère, parmi les étoiles brillantes, la plus rapprochée reste Sirius, dont la distance est à peu près deux fois celle de Proxima Centauri.

Il faut des lunettes très puissantes et des méthodes très précises pour déterminer des angles inférieurs à une seconde d'arc (1″). La détermination directe de parallaxes d'environ un dixième de seconde est déjà très difficile, et celle des parallaxes plus petites est au delà de ce qu'on peut faire actuellement avec les plus puissants instruments astronomiques. Il s'ensuit que l'on ne peut mesurer directement que les distances d'un petit nombre d'étoiles, et précisément des plus rapprochées. En fait, il n'y a même pas une centaine d'étoiles dont la parallaxe trigonométrique puisse être considérée comme bien déterminée.

Depuis peu, une autre méthode, due à Adams et Joy, a permis de déterminer un certain nombre de distances stellaires. Elle est fondée sur la remarque suivante : en photographiant les spectres de toutes les étoiles, dont on connaît les parallaxes trigonométriques, et, par conséquent, le vrai éclat, l'éclat intrinsèque, on a remarqué que, pour celles de ces étoiles qui ont un grand éclat intrinsèque, certaines raies spectrales sont extrêmement fortes et d'autres, au contraire, très faibles.

Par exemple, on y trouve que les « raies renforcées », les « raies d'étincelles » du strontium y sont extrêmement fortes, tandis que la raie 4454 du calcium est très faible. Dans les étoiles dont l'éclat intrinsèque est faible, le contraire a lieu. Adams a remarqué qu'il existe une relation numérique précise entre l'intensité relative de ces raies et l'éclat intrinsèque des étoiles considérées. Il s'ensuit que connaissant, pour une étoile éloignée dont on photographie le spectre, l'intensité relative de ces raies, on peut en déduire son *éclat intrinsèque*, c'est-à-dire l'éclat qu'elle aurait, si elle était ramenée à une certaine distance donnée. Comme on connaît l'éclat apparent de cette étoile, on en déduit la quantité dont elle est, en fait, plus éloignée que cette distance donnée ; on en déduit par conséquent sa parallaxe.

On a pu ainsi, à côté des quelques dizaines de *parallaxes trigonométriques* déjà connues, déterminer jusqu'à aujourd'hui environ 3 000 *parallaxes spectroscopiques*. C'est bien; ce n'est pas encore assez, étant donné que le nombre des seules étoiles visibles à l'œil nu dépasse de beaucoup ce chiffre, et que cette méthode laisse de côté toutes les étoiles faibles dont le spectre n'est pas actuellement pho-

tographiable, et que, par centaines de milliers, le télescope révèle.

En résumé, les étoiles dont les parallaxes peuvent être déterminées, soit trigonométriquement, soit spectroscopiquement, sont si peu nombreuses et si près de nous que la connaissance de leur distance ne peut réellement à peu près rien nous apprendre sur la forme et la grandeur du système stellaire. Ainsi un voyageur isolé et immobile dans une immense forêt ne connaîtrait nullement la forme, la structure et l'étendue de celle-ci, s'il avait pu déterminer les distances des quelques arbres les plus rapprochés de lui.

La structure du système sidéral doit donc être étudiée par d'autres méthodes, et notamment par celle où William Herschel fit tant de belles découvertes et qui consiste à compter les étoiles de différentes *grandeurs* dans les différentes parties du ciel.

***

Je rappelle, car c'est essentiel, que ce que les astronomes appellent *grandeur* d'une étoile n'a aucun rapport avec les dimensions réelles de celles-ci, mais exprime seulement son éclat apparent dans une échelle conventionnelle. A cet égard, nous sommes moins favorisés que les Anglo-Saxons qui emploient unanimement, à cet effet, le mot *magnitude*, — fabriqué par eux au moyen du latin. Certains astronomes français commencent à employer aussi le mot *magnitude* pour l'éclat photométrique apparent des étoiles. On ne peut que les y encourager. Le jour où l'Académie, — mais n'approche-t-elle pas à grands pas de la lettre M? — aura donné droit de cité à ce mot d'une parfaite orthodoxie étymologique et latine, elle rendra grand service aux astronomes, et surtout au public, en supprimant une ambiguïté bien gênante. En attendant cet heureux jour, je continuerai à employer aujourd'hui l'expression fâcheuse et classique de *grandeur* stellaire.

La notion de grandeur stellaire date du temps d'Hipparque, qui choisit une vingtaine d'étoiles visibles parmi les plus brillantes, qu'il appela étoiles de première grandeur. C'est lui aussi, qui appela étoiles de sixième grandeur celles qui étaient à la limite de visibilité. C'est lui enfin qui classa en cinq grandeurs les étoiles de luminosités intermédiaires. Ptolémée perfectionna cette classification en distinguant deux catégories d'étoiles entre deux grandeurs données, catégories qu'il désigna par les mots μείζων (plus grand) et ἐλάσσων (moindre), ce qui revient à diviser en trois parties l'intervalle lumineux existant, par exemple, entre la première et la deuxième gran-

deur. La division décimale, la division en dix parties de cet intervalle date du grand et célèbre catalogue stellaire photométrique d'Argelander et Schönfeld réalisé dans la première moitié du XIXe siècle, qui porte le nom de *Bonner Durchmusterung* et que les astronomes du monde entier dont il est un des livres de chevet désignent tous abréviativement par ses initiales B. D.

La division décimale des grandeurs stellaires a été unanimement adoptée et étendue dans les déterminations modernes les plus précises des grandeurs stellaires. Ces déterminations ont montré, conformément à ce qu'avait déjà suggéré John Herschel, que l'échelle arbitraire des grandeurs imaginées par Hipparque, correspond en fait à une loi physiologique précise et peut s'exprimer ainsi : une diminution de lumière en progression géométrique, correspond à un accroissement de grandeur stellaire en progression arithmétique. Cela même provient d'une loi physiologique énoncée par Fechner en 1859, qui s'applique à toutes nos sensations, aux lumineuses comme aux autres, et qui exprime ce fait d'expérience, que, lorsque l'intensité d'une source physique d'excitation croît en progression géométrique, la sensation produite croît en progression arithmétique. Autrement dit, celle-ci devient double, quand celle-là devient quadruple, et ainsi de suite.

Étant donné que l'éclat des étoiles de première grandeur, est en moyenne cent fois plus grand que celui des étoiles de sixième grandeur, on en déduit facilement que l'éclat d'une étoile de grandeur donnée est, à très peu près, deux fois et demie (exactement 2,512 fois) plus grand que celui de la grandeur immédiatement supérieure. C'est en partant de cette valeur numérique qu'ont été faites toutes les déterminations photométriques récentes des grandeurs stellaires; et afin de les raccorder aux mesures anciennes, on les a réalisées de telle sorte que les grandeurs moyennes des étoiles voisines de la sixième grandeur correspondent aux valeurs moyennes assignées par le B. D. à ces mêmes étoiles.

Logiquement, l'échelle des grandeurs stellaires peut être continuée dans les deux sens indéfiniment. C'est ainsi que les étoiles, qui sont d'une grandeur plus brillante que la première grandeur, sont de grandeur zéro ; les étoiles encore plus brillantes d'une grandeur sont des étoiles de grandeur négative égale à un, de grandeur — 1, comme nous écrivons. C'est ainsi que Sirius a une grandeur égale à — 1,4. C'est ainsi que la grandeur stellaire du soleil est égale à — 26, 7. Cela signifie quelque chose de très précis. Cela

signifie que le soleil a un éclat apparent qui est un multiple de l'éclat de Sirius égal à 2, 5 multiplié 25,3 fois par lui-même (25,3 étant égal à 26,7 — 1,4). Il suffit de multiplier 2,5 par lui-même un nombre de fois égal à la différence des grandeurs de deux étoiles pour avoir le rapport de leurs éclats apparents.

Enfin, pour pouvoir comparer, non plus les éclats apparents, mais les éclats réels des astres, on a défini depuis quelque temps une donnée nouvelle qu'on appelle la *grandeur absolue* des étoiles, et que l'Académie nous permettra bientôt, j'espère, d'appeler leur *magnitude absolue*. La *grandeur absolue*, d'après les conventions récemment adoptées dans les congrès astronomiques, est la grandeur stellaire qu'auraient les étoiles ramenées toutes à une même distance conventionnelle, qui est supposée égale à 10 *parsecs*. Le *parsec* est, je le rappelle pour le cas où son nom ne suffirait pas à le rappeler, la distance qui correspond à une *parallaxe* d'une *seconde*. Un parsec est égal à 3, 26 *années de lumière*, c'est-à-dire qu'il faut trois ans et quart à la lumière pour franchir cette distance. Il lui faut donc un peu plus de trente-deux ans pour franchir la distance de 10 parsecs qui correspond à une parallaxe de de 0″1. La grandeur absolue du soleil, c'est-à-dire la grandeur qu'il aurait, s'il était éloigné de nous jusqu'à 10 parsecs, est + 4,8. C'est-à-dire qu'à cette distance le soleil ne serait qu'une étoile de cinquième grandeur environ. Un grand nombre d'astres ont des grandeurs absolues, c'est-à-dire des éclats réels, très supérieurs à ceux du soleil.

Tout ceci bien posé, revenons aux récents jaugeages du ciel étoilé.

Si toutes les étoiles avaient le même éclat intrinsèque, le même éclat réel, la détermination de leur distribution serait facile. Il suffirait, pour les situer, de se rappeler que l'éclat d'une source varie en raison inverse du carré de sa distance, c'est-à-dire devient quatre fois moindre quand cette distance est doublée. Dans ces conditions, il serait facile de localiser toutes les étoiles accessibles à nos télescopes.

Mais en fait, les étoiles n'ont nullement le même éclat intrinsèque. Pour nous en tenir aux étoiles brillantes, — et laissant de côté les étoiles éteintes et obscures qui renforceraient encore notre conclusion, — il est évident *a priori*, et il est d'ailleurs démontré en fait, que leur éclat réel dépend de leur température. J'ai déjà entretenu mes lecteurs de cela à propos des déterminations de températures stellaires que nous avons réalisées à l'Observatoire de Paris avec M. Le Morvan. La quantité de lumière émise par une source aug-

mente dans des proportions énormes lorsque sa température croît. On le voit bien en faisant passer un courant électrique de plus en plus intense dans une lampe à filament métallique.

En fait, lorsqu'on détermine, comme l'a fait Russell, les grandeurs absolues des étoiles qui s'y prêtent, on constate que ces grandeurs absolues varient énormément et qu'en moyenne, et conformément à ce que nous avions annoncé, les étoiles les plus chaudes ont un éclat réel bien supérieur à celui des étoiles plus froides. En fait, il y a une différence d'au moins vingt grandeurs stellaires entre les éclats intrinsèques extrêmes des étoiles qu'on a ainsi pu comparer. Cela signifie que telle de ces étoiles émet réellement au moins *cent millions* de fois plus de lumière que telle autre.

On voit que les faits sont fort différents de notre hypothèse si commode de tout à l'heure, qui eût été si agréable pour connaître la distribution cosmique des étoiles, et selon laquelle celles-ci ont toutes le même éclat réel.

Ces faits compliquent donc singulièrement le problème de cette distribution, sans cependant le rendre insoluble, car on possède des données assez précises sur les nombres relatifs des étoiles de différents éclats intrinsèques dans le ciel, sur les nombres relatifs de celles qui sont plus ou moins brillantes que notre soleil.

D'autre part, les plus grands télescopes permettent d'atteindre (photographiquement et visuellement) des étoiles dont les éclats apparents extrêmes diffèrent d'au moins 20 grandeurs stellaires, c'est-à-dire, à très peu de chose près, de la valeur même dont diffèrent entre eux les éclats *réels* des astres accessibles. Il s'ensuit que l'établissement des grands catalogues photométriques stellaires nécessite la comparaison numérique de sources lumineuses dont les intensités sont entre elles comme cent millions est à un.

D'ailleurs, si la comparaison et la mensuration des éclats d'étoiles de même couleur et de même température est facile, il n'en est plus de même, lorsque l'on compare des étoiles, — et, d'une manière générale, des sources lumineuses, — de température différente. C'est que la rétine n'est pas également sensible aux diverses couleurs du spectre, et que les intensités relatives de celles-ci varient beaucoup selon la température de la source. C'est que la plaque photographique est dans le même cas, et d'ailleurs sensible à des rayons différents de ceux qui impressionnent la rétine. De là est née la nécessité de cette science nouvelle qu'on appelle la *sensitométrie*, et

dont j'ai parlé récemment ici même, à propos du centenaire de la photographie.

On imagine facilement, d'après tout ce qui précède, quelles incertitudes et quelles erreurs comportaient nécessairement, quel que fût leur mérite, les « jaugeages » stellaires faits dans le passé par Herschel et ses successeurs, même les plus récents. Par exemple, et pour me borner au plus illustre de ces derniers, Kapteyn, il est maintenant prouvé que ses tables de la distribution des étoiles parues dans les *Groningen Publications n° 18* et qui constituaient la meilleure échelle de grandeur stellaire obtenue jusqu'en 1915, il est, dis-je, prouvé maintenant que ces tableaux sont erronés d'environ une grandeur stellaire vers la seizième grandeur, qui équivaut à plus de 250 pour cent dans l'intensité lumineuse des étoiles auxquelles cette grandeur est assignée.

Pour toutes ces raisons, quelques-unes des conclusions obtenues autrefois par Herschel ont été mises en doute encore récemment. Parmi ces conclusions, l'une des plus importantes était la suivante : les étoiles observables se concentrent de plus en plus vers la Voie lactée, à mesure que leur grandeur augmente, c'est-à-dire à mesure que leur éclat diminue. Autrement dit, lorsqu'on considère la répartition des diverses étoiles, les plus brillantes sont, relativement, répandues d'une manière assez uniforme sur toute la sphère céleste, tandis que les plus faibles (et d'autant qu'elles sont plus faibles) s'accumulent de plus en plus vers le plan galactique et se raréfient vers les pôles de la Voie lactée.

Or, ce n'est réellement que depuis 1917, et à la suite d'un travail fait photographiquement à l'observatoire de Mount Wilson, et portant sur 40 000 étoiles, que cette conclusion ancienne d'Herschel peut être considérée comme placée au-dessus de toute contestation.

***

MM. Frédérick H. Seares et P. J. van Rhijn viennent de présenter à l'Académie des Sciences de Washington, le résultat d'un très important travail effectué récemment par eux sur le même sujet et qui constitue le bilan le plus exactement établi jusqu'à aujourd'hui de nos connaissances dans ce domaine. Toutes les corrections nécessaires ont été faites, afin d'éliminer les causes d'erreur et d'incertitude indiquées ci-dessus. On a utilisé pour la détermination précise des grandeurs stellaires les résultats photométriques les plus récents et les plus précis. Enfin, les documents fondamentaux employés

pour ce récent jaugeage de l'univers stellaire ont été les catalogues de Mount-Wilson relatifs aux étoiles plus faibles que la grandeur 13,5 ; les *Groningen Publications*, ramenées récemment à l'échelle internationale, et qui concernent les étoiles plus brillantes que la neuvième grandeur ; un grand nombre de zones de *la Carte photographique du ciel*, publiée récemment par Turner, qui renferment environ 1 400 000 étoiles et qui déterminent la distribution des étoiles comprises entre les grandeurs 9 et 13,5.

Les régions du ciel ainsi numériquement explorées par MM. Seares et van Rhijn occupent seulement 16 degrés carrés sur la sphère céleste, qui compte, au total, 40 000 degrés. Cette étude ne peut donc être considérée que comme un vaste coup de sonde.

Mais il est effectué avec tant de précision et, d'autre part, il concerne des régions si différentes du ciel, qu'on peut juger qu'il donne une excellente idée générale des phénomènes. Et il est infiniment probable que les jaugeages futurs plus étendus qui seront faits dans l'avenir, ne modifieront sensiblement en rien les conclusions de ce beau travail, conclusions qu'il nous reste à exposer maintenant.

Sans vouloir ni pouvoir entrer dans les détails numériques de ces jaugeages, et bien que, en ces matières, les chiffres soient à la fois nécessaires et suffisants, et parlent mieux à l'esprit que tous les discours du monde, je me bornerai aux quelques indications sporadiques suivantes qui ne doivent être considérées, elles aussi, que comme des jaugeages, des coups de sonde isolés faits par nous dans l'impressionnant ensemble des résultats fournis par MM. Seares et van Rhijn.

Ne considérons, pour simplifier, que les étoiles de grandeurs 5, 10, 15 et 20. Prenons comme plan de référence, le plan médian de la Voie lactée, c'est-à-dire le grand cercle de la sphère parallèle à cette Voie lactée, et de part et d'autre duquel elle est à peu près également répartie. Considérons enfin les latitudes célestes comptées à partir de ce plan galactique, et, parmi ces latitudes galactiques, considérons, à titre d'exemple, seulement les latitudes 0, 30, 60 et 90 degrés. La latitude 0 degré correspond à la Voie lactée elle-même ; la latitude galactique 90 degrés correspond au point le plus éloigné de la Voie lactée, au pôle galactique.

Nous obtenons alors le tableau suivant qui représente, par degré carré de la sphère céleste, le nombre moyen d'étoiles qui a été compté :

Nombre moyen des étoiles comptées par degré carré.

Grandeur des étoiles.	Latitude galactique. 0°	30°	60°	90°
5,0	0,045	0,021	0,015	0,013
10,0	7,8	3,5	2,2	1,8
15,0	910	270	124	87
20,0	39 800	5 620	1 810	1 170

Ce tableau est extrêmement instructif. Il montre d'abord que, pour toutes les grandeurs, le nombre des étoiles augmente à mesure qu'on se rapproche de la Voie lactée. Il montre surtout que cet accroissement galactique de la population stellaire devient relativement plus considérable, à mesure qu'on considère les étoiles de plus en plus faibles.

Par exemple, si on considère les étoiles de 10e grandeur, on voit qu'il y en a en moyenne un peu plus de *quatre fois plus* dans la Voie lactée qu'au pôle galactique. Si on considère les étoiles de 20e grandeur, on voit qu'il y en a *trente-quatre fois plus* dans la Voie lactée qu'au pôle galactique. Pour la 21e grandeur, ce rapport est encore plus grand et égal à quarante-quatre.

En intégrant les nombres ainsi obtenus et en les étendant au ciel tout entier, on trouve que le nombre total des étoiles jusqu'à la vingtième grandeur est d'environ *neuf cents millions*. Mais on sait d'autre part qu'à mesure qu'on s'éloigne du soleil, c'est-à-dire du centre de la Voie lactée dont il est voisin assez, le nombre des étoiles par unité de volume diminue, les étoiles se raréfient. Ce fait résulte d'ailleurs nettement du tableau précédent, car un calcul simple montre que, étant donné le nombre des étoiles de première grandeur, celui des étoiles de grandeur plus élevée devrait être bien plus considérable encore que celui qu'on observe si la répartition des étoiles dans le ciel était uniforme jusqu'aux plus grandes distances.

De tout ce qui précède et des chiffres publiés par MM. Seares et van Rhijn, on peut déduire une valeur approximative du nombre total des étoiles du système stellaire. Il suffit pour cela, d'une part, d'extrapoler les chiffres précédents en les appliquant aux étoiles plus faibles que la vingtième grandeur ; d'autre part, d'appliquer à ces étoiles, en l'extrapolant, la loi expérimentale suivant laquelle le nombre des étoiles par unité de volume décroît avec leur distance au centre de la Voie lactée.

On trouve ainsi, en conduisant le calcul de diverses manières, et

en l'appliquant séparément aux nombres d'étoiles observées dans des régions très différentes du ciel, des chiffres remarquablement concordants.

Il en résulte que le nombre total des étoiles du système stellaire galactique doit être voisin de *trente milliards*. Ce nombre est bien plus élevé que celui qui avait été admis jusqu'à ces derniers temps et qui était d'un ordre de grandeur environ dix fois plus faible. Il est d'ailleurs probable que si la loi utilisée de décroissance de la densité stellaire avec la distance n'est pas tout à fait exacte, le nombre réel des étoiles du système stellaire doit être plutôt inférieur que supérieur à celui qui vient d'être indiqué.

Quel que soit réellement ce total, il semble clair que le nombre des étoiles plus brillantes que la 21e grandeur n'est qu'une faible fraction du nombre des étoiles qui sont encore hors des atteintes de nos plus puissants télescopes.

Tous les chiffres précédents prouvent avant tout l'importance de la Voie lactée qui semble bien constituer la charpente essentielle de l'univers stellaire accessible. En effet, quatre-vingt-quinze pour cent des étoiles sont à moins de 20 degrés du cercle galactique. Autrement dit, les régions centrées sur les pôles de la Voie lactée, et qui occupent les deux tiers de la sphère céleste ne contiennent qu'à peine cinq pour cent des étoiles appartenant à notre système.

C'est donc en vérité Junon qui est la mère de l'Univers, s'il est exact que la Voie lactée soit issue de son sein jaillissant, un jour que, dans un moment de colère, elle en avait arraché le nourrisson Hercule. Mais c'est là une conjecture encore beaucoup plus hypothétique que toutes celles que nous avons exposées ci-dessus.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

En face de l'îlot d'Alhucemas, où s'accroche depuis des siècles l'un des Présidios espagnols de la côte du Maroc, sur les premières terrasses des montagnes du Rif, Ajdir n'est qu'un pauvre village, centre commercial de la tribu des Beni-Ouriaghel, où quelques maisons blanches abritaient les organes embryonnaires du gouvernement d'Abd-el-Krim et sa propre demeure; mais c'est, tout de même, une sorte de capitale, un symbole de l'essai de république rifaine, et la conquête d'Ajdir par l'armée espagnole a produit, parmi les tribus marocaines, une forte impression et, en Espagne, une vive satisfaction : c'est, pour les Espagnols, un commencement de revanche de leurs désastres passés, une rançon des souffrances que subirent leurs prisonniers dans ce même Ajdir; la politique de collaboration avec la France s'en trouve renforcée. L'armée espagnole étend son occupation aux hauteurs qui dominent la mer et s'allonge vers l'est, dans la direction des bouches de l'Oued Guis et de l'Oued Nokour, où les alluvions des deux rivières ont formé une plaine assez large. L'aile droite de l'armée française s'est avancée d'environ 30 kilomètres au nord du massif de Bibane et son objectif paraît être d'atteindre par le sud cette même plaine pour y donner la main au corps de débarquement espagnol. Vers le nord-est, elle a établi sa liaison avec les troupes espagnoles de la zone de Melilla, parvenues à Syah. Au centre, nos troupes enlèvent le massif des Senhadja dont le point culminant atteint 1 700 mètres. A gauche, la jonction est faite avec les Espagnols à l'est d'El-Ksar, dans la haute vallée du Loukkos. Nulle part Abd-el-Krim, débordé de tous côtés, n'a opposé une efficace résistance; les tribus ou fractions de tribus qui demandent l'aman sont chaque jour plus nombreuses. La tâche est rude, — elle vient de coûter la vie à notre éminent confrère le lieutenant-colonel Reginald Kann, à qui la *Revue* avait demandé de raconter à ses lecteurs la campagne du Maroc, — mais elle avance;

si les cataractes du ciel ne s'ouvrent pas prématurément, on peut espérer qu'un résultat définitif sera atteint avant l'hivernage; en tout cas, le prestige d'Abd-el-Krim, au Maroc et ailleurs, paraît définitivement compromis.

Le prestige, c'est-à-dire cette indéfinissable autorité morale que la continuité du succès, l'élévation du caractère, la prestance même et l'élégance des manières, confèrent à quelques privilégiés et d'où naissent les légendes qui se répètent à la veillée, voilà la force incomparable que le maréchal Lyautey apportait à l'œuvre française au Maroc, et voilà ce qui manquera longtemps, quels que puissent être ses mérites, à son successeur. La retraite du Résident général au Maroc était, depuis plusieurs semaines, prévue ; le Gouvernement avait résolu de donner cette satisfaction aux instances du Cartel pressé de faire croire à ses électeurs que l'imprévoyance du maréchal pourrait être incriminée dans l'origine d'une guerre si lourde. Le Résident général n'avait cessé, comme il le rappelle dans la lettre si digne où il demande à être relevé, de signaler, « avec une inquiétude croissante », la menace qui grandissait dans le Rif et d'indiquer le moment où elle éclaterait. Mais M. Herriot s'abstint de toute précaution et la situation était déjà si grave, quand il donna sa démission, que M. Painlevé, avant même de présenter son cabinet aux Chambres, prit des mesures pour que les premiers renforts fussent acheminés vers le Maroc. En treize années d'une prodigieuse et méthodique activité, le maréchal Lyautey a créé le Maroc français en gardant du Maroc ancien tout ce qu'il avait d'original et de viable; en les associant, il les a préparés à un magnifique essor économique; instruit par les fautes commises en Algérie il a évité d'arabiser ces peuples berbères dont M. Victor Piquet nous donne, dans son récent livre, un tableau général si intéressant (1). Les Marocains éclairés, notamment le sultan Moulai-Youssef, qui s'est révélé une personnalité de valeur, prudente et sage, et les grands caïds féodaux du Sud ont, en la parole comme en l'action du grand chef dont la loyauté les a conquis, une confiance grâce à laquelle fut maintenu, durant la grande guerre, un Maroc pacifique et capable de fournir à la patrie française le concours de ses fiers soldats. Qu'après trente ans de labeur colonial, le maréchal Lyautey, à l'heure où, une fois de plus, le Maroc a été sauvé par lui, en mai et juin derniers, ait le droit de songer au repos, c'est légitime, mais, au

(1) *Le Peuple marocain, le Bloc berbère;* Larose, éditeur.

point de vue de l'intérêt français, c'est encore trop tôt, et ce n'est pas ainsi qu'un Lyautey aurait dû quitter le pays transfiguré par ses soins; son successeur aurait eu grand profit à être présenté et en quelque sorte cautionné par lui auprès du Sultan et des grands personnages de l'Empire chérifien.

Le moment est particulièrement difficile en présence des mouvements que la politique d'Angora et celle de Moscou suscitent parmi les peuples musulmans. Il est certain que les méthodes de gouvernement des colonies, des pays de protectorat ou de mandat doivent s'adapter à une situation nouvelle. La gloire du maréchal Lyautey, disciple lui-même de Gallieni, est précisément d'avoir compris et pratiqué cette politique nouvelle comme il faut la pratiquer, c'est-à-dire sans faux humanitarisme, avec la juste conscience que la force française est le premier et indispensable facteur du progrès et de la civilisation pour les peuples qui ont reçu ou accepté notre tutelle. Que leurs intérêts soient solidaires de ceux de la France, voilà ce que le maréchal Lyautey, partout où il a passé, a réussi, par une politique d'autorité embellie par la justice et tempérée par la générosité, et par le développement matériel et moral du pays, à faire pénétrer dans l'esprit des souverains et des peuples. Ce qui a vieilli, ce qu'il convient de renouveler, ce ne sont pas les méthodes d'un Lyautey, ce sont les errements routiniers des administrations civiles, ce sont les mœurs parlementaires inaptes à faire aboutir une réforme utile, ce sont les expériences coloniales soi-disant démocratiques, c'est le système de la clientèle et les vils procédés du sectarisme. Pour la période critique que traversent nos colonies, il faut nous garder de l'utopie comme de la routine. Le successeur civil que le Gouvernement a décidé de donner au maréchal Lyautey, est M. Steeg, ministre de la Justice; il bénéficiera de son expérience algérienne et nous sommes assurés qu'il fera de son mieux, mais il aura une tâche difficile. La troisième République a donné à la France un empire colonial qui est aujourd'hui un élément essentiel de sa force et de sa richesse; elle le doit à quelques-uns de ses gouvernants et surtout à l'initiative heureuse de ses grands soldats coloniaux; mais elle l'a constitué malgré l'opposition presque constante des chefs du parti radical et du parti socialiste. Que radicaux et socialistes y prennent garde : s'ils faisaient perdre à la France son empire colonial, le pays ne le leur pardonnerait pas.

Il est aisé de détruire : voyez ce que le général politicien Sarrail a fait, en quelques mois, de la Syrie. L'opinion publique, dans tous

les partis, est extrêmement émue des révélations documentées que M. de Kerillis vient de publier dans *l'Écho de Paris*. Il est prouvé que tous les subordonnés civils et militaires du Haut-Commissaire l'ont averti du péril et ont, avant d'obéir, dégagé leur responsabilité, mais lui, autoritaire et têtu, n'a rien voulu entendre. Ce n'est pas seulement le sang des officiers et des soldats français qui a coulé inutilement par sa faute, c'est l'honneur même de la France qui est compromis. Le guet-apens tendu aux chefs Druses à Beyrouth est un procédé qu'aucun Français n'aurait employé avec les plus barbares des anthropophages. C'est ainsi qu'agissaient autrefois les pachas turcs en Syrie et si c'est pour les faire regretter que nous sommes allés dans ce beau pays, quelle honte! Le plus tragique en cette affaire, c'est que les plaintes des Druses étaient justifiées et qu'on n'a pas voulu les entendre ; dès qu'avec un autre résident général ils se seront soumis, la France restera leur débitrice et il faudra leur faire oublier, à force de justice, l'aberration tyrannique d'un vieillard maniaque. Le Gouvernement envoie en Syrie le général Duport, membre du Conseil supérieur de la Guerre, pour faire une enquête purement militaire sur le désastre de la colonne Michaud : c'est insuffisant ; les responsabilités sont plus hautes et plus larges et il faut que tout soit révélé au grand jour d'un conseil d'enquête. Il est inconcevable que le Gouvernement n'ait pas encore rassuré les Syriens en mettant fin aux désastreuses fantaisies du général Sarrail. J'imagine qu'après la lecture des documents publiés par M. de Kerillis, M. Herriot doit tout de même regretter d'avoir, le 27 septembre, à Mont-de-Marsan, dans un discours politique, couvert le général Sarrail et déclaré que, si on l'attaque, c'est parce qu'il est « républicain ». Quelle pauvreté ! Si c'était là être « républicain », il y aurait de quoi en dégoûter tous les bons Français. M. Herriot confond le fait d'avoir des opinions, si avancées qu'elles puissent être, et le fait d'en faire carrière et métier. Il juge, je le crains, de notre mentalité par la sienne ; il se trompe, s'il croit que c'est sans une profonde douleur, sans une honte indicible, que nous sommes forcés d'attaquer un général de notre armée. Il y a vraiment, quoi qu'on en dise, deux catégories de Français, ceux qui font passer avant toute considération les intérêts et la grandeur de la patrie et ceux pour qui les intérêts du parti priment tout.

M. Caillaux et ses collaborateurs reviennent des États-Unis sans avoir réussi dans leur mission. Il est toujours imprudent, pour un ministre, nous l'avions dit ici, de s'exposer soi-même à un échec. Le

voyage de nos négociateurs financiers n'a cependant pas été inutile, puisqu'il a montré d'abord notre bonne volonté de payer nos dettes dans la mesure de notre capacité, ensuite notre ferme résolution de ne pas accepter des conditions moins favorables que celles qu'une commission d'experts, où dominait l'influence de l'actuel vice-président de l'Union, a faites à l'Allemagne. Et, encore une fois, il est inouï que nous en soyons réduits là ! Dès lors que les exigences des politiciens américains dépassaient ces limites, M. Caillaux a fort bien fait de ne rien signer ; il est approuvé par toute l'opinion française. M. Caillaux a eu le mérite, dès son arrivée, de soumettre à la commission de la dette une proposition précise. Voici, dans les grandes lignes, en quoi elle consistait : de la dette commerciale (stocks américains, etc.), dont nous payons chaque année les arrérages, soit 20 millions de dollars, et de la dette de guerre on formerait un amalgame ; nous paierions, pendant les cinq prochaines années, 25 millions de dollars par an (dont nous payons déjà, de toute façon, 20) ; pendant les cinq années suivantes, 30 millions ; de 45 à 50 millions progressivement pendant les dix années suivantes ; à partir de 1946, la dette commerciale étant depuis longtemps éteinte, nous paierions 80 millions par an pendant quarante-deux ans. Ainsi le budget français se trouverait d'abord ménagé et il serait en outre entendu que, ainsi qu'il est prévu dans le plan Dawes, si la capacité de paiement de la France se trouvait, soit par cessation des paiements allemands, soit pour toute autre cause, amoindrie, les clauses devraient être revisées. Ces propositions étaient, dans notre situation financière, déjà singulièrement onéreuses, et il était honnête, de la part de M. Caillaux, de ne pas offrir plus qu'il ne se croyait assuré de pouvoir payer. Ces chiffres parurent inacceptables à la commission. Elle n'admet pas que, même sans que ce soit dit expressément, les paiements à faire par la France aux États-Unis soient subordonnés aux paiements effectués par l'Allemagne à la France : ce ne serait cependant que stricte justice. Cette volonté obstinée de libérer à nos dépens l'Allemagne de paiements élevés et de surcharger, au contraire, la France, est révélatrice : ce sont des vues politiques autant que financières qui guident les Borah du Sénat de Washington. Il s'agit, pour la haute banque anglo-saxonne, de tenir la politique de la France dans sa dépendance et notamment de l'obliger à un désarmement qui ferait la partie belle aux rancunes et aux ambitions allemandes.

A vrai dire, l'obstacle principal vint des politiciens républicains et de leurs soucis électoraux ; ils ont promis aux fermiers de l'Ouest

et du Moyen-Ouest des dégrèvements, aux anciens soldats des pensions; la propagande allemande accrédite le bruit que, si la France ne paye pas, dégrèvements et pensions seront impossibles ; elle ne cesse de répéter que, si la France désarmait, elle pourrait payer, mais qu'elle est piquée de la tarentule impérialiste; on satisfait. du même coup, l'humanitarisme naïf des sectes. Le jour où, après maintes concessions, peut-être exagérées, M. Caillaux espéra que l'accord serait conclu, M. Borah s'en fut à la Maison Blanche et fit entendre au Président Coolidge que ses collègues et lui n'admettaient pas l'accord sur les bases dont il était question ; le sénateur Smoot, membre de la Commission des dettes, fit les mêmes réserves. M. Coolidge se préoccupait avant tout de ne pas entrer en conflit avec le Sénat à propos d'un accord impopulaire. Il semble qu'un moment, le 30 septembre, la sous-commission et la délégation française soient arrivées à une entente. M. Dumay, directeur du *Quotidien*, chargé par M. Caillaux des relations avec la presse, se hâta d'annoncer que l'accord était conclu, alors qu'il n'avait encore l'approbation ni de la Commission, ni du Président. Que cette déplorable indiscrétion, qui corrobore l'opinion, bien ancrée parmi les Anglo-Saxons, que la légèreté française est incapable de garder un secret, en ait été la raison ou le prétexte, toujours est-il que, dès le lendemain, les illusions de M. Caillaux s'évanouissaient devant un communiqué de M. Mellon, offrant seulement, à des conditions draconiennes, un accord provisoire pour cinq ans. Là-dessus, M. Caillaux s'est embarqué avec toute sa mission : les négociations ne sont pas rompues, mais différées, le ministre des Finances désirant consulter le Conseil des ministres.

Savoir, pour une longue période, à quelles charges le Trésor devra faire face, c'est la première condition pour assainir nos finances et établir l'équilibre budgétaire. Avec un accord provisoire, le résultat n'est pas atteint, nos charges déjà trop lourdes, seraient accrues sans nous donner aucune certitude pour l'avenir. Il faut donc, de nouveau, négocier patiemment : il n'y a pas péril en la demeure. La Commission américaine a admis en principe que tout règlement est subordonné à notre capacité de paiement; à la rigueur, cette constatation pourrait suffire tant que la balance de notre commerce avec les États-Unis restera défavorable. Quand s'apercevra-t-on de la vanité de tels débats? Il a fallu cinq ans et le comité Dawes pour qu'on s'avisât, à propos des réparations, que « payer », c'est transférer

des valeurs d'un pays à un autre, que ce transfert ne peut être que très limité et déterminé par l'excès des exportations du débiteur sur les importations du créancier et que, pratiquement, il n'y a que les paiements en marchandises qui soient réalisables sur une large échelle. Les Américains veulent-ils que nous les payions en marchandises? Sont-ils disposés à abaisser leurs tarifs douaniers pour ouvrir les portes à nos produits, à renoncer à la « sécheresse » pour boire nos vins? Au cours du premier semestre de 1925 nous avons acheté aux États-Unis pour trois milliards de francs et nous leur avons vendu pour un milliard et demi. Les Américains sont trop avisés pour méconnaître ces vérités qu'ils nous ont induits à admettre à l'égard de l'Allemagne. Alors, que veulent-ils? Peser sur la politique française, demander quelqu'une de nos colonies, nous obliger à liquider une partie de notre patrimoine national? A de telles prétentions nous répondrions, comme M. Romier dans *le Figaro*, par un énergique : non! Avant d'accepter de payer, pendant cinq ans, à partir de 1926, sans garanties pour l'avenir, 40 millions de dollars, sans moratorium, ce qui, joint aux annuités à verser à l'Angleterre d'après l'arrangement de Londres et à notre dette commerciale, équivaudrait à environ quatre milliards et demi de francs d'engagements extérieurs, le Gouvernement devra se demander si notre change pourrait supporter de pareils transferts de richesse et si notre boussole financière n'en serait pas définitivement affolée. Toute l'Europe souffre du problème des dettes et il n'est pas possible que les États-Unis ne subissent pas un jour ou l'autre, dans leur prospérité commerciale, le contre-coup de cette gêne. Pour les vrais amis des Américains, pour ceux qui n'ont pas oublié leur grande gloire si récente, il est douloureux de constater que les États-Unis, pouvant faire tant de bien, s'acharnent, contre leur propre intérêt, à faire tant de mal.

Comme la prospérité, et plus encore qu'elle, la paix est un bloc; elle ne saurait être menacée sur la Vistule et sauvegardée sur le Rhin, violée dans les Balkans et intacte sur la Manche. Si cette vérité ne la domine et n'inspire ses actes, la conférence qui s'est ouverte à Locarno le 5 octobre restera stérile, sera même dangereuse. La tactique des Allemands sera sans doute de se montrer conciliants pour le pacte rhénan et de faire traîner les négociations pour les traités d'arbitrage avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, afin de lasser la patience de la France et de l'amener, pour complaire à l'Angleterre, à conclure pour l'Ouest, tout en ajournant pour l'Est la signature

d'un pacte : voilà l'écueil et le piège ; nous avons confiance que M. Briand ne s'y laissera pas prendre. Si les négociations doivent rester séparées, l'Angleterre se désintéressant au moins officiellement de l'Europe orientale, il importe du moins qu'elles soient parallèles et concomitantes : ou aucune signature ou, le même jour, à la même heure, une double signature.

Il est impossible d'apporter à une négociation des dispositions plus conciliantes que celles qui animent les gouvernements de Londres et de Paris : oublions le passé et songeons à préparer l'avenir, déclare M. Chamberlain ; et M. Painlevé, dans son discours de Nîmes, affirme que « la réconciliation franco-allemande est la pierre angulaire de la civilisation européenne ». Il y a quelque hardiesse, pour le chef du Gouvernement d'un pays qui a été atrocement foulé pendant quatre ans par l'envahisseur, à proclamer cette vérité évidente. Cette générosité est sans doute de bonne politique en face de l'opinion universelle ; encore faut-il savoir comment l'Allemagne y correspond. C'est elle, après tout, et non pas les Alliés, — on l'oublie trop, — qui est demanderesse. M. Chamberlain a dit qu'à Locarno allait se jouer « une partie dont la paix est le prix » ; nous nous permettons de trouver excessive son affirmation ; la paix est établie par les traités ; elle n'est pas menacée pour le moment, et il est certain qu'elle ne le serait jamais plus si seulement l'Angleterre se déclarait alliée et solidaire de la France et de la Belgique contre toute agression directe ou indirecte. Voilà la solution simple, la solution efficace ; celles qu'on trouvera peut-être à Locarno sont, en comparaison, compliquées et précaires. Cela dit, on est heureux de constater que, grâce à la parfaite loyauté de M. Chamberlain, les gouvernements de Londres et de Paris se rendent à la conférence en parfait accord et en pleine solidarité.

Ce résultat de bon augure, les maladresses de la politique allemande ont contribué à le créer. La tactique de MM. Luther et Stresemann sera évidemment de tenter de dissocier le faisceau jusqu'ici solidement lié. Pour comprendre l'attitude et le jeu des représentants de l'Allemagne, il faut, comme tout à l'heure pour les États-Unis, avoir présentes à l'esprit les rivalités politiques, si ardentes à l'intérieur du Reich. Les nationalistes, c'est-à-dire le vieux parti prussien, n'admettent, tout au moins dans leurs manifestations publiques, aucune politique d'exécution ; le Gouvernement doit, à leur avis, n'entrer en discussion pour un pacte et n'adhérer à la Société des nations que si, préalablement, « le mensonge de la res-

ponsabilité allemande » est aboli, si Cologne est évacuée, l'occupation abrégée, le « corridor » de Dantzig supprimé, l'annexion de l'Autriche autorisée, des mandats coloniaux concédés, etc.; bref, si le traité de Versailles est annulé. Le parti populaire bavarois (qui a fait, après la guerre, sécession d'avec le Centre catholique) vient de tenir son congrès; son chef, le docteur Heim, s'est prononcé contre le pacte et la politique d'exécution; il a accentué sa scission avec le Centre. Ces discussions ont pour but réel la conquête du pouvoir. Au fond, sur la politique à suivre à l'égard des Alliés et du traité, l'accord, presque unanime, se fait tacitement sur un programme minimum : il s'agit d'abolir tout ce qui rappelle la responsabilité et la défaite allemandes.

Un article très complet de M. Erich Dombrowski, démocrate, dans le *Berliner Tageblatt* du 25 septembre, en donne une juste idée. La libération de l'Allemagne se fera en deux étapes. D'abord la négociation de Locarno devra faire tomber quelques-unes des chaînes du traité : évacuation de Cologne, réduction des exigences pour le désarmement, application de l'article 19 du pacte de la Société des nations qui prévoit la réadaptation des traités, garantie des traités d'arbitrage donnée non par la France, mais par la Société des nations, modification de l'article 16 du pacte. L'Angleterre garantit la France contre toute agression de l'Allemagne, mais aussi l'Allemagne contre toute agression de la France. L'Allemagne renonce à reconquérir l'Alsace et la Lorraine *par la force des armes* (c'est l'auteur qui souligne, indiquant par là que l'Allemagne se réserve tous autres moyens de sauvegarder le caractère germanique de ces provinces). L'Allemagne, à l'Est, ne peut supporter ni le « corridor » polonais, ni la perte d'une partie de la Haute-Silésie, territoires nécessaires à la cohésion nationale et à la prospérité économique de l'Allemagne ; cette correction ne se fera pas par la force, mais par application de l'article 19 du pacte de la Société des nations. Ensuite l'Allemagne prendra en main la cause des minorités allemandes éparses dans divers pays; elle réalisera le rattachement de l'Autriche ; elle demandera des mandats coloniaux. « Voilà les points qui, sans parler de la Sarre et des deuxième et troisième zones d'occupation, domineront le cours futur de la polilique extérieure allemande... Voici maintenant, après que le champ de la politique extérieure aura été défriché par le pacte occidental, que sonne l heure où, pas à pas, il va nous être possible de faire une politique active. » Voilà, sous la plume d'un modéré, un programme complet; il menace

la sécurité et l'intégrité de tous les autres États, il prépare la réalisation complète du pangermanisme, il dépasse les réalisations bismarckiennes. Est-ce dans cet esprit que les Allemands viennent à Locarno?

Comme préface, les nationalistes ont imposé à M. Stresemann la démarche que M. de Hœsch a accomplie le 28 auprès de M. Briand à qui il a remis une « note verbale », c'est-à-dire un aide-mémoire écrit, par lequel l'Allemagne dénonce l'article 231 et rejette les responsabilités dans la guerre de 1914. M. Briand ayant fait ressortir, dans son entretien avec l'ambassadeur, la singularité et la maladresse du procédé, il fut convenu que la note ne serait pas publiée afin d'éviter les polémiques irritantes : quelques jours après, le chancelier Luther la livrait aux journaux. Cette satisfaction donnée aux partis de droite eut du moins un résultat, c'est de froisser la légitime susceptibilité de M. Chamberlain et de l'édifier sur les véritables dispositions du gouvernement du Reich. Que ces dispositions ne se soient pas modifiées, la déclaration de M. Luther aux journalistes à son arrivée à Locarno en est la preuve; elle n'est qu'une paraphrase à peine atténuée de la note verbale du 28 septembre. Ainsi, la France, l'Angleterre, la Belgique, l'Italie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, cherchent dans les négociations de Locarno des garanties pour un avenir de paix fondé sur le respect des traités; l'Allemagne, au contraire, voudrait y trouver l'occasion de reviser un passé qui pèse plus encore à son orgueil national qu'à ses intérêts et de détruire l'Europe créée par les traités de paix. Plus s'affirme la bonne volonté des Alliés, plus s'accumulent les récriminations germaniques.

Enfin l'Allemagne ne peut s'accoutumer à ne pas jouer deux jeux à la fois : ses négociations avec M. Tchitcherine nous en apportent une nouvelle preuve. Qu'est venu faire à Berlin le Commissaire du peuple aux affaires étrangères à la veille de la Conférence de Locarno? Se soigner? Sans doute. Négocier un traité de commerce? Évidemment. Mais aussi parler politique, intriguer, chercher à brouiller les cartes, empêcher l'Europe de s'organiser sans la Russsie des Soviets. M. Tchitcherine est ou feint d'être persuadé que le gouvernement conservateur anglais prépare contre la Russie bolchéviste une vaste offensive dans laquelle il voudrait entraîner la France. Il rappelle à l'Allemagne qu'elle a signé le traité de Rapallo; il l'incite donc à exiger, avant d'entrer dans la Société des nations, l'assurance qu'elle ne sera pas obligée de se conformer à l'article 16, c'est-à-dire de prêter son territoire et ses forces pour une offensive contre la Russie, au cas où la Société des nations, inféodée à

l'Angleterre, la déclarerait légitime. Et puis, si l'Allemagne n'obtient pas, à Locarno, les satisfactions qu'elle réclame, une alliance avec la Russie pour la revision des frontières orientales reste une ressource dont, sans doute, M. Tchitcherine ne s'est pas abstenu d'indiquer discrètement la valeur. A Varsovie, où il s'est arrêté et où il a négocié un traité de commerce, M. Tchitcherine s'est exprimé en termes très conciliants : c'est une nouveauté ; elle révèle probablement d'abord que la Russie n'est ni moralement ni matériellement disposée à la guerre, du moins en Europe : elle décèle aussi une tendance nouvelle de la politique russe qui chercherait à se rapprocher des États baltiques, de la Pologne et même de la Roumanie pour attirer ces États dans son orbite et les soustraire aux influences de l'Europe occidentale. Il est vraisemblable qu'à Varsovie M. Tchitcherine a pris soin d'insinuer que la garantie française serait, pour les frontières de la Pologne, moins sûre, moins efficace que l'amitié moins lointaine de la Russie. Mais, des belles paroles de M. Tchitcherine, on sait, dans toutes les chancelleries, ce que vaut l'aune ; et si le gouvernement de Varsovie a sagement agi, sans s'en exagérer la valeur, de mettre à profit, pour le règlement des fréquentes difficultés de frontières, les bonnes dispositions des dirigeants de Moscou, le gouvernement de Berlin s'est montré moins avisé, en prêtant aux propos de M. Tchitcherine une oreille complaisante et en cherchant à s'en prévaloir pour faire pression sur M. Chamberlain et M. Briand. Petits moyens qui n'apparaissent pas de circonstance.

Les ministres des Affaires étrangères réunis à Locarno, autour de la même table, sur le pied d'une complète égalité, poursuivent l'examen des nombreuses difficultés que l'établissement d'une paix durable ne saurait manquer de rencontrer. Tous les pays, éprouvés par la guerre, ont besoin de la paix, mais tous ne la comprennent pas de la même manière. Selon que se maintiendra, entre Paris et Londres, une complète unité de vues et une parfaite solidarité d'action, la conférence aura ou n'aura pas une issue favorable.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCVe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-NEUVIÈME VOLUME

SEPTEMBRE — OCTOBRE

Livraison du 1er Septembre

Pages.

LE FASCISME EN ITALIE, par *** 5

LE MARIAGE DE HANIFA, première partie, par ÉLISSA RHAÏS 30

LA PRINCESSE BELGIOJOSO ET AUGUSTIN THIERRY. — *LETTRES INÉDITES*. — I, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY 70

LE SEPTENNAT DE LA DICTATURE BOLCHÉVIQUE. — II. *LES FINANCES*, par M. LE COMTE W. KOKOVTZOFF 112

LA COLLECTION GIRARDIN A CHAALIS. — LE BELIQUAIRE DE JEAN-JACQUES, par M. LOUIS GILLET 134

JOURNAL INTIME. — IV. 1861-1862, par ÉMILE OLLIVIER 162

POÉSIES, par M. SÉBASTIEN-CHARLES LECONTE 185

L'ESPRIT PUBLIC AUX ÉTATS-UNIS, par M. N. MURRAY BUTLER 189

A L'EXPOSITION DES ARTS DÉCORATIFS. — IV. LA MIETTE DE CELLINI, par M. ROBERT DE LA SIZERANNE 203

REVUE LITTÉRAIRE. — M. *ROLAND DORGELÈS*, par M. ANDRÉ BEAUNIER 281

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 230

Livraison du 15 Septembre

L'ORIENT EN MARCHE. — *DANS LA MONTAGNE DES DRUSES*, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française 241

LA POLITIQUE INTÉRIEURE SOUS LE PREMIER EMPIRE. — I, par M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française 262

LE MARIAGE DE HANIFA, deuxième partie, par ÉLISSA RHAÏS 305

LA PRINCESSE DE BELGIOJOSO ET AUGUSTIN THIERRY. — *LETTRES INÉDITES*. — II, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY 338

L'ART DES JARDINS, par M. FERDINAND BAC 380

MŒURS DU JOUR. — « SI J'AIME LA MUSIQUE ! » par M. MARCEL BOULENGER. 398

Pages.

LES MALADIES MONÉTAIRES DE L'EUROPE. — *VERS LA GUÉRISON*, par M. JACQUES M. PAUL KÜLP 409

LE FOYER DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE. — *SOUVENIRS ET ANECDOTES*. — I, par M. PAUL GAULOT. 438

REVUE SCIENTIFIQUE. — *L'AVENIR DE LA HOUILLE BLANCHE*, par M. CHARLES NORDMANN 457

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . 469

Livraison du 1er Octobre

L'ORIENT EN MARCHE. — *DANS LA MONTAGNE DES DRUSES*. — II, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française 481

LE BILAN DE LA RUHR, par *** 503

LE MARIAGE DE HANIFA, dernière partie, par ÉLISSA RHAÏS. 542

A PROPOS DE L'ÉCOLE UNIQUE, par M. HENRI BERNÈS 574

LA POLITIQUE INTÉRIEURE SOUS LE PREMIER EMPIRE. — II, par M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française 594

LES CONFESSIONS DE JÖRGENSEN, par JACQUES DE COUSSANGE 627

UN GLORIEUX TRENTENAIRE. — LA PRISE DE TANANARIVE, par LE GÉNÉRAL AUBIER 643

LA PRINCESSE BELGIOJOSO ET AUGUSTIN THIERRY. — *LETTRES INÉDITES*. — III, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY 661

A L'EXPOSITION DES ARTS DÉCORATIFS — V. LE MEUBLE AU XXe SIÈCLE, par M. ROBERT DE LA SIZERANNE 686

REVUE LITTÉRAIRE. — *LE MAITRE DE MÉLISANDE*, par M. ANDRÉ BEAUNIER. . 697

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 710

Livraison du 15 Octobre

HIVER, première partie, par CAMILLE MAYRAN 721

UN GRAND RÉALISTE : CAVOUR. — I. *LA JEUNESSE*, par M. MAURICE PALÉOLOGUE. 759

LA CRISE DU MARCHÉ CHARBONNIER EN EUROPE, par M. LOUIS DE LAUNAY, de l'Académie des Sciences 788

LA POLITIQUE INTÉRIEURE SOUS LE PREMIER EMPIRE. — III, par M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française 817

POÉSIES, par M. CHARLES LE GOFFIC 840

LA PRINCESSE BELGIOJOSO ET AUGUSTIN THIERRY. — *LETTRES INÉDITES*. — IV, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY. 846

L'ESPRIT NOUVEAU DU ROMAN AMÉRICAIN, par M. FIRMIN ROZ. 878

LES FOULES DE LISIEUX, par M. LOUIS BERTRAND. 901

LE FOYER DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE. — II, par M. PAUL GAULOT. 910

A L'EXPOSITION DES ARTS DÉCORATIFS. — VI. LES ARTS DU FEU, par M. R. DE LA SIZERANNE. 924

REVUE SCIENTIFIQUE. — *SUR LA STRUCTURE DE L'UNIVERS ÉTOILÉ*, par M. CHARLES NORDMANN 936

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON. . . 948

Paris, 1925. — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 57833.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2501